



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

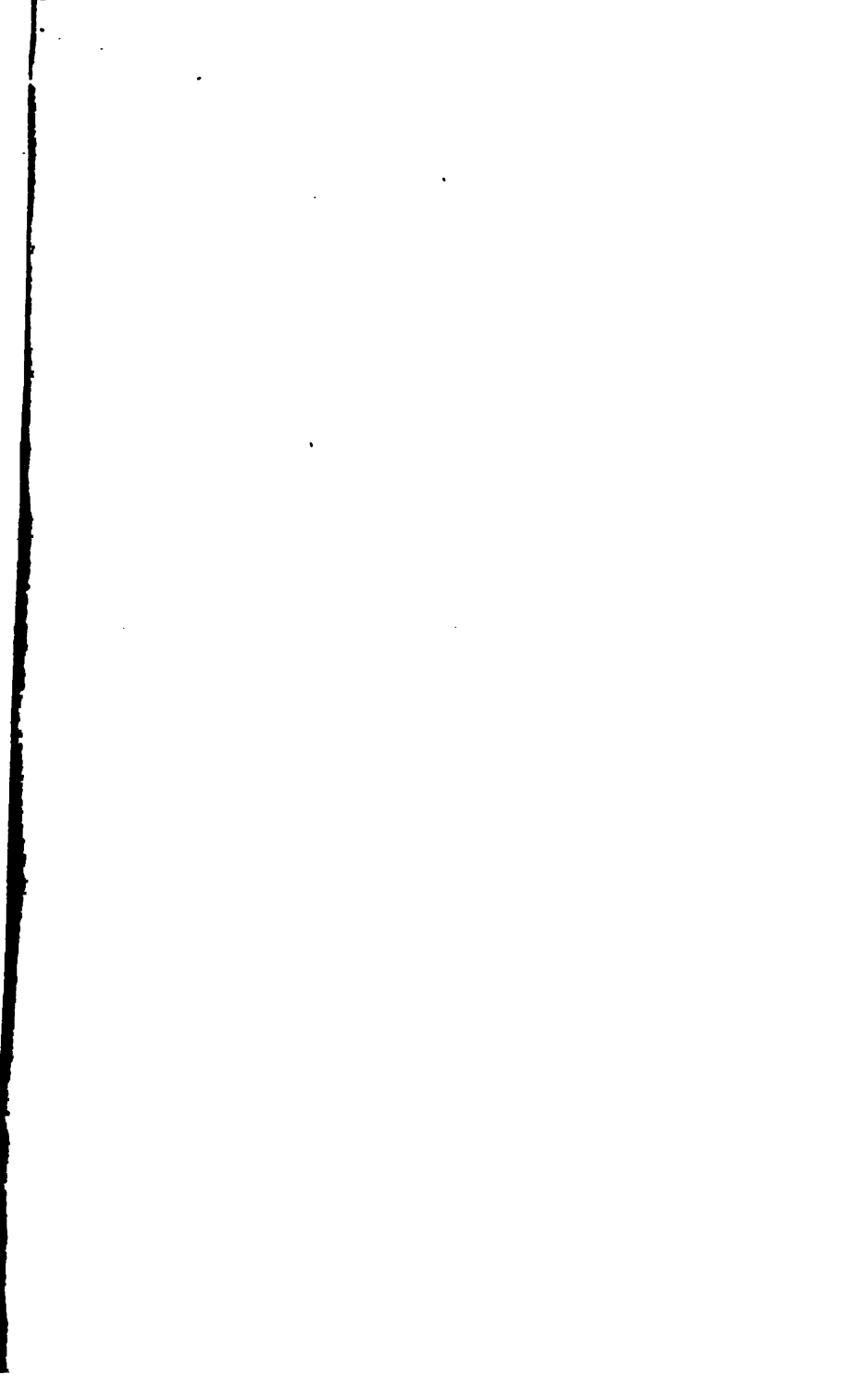
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

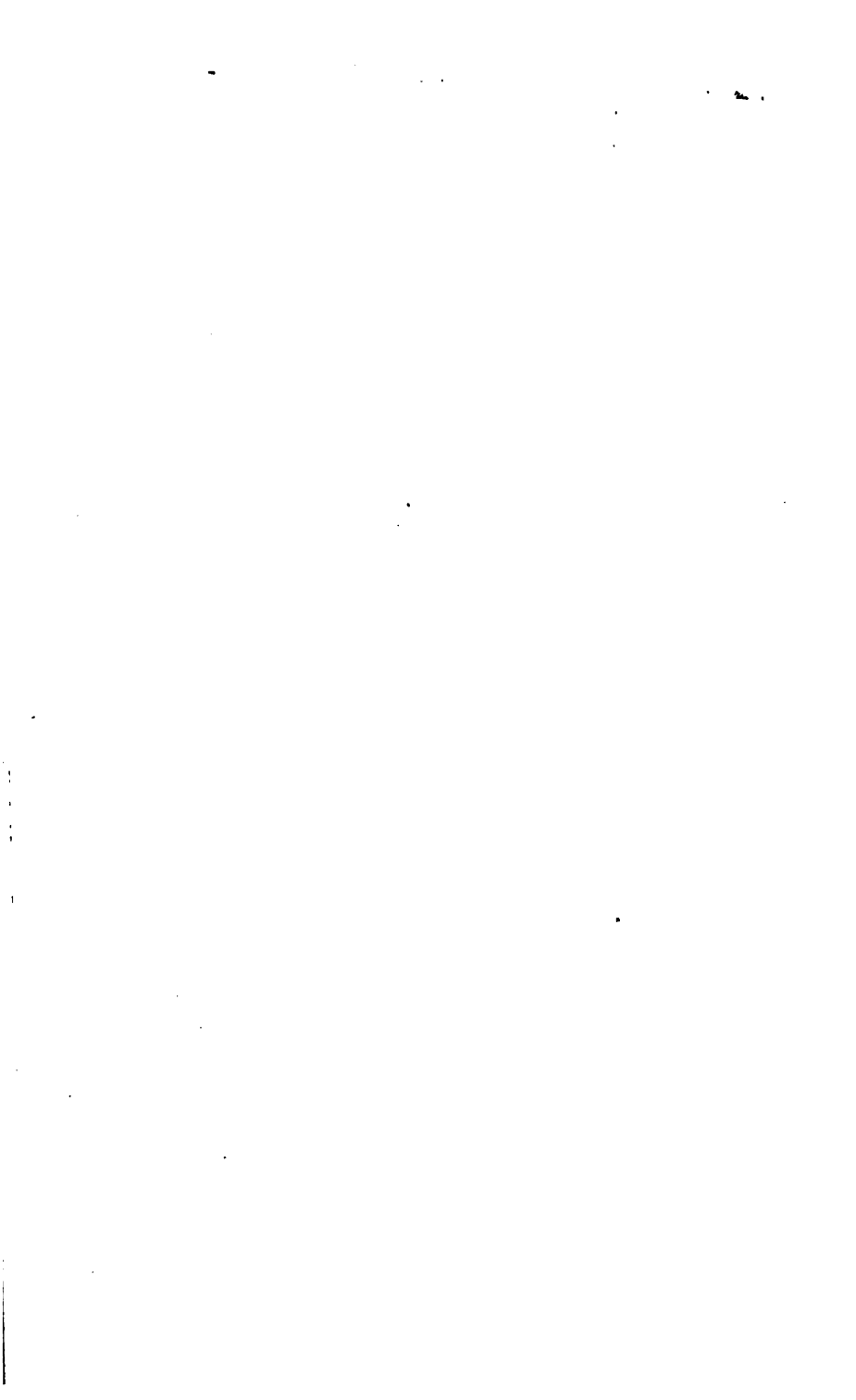


STANFORD UNIVERSITY LIBRARY









BULLETIN DES LOIS

DE LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

XII^e SÉRIE.

PREMIER SEMESTRE DE 1885,

CONTENANT

LES LOIS ET DÉCRETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL

PUBLIÉS DEPUIS LE 1^{er} JANVIER JUSQU'AU 30 JUIN 1885.

PARTIE PRINCIPALE.

TOME TRENTIÈME.

N^{os} 893 à 935.



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M DCCC LXXXV.

781
12th ser.
v. 30

WINTER *Journal of the American Society of Nephrology*

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS ET DÉCRETS

CONTENUS DANS LE TOME XXX^e DE LA XII^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
ACTES ANTÉRIEURS AU 1 ^{er} SEMESTRE DE 1885.			
20 Oct. 1882.	DÉCRET concernant les filets à sardines dans le quartier d'Audierne.....	896	106
3 Juillet 1883.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
23 Janv. 1884.	DÉCRET portant organisation des églises protestantes dans les établissements français en Océanie.....	928	986
30 Mars.	DÉCRET qui détermine la composition du conseil supérieur des colonies.....	<i>Ibid.</i>	995
12 Juillet.	Loi qui approuve la convention pour l'échange des mandats de poste entre la France et la Perse.....	924	885
29 Août.	DÉCRET sur la réorganisation du service sanitaire au Sénégal.....	912	526
3 Septembre.	DÉCRET qui proclame cinquante-huit cessations de brevets d'invention.....	907	349
13.	DÉCRET fixant le taux de la roupie dans l'Inde.....	917	727
30.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1881.....	925	905
6 Octobre.	DÉCRET relatif à la création d'une justice de paix à Kreider, arrondissement de Mascara-Oran.....	900	215
13.	DÉCRET qui fixe le cadre du personnel affecté aux services de police de la ville de Montpellier.....	896	108
25.	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1885 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce.....	895	75
28.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1884, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'établissement thermal de Vichy.....	<i>Ibid.</i>	77
29.	DÉCRET qui reporte au budget du ministre de l'agriculture, de l'exercice 1884, un crédit non employé sur les crédits ouverts à l'exercice 1883.....	925	906
10 Novembre.	DÉCRET concernant un nouveau délai à la compagnie de Lyon pour l'établissement de la deuxième voie entre Chambéry et Aiguebelle.....	900	216
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'installation aux ateliers d'Alger, par la compagnie de Lyon, de diverses machines-outils destinées à la réparation de son matériel roulant....	902	255
14.	DÉCRET qui rend exécutoires en Algérie divers décrets modifiant et complétant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux et incommodes.....	894	37
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui annule une délibération du 27 août 1884 du conseil général de la Vendée.....	902	255
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui annulent des délibérations du 20 août 1884 du conseil général de Vaucluse.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
14 Nov. 1884.	DÉCRETS qui annulent des délibérations du 3 septembre 1884 du conseil général des Bouches-du-Rhône.....	902	256
16.	DÉCRET qui rend applicables dans les établissements français du golfe de Guinée les lois des 4 juillet 1837 et 10, 19 et 27 mars 1851 relatives aux poids et mesures et à la vente des marchandises.....	895	78
Idem.	DÉCRET qui annule une délibération du conseil général de la Martinique du 6 décembre 1883.....	901	295
Idem.	DÉCRET rendant exécutoire le tarif de douane voté par le conseil général de la Guadeloupe sur certaines marchandises d'importation étrangère.....	906	336
17.	DÉCRET relatif aux limites de la mer à l'embouchure de la rivière d'Aberwrach-en-Canilis (Finistère).....	904	295
18.	DÉCRETS qui annulent des délibérations du 28 août 1884 du conseil général de l'Hérault.....	Ibid.	296
19.	DÉCRET relatif à l'établissement d'une gare de marchandises à la station d'Étigny-Véron, ligne de Paris à Lyon.	905	319
20.	DÉCRET qui autorise la commune de Saint-Ferréol-de-Cohade (Haute-Loire), à porter le nom de Cohade...	Ibid.	320
Idem.	DÉCRET qui autorise la commune d'Aspres-lès-Veynes à porter le nom d'Aspres-sur-Buëch.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la commune de la Ferrière (Vienne) à porter le nom de la Ferrière-Airoux.....	908	473
Idem.	DÉCRET qui autorise la commune de Châtenay (Seine-et-Oise) à porter le nom de Châtenay-en-France.....	Ibid.	Ibid.
24.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1884, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la commune mixte de l'Hillil (Oran) pour des travaux d'irrigation.....	895	78
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1884, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Dunkerque pour les travaux d'extension du port de cette ville.....	896	108
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1884, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor applicable à des travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Ibid.	109
25.	DÉCRET concernant l'introduction au Gabon des armes et munitions.....	897	120
Idem.	DÉCRET portant ouverture au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, pour l'emploi de fonds de concours, d'un crédit additionnel.	Ibid.	121 à 124
Idem.	DÉCRET portant ouverture en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1881, d'un crédit supplémentaire.....	Ibid.	123
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1882...	925	907
26.	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1885 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce.....	894	41
27.	DÉCRET relatif aux travaux à exécuter pour séparer les trois lignes de Paris à Lyon, de Villeneuve-Saint-Georges à Montargis, par Corbeil, et de grande ceinture dans la traversée de la gare de Villeneuve-Triage.	903	473
28.	DÉCRET qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Charlieu.....	894	42
Idem.	DÉCRET qui modifie la circonscription du conseil de prud'hommes de Bolbec.....	897	125
29.	DÉCRET qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Nîmes.....	894	43
1 ^{er} Décembre.	DÉCRET portant approbation d'une dépense faite par la compagnie des chemins de fer de l'Est.....	899	187
Idem.	DÉCRET qui rattache l'annexe d'Afflou pour l'administration de la justice, au tribunal de Mostaganem.....	908	474

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
1 ^{er} Déc. 1884.	DÉCRET relatif à l'agrandissement de la gare de Senjon, sur le chemin de fer de Pons à Royan et à la Tremblade.....	908	474
2.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1884, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'achèvement du palais de justice d'Alger.....	899	188
3.	DÉCRET qui augmente le nombre des juges et juges suppléants du tribunal de commerce de Calais.....	894	45
4.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1884, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Nice.....	900	204
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1884, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger.....	Ibid.	205
6.	DÉCRET portant que la rue du Bon-Pasteur de la commune du François (Martinique), portera le nom de Schoelcher.....	908	478
8.	Loi suspendant l'élection des sénateurs inamovibles....	895	49
Idem.	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Firminy...	898	166
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Joseph Raymond à joindre à son nom celui de Gombert.....	Ibid.	175
9.	Loi portant modification aux lois organiques sur l'organisation du Sénat et l'élection des sénateurs.....	895	49
Idem.	DÉCRET qui abroge l'article 21 du décret du 2 août 1879 portant règlement intérieur du Conseil d'Etat et remet en vigueur l'article 21 du décret du 21 août 1872....	898	168
Idem.	DÉCRET portant concession d'un atterrissement formé dans le lit du torrent du Paillon, à la pointe de Contes (Alpes-Maritimes).....	908	475
10.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1884, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	900	206
11.	DÉCRET qui fixe la taxe applicable aux correspondances échangées entre la France et l'Algérie et la Tunisie d'une part et le Sénégal de l'autre.....	Ibid.	207
12.	DÉCRET approuvant la délibération du conseil général de la Martinique et portant application dans cette colonie des timbres mobiles aux connaissements et affiches.	897	126
13.	DÉCRET qui rapporte le décret du 22 juin 1882 en ce qui concerne le département de la Haute-Saône.....	925	908
15.	DÉCRET relatif aux travaux d'amélioration à exécuter au port de Villefranche (Alpes-Maritimes).....	896	14
Idem.	DÉCRET portant fixation d'une imposition extraordinaire additionnelle au principal de la contribution des patentes sur les patentes de la ville du Havre.....	897	132
Idem.	DÉCRET portant fixation d'une imposition extraordinaire additionnelle au principal de la contribution des patentes sur les patentes du département de la Marne...	Ibid.	133
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1884 une somme restée disponible sur le crédit spécial au budget de l'exercice 1883, pour dépenses publiques en Algérie.....	Ibid.	134
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur un crédit en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1882.....	Ibid.	136
16.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1884, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers pour l'exécution de divers travaux publics.....	897	137
Idem.	DÉCRET qui classe comme annexe n° 10 de la route nationale n° 86 le pont de Bourg-Saint-Andéol et l'avenue de rive droite dans les limites du plan.....	908	475

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
16 Déc. 1884.	DÉCRET qui classe comme annexe n° 6 de la route nationale n° 86 le pont de Rochemaure et l'avenue de rive droite dans les limites du plan	908	475
Idem.	DÉCRET relatif au rachat de la concession du pont de Valence, sur le Rhône.....	913	583
Idem.	DÉCRET qui classe comme annexe n° 1 de la route nationale n° 86 le pont de Serrières, par suite du rachat de la concession dudit pont sur le Rhône.....	914	618
17.	LOI qui établit une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Gouesnou (Finistère).....	894	17
Idem.	DÉCRET portant ouverture au ministre des postes et des télégraphes d'un crédit supplémentaire.....	897	141
Idem.	DÉCRET qui arrête la division territoriale en conservations forestières.....	926	909
18.	LOI qui établit des surtaxes à l'octroi de Mortain.....	894	17
Idem.	DÉCRET qui crée à la faculté des sciences de Marseille une chaire de chimie industrielle.....	Ibid.	47
19.	LOI qui approuve la convention intervenue le 26 mai 1884 entre le ministre de la marine et des colonies et la compagnie du chemin de fer et du port de la Réunion, en vue de l'agrandissement et de l'achèvement du port de la pointe des Galets (île de la Réunion)...	Ibid.	18
20.	DÉCRET qui rapporte le décret du 12 septembre 1884 interdisant l'importation en France des objets de literie provenant d'Italie.....	897	142
Idem.	LOI qui approuve le tarif télégraphique établi par l'arrangement conclu le 3 novembre 1884 entre la France et la Grèce.....	898	145
Idem.	LOI qui approuve la convention signée le 9 juillet 1884 entre la France et l'Italie pour la garantie de la propriété littéraire et artistique.....	900	197
Idem.	DÉCRET relatif à la rectification de la route nationale n° 85, au tournant des Fourches (Côte-d'Or).....	909	486
Idem.	DÉCRET relatif à la rectification de la route nationale n° 203 d'une part, aux abords du torrent de Bellegarde, de l'autre entre Magland et Cluses (Haute-Savoie)....	Ibid.	Ibid.
21.	LOI concernant le déclassement de la place de Mézières.	894	21
Idem.	LOI qui autorise la ville d'Agen à contracter un emprunt.	Ibid.	22
Idem.	LOI concernant l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les exercices 1885 et 1884 et sur exercices périmés et clos.....	897	113
Idem.	DÉCRET qui nomme les membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1883 et l'année 1884.....	909	486
23.	LOI ayant pour objet d'ouvrir au ministre du commerce, sur l'exercice 1884, un crédit supplémentaire pour les dépenses occasionnées par l'épidémie cholérique..	896	81
Idem.	DÉCRET portant ouverture d'un crédit au ministre de la justice et des cultes.....	Ibid.	142
Idem.	LOI ayant pour objet l'établissement d'une contribution foncière sur les propriétés bâties en Algérie.....	899	177
24.	DÉCRET relatif au legs Camille Favre.....	897	144
Idem.	DÉCRET portant concession d'une parcelle d'alluvions en voie de formation sur la rive droite de la Garonne, dans la commune de La Réole.....	909	487
26.	LOI qui proroge une surtaxe à l'octroi de Bapaume....	894	22
Idem.	LOI qui établit une surtaxe à l'octroi de Bellay.....	Ibid.	23
Idem.	LOI qui proroge des surtaxes à l'octroi de Bourgville....	Ibid.	24
Idem.	LOI qui proroge des surtaxes à l'octroi de la Gorgue....	Ibid.	25
Idem.	LOI qui proroge une surtaxe à l'octroi de Gaillères....	Ibid.	Ibid.
Idem.	LOI qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Balluin.....	Ibid.	26
Idem.	LOI qui établit une surtaxe à l'octroi de l'Hôpital-Camfront.....	Ibid.	27
Idem.	LOI qui promulgue une surtaxe à l'octroi de Kerlouan..	Ibid.	Ibid.
Idem.	LOI qui proroge une surtaxe à l'octroi de Landéda.....	Ibid.	28

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
26 Déc. 1884.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Lillebonne....	894	29
<i>Idem.</i>	Loi qui établit une surtaxe à l'octroi de Mézières.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui établit une surtaxe à l'octroi de Moutiers.....	<i>Ibid.</i>	30
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Plogastel-Saint-Germain.....	<i>Ibid.</i>	31
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Plougouvelin..	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Plouneour-Trez.....	<i>Ibid.</i>	32
<i>Idem.</i>	Loi qui établit une surtaxe à l'octroi de Pouldergat....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui établit des surtaxes à l'octroi des Sables-d'Olonne.....	<i>Ibid.</i>	33
<i>Idem.</i>	Loi qui établit une surtaxe à l'octroi de Saint-Marc....	<i>Ibid.</i>	34
<i>Idem.</i>	Loi qui établit une surtaxe à l'octroi de Saint-Pol-de-Léon.....	<i>Ibid.</i>	35
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Valenciennes..	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Gray à Jussey.....	<i>Ibid.</i>	36
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1884, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par les compagnies de l'Est, de Paris-Lyon-Méditerranée, d'Orléans et de l'Ouest, pour le paiement des travaux exécutés par l'État sur diverses lignes concédées.....	900	208
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le sieur Frille à établir un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Onnaing.	<i>Ibid.</i>	210
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre le bureau de douane d'Anney à l'importation et au transit de la librairie venant de l'étranger.....	<i>Ibid.</i>	211
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ouverture d'un crédit au ministre du commerce.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui investit des fonctions de juge de paix le commandant particulier de l'Ogowé et de Fernand-Vaz (Guinée).....	907	447
27.	Loi qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1884, un crédit supplémentaire pour les secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada.....	898	147
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve l'adjudication prononcée en faveur de M. Lepaitre, propriétaire à Clermont-Ferrand, des établissements thermaux de Bourbonne-les-Bains et de Néris.....	<i>Ibid.</i>	148
<i>Idem.</i>	Loi qui établit une surtaxe à l'octroi de Saint-Junien...	<i>Ibid.</i>	165
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 7 juillet 1881 sur la vérification des alcoomètres.....	<i>Ibid.</i>	169
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'application de la convention relative à l'échange des télégrammes, conclue entre la France et la Grèce.....	900	212
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au contrat d'échange d'une parcelle à distraire de la forêt domaniale des Colettes et de Boismol contre une parcelle appartenant au sieur d'Algarra, située au même lieu (Allier).....	911	519
28.	Loi ayant pour objet la liquidation de l'arriéré du service de la propriété indigène en Algérie et tendant à ouvrir au ministre des finances, sur l'exercice 1884, un crédit extraordinaire.....	899	180
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Saint-Amand..	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
29.	Loi qui ouvre aux ministres, sur l'exercice 1885, des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1885.....	895	54
<i>Idem.</i>	Loi qui établit une surtaxe à l'octroi d'Abbeville.....	<i>Ibid.</i>	56
<i>Idem.</i>	Loi qui établit une surtaxe à l'octroi de Bohars.....	<i>Ibid.</i>	57
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Brest.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Castelsarrasin.	<i>Ibid.</i>	58
<i>Idem.</i>	Loi qui établit des surtaxes à l'octroi de Chaumont....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
13 Janv. 1885.	DÉCRET qui met à la disposition du public des enveloppes timbrées d'avance et destinées à recevoir des lettres devant circuler dans les tubes pneumatiques de l'intérieur de Paris.....	904	188
14.	Loi qui autorise le département de la Corse à s'imposer extraordinairement.....	906	321
Idem.	Loi qui autorise le département d'Indre-et-Loire à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	322
Idem.	Loi qui autorise le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui autorise la ville de Brest à modifier les conditions d'un emprunt.....	Ibid.	323
Idem.	Loi qui autorise la ville de Bourges à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	324
Idem.	Loi qui autorise la ville de Clermont-Ferrand à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	325
Idem.	Loi qui autorise la ville de Reims à contracter un emprunt.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui autorise la ville de Rennes à changer l'affectation d'un fonds d'emprunt.....	Ibid.	326
Idem.	Loi qui autorise la ville de Rochefort à contracter un emprunt.....	Ibid.	327
Idem.	Loi qui autorise la ville du Mans à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	Ibid.
15.	DÉCRET portant homologation des zones de servitudes de la place de Montmédy.....	901	245
Idem.	DÉCRET portant ouverture d'un crédit au ministre des postes et des télégraphes sur les fonds du budget de l'exercice 1884.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi relative à la revision du classement des places fortes et postes militaires en Algérie.....	904	269
Idem.	DÉCRET qui établit au port de Palmpol un droit de tonnage sur les navires français et étrangers venant de l'étranger ou des possessions françaises et sur les navires affectés aux grandes pêches maritimes.....	908	462
Idem.	DÉCRET qui ouvre un crédit au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1884, pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par le département du Rhône.....	932	1146
16.	DÉCRET qui fixe le cadre du personnel affecté aux services de la police de la ville de Bourges.....	901	246
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique la concession définitive à la compagnie d'Orléans de la ligne de la limite de Seine-et-Oise vers Auneau, à Étampes.....	904	284
Idem.	DÉCRET portant concession à la ville de Nice de parcelles de terrains nécessaires au prolongement du boulevard de l'Impératrice de Russie.....	910	511
Idem.	DÉCRET portant concession à la commune de Tournon d'un emplacement domanial, provenant d'un atterrissement formé dans le lit du Rhône, sur le territoire de cette commune.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui ouvre à l'importation et au transit de la librairie venant de l'étranger les bureaux de douane d'Anor, Baiseux, Feignies, Jeumont et Tourcoing...	912	545
Idem.	DÉCRET portant concession d'un groupe de parcelles de lais de mer situées commune de Cette.....	Ibid.	551
Idem.	DÉCRET relatif à la rectification, aux abords de Gennevilliers, de la route départementale de la Seine n° 7, de Neuilly à Gennevilliers et Epinay.....	914	619
Idem.	DÉCRET relatif à la construction d'une annexe de la route départementale n° 20, d'Avranches à Tinchebray, entre le bourg de Tirepiéd et le chemin d'intérêt commun n° 36 bis (Manche).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui crée à Tarbes un collège communal de jeunes filles.....	924	902
Idem.	DÉCRET qui crée à Agen un collège communal de jeunes filles.....	Ibid.	903

DATES des lois et décrets	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
17 Janv. 1885.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local dans le département de la Somme.....	901	217
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant modification et complément de la nomenclature des bureaux désignés pour constater la sortie des boissons expédiées sur la Suisse en franchise des droits de circulation et de consommation...	<i>Ibid.</i>	247
<i>Idem.</i>	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans l'Yonne, du chemin de fer d'intérêt local de la Roche à l'Isle-sur-Serein, avec gare d'eau sur l'Yonne à la Roche.....	905	297
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit au ministre des travaux publics pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par les départements du Doubs et de Saône-et-Loire.....	912	545
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde aux frères des écoles chrétiennes l'autorisation de transformer divers emprunts.....	922	830
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux legs du sieur Loiseau (Valentin-Eugène).....	925	929
19.	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'organisation de l'administration centrale du ministère des finances.....	893	1
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Hollier (Jules-Raphaël-Edmond) à ajouter à son nom patronymique celui de Larousse.	898	175
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Montaland (Valentin) et M. Montaland (Gontrand-Paul-Jean) à ajouter à leur nom patronymique celui de Lavray.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise l'exécution des travaux de dérochement de l'avant-port de Cherbourg et les voies et moyens proposés pour assurer la réalisation desdits travaux et l'achèvement des ouvrages autorisés par la loi du 28 février 1880.....	904	284
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la ville de Cannes.....	<i>Ibid.</i>	289
<i>Idem.</i>	DÉCRET rendant exécutoire le tarif de douane voté par le conseil général de la Réunion sur certaines marchandises d'importation étrangère.....	913	556
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la rectification de la route nationale n° 166 dans la côte du Pont-Rimbert.....	914	619
20.	DÉCRET qui proclame les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le deuxième trimestre de 1884.....	907	355
21.	DÉCRET qui annule la délibération du conseil général de la Seine du 1 ^{er} décembre 1884.....	903	287
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réaffectation, au service du département de la guerre, de terrains à déboiser pour le dégagement des vues du fort de Dampierre dans les dépendances de la place de Langres.....	904	290
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant concession d'une parcelle de terrain maritime à l'entrée de la grève de Saint-Lunaire.....	912	552
23.	DÉCRET qui prescrit la promulgation de la convention avec protocole-annexe, conclue à Paris, le 9 juillet 1884, entre la France et l'Italie, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres de littérature et d'art.....	900	198
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la contribution spéciale à percevoir sur les patentés de la ville de Saint-Etienne pour paiement des dépenses de la chambre de commerce de ladite ville.....	908	464
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la chaire de langue persane du collège de France portera le titre de <i>Chaire de langues et littératures de la Perse</i>	924	903
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la chaire de poésie latine du collège de France portera le titre de <i>Chaire d'histoire de la littérature latine</i>	925	930

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
23 Janv. 1885.	DÉCRET portant que la chaire d'éloquence latine du collège de France portera le titre de <i>Chaire de philologie latine</i>	925	930
24.	DÉCRET qui nomme M. <i>Coudet</i> président de la commission chargée de la revision du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique, et M. <i>Birouste</i> membre de la même commission.....	895	79
Idem.	DÉCRET portant ouverture d'un crédit supplémentaire au ministre des postes et des télégraphes.....	904	291
26.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Saint-Pons (Hérault)....	Ibid.	292
27.	DÉCRET relatif au prix <i>Peyreud</i>	895	79
Idem.	DÉCRET qui ouvre un crédit additionnel au ministre des travaux publics pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par les compagnies de Lyon, de l'Est, d'Orléans, du Nord et de l'Ouest.....	912	547
Idem.	DÉCRET qui ouvre un crédit additionnel au ministre des travaux publics pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi.....	Ibid.	548
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1885, un crédit additionnel pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par le syndicat du chemin de fer de grande ceinture de Paris.....	Ibid.	549
28.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un embranchement prolongeant le réseau des tramways de Tours depuis la barrière de Vouvray jusqu'au dépôt de Saint-Symphorien.....	909	477
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1885.....	912	550
29.	LOI portant réunion des villes de Calais et de Saint-Pierre-lez-Calais en une seule municipalité, qui portera le nom de <i>Calais</i>	906	328
30.	DÉCRET portant homologation du bornage des zones de servitudes de la nouvelle enceinte nord de la place de Dunkerque.....	Ibid.	337
Idem.	DÉCRET qui proclame les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le troisième trimestre de l'année 1884.....	916	657
31.	DÉCRET portant organisation de l'administration centrale du ministère de la marine et des colonies.....	903	257
1 ^{er} Février.	DÉCRET qui modifie le décret du 13 février 1883 relativement à la création d'écoles en Algérie.....	922	831
2.	DÉCRET qui autorise M. <i>Massenet</i> (<i>Frédéric-Auguste-Edmond</i>) à ajouter à son nom patronymique celui de <i>Royer de Marancour</i>	898	175
Idem.	DÉCRET portant annulation et ouverture de crédits au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts..	904	293
3.	DÉCRET qui fixe la composition du conseil de prud'hommes de Priville-Escarbotin.....	913	572
Idem.	DÉCRET qui modifie l'article 15 du décret du 23 août 1883 portant organisation des services extérieurs du ministère des postes et des télégraphes.....	Ibid.	573
Idem.	DÉCRET portant substitution de la société des glaciers de Paris aux droits du sieur <i>Moinat</i> pour l'exploitation des glaces dans le lac domanial de Sylans.....	915	651
Idem.	DÉCRET qui autorise la société métallurgique de la Haute-Moselle à réunir les quatre concessions de mines de fer du Val-de-Fer, du Val-Fleurion, de Maron-Nord et du Fond-de-Monvaux.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant rejet de la demande de la société civile des sels de Bayonne tendant à obtenir la concession des mines de sel gemme situées commune de Briscous (Basses-Pyrénées).....	Ibid.	Ibid.

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
3 Fév. 1885.	DÉCRET relatif à l' exhaussement de la digue de rive droite de la Cosne et à la construction d'une digue transversale du chemin de Verjux à la Cosne.....	915	662
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au prolongement du môle de Roumeur et de la cade du Grand-Port au port de Douarnenez.....	925	930
4.	DÉCRET portant création d'une chaire d'économie politique à l'école nationale supérieure des mines.....	<i>Ibid.</i>	931
5.	DÉCRET modifiant, en ce qui concerne le personnel des ponts et chaussées, les décrets des 13 juillet 1880 et 29 août 1884 relatifs aux parités d'office des fonctionnaires coloniaux.....	904	294
6.	DÉCRET qui nomme M. le général Mercier membre du comité supérieur de la caisse des offrandes nationales.	906	337
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée un tribunal de commerce à Menton (Alpes-Maritimes).....	908	464
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée un tribunal de commerce à Cannes....	<i>Ibid.</i>	465
7	DÉCRET qui distrait les deux cantons de Baillieux et le canton de Merville de la circonscription de la chambre de commerce de Dunkerque et les rattache à la circonscription de la chambre de commerce de Lille....	<i>Ibid.</i>	466
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde aux frères des écoles chrétiennes l'autorisation de recevoir une indemnité pour cession de terrain.....	922	832
9.	DÉCRET qui nomme M. Guérin (Pierre-Alfred) directeur ingénieur des postes et des télégraphes.....	916	719
10.	DÉCRET portant affectation d'un terrain situé dans la forêt du Soche au service du département de la guerre.....	906	338
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au legs de M ^{me} veuve Finet, née Audurim.	916	719
11.	DÉCRET portant que la commune d'Hermanville (Calvados) portera le nom d'Hermanville-sur-Mer.....	903	267
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ouverture d'un crédit au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.....	906	339
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un dépôt de bois de chauffage à droite et à gauche du chemin de fer de Baccarat à Badonviller, jusqu'à la distance de sept mètres cinquante centimètres du rail extérieur.....	925	931
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au service des ponts et chaussées, pour être incorporée dans les dépendances du port, une parcelle de terrain domanial située à Saint-Vallery-sur-Somme.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui réglemente l'usage d'une prise d'eau dans le canal de la Delle, commune de la Madeleine (Nord).	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au legs du sieur Le Roy (Abel-Louis-Jaques).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au legs du sieur Charles Netter.....	<i>Ibid.</i>	932
13.	Loi relative à l'agrandissement de l'école nationale des beaux-arts.....	906	329
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce de Fécamp à établir et à administrer trois grues à vapeur roulantes pour le chargement et le déchargement des marchandises sur le quai Bérigny au port de Fécamp.	922	833
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au legs Charles Lambert.....	980	1114
14.	DÉCRET transportant à un chapitre spécial des rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1883..	906	340
15.	DÉCRET portant fixation des limites de la mer sur le littoral de la commune de Bormes, département du Var, quartier maritime de Toulon.....	916	717
16.	DÉCRET relatif à la concession de parcelles d'alluvions en voie de formation dans le lit de la Garonne, sur les deux rives du fleuve, sur le territoire des communes de Marmande et de Saint-Pardoux (Lot-et-Garonne).....	903	267
<i>Idem.</i>	DÉCRETS portant ouverture au ministre des finances, sur l'exercice 1884, de crédits applicables à la liquidation		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
	du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie.....	906	343 à 345
6 Fév. 1885.	DÉCRET qui porte de douze à quinze le nombre des membres de la chambre de commerce d'Amiens.....	913	574
17.	DÉCRET portant ouverture au ministre de l'intérieur d'un crédit en augmentation des restes à payer constatés sur l'exercice 1882.....	906	346
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de la Flèche à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	347
Idem.	DÉCRET modifiant le décret du 4 mai 1881 relatif à l'organisation de la caisse de prévoyance du personnel du service local en Cochinchine.....	917	728
18.	DÉCRET qui ouvre le bureau de douanes de Batilly à l'importation et au transit de la librairie venant de l'étranger.....	913	575
Idem.	DÉCRET qui ouvre un crédit au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1884, pour l'exploitation du service postal et télégraphique.....	Ibid.	Ibid.
19.	DÉCRET qui institue, auprès du ministère du commerce, un conseil supérieur de statistique.....	908	486
20.	DÉCRET relatif à la rectification de la route départementale n° 10 de Cognac à Ribérac, dans la côte de Montmoreau (Charente).....	930	1114
21.	DÉCRET qui rapporte le décret du 24 septembre 1884 interdisant l'importation en France des objets de literie par la frontière d'Espagne.....	913	576
Idem.	DÉCRET qui approuve la substitution aux sieurs Vincent Pommier et compagnie et Fournier de la société anonyme du chemin de fer d'Estival à Senones pour la concession du chemin de fer d'Estival à Senones.....	922	836
Idem.	DÉCRET portant que le ministère du commerce aura deux représentants dans le comité consultatif du chemin de fer.....	930	1114
23.	DÉCRET portant réaffectation, au département de la guerre, de deux parcelles de terrain domanial situées sur la limite du polygone de Besançon.....	906	347
Idem.	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce de Lorient à contracter un emprunt pour solder la dépense de construction des bâtiments destinés à l'entrepôt réel des douanes et au service d'un magasin général.....	913	577
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer et droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1881 et 1882.....	Ibid.	578
24.	DÉCRET déterminant les incompatibilités pour le mandat de conseiller général à la Guyane, au Sénégal et dans l'Inde.....	917	720
Idem.	DÉCRET créant des sections particulières de communes dénommées le Tampon, Cilaos, Étang-Salé et Grand-Ilet (Réunion).....	Ibid.	731
Idem.	DÉCRET instituant un conseil privé au Sénégal.....	Ibid.	732
25.	DÉCRET qui déclare qu'il n'y a pas lieu d'accorder une indemnité au département du Pas-de-Calais à raison de l'incorporation, dans le réseau d'intérêt général, de divers chemins de fer d'intérêt local.....	922	837
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics des crédits additionnels, sur le budget de l'exercice 1884, pour l'emploi de fonds de concours.....	Ibid.	838
26.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1884, un crédit pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor pour dépenses publiques....	932	1146
27.	Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt.....	908	449
Idem.	Loi qui autorise la ville de Fiers à contracter un emprunt.....	Ibid.	450

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
17 Fév. 1885.	Loi qui autorise la ville de Perpignan à élever le taux d'intérêt d'un emprunt.....	908	450
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ouverture, au ministre de l'intérieur, d'un crédit pour secours aux populations éprouvées par l'épidémie du choléra.....	<i>Ibid.</i>	468
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant transport d'une somme de l'exercice 1884 à l'exercice 1885 et ouverture d'un crédit à l'exercice 1885.....	<i>Ibid.</i>	469
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui augmente le nombre des juges suppléants près du tribunal de première instance de Nantes.....	<i>Ibid.</i>	471
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui augmente le nombre des juges et juges suppléants près du tribunal de commerce de Nice.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui augmente le nombre des juges suppléants près du tribunal de commerce de Saint-Jean-d'Angély.....	<i>Ibid.</i>	472
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant report au budget du ministère de l'intérieur, exercice 1885, d'une somme restée disponible sur les crédits ouverts à titre de fonds de concours au budget de l'exercice 1884.....	913	579
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la nomination d'un membre de la commission chargée de reviser le décret du 31 mai 1861 sur la comptabilité publique.....	916	719
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la délimitation de territoire entre la commune de Quillebeuf et la commune de Saint-Aubin (Eure).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la juridiction du juge de paix de Maroni s'étend sur l'ilot Portal et sur le territoire du Haut-Maroni.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
18.	DÉCRET suspendant l'application du décret sur la pêche du corail en Algérie.....	915	644
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du bornage des zones de fortification de divers forts dépendant de la place d'Epinal.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la concession, par voie d'adjudication, des deux formes de radoub du port d'Alger.....	922	848
2 mars.	Loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et le sieur Goffart, propriétaire au Quesnoy.....	908	451
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Saint-Pierre (île de la Réunion) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du bornage des zones de servitudes de divers ouvrages dépendant de la place d'Alger.....	915	645
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du bornage de la zone des fortifications de la place d'Orléansville.....	<i>Ibid.</i>	646
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la mise en adjudication d'un service de remorquage à vapeur sur la Vilaine entre Redon et Rieux.....	922	856
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant extension du périmètre de protection des sources d'eau minérale du pavillon, des bains et du quai à Contrexéville.....	923	862
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la chambre de commerce de Fécamp à emprunter pour frais de construction de trois grues roulantes à vapeur.....	<i>Ibid.</i>	864
3.	DÉCRET portant que le chef-lieu de la commune de Comps (Puy-de-Dôme) est transféré du bourg de Comps au bourg des Ancizes.....	916	720
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui annule les délibérations du conseil général du Var des 26 avril et 22 août 1884.....	917	752
<i>Idem.</i>	Loi relative à l'établissement, dans le département de la Meuse, des chemins de fer d'intérêt local de Bar-le-Duc à Vanbecourt et de Rembercourt-aux-Pots à Clermont-en-Argonne.....	918	753
<i>Idem.</i>	DÉCRET constituant en entrepôt réel des douanes le pavillon de la ville de Paris et ses dépendances, affectés à l'exposition de la meunerie, de la boulangerie et des industries qui s'y rattachent.....	923	865

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins	PAGES.
5 Mars 1885.	Loi qui approuve un échange de biens immeubles entre l'Etat et les époux <i>Debasseux</i> dans le département de Seine-et-Oise.....	908	451
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un échange de terrains dans le département de Seine-et-Oise entre l'Etat et M. le comte <i>Cahen d'Anvers</i>	<i>Ibid.</i>	453
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui annule sur l'exercice 1884 une somme provenant du fonds de concours rattachée au budget du ministère des postes et des télégraphes et la reporte à l'exercice 1885.....	921 930	820 1114
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au legs <i>Gaussail</i>		
6.	DÉCRET portant ouverture au ministère de l'intérieur d'un crédit applicable aux dépenses résultant des expropriations de terres en vue de la colonisation.....	908	472
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Creuse à contracter un emprunt.....	912	521
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit au ministre des finances sur l'exercice 1884 pour la construction d'une caserne des douanes à Saint-Nazaire.....	913	580
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit au ministre des finances sur l'exercice 1884.....	<i>Ibid.</i>	582
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la limite de la mer le 26 septembre 1883.....	927	933
7.	Loi qui déclare d'utilité publique la section du chemin de Vendes à Aurillac comprise entre Vendes et Mauriac.....	908	454
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du bornage de la zone des fortifications de divers ouvrages dépendant de la place de Chambéry.....	915	647
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ouverture d'un crédit au ministre du commerce en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1881 et 1882.....	923	866
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics sur l'exercice 1885 un crédit pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par la ville de Beaune.....	<i>Ibid.</i>	867
9.	DÉCRET établissant pour 1885 sur les patentes du département des Bouches-du-Rhône une contribution spéciale nécessaire au paiement des dépenses de la chambre de commerce de Marseille.....	<i>Ibid.</i>	868
10.	Loi relative à l'exécution des travaux de prolongement du nouveau bassin à flot du port de Dieppe.....	908	454
<i>Idem.</i>	Loi portant ouverture sur l'exercice 1885 de crédits extraordinaires pour les dépenses de l'exposition internationale d'Anvers.....	<i>Ibid.</i>	455
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. <i>Jean dit Cristol</i> (Guillaume) à ajouter à son nom patronymique celui de <i>Cristol</i>	909	487
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. <i>Denis dit Laroque</i> (Adolphe) à ajouter à son nom patronymique celui de <i>Laroque</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. <i>Séguin</i> (François-Eugène-Marie-Benoît) à ajouter à son nom patronymique celui de <i>Guilhamin</i>	<i>Ibid.</i>	488
<i>Idem.</i>	DÉCRET convoquant les conseils municipaux des communes du département des Deux-Sèvres à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.....	915	648
<i>Idem.</i>	DÉCRET convoquant le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Saint-Étienne à l'effet d'élire un député.....	<i>Ibid.</i>	649
<i>Idem.</i>	DÉCRET convoquant les conseils municipaux des communes des départements de la Gironde à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET convoquant les conseils municipaux des communes des départements des Basses-Pyrénées à l'effet		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
11 Mars 1885.	de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.....	915	650
<i>Idem.</i>	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux d'amélioration et d'extension du port de Rouen.....	908	457
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au contrat d'échange de deux parcelles à détacher de la forêt domaniale de Champagne contre diverses autres parcelles boisées situées dans la même forêt.....	919	803
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant l'établissement de centimes additionnels pendant l'année 1885 dans les communes de l'île de la Réunion ci-après : Sainte-Suzanne.....	925	913
	Bras-Panon.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
	Saint-André.....	<i>Ibid.</i>	914
	Salazie.....	<i>Ibid.</i>	915
	Sainte-Marie.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
	La Plaine des Palmistes.....	<i>Ibid.</i>	916
	Sainte-Rose.....	<i>Ibid.</i>	917
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux chaires de langues turque, arabe, hébraïque, chaldaïque et syriaque.....	917	983
12.	Loi relative à un échange de terrain dans le département du Tarn entre l'État et MM. Gardiès Batut et Pech.....	908	458
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un échange d'immeubles entre l'État et la ville de Bourges.....	<i>Ibid.</i>	459
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ouverture de crédits au ministre de la marine et des colonies sur les exercices 1883 et 1884.	912	522
<i>Idem.</i>	DÉCRET constituant en entrepôt réel des douanes les salles de l'Observatoire de Paris affectées à l'exposition internationale de l'électricité.....	923	869
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit au ministre des travaux publics sur l'exercice 1885 pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par la chambre de commerce de Boulogne.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
13.	Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	912	523
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Roubaix à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	524
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Valenciennes à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi concernant l'annulation de crédits au budget de l'exercice 1883 et le report de crédits aux budgets des exercices 1884 et 1885.....	913	553
<i>Idem.</i>	DÉCRET établissant pour 1885 sur les patentes du département de Tarn-et-Garonne, une contribution spéciale nécessaire au paiement des dépenses de la chambre de commerce de Montauban.....	923	870
14.	Loi portant ouverture au ministre du commerce d'un crédit supplémentaire sur l'exercice 1884 pour les encouragements aux pêches maritimes.....	908	460
<i>Idem.</i>	Loi portant 1° ouverture et annulation de crédits sur les budgets de l'exercice 1883 ; 2° ouverture de crédits sur les budgets de l'exercice 1884 ; 3° ouverture de crédits sur le budget ordinaire de l'exercice 1885 ; 4° ouverture et annulation de crédits sur budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.....	915	621
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au legs <i>Henri Lehmann</i>	919	803
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui proroge le délai accordé à la ville de Pau pour l'exécution des travaux de dérivation des sources de Cochepies (Yonne).....	922	860
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au prolongement depuis le pont de Crèvecœur jusqu'à la route nationale n° 2, de l'égoût dit du <i>Rû de Montfort</i> (Seine).....	927	983
15.	Loi portant 1° ouverture et annulation de crédits sur le budget ordinaire de l'exercice 1883 ; 2° ouverture et		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
	annulation de crédits sur les budgets de l'exercice 1884 ; 3° ouverture de crédits sur les budgets de l'exercice 1885 ; 4° ouverture de crédits d'exercices périmés et clos.....	915	629
16 Mars 1885.	Loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire au ministre des finances sur l'exercice 1884 pour remboursement de droits indûment perçus en Algérie....	<i>Ibid.</i>	673
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la société <i>Dynamite Nobel</i> d'Isleten (Suisse) à établir un dépôt débit de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Fort-Mardick (Nord).....	923	871
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la chaire d'accouchements, maladies des femmes et des enfants de la faculté de médecine de Montpellier prend le titre de <i>chaire de clinique obstétricale et de gynécologie</i>	924	903
17.	DÉCRET concernant les droits sur les spiritueux à la Martinique.....	917	733
18.	DÉCRET qui modifie le tarif des rétributions dues aux agents des ports, conformément aux dispositions du décret du 21 août 1852.....	923	874
19.	DÉCRET qui crée un conseil de prud'hommes à Montbéliard.....	<i>Ibid.</i>	875
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée un conseil de prud'hommes à Cannes.	<i>Ibid.</i>	877
20.	DÉCRET portant ouverture au ministre de la guerre sur le budget ordinaire de l'exercice 1884 d'un crédit applicable à des travaux militaires.....	921	821
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant modification au décret du 19 mai 1873, relatif à la fabrication, à l'emmagasinage et à la vente en gros et en détail du pétrole et de ses dérivés.....	924	888
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1881 (agriculture).....	932	1147
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1881....	<i>Ibid.</i>	1149
21.	Loi portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1885.....	914	585
<i>Idem.</i>	DÉCRET établissant de nouvelles conditions pour l'admission des romaines oscillantes à la vérification et au poinçonnage.....	924	891
22.	Loi concernant le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885.....	915	637
23.	DÉCRET qui ouvre un crédit au ministre des finances sur l'exercice 1884 pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par la ville d'Oran pour l'agrandissement d'une caserne des douanes.....	916	718
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant concession d'un terrain maritime dépendant de l'étang de Leucate (Aude).....	919	803
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au contrat d'échange de deux parcelles et d'une part indivise avec l'État dans une autre parcelle, le tout formant enclave dans la forêt domaniale de la Motte-Beuvron contre une parcelle à détacher de cette partie.....	920	812
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui annule les délibérations du conseil d'arrondissement de Lyon des 22 et 24 septembre 1884....	921	827
24.	DÉCRET nommant l'inspecteur primaire dans l'Inde membre des commissions d'instruction dans la colonie.....	926	934
25.	Loi relative à la concession définitive à la compagnie du Midi de la ligne de Casteljaloux à Roquefort....	915	642
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie les lignes 3 et 5 des tramways de Bordeaux.....	924	892
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant abrogation des dispositions du décret du 20 décembre 1878 instituant un cadre auxiliaire		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
25 Mars 1885.	d'ingénieurs, chefs et sous-chefs de section des travaux de l'Etat.....	924	894
	DÉCRET portant ouverture du bureau de douanes de Feignies à l'importation des fils de coton et fermeture du bureau de douanes de Sedan au transit et à l'importation des marchandises taxées à plus de vingt francs les cent kilogrammes.....	<i>Ibid.</i>	895
26.	Loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts d'un crédit pour l'outillage du nouvel hôtel des postes à Paris.....	915	643
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé par la loi du 5 avril 1884 sera nommé dans la section de Sainte-Anne de la commune de Saint-Benoit (Réunion).....	925	917
27.	Loi qui autorise la ville d'Avignon à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	917	721
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Reims à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	722
<i>Idem.</i>	DÉCRET réorganisant l'administration centrale du ministère des travaux publics.....	920	805
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui élève le nombre des inspecteurs divisionnaires du travail des enfants dans les manufactures et détermine les nouvelles circonscriptions territoriales.....	924	895
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'établissement de centimes additionnels pendant l'année 1885 dans les communes de Saint-Benoit et de Saint-Denis (Réunion).....	925	918
28.	Loi sur les marchés à terme.....	912	525
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le Gouvernement à décerner des croix à l'occasion de l'épidémie cholérique en dehors des conditions prescrites par la loi du 25 juillet 1873....	921	813
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'échange des colis postaux entre la France, la Tunisie et les bureaux de poste français établis dans les ports ottomans et à Massouah et qui fixe les taxes à percevoir.....	<i>Ibid.</i>	822
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la circonscription de la chambre consultative des arts et manufactures d'Armentières, comprendra les cantons d'Armentières, de Bailleul et de Merville.....	924	897
29.	Loi portant ouverture de crédits au ministère de la guerre pour l'exercice 1884, et annulation de crédits montant à pareille somme sur le même exercice.....	917	722
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui étend le service des colis postaux aux relations du Sénégal, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane française, de la Réunion, de Mayotte, de Nossi-Bé, de Sainte-Marie de Madagascar, de Karikal, de la Cochinchine, de la Nouvelle-Calédonie et du Tonkin avec Massouah.....	921	824
30.	Loi qui approuve une convention passée entre l'Etat et la ville de Marmande pour la construction, dans cette ville, d'un magasin de tabacs en feuilles.....	917	723
<i>Idem.</i>	Loi qui établit une surtaxe sur le vin à l'octroi de Chambon.....	<i>Ibid.</i>	720
<i>Idem.</i>	Loi qui établit une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Viré.....	<i>Ibid.</i>	726
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme six membres de la commission de vérification des frais de service et de négociation du trésor public pour l'exercice 1884.....	<i>Ibid.</i>	749
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare exécutoire, en Algérie, la loi du 23 octobre 1884 sur les ventes judiciaires d'immeubles.....	<i>Ibid.</i>	750
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au legs Félix-Auguste Sanzel.....	923	884
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'établissement d'un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Soisy-sous-Etolles (Seine-et-Oise).....	924	898
<i>Idem.</i>	DÉCRET fixant le droit à percevoir à titre de cotisation pour les coupons, parts ou écluses de bois de charpente, sciage ou charonnage flottés pendant l'exercice 1885.....	927	969

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
30 Mars. 1885	DÉCRET relatif à la substitution de la société anonyme des chemins de fer économiques du Nord à la société des tramways et chemins de fer économiques de Valenciennes à Anzin.....	927	971
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux travaux de défense de la ville d'Alre contre les inondations de l'Adour.....	930	1115
31.	DÉCRET qui déclare exécutoire en Algérie, sous certaines réserves, la loi du 3 novembre 1884 concernant les échanges d'immeubles ruraux.....	917	751
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par les départements de l'Ardèche, de l'Hérault, de l'Isère, de la Nièvre, du Nord et du Var.....	923	878
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par le département de la Seine.....	<i>Ibid.</i>	879
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux médailles d'honneur à décerner aux personnes qui se seraient signalées par leur dévouement pendant les maladies épidémiques.....	924	901
1 ^{er} Avril 1885.	Loi qui ouvre au ministre de la guerre et au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1885, un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin.....	917	726
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Alais à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	921	814
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Angers à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Dieppe à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	815
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Niort à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	816
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Toulouse à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui établit d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Boulay (Mayenne).....	<i>Ibid.</i>	817
<i>Idem.</i>	Loi qui érige en municipalité distincte la section d'Alfortville (Seine).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui distrait de la succursale de Lay-Saint-Christophe le territoire de la section de Pixérécour, et le réunit à la succursale de Malzéville.....	924	903
2.	Loi qui suspend l'exécution de l'article 16 de la loi organique du 30 novembre 1875 relative aux élections des députés.....	921	818
<i>Idem.</i>	Loi portant ouverture au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1884, d'un crédit supplémentaire et annulation, sur l'exercice 1883, d'un crédit pour l'entretien des chaussées de Paris.....	923	861
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant institution d'un conseil général à la Nouvelle-Calédonie.....	926	935
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant la création d'un conseil privé à la Nouvelle-Calédonie.....	<i>Ibid.</i>	950
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant institution d'un conseil général aux îles Saint-Pierre et Miquelon.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant la création d'un conseil privé aux îles Saint-Pierre et Miquelon.....	<i>Ibid.</i>	965
3.	DÉCRET relatif aux timbres mobiles à apposer sur les feuilles de rôle d'équipage.....	921	825
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'expropriation de terrains situés à Mahé (Inde), nécessaires pour l'installation d'un dépôt de charbon.....	923	880
4.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1885, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Limoges pour les dépenses de l'école nationale des arts décoratifs et du musée national Adrien Dubouché..	918	797

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
4 Avril 1885.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1885, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Bourges pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts.....	918	798
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1884, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Bourges pour les dépenses de l'école des beaux-arts.....	<i>Ibid.</i>	799
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1884, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'école nationale des arts industriels de Roubaix.....	921	827
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par le département de l'Oise.....	923	881
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1885, pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par la ville d'Aubusson pour les dépenses de l'école nationale des arts décoratifs.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant règlement pour les écoles nationales d'arts et métiers.....	932	1150
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce un crédit en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs de l'exercice 1882.....	<i>Ibid.</i>	1159
5.	DÉCRET qui autorise le sieur Cahen (Lucien-Albert) et son frère Armand-Bernard à ajouter à leur nom patronymique celui de Straass.....	914	620
6.	DÉCRET qui nomme M. Henri Brisson garde des sceaux, ministre de la justice.....	911	513
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Henri Brisson président du conseil des ministres.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. de Freycinet ministre des affaires étrangères.....	<i>Ibid.</i>	514
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Allain-Targé ministre de l'intérieur.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Clamageran ministre des finances.....	<i>Ibid.</i>	515
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. le général de division Campenon ministre de la guerre.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. le contre-amiral Galiber ministre de la marine et des colonies.....	<i>Ibid.</i>	516
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui détache l'administration des cultes du ministère de la justice et la rattache au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. René Goblet ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes.....	<i>Ibid.</i>	517
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Sadi Carnot ministre des travaux publics.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Pierre Legrand ministre du commerce.....	<i>Ibid.</i>	518
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Sarrien ministre des postes et des télégraphes.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Hervé-Mangon ministre de l'agriculture.....	<i>Ibid.</i>	519
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ouverture au ministre de la guerre, sur le budget de 1885, d'un crédit applicable à divers travaux militaires.....	925	920
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ouverture au ministre de la guerre, au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885, d'un crédit applicable à des travaux militaires.....	<i>Ibid.</i>	921
7.	DÉCRET portant ouverture au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1885, d'un crédit représen-		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
8 Avril 1885.	tant le montant d'une somme versée au trésor à titre de fonds de concours par les colonies pour leur participation aux dépenses d'installation de la section coloniale à l'exposition internationale d'Anvers.....	925	922
10.	Loi portant ouverture au ministre de la guerre et au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1885, d'un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin.....	926	933
Idem.	DÉCRET relatif à l'emprunt de la chambre de commerce de Fécamp.....	932	1160
Idem.	DÉCRET relatif à l'emprunt de la chambre de commerce de Saint-Brieuc.....	Ibid.	1161
Idem.	DÉCRET établissant sur les patentés de la ville de Marseille une imposition additionnelle pour le service des emprunts constatés par la chambre de commerce de cette ville pour la construction de la bourse.....	933	1167
11.	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce de Bordeaux à établir et à administrer au port de Bordeaux un huitième pavillon-abri pour les marchandises.....	927	972
Idem.	DÉCRET relatif à la construction d'un phare électrique au Bourg-d'Ault (Somme).....	928	1004
13.	DÉCRET portant fixation des taxes à percevoir en France, en Algérie, en Tunisie et dans les bureaux français à l'étranger sur les correspondances à destination de l'état de Transwaal.....	927 933	973 463
Idem.	DÉCRET qui crée un conseil de prud'hommes à Oran.....		
Idem.	DÉCRET autorisant le gouverneur général civil de l'Algérie à statuer sur les demandes en nominations de courtiers maritimes.....	Ibid.	1169
14.	Loi portant ouverture au ministre du commerce, sur l'exercice 1884, au titre du budget ordinaire, d'un crédit supplémentaire pour subventions à la marine marchande.....	921	819
Idem.	Loi qui autorise la ville de Lille à changer l'affectation de fonds d'emprunt.....	923	862
Idem.	Loi relative aux conventions provisoires passées entre le ministre des travaux publics et les compagnies d'Orléans et de l'Ouest pour régler les conditions financières concernant l'établissement de secondes voies sur le réseau de ces compagnies.....	931	1117
Idem.	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce de Dieppe à établir sur le quai sud du bassin Duquesne trois nouvelles grues à vapeur roulantes.....	Ibid.	1133
15.	Loi portant modification du paragraphe 2 de l'article 19 des lois des 11 et 18 avril 1831 sur les pensions des armées de terre et de mer, et application au département de la marine et des colonies des dispositions de l'article 6 de la loi du 17 avril 1833 concernant l'armée de terre et relatives au délai pendant lequel une pension peut être réclamée.....	922	829
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1885, un crédit pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par la ville d'Alger.....	924	901
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1884, un crédit pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par un certain nombre de départements, de communes et de particuliers.....	927	974
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1885, un crédit pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par le département de la Haute-Saône.....	Ibid.	981
Idem.	DÉCRET sur le cabotage algérien.....	929	1005
16.	DÉCRET qui rend exécutoire en Algérie l'article 8 de la loi de finances du 29 décembre 1884 relatif aux timbres des polices d'assurances contre l'incendie et sur la vic.	925	923

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
17 Avril 1884.	Décrets qui créent une troisième place de juge suppléant près les tribunaux civils ci-après : Draguignan, Perpignan et La Roche-sur-Yon.....	925	924, 925 et 926
20.	Décret relatif à l'exécution de la convention conclue entre la France et l'Italie pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et scientifique...	Ibid.	926
Idem.	Décret portant que le chef-lieu de la commune de Condekerque-Branche, canton est et arrondissement de Dunkerque, est transféré de la section B de cette commune dans l'agglomération de la section D.....	931	1133
Idem.	Décret relatif à l'emprunt de la chambre de commerce de Bordeaux pour frais de construction d'un huitième pavillon-abri.....	933	1170
21.	Décret qui nomme M. Hérault, sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances.....	925	928
Idem.	Décret portant convocation du collège électoral de la Manche en vue de l'élection d'un sénateur.....	Ibid.	Ibid.
23.	Décret qui modifie le décret du 19 janvier 1885 relatif à l'organisation centrale du ministère des finances...	919	801
Idem.	Décret qui prescrit la promulgation de la convention relative à l'échange des mandats de poste signés entre la France et la Perse, le 9 avril 1884.....	924	886
24.	Décret qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Sauzy-la-Briche (Seine-et-Oise).....	933	1171
Idem.	Décret qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Germaine (Marne).....	Ibid.	1173
25.	Décret modifiant l'article 3 du décret du 30 décembre 1884 concernant l'organisation de l'administration centrale du ministère de la justice.....	923	882
Idem.	Décret portant établissement de droits de douane à la Martinique.....	929	1009
27.	Décret qui autorise M. Feys (Charles-François-André) à ajouter à son nom patronymique celui de Moysse.....	926	967
Idem.	Décret autorisant des versements de moins de un franc au profit des titulaires de livrets d'une série marine, dans les bureaux de poste.....	927	982
30.	Décret qui modifie le décret du 30 mars 1808 relatif aux appels en matière de divorce.....	923	883
Idem.	Décret portant qu'à l'avenir les appels des instances en divorce seront jugés en audience ordinaire et modifiant en ce sens le décret du 30 mars 1808.....	934	1210
1 ^{er} Mai.	Décret approuvant le quatrième supplément au tableau général des distances de port à port.....	927	982
4.	Décret qui reporte à l'exercice 1885 une somme non employée sur un crédit ouvert au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de 1884.....	928	994
Idem.	Décret qui reporte à l'exercice 1885 une somme non employée sur un crédit ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885.....	Ibid.	996
Idem.	Décret portant homologation du bornage de la zone extérieure des fortifications du fort de Romainville dans les dépendances de la place de Vincennes.....	Ibid.	997
Idem.	Décret portant homologation du bornage de la zone unique des servitudes de la redoute de la Butte-Pinçon dans les dépendances de la place de Saint-Denis.....	Ibid.	998
Idem.	Décret qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1885, un crédit à titre de complément de traitement aux vérificateurs des poids et mesures du département du Nord.....	938	1176
Idem.	Décret autorisant le report à l'exercice 1885 d'une somme non employée en 1884 sur un crédit ouvert à		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
5 Mai 1885.	titre de fonds de concours au ministre de la marine et des colonies, pour la construction d'un nouvel hôpital militaire à la Guadeloupe.....	933	1176
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Prat (Louis-Marie-Antoine) et M. Prat (Jean) à ajouter à leur nom patronymique celui de Neilly.....	924	903
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Grassel (Jean-Léon-Marie-Louis) à ajouter à son nom patronymique celui de Morel....	926	907
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Joseph (François) à ajouter à son nom patronymique celui de Delbos.....	<i>Ibid.</i>	968
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant convocation des conseillers municipaux du département d'Ille-et-Vilaine à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur....	928	999
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de bulle pour l'institution canonique de M. Hasley, nommé archevêque de Cambrai.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de bulle pour l'institution canonique de M. Labouaré, nommé évêque du Mans....	<i>Ibid.</i>	1000
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de bulle pour l'institution canonique de M. Gonindard, nommé évêque de Verdun.	<i>Ibid.</i>	1001
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de bulle pour l'institution canonique de M. Casaret-Varin, nommé évêque d'Agen.	<i>Ibid.</i>	1002
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de bulle pour l'institution canonique de M. Castillon, nommé évêque de Dijon....	<i>Ibid.</i>	1003
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de bulle pour l'institution canonique de M. Fleury-Hottot, nommé évêque de Digne.	929	1011
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de bulle pour l'institution canonique de M. Vigne, nommé archevêque d'Avignon...	<i>Ibid.</i>	1012
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ouverture d'un crédit supplémentaire pour créances constatées sur exercices clos.....	<i>Ibid.</i>	1013
6.	DÉCRET relatif à un emprunt de la chambre de commerce de Dieppe.....	933	1178
9.	DÉCRETS qui ouvrent au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1885, un crédit pour emploi de fonds de concours versés au trésor par le département de la Seine.....	929	1015 et 1016
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un crédit en augmentation des restes à payer et droits constatés des exercices 1881 et 1882.....	<i>Ibid.</i>	1018
10.	DÉCRET portant modification au décret du 2 avril 1885 instituant un conseil général aux îles Saint-Pierre et Miquelon.....	933	1179
11.	DÉCRET portant ouverture au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1885, d'un crédit représentant le montant d'une pareille somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, par les différentes colonies pour leur participation aux dépenses d'installation de la section coloniale à l'exposition internationale d'Anvers.....	929	1019
12.	DÉCRET qui autorise M. Lacrotte (Pierre-François-Louis) à substituer à son nom patronymique celui de Glizal.	924	903
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1884, un crédit pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par les départements de l'Allier et de l'Aube...	929	1020
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme les membres de la commission chargée d'examiner la situation et les capacités financières des personnes ou sociétés qui adressent à l'État des demandes de concession de réseaux téléphoniques...	934	1031
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme la commission à l'effet de fixer les conditions techniques à remplir pour l'installation des conducteurs affectés à la transmission de la lumière ou au transport de la force par l'électricité.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
13 Mai 1835.	Loi tendant à concéder des décorations supplémentaires pour les militaires des armées de terre et de mer opérant au Tonkin, à Madagascar, à Formose et dans les mers de Chine.....	928	985
<i>Idem.</i>	Décret qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition délivrés pendant le quatrième trimestre de 1884.....	930	1025
15.	Décret portant ouverture au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, d'un crédit additionnel applicable aux travaux de construction d'un deuxième pont fixe sur la Seine, à Rouen.....	934	1210
<i>Idem.</i>	Décret portant ouverture au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, d'un crédit additionnel applicable aux travaux exécutés par l'État sur les lignes concédées aux compagnies d'Orléans, de Lyon et de l'Ouest.....	<i>Ibid.</i>	1211
16.	Décret portant fixation pour l'année 1885 du crédit d'inscription des pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853.....	926	966
18.	Décret qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes un crédit en augmentation des restes à payer et des droits constatés sur le compte définitif de l'exercice 1882.....	929	1021
<i>Idem.</i>	Décret portant réception de bulle pour l'institution canonique de M. Oury, nommé évêque de la Guadeloupe.	<i>Ibid.</i>	1022
19.	Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département des Côtes-du-Nord, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	931	1128
<i>Idem.</i>	Décret portant suppression de la chambre consultative des arts et manufactures de Loudéac.....	933	1180
20.	Décret portant ouverture au ministre du commerce, sur l'exercice 1885, d'un crédit pour construction et installation de la nouvelle école centrale des arts et manufactures.....	<i>Ibid.</i>	1181
<i>Idem.</i>	Décret portant ouverture du bureau des douanes de Calvi à l'importation des huiles minérales raffinées..	<i>Ibid.</i>	1182
21.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1885, un crédit pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par la ville de Bourges.....	929	1023
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer et des droits constatés par les comptes définitifs des exercices 1881 et 1882.....	931	1129
22.	Décret portant suppression de la chambre consultative des arts et manufactures de Limoux (Aude).....	933	1182
<i>Idem.</i>	Décret reportant au budget des travaux publics, exercice 1885, une somme applicable aux travaux d'élargissement du pont d'Austerlitz, à Paris, et non employée en 1884.....	934	1213
<i>Idem.</i>	Décret portant concession d'un terrain maritime à conquérir dans l'anse du Prieuré, commune de Dinard..	<i>Ibid.</i>	1231
<i>Idem.</i>	Décret portant concession de parcelles d'alluvions en voie de formation, sur la rive droite de la Garonne, commune de Langoiran (Gironde).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
24.	Loi ayant pour objet de décider que des funérailles nationales seront faites à Victor Hugo.....	929	1005
26.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un crédit en augmentation des restes à payer constatés sur l'exercice clos 1879.....	931	1131
<i>Idem.</i>	Décret portant que le corps de Victor Hugo sera transporté au Panthéon.....	<i>Ibid.</i>	1132

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
26 Mai 1885.	DÉCRET autorisant l'administration temporaire en franchise de droit des amandes desséchées de coco, et de graines de palmiste, pour être converties en huiles sous les conditions déterminées par l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836	933	1183
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du bornage de la zone des fortifications du fort du Haut-Buc et de la batterie de Bouviers.....	<i>Ibid.</i>	1184
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du bornage de la zone unique des servitudes du fort du Haut-Buc et de la batterie de Bouviers.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
27.	Loi sur les récidivistes.....	931	1120
28.	DÉCRET portant réorganisation de la direction de l'intérieur de la Nouvelle-Calédonie.....	934	1214
<i>Idem.</i>	DÉCRET fixant le minimum des frais de personnel et de matériel de la direction de l'intérieur de la Nouvelle-Calédonie.....	<i>Ibid.</i>	1215
29.	DÉCRET relatif à la perception des droits de péage aux bacs de Legugnon et de Savcède, sur le gave d'Oloron (Basses-Pyrénées)	931	1133
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ouverture au ministre de la guerre, au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885, d'un crédit applicable à divers travaux militaires.....	933	1185
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ouverture au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de 1884, d'un crédit pour la location du magasin d'habillement et de campement à Montpellier.....	<i>Ibid.</i>	1186
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la perception des droits de péage aux bacs de Landresse, Lahontan, Dognen, sur le gave de Pau, Villeneuve, Moliède (Basses-Pyrénées).....	<i>Ibid.</i>	1203
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la perception des droits de péage au bac de la Marjolaine, sur la Loire, commune d'Iguérande (Saône-et-Loire).....	935	1245
30.	DÉCRET portant homologation du bornage des zones de servitudes du fort et de la batterie de Condé-sur-Aisne.....	933	1187
31.	DÉCRET portant que des colis postaux pourront être échangés entre la France et les ports méditerranéens de l'empire ottoman d'une part, et l'Annam de l'autre.....	935	1234
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que le service des colis postaux entre la France et les colonies et les autres puissances est étendu à l'Annam.....	<i>Ibid.</i>	1235
4 Juin.	Loi qui autorise le département de Constantine à contracter un emprunt.....	931	1125
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Hyères à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Nantes à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	1126
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ouverture au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1885, d'un crédit représentant le montant de pareille somme versée au trésor, à titre de fonds de concours, pour le service local de la Guadeloupe.....	933	1188
<i>Idem.</i>	DÉCRET constituant les bureaux de la direction de l'intérieur des établissements français dans l'Inde.....	934	1216
<i>Idem.</i>	DÉCRET fixant le minimum des frais de personnel et de matériel de la direction de l'intérieur des établissements français dans l'Inde.....	<i>Ibid.</i>	1217
5.	DÉCRET relatif au contrat d'échange de plusieurs parcelles situées sur les limites des forêts domaniales de Laiguc, de Halatte et de Compiègne, contre des terrains à détacher du carrefour des Rhelondes et du Ru-des-Lois	932	1163

NAMES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
6 Juin 1885.	Loi portant ouverture au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1884, d'un crédit extraordinaire pour le câble télégraphique sous-marin du Tonkin et inscription parmi les voies et moyens du budget du même exercice des recettes relatives à l'exploitation de ce câble.....	931	1127
<i>Idem.</i>	Loi qui établit des surtaxes à l'octroi de Quimperlé....	<i>Ibid.</i>	1128
<i>Idem.</i>	Décret qui distrait le territoire de la section de Montarouch, commune de Targon, arrondissement de la Réole, de la succursale de Paleyras et le réunit à la cure de Targon.....	<i>Ibid.</i>	1136
8.	Décret portant ouverture au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de l'exercice 1885, d'un crédit applicable à l'entretien d'un chemin vicinal longeant le parc des équipages militaires à Vernon.....	933	1189
9.	Loi qui autorise la ville de Châtelleraut à contracter un emprunt.....	933	1187
<i>Idem.</i>	Décret relatif au don offert par M ^{me} de Barrère, née Le Doulost de Pontécoulant, au profit du 1 ^{er} régiment étranger.....	933	1190
<i>Idem.</i>	Décret établissant un droit d'enregistrement sur les jugements et arrêts de divorce rendus à la Guyane.....	<i>Ibid.</i>	1191
12.	Décret portant homologation du bormage de la zone extérieure des fortifications de trois batteries.....	<i>Ibid.</i>	1191
<i>Idem.</i>	Décret relatif à la cession faite au sieur de Lavigerie par le syndic de la faillite de la compagnie des chemins de fer sur routes, de la concession du tramway de Villiers-le-Bel à la station de ce nom.....	934	1218
<i>Idem.</i>	Décret portant ouverture au ministre des travaux publics, exercice 1884, pour l'emploi de fonds de concours, de crédits additionnels.....	<i>Ibid.</i>	1219
13.	Décret qui reporte à l'exercice 1885 une somme non employée en 1884.....	933	1192
<i>Idem.</i>	Décret qui reporte à l'exercice 1885 une somme non employée en 1884.....	<i>Ibid.</i>	1194
<i>Idem.</i>	Décret portant ouverture au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1885, d'un crédit pour frais d'établissement des lignes télégraphiques en Algérie..	<i>Ibid.</i>	1195
<i>Idem.</i>	Décret autorisant les envois de fonds de France (Tunisie et Algérie comprises) en Bulgarie.....	934	1224
<i>Idem.</i>	Décret portant que des colis postaux pourront être échangés entre la France (y compris la Corse et l'Algérie), la Tunisie et les bureaux de poste français dans les ports ottomans d'une part, et l'Espagne de l'autre.....	935	1239
<i>Idem.</i>	Décret portant que les correspondances entre la France et le royaume de Siam seront astreintes aux taxes fixées par le décret du 7 septembre 1881.....	<i>Ibid.</i>	1240
<i>Idem.</i>	Décret portant ouverture au ministre des postes et des télégraphes d'un crédit pour fonds de concours sur l'exercice 1885 et annulation de pareille somme à l'exercice 1884.....	<i>Ibid.</i>	1241
16.	Loi qui modifie la loi électorale.....	933	1238
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Dordogne à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	1140
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de la Rochelle à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	933	1166
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un crédit additionnel sur les fonds de l'exercice 1884 pour construction et grosses réparations des édifices diocésains.....	<i>Ibid.</i>	1196
18.	Décret qui modifie la nomenclature des bureaux désignés pour constater la sortie des boissons expédies sur la Suisse en franchise des droits de circulation et de consommation.....	<i>Ibid.</i>	1197

DATES des lois et décrets.	TITRES DES DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
18 Juin 1885.	Décret portant ouverture au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, d'un crédit à rattacher à l'exercice 1884.....	934	1224
19.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1885, un crédit pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par la ville de Limoges.....	933	1198
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1885, un crédit pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor par la ville de Roubaix.....	Ibid.	1199
20.	Loi relative aux subventions de l'État pour construction et appropriation d'établissements et de maisons destinés au service de l'enseignement supérieur, de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire.....	932	1140
Idem.	Loi qui ouvre au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1884, un crédit extraordinaire destiné à désintéresser les héritiers <i>Tinghir Oglou</i> , à raison d'une créance hypothéquée sur le palais d'été de l'ambassade de France à Constantinople.....	933	1165
Idem.	Décret relatif à la réalisation soit en numéraire, soit en rentes, du cautionnement du garde-magasin des fournitures de bureau du ministère des finances.....	Ibid.	1200
Idem.	Loi concernant la signature et la certification des transferts de rentes sur l'État.....	934	1205
21.	Décret qui ouvre au ministre de l'intérieur un crédit supplémentaire à titre de fonds de concours.....	Ibid.	1225
23.	Décret qui ouvre au ministre des finances, pour l'exercice 1883, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des dépenses pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions se rapportant à des exercices clos.....	Ibid.	1226
Idem.	Décret portant que les taxes sur les correspondances entre les colonies françaises et le royaume de Siam seront perçues conformément au tarif annexé au décret du 27 mars 1879.....	Ibid.	1242
Idem.	Décret étendant le service des colis postaux tel qu'il est réglé par le précédent décret du 13 juin aux colonies françaises et à l'Annam.....	935	1243
25.	Loi qui autorise le département de Tarn-et-Garonne à contracter un emprunt.....	934	1205
Idem.	Loi qui autorise la ville de Limoges à contracter un emprunt.....	Ibid.	1206
26.	Décret qui convoque le collège électoral de la Seine à l'effet d'élire un sénateur.....	932	1163
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer et des droits constatés par le compte définitif de l'exercice 1882.....	933	1201
Idem.	Loi qui divise la commune de Sainte-Foy-les-Lyon en deux municipalités distinctes.....	934	1207
27.	Loi relative au personnel des facultés de théologie catholique. Indemnités aux anciens professeurs desdites facultés.....	Ibid.	1208
Idem.	Décret qui affecte au ministre de la guerre une bande de terrain pour la construction d'un mur de clôture au quartier de cavalerie à Lunéville.....	Ibid.	1229
Idem.	Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un crédit extraordinaire, sur l'exercice 1885, pour l'acquisition d'œuvres d'art provenant de la collection <i>Géau</i>	935	1233
30.	Décret qui autorise <i>M. Sallot (Joseph-Alexandre)</i> à substituer à son nom patronymique celui de <i>Alexandre</i>	933	1204

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
30 Juin 1886.	DÉCRET qui autorise M. <i>Constant Nougé</i> , dit <i>Estrabat</i> , à substituer à son nom celui de <i>Estrabat</i>	933	1204
<i>Idem.</i>	DÉCRET ayant pour objet de suspendre jusqu'au 1 ^{er} jan- vier 1886 l'application du décret du 19 décembre 1876 sur la pêche du corail en Algérie	934	1229
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux legs du <i>Mesnil</i> , colonel en retraite..	<i>Ibid.</i>	1230

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS ET DÉCRETS DU TOME XXX.

(XII^e série.)



BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 893.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 14,972. — *DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'organisation de l'Administration centrale du Ministère des Finances.*

Du 19 Janvier 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 14 février 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 16 de la loi de finances du 29 décembre 1882, ainsi conçu :
« Avant le 1^{er} janvier 1884, l'organisation centrale de chaque ministère sera
« réglée par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration
« publique et inséré au *Journal officiel*. — Aucune modification ne pourra
« être apportée que dans la même forme et avec la même publicité » ;

Sur la proposition du ministre des finances ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

ORGANISATION GÉNÉRALE.

ART. 1^{er}. L'administration centrale du ministère des finances comprend, outre le cabinet du ministre, neuf directions ou services.

Le nombre et les attributions des bureaux dont se composent ces directions et services, ainsi que le nombre des directeurs, chefs de service, sous-directeurs, chefs et sous-chefs de bureau, sont fixés conformément au tableau ci-après :

XII^e Séss.

DIRECTIONS OU SERVICES.	BUREAUX.	DIRECTEURS.	CHEFS DE SERVICE.	SOUS-DIRECTEURS.	CHEFS DE BUREAU.	SOUS-CHEFS de bureau.
Cabinet du ministre.	Ouverture du courrier. — Enregistrement. — Travaux législatifs. — Débits de tabac.....	.	.	.	.	3
Direction du personnel et du matériel.	Personnel... { 1 ^{er} bureau. — Administra- tion centrale. — Trésor- iers généraux. — Rece- veurs particuliers..... 2 ^e bureau. — Percepteurs.. Matériel... { 1 ^{er} bureau. — Matériel et impressions..... 2 ^e bureau. — Contrôle et archives. — Biblio- thèque.....	.	1	1	1 1 1 1	1 1 4 1
Secrétariat général. Contrôle des administrations financières.	1 ^{er} bureau. — Contrôle des administra- tions financières; douanes; contribu- tions indirectes; manufactures..... 2 ^e bureau. — Contrôle des administrations financières; enregistrement; contribu- tions directes; monnaies et médailles.. 3 ^e bureau. — Contrôle du personnel des administrations financières.....	.	.	1	1 1 1	2 1 1
		.	1	1	4	7
Direction de l'inspection générale du contentieux, de la statistique et de l'ordonnan- cement.	1 ^{er} bureau. — Bureau central..... 2 ^e bureau. — Inspection générale (A).... 3 ^e bureau. — Contrôle financier des com- pagnies de chemins de fer (A)..... 4 ^e et 5 ^e bureaux. — Agence judiciaire et contentieux..... 6 ^e bureau. — Oppositions..... 7 ^e bureau. — Statistique et législation comparée..... 8 ^e bureau. — Ordonnancement et comp- tabilité des dépenses.....	1	.	.	1 1 2 1 1 1 1	. 1 . 2 1 . 2
		1	.	.	6	6
Direction du mouvement général des fonds.	1 ^{er} bureau. — Bureau central..... 2 ^e bureau. — Services extérieurs..... 3 ^e bureau. — Comptabilité.....	1	.	1	1 1 1	4 1 3
		1	.	1	3	8

(A) Les emplois : 1^o de chef du bureau de l'inspection générale; 2^o de chef et de sous-chef du bureau des chemins de fer sont remplis par des fonctionnaires de l'inspection des finances.

DIRECTIONS OU SERVICES.	BUREAUX.	DIRECTEURS.	CHEFS DE SERVICE.	SOUS-DIRECTEURS.	CHEFS DE BUREAU.	SOUS-CHEFS de bureau.
Direction générale de la comptabilité publique.	1 ^{er} bureau. — Budget.....				1	•
	2 ^e bureau. — Ecritures centrales.....				1	2
	3 ^e bureau. — Comptabilité des trésoriers généraux.....				1	4
	4 ^e bureau. — Service de la perception des contributions directes et des receveurs des communes et établissements pu- blics.....	1	•	1	1	1
	5 ^e bureau. — Amendes et condamnations pécuniaires.....				1	•
	6 ^e bureau. — Trésoriers coloniaux et che- mins de fer de l'Etat.....				1	1
	7 ^e bureau. — Comptabilité des contribu- tions indirectes et des douanes.....				1	2
	8 ^e bureau. — Comptabilité de l'enregis- trément et des postes.....				1	2
Direction de la dette inscrite.		1	•	1	8	12
	1 ^{er} bureau. — Bureau central et du double du grand-livre.....				1	2
	2 ^e bureau. — Grand-livre.....				1	3
	3 ^e bureau. — Transferts et mutations.....	1	•	1	1	2
	4 ^e bureau. — Reconversions et renouvel- lements.....				1	2
	5 ^e bureau. — Pensions.....				1	2
Caisse centrale du trésor public.	6 ^e bureau. — Cautionnements.....				1	1
		1	•	1	6	12
	1 ^{er} bureau. — Bureau central et de la comptabilité.....				1	3
	2 ^e bureau. — Recettes et comptoirs.....	•	1	•	1	2
Service du payeur central de la dette publique.	3 ^e bureau. — Portefeuille du trésor.....				1	1
	4 ^e bureau. — Dépenses.....				1	2
Contrôle central du trésor public.		•	1	•	4	8
	1 ^{er} bureau. — Bureau central et de comp- tabilité.....	•	1	•	1	4
	2 ^e bureau. — Paiements.....	•	1	•	1	1
Un bureau..		•	1	•	2	5
	Contrôle des caisses.....	•	1	•	1	2
	Contrôle de la dette.....	•	1	•	1	3
TOTAUX.....		4	4	6	38	70

Le nombre total des commis principaux, ordinaires, expéditionnaires et stagiaires est fixé à six cent trente, dont:

Cent quarante commis principaux;
Deux cents commis ordinaires;
Deux cent vingt commis expéditionnaires;
Soixante-dix stagiaires.

Leur répartition dans les directions et bureaux est faite par le ministre.

Il existe, en outre, un agent spécial :

Le traducteur des langues étrangères.

Le nombre des agents du matériel et du service intérieur du ministère des finances ne peut dépasser deux cent quarante-cinq.

Le nombre des agents de comptoir est fixé à quarante-quatre.

Le nombre des gardiens de bureau faisant fonctions d'agents de comptoir et des agents auxiliaires de comptoir est fixé à quatorze.

Un arrêté ministériel fixe les conditions d'admission ainsi que le salaire et les indemnités de l'agent spécial, des agents de comptoir titulaires et auxiliaires et des agents du service intérieur, dans les limites du crédit ouvert au budget.

2. Le cabinet et le secrétariat particulier du ministre, et, le cas échéant, ceux du sous-secrétaire d'État, peuvent être constitués au moyen de personnes étrangères à l'administration centrale.

Ces personnes ne peuvent être admises dans le personnel de l'administration centrale que conformément aux articles 9 et suivants. Elles reçoivent une allocation dont le chiffre est fixé par le ministre.

Lorsque des fonctionnaires de l'administration centrale font partie du cabinet ou du secrétariat particulier du ministre ou du sous-secrétaire d'État, ils continuent à compter dans l'effectif général; leur emploi antérieur ne peut être occupé que par un intérimaire.

3. Les traitements et les classes que comportent les emplois de l'administration centrale sont fixés comme il suit :

Directeur général de la comptabilité publique.....	25,000'										
Secrétaire général (dans le cas où le contrôle des régies financières n'est pas confié à un sous-secrétaire d'État).....	20,000										
Directeurs.....	20,000										
Caissier-payeur central du trésor.....	20,000										
Chef de service du personnel et du matériel.....	12,000 ou 15,000										
Payeur central de la dette publique.....	15,000										
Contrôleur central.....	15,000										
Sous-directeurs.....	<table><tr><td>1^{re} classe (3 au maximum).....</td><td>15,000</td></tr><tr><td>2^e classe.....</td><td>12,000</td></tr></table>	1 ^{re} classe (3 au maximum).....	15,000	2 ^e classe.....	12,000						
1 ^{re} classe (3 au maximum).....	15,000										
2 ^e classe.....	12,000										
Chefs de bureau.....	<table><tr><td>1^{re} classe (9 au maximum).....</td><td>10,000</td></tr><tr><td>2^e classe.....</td><td>9,000</td></tr><tr><td>3^e classe.....</td><td>8,000</td></tr><tr><td>4^e classe.....</td><td>7,000</td></tr></table>	1 ^{re} classe (9 au maximum).....	10,000	2 ^e classe.....	9,000	3 ^e classe.....	8,000	4 ^e classe.....	7,000		
1 ^{re} classe (9 au maximum).....	10,000										
2 ^e classe.....	9,000										
3 ^e classe.....	8,000										
4 ^e classe.....	7,000										
Sous-chefs de bureau.....	<table><tr><td>1^{re} classe (23 au maximum).....</td><td>6,000</td></tr><tr><td>2^e classe.....</td><td>5,500</td></tr><tr><td>3^e classe.....</td><td>5,000</td></tr></table>	1 ^{re} classe (23 au maximum).....	6,000	2 ^e classe.....	5,500	3 ^e classe.....	5,000				
1 ^{re} classe (23 au maximum).....	6,000										
2 ^e classe.....	5,500										
3 ^e classe.....	5,000										
Commis principaux.....	<table><tr><td>1^{re} classe.....</td><td>4,500</td></tr><tr><td>2^e classe.....</td><td>4,000</td></tr><tr><td>3^e classe.....</td><td>3,500</td></tr></table>	1 ^{re} classe.....	4,500	2 ^e classe.....	4,000	3 ^e classe.....	3,500				
1 ^{re} classe.....	4,500										
2 ^e classe.....	4,000										
3 ^e classe.....	3,500										
Commis ordinaires et commis expédition- naires.....	<table><tr><td>1^{re} classe.....</td><td>3,100</td></tr><tr><td>2^e classe.....</td><td>2,800</td></tr><tr><td>3^e classe.....</td><td>2,500</td></tr><tr><td>4^e classe.....</td><td>2,200</td></tr><tr><td>5^e classe.....</td><td>1,900</td></tr></table>	1 ^{re} classe.....	3,100	2 ^e classe.....	2,800	3 ^e classe.....	2,500	4 ^e classe.....	2,200	5 ^e classe.....	1,900
1 ^{re} classe.....	3,100										
2 ^e classe.....	2,800										
3 ^e classe.....	2,500										
4 ^e classe.....	2,200										
5 ^e classe.....	1,900										

Stagiaires.....			1,200 ^f
Agent spécial: traducteur			5,000
Agents du matériel et du service intérieur du ministère des finances.....	28 agents (au maximum).... 217 gardiens de bureau et agents.....	de 1,700 à de 1,000 à	5,000 1,600
Agents de comptoir.....		de 1,600 à	3,600
Gardiens de bureau faisant fonctions d'agents de comptoir auxiliaires.....			1,550

La répartition par classes des chefs, sous-chefs, commis principaux, commis ordinaires et commis expéditionnaires ne peut avoir lieu que dans les limites du crédit porté au budget.

4. Indépendamment des cadres fixés par l'article 1^{er}, il peut être employé dans les bureaux de l'administration centrale, suivant les besoins du service, et dans les limites du crédit spécial inscrit à cet effet au budget, des agents non commissionnés ou auxiliaires.

Un arrêté du ministre détermine le mode de recrutement et le salaire ou les indemnités de ce personnel. Des décisions ministérielles fixent, par service, le nombre des agents et le temps pendant lequel ils peuvent être employés.

Le salaire des agents non commissionnés ou auxiliaires n'est pas soumis à retenue et ne confère pas de droit à la retraite.

5. Le traitement de tout fonctionnaire ou employé de l'administration centrale ne peut être imputé, en tout ou en partie, que sur les crédits portés au budget, aux chapitres du personnel de l'administration centrale.

6. A l'exception des emplois de directeur et de chef de service, pour lesquels aucune condition d'origine n'est requise, la nomination aux emplois prévus à l'article 1^{er} a lieu dans les conditions déterminées par les articles 9 et suivants.

7. Les directeurs, chefs de service et sous-directeurs sont nommés par décret du Président de la République.

Le ministre pourvoit directement à tous les autres emplois.

8. Il est institué, sous la présidence du ministre ou du sous-secrétaire d'État, ou, à défaut de ce dernier, du secrétaire général ou d'un directeur délégué par le ministre, un conseil composé des directeurs, des chefs de service et du chef du cabinet.

Ce conseil délibère sur les affaires relatives au personnel et à la discipline, dans les cas prévus par le présent règlement et sur celles qui sont soumises par le ministre à son examen.

TITRE II.

RECRUTEMENT ET AVANCEMENT DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.

9. Nul ne peut être admis dans le personnel de l'administration centrale s'il n'a été employé dans les bureaux en qualité de stagiaire

pendant un an, ou s'il ne rentre dans les conditions prévues aux articles 11 et suivants.

10. Les stagiaires sont divisés en deux catégories :

Commis-stagiaires;

Expéditionnaires-stagiaires.

Les stagiaires de l'une ou l'autre catégorie sont nommés au concours.

Les candidats doivent être Français et avoir accompli leur dix-huitième année au moins et leur trentième année au plus le 1^{er} janvier de l'année où s'ouvre le concours.

Les candidats à l'emploi de commis-stagiaire doivent produire un diplôme de bachelier. Le nombre des points d'examen des candidats qui produisent en outre le diplôme de licencié est augmenté d'un dixième.

Les candidats à l'emploi d'expéditionnaire-stagiaire sont tenus de produire le certificat d'études primaires.

Le programme et les règles des deux concours sont arrêtés par le ministre, après avis du conseil des directeurs.

Chaque année, un arrêté du ministre, publié au *Journal officiel*, détermine, suivant les besoins du service et le nombre des vacances, le nombre de places de stagiaires mises au concours dans chaque catégorie.

La liste des candidats est arrêtée par le ministre.

Le concours terminé, la liste des candidats reçus est dressée par ordre de mérite. Le ministre pourvoit aux emplois vacants suivant l'ordre du classement.

Après une année de stage, le chef du service auquel les stagiaires sont attachés présente sur leur aptitude, leur conduite et leur manière de servir un rapport au ministre.

Au vu de ce rapport, et après avis du conseil des directeurs, il est statué sur l'admission définitive des stagiaires : ceux qui sont admis sont nommés commis ordinaires de cinquième classe, ou commis expéditionnaires de cinquième classe, au fur et à mesure des vacances; les stagiaires non maintenus cessent immédiatement leurs fonctions.

11. Peuvent être admis directement et sans concours dans le personnel de l'administration centrale des finances :

1^o Des inspecteurs des finances comptant cinq ans d'exercice au moins, suivant une assimilation de grade qui est réglée par un règlement d'administration publique;

2^o Des auditeurs ou anciens auditeurs au Conseil d'État ou à la Cour des comptes, ayant exercé leurs fonctions pendant trois ans au moins;

3^o Des comptables directs des services extérieurs du ministère des finances ayant accompli au moins cinq années de service, suivant une assimilation qui est réglée par un règlement d'administration publique.

Ces admissions ne peuvent dépasser annuellement le vingtième des vacances qui se sont produites dans le même espace de temps parmi les fonctionnaires de tout grade. En outre, sur trois vacances survenues dans les emplois de sous-directeur et sur cinq vacances survenues dans les emplois de chef ou de sous-chef de bureau, il ne peut être fait qu'une nomination en faveur des candidats exceptionnels mentionnés au présent article.

Peuvent également être nommés à des emplois du service du contrôle des administrations financières, les agents desdites administrations comptant au moins cinq ans de service.

12. Les sous-officiers classés en exécution de la loi sur les emplois réservés sont dispensés du concours et du stage, et nommés directement commis expéditionnaires de cinquième classe.

Toutefois, après une année de service à l'administration centrale, ils sont, comme les stagiaires, l'objet d'un rapport d'appréciation, et ils peuvent être licenciés dans les mêmes conditions que ceux-ci.

13. Les commis expéditionnaires ne peuvent être nommés commis principaux qu'après avoir subi un examen d'aptitude dont le programme et les conditions sont déterminés par un arrêté ministériel.

Ne sont admis à cette épreuve que les commis expéditionnaires comptant une année au moins d'ancienneté dans la première classe de leur grade.

14. L'avancement dans le personnel de l'administration centrale a lieu, au choix, sur l'ensemble des services qui la composent.

Toute nomination à un emploi a lieu à la dernière classe de cet emploi.

L'avancement en classe, dans tous les emplois, a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure.

Le choix pour l'avancement à l'emploi de commis principal ne peut porter que sur des employés de première classe ayant accompli au moins une année de service dans cette classe et inscrits au tableau d'avancement.

Le choix pour l'avancement en classe dans les emplois de commis principal et de commis ordinaire ou expéditionnaire ne peut porter que sur des employés comptant au moins un an de service dans leur classe et inscrits au tableau d'avancement.

Le choix pour les emplois de sous-chef, chef de bureau ou sous-directeur ne peut porter que sur des fonctionnaires de l'emploi immédiatement inférieur, de première ou de deuxième classe, ayant servi au moins deux ans dans ledit emploi.

Les nominations sont rendues publiques suivant le mode qui est déterminé par arrêté ministériel.

15. Le tableau d'avancement est arrêté le 1^{er} janvier de chaque année par le ministre, en conseil des directeurs. Il comprend un nombre de candidats double de celui des vacances à prévoir, dans chaque grade ou classe, pendant le cours de ladite année.

Aucun employé ne peut recevoir un avancement de classe ou d'emploi s'il n'est porté sur ce tableau.

En cas de vacance imprévue, que la situation du tableau ne permet pas de remplir, le ministre y pourvoit directement, après avis du conseil des directeurs.

16. Un vingtième des vacances dans les emplois de receveur particulier et de percepteur est réservé aux agents de l'administration centrale des finances, remplissant les conditions prévues par la loi.

TITRE III.

DE LA DISCIPLINE.

17. Les mesures de discipline comportent les peines suivantes :

- 1° Réprimande;
- 2° Radiation du tableau d'avancement;
- 3° Retenue de traitement n'excédant pas la moitié du traitement ni la durée de deux mois;
- 4° Rétrogradation;
- 5° Mise en disponibilité d'office;
- 6° Révocation.

Les deux premières de ces peines sont prononcées par le ministre, sur la proposition du directeur compétent, après avis du directeur du personnel.

Les quatre autres sont prononcées par le ministre après avis du conseil des directeurs, l'agent entendu dans ses moyens de défense ou dûment appelé.

Dans ce cas, le procès-verbal de la séance dans laquelle l'agent a comparu, ou, s'il y a lieu, sa défense écrite, accompagne nécessairement le rapport soumis au ministre par le directeur du personnel.

Les arrêtés de révocation sont motivés et visent l'avis du conseil.

La révocation des directeurs et sous-directeurs ne peut être prononcée que par décret du Président de la République.

TITRE IV.

DISPOSITIONS DIVERSES.

18. Les employés appelés sous les drapeaux sont remplacés dans l'effectif. Ils sont désignés pour remplir les premières vacances qui se produisent après leur libération, s'ils en ont fait la demande dans les trois mois qui précèdent ou qui suivent ladite libération.

Le temps passé sous les drapeaux par les stagiaires n'est pas compris dans l'année de stage prévue à l'article 10.

Le temps passé sous les drapeaux par les commis ordinaires ou expéditionnaires est compris dans l'année de service exigée pour l'avancement en classe, s'il est inférieur à cette durée. Il tient lieu de cette condition, s'il lui est supérieur.

Le ministre, après avis du conseil des directeurs, peut refuser la réadmission dans l'administration centrale aux commis et stagiaires dont la feuille de punitions militaires laisse gravement à désirer.

19. Les permutations entre les agents de l'administration centrale des finances, d'une part, et ceux des administrations centrales des autres ministères, ou des administrations financières, et les comptables du Trésor, d'autre part, peuvent avoir lieu sur la présentation motivée des chefs des parties intéressées.

Le permutant à admettre au ministère des finances ne peut y entrer que dans un emploi inférieur ou tout au plus égal à celui de l'employé avec lequel il change de position, et il prend rang dans son emploi du jour de son admission au ministère.

20. Un arrêté du ministre règle les dispositions de détail que comporte le présent décret.

TITRE V.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

21. Les titulaires actuels d'emplois non prévus par le présent décret conservent transitoirement leur situation. Jusqu'à ce que les cadres soient conformes aux prescriptions du présent décret, il ne peut être fait aucune nomination dans les emplois supérieurs jusqu'à l'emploi de sous-chef inclusivement, ni plus d'une nomination sur trois vacances dans les emplois de commis principal.

Les augmentations de traitement résultant du présent décret ne sont attribuées qu'au fur et à mesure des économies résultant des extinctions et en se maintenant toujours dans le chiffre des crédits inscrits au budget.

TITRE VI.

INSPECTION GÉNÉRALE.

22. Le personnel de l'inspection générale des finances, y compris les inspecteurs qui sont détachés dans les bureaux de l'administration centrale du ministère, se compose de :

Treize inspecteurs généraux;
Quatorze inspecteurs de première classe;
Quatorze inspecteurs de deuxième classe;
Quatorze inspecteurs de troisième classe;
Quatorze inspecteurs de quatrième classe;
Quatorze adjoints à l'inspection.

23. Les traitements des membres de l'inspection générale des finances sont fixés ainsi qu'il suit :

Inspecteurs généraux.....	15,000 ^f
Inspecteurs de 1 ^{re} classe.....	9,000
Inspecteurs de 2 ^e classe.....	6,000
Inspecteurs de 3 ^e classe.....	4,000
Inspecteurs de 4 ^e classe.....	2,500
Adjoints à l'inspection.....	1,900

24. Les adjoints à l'inspection sont recrutés au concours parmi les

licenciés en droit et les élèves de l'école polytechnique sortis admissibles dans les services du Gouvernement.

Les candidats doivent être âgés de vingt-deux ans-au moins et de trente ans au plus.

25. Les inspecteurs de quatrième classe sont recrutés parmi les adjoints qui, après deux tournées au moins, ont subi avec succès un examen de capacité dont les conditions sont déterminées par un arrêté ministériel.

26. L'avancement des inspecteurs des finances a lieu par grade ou par classe de traitement dans chaque grade.

27. Sont admis directement à l'examen prévu à l'article 25 pour l'emploi d'inspecteur de quatrième classe, dans une proportion qui ne peut excéder un quart des vacances, et conformément aux conditions fixées par un arrêté ministériel :

1° Les employés de l'administration centrale, des administrations financières et de la caisse des dépôts et consignations, comptant au moins sept ans de service;

2° Les auditeurs de deuxième classe au Conseil d'État ou à la Cour des comptes, ayant au moins trois ans de service en cette qualité.

28. Les inspecteurs généraux sont nommés par décret du Président de la République, sur la proposition du ministre des finances.

Les inspecteurs de première, de deuxième, de troisième et de quatrième classe et les adjoints à l'inspection sont nommés par le ministre des finances, sur la proposition du directeur de l'inspection générale et sur le rapport du directeur du personnel.

TITRE VII.

DIRECTIONS GÉNÉRALES DES ADMINISTRATIONS FINANCIÈRES.

29. Le personnel central des administrations financières est fixé et réparti conformément aux tableaux ci-après :

Direction générale des Contributions directes.

BUREAUX.				DIRECTEURS GÉNÉRAUX.	ADMINISTRATEURS.	CHIEFS DE BUREAU.	SOUS-CHIEFS de bureau.
Bureau du service central et du personnel						1	1
1 ^{re} division. {	1 ^{er} bureau. — Répartition. — Patentes			1	2	1	1
	2 ^e bureau. — Législation. — Contentieux					1	1
2 ^e division.. {	1 ^{er} bureau. — Service général					4	1
	2 ^e bureau. — Cadastre. — Rôles					1	1
					2	5	5

Direction générale de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

BUREAUX.		DIRECTEURS Généraux.	ADMINISTRATEURS.	CHEFS DE BUREAU.	SOUS-CHEFS de bureau.
Bureau central et du personnel.....				1	2
1 ^{re} division. {	1 ^{er} bureau. → Tarifs et conventions.....			1	2
	2 ^e bureau. — Navigation. — Admission temporaire. — Colonies.....				
	3 ^e bureau. → Statistique commerciale.....	1	2	1	1
	4 ^e bureau. — Régimes spéciaux.....			1	1
2 ^e division.. {	1 ^{er} bureau. — Service général. — Frontières de terre.			1	1
	2 ^e bureau. — Service général. — Ports et côtes....			1	1
	3 ^e bureau. — Contentieux.....			1	1
	4 ^e bureau. — Comptabilité et matériel.....			1	1
		1	2	9	11

Le nombre des commis principaux est fixé à dix-sept au maximum.

Celui des commis ordinaires ou expéditionnaires à quarante-huit au maximum.

Direction générale des Contributions indirectes.

BUREAUX.		DIRECTEURS GÉNÉRAUX.	ADMINISTRATEURS.	CHEFS DE BUREAU.	SOUS-CHEFS de bureau.
Bureau central.....				1	1
Personnel ..	1 ^{er} bureau. — Nominations.....			1	3
	2 ^e bureau. — Bureaux de tabac. — Recettes buralistes.....				
1 ^{re} division.	1 ^{er} bureau. — Vingt-cinq départements du Nord.....			1	1
—	2 ^e bureau. — Trente départements du centre.....			1	1
Service général.	3 ^e bureau. — Trente et un départements du Midi...	1	3	1	1
	1 ^{er} bureau. — Contentieux.....			1	2
2 ^e division..	2 ^e bureau. — Contrôle et apurement des acquits-à-caution. — Cartes à jouer.....			1	1
	3 ^e bureau. — Sucres.....			1	1
	1 ^{er} bureau. — Législation et statistique.....			1	2
3 ^e division..	2 ^e bureau. — Ordonnancement.....			1	1
	3 ^e bureau. — Octrois.....			1	1
		1	3	12	16

Le nombre des commis principaux et des commis ordinaires ou expéditionnaires est fixé à soixante-neuf au maximum.

Direction générale des Manufactures de l'État.

BUREAUX.		DIRECTEURS GÉNÉRAUX.	ADMINISTRATEURS.	INGÉNIEURS EN CHEF INSPECTEURS.	CHEFS DE BUREAU.	SOUS-CHEFS de bureau.
Bureau central et du personnel.....					1	1
Service de l'inspection.....						
1 ^{re} division. {	1 ^{er} bureau. — Achat. — Magasins de transit..	1	2	2	1	1
	2 ^e bureau. — Culture.....			1	1	1
2 ^e division.. {	1 ^{er} bureau. — Manufacture des tabacs.....			1	1	1
	2 ^e bureau. — Comptabilité-matières.....			1		
		1	2	2	5	4

Le nombre des commis principaux et des commis ordinaires ou expéditionnaires est fixé à dix-neuf au maximum.

Direction générale des Monnaies et Médailles ⁽¹⁾. (*Partie administrative*).

BUREAUX.		DIRECTEURS général.	SOUS-DIRECTEURS.	CHEFS DE SECTION du secrétariat.	CONSERVATEUR du musée.
Bureau du secrétariat :					
1 ^{re} section. — Personnel. — Correspondance.....	}	1	1	2	1
2 ^e section. — Comptabilité. — Matériel. — Service intérieur....					
Musée monétaire et commandes de médailles.....					

Le nombre des commis principaux, commis ordinaires ou expéditionnaires et stagiaires est fixé à huit au maximum.

Le nombre des huissiers et gardiens de bureau est fixé à cinq au maximum.

30. Les traitements et les classes du personnel des administrations financières sont fixés ainsi qu'il suit :

Directeurs généraux.....	25,000 ^f
Administrateurs et sous-directeur des monnaies.....	12,000 et 15,000
Ingénieurs en chef inspecteurs.....	10,000
Chefs de bureau.....	1 ^{re} classe..... 10,000
	2 ^e classe..... 9,000
	3 ^e classe..... 8,000
	4 ^e classe..... 7,000
Chefs de section des monnaies et conservateur du musée monétaire.....	de 4,500 à 8,000
Sous-chefs de bureau...	1 ^{re} classe..... 6,000
	2 ^e classe..... 5,500
	3 ^e classe..... 5,000
1 ^{er} Commis principaux ;	
2 ^e rédacteurs à la direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	1 ^{re} classe..... 4,500
	2 ^e classe..... 4,000
	3 ^e classe..... 3,500
1 ^{er} Commis ordinaires ;	1 ^{re} classe..... 3,100
	2 ^e classe..... 2,800
	3 ^e classe..... 2,500
	4 ^e classe..... 2,300
	5 ^e classe..... 1,900
Commis stagiaires des monnaies.....	1,300
Huissiers, gardiens de bureau, concierges, etc., des monnaies, de.....	1,300 à 1,800

Dans chaque administration financière, le nombre des chefs de

⁽¹⁾ L'administration centrale des monnaies et médailles se divise, au point de vue budgétaire, en deux parties :

1^{re} La partie administrative, qui est seule mentionnée ci-dessus et qui est à la charge du budget général ;

2^e La partie active, comprenant les services techniques et qui figure dans un budget annexe ayant pour base les frais de fabrication retenus aux porteurs de matières.

bureau de première classe ne peut dépasser le quart, ni le nombre des chefs de bureau de quatrième classe être inférieur au quart du nombre total des chefs de bureau de la même administration; le nombre des sous-chefs de première classe ne peut dépasser le tiers, ni le nombre des sous-chefs de troisième classe être inférieur au tiers du nombre total des sous-chefs de chaque administration.

31. Les directeurs généraux, administrateurs, ingénieurs en chef inspecteurs et le sous-directeur des monnaies sont nommés par décret du Président de la République.

Les chefs de bureau, chefs de section des monnaies, conservateur du musée monétaire, sous-chefs, rédacteurs et commis principaux sont nommés par le ministre des finances.

Les commis ordinaires, expéditionnaires et stagiaires sont nommés par les directeurs généraux, en vertu de la délégation du ministre.

32. Les fonctionnaires et employés des administrations centrales des contributions directes, de l'enregistrement, des domaines et du timbre, des douanes, des contributions indirectes et des manufactures de l'État, jusques et y compris les administrateurs, sont recrutés exclusivement dans le personnel de ces administrations.

Peuvent cependant être nommés dans l'administration à laquelle ils ont appartenu et à des emplois, soit de leur grade ou du grade assimilé, soit du grade immédiatement supérieur, s'ils ont droit à un avancement d'après les conditions prévues à l'article 14, les employés de tous grades du service du contrôle des administrations financières.

33. Les fonctionnaires de l'administration centrale des contributions directes peuvent être nommés, soit parmi les employés du grade inférieur de la même administration remplissant les conditions d'ancienneté indiquées dans le présent règlement, soit parmi les agents des services extérieurs, suivant l'assimilation ci-après :

Administrateurs : les directeurs de première classe.

Chefs de bureau de première et de deuxième classe : les directeurs de deuxième classe.

Chefs de troisième et de quatrième classe : les directeurs de troisième classe.

Sous-chefs de première et de deuxième classe : les inspecteurs de première classe.

Sous-chefs de troisième classe : les inspecteurs de deuxième classe.

Commis principaux de première classe : les contrôleurs principaux hors classe.

Commis principaux de deuxième classe : les contrôleurs principaux de première classe.

Commis principaux de troisième classe : les contrôleurs principaux de deuxième classe.

Commis de première et de deuxième classe : les contrôleurs de première classe.

Commis de troisième et de quatrième classe : les contrôleurs de deuxième classe.

Commis de cinquième classe : les contrôleurs de troisième classe.

La direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre se recrute de la manière suivante :

Les administrateurs peuvent être choisis parmi les chefs de bureau de l'administration centrale remplissant les conditions exigées pour l'avancement, ou parmi les directeurs départementaux de première et de deuxième classe.

Les chefs et sous-chefs sont choisis parmi les employés du grade inférieur de l'administration centrale remplissant les conditions indiquées par le présent règlement.

Les rédacteurs sont choisis parmi les agents ayant été sous-inspecteurs dans les départements.

Les fonctionnaires de tout grade de l'administration centrale des douanes et de l'administration des manufactures de l'État sont recrutés, soit parmi les employés du grade inférieur de leur administration centrale remplissant les conditions indiquées par le présent règlement, soit parmi les agents des services extérieurs de leur administration ayant au moins le même traitement ou le traitement immédiatement inférieur, pourvu que ces derniers remplissent les conditions d'avancement dans leurs corps.

Les fonctionnaires de l'administration centrale des contributions indirectes peuvent être nommés, soit parmi les employés du grade inférieur de la même administration remplissant les conditions exigées pour l'avancement, soit parmi les agents des services extérieurs, suivant l'assimilation ci-après :

Administrateurs : directeurs de première classe à douze mille francs.

Chefs de bureau de première, de deuxième et de troisième classe : directeurs de deuxième et de troisième classe.

Chefs de bureau de quatrième classe et sous-chefs de première classe : sous-directeurs et inspecteurs de première classe à six mille francs.

Sous-chefs de deuxième et de troisième classe : sous-directeurs et inspecteurs à cinq mille francs.

Commis principaux de première et de deuxième classe : inspecteurs départementaux à quatre mille francs.

Les commis principaux de troisième classe et les commis ordinaires sont recrutés, soit parmi les commis du grade inférieur remplissant les conditions voulues, soit par la voie du concours, parmi tous les agents des services extérieurs dont le traitement est de mille neuf cents à trois mille francs; ces derniers sont nommés avec leurs traitements antérieurs.

34. Les employés de la direction générale des monnaies, jusques et y compris le sous-directeur, sont recrutés comme les employés de l'administration centrale des finances.

Un arrêté du ministre fixe les conditions et programmes du concours pour les places de stagiaires.

L'avis du conseil des directeurs est remplacé par l'avis du directeur général des monnaies.

35. L'avancement dans le personnel central de chaque administration financière a lieu au choix, conformément aux règles établies par l'article 14 du présent règlement.

36. Le paragraphe 3 de l'article 2 et les articles 5, 17, 18 et 19 du présent décret sont applicables au personnel des administrations financières, sauf les modifications suivantes :

La réprimande et la retenue de traitement sont prononcées par les directeurs généraux pour les commis ordinaires ou expéditionnaires.

et par le ministre des finances, sur la proposition du directeur général, pour tous les autres fonctionnaires.

La rétrogradation, la mise en disponibilité et la révocation sont prononcées par l'autorité chargée de la nomination.

L'avis du conseil d'administration remplace l'avis du conseil des directeurs.

37. L'augmentation du personnel de l'administration centrale des contributions directes, indiquée dans le présent règlement, ne pourra être réalisée qu'après l'ouverture, par le Pouvoir législatif, du crédit nécessaire.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

38. Sont et demeurent abrogées les dispositions des décrets antérieurs contraires à celles du présent décret.

39. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.



Certifié conforme :

Paris, le 23 Février 1885,

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

MARTIN FEUILLÉE.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 894.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 14.973. — *Loi qui établit une Surtaxe sur l'alcool à l'Octroi de Gouesnou (Finistère).*

Du 17 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 18 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi, et jusqu'au 31 décembre 1888 inclusivement, il sera perçu à l'octroi de Gouesnou (département du Finistère) une surtaxe de sept francs (7^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, absinthes, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs actuellement perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14.974. — *Loi qui établit des Surtaxes à l'Octroi de Mortain.*

Du 18 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 19 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,
XII^e Série.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1885 et jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement, est autorisée la perception à l'octroi de Mortain (département de la Manche) des surtaxes suivantes sur les boissons, savoir :

1^o Deux francs quatre-vingts centimes (2' 80') par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles;

2^o Deux francs quarante centimes (2' 40') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de un franc vingt centimes et de six francs qui peuvent être perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Les surtaxes autorisées par l'article qui précède seront spécialement affectées au paiement des dépenses nécessaires pour la construction du chemin vicinal n^o 34 et pour les travaux du collège.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année au préfet de l'emploi de ces surtaxes, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N^o 14,975. — *Loi qui approuve la Convention intervenue, le 26 mai 1884, entre le Ministre de la Marine et des Colonies et la Compagnie du Chemin de fer et du Port de la Réunion, en vue de l'agrandissement et de l'achèvement du Port de la Pointe-des-Galets (île de la Réunion).*

Du 19 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 20 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvée la convention intervenue, le 26 mai 1884, entre le ministre de la marine et des colonies et la compagnie du chemin de fer et du port de la Réunion, en vue de l'agrandissement et de l'achèvement du port de la Pointe-des-Galets.

Pendant toute la durée de la concession accordée par la loi du 23 juin 1877 à la compagnie du chemin de fer et du port de la Réu-

nion, cette compagnie sera tenue d'acheter en France tous les matériaux et tout le matériel dont elle pourra avoir besoin, soit pour ses travaux, soit pour l'exploitation du chemin de fer et du port.

Elle sera tenue également d'affréter pour ses transports des navires français, à l'exclusion de tous autres.

Dans aucun cas et sous aucun prétexte, elle ne pourra s'approvisionner sur les marchés étrangers, ni se servir pour ses transports de navires étrangers, sauf les cas exceptionnels dont le Gouvernement sera seul juge.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIBAUD.

Le Vice-Amiral,

Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PETRON.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-quatre et le vingt-six mai,

Entre le ministre de la marine et des colonies, agissant au nom de l'État, et sous la réserve de l'approbation législative de la présente convention,

D'une part;

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de *Compagnie du chemin de fer et du port de la Réunion*, représentée par M. E. Molinos, directeur adjoint, et par M. P. Mirabaud, administrateur, élisant domicile au siège de ladite société, à Paris, rue de Provence, n° 31, et agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par délibération du conseil d'administration en date du 13 mai 1884, et sous la réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires dans le délai d'un mois au plus tard,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La compagnie du chemin de fer et du port de la Réunion s'engage à agrandir le port maritime de la Pointe-des-Galets, conformément au plan ci-annexé, dressé à la date du 12 février 1884.

Les délais fixés par l'article 1^{er} de la convention du 19 février 1877 pour l'achèvement du port, y compris les travaux d'agrandissement ci-dessus spécifiés, sont prorogés jusqu'au 1^{er} janvier 1886.

2. Les dépenses faites à Paris et à la Réunion au 31 décembre 1883 sont arrêtées à la somme de quarante-huit millions sept cent mille francs.

Les dépenses de premier établissement faites postérieurement à cette date seront arrêtées chaque année, et après vérification, par le ministre de la marine et des colonies.

Si, au moment de la réception définitive des travaux, les dépenses nettes de premier établissement du chemin de fer et du port, déduction faite des produits de placements de fonds, des produits de l'exploitation provisoire jusqu'à l'application des clauses de garantie de revenu par l'État et de tous produits accessoires, n'atteignent pas la somme de soixante-quatre millions six cent mille francs, l'économie réalisée sera affectée jusqu'à due concurrence au remboursement anticipé de l'avance de quatre millions faite par l'État à la compagnie, en vertu de l'article 10 de la convention du 19 février 1877.

3. La compagnie s'engage à faire verser intégralement la seconde moitié du capital

restant à appeler sur ses actions, dès que le ministre de la marine et des colonies lui en fera la demande.

4. La compagnie est autorisée à émettre, en se conformant aux conditions stipulées aux articles 6 et 7 de la convention du 19 février 1877, des obligations jusqu'à concurrence de la somme de onze millions quatre cent mille francs.

5. La recette annuelle nette de un million neuf cent vingt-cinq mille francs (subvention coloniale comprise) garantie au profit de la compagnie, suivant l'article 3 de la convention du 19 février 1877, par le ministre de la marine et des colonies, agissant au nom de l'État, est portée à deux millions quatre cent quatre-vingt quinze mille francs (1,925,000 + 570,000¹).

6. Il sera tenu un compte à part du produit de l'exploitation du remorquage, de la cale de halage ou autre appareil analogue dont l'exécution serait décidée, des ateliers et autres accessoires du port.

Le bénéfice qui résultera de ces diverses exploitations sera partagé par moitié entre l'État et la compagnie.

Un arrêté ministériel fixera, la compagnie entendue, les tarifs de l'exploitation du remorquage, de la cale de halage ou autre appareil analogue, des ateliers et autres accessoires du port.

7. Toutes les fois que les recettes annuelles, établies conformément aux dispositions de l'article 3 de la convention du 19 février 1877, dépasseront le chiffre de deux millions quatre cent quatre-vingt-quinze mille francs, les trois quarts de l'excédent seront versés à l'État à titre de remboursement des annuités de garantie qu'il aurait pu payer et de l'avance de quatre millions consentie par l'article 10 de la convention du 19 février 1877, et ce jusqu'au remboursement intégral de ces annuités de garantie et de cette avance, sans aucun prélèvement de quelque nature que ce soit au profit de la compagnie.

Ledit excédent sera partagé par moitié entre l'État et la compagnie, après le remboursement intégral de la dette de la compagnie envers l'État.

8. S'il paraît résulter du compte provisoire semestriel présenté par la compagnie qu'il y a lieu à l'application de la garantie de revenu, le ministre de la marine et des colonies fixera le montant des acomptes à lui payer dans les deux mois au plus qui suivront la présentation dudit compte.

9. La compagnie abandonnera à l'État, à la fin de la concession, sans indemnité, sauf le cas de reprise anticipée par l'État, la propriété du matériel roulant du chemin de fer.

10. La compagnie s'engage à verser, dans le mois de l'approbation législative de la présente convention, un cautionnement en numéraire, rentes sur l'État ou valeurs du trésor, de trois cent mille francs, qui lui sera restitué après la réception définitive des travaux.

11. À défaut d'exécution des engagements pris par la compagnie, le ministre de la marine et des colonies pourra prononcer la déchéance. Dans ce cas, le chemin de fer, le port, le matériel de construction et d'exploitation du port, le matériel roulant du chemin de fer et les approvisionnements demeureront, ainsi que le cautionnement stipulé à l'article ci-dessus, la propriété de l'État.

Si l'exploitation du port et du chemin de fer vient à être interrompue, et si dans les six mois la compagnie n'a pas repris cette exploitation, le ministre de la marine et des colonies pourra également prononcer la déchéance, et elle aura les conséquences énumérées au paragraphe premier du présent article.

12. Le ministre de la marine et des colonies pourra, s'il le juge à propos, en raison de l'avancement des travaux, autoriser, à titre provisoire, l'exploitation du port et du chemin de fer, même avant le 1^{er} janvier 1886. Dans ce cas, les clauses concernant les conditions de l'exploitation définitive et la garantie de l'État s'appliqueront à partir de la date que déterminera le ministre.

Il est d'ailleurs entendu que le paragraphe qui précède n'apporte aucune dérogation à l'article 1^{er} de la présente convention.

13. Le règlement d'administration publique qui devra être rendu en exécution de l'article 13 de la convention du 19 février 1877 déterminera : 1^o les formes suivant lesquelles la compagnie sera tenue de justifier vis-à-vis de l'État, et sous le contrôle de l'administration supérieure, des dépenses de premier établissement mentionnées au deuxième paragraphe de l'article 2 de la présente convention; 2^o les conditions dans lesquelles la compagnie devra établir, en recettes et en dépenses, le compte

spécial de l'exploitation du remorquage, de la cale de halage ou autre appareil analogue et des ateliers et autres accessoires du port.

14. La compagnie renonce formellement au bénéfice de toutes dispositions de la convention du 19 février 1877 et des trois cahiers des charges contraires aux clauses du présent contrat.

15. La présente convention ainsi que les actes et délibérations auxquelles elle pourra donner lieu ne seront passibles chacun que du droit fixe de trois francs.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PETRON.

*Le Directeur adjoint de la Compagnie du port
et du chemin de fer de la Réunion,*

Signé E. MOLINOS.

Un Administrateur,

Signé P. MIRABAUD.

N° 14,976. — *Loi concernant le déclassement de la Place de Mézières.*

Du 22 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 23 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La place de Mézières sera rayée du tableau de classement des places de guerre.

2. Est approuvée la convention passée, le 27 février 1884, entre le maire de la ville de Mézières et les représentants du département de la guerre et de l'administration des domaines, comportant : la cession à cette ville par l'État des terrains et bâtiments militaires désignés par ladite convention et le plan y annexé; la cession gratuite et en toute propriété à l'État, par la ville, d'un champ de manœuvres sur le plateau de Bertaucourt; le versement au trésor, par la ville, d'une somme de deux cent dix mille francs (210,000^f) et autres conditions détaillées aux divers articles de ladite convention.

Cette convention sera enregistrée au droit fixe de trois francs (3^f).

3. La dépense des travaux résultant du déclassement de la place, et dont l'exécution est à la charge de l'État, est évaluée à une somme de deux cent dix mille francs (210,000^f), laquelle sera inscrite à un chapitre distinct du budget ordinaire des exercices ci-après :

Exercice 1884.....	70,000 ^f
Exercice 1885.....	140,000
TOTAL ÉGAL.....	210,000

4. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1884, un crédit extraordinaire de soixante-dix mille francs (70,000^f), qui sera

inscrit à un chapitre spécial du budget ordinaire dudit exercice, n° 46 (*Déclassement de la place de Mézières*).

Il sera pourvu au crédit extraordinaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1884.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} E. CAMPENON.

N° 14,977. — *Loi qui autorise la ville d'Agen (Lot-et-Garonne) à contracter un Emprunt.*

Du 22 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 23 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Agen (Lot-et-Garonne) est autorisée à emprunter à la caisse des écoles, aux conditions de cet établissement, une somme de cent dix mille francs (110,000'), remboursable en trente ans sur les revenus ordinaires, et applicable à l'acquisition d'un immeuble destiné à l'installation d'une école.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 14,978. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Bapaume (Pas-de-Calais).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est prorogée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement

la surtaxe de cinq francs (5') par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles autorisée par la loi du 27 décembre 1879 à l'octroi de Bapaume (Pas-de-Calais).

Cette surtaxe est indépendante du droit de un franc vingt centimes perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de cette surtaxe est affecté aux travaux mentionnés dans la délibération du conseil municipal de Bapaume du 12 novembre 1883.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année, à la préfecture du Pas-de-Calais de l'emploi de la surtaxe au paiement des dépenses en vue desquelles elle est autorisée.

Le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration du délai fixé pour la perception de la surtaxe.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14,979.— *Loi qui établit une Surtaxe à l'Octroi de Belley (Ain).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1885 et jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement, est autorisée à l'octroi de Belley (Ain) la perception d'une surtaxe de quarante-deux centimes (0⁴²) par hectolitre sur les vins en cercles et en bouteilles.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quatre-vingt-huit centimes (0⁸⁸) par hectolitre qui peut être perçu à titre de taxe principale.

2. Le produit de cette surtaxe est affecté aux travaux mentionnés dans la délibération du conseil municipal de Belley du 8 juillet 1883.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année au préfet de l'emploi de ladite surtaxe au paiement des dépenses en vue desquelles elle est autorisée.

Le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense,

devra être présenté à l'expiration du délai de perception fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14,980. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Bourbourg-Ville (Nord).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement les surtaxes suivantes, actuellement perçues sur les boissons à l'octroi de Bourbourg-Ville (Nord), en vertu de la loi du 14 avril 1882, savoir :

1° Trois francs (3') par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles;

2° Six francs (6') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les esprits, eaux-de-vie, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de un franc vingt centimes et de six francs perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14,981. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de la Gorgue (Nord).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1889 inclusive-
ment les surtaxes actuellement perçues sur les boissons à l'octroi
de la Gorgue (Nord), en vertu de la loi du 9 août 1879, savoir :

1^o Cinq francs (5^f) par hectolitre de vin en cercles et en bou-
teilles;

2^o Quatre francs (4^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les
eaux-de-vie, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de un franc vingt cen-
times et de six francs perçus, à titre de taxes principales, sur les
mêmes boissons.

2. Les surtaxes autorisées par l'article qui précède seront spé-
cialement affectées au paiement des dépenses nécessaires pour les
réparations à exécuter aux bâtiments de la mairie.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année
au préfet de l'emploi de ces surtaxes, dont le produit fera l'objet
d'un compte général, tant en recette qu'en dépense, qui devra être
présenté à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14,982. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Guilers (Finistère).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :

ARTICLE UNIQUE. Est prorogée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la surtaxe de dix francs (10') actuellement perçue à l'octroi de Guilers (Finistère) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, absinthes, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14,983. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi d'Halluin (Nord).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement les surtaxes de deux francs vingt-quatre centimes (2' 24') par hectolitre de vin et de dix francs (10') par hectolitre d'alcool actuellement perçues à l'octroi d'Halluin (Nord).

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de un franc soixante-seize centimes et de neuf francs qui peuvent être perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes dont la prorogation est autorisée par l'article qui précède est spécialement affecté au remboursement de l'emprunt autorisé par le décret du 22 juin 1883.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année au préfet de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14.984. — *Loi qui établit une Surtaxe à l'Octroi de l'Hôpital-Camfront (Finistère).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1885 et jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement, il sera perçu à l'octroi de l'Hôpital-Camfront (Finistère) une surtaxe de douze francs (12') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

2. Sur le produit de la surtaxe autorisée par l'article qui précède, il sera spécialement prélevé chaque année la somme nécessaire au remboursement de l'emprunt précédemment contracté pour la translation du cimetière.

L'administration municipale sera tenue de justifier au préfet de l'affectation de cette somme, qui figurera seule au budget extraordinaire, et dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14.985. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Kerlouan (Finistère).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est prorogée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la surtaxe de neuf francs (9^f) actuellement perçue à l'octroi de Kerlouan (Finistère) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, absinthes, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14.986.—*Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Landéda (Finistère).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est prorogée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la surtaxe de treize francs (13^f) actuellement perçue à l'octroi de Landéda (Finistère) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14,987. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Lillebonne (Seine-Inférieure).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est prorogée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la surtaxe de quatre francs (4^f) actuellement perçue à l'octroi de Lillebonne (Seine-Inférieure) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les esprits, eaux-de-vie, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14,988. — *Loi qui établit une Surtaxe à l'Octroi de Mézières (Ardennes).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1885 et jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement, est autorisée à l'octroi de Mézières (Ardennes) la perception d'une surtaxe de un franc douze centimes (1^f 12) par hectolitre sur les vins en cercles et en bouteilles.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre perçu, à titre de taxe principale, sur cette même boisson.

2. Le produit de cette surtaxe est affecté aux dépenses mentionnées dans la délibération du conseil municipal de Mezières du 18 novembre 1884.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année au préfet de l'emploi de ladite surtaxe au paiement des dépenses en vue desquelles elle est autorisée.

Le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration du délai de perception fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14,989. — *Loi qui établit une Surtaxe à l'Octroi de Montiers (Savoie).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir du 1^{er} janvier 1885 jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement est autorisée à l'octroi de Montiers (Savoie) la perception d'une surtaxe de quatre-vingt-six centimes (0'86") par hectolitre sur les vins *en cercles* et en bouteilles.

Cette surtaxe est indépendante du droit de soixante-quatre centimes par hectolitre qui peut être perçu à titre de taxe principale.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14.990. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Plogastel-Saint-Germain (Finistère).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est prorogée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la surtaxe de treize francs (13^f) actuellement perçue à l'octroi de Plogastel-Saint-Germain (Finistère) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, absinthes, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

2. La surtaxe qui précède sera spécialement affectée : 1^o à parfaire les annuités de remboursement d'un emprunt de trente mille francs, précédemment contracté par la commune; 2^o et au payement des dépenses occasionnées par les travaux à entreprendre aux établissements scolaires.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année au préfet de l'emploi de son produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14.991. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Plougouvelin (Finistère).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est prorogée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusi-

vement la surtaxe de six francs (6') actuellement perçue à l'octroi de Plougonvelin (Finistère) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, absinthes, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14.992. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Plounéour-Trez (Finistère).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est prorogée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la surtaxe de quinze francs (15') actuellement perçue à l'octroi de Plounéour-Trez (Finistère) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14.993. — *Loi qui établit une Surtaxe à l'Octroi de Pouldergat (Finistère).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la perception d'une surtaxe de douze francs (12') à l'octroi de Pouldergat (Finistère) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14.994. — LOI qui établit des Surtaxes à l'Octroi des Sables-d'Olonne (Vendée).

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement, il sera perçu à l'octroi des Sables-d'Olonne (Vendée) les surtaxes ci-après, savoir :

1^o Une surtaxe de quarante-quatre centimes (0^o 44^o) par hectolitre sur les vins tant en cercles qu'en bouteilles; 2^o une surtaxe de trois francs (3^o) par hectolitre sur l'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de un franc trente-six centimes et de neuf francs autorisés, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit de ces surtaxes est affecté aux travaux mentionnés dans la délibération du conseil municipal des Sables-d'Olonne du 10 février 1884.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année au préfet de l'emploi des surtaxes au paiement des dépenses en vue desquelles elles ont été autorisées.

Le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense,

devra être présenté à l'expiration du délai de perception fixé par l'article 1^{er} de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14,995. — *Loi qui établit une Surtaxe à l'Octroi de Saint-Marc (Finistère).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée à partir du 1^{er} janvier 1885 jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la perception d'une surtaxe de dix-huit francs (18^f) à l'octroi de Saint-Marc (Finistère) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

2. La surtaxe autorisée par l'article qui précède sera spécialement affectée au remboursement partiel de l'emprunt précédemment contracté au Crédit foncier par la commune de Saint-Marc.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année au préfet de l'emploi de son produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14.996. — *LOI qui établit une Surtaxe à l'Octroi de Saint-Pol-de-Léon (Finistère).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée à partir du 1^{er} janvier 1885 et jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la perception à l'octroi de Saint-Pol-de-Léon (Finistère) d'une surtaxe de neuf francs (9^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs qui peut être perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14.997. — *LOI qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Valenciennes (Nord).*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est prorogée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la surtaxe de sept francs (7^f) actuellement perçue à l'octroi de Valenciennes (Nord) par hectolitre d'alcool contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de dix-huit francs perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

2. L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année à la préfecture de l'emploi du produit de cette surtaxe au

service de l'emprunt de deux millions de francs contracté pour travaux d'utilité publique.

Le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration du délai fixé pour la perception de la surtaxe.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 14,998: — *LOI qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un Chemin de fer de Gray à Jussey.*

Du 26 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Gray à Jussey, partant d'un point à déterminer sur la ligne de Gray à Vesoul, entre les stations de Véreux et d'Autet, et passant par ou près Dampierre-sur-Salon, Brotte, Vanconcourt et Combeaufontaine.

En conséquence, la concession de ce chemin de fer, fait à titre éventuel à la compagnie des chemins de fer de l'Est par la convention du 11 juin 1883, annexée à la loi du 20 novembre suivant, est déclarée définitive dans les conditions prévues par ladite convention.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 14.999. — *DÉCRET qui rend exécutoires en Algérie divers décrets modifiant et complétant la nomenclature des Établissements insalubres, dangereux ou incommodes.*

Du 14 Novembre 1884.

(Promulgué au Journal officiel du 15 novembre 1884.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les décrets des 24 mars 1868 ⁽¹⁾, 10 août 1868 et 16 juin 1873 ⁽²⁾, portant promulgation en Algérie des décrets et ordonnances concernant les établissements insalubres, dangereux ou incommodes;

Vu les décrets des 7 mai 1878 ⁽³⁾, 22 avril 1879 ⁽⁴⁾, 26 février 1881 ⁽⁵⁾ et 20 juin 1883 ⁽⁶⁾, modifiant et complétant la nomenclature des établissements dont il s'agit;

Vu le décret du 26 août 1881 ⁽⁷⁾, sur l'organisation administrative de l'Algérie;

Sur le rapport du ministre du commerce et d'après les propositions du gouverneur général civil de l'Algérie,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les décrets susvisés des 7 mai 1878, 22 avril 1879, 26 février 1881 et 20 juin 1883, et les tableaux de classement y annexés, publiés à la suite du présent décret, sont exécutoires en Algérie et y seront promulgués à cet effet.

2. Le ministre du commerce et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 Novembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 590, n° 5403.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 141, n° 2147.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 404, n° 7219.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 452, n° 8124.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 612, n° 10,504.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 778, n° 13,362.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 654, n° 11,036.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES des décrets de classement.
Phosphate de chaux (Ateliers pour l'extraction et le lavage des).	Altération des eaux....	3 ^e .	7 mai 1878.
Platines (Fabriques de).....	Émanations nuisibles...	2 ^e .	20 juin 1883.
Réfrigération (Appareils de) par l'acide sulfureux.	Émanations nuisibles...	2 ^e .	7 mai 1878.
Scieries mécaniques et établissements où l'on travaille le bois à l'aide de machines à vapeur ou à feu.	Danger d'incendie.....	3 ^e .	26 février 1881.
Sel ammoniac ou sulfate d'ammoniaque (Fabrication des) par l'emploi des matières animales :			
1 ^o Comme établissement principal....	Odeur, émanations nuisibles.	1 ^{re} .	7 mai 1878.
2 ^o Comme annexe d'un dépôt d'engrais provenant de vidanges ou de débris d'animaux, précédemment autorisé.	Odeur, émanations nuisibles.	2 ^e .	<i>Idem.</i>
Serrurerie (Ateliers de). (Voir Chaudronnerie.)	"	"	<i>Idem.</i>
Sinapismes (Fabrication des) à l'aide des hydrocarbures :			
1 ^o Sans distillation.....	Odeur.....	2 ^e .	<i>Idem.</i>
2 ^o Avec distillation.....	Odeur et danger d'incendie.	1 ^{re} .	<i>Idem.</i>
Sondes brutes (Dépôts de résidus provenant du lessivage des).	Odeur, émanations nuisibles.	1 ^{re} .	<i>Idem.</i>
Soufre (Lustrage au) des imitations de chapeaux de paille.	Poussières nuisibles....	3 ^e .	20 juin 1883.
Sulfure d'arsenic (Fabrication du), à la condition que les vapeurs seront condensées.	Odeur, émanations nuisibles.	2 ^e .	7 mai 1878.
Sulfure de sodium (Fabrication du).....	Odeur.....	2 ^e .	<i>Idem.</i>
Tannée humide (Incinération de la).....	Fumée, odeur.....	2 ^e .	<i>Idem.</i>
Tuiles métalliques (Trempage au goudron des).	Émanations nuisibles, danger d'incendie.	2 ^e .	<i>Idem.</i>
Tuyaux de drainage (Fabriques de).....	Fumée.....	3 ^e .	<i>Idem.</i>
Vernis. (Voir Argenture des glaces.).....	"	"	<i>Idem.</i>
Vessies nettoyées et débarrassées de toute substance membranacée (Ateliers pour le gonflement et le séchage des).	Odeur.....	2 ^e .	<i>Idem.</i>

TABLEAU B.

(Articles à supprimer dans la nomenclature annexée au décret du 31 décembre 1866.)

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES des décrets de classement.
Acide sulfurique (Fabrication de l') :			
1 ^o			
2 ^o De Nordhausen, par la décomposition du sulfate de fer.	Émanations nuisibles...	3 ^e .	26 février 1881.
Allumettes (Fabriques d') avec matières détonantes et fulminantes.	Danger d'explosion et d'incendie.	1 ^{re} .	7 mai 1878.
Dégraissage des tissus et déchets de laine par les huiles de pétrole et autres hydrocarbures.	Danger d'incendie.....	1 ^{re} .	<i>Idem.</i>

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES des décrets de classement.
Farine (Moulins à). (Voir <i>Moulins</i>).	"	"	"
Nitrate de fer (Fabrication du) :			
1° Lorsque les vapeurs nuisibles ne sont pas absorbées ou condensées.	Vapeurs nuisibles.	1 ^{re} .	20 juin 1883.
2° Dans le cas contraire.	Vapeurs accidentelles... Odeur, émanations nuisibles.	2 ^e . 2 ^e .	<i>Idem</i> . 7 mai 1878.
Sel ammoniac et sulfate d'ammoniaque (Fabrication du) par l'emploi des matières animales.			
Sulfate d'ammoniaque (Fabrication du) par le moyen de la distillation de matières animales.	Odeur.	1 ^{re} .	<i>Idem</i> .

N° 15.000. — **DÉCRET** relatif à la Contribution spéciale à percevoir en 1885 pour les Dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.

Du 26 Novembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce ;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 ;

Vu la loi du 14 août 1884, concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1885,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cent dix-sept mille deux cent quatre-vingts francs (117,280^f), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie en 1885, conformément audit tableau, sur les patentes désignés par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, sur les patentes.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Novembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Angoulême.....	Charente.....	Chambre...	2,494 ¹	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Bourges.....	Cher.....	Idem.....	5,000	Patentés de tout le départe- ment.
Cambrai.....	Nord.....	Idem.....	2,117	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Cette.....	Hérault.....	Idem.....	5,384	Idem.
Cognac.....	Charente.....	Idem.....	2,000	Idem.
Fécamp.....	Seine-Inférieure..	Idem.....	3,500	Idem.
Granville.....	Manche.....	Idem.....	2,200	Idem.
Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Idem.....	39,158	Idem.
		Bourse.....	36,849	Patentés de la ville seule- ment.
Montpellier....	Hérault.....	Chambre...	5,293	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
		Idem.....	4,937	Patentés de tout le départe- ment.
Nice.....	Alpes-Maritimes..	Bourse.....	2,500	Patentés de la ville seule- ment.
Saint-Nazaire...	Loire-Inférieure..	Chambre...	1,500	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Valenciennes....	Nord.....	Idem.....	4,348	Idem.
			117,280	

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 174.
Paris, le 26 novembre 1884.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

- N° 15,001. — *DÉCRET qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes de Charlieu (Loire).*

Du 28 Novembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853, sur les conseils de prud'hommes;

Vu le décret du 21 février 1855 ⁽¹⁾, qui a créé un conseil de prud'hommes à Charlieu;

Vu le décret du 24 mars 1858 ⁽²⁾, qui a réorganisé ce tribunal;

Vu les lettres du préfet de la Loire des 13 novembre 1882 et 19 février 1884;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Roanne des 9 janvier et 13 février 1883 et du 22 janvier 1884;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 274, n° 2451.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 590, n° 5404.

Vu les lettres du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date des 16 août 1883 et 17 mars 1884;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes de Charlieu sera désormais composé de la manière suivante :

CATÉ- GORIE.	INDUSTRIES.	NOMBRE de prud'hommes.	
		Patrons.	Ouvriers.
1 ^{re} .	Tissage de la soie.....	4	4
2 ^e .	Filature et tissage du coton, teinturerie.....	2	2
		6	6
		12	

2. Le ministre du commerce et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 Novembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé MARTIN FEUILLÉ.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,002. — DÉCRET qui modifie la composition du Conseil de Pru d'homme de Nîmes.

Du 29 Novembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853, sur les conseils de prud'hommes;

Vu le décret du 27 septembre 1807⁽¹⁾, qui a créé un conseil de prud'hommes à Nîmes;

Vu l'ordonnance royale du 2 février 1820⁽²⁾ et les décrets des 23 juillet 1849⁽³⁾, 8 septembre 1853⁽⁴⁾ et 16 août 1881⁽⁵⁾, qui ont modifié l'organisation de ce conseil;

Vu la demande des ouvriers tonneliers du 7 janvier 1882;

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 165, n° 2809.

⁽²⁾ VII^e série, Bull. 343, n° 8208.

⁽³⁾ X^e série, Bull. 184, n° 1486.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 93, n° 802.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 678, n° 11,442.

Vu la délibération du conseil de prud'hommes de Nîmes du 19 juin 1882 ;
Vu la délibération de la chambre de commerce de Nîmes du 3 avril 1883 ;

Vu la lettre du préfet du Gard du 11 avril 1883 ;

Vu la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, du 22 février 1884 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes de Nîmes (Gard) sera désormais composé de la manière suivante :

CATÉ- GORIES.	INDUSTRIES.	NOMBRE de prud'hommes.	
		Patrons.	Ouvriers
1 ^{re}	Tissage des châles, étoffes et tapis, teinture, blanchiment et dégraissage des matières premières, chine, ourdisage, pliage, montage de métiers, lisage de dessins, découpage, tondage et apprêt, fabrication et vente de peignes, remis, navettes et autres instruments accessoires du métier à tisser, dessins de fabrique.....	5	5
2 ^e	Fabrication des articles de bonneterie, passementerie et mercerie, montage des métiers et vente des instruments accessoires, filature, dévidage et moulinage des matières premières, peignage et cardage des matières, gravures pour impressions sur étoffes, impressions sur étoffes, broderie et ornementerie des articles de la fabrique nimoise, fabrique de chapeaux, tailleurs d'habits et confectionneurs de vêtements de toute nature.....	5	5
3 ^e	Entrepreneurs de constructions, exploitants de carrières et terrassiers, maçons et plâtriers, sculpteurs et tailleurs de pierre, marbriers, tuilliers et briquetiers, peintres décorateurs et badigeonneurs, charpentiers et charrons, menuisiers, ébénistes et facteurs de pianos, tonneliers, constructeurs mécaniciens, fondeurs et tourneurs sur métaux, serruriers, forgerons et taillandiers, chaudronniers, pompiers, ferblantiers, lampistes.....	5 3	5 3
4 ^e	Fabrication de la chaussure, tannerie, mégisserie.....	3	3
		18	18
		36	

2. Le ministre du commerce et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 Novembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé MARTIN FEUILLÉE.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,003. — **DÉCRET** qui augmente le nombre des Juges et Juges suppléants du Tribunal de Commerce de Calais.

Du 3 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu l'article 617 du Code du commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des juges du tribunal de commerce de Calais est porté de trois à quatre.

Le nombre des juges suppléants est porté de deux à quatre.

En conséquence, cette juridiction sera composée à l'avenir : d'un président, quatre juges et quatre juges suppléants.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé MARTIN FEUILLÉE.

N° 15,004. — **DÉCRET** qui fixe la valeur des Monnaies étrangères en Monnaies françaises pour la perception pendant l'année 1885.

Du 31 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 6 de la loi du 13 mai 1863, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1864, lequel article est ainsi conçu :

« A dater du 1^{er} juillet 1863, sont soumis à un droit de timbre de cinquante centimes par cent francs ou fraction de cent francs du montant de leur valeur nominale les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers, quelle qu'ait été l'époque de leur création.

« La valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises sera fixée annuellement par un décret »;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1872, qui abaisse le droit établi par l'article précité,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La valeur des monnaies étrangères en monnaies fran-

caises, pour la perception, pendant l'année 1885, du droit de timbre établi par l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1872, est fixée comme il suit :

Allemagne.....	Marc.....	1' 22' 3/16
Angleterre.....	Livre sterling.....	25 20
Autriche-Hongrie..	Florin.....	2 50
Bésil, Canada, Cap. République ar- gentine.....	Livres sterling.....	25 20
Buenos-Ayres....		
	Obligations de la banque hypothécaire, série E.	
	Piastre forte.....	5 10
	Piastre.....	4 88 3/4
Espagne.....	Dette intérieure 4 p. o/o. Peseta.....	1 00
	Dette extérieure 2 p. o/o. Piastre.....	5 40
	Dette extérieure 4 p. o/o. Peseta.....	1 00
États-Unis.....	Dollar.....	5 17 1/2
	Consolidés 4 1/2 p. o/o, 4 p. o/o. Dollar....	5 00
	Florin.....	2 06 3/16
Hollande.....	Emprunts 4 p. o/o, 3 p. o/o et 2 1/2 p. o/o. G. H.	
	Florin.....	2 10
Inde.....	4 p. o/o 1878. Livre sterling.....	25 20
	4 1/2 p. o/o 1880. Roupie.....	2 50
Norvège.....	Livre sterling.....	25 20
Portugal.....	Livre sterling.....	25 25
	Rouble.....	2 51 1/2
	Emprunts d'Orient 5 p. o/o. Rouble.....	4 00
Russie.....	Emprunt 6 p. o/o, 1883. Rouble.....	4 00
	Emprunts extérieurs. Livre sterling.....	25 20
	Emprunts 1850. Livre sterling.....	25 50
Suède.....	4 p. o/o, 1878. Livre sterling.....	25 10
Turquie.....	Dette extérieure. Livre sterling.....	25 00

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,005. — DÉCRET qui met à la disposition du public des Cabines téléphoniques et fixe la Taxe des Correspondances.

Du 31 Décembre 1884.

(Promulgué au Journal officiel du 9 janvier 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 2 de la loi du 21 mars 1878;

Vu la loi du 5 avril 1878;

Sur le rapport du ministre des postes et des télégraphes,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Toute personne peut, à partir des cabines téléphoniques mises par l'État à la disposition du public, correspondre soit avec une autre personne placée dans une cabine téléphonique de la même ville, soit avec un abonné du réseau.

La taxe à percevoir pour l'entrée dans les cabines publiques est fixée, par cinq minutes de conversation : à Paris, à cinquante centimes;

Dans toutes les autres localités de France, d'Algérie et de Tunisie, à vingt-cinq centimes.

2. Des communications téléphoniques à distance peuvent être mises à la disposition du public.

Les lignes auxquelles est appliquée cette mesure sont indiquées par décision ministérielle.

La taxe à percevoir par cinq minutes de conversation de ville à ville est fixée :

Pour toute distance inférieure à cent kilomètres, à un franc.

Cette taxe peut être réduite à cinquante centimes lorsque les deux villes entre lesquelles l'échange des conversations par téléphone a lieu ont été classées, par décision du ministre des postes et des télégraphes, comme faisant partie d'un seul et même groupe téléphonique.

Les conditions dans lesquelles cette taxe est perçue, soit sur la personne qui demande la communication, soit par moitié sur chacune des deux personnes en correspondance, et en général toutes les conditions d'exécution du service, sont déterminées par arrêtés du ministre des postes et des télégraphes.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé AD. COCHERY.

N° 15,006. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui crée à la faculté des sciences de Marseille une chaire de chimie industrielle.
(Paris, 18 Décembre 1884.)

N° 15,007. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) portant :

ART. 1^{er}. Le nombre des inspectrices générales des écoles maternelles est fixé à quatre.

2. Le présent décret aura son effet à partir du 1^{er} janvier 1885. (*Paris, 30 Décembre 1884.*)



Certifié conforme :

Paris, le 27^e Février 1885.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes*

MARTIN FEUILLÉE

Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 895.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,008. — *Loi suspendant l'élection des Sénateurs inamovibles.*

Du 8 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 9 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il ne sera procédé à l'élection d'aucun sénateur inamovible tant qu'il n'aura pas été statué sur le projet de loi tendant à modifier les lois organiques sur la composition du Sénat et les élections des sénateurs.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires
étrangères,

Signé JULES FERRY.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé WALDECK-ROUSSEAU.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice
et des cultes,

Signé MARTIN FEUILLÉE.

N° 15,009. — *Loi portant modification aux Lois organiques sur l'organisation du Sénat et l'élection des Sénateurs.*

Du 9 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 10 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

XII^e Série.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont le tenor suit :

ART. 1^{er}. Le Sénat se compose de trois cents membres élus par les départements et les colonies.

Les membres actuels, sans distinction entre les sénateurs élus par l'Assemblée nationale ou le Sénat et ceux qui sont élus par les départements et les colonies, conservent leur mandat pendant le temps pour lequel ils ont été nommés.

2. Le département de la Seine élit dix sénateurs.

Le département du Nord élit huit sénateurs.

Les départements des Côtes-du-Nord, Finistère, Gironda, Ile-et-Vilaine, Loire, Loire-Inférieure, Pas-de-Calais, Rhône, Saône-et-Loire, Seine-Inférieure, élisent chacun cinq sénateurs.

L'Aisne, Bouches-du-Rhône, Charente-Inférieure, Dordogne, Haute-Garonne, Isère, Maine-et-Loire, Manche, Morbihan, Puy-de-Dôme, Seine-et-Oise, Somme, chacun quatre sénateurs.

L'Ain, Allier, Ardèche, Ardennes, Aube, Aude, Aveyron, Calvados, Charente, Cher, Corrèze, Corse, Côte-d'Or, Creuse, Doubs, Drôme, Eure, Eure-et-Loir, Gard, Gers, Hérault, Indre, Indre-et-Loire, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Haute-Loire, Loiret, Lot, Lot-et-Garonne, Marne, Haute-Marne, Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nièvre, Oise, Orne, Basses-Pyrénées, Haute-Saône, Sarthe, Savoie, Haute-Savoie, Seine-et-Marne, Deux-Sèvres, Tarn, Var, Vendée, Vienne, Haute-Vienne, Vosges, Yonne, élisent chacun trois sénateurs.

Les Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ariège, Cantal, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn-et-Garonne, Vaucluse, élisent chacun deux sénateurs.

Le territoire de Belfort, les trois départements de l'Algérie, les quatre colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et des Indes françaises, élisent chacun un sénateur.

3. Dans les départements où le nombre des sénateurs est augmenté par la présente loi, l'augmentation s'effectuera à mesure des vacances qui se produiront parmi les sénateurs inamovibles.

A cet effet, il sera, dans la huitaine de la vacance, procédé en séance publique à un tirage au sort pour déterminer le département qui sera appelé à élire un sénateur.

Cette élection aura lieu dans le délai de trois mois à partir du tirage au sort; toutefois, si la vacance survient dans les six mois qui précèdent le renouvellement triennal, il n'y sera pourvu qu'au moment de ce renouvellement.

Le mandat ainsi conféré expirera en même temps que celui des autres sénateurs appartenant au même département.

4. Nul ne peut être sénateur s'il n'est Français, âgé de quarante ans au moins et s'il ne jouit de ses droits civils et politiques.

Les membres des familles qui ont régné sur la France sont inéligibles au Sénat.

5. Les militaires des armées de terre et de mer ne peuvent être sénateurs.

Sont exceptés de cette disposition :

- 1° Les maréchaux de France et les amiraux ;
- 2° Les officiers généraux maintenus sans limite d'âge dans la première section du cadre de l'état-major général et non pourvus de commandement ;
- 3° Les officiers généraux ou assimilés placés dans la deuxième section du cadre de l'état-major général ;
- 4° Les militaires des armées de terre et de mer qui appartiennent soit à la réserve de l'armée active, soit à l'armée territoriale.

6. Les sénateurs sont élus au scrutin de liste quand il y a lieu, par un collège réuni au chef-lieu du département ou de la colonie et composé :

- 1° Des députés ;
- 2° Des conseillers généraux ;
- 3° Des conseillers d'arrondissement ;
- 4° Des délégués élus parmi les électeurs de la commune par chaque conseil municipal.

Les conseils composés de dix membres éliront un délégué.

Les conseils composés de douze membres éliront deux délégués.

Les conseils composés de seize membres éliront trois délégués.

Les conseils composés de vingt et un membres éliront six délégués.

Les conseils composés de vingt-trois membres éliront neuf délégués.

Les conseils composés de vingt-sept membres éliront douze délégués.

Les conseils composés de trente membres éliront quinze délégués.

Les conseils composés de trente-deux membres éliront dix-huit délégués.

Les conseils composés de trente-quatre membres éliront vingt et un délégués.

Les conseils composés de trente-six membres et au-dessus éliront vingt-quatre délégués.

Le conseil municipal de Paris élira trente délégués.

Dans l'Inde française, les membres des conseils locaux sont substitués aux conseillers d'arrondissement. Le conseil municipal de Pondichéry élira cinq délégués. Le conseil municipal de Karikal élira trois délégués. Toutes les autres communes éliront chacune deux délégués.

Le vote a lieu au chef-lieu de chaque établissement.

7. Les membres du Sénat sont élus pour neuf ans.

Le Sénat se renouvelle tous les trois ans, conformément à l'ordre des séries de départements et colonies actuellement existantes.

8. Les articles 2 (paragraphe 1 et 2) 3, 4, 5, 8, 14, 16, 19, 23 de la loi organique du 2 août 1875, sur les élections des sénateurs, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 2 (paragraphes 1 et 2). « Dans chaque conseil municipal, l'élection des délégués se fait sans débat, au scrutin secret, et, le cas échéant, au scrutin de liste, à la majorité absolue des suffrages.

« Après deux tours de scrutin, la majorité relative suffit, et, en cas d'égalité de suffrage, le plus âgé est élu.

« Il est procédé de même et dans la même forme à l'élection des suppléants.

« Les conseils qui ont un, deux ou trois délégués à élire nomment un suppléant.

« Ceux qui élisent six ou neuf délégués nomment deux suppléants.

« Ceux qui élisent douze ou quinze délégués nomment trois suppléants.

« Ceux qui élisent dix-huit ou vingt et un délégués nomment quatre suppléants.

« Ceux qui élisent vingt-quatre délégués nomment cinq suppléants.

« Le conseil municipal de Paris nomme huit suppléants.

« Les suppléants remplaceront les délégués, en cas de refus ou d'empêchement, selon l'ordre fixé par le nombre des suffrages obtenus par chacun d'eux. »

Art. 3. « Dans les communes où les fonctions de conseil municipal sont remplies par une délégation spéciale instituée en vertu de l'article 44 de la loi du 5 avril 1884, les délégués et suppléants sénatoriaux seront nommés par l'ancien conseil. »

Art. 4. « Si les délégués n'ont pas été présents à l'élection, notification leur en est faite dans les vingt-quatre heures par les soins du maire. Ils doivent faire parvenir aux préfets, dans les cinq jours, l'avis de leur acceptation. En cas de refus ou de silence, ils sont remplacés par les suppléants, qui sont alors portés sur la liste comme délégués de la commune. »

Art. 5. « Le procès-verbal de l'élection des délégués et des suppléants est transmis immédiatement au préfet. Il mentionne l'acceptation ou le refus des délégués et suppléants ainsi que les protestations élevées contre la régularité de l'élection par un ou plusieurs membres du conseil municipal. Une copie de ce procès-verbal est affichée à la porte de la mairie. »

Art. 8. « Les protestations relatives à l'élection des délégués ou des suppléants sont jugées, sauf recours au Conseil d'État, par le conseil de préfecture, et, dans les colonies, par le conseil privé.

« Les délégués dont l'élection est annulée parce qu'ils ne remplissent pas une des conditions exigées par la loi, ou pour vice de forme, sont remplacés par les suppléants.

« En cas d'annulation de l'élection d'un délégué et de celle d'un suppléant, comme en cas de refus ou de décès de l'un et de l'autre, après leur acceptation, il est procédé à de nouvelles élections par le conseil municipal, au jour fixé par un arrêté du préfet. »

Art 14. « Le premier scrutin est ouvert à huit heures du matin et fermé à midi. Le second est ouvert à deux heures et fermé à cinq heures. Le troisième est ouvert à sept heures et fermé à dix heures.

Les résultats des scrutins sont recensés par le bureau et proclamés immédiatement par le président du collège électoral. »

Art. 16. « Les réunions électorales pour la nomination des sénateurs pourront être tenues depuis le jour de la promulgation du décret de convocation des électeurs jusqu'au jour du vote inclusivement.

« La déclaration prescrite par l'article 2 de la loi du 30 juin 1881 sera faite par deux électeurs au moins.

« Les formalités et prescriptions de cet article, ainsi que celles de l'article 3, seront observées.

« Les membres du Parlement élus ou électeurs dans le département, les électeurs sénatoriaux, délégués et suppléants, et les candidats, ou leur mandataire, peuvent seuls assister à ces réunions.

« L'autorité municipale veillera à ce que nulle autre personne ne s'y introduise.

« Les délégués et suppléants justifieront de leur qualité par un certificat du maire de la commune; les candidats ou mandataires par un certificat du fonctionnaire qui aura reçu la déclaration dont il est parlé au paragraphe 2. »

Art. 19. « Toute tentative de corruption ou de contrainte par l'emploi des moyens énoncés dans les articles 177 et suivants du Code pénal, pour influencer le vote d'un électeur ou le déterminer à s'abstenir de voter, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

« L'article 463 du Code pénal est applicable aux peines édictées par le présent article. »

Art. 23. « Il est pourvu aux vacances survenant par suite de décès ou de démission des sénateurs dans le délai de trois mois; toutefois, si la vacance survient dans les six mois qui précèdent le renouvellement triennal, il n'y est pourvu qu'au moment de ce renouvellement. »

9. Sont abrogés :

1° Les articles 1 à 7 de la loi du 24 février 1875, sur l'organisation du Sénat;

2° Les articles 24 et 25 de la loi du 2 août 1875, sur les élections des sénateurs.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Dans le cas où une loi spéciale sur les incompatibilités parlementaires ne serait pas votée au moment des prochaines élections sénatoriales, l'article 8 de la loi du 30 novembre 1875 serait applicable à ces élections.

Tout fonctionnaire atteint par cette disposition, qui comptera vingt ans de service et cinquante ans d'âge à l'époque de l'acceptation de son mandat, pourra faire valoir ses droits à une pension de retraite proportionnelle, qui sera réglée conformément au troisième paragraphe de l'article 12 de la loi du 9 juin 1853.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 9 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Président du Conseil,
Ministre
des affaires étrangères,
Signé JULES FERRY.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé WALDECK-ROUSSEAU.

Le Ministre de la justice
et des cultes,
Signé MARTIN FEUILLÉE.

N° 15,010. — *Loi qui ouvre aux Ministres, sur l'exercice 1885, des Crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1885, et montant à la somme de 1,032,916,767 francs.*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

§ 1^{er}. — CRÉDITS ACCORDÉS.

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1885, au titre du budget ordinaire, pendant le premier trimestre de 1885, des crédits provisoires montant à la somme de huit cent quarante-deux millions neuf cent quatorze mille sept cent trente-quatre francs.

2. Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1885, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires, pendant le premier trimestre de 1885, des crédits provisoires montant à la somme de quarante-huit millions six cent soixante-dix-neuf mille cinq cent cinquante-cinq francs.

3. Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1885, au titre du budget des dépenses sur ressources spéciales, pendant le premier trimestre de 1885, des crédits provisoires montant à la somme de cent dix-sept millions quatre cent vingt-neuf mille trois cent soixante-dix francs.

4. Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1885, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget respectif de leur département, pendant le premier trimestre de 1885, des crédits pro-

visoires montant à la somme de vingt-trois millions huit cent quatre-vingt-treize mille cent huit francs.

5. Les crédits ouverts par les articles 1 à 4 ci-dessus seront répartis, par ministères et chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République.

Ils se confondront d'ailleurs avec les crédits qui seront accordés pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1885.

6. Continuera d'être faite, pendant le premier trimestre de 1885, la perception, conformément aux lois existantes, des divers produits et revenus au profit des services appartenant aux divers budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.

7. Le ministre des finances est autorisé à pourvoir aux crédits ouverts à l'article 2 ci-dessus par l'émission, au mi-ux des intérêts du trésor, et jusqu'à concurrence de la somme de quarante-huit millions six cent soixante-dix-neuf mille cinq cent cinquante-cinq francs d'obligations à court terme, dont l'échéance ne pourra dépasser 1890.

TITRE II.

§ 2. — MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS DIVERSES.

8. La nomenclature des services votés est fixée, pour le premier trimestre de 1885, conformément à l'état H annexé à l'article 6 de la loi de finances du 30 janvier 1884.

9. Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit provisoire de un million six cent vingt-cinq mille francs, pour l'inscription au trésor public des pensions militaires à liquider dans le courant du premier trimestre de 1885.

Ce crédit se confondra avec celui qui sera accordé pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1885.

10. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1885, pour l'inscription des pensions civiles liquidées par application de la loi du 9 juin 1853, un crédit provisoire applicable au premier trimestre de 1885 et s'élevant à la somme de trois cent soixante-quinze mille francs en sus du produit des extinctions.

Ce crédit se confondra avec celui qui sera accordé pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1885.

11. Le ministre des finances pourra continuer, pendant le premier trimestre de 1885, l'émission des bons du trésor autorisée, pour l'année 1884, par l'article 5 de la loi du 30 décembre 1883, jusqu'à concurrence du maximum déterminé par ledit article.

12. La ville de Paris est autorisée à mettre en circulation, pendant le premier trimestre de 1885, des bons de la caisse municipale pour une somme qui ne pourra excéder cinq millions de francs.

13. Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées par les lois de finances de 1885, à quelque titre que ce soit ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont for-

nellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,011. — *Loi qui établit une Surtaxe à l'Octroi d'Abbeville (Somme).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1888 inclusivement, est autorisée la perception à l'octroi d'Abbeville (Somme) d'une surtaxe de dix francs (10') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quinze francs perçu à l'octroi de cette ville.

2. La surtaxe autorisée par l'article qui précède sera spécialement affectée au service des annuités de l'emprunt contracté en 1872 et dont le délai de remboursement expire en 1888.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année au préfet de l'emploi de cette surtaxe, dont le produit fera l'objet d'un compte général, tant en recette qu'en dépense, qui devra être présenté à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,012. — *LOI qui établit une Surtaxe à l'Octroi de Bohars (Finistère).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1885 inclusivement la perception à l'octroi de Bohars (Finistère) d'une surtaxe de dix francs (10') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,013. — *LOI qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Brest (Finistère).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est prorogée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la surtaxe de douze francs (12') actuellement perçue à l'octroi de Brest (Finistère) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, absinthes, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de vingt-quatre francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,014. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est prorogée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la surtaxe de vingt-six centimes (0^e 26^e) par hectolitre sur les vins, autorisée à l'octroi de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne) par la loi du 21 avril 1881.

Cette surtaxe est indépendante du droit de soixante-quatre centimes par hectolitre perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,015. — *Loi qui établit des Surtaxes à l'Octroi de Chaumont (Haute-Marne).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au

31 décembre 1889 inclusivement, est autorisée à l'octroi de Chaumont (Haute-Marne) la perception des surtaxes suivantes :

Vins en cercles et en bouteilles, soixante-quatre centimes (0' 64") par hectolitre;

Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie et absinthes, un franc (1') par hectolitre.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de un franc trente-six centimes sur les vins et de neuf francs sur l'alcool perçus à l'octroi de cette ville.

2. Les surtaxes autorisées par l'article qui précède seront spécialement affectées au remboursement des emprunts précédemment contractés par la ville de Chaumont.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année au préfet de l'emploi de ces surtaxes, dont le produit fera l'objet d'un compte général, tant en recette qu'en dépense, qui devra être présenté à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,016. — *Loi qui établit une Surtaxe à l'Octroi de Cluses (Haute-Savoie).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la perception à l'octroi de Cluses (Haute-Savoie) d'une surtaxe de un franc trente-six centimes (1' 36") par hectolitre sur les vins en cercles et en bouteilles.

Cette surtaxe est indépendante du droit de soixante-quatre centimes perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,017. — *Loi qui établit une Surtaxe à l'Octroi de Daoulas (Finistère).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1888 inclusivement, est autorisée la perception à l'octroi de Daoulas (Finistère) d'une surtaxe de seize francs (16') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

2. La surtaxe autorisée par l'article qui précède sera spécialement affectée à l'amortissement d'un emprunt contracté à la caisse des écoles et au paiement de la dépense occasionnée par l'achat d'un terrain destiné à un nouveau cimetière.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année au préfet de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,018. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement

la prorogation à l'octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure) d'une surtaxe de sept francs (7') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de dix-huit francs perçu, à titre de taxe principale et additionnelle, sur les mêmes boissons.

2. La surtaxe autorisée par l'article qui précède sera spécialement affectée au paiement des dépenses nécessaires pour la réfection d'une salle de l'hospice, la continuation du réseau d'aqueducs souterrains, la construction de deux lavoirs, etc.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année au préfet de l'emploi de cette surtaxe, dont le produit fera l'objet d'un compte général, tant en recette qu'en dépense, qui devra être présenté à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,019. — *Loi qui établit une Surtaxe à l'Octroi de Loc-Maria-Plouzané (Finistère).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement, est autorisée la perception à l'octroi de Loc-Maria-Plouzané (Finistère) d'une surtaxe de dix francs (10') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,020. — *Loi qui établit des Surtaxes à l'Octroi de Longwy (Meurthe-et-Moselle).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement, est autorisée à l'octroi de Longwy (Meurthe-et-Moselle) la perception des surtaxes suivantes :

Vins en cercles et en bouteilles, deux francs quatre-vingt-douze centimes (2'92") par hectolitre;

Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes, treize francs (13') par hectolitre.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes sur les vins et de six francs sur l'alcool perçus à titre de taxes principales.

2. L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année à la préfecture de l'emploi desdites surtaxes au paiement des dépenses mentionnées dans la délibération du 8 juillet 1884, en vue desquelles elles sont autorisées.

Le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration du délai de perception fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,021. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Luçon (Vendée).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est prorogée jusqu'au 31 décembre 1885 inclusivement la surtaxe de trente-deux centimes (0'32") par hectolitre sur les vins, dont la perception a été autorisée à l'octroi de Luçon (Vendée) par la loi du 20 décembre 1881.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre perçu en principal sur la même boisson.

2. L'administration municipale sera tenue de justifier de l'emploi de ladite surtaxe au paiement des dépenses en vue desquelles elle est autorisée (remboursement des emprunts antérieurement contractés).

Le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté au préfet de la Vendée à l'expiration du délai fixé par l'article 1^{er} de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,022. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Marseille (Bouches-du-Rhône).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée jusqu'au 31 décembre 1885 inclusivement la perception des surtaxes de deux francs soixante centimes (2'60") par hectolitre de vin et de six francs (6') par hectolitre d'alcool pur actuellement établies à l'octroi de Marseille (Bouches-du-Rhône).

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de deux francs quarante centimes et de vingt-quatre francs par hectolitre qui peuvent être perçus sur les mêmes liquides à l'octroi de Marseille.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article précédent est affecté au service des emprunts de la ville de Marseille.

L'administration municipale justifiera à la préfecture des Bouches-du-Rhône de l'emploi de ce produit aux dépenses en vue desquelles les surtaxes sont autorisées. Il sera fait un compte général de l'emploi

de cette recette extraordinaire, à l'expiration du délai assigné pour sa perception.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,023. — *Loi qui établit une Surtaxe à l'Octroi de Milizac (Finistère).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement, est autorisée à l'octroi de Milizac (Finistère) la perception d'une surtaxe de dix francs (10') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,024. — *Loi qui établit des Surtaxes à l'Octroi de Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1888 inclusivement la perception à l'octroi de Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais) des surtaxes suivantes : six francs (6^f) par hectolitre de vin ; sept francs (7^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et les absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits en principal de un franc vingt centimes et de six francs par hectolitre qui peuvent être perçus respectivement sur lesdites boissons.

2. Le produit des surtaxes dont la perception est autorisée par l'article précédent est affecté au service de l'emprunt voté par le conseil municipal de Montreuil-sur-Mer, dans sa séance du 3 juin 1884.

L'administration municipale sera tenue de justifier au préfet du Pas-de-Calais de l'emploi du produit des surtaxes au service de l'emprunt en vue duquel elles sont autorisées.

Le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration du délai fixé pour la perception des surtaxes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,025. — *Loi qui établit des Surtaxes à l'Octroi de Pont-l'Abbé (Finistère).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la perception à l'octroi de Pont-l'Abbé (Finistère) des surtaxes ci-après, savoir :

Quatre-vingts centimes (0^f80^c) par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles ;

Quarante-quatre centimes (0^f44^c) par hectolitre de cidre, poiré et hydromel ;

Dix francs (10⁴) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, absinthes, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de un franc vingt centimes sur le vin, de cinquante-six centimes sur le cidre et de six francs sur l'alcool établis à titre de taxe principale.

2. Les surtaxes autorisées par l'article qui précède seront spécialement affectées au remboursement d'un emprunt précédemment contracté à la caisse des écoles et au paiement des dettes communales résultant de dépenses extraordinaires occasionnées pour l'élargissement d'une rue.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année au préfet de l'emploi de leur produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,026. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Ploaré (Finistère).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est prorogée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la surtaxe de quatre francs (4⁴) actuellement perçue à l'octroi de Ploaré (Finistère) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,027. — *Loi qui établit une Surtaxe à l'Octroi de Ploudalmézeau (Finistère).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la perception à l'octroi de Ploudalmézeau (Finistère) d'une surtaxe de neuf francs (9^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs qui peut être perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

2. Le produit de la surtaxe dont la perception est autorisée par l'article précédent est affecté, jusqu'à concurrence de sept cent soixante-huit francs par an, au service de l'emprunt de dix-neuf mille deux cents francs contracté à la caisse des écoles par la commune de Ploudalmézeau.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année au préfet du Finistère de l'emploi de cette partie du produit de la surtaxe, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration de la durée fixée pour sa perception.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,028. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Ploudaniel (Finistère).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée jusqu'au 31 décembre 1889 inclu-

sivement la perception d'une surtaxe de dix-huit francs (18') actuellement perçue à l'octroi de Ploudaniel (Finistère) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,029. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Ploudiry (Finistère).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la perception d'une surtaxe de dix-huit francs (18') actuellement perçue à l'octroi de Ploudiry (Finistère) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,030. — *Loi qui établit une Surtaxe à l'Octroi de Ploumoguier (Finistère).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1888 inclusivement la perception à l'octroi de Ploumoguier (Finistère) d'une surtaxe de neuf francs (9') par hectolitre d'alcool pur.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,031. — *Loi qui établit une Surtaxe à l'Octroi de Plouzané (Finistère).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée jusqu'au 31 décembre 1889 la perception à l'octroi de Plouzané (Finistère) d'une surtaxe de dix francs (10') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, absinthes, esprits, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances ,

Signé P. TIRARD.

N° 15,032. — *Loi qui établit des Surtaxes à l'Octroi de Rambervilliers (Vosges).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement est autorisée à l'octroi de Rambervilliers (Vosges) la perception des surtaxes suivantes :

Vins en cercles et en bouteilles, soixante-douze centimes (0^e 72^e) par hectolitre;

Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes, quatre francs (4^e) par hectolitre.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes sur les vins et de six francs sur l'alcool perçus en principal sur ces boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances ,

Signé P. TIRARD.

N° 15,033. — *Loi qui établit des Surtaxes à l'Octroi de Rambouillet (Seine-et-Oise).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1885 inclusivement, est autorisée la perception à l'octroi de Rambouillet (Seine-et-Oise) des surtaxes suivantes :

1° Un franc douze centimes (1^f 12^c) par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles ;

2° Trois francs (3^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes et de six francs perçus en principal sur les mêmes liquides.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,034. — LOI qui établit une Surtaxe à l'Octroi de Roscoff (Finistère).

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée jusqu'au 31 décembre 1886 inclusivement la perception d'une surtaxe de dix francs (10^f) à l'octroi de Roscoff (Finistère) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi à titre de taxe principale et de la surtaxe autorisée par la loi du 27 novembre 1881.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,035. — *Loi qui établit une Surtaxe à l'Octroi de Saint-Cloud (Seine-et-Oise).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée à partir de la promulgation de la présente loi jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement la perception à l'octroi de Saint-Cloud (Seine-et-Oise) d'une surtaxe de un franc douze centimes (1'12") par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quatre-vingt-huit centimes perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,036. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Sisteron (Basses-Alpes).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée la prorogation jusqu'au 31 décembre 1888 inclusivement à l'octroi de Sisteron (Basses-Alpes) d'une surtaxe de six francs (6') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,037. — *Loi qui établit des Surtaxes à l'Octroi de Soissons (Aisne).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée jusqu'au 31 décembre 1887 inclusivement la perception à l'octroi de Soissons (Aisne) des surtaxes suivantes :

- 1° Un franc (1^f) par hectolitre de vin ;
- 2° Neuf francs (9^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, absinthes et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de un franc cinquante centimes par hectolitre de vin et de neuf francs par hectolitre d'alcool pur perçus sur les mêmes liquides.

2. Les surtaxes autorisées par l'article qui précède sont affectées au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt voté par le conseil municipal de Soissons dans sa séance du 18 juillet 1884.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année au préfet de l'emploi desdites surtaxes au paiement des dépenses en vue desquelles elles sont autorisées.

Le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,038. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Treglonou (Finistère).*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée la prorogation jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement de la surtaxe de quatorze francs (14^f) actuellement perçue à l'octroi de Treglonou (Finistère) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les esprits, eaux-de-vie, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi sur les mêmes liquides à l'octroi de la commune.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,039. — *Loi qui approuve un échange de Droits immobiliers entre l'État et la ville de Limoges.*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans un acte administratif passé, le 30 mai 1884, entre l'État et la ville de Limoges, l'échange des droits immobiliers de l'État sur une parcelle de mille deux cent vingt-six mètres carrés cinquante décimètres carrés, distraite du quartier de cavalerie du Séminaire, contre la jouissance : 1° de deux parcelles, d'ensemble quatre-vingt-douze mètres carrés quarante-cinq décimètres carrés provenant : l'une du jardin de

l'ancienne mairie, l'autre de la rue de l'Hôpital; 2° des casernes de la Visitation et de la Providence.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,060. — DÉCRET relatif à la Contribution spéciale à percevoir en 1885 pour les Dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.

Du 25 Octobre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 14 août 1884, concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cent cinquante-huit mille quatre-vingt-sept francs (158,087^{fr}), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie en 1885, conformément audit tableau, sur les patentés désignés par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, sur les patentés.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Octobre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Annonay.....	Ardèche.....	Chambre...	350 ^f	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Avignon.....	Vaucluse.....	Idem.....	5,800	Patentés de tout le départe- ment.
Bar-le-Duc.....	Meuse.....	Idem.....	1,464	Idem.
Bastia.....	Corse.....	Idem.....	2,500	Idem.
Bayonne.....	Basses-Pyrénées..	Idem.....	3,200	Idem.
Calais.....	Pas-de-Calais....	Idem.....	1,915	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Dijon.....	Côte-d'Or.....	Idem.....	3,669	Idem.
Douai.....	Nord.....	Idem.....	2,428	Idem.
		Bourse.....	500	Patentés de la ville seule- ment.
		Chambre...	10,104	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Dunkerque.....	Idem.....	Bourse.....	1,721	Patentés de la ville seule- ment.
Grenoble.....	Isère.....	Chambre...	1,132	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Le Mans.....	Sarthe.....	Idem.....	3,685	Patentés de tout le départe- ment.
Limoges.....	Haute-Vienne....	Idem.....	5,400	Idem.
Lorient.....	Morbihan.....	Idem.....	3,605	Idem.
		Bourse.....	152	Patentés de la ville seule- ment.
		Chambre...	16,909	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Lyon.....	Rhône.....	Bourse.....	8,379	Patentés de la ville seule- ment.
Nancy.....	Meurthe-et-Mos...	Chambre...	2,941	Patentés de tout le départe- ment.
Paris.....	Seine.....	Idem.....	64,000	Idem.
Quimper.....	Finistère.....	Idem.....	461	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Rennes.....	Ille-et-Vilaine....	Idem.....	2,400	Idem.
Saint-Malo.....	Idem.....	Idem.....	3,540	Idem.
		Bourse.....	652	Patentés de la ville seule- ment.
Tarare.....	Rhône.....	Chambre...	3,280	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Troyes.....	Aube.....	Idem.....	7,800	Patentés de tout le départe- ment.
			158,087	

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 161.

Paris, le 25 octobre 1884.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15041. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1884, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Établissement thermal de Vichy.

Du 28 Octobre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1884 et répartition des crédits affectés au ministère du commerce pour ledit exercice;

Vu l'avis du ministre des finances;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les décrets en date des 20 septembre ⁽¹⁾ et 16 octobre 1883 ⁽²⁾, portant ouverture au budget du ministère du commerce, chapitre IX (*Entretien des établissements thermaux*), des crédits s'élevant ensemble à vingt-cinq mille quatre cent cinquante et un francs soixante et onze centimes (11,000^f + 14,451^f 71^c), applicables au payement des travaux à exécuter dans le département de l'Allier pour l'établissement thermal de Vichy;

Considérant qu'aucune dépense n'a été imputée sur les crédits ouverts par les décrets précités,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, sur l'exercice 1884, un crédit de vingt-cinq mille quatre cent cinquante et un francs soixante et onze centimes (25,451^f 71^c), applicable au chapitre XII (*Matériel des établissements thermaux et dépenses diverses*).

Pareille somme est annulée sur les crédits ouverts au chapitre IX du budget ordinaire de l'exercice 1883.

2. Il sera pourvu à la dépense imputable sur le crédit ouvert par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Les ministres du commerce et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Octobre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

⁽¹⁾ Bull. 811, n° 13,767.

⁽²⁾ Bull. 812, n° 13,777.

N° 15,042. — *DÉCRET qui rend applicables dans les Établissements français du Golfe de Guinée les lois des 4 juillet 1837 et 10, 19 et 27 mars 1851, relatives aux Poids et Mesures et à la vente des Marchandises.*

Du 16 Novembre 1884.

(Promulgué au Journal officiel du 20 novembre 1884.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, .

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 7 septembre 1840 ⁽¹⁾, articles 50 et 52;

Vu le décret du 6 mars 1877 ⁽²⁾, article 3;

Vu la délibération du conseil d'administration des établissements français du golfe de Guinée en date du 8 janvier 1884;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La loi du 4 juillet 1837, relative aux poids et mesures, et la loi des 10, 19 et 27 mars 1851, tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises, sont rendues applicables dans les établissements français du golfe de Guinée.

2. Le commandant supérieur desdits établissements déterminera, pour chaque établissement, les délais accordés aux particuliers pour se pourvoir des poids et mesures fixés par la loi du 18 germinal an III.

3. A défaut de vérificateurs, ou concurremment avec eux, les commissaires de police et les agents des douanes seront chargés de constater les contraventions aux lois visées à l'article 1^{er} et aux arrêtés locaux qui seront rendus pour l'exécution desdites lois.

4. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel de la République française, au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait à Paris, le 16 Novembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PEYRON.

N° 15,043. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1884, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor par la commune mixte de l'Hillil (Oran) pour des Travaux d'irrigation.*

Du 24 Novembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ IX^e série, Bul. 775, n° 8984.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 336, n° 5880.

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses ordinaires de l'exercice 1884;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé n° 5158 délivré le 16 juin 1884 par le receveur de l'Hillil, constatant le versement dans sa caisse, au compte du trésor, d'une somme de six mille francs, représentant la participation de la commune mixte de l'Hillil (département d'Oran) dans les dépenses des travaux à exécuter pour l'alimentation de l'Oued-Djemâa et l'irrigation des jardins de ce centre;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1884, deuxième section (*Service du gouvernement général de l'Algérie*), chapitre xv (*Dépenses de colonisation*), un crédit supplémentaire de six mille francs, applicable aux dépenses des travaux à exécuter pour l'alimentation de l'Oued-Djemâa et l'irrigation des jardins de ce centre.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours par la commune mixte de l'Hillil.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 24 Novembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,044. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1° M. Couder, directeur général de la comptabilité publique au ministère des finances, vice-président de la commission chargée de la revision du décret du 31 mai 1862, sur la comptabilité publique, est nommé président de cette commission, en remplacement de M. de Roussy, décédé.

2° M. Birouste, contrôleur général, directeur du contrôle au ministère de la guerre, est nommé membre de la même commission, en remplacement de M. de Panafieu. (Paris, 24 Janvier 1885.)

N° 15,045. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la guerre) portant ce qui suit :

1° Le ministre de la guerre, au nom de l'État, est autorisé à accepter le

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10,527.

don de mille cinq cents francs de rente trois pour cent offert au quatorzième régiment d'infanterie de ligne par M. Charles Peyreud, père d'un ancien capitaine de ce régiment.

2° Les arrérages de cette rente seront employés à la création d'un prix annuel de tir à décerner au sous-officier, caporal ou soldat du corps précité qui aura été reconnu le meilleur tireur du régiment après le concours de tir de chaque année.

3° Ce prix portera, suivant le vœu du donateur, le nom de *Prix Peyreud*. (Paris, 27 Janvier 1885.)



Certifié conforme :

Paris, le 28 * Février 1885,

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

MARTIN FEUILLÉE.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale et chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 896.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,046. — *Loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1884, un Crédit supplémentaire de 600,000 francs pour les Dépenses occasionnées par l'épidémie cholérique.*

Du 23 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 24 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, sur le budget ordinaire de l'exercice 1884, un crédit supplémentaire de six cent mille francs (600,000^f), qui sera inscrit au chapitre XXIII (*Matériel et dépenses diverses du service sanitaire*).

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1884.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,047. — *Loi portant fixation du Budget des recettes de l'exercice 1885.*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

XII^e Série.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

BUDGET ORDINAIRE.

ART. 1^{er}. Les terrains non cultivés, employés à un usage commercial ou industriel, tels que chantiers, lieux de dépôt de marchandises et autres emplacements de même nature, soit que le propriétaire les occupe, soit qu'il les fasse occuper par d'autres à titre gratuit ou onéreux, seront cotisés à la contribution foncière :

1° A raison de leur superficie, sur le même pied que les terrains environnants ;

2° D'après leur valeur locative, déterminée à raison de l'usage auquel ils sont affectés, déduction faite de l'estimation donnée à leur superficie.

Les articles 82 et 88 de la loi du 3 frimaire an VII et généralement toutes les dispositions relatives aux propriétés bâties leur sont applicables, en tant qu'elles ne sont pas contraires au présent article.

Dans les communes actuellement cadastrées, l'évaluation de la superficie des terrains dont il s'agit ne pourra être modifiée que si les opérations cadastrales sont renouvelées ou revisées. Dans les mêmes communes, les propriétés imposées à la contribution foncière, sous la dénomination de chantier ou sous toute autre désignation analogue correspondant à une destination commerciale ou industrielle, conserveront également leur revenu matriciel, sauf dans le cas de renouvellement ou de revision des opérations cadastrales.

Seront imposés, conformément au présent article et en accroissement des contingents de la commune, de l'arrondissement et du département, les terrains se trouvant actuellement dans les conditions prévues au paragraphe 1^{er}.

2. Les propriétés qui, dans le cours de l'année, deviennent imposables à la taxe représentative des droits de transmission entre vifs et par décès, créée par la loi du 20 février 1849, y sont assujetties à partir du premier du mois pendant lequel elles en sont devenues passibles et sont cotisées par voie de rôle supplémentaire.

Sont également imposables, par voie de rôle supplémentaire, les propriétés passibles de ladite taxe qui ont été omises au rôle primitif ; mais les droits ne sont dus qu'à partir du 1^{er} janvier de l'année pour laquelle le rôle primitif a été émis.

3. Sont imposables à la contribution sur les voitures et les chevaux, au moyen de rôles supplémentaires et sans préjudice des accroissements de taxes dont ils seraient passibles pour défaut ou inexactitude de déclaration, les possesseurs de voitures, chevaux, mules ou mulets, pour ceux de ces éléments d'imposition qu'ils posséderaient depuis une époque antérieure au 1^{er} janvier et dont l'imposition aurait été omise dans les rôles primitifs. Les droits ne sont

desqu'à partir du 1^{er} janvier de l'année pour laquelle le rôle primitif a été émis.

4. Dans le cas où, par suite de faux ou double emploi, des cotes seraient indûment imposées dans les rôles des contributions directes ou des taxes y assimilées, le délai pour la présentation des réclamations ne prendra fin que trois mois après que le contribuable aura eu connaissance officielle des poursuites dirigées contre lui par le percepteur pour le recouvrement de la cotisation indûment imposée.

5. Dans le cas d'expertise sur réclamation en matière de contributions directes ou de taxes assimilées, s'il y a désaccord entre l'expert de l'administration et celui du réclamant, ce dernier ou l'administration pourra réclamer une tierce expertise.

Le tiers expert sera désigné, sur simple requête de la partie la plus diligente et sans frais, par le juge de paix du canton.

Le tiers expert devra déposer son rapport dans la quinzaine de sa nomination, faute de quoi le conseil de préfecture pourra refuser de le comprendre dans la liquidation des dépens.

Les frais d'expertise et de tierce expertise seront, comme tous autres, supportés par la partie qui succombera, suivant l'appréciation du juge, dans les termes des articles 130 et 131 du Code de procédure civile.

6. A partir du 1^{er} janvier 1887, les bâtiments et additions de constructions qui seront élevées à Lyon, sur la presqu'île de Perrache, seront soumis à la contribution foncière en accroissement des contingents de cette contribution, comme les autres propriétés de même nature et suivant les lois qui régissent la matière. Est par suite supprimée, à dater de la même époque, l'exemption temporaire d'impôt foncier existant en vertu des dispositions combinées des lettres-patentes du 12 août 1774 et des lois des 1^{er} décembre 1790 et 3 frimaire an VII en faveur des constructions faites sur la presqu'île de Perrache.

Continueront toutefois de bénéficier de l'exemption dont il s'agit, dans les termes des lettres-patentes et des lois précitées, les bâtiments actuellement existants et ceux qui seront construits ou agrandis avant le 1^{er} janvier 1887, pourvu qu'à ladite époque les constructions soient entièrement terminées.

7. A partir du 1^{er} janvier 1885, les locaux destinés à l'habitation personnelle dans les bâtiments qui continueront de jouir de l'exemption de l'impôt foncier par application de l'article précédent, donneront lieu, conformément à l'article 2 de la loi du 4 août 1844, à l'augmentation du contingent départemental dans la contribution personnelle-mobilière, lorsque l'achèvement des constructions remontera à plus de deux années.

8. Le droit de timbre établi par les lois en vigueur sur les contrats d'assurance, ainsi que sur tous les actes ayant exclusivement pour objet la formation, la modification ou la résiliation amiable de ces contrats, sera acquitté par les sociétés, compagnies d'assurances et tous autres assureurs contre l'incendie et sur la vie, selon le mode

réglé par les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 37 de la loi du 5 juin 1850.

La taxe annuelle est fixée, décimes compris, à quatre centimes par mille francs du total des sommes assurées contre l'incendie pour les assurances à primes, et à trois centimes par mille francs pour les assurances mutuelles.

La présente loi sera appliquée, à partir de sa promulgation, aux contrats d'assurances mutuelles contre l'incendie souscrits depuis plus de cinq ans, ainsi qu'à tous les contrats en cours rédigés sur papier frappé du timbre d'abonnement et pour lesquels les assurés ont continué, après le désabonnement, à payer la taxe annuelle aux assureurs.

Toutefois, il sera tenu compte aux assureurs qui ont acquitté le droit au comptant sur les clauses de tacite reconduction et sur les polices en cours, conformément aux articles 33 et 38 de la loi du 5 juin 1850, de la partie de ces droits qui excède le montant de la taxe annuelle par eux perçue après le désabonnement.

Les actes de réassurances ne sont point assujettis à la taxe annuelle, lorsque cette taxe est payée par l'assureur primitif.

La perception du droit de timbre d'abonnement, établie par l'article 37 de la loi du 5 juin 1850 et par le présent article, aura lieu dans les délais et suivant les formes déterminées par les articles 5, 6, 7, 8 et 10 du règlement d'administration publique du 25 novembre 1871. A défaut de paiement dans les délais ci-dessus, l'amende édictée par l'article 10 de la loi du 23 juin 1857 sera exigible.

L'avis de l'acquiescement du droit inséré au *Journal officiel* équivaldra à l'apposition du timbre pour les actes spécifiés au présent article.

9. Les impôts établis par les articles 3 et 4 de la loi de finances du 28 décembre 1880 seront payés par toutes les congrégations, communautés et associations religieuses, autorisées ou non autorisées, et par toutes les sociétés ou associations, désignées dans cette loi, dont l'objet n'est pas de distribuer leurs produits en tout ou en partie entre leurs membres.

Le revenu est déterminé à raison de cinq pour cent (5 p. o/o) de la valeur brute des biens meubles et immeubles possédés ou occupés par les sociétés, à moins qu'un revenu supérieur ne soit constaté, et la taxe est acquittée sur la remise d'une déclaration détaillée faisant connaître distinctement la consistance et la valeur de ces biens.

Ces sociétés seront assujetties aux vérifications autorisées par l'article 7 de la loi du 21 juin 1875.

Sont maintenues toutes les dispositions de la loi du 28 décembre 1880 qui n'ont rien de contraire à la présente loi.

10. Les produits étrangers importés en Algérie sont soumis aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France.

Sont exceptés de la disposition qui précède les produits mentionnés au tableau A annexé à la loi du 17 juillet 1867, modifiée par la loi du 19 mars 1875.

Sont maintenues les dispositions de la loi du 17 juillet 1867 relatives aux produits naturels ou fabriqués, originaires de la régence de Tunis, de l'empire du Maroc et du sud de l'Algérie.

Toutefois, les sucres étrangers importés en Algérie seront soumis aux surtaxes applicables aux sucres étrangers importés en France.

Les dispositions de l'article 30 de la loi du 16 mai 1863 sont abrogées, en ce qui concerne l'Algérie, pour les marchandises autres que celles inscrites au tableau A annexé à la loi du 17 juillet 1867, modifiée par celle du 19 mars 1875.

11. Les receveurs des douanes pourront, dans les ports, laisser enlever les marchandises au fur et à mesure des vérifications et avant liquidation et acquittement des droits, moyennant soumission dûment cautionnée, et sous l'obligation pour les redevables de payer une remise d'un pour mille du montant des droits liquidés.

Les conditions auxquelles est subordonnée la concession de ce crédit spécial, les garanties qu'elle comporte, les règles concernant les voies et moyens de recouvrement ainsi que la juridiction, sont les mêmes que celles en vigueur pour le crédit afférent aux droits payés en traites.

La répartition de la remise d'un pour mille entre le comptable et le Trésor est fixée par arrêté ministériel.

12. Les membres de l'ordre du Mérite agricole, qui seront nommés à dater du 1^{er} janvier 1885, verseront au Trésor une somme de quinze francs pour le prix des insignes qui leur seront fournis par le ministère de l'agriculture.

13. Continuera d'être faite, pour 1885, au profit de l'État, conformément aux lois existantes, la perception des divers droits, produits et revenus énoncés dans l'état B annexé à la présente loi.

14. Tous les chargements ou transports de papiers et cartons doivent être accompagnés d'acquits-à-caution ou de laissez-passer, qui doivent être représentés à toute réquisition des agents des contributions indirectes, des douanes et des octrois.

An-dessous de cinquante kilogrammes, les papiers et les cartons libérés d'impôt, qui ne sont enlevés ni des fabriques ni des entrepôts, peuvent circuler sans être accompagnés du laissez-passer ou de l'acquit-à-caution.

15. Les voies et moyens ordinaires applicables aux dépenses ordinaires du budget de l'exercice 1885 sont évalués, conformément à l'état C annexé à la présente loi, à la somme totale de trois milliards quatre millions sept cent soixante et un mille cinq cent quatre-vingt-treize francs (3,004,761,593').

TITRE II.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

16. Continuera d'être faite, pour l'exercice 1885, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des com-

municipalités d'habitants dûment autorisées, la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus énoncés dans l'état D annexé à la présente loi.

17. Les voies et moyens affectés aux dépenses départementales et spéciales, qui se règlent d'après le montant des recettes des mêmes services, sont évalués, pour l'exercice 1885, à la somme de quatre cent soixante-neuf millions sept cent dix-sept mille quatre cent soixante-quinze francs (469,717,475'), conformément à l'état E annexé à la présente loi.

18. A partir de l'exercice 1885, les produits du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie seront appliqués, jusqu'à concurrence de trente pour cent, aux produits divers du budget ordinaire, et de soixante-dix pour cent aux recettes du budget sur ressources spéciales.

L'excédent des recettes sur les dépenses de ce dernier budget, qui ressortira à la fin de chaque exercice, sera reporté à l'exercice suivant, où il formera un fonds de réserve.

Lorsque ce fonds de réserve aura atteint la somme d'un million de francs, l'excédent annuel de recettes du budget sur ressources spéciales sera intégralement appliqué aux produits divers du budget ordinaire.

19. Toutes contributions directes et indirectes autres que celles autorisées par les lois de finances de l'exercice 1885, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

ÉTAT B. *Tableau des droits, produits et revenus au profit de l'État dont la perception est autorisée pour 1885, conformément aux lois existantes.*

PRODUITS DU DOMAINE AUTRE QUE LE DOMAINE FORESTIER.

- | | | |
|----------|---|--|
| France. | { | Revenus et produits de toute nature du domaine public, fluvial, maritime et terrestre; revenus et produits de toute nature des biens de l'État; rentes et créances; produits des aliénations d'objets mobiliers et d'immeubles; successions en déshérence, épaves et biens vacants. (<i>Lois des 22 octobre, 5 novembre 1790, 22 novembre-1^{er} décembre 1790, 8 juillet 1791, 11 frimaire an VII, 9 germinal an XI, 1^{er} juin 1864 et 20 décembre 1872.</i>) |
| Algérie. | { | Revenus et produits de toute nature du domaine autre que le domaine forestier; produits des biens des corporations; rentes et créances; produits des aliénations d'objets mobiliers et d'immeubles; successions en déshérence, épaves et biens vacants. |

PRODUITS DES FORÊTS.

- | | | |
|----------|---|--|
| France. | { | Produits des coupes de bois, frais d'adjudication des coupes de bois de l'État; produits de toutes adjudications concernant les forêts, autres que les adjudications de coupes; prix de vente de bois provenant des exploitations accidentelles; fermage du droit de chasse dans les forêts de l'État; autres menus produits; frais d'administration des bois des communes et établissements publics. (<i>Lois des 25 juin 1861, article 5; 19 juillet 1865, article 6; 14 juillet 1856, article 14.</i>) Valeur des bois cédés aux arsenaux; prix de cession de terrains pour cause d'utilité publique. |
| Algérie. | { | Produits des coupes de bois; produits accessoires des forêts; frais d'administration des bois des communes et établissements publics; valeur des bois cédés aux arsenaux. (<i>Mêmes lois que ci-dessus et ordonnance du 22 juillet 1834.</i>) Vente des anciennes concessions de chênes-liège. (<i>Décret des 2 février-22 mars 1870.</i>) |

IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.

- | | | |
|---|---|---|
| Produits de l'enregistrement et du timbre en France. | { | Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques; amendes de consignations, de condamnations, de contraventions; décimes et demi-décimes. (<i>Lois des 6 prairial an VII, 23 août 1871 et 30 décembre 1873.</i>) Droits de chambre pour légalisation d'actes et visa de passeports; droits de sceau attribués au trésor. (<i>Lois des 17 août 1838, 29 janvier 1831 et 20 février 1849.</i>) Perceptions diverses. Droits de timbre; décimes; droits d'affichage; passeports; permis de chasse. |
| Produits de l'enregistrement et du timbre en Algérie. | { | Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques; amendes de consignations, de contraventions et de condamnations. Perceptions diverses. Droits de timbre; double décime. |
| Produits des douanes en France. | { | <div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="margin-right: 10px;">Droits de douane à l'importation</div> <div style="font-size: 3em; margin-right: 10px;">{</div> <div> <p>sur les marchandises diverses. (<i>Loi du 7 mai 1881 et traités de commerce; loi du 19 juillet 1880; lois et décrets cités au tarif officiel de 1882.</i>)</p> <p>sur les sucres coloniaux. (<i>Lois des 19 juillet 1880, 7 mai 1881 et 29 juillet 1884.</i>)</p> <p>sur les sucres étrangers. (<i>Lois des 19 juillet 1880, 7 mai 1881, 29 juillet 1884 et traités de commerce.</i>)</p> </div> </div> |
| Produits des douanes en France. | { | Droit de statistique. (<i>Loi du 23 janvier 1872.</i>) |
| Produits des douanes en France. | { | Droits de navigation. (<i>Lois des 27 vendémiaire an II et 30 janvier 1872; loi de finances du 29 juillet 1881; lois et décrets désignés dans les observations préliminaires du tarif officiel de 1877, n° 507 à 535.</i>) |
| Produits des douanes en France. | { | Droits et produits divers. (<i>Lois des 28 avril 1816, 2 juillet 1836, 22 janvier 1872; lois et décrets désignés dans les observations préliminaires du tarif officiel de 1877, n° 536 à 562.</i>) |
| Produits des douanes en France. | { | Intérêts de retard pour crédits de droits. (<i>Loi du 15 février 1875.</i>) |
| Produits des douanes en France. | { | Remise de 1/3 p. o/o pour crédits de droits. (<i>Arrêté ministériel du 27 mars 1866 et loi du 16 février 1875.</i>) |
| Produits des douanes en France. | { | Taxe de consommation des sels. (<i>Loi du 28 décembre 1848.</i>) |

Produits
des douanes
en Algérie.

Produits des douanes. (*Lois et décrets cités dans le tarif officiel de 1884, traités de commerce.*)

Droits de navigation. (*Lois et décrets cités dans les observations préliminaires du tarif officiel de 1877, n° 507 à 535.*)

Droits et produits divers. (*Ordonnance du 21 décembre 1844 sur l'octroi de mer et décrets des 18 juillet 1864, 25 septembre 1880 et 28 décembre 1883; lois des 28 avril 1816, 2 juillet 1836; lois et décrets cités dans les observations préliminaires du tarif officiel de 1877, n° 536 à 562.*)

Impôt sur les boissons. (*Lois des 28 avril 1816, 8 mai 1869, 1^{er} septembre 1871, 26 mars 1872, 31 décembre 1873 et 19 juillet 1880.*)

Impôt sur les vinaigres et l'acide acétique. (*Loi du 17 juillet 1875.*)

Taxe de consommation sur les sels. (*Loi du 28 décembre 1848 et décret du 20 avril 1881.*)

Droit sur le sucre indigène. (*Lois des 31 mai 1846, 30 décembre 1875, 19 juillet 1880 et 29 juillet 1884.*)

Droit sur les allumettes. (*Lois des 4 septembre 1871, 22 janvier et 2 août 1872, 15 mars 1873 et 28 janvier 1875.*)

Droit sur les papiers. (*Lois des 4 septembre 1871, 21 juin et 30 décembre 1873.*)

Droit sur les huiles minérales. (*Lois des 16 septembre 1871 et 29 décembre 1873.*)

Droit d'entrée sur les huiles autres que les huiles minérales. (*Lois des 31 décembre 1873 et 22 décembre 1878.*)

Droit sur la stéarine et les bougies. (*Loi du 30 décembre 1873.*)

Droit de fabrication sur la dynamite et la nitroglycérine. (*Loi du 8 mars 1875; décrets des 5 juillet 1875, 24 août 1875 et 17 mai 1876.*)

Produit des deux dixièmes sur le prix des places de voyageurs et des bagages et messageries transportés en grande vitesse par les chemins de fer. (*Lois des 2 juillet 1838, 14 juillet 1855, 16 septembre 1871 et 11 juillet 1879, et décret du 21 mai 1881.*)

Droit sur les voitures publiques de terre et d'eau. (*Lois des 9 vendémiaire an VI, 5 ventôse an XII, 25 mars 1817, 20 juillet 1837 et 11 juillet 1879.*)

Droits divers :

Licences autres que celles de voitures publiques. (*Lois des 28 avril 1816, 10 mars 1819, 1^{er} et 4 septembre 1871, 30 et 31 décembre 1873 et 17 juillet 1875.*)

Licences annuelles des voitures publiques. (*Loi du 25 mars 1817.*)

Droits de touage. (*Décrets des 28 avril 1866, 13 avril 1870 et 21 juin 1878, et décret du 15 mars 1880.*)

Péages sur les ponts. (*Loi du 14 floréal an X.*)

Bacs et passages d'eau. (*Loi du 6 frimaire an VII.*)

Pêche, francs-bords, prises d'eau. (*Lois des 18-27 mai, 19 août et 12 septembre 1791, 28 messidor an II et 16 juillet 1840; décrets des 23 décembre 1810 et 25 mars 1863.*)

Garantie des matières d'or et d'argent. (*Lois des 19 brumaire an VI, 5 ventôse an XII, 30 mars 1872 et 25 janvier 1884.*)

Droits de garantie des marques de fabrique et de commerce. (*Loi du 26 novembre 1873 et décret du 25 juin 1874.*)

Droit de dénaturation sur l'alcool. (*Loi du 2 août 1872.*)

Timbres. (*Loi du 28 avril 1816.*)

Cartes à jouer. (*Lois des 9 vendémiaire an VI, 5 ventôse an XII, 1^{er} septembre 1871 et 21 juin 1873.*)

Prélèvement sur les communes pour frais de casernement. (*Loi du 15 mai 1818.*)

Portion du trésor dans la valeur des tabacs et poudres saisis. (*Lois des 18 fructidor an V et 28 avril 1816.*)

Amendes et confiscations, contributions indirectes, culture des tabacs. (*Lois des 18 fructidor an V, 19 brumaire an VI, 9 frimaire an VII, 23 pluviôse an XIII, 24 avril 1836, 28 avril 1816, 25 mars 1817, 24 juin 1824, 19 juin 1840, 25 juin 1841, 4 et 16 septembre 1871, 28 février, 26 mars et 2 août 1872, 15 mars, 21 juin, 30 et 31 décembre 1873, 28 janvier, 8 mars, 17 et 28 juillet 1875, et décret du 4 prairial an XIII.*)

Produits
des
contributions
indirectes.

Produits
des
contributions
indirectes.
(Suite.)

Simple, doubles, quadruples et sextuples droits sur acquits non rentrés. (Décret du 22 août 1791; ordonnance du 11 juin 1816; lois des 28 avril 1816, 21 juin et 30 décembre 1873.)

Indemnités pour frais d'exercices dans l'intérieur des villes. (Ordonnance du 9 décembre 1814.)

Recouvrements d'avances. (Ordonnance du 9 décembre 1814; loi du 28 avril 1816.)

Prix des plombs apposés pour les sels, les sucres, les allumettes et les bougies. (Lois des 26 juin 1841 et 31 mai 1846; décrets des 11 août 1851, 1^{er} septembre 1852, 29 novembre 1871 et 8 janvier 1874; arrêté ministériel du 15 novembre 1879.)

Indemnités pour frais de surveillance des entrepôts de sucres. (Loi du 31 mai 1846.)

Indemnités pour frais de surveillance des fabriques de soude. (Loi du 2 juillet 1862.)

Intérêts de retard pour crédits de droits. (Loi du 15 février 1875.)

Remise de 1/3 p. o/o pour crédits de droits. (Arrêté ministériel du 27 mars 1866 et loi du 15 février 1875.)

Recettes accidentelles.

Retenues sur la livraison des tabacs pour le paiement des experts. (Loi du 24 décembre 1814.)

Double décime et demi. (Lois des 6 prairial an VII, 11 novembre 1813, 28 avril 1816, 25 mars 1817, 14 juillet 1855 et 30 décembre 1873.)

Produit de la vente des tabacs. (Lois des 28 avril 1816, 3 mars 1820, 4 septembre 1871, 29 février, 21 décembre 1872 et 1^{er} décembre 1875; décrets des 29 juin et 10 août 1853, 14 juillet 1860, 16 août 1862, 29 juin 1863, 22 décembre 1871, 11 juin 1872, 25 avril 1876, 28 août 1877, 19 décembre 1878, 28 mai 1879, 11 août 1881, 26 juillet 1882 et loi du 29 décembre 1882, article 17.)

Produit de la vente des poudres à feu. (Lois des 13 fructidor an V, 16 mars 1819, 7 août 1850 et 25 juillet 1873; décrets des 29 septembre 1850, 8 octobre 1864, 10 mai 1872, 31 mai et 27 septembre 1873, 6 août 1875 et 30 décembre 1882.) — Poudre au bois pyroxylé. (Loi du 6 août 1883.)

Droits de licence sur la fabrication et la vente des boissons. (Ordonnance du 31 janvier 1847.)

Droits de licence sur la fabrication et la vente des tabacs. (Ordonnances des 31 janvier 1847 et 1^{er} janvier 1848.)

Droits divers et recettes à différents titres :

Droits de garantie des matières d'or et d'argent. (Décrets des 24 juillet 1857 et 6 août 1859; lois des 30 mars 1872 et 30 décembre 1873; décrets de promulgation des 11 juin 1872 et 11 septembre 1874.)

Droits de garantie des marques de fabrique et de commerce. (Décrets des 25 juin et 7 août 1874.)

Droits des estampilles délivrées aux entrepreneurs de voitures publiques. (Décret du 5 novembre 1855 et arrêté ministériel du 18 décembre 1856.)

Timbre des expéditions et quittances. (Loi du 28 avril 1816.)

Frais de poursuites. (Arrêté ministériel du 20 septembre 1850.)

Prix des estampilles perdues par les assujettis à la licence. (Ordonnance du 31 janvier 1847.)

Produit des matières, estampilles, etc. manquant chez les comptables. (Lois des 28 avril 1816 et 25 mars 1817; ordonnance du 31 janvier 1847.)

Amendes et confiscations (produits à répartir). (Ordonnances des 4 septembre 1844 et 31 janvier 1847; loi du 19 brumaire an VI.)

Tabacs des manufactures de France :

Produit de la vente des tabacs. (Décrets des 31 mai 1854 et 11 mars 1873.)

Recettes accessoires. (Décrets des 31 mai 1854 et 11 mars 1873.)

Poudres à feu :

Produit de la vente des poudres. (Ordonnance du 4 novembre 1844.)

Recettes accessoires. (Décret du 21 février 1851.)

Produits
des
contributions
diverses
de l'Algérie.

**Produits
des postes
et
des télégraphes
en France
et en Algérie.**

Taxes des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature et droit de transport des valeurs déclarées. — Lettres et boîtes. (Lois des 25 janvier 1873, 6 avril, 19 et 26 décembre 1878, 7 avril 1879 et 20 avril 1882; décrets des 14 janvier, 27 mars, 10 mai et 10 juin 1879, 7 septembre 1881, 4 avril, 10 août, 7 et 18 novembre, 2 et 9 décembre 1882, 14 avril, 21 juillet, 1^{er} et 18 septembre, 15 octobre, 19 novembre et 8 décembre 1883.)

Droits perçus sur les envois d'argent. (Loi des 20 décembre 1872, 19 décembre 1878, 18 mars, 7 avril 1879, 17 juillet 1880 et 28 juillet 1882; décrets des 27 mars, 5 et 10 mai 1879, 15 février et 14 juin 1881; loi du 21 mai 1883 et décret du 15 décembre 1883.)

Droits perçus sur les bons de poste. (Loi du 29 juin 1882; règlement d'administration publique du 28 novembre 1882; décrets des 15 novembre, 9 décembre 1882 et 27 janvier 1883.)

Taxes perçues par l'État pour transport de colis postaux. (Lois des 3 mars et 25 juillet 1881; décrets des 19 et 21 avril, 24 juillet, 24 août, 19 et 24 septembre, 25 novembre 1881, 6 mars, 14 et 18 juillet, 10 août 1882 et 14 avril 1888.)

Taxes de la télégraphie privée française et internationale. (Lois des 21 mars 1878, 26 février 1880 et 29 juillet 1881; décrets des 22 mars, 22 mai et 10 juillet 1880, 6 mai et 26 juin 1882; loi du 27 décembre 1883 et décrets des 10 novembre 1882, 24 janvier et 15 novembre 1883.)

Remboursement par les compagnies de chemins de fer des frais de surveillance de leur service télégraphique. (Cahiers des charges homologués par décrets des 19, 26 juin et 1^{er} août 1857 et du 11 juin 1859.)

Remboursement par divers établissements du traitement des agents du service postal et télégraphique détachés auprès de ces établissements.

Produits du télégraphe du Tonkin. (Loi du 22 décembre 1883.)

DIVERS REVENUS.

Impôt de 3 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières. (Lois des 29 juin 1872 et 21 juin 1875; loi du 28 décembre 1880, articles 3 et 4, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1881.)

**Produits
universitaires.**

Rétributions imposées sur les élèves des établissements d'enseignement supérieur et sur les candidats qui se présentent pour y obtenir des grades, ainsi que sur les candidats au diplôme et au brevet de capacité de l'enseignement secondaire spécial. (Lois des 14 juin 1854 et 31 juillet 1867; décrets des 22 août 1854 et 19 août 1867; arrêté du Gouvernement du 20 prairial an xi, concernant les droits d'examen proprement dits pour les officiers de santé; arrêté du Gouvernement du 25 thermidor an xi, concernant les droits d'examen proprement dits pour les herboristes de deuxième classe; règlement d'administration publique du 23 août 1868, concernant le baccalauréat ès sciences restreint exigé des étudiants en médecine; arrêté du 15 février 1859, imposant aux chirurgiens embarqués à bord des navires expédiés pour la pêche à la morue un droit de certificat d'aptitude et de visa dans une école préparatoire; loi de finances du 29 décembre 1873, article 9, instituant un droit de bibliothèque; règlement d'administration publique du 25 juillet 1874, relatif au baccalauréat ès lettres; règlement d'administration publique du 15 juillet 1875, concernant les aspirants au titre de pharmacien de deuxième classe; règlement d'administration publique du 20 juin 1878, concernant les aspirants au doctorat en médecine; règlement d'administration publique du 12 juillet 1878, concernant les aspirants au titre de pharmacien de première classe; décret du 14 octobre 1879, relatif au mode de paiement des droits de travaux pratiques imposés aux élèves en médecine et en pharmacie par les règlements d'administration publique survisés; règlement d'administration publique du 3 août 1880, concernant l'examen de validation de stage des pharmaciens; règlement d'administration publique du 3 août 1880, pour l'obtention, devant l'école préparatoire de médecine et de pharmacie d'Alger, du certificat d'aptitude permettant d'exercer la médecine en territoire indigène; règlements d'administration publique du 8 janvier 1881 et du 14 septembre 1882, pour l'obtention, devant l'école préparatoire à l'enseignement supérieur du droit à Alger, du certificat d'études du droit administratif et de coutumes indigènes et du certificat supérieur d'études de législation algérienne et de coutumes indigènes; règlement d'administration publique du 9 mai 1882, concernant les aspirants au brevet et au diplôme de langue arabe délivrés par l'école préparatoire à l'enseignement supérieur des lettres d'Alger;

Produits
universitaires.
(suite.)

règlement d'administration publique du 8 janvier 1881, réglant à nouveau le mode de perception des droits exigés des aspirants à la licence en droit; règlement d'administration publique du 14 septembre 1882, réglant à nouveau le mode de perception des droits exigés des aspirants au doctorat en droit; décret du 1^{er} août 1883, modifiant la scolarité exigée des aspirants au titre d'officier de santé, et leur imposant, à titre obligatoire, les travaux pratiques dans les conditions précédemment déterminées pour les aspirants au doctorat en médecine; loi de finances du 1^{er} mai 1883, réglant à nouveau le mode de perception des droits de bibliothèque et de travaux pratiques dans toutes les facultés et écoles.)

Produit
des amendes
et
condamnations
pécuniaires.

En France (Loi du 29 décembre 1873; décrets des 21 avril et 22 octobre 1880.)

En Algérie. (Décrets des 17 octobre 1874 et 24 novembre 1881.)

Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853 et décret du 9 novembre suivant.)

PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et des médailles, et produit net de l'émission des monnaies de bronze (5 dixièmes). (Loi du 31 juillet 1879 et décrets du 21 octobre et 20 novembre 1879; loi du 22 décembre 1880, article 8; décret du 25 janvier 1881.)

Excédent des recettes sur les dépenses de l'imprimerie nationale. (Ordonnances des 26 novembre 1828 et 11 octobre 1838; décret du 2 juillet 1862; loi du 21 décembre 1879, article 8; loi de finances de 1885.)

Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations. (Loi du 24 mai 1834.)

Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'État. (Loi du 18 mai 1878 et décret du 25 du même mois.)

Produits de l'exploitation en régie du Journal officiel. (Loi du 28 décembre 1880 et décret du 30 du même mois.)

Produit de la rente de l'Inde. (Loi du 21 avril 1832.)

Contingent à verser au trésor par les colonies dont les budgets se règlent en excédent de recette. (Sénatus-consulte du 3 mai 1854, article 15; décret du 10 janvier 1863, article 2.)

Droits de chancellerie et de consulat perçus en vertu des tarifs existants et autres produits des chancelleries diplomatiques et consulaires. (Lois des 28 juin 1833, 29 décembre 1876, article 6, et décret du 14 août 1880.)

Taxe des brevets d'invention. (Lois du 5 juillet 1844.)

Pensions
et bourses
des élèves
des écoles
du
Gouvernement.

Écoles militaires. (Lois des 21 avril 1832 et 24 mai 1834.)

École navale. (Lois des 21 avril 1832 et 24 mai 1834.)

Autres établissements. (Loi du 20 juillet 1837 et règlement du 28 novembre 1837.)

Remboursement du montant de la première mise d'équipement par les vétérinaires quittant le service avant d'avoir accompli leur engagement d'honneur. (Décret du 14 janvier 1866 et décision ministérielle du 20 juillet 1881.)

Frais de nourriture du personnel civil employé dans les écoles militaires. (Décret du 30 mai 1873 et règlement du 15 décembre suivant.)

Frais de scolarité des médecins élèves du service de santé démissionnaires. (Décision présidentielle du 5 octobre 1872 et loi de finances du 28 décembre 1880.)

Pensions de marins admis à l'hôtel des invalides de la guerre. (Loi du 21 avril 1832.)

Produits
de
l'exploitation
des
établissements
régis
ou affermés
par l'État.

Écoles nationales vétérinaires, d'agriculture, d'horticulture de Versailles, des arts et métiers, d'horlogerie de Cluses, Bergeries, Vacherie d'expériences. Haras et dépôts d'étalons. Établissements thermaux. (Lois des 20 juillet 1837, 8 juillet 1865, 8 août 1875 et règlement du 28 novembre 1837.)

Revenus des lazarets et établissements sanitaires. (Loi du 3 mars 1822 et décret du 23 février 1876, titre X.)

Droits de visite du bétail importé en France. (Lois des 26 mars et 9 avril 1878.)

Taxes perçues en vertu de conventions littéraires avec les puissances étrangères. (Décision ministérielle du 6 juillet 1854 et loi de finances du 28 décembre 1880.)

Retenue de 5 p. o/o sur la solde des officiers de l'armée de terre. (Décret du 25 décembre 1875 et loi du 22 juin 1878.)

Retenue de 5 p. o/o sur la solde des officiers des sapeurs-pompiers de la ville de Paris. (Décret du 25 décembre 1875 et loi du 22 juin 1878.)

Retenues pour cause de cumul des fonctionnaires députés. (Loi du 16 février 1872.)

Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État par la ville de Paris. (Loi du 2 avril 1849.)

Versements des engagés conditionnels d'un an. (Loi du 27 juillet 1872, article 55.)

Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise. (Loi du 19 juin 1851 et décret du 4 septembre 1851, article 9; lois des 12 mars 1873 et 8 janvier 1881.)

Remboursement par les communes du département de la Seine des dépenses faites pour leur police municipale. (Loi du 10 juin 1853; décrets des 17 septembre 1859 et 17 novembre 1862; lois des 2 juillet 1874 et 26 décembre 1879.)

Produit de la vente des publications du Gouvernement. (Ordonnance du 14 septembre 1823.)

Produit du concours général d'animaux de boucherie. (Loi du 3 août 1875.)

Produit de la vente des plâtres et estampes provenant des musées. (Décret du 26 septembre 1872.)

Produit des ventes effectuées à la manufacture de Sèvres. (Décrets des 5 septembre 1870 et 2 janvier 1871.)

Revenus ordinaires de l'académie de France à Rome. (Loi de finances du 28 décembre 1880.)

Produit des cessions de transports faits par l'artillerie dans les colonies. (État C annexé à la loi de finances du 29 décembre 1883.)

Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires. (Loi du 25 juin 1841.)

Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés. (Code pénal, articles 15, 21 et 40; loi de finances du 19 juillet 1845, article 10; décret du 25 février 1852.)

Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie. (Loi de finances du 3 août 1875.)

Intérêts de sommes avancées à la compagnie des services des messageries maritimes. (Lois des 3 juillet 1861 et 6 juillet 1862.)

Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan. (Protocoles signés à Zurich les 9 et 10 novembre 1859.)

Restitutions au trésor. (Décision ministérielle du 6 mars 1880 et loi de finances du 28 décembre suivant.)

Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes. (Loi des 31 janvier 1833 et 29 juin 1882.)

Valeurs du trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans. (*Décision du ministre des finances du 11 juillet 1870 et loi de finances du 28 décembre 1880.*)

Redevance de la vallée d'Andorre. (*Décret du 27 mars 1806.*)

Reversements de fonds sur les dépenses des ministères. (*Décret du 31 mai 1862, articles 49 à 47.*)

Recouvrements
poursuivis
par l'agent
judiciaire
du trésor.

Recettes sur débits non compris dans l'actif de l'administration des finances. (*Loi du 13 frimaire an VIII; arrêtés des 18 ventôse an VIII et 28 floréal an XI; décret du 31 janvier 1806.*)

Remboursements de prêts aux associations ouvrières. (*Décret du 5 juillet 1848.*)

Intérêts et frais provenant de prêts faits à l'industrie. (*Loi du 1^{er} août 1860.*)

Produits des confiscations opérées au préjudice des tribus rebelles. (*Ordonnance du 27 janvier 1846.*)

Produit des prises sur l'ennemi. (*Arrêté ministériel du 26 avril 1841, article 2.*)

Contributions extraordinaires de guerre. (*Ordonnance du 2 janvier 1846.*)

Frais de perception de la contribution des chambres de commerce. (*Décret du 20 janvier 1851.*)

Recettes accidentelles à divers titres.

Part du trésor sur amendes collectives frappées en vertu du principe de la responsabilité des tribus. (*Loi du 17 juillet 1874.*)

Recettes accidentelles à différents titres. (*Lois annuelles de finances.*)

Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public. (*Loi du 6 juin 1843, article 13.*)

Produits accessoires du service de trésorerie. (*Décret du 31 décembre 1881, article 2.*)

Revenus
et produits
accidentels
spéciaux
à l'Algérie.

Change perçu additionnellement au droit de 1 p. o/o, en vertu du décret du 26 juin 1878, sur les mandats d'articles d'argent délivrés dans certaines colonies. (*Recettes en atténuation des frais de trésorerie.*)

Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France et en Algérie. (*Loi sur le budget des recettes de 1842, du 25 juin 1841; loi et décret du 11 juin 1859.*)

Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways. (*Loi du 11 juin 1880, article 21.*)

Remboursement des frais de contrôle et de surveillance de divers établissements et sociétés dépendant des ministères du commerce, de l'agriculture et des travaux publics. (*Avis du Conseil d'Etat approuvé par l'Empereur le 1^{er} avril 1809; loi des recettes de 1843 et article 66 de la loi du 24 juillet 1867.*)

Remboursement des frais de surveillance par l'Etat de la fabrication et de l'emballage des dynamites dans les établissements privés. (*Loi du 8 mars 1875, article 4; règlement du 10 juin 1879 et décret du 28 octobre 1882.*)

Part de la Cochinchine dans la dépense du câble télégraphique sous-marin du cap Saint-Jacques à Haï-Phong. (*Loi du 22 décembre 1883.*)

Remboursement à l'Etat du prix des insignes de l'ordre du Mérite agricole. (*Loi de finances de l'exercice 1885.*)

Tableau des voies et moyens.

DÉSIGNATION DES PRODUITS:		MONTANT des recettes prévues
§ 1 ^{er} . IMPÔTS DIRECTS.		
CONTRIBUTIONS DIRECTES. (FONDS GÉNÉRAUX.)		
Contribution foncière. { Propriétés non bâties.....	118,600,000 ^f	396,359,000 ^f
{ Propriétés bâties.....	58,970,000	
Contribution personnelle-mobilière.....	67,392,000	
Contribution des portes et fenêtres.....	46,872,600	
Contribution des patentes.....	104,886,600	
Taxe de premier avertissement. (Portion imputable sur les fonds généraux.).....	607,800	
TAXES SPÉCIALES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES. (FONDS GÉNÉRAUX.)		
Taxe des biens de mainmorte.....	6,074,500	26,956,890
Redevances des mines.....	2,800,000	
Droit de vérification des poids et mesures.....	4,425,000	
Droit de vérification des alcoomètres.....	80,000	
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries.....	295,000	
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets.....	10,612,000	
Taxe sur les billards publics et privés.....	1,142,200	
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion.....	1,498,100	
CONTRIBUTIONS ET TAXES SPÉCIALES EN ALGÉRIE.		
Contributions directes. { Contributions arabes.....	6,840,754 ^f	7,965,781
{ Patentes.....	1,625,027	
{ Redevances des mines.....	35,744	150,193
Taxes spéciales. { Droits de vérification des poids et mesures.....	102,824	
{ Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries...	11,625	
TOTAL des impôts directs.....		431,431,864
§ 2. PRODUITS DOMANIAUX.		
PRODUITS DU DOMAINE AUTRE QUE LE DOMAINE FORESTIER.		
France:		
Revenus du domaine autre que les forêts.....	2,330,100 ^f	19,927,700
Recouvrements de rentes et créances.....	203,400	
Aliénations d'objets mobiliers.....	8,214,600	
Aliénations d'immeubles.....	5,783,200	
Successions en déshérence, épaves et biens vau-	1,516,400	
cants.....		
Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications de Lyon.....	2,000,000	

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		MONTANT des recettes prévues.
Algérie :		
Produits du domaine autre que les forêts.....	1,083,200 ^f	22,395,100 ^f
Produits des biens des corporations.....	47,600	
Recouvrements de rentes et créances.....	450,900	
Redevances pour concessions de chutes d'eau....	22,900	
Aliénations d'objets mobiliers.....	415,700	
Aliénations d'immeubles.....	325,500	2,407,400 ^f
Successions en déshérence, épaves et biens vacants.....	111,600	
PRODUITS DES FORÊTS.		
France :		
Produit des coupes de bois.....	29,757,900 ^f	35,085,600
Produits accessoires.....	4,039,100	
Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois.....	1,071,800	
Valeur des bois cédés directement aux arsenaux de la guerre et de la marine.....	216,800	
Algérie :		
Produit des coupes de bois.....	153,617 ^f	35,640,934
Produits accessoires.....	222,058	
Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois.....	Mémoire.	
Valeur des bois cédés aux arsenaux de la guerre.	Mémoire.	
Valeur des anciennes concessions de chênes-liège.....	159,659	
TOTAL des produits domaniaux.....		59,036,034

§ 3. IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.

PRODUITS DE L'ENREGISTREMENT.

France :	
Transmissions entre vifs de meubles à titre onéreux.....	16,976,000 ^f
Transmissions entre vifs d'immeubles à titre onéreux.....	128,300,000
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, antérieures aux lois des 21 avril 1832 et 18 mai 1850.....	Mémoire.
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, en ligne directe.....	15,308,500
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, entre époux.....	124,000
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, en ligne collatérale.....	2,151,500
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, entre personnes non parentes.....	1,293,000
Mutations par décès antérieures aux lois des 21 avril 1832 et 18 mai 1850.....	1,500
Mutations par décès en ligne directe.....	34,996,500
Mutations par décès entre époux.....	15,495,500
Mutations par décès en ligne collatérale.....	67,300,000
Mutations par décès entre personnes non parentes.....	21,335,000
Bois et antichrèses.....	6,342,000
Adjudications et marchés.....	3,630,000
Obligations.....	26,864,500

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		MONTANT des recettes prévues.
Cautionnements.....	980,000 ^f	544,335,000 ^f
Libérations.....	6,307,000	
Condamnations, colloocations et liquidations....	3,528,000	
Droits fixes { Actes civils administratifs.....	7,711,500	
proprement { Actes judiciaires.....	7,243,500	
dits. { Actes extrajudiciaires. (Loi du		
(Tarifs actuels.) { 9 février 1874.).....	13,479,500	
Actes de l'état civil.....	63,600	
Droits fixes proprement dits. (Anciens tarifs.)		
Actes de toute nature.....	2,000	
Droits fixes proprement dits. (Suppléments de		548,271,000 ^f
droits.).....	21,000	
Droits fixes gradués.....	9,542,500	
Droits et demi-droits en sus.....	3,078,500	
Transmissions de titres des sociétés françaises et		
étrangères (antérieures à la loi du 29 juin		
1872).....	4,500	
Droits de greffe (en principal).....	5,865,500	
Droits d'hypothèques (en principal).....	4,660,500	
Amendes de toute nature (en principal).....	1,030,500	
Décimes et demi-décimes.....	100,774,500	
Assurances maritimes (décimes compris).....	299,500	
Transmissions de titres des sociétés françaises et		
étrangères.....	39,030,500	
Perceptions diverses.....	598,500	
Algérie :		
Transmissions entre vifs de meubles à titre		3,936,000
onéreux.....	196,000 ^f	
Transmissions entre vifs d'immeubles à titre		
onéreux.....	1,828,500	
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, en ligne		
directe.....	48,000	
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, entre		
époux.....	1,500	
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, en ligne		
collatérale.....	11,000	
Transmissions entre vifs, à titre gratuit, entre		
personnes non parentes.....	9,500	
Baux et antichrèses.....	65,000	548,271,000 ^f
Adjudications et marchés.....	139,000	
Obligations.....	379,000	
Cautionnements.....	18,500	
Libérations.....	83,000	
Condamnations, colloocations et liquidations....	69,000	
Droits fixes { Actes civils administratifs.....	85,000	
proprement { Actes judiciaires.....	164,000	
dits. { Actes extrajudiciaires. (Loi du		
(Tarifs actuels.) { 9 février 1874.).....	327,500	
Actes de l'état civil.....	Mémoire.	
Droits fixes proprement dits. (Suppléments de		548,271,000 ^f
droits.).....	2,500	
Droits fixes gradués.....	88,500	
Droits et demi-droits en sus.....	40,500	
Droits de greffe (en principal).....	158,000	
Droits d'hypothèques (en principal).....	73,500	
Amendes de toute nature (en principal).....	35,500	
Assurances maritimes (décimes compris).....	500	
Transmissions de titres des sociétés françaises et		
étrangères.....	107,500	
Perceptions diverses.....	5,000	
TOTAL des produits de l'enregistrement....		548,271,000

DÉSIGNATION DES PRODUITS.

MONTANT
des
recettes prévues.

PRODUITS DU TIMBRE.

• France :

Timbre débité	de dimension ordinaire.....	36,166,500 ^f	
	de dimension mobile.....	10,012,500	
	spécial; timbre mobile des con- naissances.....	1,143,000	
	spécial; timbre mobile des affi- ches.....	822,000	
Timbre extraordinaire et visa pour timbre proportionnel, de dimension et spécial.	Actions et obligations.....	15,255,500	
	Titres de rente des gouverne- ments étrangers.....	2,000	
	Polices d'assurances, affiches, bordereaux, lettres de voi- ture, etc.....	6,936,500	
	Connaissances.....	608,500	
Droits d'affichage.....		24,500	
Passports.....		52,500	
Permis de chasse.....		5,856,500	
Double décime.....		16,376,000	
Perceptions complémentaires et forçements de décimes.....		500	
Timbre débité, non sujet aux décimes.	Timbre proportionnel ordinaire.	3,552,000	155,079,000 ^f
	Timbre proportionnel mobile..	8,461,000	
	Timbre spécial à 10 centimes et au-dessus.....	13,945,000	
	Timbre spécial à 25 centimes (quittance des comptables)..	953,000	
Timbre extraordinaire et visa.	Timbre proportionnel : titres de rente des gouvernements étrangers.....	550,500	158,749,000 ^f
	Timbre proportionnel : lettres de gage ou obligations du Crédit foncier.....	97,500	
	Timbre proportionnel autre que ceux ci-dessus.....	4,170,500	
	Timbre spécial.....	31,041,000	
	Timbre aux anciens tarifs, non sujet aux décimes.....	3,000	
	Timbre des marques de fu- brique.....	49,000	

Algérie :

Timbre débité	de dimension ordinaire.....	1,387,500 ^f	
	de dimension mobile.....	441,500	
	spécial; timbre mobile des con- naissances.....	85,000	
	spécial; timbre mobile des affi- ches.....	28,500	
Timbre extraordinaire et visa pour timbre proportionnel, de dimension et spécial.	Actions et obligations.....	55,500	
	Polices d'assurances, affiches, bordereaux, lettres de voi- ture, etc.....	71,000	
	Connaissances.....	2,000	
Droits d'affichage.....		Mémoire.	
Passports.....		5,000	
Permis de chasse.....		99,000	
Double décime.....		436,000	

3,670,000

**MONTANT
des
recettes prévues**

DÉSIGNATION DES PRODUITS.

Timbre débité, non sujet aux décimes.	Timbre proportionnel ordinaire.	330,000 ^f
	Timbre proportionnel mobile..	72,500
	Timbre spécial à 10 centimes et au-dessus.....	301,000
	Timbre spécial à 25 centimes (quittances des comptables).	34,500
Timbre extraordinaire et visa.	Timbre proportionnel.....	35,000
	Timbre spécial.....	287,000

TOTAL des produits du timbre.....

158,739,000^f

PRODUITS DES DOUANES.

France :

Droits de douanes à l'importation (marchandises diverses).....		274,310,000 ^f	
Droit de statistique.....		6,793,000	
Droits de navigation.	Francisation des navires.....	5,000	
	Droit de quai.....	7,433,000	
	Congés des bâtiments français.	33,000	
	Passeports des bâtiments étran- gers.....	33,000	
	Permis et certificats relatifs aux cargaisons de navires.....	278,000	
	Droits de timbre de toute na- ture.....	502,000	
Droits divers et recettes accessoires.	Prix des brevets de francisation des navires.....	1,000	314,525,000 ^f
	Fonds reçus des communes pour frais d'exercice des en- trepôts.....	58,000	
	Indemnités payées pour frais d'exercice par les fabricants de soude.....	691,000	
	Droits de magasinage et de garde.....	1,000	
	Intérêts pour crédits de droits.	160,000	
	Recettes accidentelles.....	1,055,000	
Produit des amendes et confiscations.....		882,000	
Taxes de plombage et estampillage.....		342,000	
Taxe de consommation des sels de douanes.....		21,948,000	

325,144,000^f

Algérie :

Droits de douanes à l'importation (marchandises diverses).....		6,038,000 ^f	
Sucres de toute origine.....		3,936,000	
Droits de navigation.	Droits de quai.....	131,700	
	Congés des bateaux français (pêcheurs ou allèges).....	800	
	Passeports des bâtiments étran- gers.....	6,500	
	Passeports des bateaux étran- gers (pêcheurs ou allèges)..<	Mémoire.	
Droits de patente des bateaux corailleurs.....		Mémoire.	
Droits divers et recettes accessoires.	Droits de timbre de toute na- ture.....	30,980	10,619,000 ^f
	Prix des brevets de francisation des navires.....	20	
	Droits de magasinage et de garde.....	2,000	

DÉSIGNATION DES PRODUITS.

MONTANT
des
recettes prévues.

Droits divers et recettes accessoires. (suite.)	5 p. o/o du produit brut de l'octroi de mer revenant au trésor pour frais de perception.	536,000 ^f
	Intérêts pour crédits de droits..	Mémoire.
	Recettes accidentelles.....	23,000
Produits des amendes et confiscations.....		12,000
Taxes de plombage et estampillage.....		7,000
Droits sanitaires et de port.....		93,000

TOTAL des produits des douanes.....

325,144,000^f

PRODUITS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

France :

Produit de l'impôt sur les alcools, eaux-de-vie, absinthes et liqueurs (droit de détail, droit de consommation et droit d'entrée).....	225,069,000 ^f
Produit de la surtaxe des vins alcoolisés (doubles droits de consommation et doubles droits d'entrée).....	2,041,000
Droit de fabrication sur les bières.....	24,480,000
Droit de 50 centimes par expédition (boissons et alcools, sels, sucres, allumettes, papier, huiles, bougies et vinaigre).....	4,545,000
Taxe de consommation des sels perçue en dehors du rayon des douanes.....	12,092,000
Droit de fabrication des allumettes chimiques...	17,010,000
Droit de fabrication du papier.....	15,966,000
Droit de fabrication des huiles minérales.....	13,000
Droit d'entrée des huiles végétales et animales...	3,069,000
Droit de fabrication des stéarines et bougies....	8,834,000
Droit de consommation des vinaigres et acides acétiques.....	2,713,000
Droit de deux dixièmes sur le prix des places et des transports par chemins de fer à grande vitesse.	90,279,000
Droit par autres voitures publiques.....	4,722,000
Licences aux débitants de boissons, distillateurs, brasseurs, etc.....	12,114,000
Licences aux entrepreneurs de voitures publiques.....	130,000
Bacs, passages d'eau, pêche, chasse, francs-bords, droits de tonnage et recettes accessoires à la navigation.....	2,741,000
Garantie des matières d'or et d'argent.....	6,434,000
Droit de dénaturation des alcools.....	1,510,000
Timbres de toute espèce.....	8,331,000
Cartes à jouer.....	2,550,000
Prélèvement sur les communes pour frais de casernement...	2,486,000
Amendes, droits sur acquits non rentrés et portion du trésor dans le prix des tabacs et poudres saisis.....	2,823,000
Indemnités pour exercice dans l'intérieur des villes (service des octrois).....	494,000

868,086,000^f

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		MONTANT des recettes prévues.
Droits divers et recettes à différents titres. (Salle.)	Recouvrements d'avances sur les communes pour abonnement au traitement des employés des octrois.....	623,000 ^f
	Recouvrements d'avances sur les communes pour frais d'impressions, de transport, etc.	427,000
	Recouvrements d'avances sur les fabricants de cartes pour papiers filigranés et moulages de cartes.....	165,000
	Recouvrements d'avances sur les employés pour prix d'instruments et autres objets consignés.....	5,000
	Prix des plombs apposés pour les sels et les sucres.....	146,000
	Indemnités pour frais de surveillance des entrepôts de sucre et des fabriques de soude.....	84,000
	Intérêts pour crédits de droits.	638,000
	Recettes diverses non dénommées ci-dessus et appartenant à la catégorie des droits divers.....	642,000
	Produit de la vente des tabacs.....	379,051,000
	Produit de la vente des poudres à feu.....	14,253,000
Droit de la fabrication de la dynamite et de la nitroglycérine.....		1,536,000
TOTAL des produits des contributions indirectes.....		868,036,000 ^f
PRODUITS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES.		
Algérie :		
Droits de licence sur la fabrication et la vente des boissons....	1,169,000 ^f	3,145,000
Droits de licence sur la fabrication et la vente des tabacs.....	92,000	
Droit de garantie des matières d'or et d'argent.....	110,000	
Timbres de toute espèce.....	6,000	
Recouvrement des frais de poursuites.....	34,500	
Amendes et confiscations (produits à répartir).....	6,000	
Recettes diverses non dénommées ci-dessus.....	500	
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France.....	563,000	
Produit de la vente des poudres à feu.....	1,164,000	
PRODUITS DES SUCRES.		
France :		
Données..... { Sucres coloniaux.....	35,000,000 ^f	151,067,000
{ Sucres étrangers.....	6,000,000	
Contributions indirectes. — Sucres indigènes.....	110,067,000	
PRODUIT DES VINS.		
Produit de l'impôt sur les vins, cidres, poirés et hydromels (droit de circulation, droit de détail, droit d'entrée et taxe unique).....		149,340,000

DÉSIGNATION DES PRODUITS.

MONTANT
des
recettes prévues.

PRODUITS DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

Produits des postes.

France :

Produit de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature. — Produit du droit de transport des valeurs déclarées et cotées. —

Soldes des comptes avec les offices étrangers..	129,510,000 ^f	} 135,678,000 ^f
Droits perçus sur les envois d'argent.....	5,959,000	
Droits perçus sur les bons de poste.....	164,000	
Recettes diverses et accidentelles.....	45,000	

*Produits des télégraphes.*166,408,000^f

Recettes des bureaux télégraphiques en France..	27,772,000 ^f	} 30,730,000
Recettes encaissées pour le compte de la France par divers offices étrangers.....	881,000	
Boursoisement par les compagnies de chemins de fer des frais de surveillance de leur service télégraphique.....	684,000	
Boursoisement par divers établissements de traitements d'agents du service postal et télégraphique.....	40,000	
Recettes diverses et accidentelles.....	1,353,000	

Produits des postes.

Algérie :

Produit de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature. — Produit du droit de transport des valeurs déclarées.....

Droits perçus sur les envois d'argent.....	1,744,000 ^f	} 1,978,000 ^f
Droits perçus sur les envois d'argent.....	232,000	
Recettes diverses et accidentelles.....	2,000	

3,133,000

Produits des télégraphes.

Recettes des bureaux télégraphiques en Algérie..	1,153,000 ^f	} 1,155,000
Recettes diverses et accidentelles.....	2,000	

Colonies :

Produit des télégraphes (câble du Tonkin).....	360,000
--	---------

TOTAL des produits des postes et des télégraphes.....

169,901,000

DÉNOMINATION DES PRODUITS.			MONTANT des recettes prévues.
§ 4. DIVERS REVENUS.			
Impôt de 3 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières.	France.....	48,853,000 ^f	49,088,000 ^f
	Algérie.....	235,000	
Produits universitaires.			3,857,447
Produit des amendes et condamnations pénales.	France.....	7,897,177 ^f	8,918,395
	Algérie.....	1,021,218	
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles.....			22,545,855
TOTAL des divers revenus.....			84,409,697 ^f
§ 5. PRODUITS DIVERS.			
Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et des médailles (5 dixièmes).....			132,029 ^f
Produit net de l'émission des monnaies de bronze (5 dixièmes)...			56,500
Excédent des recettes sur les dépenses de l'imprimerie nationale.....			296,500
Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations.....			5,000,000
Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'Etat.....			3,383,550
Produits de l'exploitation en régie du Journal officiel.....			960,000
Produit de la rente de l'Inde.....			920,000
Contingent à verser au trésor par la Cochinchine.....			1,924,000
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires.....			1,470,000
Taxe des brevets d'invention.....			2,048,640
Pensions et bourses des élèves des écoles du Gouvernement...			2,590,338
Frais de scolarité des médecins élèves du service de santé démissionnaires et remboursement des premières mises allouées aux vétérinaires.....			25,320
Pensions de marins admis à l'hôtel des invalides de la guerre.....			27,500
Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'Etat.....			2,380,950
Revenus des lazarets et établissements sanitaires.....			1,220,000
Droits de visite du bétail importé en France.....			190,000
Taxes perçues en vertu de conventions littéraires avec les puissances étrangères.....			503
Retenue de 5 p. o/o sur la solde des officiers de l'armée de terre..			5,040,000
Retenue de 5 p. o/o sur la solde des officiers des sapeurs-pompiers de la ville de Paris.....			10,695
Retenues pour cause de cumul des fonctionnaires députés.....			135,000
Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'Etat par la ville de Paris.....			3,236,300
Versements des engagés conditionnels d'un an.....			7,125,000
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise.....			440,780
Remboursement par les communes du département de la Seine des dépenses faites pour leur police municipale.....			524,700
Produit de la vente des publications du Gouvernement.....			209,800
Produit du concours général d'animaux de boucherie.....			45,000
Produit de la vente des plâtres et estampes provenant des musées.			44,298
Produit des ventes effectuées à la manufacture de Sèvres.....			109,876
Revenus ordinaires de l'académie de France à Rome.....			3,226
Produit des cessions de transports faits par l'artillerie dans les colonies.....			100,000

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		MONTANT des recettes prévues.
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires.....	480,000 ^f	5,922,826 ^f
Produit des maisons centrales de force et de correction et éta- blissements assimilés.....	5,500,000	
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie (30 p. o/o).....	87,000	
Excédents de recette du service de la transportation pendant les années 1876 à 1882.....	510,000	
Intérêts de sommes avancées à la compagnie des services des messageries maritimes.....	24,170	
Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan.....	250,000	
Restitutions au trésor.....	33,295	
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes...	115,000	
Valeurs du trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans...	323,395	
Redevance de la vallée d'Andorre.....	9 ⁹⁰	
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères.....	3,150,663	
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du trésor.	Recettes sur débet non compris dans l'ac- tif de l'administration des finances..... 280,000^f Remboursement de prêts aux associations ouvrières..... 8,000 Intérêts et frais provenant des prêts faits à l'industrie..... 180,000	468,000
Recettes accidentelles à différents titres.....	680,321	
Recettes et produits accidentels spéciaux à l'Algérie.....	34,861	
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.....	Mémoire.	
Produits accessoires du service de la trésorerie.....	Mémoire.	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des che- mins de fer en France.....	3,368,000	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des che- mins de fer en Algérie.....	173,000	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways.....	29,726	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères	de la guerre..... 7,500^f du commerce..... 39,400 de l'agriculture..... 14,000 des travaux publics..... 14,800	75,700
Part de la Cochinchine dans la dépense du câble télégraphique sous-marin du cap Saint-Jacques à Hai-Phong.....	115,000	
Prix des insignes de l'ordre du Mérite agricole.....	3,000	
Reversements à faire par les compagnies de chemins de fer, savoir :		
Midi : sur les annuités de remboursement de 37 millions avancés à l'État.....	1,200,000	
Nord : sur les annuités représentatives d'une subvention de 7,660,000 francs.....	200,000	
Ouest : sur les annuités représentatives de subventions mon- tant à 29,872,857 francs.....	600,000	
Reversement par le gouvernement beylical des frais de personnel de la justice française en Tunisie.....	168,400	
TOTAL des produits divers.....		57,230,999
TOTAL GÉNÉRAL des voies et moyens ordinaires de l'exercice 1886.....		3,004,761,593

ÉTAT D. BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES
DE L'EXERCICE 1885.

Tableau des droits, produits et revenus dont la perception est autorisée pour 1885, conformément aux lois existantes, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Droits de péage qui seraient établis, conformément à la loi du 14 floréal an x (4 mai 1802), pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'État, des départements ou des communes, et pour correction de rampes sur les routes nationales ou départementales.

Allocations accordées aux officiers et maîtres de port en vertu des règlements particuliers des ports homologués par le ministre des travaux publics. (Article 3 du décret du 15 juillet 1854.)

Taxes imposées pour subvenir aux dépenses intéressant les communautés de marchands de bois, et dont les tarifs sont fixés chaque année par des décrets spéciaux.

Rétributions imposées sur les élèves des écoles préparatoires et de plein exercice de médecine et de pharmacie et sur les élèves des écoles préparatoires à l'enseignement supérieur des sciences, des lettres et du droit, et sur les candidats qui se présentent pour y obtenir des grades. Sauf les examens de fin d'année des aspirants au titre d'officier de santé, qui sont gratuits en vertu du règlement du 12 mars 1841, tous les droits sont les mêmes que dans les facultés et écoles supérieures de pharmacie. (Voir les lois et règlements indiqués dans l'état B, au paragraphe *Produits universitaires*.)

Rétribution pour frais de visite des aliénés placés volontairement dans les établissements privés. (Articles 9 de la loi du 30 juin 1838 et 29 de la loi du 25 juin 1841.)

Droits d'octroi, droits de pesage, mesurage et jaugeage.

Droits de voirie dont les tarifs ont été approuvés par le Gouvernement, sur la demande et au profit des communes. (Loi du 18 juillet 1837.)

Dixième des billets d'entrée dans les spectacles et les concerts quotidiens. (Loi du 7 frimaire an v [27 novembre 1796].)

Cinq pour cent sur la recette brute des concerts non quotidiens. (Loi de finances du 3 août 1875, article 23.)

Quart de la recette brute dans les lieux de réunion ou de fête où l'on est admis en payant. (Loi du 8 thermidor an v [26 juillet 1797].)

Droits de conditionnement et de titrage des soies et des laines, perçus en vertu des décrets qui autorisent l'établissement de bureaux publics pour ces opérations.

Taxes perçues au profit des communes pour les dépôts des dessins et modèles de fabrique.

Droits d'épreuve des armes à feu destinées au commerce, perçus en vertu des actes qui réglementent ces opérations.

Droits de place perçus dans les halles, foires, marchés, abattoirs, d'après les tarifs dûment autorisés. (Loi du 18 juillet 1837.)

Droits de stationnement et de location sur la voie publique, sur les ports et rivières et autres lieux publics. (Loi du 18 juillet 1837.)

Prix de la vente exclusive, au profit de la caisse des invalides de la marine, des feuilles de rôles d'équipage des bâtiments de commerce, d'après le tarif du 8 messidor an xi (27 juin 1803) et le décret du 2 novembre 1880.

Droits d'inhumation et de concession de terrains dans les cimetières. (Décrets organiques du 23 prairial an xii, [12 juin 1804] et du 18 août 1811.)

Centimes additionnels à l'impôt arabe et autres produits affectés au service de l'assistance hospitalière en Algérie. (Décret du 23 décembre 1874, article 14. Loi du 3 août 1875.) Décime au principal des impôts et produits dont le recouvrement est confié à l'administration de l'enregistrement et du timbre, et qui, en France, sont passibles de décimes. (Loi du 29 juillet 1882.) Recouvrement de la contribution de guerre de 1871. (Loi du 12 avril 1880.)

Remboursement par les tribus des dépenses résultant de la constitution de la propriété individuelle indigène en Algérie et taxe de premier avertissement. (Loi du 26 juillet 1873.)

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES
DE L'EXERCICE 1885.

Tableau des voies et moyens.

DÉNOMINATION DES PRODUITS.		MONTANT des recettes prévues.	
CONTRIBUTIONS DIRECTES. (FONDS SPÉCIAUX.)			
Fonds pour dépenses départementales.....	165,626,300 ^f	348,655,470 ^f	
Fonds pour dépenses communales.....	163,907,803		
Fonds pour rachat des offices de courtiers de marchandises.....	1,277,000		
Fonds pour secours spéciaux à l'agriculture.....	2,361,000		
Fonds de non-valeurs.....	13,543,467		
Fonds de réimpositions.....	1,488,400		
Fonds pour frais de confection de rôles spéciaux d'impositions extraordinaires.....	38,300	426,200	
Portion de la taxe de premier avertissement imputable sur les fonds spéciaux.....	426,200		
TAXES SPÉCIALES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES. (FONDS SPÉCIAUX.)			
Frais de premier avertissement de la taxe des biens de main- morte.....	6,350	1,149,560	
Frais de premier avertissement des redevances des mines.....	70		
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et muets. { Fonds du vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution.....	558,400		
Fonds de non-valeurs (5 centimes par franc du principal).....	558,400		
Portion de la taxe de premier avertissement (2/5 ^{es}).....	21,660		
Frais de premier avertissement de la taxe sur les billards.....	4,400		
Frais de premier avertissement de la taxe sur les abonnés des cercles, sociétés et lieux de réunion.....	280	2,228,945	
CONTRIBUTIONS ARABES.			
Centimes additionnels pour le service de l'assistance hospitalière (6 centimes).....	608,670		
Centimes additionnels pour la constitution de la propriété indi- viduelle indigène (4 centimes en territoire arabe et 20 cen- times en territoire kabyle).....	680,275		
Dixième du principal des impôts arabes attribué aux chefs collec- teurs.....	850,000		
PRODUITS ÉVENTUELS DÉPARTEMENTAUX.			
Recettes ordinaires.....	62,143,000	116,143,000	
Recettes extraordinaires.....	54,000,000		
PRODUITS DIVERS SPÉCIAUX.			
Ressources spéciales pour dépenses des écoles normales primaires.	250,000	1,540,500	
Produits divers spéciaux applicables à l'instruction publique.....	222,500		
Décime sur le principal de droits d'enregistre- ment établi par la loi du 29 juillet 1882.....	350,000		
Contribution de guerre de 1871. (Loi du 15 avril 1880.).....	50,000		
Part contributive des communes dans les dé- penses du service médical de colonisation...	105,000		
Remboursement par les communes des frais de traitement des malades domiciliés admis dans les hôpitaux militaires.....	300,000		
Remboursement par les hospices civils des avances faites à charge de remboursement..	60,000	203,000	
Transportation. — Produit du travail des condamnés (70 p. o/o).	203,000		
TOTAL des ressources spéciales de l'exercice 1885.....		469,717,475	

N° 15,048. — *DÉCRET concernant les Filets à Sardines dans le quartier d'Audierne.*

Du 20 Octobre 1882.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu la loi du 9 janvier 1852;

Vu les décrets des 10 octobre 1878⁽¹⁾ et 4 avril 1882⁽²⁾, portant réglementation des filets à sardines dans la baie de Douarnenez;

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer cette réglementation dans le quartier d'Audierne;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les décrets des 10 octobre 1878 et 4 avril 1882 précités sont applicables dans le quartier d'Audierne.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 20 Octobre 1882.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé JAURÉGUIBERRY.

N° 15,049. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du Commerce un Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880.*

Du 3 Juillet 1883.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département du commerce, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs pour les exercices 1879 et 1880 (ancien ministère de l'agriculture et du commerce);

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽³⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé concernent des services prévus aux budgets des exercices précités et n'excèdent pas les crédits qui leur étaient applicables;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 29 juin 1883,

DÉCRÈTE :

⁽¹⁾ Bull. 412, n° 7392.

⁽²⁾ Bull. 497, n° 11,881.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10,527.

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880, un crédit de quatre mille cent soixante-dix-sept francs cinquante centimes (4,177^f 50^c), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et pour lesquelles un état nominatif sera adressé au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret précité du 31 mai 1862.

2. Le ministre du commerce est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au budget ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Juillet 1883.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIBARD.

Le Ministre du commerce,

Signé CH. HÉRISSON.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880.

EXERCICES.	DÉSIGNATION des services.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉANCES.		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1879	Matériel du service des forêts.	Indemnité.....	105 ^f 00 ^c	105 ^f 00 ^c	105 ^f 00 ^c
1880	Matériel du service des forêts.....	Indemnités.....	75 00		
		Honoraires de notaires et acquisitions de terrains.....	3,972 50	4,047 50	
	Dépenses diverses du service des forêts.	Frais d'impressions....	25 00	25 00	4,072 50
TOTAL.....					4,177 50

Arrêté le présent état à la somme de quatre mille cent soixante-dix-sept francs cinquante centimes.

Paris, le 25 juin 1883.

Le Ministre du commerce,

Signé CH. HÉRISSON.

N° 15,050. — *DÉCRET qui fixe le cadre du Personnel affecté aux services de police de la ville de Montpellier.*

Du 13 Octobre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu les arrêtés des consuls en date des 12 messidor an VIII et 3 brumaire an IX;

Vu la loi du 5 avril 1884, article 103;

Vu le décret des 30 mai-14 août 1868⁽¹⁾;

Vu la délibération du conseil municipal de Montpellier en date du 30 janvier 1884,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le cadre du personnel affecté aux services de police de la ville de Montpellier est fixé conformément au tableau annexé au présent décret.

2. Le décret des 30 mai-14 août 1868 est rapporté en ce qu'il a de contraire au présent décret.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Octobre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

Tableau portant règlement du cadre du personnel affecté aux services de police de la ville de Montpellier.

- 1 inspecteur de police.
- 1 secrétaire-chef.
- 4 agents secrétaires.
- 1 sous-inspecteur de la sûreté.
- 4 agents de la sûreté.
- 1 brigadier de police.
- 3 sous-brigadiers de police.
- 12 agents de police (1^{re} classe).
- 23 agents de police (2^e classe).

N° 15,051. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1884, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor public de la ville de Dunkerque pour les Travaux d'extension du port de cette ville.*

Du 24 Novembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 30 janvier 1884, portant fixation du budget des dépenses extraordinaires de l'exercice 1884 et répartition, par chapitres, des crédits affectés au ministère des travaux publics sur ledit budget;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1625, n° 16,262.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la loi du 1^{er} septembre 1884, qui autorise le ministre des travaux publics à accepter, au nom de l'État, les offres faites par la ville et la chambre de commerce de Dunkerque, d'avancer solidairement à l'État, pour la continuation des travaux autorisés dans le port de Dunkerque par la loi du 31 juillet 1879, une somme de trente et un millions de francs;

Vu la déclaration (n° 22,473) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, le 6 octobre 1884, par la ville de Dunkerque, une somme de deux millions de francs à titre de deuxième acompte sur l'avance précitée de trente et un millions;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 17 novembre 1884,

DÉCRET :

Art. 1^{er} Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, chapitre VII (*Amélioration et achèvement des ports maritimes*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux millions de francs (2,000,000'), applicable aux travaux d'extension du port de Dunkerque.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Dunkerque.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Novembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,052. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1884, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor, applicable à des Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.

Du 24 Novembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 30 janvier 1884, portant fixation du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884 et répartition, par chapitres, des crédits affectés au ministère des travaux publics sur ledit budget;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé de sommes montant ensemble à quatre cent quarante-deux mille neuf francs quarante-huit centimes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers pour

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10,527.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10,527.

concourir à l'exécution de travaux publics, lesdites sommes destinées à être rattachées au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884 ;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 17 novembre 1884.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, chapitre VIII (*Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quatre cent quarante-deux mille neuf francs quarante-huit centimes (442,009⁴⁸).

Ce crédit est réparti par entreprises, conformément à l'état B ci-annexé.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Novembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

ÉTAT A. *Tableau des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour travaux publics, et destinées à être rattachées au budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics, exercice 1884.*

DÉPARTEMENTS.	DÉSIGNATION des parties versantes.	RECHETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES.	MONTANT des versements.
Doubs....	La commune de Longeville.	Pontarlier...	2,197	26 août 1884..	3,300 ⁰⁰
Ille-et-Vilaine.	La commune du Thell.	Vitré.....	918	26 mars 1884..	412 04
	M. Magon de Lavieuville.	Rennes.....	3,556	22 août 1884..	297 44
Isère.....	Le département....	Grenoble....	1,128	21 février 1884.	200,000 00
	La compagnie des mines d'anthracite de la Mûre.	Idem.....	2,126	9 avril 1884...	10,000 00
Lot.....	Le département....	Cabors.....	791	18 mars 1884..	30,000 00
Marne (Haute-).	La commune d'Harreville.	Chaumont...	2,883	15 juillet 1884.	15,000 00
Puy-de-Dôme.	Le département....	Clermont....	2,178	20 mai 1884...	15,000 00
	Idem.....	Idem.....	2,179	Idem.....	53,000 00
Savoie....	Idem.....	Idem.....	2,366	31 mai 1884...	15,000 00
	Idem.....	Chambéry....	4,014	30 août 1884..	100,000 00
TOTAL....					442,009 48

ÉTAT Répartition, par entreprises, d'un crédit additionnel de quatre cent quarante-deux mille neuf francs quarante-huit centimes ouvert au ministre des travaux publics sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, chapitre VIII (Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État), pour l'emploi de fonds de concours.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES POUR LESQUELLES LES FONDS ONT ÉTÉ VERSÉS.	MONTANT des crédits ouverts.
Doubs....	Établissement d'un chemin d'accès direct à la gare de Montbenoit, sur la ligne de Gilley à Pontarlier.....	3,300' 00"
Ille-et-Vilaine.	Établissement sur le chemin de fer de Châteaubriant à Rennes et à Vitré d'une halte pour voyageurs et d'un garage pour marchandises.....	412 04
	Raccordement d'une partie de l'avenue du Plessis avec un passage à niveau situé sur le chemin de fer de Châteaubriant à Rennes.....	207 44
	Établissement du chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure.....	200,000 00
Isère.....	Établissement dans la gare de la Motte-d'Aveillans, sur la ligne de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure, d'un embranchement particulier destiné à desservir les usines de la compagnie des mines d'anthracite de la Mure.....	10,000 00
Lot.....	Établissement du chemin de fer de Montauban à Brive et de Cahors à Capdenac.....	30,000 00
Marne (Haut-).	Établissement du chemin de fer de Merrey à Neufchâteau.....	15,000 00
Puy-de-Dôme.	Établissement du chemin de fer de Vichy à Ambert (15,000' + 15,000').....	30,000 00
	Établissement des chemins de fer de Saint-Éloi à Pauniat et d'Ambert à Darsac.....	53,000 00
Savoie....	Établissement du chemin de fer de Moutiers à Albertville.....	100,000 00
TOTAL.....		442,009 48

Certifié conforme à l'état annexé au décret en date du 24 novembre 1884, enregistré sous le n° 401.

Le Chef de la première division, du personnel
et du secrétariat,

Signé E. NOBÉCOURT.

N° 15,053. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit:

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'amélioration à exécuter au port de Villefranche (Alpes-Maritimes), conformément aux dispositions du projet dressé par les ingénieurs du département, les 19-20 décembre 1883, et aux avis du conseil général des ponts et chaussées des 23 août 1882, 15 janvier et 22 juillet 1884.

2° La dépense, évaluée à vingt-cinq mille cinq cents francs, non compris une somme de dix mille cinq cents francs à la charge du département de la marine, sera imputée sur les fonds inscrits à la première section du budget du ministère des travaux publics.

3° Il est pris acte de l'offre faite par le conseil municipal de Villefranche, dans sa délibération du 11 novembre 1883, de livrer à l'État les terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux, moyennant le payement à forfait

d'une somme de quatorze mille francs, montant de l'estimation de la valeur des terrains à acquérir.

4° La commune de Villefranche est autorisée à poursuivre pour le compte de l'État l'acquisition desdits terrains, en se conformant aux dispositions des titres III et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

5° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans un délai de cinq ans, à partir du jour de la promulgation. (*Paris, 15 Décembre 1884.*)



Certifié conforme :

Paris, le 3 Mars 1885,

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

MARTIN FEUILLÉE.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 897.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,054. — *Loi concernant l'ouverture et l'annulation de Crédits supplémentaires et extraordinaires sur les exercices 1883 et 1884 et sur exercices périmés et clos.*

Du 22 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 23 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

EXERCICE 1883.

1^o BUDGET ORDINAIRE.

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1883, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1882, des crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de quatre millions cent vingt et un mille sept cent vingt francs quatre centimes (4,121,720^f 04^c).

Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par chapitres, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

2. Sur les crédits ouverts aux ministres, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, par la loi de finances précitée du 29 décembre 1882, une somme de deux millions cent vingt-neuf mille

huit cent huit francs soixante-dix centimes (2,129,808^f 70^c) est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

TITRE II.

EXERCICE 1884.

1° BUDGET ORDINAIRE.

3. Il est alloué aux ministres, sur l'exercice 1884, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1883, des crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de deux millions trois cent quatre-vingt-treize mille trois cent soixante-seize francs soixante-dix centimes (2,393,376^f 70^c).

Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par chapitres, conformément à l'état C annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1884.

4. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1884, en addition aux crédits accordés par la loi de finances susvisée du 29 décembre 1883, un crédit extraordinaire de cent quatre-vingt mille francs (180,000^f), qui sera classé au chapitre XLV (*Construction de l'hôtel du quartier général du dix-huitième corps d'armée, à Bordeaux*).

Il sera pourvu à ce crédit extraordinaire au moyen des ressources déterminées par l'article 2 de la loi du 30 décembre 1882.

TITRE III.

OUVERTURE DE CRÉDITS SPÉCIAUX D'EXERCICES PÉRIMÉS ET CLOS.

1° EXERCICES PÉRIMÉS.

5. Il est accordé aux ministres, sur l'exercice 1884, pour le paiement des créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme de onze mille quatre cent quatre-vingt-sept francs soixante-trois centimes (11,487^f 63^c).

Ces crédits sont répartis entre les divers ministères conformément à l'état D annexé à la présente loi.

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1884.

2° EXERCICES CLOS.

6. Il est accordé aux ministres, en augmentation des restes à

payer des exercices clos de 1880, 1881 et 1882, des crédits supplémentaires pour la somme de soixante-quatre mille cinq cent deux francs quarante-cinq centimes (64,502⁴⁵), montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices, conformément à l'état E annexé à la présente loi.

Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

TITRE IV.

BUDGETS ANNEES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL.

1^{er} EXERCICE 1883.

Caisse des invalides de la marine.

7. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, un crédit extraordinaire de la somme de neuf cent cinquante mille francs (950,000^f), applicable au chapitre 1^{er} (*Pensions d'âges demi-soldes et pensions pour ancienneté de service, pensions de veuves et subventions aux pensionnaires*).

Il sera pourvu au crédit supplémentaire ci-dessus au moyen des ressources énumérées à l'article suivant.

8. Les prévisions de recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine pour l'exercice 1883 sont augmentées d'une somme de neuf cent cinquante mille francs (950,000^f), à inscrire, savoir :

A un nouveau chapitre intitulé n° 11 bis (<i>Report de l'excédent de recette de l'exercice 1882</i>).....	750,000 ^f
Au chapitre XII (<i>Subvention du trésor public</i>).....	200,000
TOTAL ÉGAL.....	<u>950,000</u>

2^o EXERCICE 1884.

Grande chancellerie de la Légion d'honneur.

9. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1884, au titre du budget annexe de la Légion d'honneur, un crédit supplémentaire de la somme de mille huit cent soixante-dix-sept francs vingt-cinq centimes (1,877^f 25^c), applicable au chapitre XVI (*Frais relatifs au domaine d'Ecouen*).

Il sera pourvu au crédit supplémentaire ci-dessus au moyen des ressources indiquées à l'article suivant.

10. Les prévisions de recettes du budget annexe de la Légion d'honneur pour l'exercice 1884 sont augmentées d'une somme de mille huit cent soixante-dix-sept francs vingt-cinq centimes (1,877' 25°), à inscrire au chapitre VIII (*Produits du domaine d'Écouen*)

3° EXERCICES PÉRIMÉS.

Grande chancellerie de la Légion d'honneur.

11. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1884, au titre du budget annexe de la Légion d'honneur, pour le montant des créances des exercices périmés, un crédit extraordinaire spécial montant à la somme de quatre cent cinquante-trois francs trente centimes (453' 30°), qui sera imputé au chapitre XXIII (*Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance*).

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice 1884.

4° EXERCICES CLOS.

Caisse nationale d'épargne.

12. Il est accordé au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1884, au titre du budget annexe de la caisse nationale d'épargne, un crédit extraordinaire de deux cent quatre-vingt-cinq francs trente centimes (285' 30°), destiné à l'acquittement des créances restant à payer, à la clôture de l'exercice 1882, pour les frais d'administration de ladite caisse. Le ministre des postes et des télégraphes est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre VI, intitulé *Dépenses des exercices clos*.

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources du même budget annexe pour l'exercice 1884.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Décembre 1884.

Signé JULES GREVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

EXERCICE 1883.

ÉTAT A. Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits supplémentaires et extraordinaires accordés sur le budget ordinaire de l'exercice 1883.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT, PAR CHAPITRE, des crédits		TOTAL par ministère.
		supplémentaires.	extraordinaires.	
	MINISTÈRE DES FINANCES.			
	1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.			
I ^{re} . XXX.	Rentes 5 p. o/o.....	24,243 ¹ 75 ^c	"	224,243 ¹ 75 ^c
	Subvention à la caisse des invalides de la marine.....	200,000 00	"	
	MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.			
	1^{re} SECTION. — SERVICE MARINE.			
IV. XIII.	Constructions navales. — Approvisionnement généraux.....	2,350,992 00	"	2,914,077 00
	Frais de voyages par terre et par mer....	563,085 00	"	
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.			
	1^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.			
IV. VII. XIII.	Services généraux de l'instruction pu- blique.....	43,499 29	"	983,399 29
	Facultés.....	275,900 00	"	
	Lycées et collèges communaux.....	664,000 00	"	
	TOTAL de l'état A.....	4,121,720 04	"	4,121,720 04

EXERCICE 1883.

ÉTAT B.

*Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits annulés
sur le budget ordinaire de l'exercice 1883.*

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	4 ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRISES.		
XCI.	Remboursements sur produits indirects et divers....	1,900,000 ^f 00 ^s	1,900,000 ^f 00 ^s
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
II.	Matériel de l'administration centrale.....	15,000 00	61,480 00
IX.	Établissements et matériel du génie.....	46,480 00	
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.		
	1 ^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.		
XIV.	Établissements astronomiques et météorologiques...	166,320 00	166,320 00
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
	2 ^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		
XLV bis.	Études et moyens propres à prévenir les explosions de grison.....	2,008 70	2,008 70
	TOTAL de l'état B.....	2,129,808 70	2,129,808 70

EXERCICE 1884.

ÉTAT C. Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits supplémentaires et extraordinaires accordés sur le budget ordinaire de l'exercice 1884.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT, PAR CHAPITRE, des crédits		TOTAL par ministère.
		supplémentaires.	extraordinaires.	
	MINISTÈRE DES FINANCES.			
	4 ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PAIEMENTS.			
CL	Remboursements sur produits indirects et divers.....	2,060,000 ^f	.	2,060,000 ^f 00 ^c
	MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.			
	1 ^{re} SECTION. — SERVICE MARINE.			
VIII.	Troupes et employés militaires.....	105,498	.	105,498 00
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.			
	1 ^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.			
XXIV.	Observatoire physique de Mende.....	166,820	.	225,870 00
XIV.	Observatoires de Marseille, Toulouse, Bordeaux et Lyon.....	20,050	.	
XVII.	Observatoires de Besançon, de Clermont, du Pic-du-Midi. — École d'astronomie. — Dépenses communes à tous les observatoires.....	39,500	.	
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.			
	2 ^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.			
LL	Études des moyens propres à prévenir les explosions de grisou.....	.	2,008 ^f 70 ^c	2,008 70
	TOTAL de l'état C.....	2,391,368	2,008 70	2,393,376 70

EXERCICES PÉRIMÉS.

ÉTAT D.

Tableau des crédits extraordinaires spéciaux accordés pour dépenses d'exercices périmés.

MINISTÈRES.	MONTANT des crédits accordés.
Ministère des finances.....	129' 12"
Ministère de la justice et des cultes. — 2 ^e section. — Service des cultes.....	2,553 80
Ministère de l'intérieur. — Service de l'intérieur.....	6,193 56
Ministère du commerce.....	2,611 15
TOTAL de l'état D.....	11,487 63

EXERCICES CLOS.

ÉTAT E.

Tableau des crédits extraordinaires spéciaux accordés pour dépenses d'exercices clos.

MINISTÈRES.	MONTANT des crédits accordés.
Ministère des finances.....	1,385' 38"
Ministère de l'intérieur. — Service de l'intérieur.....	55,943 58
Ministère des postes et des télégraphes.....	5,503 59
Ministère du commerce.....	1,669 90
TOTAL de l'état E.....	64,502 45

N° 15,055. — DÉCRET concernant l'introduction au Gabon des Armes et Munitions.

Du 25 Novembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 20 novembre 1882 ⁽¹⁾, réglementant l'introduction au Gabon des armes et munitions de guerre;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Pourront être exceptionnellement introduites au Gabon

⁽¹⁾ Bull. 742, n° 12,597.

les armes à piston, à percussion centrale, à tir rapide ou non, rayées ou non rayées, les capsules, cartouches spéciales et instruments pour les confectionner, destinés à la défense des navires faisant le commerce dans les rivières.

2. Le nombre de ces armes ainsi que celui de leurs munitions pouvant être embarquées sera fixé, pour chacun de ces navires, par une décision du commandant supérieur des établissements français du golfe de Guinée, qui pourra accorder ou refuser l'autorisation d'embarquer lesdites armes ou munitions.

3. Toutes armes ou munitions embarquées seront enregistrées sur un registre *ad hoc*. Les armes seront poinçonnées par l'armurier.

4. Devant une réquisition d'un agent de l'administration, toutes les armes et munitions ayant été embarquées à bord devront être représentées : les consommations de munitions seront justifiées par procès-verbal du capitaine ou patron assisté de deux témoins. Ledit procès-verbal relatera les motifs pouvant avoir occasionné les consommations.

5. Si une arme ne pouvait être représentée, l'armateur et le capitaine seront considérés comme coupables d'introduction frauduleuse d'armes prohibées et punis conformément à l'article 3 du décret du 20 novembre 1882.

6. Tout habitant ou traitant européen pourra être autorisé à posséder, pour sa défense, une arme rayée à tir rapide.

Cette arme sera enregistrée et poinçonnée dans les conditions indiquées à l'article 3 du présent décret. Elle devra être représentée à toute réquisition des agents de l'administration ; sinon l'habitant sera considéré comme coupable d'introduction frauduleuse d'armes prohibées et soumis aux pénalités prévues par l'article 5.

7. Sont maintenues toutes les dispositions du décret du 20 novembre 1882 qui ne sont pas contraires au présent décret.

8. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 25 Novembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PETRON.

N° 15 056: — DÉCRET portant ouverture sur le chapitre VIII du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, pour l'emploi de Fonds de concours, d'un Crédit additionnel s'élevant à 8,564,000 francs.

Du 25 Novembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

XII^e Série.

5..

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 30 janvier 1884, portant fixation du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884 et répartition par chapitres des crédits affectés au ministère des travaux publics sur ledit budget;

Vu les lois du 20 novembre 1883, approbatives des conventions provisoires passées, les 26 mai, 11-28 juin et 17 juillet précédents, entre le ministre des travaux publics et les compagnies des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée, de l'Est, d'Orléans et de l'Ouest;

Considérant que divers travaux en cours d'exécution sur les lignes concédées en vertu desdites conventions sont poursuivis par les ingénieurs de l'Etat, à charge par les compagnies de verser chaque mois au trésor, à titre de fonds de concours, les sommes nécessaires au paiement des dépenses;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations n° 25,296, 25,297, 25,380 et 25,542 du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, les 7, 8 et 10 novembre 1884, par les compagnies susmentionnées, pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'Etat, pendant les mois de septembre et d'octobre 1884, sur les lignes qui leur ont été concédées en vertu des conventions précitées, une somme totale de huit millions cinq cent soixante-quatre mille francs, savoir :

Récépissé n° 25,296, versement de la compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée. (Travaux afférents au mois d'octobre.).....	2,250,000 ^f
Récépissé n° 25,297, versement de la compagnie de l'Est. (Travaux afférents au mois de septembre.).....	654,000
Récépissé n° 25,380, versement de la compagnie d'Orléans. (Travaux afférents au mois d'octobre.).....	4,400,000
Récépissé n° 25,542, versement de la compagnie de l'Ouest. (Travaux afférents au mois d'octobre.).....	1,260,000
ENSEMBLE.....	<u>8,564,000</u>

Vu la lettre du ministre des finances en date du 20 novembre 1884,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, chapitre VIII (*Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de huit millions cinq cent soixante-quatre mille francs (8,564,000^f), applicable aux travaux exécutés par l'Etat sur les lignes concédées aux compagnies de Paris-Lyon-Méditerranée, de l'Est, d'Orléans et de l'Ouest, en vertu des conventions passées les 26 mai, 11-28 juin et 17 juillet 1883 et approuvées par les lois du 20 novembre suivant.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

moyen des sommes versées au trésor par lesdites compagnies à titre de fonds de concours pour les travaux ci-dessus désignés.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Novembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIBARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,057. — DÉCRET portant ouverture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1881, d'un Crédit supplémentaire de 300 francs.

Du 25 Novembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'état comprenant une créance liquidée à la charge du budget du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1881;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que, aux termes de l'article 126 du décret précité, la créance comprise dans l'état susvisé peut être acquittée, attendu qu'elle concerne un service prévu par le budget de l'exercice précité et que son montant n'excède pas les crédits à annuler en clôture d'exercice;

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1881, un crédit supplémentaire de trois cents francs (300^f), montant d'une nouvelle créance liquidée à la charge de cet exercice, conformément au tableau susindiqué.

2. L'ordonnement de ladite créance aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice 1884.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Eull. 1045, n° 10,527.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 Novembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TINARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,058. — **DÉCRET** portant ouverture sur le chapitre VIII du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, pour l'emploi de Fonds de concours, d'un Crédit additionnel s'élevant à un million.

Du 25 Novembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 30 janvier 1884, portant fixation du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884 et répartition par chapitres des crédits affectés au ministère des travaux publics sur ledit budget;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations n° 3546, 2679 et 2895 du receveur des finances de l'arrondissement de Laval, constatant qu'il a été versé au trésor public, les 4 novembre 1882, 9 août 1883 et 20 août 1884, par le département de la Mayenne, une somme totale de un million de francs (300,000^f + 300,000^f + 400,000^f), représentant le montant de la subvention qu'il s'est engagé à fournir à l'État pour l'établissement du chemin de fer de Pouancé à Laval;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 20 novembre 1884,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, chapitre VIII (*Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de un million de francs (1,000,000^f), applicable à la construction du chemin de fer de Pouancé à Laval.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Novembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé P. TIRARD.

Signé D. RATNAL.

N° 15,059. — DÉCRET qui modifie la circonscription du Conseil de Prud'hommes de Bolbec.

Du 28 Novembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes;

Vu l'ordonnance royale du 12 décembre 1818 ⁽¹⁾, qui a établi un conseil de prud'hommes à Bolbec;

Vu le décret du 10 avril 1861 ⁽²⁾, qui a réorganisé ce tribunal;

Vu les rapports du président du conseil de prud'hommes de Bolbec;

Vu les avis de la chambre consultative des arts et manufactures de Bolbec du 24 janvier 1884;

Vu les lettres du préfet de la Seine-Inférieure des 20 mars et 19 juin 1880, 9 février, 1^{er} mars, 22 mars et 28 août 1884;

Vu la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date du 16 mai 1884;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La circonscription du conseil de prud'hommes de Bolbec (Seine-Inférieure) comprendra, à l'avenir, le canton de Bolbec et la commune de Saint-Eustache-la-Forêt.

2. Le ministre du commerce et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 Novembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé MAURICE ROUVIER.

Signé MARTIN FEUILLÉE.

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 249, n° 5645.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 916, n° 8997.

N° 15,060. — *DÉCRET* approuvant la délibération du Conseil général de la Martinique et portant application dans cette colonie des timbres mobiles aux connaissements et affiches.

Du 12 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 ⁽¹⁾, sur la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion;

Vu le décret du 11 août ⁽²⁾, déterminant le mode d'approbation des délibérations des conseils généraux des colonies;

Vu la délibération du conseil général de la Martinique du 18 juin 1884, portant application des timbres mobiles aux affiches et connaissements;

Vu l'avis du gouverneur de la Martinique en date du 20 septembre 1884,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la délibération susvisée du conseil général de la Martinique, dont la teneur est ci-annexée.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 12 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies.*

Signé A. PEYRON.

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA MARTINIQUE
DU 18 JUIN 1884.

Le conseil général de la Martinique adopte la résolution dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le droit de timbre auquel sont soumis les connaissements et affiches pourra être acquitté dans la colonie par l'application de timbres mobiles.

En conséquence, l'administration de l'enregistrement est autorisée à vendre et faire vendre des timbres mobiles conformes aux modèles annexés aux décrets des 30 avril 1872, 24 juillet 1872 et 21 décembre 1872, rendus en exécution des lois des 30 mars 1872, 25 mai 1872, 18 juillet 1866 et 27 juillet 1870.

2. Sont au surplus applicables dans la colonie les dispositions suivantes des lois et décrets précités, de la loi du 30 mars 1880 et du décret du 25 août 1852.

Néanmoins, les dispositions de la loi du 30 mars 1872 sur les connaissements ne seront pas applicables aux expéditions par le petit cabotage, qui demeurent exemptes de la formalité et du droit de timbre.

§ 1^{er}. — CONNAISSEMENTS.

LOI DU 30 MARS 1872 SUR LA PERCEPTION DU DROIT DU TIMBRE DES CONNAISSEMENTS.

3. Tout transport par mer et sur les fleuves, rivières et canaux dans le rayon de l'inscription maritime doit être accompagné de connaissements. Les quatre originaux

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1402, n° 14,360.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1418, n° 14,537.

prescrits par l'article 282 du Code de commerce seront présentés simultanément à la formalité du timbre.

Celui des originaux qui sera destiné à être remis au capitaine sera soumis à un droit de timbre de deux francs; les autres originaux seront timbrés gratis, mais ils ne seront revêtus que d'une estampille sans indication de prix ⁽¹⁾.

4. Les connaissements venant de l'étranger seront soumis, avant tout usage en France, à des droits de timbre équivalents à ceux établis sur les connaissements créés en France. Il sera perçu sur le connaissement en possession du capitaine un droit minimum de un franc, représentant le timbre du connaissement ci-dessus désigné et celui du consignataire de la marchandise. Ce droit sera perçu par l'apposition de timbres mobiles.

5. S'il est créé en France plus de quatre connaissements, ces connaissements supplémentaires seront soumis chacun à un droit de cinquante centimes. Ces droits supplémentaires pourront être perçus au moyen de timbres mobiles.

Ils seront apposés sur les connaissements existant entre les mains du capitaine et en nombre égal à celui des originaux qui auraient été rédigés et dont le nombre doit être mentionné, conformément à l'article 1325 du Code civil. Dans le cas où cette mention ne serait pas faite sur l'original représenté par le capitaine, il sera perçu un droit triple de celui fixé par l'article 3 ci-dessus.

6. Tout connaissement créé en France et non timbré donnera lieu à une amende de cinquante francs contre le chargeur. En outre, une amende d'égale somme sera exigée personnellement et sans recours tant du capitaine que de l'armateur ou de l'expéditeur du navire. Les contraventions seront constatées par les employés des douanes, par ceux des contributions indirectes et par tous autres agents ayant qualité pour verbaliser en matière de timbre. Il leur sera alloué un quart des amendes recouvrées. Les capitaines des navires français ou étrangers devront exhiber aux agents des douanes, soit à l'entrée, soit à la sortie, les connaissements dont ils doivent être porteurs, aux termes de l'article 3 ci-dessus. Chaque contravention à cette prescription sera punie d'une amende de cent à six cents francs.

7. Un règlement d'administration publique déterminera la forme et les conditions d'emploi des timbres mobiles créés par la présente loi, ainsi que toutes autres mesures d'exécution.

Sont applicables à ces timbres les dispositions de l'article 21 de la loi du 11 juin 1859 ⁽²⁾.

Chaque contravention au règlement d'administration publique à intervenir sera punie d'une amende de cinquante francs. Les dispositions des articles 6 et 7 de la loi du 11 juin 1842 sont abrogées en ce qui concerne les connaissements.

DÉCRET DU 30 AVRIL 1872, QUI ÉTABLIT DES TIMBRES MOBILES, POUR L'EXÉCUTION DES ARTICLES 4 ET 5 DE LA LOI DU 30 MARS 1872 RELATIFS AU TIMBRE DES CONNAISS-SEMENTS.

Il est établi, pour l'exécution des articles 4 et 5 de la loi du 30 mars 1872, des timbres mobiles à cinquante centimes et un franc, conformes aux modèles annexés au présent décret. Chaque timbre se compose de deux empreintes, dont l'une portant l'indication du prix est toujours apposée sur le connaissement destiné au capitaine, et dont l'autre, désignée sous le nom d'estampille de contrôle, est appliquée, savoir : pour les connaissements créés en France en excédent du nombre prescrit par l'article 282 du Code de commerce, sur chaque original supplémentaire; pour les connaissements venant de l'étranger, sur l'original destiné au consignataire et sur tous autres originaux qui seraient représentés par le capitaine.

L'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre fera déposer au greffe des cours et tribunaux des spécimens de ces timbres mobiles. Le dépôt sera constaté par un procès-verbal dressé sans frais.

II. Les timbres mobiles à cinquante centimes destinés aux originaux supplémen-

⁽¹⁾ Le droit de timbre des connaissements et affiches a été frappé de deux décimes, par une délibération du conseil général du 17 décembre 1881, rendue exécutoire par arrêté du 31 décembre 1881.

⁽²⁾ Les articles 21 et 22 de la loi du 11 juin 1859 ont été reproduits dans le décret du 21 septembre 1864 (articles 20 et 22.)

taires des connaissements créés en France sont apposés au moment même de la rédaction de ces connaissements.

Le timbre avec indication de prix appliqué sur le connaissement qui est entre les mains du capitaine, ainsi que l'estampille de contrôle placée sur l'original supplémentaire sont oblitérés immédiatement, soit au moyen de l'apposition à l'encre grasse d'une griffe faisant connaître le nom et la raison sociale du chargeur ou de l'expéditeur, ainsi que la date de l'oblitération.

III. Les timbres mobiles à un franc établis pour les connaissements venant de l'étranger sont apposés par les agents des douanes, comme suppléant les receveurs de l'enregistrement. Le timbre avec indication de prix est appliqué sur l'original existant entre les mains du capitaine et l'estampille de contrôle sur le connaissement destiné au consignataire, s'il est représenté. Ces timbres sont oblitérés immédiatement sur les deux originaux au moyen d'une griffe. Lorsque le connaissement destiné au consignataire n'est pas représenté en même temps que celui du capitaine, l'estampille de contrôle est remise au capitaine. Cette estampille est apposée par le consignataire et elle doit être oblitérée, soit au moyen de l'inscription à l'encre noire de sa signature et de la date de l'oblitération, soit au moyen d'une griffe à date établie dans les conditions prévues à l'article précédent.

IV. Lorsque le capitaine venant de l'étranger représente plus de deux connaissements, le droit de cinquante centimes en principal, dû pour chaque connaissement supplémentaire est perçu par l'administration des douanes au moyen de l'apposition de timbres mobiles à cinquante centimes créés par le présent décret. Ces timbres mobiles sont apposés et oblitérés par les agents des douanes, selon le mode prescrit par les deux premiers alinéas de l'article qui précède.

LOI DU 25 MAI 1872.

4. Le droit de timbre des connaissements créés en France pourra être acquitté par l'apposition de timbres mobiles. Sont applicables à ces timbres les dispositions des deux premiers paragraphes de l'article 7 de la loi du 30 mars 1872.

DÉCRET DU 24 JUILLET 1872, PORTANT RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE POUR L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 4 DE LA LOI DU 25 MAI 1872, RELATIF AU DROIT DE TIMBRE DES CONNAISSEMENTS.

1. Il est établi, pour l'exécution de l'article 4 susvisé de la loi du 25 mai 1872, des timbres mobiles conformes au modèle annexé au présent décret.

Chaque timbre se compose : 1° d'une empreinte portant l'indication du prix et qui doit toujours être apposée sur le connaissement destiné au capitaine; 2° d'empreintes désignées sous le nom d'estampille de contrôle et qui sont appliquées sur les autres originaux.

2. Les timbres mobiles mentionnés à l'article qui précède sont apposés au moment de la rédaction des connaissements. Ils sont oblitérés immédiatement, soit au moyen de l'application à l'encre noire de la signature du chargeur ou de l'expéditeur et de la date de l'oblitération, soit par l'apposition, à l'encre grasse, d'une griffe faisant connaître le nom et la raison sociale du chargeur ou de l'expéditeur, ainsi que la date de l'oblitération.

3. L'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre fera déposer aux greffes des cours et tribunaux des spécimens de ces timbres mobiles.

Le dépôt sera constaté par un procès-verbal dressé sans frais.

S II. — AFFICHES.

LOI DU 18 JUILLET 1866.

4. Le droit de timbre du papier des affiches est fixé de la manière suivante :

Par feuilles de douze décimètres et demi carrés et au-dessous.....	0 ^f 05 ^c
Au-dessus de douze décimètres et demi jusqu'à vingt-cinq décimètres carrés.....	0 10
Au-dessus de vingt-cinq décimètres jusqu'à cinquante décimètres carrés...	0 15
Au delà de cette dernière dimension.....	0 20

Dans le cas où une affiche contiendrait plusieurs annonces distinctes, le maximum ci-dessus fixé sera toujours exigible. Ce maximum sera doublé, si l'affiche contient plus de cinq annonces.

Les affiches peuvent être imprimées sur papier non timbré, pourvu que le timbre y soit apposé avant l'affichage. Néanmoins sont maintenues en cas de contravention aux paragraphes qui précèdent, les amendes et pénalités édictées par l'article 69 de la loi du 28 avril 1816, modifié par l'article 10 de la loi du 16 juin 1824.

LOI DU 27 JUILLET 1870.

6. Pourront être timbrés au moyen de timbres mobiles les papiers destinés à l'impression des affiches et des formules assujetties au timbre de dimension. La forme et la condition d'emploi de ces timbres seront déterminées par un règlement d'administration publique. Sont applicables à ces timbres les dispositions pénales des articles 20 et 21 de la loi du 11 juin 1859. ⁽¹⁾

DÉCRET DU 21 DÉCEMBRE 1872, PORTANT RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE L'ARTICLE 6 DE LA LOI DU 27 JUILLET 1870, RELATIF À L'ACQUITTEMENT AU MOYEN DE TIMBRES MOBILES DES DROITS DE TIMBRE DES AFFICHES.

ART. 1^{er}. Il est créé, pour l'exécution de la loi du 27 juillet 1870, des timbres mobiles à cinq, dix et vingt centimes en principal, conformes aux modèles annexés au présent décret. Provisoirement, les droits de quinze centimes et de quarante centimes seront acquittés par l'apposition de deux timbres mobiles.

2. Les timbres mobiles seront collés par les soins des imprimeurs et à leurs risques et périls. Ces timbres seront apposés de manière à ce qu'ils soient oblitérés par l'impression de deux lignes au moins du texte de l'affiche.

Dans le cas où, par suite de la disposition des caractères typographiques, l'oblitération ne pourrait avoir lieu ainsi qu'il est prescrit par l'article précédent, il y serait suppléé par une griffe apposée à l'encre grasse en travers du timbre et faisant connaître le nom de l'imprimeur ou la raison sociale de sa maison de commerce, ainsi que la date de l'oblitération.

3. L'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre fera déposer aux greffes des cours et tribunaux des spécimens de timbres mobiles. Le dépôt sera constaté par un procès-verbal dressé sans frais.

LOI DU 30 MARS 1880.

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi, les timbres mobiles créés en exécution de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1870, pour les affiches imprimées, pourront être employés à l'acquittement des droits de timbre des autres affiches passibles des droits fixés par l'article 4 de la loi du 18 juillet 1866.

2. Le timbre mobile sera collé, avant l'affichage, au recto de chaque affiche non imprimée. Il sera oblitéré soit par l'impression d'une ou de plusieurs lignes du texte de l'affiche, soit par l'application en travers du timbre d'une griffe faisant connaître le nom et la résidence de l'auteur de l'affiche.

Sont applicables à ces timbres les dispositions des articles 20 et 21 de la loi du 11 juin 1859.

3. Les contraventions à la présente loi et à celle du 18 juillet 1866 seront constatées, conformément aux articles 5 et 6 du décret du 25 août 1852.

DÉCRET DU 25 AOÛT 1852.

5. Les contraventions à l'article 30 de la loi du 8 juillet 1852 et aux dispositions du présent règlement seront constatées par des procès-verbaux rapportés, soit par les préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines, soit par les commissaires, gendarmes, gardes champêtres et tous les autres agents de la force publique.

6. Il sera accordé, à titre d'indemnité, aux gendarmes, gardes champêtres et aux

⁽¹⁾ Articles reproduits dans les articles 20 et 22 du décret colonial du 21 septembre 1864.

agents de la force publique qui auront constaté les contraventions, un quart des amendes payées par les contrevenants.

Adopté.

Pour extrait :

Pour l'archiviste du conseil général ,

Le Secrétaire rédacteur,

Signé BAOUTIN.

Vu pour être annexé au décret du 12 décembre 1884.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la Marine et des colonies ,

Signé A. PEYRON.

N° 15,061. — DÉCRET approuvant la délibération du Conseil général de la Martinique et portant application, dans cette colonie, des timbres mobiles aux effets de commerce.

Du 12 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 4 juillet 1856 ⁽¹⁾, sur la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion;

Vu le décret du 11 août 1866 ⁽²⁾, déterminant le mode d'approbation des délibérations des conseils généraux;

Vu la délibération du conseil général de la Martinique du 18 juin 1884, portant application des timbres mobiles aux effets de commerce;

Vu l'avis du gouverneur de la Martinique en date du 20 septembre 1884;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la délibération susvisée du conseil général de la Martinique, dont la teneur est ci-annexée.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 12 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies ,

Signé A. PEYRON.

(1) 11^e série, Bull. 1402, n° 14,360.

(2) 11^e série, Bull. 1418, n° 14,537.

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA MARTINIQUE
DU 18 JUIN 1884.**

Le conseil général de la Martinique, vu le vœu émis dans la séance du 5 décembre 1883, au sujet de l'application des timbres mobiles aux effets de commerce, adopte la résolution dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le droit de timbre auquel sont soumises les traites tirées de la colonie sur la France pourra être acquitté par l'apposition de timbres mobiles proportionnels que l'administration de l'enregistrement est autorisée à vendre et à faire vendre.

2. Le prix, la forme et les conditions d'emploi des timbres mobiles dont l'usage est autorisé par l'article précédent sont fixés, conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté local du 20 décembre 1874 et aux dispositions du décret du 19 février 1874, comme suit :

- A quinze centimes pour les effets de cent francs et au-dessous;
 - A trente centimes pour ceux de cent francs jusqu'à deux cents francs;
 - A quarante-cinq centimes pour ceux de deux cents à trois cents francs;
 - A soixante centimes pour ceux de trois cents à quatre cents francs;
 - A soixante-quinze centimes pour ceux de quatre cents à cinq cents francs;
 - A un franc cinquante centimes pour ceux de cinq cents à mille francs;
 - A trois francs pour ceux de mille à deux mille francs;
 - A quatre francs cinquante centimes pour ceux de deux mille à trois mille francs.
- Et ainsi de suite en suivant la même progression et sans fraction de mille francs.

La quotité des droits fixés par les tarifs en vigueur pour les diverses catégories sera indiquée sur les timbres. Il n'est pas débité de timbres mobiles d'une quotité supérieure au droit exigible pour un effet de dix mille francs; mais le paiement du droit de timbre des traites pourra, même pour des sommes supérieures à dix mille francs, être constaté par l'apposition de plusieurs timbres mobiles (article 2 du décret du 19 février 1874).

3. Ces timbres seront conformes au modèle annexé au décret du 19 février 1874, rendu en exécution des lois des 27 juillet 1870 et 19 février 1874. Néanmoins, l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre pourra modifier les couleurs de ces timbres, suivant les quotités et toutes les fois qu'elle le jugera convenable (article 1^{er} du décret du 19 février 1874).

4. Lorsque l'approvisionnement des timbres mobiles au tarif de la loi du 19 février 1874 (quinze centimes par cent francs) sera épuisé, les timbres mobiles au tarif de la loi du 22 décembre 1878 (cinq centimes pour cent francs) seront mis en circulation après avoir été revêtus d'un contre-timbre indiquant l'augmentation du droit au moyen de la mention : *deux droits en sus*.

5. Le timbre mobile est apposé avant tout usage. Il est collé, pour les traites tirées de la colonie sur la France, au recto de l'effet, à côté de la signature du souscripteur (article 4 du décret du 19 février 1874).

6. Chaque timbre mobile est oblitéré, au moment même de son apposition, par le souscripteur. L'oblitération consiste dans l'inscription à l'encre noire usuelle, et à la place réservée à cet effet sur le timbre mobile :

1^o Du lieu où l'oblitération est opérée;

2^o De la date (quantième, mois et millésime) à laquelle elle est effectuée;

3^o De la signature du signataire de l'effet (article 4 du décret du 19 février 1874).

7. Les sociétés, compagnies, maisons de banque ou de commerce peuvent, pour l'oblitération, faire usage d'une griffe apposée sur le timbre à l'encre grasse et faisant connaître le nom et la raison sociale, le lieu où l'oblitération est opérée, enfin la date (quantième, mois et millésime) à laquelle elle est effectuée. L'empreinte de cette griffe, dont le modèle doit être agréé par l'administration, est déposée, préalablement à tout usage, au bureau de l'enregistrement de la résidence de celui qui veut en faire emploi. Il est délivré récépissé de ce dépôt (article 5 du décret du 19 février 1874).

8. Sont applicables à ces timbres les dispositions pénales des articles 30 et 31 du décret du 21 septembre 1864.

9. L'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre sera déposer aux greffes des cours et tribunaux des spécimens de timbres mobiles et des empreintes des contre-timbres établis par les articles précédents. Il sera dressé, sans frais, un procès-verbal de ce dépôt.

Adopté.

Pour extrait :

Pour l'Archiviste du conseil général,

Le Secrétaire rédacteur,

Signé BROUTIN.

Vu pour être annexé au décret du 12 décembre 1884.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PEYRON.

N° 15,062. — *DÉCRET portant fixation d'une Imposition extraordinaire additionnelle au principal de la contribution des patentes sur les patentés de la ville du Havre.*

Du 15 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu le décret du 3 mars 1877⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique la construction de la bourse du Havre et autorisé les voies et moyens d'exécution;

Vu la loi du 16 mai 1878, qui a autorisé une imposition extraordinaire de dix centimes (0^e 10^e) par franc, au maximum, sur les patentés de la ville du Havre désignés dans l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les patentes, pour concourir au remboursement de l'emprunt de un million huit cent quarante-six mille deux cents francs contracté par la chambre de commerce de cette ville en vue de la construction de la bourse, avec les autres ressources qui doivent être appliquées à cette destination;

Vu notamment l'article 3 de ladite loi, ainsi conçu : « Le nombre des centimes additionnels à percevoir sera fixé chaque année par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique »;

Vu le décret du 15 mai 1882⁽²⁾, qui a autorisé la chambre de commerce du Havre à contracter un nouvel emprunt de quatre cent trente-huit mille francs, en vue de solder les frais de construction du palais de la bourse de cette ville;

Vu la loi du 15 mai 1882, étendant au service de ce nouvel emprunt l'affectation de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi précitée du 16 mai 1878 sur les patentés de la ville du Havre;

Vu l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu en 1885, sur les patentés de la ville du

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 339, n° 5943.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 730, n° 13,380.

Havre compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, une imposition extraordinaire additionnelle de six centimes cinq mille cent quatre-vingt-quatre millionièmes (0^e 065184) par franc au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, destiné à concourir au service des deux emprunts contractés par la chambre de commerce du Havre pour la construction de la bourse, sera mis, sur les mandats du préfet de la Seine-Inférieure, à la disposition de cette chambre, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre du commerce.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,063. — *DÉCRET portant fixation d'une Imposition extraordinaire additionnelle au principal de la contribution des patentes sur les patentés du département de la Marne.*

Du 15 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu le décret du 15 mai 1880 ⁽¹⁾, qui a ratifié l'acquisition faite par la chambre de commerce de Reims d'un immeuble sis en cette ville, en vue de l'installation des services de la chambre et de la bourse de commerce, et autorisé ladite chambre à emprunter une somme de cinq cent mille francs pour subvenir aux frais d'acquisition dudit immeuble et aux dépenses de construction et d'appropriation;

Vu la loi du 5 août 1880, qui a autorisé une imposition extraordinaire additionnelle à la contribution des patentes de deux centimes (0^e 02^e) par franc, au maximum, sur les patentés du département de la Marne désignés dans l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les patentes, pour concourir, à partir du 1^{er} janvier 1881, avec les autres ressources qui doivent être appliquées à cette destination, au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt précité;

Vu notamment l'article 3 de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre des centimes additionnels à percevoir sera fixé chaque année par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique »;

Vu l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

Le Conseil d'État entendu,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 540, n° 9511.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il sera perçu en 1885, sur les patentes du département de la Marne désignées dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, une imposition additionnelle de un centime sept cent soixante millièmes deux cent six millionnièmes (0^e 01760206) par franc au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, destiné à concourir au remboursement de l'emprunt contracté par la chambre de commerce de Reims, en vue de l'acquisition de l'immeuble affecté au service de la chambre et de la bourse de commerce de cette ville, sera mis, sur les mandats du préfet de la Marne, à la disposition de la chambre de commerce, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre du commerce.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,064. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1884 une Somme restée disponible sur le Crédit spécial ouvert au Budget de l'exercice 1883 pour Dépenses publiques en Algérie.

Du 15 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu les lois des 29 et 30 décembre 1883, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1884 ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 ;

Vu l'article 11 de la loi du 18 juillet 1880, qui autorise l'ouverture par décret au ministère de l'intérieur, pour le service du gouvernement général de l'Algérie, comme en matière de fonds de concours, et jusqu'à concurrence de trois cent cinquante cinq mille cent soixante-douze francs soixante-dix centimes, montant de la contribution de guerre imposée, lors du mouvement insurrectionnel de l'Aurès en 1879, de crédits qui doivent être rattachés à un chapitre spécial nouveau intitulé : *Emploi de la contribution de guerre imposée aux tribus de l'Aurès* ;

Vu le décret du 8 octobre 1880⁽¹⁾, portant ouverture au budget ordinaire

⁽¹⁾ Bull. 566, n° 9913.

du gouvernement général de l'Algérie de l'exercice 1880, chapitre xxiii bis nouveau (*Emploi de la contribution de guerre imposée aux tribus de l'Aurès*), d'un crédit extraordinaire de trois cent trois mille sept cent cinquante-trois francs quinze centimes, pour être affecté à la réparation des dommages éprouvés par des tiers, au paiement des dépenses faites pour la recherche des causes de l'insurrection et pour la constatation et l'appréciation des dégâts, etc.;

Vu le décret du 20 octobre 1881 ⁽¹⁾, reportant au chapitre LXII du budget du ministère de l'intérieur de l'exercice 1881 une somme de cent soixante-seize mille trois cent quatre-vingt-douze francs cinquante centimes non employée en 1880 sur le crédit de trois cent trois mille sept cent cinquante-trois francs quinze centimes;

Vu le décret du 27 octobre 1882 ⁽²⁾, reportant au chapitre LXII du budget du ministère de l'intérieur, exercice 1882, une somme de trente-huit mille huit cent cinquante-cinq francs soixante-deux centimes non employée en 1881 sur le crédit de cent soixante-seize mille trois cent quatre-vingt-douze francs cinquante centimes;

Vu le décret du 31 décembre 1883 ⁽³⁾, reportant au chapitre LX du budget du ministère de l'intérieur, exercice 1883, une somme de vingt-trois mille trois francs soixante-quatorze centimes (23,003' 64") non employée en 1882 sur le crédit de trente-huit mille huit cent cinquante-cinq francs soixante-deux centimes;

Vu les documents administratifs, desquels il résulte que sur cette somme de..... 23 003' 64"
il n'a été employé pendant le cours de l'année 1883 que.... 9,700 00

laissant ainsi un disponible de..... 13,303 64

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de l'intérieur, deuxième section, exercice 1884, chapitre xix nouveau (*Emploi de la contribution de guerre imposée aux tribus de l'Aurès*), une somme de treize mille trois cent trois francs soixante quatre centimes (13,303' 64") restée disponible sur le crédit spécial ouvert au budget de l'exercice 1883.

Pareille somme de treize mille trois cent trois francs soixante-quatre centimes (13,303' 64") est annulée au chapitre LX (*Emploi de la contribution de guerre imposée aux tribus de l'Aurès*) du budget du ministère de l'intérieur (exercice 1883).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par le paragraphe 1^{er} de l'article précédent au moyen des ressources correspondantes reportées de l'exercice 1883 à l'exercice 1884.

3. Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont

⁽¹⁾ Bull. 660, n° 11,145.

⁽²⁾ Bull. 739, n° 12,550.

⁽³⁾ Bull. 818, n° 13,912.

chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 15 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,065. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Intérieur un Crédit en augmentation des restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1882.

Du 15 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1882;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé concernent des services prévus au budget de l'exercice 1882 et n'excèdent pas les crédits qui leur étaient applicables;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, en augmentation des restes à payer constatés sur l'exercice 1882, un crédit de six cent quatre-vingt-six francs cinquante-neuf centimes (686^f 59^c) égal aux nouvelles créances liquidées à la charge de cet exercice, suivant le tableau ci-annexé.

2. Le paiement de ces créances pourra, en conséquence, à mesure qu'il sera réclamé, être ordonné par imputation sur l'exercice courant.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 1045, n° 40,527.

Etat des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1882.

NOMBRES des chapitres.	TITRES des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
IVIII.	Transport des dé- tenus et des li- bérés.	Remboursement d'avance faite en 1882 par le trésorier- payeur d'Oran.....	632' 95'	632' 95'	632' 95'
XXIII.	Secours à divers titres, frais de rapatriements, etc.	Remboursement d'avance faite en 1882 par le trésorier- payeur de Saint-Pierre et Miquelon, pour frais de nourriture et de passage de Saint-Jean (Terre-Neuve) à Saint-Pierre du sieur Seil- lier.....	53 64	53 64	53 64
		TOTAL.....	686 59	686 59	686 59

N° 15,066. — **DÉCRET** qui ouvre, sur l'exercice 1884, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des départements, des communes et des particuliers pour l'exécution de divers Travaux publics.

Du 16 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 30 janvier 1884, portant fixation du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884 et répartition par chapitres des crédits affectés au ministère des travaux publics sur ledit budget;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état ci-annexé de sommes versées dans les caisses du trésor public par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1884;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 10 décembre 1884,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à quatre millions neuf cent mille neuf cent soixante-douze francs trente-neuf centimes (4,900,972' 39'), et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10,527.

CHAP. V.	Amélioration des rivières.....	30,000 ^f 00 ^c
— VI.	Établissement et amélioration de canaux de navigation.....	312,372 45
— VII.	Amélioration et achèvement des ports maritimes.	2,845,000 00
— VIII.	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1,456,500 00
— VIII bis.	Travaux exécutés par l'État sur les lignes concédées à la compagnie du Midi par l'article 1 ^{er} de la convention annexée à la loi du 20 novembre 1883.....	325,440 00
— XI.	Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en vertu de la loi du 18 mai 1878.....	31,659 94
ENSEMBLE comme ci-dessus.....		<u>4,900,972 39</u>

Ladite somme de quatre millions neuf cent mille neuf cent soixante-douze francs trente-neuf centimes est répartie par entreprises conformément à l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

État des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1884.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
BUDGET DES DÉPENSES sur RESSOURCES EXTRAORDINAIRES. — CHAPITRE V. AMÉLIORATION DES RIVIÈRES.		
Sarthe.....	Amélioration de la Sarthe dans la traversée du Mans	30,000 ^f 00 ^c
CHAPITRE VI. ÉTABLISSEMENT ET AMÉLIORATION DE CANAUX DE NAVIGATION.		
Allier.....	Agrandissement du port de Montluçon (canal de Berry)..	8,000 00
Calvados.....	Approfondissement du canal de Caen à la mer et construction d'un quai à Caen.....	772 45

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
Meurthe-et-Moselle.	Établissement d'une défense de la rive droite de la Moselle au territoire de la commune de Bainville-aux-Miroirs (canal de l'Est) (3,000 ^f + 600 ^f).....	3,600 ^f 00
Pas-de-Calais..	Construction du canal de Lens à la Dénle.....	200,000 00
	TOTAL du chapitre VI.....	212,372 45
CHAPITRE VII.		
AMÉLIORATION ET ACHÈVEMENT DES PORTS MARITIMES.		
Calvados.....	Élargissement des quais du port de Trouville.....	15,000 00
Charente-Inférieure.	Construction du canal de Marans au Brault.....	20,000 00
Pas-de-Calais.	Construction d'un port en eau profonde à Boulogne (200,000 ^f + 200,000 ^f + 100,000 ^f).....	500,000 00
	Construction du canal du Havre à Tancarville (150,000 ^f + 500,000 ^f + 500,000 ^f).....	1,150,000 ^f 00
Seine-Inférieure.	Construction d'un neuvième bassin à flot et de deux formes de radoub au port du Havre (250,000 ^f + 400,000 ^f + 300,000 ^f).....	950,000 00
	Amélioration du port de Fécamp.....	150,000 00
	Amélioration du port du Tréport.....	50,000 00
	Amélioration du port de Saint-Valéry-en-Caux.....	10,000 00
	TOTAL du chapitre VII.....	2,845,000 00
CHAPITRE VIII.		
ÉTUDE ET TRAVAUX DE CHEMINS DE FER EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT.		
Calvados.....	Établissement du chemin de fer du port d'Isigny à la ligne de Caen à Cherbourg..... 10,000 ^f 00	130,000 00
Corrèze.....	Établissement des chemins de fer de Montauban à Brive, de Limoges à Brive par Uzerche et de Nontron à Sarlat, avec embranchement d'Hautefort au Burg-Allasac.	66,000 00
Doubs.....	Établissement du pont destiné au passage sur la Lône de l'avenue d'accès à la station de Vaillefans (ligne de Besançon à la frontière suisse).....	12,000 00
Lot-et-Garonne.	Établissement du chemin de fer de Marmande à Casteljalous.....	337,500 00
Orne.....	Établissement des chemins de fer d'Alençon à Domfront, Couterne à la Ferté-Macé, Mamers à Mortagne, Mortagne à Mézidon, Mortagne à Laigle et Echauffour à Bernay (130,252 ^f 54 ^f + 225,723 ^f 66 ^f + 141,273 ^f 80 ^f)..	497,250 00
Territoire de Belfort.	Établissement du chemin de fer de Bas-Evette à Giromagny (25,000 ^f + 10,000 ^f).....	35,000 00
Sèvres (Deux-).	Établissement du chemin de fer de Niort à Montreuil-Bellay, avec embranchement sur Moncontour.....	118,750 00
Vienne (Haute-).	Établissement des chemins de fer de Limoges à Eymoutiers, Limoges au Dorat et Saillat à Bussière-Galant (36,000 ^f + 129,000 ^f + 90,000 ^f).....	255,000 00
Vosges.....	Établissement d'une station sur le chemin de fer de Merrey à Neufchâteau.....	5,000 00
	TOTAL du chapitre VIII.....	1,456,500 00

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
CHAPITRE VIII bis.		
TRAVAUX À EXÉCUTER PAR L'ÉTAT SUR LES LIGNES CONCÉDÉES À LA COMPAGNIE DU MIDI PAR L'ARTICLE 1 ^{er} DE LA CONVENTION ANNEXÉE À LA LOI DU 20 NOVEMBRE 1883.		
Aude.....	Établissement des chemins de fer de Pamiers à Limoux, de Lavelanet à Bram et de Quillan à Rivesaltes.....	150,000 ^f 00 ^c
Landes.....	Établissement du chemin de fer de Mont-de-Marsan à Saint-Sever.....	34,000 00
Lot-et-Garonne.	Établissement du chemin de fer de Nérac à Mont-de-Marsan.....	65,000 00
Tarn-et-Garonne.	Établissement de la section du chemin de fer de Castelsarrasin à Lombez comprise entre Castelsarrasin et Beaumont-de-Lomagne.....	76,440 00
TOTAL du chapitre VIII bis.....		325,440 00
CHAPITRE XI.		
TRAVAUX D'ACHÈVEMENT PAR L'ÉTAT DES LIGNES RACHETÉES EN VERTU DE LA LOI DU 18 MAI 1878.		
Charente-inférieure.	Établissement des chemins de fer des Charentes.....	3,297 53
Loire-Inférieure.	Établissement des chemins de fer Nantais (950 ^f + 982 ^f + 2,800 ^f + 740 ^f + 1,237 ^f 06 ^c)..	6,709 06
Vendée.....	Établissement du chemin de fer de Machecoul à la Rochesur-Yon et embranchement (8,031 ^f + 13,622 ^f 35 ^c)....	21,653 35
TOTAL du chapitre XI.....		31,659 94
RÉCAPITULATION.		
CHAP. V.	Amélioration des rivières.....	30,000 ^f 00 ^c
— VI.	Établissement et amélioration de canaux de navigation..	212,372 45
— VII.	Amélioration et achèvement des ports maritimes.....	2,845,000 00
— VIII.	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État...	1,456,500 00
— VIII bis.	Travaux à exécuter par l'État sur les lignes concédées à la compagnie du Midi par l'article 1 ^{er} de la convention annexée à la loi du 20 novembre 1883.....	325,440 00
— XI.	Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en vertu de la loi du 18 mai 1878.....	31,659 94
TOTAL GÉNÉRAL.....		4,900,972 39

Certifié conforme à l'état annexé au décret en date du 16 décembre 1884, enregistré sous le n° 439.

*Le Chef de la 1^{re} division du personnel
et du secrétariat,*

Signé E. NOBÉCOURT.

N° 15,067. — **DÉCRET** portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes d'un Crédit supplémentaire de 4,090 fr. 20 cent.

Du 17 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des postes et des télégraphes;

Vu l'état ci-annexé d'une créance liquidée à la charge du département des postes et des télégraphes, additionnellement aux restes à payer et droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1882;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général de la comptabilité publique;

Considérant que la créance portée sur l'état susvisé peut être acquittée, attendu qu'elle concerne un service prévu au budget dudit exercice et que son montant n'excède pas les crédits annulés en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des postes et des télégraphes, en augmentation des restes à payer et droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1882, un crédit supplémentaire de quatre mille quatre-vingt-dix francs vingt centimes (4,090^{fr} 20^{cs}), montant de la créance désignée au tableau ci-annexé, qui a été liquidée à la charge de cet exercice et pour laquelle un état nominatif sera adressé en double expédition au ministre des finances, conformément aux prescriptions de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre des postes et des télégraphes est autorisé à ordonner cette créance sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget ordinaire de l'exercice courant, en exécution de l'article 124 du décret précité.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé AD. COCHERY.

Tableau d'une nouvelle créance reconnue en augmentation des restes à payer et des droits constatés arrêtés par le compte définitif des dépenses de l'exercice 1882, laquelle est à ordonnancer sur le budget ordinaire de l'exercice courant.

NUMÉRO du chapitre.	TITRE du chapitre.	OBJET DE LA DÉPENSE.	MONTANT DU CRÉDIT	
			par chapitre.	par exercice.
VII.	Matériel....	Art. 1 ^{er} . Service administratif. — § 11. Transports généraux et emballages. (Télégraphes.).....	4,090 ^f 20 ^c	4,090 ^f 20 ^c

N° 15,068. — **DÉCRET** qui rapporte le décret du 12 septembre 1884, interdisant l'importation en France des Objets de literie provenant d'Italie.

Du 20 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce et des finances;

Vu le décret en date du 12 septembre 1884, qui interdit jusqu'à nouvel ordre l'importation en France, par la frontière d'Italie, des objets de literie tels que matelas, couvertures, etc.,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret susvisé du 12 septembre 1884 est rapporté.

En conséquence, l'importation en France des objets de literie par la frontière d'Italie cesse d'être interdite à dater de ce jour.

2. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1884.

Signé **JULES GRÉVY.**

Le Ministre des finances,

Signé **P. TIRARD.**

Le Ministre du commerce,

Signé **MAURICE ROUVIER.**

N° 15,069. — **DÉCRET** portant ouverture au Ministre de la Justice et des Cultes d'un Crédit de 921 fr. 60 cent.

Du 23 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et la proposition du gouverneur général de l'Algérie;

Vu l'état ci-après, comprenant des créances liquidées à la charge du budget de la justice et des cultes, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1880, 1881 et 1882;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant qu'aux termes de l'article 126 du décret précité les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent un service prévu par le budget des exercices précités et que leur montant n'excède pas les crédits à annuler à la clôture de chacun de ces exercices,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes, en augmentation des restes à payer par les comptes définitifs des exercices 1880, 1881 et 1882, un crédit supplémentaire de neuf cent vingt et un francs soixante centimes (921^f 60^c), montant des nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément au tableau ci-après :

NOMBRES des chapitres.	TITRES DES CHAPITRES.	MONTANT DE LA CRÉANCE	
		par article.	par chapitre.
EXERCICE 1880.			
Budget de l'Algérie.	Culte musulman.....	218 ^f 40 ^c	218 ^f 40 ^c
EXERCICE 1881.			
xvi.	Culte musulman.....	303 60	303 60
EXERCICE 1882.			
ii.	Culte musulman.....	399 ^f 60 ^c	399 60

2. L'ordonnancement desdites créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget du ministère de la justice et des cultes (*Service des cultes*) de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice 1884.

4. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé MARTIN FEUILLÉE.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1044, n° 20 527.

N° 15,070. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui autorise l'Institut de France à accepter, aux clauses et conditions imposées, le legs fait par la demoiselle *Camille-Victorine Favre*, à cet établissement, d'une rente perpétuelle de quatorze mille cinq cents francs (14,500^f) en trois pour cent sur l'État français, suivant son testament olographe du 15 juin 1881. Cette rente sera employée : 1° à la fondation de vingt-huit prix annuels de cinq cents francs (500^f), soit quatorze mille francs, qui seront distribués sous le nom de *Prix Camille Favre*, pour récompenser le dévouement filial, suivant les règles établies pour le concours des prix de vertu et aux conditions imposées par la testatrice; 2° à l'acquisition de médailles en bronze pour les lauréats et aux divers frais du concours jusqu'à concurrence d'une somme annuelle de cinq cents francs (500^f).
(Paris, 24 Décembre 1884.)



Certifié conforme :

Paris, le 4^r Mars 1885,

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

MARTIN FEUILLÉE.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 898.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,071. — *Loi qui approuve le Tarif télégraphique établi par l'Arrangement conclu, le 3 novembre 1884, entre la France et la Grèce.*

Du 20 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 21 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le Président de la République française est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire appliquer les taxes télégraphiques telles qu'elles résultent de l'Arrangement conclu, le 3 novembre 1884, entre la France et la Grèce.

Une copie authentique de cet Arrangement demeurera annexée à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé AD. COCHERY.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,

Signé JULES FERRY.

N° 15,072.— *DÉCRET qui prescrit la promulgation de l'Arrangement télégraphique signé, le 3 novembre 1884, entre la France et la Grèce.*

Du 30 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé l'Arrangement télégraphique signé, le 3 novembre 1884, entre la France et la Grèce, ledit Arrangement, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

ARRANGEMENT.

Le Gouvernement de la République française,

Et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Grèce,

Désirant faciliter les relations télégraphiques entre la France et la Grèce, et usant de la faculté qui leur est accordée par l'article 17 de la convention télégraphique internationale signée, le 22 juillet 1875, à Saint-Petersbourg;

Sont convenus d'apporter les modifications suivantes à l'Arrangement conclu, le 13 juillet 1882, entre la France et la Grèce :

ART. 1^{er}. La taxe des télégrammes ordinaires échangés entre la France et les îles de la Grèce, sauf Corfou, par la voie des câbles d'Otrante-Zante et d'Otrante-Vallona, est fixée uniformément à soixante-cinq centimes (0' 65") par mot, sans aucune surtaxe.

2. Chacune des deux administrations conserve le montant des taxes qu'elle a encaissées de ce chef, y compris les taxes accessoires de toute nature, les taxes des réponses payées et des télégrammes argents.

La France fait à la Grèce, pour sa part et la part des câbles, une bonification à raison de trente-six centimes soixante-six millièmes (0'3666) par mot pour tous les télégrammes partant de France et paye les intermédiaires pour ces mêmes dépêches.

La Grèce bonifie à la France treize centimes (0' 13") par mot pour tous les télégrammes partant de îles de la Grèce, sauf Corfou, et paye les intermédiaires pour ces mêmes dépêches.

Ces bonifications peuvent être réglées d'un commun accord en appliquant par télégramme des moyennes établies contradictoirement.

3. Sont maintenues toutes les dispositions de l'Arrangement du 13 juillet 1882, qui ne sont pas contraires à la présente déclaration. En foi de quoi les soussignés, savoir :

Le ministre des postes et des télégraphes de la République française,

Et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Grèce près le Gouvernement de la République française, Dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente Déclaration, qu'ils ont revêtue du sceau de leurs armes.

Fait en double expédition à Paris, le 3 Novembre 1884.

(L. S.) Signé AD. COCHERY.

(L. S.) Signé MAVROCORDATO.

ART. 2.

Le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, et le ministre des postes et des télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé AD. COCHERY.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,

Signé JULES FERRY.

N° 15,073. — *Loi qui ouvre au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1884, un Crédit supplémentaire de 10,603 francs pour les secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada.*

Du 27 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 28 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, sur l'exercice 1884, un crédit supplémentaire de dix mille six cent trois francs (10,603'), applicable au chapitre xxv (*Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada*).

2. Il sera pourvu à cette augmentation de crédits au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1884.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre du commerce,

MAURICE ROUVIER.

N° 15,074. — *Loi qui approuve l'adjudication prononcée en faveur de M. Lepaître, propriétaire à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), des établissements thermaux de Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne) et de Nérès (Allier).*

Du 27 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 28 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvée l'adjudication prononcée en faveur de M. *Lepaître (Ferdinand)*, propriétaire à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), pour une période de trente années, qui commencera à courir du 1^{er} janvier 1885, des établissements thermaux de Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne) et de Nérès (Allier), aux conditions indiquées dans ses soumissions en date du 15 octobre 1884, et conformément aux clauses des cahiers des charges ci-annexés.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

ÉTABLISSEMENT THERMAL DE BOURBONNE-LES-BAINS.

SOUSSION.

Je soussigné *Ferdinand Lepaître*, administrateur de la caisse d'épargne, propriétaire à Clermont-Ferrand, 28, rue Jolie, pour la validité de la présente, fais élection de domicile à Bourbonne-les-Bains, hôtel des Bains ;

Déclare avoir pris connaissance des clauses et conditions du cahier des charge

dressé par M. le ministre du commerce pour l'adjudication du bail à ferme de l'établissement thermal de Bourbonne-les-Bains;

M'engage envers l'État à exécuter toutes les clauses et conditions imposées dans ledit cahier des charges;

M'engage, en outre, à dépenser pour l'amélioration et l'embellissement de la station thermale de Bourbonne-les-Bains une somme de trois cent mille francs.

Cette dépense comprendra : la construction du pavillon de gauche, dont la façade est montée jusqu'au premier étage sur la place, la restauration du bâtiment servant actuellement de salon de conversation et de salle de concerts.

Ces travaux seront exécutés dans un délai de deux ans, ainsi qu'il est dit à l'article 19 du cahier des charges.

Cette dépense comprendra la construction de citernes et réservoirs pour augmenter le volume d'eau, si une plus grande quantité d'eau devenait nécessaire pour les besoins du service balnéaire.

La création d'une salle de théâtre ayant été reconnue indispensable par M. le ministre du commerce et par tout le corps médical, une partie de cette somme de trois cent mille francs sera employée à la construction d'un casino comprenant : salle de spectacle, salon des fêtes, salle de concerts, salons de jeux, salons de lecture, salons de conversations, salle de billard, en un mot; tout ce qui pourra donner du développement et de l'agrandissement à la station de Bourbonne-les-Bains.

Pour me conformer au paragraphe 7 de l'article 19 du cahier des charges, je m'engage à aménager pour l'usage balnéaire les locaux du grand établissement actuellement affectés au service du salon.

Je m'engage, pendant toute la durée de la concession, à faire à l'établissement thermal et à toutes ses dépendances, les travaux d'entretien, même ceux de réparations et de reconstructions de toute nature qui seraient nécessaires.

DURÉE DU BAIL.

La durée du bail consenti par l'État sera de trente années consécutives, à partir du 1^{er} janvier 1885.

CAUTIONNEMENT.

Pour le cautionnement, le concessionnaire déclare s'en rapporter à l'article 32 du cahier des charges.

Il s'engage en outre à verser, dans le délai fixé par M. le ministre du commerce, la somme que ce dernier jugera à propos de fixer.

REDEVANCE ANNUELLE.

Je m'engage à payer à l'État, comme redevance annuelle, au bureau du receveur des domaines à Bourbonne-les-Bains, une somme de cinq mille francs pendant les quinze premières années d'exploitation, et à porter cette redevance à dix mille francs pendant les quinze dernières années.

Après avoir pris entière connaissance du cahier des charges, je m'engage à remplir toutes les clauses et conditions qui y sont insérées et à exécuter tous les travaux et constructions mentionnés dans ladite soumission.

Fait à Clermont-Ferrand, le 15 octobre 1884.

Signé F. LEPAÎTRE.

Accepté sous réserve de la ratification par les Chambres.

Paris, le 13 octobre 1884.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

CAHIER DES CHARGES.

CLAUSES ET CONDITIONS POUR LA MISE EN FERME DE L'ÉTABLISSEMENT THERMAL
DE BOURBONNE-LES-BAINS (HAUTE-MARNE).

ART. 1^{er}. Le ministre du commerce, agissant au nom de l'État, concède et donne à bail ordinaire, à dater du 1^{er} janvier 1885, l'exploitation de l'établissement civil de Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne), avec tous ses bâtiments, terrains et dépendances, le matériel et le mobilier industriel, sans aucune exception ni réserve, tel que cet établissement est indiqué et désigné dans les plans et états descriptifs prévus par les articles 11, 13 et 14 ci-après, et en outre la jouissance d'une partie des sources d'eau minérale appartenant à l'État, ainsi que le droit exclusif de vendre les eaux destinées à être employées en bains comme en boissons et les divers produits qu'on peut extraire de ces eaux.

La quantité d'eau minérale à laquelle le concessionnaire aura droit sera déterminée conformément à l'article 3 ci-après.

2. L'adjudication ne sera prononcée qu'au profit d'un preneur de nationalité française.

S'il s'agit d'une société, l'adjudication ne pourra être définitive qu'après justification que la société est régulièrement constituée.

Le preneur pourra déclarer, dans les vingt-quatre heures de l'adjudication, un command remplissant les conditions prévues dans les paragraphes précédents. Il restera, dans ce cas, solidaire de ce command pour l'exécution du présent bail.

L'adjudication devra être approuvée par une loi si la durée du bail est supérieure à neuf ans.

3. Le concessionnaire aura droit aux sept douzièmes du débit journalier des sources. Un règlement, rédigé de concert par le ministre du commerce et par le ministre de la guerre, déterminera le mode d'après lequel s'effectuera le partage des eaux, sans que le concessionnaire puisse élever à cet égard aucune contestation.

4. Le concessionnaire aura droit de percevoir, au maximum, les prix ci-après :

GRAND ÉTABLISSEMENT (1^{re} classe.)

Bains en baignoires.....	2 ^f 00
Douches ordinaires, de dix minutes et au-dessous.....	2 00
Douches ordinaires, dépassant dix minutes, en vertu d'une prescription médicale. — Supplément de cinq minutes sans fraction..	0 75
Douches à haute pression ou en pluie, de dix minutes et au-dessous.	2 50
Douches en cercle.....	3 00
Douches ascendantes.....	0 50
Étuves.....	1 00

PETIT ÉTABLISSEMENT (2^e classe.)

Bains en baignoire.....	1 00
Bains en piscine.....	0 65
Douches de dix minutes et au-dessous.....	1 00
Supplément de cinq minutes, sans fraction.....	0 50
Douches à haute pression ou en pluie.....	1 50
Douches ascendantes.....	0 40

DANS LES DEUX ÉTABLISSEMENTS.

Bains de pieds.....	0 30
Bains de bras.....	0 30

LINGE.

Toute carte de bains, soit en baignoire, soit en piscine, donne droit à un peignoir et à une serviette.

Pour les douches prises en dehors du bain, ainsi que pour les étuves, le linge se paye à part.

Matelas de douches.....	0' 25"
Fond de bain.....	0 25
Drap de douche.....	0 10
Peignoir chaud.....	0 15
Peignoir froid.....	0 10
Peignoir en laine.....	0 35
Serviette chaude.....	0 10
Serviette froide.....	0 05
Sachet de son.....	0 30
Feu.....	0 50

VENTE D'EAU.

En fût de 230 litres pour bains à domicile..... 0 50

En bouteilles :

Pour l'eau.....	0 10
Pour la bouteille.....	0 25
Pour la capsule et le bouchon.....	0 15

Les prix ci-dessus fixés pourront être révisés tous les cinq ans par le ministre du commerce, sur la proposition du concessionnaire.

Le service des bains et douches ne pourra ni commencer avant quatre heures du matin, ni se prolonger au-delà de cinq heures et demie du soir.

La durée du bain et de la douche sera d'une heure et demie, y compris le temps nécessaire pour la toilette.

Aucune rétribution autre que celles ci-dessus ne pourra être exigée.

Les prix à percevoir pour les bains et douches qui seraient ultérieurement établis pour être administrés sous de nouvelles formes, au moyen d'appareils spéciaux ou dans des cabinets de luxe, seront fixés de concert entre l'administration et le concessionnaire.

5. Le concessionnaire mettra à la disposition de l'administration, sans indemnité, un nombre de douches et de bains égal au tiers du nombre annuel des douches et bains payants, calculé d'après la moyenne des trois années précédentes.

Provisoirement, pendant chacune des trois premières années du bail, le nombre des douches et bains gratuits que l'administration peut exiger est fixé à quinze mille.

Pour que le service de l'établissement se fasse toujours avec facilité, le concessionnaire ne sera tenu de fournir qu'un cinquième des bains gratuits du 15 juin au 15 août; les quatre autres cinquièmes seront répartis par moitié dans les périodes avant le 15 juin et après le 15 août.

Chaque bain ou douche gratuit donnera droit, sans rétribution, à un peignoir et à une serviette.

Les bains gratuits auxquels les indigents ont droit, en vertu de l'article 4 de l'arrêté du Directoire exécutif du 23 vendémiaire an VI, seront imputés sur les bains gratuits que le concessionnaire doit mettre à la disposition de l'administration.

Les bains gratuits accordés aux indigents seront donnés dans l'établissement de 1^{re} classe.

Les autres bains gratuits seront donnés dans l'établissement de 1^{re} classe.

6. Les droits qui pourraient exister au profit des habitants de Bourbonne ou de tous autres relativement à l'usage gratuit ou à prix réduit des bains ou douches, seront supportés par le concessionnaire, sans qu'il puisse exercer de ce chef aucune répétition contre l'État.

7. Le concessionnaire aura à verser à l'État, pour le paiement du traitement du commissaire du Gouvernement institué par l'article 25 ci-après, une somme de deux mille quatre cent francs (2,400') et une somme de huit cents francs (800') pour les dépenses du contrôle du service d'architecture.

Ces sommes seront versées par avance chaque semestre, dans la première quinzaine des mois de janvier et de juillet.

8. Le parc de l'établissement thermal sera ouvert au public et le concessionnaire ne pourra, en aucun cas, exiger le paiement d'un droit d'entrée.

Le concessionnaire sera tenu d'entretenir et de laisser gratuitement à la disposition du public un nombre de bancs égal à celui dont il aura pris livraison lors de l'entrée en jouissance.

Il ne pourra être établi dans le parc de construction qu'avec l'autorisation du ministre du commerce, qui aura à approuver les plans des projets fournis par le concessionnaire.

9. Le concessionnaire sera tenu de fournir gratuitement un cabinet pour le commissaire du Gouvernement et un autre pour le médecin inspecteur.

10. Le preneur prendra l'objet loué, meubles et immeubles, dans l'état où il se trouvera au moment de l'entrée en jouissance, sans réclamation aucune pour l'état de détérioration ou de vétusté des biens.

11. Avant l'entrée en jouissance, il sera dressé un état descriptif et estimatif du mobilier industriel et du matériel désignés dans l'article 1^{er}, appartenant à l'État et remis au preneur. Cet état est destiné à servir de base à la reprise que l'administration aura le droit de faire à la fin de la concession, ainsi qu'il va être dit.

Il sera dressé contradictoirement entre le preneur et le représentant de l'administration en double original et aux frais du preneur. A défaut d'entente sur l'estimation, il est statué par un expert désigné par des parties, et, en cas de désaccord, sur simple requête par le président du tribunal de première instance de l'arrondissement.

Le concessionnaire sera tenu d'augmenter ce matériel et ce mobilier suivant les besoins du service et de le entretenir pendant toute la durée de la concession, de telle sorte qu'ils représentent toujours une valeur au moins égale à celle des objets qui lui auront été remis par l'administration lors de son entrée en jouissance.

A l'expiration du bail, il sera fait, dans la même forme et également aux frais du preneur, un état descriptif et estimatif du matériel et du mobilier qui garniront alors l'établissement. L'administration sera tenue de choisir dans cet état descriptif et estimatif tels des objets qui y seront compris, pour se remplir du montant de l'estimation du matériel et du mobilier cédés au concessionnaire lors de son entrée en jouissance, jusqu'à concurrence de cette estimation.

Elle aura le droit, mais ne pourra pas être tenue de reprendre le surplus du matériel et du mobilier pour leur valeur estimative.

Les frais des états dont il s'agit seront recouvrés comme il est dit en l'article 18.

12. Le concessionnaire sera tenu de reprendre, au prix coûtant, les bouteilles, les bouchons et, en général, tout le matériel destiné à la vente des eaux, qui seraient en magasin dans l'établissement.

Il reprendra, également au prix coûtant, le combustible approvisionné ou acheté, mais non encore livré pour le service de l'année.

13. Avant l'entrée en jouissance, il sera dressé, entre le preneur et le représentant du ministre du commerce, un état des immeubles, bâtiments, sources et dépendances composant l'établissement thermal et compris dans l'exploitation concédée par l'article 1^{er}.

Un pareil état sera dressé à la réception des travaux et constructions énumérés dans l'article 29 ci-après.

Ces états seront faits aux frais du preneur en double original.

Si le preneur ne satisfait pas dans la huitaine à la mise en demeure qui lui sera notifiée à cet égard, l'administration pourra rédiger seule les états dont il s'agit, qui seront réputés contradictoires,

Les avances relatives à ces états seront recouvrées sur le preneur, comme il est dit en l'article 18.

14. Un plan topographique et descriptif de l'établissement et de ses dépendances, dressé aux frais du concessionnaire, sera annexé à l'état des lieux dont il est parlé à l'article précédent.

Pareil plan sera dressé aux frais du preneur pour les constructions, additions et travaux effectués par lui et dont l'État devient propriétaire au cours du bail.

Le plan sera dressé par un expert convenu entre les parties, et, à défaut, par l'architecte de l'administration.

15. L'État ne doit aucune garantie au preneur, pour les vices ou défauts de la chose louée, connus ou inconnus.

Il ne doit également ni garantie ni indemnité à l'occasion des événements qui empêcheraient l'usage ou la jouissance temporaire de tout ou partie de la chose louée.

16. Le preneur aura droit aux sept douzièmes du débit journalier des sources nouvelles qui se produiront naturellement ou par suite de travaux entrepris par l'État. Mais il devra une augmentation de redevance proportionnée à l'accroissement qu'elles donneront à l'établissement. L'augmentation du loyer sera réglée contradictoirement ou, à défaut, par trois arbitres désignés, l'un par le preneur, l'autre par l'administration, et le troisième par le président du tribunal de première instance de l'arrondissement.

17. En cas d'aliénation de l'immeuble loué ou de distraction quelconque d'objets compris dans l'adjudication, l'évaluation particulière du revenu dont l'adjudicataire se trouvera privé sera faite, à dire d'experts, conformément à l'article 16, et il lui sera accordé, sur le prix de son bail, l'indemnité qui aura été déterminée.

18. Pendant toute la durée de la concession, le concessionnaire sera tenu de faire, à ses frais, à l'établissement thermal et à toutes ses dépendances, tous les travaux d'entretien, même ceux de grosses réparations et de reconstructions, et de réparations de toute nature qui seraient nécessaires.

Il rendra le tout, à la fin de la jouissance, en bon état d'entretien et de réparation de toute espèce.

Dans le cas où l'établissement thermal et ses dépendances ne seraient pas constamment entretenus en bon état, ainsi qu'il est dit au paragraphe 1^{er} du présent article, il y sera pourvu d'office et à la diligence de l'administration, aux frais du concessionnaire; le montant des avances faites sera recouvré sur des états rendus exécutoires par le préfet, comme en matière de contributions publiques.

19. Les contributions et charges générales ou locales de toute nature, ordinaires ou extraordinaires, qui sont ou pourront être imposées à l'établissement thermal et ses dépendances, y compris les additions qu'il recevra pendant le cours de la concession, seront supportées par le preneur.

Seront également supportées par lui toutes les charges qui pourraient résulter de la législation sur les eaux minérales.

20. Le preneur devra faire assurer et maintenir assurés à ses frais contre l'incendie, par deux compagnies au moins, tous les bâtiments qui composent ou composeront l'établissement thermal et les objets mobiliers dont il sera pourvu.

Le choix des compagnies d'assurances sera soumis à l'approbation de l'administration, et chacune d'elles assurera la totalité des risques.

Le preneur devra justifier à l'administration du paiement annuel des primes. En cas de retard, l'avance en sera faite par l'administration et recouvrée comme il est dit en l'article 18.

En cas de sinistre, l'indemnité sera acquise à l'État, à qui elle est déléguée, pour payer jusqu'à due concurrence les termes échus de la redevance et toutes les indemnités ou dommages-intérêts à la charge du preneur.

21. Le preneur sera tenu, à peine de tous dommages-intérêts, de dénoncer immédiatement à l'administration toutes entreprises et usurpations, et généralement tous les actes de nature à préjudicier aux droits de l'État.

22. Le preneur ne pourra, sans le consentement de l'administration, céder son bail ou sous-louer la concession, soit en totalité, soit en partie.

Il ne pourra non plus faire apport de son droit à une société sans obtenir le consentement de l'administration et sans la production des statuts de la société.

La société une fois agréée ne pourra fusionner avec une autre société ou lui transporter tout ou partie de ses droits sans l'autorisation de l'administration.

En cas d'infraction à ces dispositions, l'administration aura le droit de faire prononcer la déchéance, conformément à l'article 34.

23. Toute expédition d'eau minérale sera accompagnée d'une facture certifiant le puisement à la source; cette facture sera délivrée par le concessionnaire et visée par le commissaire du Gouvernement désigné à l'article 15.

Les eaux pour boisson seront puisées, mises en bouteilles, bouchées, scellées et expédiées par le concessionnaire, sous la surveillance de l'administration.

La forme et la nature des bouteilles, la qualité des bouchons et le mode de scellément devront être approuvés par l'administration.

Les eaux ne pourront être expédiées en fût qu'avec l'autorisation de l'administration.

Elles seront délivrées dans l'état où elles sortent des sources et sans aucun mélange.

24. Le concessionnaire devra se conformer aux règlements généraux ou spéciaux existants, ainsi qu'à tous ceux qui pourront être établis ultérieurement concernant le service des eaux minérales. Il sera tenu de se soumettre, soit pour l'exécution des travaux à sa charge, soit pour l'exploitation des sources, aux mesures qui seront prescrites par les arrêtés du ministre du commerce. Toutefois, aucune modification ne pourra être apportée au règlement particulier de l'établissement sans que le concessionnaire ait été appelé à présenter ses observations.

25. Le Gouvernement instituera près de l'établissement de Bourbonne, sous le titre de commissaire, un agent chargé de représenter l'administration et spécialement de veiller, en son nom, à la bonne, entière et loyale exécution des charges, clauses et conditions du bail.

Le commissaire du Gouvernement devra veiller notamment à ce qu'il n'y ait aucune préférence dans les heures pour les bains et douches et à ce que l'égalité des prix soit maintenue.

Le Gouvernement se réserve, en outre, de faire inspecter ledit établissement toutes les fois qu'il le jugera utile.

Le concessionnaire sera tenu de donner aux agents du Gouvernement toutes les facilités nécessaires à l'accomplissement de leur mandat.

26. Le concessionnaire sera tenu de faciliter aux médecins inspecteurs l'accomplissement des obligations qui leur sont imposées par les règlements, en tout ce qui concerne la santé publique.

Le concessionnaire devra déférer aux observations qui lui seront faites par les fonctionnaires et agents du Gouvernement, ou par des médecins inspecteurs, chacun suivant ses attributions, à l'effet d'assurer la conservation et la salubrité des eaux; d'empêcher toute altération dans la température et la composition des eaux de chaque source; de faire exécuter avec exactitude les prescriptions médicales; d'entretenir dans un état convenable et d'améliorer, lorsqu'il y aura lieu, les appareils destinés à la distribution et à l'administration des eaux selon les différents usages auxquels elles sont appliquées; de pourvoir à ce que le service, dans toutes ses branches, notamment en ce qui concerne la composition des bains, les heures assignées aux malades, le chauffage du linge, la bonne tenue des cabinets de bains, soit fait avec soin et ponctualité, suivant l'ordre des inscriptions et sans admettre aucune préférence.

27. Les garçons de bains et autres agents attachés au service de distribution et d'application des eaux seront nommés par le concessionnaire; mais le médecin inspecteur et le commissaire du Gouvernement pourront requérir le renvoi de ceux qui donneront lieu à des plaintes graves, sauf recours au ministre de la part du concessionnaire.

28. Le concessionnaire ne pourra ni exercer la médecine dans la station, ni attacher aucun médecin au service de l'établissement thermal de Bourbonne, ni prendre aucune mesure de nature à nuire au libre exercice de la médecine dans ledit établissement, tel que ledit exercice est réglé par les lois et règlements; il ne pourra non plus ni exploiter, ni s'intéresser à l'exploitation d'aucun hôtel dans la station.

29. 1° Le preneur sera tenu d'exécuter à ses frais, risques et périls, dans un délai de deux ans, c'est-à-dire avant l'ouverture de la saison de 1887, tous les travaux et constructions dont le détail suit :

Construction du pavillon de gauche, dont la façade est déjà montée jusqu'au premier étage sur la place : ce pavillon devra contenir, au rez-de-chaussée, une salle de lecture;

Restauration du bâtiment en aile à la suite, servant actuellement de salon de conversation et de salle de concerts.

Ces travaux seront exécutés sous la surveillance de l'architecte de l'administration, et ils ne seront acceptés qu'après leur réception par lui.

2° Le preneur pourra aussi, s'il le juge convenable, faire, à ses frais, des construc-

tains ou des travaux nouveaux autres que ceux spécifiés ci-dessus, pourvu qu'il en ait obtenu l'autorisation de l'administration. Il devra se conformer à leur égard aux prescriptions du ministre du commerce.

3° Tous les travaux, constructions, plantations ou appropriations quelconques, imposés au preneur par le présent cahier des charges ou exécutés par lui volontairement, soit en vertu de sa soumission, soit en vertu d'une autorisation postérieure, deviendront, au fur et à mesure de leur achèvement, la propriété définitive de l'État, sans aucune indemnité de sa part, ni aucune distinction dans le prix du bail. Ils lui appartiendront à l'expiration du bail survenant pour quelque cause que ce soit, au même titre que les constructions actuellement existantes ou celles qui sont obligatoires pour le preneur.

4° Aucune des constructions, plantations et appropriations aujourd'hui existantes ou faites pendant le cours du bail ne pourra être détruite ou modifiée sans autorisation préalable du ministre du commerce.

Les matériaux provenant de démolitions dûment autorisées pourront être réemployés dans tous les travaux. Le surplus sera livré à l'administration des domaines pour être vendu au profit du Trésor.

5° Le preneur ne pourra, pendant la durée du bail, établir, dans une distance à déterminer de la concession, sans l'autorisation du ministre du commerce, des constructions ou installations similaires à celles qui composent l'établissement thermal.

6° Aucune exploitation ni installation nouvelle ne sera établie dans les constructions et bâtiments dépendant de la concession, qu'après l'autorisation du ministre du commerce.

7° Dans le cas où le concessionnaire viendrait à construire un bâtiment spécial pour le casino, il devrait, dans un délai de deux ans, aménager pour l'usage balnéaire les locaux actuellement affectés au salon.

30. Si le preneur n'a pas commencé les travaux qui lui sont imposés par le paragraphe 1^{er} de l'article précédent dans un délai d'une année à partir du 1^{er} janvier 1885, ou s'il ne les a pas terminés dans le délai fixé par le paragraphe 1^{er} du même article, l'administration pourra provoquer la déchéance du bail, conformément à l'article 34.

Dans ce cas, la somme déposée à titre de cautionnement, en exécution de l'article 31, deviendra la propriété de l'État et restera acquise au trésor public.

Il sera pourvu à la continuation et à l'achèvement des travaux, comme à l'expiration des autres engagements contractés par le preneur, au moyen d'une adjudication qu'on ouvrira sur les clauses du présent cahier des charges et sur une mise à prix des ouvrages déjà exécutés, des terrains acquis, des matériaux approvisionnés et des additions ou améliorations apportées à l'établissement.

Le preneur évincé recouvrera du nouveau fermier la valeur que la nouvelle adjudication aura déterminée pour les objets compris dans la mise à prix, déduction faite du montant des redevances et dommages-intérêts qui pourraient être dus à l'État.

Si l'adjudication ouverte n'a eu aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases après un délai de deux mois et avec un rabais maximum de cinquante pour cent sur la mise à prix de la première adjudication.

Si cette seconde tentative reste également sans résultat, l'État rentrera dans la libre disposition de sa propriété, sans que le preneur puisse réclamer aucune indemnité pour les travaux et améliorations exécutés et pour les sources qui auraient été ajoutées à la propriété de l'État.

Les dispositions du présent article sont applicables si le preneur n'a pas terminé dans les délais fixés les travaux que, par sa soumission, il s'est engagé à exécuter; elles ne sont point applicables au cas où le retard ou la cessation des travaux proviendrait de force majeure régulièrement constatée par l'administration.

31. Si l'administration juge à propos de ne pas faire prononcer la déchéance du preneur dans les conditions de l'article précédent, elle aura le droit de faire exécuter ou continuer les travaux aux frais et compte du fermier.

A cet effet, une mise en demeure sera adressée au preneur par l'administration, et, dans les dix jours de cette notification demeurée infructueuse, le préfet ordonnera l'exécution d'une régie.

En ce cas, il est procédé immédiatement, en présence du fermier ou lui-même appelé, à l'inventaire descriptif de l'état de l'entreprise. Les travaux sont alors effec-

tués en la forme que l'administration juge convenable. Pendant leur durée, le fermier est autorisé à en suivre les opérations, sans qu'il puisse toutefois entraver l'exécution des ordres de l'administration pour quelque cause que ce soit.

Il peut être relevé de sa régie par le préfet, sur l'autorisation de l'administration, s'il justifie de moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Les excédents de dépenses qui résultent de la régie sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au fermier, sur le cautionnement qu'il a déposé, et sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance, dans la forme prévue par l'article 18.

Si la régie amène une diminution dans les dépenses, le fermier ne peut réclamer aucune part de ce bénéfice, qui reste acquis à l'administration.

32. Avant son entrée en jouissance, le preneur devra fournir un cautionnement représentant la moitié de la redevance annuelle et le dixième de la valeur du matériel et du mobilier d'exploitation.

Il aura à fournir un cautionnement supplémentaire de cinq mille francs en garantie de l'exécution des travaux qui lui sont imposés.

Ce cautionnement sera réalisé par le dépôt d'une somme égale en numéraire, rentes sur l'État, bons du trésor ou effets publics, avec transfert au profit de la caisse des consignations de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Il pourra également être remplacé par une affectation hypothécaire sur des immeubles libres jusqu'à due concurrence, avec obligation au fermier de faire opérer à ses frais les purges nécessaires et d'en justifier. Cette affectation sera reçue par le receveur des domaines.

Après la réception définitive des travaux imposés au fermier par l'article 29, le cautionnement sera restitué au preneur jusqu'à concurrence de cinq mille francs : la mainlevée de l'inscription hypothécaire sera donnée dans les mêmes limites.

33. Le preneur payera le prix du bail en deux termes égaux, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année.

Ces paiements, dont le premier devra être effectué le 1^{er} juillet 1885, à l'expiration du premier semestre de la jouissance, auront lieu au bureau du receveur des domaines à Bourbonne.

34. A défaut, soit de paiement du prix du bail aux échéances, soit de l'exécution des autres charges et conditions de la présente location, l'administration aura la faculté soit de poursuivre l'exécution du contrat par voie de simple contrainte administrative, soit de faire prononcer la déchéance.

La déchéance sera prononcée par le ministre du commerce.

35. En cas d'interruption partielle ou totale du service de l'établissement, pour toute autre cause que force majeure régulièrement constatée par l'administration, celle-ci prendra immédiatement, aux frais et risques du fermier, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les mois de l'organisation du service provisoire, le fermier n'a pas valablement justifié des moyens de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée dans les conditions prévues par l'article 34.

36. Toute infraction aux clauses du cahier des charges rendra, s'il y a lieu, le fermier passible de dommages-intérêts à prononcer par le conseil de préfecture, en exécution de l'article 38, sans préjudice du droit de l'administration de faire prononcer la déchéance du preneur dans les conditions prescrites ci-dessus.

37. Le bail finira de plein droit à l'expiration du terme fixé.

En cas de faillite du preneur, le contrat sera résilié de plein droit, sauf à l'administration à accepter, si elle y consent, les offres qui peuvent être faites par les créanciers pour la continuation de l'entreprise.

38. Toutes contestations entre le fermier et l'administration, relativement à l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent cahier des charges, seront jugées par le conseil de préfecture du département de la Haute-Marne, sauf recours au Conseil d'État.

Provisoirement, le concessionnaire sera obligé d'exécuter les décisions du commissaire du Gouvernement, sauf recours au ministre, en ce qui touche l'administration des eaux et la police de l'établissement.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Bourbonne-les-Bains,

Dans le cas de non-élection de domicile, toute notification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture du département de la Haute-Marne.

40. Le présent traité sera enregistré moyennant le droit fixe de trois francs.

41. Les frais des présentes seront à la charge exclusive du preneur, ainsi que ceux de deux expéditions, dont l'une sur timbre pour l'administration des domaines.

Le preneur fera transcrire le traité à ses frais, s'il le juge convenable.

Paris, le 16 août 1884.

Approuvé :

Le Ministre du commerce,

Signé CH. HÉRISSON.

ANNEXES AU CAHIER DES CHARGES.

INDICATION DES TRAVAUX DONT L'EXÉCUTION EST DEMANDÉE PAR LES REPRÉSENTANTS DE LA LOCALITÉ.

- 1° Construction de citernes pour emmagasiner l'eau minérale ;
- 2° Appropriation à l'usage balnéaire des bâtiments de l'aile Est, actuellement affectés au service du salon ;
- 3° Mise en état des établissements de première et de deuxième classe ; réparations diverses ;
- 4° Construction d'un casino.

ÉTABLISSEMENT THERMAL DE NÉRIS.

SOUSSION.

Je soussigné *Ferdinand Lepaitre*, administrateur de la caisse d'épargne, propriétaire à Clermont-Ferrand, 28, rue Jolie, pour la validité de la présente, fais élection de domicile à Nérès, hôtel de Paris ;

Déclare avoir pris connaissance des clauses et conditions du cahier des charges dressé par M. le ministre du commerce, pour l'adjudication du bail à ferme de l'établissement thermal de Nérès ;

M'engage envers l'État à exécuter toutes les clauses et conditions imposées dans ledit cahier des charges ;

M'engage, en outre, à dépenser pour l'amélioration et l'embellissement de la station thermale de Nérès, et cela dans le plus bref délai possible, une somme de cinq cent mille francs.

(Le concessionnaire ne peut fixer un délai bien formel, vu la convention passée par l'État avec M. Danbé, article 7 du cahier des charges ; mais le concessionnaire s'engage à commencer les travaux le plus tôt possible et à les mener très activement.)

Cette dépense comprendra :

L'achèvement de l'aqueduc pour l'écoulement des eaux, avant l'ouverture de la saison 1885, ainsi qu'il est dit à l'article 29 du cahier des charges ;

La création et l'installation d'un service hydrothérapique (service depuis longtemps réclamé par le corps médical) dans l'établissement actuel ou dans les annexes, d'après les plans et devis qui seront présentés à l'approbation de M. le ministre du commerce, par l'ingénieur chargé de ce service, ainsi que les réparations de toute nature qui deviendraient nécessaires pour le développement et l'agrandissement du service balnéaire.

La création d'une salle de théâtre ayant été reconnue indispensable par M. le ministre du commerce et par tout le corps médical, une partie de la somme de cinq

cent mille francs sera employée à la construction d'un casino, comprenant : salle de spectacle, salle des fêtes, salle de concerts, salons de jour, salons de lecture, salle de billard, en un mot tout ce qui pourra donner du développement et de l'agrandissement à la station de Nérès.

Pour me conformer au paragraphe 7 de l'article 29 du cahier des charges, je m'engage à aménager pour l'usage balnéaire les locaux du grand établissement actuellement affectés au service du salon ; cet aménagement sera fait dans le délai d'un an à partir du jour de l'ouverture du casino, d'après les plans et devis de l'ingénieur de la station et aussitôt leur approbation par M. le ministre du commerce.

Je m'engage, pendant toute la durée de la concession, à faire à l'établissement thermal et à toutes ses dépendances, les travaux d'entretien, même ceux de réparations et de reconstructions de toute nature qui seraient nécessaires.

DURÉE DU BAIL.

La durée du bail consenti par l'État sera de trente années consécutives, à partir du 1^{er} janvier 1885.

CAUTIONNEMENT.

Pour le cautionnement, le concessionnaire déclare s'en rapporter à l'article 32 du cahier des charges.

Il s'engage en outre à verser, dans le délai fixé par M. le ministre du commerce, la somme que ce dernier jugera à propos de fixer.

REDEVANCE ANNUELLE.

Je m'engage à payer à l'État, comme redevance annuelle, au bureau du receveur des domaines à Montluçon, la somme de dix mille francs pendant les quinze premières années de l'exploitation et à porter cette redevance à quinze mille francs pendant les quinze dernières années.

Après avoir pris entière connaissance du cahier des charges, je m'engage à remplir toutes les clauses et conditions qui y sont insérées et à exécuter tous les travaux et constructions mentionnés dans ladite soumission.

Fait à Clermont-Ferrand, le 15 octobre 1884.

Signé F. LEPÂTRE.

Accepté sous réserve de la ratification des Chambres.

Paris, le 23 octobre 1884.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

CAHIER DES CHARGES.

CLAUSES ET CONDITIONS POUR LA MISE EN FERME DE L'ÉTABLISSEMENT THERMAL DE NÉRIS (ALLIER).

ART. 1^{er}. Le ministre du commerce, agissant au nom de l'État, concède et donne, à bail ordinaire, à dater du 1^{er} janvier 1885, l'exploitation de l'établissement thermal de Nérès (Allier), avec la source minérale qui l'alimente, ses bâtiments, terrains et dépendances, le matériel et le mobilier industriel, sans aucune exception ni réserve, tel que cet établissement est indiqué et désigné dans les plans et états descriptifs prévus par les articles 11, 13 et 14 ci-après.

2. L'adjudication ne sera prononcée qu'au profit d'un preneur de nationalité française.

S'il s'agit d'une société, l'adjudication ne pourra être définitive qu'après justification que la société est régulièrement constituée.

Le preneur pourra déclarer, dans les vingt-quatre heures de l'adjudication, un command remplissant les conditions prévues dans les paragraphes précédents. Il restera, dans ce cas, solidaire de ce command pour l'exécution du présent bail.

L'adjudication devra être approuvée par une loi, si la durée du bail est supérieure à neuf années.

3. Le concessionnaire aura le droit de percevoir, au maximum, les prix ci-après :

Bains ordinaires	2 ^{fr} 00 ^c
Bains de salle basses	1 00
Bains prolongés	4 00
Bains de piscines	1 50
Douches ordinaires après le bain	1 50
Douches ordinaires prises isolément	2 00
Douches écossaises	1 00
Douches ascendantes	0 50
Douches de vapeur	2 00

La fourniture du linge est comprise dans ces prix.)

LINGE SUPPLÉMENTAIRE.

Peignoir	0 20
Serviette	0 10

Les prix ci-dessus fixés pourront être révisés tous les cinq ans par le ministre du commerce, sur la proposition du concessionnaire.

Le service des bains et douches ne pourra ni commencer avant quatre heures trente minutes du matin, ni se prolonger au delà de six heures trente minutes du soir.

La durée des bains est d'une heure vingt minutes, en y comprenant la douche ordinaire, ainsi que le temps nécessaire pour la toilette; au delà d'une heure vingt minutes, le bain sera considéré comme bain prolongé.

Aucune rétribution autre que celles ci-dessus fixées ne pourra être exigée.

Les prix à percevoir pour les bains et douches qui seraient ultérieurement établis pour être administrés sous de nouvelles formes, au moyen d'appareils spéciaux, seront fixés de concert entre l'administration et le concessionnaire.

4. Le concessionnaire mettra à la disposition de l'administration, sans indemnité, un nombre de douches et de bains égal au tiers du nombre annuel des douches et des bains payants calculé d'après la moyenne des trois années précédentes.

Provisoirement, pendant chacune des trois premières années du bail, le nombre des douches et des bains gratuits que l'administration pourra exiger est fixé à quinze mille.

Pour que le service de l'établissement se fasse toujours avec facilité, le concessionnaire ne sera tenu de fournir qu'un cinquième des bains gratuits du 15 juin au 15 août. Les quatre autres cinquièmes seront répartis par moitié entre les périodes avant le 15 juin et après le 15 août.

Chaque bain gratuit donne droit, sans rétribution, à un peignoir et à une serviette.

Les bains auxquels les indigents ont droit, en vertu de l'article 4 de l'arrêté du Directoire exécutif du 23 vendémiaire an VI, seront imputés sur les bains gratuits que le concessionnaire doit mettre à la disposition de l'administration.

Les bains gratuits accordés aux indigents seront donnés dans le petit établissement.

Les autres bains gratuits seront donnés dans le grand établissement.

5. Les droits qui pourraient exister au profit des habitants de Nérès ou de tous autres, relativement à l'usage gratuit des bains et douches, seront supportés par le concessionnaire, sans qu'il puisse exercer de ce chef aucune répétition contre l'État. Les bains gratuits de cette catégorie seront imputés aux ceux que le concessionnaire doit mettre à la disposition de l'administration.

6. Le concessionnaire aura à verser chaque année à l'État, pour le traitement du commissaire du Gouvernement institué par l'article 25 ci-après, une somme de deux

mille quatre cents francs, et une de huit cents francs pour couvrir les dépenses auxquelles donnera lieu le contrôle du service des bâtiments.

Ces versements seront faits par avances chaque semestre, dans la première quinzaine des mois de janvier et de juillet.

7. Le concessionnaire sera mis au lieu et place de l'État en ce qui concerne les droits et obligations résultant de la convention passée avec M. Danbé pour l'exploitation des salons jusqu'au 31 décembre 1886; il aura notamment à payer à ce dernier la subvention annuelle de deux mille quatre cents francs (2,400^f) qui lui était allouée par l'État.

8. Le parc de l'établissement thermal sera ouvert au public et le concessionnaire ne pourra, en aucun cas, exiger le paiement d'un droit d'entrée.

Le concessionnaire sera tenu d'entretenir et de laisser gratuitement à la disposition du public un nombre de bancs égal à celui dont il aura pris livraison lors de l'entrée en jouissance.

Il ne pourra y être établi de construction qu'avec l'autorisation du ministre du commerce, qui aura à approuver les plans des projets fournis par le concessionnaire.

9. Le concessionnaire sera tenu de fournir gratuitement dans l'établissement un cabinet pour le commissaire du Gouvernement et un autre cabinet pour le médecin inspecteur.

10. Le preneur prendra l'objet loué, meubles et immeubles, dans l'état où il se trouvera au moment de l'entrée en jouissance, sans réclamation aucune pour l'état de détérioration ou de vétusté des biens.

11. Avant l'entrée en jouissance, il sera dressé un état descriptif et estimatif du mobilier industriel et du matériel désigné dans l'article 1^{er}, appartenant à l'État et remis au preneur. Cet état est destiné à servir de base à la reprise que l'administration aura le droit de faire à la fin de la concession, ainsi qu'il va être dit.

Il sera dressé contradictoirement entre le preneur et le représentant de l'administration en double original et aux frais du preneur. A défaut d'entente sur l'estimation il est statué par un expert désigné par les parties, et, en cas de désaccord, sur simple requête par le président du tribunal de première instance de l'arrondissement.

Le concessionnaire sera tenu d'augmenter ce matériel et ce mobilier suivant les besoins du service et de les entretenir pendant toute la durée de la concession, de telle sorte qu'ils représentent toujours une valeur au moins égale à celle des objets qui lui auront été remis par l'administration lors de son entrée en jouissance.

A l'expiration du bail il sera fait, dans la même forme et également aux frais du preneur, un état descriptif et estimatif du matériel et du mobilier qui garniront alors l'établissement. L'administration sera tenue de choisir dans cet état descriptif et estimatif tels des objets qui y seront compris, pour se remplir du montant de l'estimation du matériel et du mobilier cédés au concessionnaire lors de son entrée en jouissance, jusqu'à concurrence de cette estimation.

Elle aura le droit, mais ne pourra pas être tenue de reprendre le surplus du matériel et du mobilier pour sa valeur estimative.

Les frais des états dont il s'agit seront recouvrés comme il est dit en l'article 18.

12. Le concessionnaire sera tenu de reprendre, au prix coûtant, les bouteilles, les bouchons et, en général, tout le matériel destiné à la vente des eaux, qui seraient encore en magasin dans l'établissement.

Il reprendra, également au prix coûtant, le combustible approvisionné ou acheté, mais non encore livré pour le service de l'année.

13. Avant l'entrée en jouissance, il sera dressé, entre le preneur et le représentant du ministre du commerce, un état des immeubles bâtiments, sources et dépendances composant l'établissement thermal et compris dans l'exploitation concédée par l'article 1^{er}.

Un pareil état sera dressé à la réception des travaux et constructions énumérés dans l'article 29 ci-après.

Ces états seront faits aux frais du preneur en double original.

Si le preneur ne satisfait pas dans la huitaine à la mise en demeure qui lui sera notifiée à cet égard, l'administration pourra rédiger seule les états dont il s'agit, qui seront réputés contradictoires.

Les avances relatives à ces états seront recouvrées sur le preneur, comme il est dit en l'article 18.

14. Un plan topographique et descriptif de l'établissement et de ses dépendances, dressé aux frais du concessionnaire, sera annexé à l'état des lieux dont il est parlé à l'article précédent.

Pareil plan sera dressé aux frais du preneur pour les constructions, additions et travaux effectués par lui et dont l'État devient propriétaire au cours du bail.

Le plan sera dressé par un expert convenu entre les parties, et, à défaut, par l'architecte de l'administration.

15. L'État ne doit aucune garantie au preneur pour les vices ou défauts de la chose louée, connus ou inconnus.

Il ne doit également ni garantie ni indemnité à l'occasion des événements qui empêcheraient l'usage ou la jouissance temporaire de tout ou partie de la chose louée.

16. Le preneur aura droit aux sources nouvelles qui se produiront naturellement ou par suite de travaux entrepris par l'État; mais il devra une augmentation de redevance proportionnée à l'accroissement qu'elles donneront à l'établissement. L'augmentation du loyer sera réglée contradictoirement ou, à défaut, par trois arbitres désignés, l'un par le preneur, l'autre par l'administration, et le troisième par le président du tribunal de première instance de l'arrondissement.

17. En cas d'aliénation de l'immeuble loué ou de distraction quelconque d'objets compris dans l'adjudication, l'évaluation particulière du revenu dont l'adjudicataire se trouvera privé sera faite à dire d'experts, conformément à l'article 16, et il lui sera accordé, sur le prix de son bail, l'indemnité qui aura été déterminée.

18. Pendant toute la durée de la concession, le concessionnaire sera tenu de faire, à ses frais, à l'établissement thermal et à toutes ses dépendances, tous les travaux d'entretien, même ceux de grosses réparations et de reconstructions, et de réparations de toute nature qui seraient nécessaires.

Il rendra le tout, à la fin de la jouissance, en bon état d'entretien et de réparation de toute espèce.

Dans le cas où l'établissement thermal et ses dépendances ne seraient pas constamment entretenus en bon état, ainsi qu'il est dit au paragraphe 1^{er} du présent article, il y sera pourvu d'office et à la diligence de l'administration, aux frais du concessionnaire; le montant des avances faites sera recouvré sur des états rendus exécutoires par le préfet, comme en matière de contributions publiques.

19. Les contributions et charges générales ou locales de toute nature, ordinaires ou extraordinaires, qui sont ou pourront être imposées à l'établissement thermal et ses dépendances, y compris les additions qu'il recevra pendant le cours de la concession, seront supportées par le preneur; seront également supportées par lui toutes les charges qui pourraient résulter de la législation sur les eaux minérales.

20. Le preneur devra faire assurer et maintenir assurés à ses frais contre l'incendie, par deux compagnies au moins, tous les bâtiments qui composent ou composeront l'établissement thermal et les objets mobiliers dont il sera pourvu.

Le choix des compagnies d'assurances sera soumis à l'approbation de l'administration, et chacune d'elles assurera la totalité des risques.

Le preneur devra justifier à l'administration du paiement annuel des primes. En cas de retard, l'avance en sera faite par l'administration et recouvrée comme il est dit en l'article 18.

En cas de sinistre, l'indemnité sera acquise à l'État, à qui elle est déléguée, pour payer jusqu'à due concurrence les termes échus de la redevance et toutes indemnités ou dommages-intérêts à la charge du preneur.

21. Le preneur sera tenu, à peine de tous dommages-intérêts, de dénoncer immédiatement à l'administration toutes entreprises ou usurpations, et généralement tous les actes de nature à préjudicier aux droits de l'État.

22. Le preneur ne pourra, sans le consentement de l'administration, céder son bail ou sous-louer la concession, soit en totalité, soit en partie.

Il ne pourra non plus faire apport de son droit à une société sans obtenir le consentement de l'administration et sans production des statuts de la société.

La société, une fois agréée, ne pourra fusionner avec une autre société ou lui transporter tout ou partie de ses droits sans l'autorisation de l'administration.

En cas d'infraction à ces dispositions, l'administration aura le droit de faire prononcer la déchéance, conformément à l'article 34.

23. Toute expédition d'eau minérale sera accompagnée d'une facture certifiant le

puisement à la source; cette facture sera délivrée par le concessionnaire et visée par le commissaire du Gouvernement désigné à l'article 25.

Les eaux pour boisson seront puisées, mises en bouteilles, bouchées, scellées et expédiées par le concessionnaire, sous la surveillance de l'administration.

La forme et la nature des bouteilles, la qualité des bouchons et le mode de scellement d'vront être approuvés par l'administration.

Les eaux ne pourront être expédiées en fût qu'avec l'autorisation de l'administration.

Elles seront délivrées dans l'état où elles sortent des sources et sans aucun mélange.

24. Le concessionnaire devra se conformer aux règlements généraux ou spéciaux existants, ainsi qu'à tous ceux qui pourront être établis ultérieurement concernant le service des eaux minérales. Il sera tenu de se soumettre, soit pour l'exécution des travaux à sa charge, soit pour l'exploitation des sources, aux mesures qui seront prescrites par les arrêtés du ministre du commerce. Toutefois, aucune modification ne pourra être apportée au règlement particulier de l'établissement, sans que le concessionnaire ait été appelé à présenter ses observations.

25. Le Gouvernement instituera près de l'établissement de Nériz, sous le titre de commissaire, un agent chargé de représenter l'administration et spécialement de veiller, en son nom, à la bonne, entière et loyale exécution des charges, clauses et conditions du bail.

Le commissaire du Gouvernement devra veiller notamment à ce qu'il n'y ait aucune préférence dans les heures pour les bains et douches et à ce que l'égalité des prix soit maintenue.

Tout le Gouvernement se réserve, en outre, de faire inspecter ledit établissement toutes les fois qu'il le jugera utile.

Le concessionnaire sera tenu de donner aux agents du Gouvernement toutes les facilités nécessaires à l'accomplissement de leur mandat.

26. Le concessionnaire sera tenu de faciliter aux médecins inspecteurs l'accomplissement des obligations qui leur sont imposées par les règlements, en tout ce qui concerne la santé publique.

Le concessionnaire devra déférer aux observations qui lui seront faites par les fonctionnaires et agents du Gouvernement, ou par des médecins inspecteurs, chacun suivant ses attributions, à l'effet d'assurer la conservation et la salubrité des eaux; d'empêcher toute altération dans la température et la composition des eaux de chaque source; de faire exécuter avec exactitude les prescriptions médicales; d'entretenir dans un état convenable et d'améliorer, lorsqu'il y aura lieu, les appareils destinés à la distribution et à l'administration des eaux, selon les différents usages auxquels elles sont appliquées; de pourvoir à ce que le service, dans toutes les branches, notamment en ce qui concerne la composition des bains, les heures assignées aux malades, le chauffage du linge, la bonne tenue des cabinets de bains, soit fait avec soin et ponctualité, suivant l'ordre des inscriptions et sans admettre aucune préférence.

27. Les garçons de bains et autres agents attachés au service de distribution et d'application des eaux seront nommés par le concessionnaire; mais le médecin inspecteur et le commissaire du Gouvernement pourront requérir le renvoi de ceux qui donneront lieu à des plaintes graves, sauf recours au ministre de la part du concessionnaire.

28. Le concessionnaire ne pourra ni exercer la médecine dans la station, ni attacher aucun médecin au service de l'établissement thermal de Nériz, ni prendre aucune mesure de nature à nuire au libre exercice de la médecine dans ledit établissement, tel que ledit exercice est réglé par les lois et règlements. Il ne pourra non plus exploiter ni s'intéresser à l'exploitation d'aucun hôtel dans la station.

29. 1° Le preneur sera tenu de terminer à ses risques, frais et périls, avant l'ouverture de la saison de 1885, l'aqueduc pour l'écoulement des eaux.

Ces travaux seront exécutés sous la surveillance de l'architecte de l'administration, et ils ne seront acceptés qu'après leur réception par lui.

2° Le preneur pourra aussi, s'il le juge convenable, faire, à ses frais, des constructions ou des travaux n'enf autres que ceux spécifiés ci-dessus, pourvu qu'il en ait obtenu l'autorisation de l'administration. Il devra se conformer à leur égard aux prescriptions du ministre du commerce.

3° Tous les travaux, constructions, plantations ou appropriations quelconques, im-

posée au preneur par le présent cahier des charges ou exécutés par lui volontairement, soit en vertu de sa soumission, soit en vertu d'une autorisation postérieure, deviendront, au fur et à mesure de leur achèvement, la propriété définitive de l'État, sans aucune indemnité de sa part, ni aucune diminution dans le prix du bail. Ils lui appartiendront à l'expiration du bail survenant pour quelque cause que ce soit, au même titre que les constructions actuellement existantes ou celles qui sont obligatoires pour le preneur.

4° Aucune des constructions, plantations et appropriations aujourd'hui existantes ou faites pendant le cours du bail ne pourra être détruite ou modifiée sans autorisation préalable du ministre du commerce.

Les matériaux provenant de démolitions dûment autorisées pourront être réemployés dans tous les travaux. Le surplus sera livré à l'administration des domaines pour être vendu au profit du Trésor.

5° Le preneur ne pourra, pendant la durée du bail, établir, dans une distance à déterminer de la concession, sans l'autorisation du ministre du commerce, des constructions ou installations similaires à celles qui composent l'établissement thermal.

6° Aucune exploitation ni installation nouvelle ne sera établie dans les constructions et bâtiments dépendant de la concession qu'après l'autorisation du ministre du commerce.

7° Dans le cas où le concessionnaire construirait un casino, il devrait, dans un délai d'un an à partir du jour de l'ouverture de ce casino, aménager pour l'usage balnéaire les locaux du grand établissement actuellement affectés au service du salon.

30. Si le preneur n'a pas commencé les travaux qui lui sont imposés par le paragraphe 1^{er} de l'article précédent dans un délai de trois mois à partir du 1^{er} janvier 1885, ou s'il ne les a pas terminés dans le délai fixé par le même paragraphe du même article, l'administration pourra provoquer la déchéance du bail, conformément à l'article 34.

Dans ce cas, la somme déposée à titre de cautionnement, en exécution de l'article 32, deviendra la propriété de l'État et restera acquise au trésor public.

Il sera pourvu à la continuation et à l'achèvement des travaux, comme à l'exécution des autres engagements contractés par le preneur, au moyen d'une adjudication qu'on ouvrira sur les clauses du présent cahier des charges et sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des terrains acquis, des matériaux approvisionnés et des additions ou améliorations apportées à l'établissement.

Le preneur évincé recevra du nouveau fermier la valeur que la nouvelle adjudication aura déterminée pour les objets compris dans la mise à prix, déduction faite du montant des redevances et dommages-intérêts qui pourraient être dus à l'État.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de deux mois et avec un rabais maximum de cinquante pour cent sur la mise à prix de la première adjudication.

Si cette seconde tentative reste également sans résultat, l'État rentrera dans la libre disposition de sa propriété, sans que le preneur puisse réclamer aucune indemnité pour les travaux ou améliorations exécutés et pour les sources qui auraient été ajoutées à la propriété de l'État.

Les dispositions du présent article sont applicables si le preneur n'a pas terminé dans les délais fixés les travaux que par sa soumission il s'est chargé d'exécuter; elles ne sont point applicables en cas où le retard ou la cessation des travaux proviendrait de force majeure régulièrement constatée par l'administration.

31. Si l'administration juge à propos de ne pas faire prononcer la déchéance du preneur dans les conditions de l'article précédent, elle aura le droit de faire exécuter ou continuer les travaux aux frais et compte du fermier.

A cet effet, une mise en demeure sera adressée au preneur par l'administration, et, dans les dix jours de cette notification demeurée infructueuse, le préfet ordonnera l'établissement d'une régie.

En ce cas, il est procédé immédiatement, en présence du fermier ou lui dûment appelé, à l'inventaire descriptif de l'état de l'entreprise. Les travaux sont alors effectués en la forme que l'administration juge convenable. Pendant leur durée, le fermier est autorisé à en suivre les opérations, sans qu'il puisse toutefois entraver l'exécution des ordres de l'administration pour quelque cause que ce soit.

Il peut être relevé de sa régie par le préfet, sur l'autorisation de l'administration,

s'il justifie de moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Les excédents de dépenses qui résultent de la régie sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au fermier, sur le cautionnement qu'il a déposé, et sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance, dans la forme prévue par l'article 18.

Si la régie amène une diminution dans les dépenses, le fermier ne peut réclamer aucune part de ce bénéfice, qui reste acquis à l'administration.

32. Avant son entrée en jouissance, le preneur devra fournir un cautionnement représentant la moitié de la redevance annuelle et le dixième de la valeur du matériel et du mobilier d'exploitation.

Ce cautionnement sera réalisé par le dépôt d'une somme égale en numéraire, rentes sur l'État, bons du trésor ou effets publics, avec transfert au profit de la caisse des consignations de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Il pourra également être remplacé par une affectation hypothécaire sur des immeubles libres jusqu'à due concurrence, avec obligation au fermier de faire opérer à ses frais les purges nécessaires et d'en justifier. Cette affectation sera reçue par le receveur des domaines.

33. Le preneur payera le prix du bail en deux termes égaux, les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année.

Ces paiements, dont le premier devra être effectué le 1^{er} juillet 1885, à l'expiration du premier semestre de la jouissance, auront lieu au bureau du receveur des domaines de Montluçon.

34. A défaut, soit de paiement du prix du bail aux échéances, soit de l'exécution des autres charges et conditions de la présente location, l'administration aura la faculté soit de poursuivre l'exécution du contrat par voie de simple contrainte administrative, soit de faire prononcer la déchéance.

La déchéance sera prononcée par le ministre du commerce.

35. En cas d'interruption partielle ou totale du service de l'établissement, pour toute autre cause que force majeure régulièrement constatée par l'administration, celle-ci prendra immédiatement, aux frais et risques du fermier, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le fermier n'a pas valablement justifié des moyens de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée dans les conditions prévues par l'article 34.

36. Toute infraction aux clauses du cahier des charges rendra, s'il y a lieu, le fermier passible de dommages-intérêts à prononcer par le conseil de préfecture, en exécution de l'article 38, sans préjudice du droit de l'administration de faire prononcer la déchéance du preneur dans les conditions prescrites ci-dessus.

37. Le bail finira de plein droit à l'expiration du terme fixé.

En cas de faillite du preneur, le contrat sera résilié de plein droit, sauf à l'administration à accepter, si elle y consent, les offres qui peuvent être faites par les créanciers pour la continuation de l'entreprise.

38. Toutes contestations entre le fermier et l'administration, relativement à l'interprétation, l'application ou l'exécution du cahier des charges, seront jugées par le conseil de préfecture du département de l'Allier, sauf recours au Conseil d'État.

Provisoirement, le concessionnaire sera obligé d'exécuter les décisions du commissaire du Gouvernement, sauf recours au ministre, en ce qui touche l'administration des eaux et la police de l'établissement.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Nérès. Dans le cas de non-élection de domicile, toute notification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture du département de l'Allier.

40. Le présent traité sera enregistré moyennant le droit fixe de trois francs.

41. Les frais des présentes seront à la charge exclusive du preneur, ainsi que ceux de deux expéditions, dont l'une sur timbre pour l'administration des domaines.

Le preneur fera transcrire le traité à ses frais, s'il le juge convenable.

Paris, le 14 août 1884.

Approuvé :

Le Ministre du commerce,

Signé CH. HÉRISSEAU.

ANNEXES AU CAHIER DES CHARGES.

- 1° Démolition du petit établissement et sa reconstruction sur un autre emplacement;
 - 2° Aménagement d'eau froide pour l'installation d'un service hydrothérapique;
 - 3° Agrandissement du grand établissement pour l'affectation au service médical des locaux occupés par le casino;
 - 4° Construction d'une salle de spectacle et concerts;
 - 5° Agrandissement du parc joignant le grand établissement.
-

N° 15,075. — *Loi qui établit une surtaxe à l'octroi de Saint-Junien (Haute-Vienne).*

Du 27 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 28 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1885 et jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement, est autorisée la perception à l'octroi de Saint-Junien (Haute-Vienne) d'une surtaxe de un franc douze centimes (1^{fr} 12^c) par hectolitre sur les vins, tant en cercles qu'en bouteilles.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre qui peut être perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

2. L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année à la préfecture de l'emploi de ladite surtaxe au payement des dépenses spéciales en vue desquelles elle est autorisée et qui sont énumérées dans la délibération du conseil municipal en date du 8 juin 1884.

Le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration du délai fixé par l'article 1^{er} de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,076. — *DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Firminy (Loire).*

De 8 Décembre 1884.

(Promulgué au Journal officiel du 12 décembre 1884.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875⁽¹⁾ et 28 octobre 1882⁽²⁾, sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par le directeur de la compagnie des mines de Roche-la-Molière et Firminy;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de la Loire;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. La compagnie des mines de Roche-la-Molière et Firminy est autorisée à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Firminy (Loire), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi au centre d'une excavation creusée dans le terrain naturel, dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par le pétitionnaire, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin, pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera dallé et cimenté avec soin, et les murs seront recouverts d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera établi de façon à laisser sur ses quatre côtés un passage entre son soubassement et le pied de l'excavation dans laquelle il sera situé.

Le dépôt sera entouré d'une levée en terre débarrassée de pierres, dont le talus intérieur, établi avec une pente aussi raide que le per-

⁽¹⁾ Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ Bull. 739, n° 12,552.

mettra la nature du remblai, aura son pied à un mètre cinquante centimètres au moins et deux mètres au plus de distance du soubassement du bâtiment, et son sommet au niveau du faite de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera, à toute époque, une largeur minimum de un mètre.

Cette levée sera interrompue en face de la porte du dépôt et la coupure sera couverte par un merlon extérieur.

5. La levée en terre sera elle-même entourée d'une clôture de deux mètres de hauteur au moins placée au pied du talus extérieur du remblai, de manière à être défilée contre les projections en cas d'explosion.

6. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par les ingénieurs des mines, qui s'assureront que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par les ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt.

7. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à cinquante kilogrammes.

8. La maintenance du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce dernier sera constamment fermé pendant la nuit.

9. La compagnie permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

10. La compagnie permissionnaire devra tenir à proximité du dépôt des approvisionnements d'eau et de sable ou tout autre moyen de secours propre à éteindre tout commencement d'incendie.

11. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la compagnie permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour la compagnie permissionnaire aucun droit à indemnité.

12. Aucun changement ne pourra être apporté aux dispositions du dépôt autorisé par le présent décret qu'en vertu d'une décision spéciale du ministre du commerce.

13. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire

telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

14. La compagnie permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882, sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements qui régissent les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

15. Les ministres du commerce, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,
Signé MAURICE ROUVIER.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé WALDECK-ROUSSEAU.

Le Ministre des finances,
Signé P. TIRARD.

Le Ministre de la guerre,
Signé G^{ral} E. CAMBON.

N° 15,077.— DÉCRET qui abroge l'article 21 du décret du 2 août 1879, portant règlement intérieur du Conseil d'État, et remet en vigueur l'article 22 du décret du 21 août 1872.

Du 9 Décembre 1884.

(Promulgué au *Journal officiel* du 10 décembre 1884.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 19 de la loi du 24 mai 1872, portant réorganisation du Conseil d'État;

Vu la loi du 13 juillet 1879, relative au Conseil d'État, et l'article 21 du décret du 2 août 1879, portant règlement intérieur du Conseil d'État;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 21 du décret du 2 août 1879, portant règlement intérieur du Conseil d'État, est abrogé.

Est remis en vigueur l'article 22 du décret du 21 août 1872, ainsi conçu :

« La section du contentieux ne peut statuer, en exécution de l'article 19 de la loi du 24 mai 1872, sur les affaires introduites sans le ministère d'un avocat au Conseil que si trois conseillers d'État au moins sont présents. »

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est

chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé MARTIN FEUILLÉE.

N° 15,078. — DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 7 juillet 1881 sur la vérification des alcoomètres.

Du 27 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la loi du 7 juillet 1881, qui rend obligatoire l'emploi de l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac et le soumet à une vérification préalable;

Vu, notamment, l'article 4, ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique fixera le mode de cette vérification, les droits à percevoir à ce sujet, et les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente loi »;

Vu les procès-verbaux du bureau national des poids et mesures, en date du 14 avril 1882, des 19 mai, 26 mai et 11 août 1883, et du 18 janvier 1884;

Vu les lois des 7 juillet 1882 et 28 juillet 1883, qui modifient diverses dispositions de la loi du 7 juillet 1881;

Vu l'avis du ministre des finances;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La graduation des alcoomètres a pour base le tableau des densités des mélanges d'alcool absolu et d'eau, dressé par le bureau national des poids et mesures et annexé au présent décret.

2. L'alcoomètre se compose d'une carène cylindrique en verre terminée par deux demi-sphères.

A l'une des extrémités de la carène est soudée une tige cylindrique, à section circulaire, dont le diamètre minimum est de trois millimètres; à l'autre extrémité est soudé le contrepoids.

Le volume de la carène est tel que la tige cylindrique qui porte la graduation s'enfonce de cinq millimètres au moins par degré.

L'affleurement de l'instrument est lu à la partie inférieure du ménisque.

3. La vérification préalable des alcoomètres centésimaux et des thermomètres nécessaires à leur usage, prescrite par les articles 1

et 2 de la loi du 7 juillet 1881, modifiée par la loi du 28 juillet 1883, a lieu à Paris par les soins des agents du ministre du commerce.

Tout instrument présenté à la vérification doit porter, gravés sur la carène, le nom du constructeur ou sa marque, un numéro d'ordre et le poids de l'alcoomètre en milligrammes. Une tolérance de un dix-millième, en plus ou en moins, est admise pour le poids.

La vérification est faite par comparaison avec les instruments étalons de l'administration, et la tolérance est de un dixième de degré en plus ou en moins.

Les agents vérificateurs inscrivent, s'il y a lieu, sur la carène des alcoomètres, le signe de vérification à la bonne foi, le mois désigné par une des premières lettres de l'alphabet, et l'année déterminée par les deux derniers chiffres du millésime.

4. Les thermomètres destinés à accompagner les alcoomètres sont divisés en demi-degrés, de zéro à trente degrés, et la longueur de chaque degré est de trois millimètres au moins.

Correction faite du déplacement du zéro, ils doivent être reconnus exacts à un dixième de degré en plus ou en moins. Ils portent le nom ou la marque du constructeur et un numéro d'ordre. Ils sont vérifiés par l'administration et reçoivent, s'il y a lieu, les marques de vérification spécifiées en l'article 3.

5. La taxe à percevoir est de un franc (1') pour la vérification d'un alcoomètre et de cinquante centimes (0' 50c) pour celle d'un thermomètre.

Cette taxe est établie et recouvrée comme les droits de vérification concernant les poids et mesures.

Les instruments reconnus défectueux après vérification payent la moitié des droits ci-dessus fixés.

L'administration n'est point responsable de la casse des instruments.

6. Les vérificateurs des poids et mesures sont chargés de constater si les alcoomètres et leurs thermomètres mis en vente ou employés sont revêtus de la marque de vérification.

Ils dressent procès-verbal contre ceux qui mettraient en vente des instruments non vérifiés ou en feraient emploi.

7. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. THÉARD.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

Table des densités des mélanges d'eau et d'alcool absolu dressée par le bureau national des poids et mesures (1).

DEGRÉS.	DENSITÉ.	DIFFÉ- RENCES.	DEGRÉS.	DENSITÉ.	DIFFÉ- RENCES.	DEGRÉS.	DENSITÉ.	DIFFÉ- RENCES.	DEGRÉS.	DENSITÉ.	DIFFÉ- RENCES.
0.0	100.000		5.9	99.158	13	11.8	98.446	12	17.7	97.821	10
0.1	99.984	16	6.0	99.145	13	11.9	98.435	11	17.8	97.811	10
0.2	99.968	16	6.1	99.132	13	12.0	98.424	11	17.9	97.800	11
0.3	99.953	16	6.2	99.119	13	12.1	98.413	11	18.0	97.790	10
0.4	99.937	15	6.3	99.106	13	12.2	98.402	11	18.1	97.780	10
0.5	99.921	16	6.4	99.093	13	12.3	98.391	11	18.2	97.770	10
0.6	99.905	16	6.5	99.080	13	12.4	98.380	11	18.3	97.760	10
0.7	99.890	15	6.6	99.067	13	12.5	98.369	11	18.4	97.749	11
0.8	99.874	16	6.7	99.054	13	12.6	98.358	11	18.5	97.739	10
0.9	99.859	15	6.8	99.041	13	12.7	98.347	11	18.6	97.729	10
1.0	99.844	15	6.9	99.029	12	12.8	98.336	11	18.7	97.719	10
1.1	99.829	15	7.0	99.016	13	12.9	98.325	11	18.8	97.709	10
1.2	99.814	15	7.1	99.003	13	13.0	98.314	11	18.9	97.698	11
1.3	99.799	15	7.2	98.990	13	13.1	98.303	11	19.0	97.688	10
1.4	99.784	15	7.3	98.978	12	13.2	98.292	11	19.1	97.678	10
1.5	99.769	15	7.4	98.965	13	13.3	98.281	11	19.2	97.668	10
1.6	99.754	15	7.5	98.952	13	13.4	98.270	11	19.3	97.658	10
1.7	99.739	15	7.6	98.940	12	13.5	98.260	10	19.4	97.648	10
1.8	99.724	15	7.7	98.928	12	13.6	98.249	11	19.5	97.637	11
1.9	99.709	15	7.8	98.915	13	13.7	98.238	11	19.6	97.627	10
2.0	99.695	14	7.9	98.903	12	13.8	98.227	11	19.7	97.617	10
2.1	99.680	15	8.0	98.891	12	13.9	98.217	10	19.8	97.607	10
2.2	99.665	15	8.1	98.879	12	14.0	98.206	11	19.9	97.597	10
2.3	99.650	14	8.2	98.867	12	14.1	98.195	11	20.0	97.587	10
2.4	99.636	15	8.3	98.854	13	14.2	98.184	11	20.1	97.577	10
2.5	99.622	14	8.4	98.842	12	14.3	98.174	10	20.2	97.567	10
2.6	99.608	14	8.5	98.830	12	14.4	98.163	11	20.3	97.557	10
2.7	99.594	14	8.6	98.818	12	14.5	98.152	11	20.4	97.547	10
2.8	99.580	14	8.7	98.806	12	14.6	98.141	10	20.5	97.537	10
2.9	99.566	14	8.8	98.794	12	14.7	98.131	11	20.6	97.527	10
3.0	99.552	14	8.9	98.782	12	14.8	98.121	10	20.7	97.517	10
3.1	99.538	14	9.0	98.770	12	14.9	98.110	11	20.8	97.507	10
3.2	99.524	14	9.1	98.758	12	15.0	98.100	10	20.9	97.497	10
3.3	99.510	14	9.2	98.746	12	15.1	98.089	11	21.0	97.487	10
3.4	99.496	14	9.3	98.734	12	15.2	98.079	10	21.1	97.477	10
3.5	99.482	14	9.4	98.722	12	15.3	98.068	11	21.2	97.467	10
3.6	99.468	14	9.5	98.711	11	15.4	98.058	10	21.3	97.457	10
3.7	99.454	14	9.6	98.699	12	15.5	98.047	11	21.4	97.447	10
3.8	99.440	14	9.7	98.687	12	15.6	98.037	10	21.5	97.437	10
3.9	99.426	14	9.8	98.675	12	15.7	98.026	11	21.6	97.427	10
4.0	99.413	13	9.9	98.664	11	15.8	98.016	10	21.7	97.417	10
4.1	99.399	14	10.0	98.652	12	15.9	98.005	11	21.8	97.407	10
4.2	99.385	14	10.1	98.640	12	16.0	97.995	10	21.9	97.397	10
4.3	99.371	14	10.2	98.628	12	16.1	97.985	10	22.0	97.387	10
4.4	99.358	13	10.3	98.617	11	16.2	97.975	10	22.1	97.377	10
4.5	99.344	14	10.4	98.605	12	16.3	97.964	11	22.2	97.367	10
4.6	99.330	14	10.5	98.593	12	16.4	97.954	10	22.3	97.356	11
4.7	99.317	13	10.6	98.582	11	16.5	97.944	10	22.4	97.346	10
4.8	99.303	14	10.7	98.571	11	16.6	97.933	11	22.5	97.336	10
4.9	99.290	13	10.8	98.559	12	16.7	97.923	10	22.6	97.326	10
5.0	99.277	13	10.9	98.548	11	16.8	97.913	10	22.7	97.316	10
5.1	99.263	14	11.0	98.537	12	16.9	97.902	11	22.8	97.306	10
5.2	99.250	13	11.1	98.525	12	17.0	97.892	10	22.9	97.296	10
5.3	99.237	13	11.2	98.514	11	17.1	97.882	10	23.0	97.286	10
5.4	99.224	13	11.3	98.503	11	17.2	97.872	10	23.1	97.276	10
5.5	99.210	14	11.4	98.492	12	17.3	97.862	10	23.2	97.266	10
5.6	99.197	13	11.5	98.480	11	17.4	97.851	11	23.3	97.256	10
5.7	99.184	13	11.6	98.469	11	17.5	97.841	10	23.4	97.246	10
5.8	99.171	13	11.7	98.458	11	17.6	97.831	10	23.5	97.236	10

(1) Ces densités sont rapportées à l'eau à 15 degrés centigrades et ramenées au vide.

DEGRÉS.	DENSITÉS.	DIFFÉ- RENCES.	DEGRÉS.	DENSITÉS.	DIFFÉ- RENCES.	DEGRÉS.	DENSITÉS.	DIFFÉ- RENCES.	DEGRÉS.	DENSITÉS.	DIFFÉ- RENCES.
23. 6	97. 225	11	30. 1	96. 534	11	36. 6	95. 702	14	43. 1	94. 688	17
23. 7	97. 215	10	30. 2	96. 512	12	36. 7	95. 688	14	43. 2	94. 671	17
23. 8	97. 206	10	30. 3	96. 510	12	36. 8	95. 673	15	43. 3	94. 654	17
23. 9	97. 195	10	30. 4	96. 499	11	35. 9	95. 659	14	43. 4	94. 637	17
24. 0	97. 185	10	30. 5	96. 487	12	37. 0	95. 645	14	43. 5	94. 620	17
24. 1	97. 175	10	30. 6	96. 475	12	37. 1	95. 631	14	43. 6	94. 603	17
24. 2	97. 165	10	30. 7	96. 463	12	37. 2	95. 616	15	43. 7	94. 586	17
24. 3	97. 155	10	30. 8	96. 452	11	37. 3	95. 602	14	43. 8	94. 569	17
24. 4	97. 144	11	30. 9	96. 440	12	37. 4	95. 588	14	43. 9	94. 552	17
24. 5	97. 134	10	31. 0	96. 428	12	37. 5	95. 573	15	44. 0	94. 535	17
24. 6	97. 124	10	31. 1	96. 416	12	37. 6	95. 559	14	44. 1	94. 517	18
24. 7	97. 114	10	31. 2	96. 404	12	37. 7	95. 544	15	44. 2	94. 500	17
24. 8	97. 104	10	31. 3	96. 392	12	37. 8	95. 529	15	44. 3	94. 483	17
24. 9	97. 094	10	31. 4	96. 380	12	37. 9	95. 514	15	44. 4	94. 466	17
25. 0	97. 084	10	31. 5	96. 368	12	38. 0	95. 499	15	44. 5	94. 448	18
25. 1	97. 073	11	31. 6	96. 356	12	38. 1	95. 484	15	44. 6	94. 431	17
25. 2	97. 063	10	31. 7	96. 344	12	38. 2	95. 469	15	44. 7	94. 414	17
25. 3	97. 053	10	31. 8	96. 331	13	38. 3	95. 455	14	44. 8	94. 396	18
25. 4	97. 043	10	31. 9	96. 319	12	38. 4	95. 440	15	44. 9	94. 379	17
25. 5	97. 032	11	32. 0	96. 307	12	38. 5	95. 425	15	45. 0	94. 361	18
25. 6	97. 022	10	32. 1	96. 295	12	38. 6	95. 410	15	45. 1	94. 344	17
25. 7	97. 012	10	32. 2	96. 282	13	38. 7	95. 395	15	45. 2	94. 326	18
25. 8	97. 002	10	32. 3	96. 270	12	38. 8	95. 380	15	45. 3	94. 308	18
25. 9	96. 991	11	32. 4	96. 258	12	38. 9	95. 365	15	45. 4	94. 291	17
26. 0	96. 981	10	32. 5	96. 245	13	39. 0	95. 350	15	45. 5	94. 273	18
26. 1	96. 971	10	32. 6	96. 233	12	39. 1	95. 335	15	45. 6	94. 255	18
26. 2	96. 960	11	32. 7	96. 221	12	39. 2	95. 320	15	45. 7	94. 237	18
26. 3	96. 950	10	32. 8	96. 208	13	39. 3	95. 305	15	45. 8	94. 219	18
26. 4	96. 939	11	32. 9	96. 196	12	39. 4	95. 290	15	45. 9	94. 201	18
26. 5	96. 929	10	33. 0	96. 183	13	39. 5	95. 274	16	46. 0	94. 183	18
26. 6	96. 918	11	33. 1	96. 170	13	39. 6	95. 259	15	46. 1	94. 165	18
26. 7	96. 908	10	33. 2	96. 157	13	39. 7	95. 244	15	46. 2	94. 147	18
26. 8	96. 897	11	33. 3	96. 145	12	39. 8	95. 228	14	46. 3	94. 129	18
26. 9	96. 887	10	33. 4	96. 132	13	39. 9	95. 214	16	46. 4	94. 111	18
27. 0	96. 876	11	33. 5	96. 119	13	40. 0	95. 196	16	46. 5	94. 093	18
27. 1	96. 866	10	33. 6	96. 107	12	40. 1	95. 180	16	46. 6	94. 075	18
27. 2	96. 855	11	33. 7	96. 094	13	40. 2	95. 164	16	46. 7	94. 056	19
27. 3	96. 845	10	33. 8	96. 081	13	40. 3	95. 148	16	46. 8	94. 038	18
27. 4	96. 834	11	33. 9	96. 068	13	40. 4	95. 132	16	46. 9	94. 020	18
27. 5	96. 824	10	34. 0	96. 055	13	40. 5	95. 116	16	47. 0	94. 002	18
27. 6	96. 813	11	34. 1	96. 042	13	40. 6	95. 100	16	47. 1	93. 983	19
27. 7	96. 802	11	34. 2	96. 029	13	40. 7	95. 084	16	47. 2	93. 965	18
27. 8	96. 791	11	34. 3	96. 016	13	40. 8	95. 068	16	47. 3	93. 947	18
27. 9	96. 780	11	34. 4	96. 003	13	40. 9	95. 052	16	47. 4	93. 929	18
28. 0	96. 769	11	34. 5	95. 990	14	41. 0	95. 036	16	47. 5	93. 910	19
28. 1	96. 758	11	34. 6	95. 976	13	41. 1	95. 020	16	47. 6	93. 892	18
28. 2	96. 747	11	34. 7	95. 963	13	41. 2	95. 004	16	47. 7	93. 873	19
28. 3	96. 736	11	34. 8	95. 950	13	41. 3	94. 987	17	47. 8	93. 854	19
28. 4	96. 725	11	34. 9	95. 936	14	41. 4	94. 971	16	47. 9	93. 836	18
28. 5	96. 714	11	35. 0	95. 923	13	41. 5	94. 955	16	48. 0	93. 817	19
28. 6	96. 703	11	35. 1	95. 909	14	41. 6	94. 938	17	48. 1	93. 798	19
28. 7	96. 692	11	35. 2	95. 895	14	41. 7	94. 922	16	48. 2	93. 780	18
28. 8	96. 681	11	35. 3	95. 882	13	41. 8	94. 905	17	48. 3	93. 761	19
28. 9	96. 670	11	35. 4	95. 868	14	41. 9	94. 889	16	48. 4	93. 743	19
29. 0	96. 659	11	35. 5	95. 854	14	42. 0	94. 872	17	48. 5	93. 725	19
29. 1	96. 648	11	35. 6	95. 841	13	42. 1	94. 856	16	48. 6	93. 705	19
29. 2	96. 637	11	35. 7	95. 827	14	42. 2	94. 839	17	48. 7	93. 686	19
29. 3	96. 625	12	35. 8	95. 813	14	42. 3	94. 822	17	48. 8	93. 667	19
29. 4	96. 614	12	35. 9	95. 800	13	42. 4	94. 806	16	48. 9	93. 648	19
29. 5	96. 603	11	36. 0	95. 786	14	42. 5	94. 789	17	49. 0	93. 629	19
29. 6	96. 591	12	36. 1	95. 772	14	42. 6	94. 772	17	49. 1	93. 610	19
29. 7	96. 580	11	36. 2	95. 758	14	42. 7	94. 756	16	49. 2	93. 591	19
29. 8	96. 568	12	36. 3	95. 744	14	42. 8	94. 739	17	49. 3	93. 572	19
29. 9	96. 557	11	36. 4	95. 730	14	42. 9	94. 722	17	49. 4	93. 553	19
30. 0	96. 545	12	36. 5	95. 716	13	43. 0	94. 705	17	49. 5	93. 533	20

DEGRÉS.	DENSITÉS.	DIFFÉ- RENCES.	DEGRÉS.	DENSITÉS.	DIFFÉ- RENCES.	DEGRÉS.	DENSITÉS.	DIFFÉ- RENCES.	DEGRÉS.	DENSITÉS.	DIFFÉ- RENCES.
49. 6	93. 514	19	56. 1	92. 188	21	62. 6	90. 772	23	69. 1	89. 249	25
49. 7	93. 495	19	56. 2	92. 167	21	62. 7	90. 750	22	69. 2	89. 225	24
49. 8	93. 476	19	56. 3	92. 146	21	62. 8	90. 727	23	69. 3	89. 200	25
49. 9	93. 456	20	56. 4	92. 124	22	62. 9	90. 705	22	69. 4	89. 176	24
50. 0	93. 437	19	56. 5	92. 103	21	63. 0	90. 682	23	69. 5	89. 151	25
50. 1	93. 418	19	56. 6	92. 082	21	63. 1	90. 659	23	69. 6	89. 127	24
50. 2	93. 398	20	56. 7	92. 061	21	63. 2	90. 637	22	69. 7	89. 102	25
50. 3	93. 379	19	56. 8	92. 039	22	63. 3	90. 614	23	69. 8	89. 078	24
50. 4	93. 359	20	56. 9	92. 018	21	63. 4	90. 591	23	69. 9	89. 053	25
50. 5	93. 340	19	57. 0	91. 997	21	63. 5	90. 568	23	70. 0	89. 029	24
50. 6	93. 320	20	57. 1	91. 976	21	63. 6	90. 546	22	70. 1	89. 004	25
50. 7	93. 300	20	57. 2	91. 954	22	63. 7	90. 523	23	70. 2	88. 979	25
50. 8	93. 281	19	57. 3	91. 933	21	63. 8	90. 500	23	70. 3	88. 955	24
50. 9	93. 261	20	57. 4	91. 912	21	63. 9	90. 477	23	70. 4	88. 930	25
51. 0	93. 241	20	57. 5	91. 890	22	64. 0	90. 454	23	70. 5	88. 905	25
51. 1	93. 221	20	57. 6	91. 869	21	64. 1	90. 431	23	70. 6	88. 881	24
51. 2	93. 201	20	57. 7	91. 848	21	64. 2	90. 408	23	70. 7	88. 856	25
51. 3	93. 181	20	57. 8	91. 827	21	64. 3	90. 385	23	70. 8	88. 831	25
51. 4	93. 161	20	57. 9	91. 805	22	64. 4	90. 362	23	70. 9	88. 806	25
51. 5	93. 141	20	58. 0	91. 784	21	64. 5	90. 339	23	71. 0	88. 781	25
51. 6	93. 121	20	58. 1	91. 763	21	64. 6	90. 316	23	71. 1	88. 756	25
51. 7	93. 101	20	58. 2	91. 741	22	64. 7	90. 293	23	71. 2	88. 731	25
51. 8	93. 081	20	58. 3	91. 720	21	64. 8	90. 270	23	71. 3	88. 706	25
51. 9	93. 061	20	58. 4	91. 698	22	64. 9	90. 247	23	71. 4	88. 681	25
52. 0	93. 041	20	58. 5	91. 677	21	65. 0	90. 224	23	71. 5	88. 656	25
52. 1	93. 021	20	58. 6	91. 655	22	65. 1	90. 201	23	71. 6	88. 631	25
52. 2	93. 001	20	58. 7	91. 634	21	65. 2	90. 177	24	71. 7	88. 606	25
52. 3	92. 980	21	58. 8	91. 612	22	65. 3	90. 154	23	71. 8	88. 581	25
52. 4	92. 960	20	58. 9	91. 591	21	65. 4	90. 131	23	71. 9	88. 556	25
52. 5	92. 940	20	59. 0	91. 569	22	65. 5	90. 108	23	72. 0	88. 531	25
52. 6	92. 919	21	59. 1	91. 547	22	65. 6	90. 084	24	72. 1	88. 506	25
52. 7	92. 899	20	59. 2	91. 525	22	65. 7	90. 061	23	72. 2	88. 480	26
52. 8	92. 878	21	59. 3	91. 504	21	65. 8	90. 038	23	72. 3	88. 455	25
52. 9	92. 858	20	59. 4	91. 482	22	65. 9	90. 014	24	72. 4	88. 430	25
53. 0	92. 837	21	59. 5	91. 460	22	66. 0	89. 991	23	72. 5	88. 405	25
53. 1	92. 817	20	59. 6	91. 438	22	66. 1	89. 968	23	72. 6	88. 379	26
53. 2	92. 796	21	59. 7	91. 417	21	66. 2	89. 944	24	72. 7	88. 354	25
53. 3	92. 775	21	59. 8	91. 395	22	66. 3	89. 921	23	72. 8	88. 329	25
53. 4	92. 755	20	59. 9	91. 373	22	66. 4	89. 897	24	72. 9	88. 303	26
53. 5	92. 734	21	60. 0	91. 351	22	66. 5	89. 874	23	73. 0	88. 278	25
53. 6	92. 713	21	60. 1	91. 329	22	66. 6	89. 850	24	73. 1	88. 252	26
53. 7	92. 691	21	60. 2	91. 307	22	66. 7	89. 826	24	73. 2	88. 227	25
53. 8	92. 672	20	60. 3	91. 285	22	66. 8	89. 802	24	73. 3	88. 201	26
53. 9	92. 651	21	60. 4	91. 263	22	66. 9	89. 779	23	73. 4	88. 176	25
54. 0	92. 630	21	60. 5	91. 241	22	67. 0	89. 755	24	73. 5	88. 150	26
54. 1	92. 609	21	60. 6	91. 219	22	67. 1	89. 731	24	73. 6	88. 125	25
54. 2	92. 588	21	60. 7	91. 197	22	67. 2	89. 707	24	73. 7	88. 099	26
54. 3	92. 567	21	60. 8	91. 175	22	67. 3	89. 683	24	73. 8	88. 074	25
54. 4	92. 546	21	60. 9	91. 152	23	67. 4	89. 659	23	73. 9	88. 048	26
54. 5	92. 525	21	61. 0	91. 130	22	67. 5	89. 636	24	74. 0	88. 022	26
54. 6	92. 504	21	61. 1	91. 108	22	67. 6	89. 612	24	74. 1	87. 996	26
54. 7	92. 483	21	61. 2	91. 086	22	67. 7	89. 588	24	74. 2	87. 970	26
54. 8	92. 462	21	61. 3	91. 063	23	67. 8	89. 564	24	74. 3	87. 944	26
54. 9	92. 441	21	61. 4	91. 041	22	67. 9	89. 540	24	74. 4	87. 919	25
55. 0	92. 420	21	61. 5	91. 019	22	68. 0	89. 516	24	74. 5	87. 893	26
55. 1	92. 399	21	61. 6	90. 997	22	68. 1	89. 492	24	74. 6	87. 867	26
55. 2	92. 378	21	61. 7	90. 974	23	68. 2	89. 468	24	74. 7	87. 841	26
55. 3	92. 357	21	61. 8	90. 952	22	68. 3	89. 444	24	74. 8	87. 815	26
55. 4	92. 336	21	61. 9	90. 930	22	68. 4	89. 419	25	74. 9	87. 789	26
55. 5	92. 315	21	62. 0	90. 907	23	68. 5	89. 395	24	75. 0	87. 763	26
55. 6	92. 293	22	62. 1	90. 885	23	68. 6	89. 371	24	75. 1	87. 737	26
55. 7	92. 272	21	62. 2	90. 862	23	68. 7	89. 347	24	75. 2	87. 711	26
55. 8	92. 251	21	62. 3	90. 840	22	68. 8	89. 322	25	75. 3	87. 684	27
55. 9	92. 230	21	62. 4	90. 817	23	68. 9	89. 298	24	75. 4	87. 658	26
56. 0	92. 209	21	62. 5	90. 795	22	69. 0	89. 274	24	75. 5	87. 632	26

DEGRÉS.	DENSITÉS.	DIFFÉ- RENCES.	DEGRÉS.	DENSITÉS.	DIFFÉ- RENCES.	DEGRÉS.	DENSITÉS.	DIFFÉ- RENCES.	DEGRÉS.	DENSITÉS.	DIFFÉ- RENCES.
75. 6	87. 606	26	81. 8	85. 911	28	88. 0	84. 060	31	94. 2	81. 945	37
75. 7	87. 579	27	81. 9	85. 883	28	88. 1	84. 028	32	94. 3	81. 907	38
75. 8	87. 553	26	82. 0	85. 854	29	88. 2	83. 997	31	94. 4	81. 870	37
75. 9	87. 527	26	82. 1	85. 826	28	88. 3	83. 965	32	94. 5	81. 832	38
76. 0	87. 500	27	82. 2	85. 797	29	88. 4	83. 933	32	94. 6	81. 794	38
76. 1	87. 474	26	82. 3	85. 769	28	88. 5	83. 901	32	94. 7	81. 756	38
76. 2	87. 447	27	82. 4	85. 740	29	88. 6	83. 869	32	94. 8	81. 718	38
76. 3	87. 421	26	82. 5	85. 712	28	88. 7	83. 837	32	94. 9	81. 679	39
76. 4	87. 394	27	82. 6	85. 683	29	88. 8	83. 805	32	95. 0	81. 641	38
76. 5	87. 367	27	82. 7	85. 654	29	88. 9	83. 773	32	95. 1	81. 602	39
76. 6	87. 341	26	82. 8	85. 625	29	89. 0	83. 741	32	95. 2	81. 563	39
76. 7	87. 314	27	82. 9	85. 596	29	89. 1	83. 708	33	95. 3	81. 525	38
76. 8	87. 287	27	83. 0	85. 567	29	89. 2	83. 676	32	95. 4	81. 486	39
76. 9	87. 260	27	83. 1	85. 538	29	89. 3	83. 644	32	95. 5	81. 447	39
77. 0	87. 234	26	83. 2	85. 509	29	89. 4	83. 611	33	95. 6	81. 407	40
77. 1	87. 207	27	83. 3	85. 480	29	89. 5	83. 579	32	95. 7	81. 367	40
77. 2	87. 180	27	83. 4	85. 451	29	89. 6	83. 546	33	95. 8	81. 326	41
77. 3	87. 153	27	83. 5	85. 421	30	89. 7	83. 513	33	95. 9	81. 286	40
77. 4	87. 127	26	83. 6	85. 392	29	89. 8	83. 481	32	96. 0	81. 245	41
77. 5	87. 100	27	83. 7	85. 363	29	89. 9	83. 448	33	96. 1	81. 205	40
77. 6	87. 073	27	83. 8	85. 334	29	90. 0	83. 415	33	96. 2	81. 164	41
77. 7	87. 046	27	83. 9	85. 304	30	90. 1	83. 382	33	96. 3	81. 123	41
77. 8	87. 019	27	84. 0	85. 275	29	90. 2	83. 349	33	96. 4	81. 081	42
77. 9	86. 992	27	84. 1	85. 246	29	90. 3	83. 316	33	96. 5	81. 040	42
78. 0	86. 965	27	84. 2	85. 216	30	90. 4	83. 282	34	96. 6	80. 998	43
78. 1	86. 938	27	84. 3	85. 187	29	90. 5	83. 249	33	96. 7	80. 957	43
78. 2	86. 911	27	84. 4	85. 157	30	90. 6	83. 216	33	96. 8	80. 915	43
78. 3	86. 884	27	84. 5	85. 127	30	90. 7	83. 182	34	96. 9	80. 872	43
78. 4	86. 856	28	84. 6	85. 098	29	90. 8	83. 149	33	97. 0	80. 829	43
78. 5	86. 829	27	84. 7	85. 068	30	90. 9	83. 115	34	97. 1	80. 786	43
78. 6	86. 802	27	84. 8	85. 038	30	91. 0	83. 081	34	97. 2	80. 743	43
78. 7	86. 774	28	84. 9	85. 008	30	91. 1	83. 048	33	97. 3	80. 700	43
78. 8	86. 747	27	85. 0	84. 979	29	91. 2	83. 014	34	97. 4	80. 656	44
78. 9	86. 719	28	85. 1	84. 949	30	91. 3	82. 980	34	97. 5	80. 613	44
79. 0	86. 692	27	85. 2	84. 919	30	91. 4	82. 946	34	97. 6	80. 569	44
79. 1	86. 664	28	85. 3	84. 889	30	91. 5	82. 911	35	97. 7	80. 524	45
79. 2	86. 637	27	85. 4	84. 859	30	91. 6	82. 877	34	97. 8	80. 480	44
79. 3	86. 609	28	85. 5	84. 829	30	91. 7	82. 843	34	97. 9	80. 435	45
79. 4	86. 582	27	85. 6	84. 799	30	91. 8	82. 808	35	98. 0	80. 390	45
79. 5	86. 554	28	85. 7	84. 769	30	91. 9	82. 773	35	98. 1	80. 345	45
79. 6	86. 527	27	85. 8	84. 738	31	92. 0	82. 738	35	98. 2	80. 299	46
79. 7	86. 499	28	85. 9	84. 708	30	92. 1	82. 703	35	98. 3	80. 254	45
79. 8	86. 472	27	86. 0	84. 678	30	92. 2	82. 668	35	98. 4	80. 208	46
79. 9	86. 444	28	86. 1	84. 648	30	92. 3	82. 633	35	98. 5	80. 161	47
80. 0	86. 416	28	86. 2	84. 617	31	92. 4	82. 597	36	98. 6	80. 115	46
80. 1	86. 388	28	86. 3	84. 587	30	92. 5	82. 562	35	98. 7	80. 068	47
80. 2	86. 360	28	86. 4	84. 557	30	92. 6	82. 527	35	98. 8	80. 021	47
80. 3	86. 333	27	86. 5	84. 526	31	92. 7	82. 491	36	98. 9	79. 974	47
80. 4	86. 305	28	86. 6	84. 496	30	92. 8	82. 456	35	99. 0	79. 926	48
80. 5	86. 277	28	86. 7	84. 465	31	92. 9	82. 420	36	99. 1	79. 878	48
80. 6	86. 249	28	86. 8	84. 434	31	93. 0	82. 385	35	99. 2	79. 829	49
80. 7	86. 221	28	86. 9	84. 403	31	93. 1	82. 349	36	99. 3	79. 781	48
80. 8	86. 193	28	87. 0	84. 372	31	93. 2	82. 313	36	99. 4	79. 732	49
80. 9	86. 165	28	87. 1	84. 341	31	93. 3	82. 277	36	99. 5	79. 683	49
81. 0	86. 137	28	87. 2	84. 310	31	93. 4	82. 240	37	99. 6	79. 634	49
81. 1	86. 109	28	87. 3	84. 279	31	93. 5	82. 204	36	99. 7	79. 584	50
81. 2	86. 081	28	87. 4	84. 248	31	93. 6	82. 168	36	99. 8	79. 534	50
81. 3	86. 052	29	87. 5	84. 216	32	93. 7	82. 131	37	99. 9	79. 484	50
81. 4	86. 024	28	87. 6	84. 185	31	93. 8	82. 094	37	100. 0	79. 433	51
81. 5	85. 996	28	87. 7	84. 154	31	93. 9	82. 057	37			
81. 6	85. 968	28	87. 8	84. 123	31	94. 0	82. 020	37			
81. 7	85. 939	29	87. 9	84. 091	32	94. 1	81. 982	38			

N° 15.079. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Joseph Raymond*, marchand tailleur, né le 19 octobre 1844, à Millau (Aveyron), demeurant au Gua, commune d'Aubri (Aveyron), est autorisé à joindre à son nom celui de *Gombert*, et à s'appeler à l'avenir *Joseph Raymond-Gombert*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 8 Décembre 1884.)

N° 15.080. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Hollier (Jules-Raphaël-Edmond)*, né le 31 octobre 1842, à Toucy (Yonne), demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son patronymique celui de *Larousse*, et à s'appeler légalement à l'avenir *Hollier-Larousse*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 19 Janvier 1885.)

N° 15.081. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Montaland (Valentin)*, né le 7 novembre 1863, à Paris, y demeurant,

Et M. *Montaland (Gontrand-Paul-Jean)*, né le 1^{er} mars 1866, à Paris, y demeurant,

Sont autorisés à ajouter à leur nom celui de *Davray*, et à s'appeler légalement à l'avenir *Montaland-Davray*.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 19 Janvier 1885.)

N° 15.082. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Massenet (Frédéric-Auguste-Edmond)*, né le 19 février 1837, à Toulouse (Haute-Garonne), demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Royer de Marancour*, et à s'appeler légalement à l'avenir *Massenet Royer de Marancour*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 2 Février 1885.)



Certifié conforme :

Paris, le 5 Mars 1885,

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

MARTIN FEUILLÉE.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 899.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,083. — *Loi ayant pour objet l'établissement d'une Contribution foncière sur les propriétés bâties en Algérie.*

Du 23 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 24 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

ART. 1^{er}. Une contribution foncière est établie, à partir du 1^{er} janvier 1885, sur les maisons, usines, et généralement sur toutes les propriétés bâties situées en Algérie.

2. Toutes les propriétés bâties qui jouissent en France de l'exemption de contribution foncière, en vertu des lois et décrets, seront également affranchies de cette contribution en Algérie.

3. Les maisons et usines nouvellement construites ne seront imposables que la sixième année après leur construction. Il en sera de même pour tous autres édifices nouvellement construits ou reconstruits, ainsi que pour les additions de constructions.

D'autre part, les constructions visées à l'article 1^{er}, qui seront édifiées sur les terres de colonisation, bénéficieront également de l'exemption de tout impôt foncier pendant les dix années durant lesquelles l'attribution territoriale où les constructions auront été élevées jouira de l'immunité stipulée par le décret du 30 septembre 1878 (art. 30), sur l'aliénation des terres domaniales.

4. Cette contribution foncière constitue un impôt de quotité. Elle est basée sur le revenu net imposable tel qu'il est défini, en ce qui concerne les propriétés bâties, par la loi du 3 frimaire an VII.

Sera compris dans le revenu net imposable le revenu du sol sur lequel sont assises lesdites propriétés bâties.

5. Les propriétaires ou usufruitiers des maisons, usines et autres constructions jouiront, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par une loi, de l'exemption totale du principal de cette contribution foncière.

Les centimes additionnels seront calculés sur ce principal.

TITRE II.

MODE DE FIXATION DE L'IMPÔT.

6. Le taux de l'impôt, c'est-à-dire le rapport qui doit exister entre le chiffre de la contribution en principal et le revenu net imposable, est de cinq pour cent de ce revenu.

7. Pour assurer l'exécution de l'article précédent, il sera procédé, une fois tous les cinq ans, à l'établissement du revenu net de chaque propriété bâtie, par un contrôleur des contributions directes, assisté du maire de la commune ou de son délégué.

8. Les changements survenus dans les propriétés et les propriétés, par suite de mutations régulières, de constructions nouvelles ou de démolitions, seront constatés par le contrôleur des contributions directes, assisté du maire de la commune ou de son délégué.

TITRE III.

CENTIMES ADDITIONNELS.

9. Les conseils généraux sont appelés à voter annuellement des centimes additionnels départementaux ordinaires et extraordinaires, dans les limites fixées par la loi de finances.

Ces conseils arrêtent en outre le maximum des centimes extraordinaires que les conseils municipaux seront autorisés à voter en vue des dépenses d'utilité communale.

Si les conseils généraux se séparent sans avoir arrêté ce maximum, celui fixé pour l'année précédente est maintenu jusqu'à la session d'octobre de l'année suivante.

10. Les conseils municipaux sont autorisés à voter, dans la limite fixée par la loi et par le conseil général, des centimes additionnels pour dépenses ordinaires et extraordinaires.

Ces conseils peuvent en outre être autorisés à voter des impositions extraordinaires spéciales dans les mêmes conditions que ceux de la métropole.

11. Si un conseil municipal se sépare sans avoir voté les fonds pour dépenses obligatoires, il y serait pourvu conformément aux dispositions des lois métropolitaines.

12. Les conseils généraux et municipaux sont tenus de se conformer, quant à l'emploi des ressources qu'ils demandent aux centimes additionnels, à la division en recettes ordinaires et extraordinaires correspondant aux dépenses de même nature.

Ils doivent également se conformer, soit pour le vote, soit pour

l'emploi des centimes additionnels, aux affectations spéciales établies par les lois budgétaires.

En cas de nécessité, il peut être dérogé à la règle ci-dessus, pour les conseils municipaux, par un arrêté du gouverneur général en conseil de gouvernement, et, pour les conseils généraux, par un décret en la forme d'un règlement d'administration publique.

13. Il est créé un fonds de non-valeurs et de secours en ajoutant trois centimes et demi par franc au montant cumulé des centimes additionnels départementaux et communaux ordinaires et extraordinaires, mis chaque année en recouvrement dans les conditions des articles 9 et 10 de la présente loi.

Le produit de ces trois centimes et demi est divisé par département en deux parties égales, dont la première est mise à la disposition du préfet, pour couvrir les dégrèvements de toute nature ainsi que les frais d'expertise tombés à la charge de l'administration.

La deuxième moitié forme un fonds commun qui est distribué par le gouverneur général entre les trois départements, en cas d'insuffisance des premières allocations et en proportion des besoins constatés.

Ce fonds commun, auquel viennent s'ajouter chaque année les excédents disponibles de la première moitié, constitue une réserve sur laquelle des secours peuvent être accordés aux propriétaires, locataires ou usufruitiers atteints par des événements calamiteux.

14. Les taxes municipales foncières perçues actuellement sont supprimées à partir du 1^{er} janvier 1885; elles sont remplacées par des centimes additionnels à la contribution foncière qui fait l'objet de la présente loi.

TITRE IV.

CONTENTIEUX ET DÉGRÈVEMENTS.

15. Les règles appliquées en France pour le contentieux et les dégrèvements en matière de contributions directes sont applicables en Algérie.

16. Le gouverneur général détermine, par des arrêtés spéciaux, tous les détails relatifs à l'établissement de la contribution, à la confection des rôles, à leur mise en recouvrement, et enfin aux frais de régie et d'exploitation.

17. La perception de la contribution établie par la présente loi sera faite, dans les communes indigènes, au fur et à mesure des recensements des propriétés bâties.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé P. TIRARD.

N° 15,087. — *Loi qui autorise la ville d'Angers (Maine-et-Loire) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Angers (Maine-et-Loire) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder cinq pour cent (5 p. o/o), la somme de deux millions six cent mille francs (2,600,000'), remboursable en douze ans, à partir de 1889, et destinée, d'une part, à combler le déficit des budgets primitif et additionnel de 1884; d'autre part, à consolider la dette flottante et à pourvoir au payement de travaux d'assainissement.

Cet emprunt pourra être contracté soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès du Crédit foncier de France, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à proroger jusqu'en 1900 les impositions extraordinaires de vingt centimes et de huit centimes huit dixièmes établies en vertu des lois des 10 août 1868 et 29 juillet 1875.

Le produit de ces impositions, prévu en totalité pour trois millions quatre cent cinquante-six mille trois cents francs (3,456,300'), servira, jusqu'à concurrence de deux millions neuf cent vingt et un mille huit cent vingt francs (2,921,820'), avec un prélèvement sur les revenus, à rembourser l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} de la présente loi, et, pour le surplus, cinq cent trente-quatre mille quatre cent quatre-vingts francs (534,480'), à acquitter les trois dernières annuités de l'emprunt contracté en vertu de la loi du 29 mars 1879.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884⁴

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,088. — *Loi qui autorise la ville de Châtellerault (Vienne) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 31 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Châtellerault (Vienne) est autorisée :

1° A emprunter à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, aux conditions de cet établissement, une somme de quatre-vingt-deux mille cent francs (82,100'), remboursable en trente ans au moyen d'un prélèvement sur le produit des taxes additionnelles d'octroi, et destinée à concourir, avec d'autres ressources, au paiement des frais de construction d'une école de filles et d'une école double de hameau ;

2° A s'imposer extraordinairement pendant trente ans, à partir de 1885, conformément à la délibération municipale du 11 septembre 1884, deux centimes (0' 02") additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué annuellement à trois mille deux cent quatre-vingt-quatre francs, servira, à défaut des taxes additionnelles d'octroi, à rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,089. — *Loi qui autorise la ville de Vannes (Morbihan) à contracter un Emprunt.*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 31 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Vannes (Morbihan) est autorisée à

emprunter de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, aux conditions de cet établissement, une somme de trois cent quatre-vingt-huit mille sept cents francs (388,700'), remboursable en trente ans sur les revenus ordinaires et applicable, avec d'autres ressources, au paiement tant des frais d'agrandissement du collège communal que d'une subvention à fournir au département pour la construction d'écoles normales.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,090. — *Loi qui proroge le délai fixé par la loi du 28 décembre 1882 pour rendre définitive la Concession du Chemin de fer de Pont-de-Montgon à Arvant, accordée, à titre éventuel, à la Compagnie des Chemins de fer du Midi.*

Du 30 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1886 le délai fixé par l'article 3 de la loi du 28 décembre 1882 pour rendre définitive la concession du chemin de fer de Pont-de-Montgon à ou près Arvant, faite, à titre éventuel, à la compagnie des chemins de fer du Midi par la loi du 23 mars 1874.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,091. — *Loi ayant pour objet l'approbation d'un échange de Terrains entre l'État et la Société des Forges et Clouteries réunies de Mohon et de Laval-dieu (Ardennes).*

Du 30 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans un acte passé, le 16 décembre 1883, entre le préfet des Ardennes, agissant au nom de l'État, et le sieur *Henri-Charles-Paul Regnault*, agissant comme administrateur délégué de la société des forges et clouteries réunies de Mohon et de Laval Dieu, l'échange sans soulte de deux parcelles en nature de pré, jardin et bois, désignées sous les noms de *Pré ferré* et de la *Rang de la Traie*, appartenant à la société, d'une contenance de deux hectares soixante-dix-neuf ares soixante-trois centiares, entièrement enclavées dans la forêt domaniale de Château-Regnault et sur l'une desquelles se trouve construite une maison d'habitation, contre une parcelle d'égale contenance à distraire du périmètre de cette forêt, dans la série d'Auton, et sur laquelle l'État se réserve un droit de passage.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,092. — *Loi ayant pour objet l'approbation d'un échange de Terrains entre l'État et la ville de Calais (Pas-de-Calais).*

Du 30 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans un acte passé, le 31 mai 1884, entre le préfet du Pas-de-Calais, agissant au nom de l'État, et le maire de Calais, agissant au nom de cette ville, l'échange sans soulte d'une parcelle de terrain domanial, d'une contenance de cinq cent quarante-quatre mètres carrés, provenant des fortifications déclassées de Calais, contre un bâtiment communal, d'une superficie de cent soixante-treize mètres carrés cinquante-neuf décimètres carrés, contigu au quartier de cavalerie et destiné à être réuni à cet établissement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,093. — *LOI portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1884, d'un Crédit extraordinaire de 160,000 francs pour les dépenses des Commissions Franco-Américaine et Franco-Chilienne.*

Du 30 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1884, un crédit de cent soixante mille francs (160,000^f), qui sera inscrit au chapitre XXV (*Dépenses des commissions franco-américaine et franco-chilienne*).

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget ordinaire de 1884.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

Signé JULES FERRY.

N° 15,094. — *LOI allouant, sur l'exercice 1884, une Subvention de 500,000 fr. à la colonie de l'Inde française, pour réparation des désastres causés par les inondations sur diverses parties de son territoire.*

Du 30 Décembre 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Une subvention de cinq cent mille francs est accordée à la colonie de l'Inde française, pour réparation des désastres causés par les inondations sur diverses parties de son territoire.

Cette somme sera inscrite au budget du ministère de la marine et des colonies, deuxième section (*Service colonial*), chapitre XXIV (*Subvention à la colonie de l'Inde française, pour inondation, exercice 1884*).

Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1884.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Vice-Amiral,

Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PRYON.

N° 15,095. — DÉCRET portant approbation d'une dépense de 100,000 francs faite par la Compagnie des Chemins de fer de l'Est.

Du 1^{er} Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les lois et décrets des 11 juin 1859⁽¹⁾, 11 juin 1863⁽²⁾ et 11 juillet 1868⁽³⁾, ainsi que la loi du 31 décembre 1873, déclarant l'utilité publique de diverses lignes qui constituent le réseau des chemins de fer de l'Est et approuvant les conventions passées entre l'État et la compagnie des chemins de fer de l'Est pour la construction et l'exploitation dudit réseau;

Vu le rapport n° 24, en date du 15 octobre 1881, de la commission de vérification de la compagnie des chemins de fer de l'Est, ainsi que l'arrêté ministériel du 10 décembre suivant, relatifs au règlement des comptes de l'année 1878;

Vu la demande présentée par la compagnie des chemins de fer de l'Est, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'imputer au compte complémentaire de premier établissement de son ancien réseau, conformément aux stipulations desdites conventions, et notamment de l'article 10 de la convention

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 709, n° 6707.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1141, n° 11,549.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 1626, n° 16,264.

du 11 juillet 1868, une dépense de cent mille francs afférente à des travaux exécutés sur le chemin de fer de petite ceinture;

La section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce entendue,

DÉCRETS :

Art. 1^{er}. Est approuvée la dépense de cent mille francs (100,000^f) faite en 1878 par la compagnie des chemins de fer de l'Est et représentant sa part dans des travaux de premier établissement exécutés sur le chemin de fer de petite ceinture.

2. Cette dépense sera imputée sur le compte de quarante millions (40,000,000^f) ouvert, conformément à l'article 10 de la convention du 11 juillet 1868, pour travaux complémentaires de l'ancien réseau.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,096. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1884, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour l'achèvement du Palais de justice d'Alger.*

Du 2 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 29 décembre 1882, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1883;

Vu la loi de finances du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1884;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture par décret d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu la loi du 17 décembre 1875, autorisant l'ouverture par décrets, pour le service du gouvernement général de l'Algérie, de crédits destinés à la construction d'un palais de justice et d'une église à Alger, conformément aux plans et devis annexés à ladite loi;

Vu l'état des sommes encaissées à ce titre par le trésorier général d'Alger, et s'élevant à la somme de quinze mille cinq cent cinquante-six francs vingt-cinq centimes (15,556^f 25^c), montant des acomptes payés sur le prix de vente de divers immeubles domaniaux;

Vu le décret du 10 mai 1883 ⁽²⁾, qui ouvre au ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, deuxième section, chapitre LV, un crédit de quinze mille cinq cent cin-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 709, n° 13,207.

quante-six francs vingt-cinq centimes (15,556' 25'), applicable à la construction du palais de justice d'Alger;

Vu la loi du 22 juillet 1884, qui ouvre au même ministre, sur l'exercice 1884, deuxième section, chapitre LIV, un crédit extraordinaire de cinq cent soixante-seize mille sept cent quatre-vingt-neuf francs soixante-seize centimes (576,789' 76') pour l'achèvement du palais de justice d'Alger;

Vu le décret du 11 août 1884⁽¹⁾, qui a annulé au budget de l'exercice 1883 et reporté au budget de l'exercice 1884 le crédit ci-dessus visé de quinze mille cinq cent cinquante-six francs vingt-cinq centimes (15,556' 25');

Vu la situation définitive des dépenses du gouvernement général de l'Algérie pour l'exercice 1883, aux termes de laquelle le crédit ci-dessus visé de quinze mille cinq cent cinquante-six francs vingt-cinq centimes (15,556' 25') a été employé jusqu'à concurrence de la somme de treize mille huit cent trente-sept francs cinquante-trois centimes;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le décret du 11 août 1884, qui a annulé au budget de l'exercice 1883 et reporté au budget de l'exercice 1884 un crédit de quinze mille cinq cent cinquante-six francs vingt-cinq centimes (15,556' 25'), pour la reconstruction du palais de justice d'Alger, est et demeure annulé.

2. La somme de mille sept cent dix-huit francs quarante-sept centimes (1,718' 47') restée sans emploi sur le crédit de quinze mille cinq cent cinquante-six francs vingt-cinq centimes, ouvert à titre de fonds de concours au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au budget de l'exercice 1883, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre LV (*Reconstruction du palais de justice d'Alger*), est et demeure annulée.

3. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1884, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre LIV (*Achèvement du palais de justice d'Alger*), additionnellement au crédit de cinq cent soixante-seize mille sept cent quatre-vingt-neuf francs soixante-seize centimes (576,789' 76'), ouvert par la loi du 22 juillet 1884, un crédit de mille sept cent dix-huit francs quarante-sept centimes (1,718' 47'), applicable aux dépenses nécessitées pour l'achèvement du palais de justice d'Alger.

4. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

5. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé A. FALLIÈRES.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 865, n° 14,570.

N° 15,097. — *DÉCRET qui fixe le droit à percevoir à l'entrée en France du Chocolat fabriqué en Algérie.*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulgué au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce et des finances;

Vu la loi du 5 juillet 1836, article 5;

Vu la loi du 17 juillet 1867 et spécialement le dernier paragraphe de l'article 1^{er} de ladite loi, ainsi conçu :

« Les produits étrangers introduits d'Algérie en France, qui auront payé les droits des tableaux A et B, ne seront admis à entrer en France qu'à la condition d'acquitter la différence entre le tarif de l'Algérie et le tarif de France »;

Vu le décret du 17 août 1880 ⁽¹⁾;

Vu le décret du 16 mai 1882 ⁽²⁾;

Vu le décret du 23 mai 1883 ⁽³⁾;

Vu l'article 10 de la loi de finances du 29 décembre 1884, en vertu duquel le cacao importé en Algérie devient passible des droits du tarif métropolitain;

Attendu que les droits perçus en Algérie sur le sucre employé à la fabrication de cent kilogrammes de chocolat sont inférieurs de cinq francs cinquante centimes aux droits appliqués en France au sucre employé pour la même fabrication;

Attendu que cette somme représente, d'après le tarif métropolitain, une quantité de onze kilogrammes de sucre exprimé ou raffiné,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, à l'entrée en France du chocolat fabriqué en Algérie, un droit de cinq francs cinquante centimes par cent kilogrammes, à titre de supplément de droit sur le sucre employé pour cette fabrication.

2. Les chocolats exportés de France à destination de l'Algérie seront reçus à la décharge des comptes d'admissions temporaires de sucre, à raison de onze kilogrammes de sucre raffiné pour cent kilogrammes de chocolat fabriqué dans les conditions déterminées par l'article 3 du décret du 17 août 1880.

3. Sont et demeurent rapportés les décrets du 16 mai 1882 et du 23 mai 1883.

4. Les ministres du commerce et des finances sont chargés, cha-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 564, n° 9877.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 731, n° 12,413.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. n° 775, 13,312.

tun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,098. — *DÉCRET relatif à la Contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de plusieurs Chambres et Bourses de commerce.*

Du 29 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 14 août 1884, concernant les contributions directes et taxes assimilées de l'exercice 1885,

Décrète :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de trente-neuf millesept cent quinze francs (39.715'), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes, aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie en 1885, conformément audit tableau, sur les patentes désignées par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,097. — DÉCRET qui fixe la composition du Conseil de Prud'hommes de Saint-Quentin.

Du 29

(Promulgué au Journal officiel du 9 janvier 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce et de l'industrie;
Vu la loi du 5 juillet 1853;
Vu la loi du 17 juillet 1856;
l'article 1^{er} de ladite loi.

« Les produits étrangers;
« les droits de tabac;
« condition d'acquisition;
« France »;

Vu le décret

Vu le décret

Vu le décret

Vu l'arrêté

le cacao

tain;

Atte

catie

qua

mp

Le présent décret est annexé au décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 194.
Fait à Paris, le 29 décembre 1884.

Le Ministre du commerce,
Signé MAURICE BOUVIER.

N° 15,099. — DÉCRET qui fixe la composition du Conseil de Prud'hommes de Saint-Quentin.

Du 30 Décembre 1884.

(Promulgué au Journal officiel du 9 janvier 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;
Vu la loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes;
Vu le décret du 21 décembre 1808 ⁽¹⁾, qui crée un conseil de prud'hommes à Saint-Quentin (Aisne);
Vu les décrets des 21 avril 1836 ⁽²⁾, 10 décembre 1845 ⁽³⁾, 27 mai 1848 ⁽⁴⁾, 2 décembre 1850 ⁽⁵⁾ et 28 novembre 1872 ⁽⁶⁾, qui ont modifié l'organisation de ce tribunal;

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 220, n° 4031.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 416, n° 6264.

⁽³⁾ IX^e série, Bull. 1263, n° 12,481.

⁽⁴⁾ X^e série, Bull. 39, n° 434.

⁽⁵⁾ X^e série, Bull. 331, n° 2580.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 116, n° 1636.

Vu la délibération du conseil de prud'hommes de Saint-Quentin du 1^{er} septembre 1883 et la lettre de son président en date du 12 novembre 1884;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Saint-Quentin des 12 novembre 1883 et 5 mars 1884;

Vu les lettres du préfet de l'Aisne des 17 novembre 1883 et 6 mars 1884;

Vu la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date du 16 mai 1884;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes de Saint-Quentin sera désormais composé de la manière suivante :

Caté- gorie.	INDUSTRIELS.	NOMBRE de prud'hommes.	
		Patrons.	Ouvriers.
1 ^{re} .	Fabricants de fils et tissus de tous genres, tulles, broderies, bandes festonnées, effileurs de tulles, épeutins, rotiers, mouliniers, metteurs en cartes, piqueurs de dessins, dessinateurs, apprêteurs, blanchisseurs, grilleurs, découpeurs, teinturiers, imprimeurs sur étoffes, fabricants de bas, de lingerie, chemisiers, couturiers, modistes, passementiers, confectionneurs d'habillements.....	4	4
2 ^e .	Fabricants d'huile, de savon, d'amidon, de gax, de sucre, de chandelles, de produits chimiques, de caoutchouc, de féculé, de chocolat, raffineurs, distillateurs, brasseurs, meuniers, tanneurs, corroyeurs.....	1	1
3 ^e .	Fonderies, scieries mécaniques, constructeurs mécaniciens, tourneurs en bois et en métaux, modelers, chaudronniers, ferblantiers, serruriers, poêliers, plombiers, armuriers, couteillers, maréchaux ferrants, scieurs de long.....	1	1
4 ^e .	Entrepreneurs de bâtiments, maçons, charpentiers, menuisiers, couvreurs, marbriers, tailleurs de pierres, peintres, vitriers, plafonneurs, briquetiers, chauffourniers, paveurs, fabricants de chaux hydraulique, de ciments, foreurs de puits, terrassiers, exploitants de carrières de pierres, de sable, de pyrite et de cendres noires.....	2	2
5 ^e .	Tapissiers, ébénistes, tonneliers, tailleurs d'habits, chapeliers, cordonniers, fabricants de chaussures, brossiers, vanniers, selliers, carrossiers, bourrelliers, charrois, cordiers, imprimeurs typographes, imprimeurs lithographes, fabricants de registres, cartonniers, fabriquants de œnolines.....	1	1
		9	9
		18	

2. Le ministre du commerce et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé MARTIN FEUILLÉE.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,100. — *DÉCRET qui supprime la Chambre consultative
des Arts et Manufactures de Privas.*

Du 30 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu l'ordonnance royale du 25 avril 1835 ⁽¹⁾, qui a établi une chambre consultative des arts et manufactures à Privas (Ardèche);

Vu les lettres du préfet de l'Ardèche des 9 novembre 1874, 13 novembre 1876 et 5 décembre 1884;

Vu la délibération du conseil municipal de Privas en date du 29 novembre 1884;

Ensemble les autres pièces du dossier,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre consultative des arts et manufactures de Privas est supprimée.

2. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,101. — *DÉCRET qui autorise la Nouvelle-Calédonie à contracter
un Emprunt.*

Du 30 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu la délibération du conseil privé, constitué en conseil général de la

⁽¹⁾ 12^e série, Bull. 360, n° 5763.

Nouvelle-Calédonie, du 8 janvier 1884, portant vote d'un emprunt à contracter par cette colonie;

Vu la lettre du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie en date du 26 avril 1884;

Vu le décret organique du 12 décembre 1874⁽¹⁾ sur le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie;

Vu l'article 53 du décret du 20 novembre 1882⁽²⁾ sur le régime financier des colonies;

Le Conseil d'État entendu.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La colonie de la Nouvelle-Calédonie est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne dépassera pas cinq pour cent, une somme de cent soixante-cinq mille francs (165,000^f), qui sera appliquée aux dépenses énoncées dans le tableau ci-annexé.

Cet emprunt sera remboursé dans une période maxima de quinze années sur les ressources ordinaires de la colonie.

Il pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement à la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Le mode et le cahier des charges des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer dans les conditions ci-dessus énoncées seront réglés et approuvés par le ministre de la marine et des colonies.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel de la marine et des colonies* et au *Journal officiel* de la colonie.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PEYRON.

État des dépenses auxquelles le montant de l'emprunt de 165,000 francs doit être affecté.

1 ^{er} Achèvement de la prison civile.....	42,000 ^f
2 ^o Achèvement du pont de la Dumbéa.....	40,000
3 ^o Travaux de grande voirie.....	18,000
4 ^o Prolongement des quais.....	65,000
TOTAL.....	165,000

Arrêté le présent état à la somme de cent soixante-cinq mille francs.

Vu pour être annexé au décret du 30 décembre 1884.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PEYRON.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 237, n° 3648.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 743, n° 12,616.

N° 15,102. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit:

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'agrandissement de la gare de Narbonne, sur le chemin de fer de Bordeaux à Cette, conformément aux indications générales du plan présenté par la compagnie le 30 juillet 1883 et modifié suivant la décision ministérielle du 25 avril 1884, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° Pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux, la compagnie des chemins de fer du Midi est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent pour l'administration de la loi du 3 mai 1841.

L'expropriation de ces terrains devra être terminée dans un délai de deux ans. (*Paris, 30 Décembre 1884.*)



Certifié conforme :

Paris, le 6^e Mars 1885,

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

MARTIN FEUILLÉE.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 900.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,103. — *Loi qui approuve la Convention signée, le 9 juillet 1884, entre la France et l'Italie, pour la garantie de la Propriété littéraire et artistique.*

Du 20 Décembre 1884.

(Promulguée au *Journal officiel* du 23 décembre 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la Convention avec le protocole annexe conclue à Paris, le 9 juillet 1884, entre la France et l'Italie, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres de littérature et d'art.

Une copie authentique de la Convention et du protocole demeurera annexée à la présente loi ⁽¹⁾.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

Signé JULES FERRY.

⁽¹⁾ Le texte de la convention et du protocole annexe sera publié officiellement après l'échange des ratifications des puissances contractantes.

N° 15,104. — **DÉCRET** qui prescrit la promulgation de la Convention avec Protocole annexe conclue à Paris, le 9 juillet 1884, entre la France et l'Italie, pour la garantie réciproque de la Propriété des œuvres de littérature et d'art.

Du 23 Janvier 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 24 janvier 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la Convention avec protocole annexe conclue, le 9 juillet 1884, entre la France et l'Italie, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres de littérature et d'art, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Paris le 21 janvier 1885, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Le Président de la République française

Et Sa Majesté le Roi d'Italie,

Également animés du désir d'apporter aux accords internationaux existant pour la garantie de la propriété littéraire et artistique les modifications que l'expérience a suggérées, ont jugé à propos de conclure dans ce but une nouvelle Convention et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. Jules Ferry, député, président du Conseil, ministre des affaires étrangères, etc. ;

Et Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. le général comte Menabrea, marquis de Valdora, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Gouvernement de la République française, etc. ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les auteurs d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques, que ces œuvres soient publiées ou non, jouiront, dans chacun des deux Pays réciproquement, des avantages qui y sont ou seront accordés par la loi pour la protection des ouvrages de littérature, de

science ou d'art, et ils y auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs nationaux.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le Pays d'origine, et la durée de leur jouissance dans l'autre Pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

L'expression *œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques* comprend les livres, brochures ou autres écrits, les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les compositions musicales, les œuvres chorégraphiques, les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, les lithographies, les illustrations, les photographies, les cartes géographiques, plans, croquis et œuvres plastiques, concernant la géographie, la topographie, l'architecture, les sciences naturelles, et en général toute production quelconque du domaine littéraire, scientifique ou artistique.

2. Sont absolument prohibées, dans chacun des deux États contractants, l'impression, la publication, la circulation, la vente, l'exposition, l'importation ou l'exportation d'ouvrages littéraires, scientifiques ou artistiques contrefaits ou d'objets de reproduction non autorisée, soit que lesdites contrefaçons ou reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux Pays contractants, soit qu'elles proviennent d'un Pays tiers quelconque.

La même prohibition s'applique également à toute représentation ou exécution publique et non autorisée des œuvres dramatiques, musicales, dramatico-musicales ou chorégraphiques des auteurs et compositeurs de l'autre Pays, que cette représentation ou exécution soit totale ou partielle, et qu'elle soit effectuée d'une manière quelconque, même avec des additions, des retranchements ou des variantes.

La représentation ou l'exécution publique en Italie d'une œuvre dramatique, musicale, dramatico-musicale ou chorégraphique française sera en outre interdite d'office par l'autorité locale, lorsque l'auteur ou compositeur aura adressé, soit au ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce d'Italie, soit à l'autorité diplomatique ou consulaire italienne en France, la déclaration qu'il entend faire défendre la représentation ou l'exécution de son œuvre à quiconque ne fournirait pas la preuve écrite et légalisée de son autorisation. La réception de cette déclaration donnera ouverture à la perception, au profit du trésor italien, d'une taxe de dix francs par œuvre déclarée, pourvu que la publication de cette œuvre soit postérieure à la mise en vigueur de la présente Convention. Si ladite taxe venait à être réduite ou supprimée vis-à-vis des auteurs italiens, les auteurs français en seraient, de plein droit, exonérés dans la même proportion.

Il est, d'ailleurs, bien entendu que l'accomplissement de la formalité dont il est fait mention au paragraphe précédent est purement facultatif, et que son omission ne préjudicierait en rien aux droits

résultant, pour l'auteur français, de la présente Convention, notamment des articles 1^{er} et 9.

3. Les stipulations des articles 1^{er} et 2 de la présente Convention s'appliqueront également aux éditeurs d'œuvres publiées dans l'un des deux Pays et dont l'auteur appartiendrait à une nationalité tierce.

4. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, éditeurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, architectes, lithographes, photographes, etc., jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, éditeurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, architectes, lithographes, photographes, etc., eux-mêmes.

5. Les articles extraits de journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux Pays pourront être reproduits, en original ou en traduction, dans l'autre Pays.

Mais cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, en original ou en traduction, des romans-feuilletons ou des articles de science ou d'art.

Il en sera de même pour les autres articles de quelque étendue, extraits de journaux ou de recueils périodiques, lorsque les auteurs ou éditeurs auront expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction.

En aucun cas, l'interdiction stipulée au paragraphe précédent ne s'appliquera aux articles de discussion politique.

Sont interdites les appropriations indirectes non autorisées, telles que adaptations, imitations dites de bonne foi, transcriptions ou arrangements d'œuvres musicales, dramatico-musicales ou chorégraphiques, et généralement tout emprunt quelconque aux œuvres littéraires, dramatiques, scientifiques ou artistiques, fait sans le consentement de l'auteur.

6. Pour assurer à tous les ouvrages de littérature, de science ou d'art la protection stipulée par la présente Convention, et pour que les auteurs desdits ouvrages soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis en conséquence devant les tribunaux des deux Pays à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que leur nom soit indiqué sur le titre de l'ouvrage, au bas de la dédicace ou de la préface ou à la fin de l'ouvrage.

Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur les ouvrages est fondé à sauvegarder les droits appartenant à l'auteur. Il est, sans autres preuves, réputé ayant droit de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

7. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux Pays, d'ouvrages nationaux ou étrangers.

Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée aux

articles précédents, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre Pays.

Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis les cas prévus par l'article ci-après.

8. Les auteurs de chacun des deux Pays jouiront, dans l'autre Pays, du droit exclusif de faire ou de permettre la traduction de leurs ouvrages pendant dix années après la publication de la traduction de leur ouvrage autorisée par eux.

Pour jouir du bénéfice de cette disposition, ladite traduction autorisée devra paraître en totalité dans le délai de trois années à compter de la publication de l'ouvrage original.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, le terme de trois années stipulé au paragraphe précédent ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison de l'ouvrage original.

Dans le cas où la traduction d'un ouvrage paraîtrait par livraisons, le terme de dix années stipulé au paragraphe 1^{er} ne commencera également à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison de la traduction.

Il est entendu que, pour les œuvres composées de plusieurs volumes publiés par intervalles, ainsi que pour les bulletins ou cahiers publiés par des sociétés littéraires ou savantes ou par des particuliers, chaque volume, bulletin ou cahier sera, en ce qui concerne les termes de dix années et de trois années, considéré comme un ouvrage séparé.

Les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales seront, pendant la durée de leur droit exclusif de traduction, réciproquement protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

9. Toute contravention aux dispositions de la présente Convention entraînera les saisies, confiscations, condamnations aux peines correctionnelles et aux dommages-intérêts, déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères constituant la contrefaçon, la reproduction ou l'exécution illicite seront déterminés par les tribunaux respectifs d'après la législation en vigueur dans chacun des deux Pays.

10. Il est entendu que si l'une des Hautes Parties contractantes accordait à un État quelconque, pour la garantie de la propriété intellectuelle, d'autres avantages que ceux qui sont stipulés dans la présente Convention, ces avantages seraient également concédés, dans les mêmes conditions, à l'autre Partie contractante.

11. Pour faciliter l'exécution de la présente Convention, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les lois, décrets ou règlements que chacune d'elles aurait

N° 15,097. — *DÉCRET qui fixe le droit à percevoir à l'entrée en France du Chocolat fabriqué en Algérie.*

Du 29 Décembre 1884.

(Promulgué au Journal officiel du 30 décembre 1884.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce et des finances;

Vu la loi du 5 juillet 1836, article 5;

Vu la loi du 17 juillet 1867 et spécialement le dernier paragraphe de l'article 1^{er} de ladite loi, ainsi conçu :

« Les produits étrangers introduits d'Algérie en France, qui auront payé les droits des tableaux A et B, ne seront admis à entrer en France qu'à la condition d'acquitter la différence entre le tarif de l'Algérie et le tarif de France »;

Vu le décret du 17 août 1880 ⁽¹⁾;

Vu le décret du 16 mai 1882 ⁽²⁾;

Vu le décret du 23 mai 1883 ⁽³⁾;

Vu l'article 10 de la loi de finances du 29 décembre 1884, en vertu duquel le cacao importé en Algérie devient passible des droits du tarif métropolitain;

Attendu que les droits perçus en Algérie sur le sucre employé à la fabrication de cent kilogrammes de chocolat sont inférieurs de cinq francs cinquante centimes aux droits appliqués en France au sucre employé pour la même fabrication;

Attendu que cette somme représente, d'après le tarif métropolitain, une quantité de onze kilogrammes de sucre exprimé ou raffiné,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, à l'entrée en France du chocolat fabriqué en Algérie, un droit de cinq francs cinquante centimes par cent kilogrammes, à titre de supplément de droit sur le sucre employé pour cette fabrication.

2. Les chocolats exportés de France à destination de l'Algérie seront reçus à la décharge des comptes d'admissions temporaires de sucre, à raison de onze kilogrammes de sucre raffiné pour cent kilogrammes de chocolat fabriqué dans les conditions déterminées par l'article 3 du décret du 17 août 1880.

3. Sont et demeurent rapportés les décrets du 16 mai 1882 et du 23 mai 1883.

4. Les ministres du commerce et des finances sont chargés, cha-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 564, n° 9877.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. n° 775, 13,312.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 731, n° 12,413.

cun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,098. — DÉCRET relatif à la Contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de plusieurs Chambres et Bourses de commerce.

Du 29 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 14 août 1884, concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de trente-neuf millesept cent quinze francs (39,715¹⁵), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes, aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie en 1885, conformément audit tableau, sur les patentes désignées par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

expiré, aucune traduction n'ait paru ou aucune représentation n'ait eu lieu depuis lors.

Le présent protocole, qui sera considéré comme faisant partie intégrante de la Convention en date de ce jour, et ratifié avec elle, aura même force, valeur et durée que cette Convention.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent protocole et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 9 Juillet 1884.

(L. S.) Signé JULES FERRY.

(L. S.) Signé MENABREA.

ART. 2.

Le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

Signé JULES FERRY.

N° 15,105. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1884, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'École nationale d'Art décoratif de Nice.*

Du 4 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ;

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1884 ;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture par décret d'un crédit d'égale somme additionnellement, à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet ;

Vu le récépissé du trésorier général des Alpes-Maritimes, constatant qu'il a été versé au trésor, le 29 août 1884, une somme de mille francs (1,000^f), montant d'un don fait par la société des bains de mer de Monaco à l'école nationale d'art décoratif de Nice ;

Vu l'avis du ministre des finances,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1884, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XIII (*Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de mille francs (1,000'), applicable aux dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Nice.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours,

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,106. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1884, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'École nationale des Beaux-Arts de la ville d'Alger.

Du 4 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1884;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'Etat, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture par décret d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu les déclarations de versements délivrées par le trésorier-payeur d'Alger, constatant qu'il a été versé au trésor une somme de huit mille neuf cents francs (8900'), montant des deuxième et troisième trimestres 1884 de la part contributive de la ville d'Alger dans les dépenses de l'école nationale des beaux-arts de cette ville;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10,527.

beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1884, deuxième section, chapitre XIII (*Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de huit mille neuf cents francs (8,900^f), applicable aux dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,107. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1884, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'Enseignement primaire.*

Du 10 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1884;

Vu la loi du 19 mai 1874, article 29, paragraphe 2, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie;

Vu un récépissé et trois déclarations de versement constatant que diverses sommes, s'élevant ensemble à mille neuf cent vingt-neuf francs quarante-cinq centimes (1,929^f 45^c), ont été recouvrées dans les départements du Nord, des Basses-Pyrénées, de la Haute-Savoie et de la Seine;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 29 novembre dernier,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section, un crédit de mille neuf cent vingt-neuf francs quarante-cinq centimes (1,929^f 45^c).

Cette somme sera rattachée au chapitre LIII (*Enseignement primaire*) du budget de l'exercice 1884.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,108. — *DÉCRET qui fixe la Taxe applicable aux correspondances échangées entre la France et l'Algérie et la Tunisie, d'une part, et le Sénégal, de l'autre.*

Du 11 Décembre 1884.

(Promulgué au Journal officiel du 13 décembre 1884.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des postes et des télégraphes et du ministre de la marine et des colonies;

Vu la loi du 21 mars 1878, relative à la taxe télégraphique;

Vu la loi du 26 juillet 1880, portant approbation des tableaux des taxes télégraphiques arrêtées par la conférence de Londres le 28 juillet 1879;

Vu le décret du 22 mars 1880⁽¹⁾, fixant les taxes télégraphiques internationales;

Vu la loi du 9 juillet 1883, portant approbation d'une convention relative à la pose d'un câble télégraphique entre l'île de Ténériffe et le Sénégal;

Vu la loi du 9 juillet 1884, approuvant l'arrangement conclu avec le gouvernement espagnol relativement au câble télégraphique sous-marin entre les Canaries et le Sénégal,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Est fixée ainsi qu'il suit, sans taxe additionnelle ni minimum de nombre de mots, la taxe applicable aux correspondances échangées entre la France et l'Algérie et la Tunisie, d'une part, et le Sénégal, d'autre part :

1° Entre la France et le Sénégal, et réciproquement, à :

Deux francs cinquante centimes (2' 50") par la voie normale;

Deux francs soixante-dix centimes (2' 70") par la voie du câble Marseille-Barcelone;

2° Entre l'Algérie et la Tunisie, d'une part, et le Sénégal, d'autre part, et réciproquement, à :

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 537, n° 3445.

Deux francs soixante centimes (2' 60") par la voie normale;
Deux francs quatre-vingts centimes (2' 80") par la voie du câble
Marseille-Barcelone.

2. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre de la marine et des colonies sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PEYRON.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé AD. COCHERY.

N° 15,109. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1884, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor par les Compagnies de l'Est, de Paris-Lyon-Méditerranée, d'Orléans et de l'Ouest, pour le payement des travaux entrepris par l'État sur diverses lignes concédées.*

Du 16 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 30 janvier 1884, portant fixation du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884 et répartition par chapitres des crédits affectés au ministère des travaux publics sur ledit budget;

Vu les lois du 20 novembre 1883, approbatives des conventions provisoires passées, les 26 mai, 5, 11, 28 juin et 17 juillet précédents, entre le ministre des travaux publics et les compagnies des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée, de l'Est, d'Orléans et de l'Ouest;

Considérant que divers travaux en cours d'exécution sur les lignes concédées en vertu desdites conventions sont poursuivis par les ingénieurs de l'État, à charge par les compagnies de verser chaque mois au trésor, à titre de fonds de concours, les sommes nécessaires au payement des dépenses;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les récépissés n° 27,685, 27,800, 27,893 et 27,894 du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, les 6, 8 et 9 décembre 1884, par les compagnies de l'Est, de Paris-Lyon-Méditerranée, d'Orléans et de l'Ouest, pour le payement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État, pendant les mois d'octobre et de novembre 1884, sur les lignes qui leur ont été concédées en vertu des conventions précitées; une somme totale de huit millions cinq cent soixante quatre mille francs, savoir :

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

Récépissé n° 27,685, versement de la compagnie de l'Est. (Travaux afférents au mois d'octobre.).....	654,000'
Récépissé n° 27,800, versement de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée. (Travaux afférents au mois de novembre.)....	2,256,000
Récépissé n° 27,893, versement de la compagnie d'Orléans. (Travaux afférents au mois de novembre.).....	4,400,000
Récépissé n° 27,894, versement de la compagnie de l'Ouest. (Travaux afférents au mois de novembre.).....	1,260,000
ENSEMBLE.....	8,564,000

Vu les documents administratifs, desquels il résulte que ladite somme de huit millions cinq cent soixante-quatre mille francs, destinée à être rattachée au budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics, exercice 1884, doit être répartie de la manière suivante, entre les chapitres ci-après, savoir :

CHAP. VIII. Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	8,514,000'
— XII. Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en dehors de la loi du 18 mai 1878 et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives.....	50,000
ENSEMBLE.....	8,564,000

Vu la lettre du ministre des finances en date du 22 décembre 1884,

Décret :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies des chemins de fer de l'Est, de Paris-Lyon-Méditerranée, d'Orléans et de l'Ouest, en exécution des conventions de 1883, un crédit additionnel de huit millions cinq cent soixante-quatre mille francs (8,564,000').

Ce crédit est réparti ainsi qu'il suit entre les chapitres ci-après désignés, savoir :

CHAP. VIII. Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	8,514,000'
— XII. Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en dehors de la loi du 18 mai 1878 et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives.....	50,000
TOTAL ÉGAL.....	8,564,000

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor par les compagnies susmentionnées.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,110. — DÉCRET qui autorise le sieur Faille (Alfred-François) à établir un dépôt-débit de Dynamite sur le territoire de la commune d'Onnaing (Nord).

Du 26 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875⁽¹⁾ et 28 octobre 1882⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu le décret du 29 septembre 1882⁽³⁾, qui autorise le sieur Faille (Alfred-François) à établir un dépôt-débit de dynamite sur le territoire de la commune d'Onnaing (Nord), et spécialement l'article 14 dudit décret, qui l'autorise à importer de la poudrerie de Clermont (Belgique), par envoi ne pouvant excéder deux mille kilogrammes, la dynamite nécessaire à l'alimentation de ce dépôt;

Vu le décret du 9 août 1883⁽⁴⁾, autorisant la substitution de la fabrique de Matagne-la-Grande (Belgique) à la poudrerie de Clermont pour la provenance de la dynamite;

Vu la demande du directeur de la société anonyme de dynamite de Matagne-la-Grande;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le deuxième paragraphe de l'article 14 du décret susvisé du 29 septembre 1882 est remplacé par la disposition suivante :

« La quantité maxima de dynamite qui pourra être introduite à la fois est fixée à trois mille cinq cents kilogrammes. »

2. Les ministres du commerce, de l'intérieur, de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES FERRY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} E. CAMPERON.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 739, n° 12,552.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 749, n° 12,743.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 805, n° 13,693.

N° 15,111. — *DÉCRET qui ouvre le Bureau de Douane d'Annecy à l'importation et au transit de la Librairie venant de l'étranger.*

Du 26 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et d'après l'avis conforme des ministres des finances et de l'intérieur;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836;

Vu l'article 8 de la loi du 6 mai 1841;

Vu l'ordonnance du 13 décembre 1842 ⁽¹⁾.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le bureau de douane d'Annecy est ouvert à l'importation et au transit de la librairie venant de l'étranger.

2. Les opérations de l'espèce cesseront d'avoir lieu au bureau de Pont-de-la-Caille.

3. Le ministre du commerce, le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,112. — *DÉCRET portant ouverture au Ministre du Commerce d'un Crédit de 4,550 francs.*

Du 26 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce;

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1884 et répartition par chapitres des crédits affectés au ministère du commerce pour ledit exercice;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie) pendant l'année 1884;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 27 décembre 1884,

DÉCRÈTE :

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 966, n° 10, 119.

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, sur l'exercice 1884, un crédit de quatre mille cinq cent cinquante francs (4,550¹), applicable comme suit à l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie).

BUDGET ORDINAIRE.

CHAPITRE VI.

École nationale d'horlogerie de Cluses..... 4,550¹

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1884.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROQUIER.

N° 15,113. — DÉCRET qui autorise l'application de la Convention relative à l'échange des Télégrammes conclue entre la France et la Grèce.

Du 27 Décembre 1884.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 décembre 1884.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 29 novembre 1850;

Vu la loi du 26 février 1880, portant approbation des tableaux des taxes télégraphiques arrêtés par la conférence de Londres le 28 juillet 1879;

Vu le décret du 22 mars 1880⁽¹⁾, portant :

1° Exécution du règlement de service international arrêté à Londres;

2° Fixation des taxes télégraphiques internationales;

Vu la loi du 31 juillet 1882, portant approbation des tarifs télégraphiques établis par la convention conclue le 13 juillet 1882 entre la France et la Grèce;

Vu le décret du 26 août 1882⁽²⁾, portant exécution de la convention conclue le 13 juillet 1882 entre la France et la Grèce;

Vu la loi du 20 décembre 1884, portant approbation des tarifs télégra-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 537, n° 9445.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 732, n° 12,469.

phiques établis par la convention conclue le 3 novembre 1884 entre la France et la Grèce,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les dispositions de la convention conclue entre la France et la Grèce le 3 novembre 1884 seront appliquées le 1^{er} janvier 1885.

2. A partir de cette date, la taxe des télégrammes ordinaires transmis de France aux îles de la Grèce, sauf Corfou, par la voie des câbles d'Otrante-Zante et d'Otrante-Vallona, est fixée uniformément à soixante-cinq centimes (0^e 65^e) par mot sans aucune surtaxe.

3. A partir de cette même date, la taxe des télégrammes ordinaires transmis d'Algérie et de Tunisie aux îles de la Grèce, sauf Corfou, par la voie des câbles Otrante-Zante et Otrante-Vallona, est fixée uniformément à soixante-quinze centimes (0^e 75^e) par mot sans aucune surtaxe.

4. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé AD. COCHERY.

N° 15,114. — *Décret portant ouverture au Ministre des Travaux publics d'un Crédit additionnel de 8,564,000 francs.*

Du 30 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu le décret en date du 24 octobre 1884 ⁽¹⁾, qui a ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor, les 7, 8 et 9 du même mois, par les compagnies des chemins de fer de l'Est, de Paris-Lyon-Méditerranée, d'Orléans et de l'Ouest, un crédit additionnel de huit millions cinq cent soixante-quatre mille francs, ledit crédit réparti ainsi qu'il suit :

CHAP. VIII. Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État 6,564,000^f

— XI. Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées
en vertu de la loi du 18 mai 1878, ... 2,000,000

TOTAL..... 8,564,000

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 883, n° 14,786.

Vu les documents administratifs, desquels il résulte que la répartition du versement précité entre les chapitres ci-dessus devait être effectuée de la manière suivante :

CHAP. VIII.....	6,814,000'
— XI.....	1,754,000

Considérant qu'une somme de deux cent cinquante mille francs se trouve ainsi avoir été rattachée en trop au chapitre XI et fait défaut au chapitre VIII ;
Vu la lettre du ministre des finances en date du 23 décembre 1884,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, chapitre XI (*Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en vertu de la loi du 18 mai 1871*), pour l'emploi de fonds de concours, une somme de deux cent cinquante mille francs (250,000') est et demeure annulée.

2. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, chapitre VIII (*Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux cent cinquante mille francs (250,000').

3. Il sera pourvu au crédit ouvert par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, les 7, 8 et 9 octobre 1884, à titre de fonds de concours, par les compagnies, de chemins de fer de l'Est, de Paris-Lyon-Méditerranée, d'Orléans et de l'Ouest.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,115. — DÉCRET qui supprime le Comité consultatif des Laboratoires municipaux et départementaux.

Du 30 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu le décret du 27 septembre 1883⁽¹⁾, qui a institué auprès du ministère

(1) XII^e série, Bull. 812, n° 13,771.

du commerce un comité consultatif des laboratoires municipaux et départementaux;

Vu le décret du 30 septembre 1884⁽¹⁾, relatif aux attributions du comité consultatif d'hygiène publique de France,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le comité consultatif des laboratoires municipaux et départementaux, institué par décret du 27 septembre 1883, est supprimé.

2. Les attributions conférées par le décret précité au comité consultatif des laboratoires sont exercées par le comité consultatif d'hygiène publique de France.

3. Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par le décret du 30 septembre 1884, le comité consultatif d'hygiène publique de France est chargé d'émettre des avis :

1° Sur la qualité des aliments, boissons, condiments et médicaments livrés à la consommation;

2° Sur les rapports qui lui sont soumis, soit par les chefs et directeurs des laboratoires municipaux et départementaux, soit par les autorités municipales et départementales;

3° Sur les méthodes à employer dans les laboratoires pour l'analyse et l'examen des diverses denrées alimentaires;

4° Sur les moyennes au-dessus et au-dessous desquelles lesdites denrées seraient déclarées mouillées ou falsifiées;

5° Enfin et d'une manière générale, sur toutes les questions techniques se rapportant au fonctionnement des laboratoires établis soit par les départements, soit par les communes.

4. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,116. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant :

ART. 1^{er}. Jusqu'à l'établissement d'une justice de paix dans le poste militaire du Kreider, un officier de l'armée pourra y être, sur la proposition du procureur général, et par arrêté du gouverneur général, provisoirement investi des attributions conférées aux juges de paix.

Seront applicables dans ledit territoire les dispositions du dernier paragraphe de l'article 6 du décret du 10 août 1875⁽²⁾.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 882, n° 14,772.

⁽²⁾ Bull. 274, n° 4632.

2. Le poste du Kreider est rattaché, pour l'administration de la justice, au tribunal de Mascara. (*Paris, 6 Octobre 1884.*)

N° 15,117. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Un nouveau délai de deux ans, expirant le 18 septembre 1886, est accordé à la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée pour l'expropriation des terrains nécessaires à l'établissement de la deuxième voie entre Chambéry et Aiguebelle, sur la ligne du Rhône au Mont-Cenis. (*Paris, 10 Novembre 1884.*)



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Mars 1885,

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

MARTIN FEUILLÉE.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 901.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,118. — *LOI qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un Réseau de Chemins de fer d'intérêt local dans le département de la Somme.*

Du 17 Janvier 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 18 janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Somme, d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local, à voie de un mètre de largeur, comprenant les lignes ci-après :

1° D'Albert à Ham, par ou près Fricourt, Carnoy, Montauban, Guillemont, Combles, le Forest, Hem, Cléry, Péronne, Mons-en-Chaussée, Athies, Mouchy-Lagache, Matigny, Saucourt et Offoy;

2° De Matigny à Ercheu, vers Noyon, par ou près Voyennes, Rouy, Mesnil-Saint-Nicaise, Nesle, Breuil et Moyencourt;

3° D'Albert à Montdidier, par ou près Fricourt, Bray-sur-Somme, la Neuville-lez-Bray, Chuignolles, Proyard, Rosières ou (Guillaucourt), Hangest-en-Santerre, Davenescourt, Becquigny et Fignières;

4° D'Abbeville à Dompierre-sur-Authie, par ou près Drucat, Neuilly-l'Hôpital, Cauchy, Lamotte-Buleux, Forest-l'Abbaye, Crécy Estrées;

5° D'Amiens à Beaucamp-le-Vieux, par ou près Bovelles, Fluy, Bougainville (variante bleue), Molliens-Vidame, Lincheux, Hornoy et Liomer;

6° De Doullens à Albert, par ou près Beauval, Beauquesne, Raincheval, Léalvillers, Hacheux, Mailly et Mesnil-Martinsart;

7° De Noyelles au Crotay, par ou près Morlaix;

8° De Saint-Valery à Cayeux, par ou près Pendé et Lanchères.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution des lignes dont il s'agit ne sont pas accomplies dans un délai de cinq ans, à dater de la promulgation de la présente loi;

3. Le département de la Somme est autorisé à pourvoir à l'exécution des lignes ci-dessus mentionnées, comme chemins d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 16 juillet 1884, entre le préfet de la Somme, d'une part, et le sieur *Émile Levet*, agissant au nom et pour le compte de la société des chemins de fer économiques, d'autre part, ainsi que du cahier des charges annexé à cette convention.

Des copies certifiées conformes de ladite convention et du cahier des charges resteront annexées à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le capital de premier établissement des chemins de fer mentionnés à l'article 1° ci-dessus est fixé, à forfait, à la somme de soixante-quatre mille francs (64,000^f) par kilomètre, sans que la longueur des lignes auxquelles ce forfait s'applique puisse excéder trois cents kilomètres.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au trésor est fixé à trois cent mille francs (300,000^f).

5. Aucune émission d'obligations ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par le ministre des travaux publics, sous la condition préalable des constatations prescrites par l'article 18, paragraphe final, de la loi du 11 juin 1880, après avis du ministre des finances et après l'achèvement et la mise en exploitation des lignes ou sections de lignes concédées.

Le capital à réaliser par l'émission des obligations ne pourra être supérieur aux dépenses d'établissement des lignes ou sections de lignes mises en exploitation, et l'émission ne sera autorisée que sous la condition que l'annuité destinée à couvrir l'intérêt et l'amortissement des titres à émettre, ne dépassera pas le montant de l'intérêt à cinq pour cent garanti sur lesdites dépenses.

6. Le capital de la société des chemins de fer économiques ne pourra être engagé directement ou indirectement dans une opération autre que la construction et l'exploitation des lignes qui lui sont concédées, sans autorisation préalable, par décret délibéré en Conseil d'État.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 17 janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre vingt-quatre, le seize juillet,

Entre les soussignés,

M. *Léon Cohn*, préfet du département de la Somme, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu :

- 1° De la loi du 10 août 1871;
- 2° De la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local;
- 3° Du décret réglementaire du 20 mars 1882;
- 4° Des délibérations du conseil général de la Somme, en date des 3 septembre 1881, 22 avril, 30 août, 7 novembre 1882, 11 juin 1883 et 16 juillet 1884, et sous réserve de la déclaration d'utilité publique,

D'une part;

Et M. *Émile Level*, directeur de la société générale des chemins de fer économiques, dont le siège est à Paris, rue d'Antin, n° 7, agissant au nom et pour le compte de ladite société, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'administration en date du 3 novembre 1882,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet de la Somme concède à la société générale des chemins de fer économiques, qui accepte, la construction et l'exploitation du réseau de chemins de fer d'intérêt local à voie unique comprenant les lignes ci-après désignées, et qui doivent avoir toutes un mètre d'écartement entre les rails :

1 ^{re} Ligne d'Albert à Ham, environ.....	75 ^k
2 ^e Embranchement de Matigny à Ercheu.....	22
3 ^e Ligne d'Albert à Montdidier.....	58
4 ^e Ligne d'Abbeville à Dompierre-sur-Anthie.....	29
5 ^e Ligne d'Amiens à Beaucamp-le-Vieux.....	49
6 ^e Ligne de Doullens à Albert.....	40
7 ^e Ligne de Noyelles au Crotoy.....	7
8 ^e Ligne de Saint-Valéry à Cayeux.....	12

Ensemble environ..... 292^k

Étant entendu d'ailleurs que la longueur totale des lignes concédées, telle qu'elle résultera du chaînage prévu par l'article 5, paragraphe 5, ci-après, ne dépassera pas trois cents kilomètres.

La compagnie se réserve le droit, mais sans augmentation de prix, d'établir à la largeur normale de no mètres quatre cent quarante-cinq millimètres les voies des chemins de Saint-Valéry à Cayeux et de Noyelles au Crotoy.

Dans le cas où les lignes désignées ci-dessus sous les numéros 1, 4 et 5 viendraient à être prolongées vers les départements voisins, le département de la Somme s'engage à concéder les prolongements à exécuter sur son territoire à la compagnie concessionnaire, qui, de son côté, s'engage à exécuter lesdits prolongements aux conditions de la présente concession.

2. La présente concession est faite aux conditions générales de la loi du 11 juin 1880, du règlement d'administration publique du 20 mars 1882, aux conditions et dans les détails du cahier des charges ci-annexé et de la loi déclarative d'utilité publique à intervenir, ainsi qu'aux clauses et conditions particulières ci-après indiquées.

3. Les frais des études des avant-projets faits sous la direction de M. l'ingénieur en chef du département, tels qu'ils seront arrêtés au jour où la concession sera devenue définitive, seront remboursés par la compagnie concessionnaire, qui en versera le

montant à la trésorerie générale de la Somme, dans le délai de trois mois à dater de la promulgation de la loi déclarative d'utilité publique.

4. En cas d'insuffisance du produit brut, impôts déduits, de l'ensemble des lignes en exploitation, pour faire face aux dépenses d'exploitation et au paiement des intérêts à cinq pour cent (5 p. o/o), amortissement compris, du capital de premier établissement, le département de la Somme s'engage à verser à la compagnie, pendant la durée de son exploitation et dans les termes indiqués ci-après, la somme nécessaire pour couvrir cette insuffisance, tant à l'aide de ses ressources propres et des subventions communales et particulières qu'à l'aide de la participation de l'État, telle qu'elle est définie aux articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880.

5. Pour l'application de l'article ci-dessus, il est entendu :

1° Que le capital de premier établissement est fixé, à forfait, à la somme de soixante quatre mille francs (64,000^f) par kilomètre, soit, pour une longueur maximum de trois cents kilomètres, à la somme maximum de dix-neuf millions deux cent mille francs (19,200,000^f);

2° Que les frais d'exploitation par kilomètre seront évalués, également à forfait, à deux mille francs (2,000^f), plus trois dixièmes (3/10) de la recette kilométrique brute, impôts déduits (2,000 + 0,3 R);

3° Que la longueur qui servira de base au calcul des subventions annuelles sera déterminée, pour chacune des lignes, au moyen d'un chainage contradictoire suivant l'axe de la voie principale :

(a) En ce qui concerne la construction, entre les aiguilles extrêmes des gares terminus, ou les aiguilles de raccordement avec d'autres lignes;

(b) En ce qui concerne l'exploitation, entre les axes des bâtiments à voyageurs des lignes exploitées.

6. Le département, quel que soit le chiffre des insuffisances des recettes sur l'ensemble des lignes exploitées, ne versera jamais annuellement, et pour sa part contributive à titre de garantie d'intérêts, une somme supérieure à trois cent mille francs (300,000^f).

Il sera fait état du surplus des insuffisances. Le département payera à la compagnie, à raison de quatre pour cent par an, l'intérêt sur le montant de l'excédent.

Quand la part du département dans le montant de la garantie d'intérêts sur l'ensemble des lignes exploitées sera inférieure à trois cent mille francs (300,000^f), la différence sera affectée au remboursement en capital du montant des insuffisances.

Il est entendu d'ailleurs que l'État demeure absolument étranger à ce compte d'attente, et qu'il ne payera chaque année que sa part dans les insuffisances de l'année écoulée.

7. La subvention annuelle du département sera payée dans les formes et conditions déterminées par le décret du 20 mars 1882; l'avance prévue à l'article 9 dudit décret sera payée à la société au plus tard dans les deux mois qui suivront le dépôt fait par la société des pièces justificatives prévues par l'article 5 du même décret.

8. Le nombre des trains sera de trois dans chaque sens sur la ligne d'Albert à Ham et de deux dans chaque sens sur les autres lignes du réseau. Pendant la saison des bains de mer, il sera de quatre dans chaque sens sur les lignes de Noyelles au Crottoy et de Saint-Valéry à Cayeux.

Toutefois le département pourra exiger la mise en circulation de trains supplémentaires, qui seront payés à raison de soixante-dix centimes (0^f.70^c) par kilomètre à l'aller et au retour, étant bien entendu que la mise en circulation de ces trains n'aura pas pour effet de nécessiter une augmentation de l'effectif du matériel roulant.

Dans le cas où le matériel prévu pour la mise en circulation des trains indiqués au paragraphe 1^{er} du présent article serait insuffisant pour effectuer les trains supplémentaires imposés par le département, les dépenses d'acquisition du matériel roulant nécessaire et les frais des installations correspondantes seront portés en augmentation du capital de premier établissement, après adhésion de l'administration et jusqu'à concurrence de quatre mille francs (4,000^f) par kilomètre, soit de un million deux cent mille francs (1,200,000^f) pour l'ensemble de la concession.

Il est entendu que la présente clause ne sera pas applicable dans le cas où la société concessionnaire mettrait en circulation des trains supplémentaires de sa propre initiative.

9. La société concessionnaire s'interdit la création de toute société d'exploitation.

Les traités d'exploitation qu'elle pourrait avoir intérêt à passer seront subordonnés à l'approbation du Gouvernement, sur l'avis conforme du conseil général.

10. De convention expresse, il est dérogé, dans les termes du cahier des charges annexé aux présents, aux articles 2, 3, paragraphe 2; 11, 12, 13, paragraphe 4; 15, 19, 31, paragraphe 4; 32, 34, 35, 41, paragraphe 2; 49, 56, paragraphes 1^{er}, 4, 5, 6, 7, 10; 57, paragraphes 1^{er}, 4, 5, 7 et paragraphe final, et 66 du cahier des charges type.

11. Le cautionnement de l'entreprise est fixé à la somme de six cent mille francs (600,000^f), qui sera déposée dans le mois de la promulgation de la loi portant déclaration d'utilité publique de la concession. Les quatre cinquièmes (4/5) de ce cautionnement seront rendus à la société concessionnaire par cinquièmes et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième restera consigné pendant toute la durée de la concession à titre de garantie.

12. La présente convention ne deviendra définitive qu'après qu'elle aura été approuvée par une loi et que l'État aura pris l'engagement de concourir, pendant toute la durée de la concession, au paiement de la garantie d'intérêts, dans les limites maxima déterminées par les articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880 et par l'article 13 du règlement d'administration publique du 20 mars 1882.

13. La présente convention sera également nulle et non avenue si la loi déclarative d'utilité publique à intervenir, et qui doit en porter approbation, ne contient pas, pour la société concessionnaire, l'autorisation d'émettre des obligations dans les conditions déterminées par les lois des 28 août 1881 et 20 août 1883, déclaratives d'utilité publique des chemins de fer d'intérêt local de la Gironde et de l'Allier, concédées à la même société.

Fait double à Amiens, les jour, mois et an que dessus.

*Le Directeur de la Société générale des chemins
de fer économiques,*

Signé ÉMILE LEVEL.

Le Préfet de la Somme,

Signé LÉON CORN.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE 1^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

ART. 1^{er}. Les chemins de fer d'intérêt local qui font l'objet du présent cahier des charges sont les suivants :

a) Ligne d'Albert à Ham, par ou près Fricourt, Carnoy, Montauban, Guilleumont, Comblès, le Forest, Hem, Cléry (variante bleue), Péronne, Mons-en-Chaussée, Athies, Mouchy-Lagache, Matigny, Saucourt, Offoy et Ham.

b) Embranchement de la ligne A de Matigny à Ercheu, vers Noyon, par ou près Voyennes, Rouy, Mesnil-Saint-Nicaise, Nesle, Breuil et Moyencourt.

c) Ligne d'Albert à Montdidier, par ou près Fricourt, Bray-sur-Somme, la Neuville-lez-Bray, Chuignolles, Proyard, Harbonnières, Rosières (ou Guillaucourt), Calx, Lequesnel, Bangest-en-Santerre, Davenescourt, Becquigny et Fignières.

d) Ligne d'Abbeville à Dompierre-sur-Authie, par ou près Drucat, Nenilly-l'Hôpital, Camchy, Lamotte-Buleux, Forest-l'Abbaye, Crécy, Estrées et Dompierre-sur-Authie.

e) Ligne d'Amiens à Beaucamp-le-Vieux, par ou près Bovelles, Fluy, Bougainville (variante bleue), Molliens-Vidame, Lincheux, Hornoy, Liomer et Beaucamp-le Vieux.

f) Ligne de Doullens à Albert, par ou près Beauval, Beaulieu, Raincheval, Louvillers, Acheux, Mailly et Mesnil-Martinsart.

g) Ligne de Noyelles au Crotoy, par ou près Morkaix.

h) Ligne de Saint-Valéry à Cayeux, par ou près Pendé et Lanchères.

2. Les travaux de construction devront être commencés dans un délai de six mois à partir du jour où le conseil général aura statué définitivement, dans les termes des

paragraphes 1 et 2 de l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, sur les projets d'ensemble, et ils seront poursuivis de telle façon que lesdites lignes soient terminées et livrées à l'exploitation dans les délais ci-après, à partir du même jour, savoir :

- Ligne A, d'Albert à Ham, deux ans;
- Ligne B, de Matigny à Neule et Ercheu, quatre ans;
- Ligne C, d'Albert à Montdidier, trois ans;
- Ligne D, d'Abbeville à Dompierre-sur-Authie, trois ans;
- Ligne G, de Noyelles au Crotoy, deux ans;
- Ligne E, d'Amiens à Beaucamp-le-Vieux, quatre ans;
- Ligne F, de Doullens à Albert, cinq ans;
- Ligne H, de Saint-Valéry à Cayeux, deux ans.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général, et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet, au plus tard, dans les délais suivants du jour où la concession sera devenue définitive :

- Six mois pour les lignes d'Albert à Ham et de Noyelles au Crotoy;
- Huit mois pour la ligne de Saint-Valéry à Cayeux;
- Dix mois pour les lignes d'Albert à Montdidier et d'Abbeville à Dompierre-sur-Authie;
- Quatorze mois pour les lignes de Matigny à Ercheu et d'Amiens à Beaucamp-le-Vieux;
- Dix-huit mois pour la ligne de Doullens à Albert.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire, avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais du département.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

- 1° Un extrait de la carte au un quatre-vingt-millième;
- 2° Un plan général à l'échelle de un dix-millième;
- 3° Un profil en long à l'échelle de un cinq-millième pour les longueurs et de un millième pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :
 - Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;
 - La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;
 - La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;
- 4° Un certain nombre de profils en travers à l'échelle de cinq millimètres pour mètre et le profil type de la voie à l'échelle de deux centimètres pour mètre;
- 5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet, et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de

communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit au dessus, soit au dessous de la voie ferrée, devront être indiqués tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

3. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de paires d'évitement.

Le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie, lorsque la route brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet au nom du département, et par le ministre des travaux publics au nom de l'Etat, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

1. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de un mètre (1^m,00).

Par exception, la compagnie concessionnaire pourra exécuter les lignes de Cayeux ou du Crotoy à la voie normale.

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules ainsi que de leur chargement dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m,20), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres cinquante centimètres (2^m,50); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre mètres (4^m,00).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres (2^m,00).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante-dix centimètres (0^m,70).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m,35), et l'on ménagera au pied de chaque talus du ballast une banquetta de largeur telle que l'arête de cette banquetta se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m,90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

2. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cent mètres (100^m).

De la partie droite de quarante mètres (40^m,00) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum des déclivités est fixé à dix-huit millièmes, excepté sur la ligne d'Amiens à Beaumont-le-Vieux, où il pourra être porté jusqu'à vingt millièmes.

Une partie horizontale de quarante mètres (40^m,00) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

3. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations et haltes seront établies dans les localités indiquées ci-après, conformément aux avant-projets :

a) Ligne d'Albert à Ham : Albert, Bécourt, Fricourt, Mametz, Montauban, Guillemont, Combles, Hem, Cléry, Péronne, Mesuil, Bruntel, Mons-en-Chaussée, Athies, Mouchy-Lagache, Quivières, Maigny, Offoy et Ham.

b) Embranchement de Matigny à Nesle et Ercheu : Voyennes, Rouy-le-Petit, Mesnil-Saint-Vicaire, Nesle, Moyencourt, Ercheu.

c) Ligne d'Albert à Montdidier : Albert, Bécourt, Fricourt, Bray, Proyart, Rosières (ou Guillaucourt), avec les haltes et stations intermédiaires qui seront reconnues utiles sur la variante qui sera définitivement adoptée après l'enquête entre Proyart et Davenescourt, Fignières et Montdidier.

d) Ligne d'Abbeville à Dompierre-sur-Anthie : Abbeville (Nord), Abbeville (Porte Dubois), Plessiel, Cauchy, Crécy et Dompierre.

e) Ligne d'Amiens à Beaucamp-le-Vieux : Amiens (Saint-Roch), Ferrières, Guignemincourt, Bovelles, Fluy, Bougainville, Molliens-Vidame, Camps, Lincheux, Hornoy, Liomer et Beaucamp-le-Vieux.

f) Ligne de Doullens à Albert : Doullens, Beauval, Beauquesne, Raincheval, Arques, Léalvillers, Acheux, Mailly, Mesnil-Martinsart et Albert.

g) Ligne de Noyelles au Crotoy : Noyelles, Morlaix, le Crotoy.

h) Ligne de Saint-Valery à Cayeux : Saint-Valery, Pendé, Lanchères et Cayeux.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement, ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels se composeront :

1° D'un plan à l'échelle de un cinq-centième, indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;

2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre par mètre;

3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route nationale, à sept mètres (7^m,00) pour le chemin de grande communication ou d'intérêt commun, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal simple, et à quatre mètres (4^m,00) pour le chemin rural.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5^m,00) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4^m,30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres vingt centimètres (4^m,20). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1^m,00).

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de sept mètres cinquante centimètres (7^m,50).

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le

préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route nationale, à sept mètres (7^m,00) pour un chemin de grande communication, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal simple, et à quatre mètres (4^m,00) pour le chemin rural.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de quatre mètres vingt centimètres (4^m,20) pour les chemins à une voie, et de sept mètres cinquante centimètres (7^m,50) sur lignes ou sections pour lesquelles le concessionnaire exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m,00) au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres soixante centimètres (4^m,60).

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux et particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés, à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m,00) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m,00) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières qu'il devra poser aux passages à niveau, ainsi que les abris à établir. Il peut dispenser d'établir des abris et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déviation des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes au plus sur dix mètres de longueur de part et d'autre de chaque passage.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil de routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m,03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m,05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux.

Le préfet restera libre toutefois d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

15. Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, en consultant notamment les règlements des syndicats des rivières, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ces travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à l'encontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres vingt centimètres (4^m,20) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie, et sept mètres cinquante centimètres (7^m,50) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m,00).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par le concessionnaire pour le service du chemin de fer une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'État, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins quatre mètres (4^m,00) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails, pour les chemins à une voie, et sept mètres cinquante centimètres (7^m,50) de largeur pour les lignes ou sections à deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m,00) au moins au-dessus du niveau du rail. Des garages seront établis à cinquante mètres

(50^m,00) de distance de chaque côté et seront disposés en quinconce d'un côté à l'autre. La hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails sera de cinq mètres vingt centimètres (5^m,20). La distance verticale qui sera ménagée entre l'intrados et le dessus des rails, pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres soixante centimètres (4^m,60). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m,00) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

18. Le concessionnaire n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de quinze kilogrammes au moins ou en fer du poids de vingt kilogrammes au moins par mètre courant sur les voies de circulation pour les lignes à voie de un mètre. Pour les lignes qui, en exécution de l'article 1^{er}, paragraphe 2, de la convention, seraient construites à voie normale, les rails seront en acier du poids de vingt-cinq kilogrammes ou en fer du poids de trente kilogrammes par mètre courant.

L'espacement maximum des traverses sera de quatre-vingts centimètres d'axe en axe.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie; mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

1^{re} Dans la traversée des lieux habités;

2^{re} Dans les parties contiguës à des chemins publics;

3^{re} Sur dix mètres de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau et des stations.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement des chemins de fer et de leurs dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés, et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des encintes

fortifiées, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser, également à ses frais et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

30. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office, à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit, dont les dimensions sont définies par le troisième paragraphe de l'article 7.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consumer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et pourront être à deux étages.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers, fermé en verre double, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit; l'étage supérieur sera couvert et garni de banquettes avec dossiers; on y accèdera au moyen d'escaliers, qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-corps solides d'au moins un mètre dix centimètres (1^m, 10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de trois classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui seront arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes, et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

Les voitures de voyageurs de toutes classes seront chauffées à l'étage inférieur, du 1^{er} novembre au 1^{er} mai.

32. Le nombre minimum des trains sera de trois dans chaque sens sur la ligne d'Albert à Ham et de deux dans chaque sens sur les autres lignes du réseau.

Pendant la saison des bains de mer, il sera de quatre dans chaque sens sur les lignes de Noyelles au Crotoy et de Saint-Valéry à Cayeux.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le minimum et le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

34. La durée de la concession, pour les lignes mentionnées à l'article 1^{er} du présent cahier des charges, commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession, et sera de quatre-vingt-dix-neuf ans.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de gardes, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois. Le concessionnaire devra lui en livrer les quantités nécessaires à l'exploitation au moins pendant trois mois.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 2 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité, qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

37. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 2 et 3, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 46, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement, dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département après mise en demeure par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention, par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque soumissionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne et, s'il y a lieu, du jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et antérieur au concessionnaire évincé pour recevoir les subventions de toute nature à échoir, aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété du département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative reste également sans résultat, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront au département.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs. . .	{	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 075	0 035	0 110
		Voitures couvertes, fermées à glaces, et à banquettes rembourrées (2 ^e classe).....	0 055	0 030	0 085
		Voitures couvertes et fermées à vitres (3 ^e classe).....	0 040	0 020	0 060
		Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
Enfants.	{	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
		Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
		Chiens transportés dans les trains de voyageurs (sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^f 30 ^c).....	0 010	0 010	0 020

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 070	0 030	0 100
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 040
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 017	0 008	0 025
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.			

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huiles. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 210	0 180	0 400
--	-------	-------	-------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Alibâtre. — Armes. — Café. — Denrées coloniales. — Dragées. — Epicerie. — Objets manufacturés. — Osufs. — Produits chimiques non dénommés. — Gibier. — Spiritueux. — Sacre candi. — Tissus. — Viande fraîche. — Vins en bouteilles.	0 150	0 100	0 250
2 ^e classe. — Alcool en fûts. — Bitume. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Boissons en fûts. — Bières			

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 075	0 035	0 110
0 055	0 030	0 085
0 040	0 020	0 060
0 010	0 010	0 020
0 070	0 030	0 100
0 025	0 015	0 040
0 017	0 008	0 025
0 210	0 180	0 400
0 150	0 100	0 250

en fûts. — Charbon de bois. — Châtaignes et autres denrées alimentaires non désommées. — Cotons. — Cuivres. — Farines. — Fers ouvrés. — Fontes moulées — Huiles en fûts. — Laines. — Légumes farineux autres que les pommes de terre. — Pommes. — Levure sèche. — Lins bruts. — Marbre en bloc. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Riz. — Sucre raffiné. — Vins en fûts. — Vinaigres.....

3^e classe. — Ardoises. — Blés. — Chaux. — Plâtre. — Coke. — Bois de charpente. — Perches. — Planches. — Chevrons. — Madriers. — Mals. — Minerais autres que les minerais de fer. — Meulères. — Fers en barre. — Fonte brute. — Grains. — Pommes de terre. — Pierres de taille. — Seis. — Sucre brut. — Mélasses..

4^e classe. — Argiles. — Bétteraves. — Briques. — Cailloux. — Cendres pour engrais. — Engrais. — Houille. — Marne. — Minerais de fer. — Moellons. — Pavés. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pulpes. — Sables.....

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....

Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....

Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....

Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....

Tender de sept à dix tonnes.....

Tender de plus de dix tonnes.....

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou à quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc. Les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

4^e SERVICE DES POMPES FUNÉRAIRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres renfermant un ou plusieurs cercueils sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....

Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de...

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 130	0 080	0 210
0 110	0 060	0 170
0 090	0 040	0 130
0 110	0 070	0 180
0 150	0 100	0 250
2 100	1 400	3 500
2 000	1 800	4 800
1 050	0 700	1 750
1 560	1 040	2 600
0 180	0 120	0 300
0 220	0 180	0 400
0 150	0 100	0 250
0 090	0 070	0 160
0 450	0 350	0 800
0 240	0 160	0 400
0 900	0 600	1 500

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres, elle sera comptée pour six kilomètres.

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chaînage sera fait, suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes.

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes.

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes; entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes, etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et les marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes; 2° au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes; 3° au-dessus de dix kilogrammes, par fraction indivisible de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes.

41 bis. L'administration pourra exiger que la compagnie délivre des billets d'aller et retour à prix réduits entre deux gares quelconques de la concession. Ces billets, valables pour une durée maximum de vingt-quatre heures, à partir du départ ou du passage du premier train de la journée jusqu'à l'arrivée du dernier train de la même journée, seront taxés à vingt-cinq centimes par franc au-dessous du tarif de l'article précédent.

Les billets d'aller et retour, avec faculté de séjour pendant une journée ou valables pendant quarante-huit heures dans les mêmes conditions que ci-dessus seront taxés à vingt centimes par franc au-dessous du même tarif.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes pour les enfants transportés à moitié prix.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k). Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k), mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux, pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment, avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite sur le registre de la gare de départ du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énon-

cera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés, de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement une heure avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires seront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1845, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures des voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés, et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction dans les convois ordinaires de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver *gratuitement* dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation un compartiment spécial de la deuxième classe, ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls, et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi :

1° Requérir un second compartiment, s'il est nécessaire au service, dans les conditions indiquées au paragraphe 1°;

2° Requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités.

Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire, sur la réquisition de l'administration des postes, est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

La compagnie sera tenue de transporter gratuitement, par tous les convois de voyageurs, tout agent, sous-agent ou ouvrier d'équipe des postes et des télégraphes voyageant sur le réseau pour le contrôle ou pour l'exécution d'un service, ou chargé d'une mission ou d'un service accidentel et porteur d'un ordre de service régulier

délivré par le ministre des postes et des télégraphes. Il sera accordé à l'agent des postes et des télégraphes en mission ou en service, selon son grade, une place de voiture de première classe ou de deuxième classe, si le train comporte des voitures de cette dernière classe.

Les facteurs des postes et télégraphes et les ouvriers d'équipe en service seront admis gratuitement dans les voitures de troisième classe, sur la présentation d'un part ou d'une feuille de route délivrée par l'administration des postes et des télégraphes.

Les agents que leur service oblige à des voyages répétés recevront, à la demande du préfet, une carte de circulation d'une classe en rapport avec leur situation hiérarchique.

Les agents ou sous-agents que leur service y obligera auront accès dans les gares ou stations et sur la voie ferrée et ses dépendances pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure de la compagnie.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mis d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposé au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et les stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics; l'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Les frais de toute nature résultant de l'établissement et de l'entretien des communications télégraphiques qui lui sont propres sont à la charge du concessionnaire.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis, afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques, ainsi que l'organisation, à ses frais, du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Le Gouvernement aura la faculté de faire le long des voies toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et le matériel de ligne ou de poste destiné à être entreposé à couvert.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des lignes télégraphiques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture des fils télégraphiques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'ils ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes par kilomètre parcouru par la machine, quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir un service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard d'adits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'userait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les con-

concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrierait toutes les mesures nécessaires.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département ;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département, ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un embranchement ; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines, et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires, et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires seront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et de marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures, lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre. Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguilles et des barrières des embranchements autorisés par le préfet seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire, et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficultés, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure, et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de réputer pour la non-exécution de ces conditions.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0'12") par tonne pour le premier kilomètre, et, en outre, quatre centimes (0'04") par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre.

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes, déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira, soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de cinquante francs (50') par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions directes, au profit du département.

66. Dans le mois de la déclaration d'utilité publique, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de six cent mille francs (600,000') en numéraire ou en rentes sur l'État, calculées conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquièmes et proportionnellement à l'avance des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Amiens.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui

adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de la Somme.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Somme, sauf recours au Conseil d'État.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-dessus seront supportés par le concessionnaire.

Vu pour être annexé à la convention en date de ce jour.

A Amiens, le 16 juillet 1884.

Le Directeur de la Société générale
des chemins de fer économiques,

Signé ÉMILE LEVEL.

Le Préfet de la Somme,

Signé LÉON COHN.

N° 15,119. — *DÉCRET qui supprime le Bulletin des communes et le remplace par l'Édition des communes du Journal officiel.*

Du 31 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu les décrets des 12 février 1852 ⁽¹⁾ et 27 décembre 1871;

Vu l'article 136, paragraphe 2, de la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi de finances du 29 décembre 1884, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1885, et qui a cessé de comprendre aux produits divers la somme de six mille francs versée annuellement par la société anonyme des publications périodiques pour frais de rédaction et d'administration du *Bulletin officiel des communes*,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le *Bulletin des communes* est supprimé.

2. A partir du 1^{er} janvier 1885, les communes autres que les chefs-lieux de canton recevront en échange une feuille hebdomadaire en placard, publiée par l'administration du *Journal officiel*, rédigée par les soins et sous la surveillance du ministre de l'intérieur et contenant les lois, décrets et instructions du Gouvernement reproduits textuellement ou par analyse, et, dans la mesure du possible, les travaux de la Chambre des députés et du Sénat.

Cette publication officielle, qui aura pour titre *Journal officiel, édition des communes*, sera affichée dans chaque commune au lieu le plus apparent.

3. Le prix d'abonnement en est fixé à quatre francs par an. Il sera, comme le *Bulletin des communes*, acquitté par les communes et porté aux budgets à titre de dépense obligatoire.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 492, n° 3690.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,120. — *DÉCRET portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur les fonds du Budget de l'exercice 1884, deuxième section, chapitre XIII (Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements), d'un Crédit de 4,450 francs, représentant le versement fait au Trésor à titre de Fonds de concours, et applicable aux dépenses de l'École nationale des Beaux-Arts de la ville d'Alger.*

Du 4 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1884;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1883 et l'article 52 du décret du 31 mai 1882, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture par décret d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu la déclaration de versement délivrée par le trésorier-payeur d'Alger, constatant qu'il a été versé au trésor une somme de quatre mille quatre cent cinquante francs (4,450⁰), montant du quatrième trimestre 1884 de la part contributive de la ville d'Alger dans les dépenses de l'école nationale des beaux-arts de cette ville;

Vu l'avis du ministre des finances,

· DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1884, deuxième section, chapitre XIII (*Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de quatre mille quatre cent cinquante francs (4,450⁰), applicable aux dépenses de l'École nationale des beaux-arts de la ville d'Alger.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le

ministres des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,121. — DÉCRET portant annulation d'une somme de 15,065,500 francs sur le crédit de 43,422,000 francs ouvert, le 12 décembre 1884, au Ministre de la marine, et transfert de cette somme au budget ordinaire du Ministère de la guerre de l'exercice 1885.

Du 13 Janvier 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 14 janvier 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 12 décembre 1884, portant ouverture au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1885, d'un crédit extraordinaire de quarante-trois millions quatre cent vingt-deux mille francs, pour le service du Tonkin;

Attendu que la direction des opérations militaires au Tonkin passe au département de la guerre pour compter du 1^{er} janvier 1885;

Vu le tableau annexé au présent décret et portant répartition des dépenses du Tonkin entre le ministère de la guerre et le ministère de la marine et des colonies;

Sur le rapport des ministres de la guerre, de la marine et des colonies et des finances,

Décrète :

ART. 1^{er}. Sur le crédit de quarante-trois millions quatre cent vingt-deux mille francs ouvert par la loi de finances du 12 décembre 1884, au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1885, une somme de quinze millions soixante-cinq mille cinq cents francs (15,065,500^f) est et demeure annulée au chapitre xv (*Service du Tonkin*).

2. Le crédit ci-dessus de quinze millions soixante-cinq mille cinq cents francs est transporté au budget ordinaire du ministère de la guerre, du même exercice 1885, où il fera l'objet d'un chapitre distinct libellé : N° 42, *Corps expéditionnaire du Tonkin*.

3. Les ministres de la guerre, de la marine et des colonies et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution

du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé P. TIRARD.

Le Vice-Amiral
Ministre de la marine
et des colonies,

Le Ministre de la guerre,
Signé G^{te} LEWAL.

Signé A. PEYRON.

Crédits accordés pour l'expédition du Tonkin. — 1^{er} semestre.

	CRÉDITS VOTÉS (Loi du 12 décembre 1884.)	CRÉDITS		
		à passer à la guerre.	à conserver par la marine.	
CHAPITRE XV..				
SERVICE DU TONKIN.				
1^{re} PARTIE : SERVICE MARINE.				
Dépôt des cartes et plans.....	10,000 ^f	"	10,000 ^f	
Etats-majors et équipages.....	2,753,000	"	2,753,000	
Troupes. {	Infanterie et artillerie de la marine (solde).....	1,401,000	1,401,000 ^f	"
	Armée de terre (différence de solde) ..	1,500,000	1,200,000	300,000
	Habillement.....	667,500	517,500	150,000
	Campement, couchage et objets divers.	775,000	600,000	175,000
Corps entretenus et objets divers.....	116,000	"	116,000	
Vivres (équipages, troupes de la guerre, de la marine, tirailleurs tonkinois).....	8,140,000	4,770,000	3,370,000	
Hôpitaux (pour les bâtiments seulement).....	584,000	"	584,000	
Constructions navales (salaires et approvisionne- ments).....	13,575,000	"	13,575,000	
Artillerie (salaires et approvisionnements).....	3,308,000	1,034,000	2,364,000	
Travaux hydrauliques.....	60,000	"	60,000	
Frais généraux d'impression.....	50,000	"	50,000	
Frais de voyage.....	2,500,000	500,000	2,000,000	
Dépenses diverses.....	600,000	300,000	300,000	
	36,129,500	10,322,500	25,807,000	
2^e PARTIE : SERVICE COLONIAL.				
Personnel des services civils.....	618,000 ^f	"	618,000 ^f	
Personnel de la justice.....	163,000	"	163,000	
Personnel des services militaires (tirailleurs ton- kinois, 6196 hommes).....	1,823,000	1,703,000 ^f	120,000	
Frais de voyage.....	260,000	40,000	220,000	
Hôpitaux.....	1,400,000	1,400,000	"	
Matériel des services militaires.....	1,500,000	1,500,000	"	
Matériel civil.....	841,000	"	841,000	
Dépenses imprévues.....	300,000	100,000	200,000	
Câble télégraphique sous-marin du Tonkin.....	307,500	"	307,500	
Missions coloniales.....	80,000	"	80,000	
	7,292,500	4,743,000	2,549,500	
	43,422,000	15,065,500	28,356,500	

N° 15,122. — *DÉCRET portant homologation de bornage des Zones de servitudes de la Place de Montmédy.*

Du 15 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes fortifiés et les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1863 ⁽¹⁾, pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour la place ci-après, le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage des zones de servitudes, visés et approuvés par le ministre de la guerre :

Montmédy. — Zones de servitudes de la partie Est de la place; bornage du 26 juin 1884.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} LEWAL.

N° 15,123. — *DÉCRET portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes, sur les fonds du Budget de l'exercice 1884, d'un Crédit de 600,000 francs.*

Du 15 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des postes et des télégraphes;

Vu la loi de finances du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1884;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé des sommes versées dans les caisses du trésor par des communes ou par des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, aux

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

frais d'établissement et d'entretien des lignes télégraphiques, lequel s'élève au total de six cent mille francs;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des postes et des télégraphes, sur les fonds du budget de l'exercice 1884, chapitre IX (*Construction et entretien des lignes télégraphiques*), un crédit de six cent mille francs (600,000^f), applicable aux dépenses d'établissement et d'entretien des lignes télégraphiques.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à cet effet à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé AD. COCHERY.

N° 15,124. — DÉCRET qui fixe le Cadre du Personnel affecté aux services de la Police de la ville de Bourges.

Du 16 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu les arrêtés des consuls en date des 12 messidor an VIII et 3 brumaire an IX;

Vu la délibération du conseil municipal de Bourges en date du 6 décembre 1884,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le cadre du personnel affecté aux services de la police de la ville de Bourges est fixé conformément au tableau annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

**TABIEAU PORTANT RÈGLEMENT DU CADRE DU PERSONNEL AFFECTÉ AUX SERVICES
DE LA POLICE DE LA VILLE DE BOURGES.**

2 inspecteurs à 1,400 francs.....	2,800 ¹
3 brigadiers à 1,400 francs.....	4,200
4 sergents de ville à 1,300 francs.....	5,200
2 sergents de ville à 1,200 francs.....	2,400
8 sergents de ville à 1,100 francs.....	8,800
1 garde des promenades à 800 francs.....	800
4 gardes champêtres à 900 francs.....	3,600
1 tambour à 380 francs.....	380
Masse pour l'habillement portée de 1,800 francs à.....	2,300

N° 15,125. — *DÉCRET portant modification et complément de la nomenclature des Bureaux désignés pour constater la sortie des Boissons expédiées sur la Suisse en franchise des Droits de circulation et de consommation.*

Du 17 Janvier 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 21 janvier 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les décrets des 29 février 1876 ⁽¹⁾ et 23 mars 1878 ⁽²⁾, concernant la régularisation du mouvement des boissons entre la France et la Suisse;

Vu le décret du 19 novembre 1883 ⁽³⁾, portant nomenclature des bureaux désignés pour régulariser le mouvement des boissons sur les frontières des deux États, et rendant obligatoire pour les bureaux français le visa des certificats de transit et d'exploitation délivrés par l'administration de l'Ohmgeld du canton de Berne;

Vu les nouvelles dispositions concertées entre le Gouvernement français et le Gouvernement suisse;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La nomenclature des bureaux désignés par l'article 1^{er} du décret du 19 novembre 1883, pour constater la sortie des boissons expédiées sur la Suisse en franchise des droits de circulation et de consommation, conformément aux articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816, est modifiée et complétée comme suit :

BUREAU FRANÇAIS.	BUREAUX SUISSES CORRESPONDANT AVEC LE BUREAU FRANÇAIS.
Morteau.	Le Locle, les Brenets, col des Roches.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 299, n° 5126.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 386, n° 6682.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 612, n° 13,785.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.



Certifié conforme :

Paris, le 13 Mars 1885,

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

MARTIN FEUILLÉE.

Cette date est celle de la réception du *Bulletin*
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 902.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,126. — *DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'organisation des services du Ministère de la Justice.*

Du 30 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu l'article 16 de la loi de finances du 30 décembre 1882;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

ORGANISATION GÉNÉRALE.

ART. 1^{er}. L'administration centrale du ministère de la justice comprend, outre le cabinet du ministre, deux directions et deux divisions. Le nombre et les attributions des bureaux dont se composent le cabinet, les directions et les divisions, ainsi que le nombre des chefs et sous-chefs de bureau, sont fixés conformément au tableau ci-après :

	DIREG- TEURS.	CHEFS de di- vision.	CHEFS de bureau.	SER- VANTS de bureau.
CABINET DU MINISTRE.				
Bureau du cabinet et de l'enregistrement.....	"	"	1	1
Services rattachés au cabinet. (Bibliothèque. — Ar- chives. — Matériel.).....	"	"	"	1
DIRECTION DES AFFAIRES CRIMINELLES ET DES GRÂCES.				
1 ^{er} bureau. — Affaires criminelles.....	1	"	1	1
2 ^e bureau. — Grâces et réhabilitations.....			1	1
3 ^e bureau. — Statistique.....			1	1
4 ^e bureau. — Frais de justice.....			1	1
Expédition.....			"	1
DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES ET DU SCAU.				
1 ^{er} bureau. — Administration et législation.....	1	"	1	1
2 ^e bureau. — Officiers ministériels.....			1	1
3 ^e bureau. — Scau.....			1	1
DIVISION DU PERSONNEL.				
1 ^{er} bureau. — Cours, tribunaux et justices de paix de France.....	"	1	1	1
2 ^e bureau. — Services judiciaires d'Algérie, de Tunisie et des colonies.....			1	1
DIVISION DE LA COMPTABILITÉ ET DES PENSIONS.				
1 ^{er} bureau. — Comptabilité.....	"	1	1	1
2 ^e bureau. — Pensions.....			"	1
TOTAUX.....	2	2	17	11

Le nombre total des rédacteurs ne peut dépasser trente-de celui des commis dix-huit et celui des expéditionnaires quinze.

Le nombre des huissiers, concierges et gardiens de bureau fixé à trente-trois au maximum.

La répartition de ce personnel dans les directions, division bureaux est faite par le ministre, après avis du conseil d'administration institué par l'article 5 du présent décret.

2. Le cabinet et le secrétariat particulier du ministre, et, le échéant, ceux du sous-secrétaire d'État, peuvent être constitués moyen de personnes étrangères à l'administration centrale. Ces personnes reçoivent, s'il y a lieu, une allocation dont le chiffre est par le ministre dans les limites du crédit dont il dispose. Elles peuvent être admises dans le personnel de l'administration centrale conformément aux règles établies par les articles 7 et suivants.

Lorsque des fonctionnaires ou employés de l'administration centrale font partie du cabinet ou du secrétariat particulier du ministre ou du sous-secrétaire d'État, ils continuent à compter dans l'effectif général et ne peuvent être remplacés que par intérim dans leur emploi antérieur.

3. Les traitements et les classes du personnel de l'administration centrale sont fixés ainsi qu'il suit :

2 directeurs	15,000'
2 chefs de division	10,000 et 12,000
11 chefs de bureau... {	
de 1 ^{re} classe (2 au maximum)	9,000
de 2 ^e classe	7,500
de 3 ^e classe (5 au minimum)	6,000
12 sous-chefs	
de 1 ^{re} classe (2 au maximum)	6,000
de 2 ^e classe	5,000
de 3 ^e classe (6 au minimum)	4,000
50 rédacteurs, commis et stagiaires.. {	
de 1 ^{re} classe	4,000
de 2 ^e classe	3,500
de 3 ^e classe	3,000
de 4 ^e classe	2,500
de 5 ^e classe	2,100
Stagiaires	1,500
15 expéditionnaires et stagiaires. {	
de 1 ^{re} classe	3,000
de 2 ^e classe	2,500
de 3 ^e classe	2,000
de 4 ^e classe	1,800
Stagiaires	1,500
33 brigadiers, huissiers et gens de service	1,100 à 2,000

Par dérogation au classement ci-dessus, les rédacteurs, commis et expéditionnaires qui ont atteint le maximum de leur traitement, peuvent, après vingt ans de service et après avis du conseil d'administration, obtenir une augmentation de traitement qui peut être portée jusqu'à cinq cents francs.

La répartition et les avancements en classe ne peuvent avoir lieu que dans les limites du crédit porté au budget et après avis du conseil d'administration.

4. Nul fonctionnaire ou employé de l'administration centrale ne peut être rétribué, en tout ou en partie, que sur les crédits portés au budget, au chapitre du personnel de l'administration centrale.

5. Il est institué, sous la présidence du sous-secrétaire d'État, et, en son absence, du plus ancien directeur, un conseil d'administration composé des directeurs et chefs de division et du chef du cabinet du ministre.

Le conseil délibère sur les matières qui lui sont déferées par le présent règlement et sur celles qui lui sont renvoyées par le ministre.

6. Les directeurs et les chefs de division sont nommés, sans conditions d'origine, par décret du Président de la République, sur la proposition du ministre. Tous les autres fonctionnaires ou employés de l'administration centrale sont nommés par arrêté du ministre, dans les conditions prévues au titre II du présent décret.

TITRE II.

RECRUTEMENT. — AVANCEMENT ET DISCIPLINE DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.

7. Sous réserve des droits attribués par la loi aux anciens sous-officiers, le personnel des expéditionnaires se recrute au choix,

Les aspirants doivent être Français et âgés de dix-sept ans au moins et de trente ans au plus. Ils doivent produire soit un diplôme de bachelier, soit le certificat de grammaire ou le brevet de capacité de l'enseignement primaire.

8. Le personnel des rédacteurs se recrute parmi les licenciés en droit âgés de vingt et un ans au moins et de trente ans au plus, ayant satisfait à la loi du recrutement en ce qui concerne le service actif en temps de paix. Toutefois le diplôme de licencié en droit n'est pas exigé pour les emplois de rédacteur à la division de la comptabilité et au bureau du cabinet du ministre.

9. Nul ne peut entrer dans l'administration centrale à titre de rédacteur ou d'expéditionnaire qu'après un stage d'un an. L'année expirée, le chef du service auquel les stagiaires sont attachés présente sur leur aptitude, leur conduite et leur manière de servir un rapport au ministre, qui, après avis du conseil d'administration, les nomme, s'il y a lieu, titulaires à la dernière classe de leur emploi. Ils ne reçoivent toutefois le traitement affecté à leur emploi que si l'état des crédits le permet. Les stagiaires non commissionnés cessent immédiatement leur service.

Les anciens sous-officiers pourvus d'emplois en vertu de la loi sont dispensés du stage; toutefois, après une année de service, ils sont soumis au même rapport d'appréciation que les stagiaires, et, comme ceux-ci, peuvent être licenciés.

10. Des emplois de rédacteur, de chef et sous-chef de bureau peuvent être conférés, après avis du conseil d'administration, aux membres des cours et tribunaux, aux membres des parquets, aux auditeurs du Conseil d'État et de la cour des comptes ayant au moins trois ans d'exercice, ainsi qu'aux juges de paix pourvus du diplôme de licencié en droit.

La durée de leur service dans leurs dernières fonctions leur est comptée pour l'avancement dans l'administration centrale.

Les juges suppléants peuvent, après deux ans d'exercice, être appelés aux emplois de rédacteur sans condition de stage.

Les notaires, avoués et greffiers peuvent, après dix ans d'exercice, être appelés à l'emploi de chef ou de sous-chef du bureau des officiers ministériels (Direction des affaires civiles et du sceau).

11. Toute nomination à un emploi se fait à la dernière classe de cet emploi, sauf l'exception prévue à l'article précédent. Toutefois, si le traitement de la dernière classe de l'emploi supérieur se trouve

être moindre que celui qui était jusqu'alors alloué à l'employé promu, celui-ci conserve son traitement actuel.

12. L'avancement dans le personnel de l'administration centrale se fait au choix.

L'avancement de classe a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure.

Nul ne peut être promu à une classe supérieure s'il n'a au moins un an d'exercice dans la classe qu'il occupe.

Sauf l'exception prévue dans l'article 10, le choix pour l'emploi de chef de bureau ne peut s'exercer que sur les sous-chefs de la première et de la deuxième classe, et, pour l'emploi de sous-chef de bureau, que sur les rédacteurs des trois premières classes. Dans les deux cas, les employés promus devront avoir au moins deux ans d'exercice dans leur emploi.

Les expéditionnaires ou commis d'ordre ne peuvent être nommés à un grade supérieur qu'après cinq ans d'exercice dans leur emploi.

Les huissiers et gens de service avancent par des augmentations de traitement successives de cent francs dans les conditions prévues par le règlement intérieur du ministère.

13. Un tableau général d'avancement est arrêté à la fin de chaque année par le ministre, après avis du conseil d'administration. Il n'est valable que pour l'année suivante.

Il comprend un nombre de candidats double de celui des vacances à prévoir dans chaque emploi et chaque classe pendant le cours de l'année suivante. Aucun fonctionnaire ou employé ne peut recevoir un avancement de classe ou d'emploi s'il n'est porté sur ce tableau.

En cas de circonstances exceptionnelles et de nécessités de service, le ministre y pourvoit directement, après avis du conseil d'administration.

14. Le diplôme de licencié en droit n'est pas exigé des fonctionnaires de l'administration centrale pour les emplois de chef ou de sous-chef de bureau au cabinet du ministre et à la division de la comptabilité, de sous-chef chargé du casier central et de sous-chef chargé de l'expédition à la direction des affaires criminelles et des grâces.

Le chef du service intérieur et le bibliothécaire archiviste peuvent être pris en dehors de l'administration centrale sans condition d'âge, et sans que le choix du ministre soit limité aux catégories prévues à l'article 10.

Le bibliothécaire archiviste pris en dehors de l'administration centrale n'est pas astreint au stage prescrit par l'article 9.

Le premier paragraphe de l'article 11 ne lui est pas applicable.

15. Des avocats concourent aux travaux du ministère avec le titre d'attaché. Ils doivent être docteurs en droit. Ils ne reçoivent aucun traitement.

Ces attachés, après un an de service au ministère, sont dispensés

du stage prescrit par l'article 9 et peuvent être nommés immédiatement rédacteurs.

16. Les mesures de discipline applicables aux fonctionnaires ou employés de l'administration centrale sont :

La réprimande;

La radiation du tableau d'avancement;

La retenue du traitement n'excédant pas la moitié du traitement ni la durée de deux mois;

La rétrogradation;

La révocation.

La première de ces peines est prononcée par le ministre, sur le rapport du directeur compétent. Les autres sont prononcées par le ministre, après avis du conseil d'administration, l'agent entendu dans ses moyens de défense ou dûment appelé.

Dans ce cas, le procès-verbal de la séance dans laquelle l'agent a comparu, ou, s'il y a lieu, sa défense écrite, accompagne nécessairement le rapport soumis au ministre par le conseil. Les arrêtés de révocation visent l'avis du conseil.

La révocation des directeurs et des chefs de division ne peut être prononcée que par décret du Président de la République.

TITRE III.

DISPOSITIONS DIVERSES.

17. Avec l'assentiment du ministre et après avis des directeurs compétents, des permutations peuvent s'effectuer entre les employés de l'administration centrale du ministère de la justice et ceux des services rattachés à ce ministère ou des administrations centrales des autres ministères.

Le permutant ne peut pas entrer au ministère de la justice dans un emploi supérieur à celui de l'employé avec lequel il change de position. Il prend rang dans son emploi et dans sa classe du jour de son admission au ministère.

18. Les commis et les expéditionnaires appelés au service militaire sont remplacés dans l'effectif. Ils sont appelés à remplir les premières vacances qui se produisent après leur libération, s'ils en ont fait la demande dans les trois mois qui précèdent ou dans le mois qui suit leur libération. Le temps passé sous les drapeaux n'est pas compté aux stagiaires pour la durée de leur stage. Pour les titulaires d'emploi, il est compris dans le temps de service exigé pour l'avancement de classe.

Le ministre, après avis du conseil d'administration, peut refuser la réadmission dans l'administration centrale aux employés dont la feuille de punitions militaires constate des fautes graves.

19. Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

20. Les fonctionnaires dont les titres sont supérieurs à ceux établis par le présent décret pourront être maintenus dans leurs titres actuels.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé MARTIN FEUILLÉE.

N° 15,127. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Est approuvée la dépense faite par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour l'acquisition et l'installation aux ateliers d'Alger (ligne d'Alger à Oran) de diverses machines-outils destinées à la réparation de son matériel roulant, et évaluée, dans la note explicative produite le 20 juillet 1883, à la somme de vingt-cinq mille francs.

Cette dépense sera ajoutée, après vérification par la commission des comptes, mais seulement pour l'exercice du droit de partage des bénéfices, au compte général de premier établissement des lignes du réseau algérien, conformément à la convention du 1^{er} mai 1863, approuvée par les loi et décret du 11 juin suivant ⁽¹⁾ et à l'article 5 du décret du 20 septembre 1863 ⁽²⁾. (Paris, 10 Novembre 1884.)

N° 15,128. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui annule une délibération en date du 27 août 1884, par laquelle le conseil général de la Vendée, confirmant une précédente délibération annulée par décret du 28 juillet dernier ⁽³⁾, a accueilli les propositions de transaction présentées par les héritiers du sieur Luneau, alors que le préfet avait été légalement autorisé à accepter au nom du département le legs fait par le sieur Luneau et que cette affaire, définitivement réglée, échappait à la compétence du conseil général. (Paris, 14 Novembre 1884.)

N° 15,129. — DÉCRETS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresignés par le ministre de l'intérieur) qui annulent des délibérations en date du 20 août 1884, par lesquelles le conseil général de Vaucluse a divisé ou maintenu en sections électorales les communes d'Aubignan

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1141, n° 11,557.

⁽²⁾ 11^e série, Bull. 1155, n° 11,706.

⁽³⁾ 11^e série, Bull. 864, n° 14,552.

de Gadagne, de Monteux, de Roussillon, de Sarrians et de Saint-Didier, en violation de l'article 11 de la loi du 5 avril 1884. (*Paris, 14 Novembre 1884.*)

N° 15,130.— DÉCRETS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresignés par le ministre de l'intérieur) qui annulent des délibérations en date du 3 septembre 1884, par lesquelles le conseil général des Bouches-du-Rhône a divisé en sections électorales les communes de Barbentane, de Boulbon, de Cuges, de Graveson, de Mézoargues et de Mollèges, en violation de l'article 11 de la loi du 5 avril 1884. (*Paris, 14 Novembre 1884.*)



Certifié conforme :

Paris, le 13 Mars 1885,

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

MARTIN FEUILLÉE.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 903.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,131. — *DÉCRET portant organisation de l'Administration centrale du Ministère de la Marine et des Colonies. (Service marine.)*

Du 31 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 16 de la loi de finances du 30 décembre 1882, ainsi conçu :

« Avant le 1^{er} janvier 1884, l'organisation centrale de chaque ministère sera réglée par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique et inséré au *Journal officiel*. — Aucune modification ne pourra être apportée que dans la même forme et avec la même publicité ; »

Sur la proposition du ministre de la marine et des colonies ;
Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

ORGANISATION GÉNÉRALE.

ART. 1^{er}. L'administration centrale de la marine, au ministère de la marine et des colonies, comprend quatre directions, indépendamment du cabinet du ministre. Le nombre et les attributions des bureaux dont se composent le cabinet et les directions, ainsi que le nombre des directeurs, sous-directeurs, chefs et sous-chefs de bureau qui y sont affectés, sont fixés conformément au tableau ci-après :

XII^e Série.

		DIRECTEURS.	SOUS-DIRECTEURS.	CHEFS.	SOUS-CHEFS.	AGENTS SPÉCIAUX.
CABINET DU MINISTRE.						
1 chef d'état-major général, directeur.	Secrétariat particulier du ministre.....	"	"	"	"	"
	1 ^{er} bureau. Cabinet et enregistrement.....	1	1	1	2	"
	2 ^e — Mouvements de la flotte et opérations militaires.....				2	"
DIRECTION DU PERSONNEL.						
1 directeur, 1 sous-directeur.	1 ^{er} bureau. État-major de la flotte.....				1	
	2 ^e — Corps entretenus et agents divers.....	1	1	3	1	
	3 ^e — Troupes de la marine.....				2	"
	4 ^e — Equipages de la flotte et justice maritime.....				2	
DIRECTION DU MATÉRIEL.						
1 directeur, 1 sous-directeur.	1 ^{er} bureau. Constructions navales et torpilles.....				3	
	2 ^e — Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	1	1	3	1	"
	3 ^e — Artillerie.....				1	
	4 ^e — Approvisionnements généraux.....				1	
DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS.						
1 directeur, 1 sous-directeur.	1 ^{er} bureau. Inscription maritime et police de la navigation.....				1	
	2 ^e — Pêches et domanialité publique maritimes.....	1	1	3	1	"
	3 ^e — Solde, habillement et revues.....				2	
	4 ^e — Subsistances et hôpitaux.....				1	
DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE.						
1 directeur, 1 sous-directeur.	1 ^{er} bureau. Fonds et ordonnances.....				1	
	2 ^e — Dépenses d'outre-mer.....				1	
	3 ^e — Comptabilité centrale des fonds.....				2	
	4 ^e — Comptabilité des matières.....	1	1	5	2	"
	5 ^e — Service intérieur, personnel central, impressions et bibliothèques.....				2	
	6 ^e — Archives.....				1	
Fonctionnaires spéciaux. (Agent comptable, bibliothécaire, chef de matériel.).....		"	"	"	"	3
TOTAUX.....		5	5	15	30	3

Le chef d'état-major du ministre est directeur du cabinet.

Les sous-directeurs sont chargés chacun d'un bureau.

Le nombre total des commis principaux et commis, y compris ceux attachés au service des impressions et les stagiaires, est fixé à cent quarante-huit au maximum.

La répartition de ce personnel dans les directions et bureaux est faite par le ministre, après avis du conseil des directeurs institué par l'article 8 du présent décret.

Le nombre des huissiers, concierges et gardiens de bureau est fixé à cinquante-sept au maximum, y compris l'adjudant surveillant.

2. Le ministre et, le cas échéant, le sous-secrétaire d'État

peuvent constituer, le premier, son secrétariat particulier, le second, son cabinet, au moyen de personnes étrangères à l'administration centrale.

Ces personnes, lorsqu'elles ne font pas partie des corps de la marine, peuvent recevoir une allocation dont le chiffre est fixé par le ministre dans les limites du crédit dont il dispose pour cet objet. Elles ne peuvent être admises dans le personnel de l'administration centrale que conformément aux règles établies par les articles 10 et suivants.

Lorsque des fonctionnaires ou employés de l'administration centrale font partie du secrétariat particulier du ministre ou du cabinet du sous-secrétaire d'État, ils continuent à compter dans l'effectif général et ne peuvent être remplacés que par intérim dans leur emploi antérieur.

3. Le traitement et les classes du personnel de l'administration centrale sont fixés ainsi qu'il suit :

5 directeurs		10,000'
5 sous-directeurs	de 1 ^{re} classe	12,000
	de 2 ^e classe	11,000
15 chefs de bureau ...	de 1 ^{re} classe	10,000
	de 2 ^e classe	9,000
	de 3 ^e classe	8,000
	de 4 ^e classe	7,000
33 sous-chefs de bureau et agents spéciaux...	de 1 ^{re} classe	6,000
	de 2 ^e classe	5,500
	de 3 ^e classe	5,000
148 { Commis principaux.	de 1 ^{re} classe	4,500
	de 2 ^e classe	4,000
	de 3 ^e classe	3,600
	de 4 ^e classe	3,300
	de 5 ^e classe	3,000
Commis	de 1 ^{re} classe	2,700
	de 2 ^e classe	2,400
	de 3 ^e classe	2,100
	de 4 ^e classe	1,800
Agents secondaires..	Stagiaires	1,700
	Ajudaud surveillant	de 2,400 à 3,000
	Huissiers, concierges et gardiens de bureau	de 1,300 à 2,000

4. Nul fonctionnaire ou employé du personnel prévu à l'article 1^{er} ne peut être rétribué en tout ou en partie que sur les crédits portés au budget, au chapitre du personnel de l'administration centrale.

5. Indépendamment des cadres fixés par les quatre premiers paragraphes de l'article 1^{er}, il peut être employé dans les bureaux de l'administration centrale, au nombre que réclament les besoins du service, des officiers, officiers-mariniers, fonctionnaires ou agents du service de la flotte ou des arsenaux. Leur nombre ne doit pas dépasser trente. Des arrêtés ministériels désignent ce personnel, dont

la solde et les accessoires de solde forment un article spécial des crédits affectés à l'administration centrale.

6. A l'exception des emplois de directeur, pour lesquels aucune condition particulière n'est requise, les emplois prévus à l'article 1^{er} sont confiés à des fonctionnaires d'un personnel civil spécialement affecté au service de l'administration centrale et constitué conformément aux articles 10 et suivants.

Cependant, lorsque les besoins du service l'exigent, l'emploi de sous-directeur peut être confié à un officier ou fonctionnaire des corps de la marine ayant au moins le grade ou le rang de capitaine de vaisseau; celui de chef de bureau, à un officier supérieur ou à un fonctionnaire assimilé; celui de sous-chef, à un officier ou fonctionnaire du grade ou rang de commissaire-adjoint, ou du grade ou rang immédiatement inférieur, et réunissant, dans ce dernier cas, les conditions exigées pour l'avancement.

Le nombre des emplois de sous-directeur ou de chef de bureau ainsi occupés par des personnes étrangères à l'administration centrale ne peut dépasser la moitié de l'ensemble total desdits emplois.

Le nombre des sous-chefs nommés en vertu du second paragraphe du présent article ne peut dépasser cinq.

7. Les officiers et fonctionnaires des corps de la marine appelés à remplir, dans l'administration centrale, des emplois de sous-directeur, de chef ou de sous-chef de bureau, reçoivent le traitement de la dernière classe de ces emplois et peuvent obtenir ensuite, dans la hiérarchie de l'administration centrale, des avancements successifs en classe et en emploi, après avoir réuni les conditions fixées par l'article 17 du présent décret.

Les traitements de ces officiers et fonctionnaires sont payés sur les fonds de l'administration centrale.

Lorsque leurs allocations personnelles de grade à Paris sont supérieures à celles de l'emploi qu'ils occupent dans l'administration centrale et de la classe qu'ils ont obtenue dans ledit emploi, ils reçoivent leur traitement personnel, et, en cas d'avancement ultérieur dans leur corps, le traitement de leur grade nouveau.

8. Il est institué, sous la présidence du ministre ou du sous-secrétaire d'État, et, en leur absence, d'un directeur délégué, un conseil des directeurs composé de tous les directeurs, y compris le chef d'état-major.

Le conseil délibère sur les affaires qui lui sont déférées par le présent règlement ou soumises par le ministre.

9. Les directeurs et sous-directeurs sont nommés par décret du Président de la République.

Le ministre pourvoit directement à tous les autres emplois.

TITRE II.

RECRUTEMENT ET AVANCEMENT DU PERSONNEL SPÉCIAL.
DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.

10. Le recrutement du personnel spécial de l'administration centrale a lieu, pour les divers emplois, conformément aux règles ci-après :

Nul ne peut être admis dans le personnel de l'administration centrale s'il n'a été employé dans les bureaux en qualité de commis stagiaire, pendant un an au moins, ou, sauf l'exception prévue à l'article 14, dans l'un des services du département de la marine et des colonies, pendant le temps et en l'une des qualités énoncés au paragraphe 1^{er} de l'article 12 ci-après.

11. Les commis stagiaires sont nommés au concours.

Les candidats à l'emploi de commis stagiaire doivent être Français, produire l'un des diplômes de bachelier et avoir accompli leur dix-septième année au moins ou leur trentième au plus le 1^{er} janvier de l'année où s'ouvre le concours.

Le nombre des places de stagiaires mises au concours est limité aux emplois vacants ou qui sont présumés devoir devenir vacants dans l'année du concours.

Le programme et les règles du concours ainsi que la liste des candidats admis à concourir sont arrêtés par le ministre, après avis du conseil des directeurs.

Lorsqu'un candidat produit le diplôme de licencié en droit, le nombre de ses points d'examen est augmenté d'un dixième.

La liste des candidats reçus au concours est dressée par ordre de mérite et soumise au ministre, qui pourvoit ensuite aux emplois vacants suivant l'ordre de classement.

L'année de stage expirée, le chef du service auquel le stagiaire est attaché présente sur son aptitude, sa conduite et sa manière de servir un rapport au ministre, qui le nomme, s'il y a lieu, titulaire à la dernière classe de l'emploi de commis. Le stagiaire non commissionné cesse immédiatement ses services.

12. Un quart des places vacantes de commis de quatrième classe est réservé à des commis ou écrivains du commissariat, de la comptabilité, des directions de travaux, ayant accompli au moins trois années de service dans la marine et n'ayant pas dépassé l'âge de trente ans; un autre quart est réservé à des officiers-mariniers ou sous-officiers des corps de troupes de la marine, âgés de moins de trente-sept ans, ayant accompli sept ans de service dont quatre comme officier-marinier ou sous-officier.

Les candidats de ces catégories doivent remplir les conditions d'aptitude nécessaires. Ces conditions, ainsi que l'ordre des tours d'admission, sont déterminées par l'arrêté ministériel prévu à l'article précédent.

Les commis nommés par application des dispositions des deux paragraphes précédents sont dispensés du stage. Toutefois, après une année de service, ils sont soumis au même rapport d'appréciation que les stagiaires. Lorsque ce rapport n'est pas favorable, ils sont replacés dans le cadre de leur corps au fur et à mesure des vacances, ou licenciés s'ils n'appartenaient plus au service au moment de leur admission.

13. A défaut d'un nombre suffisant de candidats admissibles de l'une des catégories indiquées aux articles 11 et 12, les nominations ont lieu dans les autres catégories.

14. Peuvent être admis dans le personnel spécial de l'administration centrale, les officiers ayant au moins le grade ou le rang d'enseigne de vaisseau et les fonctionnaires de la marine ayant au moins l'assimilation de ce grade pour la retraite, pourvu qu'ils réunissent au moins deux années de service ou douze mois de navigation depuis leur nomination au grade d'enseigne ou à l'emploi ou grade assimilé, et qu'ils n'aient pas dépassé l'âge de trente-deux ans.

Ils sont admis comme commis de première classe, s'ils ont le grade d'enseigne de vaisseau ou un grade ou emploi correspondant, ou comme commis principaux de cinquième classe, si leur grade ou emploi est supérieur.

Ces admissions ne peuvent dépasser le nombre de deux par année.

15. Les officiers et fonctionnaires admis en vertu de l'article précédent doivent être en activité de service ou n'avoir donné leur démission que depuis trois mois, au plus, à la date de leur nomination.

Ces officiers et fonctionnaires, lorsqu'ils sont admis étant en activité de service, doivent se démettre de leur grade ou emploi dans le mois qui suit leur admission à l'administration centrale.

16. Toute nomination à un emploi se fait à la dernière classe de cet emploi, sauf l'exception prévue à l'article 14.

17. L'avancement dans le personnel de l'administration centrale a lieu au choix.

L'avancement en classe a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure.

Nul ne peut être promu à une classe supérieure s'il n'a au moins un an d'exercice dans la classe qu'il occupe.

Le choix pour les emplois de sous-directeur et de chef de bureau ne peut porter que sur les fonctionnaires des deux premières classes de l'emploi immédiatement inférieur, ayant servi au moins deux ans dans cet emploi.

Le choix pour les emplois de sous-chef de bureau, d'agent comptable, de bibliothécaire et de chef du matériel ne peut porter que sur des commis principaux des trois premières classes. L'agent comptable, le bibliothécaire et le chef du matériel peuvent également être choisis parmi les sous-chefs de bureau.

Le choix pour l'avancement à l'emploi de commis principal ne

peut porter que sur des commis de première classe ayant accompli au moins une année de service dans ladite classe.

Le ministre exerce ses choix, sur la proposition des directeurs compétents, dans les limites du crédit porté au chapitre du personnel de l'administration centrale.

18. Les avancements sont donnés aux époques et dans les conditions suivantes :

Pour l'emploi de sous-directeur, au moment où se produit la vacance, par le Président de la République, sur la proposition du ministre;

Pour l'emploi de chef et de sous-chef de bureau, de bibliothécaire, d'agent comptable et de chef du matériel, au moment où se produit la vacance, par le ministre, sur la proposition du directeur du service intéressé.

Pour les avancements en classe dans les emplois de sous-directeur et de chef de bureau, à l'époque du 1^{er} janvier, et, si la situation des crédits le permet, du 1^{er} juillet, par le ministre, en conseil des directeurs;

Pour l'avancement à l'emploi de commis principal et les avancements en classe dans les emplois de sous-chef, de commis principal et de commis, aux mêmes époques, par le ministre, sur la proposition de chacun des directeurs, dans la limite de la dotation proportionnelle qui lui est attribuée conformément à l'article suivant.

Les nominations ou promotions des fonctionnaires ou employés de l'administration centrale sont rendues publiques dans le mois qui les suit, selon le mode prescrit par un arrêté ministériel.

Les huissiers et garçons de bureau avancent par des augmentations de traitement successives de cent francs, dans les conditions prévues par le règlement intérieur du ministère. L'adjudant surveillant avance dans les mêmes conditions, et par des augmentations de deux cents francs.

19. La partie des crédits employée pour les avancements en classe des sous-directeurs et des chefs de bureau ne peut dépasser le sixième du crédit total restant disponible à l'époque des avancements.

Le surplus est réparti entre les directions proportionnellement à la part à laquelle elles auraient eu droit si les fonds à distribuer eussent permis d'accorder de l'avancement à tous les sous-chefs et commis n'en ayant pas obtenu depuis plus d'un an. Dans cette répartition, la part de la direction du cabinet est augmentée de moitié.

20. La nomination à l'un des emplois de bibliothécaire, d'agent comptable, de chef du matériel, confère le rang et le traitement de sous-chef de bureau de troisième classe, à moins que le titulaire ne soit pris parmi les sous-chefs de bureau. Dans ce dernier cas, il conserve le traitement dont il jouissait.

TITRE III.

DE LA DISCIPLINE.

21. Les mesures de discipline comportent les peines suivantes :

- 1° Réprimande;
- 2° Retenue de traitement n'excédant pas la moitié de ce traitement, pendant deux mois au plus;
- 3° Rétrogradation;
- 4° Révocation.

La première peine est prononcée par le ministre, sur la proposition du directeur compétent.

Les autres ne peuvent être prononcées par le ministre qu'après avis d'un conseil d'enquête composé de cinq membres et dont la constitution sera déterminée par un arrêté ministériel. L'intéressé est entendu par le conseil dans ses moyens de défense.

Les arrêtés de révocation sont motivés et visent l'avis du conseil d'enquête.

La révocation des directeurs et sous-directeurs ne peut être prononcée que par décret du Président de la République.

TITRE IV.

DISPOSITIONS DIVERSES.

22. Les commis appelés sous les drapeaux sont remplacés dans l'effectif. Ils sont appelés à remplir les premières vacances qui se produisent après leur libération, s'ils en ont fait la demande dans les trois mois qui précèdent ou dans le mois qui suit ladite libération.

Le temps qu'ils ont passé sous les drapeaux est compris dans l'année de service exigée pour l'avancement en classe s'il est inférieur à cette durée. Il tient lieu de cette condition s'il la dépasse.

Le temps passé sous les drapeaux par les commis stagiaires n'est pas compris dans leur année de stage.

Le ministre, après avis du conseil des directeurs, peut refuser la réadmission dans l'administration centrale aux commis et aux stagiaires dont la feuille de punitions militaires constate l'inconduite ou l'indiscipline.

23. Les permutations entre les commis de l'administration centrale de la marine et ceux des administrations centrales des autres ministères, ainsi que des services des colonies et des invalides, peuvent avoir lieu sur la présentation motivée des chefs des parties intéressées.

Le permutant à admettre au ministère ne peut y entrer que dans un emploi inférieur ou tout au plus égal à celui de l'employé avec

lequel il change de position, et il prend rang dans son emploi et dans sa classe du jour de son admission au ministère.

24. Il peut être employé au ministère de la marine des auxiliaires recevant une indemnité journalière et n'acquérant pas de droits à la retraite.

Les indemnités payées à ces auxiliaires sont imputées sur le chapitre de l'administration centrale.

TITRE V.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

25. L'organisation nouvelle ne pouvant avoir immédiatement son plein et entier effet, les cadres fixés par le présent décret seront constitués au fur et à mesure des mutations du personnel.

Les chefs de bureau adjoints comptent dans l'effectif comme sous-chefs de bureau. Ils reçoivent la solde de chef de bureau de quatrième classe et obtiennent la pension de retraite de chef de bureau.

26. Les commis principaux, les sous-chefs et les chefs de bureau actuellement en fonctions pourront faire valoir, pour leur premier avancement à l'un des emplois de sous-chef de bureau, de chef de bureau ou de sous-directeur, les conditions exigées par le règlement du 27 avril 1878.

Les commis auxiliaires actuellement en fonctions sont considérés comme ayant servi en qualité de commis stagiaires.

27. Les employés actuels du contrôle central seront, à mesure que les conditions du service le permettront, admis à des emplois équivalents dans les bureaux de l'administration centrale. Jusqu'à ce moment, ils seront traités et pourront obtenir de l'avancement suivant les règles fixées par le présent décret, mais leurs allocations seront payées sur le fonds d'abonnement du service de l'inspection.

28. Sont et demeurent abrogées les dispositions des décrets antérieurs contraires à celles du présent décret.

29. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 31 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PEYRON.

N° 15,132. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1° Est et demeure approuvé le tarif ci-annexé pour la perception du droit

de péage au passage d'eau du gué de l'Épine, sur la Sélune, département de la Manche).

2. Sont exempts des droits de péage les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents, tels qu'ils sont désignés audit tarif, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 2 Janvier 1885.*)

Tarif des droits à percevoir au passage d'eau du gué de l'Épine, sur la Sélune.

ART. 1^{er} : 1° Pour le passage d'un personne, homme, femme ou enfant, non chargée ou chargée d'un poids au-dessous de cinq myriagrammes, dix centimes, ci. 0' 10"

2° Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, un cheval ou un mulet, mais embarquées et déchargées à bras d'homme, et pour chaque myriagramme, deux centimes, ci. 0 02

Nota. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.

3° Pour porc ou veau embarqués dans le batelet, dix centimes, ci. 0 10

4° Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons, cinq centimes, ci. 0 05

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.

5° Le fermier sera tenu d'indiquer le passage à gué. Il pourra percevoir les taxes qui lui sont fixées ci-après dans le cas où il sera fait usage du chemin balisé.

1° Moitié des droits autorisés par les paragraphes 1, 2, 3 et 4 pour le passage des piétons, des porcs, des veaux, etc.

2° Par voiture, cheval ou mulet non chargé ou chargé de marchandises de quelque nature et en quelque quantité que ce soit, savoir :

a. Pour la voiture et son conducteur, quinze centimes, ci. 0' 15"

b. Pour chaque collier attelé à une voiture ou passant isolément, cinq centimes, ci. 0 05

c. Pour chaque personne se trouvant dans la voiture en plus du conducteur, cinq centimes, ci. 0 05

Dans ce cas, le batelier sera obligé soit de tenir le cheval par la bride, soit, si la hauteur des eaux est trop considérable pour permettre le passage à pied, de suivre la voiture avec son bateau à la plus petite distance possible, de manière à pouvoir porter secours en cas de danger.

6° Le batelier sera tenu de passer pour le simple droit les passagers qui auront attendu sur le port pendant une demi-heure.

7° Le batelier sera tenu de passer sans délai lorsque les passagers lui assureront une recette d'au moins vingt-cinq centimes. Il devra aussi accompagner sans délai toute voiture ou cheval qui se présenteront pour passer le gué, pourvu que la recette soit au moins de vingt-cinq centimes. Les chevaux et voitures pourront toujours passer sans délai, et pour le simple droit, à la condition de n'être pas accompagnés par le passeur.

8° Les heures entre lesquelles le batelier est contraint de passer s'étendent depuis une heure avant le lever jusqu'à une heure après le coucher du soleil.

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur qui sera établi sur la rive de contre-halage, lorsque la rivière barriera des glaces, ou lorsque le vent, les grandes eaux et les courants de marée seront assez considérables pour faire craindre des accidents.

2. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets, sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques, les agents-voyers, piqueurs

et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les facteurs ruraux, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions, ou porteurs de leur commission.

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants.

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne et de leurs voitures et conducteurs.

1° Les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, à la charge de représenter soit une feuille de route, soit un ordre de service.

4° Les gardes champêtres dans l'exercice de leurs fonctions.

5° (Dans les limites de l'inscription maritime) les officiers et agents des divers corps de la marine, se rendant d'une rive à l'autre pour cause de service, les officiers et agents ayant le siège de leurs fonctions dans la circonscription maritime qui comprend l'une et l'autre rive, les inspecteurs des pêches, les syndics des gens de mer, les gardes maritimes, les prud'hommes pêcheurs, les gardes jurés et autres fonctionnaires ou agents préposés à la police de la navigation et des pêches.

6° Les enfants se rendant à l'école ou en revenant.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier devra passer, sans aucun délai, les fonctionnaires, agents ou autres personnes désignées dans l'article 2.

Il sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires, agents et autres personnes désignés à l'article 2.

N° 15,133. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui annule la délibération du conseil général de la Seine en date du 1^{er} décembre 1884, en tant qu'elle a entendu imposer à l'administration l'obligation d'apporter certaines modifications à l'organisation intérieure de l'hospice dépositaire des enfants assistés, subordonnant à la réalisation de ces réformes l'emploi d'une partie des crédits votés au budget départemental pour les dépenses des enfants assistés. (*Paris, 21 Janvier 1885.*)

N° 15,134. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune d'Hermanville (canton de Douvres, arrondissement de Caen, département du Calvados), portera désormais le nom d'*Hermanville-sur-Mer*. (*Paris, 11 Février 1884.*)

N° 15,135. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve, aux clauses et conditions qui y sont stipulées, l'acte administratif du 3 octobre 1884, portant

concession aux sieurs *Lidon* et consorts, moyennant le versement d'une somme de cinq mille neuf cent soixante-dix francs vingt centimes (5,970^f 20^c), de quatre parcelles d'alluvions en voie de formation dans le lit de la Garonne, sur les deux rives du fleuve, au droit de leurs propriétés, sur le territoire des communes de Marmande et de Saint-Pardoux (Lot-et-Garonne); lesdites parcelles d'une contenance totale de cinquante-neuf mille sept cent un mètres carrés quatre-vingt-quinze décimètres carrés (59,701^{m²} 95^{dq}) et teintées en rose sur le plan annexé audit acte. (*Paris, 16 Février 1885.*)



Certifié conforme :

Paris, le 14 Mars 1885,

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

MARTIN FEUILLÉE.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 904.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,136. — *Loi relative à la revision du classement des Places fortes et Postes militaires en Algérie.*

Du 15 Janvier 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 17 Janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclassés et rayés du tableau des places de guerre et postes militaires de l'Algérie :

Le poste militaire de Dra-el-Mizan ;

La batterie de Zizerin de la place de Cherchell ;

La batterie d'Ozara, la batterie de la Briqueterie, ouvrages détachés de la place d'Oran ;

La citadelle de Sidi-bel-Abbès ;

La batterie n° 2 de Beni-Melek, la batterie n° 3 d'El-Kantara, la batterie de l'îlot des Singes, ouvrages détachés de l'enceinte de Philippeville ;

Le front 1-2 de l'enceinte de l'ancienne ville à Bône et le front 7-1 entre cette enceinte et celle de la nouvelle ville ;

La batterie de l'anse des Corailliers, la batterie du mouillage du fort Génois, le fort Génois, la batterie de la pointe du fort Génois, ouvrages détachés de la place de Bône ;

L'ancienne enceinte de Bougie comprise, d'une part, entre le camp supérieur et le fort Barral et Bridja supérieur ;

La maison crénelée, le poste de Salem, le poste de Rouman, la batterie de Bouak, ouvrages détachés de la place de Bougie ;

La batterie n° 1 de l'Hôpital ; la batterie n° 3 du phare de la place de Djidjelli.

2. Seront désormais classés dans la deuxième série, mais à titre de postes militaires, les ouvrages ci-après désignés compris par mi les places de la deuxième série :

Le fort Lamoune, le fort de Mers-el-Kébir, ouvrages détachés de la place d'Oran ;

Le fort de Bellevue, ouvrage détaché de la place de Constantine.

3. Seront désormais classés comme places de la deuxième série les ouvrages ci-après désignés, actuellement classés comme postes militaires de la deuxième série :

La batterie de la prison civile, la batterie de la salle d'artifices, la batterie de la courtine 12-13, dans la place d'Alger ;

La lunette Saint-Louis, la lunette San-Carlos ou de la Campana de la place d'Oran ;

La batterie de l'Hôpital de la place de Bougie.

Ce changement de classement n'entraînera aucune modification dans la délimitation actuelle des servitudes de ces ouvrages.

4. Sont classés comme postes militaires dans la deuxième série des places de guerre :

La nouvelle annexe et le blockhaus de Bou-Saâda ;

Les fronts intérieurs du réduit de Fort-National ;

Les blockhaus de Taguemount et d'Ismaïsseren, ouvrages détachés de Fort-National ;

Le blockhaus n° 8 et le blockhaus du Cimetière, ouvrages détachés de la place de Boghar ;

L'enceinte de la ville, le fort du Sud-Ouest et le quartier défensif du train de la place de Djelfa ;

La batterie de l'Est et la batterie de l'Ouest, destinées à la défense du port de Tenez ;

La batterie de Joinville, défense du port de Cherchell ;

La batterie du Ravin-Blanc et le fort du Santon, ouvrages détachés de la place d'Oran ;

La batterie du Camp, ouvrage détaché de la place de Mostaganem ;

Le fort de Relizane ;

L'enceinte de Magenta ;

L'enceinte du parc aux fourrages et l'enceinte du camp baraqué de Tiaret ;

Le blockhaus, ouvrage détaché de la place de Tiaret ;

Le fort et la redoute de Sfisifa ;

Le caravansérail, la redoute et la tour de Sidi-Zaher ;

La smala de Bled-Chabaâ ;

La smala de Sidi-Medjahed ;

Le bordj, la redoute, le réduit, l'enceinte du camp baraqué et l'enceinte du camp de l'ouest d'El-Aricha ;

Le fort de Sidi-M'Cid, ouvrage détaché de la place de Constantine;
La batterie de Beni-Melek, ouvrage détaché de la place de Philippeville;

La batterie des Caroubiers, ouvrage détaché de la place de Bône;
L'hôpital militaire et la caserne de la ville de la place de Souk-Ahras;

Le blockhaus du Moulin-à-Vent, ouvrage détaché de la place de Batna;

Le blockhaus de la prise d'eau et le blockhaus de Beni-Mora, ouvrages détachés de la place de Biskra;

Le fort, la kasbah et le blockhaus de Taggourth;

La batterie du phare de Bouak, la batterie de la pointe de Bouak, la batterie du milieu de Bouak, la batterie du col de Bouak, le blockhaus de Bouak, la batterie du Centre, la batterie intermédiaire, la batterie du Cimetière israélite, la batterie de Sidi-Yaya, le fort de la Plaine, ouvrages détachés de la place de Bougie;

Le fort Horain, le fort Sainte-Eugénie et le fort Vallée, ouvrages détachés de la place de Djidjelli.

Les servitudes portées par ces divers ouvrages seront déterminées ainsi qu'il suit :

Les fronts intérieurs du réduit de Fort-National ne porteront pas servitudes au delà de l'esplanade qui les précède;

Le blockhaus de Taguemount et d'Ismaïsseren à Fort-National; le blockhaus n° 8 et le blockhaus du Cimetière à Boghar; le fort du Santon; le blockhaus de Tiaret; le fort et la redoute de Sfissifa; le caravansérail, la redoute et la tour de Sidi-Zaher; le fort de Sidi-M'Cid; l'hôpital militaire et la caserne de la ville de Souk-Ahras; le blockhaus du Moulin-à-Vent à Batna; les blockhaus de la prise d'eau et de Beni-Mora à Biskra; le fort, la kasbah et le blockhaus de Taggourth; la batterie du phare de Bouak, de la pointe de Bouak, du milieu de Bouak, du col de Bouak, le blockhaus de Bouak, la batterie du Centre et la batterie de Sidi-Yaya à Bougie, ne porteront pas servitudes au delà de la limite extérieure du terrain militaire compris dans leurs zones de fortifications;

Les batteries de l'Est et de l'Ouest à Tenez ne porteront pas servitudes au delà de la zone unique de Tenez;

La nouvelle annexe et le blockhaus de Bou-Saâda; l'enceinte de la ville, le fort du Sud-Ouest et le quartier défensif de Djelfa; la batterie du Ravin-Blanc et le fort du Santon à Oran; le fort de Relizane; l'enceinte de Magenta; l'enceinte du parc aux fourrages et celle du camp retranché de Tiaret; les smalas de Bled-Chabaâ et de Sidi-Medjahed; le bordj, la redoute, le réduit, l'enceinte du camp de l'ouest d'El-Aricha; la batterie de Beni-Melek à Philippeville; la batterie des Caroubiers à Bône; la batterie intermédiaire, la batterie du Cimetière israélite, la batterie de Sidi-Yaya, le fort de la Plaine à Bougie; les forts Horain, Sainte-Eugénie et Vallée à Djidjelli, ne comporteront qu'une zone unique de servitudes de deux cent cinquante mètres réduite dans tous les cas où cela sera possible

et tracée conformément aux indications contenues dans la délibération du comité des fortifications en date du 10 mars 1882;

La batterie de Joinville à Charchell, la batterie du camp à Mostaganem, ne comporteront chacune qu'une zone unique de servitudes tracée dans les conditions ci-dessus indiquées.

Dans l'étendue de la zone ainsi déterminée, les constructions de toute nature seront tolérées, à charge de démolir sans indemnité, dans les cas prévus par la loi, et sous la condition que leur hauteur ne dépassera pas le plan de tir des batteries, tel qu'il se trouvera fixé par l'autorité militaire dans chaque cas particulier.

5. Sont classés comme places de la deuxième série des places de guerre :

La batterie de Skida et la batterie du fort d'Orléans, dans les dépendances de la place de Philippeville;

Le front 6 et 7 de la nouvelle ville et la batterie nord de la Kasbah de la place de Bône;

La nouvelle enceinte de la place de Bougie, de l'angle nord-est de Bridja supérieur à l'angle nord-ouest du camp supérieur de Sidi-Toati;

La batterie du rocher Picoulean de la place de Djidjelli.

La batterie de Skida ne portera pas servitudes au delà de la limite de la zone unique de la place de Philippeville.

Le classement du front 6-7 de la nouvelle ville et de la batterie nord de la Kasbah ne modifiera pas la délimitation actuelle des servitudes de la place de Bône.

La batterie Picoulean ne portera pas de servitudes au delà de la limite extérieure du terrain militaire comprise dans sa zone des fortifications.

La zone unique des servitudes de la place de Bougie et celle de la batterie d'Orléans à Philippeville seront tracées conformément aux indications contenues dans l'avis du comité des fortifications, en date du 10 mars 1882.

Dans l'étendue de la zone des servitudes de la batterie d'Orléans, les constructions de toute nature seront tolérées, à charge de démolir sans indemnité, dans les cas prévus par la loi, et sous la condition que leur hauteur ne dépassera pas le plan de tir des batteries, tel qu'il se trouvera fixé par l'autorité militaire dans chaque cas particulier.

6. Les places de guerre et les postes de l'Algérie sont classés, pour l'application des lois et décrets sur les servitudes défensives, conformément au tableau annexé à la présente loi, lequel sera substitué au tableau joint au décret du 29 avril 1857.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 15 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^l LÉWAL.

Tableau de classement des postes militaires de l'Algérie auxquels doivent être appliquées les servitudes défensives, conformément à la loi du 10 juillet 1851, aux décrets du 10 août 1853, du 29 avril 1857 et à la loi du 15 janvier 1885, à laquelle est annexé le présent tableau.

SUBDIVI- SIONS militaires.	CHEFFES- PLACES.	2 ^e SÉRIE.		DÉSIGNATION des ouvrages détachés.	DISPOSITIONS particulières.
		Places.	Postes.		
DIVISION D'ALGER.					
					Les défenses du port comprennent : l'îlot de la Marine, les forts du Musoir nord, du Musoir sud, du Conde-de-la-Jetée; les batteries de la prison civile, de la salle d'artifices, de la courtine 10-11, de la courtine 12-13, du bastion 15 et du cavalier 24-1.
		Alger (ville, citadelle et défense du port).	.....		Les servitudes des batteries de la prison civile, de la salle d'artifices et de la courtine 12-13 s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite. Dans l'étendue ainsi déterminée, les constructions de toute nature sont tolérées, à charge de démolir sans aucune indemnité, dans les cas prévus par la loi, et sous la condition que leur hauteur ne dépasse pas le plan de tir des batteries, tel qu'il se trouvera fixé par l'autorité militaire au moment de chaque demande de bâtir.
Alger....	Alger.....				Les batteries de la courtine 10-11, du bastion 15 et du cavalier 24-1 ne portent pas de servitudes spéciales.
				Batterie de Temendfous. Maison Carrée.	Ne porte pas de servitudes au delà de la zone des fortifications.
		.....	Alger (ouvrages détachés).	Batterie Charles-Quint. Fort l'Empereur. Fort des Anglais.	Ne porte pas de servitudes au delà de la zone des fortifications.
				Fortin de l'Ouest.	

SUDDIVI- SIONS militaires.	CHIFFRE- RUS.	2 ^e SÉRIE.		DÉNOMINATION des ouvrages détachés.	DISPOSITIONS particulières.
		Places.	Postes.		
Alger.... (suite.)	Alger.... (suite.)	.....	Sidi - Ferruch (fort, batterie de l'Ouest et ouvrages détachés).	Batterie de l'Est.	Les ouvrages de cam- pagne construits à la gorge de la presqu'île ne portent pas servi- tudes.
			Blidah.....	.....	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
		Aumale.....	.....	.....	Les servitudes s'éten- dent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
Aumale..	Aumale...		Bou-Saâda (fort, ancienne et nouvelle annexe et blockhaus).	.....	Les servitudes s'éten- dent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
			Maison de comman- dement des Bent- Mansour.	.....	Les servitudes s'éten- dent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
			Bordj-Bouïra.	.....	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
			Dellys (ville, défenses du port et ouvrages détachés).	Tour de Sidi- Souzan.	Les servitudes de la place s'étendent jus- qu'à une limite uni- que et réduite.
Dellys...	Dellys....	.....	Fort-National (ville, réduit et ouvrages détachés).	.....	Les servitudes s'éten- dent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
				Blockhaus de Taguemount. Blockhaus d'Imaïsseren.	Les blockhaus de Ta- guemount et d'Imaïss- eren ne portent pas servitudes au delà de la zone des fortifica- tions.
		.....	Tizi-Ouzou (fort et réduit).	.....	Les servitudes s'éten- dent jusqu'à une limite unique et ré- duite.

SERVITUDES militaires.	CHEFFES- LIEUX.	3 ^e SÉRIE.		DÉSIGNATION des ouvrages détachés.	DISPOSITIONS particulières.
		Places.	Postes.		
		Médéah (ville et citadelle).	.....	.....	Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite.
	Médéah...		Boghar (fort et ouvrages détachés).	.....	Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite.
				Blockhaus n° 8. Blockhaus du Cimetière.	Le blockhaus n° 8 et le blockhaus du Cimetière ne portent pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
Médéah..		.....	Laghoul (ville et forts).	.....	Les forts classés sont ceux de Bouscaren et de Morand et le quartier militaire. L'enceinte et les forts de Laghoul ne portent pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
	Laghoul.				Les forts classés sont ceux du Nord, de l'Est, du Sud-Ouest et le quartier défensif du train.
		.....	Djelfa (ville et forts).	.....	Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique.
		Orléansville..	.....	.....	Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite.
					Les défenses du port comprennent la batterie du bastion n° 1, dite de l'Est, et la batterie de l'Ouest.
			Tenez (ville et défenses du port).	.....	Les servitudes de la place s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite.
Orléans- ville.	Orléans- ville.		Batterie d'El-Mersa.	.....	Les batteries de l'Est et de l'Ouest ne portent pas de servitudes spéciales.
		Millanah....	.....	.....	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
					Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite.
			Teniet- el-Haad.	.....	Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite.

SUDDIVI- SIONS militaires.	CHIFFRE- MES.	1 ^{re} SÉRIE.		DÉSIGNATION des ouvrages détachés.	DISPOSITIONS particulières.
		Places.	Postes.		
Orléans- ville. (suite.)	Miliaub. (suite.)	.....	Cherchell (ville et défense du port).	.....	La défense du port comprend la batterie de Joinville. Les servitudes de la place et celles de la batterie de Joinville s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite. Dans l'éten- due de la zone de la batterie, les construc- tions de toute na- ture sont tolérées, à charge de démolir sans aucune indem- nité, dans les cas prévus par la loi, et sous la condition que leur hauteur ne dé- passe pas le plan de tir de la batterie, tel qu'il sera fixé par l'autorité militaire dans chaque cas par- ticulier.
DIVISION D'ORAN.					
Oran.....	Oran.....	Oran (ville, Château- Neuf, forts et défenses du port).	.....	.....	Le classement de l'en- ceinte résulte à la fois du décret du 29 avril 1857 et des décrets des 3 avril 1867 et 29 janvier 1868. Les forts compris parmi les dépendances de la place sont : le fort Sainte-Thérèse, la lunette Saint-Louis, la lunette San-Carlos ou de la Campana, le fort Saint-André et le fort Saint-Philippe. La défense du port comprend la batterie du Château-Neuf. Les servitudes de l'en- ceinte sud et est, dîle de <i>Marguenta</i> , et du Château-Neuf s'éten- dent jusqu'à une limite unique et ré- duite. La batterie Lamoune ne porte pas de serv- tudes spéciales. La batterie Saint-Gré- goire ne porte pas de servitudes spécia- les. Les servitudes s'éten- dent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
			Oran (ouvrages détachés).	Fort et batterie Lamoune. Fort et batterie St-Grégoire. Fort Sainte-Croix. Batterie du Ravin-Blanc.	

SOUJET- MOTS militaires.	CHIFFRE- STR.	1 ^{er} SÉRIE.		DÉSIGNATION des Ouvrages détachés.	DISPOSITIONS particulières.
		Places.	Postes.		
				Fort du Santou.	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
				Fort et batterie de Mers-el-Kébir.	La batterie de Mers-el- Kébir ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifica- tions.
			Arzew (ville, redoute de la Plaine et ouvrages détachés).	.....	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique.
	Oran..... (Suite.)			Fort et batterie de la Pointe.	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique. La batterie ne porte pas de servitudes spé- ciales.
				Fort et batterie du Nord. Redoute de la Montagne cotée 13. Batterie du Sud.	La batterie du Nord ne porte pas de servi- tudes spéciales.
					Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
					Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
Oran..... (Suite.)		Mostaganem (ville, réduit de Matamore et fort de l'Est).	.....		
			Mostaganem (ouvrage détaché).	Batterie du Camp.	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite. Dans l'étendue de la zone des servi- tudes, les construc- tions de toute na- ture sont tolérées, à charge de démolir sans aucune indem- nité, dans les cas prévus par la loi, et sous la condition que leur hauteur ne dé- passe pas le plan de tir des batteries, tel qu'il se trouvera fixé par l'autorité mili- taire dans chaque cas particulier.
	Mosta- ganem.				Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique.
			Fort de Retisane.	.....	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
			Ammi-Moussa (fort et ouvrage détaché).	.....	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
				Blockhaus Pélicier.	

SUDDIVI- SIONS militaires.	CHEFFE- RILS.	2 ^e SÉRIE.		DÉSIGNATION des ouvrages détachés.	DISPOSITIONS particulières.
		Places.	Postes.		
Oran..... (Suite.)	Sidi- bel-Abbès.	Sidi- bel-Abbès.	.....	.....	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique.
			Sidi- bel-Abbès (ouvrage détaché).	Poste de la Mékerra.	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
			Daya (fort et ouvrage détaché).	.....	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
				Vigie de Daya.	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
	Mascara.....		Magenta.....	.....	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
				.....	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
				.....	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
	Mascara...		Mascara (ouvrage détaché).	Redoute Mouëssac.	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique.
			Tiaret (ville, enceintes du parc aux fourrages et du camp baraqué et ouvrage détaché).	.....	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
	Mascara..			Blockhaus...	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
Tlemcen.	Saïda.....		Saïda (fort et redoute).	.....	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
			Sfissifa (fort et redoute).	.....	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
	Tlemcen..		Géryville (fort, basse-redoute et tour de Deligny).	.....	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
			Tlemcen (ville et citadelle ou Mecchouar).	.....	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
			Lalla Maghrnia.	.....	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.

SÉRIE DES MILITAIRES.	CHIEF DES RIS.	2 ^e SÉRIE.		DÉSIGNATION des ouvrages détachés.	DISPOSITIONS particulières.
		Places.	Postes.		
Tlemcen. (Suite.)	Tlemcen. (Suite.)	.....	Sidi-Zaher (caravan- sérail, redoute et ouvrage détaché).	Tour de Sidi-Zaher.	Les ouvrages du poste de Sidi-Zaher ne por- tent pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
			Smala de Bled- Chabaa.	.....	Les servitudes s'éten- dent jusqu'à une limite unique.
			Smala de Sidi- Medjahed.	.....	Les servitudes s'éten- dent jusqu'à une limite unique.
			Nemours (ville, enceintes du quartier mixte et du parc aux fourrages, défenses du port et ouvrages détachés).	Redoute n° 9. Redoute n° 10. Batterie de la falaise Est ou ouvrage n° 11. Fort de Touent ou ouvrage n° 12.	La défense du port comprend la batterie du bastion n° 8. L'enceinte et les divers ouvrages de Nemours ne portent pas servi- tudes au delà de la zone des fortifica- tions.
			Sebdou (fort et réduit).	.....	Les servitudes s'éten- dent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
			El-Aricha (bordj, redoute et enceintes des camps).	.....	Les servitudes s'éten- dent jusqu'à une limite unique.

DIVISION DE CONSTANTINE.

Constan- tine.	Constan- tine.	Constantine (ville et citadelle).	.....	.....	Les servitudes s'éten- dent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
		Constantine (ouvrages détachés).	.....	Fort de Bellevue.	Les servitudes s'éten- dent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
		.....	.....	Quartier défensif de Mansourah.	Les servitudes s'éten- dent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
		.....	.....	Fort de Sidi-M'Cid.	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
		Tebessa (ville, réduit et annexe).	.....	.....	Les servitudes s'éten- dent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
		Aïn-Beïda (les deux bordjs et la re- doute).	.....	.....	Ne portent pas servi- tudes au delà de la zone des fortifications.

SUDDIVISIONS militaires.	CHEF-LES.	5 ^e SÉRIE.		DÉSIGNATION des ouvrages détachés.	DISPOSITIONS particulières.
		Places.	Postes.		
Philippeville.	Philippeville.	Philippeville (ville, fort National, avancée du fort National, maison crénelée Valée et défenses du port).	.....	.....	Les défenses du port comprennent la batterie de Skida et la batterie du fort d'Orléans. Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite. La batterie de Skida ne porte pas de servitudes spéciales au delà de la zone unique de la place. Les servitudes de la batterie d'Orléans s'étendent jusqu'à une limite unique; dans l'étendue de cette zone, les constructions de toute nature sont tolérées. À charge de démolir sans aucune indemnité, dans le cas prévu par la loi, et sous la condition que leur hauteur ne dépasse pas le plan de tir des batteries, tel qu'il se trouvera fixé par l'autorité militaire dans chaque cas particulier.
			Philippeville (ouvrages détachés).	Maison crénelée de Saf-Saf. Batterie des Beni-Melek.	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications. Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite.
			Collo (ville, bordj et ouvrages détachés).	.....	Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite.
Bône....	Bône....	Bône (ancienne et nouvelle ville, Kasbah et défenses du port).	.....	.....	L'ancienne ville comprend les fronts 2-3; la nouvelle ville, les fronts 6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-29-30-31-32-33-34-35-36. Les défenses du port comprennent la batterie du front 31-32 et la batterie nord de la Kasbah. Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite. Les batteries du front 31-32 et nord de la Kasbah ne portent pas de servitudes spéciales.

CREDIT- 1904 militaires.	CHIFFRE- BES.	1 ^{re} RÉG.		DÉSIGNATION des ouvrages détachés.	DISPOSITIONS particulières.
		Places.	Postes.		
			Bône (ouvrages détachés).	Batterie haute et basse et réduit du Lion. Batterie des Caroubiers.	Ne portent pas servi- tudes au delà de la zone des fortifica- tions. Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
			La Calle.....		Le classement com- prend le fort et la batterie de la pres- qu'île, le poste du Moulin et le fortin de la Croupe. Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite pour le fort et la batterie de la pres- qu'île.
Bône..... (Suite.)	Bône..... (Suite.)		Guelma (ville et citadelle).		Le poste du Moulin et la batterie de la pres- qu'île ne portent pas servitudes au delà de la zone des fortifica- tions.
			Souk-Abras (bordj, redoute de l'Olivier, hôpital militaire et caserne de la ville).		Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
			Batna (ville et citadelle).		Ne portent pas servi- tudes au delà de la zone des fortifica- tions.
			Batna (ouvrage détaché).	Blockhaus du Moulin- à-Vent.	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
			Biskra (fort S'-Germain et ouvrages détachés).		Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
					Le classement ne com- prend que le fort Saint-Germain; les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite.
				Blockhaus de la prise d'eau.	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
				Blockhaus des Beni-Mora.	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
			Tuggurth (fort, kasbah et blockhaus).		Ne portent pas servi- tudes au delà de la zone des fortifica- tions.

SUDDIVI- SIONS militaires.	CHEFFE- RIES.	1 ^{re} SÉRIE.		DÉSIGNATION des ouvrages détachés.	DISPOSITIONS particulières.
		Places.	Postes.		
Sétif....	Sétif.....	Sétif (ville et citadelle).	.....	.....	Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite.
			Sétif (ouvrage détaché). Bordj Bou - Arreridj (ville, fort, redoute et ambulance).	Blockhaus des Carrières.	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications. Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite.
Sétif....	Bougie...	Bougie (ancienne et nouvelle ville, Kasbah, fort Barral, fort Abd-el-Kader et défenses du port).	.....	.....	L'ancienne ville comprend l'enceinte de la Kasbah au camp supérieur et de Bridja supérieur au fort Abd - el - Kader; la nouvelle ville comprend l'enceinte du camp supérieur à Bridja supérieur.
			Bougie (ouvrages détachés).	Fort Gouraya. Fort Lemercier. Tour Doriac. Fort Clausel. Blockhaus du Fossé. Fort de la Plaine. Batterie du phare de Bouak. Batterie de la pointe de Bouak.	Les défenses du port comprennent la batterie de la Kasbah et la batterie de l'Hôpital. Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite. Les batteries de la Kasbah et de l'Hôpital ne portent pas servitudes spéciales. Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite. Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique. Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique. Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique. Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique et réduite. Les servitudes s'étendent jusqu'à une limite unique. Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications. Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.

SERVITUDES militaires.	CHIFFRES.	2 ^e SÉRIE.		DÉSIGNATION des ouvrages détachés.	DISPOSITIONS particulières.
		Places.	Postes.		
Séif.... (Suite.)	Bougie.... (Suite.)		Bougie (ouvrages détachés). (Suite.)	Batterie du milieu de Bouak.	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
				Batterie du col de Bouak.	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
				Blockhaus de Bouak.	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
				Batterie du Centre.	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
				Batterie inter- médiaire.	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
Constantine.	Bougie....			Batterie du Cimetière Israélite.	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
				Batterie de Sidi-Yaya.	Ne porte pas servitudes au delà de la zone des fortifications.
					Les défenses du port comprennent la bat- terie du fort Du- quesne, qui ne porte pas servitudes spé- ciales, et la batterie du rocher Picouleau, qui ne porte pas ser- vitudes au delà de la zone des fortifica- tions.
			Djidjelli (ancienne et nouvelle ville, fort S ^t -Ferdinand, fort Duquesne et défenses du port).		Les servitudes de la place s'étendent jus- qu'à une limite uni- que et réduite.
			Djidjelli (ouvrages détachés).	Fort Horain..	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
				Fort Galbois.	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
				Fort S ^t -Eugénie.	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.
				Fort Valée...	Les servitudes s'étend- ent jusqu'à une limite unique et ré- duite.

N° 15,137. — *Loi qui déclare d'utilité publique la concession définitive à la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans de la ligne de la limite de Seine-et-Oise vers Auneau à Étampes.*

Du 16 Janvier 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 17 janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de la limite de Seine-et-Oise vers Auneau à Étampes.

En conséquence, la concession de ce chemin de fer, faite à titre éventuel, à la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, par la convention du 28 juin 1883, annexée à la loi du 20 novembre suivant, est déclarée définitive dans les conditions prévues par ladite convention.

2. Il est pris acte de l'offre faite par le conseil général de Seine-et-Oise, dans sa délibération du 1^{er} septembre 1882, de payer, pour l'établissement de la ligne désignée à l'article 1^{er}, une subvention égale à la dépense d'acquisition des terrains sur son territoire, jusqu'à concurrence d'une somme totale de cent cinquante mille francs.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,138. — *Loi qui autorise : 1° l'exécution des travaux de dérochement de l'avant-port de Cherbourg ; 2° les voies et moyens proposés par la Chambre de commerce de Cherbourg pour assurer la réalisation desdits travaux et l'achèvement des ouvrages autorisés par la loi du 28 février 1880.*

Du 19 Janvier 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 20 janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Sont autorisés les travaux à exécuter pour le dérochement de l'avant-port de Cherbourg, évalués à un million (1,000,000'), conformément aux dispositions du projet dressé par les ingénieurs à la date des 22 et 23 mars 1884 et à l'avis du conseil général des ponts et chaussées en date du 29 mai 1884.

2. Le ministre des travaux publics est autorisé à accepter, au nom de l'État, l'offre faite par la chambre de commerce de Cherbourg, ainsi qu'il résulte de ses délibérations des 25 novembre 1883 et 7 avril 1884, de verser au trésor :

1° A titre de subside, une somme de trois cent cinquante mille francs (350,000') pour concourir aux travaux de dérochement de l'avant-port;

2° A titre d'avance, une somme de huit cent cinquante mille francs (850,000'), dont six cent cinquante mille francs (650,000') applicables aux travaux autorisés par l'article 1^{er} de la présente loi et deux cent mille francs (200,000') à l'achèvement des travaux d'amélioration du port de Cherbourg autorisés par la loi du 28 février 1880.

La chambre de commerce de Cherbourg est autorisée à emprunter, à un taux qui n'excède pas cinq pour cent (5 p. o/o), la somme de un million trois cent mille francs (1,300,000') qui lui est nécessaire pour remplir les obligations contractées dans ses délibérations précédentes des 25 novembre 1883 et 7 avril 1884.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Si l'emprunt est contracté auprès d'un établissement public de crédit, la chambre de commerce devra se conformer aux conditions statutaires de cet établissement, sans toutefois que la commission perçue en sus de l'intérêt puisse dépasser quarante-cinq centimes pour cent francs (0' 45' pour 100').

Le remboursement dudit emprunt s'effectuera dans une période de quinze ans au maximum.

3. Les fonds successivement versés par la chambre de commerce jusqu'à concurrence de la somme de huit cent cinquante mille francs (850,000'), montant de son avance, porteront intérêt à 4 p. o/o, à dater de leur versement.

L'amortissement, calculé au même taux de 4 p. o/o, s'effectuera en quinze annuités, payables par termes semestriels, à partir de 1887.

4. La perception du droit spécial de tonnage concédé à la chambre de commerce de Cherbourg par décret du 22 octobre 1880 est prorogée au profit de ladite chambre, pour la couvrir des obligations qu'elle contracte en vertu de la présente loi.

Cette perception cessera aussitôt après l'entier accomplissement desdites obligations.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux
publics,
Signé D. RAYNAL.

Le Ministre du commerce,
Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,139. — *DÉCRET portant fixation du prix des Poudres livrées à l'exportation.*

Du 5 Janvier 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 6 janvier 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la lettre du ministre de la guerre en date du 7 novembre 1884;

Vu la lettre du ministre du commerce en date du 26 décembre 1884;

Vu la loi du 16 mars 1819, qui confère au pouvoir exécutif la faculté de déterminer, eu égard au prix de revient, le prix de vente de la poudre de mine;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1829, établissant un tarif d'exportation sur les poudres de chasse.

Vu les décrets des 29 septembre 1850⁽¹⁾, 20 avril 1859⁽²⁾ et 8 octobre 1864, fixant pour les poudres de mine les prix de vente à l'intérieur;

Vu le décret du 6 août 1875, établissant un tarif d'exportation pour la poudre de mine;

Vu les traités des 20 novembre 1815 et 24 mars 1860, qui ont placé le pays de Gex et la partie neutralisée du département de la Haute-Savoie en dehors de la ligne des douanes.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le prix de vente de la poudre de mine livrée à l'exportation est fixé comme suit :

Poudre ordinaire, le kilogramme.....	0 ^e 80 ^e
Poudre forte, le kilogramme.....	0 90

2. Ces tarifs sont applicables à la poudre de mine vendue par la régie dans le pays de Gex et dans la zone neutralisée de la Haute-Savoie.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 314, n° 2465.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1243, n° 12,654.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé P. TIRARD.

N° 15,140. — DÉCRET portant homologation du bornage de la Zone des Fortifications de la place de Belle-Isle.

Du 10 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les places ou ouvrages défensifs ci-après, les plans de circonscription et procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant les zones de fortification visés et approuvés par le ministre de la guerre.

Belle-Isle. — Limites extérieure et intérieure de la place; bornage du 1^{er} septembre 1884.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,
Signé G^{al} LEWAL.

N° 15,141. — DÉCRET portant rectification de l'état descriptif n° 2 annexé au décret du 8 septembre 1878 sur la Zone frontière et les Travaux mixtes.

Du 13 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 7 avril 1851 et les décrets des 16 août 1853 ⁽²⁾ et 8 septembre

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 97, n° 816.

1878⁽¹⁾, relatifs à la délimitation de la zone frontière et à la réglementation des travaux mines;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'état descriptif n° 2 annexé au décret du 8 septembre 1878, et portant désignation des limites des territoires réservés de la zone frontière, sera modifié ainsi qu'il suit :

Département de l'Aisne. — Avant-dernier alinéa, au lieu de : *Route nationale n° 39, de Marle à Valenciennes*, mettre : *Route nationale n° 39, de Montreuil à Mézières*.

Département des Ardennes. — Deuxième alinéa, même rectification que ci-dessus.

Sixième alinéa, au lieu de : *Route départementale n° 9, d'Auvillers à Brunehamel*, mettre : *Route départementale n° 6, des crêtes de Poix à la route nationale n° 46*.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} LEWAL.

N° 15,142. — *DÉCRET qui met à la disposition du public des Enveloppes timbrées d'avance et destinées à recevoir des lettres devant circuler dans les tubes pneumatiques de l'intérieur de Paris.*

Du 13 Janvier 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 15 janvier 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 2 de la loi du 21 mars 1878;

Vu les décrets des 25 janvier 1879, 22 mai 1880⁽²⁾, 27 décembre 1881⁽³⁾, 26 janvier 1883⁽⁴⁾, 9 janvier⁽⁵⁾ et 14 novembre 1884⁽⁶⁾;

Sur le rapport du ministre des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 15 janvier 1885, le service des télégrammes spéciaux échangés à l'intérieur de Paris par les tubes pneumatiques comportera, indépendamment des cartes-télégrammes et des télé-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 414, n° 7414.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 537, n° 9452.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 682, n° 11,542.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 760, n° 13,020.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 825, n° 14,044.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 884, n° 14,805.

grammes fermés, l'envoi de dépêches placées sous des enveloppes spéciales, timbrées d'avance, et mises à la disposition du public par les soins du ministère des postes et des télégraphes, au prix de soixante-quinze centimes.

Le poids total de ces dépêches, y compris l'enveloppe, ne pourra pas excéder sept grammes.

Elles ne devront renfermer ni corps durs ni valeurs quelconques.

Les dépêches qui ne rempliraient pas les conditions indiquées au présent article seraient expédiées par la poste.

2. Sauf les modifications résultant de l'article précédent, les dispositions des décrets relatifs aux cartes-télégrammes et aux télégrammes fermés seront applicables aux dépêches qui font l'objet du présent décret.

3. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé AD. COCHERY.

N° 15,143. — DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la ville de Cannes (Alpes-Maritimes).

Du 19 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 2 mai 1855 et le décret du 4 août 1855;

La délibération du conseil municipal de la ville de Cannes (Alpes-Maritimes) en date du 4 juin 1884;

L'avis du conseil général et celui du préfet;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1885, la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la ville de Cannes (Alpes-Maritimes) est fixée ainsi qu'il suit :

A dix francs pour les chiens de chasse et d'agrément;

A trois francs pour les chiens de garde.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,144. — DÉCRET portant réaffectation au service du département de la Guerre de terrains à déboiser pour le dégagement des vues du fort de Dampierre, dans les dépendances de la place de Langres (Haute-Marne).

Du 21 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833, sur la marche à suivre dans tous les cas où il y a lieu d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État;

Vu le procès-verbal en date du 26 septembre 1878, constatant la remise à l'administration des domaines, pour être aliénés, à charge de défrichement, de soixante et un hectares soixante-dix-huit ares quatre-vingt-dix-neuf centiares de terrains boisés expropriés sur la commune de Chauffourt (Haute-Marne) en vue du dégagement du fort de Dampierre;

Vu le procès-verbal de conférence, en date du 6 décembre 1884, constatant la nécessité de réaffecter au service du département de la guerre trente-sept hectares soixante-dix ares neuf centiares de ces mêmes terrains qui n'ont pu encore être aliénés;

Vu la lettre en date du 31 décembre 1884, par laquelle le ministre des finances donne son adhésion aux conclusions de ce procès-verbal de conférence;

Considérant que, pour le dégagement des abords du fort de Dampierre dans les dépendances de la place de Langres, il y a lieu de réaffecter au service du département de la guerre, pour en faire opérer le défrichement, trente-sept hectares soixante-dix ares neuf centiares de terrains provenant du bois communal de Chauffourt (Haute-Marne), tels qu'ils sont délimités par un liséré vert sur un plan dressé, le 6 décembre 1884, par le chef du génie de ladite place et ci-annexé,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les terrains domaniaux susmentionnés sont réaffectés au service du département de la guerre.

2. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{de} LEWAL.

N° 15,145. — DÉCRET portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes d'un Crédit supplémentaire de 207 fr. 36 cent.

Du 24 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des postes et des télégraphes;

Vu l'état ci-annexé de créances liquidées à la charge du département des postes et des télégraphes, additionnellement aux restes à payer et droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1882;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ^m, portant règlement général de la comptabilité publique;

Considérant que les créances portées sur l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent un service prévu au budget dudit exercice et que leur montant n'excède pas les crédits annulés en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des postes et des télégraphes, en augmentation des restes à payer et droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1882, un crédit supplémentaire de deux cent sept francs trente-six centimes (207^{fr} 36^c), montant des créances désignées au tableau ci-annexé qui ont été liquidées à la charge de cet exercice et pour lesquelles un état nominatif sera adressé, en double expédition, au ministre des finances, conformément aux prescriptions de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre des postes et des télégraphes est autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget ordinaire de l'exercice courant, en exécution de l'article 124 du décret précité.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé AD. COCHERY.

Tableau de nouvelles créances reconnues en augmentation des restes à payer et des droits constatés arrêtés par le compte définitif des dépenses de l'exercice 1882, lesquelles sont à ordonnancer sur le budget ordinaire de l'exercice courant.

NUMÉROS des chapitres.	TITRES des chapitres.	OBJET DE LA DÉPENSE.	MONTANT DES CRÉDITS	
			par chapitre.	par exercice.
VI.	Personnel..	Art. 1 ^{er} . Traitement des agents et sous-agents administratifs de tous grades.....	1 ^{er} 11 ^e	207 ^{fr} 36 ^c
VII.	Matériel....	Art. 1 ^{er} . Service administratif.....	206 25	

N° 15,146. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune de Saint-Pons (Hérault).*

Du 26 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 2 mai 1855;

La délibération du conseil municipal de Saint-Pons (Hérault) en date du 19 juin 1884;

L'avis du conseil général et celui du préfet;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1885, la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Saint-Pons (Hérault) sera fixée ainsi qu'il suit :

A quatre francs pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A deux francs pour les chiens de garde et autres classés dans la seconde catégorie.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,147. — DÉCRET portant annulation et ouverture de Crédits au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Du 2 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 29 décembre 1882, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1883;

Vu la loi de finances du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1884;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture par décret d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu la loi du 17 décembre 1875, autorisant l'ouverture par décrets, pour le service du gouvernement général de l'Algérie, de crédits destinés à la construction d'un palais de justice et d'une église à Alger, conformément aux plans et devis annexés à ladite loi;

Vu l'état des sommes encaissées à ce titre par le trésorier général d'Alger et s'élevant à la somme de quinze mille cinq cent cinquante-six francs vingt-cinq centimes (15,556^f 25^c), montant des acomptes payés sur le prix de vente de divers immeubles domaniaux;

Vu le décret du 10 mai 1883 ⁽²⁾, qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, deuxième section, chapitre LV, un crédit de quinze mille cinq cent cinquante-six francs vingt-cinq centimes (15,556^f 25^c), applicable à la construction du palais de justice d'Alger;

Vu la loi du 22 juillet 1884, qui ouvre au même ministre, sur l'exercice 1884, deuxième section, chapitre LIV, un crédit extraordinaire de cinq cent soixante-seize mille sept cent quatre-vingt-neuf francs soixante-seize centimes (576,789^f 76^c) pour l'achèvement du palais de justice d'Alger;

Vu le décret du 11 août 1884 ⁽³⁾, qui a annulé au budget de l'exercice 1883 et reporté au budget de l'exercice 1884 le crédit ci-dessus visé de quinze mille cinq cent cinquante-six francs vingt-cinq centimes (15,556^f 25^c);

Vu la situation définitive des dépenses du gouvernement général de l'Algérie pour l'exercice 1883, aux termes de laquelle le crédit ci-dessus visé de quinze mille cinq cent cinquante-six francs vingt-cinq centimes (15,556^f 25^c) a été employé jusqu'à concurrence de la somme de treize mille huit cent trente-sept francs cinquante-trois centimes (13,837^f 53^c);

Vu le décret du 2 décembre 1884, qui a annulé celui du 11 août 1884 et ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1884, deuxième section, chapitre LIV, un crédit de mille sept cent dix-huit francs quarante-sept centimes (1,718^f 47^c), applicable à la reconstruction du palais de justice d'Alger;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10,527.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 769, n° 13,207.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 865, n° 14,570.

Attendu que la somme restée sans emploi sur l'exercice 1883 est, comme le fait ressortir la situation du gouvernement général de l'Algérie,

de.....	1,718' 72"
et non de.....	1,708 47
et qu'il y a lieu en conséquence de reporter à l'exercice 1884 la différence, soit.....	0 25

Sur l'avis du ministre des finances,

DÉCRET:

ART. 1^{er}. La somme de vingt-cinq centimes (0' 25"), formant le complément de celle de mille sept cent dix-huit francs soixante-douze centimes (1,718' 72") restée sans emploi sur le crédit de quinze mille cinq cent cinquante-six francs vingt-cinq centimes (15,556' 25") ouvert, à titre de fonds de concours, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le budget de l'exercice 1883, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre LV, est et demeure annulée.

2. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1884, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre LVI, additionnellement au crédit de cinq cent soixante-seize mille sept cent quatre-vingt-neuf francs soixante-seize centimes (576,789' 76") ouvert par la loi du 22 juillet 1884, un crédit de vingt-cinq centimes (0' 25"), applicable aux dépenses nécessitées par l'achèvement du palais de justice d'Alger.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,148. — DÉCRET modifiant, en ce qui concerne le Personnel des Ponts et Chaussées, les décrets des 18 juillet 1880 et 29 août 1884, relatifs aux parités d'offres des Fonctionnaires coloniaux.

Du 5 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu l'article 24, paragraphe 1^{er}, de la loi du 18 avril 1831 sur les pensions de l'armée de mer;

Vu le décret du 13 juillet 1880 ⁽¹⁾;

Vu le décret du 29 août 1884 ⁽²⁾,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les tableaux annexés aux décrets du 13 juillet 1880 et du 29 août 1884 susvisés sont modifiés ainsi qu'il suit:

DÉSIGNATION des services et des emplois.		PARITÉ D'OFFICE.	SOLDE de parité d'office.
1 ^{er} PONTS ET CHAUSSEES.			
Chefs de service.	Martinique.....	Ingénieur en chef de 1 ^{re} classe....	6,000 ^f
	Gambie.....		
	Cochinchine.....		
	Inde.....	Ingénieur ordinaire de 1 ^{re} classe..	4,500 -
	Guyane, Sénégal... Nouvelle-Calédonie...		

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 5 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PEYRON.

N° 15,149. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui déclare nulle et non avenue la délibération du conseil général de la Martinique, en date du 6 décembre 1883, par laquelle l'assemblée coloniale a décidé qu'à l'avenir les membres du conseil général nommés aux commissions de routes y assisteraient avec voix délibérative. (Paris, 16 Novembre 1884.)

N° 15,150. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Les limites de la mer, à l'embouchure de la rivière l'Aberwrac'h en Lannilis (Finistère), sont et demeurent fixées au pont de Créach, conformément aux indications du plan dressé par les ingénieurs du service maritime du département du Finistère, lequel plan restera annexé au présent décret. Les droits des tiers sont expressément réservés. (Paris, 17 Novembre 1884.)

⁽¹⁾ Bul. 558, n° 9766.

⁽²⁾ Bul. 875, n° 14,774.

N° 15,151. — DÉCRETS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signés par le ministre de l'intérieur) qui annulent des délibérations, en date du 28 août 1884, par lesquelles le conseil général de l'Hérault a divisé en sections électorales les communes de Boisseron, de Dio-et-Valquières, de Quarante et de Servian, en violation de l'article 11 de la loi du 5 avril 1884. (Paris, 18 Novembre 1884.)



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Mars 1885,

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

MARTIN FEUILLÉE.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 905.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,152. — *Loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Yonne, du chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Laroche à l'Isle-sur-Serein, avec gare d'eau sur l'Yonne à Laroche.*

Du 17 Janvier 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 18 janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Yonne, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie de un mètre, de Laroche à l'Isle-sur-Serein, par la vallée du Serein, avec gare d'eau sur l'Yonne à Laroche.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution du chemin de fer dont il s'agit ne sont pas accomplies dans un délai de trois ans, à dater de la promulgation de la présente loi.

3. Le département de l'Yonne est autorisé à pourvoir à l'exécution de ladite ligne, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880, et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 9 juillet 1884, entre le préfet de l'Yonne, d'une part, et le sieur *Zens*, agissant au nom et pour le compte de la compagnie de chemins de fer départementaux, d'autre part, ainsi que du cahier des charges annexé à cette convention.

Des copies certifiées conformes de ces convention et cahier des charges resteront annexées à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le capital de premier établissement du chemin de

~~ser mentionné à l'article 1^{er} ci-dessus, est fixé à forfait à la somme~~
de soixante-dix mille francs (70,000^f) par kilomètre, sans que la longueur de la ligne, à laquelle ce forfait s'applique, puisse excéder soixante-dix-sept kilomètres cinq cent cinquante mètres (77^k 550), ce prix comprenant l'établissement de la ligne et de ses dépendances avec gare d'eau sur l'Yonne à Laroche, le matériel roulant, le mobilier des ~~gares~~, l'outillage des ~~ateliers~~, le parachèvement de la ligne après sa mise en exploitation, l'intérêt des capitaux engagés pour la construction de la ligne, les dépenses relatives à la constitution du capital-actions et à l'émission ~~des obligations~~.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor est fixé à soixante-dix mille francs.

5. Aucune émission d'obligations ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par le ministre des travaux publics, sous la condition préalable des constatations prescrites par l'article 18, paragraphe final, de la loi du 11 juin 1880, après avis du ministre des finances et après l'achèvement et la mise en exploitation de la ligne concédée.

Le capital à réaliser par l'émission ~~des obligations~~ ne pourra être supérieur aux dépenses d'établissement de la ligne concédée, et l'émission ne sera autorisée que sous la condition que l'annuité destinée à couvrir l'intérêt et l'amortissement des titres à émettre ne dépassera pas le montant de l'intérêt à cinq pour cent garanti sur lesdites dépenses.

6. Le capital de la compagnie de chemins de fer départementaux ne pourra être engagé, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation des lignes qui lui sont concédées, sans autorisation préalable par décret délibéré en Conseil d'État.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 17 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-quatre et le neuf juillet,

Entre les soussignés :

M. André Faure, préfet du département de l'Yonne, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu :

1^{re} De la loi du 10 août 1871 ;

2^e De la loi promulguée le 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et du règlement d'administration publique en date du 20 mars 1882 ;

Des délibérations du conseil général en date des 1^{er} septembre 1882 et 4 avril 83, et de celle prise par la commission départementale en date du 4 décembre 82.

D'une part;

M. Zens, directeur de la compagnie de chemins de fer départementaux, agissant nom de ladite compagnie, en vertu de la délibération du conseil d'administration, en date du 6 juillet 1882.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

1^{re}. Le préfet de l'Yonne concède à la compagnie de chemins de fer départementaux, dont le siège est à Paris, avenue de l'Opéra, n° 20, la construction et l'exploitation du chemin de fer d'intérêt local, à voie unique d'un mètre de largeur, de Roche à l'Isle-sur-Serein, par la vallée du Serein, avec gare d'eau sur l'Yonne à Roche.

La présente concession est faite pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf années, commenceront à la date de la déclaration d'utilité publique.

La compagnie exécutera et exploitera le chemin de fer qui fait l'objet de la présente concession, en se conformant aux clauses et conditions du cahier des charges ci-joint.

En cas d'insuffisance du produit brut annuel (impôts déduits) de la ligne pour couvrir les dépenses d'exploitation et l'intérêt à cinq pour cent par an (amortissement) du capital de premier établissement, tel qu'il est fixé ci-après, augmenté, en plus, des insuffisances d'exploitation qui seraient constatées pendant la période de construction, le département s'engage à subvenir au paiement intégral de cette somme, tant à l'aide de ses ressources propres ou des subventions communales particulières, qu'à l'aide de la subvention de l'État, telle qu'elle est définie par les articles 13 et 14 de la loi du 10 juin 1880.

Pour l'application de cette clause, il est entendu :

1^{re}. Que le capital de premier établissement est fixé à forfait à soixante-dix mille francs (70,000) par kilomètre, avec la réserve expresse que ce chiffre ne pourra être porté à une longueur supérieure à soixante-dix-sept kilomètres cinq cent cinquante mètres, soit au total cinq millions quatre cent vingt-huit mille cinq cents francs (5,428,500), ce prix comprenant l'établissement de la ligne et de ses dépendances, la gare d'eau sur l'Yonne à Laroche, le matériel roulant, le mobilier des gares, l'équipement des ateliers, le parachèvement de la ligne après sa mise en exploitation, les capitaux engagés pour la construction de la ligne, les dépenses relatives à la constitution du capital-actions et à l'émission des obligations.

2^{de}. Que les frais d'exploitation seront évalués à deux mille francs, plus le tiers de la quote-part kilométrique (impôts déduits) pour un minimum de trois trains par jour dans chaque sens.

3^e. Que la longueur de la ligne sera déterminée par un chaînage continu, ayant pour extrémités les axes des bâtiments des voyageurs dans les stations extrêmes, ou, en défaut, les axes des trottoirs à établir pour le service des voyageurs. Il est entendu que le chaînage comprendra l'embranchement de la gare d'eau sur l'Yonne.

4^e. Le concessionnaire sera tenu d'assurer le service des colis postaux et des remorques sur colis postaux dans les conditions déterminées par les conventions du 11 novembre 1880 et 22 août 1881, conclues entre l'État, d'une part, les compagnies ou administrations de chemins de fer et les compagnies maritimes subventionnées, d'autre part.

5^e. Le tarif en vigueur sur le réseau des administrations et compagnies de chemins de fer signataires des conventions précitées sera étendu de plein droit et sans aucune modification aux gares, aux bureaux de ville et aux services de factage ou de correspondance de la nouvelle ligne ferrée.

6^e. Le concessionnaire s'entendra avec les administrations ou compagnies de chemins de fer pour déterminer la quote-part à lui revenir sur le produit de la taxe des colis postaux qui, pour parvenir à destination, devront circuler non seulement sur la nouvelle ligne concédée, mais encore sur les autres chemins de fer participant au transport des colis postaux.

7^e. La subvention totale, pouvant revenir à la compagnie dans les conditions déter-

minées à l'article 3 ci-dessus, sera payée semestriellement par le département, tant pour son compte que pour celui de l'État, dans les deux mois au plus tard à partir de la production, par la compagnie, des pièces justificatives des recettes et des dépenses établies dans les formes déterminées par les règlements d'administration publique, étant entendu que le calcul de la garantie doit porter sur l'année entière et que le paiement fait à la fin du premier semestre est considéré comme un acompte, le règlement définitif devant être fait en fin d'année.

6. La ligne pourra être divisée, d'accord avec le département, en plusieurs sections qui seraient successivement ouvertes à l'exploitation, sous réserve que le délai fixé par l'article 2 du cahier des charges pour l'ouverture sur la longueur totale de ligne ne sera pas dépassé.

7. Aussitôt après l'approbation par une loi de la présente convention, le concessionnaire versera dans la caisse du département une somme de dix mille francs à titre de remboursement du coût des études faites par les précédents demandeurs en concession.

8. La présente convention ne deviendra définitive que lorsqu'elle aura été approuvée par une loi, et que l'État aura pris l'engagement de concourir au paiement de la garantie jusqu'à concurrence des maxima déterminés par l'article 15 de la loi du 11 juin 1880 et par l'article 13 (paragraphe final) du règlement d'administration publique en date du 20 mars 1882.

9. La présente convention sera considérée comme nulle et non avenue si la loi déclarative d'utilité publique à intervenir, et qui doit en porter approbation, ne contient pas, pour la compagnie concessionnaire, l'autorisation d'émettre des obligations dans les conditions déterminées par la loi du 26 septembre 1882, déclarant l'utilité publique du chemin de fer d'intérêt local de Port-Boulet à Châteaurenault (Indre-et-Loire), et par la loi du 19 décembre 1883, approuvant la convention relative à la construction et à l'exploitation des chemins de fer d'intérêt local de la Corse, concédés à la même compagnie,

Fait double à Auxerre, le jour, mois et an que dessus.

Lu et approuvé :

Signé ZENS.

Vu et approuvé :

Le Préfet de l'Yonne,

Signé FAURE.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE 1^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges partira de la station de Laroche, sur le chemin de fer de Paris à Lyon, avec gare d'eau sur l'Yonne à Laroche, passera par ou près Beaumont-sur-le-Serein et suivra la vallée du Serein dans toute son étendue jusqu'à l'Isle-sur-Serein, où il se raccordera à la station prévue sur la ligne en construction d'Avallon à Nuits-sous-Ravières.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que la ligne entière soit livrée à l'exploitation dans un délai de trois ans à partir de la même date.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général, et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet dans les six mois au plus tard de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais du département.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième;

2° Un plan général à l'échelle de un dix-millième

3° Un profil en long à l'échelle de un cinq-millième pour les longueurs et de un millième pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers à l'échelle de cinq millimètres pour mètre et le profil type de la voie à l'échelle de deux centimètres pour mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

Le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie, lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet, au nom du département, et par le ministre des travaux publics, au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de un mètre.

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules ainsi que de leur chargement ne dépassera pas deux mètres dix centimètres, et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres dix centimètres; la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres quarante centimètres.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de un mètre quatre-vingts centimètres (1^m,80).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de cinquante-cinq centimètres (0^m,55).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m,35), et l'on ménagera au pied de chaque talus du ballast une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m,90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à deux cents mètres (200^m,00).

Une partie droite de soixante mètres (60^m,00) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum des déclivités est fixé à vingt millièmes par mètre.

Une partie horizontale de cent mètres au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations seront établies dans les localités indiquées ci-après :

Sept stations : Laroche, Seignelay, Pontigny, Ligny-le-Châtel, Chablis, Noyers et l'Isle-sur-Serein.

Neuf haltes : Beaumont, Héry, Maligny, Paischy, Chichée, Chemilly, Poilly-sur-Serein, Grimault, Massangis et Dissangis.

La gare de marchandises de Laroche sera reliée à une gare d'eau à établir à proximité, aux frais du concessionnaire, soit sur l'Yonne canalisée, soit, le cas échéant, sur le canal latéral à l'Yonne.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le préfet, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu. Si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement, ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels se composeront :

1° D'un plan à l'échelle de un cinq-centième, indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;

2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle de un centimètre par mètre;

3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le mi-

nière des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route nationale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication ou d'intérêt commun, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5^m,00) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4^m,30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de trois mètres cinquante centimètres (3^m,50). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1^m,00).

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de six mètres trente centimètres (6^m,30).

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route nationale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les caisses sera au moins de trois mètres cinquante centimètres (3^m,50) pour les chemins à une voie, et de six mètres trente centimètres (6^m,30) sur les lignes ou sections pour lesquelles le concessionnaire exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m,00) au moins au-dessous du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessous des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres (4^m,00).

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés, à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m,00) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m,00) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières qu'il devra poser aux passages à niveau, ainsi que les abris à établir. Il peut dispenser d'établir des abris, et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes au plus sur dix mètres de longueur de part et d'autre de chaque passage.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m,03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m,05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre toutefois d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

15. Le concessionnaire sera tenu d'établir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ces travaux et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des émanations d'égout.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront, au moins trois mètres cinquante centimètres (3^m,50) de largeur

entre les parapets sur les chemins à une voie et six mètres trente centimètres (6^m,30) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m,00).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par le concessionnaire pour le service du chemin de fer une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'État, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins trois mètres cinquante centimètres (3^m,50) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails pour les chemins à une voie et six mètres trente centimètres (6^m,30) de largeur pour les lignes ou sections à deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m,00) au moins au-dessus du niveau du rail. Des garages seront établis à cinquante mètres (50^m,00) de distance de chaque côté, et seront disposés en quinconce d'un côté à l'autre. La hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails sera de quatre mètres soixante centimètres (4^m,60).

La distance verticale qui sera ménagée entre l'intrados et le dessus des rails, pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres (4^m,00). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m,00) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation et du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

18. Le concessionnaire n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de dix-huit kilogrammes au moins par mètre courant, sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera de quatre-vingts centimètres (0^m,80) d'axe en axe.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

1° Dans la traversée des lieux habités;

2° Dans les parties contiguës à des chemins publics;

3° Sur dix mètres de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau et des stations.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses

dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés, et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportés et payés par le concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou de plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office, à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 30.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit, dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consumer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et pourront être à deux étages.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers, fermé à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit. L'étage supérieur sera couvert et garni de banquettes avec dossiers; on y accèdera au moyen d'escaliers qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-corps solides d'au moins un mètre dix centimètres (1^m, 10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de trois classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui seront arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé dans les trains de voyageurs aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des oheaux ou des bestiaux, les plates-formes, et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes, composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à trois.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le minimum et le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

34. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date de la loi déclarative d'utilité publique. Elle aura une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous les produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de gardes, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également du chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voies, ponts tournants, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne se met pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les machines, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 1^{er} du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, en réglant le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subventions; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité, qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire dans tous les cas pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

57. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 2 et 3, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme de cent cinquante mille francs qui aura été déposée ainsi qu'il sera dit à l'article 66, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

58. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention, par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements, à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque soumissionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne et, s'il y a lieu, du jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges, et substitué au concessionnaire évincé pour recevoir les subventions de toute nature à échoir aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété du département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

**TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.**

Autres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 072	0 048	0 12
0 054	0 036	0 09
0 036	0 024	0 06
0 012	0 008	0 02
0 072	0 048	0 12
0 03	0 02	0 05
0 018	0 012	0 03
0 30	0 20	0 50

PREX		
de péage.	de trans- port.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
<i>Marchandises transportées à petite vitesse.</i>		
1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Oléagineux. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Dragages. — Epicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 12	0 08
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Plâtre. — Charbon de bois — Bois à brûler, dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 11	0 07
3 ^e classe. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Meulière. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 072	0 048
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables. — Chaux et ciments. — Pierres de taille et produits de carrières. — Moellons.....	0 06	0 04

TARIF SPÉCIAL PAR WAGON COMPLET.

Marchandises des 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e classes.....	0 05	0 03	0 08
Les foins, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas six cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre, cinquante centimes (0 ^e 50 ^e).			

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 108	0 072	0 18
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 15	0 10	0 25
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	3 75
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	3 00	1 50	4 50
Tender de sept à dix tonnes.....	1 10	0 70	1 80
Tender de plus de dix tonnes.....	1 60	1 10	2 70
Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.			
Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.			
Voitures à deux ou à quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 18	0 14	0 32
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....	0 25	0 15	0 40
Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.			

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de quatrième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....
 Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix
 ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CORSELS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres renfermant un ou plusieurs cer-
 seufs sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voi-
 ture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera
 transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé,
 au prix de.....

Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de...

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 15	0 20	0 25
0 10	0 08	0 18
0 48	0 32	0 80
0 24	0 16	0 40
0 900	0 600	1 500

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concession-
 naire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres
 moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre
 entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres, elle sera comptée pour six
 kilomètres.

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après
 le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les
 ingénieurs du contrôle. Ce chainage sera fait, suivant la voie la plus courte, d'axe ou
 au des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après
 cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux pu-
 blics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes.

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite
 vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes.

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilo-
 grammes; entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes, etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les
 coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes; 2° au-dessus de cinq jusqu'à
 dix kilogrammes; 3° au-dessus de dix kilogrammes, par fraction indivisible de dix
 kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit
 en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier
 de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en
 nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du
 chemin de fer.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes n'aura
 à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement et elle
 sera réduite à vingt kilogrammes pour les enfants transportés à moitié prix.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans
 le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils
 auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux ar-
 ticles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à
 une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes; mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs;

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes.

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire, dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite sur le registre de la gare de départ du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés, de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1845, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction dans les convois ordinaires de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver, dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de la deuxième classe, ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls, et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra : 1° requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1°; 2° requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sans

le cas où l'Etat se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par kilomètre. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment, en conformité du paragraphe 1^{er} du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire, aux la réquisition de l'administration des postes, est dès à présent fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et télégraphes en service ne seront également assujettis à la moitié de la taxe, dans le cas où la ligne serait subventionnée par le trésor.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département cédants, et après s'être mis d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés au échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entreposage de dépêches dans les gares ou stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics. L'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'Etat.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

7. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il pourra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'Etat, sur les points où une ligne semblable s'étend le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'Etat se serve des poteaux déjà établis, afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'Etat. Les agents des postes et télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la télégraphie du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'Etat s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention par kilomètre, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction et l'entretien des lignes télégraphiques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire le long des voies toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais le terrain ne retirera dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées antérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des

lignes télégraphiques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture de fils télégraphiques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes par kilomètre parcouru par la machine, quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, le concessionnaire y assurera le service de la télégraphie privée moyennant la rétribution de quinze centimes par dépêche de départ et de dix centimes par dépêche d'arrivée.

L'administration aura le droit de retenir le montant de la remise pour toute dépêche qui aura été transmise avec inexactitude ou dans des conditions de célérité insuffisantes.

Si la municipalité ne se charge pas de la distribution, il sera alloué au concessionnaire, pour cette distribution, des frais d'express calculés à raison de cinquante centimes par kilomètre de distance.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

57 bis. Le concessionnaire sera tenu d'assurer le service des colis postaux et des remboursements sur colis postaux dans les conditions déterminées par les conventions des 2 novembre 1880 et 22 août 1881, conclues entre l'État, d'une part, les compagnies ou administrations de chemins de fer et les compagnies maritimes subventionnées. d'autre part.

Le tarif en vigueur sur le réseau des administrations ou compagnies de chemins de fer signataires des conventions précitées sera étendu de plein droit, et sans aucune augmentation aux gares, aux bureaux de ville et au service de factage ou de correspondance de la nouvelle ligne ferrée.

Le concessionnaire s'entendra avec les administrations ou compagnies de chemins de fer pour déterminer la quote-part à lui revenir sur le produit de la taxe des colis postaux qui, pour parvenir à destination, devront circuler non seulement sur les nouvelles lignes concédées, mais encore sur les autres chemins de fer participant au transport des colis postaux.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de

la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin de fer objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'utiliserait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département, ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tous propriétaires de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderaient un embranchement; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines, et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires, et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlève-

ment temporaire des aiguilles de soudure, dans la cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre. Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où ces limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguilles et des barrières des embranchements autorisés par le préfet seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire, et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficultés, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de répéter pour la non-exécution de ces conditions.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0¹²) par tonne pour le premier kilomètre, et, en outre, quatre centimes (0⁰⁴) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre.

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes (3,500^k), déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira, soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépen-

dances, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de cinquante francs par chaque kilomètre de chemin de fer concédé, à partir de la loi déclarative d'utilité publique.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions directes, au profit du département.

66. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de cent cinquante mille francs en numéraire ou en rentes sur l'État, calculées conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquièmes et proportionnellement à l'avance des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Auxerre.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de l'Yonne.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de l'Yonne, sauf recours au Conseil d'État.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Auxerre, 9 juillet 1884.

Lu et approuvé :

*Le Directeur de la compagnie
de chemins de fer départementaux,*

Signé ZENS.

Vu et approuvé :

Le Préfet de l'Yonne,

Signé FAURE.

N° 15,153. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'établissement d'une gare de marchandises à la station d'Étigny-Véron (ligne de Paris à Lyon), conformément aux dispositions générales du plan dressé, le 15 novembre 1883, par l'ingénieur de la compagnie, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° Pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux, la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 3 mai 1841.

Les expropriations devront être terminées dans un délai de deux ans.
(Paris, 19 Novembre 1884.)

N° 15,154. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la commune de Saint Ferreol-de-Cohade (canton de Brioude, arrondissement dudit, département de la Haute-Loire), à porter désormais le nom de *Cohade*. (Paris, 20 Novembre 1884.)

N° 15,155. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la commune d'Aspres-les-Veynes (arrondissement de Gap, département des Hautes-Alpes), à porter désormais le nom d'*Aspres-sur-Buëch*. (Paris, 20 Novembre 1884.)



Certifié conforme:

Paris, le 19^e Mars 1885,

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

MARTIN FEUILLÉE.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 906.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,156. — *Loi qui autorise le département de la Corse à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Janvier 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 15 janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Corse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement pendant dix ans, à partir de 1885, huit centimes (0^e 08^e) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux dépenses de l'instruction primaire.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,157. — *Loi qui autorise le département d'Indre-et-Loire à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Janvier 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 15 Janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département d'Indre-et-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, un centime cinquante centièmes (1° 50) en 1886 et cinquante centièmes de centime (0° 50) pendant quatre ans, à partir de 1887, pour le payement d'une indemnité à la compagnie des chemins de fer départementaux, concessionnaire de la ligne d'intérêt local de Port-Boulet à Château-Renault, et pour les dépenses de l'instruction primaire.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,158. — *Loi qui autorise le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Janvier 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 15 Janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer

extraordinairement pendant six ans, à partir de 1886, quatre centimes (0' 04') additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera consacré aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,159. — *Loi qui autorise la ville de Brest à modifier les conditions d'un Emprunt.*

Du 14 Janvier 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 15 janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Brest (Finistère) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder quatre et demi pour cent (4 1/2 p. 0/0), une somme de cinq cent vingt mille francs (520,000'), destinée au payement des frais d'établissement d'un abattoir public, et remboursable en treize ans, à partir de 1887, à l'aide du produit des taxes d'abatage et de prélèvements sur les revenus ordinaires.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

L'emprunt que la ville de Brest a été autorisée à contracter en vertu de la loi du 22 mars 1883 ne sera pas réalisé.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,160. — *Loi qui autorise la ville de Bourges (Cher) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Janvier 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 15 janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Bourges (Cher) est autorisée à emprunter :

1° De la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, aux conditions de cet établissement, une somme de cent cinquante mille francs (150,000^f), remboursable en trente ans et destinée à concourir, avec d'autres ressources, au paiement des frais de construction d'un groupe scolaire dans le quartier Saint-Ponnet;

2° A un taux d'intérêt qui ne pourra excéder quatre francs soixante-quinze centimes pour cent (4^f 75^c p. o/o), une somme de soixante-quinze mille deux cents francs (75,200^f), remboursable en trente ans et applicable à la même dépense.

L'emprunt de soixante-quinze mille deux cents francs pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant trente ans, à partir de 1886, trois centimes cinquante-cinq centièmes (3^e 55) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de trois cent vingt et un mille huit cent cinquante-sept francs, pour rembourser, en principal et intérêts, les emprunts autorisés par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,161. — *Loi qui autorise la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Janvier 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 15 janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant trente-deux ans, à partir de 1885, dix-sept centimes (0^e 17^e) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué annuellement à quatre-vingt-trois mille francs environ, servira, concurremment avec une imposition de vingt-cinq centimes autorisée par une loi du 16 août 1881, à rembourser l'emprunt de trois millions huit cent mille francs approuvé par ladite loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,162. — *Loi qui autorise la ville de Reims (Marne) à contracter un Emprunt.*

Du 14 Janvier 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 15 janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Reims (Marne) est autorisée à emprunter à la ~~caisse des lycées~~, collèges et écoles primaires, aux conditions de cet établissement, une somme de soixante-dix-huit mille quatre cents francs (78,400^f), remboursable en trente ans sur ses revenus ordinaires, et destinée à concourir, avec d'autres ressources, au paiement des frais de construction d'une école de filles rue des Boucheries et d'une école de garçons au faubourg de Laon.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,163. — *Loi qui autorise la ville de Rennes (Ille-et-Vilaine) à changer l'affectation de Ronds d'emprunt*

Du 14 Janvier 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 15 janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Rennes (Ille-et-Vilaine) est autorisée à appliquer une somme de six cent quarante-six mille huit cent trente-neuf francs quatre-vingt-neuf centimes (646,839^f 89^c), imputable sur l'emprunt de trois millions cinq cent mille francs autorisé par la loi du 12 décembre 1881, au paiement de diverses dépenses énumérées dans une délibération municipale du 9 juillet 1884, et ayant pour objet, notamment, les travaux de défense contre les inondations de la Vilaine, le solde des frais d'établissement de la distribution d'eau et du réseau d'égouts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,164. — *Loi qui autorise la ville de Rochefort (Charente-Inférieure) à contracter un Emprunt.*

Du 14 Janvier 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 15 janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Rochefort (Charente-Inférieure) est autorisée à emprunter à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, aux conditions de cet établissement, une somme de trois cent quarante-cinq mille francs (345,000^f), remboursable en trente ans sur ses revenus ordinaires, et destinée au paiement de sa part contributive dans les frais de transformation du collège communal en lycée.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,165. — *Loi qui autorise la ville du Mans (Sarthe) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Janvier 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 15 janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville du Mans (Sarthe) est autorisée à emprunter, en vue de l'établissement d'une école de filles et de deux écoles maternelles :

1° De la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, aux conditions de cet établissement, une somme de deux cent cinquante mille francs (250,000^f), remboursable en trente ans ;

III^e Série.

14..

2° A un taux d'intérêt qui ne pourra excéder quatre trois quarts pour cent ($4\frac{3}{4}$ p. o/o), une somme de quatre-vingt-quatre mille francs (84,000'), remboursable en vingt ans.

L'emprunt de quatre-vingt-quatre mille francs pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

Pendant vingt ans, à partir de 1885, deux centimes et demi ($2\frac{1}{2}$), et pendant dix ans, à partir de 1905, un centime et demi ($1\frac{1}{2}$).

Le produit de cette imposition, prévu en totalité pour quatre cent trente et un mille cent francs environ, servira à rembourser, en capital et intérêts, les deux emprunts approuvés par l'article 1^{er} de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,166. — *Loi portant réunion des villes de Calais et de Saint-Pierre-lez-Calais en une seule municipalité qui portera le nom de Calais.*

Du 29 Janvier 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 30 janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les deux communes de Calais et de Saint-Pierre-lez-Calais (arrondissement de Boulogne-sur-Mer, département du Pas-de-Calais) sont réunies en une seule municipalité qui portera le nom de Calais.

2. Il est pris acte des conventions conclues entre les communes de Calais et de Saint-Pierre-lez-Calais au sujet de l'emplacement du nouvel hôtel de ville à construire après la réunion.

3. Par dérogation à l'article 12 de la loi du 5 avril 1884, le conseil

général du département du Pas-de-Calais pourra, dans sa prochaine session, ordinaire ou extraordinaire, diviser la ville de Calais en sections électorales.

4. Les communes réunies par la présente loi continueront à jouir, comme sections de communes, des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

5. Les contributions dont le taux est déterminé à raison de la population continueront pendant dix ans, à partir du 1^{er} janvier 1885, à être établies dans chacune des deux communes d'après le chiffre de sa population particulière.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,167. — *Loi relative à l'agrandissement de l'École nationale des Beaux-Arts.*

Du 13 Février 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 14 février 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention provisoire annexée à la présente loi, en date du 11 février 1884, par laquelle M. le prince de Caraman-Chimay, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de M^{me} la princesse de Caraman-Chimay, son épouse, vend à l'État deux immeubles situés à Paris, quai Malaquais, n° 15 et 17, moyennant le prix de quatre millions deux cent mille francs (4,200,000^f).

2. Les deux immeubles indiqués à l'article 1^{er} ci-dessus sont affectés au service de l'école nationale des beaux-arts.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à entreprendre les travaux nécessaires pour leur appropriation à ce service, lesquels travaux sont évalués à cinq cent mille francs (500,000^f).

3. Pour faire face à la dépense qu'entraîneront les acquisitions et travaux ci-dessus, il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1884, au-delà des crédits accordés par les lois de finances des 29 décembre 1883 et 30 janvier 1884, et

par des lois spéciales, un crédit de quatre millions sept cent mille francs (4,700,000'), qui sera inscrit à la section des beaux-arts du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, à un chapitre portant le n° 5, et intitulé : *Agrandissement de l'école nationale des beaux-arts.*

4. Il sera pourvu au crédit extraordinaire ci-dessus au moyen d'un prélèvement de quatre millions sept cent mille francs à opérer sur l'avance faite à l'État par la Banque de France en vertu de la convention du 29 mars 1878, approuvée par la loi du 13 juin suivant.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé A. FALLIÈRES.

CONVENTION.

Les soussignés :

M. *Marie-Joseph-Guy-Henry-Philippe de Riquet*, prince de *Caraman-Chimay*, membre de la Chambre des députés, ex-gouverneur de la province de Hainaut, officier de l'ordre de Léopold, grand-croix de l'Étoile polaire de Suède, commandeur de la branche Ernestine de Saxe, commandeur de l'ordre de Pie IX, chevalier de l'ordre de Sainte-Anne, chevalier des ordres de Danebrog Constantinien et de la Légion d'honneur, demeurant, en Belgique, à Chimay, et, en France, à Paris, quai Malaquais, n° 17.

Agissant tant en son nom personnel qu'au nom et comme mandataire de M^{me} *Marie-Joséphine-Anatole de Montesquiou-Fézensac*, son épouse, en vertu de la procuration qu'elle lui a donnée, sous son autorisation, par acte passé devant M^e *Jules Despret*, notaire à Chimay (Belgique), le 7 janvier 1884, dont le brevet original, timbré et enregistré et revêtu de diverses legalisations, dont la dernière émane du ministre des affaires étrangères en France, est demeuré ci-annexé, après avoir été certifié véritable par le mandataire,

D'une part;

Et M. *Armand Fallières*, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, agissant au nom et comme représentant de l'État,

D'autre part,

Ont arrêté ce qui suit :

M. le prince de *Caraman-Chimay*, à noms, vend, par ces présentes, avec la garantie de droit,

À l'État, ce qui est accepté par M. A. *Fallières*,

Les immeubles dont la désignation suit :

DÉSIGNATION.

Deux hôtels contigus situés à Paris, quai Malaquais, n° 15 et 17, comprenant :

Le n° 15 : deux corps de bâtiment, l'un donnant sur le quai, élevé sur caves, rez-de-chaussée et trois étages, avec combles au-dessus, et l'autre, au fond, avec aile en retour à gauche, élevé sur caves, d'un rez-de-chaussée, trois étages et combles au-dessus; cour et communs;

Et le n° 17 : deux pavillons, l'un, à droite de la porte cochère, servant de loge de concierge; l'autre, à gauche; grande cour d'honneur; corps de bâtiment au fond,

avec sîles en retour à droite et à gauche donnant sur le quai, élevé sur caves, d'un rez-de-chaussée, premier étage et deuxième étage mansardé, et jardin derrière;

Le tout, d'une contenance de cinq mille quarante-huit mètres quatre-vingt-trois centimètres environ, tient par devant au quai Malaquais, à gauche et au fond à l'école des beaux-arts, et à droite, sur le quai, à M. *Lerefait*, et dans le fond à M. *de Toulmont*.

Ainsi que le tout se poursuit et comporte sans exception et sans autre réserve que celle ci-après exprimée.

RÉSERVE.

Les vendeurs se réservent, pour en faire l'enlèvement au plus tard lorsque l'État entrera en possession des locaux qu'ils occupent :

1° Toutes les tentures et tapisseries, sans exception, des locaux qu'ils occupent personnellement au rez-de-chaussée;

2° Les cheminées du grand cabinet du prince, de la chambre à coucher du prince de Chimay, du grand salon rouge, du grand salon bleu, de la chambre à coucher à colonnes, du petit salon vert, du grand salon de M. *Pailleron*.

ÉTABLISSEMENT DE PROPRIÉTÉ.

I.

EN LA PERSONNE DES VENDEURS.

Les hôtels ci-dessus désignés appartiennent en propre à M. le prince de *Caraman-Chimay* :

1° En qualité d'héritier pour un quart et comme légataire avec attribution par préciput et hors part, notamment d'une fraction de la quotité disponible, en vertu d'un testament olographe, en date à Chimay du 20 septembre 1860, et d'un codicille, en date à Paris du 19 février 1867, déposés, après les constatations légales, à M° *Tollu*, notaire à Paris, le 31 mai 1871, de M^{me} *Emilie-Louise-Marie-Françoise-Joséphine Pelletier*, princesse de Chimay, sa mère, veuve en premières nocces de M. *Louis-Marie-Joseph*, comte de *Brigode de Kemland*, et épouse en secondes nocces de M. *Joseph de Riquet*, prince de *Caraman*, prince de *Chimay*, demeurant, en Belgique, au château de Chimay, province de Hainaut, et, en France, à Paris, en son hôtel, quai Malaquais, n° 17, et décédée au château de Ménars, commune de ce nom, canton de Mer, arrondissement de Blois (Loir-et-Cher), le 22 mai 1871, ainsi que le constatent les intitulés d'inventaires dressés après son décès, l'un par M^{rs} *Gatine et Lamontagne*, notaires à Paris, en date au commencement du 22 juillet 1871, et l'autre, par M° *Chaillant*, notaire à Ménars, le 8 août même année et jours suivants;

2° Et comme en étant devenu attributaire définitif par l'acte de liquidation et partage de la succession de M^{me} la princesse de Chimay, dressé par M° *Despret*, notaire à Chimay, commis judiciairement à cet effet, le 2 septembre 1875, entre tous les ayants droit à la succession, en présence, à cause de la minorité de l'un des copartageants, de M. le juge de paix du canton de Chimay, intervenant en conformité de la loi du 12 juin 1816, assisté de son greffier. Cet acte de liquidation et partage a été approuvé par toutes les parties suivant procès-verbal dressé le même jour, devant le même notaire. Il a été fait sans soule ni retour, à la charge de M. le prince de *Caraman-Chimay*, et il a été enregistré à Paris au premier bureau des actes sous seings privés, le 9 décembre 1875, folio 131 verso, case 5, par le receveur, qui a perçu les droits.

II.

EN LA PERSONNE DE M^{me} LA PRINCESSE DE CHIMAY.

M^{me} la princesse de Chimay était propriétaire des hôtels dont il s'agit, dénommés hôtels d'*Arenberg* (ci-devant de Bouillon), tant au moyen des augmentations et constructions qu'elle y a faites qu'en qualité de seule héritière de M. *Len-Henri-Alain*

Pellapra, son père, ancien receveur général des finances, décédé à Paris, en son hôtel, quai Malaquais, n° 17, le 6 septembre 1851, comme le constate l'intitulé de l'inventaire fait après son décès, par M^r *Roquebert*, notaire à Paris, le 17 décembre suivant, et comme en étant abandonataire, aux termes de l'acte de liquidation et partage de la succession de M. *Pellapra*, reçu par M^r *Roquebert*, notaire, le 25 janvier 1853, intervenu entre M^{me} la princesse de *Chimay* et M^{me} *Françoise-Marie Leroy*, veuve de M. *Pellapra*, sa mère, décédée depuis, également en son domicile, à Paris, quai Malaquais, n° 17, le 6 décembre 1859, et dont M^{me} la princesse de *Chimay* était aussi seule héritière, ainsi que le constate l'intitulé de l'inventaire fait après son décès par M^r *Roquebert*, notaire, les 16 janvier et 15 mai 1860.

III.

ET EN LA PERSONNE DE M. PELLAPRA.

Enfin les hôtels dont il s'agit, provenant originairement du duc de *Bouillon*, ont été mis en vente conformément aux lois relatives à l'aliénation des domaines nationaux, et spécialement en conformité d'une décision du ministre des finances, en date du 1^{er} août 1823, et M. *Pellapra* s'en est rendu adjudicataire, aux termes d'un procès-verbal passé devant le maître des requêtes, secrétaire général de la préfecture du département de la Seine, délégué par le conseiller d'Etat, préfet du même département, en présence du directeur des domaines du département de la Seine, le 9 décembre 1823, suivi d'une déclaration de command passée le même jour devant le même magistrat.

Cette adjudication, qui comprenait en outre divers objets mobiliers et des glaces, décrits en un état estimatif, a été prononcée moyennant le prix principal de sept cent mille cinq cents francs, et de plus à la charge de payer, à compter du jour de la vente, trois rentes annuelles montant ensemble, déduction faite de la retenue, à la somme de mille neuf cent soixante-quinze francs trente et un centimes au capital de soixante quatre mille cent quatre-vingt-dix-sept francs cinquante-deux centimes, savoir :

1° L'une de trois cent seize francs quatre centimes au capital de sept mille neuf cent un francs vingt-trois centimes, due à M^{me} veuve *Lebon*;

2° Une autre de mille soixante-six francs quatre centimes au capital de vingt-six mille six cent soixante-six francs soixante-six centimes, due à M^{me} *Dauzat*;

3° Et la troisième de cinq cent quatre-vingt-douze francs cinquante-neuf centimes au capital de vingt-neuf mille six cent vingt-neuf francs soixante-trois centimes, due à M. *Thomé*.

M. *Pellapra* s'est libéré des sept cent mille cinq cents francs, prix principal de l'adjudication, en cinq versements de chacun cent quarante-mille cent francs, qu'il a effectués à la caisse des dépôts et consignations pour compte et au nom du receveur du domaine extraordinaire du département de la Seine, les 10 et 13 décembre 1823 et 5, 6 et 10 janvier 1824. Il s'est également libéré des intérêts et frais, le tout ainsi qu'il résulte de la quittance finale que lui a délivrée le receveur du domaine extraordinaire du département de la Seine, le 18 février 1824.

Enfin, sur les trois rentes perpétuelles mises à sa charge en sus du prix, M. *Pellapra* a remboursé celle de trois cent seize francs quatre centimes le 12 juillet 1830. M^{me} la princesse de *Chimay* a elle-même remboursé celle de cinq cent quatre-vingt-douze francs cinquante neuf centimes, par quittance devant M^r *Tollu*, notaire à Paris, le 29 août 1870. Il ne reste donc plus dû aujourd'hui que la rente de mille soixante-six francs quatre centimes. Les vendeurs devront justifier du remboursement de cette rente avant le paiement du prix de la présente vente.

SUR LES LOCATIONS.

Le prince de *Caraman-Chimay*, es noms, fait sur les locations les déclarations suivantes :

S 1^{re} — HÔTEL N° 15,

1° BÂTIMENT SUR LE QUAI,

Le rez-de-chaussée et partie de l'entresol sont loués :

1° A M. *Champion*, libraire, pour un laps de temps finissant le 1^{er} avril 1885 ou au choix réciproque, en se prévenant six mois d'avance, moyennant, outre les charges, un loyer annuel de quatre mille francs, sur lequel mille cinq cents francs de loyer d'avance ont été payés et sont imputables sur les derniers six mois de jouissance;

2° A la société *Dantos fils et Delisle*, marchands d'estampes, jusqu'au 1^{er} octobre 1886, moyennant, outre les charges, un loyer annuel de quatre mille deux cents francs, sur lequel mille cinquante francs, représentant trois mois de loyer, ont été payés d'avance et sont imputables sur les trois derniers mois de jouissance;

3° A M. *Camat*, libraire, sans bail, moyennant, outre les charges, un loyer annuel de deux mille quatre cents francs, payable par trimestre et d'avance;

Et 4° A M. *Dehangle*, jusqu'au 1^{er} janvier 1886 ou 1889, au choix du locataire seul, moyennant, outre les charges, un loyer annuel de trois mille francs jusqu'au 31 décembre 1886, et de trois mille cinq cents francs pour la dernière année, étant observé que ce locataire a payé mille cinq cents francs de loyer d'avance imputables sur les derniers mois de jouissance.

Le surplus de l'entresol est loué verbalement à M. *Derray*, moyennant, outre les charges, un loyer annuel de six cents francs.

Tout le premier étage est incorporé avec les locaux que M. le docteur *Charcot* occupe dans l'hôtel n° 17.

Tout le deuxième étage est loué avec écurie et remise jusqu'au 1^{er} avril 1884 à M. *Gonse*, moyennant, outre les charges, un loyer annuel de cinq mille huit cent quarante francs.

Enfin, le troisième étage et le comble sont loués jusqu'au 1^{er} janvier 1886, à M. *Berthier*, photographe, moyennant un loyer annuel de trois mille cent francs, outre les charges.

2° BÂTIMENT AU FOND AVEC AILE À GAUCHE.

Le rez-de-chaussée est incorporé avec les locaux que M. le prince de *Caraman-Chimay* occupe dans l'hôtel n° 17.

Le premier étage est vacant.

Le deuxième étage est loué sans bail à M. *Marié*, moyennant, outre les charges, un loyer annuel de cinq mille francs.

Et le troisième étage est loué jusqu'au 1^{er} octobre 1884 à M. *Dodglish*, moyennant, outre les charges, un loyer annuel de six mille trois cents francs.

3° COMMUNS.

Les communs sont loués :

Partie à M. *Gonse*, locataire d'un appartement dans le bâtiment sur le quai;

Partie à M. le docteur *Charcot*, locataire d'appartements dans les hôtels n° 15 et 17;

Partie à M. *Say*, sans bail, moyennant, outre les charges, un loyer annuel de mille quatre cents francs, sur lequel il a payé trois cent cinquante et un francs pour trois mois de loyer d'avance, imputables sur les trois derniers mois de jouissance;

Et le complément est occupé pour partie par M. le prince de *Caraman-Chimay*, et pour le surplus.

§ 2. — HÔTEL N° 17.

Tout le rez-de-chaussée du bâtiment du fond, la majeure partie du rez-de-chaussée du bâtiment en aile à droite, et partie du rez-de-chaussée du bâtiment en aile à gauche, le jardin, partie des communs et dépendances sont occupés par M. le prince et M^{me} la princesse de *Caraman-Chimay*, vendeurs.

La majeure partie du bâtiment en aile à droite est louée à M^{me} veuve *Buloz*, avec faculté réciproque de faire cesser la location en se prévenant six mois d'avance, moyennant un loyer annuel de huit mille cinq cents francs, outre les charges.

Le surplus est vacant, de même que le premier étage du bâtiment du fond.

Quant au bâtiment en aile gauche, il est loué :

1° A M. le docteur *Charcot* pour partie qu'il a réunie à l'appartement contigu du n° 15, moyennant quinze mille cent francs de loyer annuel, avec faculté réciproque de faire cesser la location en se prévenant six mois d'avance;

2° Et à M. Pailleron, moyennant un loyer annuel de douze mille cinq cents francs, avec faculté réciproque également de faire cesser la location en se prévenant six mois d'avance.

S 3. — PETITES LOCATIONS DANS LES DÉPENDANCES DES DEUX HÔTELS.

Dans les dépendances des deux hôtels dont l'accès a lieu par le n° 15, il existe plusieurs petites locations verbales au nombre de dix-sept et représentant ensemble un loyer annuel de trois mille neuf cent cinquante francs, outre les charges.

L'État devra respecter toutes ces locations pour le temps qui en reste à courir et sera, d'ailleurs, par le seul fait des présentes, subrogé activement et passivement dans tous les droits et actions des vendeurs à cet égard.

JOUISSANCE.

L'État sera propriétaire des deux hôtels présentement vendus, à partir de ce jour, et il entrera en jouissance, savoir :

Pour les locaux occupés par M. le prince et M^{me} la princesse de Caraman-Chimay et leur famille, à partir de la fin du second terme qui suivra le vote de la loi sanctionnant la présente acquisition, le terme courant au moment du vote n'étant pas compris;

Et, pour le surplus, à partir du terme qui suivra le paiement du prix.

Tous les loyers courus ou à courir jusqu'à cette date sont réservés aux vendeurs.

CHARGES ET CONDITIONS.

La présente vente est faite aux charges et conditions suivantes, que M. A. Fallières, ès nom, oblige l'État à exécuter :

1° Il prendra les hôtels vendus dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir faire aucune réclamation contre les vendeurs pour raison de l'état des constructions et des réparations qui seraient à y faire, ni pour erreur dans la désignation et dans la contenance ci-dessus exprimées;

2° Il acquittera les contributions et impositions de toute nature et autres charges auxquelles les hôtels vendus sont assujettis, à compter du jour de l'entrée en jouissance;

3° Il exécutera l'engagement contracté par les vendeurs avec la compagnie d'assurance mutuelle immobilière, dont le siège est à Paris, rue de Castiglione, n° 14, aux termes de deux polices, l'une en date du 16 mai 1876 et l'autre en date du 1^{er} janvier 1879, et il devra payer, à partir du jour de l'entrée en jouissance, les primes et cotisations annuelles auxquelles cette assurance peut donner lieu;

4° Il supportera les servitudes passives apparentes ou occultes, continues ou discontinues dont les immeubles vendus peuvent se trouver grevés, sauf à s'en défendre et à profiter des servitudes actives à ses risques et périls, sans que cette clause puisse donner à qui que ce soit des droits autres et plus étendus que ceux qui résulteraient de titres réguliers ou de la loi, comme aussi sans que la présente clause puisse nuire aux droits résultant, en faveur de l'acquéreur, de la loi du 23 mars 1855.

À cet égard, M. le prince de Caraman-Chimay, ès noms, affirme qu'il n'est pas à sa connaissance que les hôtels vendus soient grevés d'aucune servitude et que personnellement il n'en a créé aucune;

5° Et il payera les frais des présentes.

PRIX.

En outre, la présente vente est faite moyennant la somme de quatre millions deux cent mille francs de prix principal, que M. A. Fallières, ès nom, oblige l'État à payer en un seul terme, sans intérêt, à M. le prince et à M^{me} la princesse de Caraman-Chimay, aussitôt après l'accomplissement des formalités hypothécaires et de purge légale; s'il

se trouvait des inscriptions hypothécaires et faute par les vendeurs d'avoir produit un certificat de radiation, de même que s'il survenait quelque saisie-arrêt ou opposition à la délivrance des deniers, le prix de la présente vente, ainsi que les intérêts qui pourraient être dus, seront versés à la caisse des dépôts et consignations, aux risques et périls des vendeurs et à la conservation des droits de qui il appartiendra, sans que l'État soit tenu de faire des offres réelles ni de remplir aucune formalité, et, à compter de ce dépôt, les vendeurs n'auraient plus le droit qu'aux intérêts que la consignation pourra produire.

TRANSCRIPTION ET PURGE LÉGALE.

L'État devra faire transcrire une expédition des présentes au premier bureau des hypothèques de la Seine, et, faute par lui d'avoir justifié aux vendeurs, dans les vingt jours du vote de la loi approuvant la présente acquisition, du dépôt de cette expédition des présentes au bureau des hypothèques par la notification qu'il lui fera faire du bulletin de dépôt, les vendeurs seront autorisés à procéder à cette transcription et à lever, à cet effet, toutes expéditions du présent contrat, le tout aux frais de l'État.

L'État remplira, en outre, si bon lui semble, les formalités prescrites par la loi pour la purge des hypothèques légales. Et si, lors de l'accomplissement de l'une ou de l'autre de ces formalités, il se trouve ou survient des inscriptions du chef des vendeurs ou des précédents propriétaires, les vendeurs s'obligent solidairement entre eux à en rapporter les certificats de radiation dans un délai de quinze jours à partir de la dénonciation qui leur sera faite de l'état des inscriptions au domicile ci-après élu.

Déclarent les vendeurs dispenser formellement le conservateur des hypothèques de prendre à leur profit, lors de la transcription, l'inscription d'office prescrite par l'article 2108 du Code civil.

ÉTAT CIVIL.

M. le prince de Caraman-Chimay, tant en son nom qu'au nom de M^{me} la princesse de Caraman-Chimay, déclare :

Qu'ils sont mariés, en premières noces, sous le régime de la communauté, aux termes de leur contrat de mariage passé devant M^{re} Berceon et M^{re} Raquebert, notaires à Paris, le 11 juin 1857;

Et qu'ils ne sont et n'ont jamais été tuteurs de mineurs ni d'interdits, ni rempli de fonctions emportant hypothèque légale.

TITRES.

Les vendeurs remettront à l'État, lors du paiement du prix :

- 1° Extrait du testament olographe et du codicille de M^{me} la princesse de Chimay;
 - 2° Extrait de l'intitulé de l'inventaire dressé après son décès;
 - 3° Extrait de l'acte de liquidation et de partage de la succession de M^{me} la princesse de Chimay;
 - 4° Extrait de l'intitulé de l'inventaire après le décès de M. Pellapra;
 - 5° Extrait de l'acte de liquidation et partage de sa succession;
 - 6° Extrait de l'intitulé de l'inventaire dressé après le décès de M^{me} Pellapra;
 - 7° Expédition du procès-verbal d'adjudication du 9 décembre 1823 et de la quittance du prix et diverses autres pièces accessoires, et généralement tous les titres de propriété qu'ils pourraient avoir en leur possession;
 - Et 8° les baux et pièces relatives aux locations.
- Sur les loyers d'avance, il est stipulé, comme condition de la présente vente, que l'État ne pourra exiger des vendeurs la restitution des loyers d'avance par eux encaissés et qui s'élèvent à la somme de quatre mille quatre cent un francs, ainsi qu'on l'a ci-dessus indiqué.

La présente convention ne deviendra définitive qu'après son approbation par les Chambres.

Après cette approbation, la présente convention tiendra lieu d'acte et sera présentée à l'enregistrement et à la transcription.

Fait et signé en double, le 11 février 1884.

Approuvé la présente vente :
Signé Prince DE CARANAN-CHINAY.

Approuvé l'écriture ci-dessus :
Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,168. — *DÉCRET rendant exécutoire le Tarif de douane voté par le Conseil général de la Guadeloupe sur certaines Marchandises d'importation étrangère.*

Du 16 Novembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 ⁽¹⁾;

Vu le décret du 25 avril 1868 ⁽²⁾;

Vu l'article 42, paragraphe 2, du décret du 20 novembre 1882 sur le service financier des colonies ⁽³⁾;

Vu la délibération du conseil général de la Guadeloupe en date du 8 mai 1884;

Vu l'avis du ministre du commerce du 4 août 1884;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est rendu exécutoire, à partir du 1^{er} janvier 1885, le tarif de douane voté par le conseil général de la Guadeloupe sur les marchandises étrangères désignées au tableau ci-après, à leur importation dans la colonie :

Peaux préparées et ouvrées.....	6 p. o/o
Tissus, passementerie et rubans de coton autres que madras et mouchoirs des Indes.....	5 p. o/o
Tissus, passementerie et rubans de lin, jute ou chanvre.....	6 p. o/o
Tissus, passementerie et rubans de laine.....	6 p. o/o
Tissus, passementerie et rubans de soie.....	8 p. o/o
Vêtements et pièces de lingerie cousues pour travailleurs : droit du tissu le plus fortement imposé.	
Tabletterie et bimbeloterie.....	5 p. o/o
Papier, carton, livres autres que classiques et gravures.....	5 p. o/o
Bijouterie d'or, de platine et d'argent.....	8 p. o/o
Horlogerie.....	8 p. o/o
Chapeaux de feutre.....	5 p. o/o
Mercerie (boutons compris).....	5 p. o/o
Modes.....	5 p. o/o

2. Est rapporté le décret du 25 avril 1868, en ce qu'il a de contraire au présent décret.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1402, n° 14360.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 743, n° 12,616.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 1590, n° 15,999.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel de la marine* et aux journaux officiels de la métropole et de la colonie.

Fait à Paris, le 16 Novembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PEYRON.

N° 15,169. — *DÉCRET portant homologation du bornage des Zones de servitudes de la nouvelle enceinte Nord de la Place de Dunkerque.*

Du 30 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant les places de guerre et postes fortifiés, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾, pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour la place ci-après, le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage des zones de servitudes visés et approuvés par le ministre de la guerre.

Dunkerque. — Zones des servitudes de la nouvelle enceinte nord depuis la capitale du bastion 20 jusqu'à celle du bastion 6; bornage du 14 novembre 1873.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} LEWAL.

N° 15,170. — *DÉCRET qui nomme M. le général Mercier membre du Comité supérieur de la Caisse des Offrandes nationales.*

Du 6 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780.

Vu le décret du 18 juin 1860;
Vu la loi du 27 novembre 1872;
Vu les décrets des 9 janvier 1873 ⁽¹⁾ et 31 octobre 1880 ⁽²⁾;
Vu le rapport des ministres de la guerre, de la marine et des finances.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. le général *Mercier*, directeur de la cinquième direction au ministère de la guerre, est nommé membre du comité supérieur de la caisse des offrandes nationales, en remplacement de M. *Gaffiot*, intendant général.

2. Les ministres de la guerre, de la marine et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIBARD.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine
et des colonies,*

Signé A. PEYRON.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^l LEWAL.

N° 15,171. — *DÉCRET portant affectation d'un Terrain situé dans la forêt du Souche au service du département de la Guerre.*

Du 10 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833 sur la marche à suivre dans tous les cas où il y a lieu d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État;

Vu le procès-verbal de conférence en date du 29 août 1884;

Vu l'adhésion conditionnelle donnée, le 30 septembre suivant, aux conclusions de ce procès-verbal, par le ministre de l'agriculture;

Vu la lettre du 27 décembre 1884, par laquelle le ministre des finances donne également son adhésion aux conclusions du même procès-verbal;

Considérant que pour l'établissement d'un champ de manœuvres destiné aux troupes de la garnison d'Épinal, il y a lieu d'affecter au service du département de la guerre un terrain de quatorze hectares cinquante-huit ars quatre-vingt-onze centiares, situé dans la forêt domaniale du Souche, sur le territoire de la commune de Golbey (Vosges), tel qu'il est figuré par une teinte jaune au plan parcellaire dressé le 15 janvier 1885 par le chef du génie de ladite place et ci-annexé,

DÉCRÈTE :

⁽¹⁾ Bull. 118, n° 1734.

⁽²⁾ Bull. 570, n° 9944.

ART. 1^{er}. Le terrain domanial susmentionné est affecté au service du département de la guerre, sous les conditions et réserves spécifiées dans la lettre susvisée du ministre de l'agriculture.

2. Les ministres de la guerre, de l'agriculture et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^d LEWAL.

N° 15,172. — *DÉCRET portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un Crédit de 825 francs.*

Du 11 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1884;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture par décret d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du receveur des finances d'Aubusson, constatant qu'il a été versé au trésor, le 24 octobre 1884, une somme de huit cent vingt-cinq francs (825'), représentant la part contributive de la ville d'Aubusson dans les dépenses de l'école nationale d'art décoratif de cette ville, pour le quatrième trimestre 1884;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1884, deuxième section, chapitre XIII (*Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de huit cent vingt-cinq francs (825'), applicable aux dépenses de l'école nationale d'art décoratif d'Aubusson.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le

ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,173. — DÉCRET transportant à un chapitre spécial des Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1883 et s'élevant à la somme de 85,191 fr. 51 cent.

Du 14 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages de solde et d'accessoires de la solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, et qu'en fin d'exercice le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédits à soumettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du département de la marine et des colonies (*Service marine*), pour l'exercice 1883, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice. Ce chapitre, qui portera le n° 27, prendra le titre de : *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1883*.

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par virement de comptes, de la somme de quatre-vingt-cinq mille cent quatre-vingt-onze francs cinquante et un centimes, montant des rappels de solde et autres dépenses y assimilées provisoirement acquittés sur les fonds des chapitres du budget de l'exercice 1883 désignés dans le tableau annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme suit :

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

Exercice 1879.....	225' 32"
Exercice 1880.....	3,908 29
Exercice 1881.....	17,305 67
Exercice 1882.....	63,752 23
TOTAL.....	85,191 51

3. Les crédits ouverts par la loi du 29 décembre 1882, ainsi que les dépenses imputées aux chapitres suivants, sont atténués dans les proportions ci-après :

SERVICE MARINE.

CHAP. IV. États-majors et équipages à terre et à la mer....	52,347' 88"
— V. Troupes.....	26,021 31
— VI. Corps entretenus et agents divers.....	2,605 89
— VII. Maistrance, gardiennage et surveillance.....	806 23
— XIX. Frais de voyages par terre et par mer.....	1,703 51
— XXIII. Dépenses diverses.....	1,710 69
SOMME ÉGALE.....	85,191 51

4. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et annexé au projet de loi portant règlement définitif des dépenses de l'exercice 1883.

Fait à Paris, le 14 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PEYRON.

Tableau, par exercice, des rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1883 qui ont été acquittés sur les chapitres de l'exercice 1883 désignés ci-après, et dont le transport au chapitre XXVII doit être opéré dans le compte définitif des dépenses de l'exercice précité, conformément aux dispositions des articles 9 de la loi du 8 juillet 1837 et 128 du décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique.

IMPUTATION PRIMITIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS. (Chapitres et articles.)	DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1883.				TOTAUX	
	1879.	1880.	1881.	1882.	par article.	par chapitre.
CHAPITRE IV. ÉTATS-MAJORS ET ÉQUIPAGES À TERRE ET À LA MER.						
Art. 1 ^{er} . Solde et accessoires de la solde.....	111 ^f 13 ^c	3,567 ^f 76 ^c	12,690 ^f 32 ^c	35,978 ^f 67 ^c	52,347 ^f 88 ^c	52,347 ^f 88 ^c
CHAPITRE V. TROUPES.						
Art. 1 ^{er} . Infanterie de marine.	"	"	1,725 49	10,669 28	12,394 77	26,011 31
— 2. Artillerie de marine...	29 96	19 92	1,041 23	12,498 44	13,589 54	
— 4. Compagnie de discipline.....	"	27 00	"	"	27 00	
CHAPITRE VI. CORPS ENTRETEHUS ET AGENTS DIVERS.						
Art. 2. Personnel administra- tif des directions de travaux.....	"	"	198 75	"	198 75	2,605 89
— 3. Comptables des ma- tières.....	"	"	383 34	"	383 34	
— 6. Ingénieurs des ponts et chaussées et con- ducteurs des tra- vaux hydrauliques.	"	"	814 23	"	814 23	
— 7. Personnel des agents du commissariat de la marine.....	60 00	60 00	194 66	894 91	2,209 87	
CHAPITRE VII. MAISTRANCE, GARDIENNAGE ET SURVEILLANCE.						
Art. 3. Guetteurs des électro- scaphores.....	"	"	"	593 65	593 65	806 23
— 5. Service du gardien- nage.....	"	"	"	212 48	212 58	
CHAPITRE XXII. FRAIS DE VOYAGES PAR TERRE ET PAR MER.						
Art. 1 ^{er} . Indemnités de route et de séjour en France.....	"	10 31	"	"	10 31	1,703 51
— 2. Indemnités de route et de séjour à l'ex- térieur.....	"	123 71	"	7 22	130 93	
— 3. Frais de passage et de rapatriement.....	"	61 86	187 15	1,313 26	1,562 27	

DÉPENSE PRIMITIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS. (Chapitres et articles.)	DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1883.				TOTAUX	
	1879.	1881.	1882.	1883.	par article.	par chapitre.
CHAPITRE XXII.						
DÉPENSES DIVERSES.						
Art. 1 ^{er} . Indemnités et allocations diverses en France	24 ¹ 23 ¹	37 ¹ 73 ¹	70 ⁵ 51 ¹	94 ¹ 55 ¹	227 ¹ 00 ¹	
— 3. Ostréiculture et encouragements à la pêche côtière.....	"	"	"	1,489 69	1,489 69	1,716 ¹ 69 ¹
TOTAUX.....	225 32	3,908 29	17,305 67	63,752 23	.....	85,191 51

Arrêté le présent tableau à la somme de quatre-vingt-cinq mille cent quatre-vingt-onze francs cinquante et un centimes, dont le montant (crédits et paiements) doit être transporté des chapitres de l'exercice 1883 ci-dessus désignés au chapitre XXII du même exercice : *Rappels de dépenses payables sur revenus antérieurs à 1883* (Service marine).

Paris, le 14 février 1885.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PEYRON.

N° 15,174. — *DÉCRET* portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1884, d'un Crédit de 19,173 fr. 70 cent., applicable au chapitre LXVI ter (Liquidation des suites du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie).

Du 16 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1884;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu le récépissé constatant le versement au trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de dix-neuf mille, cent cinquante-trois francs soixante-dix centimes (19,173¹ 70¹), provenant des redevances locatives imposées aux détenteurs des territoires séquestrés à la suite des incendies de forêts de 1881;

Sur le rapport du ministre des finances et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Décret :

ART. 1^{er} Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1884,

⁽¹⁾ XI^e Bull. 1045, n° 10,527.

un crédit de dix-neuf mille cent soixante-treize francs soixant-dix centimes (19,173' 70'), applicable au chapitre *LXVI ter* (*Liquidation des suites du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie*).

2. Il sera pourvu aux dépenses imputables sur le crédit ouvert par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours provenant de l'apposition et du rachat dudit séquestre.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,175. — DÉCRET portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1885, d'un Crédit de 47,756 fr. 25 cent., applicable au chapitre *LXVI bis* (*Liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie*).

Du 16 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 29 décembre 1884, qui a ouvert aux ministres des crédits provisoires sur l'exercice 1885 pour les dépenses de leurs départements pendant le premier trimestre de 1885;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu les récépissés et déclarations, au nombre de cinquante-six, constatant le versement au trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de quarante-sept mille sept cent cinquante-six francs vingt-cinq centimes (47,756' 25'), provenant des soultes et prix de rachat du séquestre apposé à la suite de l'insurrection de 1871;

Sur le rapport du ministre des finances et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1885, un crédit de quarante-sept mille sept cent cinquante-six francs vingt-cinq centimes (47,756' 25'), applicable au chapitre *LXVI bis* (*Liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie*).

2. Il sera pourvu aux dépenses imputables sur le crédit ouvert par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours provenant de l'apposition et du rachat dudit séquestre.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10,527.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,176. — *DÉCRET portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1885, d'un Crédit de 197,438 fr. 28 cent., applicable au chapitre LXVI ter (Liquidation des suites du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie).*

Du 16 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 29 décembre 1884, qui a ouvert aux ministres des crédits provisoires sur l'exercice 1885 pour les dépenses de leurs départements pendant le premier trimestre de 1885;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu les récépissés, au nombre de quatre, constatant le versement au trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cent trente-huit francs vingt-huit centimes (197,438^f 28^c), provenant des redevances locatives imposées aux détenteurs des territoires séquestrés à la suite des incendies de forêts en 1881;

Sur le rapport du ministre des finances et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1885, un crédit de cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cent trente-huit francs vingt-huit centimes (197,438^f 28^c), applicable au chapitre LXVI ter (*Liquidation des suites du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie*).

2. Il sera pourvu aux dépenses imputables sur le crédit ouvert par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours provenant de l'apposition et du rachat dudit séquestre.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

N° 15,177. — *DÉCRET portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un Crédit de 600 francs en augmentation des restes à payer constatés sur l'exercice 1882.*

Du 17 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu l'état ci-annexé de créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1882;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que la créance comprise dans l'état susvisé concerne un service prévu au budget de l'exercice 1882 et n'excède pas les crédits qui lui étaient applicables;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, en augmentation des restes à payer constatés sur l'exercice 1882, un crédit de six cents francs (600^f), représentant le montant d'une nouvelle créance liquidée à la charge de cet exercice, suivant le tableau ci-annexé.

2. Le paiement de cette créance pourra, en conséquence, être ordonné par imputation sur l'exercice courant.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1882.

NUMÉRO du chapitre.	TITRE du chapitre.	NATURE DE LA DÉPENSE.	MONTANT DE LA CRÉANCE		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
XII.	Traitements et indemnités des commissaires de police.	Remboursement d'avance faite en 1882 par le trésorier-payeur général de la Loire.....	600 ^f	600 ^f	600 ^f

⁽¹⁾ 21^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

N° 15,178. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de la Flèche (Sarthe), à l'effet d'élire un Député.*

Du 17 Février 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 18 février 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu les lois des 24 décembre 1875 et 28 juillet 1881;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽¹⁾;

Vu le décret du 28 juillet 1881⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Galpin, député pour l'arrondissement de la Flèche (Sarthe),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de la Flèche (Sarthe) est convoqué pour le dimanche 15 mars prochain, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,179. — *DÉCRET portant réaffectation au Département de la Guerre de deux parcelles de terrain domaniaux situées sur la limite du polygone de Besançon.*

Du 23 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'adhésion donnée, le 20 décembre 1884, par le ministre des finances,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 11^{me} série, Bull. 631, n° 10,790.

au projet de réaffectation au département de la guerre de deux parcelles de terrain domanial dépendant du polygone de Besançon;

Vu le décret en date du 24 mars 1852 ⁽¹⁾, par lequel a été remise en vigueur l'ordonnance du 14 juin 1833 sur les affectations d'immeubles domaniaux aux divers services publics,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sont réaffectées au département de la guerre (*Service de l'artillerie*) les deux parcelles de terrain domanial, d'une contenance totale d'environ neuf ares vingt-huit centiares, situées sur la limite du polygone de Besançon et délimitées par un liséré rouge sur le plan ci-joint.

2. Les ministres des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LEWAL.

⁽¹⁾ N^o série, Bull. 506, n^o 3840.



Certifié conforme :

Paris, le 23^e Mars 1885,

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

MARTIN FEUILLÉE.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 907.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,180. — *DÉCRET qui proclame 58 Cessions de Brevets d'invention.*

Du 3 Septembre 1881.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamées :

1^o La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 avril 1884, faite, suivant acte en date du 7 janvier de la même année, à la société anonyme des appareils Clapp et Griffiths, dont le siège est à Paris, rue Drouot, n° 5, par le sieur Bichon, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 septembre 1881, par les sieurs Clapp et Griffiths, et dont il est devenu propriétaire, pour des perfectionnements apportés aux appareils employés pour la fabrication du fer et de l'acier.

2^o La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 avril 1884, faite, suivant acte en date du 1^{er} du même mois, à la société Morel, Bercieux et Masure, dont le siège est à Arches (Vosges), par le comte de Sparre, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 septembre 1880, pour un système de fabrication de papier continu, filigrané ou non à la machine, fondé sur l'emploi de formes à papier spéciales.

3^o La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Somme, le 7 janvier 1884, telle qu'elle résulte de l'acte passé, le 29 mars de la même année, devant M^r Couturier, notaire à Amiens, et conférant à la dame Carette, née Marie-Louise Dauten, demeurant à Amiens, rue Porte-Paris n° 3, le droit d'exploiter partiellement le brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mai 1881, par le sieur Dauten, pour un perfectionnement à l'appareil dit *plautoir mécanique* à paquets ou à godets, spécialement destiné à planter la graine de betterave, pour lequel le sieur Dauten a déjà pris un brevet le 17 avril 1875;

4^o La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 8 avril 1884, faite, suivant acte en date du 10 mars de la même année, à la société de Régénération de la filature des soies, société anonyme, dont le siège est à Lyon, provisoirement quai de Retz, n° 6, par le sieur Meille, du brevet

d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 février 1880, pour des perfectionnements apportés à la filature des cocons de vers à soie.

5° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 8 avril 1884, faite, suivant acte en date du 10 mars de la même année, à la société de Régénération de la filature des soies, société anonyme, dont le siège est à Lyon, provisoirement quai de Retz, n° 6, par le sieur Meille, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 avril 1883, pour des perfectionnements à la filature des cocons de vers à soie.

6° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 8 avril 1884, faite, suivant acte en date du 10 mars de la même année, à la société de Régénération de la filature des soies, société anonyme, dont le siège est à Lyon, provisoirement quai de Retz, n° 6, par le sieur Meille, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 21 janvier 1884, pour un nouveau procédé de battage des cocons.

7° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, le 17 avril 1884, faite, suivant acte en date du 5 du même mois, au sieur Gaston Haulet, fabricant d'alcools à Rouen, rue du Mont-Riboudet, n° 12, par le sieur Bouzel, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 juin 1882, pour des perfectionnements à la saccharification des grains.

8° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 avril 1884, faite, suivant acte en date du 3 du même mois, à la société dite *The self acting serving machine company (limited)*, dont le siège est à Londres, 101, Leadenkall street, par le sieur Watkins, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 février 1882, pour des perfectionnements aux machines à coudre et aux organes de commande qui les rendent automatiques.

9° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 avril 1884, faite, suivant acte en date du 1^{er} du même mois, au sieur Louis-Armand Lesage, négociant, demeurant à Paris, rue du Figueur-Saint-Paul, n° 1, par la dame Jeanne-Alphonsine Boisteaux, veuve du sieur Camille-Maréchal Ponereau, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 février 1878, par le sieur Mégret, et dont elle est devenue propriétaire, pour un système de bouchage.

10° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 avril 1884, telle qu'elle résulte de l'acte passé, le 17 mars de la même année, devant M^r Dufour, notaire à Paris, et portant adjudication au profit du sieur Etienne-François Porte, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 23, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 janvier 1876, par le sieur Lyon, pour la transformation des nuances par oxydation des couleurs primitives sur étoffes de soie et autres.

11° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 avril 1884, telle qu'elle résulte de l'acte passé, le 17 mars de la même année, devant M^r Dufour, notaire à Paris, et portant adjudication au profit du sieur Etienne-François Porte, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 23, du brevet d'invention de quinze ans pris par le sieur Lyon, le 10 juin 1879, pour un outil garnisseur-satineur.

12° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 avril 1884, telle qu'elle résulte de l'acte passé, le 17 mars de la même année, devant M^r Dufour, notaire à Paris, et portant adjudication au profit du sieur Etienne-François Porte, demeurant à Paris, n° 23, rue de la Chaussée-d'Antin, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 septembre 1879, par le sieur Lyon, pour un appareil destiné à la teinture des étoffes de soie, dit *étendeur mobile* André Lyon.

13° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 2 mai 1884, faite, suivant acte en date des 18 et 19 avril de la même année, aux sieurs Jean-Baptiste-Java Mignon et Henri-Stanislas Rouart, ingénieurs-constructeurs, demeurant à Paris, boulevard Voltaire, n° 137, par le sieur Nicolas Gofzard, agissant en qualité de curateur à la succession déclarée vacante du sieur de Bisschop, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 janvier 1870, par le sieur de Bisschop, pour perfectionnements aux machines caloriques à haute température, etc.

14° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 2 mai 1884, faite, suivant acte en date des 18 et 19 avril de la même année, aux sieurs Jean-Baptiste-Java Mignon et Henri-Stanislas Rouart, ingénieurs-

constructeurs, demeurant à Paris, boulevard Voltaire, n° 137, par le sieur Nicolas And, agissant en qualité de curateur à la succession déclarée vacante du sieur de l'hop, du brevet d'invention de quinze ans pris par le sieur de Bisschop, le 23 novembre 1875, pour des perfectionnements aux moteurs à gaz et leur application aux machines à travail intermittent.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 mai 1884, faite, suivant acte en date des 15 et 18 avril de la même année, de la dame Charles-Clotilde Verlet, demeurant à Paris, rue Moufflard, n° 89, par le sieur Wachoux, agissant comme syndic de la faillite de la société Terray frères et frères des sieurs Jules-Joseph Albert et Louis-Narcisse Terray, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 décembre 1862, par ledit sieur Joseph-Albert Terray, pour un nouveau système de machine pour la fabrication continue des crochets de fil.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 9 mai 1884, faite, suivant acte en date du 24 avril de la même année, de la dame Alfred Johnson, ingénieur, demeurant à Villebonble (Seine), avenue des Halles, n° 6, par le sieur Fournier, syndic de la faillite du sieur Ruiton, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 décembre 1862, par ledit sieur Ruiton a pris, le 11 avril 1876, pour un nouveau système de machine pour la fabrication continue des crochets de fil.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 mai 1884, faite, suivant acte en date du 30 avril 1884, au sieur de la Seine, mécanicien, demeurant avenue de la Seine, n° 68, à Boulogne-sur-Seine, par le sieur Badois, demeurant à Paris, rue Blanche, n° 12, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mai 1876, par le sieur Sarnain, et dont il est le propriétaire, pour des perfectionnements dans l'établissement des pompes à vapeur.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 mai 1884, faite, suivant acte en date du 30 de la même année, de la dame Ernest-Louis Trouble, fabricant d'encre à tampon, demeurant à Paris, rue de la Seine, n° 12, par le sieur Lombard, du brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 7 novembre 1882, pour un tableau aquarium vivant.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 mai 1884, faite, suivant acte en date du 16 avril de la même année, de la dame Paul-Alfred Maillet, demeurant à Paris, boulevard de la Villette, n° 52, par le sieur Catrchowicz, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 10 mai 1878, pour un appareil à l'usage d'épuisement des eaux ammoniacales et particulièrement au traitement des eaux-vannes provenant des vidanges.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 mai 1884, faite, suivant acte en date du 17 décembre 1883, à la dame Michel et compagnie, dont le siège est à Paris, boulevard de Vaugirard, par la dame Célestine-Eugénie Greyveldinger, veuve du sieur Charles Michel, et par le sieur Bernard-Louis Michel fils, constructeurs-mécaniciens, demeurant à Paris, boulevard de Vaugirard, n° 16, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1877, par les sieurs Michel et Frager, pour un compteur d'eau perfectionné à l'usage, système Michel et Frager.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 mai 1884, à la société Michel et compagnie, dont le siège est à Paris, boulevard de Vaugirard, n° 16, par la dame Célestine-Eugénie Greyveldinger, veuve du sieur Charles Michel, et par le sieur Bernard-Louis Michel fils, constructeurs-mécaniciens, demeurant à Paris, boulevard de Vaugirard, n° 16, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 janvier 1879, par le sieur Nash, et dont ledit Charles Michel est devenu propriétaire, pour des perfectionnements aux compteurs à eau, applicables aussi aux pompes et aux moteurs.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 mai 1884, faite, suivant acte en date du 17 décembre 1883, à la dame Michel et compagnie, dont le siège est à Paris, boulevard de Vaugirard, n° 16, par la dame Célestine-Eugénie Greyveldinger, veuve du sieur Charles Michel, et par le sieur Bernard-Louis Michel fils, constructeurs-mécaniciens, demeurant à Paris, boulevard de Vaugirard, n° 16, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 novembre 1882, par les sieurs Michel et Frager, pour un compteur d'eau perfectionné à l'usage.

23° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Nord, le 16 mai 1884, faite, suivant acte en date du 30 avril 1884, à la société Patry, George et compagnie, dont le siège est à Puteaux (Seine), rue du Château, n° 1, par les sieurs Patry et George, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 21 novembre 1883, pour un nouveau procédé de dégraissage et de lavage à l'aide d'un vide constant et appareils employés à cet effet.

24° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 mai 1884, telle qu'elle résulte de l'acte passé le 8 mars de la même année, devant M^r Dufour, notaire à Paris, et portant adjudication au profit du sieur Frédéric-Henri Berthelot, demeurant à Rouen, rampe Saint-Hilaire, n° 28 bis, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 avril 1876, par le sieur Mignot, pour une broche dite *broche Mignot* destinée à la fabrication des fils de caret, brins et étoupes, à l'ourdissage des cordages et au retordage des fils divers.

25° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 mai 1884, faite, suivant acte en date du 25 avril de la même année, au sieur Achille Kahn, demeurant à Paris, rue de l'Échiquier, n° 38, par le sieur Campbell, du tiers qui lui restait dans la propriété du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 24 juillet 1879, pour des perfectionnements dans les appareils par la cuisson ou vulcanisation des pièces dentaires ou autres.

26° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 mai 1884, faite, suivant acte en date du 25 avril de la même année, au sieur Achille Kahn, demeurant à Paris, rue de l'Échiquier, n° 38, par le sieur Campbell, du tiers qui lui restait dans la propriété du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 octobre 1881, pour un moule de pièces dentaires.

27° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 mai 1884, faite, suivant acte en date du 27 mars de la même année, au sieur Abel Pifre, ingénieur, demeurant à Paris, rue d'Assas, n° 3, par la société E. Julien et compagnie, dont le siège est à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 22, du brevet d'invention de quinze ans, pris, le 4 mai 1878, par les sieurs Caron et Julien, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour un moteur à vapeur pour petite et moyenne industrie.

28° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 mai 1884, faite, suivant acte en date du 16 du même mois, à la société dite *The electrical power storage company limited*, dont le siège est à Londres, 4, great Winchester street Buildings, par le sieur Philippart, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 21 août 1883, pour construction nouvelle d'accumulateurs électriques.

29° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Maine-et-Loire, le 29 mai 1884, faite, suivant acte en date du 12 du même mois, à la compagnie des petites voitures nouvelles d'Angers, dont le siège est à Angers, chemin de rue Chèvre, par le sieur Debaise, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 mars 1880, pour un mode de publicité dit *fiacre réclame*.

30° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 3 juin 1884, faite, suivant acte en date des 30 avril et 10 mai de la même année, à la société Bruère, L. Gibert et compagnie, dont le siège est à Saint-Ouen près Vendôme, par le sieur Badois, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 août 1878, par le sieur Samain, et dont il est devenu propriétaire, pour un genre de maie en métal pour presseoir.

31° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 3 juin 1884, faite, suivant acte en date du 9 avril 1883, à la société d'exploitation des perforatrices et procédés du système Cantin, dont le siège est à Paris, rue du Chemin-Vert, n° 111, par le sieur Cantin, du brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 18 novembre 1882, pour un système de perforatrice rotative perfectionnée.

32° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 juin 1884, faite, suivant acte en date du 15 mai de la même année, au sieur Grange, négociant en coutellerie, à Augerolles (Puy-de-Dôme), par le sieur Pallrath, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 octobre 1883, pour des perfectionnements dans les couteaux de poche.

33° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département

de la Seine, le 4 juin 1884, faite, suivant acte en date du 28 mai de la même année, au sieur Gustave-Joseph Brelet, demeurant à Paris, rue d'Aboukir, n° 127, et au sieur Émile-Pierre-Léonard Gorean de Saint-Morèse, demeurant à Rouillac (Charente), par le sieur Anderson, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 mai 1881, pour un nouveau genre de publicité dit *réclame mobile*.

34° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 juin 1884, faite, suivant acte en date du 20 mai de la même année, à la société Daynin et compagnie, dont le siège est à Paris, rue de Château-Landon, n° 44, par la société anonyme des produits chimiques de l'Est, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 11 octobre 1883, pour des perfectionnements dans la fabrication de la sonde par l'ammoniaque.

35° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 juin 1884, faite, suivant acte en date du 31 janvier de la même année, au sieur Paul Blanc, demeurant à Paris, boulevard de Magenta, n° 66, par le sieur Linol, agissant en qualité de liquidateur de la société anonyme des vidanges inodores à vapeur de Paris, dont le siège social est à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 26, des droits de ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 octobre 1876, par le sieur Guillaume, pour solidification des matières de vidanges et leur transformation en engrais sous le nom de *guano français*.

36° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 juin 1884, faite, suivant acte en date du 31 janvier de la même année, au sieur Paul Blanc, demeurant à Paris, boulevard de Magenta, n° 66, par le sieur Linol, agissant en qualité de liquidateur de la société anonyme des vidanges inodores à vapeur de Paris, dont le siège social est à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 26, des droits de ladite société au brevet pris, le 30 décembre 1876, par le sieur Talard, pour système inodore complet de vidange des fosses d'aisances.

37° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 juin 1884, faite, suivant acte en date du 31 janvier de la même année, au sieur Paul Blanc, demeurant à Paris, boulevard de Magenta, n° 66, par le sieur Linol, agissant en qualité de liquidateur de la société anonyme des vidanges inodores à vapeur de Paris, dont le siège social est à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 26, des droits de ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 février 1880, par le sieur Collet, pour la séparation des liquides et des solides dans les matières de vidanges par filtration automatique et utilisation de tous les principes fertilisants.

38° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 11 juin 1884, faite, suivant acte en date du 27 février de la même année, au sieur Pierre-Louis Templier, propriétaire, demeurant à Paris, rue Villodo, n° 9, par le sieur Fichot, du brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 16 mai 1876, pour un moyen indicateur de la force des ressorts des bandages.

39° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 11 juin 1884, faite, suivant acte en date du 27 février de la même année, au sieur Pierre-Louis Templier, propriétaire, demeurant à Paris, rue Villodo, n° 9, par le sieur Fichot, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 février 1879, pour urinal pour hommes.

40° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 11 juin 1884, faite, suivant acte en date du 27 février de la même année, au sieur Pierre-Louis Templier, propriétaire, demeurant à Paris, rue Villodo, n° 9, par le sieur Fichot, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 février 1879, pour urinal pour femmes.

41° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 12 juin 1884, faite, suivant acte en date du 7 du même mois, au sieur Alexandre-Jacques Magaud, demeurant à Veuilles (Rhône), par la dame veuve Henri Latour, née Avril, demeurant à Lyon, quai de l'Archevêché, n° 25, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 octobre 1879, par le sieur Magaud, et dont elle est devenue cessionnaire, pour un procédé de durcissement des ciments, chaux et autres matières similaires.

42° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 12 juin 1884, faite, suivant acte en date du 7 du même mois, au sieur Alexandre-Jacques Magaud, demeurant à Veuilles (Rhône), par la dame veuve Henri Latour, née Avril, demeurant à Lyon, quai de l'Archevêché, n° 25, du brevet d'in-

vention de quinze ans, pris le 22 février 1881, par le sieur Magaud, dont elle est devenue cessionnaire, pour un sel dit *antiacide* propre à préserver de la rouille le fer, la fonte, etc.

43° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 juin 1884, faite, suivant acte en date du 8 janvier de la même année, au sieur Henri Mathieu, négociant, demeurant à Paris, rue de Condé, n° 1, par le sieur Dufaux, demeurant à Paris, rue de la Mare, n° 89, de la moitié de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 janvier 1881, par le sieur Pouillet-Chevance, et dont il est devenu propriétaire, pour la *baume parisienne*.

44° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 juin 1884, faite, suivant acte en date du 8 janvier 1884, à la société Dufaux et Mathieu, dont le siège est à Paris, rue de la Mare, n° 89, par le sieur Jules Dufaux, demeurant à Paris, rue de la Mare, n° 89, et par le sieur Mathieu, demeurant à Paris, rue de Condé, n° 1, du brevet d'invention de quinze ans, pris, le 22 janvier 1880, par le sieur Pouillet-Chevance, et dont ils sont devenus propriétaires, pour la *baume parisienne*.

45° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 juin 1884, faite, suivant acte en date du 31 janvier de la même année, à la société française du gaz atmosphérique, dont le siège est à Paris, rue Saint-Anne, n° 11, par le sieur Girardon, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 juillet 1881, pour moteur à air chaud.

46° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 juin 1884, faite, suivant acte en date du 31 janvier de la même année, à la société française du gaz atmosphérique, dont le siège est à Paris, rue Saint-Anne, n° 11, par le sieur Girardon, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 août 1882, pour un carburateur à gaz d'air.

47° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 juin 1884, faite, suivant acte en date du 5 mai de la même année, à la société A. Fangier et compagnie, dont le siège est à Lyon, place Perrache, n° 11, par le sieur Simon, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 24 mai 1876, pour la fabrication de vis, boutons, etc.

48° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 juin 1884, faite, suivant acte en date du 3 mai de la même année, à la société A. Fangier et compagnie, dont le siège est à Lyon, place Perrache, n° 11, par le sieur Simon, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 1^{er} février 1882, pour une machine à tisser à chaud et à froid, et à comprimer et conformer les métaux ou autres corps ductiles.

49° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Nord, le 18 juin 1884, faite, suivant acte en date du 30 mai 1884, à la société P. Marchand frères, dont le siège est à Dunkerque, par le sieur Dangiville, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 novembre 1882, pour un nouveau procédé de purification des corps gras.

50° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Marne, le 19 juin 1884, faite, suivant acte en date du 18 février 1884, à la demoiselle Rosalie Arnoult, demeurant à Neufville (Ardennes), par le sieur Marbeuf, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 mai 1875, pour une machine destinée à fabriquer les enveloppes en paille pour bouteilles.

51° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Marne, le 19 juin 1884, faite, suivant acte en date des 3 et 5 mai de la même année, au sieur Charles-Emile Jacquet, agriculteur, demeurant à Sainte-Memme (Marne), par la demoiselle Rosalie Arnoult, demeurant à Neufville (Ardennes), des droits qui lui ont été concédés par le sieur Marbeuf, sur le brevet d'invention de quinze ans que ce dernier a pris, le 18 mai 1875, pour une machine destinée à fabriquer les enveloppes en paille pour bouteilles.

52° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Marne, le 19 juin 1884, faite, suivant acte en date du 26 avril de la même année, au sieur Charles-Emile Jacquet, propriétaire, demeurant à Sainte-Memme, près Châlons-sur-Marne, par le sieur Marbeuf, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 mai 1875, pour une machine destinée à fabriquer les enveloppes en paille pour bouteilles.

53° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 20 juin 1884, faite, suivant acte en date du 7 du même mois, au

par Gustave-Antoine Mestage, demeurant à Lyon, rue d'Algérie, n° 10, par le sieur Bandin, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 14 octobre 1879, pour un procédé de durcissement des ornements, chaux et autres matières similaires.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 juin 1884, faite, suivant acte en date du 7 même mois, au sieur Gustave-Antoine Mestage, demeurant à Lyon, rue d'Algérie, n° 10, par le sieur Bandin, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 22 février 1881, pour un dit antioxyde, propre à préserver de la rouille le fer, la fonte, etc.

L'acte enregistré au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 juin 1884, portant la date du 1^{er} mai 1884, auquel il résulte que la société française du gaz atmosphérique prend le titre de société française du gaz carburé.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 24 juin 1884, faite, suivant acte en date du 4 du même mois, au sieur Salustien-Alfred Lafolie, demeurant à Paris, rue Bandin, n° 20, par le sieur Bandin, agissant en qualité de liquidateur judiciaire de la société Léon, van Eeckhoutte & compagnie, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mai 1883, pour une société, pour un nouveau compresseur pneumatique sans garniture.

La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 juin 1884, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, le 4 du même mois, par M^e Delaunay, notaire à Paris, et dans lequel le sieur Alfred Harrison, demeurant à Londres, 10, John street, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 avril 1874, par le sieur Champney, pour perfectionnements dans la fabrication des articles en acier ou en fer et acier.

La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 26 juin 1884, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, le 4 du même mois, par M^e Delaunay, notaire à Paris, et dans lequel le sieur Alfred Harrison, demeurant à Londres, 10, John street, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 août 1874, par le sieur Champney, pour un procédé et appareil perfectionnés pour faire les articles destinés à la fabrication des articles en métal et autres.

Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Mont-sous-Vaudry, le 3 Septembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé CH. HÉRISSON.

N° 15,181. — *Décret qui proclame des Brevets d'invention et des Certificats d'addition.*

Du 20 Janvier 1885.

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

En l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont proclamées les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le deuxième trimestre de l'année 1884, tels qu'ils sont contenus dans les états annexés au présent décret.

2. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

BREVETS D'INVENTION.

159,501. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1884; Mas, à Rive-de-Gier (Loire). — Régulateur différentiel avec frein à bande et son application aux machines à vapeur et autres appareils mécaniques.

159,502. Brevet de cinq ans, 2 janvier 1884; Laure, rue Picot, n° 35, à Toulon (Var). — Lit en fer destiné à l'amélioration du couchage des troupes et autres personnes se trouvant agglomérées.

159,503. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1884; société anonyme des clouteries mécaniques de la Forge-Nouzon, représentée par Foucault, à Charleville (Ardennes). — Nouveau procédé de fabrication mécanique des clous à tige fine avec du fil de fer, à l'aide des métiers à fabriquer les clous en tôle; perfectionnement au procédé pour lequel ladite société a pris un brevet de quinze ans, le 10 novembre 1883.

159,504. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1884; David, à Charleville (Ardennes). — Nouveau système de forge portative à simple vent.

159,505. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1884; Revollon à Moulins. — Nouvelle machine quadruple.

159,506. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Provins et Bourry, à Bapaume (Pas-de-Calais). — Perfectionnements dans l'époussetage et l'extraction des jus des végétaux.

159,507. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Vimont, à Vire (Calvados). — Perfectionnements dans les machines à filer continues.

159,508. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Ohl, représenté par Geiger, à Belfort. — Fermeture mécanique instantanée à levier et brides, pour bouteilles de champagne et autres.

159,509. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; Tillet, à Vigneux-aux-Bois (Ardennes). — Système de paumelles doubles servant à fermer les portes ou les fenêtres, et se posant indistinctement à droite ou à gauche.

159,510. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1884; Herzog, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de couteau avec étui-basculant à coulisse.

159,511. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1884; Chaffraix, à Paris, rue des Petits-Hôtels, n° 12. — Montre populaire.

159,512. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1884; Dronier et Jullien, représentés par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Perfectionnements apportés à la fabrication du bronze malléable.

159,513. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1884; Lothon, à Paris, boulevard de la Villette, n° 144. — Perfectionnements apportés dans les biberons d'allaitement.

159,514. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1884; Verdor, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système d'assemblage des armatures métalliques de jardinières, lanternes, aquariums, châssis, etc.

159,515. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1884; Mac Connell, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de supports ou boîtes d'essieux pour voitures de chemins de fer, tramways, etc.

159,516. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1884; Sombart, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les moteurs à gaz.

159,517. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1884; Schlickeysen, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouvelle presse pour

tuiles et briques avec hélice permettant d'obtenir des mélanges complètement homogènes.

159,518. Brevet de quinze ans, 1 janvier 1884; Mony, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de rouleau agricole à grainage intermédiaire.

159,519. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1884; Traylor, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les coussinets pour caisses de wagons, arbres de transmissions, etc. etc.

159,520. Brevet de quinze ans, 1 janvier 1884; Scales (M^{re}), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Composé perfectionné pour le plâtrage.

159,521. Brevet de quinze ans, 1 janvier 1884; Steele, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Perfectionnements dans les appareils téléphoniques.

159,522. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1884; Revin, représenté par Henri Revin, à Paris, rue Descartes, n° 21. — Machine porte-rails.

159,523. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1884; Foulis, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux moteurs à gaz.

159,524. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1884; Kipling et Madinier, à Paris, rue de l'Ecliquier, n° 49. — Amalgamation intérieure des zincs de piles électriques.

159,525. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1884; Westheimer, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Nouveau bouton de pantalons.

159,526. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1884; Guistina, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Utilisation de l'énergie mécanique disponible dans la marée pour la propulsion des trains de chemins de fer.

159,527. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1884; Senet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pile à courant constant dite *pile Senet*, au sulfate de fer et de potasse ou alun de fer.

159,528. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1884; Chaland, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés de fabrication des lampes à essence et autres articles d'éclairage.

159,529. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1884; Lalande jeune, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés à l'extraction des principes sucrés de la betterave par l'emploi de macérateurs filtres.

159,530. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1884; Crepelle-Fontaine, à la Madeleine (Nord). — Nouveau système de diffusion spécialement applicable aux distilleries de betteraves.

159,531. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; Fourlinnie, au Ronchin (Nord). — Système de machine à vapeur dite *machine nouvelle*, système Fourlinnie.

159,532. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; de Solminihaç, à Pont-Aven (Finistère). — Sécheur accélérateur et applications qui peuvent en être faites dans les diverses opérations du tannage et du séchage des cuirs.

159,533. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Perbost, à Aubenas (Ardèche). — Système de serrure à coulisses permettant de varier les entrées avec la même serrure.

159,534. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Contal, à Tarbes. — Système de manège pour transmission de mouvement de rotation.

159,535. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Contal, à Tarbes. — Système de moulin à meules verticales ayant un mouvement de rotation en sens inverse.

159,536. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Boitiat-Bernot et fils, à Pouilly (Nièvre). — Nouvelle serrure de coulisse de lit.

159,537. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; George aîné, à Paris, rue Saint-Joseph, n° 13. — Appareil hydroforme et filtreur pour décoctions ou infusions lentes à froid ou à chaud.

159,538. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Cailleaud, représenté par Bardin, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Perfectionnements dans la fabrication des déchaussoirs.

159,539. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Kapp, éisant domicile chez le sieur Böttcher, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Régulateur de pression de gaz.

159,540. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Hermite, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé pour le traitement des minerais de cuivre et des scories cuivreuses.

159,541. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Page, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau genre de tissu.

159,542. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; société Hittershaus et Blecher, représentée par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Modifications apportées aux machines à tresser et aux machines à lacets.

159,543. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Yon, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 21. — Perfectionnements dans la construction des ballons captifs, et leur installation générale.

159,544. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Bussler, représenté par Winkler, à Paris, rue Charlot, n° 7. — Porte-spine perfectionné.

159,545. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Crismer, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé nouveau d'enrichissement des phosphates de Cipro et autres.

159,546. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Hurta, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux semences mécaniques.

159,547. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; société anonyme pour l'exploitation d'engins graisseurs à alimentation pneumatique, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux engins graisseurs à alimentation pneumatique.

159,548. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; société anonyme des produits réfractaires et terres plastiques de Seilles-les-Andenne et de Bouffionx, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés d'agglomération des matières réfractaires.

159,549. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Richard frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boîte ou tiroire à secret.

159,550. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Murray, représenté par Armand-Jean, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine perfectionnée pour fabriquer de l'air gazéifié avec des liquides hydrocarbures.

159,551. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; Bertry-Bertry, rue Terrasse, n° 14, à Thiers. — Fabrication d'un couteau de poche dit *aiguillon couteau à ressort*.

159,552. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; société de Familiale de Guise, Gadin et compagnie, représentée par Moret, à Paris, rue de la Butte-Chaumont, n° 66. — Nouveau procédé de sertissage des montures de boutons en céramique, cristal et autres matières.

159,553. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; Contoux, rue de Bel-Air, n° 83, à Bagnolet (Seine). — Perfectionnements aux marqueurs de billard.

159,554. Brevet (brevet anglais devant expirer le 6 septembre 1897) pris, le 5 janvier 1884, par la société dite *Bulley Power company limited*, représentée par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les machines rotatives.

159,555. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; Brzesky, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Blutoire perfectionnée.

159,556. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; société anonyme *Schlesische, Kohlen et Cokes-Werke*, représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Four à coke régénérateur.

159,557. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; Cuisinier, représenté par Dugué, à Paris, rue de Mauberge, n° 91. — Procédés mixtes de fabrication du glucose et de ses composés, par l'emploi simultané des malts et des acides.

159,558. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; Coulaud, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme produisant automatiquement le relèvement des stores, bannes, etc., et la fermeture des portes.

159,559. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; Shickle, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour la fabrication des tuyaux ou autres articles en fonte ou autre métal fusible.

159,560. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; Werlé, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 73. — Appareil de chauffage dit *grille roulante*.

159,561. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; Maxion, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnement apporté

indien à plier, à gaufrir ou à troyauter les étoffes de soie, de laine ou de

542. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; Brochet, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle attache pour suspendre les tableaux, etc., aux murs, cloisons et tentures.

543. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; Deleins fils, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fontaines-miseurs ou application des glaces aux fontaines en grès et autres.

544. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; société Barbier et Fenestre, à Paris, n° 82. — Appareil lenticulaire de base avec partie dioptrique indépendante et amovible pour temps de brume.

545. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Campistron, rue Fromont, n° 14, Moins-Perret (Seine). — Machine à limer et à affûter les scies.

546. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Lottin, élisant domicile chez le Tourangin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 20 bis. — Clôture de sûreté électro-magnétique des portières de wagons.

547. Brevet (brevet anglais devant expirer le 12 décembre 1897) pris, le 4 janvier 1884, par Boulton, représenté par Arpenguand jeune, à Paris, boulevard de Bourg, n° 23. — Perfectionnements dans le traitement du bois par des fluides chimiques ou préservateurs.

548. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Vaché, à Castillon-sur-Dordogne (Gd). — Appareil dit *poulain mécanique*, destiné à encrasser les fûts.

549. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Du Jardin, rue Palikao, n° 70, à (Gd). — Préparation de la pulpe.

550. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; Gontard, Marteau et compagnie (Gd), à Paris, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 97. — Nouvelle serrure de fermoirs de dames, de voyage, de fantaisie, etc.

551. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; Unger, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Appareil à moulin.

552. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Stadler et Schmidt, représentés par (Gd), à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouvelle tuile à sculpture ou can-

553. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Drawbaugh, représenté par Men- (Gd), à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans les appareils téléphoniques.

554. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Eckendoerffer, à Paris, avenue de (Gd), n° 24. — Appareil dit *l'expéditive*, destiné à épousseter et broser sans les hauteurs d'intérieur et d'extérieur des maisons.

555. Brevet (brevet anglais devant expirer le 29 septembre 1897) pris, le 7 janvier 1884, par la société *Bulls Power company limited*, représentée par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans la production du gaz et dans le montage et les appareils employés à cet effet.

556. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Hammerstein, représenté par (Gd), à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de man- (Gd) à fabriquer les cigares et les cigarettes.

557. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Drekeford, représenté par Chasse- (Gd), à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de chaussures (Gd) en laces ou lacets spéciaux, applicables aux gants, corsets et autres articles ana-

558. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Ribeyre, représenté par Chasse- (Gd), à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lettres, emblèmes, orne- (Gd) pour articles funéraires et autres, et leur mode de fixation.

559. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Cabré, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Soufflet vaporisateur destiné à répandre les (Gd) insecticides.

560. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Charles, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Application du velouté sur les pides en (Gd) ou autres matières analogues.

561. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Roullier-Arnauld et Arnould (so- (Gd), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système (Gd) des appareils d'éclosion et d'élevage dits *hydro-incubateurs* et *hydro-*

159,582. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1884; Fontas jeune, rue Denfort-Rochereau, n° 51, à Toulouse. — Nouveaux systèmes de montage de plumeaux.

159,583. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Malet, avenue de la Patte-d'Oie, n° 2, à Toulouse. — Poudre dite *engrais antiphyloxérique* Malet.

159,584. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Decap, allée Lafayette, n° 21, à Toulouse. — Machine à ramoner les cheminées par la partie inférieure, c'est-à-dire en évitant de monter sur les toitures.

159,585. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Réal aîné et fils (société), à Solesmes (Nord). — Filtre nouveau devant servir principalement dans la fabrication du sucre.

159,586. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Morel, représenté par Richard-Lagerie, à Roubaix. — Nouveau genre de cylindres destinés à l'échardonnage de la laine.

159,587. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Morel, représenté par Richard-Lagerie, à Roubaix. — Nouveau système d'échardonnage à la carde.

159,588. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1884; Sacquart, Vincent et Delaire, représentés par Corroyer, rue Damis, n° 22, à Amiens. — Nouvelle poignée de sûreté à mouvement automatique applicable aux voitures et wagons de chemins de fer et autres en général, appelée *poignée Sacquart*.

159,589. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Martinot frères, à Sedan. — Epeutisseuse-garnisseuse.

159,590. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Husson frères, à Charleville (Ardennes). — Modifications apportées dans les machines à fabriquer les clous.

159,591. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; Walsh, représenté par Bardin, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Appareil de chauffage de voitures de chemins de fer et autres véhicules.

159,592. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; Vaquez-Fessart, à Paris, rue Saint-Denis, n° 137. — Ame rigide en roseau pour bobines, etc.

159,593. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; société anonyme de construction mécanique de Bouffarik, représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle disposition d'appareils à labourer à la vapeur.

159,594. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; Stockwell, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les moteurs électriques.

159,595. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; société dite *Bain electric company*, représentée par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Système de régulateur pour machines dynamo ou magnéto-électriques.

159,596. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; la *Pneumatique* (société industrielle de pompes à vide et de machines à glace), représentée par Davydoff, à Paris, rue Laromiguière, n° 7 bis. — Appareil destiné à la réfrigération de liquides de toute sorte.

159,597. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; Cheneval, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système de persienne mouvante pour tour d'église et maisons particulières.

159,598. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; Schœfs, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Avertisseur hydraulique par l'électricité.

159,599. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; Gosset, représenté par Pages et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Perfectionnements dans les appareils à amalgamer.

159,600. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; Boyhan, représenté par Meunons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Indicateur de latitude perfectionné.

159,601. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; Stahlberg, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'horloges avec pendule à torsion ou compensateur.

159,602. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; Petersen, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les roues à palettes mobiles.

159,603. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; de Baillehache, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de télémicrophone dit *télémicrophone E. de Baillehache*.

159,604. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; compagnie parisienne des couleurs d'aniline (société anonyme), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard

de Strasbourg, n° 23. — Préparation par l'action de bisulfites sur les couleurs azoiques de composés destinés à la teinture des fibres textiles.

159,605. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; J. Schorestène et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Jouet dit le *petit cocher*.

159,606. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; Morel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de moteur électrique à électro-aimant cylindrique.

159,607. Brevet de quinze ans, 8 janvier 1884; Lévêque, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouveau moteur dit *moteur de l'avenir, système Lévêque*.

159,608. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Baruth, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements aux mécanismes de pianos.

159,609. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; Chevret, rue Vaubecour, n° 40, à Lyon (Rhône). — Cartes de restaurant avec annonces.

159,610. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; Bernus, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements dans les coulants et noix de parapluies.

159,611. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Sauri-Mas, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon (Rhône). — Grilles avec barres échelonnées dites *grilles Sauri-Mas*.

159,612. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Voland, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon (Rhône). — Impression en couleur sur tissus unis noirs ou de couleur sombre.

159,613. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Cardonati, rue du Bon-Pasteur, n° 22, à Lyon (Rhône). — Procédé appelé *frein de tension graduelle* pour régulariser la tension de plusieurs fils de soie enroulés sur des roquets ou bobines.

159,614. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Constantin, à Châteauneuf-de-Mazenc (Drôme). — Procédé pour obtenir dans le greffage des vignes américaines, avec les cépages indigènes, le plus sûrement possible, la reprise du greffon et en éviter l'affranchissement.

159,615. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Mallet, au Bouscat (Gironde). — Nouveau refroidisseur pour les huiles.

150,616. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Vital-Coppex, représenté par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille (Nord). — Nouvelle machine à vidanger les fosses d'aisance.

159,617. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Freyrier-Dubreul, représenté par Jérôme-Paschal, lieutenant au quarante-troisième régiment d'infanterie de ligne, à Lille (Nord). — Nouveau café soluble.

159,618. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Périn, à Saint-Amand-les-Eaux (Nord). — Moulage du laitier des hauts fourneaux et dévitrification des pièces moulées.

159,619. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; Serru, représenté par Pousset, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 69. — Bec-de-cane à double effet.

159,620. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; Dupont, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Application d'une garniture souple au gaufrage des cuirs et autres matières de même nature employées pour la chaussure, la ganterie, etc.

159,621. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; Parod, à Paris, avenue de la République, n° 23. — Perfectionnements dans la construction des piles secondaires ou accumulateurs électriques.

159,622. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; Marchenay, à Paris, rue Bassano, n° 18. — Poste téléphonique complet.

159,623. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; Kaulek fils, à Paris, rue Commines, n° 18. — Perfectionnements apportés dans la disposition des plateaux et calettes des appareils distillatoires, rectificateurs ou autres.

159,624. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; Thouchevieux père, représenté par Henri Touchevieux, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 105. — Perfectionnements apportés aux ancras à rouleaux de pendules.

159,625. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; Brennicke, représenté par Boett-

cher et Maréchal, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 16. — Châssis mobile pour calibres à moulures, etc.

159,626. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; Marry, représenté par Bonticher et Marillier, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 26. — Accouplement automatique de wagons de chemins de fer.

159,627. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; Simonis, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Mode de teinture des matières textiles à l'air libre en les faisant traverser par un jet continu des liquides colorants sous l'action directe de la chaleur développée par un foyer.

159,628. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; Spencer, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les ressorts en caoutchouc pour machines de chemins de fer et de tramways, ainsi que pour wagons et autres applications.

159,629. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; Métra, à Paris, rue Ouster, n° 5. Conservation des plantes maritimes.

159,630. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; Candelier, représenté par Chassevont, à Paris, boulevard de Magenta, n° 14. — Procédés et appareil dit *appareil Candelier*, pour recueillir et concentrer les principes aromatiques du houblon dans la fabrication de la bière.

159,631. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; compagnie des ateliers de Saint-Etienne, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de fermeture pour wagons à déchargement automatique ou autre.

159,632. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Thihaull, à Paris, rue du Pont-aux-Choux, n° 17. — Montage spécial de corps de lampes en porcelaine pour pétrole.

159,633. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; société anonyme du charbon de Paris, compagnie générale de chauffage, représentée par Bardin, à Paris, rue de Mézières, n° 5. — Composition et fabrication d'un combustible façonné en briquettes propre au chauffage des chaufferettes de voitures et autres.

159,634. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Philip, représenté par la dame Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Nouveau genre de boîtes à conserves pour la préparation et la conservation d'aliments avec leur sauce.

159,635. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Germot et Rivière, à Paris, rue du Bac, n° 7. — Produit provenant de la dissolution intégrale des gommes dures et demi-dures dit *l'élastéine*, destiné à la fabrication des vernis et des matières employées.

159,636. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Glinicke, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Perfectionnements aux machines à couper le pain.

159,637. Brevet (brevet anglais devant expirer le 2 janvier 1898) pris, le 10 janvier 1884, par Cruickshank, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnement applicable aux plumes, porte-plumes crayons et autres instruments tenus et employés de même.

159,638. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Rubin, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau genre de cartouche et outillage propre à sa fabrication.

159,639. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Laverdet, à Paris, rue Douceurville, n° 37. — Système de verres d'éclairage Laverdet dits *surafar*.

159,640. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; société H. Leconteux et Garnier, représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux machines à vapeur à grande vitesse.

159,641. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Daniel frères (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil à couper le chanvre s'appliquant à tout système de faucheuse.

159,642. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Daniel frères (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil à moissonner s'appliquant à tout système de moissonneuse ou faucheuse.

159,643. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Piffo, à Paris, rue d'Assas, n° 30. — Système spécial de traction mécanique pour toute voiture publique ou privée.

159,644. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Uhlhorn junior, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, boulevard Henri IV, n° 31. — Moulin à moudre les grains.

159,645. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Molle, représenté par Chasse-

1841. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; à Paris, boulevard de Magenta, n° 41. — Genre de mosaïque et son procédé de fabrication.

1842. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Thomat, représenté par Armenigisme, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de graissage automatique pour boîtes à graisse des wagons de chemins de fer et autres destinations.

1843. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Glaiss (M^{re} veuve), à Paris, rue de la Harpe, n° 83. — Fabrication d'un nouveau produit servant à l'alimentation et se tenant klessine concentrée.

1844. Brevet de dix ans, 11 janvier 1884; Tarnies-Telaïrach, à Boixas (Pyrénées-Orientales). — Liquide antiphylléridique.

1845. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Garbaccio, représenté par Leconte Henry, n° 6, à Ribouf. — Machine à fabriquer les lisses en fer des métiers à tisser.

1846. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Lanchée, à Larche (Corrèze). — Appareil mécanique dit *sablaphile*, ayant pour but le triage du sable et du gravier.

1847. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Morel, représenté par Richard-Léon, rue de Tourving, n° 22, à Reims. — Application d'objets connus ayant un perfectionnement dans le travail des laines.

1848. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Dorvin, rue de Béthune, n° 24, à Paris. — Nouveau système de fermoirs de croisés donnant jeu à volonté et fermant automatiquement.

1849. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Saingery-Admet, à Warocq (Ardennes). — Appareils de pointage pour fusils.

1850. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Gaiot-Desgouttes, représenté par Sédier, à Paris, rue Saint-Sebastien, n° 45. — Machine marquant à feu les bouteilles de vin de Champagne ou autres, les planches en morceaux de bois quelconques.

1851. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Serignot, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sebastien, n° 45. — Procédé de durcissement du suif pour faciliter le nettoyage des chaudières.

1852. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Thirion, représenté par Sébètery, à Paris, rue de Vaugirard, n° 160. — Aspirateur-régulateur du mouvement des machines à vapeur.

1853. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Guillaume, représenté par Albert Lemaître, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de force à dents indépendantes et démontables pour la tonte des moutons.

1854. Brevet (brevet anglais devant expirer le 11 juillet 1897) pris, le 11 janvier 1884, par Wibben, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Traitement perfectionné des matières destinées à produire une isolation thermique.

1855. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Chaimsonovitz, représenté par Lemaître et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les procédés et appareils employés pour produire de l'électricité.

1856. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Charlier et Villain (société), représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de montage des portes de coffres-forts.

1857. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Zarski, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à la fabrication des chaises en bois courbé.

1858. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Charlier et Villain (société), représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Serrure de sûreté à combinaisons avec indicateur extérieur des contrôles.

1859. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Walcker, représenté par Armenigisme, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Monte-lettres pneumatique.

1860. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Renard, représenté par Armenigisme, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de pressoir avec mécanisme pour la fabrication du cidre, poiré, etc.

1861. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Guichard, représenté par Chasseigne, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de décoloration complète des papiers imprimés ou manuscrits.

1862. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; Cabal, à Nissan (Hérault). — Machine spéciale pour pompes à chapelet et machines agricoles.

159,667. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1884; Cabal, à Nissau (Hérault). — Système d'obturateur de la pompe à chapelet.

159,668. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Sorel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de supports ou traverses et mode de fixation des rails sur lesdites traverses.

159,669. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Hughes, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'attaches ou agrafes perfectionnées pour articles d'habillements.

159,670. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Genevois, chemin des Chartreux, n° 1, à Marseille. — Fabrication du rayonnage des meules.

159,671. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Brignon, rue Sainte-Beaume, n° 12, à Marseille. — Appareil à révéler les glaces photographiques au gélatino-bromure d'argent en pleine lumière.

159,672. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Corbin, Haute-Grande-Rue, n° 23, Nantes. — Nouveau système de couverture métallique.

159,673. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Somme fils et Pognon, à Jarville (Meurthe-et-Moselle). — Nouvelle chaudière à vapeur, verticale, inexplosible, multitubulaire et à circulation continue.

159,674. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; société française de matériel agricole, à Vierzon (Cher). — Mode d'assemblage des tubes avec les plaques tubulaires, destiné à obtenir l'étanchéité de cet assemblage en augmentant l'adhérence et en obtenant un entretoisement utile à la conservation des chaudières, condenseurs par surface, réchauffeurs, surchauffeurs, etc.

159,675. Brevet de dix ans, 15 janvier 1884; Dubois-Desrousseaux, rue Blanchemaille, n° 128, à Roubaix. — Application d'un système de jet d'eau hermétique pour empêcher l'air et l'eau de pénétrer à l'intérieur par les fenêtres.

159,676. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Lebasteur et société Mignon et Rouart, représentés par Alexis Rouart, à Paris, boulevard Voltaire, n° 137. — Tuyau métallique articulé servant de communication entre véhicules de chemins de fer.

159,677. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Park (les sieurs), représentés par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Perfectionnements dans les métiers à tisser.

159,678. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Le Sève, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 430. — Dentier artificiel tubulaire.

159,679. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Moriceau, à Paris, rue du Fanbourg-du-Temple, n° 99. — Étui porte-cartouches.

159,680. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Heath, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements dans la fabrication des combustibles artificiels et dans les appareils employés à cet effet.

159,681. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Casimir-Périer, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé d'utilisation du courant des fleuves, rivières et canaux, et son application aux transports, à la remonte comme à la descente.

159,682. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Casimir-Périer, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau système de locomotion ou de transport, utilisant à la fois la traction funiculaire et l'adhérence.

159,683. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Giacosa, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé de fabrication des alcaloïdes du quinquina.

159,684. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Bourbouze, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux machines à diviser.

159,685. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Schulz, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les compas à ellipses.

159,686. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Keats, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux appareils à munir de talons et à finir les chaussures de tous genres.

159,687. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Giesler, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés de teinture de toutes matières textiles en rubans.

159,688. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Bouchard, représenté par Chasse-

vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareils protecteurs pour la vigne, les arbres à fruits ou autres végétaux.

159,689. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Stollwerck frères, représentés par Gadman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Appareil torréfacteur à vapeur pour le traitement du cacao et autres matières analogues.

159,690. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1884; Berndorfer Metallwaren Fabrick (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication d'un nikel et d'un cobalt compacts, malléables et laminables.

159,691. Brevet de cinq ans, 14 janvier 1884; Nicard, rue du Change, n° 1, à Laon. — Application des réveille-matin aux sonneries électriques.

159,692. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Rattier, à la Chaussée-Saint-Victor (Loir-et-Cher). — Moteur à gaz à pression et détente variables, ledit moteur étant une modification d'un appareil du même genre pour lequel il a été délivré audit Rattier sous le n° 153,098.

159,693. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1884; Bergeron, à Périgueux. — Nouveau procédé de moulage de la fonte.

159,694. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Schmidt, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Tiroir pour machines à vapeur, à air chaud à gaz, etc.

159,695. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Mechnig, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans le mode de fermeture de tous récipients se terminant par une partie annulaire.

159,696. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Casanova frères, représentés par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Machine à contrôler, compter et rouler les numéros destinés aux tirages financiers et aux loteries diverses.

159,697. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; société dite *Società degli alti forn* e *fonderia di Terni (Cassian, Bon et compagnia)*, représentée par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Joint à emboîtement et cordon pour tuyaux à haute pression.

159,698. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Damon, à Paris, rue des Annelles, n° 20. — Machine à fabriquer la chenille.

159,699. Brevet (brevet anglais devant expirer le 23 décembre 1897) pris le 14 janvier 1881, par Warren, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Méthode perfectionnée et moyens pour reporter des dessins sur verre et autres matières.

159,700. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Lerat, à Paris, boulevard Saint-Jacques, n° 51. — Calorifère à récupérateur métallique.

159,701. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Wilson, représenté par Brandon, à Paris, rue Laflitte, n° 1. — Perfectionnements dans les fermetures ondulées et roulantes pour magasins ou autres locaux.

159,702. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Garbe, représenté par Böttcher et Manillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Fusil se chargeant rapidement avec magasin à fixer au fût.

159,703. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Ehrlich, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Gazogènes pour chauffage des chaudières à vapeur et autres applications techniques.

159,704. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Walker, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné pour l'utilisation de la montée et de la descente de la marée ou autres masses d'eau montantes ou descendantes pour élever l'eau ou d'autres liquides d'un niveau à un autre.

159,705. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; société anonyme des anciens établissements Cail, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système des ponts roulants.

159,706. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Collin et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil de chirurgie à perforateur à cuillères combinées pour opérer la céphalotripie.

159,707. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Delhorme, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de couronnes et autres articles funéraires.

159,708. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Kent, représenté par Chassevent

à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils à distribuer les désinfectants dans les water-closets, urinoirs, douches, égouts et autres endroits analogues.

159,709. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Maynes, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des clous en fer forgé.

159,710. Brevet de quinze ans, 14 janvier; 1884; Kiek frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'horloge électrique.

159,711. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Tanion, au Conquet (Finistère). — Système d'horloge scolaire ayant pour but d'initier les enfants à la lecture des heures.

159,712. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Dupont-Donnais, rue de Clichy, n° 2, à Nantes. — Produit nouveau appelé *tapiaca à l'italienne*.

159,713. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Renaud, prairie des Mauves, à Nantes. — Application de la friction aux cliquets de tout manège à traction par animaux.

159,714. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Boutier, à Saint-Martin-de-Valamas (Ardèche). — Appareil dit *turban diviseur* destiné à coiffer les bobines pour le dévidage des soies.

159,715. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Touya fils, représenté par Matray, Schmitzbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système de moulin batteur et broyeur perfectionné, composé de deux plateaux armés de goujon en acier, dont un tournant sur un plan horizontal et l'autre demeurant fixe.

159,716. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; van Duzen, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Machines à nettoyer les fontes, à broyer, laver et séparer les minéraux et autres substances.

159,717. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; van Duzen, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Système d'alimentation des chaudières à vapeur et de purification des eaux alimentées.

159,718. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Morrisson et Herron, représentés par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Procédé et appareil pour éprouver le papier, les tissus, les métaux en feuilles et autres matières ou substances analogues.

159,719. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Strattan (les sieurs) et Dorems, représentés par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements apportés aux lanternes et mécanisme pour les allumer et les éteindre sans les ouvrir.

159,720. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Hinrichsen et compagnie, représentés par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouvel assujettissement du busc en acier ou des fermetures aux corsets.

159,721. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Weibezahl et Mann, représentés par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Serrure à bascule automatique servant de serrure de sûreté.

159,722. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Lytle, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Outils combinés.

159,723. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Wicq, Johnstone et Sturrock, représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les appareils servant à soulever, niveler et abaisser les rails et les traverses des chemins de fer, tramways et autres objets.

159,724. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Carmont, représenté par Menons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Machine perfectionnée propre à forcer ou comprimer du caoutchouc ou autre matière flexible dans les rainures des jantes ou bandages des roues métalliques ou autres.

159,725. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Mansuy, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Ferrure dite *hippo-chaussure* pour chevaux, mulets, etc.

159,726. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Bower et Thorp, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil régénérateur du gaz d'éclairage.

159,727. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Simon, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Poulie régulatrice à ressort destinée à amortir les chocs dans la transmission du mouvement.

- 100,728. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Petit, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Filtre sur colonne pour l'épuration des eaux.
- 100,729. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Thomas, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Emballage d'aiguilles en acier.
- 100,730. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; société Th. Dupuy et fils et société anonyme du journal *la France*, représentées par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau genre de transparents découpés pour la publicité.
- 100,731. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Howard et Bonsfield, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans les râteliers à cheval.
- 100,732. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Boissy et Léonard, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta n° 11. — Système de sonnerie ou gongeur électrique applicable à tout mouvement d'horlogerie et autres.
- 100,733. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; de Changy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux lampes électriques à incandescence.
- 100,734. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Decrette, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de maître-compteur.
- 100,735. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Danlay, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bonchon conservateur à usage de la confiserie.
- 100,736. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Witt, représenté par Boutecher et Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Appareil automatique à enregistrement et à mesurer.
- 100,737. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Salter et Hughes, représentés par Boutecher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Perfectionnement dans les pesons à ressort.
- 100,738. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Salomon frères et Tenting (société), représentés par Barrault, Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système de distribution par un mouvement de déplacement latéral du piston, applicable aux machines à vapeur, pompes, etc.
- 100,739. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Tachon, représenté par Lépinette Duboud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle disposition de jacquet pour métier à tisser.
- 100,740. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Guillet-Brossette, place Bellecour, à Lyon. — Pompe lyonnaise d'un nouveau genre de montage.
- 100,741. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Cayère, représenté par Brocard, Ferrandière, n° 44 à Lyon. — Obturateur Cayère pour tous liquides, gaz, etc., applicable à toutes bouteilles, flacons ou autres emballages.
- 100,742. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Broussas, représenté par Gonnard, Saint-Vincent, n° 54, Lyon. — Nouveau système de guille rotative fumivore.
- 100,743. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1884; Chapuis, représenté par Bretton, Delassalle, n° 7, à Villeurbanne (Rhône). — Appareil dit préparateur, destiné à la fabrication des levains de boulangerie.
- 100,744. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1884; Colcombet et compagnie, représentés par Bachelu, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau moyen de production de velours façonné.
- 100,745. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Pignot et compagnie, rue de Consue, n° 8, à Lyon. — Système d'injection de vapeur en petite quantité à la fin de la course du piston des machines à vapeur, à l'effet d'augmenter la contre-pression.
- 100,746. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Barrère, à Grenade-sur-l'Adour (Basses-Pyrénées). — Nouveau système d'arrêteurs pour contrevents, dits gonds-arrêteurs.
- 100,747. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Verdalle, à Saint-Georges-d'Orques (Eure). — Nouveau système de greffage de la vigne.
- 100,748. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Fraisse-Merley et fils (société), représentés par Delorme, rue Saint-Louis, n° 14, à Saint-Etienne. — Mode de fabrication des rubans épinglés.
- 100,749. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Fargère fils jeune, représenté

par Delorme, rue Saint-Louis, n° 14, à Saint-Etienne. — Genre de lisses pour tissage dites à maillon blindé.

159,750. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1884; société anonyme de la teinture stéphanoise, représentée par Corron, à Saint-Etienne. — Perfectionnement au brevet pris le 30 mai 1877 et à celui du 21 juin 1878, pour appareils de teintures mécaniques des matières textiles filées mises en écheveaux.

159,751. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Rosas, à Béziers. — Charette à leviers.

159,752. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Crépelle-Fontaine, à la Madeleine-lez-Lille (Nord). — Nouveau générateur à bouilleurs tronc-conique.

159,753. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1884; Dujardin, représenté par Bygodt, rue de Palikao, n° 70, à Lille. — Perfectionnements aux râpes centrifuges.

159,754. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1884; Morel, représenté par Richard-Lagerie, route de Tourcoing, n° 129, à Roubaix. — Nouveau système d'étirage des méches après la carde et avant peignage. (Perfectionnement au brevet n° 153,151, du 19 janvier 1883.)

159,755. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1884; Hurtu, représenté par Bardin, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Perfectionnement dans la fabrication des machines à coudre.

159,756. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1884, Contour, à Paris, rue de Cléry, n° 9. — Broderies obtenues par le métier dit *Suisse*, sur toutes étoffes ou tricot à mailles dites *étoffes Jersey*.

159,757. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1884; Thiemann, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Appareil pour sauver les enterrés frappés de léthargie.

159,758. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1884; Lytle, représenté par Barbe, à Paris, boulevard Voltaire, n° 156. — Perfectionnements apportés aux clefs, mandrins et arbres à expansion.

159,759. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1884; Daimler, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnement dans les moteurs à gaz et à huile.

159,760. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1884, Gorecki, représenté par Albert Caban, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de couteau fixe à flexion latérale pour la production de la chemille façonnée à dessins variables.

159,761. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1884; Allard, représenté par Cassalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans le traitement des minerais aurifères.

159,762. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1884; Schmidt, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé pour la fabrication du sucre de betterave.

159,763. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1884, Bustin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil à faire le mélange d'eau et d'absinthe, dit *absintheur*.

159,764. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1884; Barreau et Cade (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de récipient à gravier, à crépine intérieure, pour boîtes à clapet des pompes centrifuges et autres.

159,765. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1884; Duxbury et Breckenridge, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils servant à établir des systèmes téléphoniques d'échange de communication.

159,766. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Primat, à Oran, boulevard Oudinot, n° 4. — Journal destiné à paraître à la fois dans toutes les principales villes.

159,767. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1884; Goubault, à Perthes (Seine-et-Marne). — Essuie-pied automatique.

159,768. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1884; Laignet, place de la République, n° 6, à Blois. — Dé de dossier.

159,769. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Herbillon, à Charleville (Ardennes). — Fabrication et emploi d'une machine à peigner et à débourrer les soies et crins animaux et végétaux, brosses, pinceaux, etc.

159,770. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Bourgeois frères, représentés par Foucault, à Charleville (Ardennes). — Nouveau mode de fabrication des pelles et pincettes.

159,771. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Buisine, représenté par Lams

rue Masséna, n° 3, à Lille. — Mécanisme équilibré servant à la manœuvre des tabliers, registres et souffleurs des appareils de chauffage.

159,772. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884, Bovyn, représenté par Boivin, rue Nationale, n° 281, à Lille. — Machine à écrire à l'usage des aveugles et des voyants.

159,773. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Schliwa, représenté par Paul Sée, boulevard de la Liberté, n° 121, à Lille. — Procédé de fabrication de bi-phosphates d'un haut degré des scories du procédé basique de la déphosphorisation du fer et de plus des phosphates naturels.

159,774. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Lombard, à Sedan. — Déplissage mécanique des tissus pendant l'opération du foulage.

159,775. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Cornu, rue Thiers, n° 26, à Elbeuf. — Pont destiné à faciliter le prompt passage le long des habitations en cas d'inondation.

159,776. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Nicolleau, avenue de Pontailiac, n° 1, à Royan (Charente-Inférieure). — Chaise-suspension, dite *suspension Nicolleau*, dont l'usage est destiné à éviter le mal de mer.

159,777. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Clair-Leproust, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 146. — Nouveau système de siège articulé.

159,778. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Desjardins, représenté par Brehier, à Paris, rue de l'Oureq, n° 52. — Pompe de puits aspirante élévatoire, destinée surtout aux puits de grande profondeur.

159,779. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Baer, à Paris, rue de Mauberge, n° 71. — Nouveau mode de publicité diurne et nocturne au moyen de ballons captifs, et ballons voyageurs.

159,780. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Bodar, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système de garde-robes et d'appareils inodores à bascule perfectionnée.

159,781. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Pelletan, représenté par Dieuaide, Paris, rue de la Banque, n° 18. — Album de petite correspondance.

159,782. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Detrick, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Mode et mécanisme perfectionnés pour fabriquer des conduits souterrains.

159,783. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Picard, à Paris, rue François I^{er}, n° 38. — Robinet-compteur évite-fuites.

159,784. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Spencer, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les ressorts de suspension auxiliaires en caoutchouc pour machines de chemins de fer et de tramways, wagons et plates-formes.

159,785. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Stern, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau moyen de prendre la mesure et le tracé graphique du pied pour obtenir des formes exactes.

159,786. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Archainbault et Soucaille (société), rue du Bailly, n° 7 à Saint-Denis (Seine). — Appareil dit *générateur économique, rationnel, inexplorable*.

159,787. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Hengesch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mode de fabrication et de montage des croisants de cheminée pour pelles et pincettes, dits *croisants torses à palme*.

159,788. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Le Masson et Derveloy, représentés par Armesogaud Jenne, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Boîtes ménagères pliantes à ordures.

159,789. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Grabau, représenté par Armesogaud Jenne, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de préparation de l'aluminium et des alliages d'aluminium.

159,790. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1884; Albaret, représenté par Armesogaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouvelle disposition de battense mobile à retour de paille avec séparateur et auge mobile, dite *la Septentrionale*.

159,791. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1884; Britten, représenté par la dame Boffard, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 74. — Perfectionnements dans des machines pour diviser des rails ou des bouts de rails en sections.

159,792. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1884; Duran y Gost, représenté par

Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Machine ou appareil appelé balance hydraulique pour élever des liquides à de grandes hauteurs.

159,793. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1884; Lealey et Willcox, représentés par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans la fabrication du ciment de Portland.

159,794. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1884; Liez, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Genre de coiffure pour femmes, hommes et enfants, constituant un produit industriel nouveau.

159,795. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1884; Hainaut, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle colonne distillatoire économique transformant complètement et radicalement l'ancien système.

159,796. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1884; Vertesay, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Sandale à crampons pour l'ascension de montagnes.

159,797. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1884; société anonyme *le Matériel de l'entreprise*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements au système de transport sur rail sans fin, système C. Ader.

159,798. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1884; Seymour et Brown, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à l'extraction de l'aluminium contenu dans les argiles et les minerais alumineux.

159,799. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1884; Cristofle, rue Couteau, n° 1, à La Ciotat (Bouches-du-Rhône). — Appareil régulateur pour eau continue.

159,800. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Danhiez, représenté par Delpey, rue des Templiers, n° 25, à Marseille. — Coupe-cannes à sucre.

159,801. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1884; Roger, rue Boulegon, n° 35, à Aix. — Appareil enlevant la fumée et prévenant les feux de cheminée.

159,802. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Longeot aîné, à Molinet (Allier). — Moissonneuse dite *la moissonneuse à bras*.

159,803. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Anriol, à Albi. — Appareil dit *le raidisseur instantané*, nouveau système destiné à obtenir la tension des fils de fer.

159,804. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Sire, à Lous-le-Sauvier. — Moulin à bois-seau pour farine ou moulin à meules rayées suivant une hélice.

159,805. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Gottereau, rue Lassalle, n° 4, à Nancy. — Séchoir à air chaud destiné aux hôpitaux ou tous autres grands établissements publics.

159,806. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Chauvroux, à Jonzac (Charente-inférieure). — Réseau métallique articulé à régulateur gradué.

159,807. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Suzanne, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Genre de bon-point à l'usage des pensionnats écoles communales et autres asiles, etc.

159,808. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Malbec, rue des Rosiers, n° 48, à Saint-Ouen (Seine). — Perfectionnements dans la teinture des peaux.

159,809. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Vachette frères, représentés par Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32. — Perfectionnements apportés aux timbres de portes.

159,810. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Mallet, représenté par Berbe, à Paris, boulevard Voltaire, n° 156. — Perfectionnements dans le traitement des bois par les sels minéraux et autres substances pour la fabrication des pavés en bois par compression mécanique.

159,811. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Genty, élisant domicile chez la dame Damonville, à Paris, rue Dautancourt, n° 11. — Nouveau tube à feu, à bouillier intérieur pour chaudière à vapeur.

159,812. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Bourin-Cessius, à Paris, rue du Mont-Cenis, n° 89. — Bouilleur à filtre mobile, à robinet déverseur.

159,813. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; compagnie industrielle des procédés Baoul Piotot, représentée par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Appareil réfrigérant permettant de refroidir rapidement les liquides et de recueillir immédiatement les produits de la réfrigération.

159,814. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Renard, rue Boschot, n° 22, à Fontenay-sous-Bois (Seine). — Application sur des chapeaux ou carcasses de chapeaux d'une pâte suffisamment malléable pour permettre d'obtenir des reliefs assez

promenades, et particulièrement celui de la paille anglaise, sans que la malléabilité recherchée pour faciliter le travail de l'estampage puisse empêcher le repassage des dits chapeaux dans une forme lisse après estampage.

159,815. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Regnart, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil dit *électrope*.

159,816. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Hippolyte Le Loutre et compagnie (société), représentée par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Protecteur des trains ou appareil *block system* automatique.

159,817. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Duret, élisant domicile chez le sieur Roze, à Paris, boulevard des Capucines, n° 35. — Construction d'une nouvelle machine agricole, dite *ramasseur automatique de récoltes*.

159,818. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Sepulchre, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Modifications s'appliquant aux lanternes à pétrole pour chemins de fer, houillères, réverbères, et en général à toutes espèces d'appareils à pétrole pour l'éclairage en plein air.

159,819. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Cauhépé, à Paris, rue de Charonne, n° 99. — Nouveau système d'armoire à glace, dite *armoire à développement*.

159,820. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Einbeck, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système perfectionné de foyer avec grille tubulaire à circulation d'eau.

159,821. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Thiéban, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de laminoir.

159,822. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Machy, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de débouchage pour les bouteilles d'encre et autres liquides.

159,823. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Ravasse, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à signer avec presse-papier automatique.

159,824. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Golse et fils, faubourg Montmailler, n° 54, à Limoges. — Procédé à l'effet d'imprimer en relief sur la porcelaine, toutes les couleurs vitrifiables.

159,825. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Vié, rue Saint-Lubin, à Blois. — Support en fil de fer pour vignes et autres plantes.

159,826. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Evens, représenté par Edmond Sée, boulevard de la Liberté, n° 121, à Lille. — Réservoir d'huile pour bèches de filature et de retorderie.

159,827. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Drathert, rue des Étoiles, à Fourmies (Nord). — Levier lève-tringle au départ de la navette (mouvement commandé par la bielle) appliqué au métier à tisser.

159,828. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Barton de Overbeck, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les batteries galvaniques.

159,829. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Crowley, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les chaudières.

159,830. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Leick, à Paris, rue Vilin, n° 18. — Perfectionnements apportés aux machines à fabriquer les chevilles de toutes formes et dimensions.

159,831. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Kamb, représenté par Adhémair, à Paris, place Vendôme, n° 16. — Nouveau moyen économique de produire de l'acide phosphorique soluble et pur.

159,832. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Roy, représenté par Barbe, à Paris, boulevard Voltaire, n° 156. — Perfectionnements dans le laminage des métaux et l'étirage des fils métalliques.

159,833. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Strype, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans le traitement du sang afin de le préparer pour servir comme engrais ou pour tous autres objets.

159,834. Brevet (brevet anglais devant expirer le 30 juillet 1897) pris, le 21 janvier 1884, par Dackus (les sieurs), représentés par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans les appareils pour faciliter la mise en perce des tonneaux de bière et autres tonneaux, barils ou récipients.

159,835. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Hurtu, représenté par Bardin, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Nouveau genre de presse à copier.

159,836. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Warin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'injecteur dit *injecteur Warin*.

159,837. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Rohart (M^{re}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication et application du sulfate ferrique.

159,838. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Chenot aîné, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système rationnel de triage électro-magnétique, soit dans un liquide, soit dans un fluide aériforme.

159,839. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Ritter, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareils à éprouver les œufs.

159,840. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Bourry, représenté par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Perfectionnements apportés à la construction des pianos droits et à queue.

159,841. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Etève et de Braam, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moteur perfectionné à air hydrocarburé.

159,842. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Agnès et Jenyen, à Longuyon (Meurthe-et-Moselle). — Système de porte-glace en verre servant à indiquer le niveau de l'eau dans les générateurs à vapeur.

159,843. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Charnaux, à Vichy (Allier). — Fabrication d'une cartouche de chasse ayant mathématiquement des portées différentes et déterminées sans augmentation du poids de la poudre.

159,844. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Gaymard, rue de Bonne, n° 2, à Grenoble. — Réchaud à alcool dit *réchaud Gueymard*, pour l'usage des armées en campagne ou aux manœuvres.

159,845. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Durand, représenté par Delorme, rue Saint-Louis, n° 14, à Saint-Étienne. — Machine à teindre, laver et essorer les textiles.

159,846. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Moreaux aîné, à Charleville (Ardennes). — Nouvelle machine à roder les nœuds de paumelles.

159,847. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Coltelloni, à Paris, avenue de Wagram, n° 53. — Appareil de distillation et de rectification des alcools, système P. Coltelloni.

159,848. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Springmann, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Méthode de fabriquer les boutons pour fiches à vase.

159,849. Brevet (brevet anglais devant expirer le 24 juillet 1897) pris, le 22 janvier 1884, par King et Wilson, représentés par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements dans les appareils à imprimer, numérotter et délivrer les tickets pour tramways ou autres destinations.

159,850. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Lefebvre-Gariel père, fils, et Jacqueau et Brou (société), représentée par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 8. — Application des tissus caoutchoutés superposés à la fabrication des chaussures et des semelles.

159,851. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; société de navigation économique (limited de Glasgow), représentée par Rouleau, à Paris, rue Félicien-David, n° 20. — Perfectionnements aux brevets n° 138,431, 150,229 et 156,368, pris pour la production de la force motrice.

159,852. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Baxter, représenté par Carénou, à Paris, rue Clapeyron, n° 9. — Nouvel appareil perfectionné de cuisson, propre à l'usage des armées, etc.

159,853. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Smith Haskins et Fobes (société), représentée par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans l'application ou la production des couleurs, marques ou dessins sur ou dans le marbre, le bois, l'ivoire et autres matières, et dans les appareils employés à cet effet.

159,854. Brevet (brevet anglais devant expirer le 29 octobre 1897) pris, le 22 janvier 1884, par la société dite *Bulls Power company limited*, représentée par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les moteurs à gaz.

- 159,855. Brevet (brevet anglais devant expirer le 23 juillet 1897) pris, le 22 janvier 1884, par Thompson et Race, représentés par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans la forme et la construction des coussinets de rails de chemins de fer et leurs coins de serrage.
- 159,856. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Baker, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les boîtes d'essieux.
- 159,857. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Harmet, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Trompe centrale des frettes de canons.
- 159,858. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1884; Rattier, à la Chaussée-Saint-Victor (Loir-et-Cher). — Système de lampe à gaz à corps solide incandescent.
- 159,859. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1884; Escorbia et Merley (société), représentée par Delorme, rue Saint-Louis, n° 14, à Saint-Étienne. — Machine Jacquard perfectionnée propre à la fabrication à doubles pièces du velours façonné et autres tissus.
- 159,860. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Primpied et Lions, rue de la Mission, n° 3, à Troyes. — Casse-fil à charge mobile servant aux métiers circulaires à platines.
- 159,861. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1884; Bonnefond, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Aromaphore.
- 159,862. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1884; Jaquerod, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Meule blutante perfectionnée.
- 159,863. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Vergnes, représenté par Mazières, rue Danton, à Agen. — Procédé et appareils pour la fabrication des ciments artificiels.
- 159,864. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Dudouis, représenté par Lefebvre, rue Henri, n° 8, à Elbeuf. — Machine continue pour dégraisser, dégorger et essorer les draps de toute nature.
- 159,865. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Genevière, cité Bonriot, à Saintes (Charente-Inférieure). — Pavés en ciment à base à dégalement.
- 159,866. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Behrens, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Jardinières.
- 159,867. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Myers, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Voiture d'enfant.
- 159,868. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Kolzer, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Modifications apportées aux lignes télégraphiques.
- 159,869. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Jones, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux grilles de foyer à nettoyage automatique.
- 159,870. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Leede, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de combustion des hydrocarbures.
- 159,871. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Menzies, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à la concentration et à la purification de l'acide sulfurique du commerce.
- 159,872. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Mathieu, avenue de Saint-Germain, n° 70, à Courbevoie (Seine). — Exploitation de nouveaux appareils servant à l'arrosage et au rafraîchissement des caves à liquides, et en particulier des caves à bière.
- 159,873. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Augé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de signaux acoustiques pour navires.
- 159,874. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Toiray, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Genre de bouchon composé.
- 159,875. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Whipple, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les distributeurs de couleur.
- 159,876. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Cheswright, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication et la coloration des fils métalliques, des empaquetages, etc., spécialement pour recouvrir les bouteilles de champagne, de vins, d'alcool, etc.
- 159,877. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Russo, élisant domicile chez le sieur Gourd, rue Dugas-Monthel, n° 18, à Lyon. — Force motrice économique, à alimentations diverses, pouvant s'appliquer à toutes les industries.

159,878. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Meille, représenté par Bachet, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau procédé de battage des cocons.

159,879. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Cécillon, représenté par Bachet, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Machine à dédoubler les tissus à poils de tous textiles, système F. Cécillon.

159,880. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Jourdain (M^{re}), représentée par Lépinette et Rabifloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle disposition de moustiquaire.

159,881. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Pignet et compagnie, représentés par Péguin, rue Constantine, n° 8, à Lyon. — Ensemble de dispositions d'appareils graisseurs appliqués aux pièces en mouvement des machines avec compte-gouttes visible, et principalement appliqués aux machines à vapeur.

159,882. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1884; Cartier frères, à Doussard, hameau d'Armand (Haute-Savoie). — Machine à faire l'huile sans toile.

159,883. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Pigot, représenté par Fulcrand-Laurès, à Saint-Chinian (Hérault). — Méthode rationnelle d'écriture et de lecture musicale à une seule clef, applicable à toutes les voix et à tous les instruments.

159,884. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Pinget et Poitevin, à Guiscard (Oise). — Système d'attelage articulé de charrue.

159,885. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Charvet, rue Bonneterie, n° 19, à Avignon. — Nouveau système de moulage applicable aux ornements et statues, bas-reliefs et ronde-bosse en simili-plâtres, reliés avec des toiles métalliques.

159,886. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Verbizier et compagnie, rue Saint-Vincent-de-Paul, n° 63, à Bordeaux. — Système de bouchage hermétique.

159,887. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; François, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de quantième automatique, applicable aux œils-de-bœuf, pendules en marbre, etc.

159,888. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Lascourrèges, Bedout et compagnie (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés dans le traitement des lies et autres essences, et dans les appareils qui s'y rapportent.

159,889. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Langensiepen et Lempert, représentés par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Système d'indication du niveau de liquide à distances quelconques de toutes espèces de réceptients.

159,890. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Schmidt, représenté par Gudeman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Modifications aux moyens métalliques de roues.

159,891. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Jacobs, représenté par Armand-Jean, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mécanisme applicable à toutes machines à coudre les gants ou autres articles, et propre à teindre automatiquement les coupes ou tranches pendant la couture.

159,892. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; d'Anthoine, représenté par Armand-Jean, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de broderies sabrées mécaniquement, imitant les broderies anciennes à la main à point de Hongrie.

159,893. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Desroques et Grégoire, représentés par Matray, Schmitzbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau frein automatique à réaction.

159,894. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Clark, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de double rideau métallique pour isoler la scène de la salle dans les théâtres, en cas d'incendie.

159,895. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Sutcliffe, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareils permettant d'utiliser la force d'inertie des trains de chemins de fer, tramways, voitures, tambours de mines et autres véhicules ou corps animés d'une grande vitesse, pour produire et emmagasiner de l'électricité.

159,896. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Falconetti et Baldacci, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil dit *oxygèneur*, pour l'aérisation de l'eau et des boissons ou autres liquides.

159,897. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Hinfrey et Depardon, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Moteur électrique destiné au

remontage automatique des pendules et au fonctionnement des minuteries sans mouvement.

150,908. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Favier et Helouin, représentés par Dumas, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système d'éclairage et de chauffage par les huiles lourdes et autres.

150,909. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Burghardt, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareils destinés à recueillir et à condenser les vapeurs provenant de la fabrication des articles en caoutchouc, et également applicables à d'autres usages.

150,910. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Gillet (M^{re}) et Gillet (Xavier), représentés par Berrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système de meubles à pieds articulés.

150,911. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Cronan, à Paris, rue de Navarin, n° 12. — Perfectionnements aux ascenseurs hydrauliques à piston plongeur avec équilibrage par chaînes et contrepoids.

150,912. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Velghe, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Appareil remplaçant les étiradilles dans la fabrication et l'extraction des huiles, ainsi que les sacs de maille, crin, etc., et nouveau système de formes pour les presses.

150,913. Brevet (brevet anglais devant expirer le 25 août 1897) pris, le 24 janvier 1884, par Thompson, représenté par Sautier, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les brosses.

150,914. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Ward, représenté par Delagé, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les machines ou appareils pour indiquer les poids et les forces, et applicables aussi aux machines pour mesurer la résistance des métaux.

150,915. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Wright, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de la Banque, n° 18. — Perfectionnements dans les fermetures pour boîtes, gants et autres articles.

150,916. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Reuss, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Séchoir à action continue.

150,917. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Consofin, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Graisseur compte-gouttes automatique, système Consofin.

150,918. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Lagrelle, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau joint métallique dit *joint universel*.

150,919. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Whiting, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système injecteur et lubrificateur combinés.

150,920. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Ruiz, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Utilisation des laves de volcans comme engrais pour la culture en général et la vigne en particulier.

150,921. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Spitta, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à tendre et à étirer les peaux deséchées.

150,922. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Josseron, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système de patin pour boutons de manchettes, devants de chemises, etc.

150,923. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Debouchaud, à Nersac (Charente). — Système de brise-lames mobile en fonte de fer, destiné à arrêter l'envahissement de la mer ou à amortir la violence des vagues et des courants.

150,924. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Tascher frères et Andouin fils, à Jarnac (Charente). — Scellé métallique à goupille noyée.

150,925. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1884; Badré-Gillet et Hénon frères, le premier, à Gempersart, et les seconds à Cons-la-Grandville (Ardennes). — Machine à forger les crochets de tuyaux pour conduites d'eau et de gaz.

150,926. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1884; Stevenot, à la Chaire, commune de Denchery (Ardennes). — Machine automotrice à tourner le fil et les autres métaux.

150,927. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1884; Antoine-Baudelot, à Haraucourt (Ardennes). — Nouveau foyer fumivore économique.

159,918. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Boisseau du Rocher, à Paris, rue d'Italie, n° 10. — Appareil médical pour le lavage de l'estomac.

159,919. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Reyckler, représenté par Rohin, à Paris, rue Vital, n° 27. — Imitation parfaite des velours en laine et poils de chèvre sur métaux, sur bois, sur toute espèce de cadres et d'encadrements, sur tissu et toute matière et de tout genre, sur papier, papier-carton, carton-pierre, caoutchouc gutta-percha et cuir.

159,920. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Baudin, à Paris, rue de la Folie-Méricourt, n° 22. — Système d'album rectiligne.

159,921. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Schabaver, représenté par Delage à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Disque tournant pour appareils centrifuges avec écoulement par minces parois.

159,922. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Coquelle, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de robinet universel à écoulement automatique en tous sens et à débit réglable.

159,923. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Monod, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de teinture de la laine, de textiles et de toutes substances animales ou végétales, en noir, brun, marron et autres couleurs foncées, au moyen de l'aniline et de ses dérivés.

159,924. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1884; Geneste, à Bussat (Allier). — Venti-ateur-cribleur.

159,925. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1884; Gérard frères et Caltaux (société), représentée par Foucault, à Charleville (Ardennes). — Machine à monter les écrous, manchons, rondelles, brides et autres pièces formées de parties prismatiques ou cylindriques droites.

159,926. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Daix, représenté par Casalongue, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Régulateur à force centrifuge.

159,927. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Dudouy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'appareil lieur et ses diverses applications.

159,928. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Nègre, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Système de machine rotative, moteur ou pompe.

159,929. Brevet de quinze ans, 22 janvier 1884; Capewell, représenté par Bontcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Machine pour la fabrication des clous à fer à cheval et autres objets semblables.

159,930. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Sartorius, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Étoffe fourrée pour cardes ou tissu toile et feutre (*card-cloth*).

159,931. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Jarriant, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de publicité par voiture lumineuse électrique.

159,932. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Th. Filter (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareil propres au délaitage centrifuge du beurre au moment de sa fabrication.

159,933. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Philippart, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système pour dépolier les piles secondaires.

159,934. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Fleuret et Martinez, représentés par Albert Caben, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de levier à encliquetage lanceur avec cliquets-équerrés, à simple ou à double effet.

159,935. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Ulrich-Vivien (les fils), représentés par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements aux tissus des corsets sans couture.

159,936. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; Stamm, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements à la machine à plier le papier.

159,937. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Coviaux-Lippi, représenté par son fils, Henry Coviaux, rue Paradis, n° 18, à Marseille. — Chaîne de sûreté renforcée destinée à arrêter la chute des persiennes qui se développent sur la voie publique.

159,938. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Rougier (M^{re}), représentée par Jacques Rougier, chemin de Saint-Barnabé, n° 39, à Marseille. — Genre de nourri-

une aînée et très nourissante remplaçant avantageusement celle employée actuellement pour la troupe de terre et la marine.

159,939. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1884; Grande société meulière de Cinq-Mars-la-Pile, représentée par Garnier-Brisgault, à Cinq-Mars-la-Pile (Indre-et-Loire). — Nouveau rayonnage de meules à grand travail.

159,940. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1884; Poullin, à Poissy (Loir-et-Cher).

— Accoleur universel, système Poullin (Ferdinand.)

159,941. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1884; Valfort, à Mâcon. — Appareils de chauffage dits *calorifères domestiques*.

159,942. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Marchet, rue Chabaud, n° 29, à Reims. — Application d'œillets aux cuirs de chasse-taquets.

159,943. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Marchet, rue Chabaud, n° 29, à Reims. — Attache pour courroies et cuirs de chasse-taquets.

159,944. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Laugier et Martin (société), place Cathédrale, à Toulon. — Manchon propre à maintenir dans un espace réduit les manches à filtre de grand développement.

159,945. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Pascal, à Callian (Var). — Théorie relative aux voitures faites en appuyant des roues sur l'axe tournant d'autres roues.

159,946. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Nicolet, à Baume (Doubs). — Pompe borne-fontaine évitant le coup de bélier, quelle qu'elle soit la charge d'eau, et résistant à la gelée.

159,947. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1884; Rogé, élisant domicile chez le sieur Adrian, à Paris, rue de la Perle, n° 11. — Nouveau produit préparé avec la gomme et le sucre, dit *sirop de gomme solide ou sec*.

159,948. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1884; Ralu fils (M^{re}), représentée par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Fabrication d'enveloppes de toutes sortes et de tous formats à feuillets ou à cartes simples intercalées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, afin de recevoir la correspondance ou la réclame.

159,949. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1884; Ralu fils (M^{re}), représentée par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Fabrication de carnets et cahiers postaux de toutes formes reliés ou brochés, à pochettes et à portefeuilles intérieurs avec papier à lettre adhérent.

159,950. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1884; Picot, à Paris, boulevard Kellermann, n° 100. — Couronne dite *couronne à ressort*.

159,951. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1884; Maréchal, à Paris, rue de la Terrasse, n° 24. — Machine-outil guide spécial à refendre le rotin pour la fabrication de la canne, et applicable à tous les bois, tels que : osier, viorne, etc.

159,952. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1884; Tournoux, représenté par Barraud, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveaux moyens et procédés pour obtenir par morsures les planches typographiques ou teintes.

159,953. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1884; Duckering, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la construction des moulins.

159,954. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1884; Bamlett, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les râtaux à cheval.

159,955. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1884; Ateliers de Saint-Étienne (compagnie des), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Ensemble ou groupe d'appareils perfectionnés servant à découper, laminier, emboutir et repousser les tôles pour enveloppes d'obus, et toutes tôles pour emboutis et autres applications.

159,956. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1884; Fallnicht et Berend, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour la fabrication d'une matière pour l'allumage de tout combustible.

159,957. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1884; Kimball, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine perfectionnée à fabriquer des étiquettes en carton et en d'autres matières, et agrafes métalliques servant à les attacher.

159,958. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1884; Heinrich, V. Miller et Opl, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé nouveau de traitement du marc de soude.

jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Cisaille perfectionnée à double levier à main et à glissière.

160,001. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1884; Marzari, représenté par Armea-
gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés
à la construction des horloges de contrôle, spécialement dans le but de les rendre
applicables au service de lignes d'omnibus et de tramways.

160,002. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1884; Le Myé et Dangivillé, représentés
par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareils d'extraction
de l'huile des graines oléagineuses et de leurs tourteaux.

160,003. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1884; Blum, représenté par Blétry frères,
à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Produit nouveau dénommé : *Lubrétine*,
destiné à être livré comme matière première pour la fabrication d'articles divers.

160,004. Brevet de quinze ans, 29 janvier 1884; Canet, représenté par Blétry
frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux freins
hydrauliques des affûts.

160,005. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Salein, à Elbeuf. — Appareil des-
tiné à l'enseignement rationnel du dessin à main levée dans les écoles primaires,
appareil dit *quadrillateur*.

160,006. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Dardaillon Soullier, à Bagnols
(Gard). — Système d'essieu à boîte moyen.

160,007. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Russell, à Draguignan. — Chemise-
gilet, dite *Touriste*.

160,008. Brevet de quinze ans, 1^{re} février 1884; Genevière, cité Bonniot, à Saintes.
— Briques artificielles.

160,009. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Laurent, à Paris, rue du Chemin-
Vert, n° 54. — Balancier ou pendule carillonneur automatique.

160,010. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Barrailé et Mazières, repré-
sentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Délampourdeuse
pour les petits morceaux de peaux.

160,011. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Tissier, à Paris, rue Sedaine,
n° 42 bis. — Nouvelle couverture de papier à cigarette, le *Magicien*.

160,012. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Bavassano, représenté par Albert
Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de voie automatique pour
les manœuvres de trains des chemins de fer.

160,013. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Cosset, représenté par Albert
Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Rinceuse à bouteilles.

160,014. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Bleininger et Hasselmann, repré-
sentés par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Fabri-
cation d'un nouveau genre de poterie scorifiées, appelée *Scoriseidokeramos*.

160,015. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Scheele et Kuhn, représentés
par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de prépa-
ration par voie humide d'un engrais azoté et phosphaté.

160,016. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Lindberg, représenté par Chasse-
vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareils rotatifs pour phares, avec leurs
supports actionnés par les gaz chauds provenant de flammes de gaz ou de lampes
agissant sur une combinaison d'hélices.

160,017. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Jean dit Brunot, représenté par
Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de transport aérien.

160,018. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Letiévent, représenté par Chasse-
vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Genre de canon-jouet.

160,019. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; compagnie des fonderies et forges
de l'Horme, chantiers de la Buire, représenté par Dumas, à Paris, boulevard Beau-
marchais, n° 95. — Système relatif à l'allumage successif des bougies Jablochhoff et
à leur extinction automatique, dit système *Bobenrieth*.

160,020. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Klein (M^{re}), représentée par
Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la
confection des corsets.

160,021. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Forquignon, représenté par la
dame Lavaurs, à Paris, rue du Havre, n° 9. — Procédé permettant d'obtenir des
images, gravures, photographies, etc., coloriées.

160,022. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Perosino, représenté par Delage.

à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Thermomanomètre avertisseur contre les explosions des chaudières à vapeur.

160,023. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Holman, représenté par Dieuaidé, à Paris, rue de la Banque, n° 18. — Liquide pour nettoyer l'or et l'argenterie.

160,024. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Lemaire, à Paris, rue Oberkampf, n° 22. — Jumeaux à foyers conservés.

160,025. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Gornely, représenté par Hauguel, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Gland ou bouton de tiroir faisant fermeture.

160,026. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Pedrazetti, représenté par Barbé, à Paris, rue Saint-Maur, n° 97. — Calorifère dit *le Calorigène*.

160,027. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Palluet, élisant domicile chez le sieur Jarry, à Paris, rue Saint-André-des Arts, n° 30. — Bec de gaz régulateur économique.

160,028. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Delumet, représenté par la dame Boffard, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 74. — Système de rasoir dit *rasoir électrique sans pareil*.

160,029. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Delumet, représenté par la dame Boffard, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 74. — Système de lampe merveilleuse surnommée *la lumière du pauvre*.

160,030. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Austin, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les appareils-nettoyeurs automatiques à écoulement d'eau, destinés aux urinoirs, water-closets et autres constructions analogues.

160,031. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Pitois, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de paumelles avec dispositif de fermeture de portes, également applicables aux pentures ou autres ferrures.

160,032. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Léopold Cassella et compagnie (société), représentée par Armengaud, jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de préparation de nouvelles matières colorantes, vertes, brunes et jaunes, dérivant des acides sulfoniques des naphthols.

160,033. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Girardin et Porreaudeau, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Poinçon-neuse à main.

160,034. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Boisgard, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Appareil oléo-préservateur pour les navires.

160,035. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Courouble et Carette, représentés par Binet, à Tourcoing. — Nouveau métier à tisser.

160,036. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Beauduin fils, à Sedan. — Marteau-pilon de forge marchant au moteur.

160,037. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Clairdent-Genot, à Nouzon (Ardennes). — Calibre dit *calibre universel* servant à vérifier les trous percés de tous diamètres à toutes pièces de ferrure de n'importe quelles formes.

160,038. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Orth, à Pont-à-Mousson. — Étoupille pour instruments de musique portatifs à cordes.

160,039. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Duguay, au Pian (Médoc) (Gironde). — Outil dit *pince à piché* servant à mettre au feu et à sortir les pichés, ceux principalement qui n'ont pas de poignée, pour éviter de se brûler les mains.

160,040. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Rivet (M^{me} veuve), à Vichy, rue de Nîmes (Allier). — Système de tuiles métalliques.

160,041. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Lucet, à Nevers. — Perfectionnements apportés aux palonniers pour les herbes.

160,042. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Galilé, à Nancy, rue Saint-Dixier, n° 23. — Systèmes de pattes d'épaulettes d'officiers, etc.

160,043. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Holmes, représenté par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Perfectionnements dans les wagons, voitures ou salons de chemin de fer pour les voyageurs.

160,044. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Bruère, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 314. — Application de la galvanoplastie à la prothèse dentaire.

160,045. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Callerot, représenté par Dewamin,

à Paris, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, n° 11. — Nouveau genre de porteglobes avec accessoire dit *porteglobes système Callorot*.

160,046. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Spiecker et compagnie (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 46. — Perfectionnement dans les montures ou supports destinés à porter les lampes électriques à incandescence.

160,047. Brevet (brevet anglais devant expirer le 15 novembre 1897) pris, le 1^{er} février 1884, par Sharp, représenté par Barraud, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans la fabrication des serpentins tubulaires métalliques employés dans la distillation et pour d'autres usages, et dans les machines ou appareils employés dans cette fabrication.

160,048. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Mazin, représenté par Edry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau traitement des minerais de nickel de la Nouvelle-Calédonie.

160,049. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Péruchon père et fils, représentés par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements dans les blutoirs pour chaux, ciments, produits chimiques, phosphates, tripoli et toutes matières quelconques.

160,050. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Chardon, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système perfectionné de niveau de pointage pour les bouches à feu.

160,051. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Chater, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système combiné de serrure-coussinet pour chemins de fer.

160,052. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Pécouet jeune, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Compteur-contrôle applicable aux voitures de place et autres destinations.

160,053. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Applesing, représenté par Armengaud jeune, à Paris boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de transport par corde et véhicules suspendus.

160,054. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Badois, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'articulation, sur un arbre courbé, de plusieurs bielles situées dans un même plan.

160,055. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Lefévent, représenté par Chassevent, à Paris, Boulevard de Magenta, n° 11. — Genre d'étui à lunettes.

160,056. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; David, représenté par Belomme, à Saint-Etienne, rue Saint-Louis, n° 14. — Procédé de coupe ou grattage du velours à armure satin, serge, etc. permettant d'obtenir du velours façonné.

160,057. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Lussan, à Tronçais (Gers). — Système de pressoir à vin, à double effet et à double levier.

165,058. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Toufflan, à Gimont (Gers). — Plautoir.

160,059. Brevet de quinze ans, 2 février 1883; Pattein, à Courrières (Pas-de-Calais). — Crémone à levier excentrique pour fermeture de châssis de fenêtre.

160,060. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Guillot, Pelletier et compagnie (société), à Orléans, rue de la Gare, n° 31 et 33. — Nouvel accrochage appliqué aux liti en fer et dénommé *accrochage Guillot, Pelletier et compagnie, à gerges*.

160,061. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Guinet, à Vinay (Isère). — Nouveau système à adapter aux métiers à tisser, soit mécaniques ou à bras, pour la fabrication du velours à deux pièces.

160,062. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Darmiszin, à Dijon, rue Turgot, n° 16. — Garde-manger articulé.

160,063. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Bergmann, représenté par Giese, à Paris, passage Violet (hôtel Violet). — Goblet universel.

160,064. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Grawon et Dupuy (société), à Paris, rue des Blancs-Manteaux, n° 37. — Nouveau système de lustre à miroirs encastrés.

160,065. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Letestu, représenté par Barraud, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système de pompes à faire le vide.

160,066. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Voirin, à Paris, rue Mayet, n° 17. — Perfectionnements aux machines à imprimer.

160,067. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Beraard, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 8. — Système de canalisation générale.

160,068. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Ammon, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouvel appareil qui, employé dans une gare ou station de chemin de fer, permet de reconnaître et de fixer pour l'arrivée et le départ des trains, la position des aiguilles par excentriques de la voie.

160,069. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Sell, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Moulin transportable pouvant être employé comme moteur et comme appareil à traction.

160,070. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Wecker, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements apportés aux appareils employés dans la fabrication du vinaigre.

160,071. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Hermitte, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé de régénération de la lessive alcaline ayant servi au blanchiment ou, en papeterie, au dégraissage de fibres textiles ou à la cuisson des matières premières, servant à la fabrication du papier.

160,072. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Liotard jeune, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Fourneau de chauffage par le gaz.

160,073. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 août 1897) pris, le 2 février 1884, par Hargreaves et Inglis, représentés par Brandon, à Paris, rue Laflitte, n° 1. — Perfectionnements dans les petits moteurs servant à la mise en marche des grandes machines motrices.

160,074. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Mathieu et Dubois, à Paris, boulevard de Charonne, n° 81. — Procédé consistant à désagréger toutes matières végétales par un moyen chimique.

160,075. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Crot, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Utilisation des vinasses de vins par la distillation des vins dans le vide et à basse température, à l'effet d'obtenir ensuite des boissons vinoides hygiéniques.

160,076. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Brudry, représenté par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Système de garniture mobile de rampe d'escalier.

160,077. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Leandoster, représenté par Chassevant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux coustiers de chemins de fer et aux moyens ou appareils servant à fixer les rails.

160,078. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Gandon, représenté par Chassevant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pièces-notes porte-cartes mobile.

160,079. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Billings, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés au procédé de fondre des lingots d'acier, de même qu'aux machines employées dans ce but.

160,080. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Blake et Prior (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de dentelle à plusieurs nuances obtenues par un seul bain de teinture.

160,081. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Coutaret et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau genre de cueillage direct, se composant de deux séries de platines saillantes de formes différentes, applicable à tous genres de métiers rectilignes sans formage à côté ou maille unie et de deux lames de chevalier superposées.

160,082. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Farbwerk Griesheim A. Main Dittler and company (société dite), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de préparation des nouveaux acides sulfoconjugués du benzo-naphtol et leur application à la production de matières colorantes azoïques.

160,083. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Jordan, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil perfectionné de traitement de minerais, principalement pour en extraire le métal précieux et pour concentrer les minerais lourds.

160,084. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; E. Combois et Guesreau (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour le retournage des manchons de cuir et leur emmanchage sur les rouleaux de lithographie.

160,085. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Fougerat, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux petites machines à vapeur.

160,086. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Crost, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans le pavage en bois.

160,087. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Farnion, représenté par Lépinette et Rabilloud, à Lyon, avenue de Saxe, n° 66. — Jonet dit *rameuse mécanique*.

160,088. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1884; Brosseau, Prairie au Duc, à Nantes (Loire-Inférieure). — Malaxeur conique.

160,089. Brevet de quinze ans, 15 janvier 1884; Campistron, rue Fromont, n° 14, à Levallois-Perret (Seine). — Série de porte-couteaux à lames mobiles s'adaptant aux machines à fraiser et remplaçant les fraises de toute espèce.

160,090. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1884; *Badische anilin et Soda fabrick* (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Préparation de matières colorantes de la série rosanilique par condensation des amido-dérivés, alkylés, tertiaires, du benzophénone avec les amines aromatiques secondaires et tertiaires.

160,091. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Saint-Marc, à Bordeaux, boulevard du Tondou. — Machine à sécher et calandrer le linge.

160,092. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884, Brondel, représenté par Brocard, à Lyon, rue Ferrandière, n° 44. — Fabrication de velours frisé sur métiers à tulle *Bobin ou Puscher*.

160,093. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Delogé et Tournier (société), représentée par Brocard, à Lyon, rue Ferrandière, n° 44. — Eclairage au gaz des signaux de gare et application du photoscope avec commutateur fixé au mât.

160,094. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Bellion, rue d'Ivry, n° 21, à Lyon. — Nouvelles dispositions dans la fabrication du velours façonné double et triple pièces, à une ou plusieurs navettes.

160,095. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Arnaud, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Lanternes métalliques embouties et perforées.

160,096. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Givord, place Gensoul, n° 1, à Lyon. — Produits alimentaires dit *pâtes fondantes*.

160,097. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Baboin, représenté par Variot, rue de Constantine, n° 13, à Lyon. — Genre nouveau de cordonnets avec perles dits *cordonnets de la Reine*.

160,098. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Tournade, à Fondettes (Indre-et-Loire). Perfectionnement à la fabrication des zincs pour piles télégraphiques.

160,099. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Paulmier-Chateau, à Langeais (Indre-et-Loire). — Appareil à broyer le chanvre.

160,100. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Reverdy, rue Saint-Éloi, n° 77, à Tours. — Mastic à joint de vapeur dit *mastic du progrès*.

160,101. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Chatelard, à Concarneau (Finistère). — Nouveau procédé relatif à la clôture économique et facile de tout récipient à conserves, exigeant la fermeture hermétique, en même temps qu'il possède l'avantage d'en rendre l'ouverture instantanée.

160,102. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Cassin, à la Réole (Gironde). — Crémaillère nouveau modèle.

160,103. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; manufacture de bas de Paris et construction de métiers mécaniques (société anonyme), représentée par Bardin, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Perfectionnements apportés à la fabrication mécanique des bas fins et aux métiers employés à cet usage.

160,104. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Barthélémy, représenté par Betcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Enveloppe de lettre d'un nouveau système.

160,105. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Hermite, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Transformation, par voie électrique, des chlorures alcalins en alcalis caustiques et en hypochlorite, et application des produits obtenus au blanchiment des matières textiles et en particulier de la pâte à papier.

160,106. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Hermite, représenté par Delage,

à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé de traitement des minerais et des scories de nickel et appareils qui s'y rapportent.

160,107. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Helmers, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer le papier et le carton.

160,108. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Dietrich, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les procédés de traitement des phosphates de fer, de manganèse et d'aluminium, au moyen des chlorures alcalins et alcalino-terreux.

160,109. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Collin et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux forçeps dits à traction normale.

160,110. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Tringham, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les dispositifs employés pour supporter et isoler les conducteurs électriques.

160,111. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Goelen, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bain-vapeur spécialement destiné à la cuisine des troupes.

160,112. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Hainaut, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau rectificateur à esprit, à double et triple épuration.

160,113. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Raclet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de panier porte-bouteilles.

160,114. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Dhont et Bouy, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de garde-trame double pour métiers à tisser duite à duite.

160,115. Brevet de quinze ans, 4 février 1884, Mond, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux fours générateurs de gaz.

160,116. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Deshayes, représenté par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Petit métier à tisser pour l'enseignement et les usages domestiques et industriels.

160,117. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Deshayes, représenté par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode de tissage pour perles.

160,118. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Schwartz et Hoffman, représentés par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à vapeur rotative.

160,119. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; de Kossuth, représenté par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Voiture de chemin de fer avec corridor latéral placé de plein pied avec les compartiments et pourvu d'un parapet muni de portières de service.

160,120. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Ceresa-Costa, représenté par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de labourage mécanique du sol par un moteur qui se déplace en remorquant directement une ou plusieurs charrues.

160,121. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Didout fils, représenté par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de cadre à fermeture invisible pour porte-monnaie, bourses, bagues, etc.

160,122. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Termeau, à Yvré-le-Pôlin (Sarthe). — Pelle circulaire avec douille mobile et séparable destinée surtout à l'usage des terrassements.

160,123. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Deligne, sentier de Roubaix, n° 215, à Tourcoing. — Emploi de la glycérine au bourrage des calfatés autrement dit *presse-toupes*.

160,124. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Herviault, carrefour Casserie, n° 12, à Nantes. — Porte-plume-encrier.

160,125. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Nadal, à Tiers. — Système d'application de goupille à toutes sortes de couteaux.

160,126. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Boyer, à Paris, rue de Madrid, n° 25. — Vêtement hygiénique hydrofuge transsudoral préservant de la pluie, sans empêcher la respiration normale.

160,127. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Adamowicz, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de sonnerie à air, à pression continue, applicable à tout mouvement d'horlogerie, employé comme sonnerie d'appartement.

160,128. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Vadot-Sabstou, à Paris, rue Rochecrouart, n° 67. — Nouveau système de cornets pour papiers à cigarettes faisant jaillir les fumées une à une.

160,129. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; compagnie générale du verre et du cristal trempés, représentée par Lesieur, à Paris, rue de Paradis, n° 17 bis. — Gomme de caoutchouc de piano à pieds.

160,130. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Schlundt, représenté par Marie, à Paris, rue de Rome, n° 48. — Perfectionnements apportés aux armes à feu.

160,131. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Roussel, représenté par Lanier, à Paris, rue de l'Entrepôt, n° 31. — Perfectionnements apportés dans la construction des sommiers hygiéniques à bandes valvées indépendantes et entre-croisées, sous la dénomination de *sommier hygiénique du Docteur*. (Perfectionnements au brevet n° 117,574.)

160,132. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Housen, à Paris, rue de Bagnolot, n° 35. — Ferrure de lit dite *ferrure bijou*.

160,133. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Dumoy, à Paris, rue de Montholon, n° 13. — Nouvel appareil destiné à la vaporisation du goudron, etc.

160,134. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Taylor, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement dans la télégraphie automatique.

160,135. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Taylor, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Récepteur téléphonique.

160,136. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Rieger, représenté par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Appareil à nettoyer et moucher les lampes à pétrole.

160,137. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Hoffmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils pour le séchage des briques, produits céramiques, ciment en pâte, etc.

160,138. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Monnier et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 28. — Appareil avertisseur électrique du niveau de l'eau dans les chaudières à vapeur.

160,139. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Gabriel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 28. — Procédé perfectionné de traitement de la ramie et des plantes textiles de la même famille.

160,140. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1884; Manuel, représenté par Delpey, rue des Tonpiliers, n° 25, à Marseille. — Nouvelle machine à semences pour blés durs et tendres, système Maurel.

160,141. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Rey, rue du Jardin-des-Plantes, n° 42, à Marseille. — Nouvelle enveloppe de lettre scellée indéchirable.

160,142. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Rousset, rue de Rome n° 156, à Marseille. — Permetteur mobile dit *siphon à la main*, pour distribution d'eaux gazeuses, limonades, bières et en général de tous liquides sous pression.

160,143. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; comte de Gnoli, boulevard National, n° 226, à Marseille. — Caisse en zinc pour morts.

160,144. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Tobi, rue Émile-Fourcaud, n° 24, à Bordeaux. — Enduit contre le salpêtre et l'humidité dit *enduit Tobi*.

160,145. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Trevez, à Gonnoecy-le-Grand (Saône-et-Loire). — Caisse-noix moniteur Trevez.

160,146. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Nottelot, rue d'Orléans, n° 222, à Saint-Quentin. — Application d'une force motrice nouvelle.

160,147. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Marc, à Préchac (Gironde). — Système de séchage de bois de pin et autres essences.

160,148. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Flammia, à Osmières (Marne). — Système de pressoir à fûts à commier-chapeau ascendant, à charge tournante-pivotante et à suppression des colonnes ou jenettes.

160,149. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Bertrand, représenté par Fritz Bauer à Relfort. — Disposition nouvelle des broches aux métiers continus à anneaux.

- 160,150. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Pinatel aîné, représenté par Dejeune, rue Saint-Louis, n° 44, à Saint-Etienne. — Basage perfectionné du velours sur des étoffes sur les métiers à double pièces.
- 160,151. (Brevet de cinq ans), 7 février 1884; Buisson, représenté par Masson, rue du Filoir, à Angers. — Agrafe de sûreté devant s'adapter aux pattes d'épaules des uniformes d'officiers.
- 160,152. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Harmand et Lemaître, représentés par Sinequet aîné, rue des Chantiers, n° 8, à Rouen. — Targette à fermeture intérieure et extérieure.
- 160,153. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Jeunehomme et Lapault (société), rue d'Andranes. — Système de trauils de stores.
- 160,154. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1884, Cazalhou (dameiselle), rue Rolland, n° 4, à Bordeaux. — Méthode rationnelle de lecture.
- 160,155. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Drallé, élisant domicile chez le baron d'André, à Saint-Amand, hameau du Moulin-Delleau (Nord). — Système de doubles lottes destinées à permettre l'affinage parfait et le ouillage du verre des fours à bassin.
- 160,156. Brevet de quinze ans, 4 février 1884; Bocquet et Guillel-Marras (société), rue des Franges, n° 9, Besançon. — Système de fabrication de produits de monnaie, or, argent et tous métaux, de toutes formes et de toutes dimensions, obtenues par pression en métal (or, argent ou tout autre métal), frappé debout dans des matrices à parties mobiles.
- 160,157. Brevet de quinze ans, 2 février 1884; Tatia et Dubois, à Paris, rue Lafayette, n° 189. — Nouvelle machine à anesthésies.
- 160,158. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Henrotin, à Darnchery (Ardennes). — Système à faire les cartes automatiquement au métier à filer.
- 160,159. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Joseph, Mané et Gérard frères (société), à Châteauneuf-Breguault (Ardennes). — Procédé de fabrication des serrures de wagons de voyageurs.
- 160,160. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Robin, représenté par Ronset, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 69. — Mélangeur mathématique.
- 160,161. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Kaufmann, représenté par Pagand, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Perfectionnements apportés aux cartes à jeu.
- 160,162. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Roché, représenté par Albert Camille, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système du sous-main livard en combinaison avec un agenda à éphémérides et renseignements divers, applicable ou non à la publicité.
- 160,163. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Cowles, représenté par Brandon, à Paris, rue La Fayette, n° 1. — Perfectionnements dans les conducteurs électriques et dans leur mode de fabrication.
- 160,164. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Fresco, représenté par Brandon, à Paris, rue La Fayette, n° 1. — Perfectionnements dans les aiguilles, ainsi que dans leur fabrication en vue de ces perfectionnements.
- 160,165. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Böttcher, représenté par Barbe, à Paris, boulevard Voltaire, n° 156. — Mécanisme servant à transformer un mouvement rectiligne et de va-et-vient en un mouvement rotatoire ou vice versa, sans perte de force et sans point mort.
- 160,166. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Boncart, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux moteurs ou moteurs de métiers à filer continus à anneaux.
- 160,167. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Sutcliffe, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil perfectionné pour la commande des machines dynamo-électriques.
- 160,168. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Gorden, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils servant à répandre de l'eau sur les eaux agitées des mers, lacs, fleuves, etc., au vue de les calmer ou d'en réduire la force.
- 160,169. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Leder, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication de l'alcool et des solutions alcooliques des matières colorantes et aromatiques.
- 160,170. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Gorden, représenté par Thirion, à

Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils servant à répandre de l'huile sur les flots agités de la mer, des lacs, des fleuves, etc., en vue de les calmer ou d'en modérer la force, et applications de ses perfectionnements aux engins de guerre explosibles.

160,171. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Bock et van Gestel, représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles n° 15. — Lampe électrique portative à incandescence.

160,172. Brevet de quinze ans, 6 février 1884, Boursier fils, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Ecusson pour salle de bains.

160,173. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Webber, représenté par Matray. Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans la construction des toitures.

160,174. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Soccard, à Paris, rue d'Alésia, n° 127. — Pompe appliquée à la charcuterie pour la salaison des viandes de porc.

160,175. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Dahl, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour l'obtention de cellulose hors du bois ou d'autres matières végétales.

160,176. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Vertongen et Harmegnies (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de câbles plats métalliques.

160,177. Brevet de quinze ans, 7 février 1884, Charron, à Paris, rue Saint-Maur, n° 142. — Coulisseau avec monture-ressort à lames mobiles en acier trempé, permettant de supprimer le barillet avec ressort à boudin des modèles existants, et équerre à angle droit ne faisant subir aucune perte dans le tirage du fil.

160,178. Brevet de quinze ans, 7 février 1884, Petit, à Paris, boulevard Bourdon, n° 37. — Nouvelle pompe dite turbine élévatrice.

160,179. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Crowley, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les boucles et leur application à la suspension des étriers et autres articles.

160,180. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Désmorest, représenté par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Nouvel appareil carburateur.

160,181. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Vogt, représenté par Brice Thomas, à Paris, boulevard Haussmann, n° 135. — Armature à levier montée sur un porte-lame d'éventail et destinée à la manœuvre des capotages de toutes sortes de voitures, notamment des landaus et landaulets.

160,182. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Warnerke, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Perfectionnements aux obturateurs pour la photographie.

160,183. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Morel, représenté par Rigot, à Paris, rue de Mézières, n° 6. — Procédé d'impression permettant de reporter sur verre, porcelaine, bois, tôle, cuir, etc, toute impression en noir et en couleur sans l'emploi d'aucune mixture grasse ou de vernis ou de colles animales.

160,184. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Fleury, représenté par Vée, à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 24. — Application des eaux gazeuses artificielles à l'hydrothérapie.

160,185. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Gilliaux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mode de réunion des maillons de bijouterie dit *emmaillement libre par emboîtement*.

160,186. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Sadée et Schneider, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de traitement des matières ligneuses ou de la cellulose, afin de les rendre propres à la fabrication d'objets pour l'architecture et autres applications.

160,187. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; de Martino et Mennons, représentés par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Composé anti-incrustant et préservateur pour chaudières à vapeur, etc.

160,188. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Lesieur, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Chandelier-bougeoir à usage multiple.

160,189. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; J. Casse et fils (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans le montage des métiers à tulle pour la fabrication de la guipure avec fond genre mousseline et de la guipure d'art mécanique.

- 190,190. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Gresland, représenté par Armen-
jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 13. — Genre de mèche combinée
mèche parisienne.
- 190,191. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Carbonnel, à Paris, rue Saint-Maur,
17. — Système de grilles à barreaux incombustibles.
- 190,192. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Fontenilles, à Paris, boulevard Ri-
and-Lenoir, n° 117. — Nouvelle méthode de bonification et de concentration des
et autres liquides alcooliques au moyen du vide et du froid.
- 190,193. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Mac Lewee, représenté par Her-
et, à Paris, rue Lafayette, n° 123. — Système perfectionné de suspension des
pes.
- 190,194. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Lefèvre (les sieurs), représentés par
ault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Jouet d'enfant dit bateau cen-
ge.
- 190,195. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Colinet et Pianos, représentés par
ge, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Boîte à conserves.
- 190,196. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Lallier et Octrue (société), repré-
té par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux
chaux de chauffage par le gaz.
- 190,197. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Wiessner, représenté par Schu-
à Paris, rue de Dunkerque, n° 13. — Nouveau modèle de gant dit gant Mar-
te.
- 190,198. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Nahan, représenté par Blétry
es, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Reflecteurs de jour inaltérables
moyens propres à leur fabrication.
- 190,199. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Lemoine et Codron, représentés par
manga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux filtres-
men.
- 190,200. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Larmanjat, représenté par Chasse-
et, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés
de la fabrication des carreaux mosaïques moulés.
- 190,201. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Hochgesand, représenté par Chasse-
et, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de graisseur automatique.
- 190,202. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Toulet, représenté par Chasse-
et, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Compteur automatique pour bil-
li.
- 190,203. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Droux, à Paris, rue Lafitte, n° 5. —
nouveau système de décomposition des matières grasses neutres en acides gras et en
gérine, dit système de saponification moléculaire.
- 190,204. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Renard (M^{re}), à Paris, rue Saint-
lure, n° 5. — Lampe-fourneau.
- 190,205. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Senior, représenté par Bonneville,
Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Modifications apportées aux appareils pour
boucher, à l'aide de bouchons ou toute autre substance employée pour boucher, les
bouteilles, bocaux et autres vases.
- 190,206. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Bright, représenté par Dufrené, à
Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Perfectionnement dans les machines dynamo-élec-
triques et électro-motrices.
- 190,207. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Wastfield, représenté par Bois-
et, à Paris, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 83 bis. — Perfectionnements applica-
bles à l'utilisation des mélanges explosibles.
- 190,208. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Carmien, rue de l'Église, n° 2, à
Paris (Seine). — Nouveau système d'appareil pour la gazéification des essences miné-
rales pour chauffage et éclairage.
- 190,209. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Blamires, représenté par Gudman
et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans
les métiers à tisser.
- 190,210. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Bonnefin, à Paris, boulevard Hauss-
mann, n° 134. — Appareils séparateurs, épurateurs, désécateurs, décauteurs, prépa-
rateurs et concentrateurs à volonté, applicables à de nombreuses industries et à des
opérations d'échauffement et de refroidissement lent ou rapide.
- 190,211. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Gozzarino et Lotineaux, à Paris,

impeuse Ménémontant, n° 7 ter. — Système de tampeau accessible au griseu, à l'usage des mineurs.

160,212. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Hartung, représenté par Beaudou, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Mécanisme destiné à diriger horizontalement les aréostats au moyen d'arbres mobiles portant des hélices pouvant servir de gouvernails, agissant simultanément dans différentes directions, et commande reliant les arbres à hélice aux appareils moteurs et régularisateurs, commande obtenue par le montage particulier des arbres.

160,213. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Cassel, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareils propres à la séparation et au traitement des métaux et à leur extraction des minerais, mattes ou autres substances qui en contiennent, par électrolyse.

160,214. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Trebach, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareils propres à l'extraction directe du suc contenu dans les matières sancharifères brutes.

160,215. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Albert, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des instruments de musique.

160,216. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Brossard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux procédés de teinture en noir applicables aux matières de toutes sortes, susceptibles d'être teintées, et notamment à la teinture des plumes.

160,217. Brevet de quinze ans, 9 février 1884; Christ, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bequille double à versou fixe pour serrures b-c-d-cane.

160,218. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Lamarque-Darand, quin de l'Étiopie, n° 14, à Blois. — Coulisso de lit.

160,219. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Maillet, représenté par Delorme, rue Virille-Monnaie, n° 9, à Lyon. — Perfectionnements à la fabrication du talc-dentelle.

160,220. Brevet de quinze ans, 5 février 1884; Gonon, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau produit employé comme mordant ou comme charge dans la teinture des soies.

160,221. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Bérard et Gros, rue Trombet, n° 71, à Lyon. — Méier mécanique destiné à fabriquer la toile métallique.

160,222. Brevet de quinze ans, 7 février 1884; Charles Vignet, ses fils et compagnie (société), représentée par Brocard, rue Ferandière, n° 44, à Lyon. — Application nouvelle dans les apprêts pour le calandrage à froid ou à chaud des tissus, et spécialement des satins, soie et coton, de cylindres de calendres rayés, permettant de modifier et de changer l'aspect et les propriétés de ces tissus.

160,223. Brevet de quinze ans, 8 février 1884; Rollin, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Procédé d'emboussage mécanique pour masses en cuivre et objets analogues.

160,224. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Glatigny, quin de Venise, n° 16, à Lyon. — Compteur-doseur de liquides.

160,225. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Quillon, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Ensemble de procédés mécaniques servant à la confection des vêtements sur mesures.

160,226. Brevet de quinze ans, 9 février 1883; Sanderens, rue de la Fonderie, n° 51, à Toulouse. — Appareil nouveau pour le chauffage rapide des vins.

160,227. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Lesauze, place du Rivage, à Sedan. — Outil à repasser les rasoirs dit bois d'Alger.

160,228. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Adams, représenté par Sinaquet, avenue des Chantiers, n° 8, à Rouen. — Régulateur de secteur à froid et chauffage, applicable aux renvidents de tous systèmes.

160,229. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Jouffreau et Salgues, à Albi. — Tire-ligne à pointiller, système Jouffreau-Salgues.

160,230. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Treillard et Maury, à Tournon (Dordogne). — Linothèque en fer creux.

160,231. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Séguin, à Arcis-sur-Aube. — Vis de lit dite vis articulées et mobile.

160,232. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Campistron, rue Fromont, n° 14.

à Lavallois-Perret (Seine). — Disposition nouvelle applicable aux machines à fraiser horizontales et permettant d'y produire des fraisages hélicoïdaux.

160,233. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Chatelain (M^{re}), à Paris, rue des Trois-Couronnes, n° 41. — Système de tiges à ressort contrepoisés pour suspension d'appareils d'éclairage au gaz et à l'huile.

160,234. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Bloy, à Paris, rue Vaneau, n° 70. — Mixte parlante à sonnerie acoustical.

160,235. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Barat, à Paris, rue Saint-Jacques, n° 350. — Robinet double plan incliné avec ressort équilibrant.

160,236. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Weber, à Paris, boulevard Voltaire, n° 63. — Instrument dit : *le Manchew*, à système de rotation, destiné à soulever les bouillottes des lampes à pétrole et à essences minérales.

160,237. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Huth, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans la préparation de composés de caoutchouc, gutta-percha et autres matières analogues.

160,238. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Moreaux, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux rhéostats d'ateliers pour peintres.

160,239. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Michéa, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 8. — Emploi complet de l'indican des indigènes et de ses dérivés à la formation de l'indigo bleu par l'aide de l'ammoniaque et autres alcalis de l'oxygène.

160,240. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Bernard, représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Nouvel appareil avertisseur à détermination contre les effractions, applicable aux serrures, portes, fenêtres, etc., dit verrou d'alarme à explosion inoffensive.

160,241. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Fleury, à Paris, rue Chapon, n° 48. — Système de fermeture de sûreté pour boutons d'oreilles.

160,242. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Nicholson, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'utilisation économique des combustibles dans la fabrication du coke, le traitement des minéraux et l'utilisation des gaz et sous-produits.

160,243. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Yvard, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tubes tissés en une seule pièce pour rouleaux de métiers à filer.

160,244. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Duroy de Bruignon, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements à la construction des hélices propulsives.

160,245. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Groll, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Méthode et appareil servant à monter les perles pour le coupage.

160,246. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Dyer, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux producteurs de circuits électriques.

160,247. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Piet et compagnie (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Disposition de tamis dit *de sécurité à arrêt continu*.

160,248. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Collinet-Benoist, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Cuve de réduction de l'indigo bleu noir bleu.

160,249. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Chapuis, représenté par Albert Cohen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de frein à ressort, applicable aux voitures de chemins de fer, omnibus, tramways, voitures de commerce, etc.

160,250. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Lopley, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvel appareil d'osmose conçu sous le nom d'osmogène à vapeur à triple effet, à osmose simple ou multiple, produisant simultanément la séparation des matières salines, l'évaporation des liquides osmosés et l'évaporation des eaux d'osmose.

160,251. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; compagnie parisienne de couleurs d'aniline (société anonyme), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Production d'oxypyrazoles.

- 160,252. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Poustaye, rue Toselli, n° 13, à Nice. — Pétrin portatif de campagne de la contenance normale de deux cents rations.
- 160,253. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Bonfante et Maisonneuve, rue Gresset, n° 3, à Nantes. — Accumulateur électrique.
- 160,254. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Codvelle, à Armentières (Nord). — Transport des marchandises sur rails dans les villes, système Codvelle.
- 160,255. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Vresse et Lantoine (société), rue des Carmes, n° 36, à Cambrai. — Machine dite *scie-casso*ir de sucre blanc raffiné.
- 160,256. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Cardon, représenté par Bygodt, rue de Palikao, n° 70, à Lille. — Machine à préparer les textiles pour la filature.
- 160,257. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Maury, à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 22. — Application au petit bronze fantaisie de feuilles bégonia, anthurium, géranium, caladium et autres arbustes en cuivre ou tout autre métal émaillé ou peint, imitant le naturel doré, argenté, nickelé, etc.
- 160,258. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Blachier jeune, édisant domicile chez le sieur Brumer, à Paris, rue de l'Université, n° 36. — Nouveau guindre-tavelle,
- 160,259. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Roussel, à Paris, rue du Bac, n° 142. — Echelle de sauvetage instantanée pour secours en cas d'incendie.
- 160,260. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Gaidon, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 74. — Perfectionnements dans la fabrication des pianos.
- 160,261. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Ardisson, représenté par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Application de la cristallisation aux arts et à l'industrie.
- 160,262. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Linden, représenté par Boettcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Procédé perfectionné pour l'utilisation du houblon.
- 160,263. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Fronty, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau genre de feutre sans fin à l'usage des fabricants de papier.
- 160,264. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Bar, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Composition d'un savon lessiviel pour le blanchissage et le coulage du linge en général.
- 160,265. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Magowan, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux tubes flexibles ou tuyaux pour freins à air et autres applications.
- 160,266. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Herberts, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé et appareil pour fabriquer le sel Glauber et l'acide carbonique au moyen du sulfate acide ou bisulfate de soude.
- 160,267. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Delamarre-Deboutteville et Malandrin, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Moteur à gaz perfectionné et ses applications.
- 160,268. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Menier, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système de plaque tournante sans chiens d'arrêt.
- 160,269. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Hoffmann, à Paris, rue Saint-Maur, n° 114. — Nouveau système de busc à double charnière pour corset de femme.
- 160,270. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Gretsich, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fume-cigare latéral.
- 160,271. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Brauer et de Jean représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de raccord pour tuyaux, à jonction hermétique et pose instantanée.
- 160,272. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Hébert, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux forges portatives du système Hébert.
- 160,273. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Pifre, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de production de la force motrice pour tous genres d'embarcations à vapeur maritimes et fluviales.
- 160,274. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Allen, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux roues des voitures de chemins de fer et autres véhicules.
- 160,275. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Astorgis, représenté par Thirion,

- Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de régulateur-modérateur en métal flexible pour bouches de chaleur, etc.
- 160,276. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Smith, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux poulies distantes à une ou plusieurs gorges.
- 160,277. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Purvis, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à vider les sacs de papier.
- 160,278. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Waterman, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines dites à fontaine.
- 160,279. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Graves (M^{lle}), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Composition destinée à protéger les plantes et les semences contre les attaques des insectes et autres vermines.
- 160,280. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Mond, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la production de l'azote à partir des matières goudroneuses des gaz combustibles par la combustion de houille ou d'autres combustibles nitrogènes.
- 160,281. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Friedrich et Jaffé, représentés par Thirion, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Modifications aux moteurs à vapeur.
- 160,282. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Holding, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les foudres.
- 160,283. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Laffont, représenté par Chasseigne, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de robinet flotteur réglant automatiquement l'alimentation des réservoirs.
- 160,284. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Jolissaint-Vonèche, représenté par Chasseigne, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil trieur pour la séparation de l'oxyde de fer de ses minerais, et pour celle des limailles de fer, de l'acier, etc. et avec les déchets des autres métaux non magnétiques, tels que le cuivre, etc.
- 160,285. Brevet de quinze ans, 6 février 1884; Regis et Deros, rue de la République, n° 8, à Marseille. — Moyen d'appliquer l'emploi de l'évaporation dans le vide à l'industrie de l'extraction des huiles et des graisses par les dissolvants volatils.
- 160,286. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1884; Delavallade, à Écuras (Charente). — Système de siphons intermittents s'amorçant avec le plus mince filet d'eau, tout ayant de très grandes dimensions.
- 160,287. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1884; Guillard, à Macheconil (Loire-Inférieure). — Instruments de fructiculture.
- 160,288. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Féraud (M^{me} veuve), rue de la République, n° 133, à Marseille. — Machine à lame circulaire servant à décroter et à couler les bandes de liège en carré pour la confection des bouchons à bouteilles de toutes les grandeurs.
- 160,289. Brevet de quinze ans, 11 février 1884; Seguin, rue de la République, n° 1, à Marseille. — Cuisinière universelle.
- 160,290. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Bernier, rue du Musée, n° 43, à Marseille. — Application des émaux stannifères sur les fontes de première et de deuxième fusion et sur les fontes malléables.
- 160,291. Brevet de quinze ans, 12 février 1884; Guisol, rue Paradis, n° 2, à Nice. — Système de la marche d'ensemble de plusieurs horloges au moyen de deux circuits à courant électrique transmis par un régulateur, dit système Guisol, à double action composé de déclenchement.
- 160,292. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Bellamy, rue Chicogné, n° 1, à Paris. — Application d'un appareil en caoutchouc sous le pied du cheval entre le sabot et la corne, dit protecteur Bellamy.
- 160,293. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Vinson, représenté par Delorme, à Saint-Louis, n° 14, à Saint-Étienne. — Machine à teindre en pièces les rubans et les étoffes.
- 160,294. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Maussier, à Saint-Galmier (Loire). — Traitement des scories manganésifères des fours Martin et Bessemer, par voie sèche, au moyen du spath fluor.
- 160,295. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Schliwa, représenté par Paul Sée, boulevard de la Liberté, n° 121, à Lille. — Procédé de Thomas et Gilchrist traitant

l'emploi avantageux de minerai de fer et de fer brut, afin de diminuer les déchets, augmenter la force de résistance des bases dans les fours et gagner un dépôt au moyen d'acides phosphoriques solubles dans l'eau.

160,296. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Ruff-1, représenté par Marlet, à Paris, rue de la Mare, n° 7. — Système de pompe aspirante et foulante à double effet, à projection, et produisant les effets du siphon (visible) au moyen de boulets garnis en caoutchouc, sièges en bronze ou en cuivre.

160,297. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Pinel, représenté par Dollage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Verron perfectionné.

160,298. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Piollet-Marie, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de Rogier-Méthies & enveloppe.

160,299. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Rigaux, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de brisure à spatule-pince sans ressort pour pendants et boutons d'oreilles.

160,300. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; compagnie autrichienne de fabrication d'armes de Steyr, dite *Oesterreichische Waffenfabriks-Gesellschaft*, représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les armes à répétition munies d'un magasin-revolver.

160,301. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Carrière, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau lubrificateur automatique.

160,302. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Gumtow, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Pulvérisateur d'eau.

160,303. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Louis Gobiet et Bucher (société), représentée par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil à raboter en avant et en arrière, applicable aux raboteuses pour métaux.

160,304. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Uhlig, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Innovations et perfectionnements dans la construction des pianos à queue, pianos, clavecins et autres instruments de ce genre.

160,305. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Stabenrauch, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine à laver.

160,306. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Ravasse, représenté par Biétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système propre à donner la pression dans les presses à autographier, satiner, gaufrer, etc.

160,307. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Hombert et Henry, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'éparation des gaz d'éclairage et de chauffage.

160,308. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Libby, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux porte-plume.

160,309. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Gentes, représenté par Monmons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Système perfectionné de buste ou conformateur pour l'apprêt des corsets.

160,310. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Loewenfeld, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil transportable pour l'imprégnation des bois.

160,311. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Glénat, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Peigne à rappel élastique pour la fabrication des tissus-plumes.

160,312. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Lafond de Pradel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode de publicité par affiches multiples sur panneaux ambulants.

160,313. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1884; Monanni fils, à Oran. — Imperméabilité du casque en moelle de sureau des Indes.

160,314. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Moninot, à Chaley (Ain). — Traitement par procédé chimique de tous déchets soyeux contenant des matières végétales et sous n'importe quelle forme.

160,315. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; de Résener et Foreau, à Paris, rue Meslay, n° 39. — Nouveau système de fermeture de cravate d'homme.

160,316. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Bernard, à Paris, rue des Petites-

Ecaries, n° 481. — Moyen de contrôle sur l'emploi des correspondances délivrées par les diverses entreprises de transports de voyageurs.

160,317. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Lontin et Furst, représentés par Esblin, à Paris, rue de La Brayère, n° 42. — Nouveau système de générateurs dynamo et magnéto-électriques à courants continus.

160,318. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Commaille, représenté par Dewamin, à Paris, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, n° 11. — Nouveau genre de voiture mécanique, système Commaille.

160,319. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Ouvré, à Paris, rue Cadet, n° 33. — Cercueils en fer et tôle galvanisés, nickelés ou argentés, se montant et se démontant à volonté.

160,320. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Renou, à Paris, rue de Rennes, n° 125. — Agrafe rapide et perpétuelle servant à fixer les bouchons de bouteilles de conserves.

160,321. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Vislatte, rue Lannois, n° 41, à Levallois-Perret (Seine). — Système de monture de scie continue transportable, de un à plusieurs fils et à bâti extensible pour le sciage des pierres de toute nature, marbres, granits, etc.

160,322. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Morris et Wood, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux fourneaux pour chaudières à vapeur, etc.

160,323. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Houy, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Nouveau procédé de fabrication de la montre d'enfant appelée *poussette*.

160,324. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Houy, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Nouveau procédé de fabrication de la montre d'enfant appelée *remontour*.

160,325. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Vaidie, rue Daumesnil, n° 20, à Vincennes. — Composition de gélatine ou colle de peau en dissolution avec des sciures ou poudres de bois, liège et autres, dans des proportions déterminées, dite *composition Vaidie*.

160,326. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Bradford, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication du papier à cigarettes.

160,327. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Pollak, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à imprimer.

160,328. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Lalis, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tension et suspension centrale pour étrépage, vidange, etc.

160,329. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Rouquier, impasse de la Promenade, n° 3, à Béziers. — Instrument pour le greffage de la vigne.

160,330. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Vivier, à Mauville (Charente). — Liquide noir dit *noir liquide Vivier*.

160,331. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Vany frères (société), à Charleville (Ardennes). — Machine à peigner les brosses.

160,332. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Thevenet, rue Sabathé, n° 20, à Bordeaux. — Appareil pour la destruction du phylloxera par l'électricité.

160,333. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Montagne, à Guéret (Creuse). — Tapis d'arrêt à main et automatique pour voies de chemins de fer.

160,334. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Robin, à Paris, rue Chaligny, n° 9. — Nouvelles roues à rayons en lames d'acier.

160,335. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Cahaigne et Canelle, à Paris, rue Saint-Denis, n° 57. — Distillation des métaux volatils et spécialement des vieux sines connus sous le nom de zincs de chiffonniers et de couverture, et appareil destiné à cette distillation.

160,336. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Saget, rue de Paris, n° 129, à Puteaux (Seine). — Machine à tailler les fraises et les engrenages, et à fraiser les contours et les surfaces.

160,337. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Bonnesis, faisant domicile chez la dame Poirier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 56. — Application du déplacement

polaire dans un système d'électro-aimants, à points conséquents, à la construction de machines et d'appareils électro-magnétiques à mouvement rectiligne alternatif.

160,338. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Sayn, à Paris, rue Philippe-Auguste, n° 84. — Nouveau système de fabrication des bouts fermés ou non fermés sur tubes cylindriques, en métal mince ou en toutes autres matières, généralisant l'emploi de ces produits, soit à des enveloppes d'obus, soit à des extrémités des tubes pendentifs pour chaudières, soit pour toutes autres applications.

160,339. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Hattraît, élisant domicile chez le sieur Lavainne, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 27. — Cible à transmission électrique du coup de feu.

160,340. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Avril, à Paris, rue de l'Abbé-Grégoire, n° 29. — Parleur électrique Avril.

160,341. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; comte d'Altemps, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système schédulaire Altemps.

160,342. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Moxhet, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Continu diviseur à rubans métalliques circulaires, applicable aux machines à carder la laine.

160,343. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Burkart, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Perfectionnements aux bondons.

160,344. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Charpin, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application nouvelle de garnitures électriques aux serrures, avertissant de l'introduction d'un instrument autre que la clef véritable.

160,345. Brevet (brevet anglais devant expirer le 13 février 1898) pris, le 15 février 1884, par Nordenfelt, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux fusées de guerre percutantes et à temps.

160,346. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; société anonyme pour la fabrication des hangars et toitures économiques, représentée par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système d'assemblage pour constructions montables et démontables par panneaux, à l'usage des dortoirs, cantines, maisons ouvrières, logements, magasins, entrepôts, écuries, comptoirs ambulants, etc.

160,347. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Vining, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil compteur enregistreur ou indicateur.

160,348. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Kasalovski, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Chaudière à double effet pouvant engendrer des vapeurs à des pressions différentes avec des liquides de même nature ou de nature différente.

160,349. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Walter-Lécuyer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de commande automatique par pression d'eau des appareils à cloche formant réservoirs d'air ou de gaz.

160,350. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Kodl (les sieurs), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Attelage de voitures de chemin de fer se manœuvrant du long côté des voitures.

160,351. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; compagnie des fonderies et forges de Terre-Noire, Lavoulte et Bessèges représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode d'assemblage ou fixation des rails avec les traverses métalliques de tous systèmes.

160,352. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Lyb, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Becs et lampes à l'essence de pétrole perfectionnés.

160,353. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Imbs, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement dans le chauffage des chaudières à vapeur.

160,354. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Lanoelle, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermeture hermétique et ses applications aux récipients à conserves et autres.

160,355. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Sutherland, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans la production et la purification des gaz combustibles ainsi que dans leurs applications.

160,356. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Guasco, rue Sibic, n° 10, à Marseille. — Appareil graisseur automatique destiné au graissage de toute machine sans distinction.

160,357. Brevet de quinze ans, 14 février 1884; Mathieu, curé à Saint-Julien (Haute-Garonne). — Anneau circulaire demi-cylindrique réduisant à un millimètre le frottement cause de la résistance.

160,358. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Bousquet, rue Latérale Raymond IV, n° 2, à Toulouse. — Garniture de guéridon.

160,359. Brevet de quinze ans, 15 février 1884, de Calmels, à Carbonne (Haute-Garonne). — Charrue double à versoir mobile.

160,360. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Vallery, à Yvetot. — Déchaussoir dit *déchaussoir Vallery*.

160,361. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Moulard, rue de Jérusalem, n° 12, à Tours. — Nouveau système de poinçonneuse.

160,362. Brevet de quinze ans, 16 février 1884, Daunay-Guédon, à Mosnes (Indre-et-Loire). — Charrue à déchausser la vigne.

160,363. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Lecat et Decock, rue Pauvrée, n° 26, à Roubaix. — Appareil avertisseur automatique actionnant par dilatation une sonnerie électrique annonçant la température de n'importe quel bain de 35 à 100 degrés.

160,364. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Leviandier (M^{re}), représentée par Farinaux, à Lille. — Filtre-pressé à lavage méthodique et absolu des tourteaux, double et alternatif.

160,365. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Méhu, à Saint-Malo-sur-le-Sillon (Ille-et-Vilaine). — Toupie perfectionnée par suite de la table à rainure et de la forme à gonjon à tête, pour la fabrication des galoches, etc.

160,366. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Rocaché, à Paris, rue Saint-Antoine, n° 236. — Robinet à deux débits très différents pour réservoirs à siphon automatique.

160,367. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Enser jeune, représenté par Bonnet, à Paris, quai de la Tournelle, n° 23. — Tuyère universelle à registre régulateur, fermeture hermétique à calotte mobile.

160,368. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Westmeyer, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Véria à rails pour la superstructure des voies de chemins de fer.

160,369. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Neumann, représenté par Gudmann et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouveau procédé pour fabriquer des tubes et des récipients cylindriques à parois minces pouvant supporter une très forte pression.

160,370. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Bocuze, à Paris, rue du Rocher, n° 101. — Balayeuse mécanique fonctionnant à bras d'hommes pour nettoyer les chaussées de toute nature.

160,371. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Toulet fils, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Indicateur électrique des niveaux de tous liquides.

160,372. Brevet de quinze ans 16 février 1884; Pruvot, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien n° 45. — Nettoyeur de grains à brosse métallique horizontale centrifuge.

160,373. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Paulin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil d'éclairage portatif dit *casque à mèche perfectionné*.

160,374. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Kleemann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de purification des sucres de canne, sirops et autres liquides par le lignite et la tourbe.

160,375. Brevet de quinze ans, 16 février 1884, Étienne, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Support pour service à découper, applicable aux couverts.

160,376. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; de Redon, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Rappel magnétique du ressort de contact, applicable aux appareils électriques et aux sonneries.

160,377. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Munk, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des soies artificielles pour brosses, pinceaux et autres destinations.

160,378. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Gambéro, représenté par Armeugaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Frein à ruban hélicoïdal élastique pour machines et véhicules.

160,379. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Waltrand et Delattre, représentés par Armeugaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil convertisseur simplifié pour la fabrication de la fonte et de l'acier.

160,380. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Galté, représenté par Armeugaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les sommiers élastiques.

160,381. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Dietrich, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les mécanismes à bascule.

160,382. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Letaffe frères et le sieur Walbère (société), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machine à fabriquer automatiquement le point d'Orient pour tapis.

160,383. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Montain et Avenati, représentés par Variot, rue de Constantine, n° 13, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux cannetières à défilier sans torsion et aures.

160,384. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Allié, représenté par Lépinette et Rabiloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Appareil carburateur pour la production du gaz d'éclairage dit carburateur Allié.

160,385. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Vidal-Bonnafous, rue de la Préfecture, n° 87, à Carcassonne. — Fabrication d'une voiture dite *Ladiston*.

160,386. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Jourdain, représenté par Lépinette et Rabiloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux abat-jour.

160,387. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Guyot, représenté par Lépinette et Rabiloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle combinaison alphabétique ou chiffre, applicable aux serrures de sûreté.

160,388. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Falcot, Mairet et compagnie (société), chemin Saint-Rambert, à Lyon. — Nouvelle monture en fer pour banc de promenade ou de jardin.

160,389. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Buisson, ébéniste domicilié chez le sieur Charpillon, rue Désirée, n° 4, à Lyon. — Nouvelle machine à tréfiler les traits culvres, en argent, etc. etc.

160,390. Brevet de quinze ans, 19 février 1884, Gallet, rue Saint-Yves, n° 46, à Brest. — Pendule à réveilmatin électrique.

160,391. Brevet de quinze ans, 20 février 1884; Métailler, à Voyages (Hautes-Alpes). — Engrais insecticide Métailler pour détruire le phylloxera.

160,392. Brevet de quinze ans, 20 février 1884; Huet, à Iville (Eure). — Nouveau système de banc-table à pupitres et sièges isolés, avec base continue, dit *banc-table à gradins*.

160,393. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Minière, à Paris, quai de Volmy, n° 21. — Parapluies se fermant d'une seule main et restant fermés.

160,394. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Gilbert, représenté par Dufoué, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Perfectionnements dans les armes à feu et dans l'artillerie.

160,395. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Milsire (M^{re}), à Paris, avenue de Clichy, n° 99. — Système de régulateur automatique à ouverture à la fois angulaire et bise sur le plan incliné des parois internes mobiles ou non mobiles du corps du régulateur employé à l'écoulement variable à volonté des fluides en général, et appliqué à l'éclairage et à un brûleur quelconque à gaz.

160,396. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Elser jeune, représenté par Bonnet, à Paris, quai de la Tournelle, n° 23. — Transmission du mouvement de branloire dans les foyers portatifs.

160,397. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Postel et Point (société), représentée par Delago, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système perfectionné de manchonnage des baleines en corne.

160,398. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Anceau, à Paris, rue Saussure, n° 71. — Fourneau pour établissements avec production économique d'eau chaude.

160,399. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; B. Mazoyer, J. Balme et compagnie (société), représentée par Bléry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. —

Machine à écorcer et à écaler les fruits employés à la fabrication des boutons et des perles à chapelets.

160,400. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Goetjes, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouveau filtre-pressé à fonctionnement continu.

160,401. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Hebler, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Étui métallique en deux parties pour la charge à poudre comprimée.

160,402. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Émard, représenté par Goy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Nouveau sommier dit *sommier à bœuf* suspendu.

160,403. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; baron de Feckershamb Kroppen, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'étui contenant à la fois un aliment solide et une boisson, dit *express-collation*.

160,404. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Mare, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil mesureur des distances, dit *stadimètre Mare*.

160,405. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; E. Jacques et Tostain (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de sautoir inversable à ouverture et fermeture automatique.

160,406. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Richard frères (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de plateforme mobile, simple ou multiple, applicable à tous genres de jouets montés sur roues.

160,407. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Schlickeyson, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouvelles tuiles lisses ou à arêtes et nouvel appareil pour couper ces tuiles et leur donner la forme voulue.

160,408. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Outrequin, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de blutage de la farine.

160,409. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Collignon, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Inciseur annulaire pour la vigne et arbres fruitiers.

160,410. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Toffin, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux machines à passer les cartons Jacquart pour métiers à tulle.

160,411. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Deveridge, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés au traitement, par voie humide, des minerais et autres substances renfermant de l'antimoine.

160,412. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Ditté, représenté par Courbot, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de moteur rotatif à cylindres courbes et à pistons éboca.

160,413. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Sival La Serve et Davénière, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé simplifié de fabrication sur les métiers à tulle.

160,414. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Trucman, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la construction des appareils pour régulariser ou régler l'écoulement de la vapeur ou autres fluides des liquides, substances semi-liquides ou plastiques.

160,415. Brevet de quinze ans, 18 février 1884; Thorm, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux machines dynamo-électriques et magnéto-électriques.

160,416. Brevet de quinze ans, 20 février 1884; Delos Bridelance, faubourg Saint-Sauveur, à Arras. — Fabrication des étendelles en poils de chèvre, à l'usage des fabriques d'huiles de graines.

160,417. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Offagnier fils, rue de Strasbourg, n° 17, à Grenoble. — Fabrication de toutes espèces de broseries avec des fibres de coco.

160,418. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Garreau, place Notre-Dame, à Mortagne (Orne). — Nouveau canon de fusils de chasse.

160,419. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1884; Dazin frères, représentés par breuil, à Roubaix. — Procédés de réfrigération.

160,420. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Reinneville, à Ay (Marne). — Manche de hoyau à douille et à gorge-lame à coulisse.

160,421. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Ricour et Desdoutis, le premier, boulevard Béranger, n° 104, et le deuxième, rue Jamoron, n° 18, à Tours. — Application aux trains de vitesse de dispositions spéciales ayant pour but d'augmenter le rendement en travail utile des machines locomotives par la diminution de la résistance de l'air.

160,422. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; de Combettes, à Paris, rue de Bondy, n° 82. — Nouveau système de bornes à ressort pour attaches de fils électriques.

160,423. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Mouchel, à Paris, rue de Commines, n° 10. — Protection des fils de bronze employés en télégraphie et en téléphonie, par application d'une couche superficielle d'un autre métal.

160,424. Brevet de quinze ans, 15 février 1884; Culp, représenté par Boettcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Étalage tournant perfectionné.

160,425. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Renoir, à Paris, rue des Capucines, n° 22. — Compteur-distributeur d'eau mesurant exactement une quantité d'eau déterminée dans un temps donné.

160,426. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Brush, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les substances servant à lubrifier les moules métalliques.

160,427. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Brush, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les appareils servant à extraire des moules les pièces coulées.

160,428. Brevet (brevet anglais devant expirer le 13 février 1898) pris, le 19 février 1884, par King et Godfrey, représentés par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Méthode perfectionnée pour fiter les coins ou clavettes en bois dans les coussinets des rails sur les voies ferrées.

160,429. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Wilson, Ambler et Marshall, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé perfectionné ou moyen propre à l'extraction du tannin ou de l'acide tannique des noix Mabaalum et autres produits végétaux.

160,430. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Duperray (M^{re}), rue de la Fabrique, n° 18, à Glichy-la-Garenne (Seine). — Machine à battre les tapis.

160,431. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Floyd, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les véhicules connus sous le nom de cab ou cabriolet Hansom.

160,432. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Rosenthal, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de préparation d'un ciment exempt de gerçures, surtout applicable à la fabrication des pierres lithographiques.

160,433. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Brush, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la méthode de couler les plaques devant servir d'éléments dans les batteries secondaires et dans les appareils devant servir à cet usage.

160,434. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Haarmann, représenté par Barault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Superstructure de chemin de fer portatif, système Haarmann.

160,435. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Réal, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Fabrication de linoleum-granit à dessins inaltérables, sans odeur et incassable.

160,436. Brevet (brevet anglais devant expirer le 20 août 1897) pris, le 19 février 1884, par Copeman, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements dans la construction et l'équipement des sièges de navires et autres sièges, en vue de les rendre propres à servir de bouées ou de radeaux de sauvetage.

160,437. Brevet (brevet anglais devant expirer le 18 février 1898) pris, le 19 février 1884, par Rust, représenté par Brandon, à Paris, rue Laflitte, n° 1. — Perfectionnements dans les machines à carder et à filer.

160,438. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Clark, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans l'extraction du cobalt, du nickel et du manganèse de leurs minerais.

160,439. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Clark, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans l'extraction du nickel de ses minerais.

160,440. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Hyatt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour le filtrage des liquides.

160,441. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Atkinson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils employés pour transporter et exposer les plaques ou pellicules photographiques sensibilisées.

160,442. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Pommeraye et Fournier, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil de défécation et de carbonatation en utilisant les gaz ammoniacaux contenus dans les jus de betteraves et autres.

160,443. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; les fils de Pengeot frères (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de moulin-poisvière.

160,444. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Broisat, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour rendre inaltérables les fleurs artificielles et autres articles, et produit nouveau résultant de l'application de ce procédé.

160,445. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Toiray, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'encrier à récipients multiples indépendants.

160,446. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Ropp, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pipe en bois à réservoir tournant dite pipe en escargot.

160,447. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; de Baillet et Bobinski, représentés par Jassein, à Périgueux. — Instrument dit *houe sulfureuse*.

160,448. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Pérés, rue Cancera, n° 35, à Bordeaux. — Composition dite *désincrustant Pérés*.

160,449. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Chaput-Pruneyre, à Thiers. — Système de montage de couteau par l'application d'une nouvelle virole.

160,450. Brevet de quinze ans, 23 février 1884; Falconnet, à Saint-Nazaire-en-Royans (Drôme). — Nouvel instrument agricole dit *bêche-levier*.

160,451. Brevet de quinze ans, 20 février 1884; Gros, à Mauléon (Basses-Pyrénées). — Système de signaux automatiques destinés à prévenir les collisions sur les chemins de fer.

160,452. Brevet de quinze ans, 20 février 1884; Chicandard, à Paris, rue Marie-Louise, n° 10. — Nouveau système de publicité sur jeux de loto, boîtes et accessoires.

160,453. Brevet de quinze ans, 20 février 1884; Enfer jeune, représenté par Bonnet, à Paris, quai de la Tournelle, n° 23. — Soufflerie à cylindres concentriques pour forges fixes ou portatives.

160,454. Brevet de quinze ans, 20 février 1884; Bennès, à Paris, rue Barbette, n° 13. — Procédé de moulage de pièces en ciment ou en plâtre par des moules de caoutchouc.

160,455. Brevet de quinze ans, 20 février 1884; Héricé, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux boutons à patin amovible pour manchettes, agrafes de vêtements, etc.

160,456. Brevet de quinze ans, 20 février 1884; Druelle, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé d'extraction de sucre des sirops d'égout de premier et deuxième jet dans la fabrication du sucre de betterave par des cuites en grain successives.

160,457. Brevet de quinze ans, 20 février 1884; Defay, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Magenta, n° 23. — Application du tissu-tricot dit Jersey à la confection des corsets.

160,458. Brevet de quinze ans, 20 février 1884; Chevalier et Graillot, représentés

par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de porte-crochettes.

160,459. Brevet de quinze ans, 20 février 1884; Affin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 11. — Machine perfectionnée pour la fabrication des clous de fer à cheval et autres.

160,460. Brevet de quinze ans, 20 février 1884; Cl. Milinaire frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme perfectionné pour l'ouverture et la fermeture des châssis-tabatières et autres.

160,461. Brevet de quinze ans, 20 février 1884; Deschamps, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil enregistreur des variations de vitesse dans les machines de toutes sortes.

160,462. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Bernard, à Plassac (Charente). — Charrue tourne-orilles.

160,463. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Serre, à Givors (Rhône). — Différents systèmes de fûts et de crensets servant à recouvrir le fer, par voie sèche, des différents métaux et de leurs alliages plus fusibles que lui et capables de s'unir à lui.

160,464. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Favonier, rue Henri IV, n° 14, à Lyon. — Nouveau procédé pour exploiter à simple navette les câbles inclinés à traction funiculaire et réaliser une rigoureuse compensation du poids mort du train montant et descendant successivement, quelles que soient les variations de pente du plan incliné.

160,465. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Gilonna, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Nouveau tour à poulies d'entraînement et de renvoi pour boulonnerie et petites industries.

160,466. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Lepoutre-Pollet, représenté par Dubrenil, à Roubaix. — Nouveau genre de tissus.

160,467. Brevet de quinze ans, 23 février 1884; Le Métayer et Genevière, rue Saint-Vincent-de-Paul, n° 87, à Bordeaux. — Production, confection et vente d'un nouveau système d'incrustation de cadres mosaïques ou pavés artificiels.

160,468. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Guenet, représenté par Lanier, à Paris, rue de l'Entrepôt, n° 31. — Nouvelle soupape de sûreté à double siège, dite du système Guenet.

160,469. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Julien et Dronier, représentés par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Nouveau métal blanc malléable.

160,470. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Julien et Dronier, représentés par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Procédé et outils pour restreindre les tubes cristallins.

160,471. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Couturier, rue Poceaud, n° 15, à Levallois-Perret (Seine). — Rensort fermé-partes.

160,472. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Arbouzeau (M^{re}), à Paris, rue de Belleville, n° 45. — Brosse rotative perfectionnée pour tapis, parquets, etc.

160,473. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Madiou fils, à Paris, rue Godaïne, n° 28. — Composition pouvant se mouler à chaud et imitant la sculpture, le tourage et les moulures en toute espèce de bois veinés, selon la nature de chaque, ainsi que les finesses d'art, marbres et tout ce qui concerne l'ameublement, la décoration d'appartement et d'objets d'art et de fantaisie.

160,474. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Runkel, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Nouveau système de pavage.

160,475. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Pinot, représenté par Pages et Joubert, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Système de machines à régler, avec plumes et disques marchant ensemble ou séparément.

160,476. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Butek et Fischer, représentés par Baner et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine pour la fabrication, au moyen de pressage, des rivets, chevilles, goujons, boulons, tire-fonds, clous à crochets, etc.

160,477. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Tétard, Latné et Rupp (société), représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de fabrication d'un nouveau genre de tissu dit point lié, imitant le point noué ou tissu oriental.

160,478. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Chauvhet et Petitier (société), repré-

7. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 31. — Perfectionnements dans la fabrication des lampes dites à coulisse, destinées aux lanternes de voitures.
8. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Cordier-Pinel, représenté par Blé-
s, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil extincteur des bougies
les.
9. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Maynard, représenté par Chasse-
ris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'élevateurs.
10. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Goulley, représenté par Chasse-
ris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pavage en bois imputres-
cible.
11. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Holmes, Emmens et Burke, re-
présenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système per-
mettant l'utilisation des liqueurs électrolytiques y
12. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Gardner, représenté par Armen-
s, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les
anon.
13. Brevet de quinze ans, 20 février 1884; société anonyme des parfums na-
cannes, représentée par Delpy, rue des Templiers, n° 25, à Marseille. —
à nouvelle de l'emploi du sable à l'extraction des parfums à fleurs par des
14. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Brahic, cours Lafayette, n° 48, à
Billard à bandes mobiles et caoutchouc à double vitesse.
15. Brevet de quinze ans, 23 février 1884; Breuier et compagnie, à Grenoble.
oscillant pour chaux et ciments,
16. Brevet de quinze ans, 25 février 1884; Paas, représenté par Paul Sée,
de la Liberté, n° 121, à Lille. — Perfectionnement au casse-trame des mé-
tier, avec ou sans changement de navette.
17. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Baratte, représenté par Paul Sée,
de la Liberté, n° 121, à Lille. — Rhabillage et réglage des meules de mou-
18. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Pimoy, rue André, n° 24, à Lille.
de chasse-bateaux dans les écluses.
19. Brevet de quinze ans, 23 février 1884; Haloche, quartier de la Chaume,
d'Orléans. — Ouverture perfectionnée et simplifiée des boîtes de conserves
à vis, à rimées ou non, de tous formats, montage intérieur ou extérieur.
20. Brevet de quinze ans, 25 février 1884; Chrétien, rue de Loches, à Bière
(Loire). — Bouteille alimentaire à pression de vapeur.
21. Brevet de quinze ans, 25 février 1884; Fermé des Cheneaux, à Dam-
marie-et-Loire). — Charrue vigneronne à deux versoirs tournant autour de
22. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Winckler, élisant domicile chez le
s, à Paris, rue Chaplat, n° 6. — Métier à tisser nouveau dit *métier à tisser*
magnétique.
23. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Selwyn, représenté par Casa-
Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les foyers à com-
bustible.
24. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Tourtin et compagnie (société), à
de Jarente. — Canne-jauge à coulisse avec ou sans dard.
25. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Bathias, à Paris, rue Montmartre,
Chaussures à semelles, talons et contreforts métalliques.
26. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Scheinert et Nicolai (société), repré-
sant Marray, Schmitzbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. —
pour décanner la levure des bouteilles dans la fabrication des vins, apusseux
(ampagne).
27. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Scola et Ruggieri, à Paris, rue de
n° 67. — Système de détonateurs électriques applicables à la mise à feu
en général et principalement des mines à charbon.
28. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Engel, représenté par Delage, à
de Saint-Sébastien, n° 45. — Fermeture ou agrafe pour gants.
29. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Engel, représenté par Delage, à

Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Bonton de chemise servant en même temps de fermoir pour cravates.

160,501. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Granjon, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau système de robinet à vanne, destiné aux liquides, à la vapeur, à l'air et aux gaz.

160,502. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Malet, Rousseau et Delorme, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Moteurs rotatifs à vapeur.

160,503. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Debarle, à Paris, rue de l'Ourcq, n° 41. — Application du froid artificiel à la destruction des plantes nuisibles, aquatiques et autres.

160,504. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Manil, représenté par Biétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication mécanique des dentures de crémones.

160,505. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Darrasse, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil automatique à condensation, propre à l'élévation des liquides et à l'alimentation des chaudières.

160,506. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; compagnie de Fives-Lille, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de caisson mixte en bois et maçonnerie, destiné à remplacer les caissons métalliques employés pour l'exécution des fondations au moyen de l'air comprimé.

160,507. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Ross, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les piles galvaniques.

160,508. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Maynard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'élevateurs pouvant s'appliquer aux machines à gouverner.

160,509. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Gérard (M^{me} veuve), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de broche-crochet.

160,510. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Finot, Preferanski et Pucel, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de batterie de piles hydro-électriques.

160,511. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Pzibram, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle pile électrique.

160,512. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Goulley, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pavage en bois.

160,513. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Kasalovsky, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les osmogènes.

160,514. Brevet de quinze ans, 22 février 1884; Fox, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans l'outillage servant à la construction de certaines parties des chaudières à vapeur et autres appareils semblables.

160,515. Brevet de quinze ans, 23 février 1884; Espinasse, représenté par Diegeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Filière permettant de fabriquer simultanément un nombre quelconque de tuyaux de drainage, briques, poteries, etc., en égale longueur par l'effet de la jonction desdits, dite *filère à jonction*.

160,516. Brevet de quinze ans, 23 février 1884; Byrne, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans la fabrication des fils métalliques. (Brevet devant expirer le 5 janvier 1898.)

160,517. Brevet de quinze ans, 23 février 1884; Auber, à Paris, rue de la Petite-Pierre, n° 14 et 16. — Nouvel outillage pour la chaussure, accomplissant la fabrication d'un talon, sa jointure à la semelle et le cambrage de cette dernière.

160,518. Brevet de quinze ans, 23 février 1884; Ammann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode de traitement des drèches en vue d'en extraire une substance fibreuse pouvant servir à la fabrication du papier et une substance pouvant être utilisée pour l'alimentation du bétail.

160,519. Brevet de quinze ans, 23 février 1884; Mortimer-Sterling, représenté par Carénou, à Paris, rue Clapeyron, n° 9. — Nouveau système de machine électrodynamique à action directe et immédiate de l'inducteur sur l'induit.

160,520. Brevet de quinze ans, 23 février 1884, Delpoch, représenté par Bardin.

e Mazagan, n° 5. — Nouveau système d'emboutissage horizontal des

revet (brevet anglais devant expirer le 24 août 1897) pris, le 23 février 1884, représenté par la dame Boffard, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 74. — Nouvelle méthode perfectionnée pour former un fond dans les mailles des tissus à jour, et application sur les deux côtés de ce fond d'une couche de métal ou d'autre poudre pour produire un effet d'ornement en un dessin avec les surfaces du tissu.

revet de quinze ans, 23 février 1884; Gilchrist, représenté par Branche Laffitte, n° 1. — Mécanisme perfectionné servant à la fabrication des chemins de fer.

revet de quinze ans, 23 février 1884; Carré, à Paris, rue de Reuilly, n° 10. — Perfectionnements aux machines protectrices d'électricité.

revet de quinze ans, 23 février 1884; Guyot, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil orthopédique contre la déviation vertébrale.

revet de quinze ans, 23 février 1884; Jagenburg et société C. Leverkus, représentés par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Procédé de matières colorantes à base d'anthracène (couleurs d'alizarine et

revet de quinze ans, 23 février 1884; Ferrando, représenté par Chasseboul, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour contenir les objets, etc., emportés ou non.

revet de quinze ans, 23 février 1884; Legrand, représenté par Chasseboul, boulevard de Magenta, n° 11. — Application à la voie portative d'un fer ou en acier avec son mode d'attache et de raboutage, ainsi que des pièces métalliques d'un profil spécial en permettant le montage sans boulons.

revet de quinze ans, 23 février 1884; Scully, représenté par Chasseboul, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'attaches ou de cravates.

revet de quinze ans, 23 février 1884; Naramore, représenté par Chasseboul, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les horloges.

revet de quinze ans, 23 février 1884; Morlot (les sieurs), représentés par Morlot jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de

revet de quinze ans, 23 février 1884; Munch, représenté par Armon, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'appel pour les télégraphes en fer à cheval et les télégraphes privés.

revet de quinze ans, 23 février 1884; Maguin, représenté par Casalonga, boulevard des Halles, n° 15. — Nouveau système de coupe-racines pour sucreries

revet de quinze ans, 25 février 1884; Clément, à Paris, rue Tournefort, n° 10. — Machine à biseauter les cartes de visite et autres, dite *la Justine*.

revet de quinze ans, 25 février 1884; Freeman, représenté par Santter, boulevard de l'Oratoire, n° 6. — Système de bouton.

revet de quinze ans, 25 février 1884; Howaldt, représenté par la dame Howaldt, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 74. — Appareil de distillation pour la production de la vapeur à condensation.

revet de quinze ans, 25 février 1884; Howaldt, représenté par la dame Howaldt, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 74. — Machines à vapeur à plusieurs cylindres.

revet de quinze ans, 25 février 1884; Cadbury, représenté par Goudry, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Ferme ou agrafe pour gants.

revet de quinze ans, 25 février 1884; Renouf, représenté par Delage, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Niveau circulaire destiné à prendre la hauteur des points de la mer.

revet de quinze ans, 25 février 1884; Péchard, représenté par Delage, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Moteur applicable aux mouvements d'horlogerie et remontant automatiquement d'une façon continue.

revet de quinze ans, 25 février 1884; Sartore, représenté par Delage, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Thermosiphon vertical à rayonnement direct et

160,541. Brevet de quinze ans, 25 février 1884; Flipo, Flipo et Wettinas (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Mécanisme perfectionné servant à la fabrication des tissus volants.

160,542. Brevet de quinze ans, 25 février 1884; Comperghi (docteur), représenté par Pages et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Nouveau système de conservation des matières organisées, compressibles; surtout de la viande, dite conserve de viande serrée (cryostyptine), feainin, sèche et demi-sèche, en boîtes et paquets.

160,543. Brevet de quinze ans, 25 février 1884; société dite *The Standard time and Telephone company limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils à synchroniser ou régler les horloges ou autres instruments d'horlogerie.

160,544. Brevet de quinze ans, 25 février 1884; Leslay, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Châssis photographique pour épreuves négatives multiples.

160,545. Brevet de quinze ans, 25 février 1884; Ashing (M^{re}), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les soléaires, boutons ou attaches pour vêtements.

160,546. Brevet de quinze ans, 25 février 1884; Popp, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Disposition, combinaison et installation d'ensemble d'appareils pour un système d'éclairage au gaz, dit lumière *pneuma-hydrigue*.

160,547. Brevet de quinze ans, 25 février 1884; Stephan, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné pour obtenir et appliquer la force motrice pour actionner les bateaux, les tricycles et les autres véhicules.

160,548. Brevet de quinze ans, 25 février 1884; Lespermont, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil rotatif donnant à volonté, soit un compteur d'eau, soit un récepteur de force motrice tirée de la pression de l'air ou de l'air comprimé ou raréfié.

160,549. Brevet de quinze ans, 25 février 1884; Valentia, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boîte-écran pour échantillons, étalages, etc.

160,550. Brevet de quinze ans, 25 février 1884; Weiss, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cloisons ou parois protectrices en bois, munies de panneaux mobiles à volonté.

160,551. Brevet de quinze ans, 26 février 1884; Lefebvre frères (société), rue d'Elbeuf, n° 60 et 71, à Rouen. — Nouveau système de construction de voitures en plâtre ou autres matières, avec nervures composées de clavées à emboîtement formant chaînage et destinées à équilibrer ou neutraliser la poussée de ces voitures.

160,552. Brevet de quinze ans, 26 février 1884; Cally et Carroy, représentés par Lefebvre, rue Henri, n° 8, à Elbeuf. — Compte-duite pour métiers à tisser.

160,553. Brevet de quinze ans, 26 février 1884; Reid, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les grais-cure.

160,554. Brevet de quinze ans, 26 février 1884; York, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux moyens et appareils propres à la production et à la combustion du gaz en vue de produire de la chaleur pour la génération de la vapeur et pour d'autres usages.

160,555. Brevet de quinze ans, 26 février 1884; Lepisto, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mode de fixation des anses sur les paniers et autres articles en vannerie.

160,556. Brevet de quinze ans, 26 février 1884; Colin, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mode de réglage à cuins de la suspension des meules de moulins.

160,557. Brevet de quinze ans, 26 février 1884; Langhein, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Montants mobiles à fixation solide avec un mécanisme à levier coudé d'une écluse à vanne.

160,558. Brevet de quinze ans, 26 février 1884; Stiles, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Perfectionnements dans les vis ou boulons à l'usage du bois.

160,559. Brevet de quinze ans, 26 février 1884; Whipple (M^{re}), représentée par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Appareil perfectionné pour la fabrication d'étoffes feutrées, etc.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Mitchell, représenté par Casalunga, Paris, Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les locomotives.

vet de quinze ans, 26 février 1884; König, représenté par Matray, Paris, compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil purgeur perfectionné.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Fischer, représenté par Matray, Paris, compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé perfectionné de pierres précieuses artificielles pouvant servir pour la confection de bijoux flexibles.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Carfont, représenté par Ancion, Paris, ton, n° 26 (boulevard Voltaire, n° 22). — Machine à tisser les toiles de Jacques Germain.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Steiner, représenté par Blétry frères, Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système d'atterrissage des ballons.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Valette, représenté par Blétry frères, Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les montres.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Grabb, représenté par Mennons, Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 53. — Perfectionnements dans les peignes.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Busas, Buckman, Harder, Douthorn et Baker, représentés par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 53. — Machine à fabriquer les cigarettes.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Marolle, représenté par Barmault, Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système d'excavateur à lame.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Cote, représenté par Blétry frères, Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine dynamo-électrique perfectionnée.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Sorgue, à Paris, passage Corbeau. — Système perfectionné de tubes flexibles à garniture métallique extérieure et ses applications.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Tregoning et Hodges, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de bûches.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Boquet Guendelin, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux moteurs à gaz.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Griffin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la construction et l'entretien des moteurs à gaz.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Dick et Fleming, représentés par Blétry frères, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les appareils à emmagasiner les purgés ou pour contrôler automatiquement l'alimentation ou la circulation de tout autre liquide à une température donnée, ou bien de la maintenance de la température.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Fauze, rue Jacquart, n° 24, à Paris. — Vanne automatique de sûreté pour prévenir dans les villes les incendies provenant du fait de l'incision.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Pluchon, à Cognac. — Verre à boire par un couvercle.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Glénès, à Jarnac (Charente). — Système perfectionné de toutes espèces de caisses inouvables.

vet de quinze ans, 26 février 1884; J. Bonemour et Bailly (société), à Paris, rue Lépinière et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Fermeture perfectionnée de la serrure.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Touxau, représenté par Lépinière, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Alimentation économique des jets d'eau et autres appareils hydrauliques d'agrément et de décoration.

vet de quinze ans, 26 février 1884; Mousset frères, représentés par Blétry frères, n° 8, à Lyon. — Suppression de la corneille ci-devant en métal pour le fondage de la coque.

vet de quinze ans, 27 février 1884; Boland, représenté par Brocard,

rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Nouvelle application du gaz d'éclairage dans les pompes à incendie, en remplacement de la vapeur.

160,582. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Martin, rue Basse, à Montbéliard. — Entretoises et traverses métalliques pour voie de tramways.

160,583. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Fayard, rue Buisson, n° 4, à Saint-Étienne. — Machine dynamo-électrique à courants alternatifs ou redressés ayant l'induit intérieur mobile formé de bobines allongées à pôle en retrait.

160,584. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Knemeyer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé destiné à conserver les laines, tissus et tous les articles qui en sont fabriqués, en traitant leurs filaments par le carbonate de cuivre basique ou le carbonate de zinc.

160,585. Brevet de quinze ans, 26 février 1884; Wildsmith, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Système perfectionné pour le traitement des matières amidonnières.

160,586. Brevet de quinze ans, 26 février 1884; Delagneau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermeture des articles de vannerie, gainerie, maroquinerie, etc.

160,587. Brevet de quinze ans, 25 février 1884; Marambat, à Auch. — Engrais vinicole au sulfure de carbone.

160,588. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Buchin et Lacoste, rue Roland, n° 11, à Bordeaux. — Appareil à fabriquer le gaz d'huile, dit four à gaz d'huile, système Buchin-Lacoste.

160,589. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Humbert fils, à Saint-Dié (Vosges). — Nouvelle charrue.

160,590. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Lupke, représenté par Paul Sée, boulevard de la Liberté, n° 121, à Lille. — Perfectionnements dans les métiers à filer continus.

160,591. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Lebreton, Grande-Rue, n° 97, à Besançon. — Bec économique au gaz, à globes récupérateurs en cristal, dit bec *L. B.*

160,592. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1884; Lassus, à Mont-de-Marsan. — Egrenoir à maïs.

160,593. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Taquet, rue de la Chaussée, à Chauny (Aisne). — Procédé d'extraction du chlore des résidus de chlorure de calcium des usines de soude à l'ammoniaque.

160,594. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1884; Saphy, rue Saint-Joseph, n° 41, à Bordeaux. — Appareil dit *avertisseur*, pour le plein des cuves, fontaines et inondations.

160,595. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Renaudin, à Paris, rue Charlot, n° 5. — Nouveau système de fenilure à coulisse pour fonçure de glaces.

160,596. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Allez, à Paris, boulevard Voltaire, n° 156. — Grillade-rôtissoire perfectionnée.

160,597. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Dreyfus, à Paris, rue du Val-de-Grâce, n° 17. — Perfectionnements dans la fabrication des superphosphates.

160,598. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Malézieux, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 156. — Appareil de distillation méthodique des matières de vidanges et autres matières épaisses ou liquides.

160,599. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Aumaitre, représenté par la dame Aumaitre, son épouse, à Paris, rue des Vertus, n° 27. — Nouveau système de presse à glissière pour dorer et imprimer le cuir et les étoffes en or, argent, noir et couleurs.

160,600. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; compagnie des hauts fourneaux, forges et aciéries de la marine et des chemins de fer, représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Fabrication au pilon des centres de roues pleins à toile droite ou ondulée.

160,601. Brevet de quinze ans, 27 février 1884, Coad, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements apportés à la fabrication des tablettes et vases poreux employés dans les batteries électriques.

160,602. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Gratz et Schwarz, à Paris, rue Claude-Decaen, n° 33. — Système pour les glacières et la matière isolatrice réfrigérante et conservatrice.

160,603. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Gaulard et Gibbs, représentés par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système nouveau d'induction pour servir à la génération secondaire de courants de différents potentiels, appliqué à la distribution de l'énergie électrique.

160,604. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Dembinski, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Microphone Dembinski.

160,605. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Buttner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements de l'appareil à dégraisser les os, la laine et les autres substances grasses au moyen de solutions liquides gazeuses, en faisant disparaître les substances volatiles avant, pendant et après le dégraissage.

160,606. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Gillet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de plaques ou carreaux céramiques et leur mode de fabrication.

160,607. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Bagge, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Machine à contrôler les additions.

160,608. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Le Brun et Jouffret, représentés par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Système de traction électrique par transmission souterraine.

160,609. Brevet (brevet anglais devant expirer le 28 août 1897), pris le 27 février 1884; Grellier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines à coudre.

160,610. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Le Masson et Deverloy, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de boîte pliante pour les voyages, les transports et toutes autres destinations.

160,611. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Tillmans, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de tuyaux en fers feuillards ou autres bandes de tôle.

160,612. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Fournaise, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre de systèmes pour avirons.

160,613. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Lacoux, élisant domicile à Paris, quai de l'Hôtel-de-Ville (Hôtel de France). — Système de presse à fourrages, à marche continue.

160,614. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Remy, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 334. — Lambourdes en bois armées en fer avec ou sans coulisses ou entièrement en fer avec coulisses.

160,615. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Fermis, rue de Paris, n° 68, à Clamart (Seine). — Application à un thermomètre métallique de l'invention décrite dans un brevet du 7 décembre 1883, pour un dispositif thermométrique, moteur et compensateur qui rend un tuyau d'orgue isotherme.

160,616. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Dewrance, représenté par Carénou, à Paris, rue Clapeyron, n° 9. — Perfectionnements dans les robinets à garniture d'amiant et dans la confection de cette garniture.

160,617. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Fiégl et Cohn, représentés par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Traitement de fibrines par une solution d'acide sulfureux mêlé d'acide hydrochlorique et d'acide acétique pour être plus efficace.

160,618. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Bouvet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositions entièrement nouvelles appliquées aux instruments de musique à vent en général, tant métalliques qu'en bois.

160,619. Brevet de quinze ans, 25 février 1884; société de crédit à l'industrie, au commerce et aux travaux publics, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Application des fils de ramie à la confection de tuyaux de pompes, de courroies de machines, de sacs pour presses hydrauliques, de toiles pour filtres-presses, etc.

160,620. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Fischer et Stihel (société), représentée par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Appareil destiné au mesurage et à l'enregistrement continu de la quantité de substance sèche contenue dans une solution.

160,621. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Nedler, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouvel appareil enregistreur dit *taxanome*, applicable aux voitures publiques.

160,622. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Engel, représenté par Boëtcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Fermeture perfectionnée pour boucles d'oreilles.

160,625. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Gray, représenté par Bodschner et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 28. — Brossés et machine pour produire des rainures à spirale dans les fils métalliques.

160,624. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Pierron et Dehaisne (société), représentée par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de presse à chaud continue, à feutre sans fin, pression et friction variables.

160,625. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Guérard, représenté par Armand-Jean, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Porte-mousqueton à pinochette d'une seule pièce.

160,626. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Hamelée, représenté par Armand-Jean, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Graisseur compte-gouttes.

160,627. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Vellemi, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pile électrique.

160,628. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Martelhaux fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de malaxeur pour tubercules crûs.

160,629. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Jacquemin, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Système de perçage porte-volant pour tours d'horlogerie.

160,630. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Marotte, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Presse mobile à triper dite *presse américaine*.

160,631. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Bonaud et compagnie, rue de la Tour-d'Auvergne, à Nantes. — Nouvelle disposition de caisses d'emballage dite *caisses canastre*.

160,632. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1884; Gaëria, élisant domicile chez le sieur Flamand, à Chantenay (Loire-inférieure). — Appareils à l'usage des plongeurs avec dispositions spéciales permettant de descendre sous l'eau à de plus grandes profondeurs qu'on ne peut le faire avec les appareils actuellement en usage.

160,633. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Tesson, représenté par Forthomme-Alleaume, à Grarcheville-Valaise (Seine-inférieure). — Perfectionnement apporté aux métiers anglais à bûtes superposées.

160,634. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Brunolet, rue de Louviers, n° 70, à Candebec-lez-Elbeuf (Seine-inférieure). — Emploi de fil de cuivre rouge pour la fabrication des chardons métalliques en ruban de cardé.

160,635. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Enright, représenté par Dufrand, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Perfectionnements apportés aux signaux et aux appareils qui s'y rapportent, surtout à ceux employés dans les chemins de fer.

160,636. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Holden, Brooke et White, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux injecteurs pour élever et refouler les liquides.

160,637. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Serène (M^{me} veuve), représentée par Touaillon fils, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 72. — Nouvelle fermeture de boîte sans suture pour sardines, conserves, etc., dite *fermeture parisienne*.

160,638. Brevet de quinze ans, 29 février 1884, de Gruyter, représenté par Gurisman et compagnie, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 7. — Nouvelle pendule dont le mouvement et la sonnerie, une fois remontés, se continuent de fonctionner pendant une année entière.

160,639. Brevet (brevet anglais devant expirer le 8 février 1893) pris, le 29 février 1884, par Currie et Timmis, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les moyens d'actionner, former et ouvrir les signaux et aiguilles de chemins de fer.

160,640. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Valle, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Panoraphe, ou indicateur des heures synchroniques de chaque pays.

160,641. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Lailletment, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de moteur à gaz d'hydrocarbure.

160,642. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Muzaiier, Berger et compagnie, (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les moules à bouteilles.

160,643. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Guérin, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Outils servant à la fabrication de la céruse, dit *batteur mécanique*.

160,644. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Duboucq-Pérus, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil produisant mécaniquement le décapage des grilles ou gaufrus servant à la fabrication de la céreuse, dit *battor mécanique*.

160,645. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Lemaire, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de soupape d'aspiration pour l'extraction de l'air contenu dans les cavités des palais artificiels et pièces dentaires.

160,646. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Mac, May et Harrison, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les moteurs à vapeur, à gaz et dans les engrenages servant à la locomotion.

160,647. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Kasalovsky, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les procédés et appareils d'évaporation et de réchauffage, chaudières à vapeur, etc.

160,648. Brevet de quinze ans, 29 février 1884; Lanvin-Schoen, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de chapeaux en cuir tanné.

160,649. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Parent, élisant domicile chez le sieur Fritz dit Lang, rue Neuve-de-l'Armenal, à Belfort. — Toile mécanique.

160,650. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Deroulède, route de Médoc, n° 222, au Bouscat (Gironde). — Typographie photographique générale.

160,651. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1884; Mangin, à Paris, rue des Amandiers, n° 109. — Application nouvelle dite *décalcomanie brillante au caméléon* (procédé d'impression lithographique).

160,652. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1884; Wery, représenté par Seguin, à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 39. — Appareil modérateur de vitesse.

160,653. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1884; Vovret, représenté par Pagès et Lombert, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2. — Perfectionnements dans la fabrication des charnières de broches et en particulier des têtes de queues de broches.

160,654. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1884; Kumberg, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux bacs de lampes à pétrole dit *Weltbrenner*.

160,655. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1884; Poitel et compagnie (société), représentée par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Nouveau coupe-fil.

160,656. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1884; Sloan, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine et procédé de filetage.

160,657. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1884; Samain, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre d'ascenseur sans chaînes ni contrepoids.

160,658. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1884; docteur Maercker, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de traitement des résidus de diffusion de la fabrication du sucre, des autres résidus de cette fabrication et d'autres industries, ainsi que des combustibles humides, tels que la tannée, la tourbe, en vue d'approprier ces résidus ou combustibles à la séparation de l'eau.

160,659. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1884; Mathelin, Floquet et Bonnet (société), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Marquage des laines brutes et manufacturées et de tous tissus renfermant des points de marques.

160,660. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1884; Montlaur, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Matières colorantes à base de camphre teignant sur bain acide.

160,661. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1884; Laurent, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Application d'étoffes imperméabilisées au garnissage des voitures, wagons, sièges, etc.

160,662. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1884; Viennet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de clous à tige fine.

160,663. Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Tramin et Hoguet, à Arras. — Nouveau moteur à gaz.

160,664. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Depouly (les sieurs), à Paris, rue Belfort, n° 21. — Produit industriel dit *tissus bosselés*, consistant en des tissus d'un genre nouveau dont la surface présente un aspect bosselé obtenu par la contraction partielle des fils qui les composent.

160,665. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Loiseau, à Paris, rue Saint-Roch, n° 17. — Nouveau procédé de fabrication de la chaux vive.

160,666. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Toussaint fils, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Nouveau procédé abrégé et économique de fabrication des sacs de dames et de voyage.

160,667. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Loicq, à Paris, rue Monthyon, n° 15. — Service permanent de transmission des correspondances de toutes espèces en rapport avec le régime postal.

160,668. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Delavigne, à Paris, rue des Petits-Hôtels, n° 25. — Carde dite *déboureuse* à *chapeau circulaire*.

160,669. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Chisi, élisant domicile chez le sieur Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Nouvelle force motrice basée sur la pesanteur et l'instabilité des corps en suspens, avec conservation de leur impulsion oscillatoire, sous une pression variable, réunie au mouvement de rotation et à la suspension centrifuge, à l'usage des machines fixes et locomobiles de terre et de mer, multipliées à l'infini.

160,670. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Richbourg, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux serrures dites à *bec-de-cane*.

160,671. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Derroncourt, à Paris, rue de Chabrol, n° 46. — Nouvel appareil dit *régulateur de tirage*, applicable aux foyers de chaudières à vapeur.

160,672. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Barbé, à Paris, rue Saint-Maur, n° 97. — Moteur à explosion.

160,673. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Beaulavon, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 67. — Système permettant de libérer instantanément et à volonté les chevaux des voitures auxquelles ils sont attelés, dit *auxiliaire Beaulavon*.

160,674. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Winslow, représenté par Godman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Appareil servant à mettre en marche les moteurs à gaz.

160,675. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Rémy, Gautier et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux appareils d'enclenchement des signaux et aiguilles de chemin de fer.

160,676. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Greifenhagen et Schnitzer, représentés par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Fer à cheval en peau séchée ou en cuir.

160,677. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Borné, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Portemanteau mobile permettant d'accrocher les vêtements de façon à ce qu'ils ne puissent plus gêner le consommateur.

160,678. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Kuntze, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Disposition de graissage automatique pour fusées et pivots.

160,679. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Cras, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés dans la confection des chaussures.

160,680. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Bergey, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés aux filières à maia.

160,681. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Laffitte, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans la fabrication des chaînes à mailles soudées.

160,682. Brevet (brevet anglais devant expirer le 5 septembre 1897) pris, le 3 mars 1884, par Schonheyder, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les lubrificateurs ou graisseurs.

160,683. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Mac Culloch et Reid, représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les fours à coke et dans les appareils qui s'y rattachent.

160,684. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Vavasseur, représenté par Biétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux masques destinés à protéger le matériel d'artillerie.

160,685. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Erlenmeyer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Préparation de matières

colorantes de la pararosaniline et des rosanilines de toutes compositions au moyen des composés méthyles azotés en présence des agents d'oxydation.

160,686. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Eppelsheimer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils employés pour la traction des voitures de tramways.

160,687. Brevet de quinze ans, 3 mars 1884; Bruniquel frères (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à épiler les peaux de moutons et d'agneaux.

160,688. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Giraudi, représenté par Brunner, élisant domicile chez le sieur Blum-Javal, rue Morand, n° 14, à Besançon. — Nouveau matériel de construction, dit *planches en roseaux* (système Giraudi).

160,689. Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Martin, à Montbéliard, rue Basse. — Attaches et traverses métalliques pour voies ferrées.

160,690. Brevet de quinze ans, 6 mars 1884; Lacour, élisant domicile rue de la Barre, n° 46, à Mâcon. — Brancard de voiture décomposé et articulé.

160,691. Brevet de quinze ans, 6 mars 1884; Bertrand élisant domicile chez le sieur Démonet, rue de la Pépinière, n° 40, à Nancy. — Four à bassin amovible.

160,692. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Mallet, élisant domicile à Paris, avenue Victoria (hôtel Victoria). — Moteur dit *à trémie-colonne à mouvement continu*.

160,693. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Mandel, représenté par Bardin, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Perfectionnement dans les procédés de reproduction des calques, dessins et gravures faits sur une matière transparente.

160,694. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Bartlett, représenté par Santter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Système de canon pneumatique.

160,695. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Waring, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les câbles électriques à armure de plomb et dans les mandrins destinés à leur fabrication.

160,696. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Waring, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les câbles électriques à armure de plomb et dans les mandrins servant à les fabriquer.

160,697. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Waring, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les câbles électriques et dans les mandrins destinés à les fabriquer.

160,698. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Waring, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les câbles électriques et dans les mandrins destinés à leur fabrication.

160,699. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Waring, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans l'exécution des branchements et dans la réparation des défauts des câbles électriques à armure de plomb.

160,700. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Waring, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les mandrins et matrices destinés à la fabrication des câbles à armure de plomb.

160,701. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Waring, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les mandrins pour fabriquer les câbles électriques à armure de plomb.

160,702. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Sévérac, représenté par Carénou, à Paris, rue Clapeyron, n° 9. — Perfectionnements dans les traverses métalliques pour rails et dans le mode d'attache des rails.

160,703. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Wildegose, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Fermeture de sûreté perfectionnée pour châssis de fenêtres.

160,704. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Wiley, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Perfectionnements aux appareils pour enrichir le gaz d'éclairage.

160,705. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Leigh, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelles compositions pour l'isolation électrique.

160,706. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Dietrich, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à la fabrication de la crème de tartre.

160,707. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Gleason et Swartz, représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Dynamomètre perfectionné.

160,708. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Eckardt, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Systèmes de fours continus à calciner, de sections angulaires, en forme d'étoile, etc.

160,709. Brevet (brevet anglais devant expirer le 12 septembre 1897) pris, le 4 mars 1884, par Hanamy, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les moyens et appareils servant à empêcher la corrosion et l'adhérence des matières étrangères sur les coques de navires en fer et en acier, les revêtements métalliques des navires en bois ainsi que les hélices et autres parties.

160,710. Brevet (brevet anglais devant expirer le 25 janvier 1898) pris, le 4 mars 1884, par Davis, représenté par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 39. — Perfectionnements dans la fabrication d'amalgams servant à plomber les dents.

160,711. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Dellenbaugh, représenté par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Appareils destinés à contenir et débiter, en quantités voulues, les couleurs sur les palettes.

160,712. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Simonson et Schott, représentés par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans les tondeuses de fourrure.

160,713. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Krupp, représenté par Bender, à Paris, rue de la Victoire, n° 56. — Perfectionnements apportés aux canons cuirassés.

160,714. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Knoop, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Production de dérivés des glycosides, acides taniques et principes amers.

160,715. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Beauchamps, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les sphères terrestres.

160,716. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Villadère, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de tondeuse à double pression au moyen de brides latérales.

160,717. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Girard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de phosphate de chaux soluble combiné au chlore, soufre, fluor, iode et brome, pour former des chloro, sulfo, fluo, iodo et bromophosphates de chaux.

160,718. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Ghelli, représenté par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Système de four à plâtre.

160,719. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Harrington, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les ressorts employés pour les sièges de bicyclettes, tricycles et autres vélocipèdes, pour tous autres sièges convenables.

160,720. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Meisel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à dresser les pierres lithographiques et autres pierres dures.

160,721. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884, baron de Foelckershamb-Kroppen, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de mécanisme applicable à tous véhicules dans le but de prévenir les accidents causés par les chevaux emportés.

160,722. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Bottiger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de nouvelles matières colorantes.

160,723. Brevet de quinze ans, 6 mars 1884; Bergeon, à Tours, rue du Vivier, n° 30. — Nouveau système de moule pour maux en ciment, chaux ou bétons de toutes compositions.

160,724. Brevet de quinze ans, 6 mars 1884; Berthelot père et fils, à Troyes, rue Croncels, n° 21. — Appareils de sûreté applicables aux chaudières à vapeur.

160,725. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Delord, à Nîmes, rue Saint-Gilles, n° 9. — Pompe circulaire, système Delord.

160,726. Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Lauronce, représenté par Barbe, à Paris, boulevard Voltaire, n° 136. — Procédé de décoration des verres et des glaces.

160,727. Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Babillot et Charles, rue des Ursulines, n° 18, à Saint-Denis (Seine). — Chaudière inexplosible à tubes bouilleur démontables, tubes intérieurs amovibles et double retour de flammes.

160,728. Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Pauly, représenté par Albert, à Paris,

Brevet de quinze ans, n° 56. — Système d'accumulateur-frein applicable aux voitures à roues ou tournants, omnibus, tramways, etc.

Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Menthe, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Application du point de surjet à la couture des gants

Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Franquin, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Jumelle à tirage rapide.

Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Danishevski, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Lampe différentielle ou à dérivation pour courants continus ou alternatifs.

Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Acier, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouvelle application d'un réveil à tous les mouvements, par un balancier mobile dit pendule.

Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Ferry, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de tuyaux en fonte à joint de caoutchouc.

Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Buïtel, rue Croix-des-Vignes, n° 2, à Paris (Seine). — Cercueils amovibles E. L. B. B. pérorifants, c'est-à-dire pour l'inhumation.

Brevet quinze ans, 5 mars 1884; Wegeli (M^{re}), représentée par Braun, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Appareil servant à allumer la houille et autres combustibles.

Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Joubert, représenté par Albert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Procédé et appareil d'emboutissage parage instantané au moyen de mandrins concentriques.

Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Pierron et F. Dehaitre (société), représentés par Albert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de machine automatique applicable aux machines à imprimer, dites timbre humide et à l'huile, et aux machines à numérotter, à folioter, etc.

Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Nuguet, à Paris, rue d'Allemagne, n° 1. — Perfectionnements aux appareils de propulsion et de direction des navires.

Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Reboux, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Coupe-racines rectiligne, système Reboux.

Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Wrench, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de couverture pour parapluies, etc., et moyens d'attache destinés à cet usage.

Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Bennison, représenté par Matray, à Paris, et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau moteur à vapeur rotatoire.

Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Bonneaux, représenté par Pagès et Compagnie, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Système de coiffure dite *képi* pour grande et petite tenue.

Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Biernait, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Jumelle à tirage glissant indécrochant.

Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; compagnie dite *The Granger automatic company*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 1. — Perfectionnements dans les couplages pour véhicules des chemins de fer.

Brevet de quinze ans, 5 mars 1884; Seychal, à Crest (Drôme). — Appareil à vapeur.

Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Labat, place Richelieu, n° 1, à Paris. — Nouveau système d'enlèvement par aspiration et transport à distance des sables, graviers et autres matières.

Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Chatelain, à Saint-Laurent-Blaugy (Aisne). — Nouveau fer applicable sur les tambours-batteurs des machines à vapeur.

Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; de Bormier, cours Sainte-Anne, n° 10, à Paris. — Clopède à balancier.

Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Fouque et Arnoux, rue Escoffier, n° 1. — Outil dit moule multiple, pour faire les cales d'imprimerie.

Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Roussier, représenté par Delpy, rue de Valenciennes, n° 25, à Marseille. — Nouveau système de filet-sauvegarde.

Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; société anonyme des parfums natu-

rels de Cannes, représentée par Delpy, rue des Templiers, n° 25, à Marseille. — Nouveau procédé pour la purification complète des parfums (à obtenir à l'état liquide), après leur extraction par des dissolvants.

160,752. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Pimont et Risler-Beunat, représentés par Delpy, rue des Templiers, n° 25, à Marseille. — Nouveau système d'appareils à double effet opérant par le vide, pour l'extraction des matières grasses minérales, végétales et animales au moyen des dissolvants volatils.

160,753. Brevet de quinze ans, 4 mars 1884; Soldeville père et fils, boulevard Baille, n° 80, à Marseille. — Système d'éperon chasse-pierres applicable aux locomotives de chemins de fer.

160,754. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Mottet, à Saint-Amand-les-Eaux (Nord). — Transformation des corsettes de diffusion en pulpes identiques à celles provenant du râpage et de l'expression.

160,755. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Martin et Bonnet, représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle coupe de chemise pour chemise avec ou sans boutons.

160,756. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Lenormand à Suèvres (Loir-et-Cher). — Brosse pour polir et nettoyer le blé.

160,757. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Gauthier (les sieurs), avenue Saint-Gervais, n° 59, à Blois. — Corps de lampe en métal fondu d'une seule pièce.

160,758. Brevet (brevet anglais) devant expirer le 6 septembre 1897), pris le 6 mars 1884, par Botten, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les appareils indicateurs de signaux.

160,759. Brevet de quinze ans, 6 mars 1884; Clouet dit Honoré, à Paris, quai des Célestins, n° 2. — Application de l'impregnation dans tous objets de matière commune et peu coûteuse, de manière à en faire des objets de luxe.

160,760. Brevet de quinze ans, 6 mars 1884; Erche et Liersch, représentés par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Porte-image.

160,761. Brevet de quinze ans, 6 mars 1884; Sturm, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Baignoire démontable.

160,762. Brevet de quinze ans, 6 mars 1884; Sturm, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil de chauffage pour baignoires.

160,763. Brevet de quinze ans, 6 mars 1884; Kuhn, à Paris, avenue de Neuilly, n° 143. — Appareil automatique à chasse d'eau forcée ou à pression.

160,764. Brevet de quinze ans, 6 mars 1884; Guillet-Fagot, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système perfectionné de crémone à double effet et à levier, pour fenêtres, portes, etc.

160,765. Brevet de quinze ans, 6 mars 1884; Babain, représenté par Bardin, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Conserve-cartes.

160,766. Brevet de quinze ans, 6 mars 1884; Bloomfield, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication perfectionnée d'une matière agglomérante et de briques, tuiles, dalles et blocs pour la construction.

160,767. Brevet de quinze ans, 6 mars 1884; Oberlander, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Poudre à polir et à blanchir dite *poudre universelle*.

160,768. Brevet de quinze ans, 6 mars 1884; Lippert jeune, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pile électrique à vase poreux rotatif.

160,769. Brevet de quinze ans, 6 mars 1884; Thibault, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Lanterne marine perfectionnée.

160,770. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Ambelous, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 20. — Application d'un agent chimique et d'un appareil destinés à constater et à reconnaître instantanément toute coloration artificielle du vin.

160,771. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Devereux, représenté par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Perfectionnements dans les brosses à cheveux.

160,772. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Cruickshank, représenté par la dame Boffard, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 74. — Ingrédients à former des blocs solides combustibles.

160,773. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Halsey, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouveau porte-paquet.

160,774. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Delannoy, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Baleine japonaise naturelle.

160,775. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Cuau aîné et H. Cuau fils (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux pulsomètres.

160,776. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Gilliaux, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Genre de porte-allumettes-et porte cigares.

160,777. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Ronjat fils, élisant domicile à Paris, rue Montesquieu (hôtel Montesquieu). — Timbre de table.

160,778. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Fuller, représenté par Déjardin, à Paris, rue Saint-Fiacre, n° 3. — Machine à fendre les tiges d'osiers, ramie, etc.

160,779. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Moussard, à Paris, rue de l'Atlas, n° 9. — Nouvelle disposition pour griller la soie des porcs et les rafraîchir en même temps.

160,780. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Matheret, à Paris, rue de Valois, n° 8. — Bouton de col dit : *bouton agrafe de cravate*.

160,781. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Cotté, à Paris, boulevard Henri IV, n° 8. — Perfectionnements dans les malles de toutes sortes en empêchant le vacillement du couvercle et en y appliquant des serrures emboîtées, le tout consolidant le devant du haut de la malle.

160,782. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Halleux, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Système de poêle à air chaud.

160,783. Brevet de quinze ans, 27 février 1884; Hohenegger, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Plaques de support pour les rails à patin.

160,784. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Batho, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les excavateurs.

160,785. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Benton et Grubbe, représentés par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements dans les machines dynamo-électriques.

160,786. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Leroy père, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les ascenseurs hydrauliques.

160,787. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Simeson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil flotteur pour conduites à vide.

160,788. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; docteur Kalischer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés de construction des accumulateurs ou piles secondaires.

160,789. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Sorel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils ou enveloppes de protection pour les meules et autres applications.

160,790. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Moore (M^{me} veuve), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de ceinture-corset chirurgicale.

160,791. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Lacquemant, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les seaux et bassins de sucrerie.

160,792. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Mattison, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fermeture et de bouchage des bouteilles et autres vases.

160,793. Brevet de quinze ans, 7 mars 1884; Baloché et Krahnass, représentés par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Siphon moteur hydraulique sans organes mobiles et ses applications industrielles.

160,794. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Roussy, à Paris, rue d'Arcole, n° 5. — Robinet à gaz électrique permettant d'allumer ou d'éteindre tous les becs de gaz d'une ville, à la fois et instantanément, en pressant un simple bouton en rapport avec une forte pile.

160,795. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Zeihen, à Paris, rue Orlenkampf,

n° 92. — Fabrication d'un convert à salade en argent ou tout autre métal en fabrication creuse, pouvant s'adapter sur tout genre de manche.

160,796. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Lucas, représenté par Aussel, à Paris, rue des Halles, n° 11. — Nouveau genre de placer les ornements à la vannerie, maroquineries, articles de voyage, par le moyen des ceîlets (nouveau modèle).

160,797. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Bridge, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Moyen de sauvetage des navires en cas de collision en mer ou d'échouage.

160,798. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Gardner, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les machines à coudre, particulièrement la chaussure.

160,799. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Rothwell, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans la fabrication des tapis et autres articles similaires.

160,800. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Plivard, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Obturateur automatique destiné à empêcher la bière de s'introduire dans le récipient de la pompe à air.

160,801. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Béné-Grué, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Jonet équilibré.

160,802. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Lemaire-Demouy, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau système de pompe.

160,803. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Simon, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Poulies à ressorts hélicoïdaux coupés.

160,804. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Héau, représenté par Lemaure, à Paris, rue Commines, n° 12. — Nouveau système d'essieux.

160,805. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Lutz, représenté par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2. — Mécanisme d'alimentation avec transmission par chaîne et mécanisme d'encliquetage pour hache-paille et machines analogues.

160,806. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Lambia, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Bobine à envider le fil.

160,807. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Gjers, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les procédés et appareils pour le traitement préparatoire des lingots d'acier, avant leur transformation en produits finis ou demi-finis.

160,808. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Pochin, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la fabrication des revêtements des foyers, fours, récipients ou passages destinés à supporter une chaleur intense, et plus particulièrement du revêtement des convertisseurs et des autres parties des appareils employés dans la manufacture du métal Bessemer.

160,809. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Passburg, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé et appareils pour le séchage dans le vide des matières fortement imprégnées d'eau, solides ou pâteuses.

160,810. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Postel-Vinay, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Commutateur électrique pour signaux de disques de chemins de fer.

160,811. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Messain, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Régulateurs pour moteurs à vapeur et autres, système L. Messain.

160,812. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Lemoine, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la locomotion électrique.

160,813. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Nicholson et Allcock; représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils de sûreté.

160,814. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Gaudent, représenté par Tavernier, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouvel élément électrique.

160,815. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Févrot, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de production, transmission et utilisation de la force motrice par l'air comprimé.

160,816. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; prince Alexandre Thurn Taxis et comte Rudolph Westphalen, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de

Strasbourg, n° 23. — Tricot métallique perfectionné et moyens pour sa fabrication.

160,817. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Lefilleul, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Modifications apportées à l'appareil Morse (encrage et commutateur de sonnerie).

160,818. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1884; Fabole, à Saigon (Cochinchine). — Exploitation de l'éclairage au gaz fabriqué d'après les procédés du sieur Fabole.

160,819. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Quimbel, représenté par Lefebvre, rue Henry, n° 8, à Elbeuf. — Nouvelle fermeture pour fenêtres.

160,820. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Duboc fils aîné, rue de l'Orangerie, n° 19 et 21, au Havre. — Système de fermeture de boutiques, avec volets lamés se fermant et s'ouvrant au moyen d'un mécanisme mû par une vis sans fin.

160,821. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Goguet, élisant domicile chez le sieur Eicher, à Belfort. — Machine à coudre marchant seule.

160,822. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Galmiche, à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 29. — Perfectionnements dans la fabrication des serrures.

160,823. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Boisseau du Rocher, à Paris, rue de l'Isly. — Instrument médical (stomatoscope).

160,824. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Delouche, à Paris, rue de la Présentation, n° 5. — Machine destinée à servir de moteur, dite *moteur Delouche*, à mouvement continu.

160,825. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; compagnie Lincrusta-Walton, représentée par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les rondelles pour les garnitures de joints de machines.

160,826. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Waldeck, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouveau procédé de fabrication d'un combustible en utilisant les débris et les déchets d'autres combustibles.

160,827. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Landrin, représenté par Lebreton, à Paris, rue Dupré, n° 21. — Machine dite *trieuse Landrin*, propre à séparer les minerais de leur gangue.

160,828. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Jeannesson, à Paris, rue de Lévis, n° 77. — Système de rôtissoire parisienne à foyer mobile, fonctionnant sous l'action de l'air chaud se dégageant du foyer.

160,829. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Cirio, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux wagons destinés au transport des liquides, des solides et des marchandises de toute espèce.

160,830. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Yagn, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de galet compresseur ayant pour fonctions d'éviter la tension des câbles et courroies dans les transmissions.

160,831. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Fouque, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil désaturateur et surchauffeur de la vapeur produite par un générateur.

160,832. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Mittler aîné, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mode de traitement du mica permettant de l'employer en substitution de la nacre dans les divers usages auxquels cette matière est appliquée.

160,833. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Caspersson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la coulée du fer, de l'acier et d'autres métaux.

160,834. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Torretta, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Enveloppe Torretta.

160,835. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Klein, Hundt et compagnie (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre d'appareil échardeur pour la laine et autres matières filamenteuses.

160,836. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Duchataux, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système automatique produisant une différence de potentiel constante dans les machines dynamo-électriques par la modification du calage des balais.

160,837. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Deliège, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Volant compensateur à spirale.

160,838. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Roussy, représenté par Armengaud

jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Embouchure rationnelle à soupapes inclinées pour l'anesthésie.

160,839. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; L. Denonvilliers et fils (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Boîte à rouleau, système Dufour, pour supporter les tringles de transmissions rigides pour la manœuvre des aiguilles de chemins de fer, signaux, etc.

160,840. Brevet de quinze ans, 10 mars 1884; Filat, rue Chauvain, n° 2, à Nice. — Nouveau moteur dit *moteur Filat*, à force centrifuge accumulée.

160,841. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Pitt, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans la fabrication des agrafes métalliques pour fixer les boutons aux étoffes.

160,842. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Chevillot, représenté par Courrot, à Paris, rue Monge, n° 31. — Système de disque automatique pour les chemins de fer.

160,843. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Grossot, à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 43 et 45. — Nouveau système de ventilateur dit *ventilateur général héliocèle*.

160,844. Brevet (Brevet anglais devant expirer le 25 février 1898) pris, le 11 mars 1884, par Carrie, Meekison et Ogilvie, représentés par Matray, Schmittbuhl et compagnie, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les mécanismes et appareils employés pour le filage et le dévidage de la jute, de l'étoffe, du lin, du chanvre, de la laine, du coton et autres matières fibreuses, quelques-uns de ces perfectionnements étant, en outre, applicables aux machines boudineuses.

160,845. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Stewart, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les appareils servant à nettoyer les chaudières à vapeur.

160,846. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Servis représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Patins de portée pour traverses de chemins de fer.

160,847. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Buisson, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Balance perfectionnée.

160,848. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Theisen, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux étuves ou séchoirs.

160,849. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1884; Saussol, à Mazamet (Tarn). — Application de l'amiant ou asbeste à la fabrication du papier à cigarettes dit *le Spol* ou papier d'amiant.

160,850. Brevet de quinze ans, 25 février 1884; Bardy, représenté par la dame veuve Müller, avenue Magne, n° 32, à Villemomble (Seine). — Bague électro-voltaïque et autres appareils comme bracelets, jarretières, plaques courantes, etc.

160,851. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Theisen, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareils à évaporer ou à condenser.

160,852. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Sèches, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Cartouchière à fermeture automatique.

160,853. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Thouvignon père, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Machine à faire les coupes d'onglet dans la fabrication des cadres et autres travaux analogues.

160,854. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; société anonyme du pyromètre Boulier, représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de lampe à flamme renversée dit *système Boulier*.

160,855. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Leh et Langenbach, représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les compteurs à eau.

160,856. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Bernard, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de voûtes en métal pour aqueducs, égouts, passages souterrains, etc.

160,857. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Outrequin, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre de bluterie verticale pour moulins à farine.

160,858. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Franconi, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre d'appareil propre à la purification, ainsi qu'au chauffage ou au refroidissement de l'air atmosphérique.

160,859. Brevet de quinze ans, 11 mars 1884; Moore, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils à serrer les écrous.

- revet de quinze ans, 11 mars 1884; Halsey, représenté par Mennons, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans les machines à coudre.
- revet de quinze ans, 11 mars 1884; Dick, représenté par Mennons, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans les enveloppes, flacons et paquets.
- revet de quinze ans, 11 mars 1884; Conpland, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les dispositifs servant à la fabrication des tissus pelucheux.
- revet de quinze ans, 11 mars 1884; Lautensack, Kohn et Laske, représentés, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Pile thermo-électrique.
- revet de quinze ans, 11 mars 1884; Bacon, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à imprimer, numérotant les tickets, chèques, etc. etc.
- revet de quinze ans, 11 mars 1884; Hearington, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils pour chauffer l'eau et produire la vapeur.
- revet de quinze ans, 11 mars 1884; Hearington, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les becs servant à l'éclairage et le chauffage par le gaz.
- revet de quinze ans, 11 mars 1884; Richard, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'impression et de numérotation.
- revet de quinze ans, 11 mars 1884; Gardner, représenté par Armenget, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux canons, servant par la culasse.
- revet de quinze ans, 11 mars 1884; A. Dehors et Deslandres (société), par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Cadre pour contenir les objets en vrac dans les boîtes de jouets et autres.
- revet de quinze ans, 6 mars 1884; Castex, à Huos (Haute-Garonne). — Machine de couveuse artificielle.
- revet de quinze ans, 11 mars 1884; Gars, à Balarne-les-Bains (Hérault). — Machine portable pour faire les entailles, disposée spécialement pour servir les croisées, les persiennes et toutes les fermetures qui nécessitent des paumelles et charnières.
- revet de quinze ans, 12 mars 1884; Laval, Grande-Rue, n° 49, à Oulchy-lez-Cadix. — Béche à trois dents, système Laval.
- revet de quinze ans, 12 mars 1884; Variot, représenté par Jacquet, rue de la République, n° 13, à Lyon. — Nouvel appareil destiné à mesurer l'eau d'alimentation, dit *compteur à flotteur*.
- revet de quinze ans, 12 mars 1884; Mancey et Fournier (société), avenue de la République, n° 148, à Lyon. — Porgeur automatique ou extracteur de l'eau conduits et appareils à vapeur.
- revet de quinze ans, 13 mars 1884; Levrotti, à Romans (Drôme). — Machine destinée à peindre sur le ciment, sur la pierre et sur le fer.
- revet de quinze ans, 13 mars 1884; Mallet, à Aiguillon (Lot-et-Garonne). — Vélocipède se dirigeant par le siège.
- revet de quinze ans, 16 mars 1884; Jovin-Charlier, à Nouzon (Ardennes). — Nouveau système de reconstruction des fours à recuire les pièces en fonte.
- revet de quinze ans, 13 mars 1884; Laute-Maréchal, à Cliron (Ardennes). — Système de construction des clôtures composées de poteaux et de fils.
- revet de quinze ans, 14 mars 1884; Blanda, chemin des Cossus, n° 26, à Cliron (Ardennes). — Application sur toutes les armes à feu d'appareils et pointes lumineux phosphorescents.
- revet de quinze ans, 15 mars 1884; Lasne, rue Saint-Laurent, n° 39, à Paris. — Stirator à baguettes.
- revet de quinze ans, 15 mars 1884; Protte, à Vendœuvre (Aube). — Appareil à vapeur.
- revet de quinze ans, 12 mars 1884; Coté, représenté par Bonneville,

à Paris, rue de la Chancellerie d'Antin, n° 8. — Nouveau mode de fabrication des globes géographiques et célestes.

160,883. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Chevrier, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés à la construction des charruets.

160,884. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Martinez, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Application des hydro-carbores liquides carburés à la force motrice.

160,885. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Pallenberg et Walter, représentés par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements apportés à la fabrication du phosphate dit *phosphate précipité*.

160,886. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Pallenberg et Walter, représentés par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Appareil de séchage des précipités spécialement, et en général de toute matière boueuse.

160,887. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Chambard, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Application aux roues des voitures de tous genres, de collerettes à cornières renforçant l'enrayage, et compressibles à volonté dans tous les sens.

160,888. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Girard, représenté par Brandon, à Paris, rue Laflitte, n° 1. — Perfectionnements dans les appareils servant à établir le verre dépoli.

160,889. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Hadfield, représenté par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Perfectionnements dans le traitement de l'acier.

160,890. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Schleifer, représenté par Thirion, à Paris, n° 95. Mécanisme automateur pour serrer et régler le serrage des sabots de frein.

160,891. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Hunter-Mac-Née, représenté par Gny, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Perfectionnements apportés aux appareils excavateurs.

160,892. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Legrand, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à fabriquer les tonneaux métalliques ondulés.

160,893. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Marion fils et compagnie (société), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Boîte destinée à contenir du papier à lettres et des enveloppes, et simulant une brochure.

160,894. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Walrand, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication de l'acier et de la fonte affinée.

160,895. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Lefebvre et Schott, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de casse-fils pour métiers continus à retordre.

160,896. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Anthonissen, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour téléphones, avertisseurs, sonneries, etc., permettant de faire parvenir à volonté le courant d'une pile à un ou plusieurs postes placés sur son circuit.

160,897. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Klanic, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé nouveau de fabrication de levure et de liquides fermentés des corps féculux, sans l'application du malt.

160,898. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Quaglio, Pintsch et Lentz, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Four de réduction du zinc et des autres métaux.

160,899. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Pœnsgen, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine à découper en petits morceaux les déchets de fer-blanc de toutes espèces.

160,900. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Lulham, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les boutons et leurs attaches.

160,901. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Trouvé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de foyers lumineux et miroirs combinés et ses diverses applications.

160,902. Brevet de quinze ans, 12 mars 1884; Richter, représenté par Chassevent,

à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines dynamo-électriques.

160,903. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Lemirre, représenté par Sinoquet aîné, à Rouen, avenue des Chantiers, n° 8. — Mécanisme à encliquetage et arrêt, pour la fermeture des volets de boutiques articulés.

160,904. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Sampité, à Tours, rue de la Chevalerie, n° 10. — Appareils d'enclenchement direct des leviers d'aiguilles et de signaux de chemins de fer.

160,905. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Brault et Teissat (société), à Chartres. — Perfectionnements au moulin à cylindres broyeurs du blé.

160,906. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Milleret frères, à Troyes, rue des Terrasses, n° 36. — Application de la vapeur dans une forme à gants.

160,907. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Vaissellet, à Saint-Etienne, rue Ferdinand, n° 21. — Appareil permettant d'obtenir par le levier de changement de marche dans les machines à vapeur réversibles, à volonté, la marche ordinaire ou l'asservissement du moteur et, automatiquement, la contre-vapeur et l'arrêt.

160,908. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Henry, à Sedan au 14^e régiment de chasseurs. — Crochet ou mousqueton porte-mors.

160,909. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Danly, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de tonneaux et fûts métalliques en tôles embouties.

160,910. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Fenner, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux machines à encoller les enveloppes.

160,911. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Hugédé, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de construction de chalet hygiénique et économique.

160,912. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Bossuat, représenté par Matray, Schmiubuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelles fermetures d'enveloppes.

160,913. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Schramm (Émile), Hewitt et Schramm (Louis), représentés par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Perfectionnements dans la production de la force motrice et dans les appareils qui s'y rapportent.

160,914. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Lorient, à Paris, rue du Faubourg Saint-Denis, n° 50. — Appareil dit le *Projecteur*, servant à vaporiser tous les liquides sans employer la chaleur, et destiné à l'agriculture, à l'horticulture et à l'assainissement des salles d'hôpitaux, des navires, etc.

160,915. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Plantron fils, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Cannetière différentielle automatique.

160,916. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Fléchet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de broyeur cylindrique et annulaire, avec rhabillage automatique, sans dérégler les meules.

160,917. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Cot, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil refroidisseur de café ou autres produits torréfiés.

160,918. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Hachée, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machines à imprimer sur lisières ou bordures.

160,919. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Monchovaux, à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 13. — Biberon en verre coloré et à bouchon en verre fermant à l'émeri.

160,920. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Gastellier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 16. — Système de conduits d'introduction et de distribution du gaz dans les fours, de quelques systèmes qu'ils soient, pour la cuisson des produits céramiques, ciments, chaux et plâtre.

160,921. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Lecomte, à Paris, rue Lacharrière, n° 2. — Appareil automatique pour le déplacement des galeries de fenêtres.

160,922. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Fort, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Fabrication en fil de fer des figures géométriques simples ou complexes, des solides ordinaires, développables et de révolution, et de tous objets divers.

- 160,923. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Rollin, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de buttoir à bascule automatique pour arrêter les battants de portes cochères ou autres, les barrières de passage à niveau, etc.
- 160,924. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Fauck, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Trépan à dédic automatique.
- 160,925. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Marchand et Jolibois, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de couveuse-mère pour l'éclosion et l'élevage des poussins.
- 160,926. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Siden, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre d'attelage élastique, dit *préservateur des chevaux*.
- 160,927. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Burke, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux moyens de rincer, de nettoyer et de purifier les égouts.
- 160,928. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Laquas, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fabrication de chaises et bancs en fer à T et à U.
- 160,929. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Schweizer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine raboteuse-graveuse automatique.
- 160,930. Brevet de quinze ans, 13 mars 1884; Berliner, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les transmetteurs-microphones, appliqués à la téléphonie.
- 160,931. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Bernheim et Stahler, représentés par Bardin, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Fabrication économique des supports d'abat-jour descendant seuls, pour bougies.
- 160,932. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; compagnie générale des asphaltes de France, représentée par Marchais, à Paris, quai de Valmy, n° 117. — Procédé de nettoyage à chaud des relevages d'asphalte comprimé.
- 160,933. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Nowell, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans la fabrication de l'acide lactique et des lactates.
- 160,934. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Nowell, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Mordant perfectionné à l'usage des teinturiers.
- 160,935. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Pickard, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les appareils servant à ouvrir, peser et préparer les matières textiles.
- 160,936. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Rothwell, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. Perfectionnements dans la fabrication des tissus à poil.
- 160,937. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Fletcher, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les appareils à traiter l'eau par le gaz.
- 160,938. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Morin, représenté par Maillet, à Paris, rue de la Mare, n° 7. — Machine moulurière, dite *fouilleuse-finisseuse*, et porte-outil universel pour toutes sortes de bois.
- 160,939. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Ogden et Livsey, représentés par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans la construction des machines à vapeur.
- 160,940. Brevet (brevet anglais devant expirer le 19 octobre 1897) pris, le 14 mars 1884, par Nordenfelt, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans la fabrication de la poudre.
- 160,941. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Gallois, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareils permettant aux trains en marche d'échanger automatiquement les sacs à dépêches.
- 160,942. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Variclé, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux fermetures à secret et à combinaisons variables, s'ouvrant sans clef.
- 160,943. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Tautain et Boyer, à Paris, rue de la Goutte-d'Or, n° 36. — Nouveau système d'attaches pour le gaz.
- 160,944. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Demonchaux, représenté par Ar-

mengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux métiers à broder mécaniques.

160,915. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Caboche, élisant domicile chez le sieur Lesueur, à Paris, rue Charlot, n° 10. — Injecteur sans clapets pour être appliqué aux chaudières à vapeur.

160,946. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Bourcart, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux broches des continous à filer.

160,947. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Capé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la fabrication des dragonnes et d'autres articles analogues.

160,948. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Gustin aîné et fils (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de frein automatique dit *le Rapide*, applicable aux treuils, grues et autres appareils de levage.

160,949. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Pérille, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements aux tire-bouchons.

160,950. Brevet de quinze ans, 8 mars 1884; Thibaud, représenté par Delpéy, rue des Templiers, n° 25, à Marseille. — Nouveau système de clef à déclenchement pour véhicules à bascule.

160,951. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Thivollet, Albert et Chosson (les sieurs), représentés par Bachelu, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Application du numérotage mécanique aux journaux quotidiens et autres.

160,952. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Dognin et compagnie, rue Puits-Gaillot, n° 1, à Lyon. — Machine à broder, dite *nouvelle brodeuse à entraînement universel*.

160,953. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Bouron, Claudius Jouffray et compagnie, représentés par Bachelu, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements aux chaudières tubulaires à circulation rapide, pour lesquelles les sieurs Claudius Jouffray et compagnie ont déjà pris un brevet le 30 novembre 1883.

160,954. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Bouchard, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Graisseur automatique pour machine à condensation.

160,955. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Charvet, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux ébullioscopes.

160,956. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Mas, rue de la Mairie, n° 49, à Boziers (Hérault). — Nouveau système de tricycle dit *tricycle cheval*.

160,957. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Lugnes, à Guerchy (Yonne). — Nouveau système de transmission mécanique.

160,958. Brevet de cinq ans, 18 mars 1884; Lenôtre, route d'Orbec, à Bernay (Eure). — Vernis à étendre sur les cylindres de pression employés dans les filatures de coton.

160,959. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Heudiard, à Pacy-sur-Eure (Eure). — Perfectionnement d'une machine-outil à affûter les scies à ruban automatiquement au moyen du tire-point.

160,960. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Ispa, à Douarnenez (Finistère). — Boîte à bande intérieure destinée à en faciliter l'ouverture.

160,961. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Verdalle, rue du Quatre-Septembre, n° 36, à Tarbes. — Pressoir en mouvement continu, dit *pressoir Verdalle*.

160,962. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Briche, à la Bassée (Nord). — Chariot dit *chariot sans pareil*.

160,963. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Wanquier, à Lille. — Application aux appareils à vidange en dessous contenant de la râpure ou cossette de betterave d'une fermeture conique à déplacement vertical.

160,964. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Delebart-Millet, à Fives-Lille (Nord). — Perfectionnements apportés aux métiers à filer dits *renvideurs*.

160,965. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Andrieu, rue Bouquière, n° 30, à Bordeaux. — Application de la force motrice aux meules.

160,966. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Onimus, à Paris, place de la Madeleine, n° 8. — Moyen de rendre les piles sèches.

160,967. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Johns (les sieurs), représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans l'étamage et le finissage des plaques en feuilles métalliques et dans les appareils qui s'y rapportent.

160,968. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Schrab, représenté par Dessandies, à Paris, rue des Moulins (hôtel de la Côte-d'Or). — Nouveau système de fabrication de gaz pour moteurs à gaz.

160,969. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Bernier, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application nouvelle des métaux ornés par estampage, emboutissage ou laminage à l'établissement des rétrécissements pour cheminées de tous styles, etc.

160,970. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Moreau, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Verrou à secret de sûreté.

160,971. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Kromer, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements apportés à la construction des robinets et de leurs boisseaux ou boîtes.

160,972. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Laquas, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de serre à chassis extérieurs se manœuvrant du dehors.

160,973. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Peigniet-Changeur, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Préparation et application d'un nouveau métal pour orfèvrerie, articles de quincaillerie, etc.

160,974. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Lorentz, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boîtes à musique.

160,975. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Armandy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de plateau ou cadre de filtres-presses et ses applications.

160,976. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Smillie, représenté par Chassevent, à Paris, n° 11. — Perfectionnements dans les couplages de wagons de chemins de fer.

160,977. Brevet de quinze ans, 15 mars 1884; Garcia, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif applicable aux pianos droits, servant à graduer facultativement la résistance des touches.

160,978. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Dachavanne, Grande-Rue, n° 11, à Saint-Maurice (Seine). — Nouvelles pipes préservatrices des dangers de la nicotine.

160,979. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Vaquez-Fessart, représenté par Julien, à Paris, rue des Archives, n° 34. — Bobine creuse, à deux tubes concentriques.

160,980. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Jouandon, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Roue de tirage de loterie, à sortie automatique de numéro par unité.

160,981. Brevet de quinze ans, 13 février 1884; Kunz, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Préparations de vernis pour meubles, pianos et autres objets en bois.

160,982. Brevet de quinze ans, 19 février 1884; Buffet et Boullinoy, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Application des hydrocarbures liquides pulvérisés par la vapeur d'eau aux chauffages industriels quelconques, et appareils destinés à cet usage.

160,983. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Stokner, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouveau procédé et nouvelles dispositions ayant pour effet de ne pas permettre le remplissage d'appareils à esprits et liqueurs avant la fermeture de la soupape d'écoulement ou du robinet.

160,984. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Auchner, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Innovations dans la construction de ventilateurs à jets d'eau.

160,985. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Imbert et Théries, représentés par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 77. — Perfectionnements apportés aux épingles ornementales servant à la coiffure des dames.

160,986. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Verneuil, représenté par Beaudou, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Appareil de carburation de l'air.

160,987. Brevet (brevet anglais devant expirer le 20 septembre 1897) pris, le 17 mars 1884, par Nordenfelt, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les torpilles.

160,988. Brevet (brevet anglais devant expirer le 18 septembre 1897) pris, le 17 mars 1884, par Bradford, représenté par Matray, Schmitzbuhl et compagnie, à

Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Modifications apportées aux machines à tailler les bouchons.

160,989. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Richter, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil servant à allumer les lampes.

160,990. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; société dite *Badische Anilin et Soda-Fabrik*, représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Préparation de matières colorantes jaunes, orange-rouges et brunes par l'action de l'ammoniaque et d'amines sur les benzophénones diamides tétraalcalylés.

160,991. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Zotoff, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système d'appareils pour la production de l'eau douce.

160,992. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Settle, représenté par Gadman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les vélocipèdes tricycles et autres.

160,993. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Placé frères (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareil permettant d'obtenir sur toutes sortes d'étoffes, et notamment sur les tissus de coton imprimés désignés sous le nom de *flanelles américaines*, des lisières tissées de toutes nuances, sans impression ou avec impression.

160,994. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Bigeon, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Fil électrique multiple et ses applications aux machines et appareils électriques de tous systèmes.

160,995. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Price, représenté par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux appareils à signaux.

160,996. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Buchholz, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux moulins à cylindres.

160,997. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Ansault, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de moteur à poids.

160,998. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Minns, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les contreforts pour chaudières et dans les appareils servant à leur fabrication.

160,999. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Lorrain, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Genre de boutons de chemise à double fonction.

161,000. Brevet de cinq ans, 15 mars 1884; Rome, au Puy. — Trieur-ébarbeur destiné à approprier les orges et à les rendre prêtes à être livrées à la brasserie.

161,001. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; de Vesly et Godey, à Rouen. — Bouche d'égout siphonide en fonte.

161,002. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Letzgus-Boivin, à Troyes, rue Planché-Clément. — Perfectionnement à un nouveau genre de moulin dit *moulin de Campagne*.

161,003. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Chrétien, à Blois. — Pressoir à double levier articulé.

161,004. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Bayle, à Paris, rue de Châteaudun, n° 29. — Nouveau modèle de lampe à niveau constant.

161,005. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Bourrey, à Paris, rue Baudin, n° 31. — Fourneau à gaz.

161,006. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Oldham, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Clarificateur décanteur-éclair.

161,007. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Hayden, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Système de charriage automatique à l'usage des magasins.

161,008. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Gerfeat (les sieurs), représentés par Camblong, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Métier à tisser les torchons.

161,009. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Sprague, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les moyens servant à régler les moteurs dynamo-électriques.

161,010. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Genese, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les appareils servant à protéger les yeux contre les poussières et les gaz suspendus dans l'atmosphère.

161,011. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Clapp, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la construction des navires de guerre et marchands pour les protéger contre les projectiles et les tester facilement, applicables aussi aux tours, tourelles, forts aux plaques de blindages servant à la défense des navires et des côtes.

161,012. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Gilliat, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des chaussures.

161,013. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Jones et Bridger, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des talons en métal et dans les appareils employés dans ce but.

161,014. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Lohmrau et Stolterfoht, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux manchons d'embrayage à friction et à griffes.

161,015. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Boileau fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre d'ustensiles de ménage-jouet, en caoutchouc souple.

161,016. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Ferris, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil perfectionné applicable aux dispositifs de fermeture de circuit et aux relations des avertisseurs électriques.

161,017. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Gibaud, représenté par de Janzé, à Paris, rue Alfred-Stevens, n° 9. — Procédé de puddlage dans un nouveau four à parois et à sole en matériaux basiques.

161,018. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Jacquet, représenté par Pages et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Perfectionnements dans les buscs de corsets.

161,019. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884, Russell et Bartlett, représentés par Pages et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Système d'arme à répétition se chargeant par la culasse.

161,020. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Brunet, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau procédé économique pour le dépotage et le mélange des vins et spiritueux, etc.

161,021. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Micciullo, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les berceaux et hamacs oscillants.

161,022. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Absterdam, représenté par Menons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Système perfectionné de télégraphie automatique.

161,023. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Kolndorfer, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil perfectionné pour la dessiccation et l'emmagasinage du malt des blés et des fruits.

161,024. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Fosbery, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux armes à feu à répétition et se chargeant par la culasse.

161,025. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Lacaze, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de four continu pour la cuisson du plâtre.

161,026. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Montailié, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de cages à mangeoires extérieures.

161,027. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; de Basilevsky, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les lampes électriques à arc voltaïque.

161,028. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Adams, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils de commande des aiguilles et signaux de chemins de fer.

161,029. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Guénin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Sonde démontante système Pajot-Guénin.

161,030. Brevet de cinq ans, 20 mars 1884; Calmels, rue Bayard, n° 22, à Toulouse. — Télémètre dit *télémètre Calmels*.

161,031. Brevet de dix ans, 18 mars 1884; Augis, boulevard Saint-André, à Béziers. — Greffoir pour la vigne.

161,032. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Poyet, représenté par Bachelu, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau lève-fûts.

161,033. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Duparquet, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Éteignage instantané, sans odeur ni fumée, des bougies, cierges, chandelles stériques, etc.

161,034. Brevet de quinze ans, 18 mars 1884; Serve, rue des Servettes, à Givors (Rhône). — Nouveau système de fabrication des tuyaux en fer et acier.

161,035. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; André-Légrand et compagnie (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Nouveau système de chauffe-bains à pression.

161,036. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Doat, à Senouillac (Tarn). — Instrument dit *décavayonneuse-déchaussuse*.

161,037. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Décharnes, lieutenant au 36^e régiment d'artillerie, à Clermont-Ferrand. — Nouveau système de compteur des locomotives à vapeur.

161,038. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Revillon et Ballet, à Moulins. — Nouveau système de sertisseur rogne-tube.

161,039. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Dubos, place des Carmes, n° 30, à Rouen. — Appareil produisant un mélange gazeux propre à l'éclairage et au chauffage au moyen d'air traversant des essences ou liquides volatils.

161,040. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Boldat, rue de Préaux, n° 40, à Darnétal-lez-Rouen (Seine-Inférieure). — Machine à élargir les tissus.

161,041. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Serin, représenté par Cossas, à Paris, rue Saint-Martin, n° 345. — Mécanisme applicable aux pince-nez, désigné sous la qualification de *plaques oscillantes conjuguées*.

161,042. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Olive, à Paris, rue de Crussol, n° 35. — Plaques funéraires en céramique et en métal estampé.

161,043. Brevet (brevet anglais devant expirer le 22 septembre 1897) pris, le 19 mars 1884, par Steen et Walker, représentés par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements dans les moyens de fixer et de maintenir les rails de chemins de fer.

161,044. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Heilmann, Ducommun et Steinlen (société), représentée par Schmerber, à Paris, boulevard de Magenta, n° 18. — Fraises à burins rapportés.

161,045. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; A. Janniot et compagnie (société), à Paris, rue de l'Estrapade, n° 9. — Application du calendrier-réclame illustré à l'imitation en relief de l'assiette ou du plat décorés par les procédés lithographiques.

161,046. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Couper et Rac, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans la distillation de la houille, du schiste et autres substances carboniques donnant des hydrocarbures et composés nitrogenés, et dans les appareils qui s'y rapportent.

161,047. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Ellis et Léonard, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans l'accouplement ou manchonnage des arbres.

161,048. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; vicomte Ruty, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Boîte-paravent pour allumettes de tous genres.

161,049. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; de Neufville, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de plaques à caractères mobiles pour fabrication des cartons piqués pour tissages en tous genres.

161,050. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Schlickeysen, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Tablettes en argile pour le fixage du crépi sur les murs, plafonds, etc.

161,051. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Lemaire, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle machine à boucher les bouteilles.

161,052. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Dean, représenté par Bardin, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Perfectionnements dans les bottes à écuyère et à cuissards.

161,053. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Briggs, représenté par Mennons

jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Matière composée perfectionnée, destinée à la confection des sacs doublés, pour le café et le sucre, également applicable à d'autres usages.

161,054. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Flodquist, représenté par Dumas, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareil propre à la fabrication simultanée de la colle d'os à l'aide de l'acide sulfureux, et permettant de produire en même temps du phosphate et du sulfite de chaux.

161,055. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Bourdon, représenté par Dumas, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de moteur à vapeur pour chaudières demi-fixes ou locomobiles.

161,056. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Seck, représenté par Dumas, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à séparer les substances légères des substances lourdes au moyen d'un courant d'air agissant par aspiration.

161,057. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Flodquist, représenté par Dumas, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareils propres à la fabrication de la pâte à papier au moyen de la sciure de bois, de la paille et d'autres matières fibreuses traitées par la chaux phosphatée acide et le sulfite de chaux acide.

161,058. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Clever, représenté par Dumas, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés au mode de récupération de l'étain au moyen de débris de fer-blanc.

161,059. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; P. Giro et compagnie (société), représentée par Dumas, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Cordes préservatrices pour préserver du refroidissement les tuyaux ou appareils à vapeur, à eau chaude, etc.

161,060. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Louis, représenté par Dumas, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de fer à repasser, à foyer intérieur et à poignée démontable.

161,061. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Maury jeune, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mode d'application perfectionné des naphthes à la filature.

161,062. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Aberlin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les fermoirs pour cravates, écharpes et autres articles analogues.

161,063. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Duroux (M^{re}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Conserves de café en tablettes et procédé de fabrication.

161,064. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; de Sainte-Marie, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelles dispositions pour la pile électrique, l'accumulateur et leurs conséquences comme sources électriques.

161,065. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; comte de Dienheim Brochocki, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de pont démontable pour les services militaires et pour toutes autres applications.

161,066. Brevet de dix ans, 19 mars 1884; Peyot, rue Duquesne, n° 8, à Alger. — Application de la galvanoplastie de cuivre, d'argent ou d'or sur toutes espèces de coquillages.

161,067. Brevet de dix ans, 21 mars 1884; Lallart, à Lens (Pas-de-Calais). — Système de persiennes décoratives en bois de chêne s'appliquant à toutes constructions.

161,068. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Errani, Ciampanty et Bloc, à Paris, rue du Château-des-Rentiers, n° 196. — Machine motrice fixe ou locomotrice.

161,069. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Seedhouse, représenté par Camlonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnement apporté aux cartes à jouer.

161,070. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Cosson, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Avant-corps de charrette.

161,071. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Champion, représenté par Delage,

à Paris, rue Saint-Sebastien, n° 45. — Appareil à conserver la boisson dans la futaille, dit *bonde isolante*.

161,072. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Dillies et compagnie (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint Sébastien, n° 45. — Procédé pour rendre incorruptibles et imperméables les tissus végétaux et autres.

161,073. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Abadie, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication du papier filigrané et son application nouvelle à la confection mécanique des cigarettes.

161,074. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Thomé fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux serrures bec-de-cane à volet d'arrêt.

161,075. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Debiol et Charlin, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de compteur d'eau.

161,076. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Rey, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux encriers de poche.

161,077. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Farcot, avenue de la Gare, n° 13, à Saint-Ouen (Seine). — Perfectionnements aux pompes centrifuges dans leurs formes et proportions, leur mode de construction et leur installation.

161,078. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Carichou, représenté par Barbe, à Paris, boulevard Voltaire, n° 156. — Filtre à indicateur électrique.

161,079. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Prévost, route d'Abbeville, n° 52, à Montiers-les-Amiens (Somme). — Extraction des corps gras, fabrication de lessives alcalines et purification des eaux savonneuses des peignages de laines.

161,080. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1883; Stanley, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de surfaces métalliques pour la fixation du plâtre, du ciment ou autres enduits aux plafonds, murailles et parois de tous genres.

161,081. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1884; Lebouvier-Ménard et Papin (société), à Bctz (Maine-et-Loire). — Tarare cribleur.

161,082. Brevet de quinze ans, 16 février 1884; Schulze et Wagner (société), représentée par Paul Sée, boulevard de la Liberté, n° 121, à Lille (Nord). — Procédé de tissage dit *tour anglais*.

161,083. Brevet de quinze ans, 21 février 1884; Catala et fils (société), rue Alsace-Lorraine, à Toulouse. — Ressort-tournure.

161,084. Brevet de quinze ans, 19 mars 1884; Schnlhof et Quirin, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle matière explosible.

161,085. Brevet de quinze ans, 14 mars 1884; Maris, à Lavelanet (Ariège). — Compteur mécanique pour les métiers à tisser, servant à compter les fils en travers ou de trame par mille dnites.

161,086. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Gauchet, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Corbeilles en fibres de coco et leur fabrication.

161,087. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Champigny, élisant domicile chez la dame veuve Champigny, à Neuilly-sur-Seine, rue Basse-de-Longchamp, n° 11. — Perfectionnements aux téléètres : collinéateur, triangulateur.

161,088. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Glaessner (les sieurs), représentés par Matray, Schmitzbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Modifications apportées aux électrodes des piles primaires et secondaires.

161,089. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Kratz, représenté par Matray, Schmitzbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau système d'aiguilles à coudre.

161,090. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Akerman, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de la Banque, n° 18. — Perfectionnements dans les cannes de parapluie.

161,091. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Suilliot, représenté par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Récupération de la graisse entraînée dans les bouillons de colle-forte, les eaux de lavage, de dégraissage des matières em-

- ployées, les bouillons d'animaux morts qu'on traite pour la graisse, et récupération de la colle-forte que peuvent contenir ces bouillons divers.
- 161,092. Brevet (brevet anglais devant expirer le 17 janvier 1898) pris, le 21 mars 1884, par Hodgson, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les signaux de chemins de fer.
- 161,093. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Jackson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de plissage perfectionné.
- 161,094. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Dalton junior, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la gravure sur verre ou sur autres matières analogues.
- 161,095. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; J.W. Kenion et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'indicateur de niveau dans les chaudières à vapeur, avec signal d'alarme.
- 161,096. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Bourdon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux manomètres et vacuomètres métalliques.
- 161,097. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Chamberland, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de filtre portatif.
- 161,098. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Hinksman, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils et dispositifs pour actionner les voitures de tramways à traction par câbles.
- 161,099. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Royer, représenté par Damag, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre d'abat-jour articulé, dit *abat-jour parisien*.
- 161,100. Brevet de quinze ans, 17 mars 1884; Bajocchi, représenté par A. Marocco, quai du Port, n° 34, à Marseille. — Enveloppe et papier memorandum s'ouvrant par un petit mécanisme.
- 161,101. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Hedde, à Angoulême. — Laveur perfectionné, destiné à l'épuration ou à l'enrichissement des gaz et spécialement du gaz d'éclairage.
- 161,102. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884, Lefèvre, à Étalles (Ardenne). — Nouvelle bluterie centrifuge verticale.
- 161,103. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Bertrand, à Lure. — Horloge électrique.
- 161,104. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Huet frères (société), à Brionne (Eure). — Appareil récepteur conducteur, s'adaptant sur les bâtis des cardes ou des appareils diviseurs et à nappes de différents systèmes, à lanières, lames d'acier fixes ou mobiles.
- 161,105. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Larzerges, à Paris, rue Fontaine, n° 42. — Châssis à clef avec assemblage hélicoïdal à pression, à l'usage des artistes peintres.
- 161,106. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Reimann, représenté par Bardin, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Système de serrage du point dans les machines à coudre dites : *machines Reimann*.
- 161,107. Brevet (brevet anglais devant expirer le 21 février 1898) pris, le 22 mars 1884, par Starnes, représenté par Brandon, à Paris, rue Lafitte, n° 1. — Soupape hydro-pneumatique perfectionnée pour décharger les citernes, réservoirs et autres vases.
- 161,108. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Muller (Émile-Mathias), représenté par Auguste Muller, à Paris, rue Lafayette, n° 37. — Nouveau compresseur à gaz et à liquides.
- 161,109. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Muller (Émile-Mathias), représenté par Auguste Muller, à Paris, rue Lafayette, n° 37. — Nouvel injecteur propulseur.
- 161,110. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Wesselmann, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Perfectionnements apportés à des filières brisées et à des tarauds.
- 161,111. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Simpson, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système d'appareils perfectionnés propres à distiller des substances bitumineuses.
- 161,112. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Révet et Powell, représentés par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans les régulateurs à boules.

161,113. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Cameron, représenté par Lacomme, à Paris, rue d'Abbeville, n° 4. — Nouveaux perfectionnements dans la construction et la disposition des télescopes et autres instruments d'optique.

161,114. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Penot, représenté par Gudman et compagnie, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouveau système d'agencement des fours d'usines à gaz avec application de gazogène et de récupération de la chaleur perdue.

161,115. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Goehring, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de propulsion pour bateaux et pour appareils aériens.

161,116. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Ville, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil à extraire la graisse des os et autres corps qui la contiennent.

161,117. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; la colonie de Saint-Genest-Lerpt, représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Targette perfectionnée.

161,118. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Dhondt et Bouy, représentés par Dumas, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de garde-trame pour métiers mécaniques à tisser.

161,119. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Le Melle, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de mâchoire de serrage pour lame de scie, applicable aux machines à découper de tous genres.

161,120. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; de Baecker, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de porte-objets (cannes, parapluies, etc.) destiné à être adapté sur table, chaises, etc., ou sur un support spécial.

161,121. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; société générale des téléphones (réseaux téléphoniques et constructions électriques), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Transmetteur microphonique à plaques vibrantes en charbon, système Berthon.

161,122. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Colcombet et compagnie, représentés par Bachelu, à Paris, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31. — Perfectionnements aux métiers à tisser les velours en deux pièces.

161,123. Brevet de quinze ans, 21 mars 1884; Baudry, représenté par Roux, rue Neuve, n° 13, à Lyon. — Emploi d'un appareil destiné à produire artificiellement le levain.

161,124. Brevet de quinze ans, 22 mars 1884; Doyen, cour du Chaudron, n° 7, à Lille. — Système de bâti avec modérateur de vitesse et paliers graisseurs pour le fonctionnement, par moteur, des machines à coudre et de toutes les machines similaires.

161,125. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; de Surmont (les sieurs), rue d'Isly, n° 62, à Lille. — Nouveau système de tuyau à ailettes.

161,126. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Coisne, rue de la Brasserie, n° 9, à Lille. — Appareil d'entraînement centrifuge des liquides que l'on veut filtrer ou décolorer ou convertir en vinaigre, ainsi que pour dépouiller les vins ou autres liquides de leurs matières extractives et colorantes.

161,127. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Cornil, à Fresnes-sur-l'Escaut (Nord). — Nouveau mode de tirage des fours de verrerie, devant prévenir les lignes de froid qui se produisent dans les pots.

161,128. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Béal fils aîné, à la Chaise-Dieu (Haute-Loire). — Nouveau système d'échappement d'horlogerie de précision, supprimant tout frottement et rendant inutile l'emploi de l'huile.

161,129. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Chaumont, à Périgueux. — Presse-cartes, système Chaumont, dit à chariot.

161,130. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Portebois, à Paris, rue des Entrepreneurs, n° 50. — Machine à coudre à mouvement rectiligne.

161,131. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Menthe, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Machine à lisser les gants en peau.

161,132. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Baudoin-Lavallée, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés aux serures dites becs-de-cane.

161,133. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Bngler, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil pour changer le

mouvement de rotation dans un mouvement de va-et-vient pour mettre en activité des pompes à piston, des machines à raboter et d'autres machines.

161,134. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Schroeder, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans les machines à pulvériser.

161,135. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Schroeder, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans les machines à pulvériser.

161,136. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Grosset, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Serrure *Grosset* avec pêne dormant demi-tour à fouillot allant à toute main.

161,137. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Jamelin, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Filières extensibles en acier pour tirer les tubes coniques en n'importe quel métal épais ou mince.

161,138. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Wordsworth et Lindley, représentés par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les moteurs à gaz.

161,139. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Wollner, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouvel appareil permettant de copier les contours des dessins, patrons, etc., en agrandissant ou en réduisant l'échelle à volonté.

161,140. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Bataille (M^{re}), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau pèse-paille automatique applicable aux machines à battre de tous systèmes.

161,141. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Steinheil, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg n° 2. — Perfectionnements dans les longues-vues et jumelles.

161,142. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Meyer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Collier destiné à empêcher les chevaux de tiquer.

161,143. Brevet (brevet anglais devant expirer le 2 octobre 1897) pris, le 24 mars 1884, par Biggs, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements dans les serrures et verrous ou loquets.

161,144. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884, Lévy, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de fabrication des corps de jumelles-optiques en cuivre ou autre métal, à section polygonale.

161,145. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Cassel, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de traitement des minerais d'or et d'autres substances aurifères, et particulièrement des minerais d'or rebelles ou réfractaires et des concentrés, par électrolyse, sans traitement préalable dans un four.

CERTIFICATS D'ADDITION.

Faure, 2 janvier 1884, brevet 158,702. (Nouveau procédé de traitement à haute température des métaux alcalins et autres matières.)

Schulhof, 2 janvier 1884, brevet 148,459. (Nouveau système de fusil à répétition.)

Fresco, 3 janvier 1884, brevet 143,660. (Chemise-attache.)

Moriceau, 3 janvier 1884, brevet 151,975. (Sangle porte-cartouches.)

Charneau, 3 janvier 1884, brevet 157,226. (Four de verrerie chauffé au gaz avec un système de récupération.)

Besson, 3 janvier 1884, brevet 152,629. (Poêle calorifère perfectionné.)

Chemallé aîné, 3 janvier 1884, brevet 156,664. (Nouvelles constructions de cuves à vendanges, foudres et citernes, destinés à recevoir le vin et autres liquides.)

Chambonnière, 4 janvier 1884, brevet 148,397. (Herse à dents sans écrous, sans goupilles et sans clavette, dite herse Chambonnière.)

Goirand aîné, 4 janvier 1884, brevet 152,965. (Corset électrique.)

Cefrey et Jouvot, 4 janvier 1884, brevet 152,975. (Perfectionnements dans les microphones.)

Lenoir, 4 janvier 1884, brevet 158,259. (Perfectionnements aux moteurs à gaz.)

Cayre, 4 janvier 1884, brevet 144,901. (Cafetière-filtre à café, fonctionnant seule et s'arrêtant seule.)

Henry, 5 janvier 1884, brevet 126,534. (Plage en pelote des soies à coudre, pour machines à coudre.)

Fransson, 5 janvier 1884, brevet 188,915. (Système de fermeture ou attache de gants, chaussures, etc.)

Hembert et Henri, 5 janvier 1884, brevet 157,921. (Système de production de gaz de chauffage ou de gaz très éclairant.)

Müller, 7 janvier 1884, brevet 146,552. (Système de manivelle hydraulique à excentricité variable à distance, soit au repos, soit en mouvement.)

Barbet, 8 janvier 1884, brevet 141,809. (Coupe-racines centrifuge muni de boîtes à couteaux mobiles.)

Caudroy, 8 janvier 1884, brevet 183,099. (Nouvelle tige à pompe pour lustres, suspensions, dite tige Caudroy.)

Gratzel, 8 janvier 1884, brevet 152,341. (Nouveau procédé de fabrication de magnésium, d'aluminium et d'autres métaux des terres alcalines.)

Reinhardt, 8 janvier 1884, brevet 153,082. (Procédé ayant pour but d'opérer en grand et industriellement le séchage des résidus de diffusion de sucrerie.)

Portebois, 8 janvier 1884, brevet 155,531. (Nouveau système de remontage des mouvements d'horlogerie, dit mouvement d'horlogerie à remontage central.)

Greives et Bléoo, 8 janvier 1884, brevet 155,738. (Perfectionnements dans la pose des conducteurs électriques souterrains et dans certains matériaux y employés.)

Leconte fils, 8 janvier 1884, brevet 156,837. (Système perfectionné de mélange de la laine avec le coton.)

Corani, 8 janvier 1884, brevet 159,203. (Perfectionnements aux montures de parapluies.)

Marix, 9 janvier 1884, brevet 149,118. (Nouveau procédé de traitement des corps gras pour obtenir leur division.)

Ohl, 9 janvier 1884, brevet 159,508. (Fermeture mécanique à levier et brides instantanée, pour bouteilles de champagne et autres.)

Compagnie anonyme des appareils automatiques pour accrocher et décrocher les wagons de chemins de fer, 9 janvier 1884, brevet 145,487. (Appareil d'accrochage automateur des wagons pour chemins de fer, avec triangle de sûreté et régulateur de serrage.)

Clur et et Bächwalter, 9 janvier 1884, brevet 153,069. (Laveuse rinceuse continue pour flottes et autres matières.)

Lefèvre, 9 janvier 1884, brevet 157,581. (Nouveau système de laboureuse se retournant seule lorsqu'il est nécessaire de changer d'orilles.)

Hargreaves et Robinson, 9 janvier 1884, brevet 145,936. (Perfectionnements dans le traitement des minerais et des substances contenant de l'antimoine.)

Gavioli et compagnie (Société), 9 janvier 1884, brevet 157,634. (Perfectionnements dans les organes mécaniques à cylindre et à manivelle.)

Tourreau, 9 janvier 1884, brevet 159,324. (Moteur à compression d'air et à détente sous une température constante.)

Billette, 10 janvier 1884, brevet 155,258. (Cartouche nationale alimentaire ou procédé de café torréfié.)

Tischendorf, 10 janvier 1884, brevet 158,226. (Perfectionnements apportés aux pipes et tuyaux à cigares et cigarettes.)

Béal aîné et Réal fils, 10 janvier 1884, brevet 158,385. (Sac à presses de mineries.)

Folacci, 10 janvier 1884, brevet 158,355. (Dispositif applicable à la propulsion des ballons dans une direction quelconque, dit ballons Folacci.)

Lechal, 10 janvier 1884, brevet 159,891. (Fabrication d'un genre de tricot apprêté.)

Martin frères, 11 janvier 1884, brevet 139,822. (Machine à ébourrer, écharner, drayer ou égaliser toutes sortes de peaux, en travail de rivière ou à sec.)

Pareuty, 11 janvier 1884, brevet 153,076. (Nouveau procédé mécanique pour régler, évaluer, modifier à son gré et enregistrer les pressions et les débits des fluides pesants.)

Stier, 11 janvier 1884, brevet 154,935. (Modifications apportées aux fours destinés à la préparation du coke et autres procédés de distillation.)

Müller, 11 janvier 1884, brevet 154,937. (Appareil de ventilation.)

Jacquemet et Marcon, 11 janvier 1884, brevet 157,987. (Système ascensionnel automatique du porte-couteau pour la fabrication de la chenille.)

Grancollot, 11 janvier 1884, brevet 159,043. (Nouveau système de robinet applicable aux canules à piston et à tous usages industriels.)

Cheswright, 12 janvier 1884, brevet 155,090. (Procédé de fabrication perfectionnée et économique de capsules pour bouteilles.)

Le Popp, 12 janvier 1884, brevet 150,169. (Système d'éclairage au gaz dit lumière *pneuma-hydrigue*.)

Joyeux, 12 janvier 1884, brevet 153,078. (Appareil dit *veilleuse-horloge*, par la projection d'une montre.)

Comte de Vismes, 12 janvier 1884, brevet 156,245. (Pressoir portatif de table.)

Leune, 12 janvier 1884, brevet 157,542. (Instrument dit *thermo-alcoomètre*.)

Manil, 12 janvier 1884, brevet 157,703. (Crémone d'engrenage et levier double mouvement.)

Buhl et Graff, 12 janvier 1884, brevet 157,851. (Système amortisseur pour métiers à tisser.)

Boiteau, 12 janvier 1884, brevet 159,394. (Pal distributeur destiné à l'emploi du sulfure de carbone pour la destruction du phylloxera.)

Audoye, 14 janvier 1884, brevet 101,689. (Appareil dit *circur mécanique*, destiné à cirer mécaniquement la chaussure.)

Cheswright, 14 janvier 1884, brevet 145,730. (Genre de capsule à col découpé pour en conserver le corps après le débouchage de la bouteille.)

Cognard fils, 14 janvier 1884, brevet 153,129. (Nouveau système de scie mécanique.)

Nowlan, 15 janvier 1884, brevet 143,732. (Papier de sûreté perfectionné pour mandats et autres documents de valeur.)

Chaudet, 15 janvier 1884, brevet 153,721. (Construction des lampes dites *modérateur*, permettant d'y brûler toutes espèces d'huiles d'éclairage.)

Dubois, 16 janvier 1884, brevet 147,873. (Système perfectionné de bâton preneur permettant d'atteindre les objets éloignés.)

Daix, 16 janvier 1884, brevet 157,776. (Appareil à flotteur automatique équilibré ayant pour but de régulariser l'écoulement d'un liquide dont on veut maintenir le niveau à un point déterminé.)

Offermann, 16 janvier 1884, brevet 153,951. (Perfectionnements apportés aux machines à peigner les matières textiles.)

Chabanel, 16 janvier 1884, brevet 157,436. (Appareil perfectionné de vidaages, inodore, diviseur et filtrant.)

Denuelle, 17 janvier 1884, brevet 154,288. (Treillage et clôture fixe et mobile pour petite et grande culture.)

Nougaret, 17 janvier 1884, brevet 156,887. (Système de tramway dit *tramway rapide à traction centrale*.)

Herbet, 17 janvier 1884, brevet 138,270. (Perfectionnements apportés aux lits en fer.)

Doumaux, 17 janvier 1884, brevet 148,002. (Support ou piton d'embrassure à ressort pour tringles de tapis ou tous autres usages.)

Guillebot, 17 janvier 1884, brevet 154,425. (Système de greffoir à maia pour greffer les plans de vigne sur place.)

Mabiile, 17 janvier 1884, brevet 153,169. (Perfectionnements dans les tarares.)

Hanarte, 17 janvier 1884, brevet 158,314. (Système de pompe à tuyères pour refouler l'eau à de grandes et à toutes hauteurs et à grande vitesse.)

Société anonyme des produits chimiques (établissement Malétra), 18 janvier 1884, brevet 158,33. (Mode d'extraction du soufre des charrées ou marcs de soude.)

Senet, 18 janvier 1884, brevet 159,527. (Système de pile à courant constant dite *pile Senet*, au sulfate de fer et de potasse ou alun de fer.)

Décap, 18 janvier 1884, brevet 159,584. (Machine à ramoner les cheminées par la partie inférieure, c'est-à-dire en évitant de monter sur les toitures.)

Lelièvre, 18 janvier 1884, brevet 147,707. (Taille-crayon perfectionné dit *taille-crayon, système Lelièvre*.)

Martin, 18 janvier 1884, brevet 129,618. (Jouet automatique dit *grenouille amphibie*.)

Devooght, 18 janvier 1884, brevet 144,633. (Système de chemins de fer et tramways à câbles, sans locomotives ni chevaux, la voiture roulant seule sur la voie.)

Le Breton, 19 janvier 1884, brevet 153,452. (Bon-bout mobile pour chaussures.)

De Tassigny frères et compagnie, 19 janvier 1884, brevet 154,261. (Nouveau système de déroulement de l'ensouple supprimant les poids qui agissent sur les romaines.)

Soyer, 19 janvier 1884, brevet 156,588. (Système de fermeture de grande sûreté pour portes.)

Westphal, 19 janvier 1884, brevet 147,691. (Brûleur régénérateur.)

Calliburcès, 20 janvier 1884, brevet 152,428. (Nouvel appareil pneumatique perfectionné d'évaporation et de distillation, les dispositions et parties nouvelles employées dans cet appareil et ses différents usages.)

Société anonyme dite *Fonderie de nickel et métaux blancs*, 21 janvier 1884, brevet 155,098. (Procédé de fabrication du nickel et d'un cobalt purs, malléables, et de l'un ou l'autre de ces métaux alliés au fer et malléables (système Lechesne).)

G. von Kramsta'sch Erben et le sieur Rudolf Wiester (Société), 21 janvier 1884, brevet 159,448. (Perfectionnements dans le traitement métallurgique des minerais de zinc.)

Lion, 21 janvier 1884, brevet 157,770. (Nouveau système d'assemblage de rails et traverses de voies portatives.)

Robin, 21 janvier 1884, brevet 153,761. (Système de raboutement des baleines par assemblage et sertissage.)

Biuder aîné, 21 janvier 1884, brevet 135,291. (Nouvelle traction élastique complète et guidée, applicable à l'attelage d'un ou de deux chevaux.)

Tellier, 22 janvier 1884, brevet 147,302. (Appareil propre à conserver les aliments.)

Barbier, 22 janvier 1884, brevet 158,221. (Perfectionnements dans la fabrication de la glucose.)

Cotuin, 22 janvier 1884, brevet 161,369. (Appareil à ouvrir et fermer automatiquement les réservoirs.)

Champenois et compagnie (Société), 22 janvier 1884, brevet 152,499. (Genre de plaques métalliques décoratives imitant la faïence pour l'ornementation intérieure et extérieure des maisons.)

Compagnie de Fives-Lille, 22 janvier 1884, brevet 151,853. (Malaxeur-élévateur pour matières pâteuses, et spécialement pour masses cuites de sucreries et raffineries.)

Rillieux, 23 janvier 1884, brevet 135,517. (Perfectionnements apportés aux appareils de condensation.)

Berrubé, 24 janvier 1884, brevet 157,522. (Système de machine à teindre le coton en écheveaux.)

Piguet et compagnie, 23 janvier 1884, brevet 147,961. (Nouveau système de graisseur à compte-gouttes visible.)

Verryl, 23 janvier 1884, brevet 146,467. (Fabrication continue du salpêtre.)

Moes, 23 janvier 1884, brevet 156,471. (Crèmeuse.)

Lambert, 23 janvier 1884, brevet 153,357. (Procédé d'électrolyse pour l'extraction des métaux directement de leurs minerais et pour leur raffinage, en évitant toute polarisation.)

Poenagen, 23 janvier 1884, brevet 159,210. (Procédé ayant pour but de retirer l'étain des déchets de fer-blanc de toute espèce dans des appareils pouvant se fermer hermétiquement.)

Dulac, 23 janvier 1884, brevet 132,438. (Chaudière à vapeur.)

Ch. Milé fils et compagnie (Société), 23 janvier 1884, brevet 156,559. (Sonnerie trembleuse électrique.)

Champenois et compagnie (Société), 23 janvier 1884, brevet 152,498. (Mode perfectionné d'impression sur zinc.)

Bourrey, 23 janvier 1884, brevet 134,762. (Bec réflecteur à gaz.)

Vivien et Dujardin, 24 janvier 1884, brevet 153,310. (Appareil d'évaporation à effet multiple.)

Boucher aîné, 24 janvier 1884, brevet 153,268. (Nouveau système permettant de transformer les matières vitrifiables en verre liquide au moyen de la chaleur perdue, et d'obtenir, à volonté, le travail continu ou alternatif dans les fours à creusets ou à bassins.)

Paré fils, 24 janvier 1884, brevet 155,823. (Appareil dit *insectivore Paré*, destiné spécialement à pratiquer la destruction instantanée des chenilles et autres insectes dans les arbres fruitiers, forestiers, etc.)

Sturtevant, 24 janvier 1884, brevet 152,491. (Perfectionnements apportés aux moulins triturateurs.)

Genty, 25 janvier 1884, brevet 159,911. (Nouveau tube à feu à bouilleur intérieur pour chaudière à vapeur.)

Grelean, 25 janvier 1884, brevet 153,322. (Compteur d'eau.)

Maiche, 25 janvier 1884, brevet 156,831. (Application nouvelle de la carte photographique pour constituer une carte dite d'identité.)

Bayle, 25 janvier 1884, brevet 157,562. (Nouveau système de foyer applicable aux chaudières à vapeur et à tous les foyers en général.)

Barrière, 26 janvier 1884, brevet 149,230. (Ceinture herniaire dite *ceinture Barrière*, élastique à pelote ferme.)

Morris, 26 janvier 1884, brevet 142,862. (Système et appareils perfectionnés pour contrôler la justesse de la visée et de la hausse dans les exercices de tir.)

Godin et compagnie (société du Familistère de Guise), 26 janvier 1884, brevet 153,374. (Procédés nouveaux de polissage des métaux pouvant s'adapter à toutes les surfaces et pour les machines servant à l'application de ces procédés.)

Tournoux, 26 janvier 1884, brevet 159,952. (Nouveaux moyens et procédés pour obtenir par morsures les planches typographiques ou teintes.)

Lecat (M^{re}), 26 janvier 1884, brevet 153,369. (Système de fabrication d'un produit dit *savon minéral*.)

Mégy, 26 janvier 1884, brevet 148,004. (Perfectionnements dans les moteurs.)

Julien, 28 janvier 1884, brevet 153,352. (Nouveau système de romaine.)

Goddé, 28 janvier 1884, brevet 153,101. (Fabrication en verre trempé des timbres, cloches, sonnettes en usage dans l'électricité, l'horlogerie, etc.)

Rigaud, 28 janvier 1884, brevet 153,366. (Disposition mécanique propre à augmenter la puissance de la force motrice.)

Descottes, 28 janvier 1884, brevet 156,802. (Extirpateur-semoir.)

Brandt, 28 janvier 1884, brevet 158,174. (Procédé ayant pour but l'extraction des phosphates terreux à l'état pur des scories qui résultent du procédé de déphosphorisation de *Thomas*, sans l'opération du grillage.)

Mignon et Rouart (Société), 28 janvier 1884, brevet 151,199. (Refroidissement des sels de toute nature et particulièrement des caves de brasseries.)

Pique, 28 janvier 1884, brevet 144,385. (Perfectionnements apportés aux poulies de rideaux, stores et jalousies.)

Carmien, 28 janvier 1884, brevet 159,165. (Système d'appareil propre à produire de l'air carburé dit *gaz rural portatif*.)

Jarriant, 28 janvier 1884, brevet 154,456. (Genre d'accumulateur électrique.)

Godin et compagnie (société du Familistère de Guise), 29 janvier 1884, brevet 155,848. (Nouveau système d'appareil de chauffage pouvant être appliqué à l'usage des classes d'écoles, etc.)

Luckenbach, 29 janvier 1884, brevet 158,130. (Perfectionnements dans le mode de pulvérisation des minerais et autres substances et dans les appareils y employés.)

Delsart, 29 janvier 1884, brevet 154,594. (Appareils de sécurité s'appliquant sur les chaudières à vapeur pour en empêcher les explosions.)

Le fèvre, 29 janvier 1884, brevet 143,098. (Perfectionnements apportés aux moulins à blé et autres.)

Mathieu et Falcimaigne fils, 30 janvier 1884, brevet 158,454. (Application des produits obtenus au blanchiment des matières textiles et en particulier de la pâte à papier.)

Bustin, 30 janvier 1884, brevet 159,763. (Appareil à faire le mélange d'eau et d'absinthe dit *absintheur*.)

Chauvin, 30 janvier 1884, brevet 149,469. (Perfectionnement de la cheminée ordinaire au moyen d'un nouvel appareil de chauffage et de ventilation.)

Lasky, 31 janvier 1884, brevet 155,779. (Système de bec à pétrole sans cheminée, brûlant à air libre ou en lanterne.)

Pell'egrin, 31 janvier 1884, brevet 154,863. (Bibéron hygiénique à tube conducteur et bouchon à l'émeri perfectionnés.)

Godot, 31 janvier 1884, brevet 153,713. (Purgeur automatique simplifié.)

Ravasse, 31 janvier 1884, brevet 158,364. (Plomb-enveloppe inviolable pour scellés.)

Folacci, 1^{er} février 1884, brevet 153,555. (Dispositif applicable à la propulsion des ballons dans une direction quelconque.)

Pérille, 1^{er} février 1884, brevet 158,628. (Tire-bouchon perfectionné à levier.)

Bureau, 1^{er} février 1884, brevet 159,329. (Nouveau pétrin mécanique.)

Journet, 2 février 1884, brevet 153,493. (Transformation de la chaux en plâtre.)

Piquemal, 2 février 1884, brevet 154,964. (Déinfection et décantation des eaux-vannes et matières de vidanges.)

Péhard, 2 février 1884, brevet 156,943. (Timbre-sonnerie d'appartements, magasins, etc.)

Reitig, 4 février 1884, brevet 151,945. (Perfectionnements dans les bateaux, canots et autres embarcations à rames à l'usage du sport.)

Rervier, 4 février 1884, brevet 145,313. (Générateur de vapeur dit *générateur étoilé ou rayonnant*.)

Auroy (M^{re}), 4 février 1884, brevet 129,164. (Perfectionnements au métier rectiligne, système Paget.)

Canet, 4 février 1884, brevet 153,541. (Procédé d'impression en relief sur les peaux et cuirs de toute nature.)

Jacquemier, 5 février 1884, brevet 158,734. (Instrument propre à mesurer la puissance des machines.)

Dethis, 5 février 1884, brevet 147,130. (Système de four mobile à chaleur concentrée et compensée.)

Heyer, 5 février 1884, brevet 155,382. (Moteur à eau.)

Tillet, 5 février 1884, brevet 134,008. (Crémone à bouton de mouvement, d'une seule pièce et tringles en fer demi-rond plein ou creux.)

Devillaine, 6 février 1884, brevet 154,234. (Chaudière à échauder la vigne.)

Lalande jeune, 6 février 1884, brevet 159,529. (Perfectionnements apportés à l'extraction des principes sucrés de la betterave par l'emploi de macérateurs-filtres.)

Bertin, 6 février 1884, brevet 158,729. (Nouvelle application industrielle de la résistance des liquides au passage d'un courant électrique et appareils employés à cet effet.)

Degoix, 6 février 1884, brevet 131,102. (Graissage continu et automatique à l'usage des cylindres à vapeur.)

Th. Pilter (Société), 6 février 1884, brevet 159,157. (Panneaux mobiles pour clôtures.)

Blanchet frères et Kléber, 7 février 1884, brevet 150,000. (Perfectionnements apportés à la fabrication des papiers filigranés.)

Langen, 7 février 1884, brevet 139,332. (Appareil perfectionné pour sécher et dessécher le sucre au moyen d'un courant d'air chauffé et d'air froid.)

Berndorfer Metallwaaren Fabrik (Société), 7 février 1884, brevet 159,690. (Procédé de fabrication d'un nickel et d'un cobalt compacts, malléables et laminables.)

Journet, 7 février 1884, brevet 153,398. (Procédé pour faire du plâtre neuf avec les vieux plâtras et les gravois.)

Société industrielle Suisse, 7 février 1884, brevet 135,270. (Perfectionnements dans les armes à feu.)

Guibert père et fils et Bobet (société), 7 février 1884, brevet 159,982. (Système de four de verrerie à travail et à fonte continus ou intermittents.)

Gouache (M^{re}), 7 février 1884, brevet 153,373. (Bec à gaz injecteur carburateur, système Gouache.)

Compagnie des hauts fourneaux, forges et aciéries de la marine et des chemins de fer, 8 février 1884, brevet 144,033. (Application d'un frein hydraulique destiné à limiter le recul dans les affûts de siège et de place de tout calibre.)

Guillet, 8 février 1884, brevet 147,251. (Nouvelle fabrication des blagues musicales.)

Charles Vignet, ses fils et compagnie (Société), 8 février 1884, brevet 160,222. (Application nouvelle dans les apprêts pour le calandrage, à froid ou à chaud, des tissus et spécialement des satins soie et coton, de cylindres de calandres rayés, permettant de modifier et de changer l'aspect et les propriétés de ces tissus.)

Vaillant, 8 février 1884, brevet 145,974. (Genre de porte-moyère.)

Cornely, 8 février 1884, brevet 149,127. (Perfectionnements apportés aux machines à broder.)

Pairaube, 8 février 1884, brevet 153,589. (Charrue sulfureuse.)

Delatour, 8 février 1884, brevet 153,595. (Moteur hydraulique gratuit.)

Boiteau, 9 février 1884, brevet 159,394. (Pal distributeur destiné à l'emploi du sulfure de carbone pour la destruction du phylloxera.)

Société anonyme dite *Schlesische Kohlen et Cokes-Werke*, 9 février 1884, brevet 159,556. (Four à coke régénérateur.)

Debonnaire, 9 février 1884, brevet 159,217. (Système de pelle à douille surélevée tirée par agrafage.)

Gjers, 9 février 1884, brevet 148,829. (Perfectionnements dans la fabrication ou le traitement de l'acier.)

Tixier, 9 février 1884, brevet 157,876. (Système de boîtes à échantillons pour liquides et corps gras.)

Roche, 11 février 1884, brevet 152,482. (Système de frein automatique instantané pour les chemins de fer.)

H. Galante et fils (Société), 11 février 1884, brevet 155,957. (Système de thermomètre adhérent à ventouse pour la mesure des températures à la surface du corps humain et autres applications.)

Perrière, 11 février 1884, brevet 125,020. (Système de construction de hourdis tubulaires.)

P. Ledan et compagnie (Société), 11 février 1884, brevet 157,525. (Fabrication de pointes d'acier pour la bijouterie.)

Monod, 11 février 1884, brevet 159,923. (Procédé de teinture de la laine, des textiles et de toutes substances animales ou végétales, noir, brun, marron et autres couleurs foncées, au moyen de l'aniline et de ses dérivés.)

Barral de Montaud, 11 février 1884, brevet 159,383. (Pile électrique à dépolarisant solide constitué par les divers oxydes de plomb.)

Hervier, 11 février 1884, brevet 157,317. (Perfectionnements apportés aux générateurs de vapeur.)

Hochgesand, 11 février 1884, brevet 133,562. (Graisseur automatique à haute pression pour machines à vapeur.)

Coster, 11 février 1884, brevet 157,123. (Emploi du topinambour en tige ou en tubercule dans la fabrication de la glucose.)

Donnadieu, 12 février 1884, brevet 155,820. (Nouvel appareil servant à la reproduction photographique des pièces anatomiques, désigné sous le nom de *physiographe universel*.)

Gresland, 12 février 1884, brevet 160,190. (Genre de mèche combinée dite *mèche parisienne*.)

Aube, 12 février 1884, brevet 158,511. (Procédé de fabrication d'un nouveau métal dit *métal français*.)

De Molon, 12 février 1884, brevet 154,099. (Mode de traitement des huiles lourdes minérales et produit industriel nouveau qui en résulte.)

Morel, 12 février 1884, brevet 153,593. (Principe de l'échardonnage des laines à l'état brut.)

Collette (Les sieurs), 13 février 1884, brevet 158,419. (Perfectionnements au pulsomètre en vue de l'élevation des liquides chauds.)

Bonnet aîné, 13 février 1884, brevet 153,702. (Disposition de cage filtrante carrée ou rectangulaire appliquée aux presses à l'huile.)

R. Jesch et compagnie (Société), 13 février 1884, brevet 141,230. (Collier de cheval ajustable à toutes les encolures.)

Bourgougnon, 13 février 1884, brevet 156,104. (Appareil destiné à empêcher qu'on puisse changer la direction d'une aiguille de chemin de fer sur laquelle un train est engagé.)

Du Caurroy (M^{re}), 13 février 1884, brevet 158,989. (Mode de décoration de la toile métallique.)

Boullier fils, 13 février 1884, brevet 155,700. (Moulin à menles verticales.)

Abadie, 13 février 1884, brevet 135,617. (Faucheuse circulaire.)

Fortin, 13 février 1884, brevet 154,747. (Genre de mitrailleuse automatique destinée à effrayer les corbeaux.)

Wackernie, 14 février 1884, brevet 152,835. (Système de filtration mécanique des liquides.)

Aube, 14 février 1884, brevet 158,511. (Procédé de fabrication d'un nouveau métal dit *métal français*.)

Mathieu, 14 février 1884, brevet 157,793. (Essieu frappeur roulant sur quatre ronds.)

Levéque, 14 février 1884, brevet 159,607. (Nouveau moteur dit *moteur de l'avenir*, système Levéque.)

Albert, 14 février 1884, brevet 153,827. (Tube échelle dit *de sauvetage*.)

Hignette, 14 février 1884, brevet 146,663. (Système de nettoyeur aspirateur de grains.)

Société anonyme d'impressions simultanées en plusieurs couleurs, 15 février 1884, brevet 149,791. (Nouvelle disposition de presse typographique permettant d'obtenir l'impression en plusieurs couleurs.)

- Mallet et Pagniez, 15 février 1884, brevet 153,546. (Nouveaux fours rotatifs, connus méthodiques à défournement automatique.)
- Baudet, 15 février 1884, brevet 156,661. (Système de pile électrique à courant constant et à un seul liquide, dite *pile impolarisable*.)
- Pertile, 15 février 1884, brevet 158,628. (Tire-bouchon perfectionné à levier.)
- Seguin, 15 février 1884, brevet 160,289. (Cuisinière universelle.)
- Bère, 15 février 1884, brevet 145,533. (Nouveau système de grilles et grillages en fer.)
- Sevette, 16 février 1884, brevet 157,033. (Système de monture pour tambour à batterie pour jouets d'enfants, système P. Sevette.)
- Violette, 16 février 1884, brevet 156,676. (Système de lanterne tournante.)
- Lemaire, 16 février 1884, brevet 153,811. (Machine à main pour la fabrication domestique des cigarettes.)
- Rocaché, 16 février 1884, brevet 154,769. (Réservoir à siphon automate réglable et démontable, destiné à faire des chasses de nettoyage dans les conduits de descente des cabinets d'aisances et dans les égouts.)
- Fraisse-Merley et fils (Société), 16 février 1884, brevet 159,748. (Mode de fabrication des rubans épinglés.)
- Ferrando, 16 février 1884, brevet 156,877. (Perfectionnements apportés aux foyers des différents systèmes de chaudières.)
- Wackernie et Rousseau, 16 février 1884, brevet 148,021. (Système de préparation mécanique du lait de chaux.)
- Gautreau, 16 février 1884, brevet 143,110. (Perfectionnements apportés aux machines à battre les grains.)
- Société dite *The Westinghouse Brake company limited*, 18 février 1884, brevet 157,885. (Disposition d'accouplement métallique des tuyaux employés sur les trains des chemins de fer pour communiquer la pression qui actionne les freins.)
- De Changy, 18 février 1884, brevet 159,733. (Perfectionnements aux lampes électriques à incandescence.)
- Teste père, fils et Pichat, 18 février 1884, brevet 157,004. (Nouvelle section de fil d'acier, pour monture de parapluies.)
- Couvreux, 19 février 1884, brevet 148,625. (Genre d'excavateur, petit modèle, disposé en vue du chargement direct de wagonnets circulant sur des voies étroites.)
- Lompré, 19 février 1884, brevet 158,657. (Crémaillère à dents et à crochets extérieurs.)
- Samaïn, 19 février 1884, brevet 151,794. (Compteur de liquides à tiroir à mouvement circulaire alternatif.)
- Bricard frères (Société), 19 février 1884, brevet 132,665. (Perfectionnements aux serrures de portes, portes-croisées et portes-persiennes.)
- Tachon, 19 février 1884, brevet 134,542. (Système de polissage et feutrage des étoffes.)
- Moison, 19 février 1884, brevet 157,711. (Appareil propre à faciliter l'action des gaz et des vapeurs sur les corps solides.)
- Moison, 19 février 1884, brevet 151,655. (Fabrication du carbonate de soude, à l'extraction de l'acide chlorhydrique concentré dans le cours des opérations et à la préparation de l'acide carbonique.)
- Jourdain (M^{re}), 19 février 1884, brevet 159,880. (Nouvelle disposition de moustiquaire.)
- Paponot, 19 février 1884, brevet 158,917. (Nouveau système de pieux-palplanches en fer pour fondations.)
- Société des couverts Alfénde, 19 février 1884, brevet 155,448. (Boîte à poudre en métal avec garniture protectrice intérieure.)
- Marchal, 20 février 1884, brevet 159,298. (Système automatique d'abaissement et de relèvement à distance des zincs et des piles électriques.)
- Delacroix, 20 février 1884, brevet 152,426. (Machine à humecter ou teindre les tissus, etc., principes et appareils pour diviser et projeter les liquides applicables industriellement et hygiéniquement.)
- Galop, 20 février 1884, brevet 157,764. (Procédé de fabrication de prunes-bonbons sans noyaux, dites *agenaises*, et produits de cette fabrication.)
- Schwarz, 21 février 1884, brevet 157,021. (Nouveau procédé et appareil pour la reliure des livres, brochures, etc.)

- Bureau, 21 février 1884, brevet 146,799. (Nouvelle lampe inversable à pivot pour machines à coudre et autres usages.)
- Robert, 22 février 1884, brevet 158,717. (Gland porte-objet.)
- Dulac, 22 février 1884, brevet 138,283. (Genre de condenseur épurateur par surface.)
- Cuvelier, 23 février 1884, brevet 145,105. (Appareil destiné à l'épuisement des pulpes ou co-settes de betteraves.)
- Daniel (M^{re}), 23 février 1884, brevet 126,911. (Nouvel arbre à manivelle à double mouvement pouvant être appliqué à toutes les voitures à deux roues.)
- Trémaux, 23 février 1884, brevet 150,890. (Dévasement des barrages réservoirs.)
- Laborie et Rochard (Société), 23 février 1884, brevet 148,853. (Chausson souple dit l'indéconusable.)
- Lenoir, 23 février 1884, brevet 158,253. (Perfectionnements aux moteurs à gaz.)
- Hubin, 23 février 1884, brevet 159,085. (Perfectionnement dans les machines à fabriquer les tubes métalliques.)
- Truchelut (Les sieurs), 25 février 1884, brevet 154,054. (Méthode de fermentation des matières animales et végétales, ayant pour but d'en recueillir tous les principes utiles à l'agriculture et à l'industrie.)
- Chée, 25 février 1884, brevet 158,095. (Auneau-agrafe.)
- Roy, 25 février 1884, brevet 158,303. (Tamppons de locomotive et de tender d'un nouveau système et leurs dispositions.)
- Cuvelier, 25 février 1884, brevet 145,105. (Appareil destiné à l'épuisement des pulpes ou cossettes de betteraves.)
- Pieret, 26 février 1884, brevet 157,087. (Nouveau système de gâche électrique.)
- Burr et Scott, 26 février 1884, brevet 151,234. (Perfectionnements dans les piles électriques.)
- Carrette et Bunge, 26 février 1884, brevet 156,819. (Système d'échardonnage de la laine.)
- Lortzing, 26 février 1884, brevet 158,126. (Procédé ayant pour objet la fabrication de mastic d'asphalte avec boues d'eau de lavage des laines.)
- Stenne, 27 février 1884, brevet 157,966. (Système de meules en silex ou pierres meulières homogènes, à rayons rationnels avec cheminées d'échappement pour la vapeur ou buée qui se dégage pendant la mouture.)
- Descards et société Flècheux père et fils et Jantot, 27 février 1884, brevet 159,964. (Grille applicable aux machines à ouvrir, battre et éplucher les matières textiles.)
- Larger, 27 février 1884, brevet 154,151. (Nouvel irrigateur-injecteur dit le pan-clyse.)
- Hermite, 27 février 1884, brevet 159,540. (Procédé relatif au traitement des minerais de cuivre et des scories cuivreuses.)
- Hainaut, 27 février 1884, brevet 159,795. (Nouvelle colonne distillatoire économique transformant complètement et radicalement l'ancien système.)
- Compagnie de Rives-Lille, 27 février 1884, brevet 159,342. (Système de pont roulant manœuvré par l'eau sous pression.)
- Walrand et Delattre, 27 février 1884, brevet 160,379. (Appareil avertisseur pour la fabrication de la fonte et de l'acier.)
- Ader, 27 février 1884, brevet 133,337. (Téléphones récepteur à pôles magnétiques surexcités.)
- Sassiat, 28 février 1884, brevet 156,202. (Système de plancher insonore, économique et incombustible.)
- Legavre, 28 février 1884, brevet 153,300. (Système perfectionné de peigne à réservoir servant à déposer sur la barbe et sur les cheveux une teinture ou un liquide quelconque.)
- Quillon, 28 février 1884, brevet 160,225. (Ensemble de procédés mécaniques servant à la confection des vêtements sur mesures.)
- Gambaro, 28 février 1884, brevet 160,378. (Frein à ruban hélicoïdal élastique pour machines et véhicules.)
- Garadot, 29 février 1884, brevet 154,086. (Régulateur compteur des machines à vapeur et à gaz comprimés.)
- Paulet, 29 février 1884, brevet 128,968. (Genre de traverses métalliques pour voies ferrées.)
- Noad et Matthews, 29 février 1884, brevet 159,168. (Perfectionnements dans les

batteries électriques primaires et secondaires pour l'éclairage électrique et autres applications.)

Dufay, 1^{er} mars 1884, brevet 158,225. (Procédé d'épuisement méthodique des tourteaux dans les filtres-presses.)

Mallet (conjointement avec le sieur Pagniez), 1^{er} mars 1884, brevet 158,842. (Appareils destinés à opérer la réaction méthanique et continue des gaz ou des vapeurs sur les liquides épais ou contenant des matières solides.)

Bivort, 1^{er} mars 1884, brevet 157,828. (Système de changement de voie sans aiguilles.)

Wilms, 1^{er} mars 1884, brevet 156,806. (Fer à cheval.)

Doré, 3 mars 1884, brevet 157,931. (Lanterne elliptique avec bec à flamme plate et courant d'air chaud.)

Rochatte et Baur père, 3 mars 1884, brevet 155,257. (Perfectionnement et amélioration relatifs à la couverture des cylindres de pression se rapportant aux filatures de coton, laine et soie.)

Chapuis, 3 mars 1884, brevet 159,743. (Appareil dit *préparateur*, destiné à la préparation des levains de boulangerie.)

David, 3 mars 1884, brevet 138,373. (Système de chargement automatique et direct des macérateurs dans les distilleries.)

Nézeraux, 4 mars 1884, brevet 149,724. (Pile galvanique à action directe ou indirecte.)

Saladin, 4 mars 1884, brevet 153,183. (Appareil dit *échangeur*, servant à échanger les températures entre un liquide et un gaz ou *vice versa*.)

Gretsch, 4 mars 1884, brevet 160,261. (Fume-cigare latéral.)

Fier, 5 mars 1884, brevet 155,102. (Système de coffre-glacier.)

Leblanc, 5 mars 1884, brevet 157,242. (Perfectionnements aux moulins à cannes à sucre.)

Carro, 5 mars 1884, brevet 154,337. (Machine dynamo-magnéto-électrique.)

Giroud, 5 mars 1884, brevet 158,782. (Système de charrue ayant les avantages perfectionnés de la charrue Brabant.)

Roland, 6 mars 1884, brevet 150,477. (Appareil dit chaudière-siphon portative à foyer économique.)

Paillet, 6 mars 1884, brevet 154,244. (Système de soutirage et de mesurage des liquides.)

Chaudet, 6 mars 1884, brevet 153,721. (Modification importante dans la construction des lampes dites *modérateur*, permettant d'y brûler toutes espèces d'huiles d'éclairage.)

Coste-Folcher, 6 mars 1884, brevet 119,759. (Perfectionnements dans les articles de vannerie et produits clissés.)

Knight, 7 mars 1884, brevet 150,663. (Procédé nouveau et perfectionné pour produire une couleur ou pâte blanche fixe, aux usages de la peinture et pour des buts désinfectants.)

Thomson, 7 mars 1884, brevet 158,096. (Perfectionnements dans les appareils et les procédés pour produire, régler, mesurer, enregistrer et intégrer les courants électriques.)

Cornely, 7 mars 1884, brevet 149,127. (Perfectionnements apportés aux machines à broder.)

Martin, 7 mars 1884, brevet 155,675. (Perfectionnements dans les attaches pour gants et autres articles.)

Dépensier frères et Bocquentin (Société), 7 mars 1884, brevet 154,198. (Timbre de porte va-et-vient.)

Dumas dit Dumas-Gardeux, 7 mars 1884, brevet 154,498. (Fabrication de brosses ou fils d'acier trempé dits *soies métalliques*.)

Maurel, 7 mars 1884, brevet 151,366. (Perfectionnements aux machines à percer les cartons Jacquart.)

Garnier, 8 mars 1884, brevet 156,228. (Fabrication de roues pleines en fer.)

Mas, 8 mars 1884, brevet 159,501. (Régulateur différentiel avec frein à bande et son application aux machines à vapeur et autres appareils mécaniques.)

Cordier-Pinel, 8 mars 1884, brevet 160,479. (Appareil extincteur des bougies et chandelles.)

Renard père et fils et compagnie, 8 mars 1884, brevet 134,083. (Nouveau four de verrerie au gaz avec récupérateur sans renversements, à double introduction de

flamme par les parois latérales et avec sortie de gaz à la partie inférieure des murs d'ouvreaux.)

Gardner, 8 mars 1884, brevet 160,798. (Perfectionnements dans les machines à coudre particulièrement la chaussure.)

Blot, 8 mars 1884, brevet 157,450. (Nouveau système de tombereau pour le transport de matières liquides ou pâteuses.)

Debaussaux, 8 mars 1884, brevet 154,194. (Nouveau torréfacteur sphérique à air chaud, à double enveloppe, à usage domestique (système Émile Debaussaux.)

Arson, 8 mars 1884, brevet 155,156. (Moteur à gaz à compression préalable et sans explosion.)

Tournu, 8 mars 1884, brevet 160,579. (Alimentation économique des jets d'eau, fontaines et autres appareils hydrauliques d'agrément et de décoration.)

Lugan-James, 8 mars 1884, brevet 145,958. (Charrue à distribuer le sulfure de carbone.)

Lechien, 10 mars 1884, brevet 158,649. (Lampes de sûreté portatives, sans toile métallique ni tôle perforée, pour mineurs, gaziers, etc.)

Milinaire frères (Société), 10 mars 1884, brevet 157,253. (Système perfectionné de tablier métallique à une ou plusieurs voies avec deux étages de voies superposés et ses applications.)

Bourg, 10 mars 1884, brevet 154,440. (Système de forme mécanique brisée pour allonger et élargir la chaussure.)

Lechien, 10 mars 1884, brevet 148,617. (Réverbères de sûreté pour théâtres, mines à grisou, usines à gaz, etc.)

Sebille, 10 mars 1884, brevet 155,490. (Moyeu pour agglomérer les menus charbons de terre par un nouveau procédé de dosage pour les convertir en briquettes.)

Obermaier, 10 mars 1884, brevet 152,676. (Méthode nouvelle et nouveaux appareils pour le traitement (lavage, teinture, etc.), des fibres textiles, filés et tissus de tous genres.)

Guigou aîné et compagnie, 10 mars 1884, brevet 155,978. (Vente de charbon de bois de chêne et de bois gras renfermés ensemble dans des sacs en papier de cinq kilogrammes.)

Cox, 10 mars 1884, brevet 160,521. (Nouvelle méthode perfectionnée pour former un fond dans les mailles de tulle et de tissus à jour et l'application, sur les deux côtés de ce fond, d'une couche de poudre de métal ou d'autre poudre pour produire un effet d'ornement en un dessin solide et à plat avec les surfaces du tissu.)

Pellizzari, 11 mars 1884, brevet 154,403. (Briques système enrayage.)

Jesson, 11 mars 1884, brevet 142,758. (Machine à palissonner les peaux.)

Outrequin, 11 mars 1884, brevet 154,653. (Perfectionnements aux appareils à nettoyer le blé.)

Loizeau fils, 12 mars 1884, brevet 158,621. (Perfectionnement apporté à une pièce d'horlogerie.)

J. Depoilly et Ch. Scelles (Société), 12 mars 1884, brevet 152,371. (Perfectionnements dans les serrures.)

Gobron, 12 mars 1884, brevet 158,901. (Nouvelle monture de boutons de portes.)

Gubron, 12 mars 1884, brevet 158,256. (Nouvelle serrure dite *bec-de-cane*.)

Agnel et compagnie (Société), 12 mars 1884, brevet 115,876. (Appareil de bouchage applicable aux flacons de tous genres pour verser goutte à goutte les liquides qu'ils contiennent, appareil dit *stiligoutte*.)

Beaulavon, 12 mars 1884, brevet 160,673. (Système permettant de libérer instantanément et à volonté les chevaux des voitures auxquelles ils sont attelés, dit *auxiliaire Beaulavon*.)

Torrisani, 12 mars 1884, brevet 155,948. (Système de couvre-chaussure dit *botte de poche imperméable*.)

Coté, 12 mars 1884, brevet 156,135. (Machine perfectionnée pour donner la forme aux contreforts des bottes et des souliers.)

Velloni, 12 mars 1884, brevet 151,881. (Nouveau système de pile électrique d'intensité constante.)

Gobron, 12 mars 1884, brevet 158,184. (Ressort de serrure.)

De Tassigny frères et compagnie, 13 mars 1884, brevet 154,261. (Nouveau système de déroulement de l'ensouple supprimant les poids qui agissent sur les romaines.)

Dépensier frères et Bocquentin (Société), 13 mars 1884, brevet 154,198. (Timbre de porte va-et-vient.)

Barral de Montaud, 13 mars 1884, brevet 159,383. (Pour une pile électrique à dé polarisation solide constitué par les divers oxydes de plomb.)

Delloye et Cambier, 13 mars 1884, brevet 154,841. (Appareil et des procédés propres à l'extraction des jus de betteraves.)

Carmien, 13 mars 1884, brevet 160,208. (Gazéification des essences minérales pour chauffage et éclairage.)

C. Nuyret et compagnie (Société), 13 mars 1884, brevet 158,756. (Genre de bas en tissu Jersey.)

Fyfe et Goldberg, 14 mars 1884, brevet 157,348. (Dépôt terrestre ou maritime de lumière électrique destinée à éclairer des navires ou autres corps flottants, stationnaires ou en marche.)

Hamersley, 14 mars 1884, brevet 156,338. (Perfectionnements dans le traitement du celluloïd, du caoutchouc et des diverses autres bases non métalliques employées dans l'art dentaire.)

Celler (M^{me} veuve), 14 mars 1884, brevet 106,144. (Abat-jour transparent en toile peinte, avec application de fleurs naturelles.)

Bruère, Gibert et compagnie (Société), 14 mars 1884, brevet 138,426. (Perfectionnements dans la fabrication des châssis de toits.)

Lambert, 14 mars 1884, brevet 155,202. (Système de décrassage à transport automatique, applicable aux fourneaux métallurgiques.)

Société anonyme du Pyromètre Boulier, 14 mars 1884, brevet 160,854. (Système de lampe à flamme renversée, dit *système Boulier*.)

Capgrand-Mothes, 15 mars 1884, brevet 147,900. (Instrument dit *encapsuleur*, destiné à mettre rapidement en capsules, sacs ou enveloppes quelconques, les substances pulvérisées et autres.)

Recordon, 15 mars 1884, brevet 157,320. (Electro-aimant dit *électro-aimant Recordon*.)

D'Aguin, 15 mars 1884, brevet 158,823. (Machine pneumatique et son application à la concentration du vin.)

Bradel, 15 mars 1884, brevet 155,437. (Support applicable à tous les modes et appareils d'éclairage et de chauffage dit *support économique*.)

Emmanuel, 15 mars 1884, brevet 155,535. (Nouveau système de machines automotrices à mouvement continu et désignées sous le nom générique de *pendule automoteur*.)

Compagnie des fonderies et forges de Terre-Noire, Lavoulte et Bessèges, 15 mars 1884, brevet 160,351. (Mode d'assemblage ou fixation des rails avec les traverses métalliques de tous systèmes.)

Cocu, 15 mars 1884, brevet 156,979. (Couteau de diffusion avec porte-couteaux à plaque pivotante pour fabriques de sucres.)

Berton, 15 mars 1884, brevet 152,897. (Perfectionnements dans la marche des métiers à tricoter.)

Estienne, 17 mars 1884, brevet 145,920. (Système de télégraphie des plus complets.)

Amagat, 17 mars 1884, brevet 154,353. (Nouvel ébullioscope dit *ébullioscope différentiel*.)

Laun, 17 mars 1884, brevet 154,303. (Perfectionnements apportés au tirage et à l'emouteillage des eaux minérales, afin de leur conserver les propriétés naturelles qu'elles ont à l'émergence.)

Savalle, 17 mars 1884, brevet 154,790. (Perfectionnements dans la construction des appareils distillatoires.)

Moreau, 17 mars 1884, brevet 149,309. (Serrure d'un nouveau système, dite *bec-de-cane E. M. R.*)

Delesque, 17 mars 1884, brevet 158,911. (Système d'appareil avertisseur électrique de sûreté pour serrures d'appartements.)

Farquhar et Oldham, 17 mars 1884, brevet 146,417. (Perfectionnements dans les machines filtrantes.)

Cally et Carroy, 17 mars 1884, brevet 160,552. (Compte-duite pour métiers à tisser.)

Maubec, 17 mars 1884, brevet 148,081. (Application nouvelle du chlorure de calcium à réaction acide ou de l'acide chlorhydrique au traitement des laines en gé-

néral et des tissus de laines pures ou mélangées pouvant supporter cette réaction acide.)

Sapin, Besacier et Rollin, 17 mars 1884, brevet 159,109. (Appareil tireur de fers pour métiers à velours.)

Ferdinand Mauger-Camus père et fils, 17 mars 1884, brevet 148,346. (Procédé servant à la destruction des insectes et rongeurs vivant dans l'intérieur du sol, laquelle destruction s'effectuant pendant le labour au moyen d'un appareil s'adaptant sur tout système de charrue.)

Grunfelder, 18 mars 1884, brevet 152,275. (Robinet à secret avec clapet et filtri.

Chutaux, 18 mars 1884, brevet 154,374. (Nouveau principe de lampe électrique domestique portative, dite *étoile électrique Chutaux*.)

Drœlle, 18 mars 1884, brevet 160,456. (Procédé d'extraction de sucre des sirops d'égout de premier et deuxième jets dans la fabrication du sucre de betterave, par des cuites en grain successives.)

Compagnie des fonderies et forges de l'Horre, chantier de la Buire, 18 mars 1884, brevet 160,019. (Système relatif à l'allumage successif des bougies Jablochhoff et à leur extinction automatique, dit *système Bobenrieth*.)

Gilles, 18 mars 1884, brevet 144,481. Pince à ressort à bonbons.

Appert frères (Société), 18 mars 1884, brevet 149,370. (Système d'appareils pour l'application de l'air comprimé à la fabrication du verre.)

Manil, 18 mars 1884, brevet 160,504. (Fabrication mécanique des dentures de crémones.)

Musy, 18 mars 1884, brevet 158,191. (Machine à nettoyer et à repasser les cou-teaux.)

Bonnel, 18 mars 1884, brevet 154,890. (Carafe à glace dite *carafe Bonnel*.)

Droz-Jannot fils, 18 mars 1884, brevet 158,583. (Système perfectionné de méca-nisme de remontoir pour montres.)

Société anonyme des anciens établissements Cati, 19 mars 1884, brevet 159,241. (Pour un système de diffusion des matières sucrées dans les filtres-presses.)

Bernaier, 19 mars 1884, brevet 149,385. (Bouches de chaleur estampées et embou-ties, à grillage mobile.)

Girodias, 19 mars 1884, brevet 128,646. (Système de pompe élévatoire à cylindres superposés.)

Pieret, 20 mars 1884, brevet 157,087. (Nouveau système de gâche électrique.

Brubet, 20 mars 1884, brevet 154,625. (Appareil servant à protéger les cahiers de l'enfance, dit *cache-cahier*.)

Desbordes, 20 mars 1884, brevet 157,270. (Enveloppe-coupe dite *fermoir*.)

Chambonnière, 20 mars 1884, brevet 148,897. (Herse à dents sans écrous, sans goupilles et sans clavettes, dite *herse Chambonnière*.)

Guérin, 20 mars 1884, brevet 158,375. (Tricycle de montagne.)

Guiguet, 20 mars 1884, brevet 136,483. (Générateur pour forces motrices.

Baudry, 21 mars 1884, brevet 161,123. (Emploi d'un appareil destiné à produire artificiellement le levain.)

Rémaury et Valton, 21 mars 1884, brevet 154,372. (Emploi du fer chromé à la préparation d'un garnissage neutre pour les appareils métallurgiques.)

Dudouis, 21 mars 1884, brevet 159,864. (Machine continue à dégraisser, dégorger et essorer les draps de toute nature.)

Goulet, 21 mars 1884, brevet 147,445. (Mors de bride à double levier, ajoutant l'entraînement au frein et donnant la direction dans l'entrain comme dans la re-tenue.)

Picart, 21 mars 1884, brevet 154,087. (Nouveau système de bascule à poe-tr.

Wobbe, 21 mars 1884, brevet 147,497. (Nouveau système de réglage de cha-lemeaux à gaz à souder, fondre, chauffer, et à l'usage de cuisine.)

Genevois, 22 mars 1884, brevet 159,670. (Fabrication du rayonnage des moules.)

Geoffroy, 22 mars 1884, brevet 156,278. Nouveau système d'abat-jour dit *support parisien*.)

Villecourt, 22 mars 1884, brevet 154,541. (Système de verre pour bocs et lampes à gaz, à pétrole, à essence, à huile, etc.)

Lepay, 22 mars 1884, brevet 160,250. (Nouvel appareil d'osmose, désigné sous le nom d'osmogène à vapeur à triple effet, à osmose simple ou multiple, produisant si-multanément la séparation des matières salines, l'évaporation des liquides osmosés et l'évaporation des eaux d'exosmose.)

Sédreas, 24 mars 1884, brevet 160,702. (Perfectionnements dans les traverses métalliques pour rails et dans le mode d'attache des rails.)

Roux, 21 mars 1884, brevet 150,608. (Perfectionnements apportés aux métiers à tisser les tissus en tricot.)

Demonchaux, 21 mars 1884, brevet 160,944. (Perfectionnements aux métiers à broder mécaniques.)

Herbin, 27 mars 1884, brevet 159,310. (Machine dite *effeuilleuse de houblon*, trouvant emploi dans la brasserie et servant à ouvrir, déchiqner et effeuiller les cônes du houblon.)

Le Ministre des commerces,

Signé ROUVIER.

N° 15,182. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine et des colonies) portant:

ART. 1^{er}. Le commandant particulier de l'Ogowé et de Fernand-Vaz est investi des fonctions de juge de paix dans les conditions déterminées ci-après.

2. Il connaît en premier et dernier ressort de toutes les affaires attribuées aux juges de paix en France, de toutes actions personnelles et mobilières dont la valeur n'excède pas quinze cents francs et des demandes immobilières jusqu'à cent francs de revenu déterminé soit en rente, soit par prix de bail.

En premier ressort seulement, et à charge d'appel devant le tribunal de première instance du Gabon, de toutes les autres actions.

3. La procédure suivie dans les affaires énumérées à l'article précédent est celle déterminée par les tribunaux de paix en France.

4. Indépendamment des fonctions départies aux juges de paix par le Code civil, le Code de procédure civile et le Code de commerce, le commandant particulier a les attributions dévolues aux présidents des tribunaux de première instance.

Il surveille spécialement l'administration des successions vacantes.

5. Les affaires civiles portées devant le commandant particulier sont dispensées du préliminaire de conciliation. Toutefois, dans toutes les causes, excepté dans celles qui requièrent célérité et celles dans lesquelles le défendeur est domicilié hors des établissements de l'Ogowé et de Fernand-Vaz, aucune citation ne peut être donnée sans qu'au préalable le commandant n'ait appelé devant lui les parties, par un avertissement, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 2 mai 1855.

6. Le commandant connaît en matière de simple police et de police correctionnelle:

1^{er} En premier et en dernier ressort de toutes les contraventions déferées par les lois et règlements aux tribunaux de simple police, et des délits lorsque la peine consistera seulement en une amende, ou, s'il y a condamnation à l'emprisonnement, lorsque le temps pour lequel cette peine aura été prononcée n'excédera pas deux mois.

2^{er} En premier ressort seulement, et à charge d'appel devant le tribunal de première instance du Gabon, des délits à l'occasion desquels aura été prononcée une peine supérieure à celles indiquées dans le paragraphe précédent.

7. En matière correctionnelle et de simple police, le commandant particulier suivra la procédure des tribunaux de simple police en France. Toutefois, le juge sera investi, en tout cas, des pouvoirs conférés par les articles

268 et 269 du Code d'instruction criminelle, et les jugements contraires seront exécutés sans signification préalable.

8. En matière correctionnelle et de simple police, les fonctions du ministère public sont remplies par le commissaire de police, ou, à défaut, un fonctionnaire désigné par le commandant supérieur des établissements français du golfe de Guinée. Le commandant particulier est saisi par le ministère public, ou directement par la citation donnée au prévenu requête de la partie civile.

9. Les fonctions de greffier et celles d'huissier sont remplies par des agents désignés par le commandant supérieur des établissements français du golfe de Guinée.

10. Des arrêtés du commandant supérieur des établissements français du golfe de Guinée pourront autoriser la tenue d'audiences foraines. (A 26 Décembre 1884.)



Certifié conforme :

Paris, le 27^e Mars 1885.

*Le Gardes des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes.*

MARTIN FEUILLÉE.

* Cette date est celle de la réception du
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale et chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 908*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,183. — *Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un Emprunt.*

Da 27 Février 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Charente-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des lycées, collèges et écoles, aux conditions de cet établissement, une somme de six mille francs (6,000^f) pour les travaux d'appropriation et d'aménagement de l'école normale d'institutrices de la Rochelle.

La réalisation de cet emprunt ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de six mille francs seront prélevés sur les ressources normales du budget départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

* Voyez un Erratum à la fin de ce numéro.

N° 15,184. — *Loi qui autorise la ville de Flers (Orne)
à contracter un Emprunt.*

Du 27 Février 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Flers (Orne) est autorisée à emprunter de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, aux conditions de cet établissement, la somme de cent quatre-vingt-dix-huit mille francs (198,000^f), remboursable en trente ans sur les revenus ordinaires, et destinée à concourir, avec d'autres ressources, au payement des frais de construction de deux groupes scolaires.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé WALDECK-ROUSSEAU.]

N° 15,185. — *Loi qui autorise la ville de Perpignan (Pyrénées-Orientales)
à élever le taux d'intérêt d'un Emprunt.*

Du 27 Février 1885.

:(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Perpignan (Pyrénées-Orientales) est autorisée à élever de quatre francs à quatre francs soixante-quinze pour cent (4^f 75^c p. o/o) le taux d'intérêt de l'emprunt de cinq cent mille francs approuvé par la loi du 13 août 1884, et destinée à l'acquittement d'une subvention promise à l'État pour l'établissement de polygones exceptionnels.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,186. — *Loi ayant pour objet l'approbation d'un échange de Terrains entre l'État et le sieur Goffart, propriétaire au Quesnoy (Nord).*

Du 2 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 3 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans un acte passé, le 7 février 1884, entre le préfet du Nord et le sieur *Goffart*, l'échange avec soulte de cinq cents francs (500^f), au profit de ce dernier, de deux parcelles de terrain domanial d'une contenance totale de neuf cent cinq mètres carrés vingt-sept décimètres carrés (905^m 27^{dc}), situées au Quesnoy (Nord), contre une portion de la contre-garde n° 97, d'une superficie de trois cent soixante mètres carrés (360^m) sise audit lieu et appartenant au sieur *Goffart*.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,187. — *Loi qui autorise la ville de Saint-Pierre (île de la Réunion) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 2 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 3 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Saint-Pierre (Réunion) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder six pour cent (6 p. o/o), une somme de trois millions de francs (3,000,000^f), remboursable dans un maximum de vingt ans. Le paiement des intérêts et annuités d'amortissement aura lieu à Paris.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de la marine et des colonies.

Le produit de cet emprunt sera affecté aux travaux du port de Saint-Pierre.

La même ville est autorisée à appliquer au paiement des intérêts et des annuités de remboursement de l'emprunt les produits du port ci-après : *Droits de quai et d'ancrage.*

Les droits indiqués au paragraphe précédent seront établis par un décret rendu sur la proposition du ministre de la marine et des colonies, dans la limite du tarif maximum de sept francs cinquante centimes pour chacun d'eux.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PETRON.

N° 15,188. — *Loi ayant pour objet l'approbation d'un échange de Biens immeubles entre l'État et les époux Debasseux, dans le département de Seine-et-Oise.*

Du 5 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 6 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans un acte passé, le 24 juillet 1884, entre le préfet de Seine-et-Oise, agissant au nom de l'État, et M^{me} Debasseux, l'échange sans soulte d'un terrain domanial d'une superficie de quatre cent cinquante-six mètres carrés vingt-neuf décimètres carrés (456^m 29^{ca}), situé au Chesnay, contre une parcelle de cent soixante-treize mètres carrés

soixante et un décimètres carrés (173^m 61⁴), sise au même territoire, appartenant à M^{me} *Debasseux* et destinée à être réunie au domaine des eaux de Versailles.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,189. — *Loi ayant pour objet l'approbation d'un échange de Terrains, dans le département de Seine-et-Oise, entre l'État et M. le Comte Cahen d'Anvers.*

Du 5 Mars 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 6 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans un acte passé, le 9 septembre 1884, entre le préfet de Seine-et-Oise, agissant au nom de l'État, et M. *Raphaël-Maximilien, comte Cahen d'Anvers*, moyennant une soulte de soixante et un mille six cent quinze francs (61,615'), au profit de l'État, l'échange de cinq parcelles appartenant à ce propriétaire, d'une contenance totale de quatre-vingt-un hectares trente-trois ares quatre centiares (81^b 33^a 04^c), en partie enclavées dans la forêt domaniale de Sénart, contre trois parcelles dites *le Parc-des-Bergeries, le Clos-d'en-Bas* et *le Bois-des-Vallées*, d'une contenance totale de soixante et onze hectares neuf ares quatorze centiares (71^b 09^a 14^c), à détacher de ladite forêt domaniale.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,190. — *Loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la section du Chemin de Vendes à Aurillac comprise entre Vendes et Mauriac.*

Du 7 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 8 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement d'un chemin de fer de Vendes à Mauriac, par ou près Jaleyrac et Sourniac.

2. Ladite ligne, concédée à titre éventuel à la compagnie d'Orléans par l'article 3 de la convention conclue en 1883 avec cette compagnie, est concédée à titre définitif.

3. Le ministre des travaux publics est autorisé à faire entreprendre par la compagnie d'Orléans, dans les conditions prévues par l'article 8 de la convention précitée, les travaux de construction de la ligne de Vendes à Mauriac.

4. Il sera pourvu à la dépense des travaux autorisés par la présente loi à l'aide des ressources et des moyens indiqués aux articles 8 et 10 de la convention.

Viendra en déduction de ladite dépense le montant des subventions, soit en terrain, soit en argent, qui ont été ou qui seront offertes par le département, les communes ou les particuliers.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 7 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,191. — *Loi ayant pour objet : 1° d'autoriser l'exécution des travaux de prolongement, sur une longueur de deux cent vingt mètres, du nouveau Bassin à flot du port de Dieppe; 2° d'affecter au remboursement d'une subvention de 710,000 francs, fournie par la Chambre de commerce de Dieppe pour l'exécution de ces travaux, les taxes établies par l'article 5 de la loi du 3 septembre 1884.*

Du 10 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 11 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour le prolongement du nouveau bassin à flot du port de Dieppe, conformément aux dispositions du projet dressé par les ingénieurs à la date du 5 avril 1884 et à l'avis du conseil général des ponts et chaussées du 31 juillet 1884.

2. La dépense de ces travaux, évaluée à sept cent dix mille francs (710,000^f), sera supportée intégralement par la chambre de commerce de Dieppe, ainsi qu'il résulte de sa délibération du 3 juin 1884.

3. La perception des taxes établies par la loi du 3 septembre 1884 continuera à être concédée à la chambre de commerce de Dieppe, pour le produit en être appliqué, conjointement avec son affectation actuelle, au remboursement de la somme de sept cent dix mille francs à fournir par ladite chambre.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 10 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,192. — *Loi portant : 1^{re} ouverture, sur l'exercice 1885, aux Ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, de la Marine et des Colonies et du Commerce, de Crédits extraordinaires pour les dépenses de l'Exposition internationale d'Anvers; 2^e annulation au budget des mêmes Ministères de Crédits correspondants pour l'exercice 1884.*

Du 10 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 11 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sur les crédits ouverts aux ministres, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1884, par la loi du 3 août 1884, une somme de cinq cent soixante-seize mille cinq cent trente-sept francs soixante-treize centimes (576,537^f 73^c) est et demeure annulée aux ministères et chapitres ci-après :

MINISTÈRE DU COMMERCE.

CHAP. XXXVIII. Exposition internationale d'Anvers..... 462,811^f 91^c

XI^e Série.

22..

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS.

1^{re} SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.

CHAP. LX. Exposition internationale d'Anvers..... 25,000' 00'

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

2^{re} SECTION. — SERVICE COLONIAL.

CHAP. LXIII. Exposition internationale d'Anvers..... 88,725 82

TOTAL des crédits annulés sur l'exercice 1884.... 576,537' 73

2. Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1885, des crédits extraordinaires montant à la somme de cinq cent soixante-seize mille cinq cent trente-sept francs soixante-treize centimes (576,537' 73) répartie par ministères et par chapitres ainsi qu'il suit :

MINISTÈRE DU COMMERCE.

CHAP. XXXIV. Exposition internationale d'Anvers..... 462,811' 91

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS.

1^{re} SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.

CHAP. XLVIII. Exposition internationale d'Anvers..... 25,000 00

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

2^{re} SECTION. — SERVICE COLONIAL.

CHAP. XXIV. Exposition internationale d'Anvers..... 88,725 82

TOTAL..... 576,537' 73

3. Il sera pourvu aux crédits ci-dessus aux moyens des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1885.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 10 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé P. THIRARD.

N° 15,193. — *Loi ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique des travaux d'amélioration et d'extension du port de Rouen ; 2° l'acceptation des offres de la Chambre de commerce de Rouen, tendant à assurer la rapide exécution desdits travaux ; 3° l'autorisation à accorder à la Chambre de commerce de contracter un emprunt pour la réalisation de ses engagements.*

Du 11 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 12 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux, évalués à neuf millions cinq cent mille francs (9,500,000'), nécessaires pour l'extension et l'amélioration du port de Rouen, conformément à la délibération du conseil général des ponts et chaussées en date du 9 avril 1884 et à l'avant-projet dressé par les ingénieurs chargés du service les 24 et 25 avril 1884.

2. Le ministre des travaux publics est autorisé à accepter, au nom de l'État, l'engagement pris par la chambre de commerce de Rouen, ainsi qu'il résulte de sa délibération du 24 avril 1884, d'offrir à l'État :

1° A titre de subside, une somme de trois millions cent soixante-six mille cent soixante-sept francs (3,166,167') ;

2° A titre d'avance, une somme de six millions trois cent trente-trois mille trois cent trente-trois francs (6,333,333'), pour assurer l'exécution des travaux mentionnés dans l'article qui précède.

Les fonds successivement versés par la chambre de commerce jusqu'à concurrence de ladite somme de six millions trois cent trente-trois mille trois cent trente-trois francs, montant de son avance à l'État, porteront intérêt à quatre pour cent (4 p. o/o) à dater de leur versement.

L'amortissement, calculé au taux de quatre pour cent (4 o/o), s'effectuera en vingt annuités payables par termes semestriels, à partir de 1887, le premier terme devant échoir le 30 juin.

3. La chambre de commerce de Rouen est autorisée à emprunter, à un taux qui n'excédera pas cinq pour cent (5 o/o), la somme de neuf millions cinq cent mille francs (9,500,000'), qui lui est nécessaire pour remplir les engagements pris dans sa délibération susmentionnée du 24 avril 1884.

Cet emprunt pourra être contracté, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Si l'emprunt est contracté auprès d'un établissement public de

crédit, la chambre de commerce de Rouen devra se conformer aux conditions statutaires de cet établissement, sans toutefois que la commission perçue en sus de l'intérêt puisse dépasser quarante-cinq centimes (45°) pour cent francs.

Le remboursement dudit emprunt s'effectuera dans une période de trente-cinq ans au maximum.

4. Le droit spécial de tonnage, concédé à la chambre de commerce de Rouen par l'article 5 de la loi du 14 décembre 1875 et prorogé par le décret du 26 avril 1883, est maintenu à son profit jusqu'au moment où les produits de ce droit auront permis à la chambre de commerce de se libérer des engagements pris dans sa délibération du 24 avril 1884.

La perception du droit en question cessera à partir de ce moment.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,194. — *Loi ayant pour objet l'approbation d'un échange de terrains, dans le département du Tarn, entre l'État et MM. Gardiès, Batut et Pech.*

Du 12 Mars 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 13 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans un acte passé, le 15 mars 1884, entre le préfet du Tarn, agissant au nom de l'État, et MM. Gardiès, Batut et Pech, l'échange sans soulte de trois parcelles, d'une contenance de un hectare trente-neuf ares quatre-vingt-dix-neuf centiares (1^h 39^a 99^c), appartenant à ces propriétaires, formant la majeure partie de l'enclave de l'Estabon dans la forêt domaniale de Cayroulet, désignées sous les n° 2 bis, 3 bis et 4 bis de la section C du plan cadastral de la commune d'Escoussens (Tarn), contre un canton isolé de cette même forêt, dit canton de la Garosse, d'une contenance de un hectare quarante et un ares soixante-seize centiares (1^h 41^a 76^c).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15.195. — *Loi ayant pour objet l'approbation d'un échange d'immeubles entre l'Etat et la ville de Bourges (Cher).*

Du 12 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 13 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans un acte passé, le 22 août 1884, entre le préfet du Cher et le maire de la ville de Bourges, l'échange avec soulte de mille sept cent deux francs quatre-vingt-quinze centimes (1,702'95^c) au profit de l'État, d'une partie du sol de la maison du garde de l'établissement domanial affecté à la cartoucherie militaire de Bourges, boulevard Saint-Paul, d'une superficie de vingt-six mètres carrés vingt-cinq décimètres carrés (26^m 25^{dc}), et d'une parcelle de deux mètres carrés sept décimètres carrés (2^m 07^{dc}) à retrancher du même établissement, contre une partie du sol de l'ancien mur de ville, d'une surface de quinze mètres carrés (15^m), sise audit lieu et appartenant à la ville de Bourges.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,196. — *Loi portant ouverture au Ministre du Commerce d'un Crédit supplémentaire de 600,000 francs, sur l'exercice 1884, pour les encouragements aux Pêches maritimes.*

Du 14 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 15 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, sur l'exercice 1884, un crédit supplémentaire de six cent mille francs (600,000^f), applicable au chapitre xv (*Encouragements aux pêches maritimes*).

2. Il sera pourvu à cette augmentation de crédit au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1884.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,197. — *Décret portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1884, d'un Crédit de 74,927 fr. 46 cent. applicable à des Travaux militaires.*

Du 3 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget ordinaire des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1884;

Vu les conventions passées entre l'État, les communes de Sebdou et de Romans pour l'exécution de divers travaux militaires;

Vu les délibérations de la commission départementale de la Seine-Inférieure, des conseils municipaux de Sartène, de Mascara et de Chartres, concernant le même objet;

Vu l'état des sommes versées au trésor pour concourir à l'exécution desdits travaux;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862, relatif aux fonds de concours;
Vu la lettre du ministre des finances en date du 2 janvier 1885,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de l'exercice 1884, chapitre xxx (*Génie. — Établissements et matériel*), un crédit de la somme de soixante-quatorze mille neuf cent vingt-sept francs quarante-six centimes (74,927⁴⁶), représentant le montant des versements effectués au trésor par diverses villes, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux militaires ci-après :

BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1884.**CHAPITRE XXX. — GÉNIE (ÉTABLISSEMENTS ET MATÉRIEL).**

Schodou (commune mixte). Réfection de la conduite d'eau de Sidi-Aissa.....	12,948 ⁰⁰
Romans. Construction d'un nouveau casernement.....	43,750 ⁰⁰
Département de la Seine-Inférieure (le Havre). Consolidation de l'Épi de Sainte-Adresse.....	9,829 ⁴⁶
Sartène. Organisation d'une infirmerie-hôpital.....	1,000 ⁰⁰
Mascara. Mise à l'alignement des portions d'immeubles dont le terrain doit être remis au domaine.....	2,900 ⁰⁰
Chartres. Construction de nouveaux établissements administratifs.....	5,000 ⁰⁰
SOMME ÉGALE.....	74,927⁴⁶

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources versées au trésor par les villes ci-dessus désignées.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*,

Fait à Paris, le 3 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} E. CAMPENON.

N° 15,198. — **DÉCRET** *constituant en Entrepôt réel de Douanes les locaux du Palais de l'Industrie affectés à l'Exposition du Travail qui s'ouvrira du 1^{er} juillet au 30 novembre 1885.*

Du 8 Janvier 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 9 janvier 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836;

Sur le rapport du ministre du commerce et d'après l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les locaux du palais de l'Industrie affectés à l'exposition du travail, qui s'ouvrira du 1^{er} juillet au 30 novembre 1885, sont constitués en entrepôt réel des douanes.

2. Les objets destinés à l'exposition du travail seront expédiés directement sur le palais de l'Industrie sous le régime du transit international ou du transit ordinaire par tous les bureaux ouverts à ces transits.

L'expédition aura lieu sans visite à la frontière.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,199. — **DÉCRET** *qui établit au port de Paimpol un droit de tonnage sur les navires français et étrangers venant de l'étranger ou des possessions françaises et sur les navires affectés aux grandes pêches maritimes.*

Du 15 Janvier 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 18 janvier 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu l'article 4 de la loi du 19 mai 1866;

Vu la loi du 6 mars 1878;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu les délibérations du conseil municipal de Paimpol en date des 24 mai et 22 juillet 1884;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Saint-Brieuc;

Vu les lettres du ministre des travaux publics en date des 20 juin et 8 septembre 1884;

Vu l'arrêté du préfet des Côtes-du-Nord en date du 16 octobre 1884;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur en date du 23 octobre 1884;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1885, il sera établi au port de Paimpol (Côtes-du-Nord), sur les navires entrant chargés dans ledit port ou venant y prendre charge, un droit de tonnage de trente centimes par tonneau de jauge, pour les navires français ou étrangers venant de l'étranger ou des colonies ou possessions françaises, et de soixante centimes par tonneau de jauge (payable en une fois, à titre d'abonnement annuel) pour les navires affectés aux grandes pêches maritimes.

Sont exempts de tout droit :

1^o Les navires de l'État; 2^o les navires affectés au pilotage, au bornage ou à la navigation de plaisance; 3^o les navires faisant le cabotage entre ports français; 4^o les navires pratiquant la pêche côtière; 5^o les navires entrés en relâche, à moins qu'ils ne se livrent à quelque opération de commerce; 6^o les navires entrés sur lest et repartant sans avoir pris de chargement.

2. La perception du droit de tonnage est concédée à la ville de Paimpol pour le produit en être exclusivement affecté au paiement des annuités (intérêts et amortissement) de l'emprunt de soixante mille francs que la susdite ville a été autorisée à contracter, en vertu de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 1884.

Dans les trois premiers mois de chaque année, la ville de Paimpol adressera au ministre du commerce un compte rendu détaillé des recettes et des frais de perception de l'année précédente.

Cette perception cessera immédiatement après que le produit du droit de tonnage aura atteint, en capital et intérêts, la somme nécessaire au remboursement de l'emprunt, et, au plus tard, le 1^{er} janvier 1915.

3. Les ministres du commerce, des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,200. — *DÉCRET qui fixe la Contribution spéciale à percevoir sur les Patentes de la ville de Saint-Étienne pour paiement des dépenses de la Chambre de commerce de ladite ville.*

Du 23 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 14 août 1884, concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de seize mille huit cent cinquante-huit francs (16,858'), nécessaire au paiement des dépenses de la chambre de commerce de Saint-Étienne, suivant le budget approuvé sur la proposition de ladite chambre de commerce par le ministre du commerce, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie en 1885 sur ceux des patentes de la circonscription qui sont désignées par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats du préfet de la Loire, à la disposition de la chambre de commerce de Saint-Étienne, qui rendra compte de son emploi au ministre du commerce.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Janvier 1885.

Signé **JULES GRÉVY.**

Le Ministre du commerce,

Signé **MAURICE ROUVIER.**

N° 15,201. — *DÉCRET qui crée un Tribunal de Commerce à Menton (Alpes-Maritimes).*

Du 6 Février 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 février 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;
Vu l'article 617 du Code de commerce ;
Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est créé à Menton (Alpes-Maritimes) un tribunal de commerce dont la juridiction comprendra les cantons de Menton et de Sospel.

2. Ce tribunal sera composé d'un président, de trois juges et de deux juges suppléants.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé MARTIN FEUILLÉE.

N° 15,202. — **DÉCRET** qui crée un Tribunal de commerce à Cannes (Alpes-Maritimes).

Du 6 Février 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 février 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;
Vu l'article 617 du Code de commerce ;
Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Un tribunal de commerce est créé à Cannes (Alpes-Maritimes). La juridiction s'étendra sur les diverses communes du canton.

2. Ce tribunal sera composé de : un président, trois juges et deux juges suppléants.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé MARTIN FEUILLÉE.

N° 15,203. — *DÉCRET qui distrait les deux cantons de Bailleul et le canton de Merville de la circonscription de la Chambre de commerce de Dunkerque, et qui les rattache à la circonscription de la Chambre de commerce de Lille.*

Du 7 Février 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 11 février 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu l'arrêté consulaire du 3 nivôse an XI, qui a institué des chambres de commerce à Lille et à Dunkerque;

Vu l'article 13, paragraphe 3, de la loi du 23 juillet 1820 et le décret du 3 septembre 1851, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Vu la demande de la chambre consultative des arts et manufactures d'Armentières, tendant à ce que les deux cantons de Bailleul et le canton de Merville soient distraits de la circonscription de la chambre de commerce de Dunkerque et rattachés à celle de la chambre de commerce de Lille;

Vu l'avis des chambres de commerce de Lille et de Dunkerque, du conseil général et du préfet du Nord, ensemble les autres pièces de l'instruction;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les deux cantons de Bailleul et le canton de Merville (Nord) sont distraits de la circonscription de la chambre de commerce de Dunkerque et rattachés à la circonscription de la chambre de commerce de Lille.

2. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,204. — *DÉCRET qui institue auprès du Ministère du Commerce un Conseil supérieur de Statistique.*

Du 19 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est institué auprès du ministère du commerce un conseil supérieur de statistique.

2. Les attributions du conseil supérieur sont consultatives. Il donne son avis :

1° Sur le choix des sources, sur les méthodes, sur les cadres, questionnaires et programmes qui lui seraient soumis par les administrations publiques, ainsi que sur les différentes dispositions propres à imprimer aux publications officielles une certaine uniformité;

2° Sur la composition et la rédaction de l'annuaire statistique de la France, destiné à présenter le résumé des statistiques officielles;

3° Sur l'entreprise et la publication de statistiques nouvelles;

4° Sur les rapports à entretenir avec les services statistiques de France et de l'étranger;

5° Sur l'organisation de la bibliothèque de statistique internationale qui sera établie au ministère du commerce;

6° Sur la publicité à donner aux travaux du conseil;

7° Sur les questions relatives à l'enseignement et aux autres intérêts généraux de la statistique.

3. Le conseil supérieur comprendra trente-sept membres, savoir : douze pris dans le Parlement et dans les corps savants; vingt-cinq délégués des ministères, savoir :

I. MEMBRES PRIS DANS LE PARLEMENT ET LES CORPS SAVANTS.

Sénateurs.....	2	} 12
Députés.....	2	
Membre du Conseil d'État.....	1	
Membre de la cour des comptes.....	1	
Membres de l'Institut.....	2	
Membres choisis dans les sociétés savantes parmi les savants notoirement connus pour leurs travaux spéciaux.....	4	

II. DÉLÉGUÉS DE MINISTÈRES.

Ministère des finances.....	4	} 25	
Ministère de l'intérieur.....	{ Administration centrale. 2 Ville de Paris..... 2 }		4
Ministère des travaux publics.....			3
Ministère du commerce.....			2
Ministère de la marine et des colonies.....	{ Marine..... 1 Colonies..... 1 }		2
Ministère de la guerre.....			2
Ministère de l'agriculture.....			2
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.....			2
Ministère des postes et des télégraphes.....			2
Ministère de la justice et des cultes.....			1
Ministère des affaires étrangères.....			1

TOTAL GÉNÉRAL..... 37

Les nominations ont lieu par arrêté du ministre du commerce et

pour une période de trois ans. Les membres sortants pourront être maintenus en fonctions pour une nouvelle période triennale.

4. Le conseil est présidé par le ministre du commerce.

Le bureau du conseil se compose du ministre, de deux vice-présidents et de deux secrétaires, assistés d'un ou de plusieurs secrétaires adjoints admis au conseil avec voix consultative.

5. Les personnes étrangères au conseil, mais considérées comme ayant une compétence spéciale sur la question portée à l'ordre du jour, pourront être invitées par le ministre, sur la demande du bureau, à assister aux séances.

Quand l'ordre du jour portera sur des matières administratives dont le représentant direct ne figurerait pas déjà dans le conseil, le ministre compétent sera invité à déléguer un de ses fonctionnaires pour représenter dans la discussion les intérêts de son administration.

6. Le conseil se réunit en session ordinaire dans la première quinzaine des mois de juin et de novembre. Le ministre pourra le convoquer, chaque fois qu'il y aura lieu, en session extraordinaire.

7. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,205. — DÉCRET portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un Crédit de 96,502 fr. 69 cent., pour secours aux populations éprouvées par l'épidémie du Choléra.

Du 27 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu les loi des 29 et 30 décembre 1883, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1884;

Vu la loi du 16 juillet 1884, qui a ouvert un crédit de deux millions de francs au chapitre LXIX (*Secours aux populations éprouvées par l'épidémie du choléra*) du budget du ministère de l'intérieur, première section, exercice 1884;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843;

Vu le bordereau des sommes versées au trésor par des sociétés et des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, à la distribution des secours aux familles des victimes du choléra;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur les fonds

du budget de l'exercice 1884, première section, chapitre LXX (Service du ministère de l'intérieur), un crédit de quatre-vingt-seize mille cinq cent deux francs soixante-neuf centimes (96,502'69'), applicable aux secours aux populations éprouvées par l'épidémie du choléra.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources des souscriptions versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,206. — DÉCRET portant transport de l'exercice 1884 à l'exercice 1885 d'une somme de 117,401 fr. 96 cent. et ouverture à l'exercice 1885 d'un crédit de 286,977 fr. 73 cent.

Du 27 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 29 décembre 1884, qui a ouvert aux ministres des crédits provisoires sur l'exercice 1885 pour les dépenses de leurs départements pendant le premier trimestre de 1885;

Vu le décret du 30 décembre 1884⁽¹⁾, qui a réparti les crédits ci-dessus par ministères et par chapitres;

Vu la loi du 4 décembre 1884, relative aux indemnités à payer aux victimes des incendies des forêts de l'Algérie en 1877;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾ sur la comptabilité publique, relatif aux fonds de concours;

Vu les décrets en date des 22 mars⁽³⁾, 23 juin⁽⁴⁾ et 31 octobre 1884⁽⁵⁾, portant ouverture au budget du ministère des finances, au titre de l'exercice 1884, chapitre LXVI bis (*Liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie*), de crédits de fonds de concours provenant de versements effectués pour soultes de rachat du séquestre, et s'élevant dans leur ensemble à la somme de deux cent dix-neuf mille six cent neuf francs quatre-vingt-trois centimes, savoir :

Décret du 22 mars 1884	30,000' 00'
Décret du 23 juin 1884	46,128 73
Décret du 31 octobre 1884	143,481 10
TOTAL ÉGAL.....	219,609 83

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 892, n° 14,969.

⁽²⁾ I^{re} série, Bull. 1048, n° 16,327.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 829, n° 14,151.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 853, n° 14,412.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 883, n° 14,791.

Considérant que sur cette somme, il n'a été dépensé en 1884 que.....	97,862 ¹ 00 ^e
Considérant en outre qu'il convient de réserver, pour l'acquittement de diverses dépenses de frais d'exécution du séquestre applicables à l'exercice 1884, une somme de.....	<u>4,345 87</u>
	<u>102,207 87^e</u>
D'où il résulte un disponible de.....	117,401 96
qui peut être reporté à l'exercice 1885.	
Vu le récépissé et la déclaration de versement constatant le versement au trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques provenant des soultes de rachat de séquestre, d'une somme de.....	<u>286,977 73</u>
TOTAL des sommes à mettre à la disposition des victimes des incendies des forêts de l'Algérie en 1877, conformément à la loi précitée du 4 décembre 1884.....	<u>404,379 69</u>

Sur le rapport du ministre des finances, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sur les crédits ouverts au ministre des finances, au titre de l'exercice 1884, par les décrets de fonds de concours des 22 mars, 23 juin et 31 octobre 1884, et montant dans leur ensemble à deux cent dix-neuf mille six cent neuf francs quatre-vingt-trois centimes, une somme de cent dix-sept mille quatre cent un francs quatre-vingt-seize centimes est et demeure annulée au chapitre *LXVI bis* (*Liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie*).

2. Pareille somme de cent dix-sept mille quatre cent un francs quatre-vingt-seize centimes est transportée au budget ordinaire du ministère des finances pour l'exercice 1885, sous le titre de : quatrième partie (*Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes*, chapitre *cvi* (*Répartition des produits du séquestre entre les victimes des incendies des forêts de l'Algérie en 1877*) [Loi du 4 décembre 1884]).

Une somme égale de ressources provenant des fonds de concours versés au trésor pour soultes de rachat du séquestre sera reportée de l'exercice 1884 à l'exercice 1885.

3. Il est ouvert au ministre des finances, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1885, un crédit de deux cent quatre-vingt-six mille neuf cent soixante-dix-sept francs soixante-treize centimes, qui sera classé à la quatrième partie (*Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes*) sous le titre de : chapitre *cvi* (*Répartition des produits du séquestre entre les victimes des incendies des forêts de l'Algérie en 1877*) [Loi du 4 décembre 1884].

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours provenant des soultes de rachat du séquestre.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,207. — DÉCRET qui augmente le nombre des Juges suppléants près du Tribunal de première instance de Nantes.

Du 27 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu l'article 5 de la loi du 30 août 1883;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un cinquième poste de juge suppléant est créé près du tribunal de première instance de Nantes (Loire-Inférieure).

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

Signé MARTIN FEUILLÉE.

N° 15,208. — DÉCRET qui augmente le nombre des Juges et Juges suppléants près du Tribunal de commerce de Nice.

Du 27 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes.

Vu l'article 617 du Code de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé près du tribunal de commerce de Nice (Alpes-

Maritimes) deux nouveaux sièges de juges et deux nouveaux sièges de juges suppléants.

En conséquence, le tribunal sera composé, à l'avenir : d'un président, de huit juges et de six juges suppléants.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé MARTIN FEUILLÉE.

N° 15,209. — *DÉCRET qui augmente le nombre des Juges suppléants près du Tribunal de commerce de Saint-Jean-d'Angely (Charente-Inférieure).*

Du 27 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu l'article 617 du Code de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des juges suppléants près du tribunal de commerce de Saint-Jean-d'Angely (Charente-Inférieure) est porté de deux à trois.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé MARTIN FEUILLÉE.

N° 15,210. — *DÉCRET portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un Crédit de 77,201 fr. 39 cent., applicable aux Dépenses résultant des expropriations de terres en vue de la colonisation.*

Du 6 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu la loi de finances du 29 décembre 1884, qui a ouvert aux ministres des crédits provisoires sur l'exercice 1885 pour les dépenses de leurs départements pendant le premier trimestre de 1885 ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, concernant les fonds versés au trésor pour concourir à l'exécution des travaux publics ;

Vu l'état ci-annexé et constatant le versement au trésor de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de soixante-dix-sept mille deux cent un francs trente-neuf centimes (77,201'39^c), provenant des soultes de rachat du séquestre ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1885, deuxième section (*Service du gouvernement général de l'Algérie*), chapitre XII, article 5 (*Dépenses de colonisation*), un crédit de soixante-dix-sept mille deux cent un francs trente-neuf centimes (77,201'39^c), applicable aux dépenses résultant des expropriations de terres en vue de la colonisation.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours, et provenant des soultes de rachat du séquestre.

3. Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,211. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la commune de la Ferrière (canton de Gençay, arrondissement de Civray, département de la Vienne), à porter désormais le nom de *la Ferrière-Airoux*. (Paris, 20 Novembre 1884.)

N° 15,212. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la commune de Châtenay (canton d'Écouen, arrondissement de Pontoise, département de Seine-et-Oise), à porter désormais le nom de *Châtenay-en-France*. (Paris, 20 Novembre 1884.)

N° 15,213. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour séparer les trois lignes de Paris à Lyon, de Villeneuve Saint-Georges à Montargis, par Corbeil, et de grande ceinture dans la traversée de la gare de Villeneuve-Triage; dégager et agrandir cette gare et compléter les installations des ateliers qui y sont annexés, conformément aux dispositions générales du plan dressé, le 25 août 1883, par l'ingénieur de la compagnie, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° Pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux, la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 3 mai 1841.

Les expropriations devront être terminées dans un délai de deux ans. (*Paris, 27 Novembre 1884.*)

N° 15,214. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant :

ART. 1^{er}. Jusqu'à l'établissement d'une justice de paix dans l'annexe d'Aflou, un officier de l'armée pourra y être, sur la proposition du procureur général, et par arrêté du gouverneur général, provisoirement investi des attributions conférées aux juges de paix.

Seront applicables, dans ledit territoire, les dispositions du dernier paragraphe de l'article 6 du décret du 10 août 1875 ⁽¹⁾.

2. L'annexe d'Aflou est rattachée, pour l'administration de la justice, au tribunal de Mostaganem. (*Paris, 1^{er} Décembre 1884.*)

N° 15,215. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'agrandissement de la gare de Saujon, sur le chemin de fer de Pons à Royan et à la Tremblade, conformément au plan soumis à l'enquête d'utilité publique et portant la date du 21 septembre 1883. Ledit plan restera annexé au présent décret.

2° La dépense, évaluée à deux cent soixante-quinze mille francs, sera imputée, jusqu'à concurrence d'une somme de deux cent quarante-huit mille huit cent soixante-quinze francs, au compte de premier établissement, chapitre XII du budget des dépenses sur ressources extraordinaires (*Travaux d'achèvement par l'Etat des lignes rachetées en dehors de la loi du 18 mai 1878 et des lignes revenues à l'Etat par suite de déchéances définitives*).

Les expropriations devront être terminées dans un délai de deux ans au plus tard, à dater de la promulgation du présent décret. (*Paris, 1^{er} Décembre 1884.*)

N° 15,216. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine et des colonies) portant que la rue du Bon-Pasteur, de la commune du François (Martinique), portera désormais le nom de *Schœlcher*. (*Paris, 6 Décembre 1884.*)

⁽¹⁾ Bull. 274, n° 4632.

N° 15,217. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte du 19 juin 1884, portant concession au sieur *André Ellena*, moyennant le versement de la somme de quarante-cinq francs, et sous les clauses et conditions stipulées dans l'acte, d'un atterrissement de la contenance de soixante et un mètres carrés quatre décimètres carrés, formé dans le lit du torrent du Paillon, à la pointe de Contes (Alpes-Maritimes) et désigné par une teinte rose sur le plan annexé audit acte. (*Paris, 9 Décembre 1884.*)

N° 15,218. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit:

1° Sont et demeurent classés, comme annexe n° 10 de la route nationale n° 86, le pont de Bourg-Saint-Andéol et l'avenue de rive droite, dans les limites indiquées par le plan visé par l'ingénieur en chef, le 26 octobre 1883, lequel plan restera annexé au présent décret, le tout présentant une longueur de six cent cinq mètres.

2° Est déclaré d'utilité publique le rachat de la concession du pont de Bourg-Saint-Andéol, sur le Rhône.

3° Il sera procédé à ce rachat par les soins de l'État, et la dépense à la charge du trésor sera imputée sur les fonds inscrits annuellement à la première section du budget du ministère des travaux publics, pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes nationales.

4° Il est pris acte des engagements souscrits : 1° par le conseil municipal de Bourg-Saint-Andéol de contribuer aux dépenses de l'opération, ainsi qu'il résulte de la délibération de ce conseil en date du 27 septembre 1884; 2° des offres de concours recueillies à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche). (*Paris, 16 Décembre 1884.*)

N° 15,219. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit:

1° Sont et demeurent classés, comme annexe n° 6 de la route nationale n° 86, le pont de Rochemaure et l'avenue de rive droite, dans les limites indiquées par le plan visé par l'ingénieur en chef, le 26 octobre 1883, lequel plan restera annexé au présent décret, le tout présentant une longueur de neuf cent quatre-vingt-quatorze mètres.

2° Est déclaré d'utilité publique le rachat de la concession du pont de Rochemaure, sur le Rhône.

3° Il sera procédé à ce rachat par les soins de l'État, et la dépense à la charge du trésor sera imputée sur les fonds inscrits annuellement à la première section du budget du ministère des travaux publics, pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes nationales.

4° Il est pris acte des engagements souscrits par les conseils municipaux de Rochemaure (délibération du 28 septembre 1884), Meyssie (délibération du 28 septembre 1884), Saint-Vincent-de-Barrès (délibération du 5 octobre 1884), Saint-Pierre-la-Roche (délibération du 5 octobre 1884), Saint-Martin-l'Inférieur (délibération du 2 octobre 1884) et Saint-Martin-le-Supérieur

(délibération du 2 octobre 1884) (Ardèche), de contribuer aux dépenses de l'opération, ainsi qu'il résulte des délibérations ci-dessus rappelées. (Paris, 16 Décembre 1884.)

Erratum. Bulletin des lois n° 899, page 179, article 14, lisez : Les taxes municipales foncières perçues actuellement sur les propriétés bâties sont supprimées, etc.



Certifié conforme :

Paris, le 31 Mars 1885,

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,

MARTIN FEUILLÉE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 909*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,220. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un Embranchement prolongeant le réseau des Tramways de Tours depuis la barrière de Vouvray jusqu'au Dépôt de Saint-Symphorien.*

Da 28 Janvier 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 février 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret en date du 25 juillet 1876 ⁽¹⁾, qui déclare d'utilité publique et concède à la ville de Tours l'établissement d'un réseau de tramways à Tours, ainsi que le décret du 17 octobre 1878 ⁽²⁾, qui approuve la rétrocession de ce réseau à la compagnie générale française de tramways;

Vu, avec le cahier des charges, la convention et le plan général y annexés, la demande présentée par la ville de Tours à l'effet d'obtenir la concession d'un embranchement prolongeant ledit réseau depuis la barrière de Vouvray jusqu'au dépôt de Saint-Symphorien, avec faculté de rétrocession à la compagnie générale française de tramways, qui accepte;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique à laquelle a été soumis, dans la forme prescrite par le règlement du 18 mai 1881, l'établissement de cet embranchement, lequel avait été compris dans l'avant-projet d'une ligne de tramways à établir entre Tours et Vouvray, et en a été retranché depuis;

Vu, notamment, l'avis de la commission d'enquête en date du 26 novembre 1881, ainsi que les délibérations des conseils municipaux de Tours et de Saint-Symphorien en date des 14 et 15 novembre 1881 et 16 août 1882;

⁽¹⁾ Bull. 320, n° 5526.

⁽²⁾ Bull. 413, n° 7407.

* Voyez un *Erratum* à la fin de ce numéro.

Vu l'avis de la chambre de commerce de Tours du 5 décembre 1881;

Vu les délibérations du conseil général d'Indre-et-Loire en date des 28 avril et 13 septembre 1881, 25 août 1882 et 4 avril 1883;

Vu les lettres du préfet en date des 31 mars et 15 décembre 1882, 17 avril 1883 et 5 mai 1884;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées en date des 7 février et 3 août 1881, 5 juin 1882, et notamment l'avis en date du 29 janvier 1883;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur du 17 juin 1884;

Vu les lois des 3 mai 1841 et 11 juin 1880, et les règlements d'administration publique des 18 mai et 6 août 1881;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement d'un embranchement prolongeant le réseau des tramways de Tours depuis la barrière de Vouvray jusqu'au dépôt de Saint-Symphorien, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, en date du 8 avril 1884.

Ledit embranchement sera considéré comme une annexe au réseau des tramways de Tours.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans le délai d'un an, à partir de la date du présent décret.

2. L'État concède l'embranchement dont il s'agit à la ville de Tours, qui sera tenue de pourvoir à son établissement et à son exploitation, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges susvisé.

3. Est approuvée la convention passée, le 13 février 1884, entre la ville de Tours et la compagnie générale française de tramways, pour la rétrocession de l'entreprise énoncée aux articles précédents.

Ladite convention, ainsi que le plan et le cahier des charges mentionnés aux articles 1 et 2 ci-dessus, resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

CONVENTION.

Entre les soussignés :

1° M. Fossembas, adjoint au maire de la ville de Tours,

D'une part;

2° Et M. E. Breittmayer, président du conseil d'administration, et M. E. Humbert, directeur général de la compagnie générale française de tramways, ayant son siège social à Paris, rue des Mathurins, n° 5,

D'autre part,

Il a été dit et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville de Tours, qui est en instance pour obtenir la concession d'une ligne de tramways de la barrière de Vouvray au dépôt de la compagnie générale française de tramways, située à Saint-Symphorien, s'engage à rétrocéder à ladite compagnie, pour une durée égale à celle de la concession, l'établissement et l'exploitation de cette ligne.

Cette rétrocession, qui n'aura d'effet qu'en vertu du décret à intervenir approuvant le présent traité, est faite aux conditions suivantes :

2. La compagnie générale française de tramways est assujettie envers la ville de Tours à toutes les obligations qui sont imposées à cette ville elle-même par le cahier des charges annexé au décret de concession, de même qu'elle est subrogée aux avantages résultant pour la ville de ce même cahier des charges.

3. Pour garantir l'exécution de son engagement, la compagnie versera à la caisse du trésorier-payeur général, pour le compte de la ville, un cautionnement de mille francs en numéraire ou en rentes sur l'État, qui ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

4. Dans le cahier des charges, il est dérogé au type réglementaire approuvé le 6 août 1881, en ce qui concerne l'article 23, qui est ainsi rédigé :

« Le concessionnaire s'engage à ne faire payer aucun supplément aux prix légalement applicables aux lignes concédées par le décret du 25 juillet 1876, pour le trajet qui fait l'objet de la présente concession. »

5. Le capital de premier établissement de l'entreprise est fixé, à forfait, à la somme de vingt mille francs (20,000^f).

6. La compagnie générale française de tramways devra faire élection de domicile à Tours. Dans le cas de non-élection, toute notification ou signification qui pourra lui être adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture d'Indre-et-Loire.

Fait en double à Tours et à Paris, le 23 avril 1883 et le 13 février 1884.

Compagnie générale française de tramways.

Le Maire,

Le Directeur général d'exploitation,

Signé FOSSEMBAS, adjoint.

Signé E. HUMBERT.

Un administrateur.

Le Président,

Signé E. BREITTMAYER.

Certifié conforme à la convention annexée au décret en date du 28 janvier 1885, enregistré sous le n° 15.

Le Chef de la première division du personnel,
du secrétariat et de la comptabilité,

Signé E. NOBÉCOURT.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs.

La traction aura lieu par chevaux.

Tracé.

2. Cette ligne empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Route nationale n° 152, dans la traverse de Saint-Symphorien, depuis la barrière de Vouvray jusqu'au dépôt actuel de la compagnie des tramways de Tours.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne entière soit livrée à l'exploitation un an après la date du décret.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de un mètre quarante-quatre centimètres (1^m,44).

La largeur des caisses des véhicules, ainsi que leur chargement, ne dépassera pas un mètre quatre-vingt-dix centimètres (1^m,90), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres quinze centimètres (2^m,15); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre mètres vingt centimètres (4^m,20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de un mètre dix centimètres (1^m,10).

Alignements et courbes. — Pentcs et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à vingt mètres (20^m,00). Le maximum des déclivités est fixé à quatre centimètres (0^m,04).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Etablissement de la voie ferrée.

6. Les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage ou dans un empierre-

ment de vingt centimètres (0^m,20) d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et à trente-cinq centimètres (0^m,35) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage ou cet empierrement.

Le concessionnaire pourra établir un empierrement sur les points où la voie ferrée sera placée en dehors de la chaussée actuelle, mais à toute époque l'administration pourra, si elle le reconnaît nécessaire pour la circulation des voitures ordinaires, prescrire le remplacement de l'empierrement par un pavage exécuté dans les conditions du paragraphe précédent.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m,60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m,10) de largeur sera réservé d'autre part entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Etablissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

7. La voie ferrée sera partout accessible aux voitures ordinaires.

Exécution des travaux.

8. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant de anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

9. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en fer et du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur des longrines et des traverses.

Gares et stations.

10. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours, sauf dans les parties en courbe.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

11. L'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de trente-cinq centimètres (0^m,35) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

12. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection. Il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

13. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours dans chaque sens est fixé à quatre par heure, de huit heures du matin à neuf heures du soir en hiver, et de sept heures du matin à dix heures du soir en été.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

14. Les trains se composeront de trois voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas trente mètres (30^m,00).

La vitesse des trains sera au plus de seize kilomètres (16^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

15. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le même jour que la concession des tramways de Tours.

Expiration de la concession.

16. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, l'Etat sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'Etat aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettrait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'Etat se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'Etat.

L'Etat sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre, en outre, les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si l'Etat le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, l'Etat ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

17. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

18. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention ; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des deux autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

19. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

20. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881, ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement, dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être restitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

21. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

22. Le concessionnaire s'engage à ne faire payer aucun supplément aux prix légalement applicables aux lignes concédées, par le décret du 25 juillet 1876, pour le trajet qui fait l'objet de la présente concession.

23. Tout voyageur pourra transporter gratuitement des paquets susceptibles d'être portés sur les genoux sans gêner le voisin, et dont le poids n'excédera pas dix kilogrammes (10^k).

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement.

Délais d'expédition.

24. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

25. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

26. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée, aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

27. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais de contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu, le 1^{er} février qui suivra le décret de concession, à la caisse du trésorier-payeur général du département d'Indre-et-Loire.

Cautionnement.

28. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de mille francs en numéraire ou en rentes sur l'État, calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise dont les travaux sont faits et reçus.

Ce cautionnement ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

29. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Tours.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture d'Indre-et-Loire.

30. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département d'Indre-et-Loire, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

31. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire. -

Les soussignés acceptent les clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus.

Compagnie générale française de tramways.

Le Maire,

Le Directeur général d'exploitation,

Signé FOSSEBAS, adjoint.

Signé E. HUMBERT.

Un administrateur.

Le Président,

Signé E. BREITTMAYER.

Certifié conforme au cahier des charges annexé au décret en date du 28 janvier 1885, enregistré sous le n° 15.

Le Chef de la première division du personnel,
du secrétariat et de la comptabilité,

Signé E. NOBÉCOURT.

N° 15,221. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclarée d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 65, au tournant des Fourches (Côte-d'Or), entre les points 28³ et 28⁶, sur une longueur de deux cent quatre-vingt-trois mètres quarante-cinq centimètres suivant la direction générale indiquée par une teinte rose pâle et des traits rouges sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 14 septembre 1883, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'ancienne direction de la route demeurera déclassée du jour où la nouvelle aura été livrée à la circulation sur tout son parcours.

2° La dépense, évaluée à six mille deux cent soixante-cinq francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics, pour la rectification des routes nationales.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu si les expropriations nécessaires n'ont pas été accomplies dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 20 Décembre 1884.*)

N° 15,222. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclarée d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 202, d'une part, aux abords du torrent de Bellegarde, de l'autre, entre Magland et Cluses (Haute-Savoie), sur une longueur totale de cinq mille huit cent quinze mètres, suivant la direction générale indiquée par une ligne carmin sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 30 novembre 1883, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° La dépense, évaluée à cent cinquante cinq mille francs (155,000^f), sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics, pour la rectification des routes nationales.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu si les expropriations nécessaires n'ont pas été réalisées dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 20 Décembre 1884.*)

N° 15,223. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Sont nommés membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres, pour l'exercice 1883 et l'année 1884 :

MM. Faye, sénateur, président ;

Loubet, député ;

Saint-Prix, député ;

Hély-d'Oissel, conseiller d'État ;

Marques de Braga, maître des requêtes au Conseil d'État ;

M^{me}. Colmet-Daige, conseiller maître à la Cour des comptes;
de la Chaussée, conseiller référendaire de première classe à la Cour
comptes;
Razy, conseiller référendaire de première classe à la Cour des
des comptes;
le vicomte Clauzel, conseiller référendaire de deuxième classe à la
Cour des comptes;

M. de Saint-Aubin, chef de bureau à la direction générale de la comptabilité publique, est nommé secrétaire de la commission. (*Paris, 22 Décembre 1884.*)

N° 15,224. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif du 16 février 1884 portant concession aux dames *Richet et Guyot*, aux clauses et conditions stipulées, et moyennant le versement d'une somme de quatorze francs quatre-vingt-cinq centimes (14^f 85^c) d'une parcelle d'alluvions en voie de formation, au droit de leur propriété, sur la rive droite de la Garonne, dans la commune de la Réole (Gironde); ladite parcelle, d'une contenance de quatorze cent quatre-vingt-cinq mètres carrés, est entourée d'un liséré rouge au plan annexé audit acte. (*Paris, 24 Décembre 1884.*)

N° 15,225. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° **M. Jean dit Cristol (Guillaume)**, négociant, né le 11 janvier 1844, à Trèbes (Aude), demeurant à Capestang (Hérault), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Christol*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Jean Christol*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 10 Mars 1885.*)

N° 15,226. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° **M. Denis dit Laroque (Adolphe)**, chef d'escadron d'artillerie, né le 23 mai 1829, à Rouffach (ex-Haut-Rhin), demeurant à Amiens (Somme), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Laroque*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Denis-Laroque*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 10 Mars 1885.*)

N° 15,227. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Séguin (*François-Eugène-Marie-Benoît*), né le 2 juillet 1863, à Villefranche (Rhône), demeurant à Bayonne (Basses-Pyrénées), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Guilhamin*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Séguin-Guilhamin*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 10 Mars 1885.*)

Erratum. Bulletin des lois, XII^e série, partie principale, numéro 904, page 286, numéro d'ordre 15,139. — Décret portant fixation du prix de vente de la poudre de mine livrée à l'exportation. — Au lieu de : *Officiel du 6 janvier 1885*, lisez : *Officiel du 9 janvier 1885*.



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Avril 1885.

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 910.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,228. — *Loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un Chemin de fer d'intérêt local de Sore à Luxey.*

Du 10 Janvier 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 11 janvier 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département des Landes, d'un chemin de fer à voie normale partant de la station de Sore, terminus de la ligne d'intérêt local de Nizan à Saint-Symphorien et à Sore, et aboutissant au bourg de Luxey.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit chemin ne sont pas accomplies dans un délai de deux ans à dater de la promulgation de la présente loi.

3. Le département des Landes est autorisé à pourvoir à l'exécution de la ligne dont il s'agit, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880, et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 30 septembre 1882, entre le préfet des Landes, d'une part, et les sieurs *Faugère* et *Bernard*, d'autre part, concessionnaires du chemin de fer d'intérêt local de Nizan à Sore, ainsi que du cahier des charges joint à cette convention.

Des copies certifiées conformes de ces conventions et cahier des charges resteront annexées à la présente loi.

4. Pour l'application des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le maximum du capital de premier établissement du chemin de fer

mentionné à l'article 1^{er} ci-dessus est fixé à forfait à la somme de six cent cinquante mille quatre cent trente francs (605,430^f), y compris les dépenses relatives au matériel roulant.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au trésor est fixé à quatre pour cent (4 p. 0/0) du total auquel s'élèveraient effectivement les subventions versées par le département des Landes et par la commune de Luxey, sans que cette annuité puisse, en aucun cas, dépasser huit mille quatre-vingts francs (8,080^f), ni que la somme payée par l'État pour les lignes concédées par le département à titre d'intérêt local puisse dépasser le maximum des garanties prescrites par la loi de 1880.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 10 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. THIRARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-deux et le trente septembre,
Entre M. Cavé-Egaris, préfet des Landes, agissant au nom et pour le compte du département, et ce en vertu de la délibération du conseil général du 25 août 1882,
D'une part;

Et MM. Fangère (Émile), ingénieur civil, et Bernard (Pierre), entrepreneur de travaux publics, tous les deux concessionnaires du chemin de fer d'intérêt local de Nizan à Saint-Symphorien et à Sore, faisant élection de domicile rue Lecoq, n° 12, à Bordeaux,

D'autre part,

Il a été dit et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet des Landes concède à MM. Fangère et Bernard, qui l'acceptent, la construction et l'exploitation d'un chemin de fer d'intérêt local à établir entre la station de Sore et le bourg de Luxey.

La concession est faite aux conditions générales de la loi du 11 juin 1880, ainsi qu'aux clauses et conditions du cahier des charges ci-joint, en tout ce que celui-ci ne contient pas de contraire aux dispositions spéciales de la présente convention.

2. De leur côté, MM. Fangère et Bernard s'engagent à construire et à exploiter le chemin de fer qui fait l'objet de la présente convention et à se conformer, pour l'exécution et l'exploitation, aux clauses et conditions de ladite convention et des loi et cahier des charges précités.

3. Les concessionnaires recevront à titre de subvention :

1° Du département des Landes, pour être employés à la nouvelle voie, les rails Vignole avec les accessoires, éclisses, boulons et crampons, formant une longueur de voie d'environ dix kilomètres (10^k), ledit matériel actuellement déposé en gare de Sore après avoir servi à la construction des chemins de grande communication n° 4 et 14;

2° De la commune de Luxey, la fourniture gratuite des terrains nécessaires à l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, plus une somme en argent de cinquante mille francs (50,000^f);

3° De l'État, un concours équivalent à la somme des subventions ci-dessus, ledit

concours déterminé d'après l'article 13 de la loi du 11 juin 1880 et l'article 12 du décret du 20 mars 1882 réglant l'application de ladite loi.

4. Les rails et accessoires à fournir par le département seront livrés aux concessionnaires en gare de Sore dans la huitaine de la loi déclarative d'utilité publique.

Les terrains seront mis entièrement à la disposition des concessionnaires dans les trois mois de la date de la même loi, sauf l'exception ci-après : dans le cas où, pour certaines parcelles, il serait nécessaire de recourir à l'expropriation pour cause d'utilité publique, le délai pour la livraison de ces parcelles aux concessionnaires sera prorogé jusqu'après l'accomplissement de ces formalités, qui seront poursuivies avec la plus grande célérité possible. Par contre, les délais pour l'exécution du chemin seraient prorogés d'autant.

La somme de cinquante mille francs formant la subvention en argent de la commune de Luxey sera payée aux concessionnaires, savoir : vingt mille francs dès que les traverses seront approvisionnées, et trente mille francs dès que la voie sera posée.

5. Pour la détermination du concours éventuel de l'État, l'ensemble des subventions en capital du département et de la commune de Luxey est évalué à la somme totale de deux cent deux mille francs (202,000'), se décomposant comme suit :

Valeur des rails et accessoires fournis par le département.....	114,500'
Valeur des terrains fournis par la commune de Luxey.....	37,500
Somme d'argent payée par la même commune.....	50,000
TOTAL ÉGAL.....	202,000

6. Pour la fixation de la subvention de l'État, les frais d'établissement du chemin de fer sont arrêtés à forfait à la somme de soixante-dix mille francs (70,000') par kilomètre de chemin de fer.

7. Les frais d'exploitation sont également arrêtés à forfait ainsi qu'il suit :

À deux mille trois cents francs (2,300'), plus le tiers des recettes brutes, impôts déduits, avec minimum de quatre mille trois cents francs (4,300') à partir du moment où ces recettes atteindront cinq mille cinq cents francs (5,500') par kilomètre. Moyennant l'allocation de cette somme, les concessionnaires prennent l'engagement de faire le nombre de trains que réclamera une bonne exploitation.

Tant que les recettes brutes seront inférieures à cinq mille cinq cents francs (5,500') par kilomètre, les frais d'exploitation seront fixés à trois mille deux cent soixante-quinze francs (3,275') par kilomètre pour un train circulant chaque jour dans chaque sens. Mais le département pourra exiger des trains supplémentaires qui seront payés à raison de soixante-dix centimes (0' 70") par kilomètre, à l'aller et au retour, sans toutefois que le produit de ces parcours supplémentaires puisse avoir pour effet d'élever le chiffre des frais d'exploitation au-dessus de quatre mille trois cents francs (4,300') par kilomètre, tant que les recettes seront, comme il est dit ci-dessus, inférieures à cinq mille cinq cents francs (5,500') par kilomètre.

Les frais d'exploitation ainsi fixés à forfait comprennent les dépenses d'entretien du chemin de fer et de ses dépendances, de réparation et de renouvellement du matériel, et toutes celles généralement quelconques qu'auront à faire les concessionnaires, à partir de la mise en exploitation du chemin de fer.

8. La longueur kilométrique du chemin de fer qui servira de base au calcul du prix de premier établissement sera déterminée par un chainage contradictoire auquel il sera procédé après l'achèvement des travaux, suivant les rails de la voie principale. Le mesurage aura lieu entre l'origine, à l'aiguille de raccordement de Sore, et le heurt terminus de la section de Luxey.

9. Il sera établi une station à Luxey. Si, pendant l'exploitation, le conseil général juge nécessaire l'établissement de nouvelles stations ou haltes, leur emplacement sera déterminé comme il est dit au cahier des charges, et les frais d'établissement des dites stations ou haltes seront portés en augmentation du capital à garantir, indépendamment de la valeur des terrains qui seront fournis gratuitement par les communes ou le département.

10. Les ouvrages d'art, les passages à niveau, les bâtiments des stations, ainsi que l'ensemble des travaux du chemin de fer, seront exécutés d'après les types de la ligne de Saint-Symphorien à Sore.

Les concessionnaires ne seront pas tenus de réserver dans les trains de voyageurs un compartiment aux femmes voyageant seules.

11. La présente convention ne sera exécutoire et ne deviendra définitive qu'après la loi déclarative d'utilité publique, et qu'autant que l'État consentira à prendre charge de la subvention qui ressort de l'application de l'article 13 de la loi du 11 juin 1880.

12. Les concessionnaires sont autorisés à substituer à leur lieu et place, dans les droits et obligations qui résultent pour eux de la présente convention avec le département, une société anonyme constituée conformément à la loi du 24 juillet 1867.

13. Les concessionnaires consentent, à titre de convention générale et pour toute la durée de la concession, à transporter, au prix de cinq centimes (0^e 05^e) par tonne et par kilomètre, tous les matériaux de construction et d'entretien nécessaires aux édifices de toute nature et de tout genre à la charge du département et des communes des Landes, et au prix de quatre centimes (0^e 04^e) par tonne et par kilomètre tous les matériaux de chaussée nécessaires à la construction et à l'entretien des routes et chemins vicinaux de toutes catégories de ce département.

14. La présente convention et le cahier des charges y annexé ne seront passibles que du droit d'enregistrement fixe de un franc (1^e), aux termes de l'article 24 de la loi du 11 juin 1880.

Fait double à Mont-de-Marsan, les jour, mois et an que dessus.

Approuvé l'écriture :

Les Concessionnaires,

Signé FAUGÈRE.

Signé BERNARD.

Le Préfet des Landes,

Signé CAVÉ-ÉGARIS.

Vu et approuvé par la commission départementale dans sa séance du 30 septembre 1882.

Le Président,

Signé D^r DELUCQ.

Vu à la section des travaux publics, le 1^{er} août 1883.

Le Rapporteur,

Signé G. KRANTZ.

Vu en Conseil d'État, le 2 août 1883.

Le Maître des requêtes

secrétaire général du Conseil d'État,

Signé A. FOUQUIER.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE 1^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges partira de la station de Sore en prolongement de la ligne exploitée de Nizan à Sore, franchira la Leyre dont il suivra la rive gauche jusqu'à Luxey et aboutira à l'ouest de ce bourg, à la traversée du chemin de grande communication n^o 4 de Luxey à Sore.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai de quatre mois à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que la ligne entière soit ouverte à l'exploitation dans le délai d'un an à partir de la même époque.

Les terrains seront livrés au concessionnaire dans les trois mois de la date de la loi précitée.

Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et

de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général, et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet dans les six mois au plus tard de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais du département.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième ;

2° Un plan général à l'échelle de un dix-millième

3° Un profil en long à l'échelle de un cinq-millième pour les longueurs et de un millième pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine ;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe ;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières ;

4° Un certain nombre de profils en travers à l'échelle de cinq millimètres par mètre et le profil type de la voie à l'échelle de deux centimètres par mètre ;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long ; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

Le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie, lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet, au nom du département, et par le ministre des travaux publics, au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de un mètre quarante-quatre centimètres à un mètre quarante-cinq centimètres.

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules ainsi que de leur chargement ne dépassera pas trois mètres dix centimètres, et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à trois mètres vingt et un centimètres; la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre mètres vingt centimètres.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres (2^m,00).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante-quinze centimètres (0^m,75).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m,35), et l'on ménagera au pied de chaque talus du ballast une banquettes de largeur telle que l'arête de cette banquettes se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m,90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à trois cents mètres (300^m,00).

Une partie droite de cent mètres (100^m,00) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum des déclivités est fixé à quinze millièmes par mètre.

Une partie horizontale de cent mètres au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

9. Il sera établi une station à Luxey.

L'emplacement et l'étendue de la station des voyageurs et de la gare des marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu. Si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement, ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels se composeront :

1° D'un plan à l'échelle de un cinq-centième, indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;

2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle de un centimètre par mètre;

3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circon-

stances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route nationale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication ou d'intérêt commun, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5^m,00) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4^m,30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres cinquante-centimètres (4^m,50). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1^m,00).

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de huit mètres (8^m,00).

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route nationale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50) pour les chemins à une voie, et de huit mètres (8^m,00) sur les lignes ou sections pour lesquelles le concessionnaire exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m,00) au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m,80).

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés, à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m,00) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m,00) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières qu'il devra poser aux passages à niveau, ainsi que les abris ou maisons de garde à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de garde ou des abris et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes au plus sur dix mètres de longueur de part et d'autre de chaque passage.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m,03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m,05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre toutefois d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

15. Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ses travaux et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50) de largeur

entre les parapets sur les chemins à une voie et huit mètres (8^m.00) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m.00).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par le concessionnaire pour le service du chemin de fer une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'État, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

16. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation et du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

17. Le concessionnaire n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

18. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en fer et du poids de vingt-cinq kilogrammes au moins par mètre courant, sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera de quatre-vingts centimètres (0^m.80) d'axe en axe.

19. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

1° Dans la traversée des lieux habités;

2° Dans les parties contiguës à des chemins publics;

3° Sur dix mètres de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau et des stations.

20. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés, et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par la commune de Luxey et fournis gratuitement au concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

21. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

22. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des en-

ceintes fortifiées, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

23. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

24. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

25. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou de plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

26. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

27. Immédiatement après l'achèvement des travaux et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée, dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

28. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 37.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

29. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

30. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit, dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consumer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et pourront être à deux étages.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers, fermé à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit. L'étage supérieur sera couvert et garni de banquettes avec dossiers; on y accèdera au moyen d'escaliers qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-corps solides d'au moins un mètre dix centimètres (1^m.10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de deux classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui seront arrêtées par le préfet.

A l'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé dans les trains de voyageurs aux femmes voyagant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes, et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes, composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

31. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à un.

32. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le minimum et le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

33. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Celle-ci prendra fin à la même époque que la concession du chemin de fer de Nizan à Saint-Symphorien et à Sera.

34. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de gardes, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne se met pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

35. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 2 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité, qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recouvrera, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers énumérés obligatoires dans tous les cas pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin considéré ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

36. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 2 et 3, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

37. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention, par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements, à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque soumissionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne et, s'il y a lieu, du jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges, et substitué au concessionnaire évincé pour recevoir les subventions de toute nature à échoir aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété du département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative reste également sans résultats, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront au département.

38. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

39. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

**TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.**

40. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs. . .	{	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (places de luxe facultatives).....
		Voitures couvertes, fermées à glaces, et à ban- quettes rembourrées (1 ^{re} classe).....
		Voitures couvertes et fermées à vitres (2 ^e classe)....
		Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.
Enfants	{	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.
		Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.
		Chiens transportés dans les trains de voyageurs (sans que la percep- tion puisse être inférieure à 0 ^e 50 ^e).....

Petite vitesse.

Boeufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....
Veaux et porcs.....
Moutons, brebis, agneux, chèvres.....

Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Muliers. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....

Marchandises transportées à petite vitesse.

1^{re} classe. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sacre. — Café. — Drogues. — Epicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.

2^e classe. Spiritueux. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. s.	fr. s.
0 067	0 033	0 100
0 050	0 025	0 075
0 037	0 018	0 055
0 0133	0 0067	0 02
0 08	0 04	0 12
0 04	0 02	0 06
0 02	0 01	0 03
0 30	0 20	0 50
0 15	0 09	0 24

non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler, dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées. — Pailles. — Fourrages et produits résineux.....	0 10	0 08	0 18
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Mocillons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises. — Bois à brûler..	0 08	0 06	0 14
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 06	0 04	0 10

TARIF SPÉCIAL PAR WAGON COMPLET.

5 ^e classe. — Matériaux de construction et d'entretien des édifices à la charge du département et des communes des Landes.....	0 03	0 02	0 05
Matériaux de chaussées pour la construction et l'entretien des routes et chemins vicinaux du département des Landes.....	0 025	0 015	0 04
Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas six cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre, cinquante centimes (0 ^e 50 ^e).			

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre. ..

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 09	0 06	0 25
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 12	0 08	0 30
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	3 75
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50
Tender de plus de dix tonnes.....	1 35	0 90	2 25
Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.			
Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.			
Voitures à deux ou à quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 25	0 15	0 40
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....	0 30	0 20	0 50
Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.			
Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.			
Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....	0 20	0 10	0 30
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....	0 10	0 08	0 18

A° SERVICE DES POMPES FUNÉRAIRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres renfermant un ou plusieurs cercueils sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....
 Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....
 Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de...

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30
0 60	0 40	1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuera lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres, elle sera comptée pour six kilomètres.

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chaînage sera fait, suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes.

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes.

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes; entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes, etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et les marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes; 2° au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes; 3° au-dessus de dix kilogrammes, par fraction indivisible de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes.

41. A moins d'une autorisation spéciale et révoquée du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer.

42. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement et elle sera réduite à vingt kilogrammes pour les enfants transportés à moitié prix.

43. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils seront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les adaptations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

44. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indi-

visibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes; mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Pour tous poids indivisibles de trois mille kilogrammes et au-dessus, les délais de livraison et de transport seront doublés.

45. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs;

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes.

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes.

46. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de deux mois au moins pour les voyageurs et de six mois pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire, dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

47. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite sur le registre de la gare de départ du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

48. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés, de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

49. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

50. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

51. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concession-

naire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

52. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

53. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

54. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction dans les convois ordinaires de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

55. Le concessionnaire sera tenu de réserver, dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de la deuxième classe, ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle sera opérée la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls, et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1^{re} requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1^{er}; 2^e requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf

dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment, en conformité du paragraphe 1^{er} du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire, sur la réquisition de l'administration des postes, est dès à présent fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe, dans le cas où la ligne serait subventionnée par le trésor.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mis d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics. L'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

56. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis, afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire le long des voies toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils de lignes télégraphiques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture de fils télégraphiques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes par kilomètre parcouru par la machine, quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

57. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

58. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

59. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 30, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin de fer objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exer-

ance de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'usait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département, ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

60. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tous propriétaires de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderaient un embranchement; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines, et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires, et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre. Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où ces limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguilles et des barrières des embranchements autorisés par le préfet seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gar-

diens seront nommés et payés par le concessionnaire, et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficultés, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'exécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sans recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de réclamer pour la non-exécution de ces conditions.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0'12") par tonne pour le premier kilomètre, et, en outre, quatre centimes (0'04") par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre.

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes (3,500^k), déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera revisé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

61. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

62. Les agents et gardes que le concessionnaire établira, soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

63. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

64. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de cinquante francs par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions directes, au profit du département.

65. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département des Landes, sauf recours au Conseil d'Etat.

66. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Vu pour être annexé à la convention intervenue à la date de ce jour entre le préfet du département des Landes et MM. *Faugère et Bernard*, concessionnaires du chemin de fer d'intérêt local de Nizan à Saint-Symphorien et à Sora.

Mont-de-Marsan, le 30 septembre 1882.

Approuvé l'écriture :

Les Concessionnaires,

Signé FAUGÈRE.

Signé BERNARD.

Le Préfet des Landes,

Signé CAVÉ-ÉGARIS.

Vu et approuvé par la commission départementale dans sa séance du 30 septembre 1882.

Le Président,

Signé D^r DELUCQ.

Vu à la section des travaux publics, le 1^{er} août 1883.

Le Rapporteur,

Signé C. KRANTZ.

Vu en Conseil d'État, le 2 août 1883.

Le Maître des requêtes,
secrétaire général du Conseil d'État,

Signé A. FOUQUIER.

N° 15,229. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui nomme M. *Cuvinot*, sénateur, président de la commission chargée de la vérification des comptes des ministres, pour l'exercice 1878 et l'année 1879, en remplacement de M. *Ronjat*. (*Paris, 3 Janvier 1885.*)

N° 15,230. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte passé devant le préfet des Alpes-Maritimes, le 12 septembre 1884, portant concession à la ville de Nice, aux clauses et conditions qui y sont stipulées, et moyennant le versement d'une somme, en principal, de mille vingt francs (1,020^f), de parcelles de terrain de la contenance de mille six cent trois mètres carrés soixante et onze centièmes, nécessaires à la modification du tracé et au prolongement du boulevard dit de l'*Impératrice de Russie*, lesdites parcelles désignées par une teinte rose au plan annexé à l'acte susmentionné. (*Paris, 16 Janvier 1885.*)

N° 15,231. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte passé, le 23 septembre 1884, devant le préfet de l'Ardèche, portant concession à la commune de Tournon, moyennant le versement d'une somme de deux cents

francs (200') et sous les conditions y exprimées, d'un emplacement domanial de quatorze ares quarante centiares (14^m 40^c) provenant d'un atterrissement formé dans le lit du Rhône, sur le territoire de cette commune, et indiqué par une teinte rouge sur le plan des 15-17 décembre 1883, joint audit acte. (Paris, 16 Janvier 1885.)



Certifié conforme :

Paris, le 15^e Avril 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 911

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,232. — *DÉCRET qui nomme M. Henri Brisson Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Henri Brisson*, député, est nommé garde des sceaux, ministre de la justice, en remplacement de *M. Martin Feuillee*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Ministre des affaires étrangères,*

Signé JULES FERRY.

N° 15,233. — *DÉCRET qui nomme M. Henri Brisson
Président du Conseil des Ministres.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Henri Brisson*, député, garde des sceaux, ministre de

XII^e Série.

la justice, est nommé président du Conseil des ministres, en remplacement de M. Jules Ferry, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Ministre des affaires étrangères,*

Signé JULES FERRY.

N° 15,234. — *Décret qui nomme M. de Freycinet
Ministre des Affaires étrangères.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. de Freycinet, sénateur, membre de l'Institut, est nommé ministre des affaires étrangères, en remplacement de M. Jules Ferry, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,235. — *DÉCRET qui nomme M. Allain Targé Ministre de l'Intérieur.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Allain Targé, député, est nommé ministre de l'inté-

rieur, en remplacement de M. *Waldeck-Rousseau*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,236. — DÉCRET qui nomme M. *Clamageran* Ministre des Finances.

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Clamageran*, sénateur, est nommé ministre des finances, en remplacement de M. *Tirard*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,237. — DÉCRET qui nomme M. le Général de Division *Campon* Ministre de la Guerre.

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. le général de division *Campon*, sénateur, est nommé

ministre de la guerre, en remplacement de M. le général *Lewal*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,238. — *DÉCRET qui nomme M. le Contre-Amiral Galibier
Ministre de la Marine et des Colonies.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. le contre-amiral *Galibier* est nommé ministre de la marine et des colonies, en remplacement de M. le vice-amiral *Peyron*, dont la démission a été acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON

N° 15,239. — *DÉCRET qui détache l'Administration des Cultes du Ministère de la Justice et la rattache au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'administration des cultes est détachée du ministère de

la justice et rattachée au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,240. — *DÉCRET qui nomme M. René Goblet Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. René Goblet, député, est nommé ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, en remplacement de M. Fallières, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,241. — *DÉCRET qui nomme M. Sadi Carnot
Ministre des Travaux publics.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Sadi Carnot, député, est nommé ministre des travaux

publics, en remplacement de M. Raynal, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,242. — *DÉCRET qui nomme M. Pierre Legrand Ministre du Commerce.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Pierre Legrand, député, est nommé ministre du commerce, en remplacement de M. Rouvier, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,243. — *DÉCRET qui nomme M. Sarrien Ministre des Postes et des Télégraphes.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Sarrien, député, est nommé ministre des postes et des

~~télégraphes~~, en remplacement de M. *Cochery*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,244. — *DÉCRET qui nomme M. Hervé Mangon
Ministre de l'Agriculture.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Hervé Mangon*, député, membre de l'Institut, est nommé ministre de l'agriculture, en remplacement de M. *Méline*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,245. — *DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :*

1^{er} Le préfet de l'Allier est autorisé à passer, au nom de l'État, avec le sieur *d'Algarra*, comte de *Vergara*, le contrat d'échange, moyennant une soulte de huit francs trente-six centimes (8^{fr} 36^c) au profit de l'État, d'une parcelle de quatre-vingt-sept ares quarante-huit centiares à distraire de la forêt domaniale des Colettes et de Boismol, située entre le chemin de grande communication n° 37 bis et la propriété du sieur *d'Algarra*, contre une parcelle boisée d'une contenance de soixante-dix ares quarante centiares appartenant à ce dernier et située entre ledit chemin et la forêt domaniale.

2° Tous les frais occasionnés par l'échange seront supportés moitié par l'État et moitié par son coéchangiste, à l'exception du droit d'enregistrement sur la soulte, lequel sera à la charge de ce dernier.

3° L'échange ne sera définitif qu'après avoir été approuvé par une loi.
(Paris, 27 Décembre 1884.)



Certifié conforme :

Paris, le 15^e Avril 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin*
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 912.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15.246. — *Loi qui autorise le département de la Creuse à contracter un Emprunt.*

Du 6 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 7 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Creuse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des lycées, collèges et écoles, aux conditions de cet établissement, une somme de cinquante mille francs (50,000^f), destinée à assurer le paiement de sa part contributive dans la fondation d'un lycée de jeunes filles à Guéret.

La réalisation de cet emprunt ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinquante mille francs seront imputés sur le produit des douze centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,247. — *Loi portant : 1° annulation de Crédits montant à 212,634 fr. 37 cent. au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1883 (Ministère de la Marine et des Colonies); 2° ouverture d'un Crédit de 153,732 fr. 55 cent. au titre du même Budget de l'exercice 1883; 3° ouverture d'un Crédit de 27,259 fr. 13 cent. au titre du même Budget de l'exercice 1884.*

Du 12 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 14 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sur les crédits ouverts au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, une somme de trente et un mille six cent quarante-deux francs soixante-neuf centimes (31,642^f 69^c) est et demeure définitivement annulée aux chapitres ci-après :

CHAP. 1 ^{er}	Matériel naval.....	5,520 ^f 46 ^c
— II.	Travaux des ports.....	363 88
— V.	Travaux de fortifications aux colonies.....	18,711 12
— VII.	Avances à la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis.....	7,047 13

TOTAL des crédits définitivement annulés ...		31,642 69
---	--	------------------

2. Sur les crédits ouverts au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, une somme de cent quatre-vingt mille neuf cent quatre-vingt-onze francs soixante-huit centimes (180,991^f 68^c) est et demeure annulée au chapitre VII : (*Avances à la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis*).

3. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de la somme de cent cinquante-trois mille sept cent trente-deux francs cinquante-cinq centimes (153,732^f 55^c), applicable au chapitre VI (*Chemin de fer et forts de Sénégal*).

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources affectées, par imputation sur le produit de l'emprunt de trois cent cinquante millions, aux crédits annulés par l'article 2 de la présente loi.

4. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, un crédit supplémentaire de la somme de vingt-sept mille deux cent cinquante-neuf francs treize centimes (27,259^f 13^c), applicable au

chapitre VII : (*Avances à la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis*).

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources affectées, par imputation sur le produit de l'emprunt de trois cent cinquante millions, aux crédits annulés par l'article 2 de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PEYROV.

N° 15,248. — *Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 13 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 14 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Puy-de-Dôme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des lycées, collèges et écoles, aux conditions de cet établissement, une somme de quatre cent soixante mille francs (460,000^f), applicable à l'établissement d'une école normale d'institutrices.

La réalisation de cet emprunt ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Puy-de-Dôme est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, pendant trente ans, à partir de 1886, quarante-huit centièmes de centime (0^e 48) dont le produit sera consacré au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre cent soixante mille francs.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

la justice, est nommé président du Conseil des ministres, en remplacement de M. Jules Ferry, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Ministre des affaires étrangères,*

Signé JULES FERRY.

N° 15,234. — *DÉCRET qui nomme M. de Freycinet
Ministre des Affaires étrangères.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. de Freycinet, sénateur, membre de l'Institut, est nommé ministre des affaires étrangères, en remplacement de M. Jules Ferry, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,235. — *DÉCRET qui nomme M. Allain Targé Ministre de l'Intérieur.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Allain Targé, député, est nommé ministre de l'inté-

rieur, en remplacement de M. *Waldeck-Rousseau*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,236. — DÉCRET qui nomme M. *Clamageran* Ministre des Finances.

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Clamageran*, sénateur, est nommé ministre des finances, en remplacement de M. *Tirard*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,237. — DÉCRET qui nomme M. le Général de division *Campanon* Ministre de la Guerre.

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. le général de division *Campanon*, sénateur, est nommé

ministre de la guerre, en remplacement de M. le général *Lewal*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,238. — *DÉCRET qui nomme M. le Contre-Amiral Galiber
Ministre de la Marine et des Colonies.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. le contre-amiral *Galiber* est nommé ministre de la marine et des colonies, en remplacement de M. le vice-amiral *Peyron*. dont la démission a été acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON

N° 15,239. — *DÉCRET qui détache l'Administration des Cultes du Ministère de la Justice et la rattache au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'administration des cultes est détachée du ministère de

la justice et rattachée au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,240. — *DÉCRET qui nomme M. René Goblet Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. René Goblet, député, est nommé ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, en remplacement de M. Fallières, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,241. — *DÉCRET qui nomme M. Sadi Carnot
Ministre des Travaux publics.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Sadi Carnot, député, est nommé ministre des travaux

publics, en remplacement de M. Raynal, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,242. — *DÉCRET qui nomme M. Pierre Legrand Ministre du Commerce.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Pierre Legrand, député, est nommé ministre du commerce, en remplacement de M. Rouvier, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,243. — *DÉCRET qui nomme M. Sarrien Ministre des Postes et des Télégraphes.*

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Sarrien, député, est nommé ministre des postes et des

télégraphes, en remplacement de M. *Cochery*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,244. — DÉCRET qui nomme M. *Hervé Mangon*
Ministre de l'Agriculture.

Du 6 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Hervé Mangon*, député, membre de l'Institut, est nommé ministre de l'agriculture, en remplacement de M. *Méline*, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil des ministres,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,245. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant ce qui suit:

1^{er} Le préfet de l'Allier est autorisé à passer, au nom de l'État, avec le sieur d'*Algarra*, comte de *Vergara*, le contrat d'échange, moyennant une soulte de huit francs trente-six centimes (8' 36") au profit de l'État, d'une parcelle de quatre-vingt-sept ares quarante-huit centiares à distraire de la forêt domaniale des Colettes et de Boismol, situées entre le chemin de grande communication n° 37 bis et la propriété du sieur d'*Algarra*, contre une parcelle boisée d'une contenance de soixante-dix ares quarante centiares appartenant à ce dernier et située entre ledit chemin et la forêt domaniale.

2° Tous les frais occasionnés par l'échange seront supportés moitié par l'État et moitié par son coéchangiste, à l'exception du droit d'enregistrement sur la soulte, lequel sera à la charge de ce dernier.

3° L'échange ne sera définitif qu'après avoir été approuvé par une loi.
(Paris, 27 Décembre 1884.)



Certifié conforme :

Paris, le 15 * Avril 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 912.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,246. — *Loi qui autorise le département de la Creuse à contracter un Emprunt.*

Du 6 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 7 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Creuse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des lycées, collèges et écoles, aux conditions de cet établissement, une somme de cinquante mille francs (50,000^f), destinée à assurer le payement de sa part contributive dans la fondation d'un lycée de jeunes filles à Guéret.

La réalisation de cet emprunt ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinquante mille francs seront imputés sur le produit des douze centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,247. — *Loi portant : 1° annulation de Crédits montant à 212,634 fr. 37 cent. au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1883 (Ministère de la Marine et des Colonies); 2° ouverture d'un Crédit de 153,732 fr. 55 cent. au titre du même Budget de l'exercice 1883; 3° ouverture d'un Crédit de 27,259 fr. 13 cent. au titre du même Budget de l'exercice 1884.*

Du 12 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 14 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sur les crédits ouverts au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, une somme de trente et un mille six cent quarante-deux francs soixante-neuf centimes (31,642^f 69^c) est et demeure définitivement annulée aux chapitres ci-après :

CHAP. 1 ^{er}	Matériel naval.....	5,520 ^f 46 ^c
II.	Travaux des ports.....	363 88
V.	Travaux de fortifications aux colonies.....	18,711 12
VII.	Avances à la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis.....	7,047 23

TOTAL des crédits définitivement annulés ... 31,642 69

2. Sur les crédits ouverts au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, une somme de cent quatre-vingt mille neuf cent quatre-vingt-onze francs soixante-huit centimes (180,991^f 68^c) est et demeure annulée au chapitre VII : (*Avances à la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis*).

3. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de la somme de cent cinquante-trois mille sept cent trente-deux francs cinquante-cinq centimes (153,732^f 55^c), applicable au chapitre VI (*Chemin de fer et forts de Sénégal*).

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources affectées, par imputation sur le produit de l'emprunt de trois cent cinquante millions, aux crédits annulés par l'article 2 de la présente loi.

4. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, un crédit supplémentaire de la somme de vingt-sept mille deux cent cinquante-neuf francs treize centimes (27,259^f 13^c), applicable au

chapitre VII: (*Avances à la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis*).

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources affectées, par imputation sur le produit de l'emprunt de trois cent cinquante millions, aux crédits annulés par l'article 2 de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé P. TIRARD.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,
Signé A. PETRON.

N° 15,248. — *Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 13 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 14 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Le département du Puy-de-Dôme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des lycées, collèges et écoles, aux conditions de cet établissement, une somme de quatre cent soixante mille francs (460,000'), applicable à l'établissement d'une école normale d'institutrices.

La réalisation de cet emprunt ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Puy-de-Dôme est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, pendant trente ans, à partir de 1886, quarante-huit centièmes de centime (0^e 48) dont le produit sera consacré au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre cent soixante mille francs.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,249. — *Loi qui autorise la ville de Roubaix (Nord) à contracter un Emprunt.*

Du 13 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 14 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Roubaix (Nord) est autorisée à emprunter de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, aux conditions de cet établissement, la somme de trois cent cinquante-quatre mille huit cents francs (354,800'), remboursable en trente ans sur ses revenus ordinaires, et destinée à pourvoir à diverses dépenses prévues dans une délibération municipale du 19 juillet 1882, lesdites dépenses ayant pour objet notamment des travaux de réparation et d'agrandissement de diverses écoles, ainsi que l'acquisition de mobiliers scolaires.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,250. — *Loi qui autorise la ville de Valenciennes (Nord) à contracter un Emprunt.*

Du 13 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 14 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Valenciennes (Nord) est autorisée à emprunter de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, aux conditions de cet établissement, une somme de trois cinquante mille francs (350,000^f), remboursable en trente ans sur ses revenus ordinaires, et destinée au paiement des frais de construction d'un groupe scolaire et d'une école de garçons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,251. — *LOI sur les Marchés à terme.*

Du 28 Mars 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 8 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Tous marchés à terme sur effets publics et autres, tous marchés à livrer sur denrées et marchandises sont reconnus légaux.

Nul ne peut, pour se soustraire aux obligations qui en résultent, se prévaloir de l'article 1965 du Code civil, lors même qu'ils se résoudraient par le paiement d'une simple différence.

2. Les articles 421 et 422 du Code pénal sont abrogés.

3. Sont abrogées les dispositions des anciens arrêts du conseil des 24 septembre 1724, 7 août, 2 octobre 1785 et 22 septembre 1786, l'article 15, chapitre 1^{er}, l'article 4, chapitre II, de la loi du 28 vendémiaire an IV, les articles 85, paragraphe 3, et 86 du Code de commerce.

4. L'article 13 de l'arrêté du 27 prairial an X est modifié ainsi qu'il suit :

« Chaque agent de change est responsable de la livraison et du paiement de ce qu'il aura vendu et acheté. Son cautionnement sera affecté à cette garantie. »

5. Les conditions d'exécution des marchés à terme par les agents de change seront fixées par le règlement d'administration publique prévu par l'article 90 du Code de commerce.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

Le Garde des sceaux,

Ministre
de la justice et des cultes,
Signé MARTIN FRUILLÉE.

N° 15,252. — DÉCRET sur la réorganisation du Service sanitaire au Sénégal.

Du 29 Août 1884.

(Promulgué au Journal officiel du 16 septembre 1884.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 3 mars 1822 ;

Vu l'article 31 de l'ordonnance organique du 7 septembre 1840 ⁽¹⁾ ;

Vu le décret du 22 février 1876 ⁽²⁾ ;

Vu le décret du 28 novembre 1880 ⁽³⁾ ;

Vu l'article 3, paragraphe 7, du décret du 12 octobre 1882 ;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES; DE LA RECONNAISSANCE ET DE L'ARRAISSEMENT DES NAVIRES.

ART. 1^{er}. La police sanitaire est exercée, au Sénégal, à l'égard de tous les navires, quelle que soit leur provenance.

Ils peuvent être l'objet de précautions exceptionnelles ou de mesures sanitaires spéciales, lorsque leurs conditions hygiéniques sont jugées dangereuses.

2. Tout navire qui entre dans un port de la colonie, doit, avant toute communication, être reconnu par l'autorité sanitaire.

3. Cette formalité obligatoire a pour objet de constater la provenance du navire et les conditions sanitaires dans lesquelles il se présente.

Elle constitue :

1° La reconnaissance proprement dite, pour les cas faciles à examiner qui ne laissent aucun doute sur la salubrité du navire ;

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 775, n° 8984.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 299, n° 5123.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 574, n° 9991.

2° L'arraisonnement pour les cas qui exigent un examen plus approfondi.

4. La reconnaissance s'effectue à l'aide d'un questionnaire formulé comme suit :

1. D'où venez-vous ?
2. Avez-vous une patente de santé ?
3. Quels sont vos nom, prénoms et qualité ?
4. Quel est le nom, le pavillon et le tonnage de votre navire ?
5. De quoi se compose votre cargaison ?
6. Quel jour êtes-vous parti ?
7. Quel était l'état de la santé publique à l'époque de votre départ ?
8. Avez-vous le même nombre d'hommes que vous aviez au départ, et sont-ce les mêmes hommes ?
9. Avez-vous eu pendant votre séjour et pendant la traversée des malades à bord ?
10. Est-il mort quelqu'un pendant votre séjour, soit à bord, soit à terre ou pendant votre traversée ?
11. Avez-vous relâché quelque part ? Où ? A quelle époque ?
12. Avez-vous eu quelque communication pendant la traversée ? N'avez-vous rien recueilli en mer ?

5. La reconnaissance peut suffire pour les navires ayant une patente nette, provenant directement soit d'un des ports de la France, soit d'un des ports de la colonie non signalé comme suspect.

Dans tous les autres cas, l'arraisonnement est nécessaire.

6. La reconnaissance est pratiquée par les agents du port.

7. A défaut d'agents du port, les commandants de cercle ou de poste désignent d'autres personnes pour faire lesdites reconnaissances.

8. L'arraisonnement comporte des investigations plus complètes.

Il est effectué par un médecin arraisonneur ou par un agent ordinaire de la santé, lequel, indépendamment des questions ci-dessus qualifiées suffisantes pour la reconnaissance, adresse, en cas de suspicion, toutes les autres interrogations jugées nécessaires et de nature à éclairer sur les conditions sanitaires du navire et de ses provenances.

9. Dans les postes isolés, à défaut de médecin arraisonneur ou d'agent ordinaire de la santé, les commandants de cercle ou de poste feront pratiquer les arraisonnements par des fonctionnaires qu'ils désigneront d'office.

10. L'arraisonnement peut motiver une inspection médicale.

11. Les reconnaissances et les arraisonnements seront faits à l'aide de bulletins imprimés et les résultats seront relevés et consignés dans un registre spécial.

12. Dans les localités où il n'y aura point d'agents du port, la reconnaissance sera supprimée, l'arraisonnement seul subsistera.

L'autorité sanitaire donnera, à cet effet, des instructions courtes et précises pour éviter toute confusion.

Pour les navires se rendant de l'extérieur à Saint-Louis, les arraisonnements seront faits en dedans de la barre par le médecin du camp de Gandiole, ou, à son défaut, par le capitaine de la barre.

TITRE II.

DE LA PATENTE DE SANTÉ.

13. La présentation d'une patente de santé à l'arrivée dans un port de la colonie est obligatoire en tout temps, quelle que soit la provenance.

14. La patente de santé est nette ou brute. Elle est nette quand elle constate l'absence, dans le pays ou dans les pays d'où vient le navire, de toute maladie contagieuse susceptible d'être importée; elle est brute quand la présence d'une maladie de cette nature y est signalée.

Le caractère net ou brut de la patente est apprécié par l'autorité sanitaire du port d'arrivée.

15. Toute patente de santé qui ne contiendra pas des renseignements suffisants sur l'état sanitaire des navires ou des provenances sera considérée comme brute.

16. Toute patente raturée ou surchargée sera considérée comme nulle, sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées contre les auteurs de ces altérations.

17. Un navire ne doit avoir qu'une seule patente de santé délivrée au port de départ; elle doit être visée à chaque escale que fait ce navire et conservée jusqu'au port de destination définitive.

A l'étranger, pour les navires français, la patente est délivrée par le consul français du port de départ, ou, à défaut du consul, par l'autorité locale.

Pour les navires étrangers, elle peut être délivrée par l'autorité locale; dans ce cas, elle doit être visée dans sa teneur par le consul français.

18. Les cas de force majeure, tels que la perte fortuite de la patente, seront appréciés par l'autorité sanitaire.

19. Tout navire arrivant au mouillage devra tenir arboré à son mât de misaine un pavillon jaune jusqu'à ce qu'il ait obtenu la libre pratique.

20. Les patentes de santé et les visa de patentes seront délivrés gratuitement à Saint-Louis par le directeur de la santé, à Gorée par l'agent principal de la santé, et dans les autres localités par les médecins arraisonneurs et les agents ordinaires de la santé, et, à défaut, par les commandants et chefs de poste.

21. La patente de santé, conforme au modèle en usage en France, doit mentionner dans une formule précise l'état sanitaire du pays de provenance et particulièrement la présence ou l'absence des ma-

ladies qui motivent des précautions sanitaires. Elle doit, en outre donner le nom du navire, celui du capitaine, et des renseignements exacts relatifs au tonnage, à la nature de la cargaison, de l'effectif de l'équipage et au nombre des passagers, ainsi qu'à l'état hygiénique et saitaire du bord au moment du départ.

22. La patente de santé n'est valable que si elle a été délivrée dans les quarante-huit heures qui ont précédé le départ du navire.

23. La délivrance des patentes se fera tous les jours, les dimanches et fêtes exceptés, dans un local qui sera affecté à la direction du port, au bureau de l'inscription maritime, à la mairie ou au bureau du commandant en chef de poste.

TITRE III.

DES MESURES SANITAIRES AU DÉPART.

24. L'autorité sanitaire pourra s'opposer à l'embarquement d'une personne atteinte d'une maladie contagieuse et de toute substance qui, par sa nature ou son état de corruption, serait nuisible à la santé du bord.

25. Lorsqu'une maladie grave réputée importable (fièvre jaune, choléra, etc.) vient à éclater dans un port ou ses environs, le devoir de l'autorité sanitaire de ce port est de constater la maladie, d'en faire immédiatement la déclaration officielle et de signaler le fait sur la patente de santé qu'elle délivre.

La cessation complète de la maladie doit de même être annoncée officiellement et mentionnée sur la patente de santé avec la date du dernier décès.

TITRE IV.

DES MESURES SANITAIRES À L'ARRIVÉE.

26. Tout capitaine arrivant dans un port du Sénégal est tenu :

1° D'empêcher toute communication, tout déchargement de son navire avant que celui-ci ait été reconnu et admis à la libre pratique;

2° De se conformer aux règles de la police sanitaire ainsi qu'aux ordres qui lui sont donnés par les autorités chargées de cette police;

3° De produire auxdites autorités tous les papiers de bord, de répondre, après avoir prêté serment de dire la vérité, à l'interrogatoire sanitaire, et de déclarer tous les faits, de donner tous les renseignements venus à sa connaissance pouvant intéresser la santé publique.

27. Peuvent être soumis à de pareils interrogatoires et obligés, sous serment, à de semblables déclarations, les gens de l'équipage et les passagers, toutes les fois qu'il est jugé nécessaire.

28. Le médecin embarqué, commissionné ou non, est tenu de répondre à l'interrogatoire de l'autorité sanitaire et, lorsque celle-ci le

demande, de présenter par écrit un compte rendu de toutes les circonstances du voyage ayant de l'intérêt pour la santé publique.

29. La reconnaissance doit être opérée, sans délai de jour, de six heures du matin à six heures du soir.

Lorsque l'arraisonnement est nécessaire, il doit également s'effectuer sans retard, de manière à occasionner le moins d'attente possible au navire.

La reconnaissance et l'arraisonnement pourront avoir lieu de nuit, mais seulement dans des cas exceptionnels qu'il appartiendra à l'autorité supérieure d'apprécier.

30. Les navires munis d'une patente de santé nette sont admis immédiatement à la libre pratique après la reconnaissance ou l'arraisonnement, sauf dans les cas mentionnés ci-après :

a) Lorsqu'un navire porteur d'une patente nette a eu à bord, pendant la traversée, des accidents certains ou suspects de maladie grave, réputée importable.

b) Lorsqu'un navire a eu en mer des communications compromettantes.

c) Lorsqu'il présente à l'arrivée des conditions hygiéniques dangereuses.

d) Lorsque l'autorité sanitaire a des motifs sérieux de contester la sincérité de la teneur de la patente de santé.

e) Lorsque le navire provient d'un port qui entretient des relations libres avec une localité voisine où règne une maladie grave réputée importable.

f) Lorsque le navire provenant d'un port où régnait peu auparavant une maladie réputée importable a quitté ce port avant le délai suffisant pour que ce pays soit déclaré net.

Dans ces différents cas, le navire, bien que muni d'une patente de santé nette, peut être assujéti au régime de la patente brute.

31. Les navires provenant d'un port américain où la fièvre jaune est endémique seront considérés à leur arrivée dans la colonie comme suspects, quelle que soit la nature de leur patente de santé.

La zone de l'endémicité comprend tout le littoral américain situé entre les deux tropiques, avec les îles moins les possessions françaises des Antilles et de la Guyane.

TITRE V.

DES MESURES DE QUARANTAINE.

32. Tout navire arrivant avec patente brute ou dans l'un des cas énumérés à l'article précédent est passible de quarantaine.

33. La mise en quarantaine est notifiée par écrit au capitaine, dans le plus bref délai possible; toutefois, la teneur de la décision notifiée reste sujette à modifications jusqu'à la fin de la quarantaine, selon les éventualités.

Les mesures de quarantaine sont variables suivant le cas.

Elles peuvent différer pour les passagers, l'équipage, les marchandises, le navire.

34. La quarantaine se distingue en quarantaine d'observation et en quarantaine de rigueur.

35. La quarantaine d'observation ou de simple suspicion est applicable aux navires en patente brute ou jugés en état brut qui n'ont eu à bord aucune maladie réputée importable ou de nature suspecte.

Elle consiste à tenir en observation, pendant un temps déterminé, le bâtiment, l'équipage et les passagers.

Elle comporte une inspection médicale.

Pour les passagers, elle peut être purgée à bord du navire, mais de préférence dans un lazaret.

Elle n'entraîne pas nécessairement le déchargement des marchandises au lazaret, ni les mesures de désinfection générales, à moins de conditions jugées dangereuses, par la nature de la cargaison, le nombre et la qualité des passagers, l'état hygiénique du bord.

L'autorité sanitaire est juge de la nécessité du déchargement sanitaire et de la désinfection, dans tous les cas de quarantaine d'observation, excepté pour les provenances de maladie réputée importable.

Le déchargement du navire ne peut être opéré pendant la durée de l'observation, si les passagers restent à bord, à moins que le navire ne fasse qu'une simple escale et ne reparte avec ses passagers en état de quarantaine. Dans ce cas, les marchandises seront débarquées avec les précautions voulues.

Si la désinfection du navire et des marchandises est jugée nécessaire, on y procède comme dans la quarantaine de rigueur, après le débarquement des passagers.

36. La quarantaine de rigueur est applicable au cas où le navire a eu à bord, soit au port de provenance, soit en cours de traversée, soit depuis son arrivée, des accidents certains ou seulement suspects d'une maladie réputée importable.

La quarantaine de rigueur ne peut être purgée que dans un port à lazaret; elle nécessite, avant toute opération de déchargement du navire le débarquement au lazaret des passagers et de toutes les personnes inutiles à bord. Elle comporte ensuite le déchargement dit sanitaire, c'est-à-dire opéré suivant la nature de la cargaison, soit au lazaret, soit sur des allées, avec les purifications convenables; elle exige la désinfection des effets à usage et celle du navire.

La quarantaine de rigueur date pour les passagers de leur entrée au lazaret; elle commence pour les personnes restées à bord quand la désinfection du navire est terminée.

Les navires passibles de la quarantaine de rigueur qui ne font qu'une simple escale, sans prendre pratique, peuvent débarquer leurs passagers et leurs marchandises au lazaret avec les précautions convenables.

37. Tout navire en quarantaine doit être tenu à l'écart dans un mouillage déterminé et surveillé par un nombre suffisant de gardes de santé.

38. Si, pendant la durée de l'observation simple, un cas de la maladie suspectée se manifeste parmi les quarantenaires, l'observation se transforme en quarantaine de rigueur.

Si, dans le cours d'une quarantaine de rigueur, le même fait se produit, la quarantaine recommence pour le groupe des personnes restées en libre communication avec la personne atteinte.

39. Un navire mis en quarantaine peut reprendre la mer. Dans ce cas la patente de santé lui est rendue avec un visa mentionnant les conditions dans lesquelles il part.

40. Un navire étranger qui se présente en état de patente brute dans un port à lazaret pour y faire quarantaine peut être admis à débarquer ses passagers au lazaret et être invité à continuer sa route pour sa plus prochaine destination, après avoir reçu tous les secours nécessaires.

41. Les navires chargés de corps de troupes, d'émigrants, et en général tous les navires jugés dangereux par une agglomération d'hommes dans de mauvaises conditions, peuvent, en tout temps, être l'objet de précautions spéciales que détermine l'autorité sanitaire du port d'arrivée.

42. L'autorité sanitaire d'un point quelconque de la colonie, en présence d'un danger imminent et en dehors de toute prévision, peut prescrire provisoirement telles mesures qu'elle juge indispensables pour garantir la santé publique, sauf à en informer dans le plus bref délai le gouverneur, qui statue sur la conduite à tenir.

43. Un navire qui arrive en patente brute d'une maladie contagieuse ou épidémique peut être dans un des cas suivants :

a) Il n'y a pas eu de malades dans le pays où régnait la maladie, il n'y a eu ni malades ni morts pendant la traversée.

b) Le navire a eu des malades ou des morts dans le pays où régnait la maladie, n'a pas eu de malades ni de morts pendant la traversée.

c) Le navire a eu des malades ou des morts pendant la traversée.

44. Le navire arrivant patente brute, n'ayant eu ni malades, ni morts de maladie contagieuse, soit dans le port, soit pendant la traversée, et étant sur lest, sera mis en observation.

Cette observation sera déterminée suivant la durée de la traversée, de manière à compléter, s'il est nécessaire, une période de vingt-trois jours, depuis le départ du point contaminé, en comptant la traversée, c'est-à-dire, par exemple, que si le navire a passé seize jours à la mer il n'aura que sept jours d'observation à faire. La durée de l'observation ne pourra, dans aucun cas, être moins de trois jours, alors même que la traversée aurait été de plus de vingt-trois jours. Ces trois jours seront employés à la désinfection, suivant les procédés indiqués par l'autorité sanitaire, des effets de corps et de couchage de l'équipage et des passagers, ainsi que des logements du navire.

45. Navire en patente brute ayant des malades ou des morts dans le pays, pas de malades pendant la traversée.

Trois à neuf jours de quarantaine dans un port à lazaret, quelle que soit la durée de la traversée, que la guérison ou la mort remonte à plus de vingt-trois jours. Ces jours comptent à partir du moment où les effets à usage ou à couchage des hommes de l'équipage ainsi que les logements auront été désinfectés ou assainis.

Le médecin arraisonneur devra, sans communiquer avec le navire, s'assurer que dans ce cas les gardes sanitaires ont rigoureusement veillé à l'emploi bien sévère des moyens de désinfection.

46. Navire en patente brute ayant eu des malades ou des morts pendant la traversée.

Plusieurs cas peuvent se présenter.

Il y a ou non des malades à bord au moment de l'arrivée, on a jeté ou non les effets de corps ou de couchage des décedés.

S'il n'y a pas de malades à bord au moment de l'arrivée, et si les vêtements ainsi que les effets de couchage des morts ont été jetés à l'eau, il sera pris des mesures d'assainissement pour les effets et les locaux comme précédemment, et le navire ne sera mis en libre pratique qu'après un nombre de jours déterminé, de manière à ce que, dans tous les cas, il se soit écoulé vingt-trois jours au moins entre l'admission dans la colonie et le dernier décès.

S'il n'y a eu que des malades pendant la traversée et qu'ils soient guéris au moment de l'arrivée, le médecin visiteur les fera paraître devant lui pour déterminer, à distance, à quel degré de convalescence ils se trouvent, et la quarantaine sera fixée de manière à ce qu'il se soit écoulé vingt-trois jours depuis la convalescence assurée, c'est-à-dire le moment où le sujet peut se promener quelques instants et rester hors du lit tout le jour sans fatigue, et l'admission en libre pratique.

S'il y a des malades à bord au moment de l'arrivée, ces malades seront mis au lazaret et désormais les communications seront interrompues entre le navire et eux. Le navire fera aussitôt les purifications nécessaires, et lorsqu'il n'aura pas eu de nouvelles atteintes depuis vingt-trois jours il sera mis en libre pratique.

Les malades seront mis en libre pratique après vingt-trois jours pleins de convalescence.

Dans tous les cas, les effets de couchage des hommes et leurs vêtements seront purifiés et assainis.

TITRE VI.

DES MESURES DE DÉSINFECTION.

47. Les mesures de désinfection peuvent être appliquées aux hardes et effets à usage, à la cargaison et au navire lui-même.

48. Les marchandises et objets de toute sorte arrivant par un navire en patente nette et en bon état hygiénique, qui n'a eu n

morts ni malades suspects, seront dispensés de tout traitement sanitaire et admis immédiatement à la libre pratique, comme le bâtiment lui-même, l'équipage et les passagers.

49. L'autorité sanitaire pourra, même en cas de patente nette, prescrire de désinfecter ou détruire des marchandises qui, par leur corruption ou toute autre cause, présenteraient un danger pour la santé publique. (En ce cas, procès-verbal sera dressé conformément à l'article 5 de la loi du 3 mars 1822).

50. Les marchandises et objets de toute sorte arrivant par un navire en patente brute ou dans des conditions hygiéniques dangereuses, ou à plus forte raison par un navire qui a eu pendant la traversée des accidents de maladie réputée importable, peuvent être soumis à des mesures de désinfection.

51. Sauf le cas de maladie réputée importable à bord, ces mesures ne sont point obligatoires ; la nécessité de leur application est laissée au jugement de l'autorité sanitaire.

52. Ces mesures elles-mêmes sont variables selon les cas et la nature des objets à désinfecter.

Sous ce rapport, les marchandises et objets divers sont rangés dans trois classes.

La première est composée d'objets dits susceptibles et à ce titre soumis à une désinfection obligatoire.

Elle comprend les hardes et tous les effets à usage, les drilles, chiffons, cuirs, peaux, plumes, crins, les débris d'animaux en général, la laine, les matières de soie.

La seconde, composée de matières beaucoup moins compromettantes, et pour lesquelles la désinfection est facultative, comprend : le coton, le lin, le chanvre à l'état brut.

La troisième, formée d'objets ou de substances considérés comme non susceptibles, est exempte de désinfection.

Elle comprend les objets neufs manufacturés, les grains ou autres substances alimentaires, les bois, les métaux, enfin toutes les marchandises et objets qui ne rentrent pas dans les deux premières classes.

53. En cas de patente brute ou d'infection à bord, les lettres, papiers et paquets sont soumis aux purifications d'usage.

54. Les animaux vivants peuvent être l'objet de mesures de désinfection.

Des certificats d'origine peuvent être exigés pour les animaux embarqués sur un navire provenant d'un port au voisinage duquel règne une épidémie.

55. Les procédés de désinfection seront appréciés à la nature des objets auxquels on les applique, depuis l'objet de prix qu'il faut désinfecter sans l'altérer, jusqu'à la substance sans valeur qu'il peut être convenable de détruire.

Des instructions détermineront les procédés à mettre en pratique.

TITRE VII.

DES LAZARETS.

56. Il y aura deux lazarets, l'un près de Dakar, l'autre près de Saint-Louis, pour la purge des quarantaines et la désinfection des marchandises réputées suspectes.

57. En cas d'insuffisance des lazarets, une décision spéciale du gouverneur indiquera les locaux à mettre à la disposition des autorités sanitaires.

58. La disposition intérieure des lazarets devra, autant que possible, permettre de séparer les personnes et les choses appartenant à des quarantaines de dates différentes.

59. Les endroits réservés à la quarantaine de navires, les lazarets destinés à celle des passagers et des marchandises et les établissements quaranténaires en général sont placés sous l'autorité immédiate des agents du service sanitaire.

60. Il est interdit à toute personne, quelle qu'elle soit, de se mettre en communication directe avec les passagers ou les choses qui sont en quarantaine.

61. Les visites du médecin du lazaret sont gratuites.

62. Les quaranténaires sont traités, pour la nourriture et le logement, selon un tarif établi par l'administration et qui sera affiché dans l'établissement.

63. La literie, les meubles et objets de première nécessité ainsi que l'eau douce sont fournis gratuitement.

64. Les personnes qui voudront une nourriture exceptionnelle et des objets de couchage plus confortables pourront se les procurer à leurs frais en se conformant aux règles du service sanitaire.

65. Les droits sanitaires sont fixés par les soins de l'administration, d'après un tarif spécial qui sera affiché dans les lazarets.

TITRE VIII.

DES AUTORITÉS SANITAIRES.

66. Le service sanitaire est placé dans les attributions du médecin en chef.

67. Le médecin en chef est directeur de la santé.

68. La police sanitaire est exercée :

1° Par le directeur de la santé et les agents sanitaires placés sous ses ordres ;

2° Par des commissions sanitaires dont les attributions respectives sont ci-après déterminées.

69. Les agents sanitaires sont :

1° Un agent principal ;

2° Les médecins arraisonneurs ;

3° Les agents ordinaires de la santé ;

- 4° Les gardes sanitaires ;
- 5° Les médecins directeurs des lazarets ;
- 6° Le gardien de lazaret.

70. Le directeur de la santé est chargé de la direction et de l'inspection du service sanitaire de la colonie.

Il demande et reçoit directement les ordres du gouverneur pour tout ce qui intéresse la santé publique.

Il doit se tenir constamment informé de l'état sanitaire de la colonie et des pays avec les lesquels elle est en relations.

71. Il veille à la stricte exécution des lois, arrêtés et règlements sur le service sanitaire. Il adresse tous les mois au gouverneur, sur l'état sanitaire de la colonie et la marche du service, un rapport qui est transmis au ministre de la marine et des colonies.

72. Dans les cas urgents et imprévus, il peut prendre sous sa responsabilité les mesures exceptionnelles ; mais il doit alors immédiatement informer le gouverneur et prévenir le président de la commission sanitaire du chef-lieu.

73. Il propose toutes les modifications qu'il croit utile d'apporter au règlement en vigueur.

74. Le personnel sanitaire, les lazarets et tous les endroits réservés affectés au service sanitaire sont placés sous son autorité.

75. Il délivre ou vise la patente de santé des navires partant de Saint-Louis et donne ses instructions dans les autres ports de la colonie pour la délivrance et le visa des patentes de santé.

76. Le chef du service médical du deuxième arrondissement est agent principal de la santé.

Il est le second et le représentant du directeur de la santé, avec lequel il est en relations constantes pour le tenir au courant de tout ce qui touche le service. Il l'informe aussitôt de tout ce qu'il a constaté, observé ou appris pouvant intéresser la santé publique.

77. Il peut prendre sous sa responsabilité, dans les cas urgents ou imprévus, des mesures exceptionnelles, mais il doit alors immédiatement en informer le directeur de la santé et le délégué de l'intérieur dans le deuxième arrondissement.

78. Il délivre ou vise la patente de santé des navires partant de sa résidence. Il adresse tous les mois au directeur de la santé un rapport sur l'état sanitaire du deuxième arrondissement et la marche du service dans cet arrondissement.

79. Dans chacune des localités de Saint-Louis, de Gorée, de Dakar, de Rufisque, le service de l'arrondissement se fait par un médecin spécialement désigné.

Ces médecins sont nommés par le gouverneur sur la proposition du directeur de la santé.

80. Dans les postes situés sur le littoral et les rives du fleuve, le service de l'arraisonnement est fait par les médecins de ces postes.

81. Les médecins arraisonneurs correspondent, ceux du premier arrondissement avec le directeur de la santé, et ceux du deuxième

avec l'agent principal sous la direction immédiate duquel ils sont placés.

82. Les médecins arraisonneurs sont prévenus par les soins du port de l'arrivée des navires devant être arraisonnés.

83. Lorsque le médecin arraisonneur met un navire en quarantaine provisoire, il prévient la direction du port et il en informe le plus tôt possible son chef direct.

84. Les médecins arraisonneurs se tiennent autant qu'ils le peuvent au courant de l'état sanitaire du pays environnant leur circonscription et des pays extérieurs avec lesquels le Sénégal est en relations.

Ils font immédiatement part à leur chef direct de tout ce qu'ils ont appris relativement à la santé publique. Ils lui adressent un rapport mensuel.

85. Sur les divers points du littoral n'ayant pas de médecins et susceptibles de recevoir des navires, un agent ordinaire de la santé, nommé par le directeur de l'intérieur, sur la présentation du directeur de la santé, sera chargé de l'arraisonnement et du visa des patentes. Ce service pourra être confié à des agents de la douane.

86. Les commandants de cercle ou chefs de poste sont chargés de veiller à l'exécution des règlements sanitaires d'après les instructions qui leur sont transmises par le directeur de la santé ou par l'agent principal à Gorée, suivant l'arrondissement auquel ils appartiennent. Ils rendent compte directement à ces fonctionnaires de tout ce qui intéresse le service dans leur circonscription.

87. Les gardes sanitaires sont nommés par le directeur de l'intérieur sur la présentation du directeur de la santé. Ils prêtent serment devant le tribunal de première instance.

Ils sont subordonnés au directeur et au gardien du lazaret quand ils sont dans cet établissement, au médecin arraisonneur, au directeur de la santé, à l'agent principal, à Gorée, dans tous les autres cas.

88. Les gardes sanitaires sont employés soit à bord des navires, soit dans les lazarets, soit dans les endroits affectés provisoirement à des quarantaines.

Chargés d'exercer la police, ils veillent à l'exécution des mesures prescrites par l'autorité sanitaire.

89. Ils s'opposent à toute communication entre les individus mis en quarantaine et le d hors; ils empêchent tout individu étranger à la quarantaine d'approcher des lieux d'isolation au delà des limites fixées par le règlement.

90. Ils saisissent immédiatement et mettent en quarantaine quiconque aurait communiqué avec les quarantenaires.

91. Ils rendent compte à leur chef direct de tout ce qu'ils peuvent apprendre d'intéressant au point de vue sanitaire.

92. La police supérieure et l'administration du lazaret sont exercées par un médecin, qui ne doit résider au lazaret que lorsque les

circonstances l'exigent et sur un ordre du directeur de la santé ou de l'agent principal, selon la circonscription.

93. Le médecin du lazaret est nommé par le gouverneur sur la présentation du directeur de la santé.

94. Il est chargé de visiter et de soigner gratuitement les quarantaines, de constater leur état de santé à l'expiration de la quarantaine et de veiller à l'exacte exécution de toutes les mesures sanitaires prescrites.

95. Il a sous ses ordres le gardien et tous les agents attachés au lazaret. Il correspond directement avec le capitaine de port pour l'approvisionnement journalier du lazaret et avec le directeur de la santé ou l'agent principal pour toutes les autres questions.

96. Le gardien du lazaret réside dans l'établissement. Il est nommé par le directeur de l'intérieur, sur la présentation du directeur de la santé.

97. Il est subordonné au médecin directeur du lazaret; il est en outre garde sanitaire et a sous ses ordres les gardes sanitaires en service au lazaret.

Il est soumis à toutes les obligations des gardes sanitaires.

TITRE IX.

DES COMMISSIONS SANITAIRES.

98. Il y a quatre commissions sanitaires, une pour le premier arrondissement siégeant à Saint-Louis, trois pour le deuxième arrondissement siégeant à Gorée, Dakar et Rufisque.

99. Les commissions sanitaires représentent les intérêts locaux. Elles sont composées de divers éléments administratifs, scientifiques et commerçants qui peuvent le mieux concourir à émettre un jugement éclairé dans les questions maritimes concernant la santé publique.

100. Les présidents des commissions sont :

A Saint-Louis, le directeur de l'intérieur.

A Dakar, le délégué de l'intérieur.

A Gorée et à Rufisque, le maire.

101. Les commissions sanitaires sont composées comme suit :

À SAINT-LOUIS.

Le directeur de l'intérieur,

Le maire,

Le directeur de la santé,

Le commandant supérieur des troupes,

Le commandant de la marine,

Le chef du service administratif de la marine,

Le directeur des travaux publics,

Le chef du service des douanes,

Le capitaine de port,
Le pharmacien de la marine, chef du service,
Le plus ancien des médecins de première classe de la marine,
Un médecin civil,
Un vétérinaire,
Un conseiller municipal,
Un membre de la chambre de commerce,
Un membre du conseil d'hygiène et de salubrité publique,
Deux habitants notables, membres du conseil général.

À DAKAR.

L'adjoint délégué de la section.
Le délégué de l'intérieur,
Un conseiller municipal y résidant,
Le chef du service administratif de la marine,
L'officier de troupe le plus élevé en grade,
Le médecin de la marine chargé du service médical,
Le capitaine de port,
Un membre de la chambre de commerce,
Un habitant notable,
Un membre du conseil d'hygiène et de salubrité publique et, à défaut, un habitant notable.

À GORÉE.

Le maire,
Un conseiller municipal,
L'agent principal de la santé,
L'officier de troupe le plus élevé en grade,
L'officier du commissariat chargé du service administratif de la marine,
Le pharmacien de la marine,
Un membre de la chambre de commerce,
Un membre du conseil d'hygiène et de salubrité publique,
Un habitant notable.

À ROUBIQUE.

Le maire,
Un membre du conseil municipal,
Un médecin,
Un membre de la chambre de commerce,
Un membre du conseil d'hygiène et de salubrité publique,
L'employé de la douane chargé du service,
Un habitant notable.

102. Les habitants notables sont nommés par le gouverneur.

103. Les membres des conseils municipaux, des chambres de com-

merce et des conseils d'hygiène sont désignés par lesdites assemblées, ils sont nommés pour trois ans et peuvent être réélus.

104. Les commissions sanitaires ont des réunions périodiques, dont le nombre est fixé par le directeur de la santé. Ces réunions ont lieu au moins six fois par an. Les commissions sanitaires sont en outre convoquées d'urgence toutes les fois qu'un membre en fait la demande au président ou qu'une circonstance de nature à intéresser la santé publique paraît l'exiger.

105. Les procès-verbaux des séances sont adressés au gouverneur par les soins du directeur de la santé pour être approuvés, s'il y a lieu. La commission sanitaire ne peut valablement délibérer que si la moitié de ses membres sont présents.

106. Les commissions sanitaires exercent une surveillance générale sur le service sanitaire de leur circonscription. Elles ont pour mission d'éclairer le directeur ou agent sur les questions qui intéressent spécialement leur ressort, de lui donner des avis sur les mesures à prendre en cas d'invasion ou de menace d'une maladie réputée importable, de veiller à l'exécution des règlements généraux et locaux relatifs à la police sanitaire et, au besoin, de signaler au gouverneur les infractions ou omissions.

107. Elles sont consultées en cas de difficultés sur les mesures qu'il convient de prendre dans les limites tracées par les règlements à l'égard d'un navire mis en quarantaine, sur les questions relatives au régime intérieur du lazaret, au choix des emplacements affectés aux navires en quarantaine, aux mesures extraordinaires à prendre, enfin sur les plans et projets de constructions à faire dans les lazarets ou autres établissements sanitaires.

108. Elles proposent au directeur de la santé, pour être soumis au gouverneur, les changements ou additions à introduire dans les règlements locaux concernant le service sanitaire de leur circonscription.

TITRE X.

MESURES COMPLÉMENTAIRES.

109. Tout bâtiment de guerre ou de commerce, caboteurs compris, relevant de Saint-Louis pour les ports de Dakar, Rufisque et Gorée, et *vice versa*, devront être munis d'une patente de santé.

110. Du 1^{er} juin au 15 décembre de chaque année, tous bâtiments de guerre ou de commerce, caboteurs compris, descendant du Haut-Fleuve, devront se munir d'une patente à Bakel.

111. Avant de communiquer avec Saint-Louis, ils seront obligés de s'arrêter à Bop N'Kior pour être arraisonnés par le garde sanitaire, à moins qu'à leur passage à Podor, Dagana ou Richard-Toll, ils n'aient eu le soin de subir l'arraisonnement des médecins du poste, et que la libre pratique leur ait été accordée. Dans ce cas, le médecin transmettra immédiatement les résultats par voie télégraphique au directeur de la santé à Saint-Louis.

112. Pendant la période ci-dessus indiquée, toute colonne de troupes ou agglomération d'hommes descendant du Haut-Fleuve, même en cas d'absence de maladie contagieuse, devra signaler télégraphiquement son passage à Saldé ou Podor, faire connaître son importance et son état sanitaire et y attendre des ordres.

À cet effet, la commission sanitaire de Saint-Louis sera convoquée d'urgence et proposera au gouverneur les mesures qui lui paraîtront nécessaires pour une bonne installation hors de la ville.

113. Chaque année, du 1^{er} juin au 15 décembre, toutes les provenances des pays situés entre la pointe Sangomar et le Gabon seront considérées comme suspectes.

Lesdites provenances, lors même que la patente serait nette, seront passibles, à leur arrivée à Gorée, Dakar, Rufisque, Saint-Louis, d'une quarantaine d'observation de cinq jours.

114. Ne seront pas soumis à cette observation de cinq jours, les navires venant directement du Gabon avec patente nette délivrée par les autorités françaises, quand ils n'auront eu, depuis leur départ, aucune communication compromettante soit avec d'autres navires, soit avec la terre, et que l'état hygiénique du bord sera satisfaisant. Ils ne pourront néanmoins avoir la libre pratique qu'après arraisonnement fait par le médecin aussitôt leur arrivée à Gorée, Dakar, Rufisque, Saint-Louis.

115. Tout bâtiment ou caboteur arrivant dans un port sans avoir la libre pratique devra arborer le pavillon jaune à son mât de misaine et attendre, pour l'amener, l'autorisation de l'agent arraisonneur.

Pendant la nuit, le pavillon jaune sera remplacé par un feu blanc hissé en tête du mât.

116. Lorsqu'une épidémie sévira sur un point quelconque de la colonie, les commissions sanitaires des points non contaminés proposeront au gouverneur, par l'intermédiaire du directeur de la santé, des mesures de préservation relatives aux communications par terre.

TITRE XI.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

117. A l'expiration de la quarantaine imposée, l'admission à la libre pratique sera précédée de la visite du bâtiment toutes les fois que l'autorité sanitaire le jugera nécessaire.

118. Les chambres de commerce, les capitaines et patrons de navires arrivant du dehors, et généralement toutes les personnes ayant des renseignements de nature à intéresser la santé publique, sont invités à les communiquer aux autorités sanitaires.

119. Tous les dépositaires et agents de l'autorité et de la force publique, qui seraient avertis d'infractions aux lois et règlements sanitaires, sont tenus d'employer les moyens en leur pouvoir pour

y mettre fin, pour en arrêter les effets et pour en amener la répression.

120. Ont droit de requérir la force publique pour le service qui leur est confié: le directeur de la santé, les agents principaux et ordinaires, le directeur du lazaret.

Ils auront également qualité, après avoir prêté serment devant le tribunal de première instance de leur résidence, pour dresser des procès-verbaux à l'effet de constater les contraventions aux lois et règlements dont ils sont chargés d'assurer l'exécution.

Les mêmes ont le droit de requérir, mais seulement dans les cas d'urgence et pour un service momentané, la coopération des officiers et employés de la marine, des employés des douanes et des contributions diverses, des officiers de port, des commissaires de police et au besoin de tous les citoyens.

Ne pourront lesdites réquisitions d'urgence enlever à leurs fonctions habituelles des individus attachés à un service public, à moins d'un danger assez pressant pour exiger le sacrifice de tout autre intérêt.

121. Les contraventions au présent décret seront punies conformément aux lois en vigueur dans la colonie.

122. Jusqu'au jour où la colonie sera en mesure d'assurer l'exécution complète des prescriptions énoncées au présent décret, le directeur de la santé proposera, dans chaque cas particulier, au gouverneur, les mesures à prendre dans la limite des moyens d'action que l'administration pourra employer.

123. Toutes les dispositions contraires au présent décret, et notamment celle de l'article 3, paragraphe 7, du décret du 12 octobre 1882, sont et demeurent abrogées.

124. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 29 Août 1884.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,
Signé A. PEYRON.*

N° 15,253. — *DÉCRET qui place sous séquestre le Chemin de fer d'Alais au Rhône.*

Du 5 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 4 décembre 1875, qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'Alais au Rhône, au lieu dit *Port-l'Ardoise*, et

approuve la convention passée le même jour pour la concession dudit chemin de fer avec le sieur *Stéphen Marc*, agissant tant en son nom personnel qu'au nom d'une société anonyme en formation; ensemble ladite convention et le cahier des charges y annexé, notamment l'article 40 du cahier des charges;

Vu le décret du 11 janvier 1877 ⁽¹⁾, qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un embranchement destiné à relier l'usine de produits chimiques de Salindres à la ligne d'Alais au Rhône, dans la gare des Plans, et autorise le sieur *Stéphen Marc*, ès nom qu'il agit, à exécuter cet embranchement à ses frais, risques et périls;

Vu la loi du 9 mars 1880, qui approuve la cession faite par le sieur *Stéphen Marc* à la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de *Compagnie de chemin de fer et de navigation d'Alais au Rhône et à la Méditerranée*, de la concession qui lui a été faite par les loi et décret susvisés, du chemin de fer d'Alais au Rhône et de l'embranchement de Salindres;

Vu le décret du 25 janvier 1882 ⁽²⁾, qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de raccordement destiné à relier l'embranchement de Salindres à la ligne de Bessèges à Alais et autorise la compagnie de chemin de fer et de navigation d'Alais au Rhône et à la Méditerranée à exécuter ce chemin de fer de raccordement à ses frais, risques et périls;

Vu le jugement du tribunal de commerce de la Seine, en date du 19 juin 1884, qui déclare la faillite de la société anonyme dite *Compagnie de chemin de fer et de navigation d'Alais au Rhône et à la Méditerranée*;

Considérant que la société de chemin de fer et de navigation d'Alais au Rhône et à la Méditerranée se trouve aujourd'hui dans l'impossibilité d'assurer l'exploitation de la ligne d'Alais au Rhône et de remplir les obligations qui lui sont imposées;

Considérant que, dans cette situation, la mesure la plus efficace à prendre est de placer sous séquestre, aux frais et risques de la société, la ligne d'Alais au Rhône, en réservant tous les droits des actionnaires et des tiers,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'Alais au Rhône, y compris le matériel fixe et le matériel roulant affectés à l'exploitation, est placé sous séquestre.

Il sera administré et exploité sous la direction du ministre des travaux publics.

2. *M. Villot*, ingénieur en chef des mines, est nommé administrateur du séquestre.

3. Il sera procédé immédiatement à la constatation de l'état des travaux du chemin au jour de l'établissement du séquestre par un inspecteur général des ponts et chaussées.

4. A partir de ce jour, tous les produits directs ou indirects du chemin de fer seront perçus par l'administration du séquestre, nonobstant toutes oppositions ou saisies-arrêts, et seront exclusivement appliqués au service de l'exploitation du chemin de fer, ainsi qu'à l'achèvement, s'il y a lieu, des travaux restant à exécuter.

⁽¹⁾ Bull. 331, n° 5768.

⁽²⁾ Bull. 684, n° 11,579.

Les droits et les intérêts des actionnaires et des tiers sont et demeureront formellement réservés.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,254. — *DÉCRET* portant fixation du droit à percevoir sur l'Huile de palme (territoire d'Assinie).

Du 9 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽¹⁾;

Vu l'article 3 de la loi du 7 mai 1881;

Vu le décret du 16 décembre 1883 ⁽²⁾, portant organisation des établissements français du golfe de Guinée;

Vu l'avis du ministre du commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un droit de cinq francs par tonne sera perçu sur l'huile de palme exportée du territoire placé sous l'autorité de la France depuis Assinie jusqu'à la rivière Lahon.

La perception de ce droit sera effectuée au profit du budget local des établissements français du golfe de Guinée.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 9 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PEYRON.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 166, n° 133.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 823, n° 14.035.

N° 15,255. — *DÉCRET* qui ouvre à l'Importation et au Transit de la librairie venant de l'étranger les bureaux de douane d'Anor, Baisieux, Feignies, Jeumont et Tourcoing.

Du 16 Janvier 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 23 janvier 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, et d'après l'avis conforme des ministres des finances et de l'intérieur;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836;

Vu l'article 8 de la loi du 6 mai 1841;

Vu l'ordonnance du 13 décembre 1842 ⁽¹⁾,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les bureaux de douane d'Anor, Baisieux, Feignies, Jeumont et Tourcoing sont ouverts à l'importation et au transit de la librairie venant de l'étranger.

2. Le ministre du commerce, le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

— Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,256. — *DÉCRET* qui ouvre au Ministre des Travaux publics un Crédit de 705,081 fr. 86 cent. pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par les départements du Doubs et de Saône-et-Loire.

Du 17 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 30 janvier 1884, portant fixation du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884 et répartition par chapitres des crédits affectés au ministère des travaux publics sur ledit budget;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 2721 et 4573) des receveurs des finances des

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 966, n° 10,419.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

arrondissements de Pontarlier et de Mâcon, constatant qu'il a été versé au trésor public, les 24 octobre et 20 novembre 1884, par les intéressés ci-dessous désignés, à titre de fonds de concours pour l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1884, une somme totale de sept cent-cinq mille quatre-vingt-un francs quatre-vingt-six centimes, savoir :

Département du Doubs. — Récépissé n° 2721. — Divers particuliers de la commune de Morteau.....	939 ^f 00 ^c
Département de Saône-et-Loire. — Récépissé n° 4575. — Le département.....	704,142 86
ENSEMBLE.....	705,081 86

Vu la lettre du ministre des finances en date du 9 janvier 1885,

DÉCRET :

ART. 1^{er} Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, chapitre VII (*Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de sept cent cinq mille quatre-vingt-un francs quatre-vingt-six centimes (705,081^f 86^c).

Ce crédit est applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Département du Doubs. — Établissement d'une passerelle pour piétons à accoler au pont établi sur le Doubs au lieu dit <i>Sobey</i> , pour le passage du chemin de fer de Besançon à la frontière suisse	939 ^f 00 ^c
Département de Saône-et-Loire. — Établissement du chemin de fer de Roanne à Chalon, avec embranchement sur Montchanin.	704,142 86
TOTAL.....	705,081 86

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux publics
Signé D. RAYNAL.

N° 15 257. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des Travaux publics un Crédit additionnel de 4,567,000 francs pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par les Compagnies de Paris-Lyon-Méditerranée, de l'Est, d'Orléans, du Nord et de l'Ouest.

Du 27 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 30 janvier 1884, portant fixation du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884 et répartition par chapitres des crédits affectés au ministère des travaux publics sur ledit budget;

Vu les lois du 20 novembre 1883, approbatives des conventions provisoires passées, les 26 mai, 5-11-28 juin et 17 juillet précédents, entre le ministre des travaux publics et les compagnies des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée, du Nord, de l'Est, d'Orléans et de l'Ouest;

Considérant que divers travaux concernant les lignes concédées en vertu desdites conventions sont exécutés par les ingénieurs de l'État, à charge par les compagnies de verser chaque mois au trésor, à titre de fonds de concours, les sommes nécessaires au payement des dépenses;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations n° 390, 481, 482, 638 et 1256 du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, les 7, 8, 9 et 15 janvier 1885, par les compagnies susmentionnées de l'Est, d'Orléans, de Paris-Lyon-Méditerranée, de l'Ouest et du Nord, pour solde des dépenses afférentes aux travaux exécutés en 1884 par l'État, sur les lignes qui leur ont été concédées en vertu des conventions précitées, une somme totale de quatre millions cinq cent soixante-sept mille francs, savoir :

Récépissé n° 390, du 7 janvier, versement de la compagnie de l'Est.....	514,000 ^f
Récépissé n° 481, du 8 janvier, versement de la compagnie d'Orléans.....	1,400,000
Récépissé n° 482, du 8 janvier, versement de la compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.....	1,890,000
Récépissé n° 638, du 9 janvier, versement de la compagnie de l'Ouest.....	625,000
Récépissé n° 1256, du 15 janvier, versement de la compagnie du Nord.....	138,000
ENSEMBLE.....	<u>4,567,000</u>

Vu la lettre du ministre des finances en date du 24 janvier 1885,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10,527.

budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, chapitre VIII (*Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quatre millions cinq cent soixante-sept mille francs (4,567,000¹), applicable aux travaux exécutés par l'État sur les lignes concédées aux compagnies de Paris-Lyon-Méditerranée, de l'Est, d'Orléans, du Nord et de l'Ouest, en vertu des conventions passées les 26 mai, 5-11-28 juin et 17 juillet 1883 et approuvées par les lois du 20 novembre suivant.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor par lesdites compagnies, à titre de fonds de concours, pour les travaux ci-dessus désignés.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,258. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics un Crédit additionnel de 17,200,000 francs pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par la Compagnie des chemins de fer du Midi.*

Du 27 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 30 décembre 1884 ⁽¹⁾, portant répartition par ministères et par chapitres des crédits provisoires alloués aux ministres par la loi du 29 du même mois pour les dépenses du premier trimestre de 1885;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 22,019 et 29,551) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, les 30 septembre et 30 décembre 1884, par la compagnie des chemins de fer du Midi, pour subvenir aux dépenses que l'État aura à faire sur les lignes qui lui ont été concédées par l'article 1^{er} de la convention du 9 juin 1883, une somme totale de dix-sept millions deux cent mille francs (8,600,00¹ + 8,600,000¹);

Vu la lettre du ministre des finances en date du 23 janvier 1885.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 892, n° 14,969.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885, chapitre VIII (*Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de dix-sept millions deux cent mille francs (17,200,000'), applicable aux dépenses à faire par l'État sur les lignes concédées à la compagnie du Midi par l'article 1^{er} de la convention du 9 juin 1883, approuvée par la loi du 20 novembre suivant.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par la compagnie des chemins de fer du Midi.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RATNAL.

N° 15,259. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1885, un Crédit additionnel de 2 millions de francs pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par le syndicat du Chemin de fer de grande ceinture de Paris.*

Du 27 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 30 décembre 1884 ⁽¹⁾, portant répartition par ministères et par chapitres des crédits provisoires alloués aux ministres par la loi du 29 du même mois pour les dépenses du premier trimestre de 1885;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 26,973) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, le 28 novembre 1884, par le syndicat du chemin de fer de grande ceinture de Paris, une somme de deux millions représentant le montant de la subvention qu'il s'est engagé à fournir à l'État pour l'établissement du chemin de fer de Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 23 janvier 1885,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885, chapitre VIII (*Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*),

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 892, n° 14,969.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux millions de francs (2,000,000^f), applicable à l'établissement du chemin de fer de Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par le syndicat du chemin de fer de grande ceinture de Paris.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,260. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics un Crédit supplémentaire de 1,495 fr. 09 cent. en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1881.*

Du 18 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'état ci-annexé comprenant une créance liquidée à la charge du budget du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans le compte définitif de l'exercice 1881;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que, aux termes de l'article 126 du décret précité, la créance comprise dans l'état susvisé peut être acquittée, attendu qu'elle concerne un service prévu par le budget de l'exercice 1881 et que son montant n'excède pas les crédits à annuler en clôture d'exercice;

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1881, un crédit supplémentaire de mille quatre cent quatre-vingt-quinze francs neuf centimes (1,495^f 09^c), montant d'une nouvelle créance liquidée à la charge de cet exercice, conformément au tableau susindiqué.

2. L'ordonnement de ladite créance aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice 1885.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIBARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

EXERCICE CLOS 1881.

Etat nominatif d'une créance restant à payer sur cet exercice à l'époque du 31 août 1882, annexé au décret du 28 janvier 1885, enregistré sous le n° 16.

N° DU CHAPITRE.	INDICATION des chapitres et service.	LIEU de l'ordonnan- cement ou du mandatement	NOM du créancier.	OBJET de la créance.	N° D'ORDRE de la créance.	MONTANT de la créance.	TOTAL par chapitre.
18	Navigation intérieure (Canaux.) Travaux ordinaires.	Somme....	Ducateau, entrepreneur.	Canal de la Somme. 1 ^{er} lot. Entretien. Retenue de garantie des travaux exécutés en 1880.	13 bis.	1,495 ¹ / ₀₉	1,495 ¹ / ₀₉

N° 15,261. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Est approuvé l'acte passé le 21 juin 1884 entre le maire de Cette, délégué par le préfet de l'Hérault, d'une part;

Et I, les représentants du sieur *François Nicole*, cultivateur, décédé le 27 mai 1884, qui sont :

1° *Nicole (Joseph)*, journalier ;

2° *Nicole (Françoise-Catherine)*, épouse du sieur *Frédéric-André Vivarès* ;

3° *Nicole (Louis)*, coiffeur ;

4° *Nicole (Anne)*, célibataire ;

5° *Nicole (Ursule)*, épouse du sieur *François Arnaud*, coiffeur ;

II, *Nicole (François)*, époux *Soulié*, tonnelier ;

III, *Mazel (Catherine)*, veuve du sieur *Jean-Pierre Granier*, sans profession ;

IV, *Clot (François)*, tonnelier, d'autre part.

Portant concession, moyennant le versement d'une somme totale de six cent trente francs (630^f) et sous les conditions stipulées dans l'acte, d'un groupe de parcelles de lais de mer situées sur le territoire de la commune de Cette, au quartier de Saint-Joseph ou des Cabannes, contenant ensemble

cent quatre-vingt-dix mètres carrés (190^{m²}) et désignées sur le plan annexé à l'acte par les lettres W, Y, X, X' X" et Z. (*Paris, 16 Janvier 1885.*)

N° 15,262. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif du 11 octobre 1884, portant concession à *Louis Loritz*, propriétaire demeurant à Paris, aux clauses et conditions stipulées, pour le prix de cinq cent trente-trois francs cinquante-cinq centimes (533^f 55^c), d'une parcelle de terrain maritime, au droit de la propriété du concessionnaire, à l'entrée de la grève de Saint-Lunaire, même commune, d'une superficie de cent six mètres carrés soixante et onze décimètres carrés (106^{m²} 71^{da}) et figurée par une teinte rose sur le plan annexé audit acte. (*Paris, 21 Janvier 1885.*)



Certifié conforme :

Paris, le 20^e Avril 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale et chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 913.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,263. — *Loi concernant : 1° l'annulation du Budget extraordinaire de l'exercice 1883 de Crédits montant à 21,045,071 fr. 94 cent.; 2° le report au Budget extraordinaire de l'exercice 1884 de Crédits montant à 6,033,880 fr. 74 cent.; 3° le report au Budget extraordinaire de l'exercice 1885 de Crédits montant à 4,750,067 fr. 18 cent.*

Du 13 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 14 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er} Sur les crédits ouverts aux ministres, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, une somme de dix millions deux cent cinquante neuf mille six cent vingt-sept francs cinquante centimes (10,259,627^f 50^c) est et demeure définitivement annulée aux ministères et chapitres ci-après :

MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

CHAP. 1 ^{er} . Personnel des lignes souterraines.....	9,172 ^f 56 ^c
— II. Matériel des lignes souterraines.....	149,129 40
TOTAL.....	158,301 96

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

CHAP. VI. Chemin de fer et forts du Sénégal.....	6,324 ^f 81 ^c
— VII. Avances à la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis.....	0 02
TOTAL.....	6,324 83

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

CHAP. I ^{er} . Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.	35,263 ^f 87 ^c
— II. Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.	6,500 00
— III. Personnel des conducteurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.	258,296 21
— IV. Personnel des employés secondaires des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.	423,582 96
— V. Amélioration des rivières.	1,734,285 99
— VI. Établissement et amélioration des canaux de navigation.	784,756 56
— VII. Amélioration et achèvement des ports maritimes.	77,024 38
— VIII. Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	39,045 18
— XI. Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en vertu de la loi du 18 mai 1878.	226,432 93
— XII. Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en dehors de la loi du 18 mai 1878 et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives.	4,966,020 45
— XIII. Travaux extraordinaires en Algérie (ports, phares et fanaux).	1,563,692 16
TOTAL	10,094,900 71
TOTAL des crédits définitivement annulés	10,259,627 50

2. Sur les crédits ouverts au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, par imputation sur le prêt de la Banque de France autorisé par la loi du 13 juin 1878, une somme de mille quatre cent quatre-vingt-seize francs cinquante-deux centimes (1,496^f 52^c) est et demeure définitivement annulée au chapitre III (*Installation et agrandissement de divers ministères*).

3. Sur les crédits ouverts aux ministres, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, une somme de dix millions sept cent quatre-vingt-trois-mille neuf cent quarante-sept francs quatre-vingt-deux centimes (10,783,947^f 92^c) est et demeure annulée aux ministères et chapitres ci-après :

MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

CHAP. II. Matériel des lignes souterraines.	191,610 ^f 52 ^c
---	--------------------------------------

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

CHAP. II. Génie.	852,824 ^f 70 ^c
— III. Subsistances.	163,981 70
— IV. Hôpitaux et ambulances militaires.	88,566 54
— VI. Habillement.	3,836,037 28
— IX. Indemnités pour les armes réintégrées dans les arsenaux.	99,860 00
TOTAL	5,842,270 22

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

CHAP. V. Amélioration des rivières.....	78,772' 47"
— VI. Établissement et amélioration des canaux de navigation.....	3,037,708 55
— VII. Amélioration et achèvement des ports maritimes.....	25,646 70
— VIII. Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1,489,930 96
— XI. Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en vertu de la loi du 18 mai 1878....	113,995 57
— XII. Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en dehors de la loi du 18 mai 1878 et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives.....	4,012 93
TOTAL.....	4,750,067 18
TOTAL des crédits annulés sur l'exercice 1883 et reportés aux exercices 1884 et 1885.....	10,783,947 92

4. Il est ouvert aux ministres, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, des crédits montant à la somme de six millions trente-trois mille huit cent quatre-vingts francs soixante-quatorze centimes (6,033,880' 74"), répartie par ministères et par chapitres ainsi qu'il suit :

MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

CHAP. II. Matériel des lignes souterraines.....	191,610' 51"
---	--------------

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

CHAP. II. Génie.....	852,824' 70"
— III. Subsistances.....	163,981 70
— IV. Hôpitaux et ambulances militaires.....	889,566 54
— VI. Habillement.....	3,836,037 28
— IX. Indemnités pour les armes réintégrées dans les arsenaux.....	99,860 00
TOTAL.....	5,841,270 22
TOTAL des crédits ouverts.....	6,033,880 74

Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources affectées, par imputation sur le produit de l'emprunt de trois cent cinquante millions, aux crédits annulés sur l'exercice 1883 par l'article 3 de la présente loi.

5. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885, des crédits montant à la somme de quatre millions sept cent cinquante mille soixante-sept francs dix-huit centimes (4,750,067' 18"), répartie par chapitres ainsi qu'il suit :

CHAP. V. Amélioration des rivières.....	78,772' 47"
— VI. Établissement et amélioration des canaux de navigation.....	3,037,708 55
— VII. Amélioration et achèvement des ports maritimes.....	25,646 70
— VIII. Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1,523,245 05

CHAP. XI. Travaux de réfection et de parachèvement des
lignes exploitées par l'administration des che-
mins de fer l'État.....

84,694' 41"

TOTAL des crédits ouverts sur l'exercice 1885.... 4,750,067 18

Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources affectées, par imputation sur le produit de l'emprunt de trois cent cinquante millions, aux crédits annulés sur l'exercice 1883 par l'article 3 de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,264. — DÉCRET rendant exécutoire le Tarif de douane voté par le Conseil général de la Réunion sur certaines Marchandises d'importation étrangère.

Du 19 Janvier 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 25 janvier 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 4 juillet 1866;

Vu le décret du 4 juillet 1873 ⁽¹⁾;

Vu l'article 42, paragraphe 2, du décret du 20 novembre 1882 ⁽²⁾ sur le service financier des colonies;

Vu la délibération du conseil général de la Réunion, en date du 9 juin 1884;

Vu l'avis du ministre du commerce du 5 décembre 1884;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est rendu exécutoire le tarif de douane voté par le conseil général de la Réunion sur les marchandises étrangères désignées au tableau ci-annexé, à leur importation dans la colonie.

2. Est rapporté le décret du 4 juillet 1873, en ce qu'il a de contraire au présent décret.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel de la marine* et aux journaux officiels de la métropole et de la colonie.

Fait à Paris, le 19 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Vice-Amiral,

Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PÉRON.

⁽¹⁾ Bull. 150, n° 229°.

⁽²⁾ Bull. 743, n° 12,616.

TARIF DES DROITS DE DOUANE A LA RÉUNION.

NATURE DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent les droits.	DROITS.		
		Produits d'origine européenne.	Produits d'origine extra-européenne	
			importés directement d'un pays hors d'Europe.	importés des entrepôts d'Europe.
PEAUX ET PELLETERIES OUVRÉES.				
Peaux préparées vernies ou maroquinées.....	100 kil. N.	74 ^f 00 ^c	74 ^f 00 ^c	77 ^f 60 ^c
— teintes, de mouton.....	Idem.	56 00	56 00	59 60
— teintes, autres.....	Idem.	74 00	74 00	77 60
— autres, de chèvre, de mouton et d'agneau.....	100 kil. B.	10 00	10 00	13 60
— autres, non dénommés.....	100 kil. N.	50 00	50 00	53 60
Ouvrages en peau ou en cuir: bottes.	La paire.	2 00	2 00	Droits ci-contre plus 3 ^f
— bottines (pour hommes et pour femmes).....	Idem.	1 25	1 25	60 ^c par 100
— souliers.....	Idem.	0 75	0 75	kil. B.
— brides (pour sabots).....	100 kil. N.	62 00	62 00	65 ^f 60 ^c
— gants d'agneau ou de veau, simplement cousus.....	La douzaine.	1 00	1 00	
— gants d'agneau ou de veau, piqués	Idem.	1 50	1 50	Droits ci-contre, plus 3 ^f
— gants de chevreau ou de chevrette, simplement cousus....	Idem.	2 00	2 00	60 ^c par 100
— gants de chevreau ou de chevrette, piqués.....	Idem.	2 50 ^c	2 50	kil. B.
— articles de sellerie fine (autres que selles).....	100 kil. N.	300 00	300 00	203 ^f 60 ^c
— selles pour hommes.....	La pièce.	10 00	10 00	Droits ci-contre plus 3 ^f
— selles pour femmes.....	Idem.	12 00	12 00	60 ^c par 100
— articles de bourrellerie.....	100 kil. N.	50 00	50 00	53 ^f 60 ^c
— courroies de transmission.....	Idem.	62 00	62 00	65 60
— tuyaux de cuir.....	Idem.	62 00	62 00	65 60
— mailles en bois ou en carton, recouvertes en cuir.....	Idem.	74 00	74 00	77 60
— maroquinerie souple.....	Idem.	200 00	200 00	203 60
— maroquinerie dure.....	Idem.	150 00	150 00	153 60
— autres.....	Idem.	100 00	100 00	103 60
Pelletteries préparées ou en morceaux cousus: loupes marins et loupes de mer, phoques et bluebacks; petits gris et sacs de petits gris; hamsters et lapins blancs; astrakans moirés; lièvres blancs et sacs de lièvres blancs; chèvres en peaux et en nappes.....	100 kil. B.	Exemptes.	Exemptes.	360 00
— préparées ou en morceaux cousus: non dénommées.....	100 kil. N.	100 ^f 00 ^c	100 ^f 00 ^c	103 60
— ouvrees ou confectionnées communes.....	Idem.	160 00	160 00	163 60
— ouvrees ou confectionnées fines.....	Idem.	500 00	500 00	503 60
Tissus, passementerie et rubans de coton.....				
— passementerie et rubans de laine.....				
— passementerie et rubans de chanvre.....				
— passementerie et rubans de soie.....				
		Comme au tarif général.		

NATURE DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent les droits.	DROITS.		
		Produits d'origine européenne.	Produits d'origine extra-européenne.	
			importés directement d'un pays hors d'Europe.	importés des entrepôts d'Europe.
Vêtements, pièces de lingerie et autres articles en tissus confectionnés en tout ou en partie..	.....	Droits de tissu le plus fortement imposé, augmenté de 10 p. o/o.....		
Régime indiqué ci-contre, plus la surtaxe de 100 ^f par 100 kil. pour les tissus de soie ou celle de 3 ^f 60 ^f par 100 kil. pour les autres tissus.				
Boutons de porcelaine, de jais, de verre sans cercle.....	100 kil. N.	20 ^f 00 ^f	20 ^f 00 ^f	23 ^f 60 ^f
— à trous (pour pantalons) de métal, alliage ou os, de papier mâché ou de fonte.....	Idem.	50 00	50 00	53 60
— de verre écaillé, de corne moulée, de corozo, de bois, de buffalo, en métal doré, argenté, plaqué, oxydé ou nickelé, recouverts d'étoffes ou autres.....	Idem.	150 00	150 00	153 60
— de nacre, d'ivoire ou de coquillages.....	Idem.	350 00	350 00	353 60
Bimbeloterie.....	Idem.	60 00	60 00	63 60
Tabletterie d'ivoire ou de nacre, peignes.....	Idem.	625 00	625 00	628 60
— d'ivoire ou de nacre, billes de billard.....	Idem.	625 00	625 00	628 60
— d'ivoire ou de nacre, touches de piano.....	Idem.	1,250 00	1,250 00	1,253 60
— d'ivoire ou de nacre, porte-cigares et autres objets.....	Idem.	1,250 00	1,250 00	1,253 60
— d'os, de corne, de bois, de caoutchouc durci et d'ivoire ou d'écaille factices.....	Idem.	190 00	190 00	193 60
— éventails et écrans à main en ivoire, en nacre ou en écaille.....	Idem.	1,250 00	1,250 00	1,253 60
— éventails et écrans à main, autres.....	Idem.	300 00	300 00	303 60
Papier de toutes sortes (papier peint)	Idem.	11 00	11 00	14 60
Carton en feuilles.....	Idem.	11 00	11 00	14 60
— moulé, dit papier mâché.....	Idem.	11 00	11 00	14 60
— coupé et assemblé en boîtes recouvertes avec du papier blanc ou de couleur.....	Idem.	36 00	36 00	39 60
— coupé et assemblé, albums et cartonnages, décorés de peintures, étoffes, bois, paille broyée, métaux communs.....	Idem.	70 00	70 00	73 60
Livres.....	100 kil. B.	Exempté.	Exempté.	Exempté.
Gravures, estampes, lithographies, photographies et dessins, de toutes sortes sur papier.....	Idem.	Idem.	Idem.	Idem.
Cartes géographiques ou marines.....	Idem.	Idem.	Idem.	Idem.
Musique gravée ou imprimée.....	Idem.	Idem.	Idem.	Idem.
Étiquettes imprimées, gravées ou coloriées.....	Idem.	Idem.	Idem.	Idem.

NATURE DES MARCHANDISES.	unités sur lesquelles portent les droits	DROITS.		
		Produits d'origine européenne.	Produits d'origine extra-européenne	
			importés directement d'un pays hors d'Europe.	importés des entrepôts d'Europe.
Cartes à jouer.....	100 kil. B.	Prohibées.	Prohibées.	Prohibées.
Crayons simples, en pierre.....	<i>idem.</i>	1' 00'	1' 00'	4' 60'
— communs, à gaine de bois blanc, vernis ou non vernis, et crayons en gros bois pour charpentiers.....	100 kil. N.	35 00	35 00	38 60
— fins, en bois teint ou bois de cèdre ou à mines de couleur..	<i>idem.</i>	140 00	140 00	143 60
— pour carnets ou portefeuilles avec ou sans tête en os.....	<i>idem.</i>	240 00	240 00	243 60
Parfumeries alcooliques.....	L'hect. d'al- cool pur.	37 50	37 50	L'hect. d'al- cool pur plus 3' 60" par 100 kil. B.
— autres non alcooliques.....	100 kil. N.	12 00	12 00	15 60
Cire à cacheter.....	<i>idem.</i>	30 00	30 00	33 60
Cirage.....	100 kil. B.	4 00	4 00	7 60
Porcelaine blanche de la Chine et du Japon.....	100 kil. N.	4	12 50	42 50
— blanche, autre.....	<i>idem.</i>	12 50	12 50	16 10
— décorée de la Chine et du Japon.	<i>idem.</i>	"	25 00	55 00
— décorée, autre.....	<i>idem.</i>	25 00	25 00	28 60
— décorée et d'épaisseur renforcée, de la Chine et du Japon.	<i>idem.</i>	"	15 00	45 00
— décorée et d'épaisseur renforcée, autre.....	<i>idem.</i>	15 00	15 00	18 60
— Porcelaine et biscuit blanc ou coloré de la Chine et du Japon.....	<i>idem.</i>	"	25 00	55 00
— Porcelaine et biscuit blanc ou coloré, autre.....	<i>idem.</i>	25 00	25 00	28 60
Gobeletterie de verre et de cristal, unie et moulée, blanche ou unicolore et teintée dans la masse.....	100 kil. B.	4 25	4 25	7 85
Gobeletterie de verre et de cristal, taillée et gravée autrement que pour effacer les traces de l'at- tache dite pontil.....	100 kil. N.	12 50	12 50	16 10
— décorée d'or ou de couleur.....	<i>idem.</i>	31 00	31 00	34 60
Verres de montre, de lunettes et d'op- tique bruts, y compris les ver- res pour fausses montres.....	<i>idem.</i>	15 00	15 00	18 60
— taillés et polis.....	<i>idem.</i>	149 00	149 00	152 60
Vitrifications et émail en masses ou en tubes.....	100 kil. B.	4 75	4 75	8 35
— en grains percés, ou taillés ou en pierres à bijoux, breloques colorées ou non, verre filé, boules et corail factice en verre.	100 kil. N.	25 00	25 00	28 60
Objets en verre non dénommés.....	<i>idem.</i>	18 50	18 50	21 10
OUVRAGES EN MÉTAUX.				
Ouvrages en or, argent, aluminium, platine et autres métaux pré- cieux.....	<i>idem.</i>	500 00	500 00	503 60

NATURE DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent les droits.	DROITS.		
		Produits d'origine européenne.	Produits d'origine extra-européenne	
			importés directement d'un pays hors d'Europe.	importés des entrepôts d'Europe.
Ouvrages dorés ou argentés, soit au moyen du placage, soit au mercure ou par les procédés électro-chimiques : bijouterie fausse.....	100 kil. N.	500 ^f 00 ^c	500 ^f 00 ^c	503 ^f 60 ^c
— autres.....	<i>Idem.</i>	100 00	100 00	103 60
Horlogerie : ouvrages montés ; mon- tres à boîte d'or.....	La pièce.	4 50	4 50	Droits ci-con- tre augmen- tés de 3 ^f 60 ^c par 100 kil. B.
— montres à boîte d'argent.....	<i>Idem.</i>	1 50	1 50	
— montres à boîte métal commun..	<i>Idem.</i>	1 00	1 00	
— mouvements sans boîte, dorés, nickelés ou finis.....	<i>Idem.</i>	2 50	2 50	
— mouvements sans boîte : autres (ébauche comprise).....	<i>Idem.</i>	0 20	0 20	1 ^f la pièce, plus 3 ^f 60 ^c par 100 kil. B. Droits ci-con- tre, plus 3 ^f 60 ^c par 100 kil. B.
— horloges pour ameublement, en bois.....	100 kil. N.	15 00	15 00	
— horloges pour ameublement, au- tres.....	<i>Idem.</i>	25 00	25 00	
— horloges pour édifices.....	100 kil. B.	10 00	10 00	
— mouvements d'horloges et de pendules.....	100 kil. N.	50 00	50 00	53 60
— carillons à musique.....	<i>Idem.</i>	60 00	60 00	63 60
— compteurs divers, podomètres..	La pièce.	1 00	1 00	
— boîtes seules en or.....	<i>Idem.</i>	1 20	1 20	
— boîtes seules en argent ou métal commun.....	<i>Idem.</i>	0 50	0 50	
— fournitures à l'état brut.....	100 kil. N.	50 00	50 00	53 60
Épingles.....	<i>Idem.</i>	50 00	50 00	53 60
Hameçons.....	<i>Idem.</i>	50 00	50 00	53 60
Coutellerie commune : couteaux de cuisine, de boucher et ciseaux de tailleur, communs.....	<i>Idem.</i>	125 00	125 00	128 60
— commune : rasoirs communs....	<i>Idem.</i>	250 00	250 00	253 60
— commune : autre.....	<i>Idem.</i>	375 00	375 00	378 60
— fine.....	<i>Idem.</i>	600 00	600 00	603 60
ARMES, POUDRES ET MUNITIONS.				
Armes de guerre.....	<i>Idem.</i>	Prohibées.	Prohibées.	Prohibées.
— de commerce, blanches.....	<i>Idem.</i>	40 00	40 00	43 60
— de commerce, à feu se chargeant par la bouche.....	<i>Idem.</i>	240 00	240 00	243 60
— de commerce, à feu se chargeant par la culasse.....	<i>Idem.</i>	360 00	360 00	363 60
— de commerce : canons de fusil bruts, de forge.....	<i>Idem.</i>	60 00	60 00	63 60
Capsules de poudre fulminante de chasse.....	<i>Idem.</i>	60 00	60 00	63 60
Cartouches de chasse, pleines.....	<i>Idem.</i>	Prohibées.	Prohibées.	Prohibées.
— vides (enveloppes de cartouches amorçées ou non).....	<i>Idem.</i>	60 00	60 00	63 60
Artifices pour divertissements.....	<i>Idem.</i>	100 00	100 00	103 60

NATURE DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent les droits.	DROITS.		
		Produits d'origine européenne.	Produits d'origine extra-européenne	
			importés directement d'un pays hors d'Europe.	importés des entrepôts d'Europe.
MEUBLES.				
Cadres, baguettes en bois, de toute nature et en bois doré.....	100 kil. N.	15 ^f 00 ^s	15 ^f 00 ^s	18 ^f 60 ^s
Meubles en bois courbé, montés ou non montés.....	100 kil. B.	7 00	7 00	37 00
— autres qu'en bois courbé : sièges sans sculptures, ni marqueterie, ni ornements de cuivre, en bois commun.....	Idem.	7 00	7 00	37 00
— autres qu'en bois courbé : sièges sans sculptures, ni marqueterie, ni ornements de cuivre, en bois d'ébénisterie.....	Idem.	10 00	10 00	40 00
Meubles autres qu'en bois courbé : sièges sculptés, ou marquetés, ou ornés de cuivre, de toute espèce de bois.....	100 kil. N.	15 00	15 00	45 00
— autres qu'en bois courbé : autres que sièges plaqués, sans sculptures, ni marqueterie, ni ornements de cuivre.....	100 kil. B.	10 00	10 00	40 00
— autres qu'en bois courbé : autres que sièges plaqués, sculptés, marquetés ou ornés de cuivre.	100 kil. N.	25 00	25 00	55 00
— autres que sièges massifs : en bois commun.....	100 kil. B.	5 00	5 00	35 00
— autres qu'en bois courbé : autres que sièges massifs, en bois d'ébénisterie, avec ou sans moulures, mais non sculptés, ni marquetés, ni ornés de cuivre.....	Idem.	10 00	10 00	40 00
— autres qu'en bois courbé : autres que sièges massifs, en bois d'ébénisterie, sculptés, marquetés ou ornés de cuivre.....	100 kil. N.	18 00	18 00	48 00
— garnis et recouverts (de toute espèce).....	.....	15 p. o/o en sus des droits ci-dessus, selon la catégorie.		Droit ci-contre, plus 30 ^f par 100 kil.
INSTRUMENTS DE MUSIQUE.				
Pianos droits.....	La pièce.	50 ^f 00 ^s	50 ^f 00 ^s	"
— à queue.....	Idem.	75 00	75 00	"
Orgues d'église à tuyaux pesant (y compris l'emballage) :				
moins de 4,000 kil.....	Idem.	100 00	100 00	Droits ci-contre augmentés de 3 ^f 60 ^s par 100 kil. B.
de 4,000 kil. inclusivement à 10,000 kil. exclusivement....	Idem.	100 00	200 00	
de 10,000 kil. inclusivement à 20,000 kil. exclusivement....	Idem.	400 00	400 00	
de 20,000 kil. et au-dessus....	Idem.	500 00	500 00	

NATURE DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent les droits.	DROITS.		
		Produits d'origine européenne.	Produits d'origine extra-européenne	
			importés directement d'un pays hors d'Europe.	importés des entrepôts d'Europe.
Orgues à manivelle, avec ou sans figures, à plusieurs jeux.....	La pièce.	15 ^f 00 ^c	15 ^f 00 ^c	Régime des mouvements d'horloges et de pendules.
Boîtes à musique.....	.....			
OUVRAGES DE SPARTERIE, DE VANNERIE ET DE CORDERIE.				
Vannerie en végétaux bruts.....	100 kil. B.	5 ^f 00 ^c	5 ^f 00 ^c	10 ^f 00 ^c
— en rubans de bois.....	<i>Idem.</i>	9 00	9 00	14 00
— fine, d'osier, de paille ou d'au- tres fibres avec ou sans mé- lange de fils de divers textiles.	100 kil. N.	45 00	45 00	50 00
Chapeaux de paille (cousus ou rem- maillés, ni dressés ni garnis).. — d'écorce, de sparte et de fibres de palmier ou de toute autre matière, ni dressés ni garnis, fins.....	<i>Idem.</i>	10 00	10 00	13 60
— d'écorce, de sparte et de fibres de palmier ou de toute autre matière, ni dressés ni garnis, communs.....	<i>Idem.</i>	10 00	10 00	13 60
— de l'une ou de l'autre catégorie ci-dessus, garnis ou dressés...	<i>Idem.</i>	300 00	300 00	303 60
OUVRAGES EN MATIÈRES DIVERSES.				
Carrosserie : voitures pour voies non ferrées, carrosserie proprement dite, voitures pesant 125 kilo- grammes au plus.....	<i>Idem.</i>	50 00	50 00	53 60
— voitures pour voies non ferrées, carrosserie proprement dite, voitures pesant moins de 125 ki- logrammes et vélocipèdes....	<i>Idem.</i>	120 00	120 00	123 60
— voitures pour voies non ferrées, voitures de commerce, d'agri- culture et de roulage, suspen- dus.....	<i>Idem.</i>	12 00	12 00	15 60
— voitures pour voies non ferrées, voitures d'agriculture et de roulage, non suspendues.....	100 kil. B.	6 00	6 00	9 60
— voitures de voies ferrées, pour chemins à voies ordinaires, pour chemins de fer, wagons de voyageurs de 1 ^{re} classe....	100 kil. N.	16 00	16 00	19 60
— voitures de voies ferrées, pour chemins à voies ordinaires, pour chemins de fer, wagons de 2 ^e et de 3 ^e classe.....	<i>Idem.</i>	11 00	11 00	14 60
— voitures de voies ferrées, pour chemins à voies ordinaires, pour chemins de fer, wagons de marchandises.....	100 kil. B.	9 00	9 00	12 60

NATURE DES MARCHANDISES.	Unités sur lesquelles portent les droits.	DROITS.		
		Produits d'origine européenne.	Produits d'origine extra-européenne	
			importés directement d'un pays hors d'Europe.	importées des entrepôts d'Europe.
Carrosserie : voitures de voies ferrées, pour chemins à voies ordinaires, voitures de tramways.....	100 kil. N.	20 ^f 00 ^c	20 ^f 00 ^c	23 ^f 60 ^c
— voitures de voies ferrées, pour chemins de fer à voies étroites, pour chemins de fer, wagons de voyageurs.....	Idem.	20 00	20 00	23 60
— voitures de voies ferrées, pour chemins à voies étroites, pour chemins de fer, wagons de marchandises.....	100 kil. B.	10 00	10 00	13 60
— voitures de voies ferrées, pour chemins à voies étroites, voitures de tramways.....	100 kil. N.	25 00	25 00	28 60
— voitures de voies ferrées, wagons de terrassement.....	100 kil. B.	5 00	5 00	8 60
Ouvrages en caoutchouc et en gutta-percha, purs ou mélangés....	100 kil. N.	20 00	20 00	23 60
— en caoutchouc et en gutta-percha, appliqués sur tissus en pièces ou sur d'autres matières.....	Idem.	100 00	100 00	103 60
— en caoutchouc et en gutta-percha, en tissus élastiques.....	Idem.	200 00	200 00	203 60
— en caoutchouc et en gutta-percha, chaussures.....	Idem.	60 00	60 00	63 60
— en caoutchouc et en gutta-percha, vêtements confectionnés.....	Idem.	120 00	120 00	123 60
Chapeaux de feutre non garnis.....	La pièce.	0 40	0 40	Droit ci-contre, plus 3 ^f 60 ^c par 100 kil. B.
— de feutre, garnis.....	Idem.	0 75	0 75	
— de laine.....	Idem.	0 35	0 35	
— de soie.....	Idem.	1 20	1 20	
Broserie commune montée sur bois, garnie de fibres végétales ou de fibres de baleine.....	100 kil. N.	37 50	37 50	41 10
— commune, montée sur bois, garnie de poils ou de crins....	Idem.	75 00	75 00	78 60
— fine montée sur os, sur ivoire ou sur métaux.....	Idem.	125 00	125 00	128 60
Allumettes chimiques importées (avec l'autorisation du ministre des finances) pour le compte de la compagnie concessionnaire du monopole, en bois.....	Idem.	12 00	12 00	15 60
— importées (avec l'autorisation du ministre des finances) pour le compte de la compagnie concessionnaire du monopole, autres.....	Idem.	20 00	20 00	23 60
— importées pour compte particulier.....		Prohibées.	Prohibées.	Prohibées.
Ouvrages de mode.....	100 kil. B.	Exempts.	Exempts.	3 60
Fleurs artificielles.....	Idem.	Idem.	Idem.	3 60
Parapluies et parasols en coton.....	La pièce.	0 25	0 25	Droit ci-contre, plus 3 ^f 60 ^c par 100 kil. B.
— en alpaga.....	Idem.	0 50	0 50	
— en soie.....	Idem.	1 25	1 25	

FABRICATIONS.	UNITÉS sur lesquelles portent les droits.	DROITS (décimes et 4 p. o/o compris).		
		Produits d'origine européenne.	Produits d'origine extra-européenne	
			importés directement d'un pays hors d'Europe.	importés des entrepôts d'Europe.
Tissus de lin ou de chanvre pur* (508), unis ou ouvrés (509) présen- tant, en chaîne et en trame dans l'espace de 5 millimètres carrés après division du total par 2 ⁽¹⁾ écus :				
6 fils ou moins.....	100 kil. N.	28' 00"	28' 00"	31' 60"
7 et 8 fils.....	Idem.	42 00	42 00	45 60
9 et 10 fils.....	Idem.	68 00	68 00	71 60
11 et 12 fils.....	Idem.	81 00	81 00	84 60
13 et 14 fils.....	Idem.	112 00	112 00	115 60
15, 16 et 17 fils.....	Idem.	143 00	143 00	146 60
18, 19 et 20 fils.....	Idem.	230 00	230 00	233 60
21, 22 et 23 fils.....	Idem.	344 00	344 00	347 60
plus de 23 fils.....	Idem.	460 00	460 00	463 60
Tissus de lin ou de chanvre pur* (508), unis ou ouvrés (509), présen- tant en chaîne et en trame dans l'espace de 5 millimètres carrés après division du total par 2 ⁽¹⁾ blanchis, teints ou imprimés :				
6 fils ou moins.....	Idem.	36 40	36 40	40 00
7 et 8 fils.....	Idem.	54 60	54 60	58 20
9 et 10 fils.....	Idem.	88 40	88 40	92 00
11 et 12 fils.....	Idem.	105 30	105 30	108 90
13 et 14 fils.....	Idem.	145 60	145 60	149 20
15, 16 et 17 fils.....	Idem.	185 90	185 90	189 50
18, 19 et 20 fils.....	Idem.	299 00	299 00	302 60
21, 22 et 23 fils.....	Idem.	447 20	447 20	450 80
plus de 23 fils.....	Idem.	598 00	598 00	601 60
— toile cirée (509).....	Idem.	30 00	30 00	33 60
— toiles damassées pour literie et ameublement, écruces.....	Idem.	112 00	112 00	115 60
— toiles damassées pour literie et ameublement, crémées, blan- chies ou mélangées de fils blancs ou teints.....	Idem.	145 60	145 60	149 20
— linge de table damassé (511), écru, présentant chaîne dans l'espace de 5 millimètres car- rés (A) :				
12 fils ou moins.....	Idem.	93 00	93 00	96 60
13 et 14 fils.....	Idem.	129 00	129 00	132 60
15, 16 et 17 fils.....	Idem.	165 00	165 00	168 60
18, 19 et 20 fils.....	Idem.	265 00	265 00	268 60
21, 22 et 23 fils.....	Idem.	395 00	395 00	398 60
plus de 23 fils.....	Idem.	530 00	530 00	533 60
— linge de table damassé (511), linge chiné, blanchi ou mé- langé de fils blancs ou teints..	.....	Droits du linge écru, aug- menté de 30 p. o/o.....		
— coutils (510), écru.....	100 kil. N.	120' 00"	120' 00"	123' 60"

Régime indi-
qué ci-con-
tre, plus 3'
60" par 100
kil. net.

⁽¹⁾ Dans le compte des fils de chaîne comme dans celui des fils de trame, les fractions de fils sont né-
gligées; la somme des deux nombres est divisée par 2; si le quotient de la division est fractionnaire, la
fraction de fil est comptée comme fil entier. (Loi du 7 mai 1881.)

FABRICATIONS.	Droits sur lesquelles portent les droits.	DROITS (décimes et 4 p. o/o compris).		
		Produits d'origine européenne.	Produits d'origine extra européenne	
			importés directement d'un pays hors d'Europe.	importés des entrepôts d'Europe.
Tissus couteils (510) crévés, blancs ou mélangés de fils écusés et fils blanchis ou teints	100 kil. N.	156 ^f 00 ^c	156 ^f 00 ^c	159 ^f 60 ^c
— passementerie et rubanerie (515) écusée, bise ou herbée	Idem.	149 00	149 00	152 60
— passementerie et rubanerie (515) crévés, blanchie ou teinte	Idem.	174 00	174 00	177 60
— pur, bonneterie (516)	Idem.	124 00	124 00	127 60
Tissu pur, dentelles et guipures de lin (514)	Idem.	Droits des dentelles et guipures de coton.		
— mouchoirs brodés et autres broderies sur tissus de lin	Idem.	496 ^f 00 ^c	496 ^f 00 ^c	499 60
— mélangé, le lin ou le chanvre dominant en poids (520)	Idem.	Droits des tissus de lin ou de chanvre selon l'espèce.		
Tissus de jute * (521) pur présentant en chaîne et en trame, dans l'espace de 5 millimètres carrés, après division du total par 2 ⁽¹⁾ , écusés :				
3 fils au plus	100 kil. N.	16 ^f 00 ^c	16 ^f 00 ^c	19 ^f 60 ^c
4 et 5 fils	Idem.	28 00	28 00	31 60
6, 7 et 8 fils	Idem.	30 00	30 00	33 60
plus de 8 fils	Idem.	Mêmes droits que pour les tissus de lin ou de chanvre.		
Tissus de jute pur présentant en chaîne et en trame, dans l'espace de 5 millimètres carrés, après division du total par 2 ⁽¹⁾ , blanchis ou teints :				
3 fils au plus	100 kil. N.	18 ^f 50 ^c	18 ^f 50 ^c	23 ^f 10 ^c
4 et 5 fils	Idem.	38 00	38 00	41 60
6, 7 et 8 fils	Idem.	43 00	43 00	46 60
plus de 8 fils	Idem.	Mêmes droits que pour les tissus de lin ou de chanvre.		
— tapis ras ou à poils	100 kil. N.	25 ^f 00 ^c	25 ^f 00 ^c	28 ^f 60 ^c
— mélangé, le jute dominant en poids	Idem.	Mêmes droits que pour les tissus de jute pur.		
Tissus de phormium tenax, d'abaca et d'autres végétaux filamenteux non dénommés * (522 et 523)	Idem.	Mêmes droits que pour les tissus de jute.		
Tissus de coton pur (524), unis, croisés et couteils * (525), écusés, présentant en chaîne et en trame ⁽²⁾ , dans l'espace de 5 millimètres carrés, ceux pesant :				
11 kil. et plus, les 100 mètres carrés :				
30 fils ou moins	100 kil. N.	62 ^f 00 ^c	62 ^f 00 ^c	65 ^f 60 ^c
31 fils ou plus	Idem.	100 00	100 00	103 60
de 7 kil. inclusivement à 11 kil. exclusivement, les 100 mètres carrés :				
35 fils ou moins	Idem.	95 00	95 00	98 60
36 à 43 fils inclusivement	Idem.	125 00	125 00	128 60
44 fils ou plus	Idem.	250 00	250 00	253 60

(1) Il doit être procédé au compte des fils, conformément à ce qui est réglé ci-dessus à l'égard des toiles de lin ou de chanvre. (Loi du 7 mai 1881.)

(2) Dans le compte des fils de chaîne et de trame, les fractions de fils sont négligées. (Loi du 7 mai 1881.)

FABRICATIONS.	UNITÉS sur lesquelles portent les droits.	DE ITS (décimes et 4 p. o/o compris.)		
		Produits d'origine européenne.	Produits d'origine extra-européenne	
			Importés directement d'un pays hors d'Europe.	Importés des entrepôts d'Europe.
Tissus de coton pur (Suite):				
de 5 kil. inclusivement à				
7 kil. exclusivement, les				
100 mètres carrés:				
27 fils ou moins.....	100 kil. N.	100 ^f 00 ^c	100 ^f 00 ^c	103 ^f 60 ^c
28 à 35 fils inclusivement.	Idem.	145 00	145 00	148 60
36 à 43 fils inclusivement.	Idem.	235 00	235 00	238 60
44 fils ou plus.....	Idem.	300 00	300 00	303 60
de 5 kil. inclusivement à				
5 kil. exclusivement, les				
100 mètres carrés:				
27 fils ou moins.....	Idem.	230 00	230 00	233 60
28 à 35 fils inclusivement.	Idem.	300 00	300 00	303 60
36 à 43 fils inclusivement.	Idem.	410 00	410 00	413 60
44 fils et plus.....	Idem.	625 00	625 00	628 60
moins de 3 kil., les 100 mè-				
tres carrés.....	Idem.	670 00	670 00	673 60
Tissus de coton pur (524), unis, croi-				
sés et coutils (525) blanchis,				
présentant en chaîne et en				
trame ⁽¹⁾ , dans l'espace de 5 mil-				
limètres carrés, pesant:				
11 kil. et plus, les 100 mètres				
carrés:				
30 fils ou moins.....	Idem.	71 30	71 30	74 90
31 fils ou plus.....	Idem.	115 00	115 00	118 60
de 7 kil. inclusivement à				
11 kil. exclusivement, les				
100 mètres carrés:				
35 fils ou moins.....	Idem.	109 25	109 25	112 85
36 à 43 fils inclusivement.	Idem.	143 75	143 75	147 35
44 fils ou plus.....	Idem.	287 50	287 50	291 10
de 5 kil. inclusivement à				
7 kil. exclusivement, les				
100 mètres carrés:				
27 fils ou moins.....	Idem.	115 00	115 00	118 60
28 à 35 fils inclusivement.	Idem.	166 75	166 75	170 35
36 à 43 fils inclusivement.	Idem.	270 25	270 25	273 85
44 fils ou plus.....	Idem.	345 00	345 00	348 60
Tissus de coton pur (524), unis, croi-				
sés et coutils* (525), blanchis,				
présentant en chaîne et en				
trame, dans l'espace de 5 mil-				
limètres carrés, ceux pesant:				
de 5 kil. inclusivement à				
5 kil. exclusivement, les				
100 mètres carrés:				
27 fils ou moins.....	Idem.	264 50	264 50	268 10
28 à 35 fils inclusivement.	Idem.	345 00	345 00	348 60
36 à 43 fils inclusivement.	Idem.	471 50	471 50	475 10
44 fils ou plus.....	Idem.	718 75	718 75	722 35
moins de 3 kil., les 100 mè-				
tres carrés.....	Idem.	770 50	770 50	774 10
— unis, croisés et coutils (522),	.....	Droits des tissus écrus, augmentés de 60 ^f		
teints en rouge d'Andrinople..	.....	par 100 kil. net.		
— unis, croisés et coutils (522),	.....	Droits des tissus écrus, augmentés de 30 ^f		
teints autres.....	.....	par 100 kil. net.		

⁽¹⁾ Dans le compte des fils de chaîne et de trame, les fractions des fils doivent être négligées. (Loi du 7 mai 1884.)

FABRICATIONS.	UNITÉS sur lesquelles portent les droits.	DROITS (décimes et 4 p. o/o compris).		
		Produits d'origine européenne.	Produits d'origine extra-européenne	
			importés directement d'un pays hors d'Europe.	importés des entrepôts d'Europe.
Tissus de coton pur, unis, croisés et couteils (522), imprimés au- trement que sur fond teint en rouge d'Andrinople, pour 100 mètres de longueur, la largeur du tissu n'excédant pas 1 mètre ⁽¹⁾ :				
pour les doublures.....		Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés de 2 ^e 50 ^e par 100 mètres.		
pour les autres impressions, de 1 et 2 couleurs.....		Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés de 3 ^e 75 ^e par 100 mètres.		
pour les autres impressions, de 3 à 6 couleurs.....		Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés de 6 ^e 25 ^e par 100 mètres.		
pour les autres impressions, de 7 couleurs et plus.....		Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés de 10 ^e par 100 mètres.		
— unis, croisés et couteils (522), imprimés sur fond teint en rouge d'Andrinople.....		Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés : 1 ^e de 60 ^e par 100 kil net ; 2 ^e de la surtaxe applicable aux autres tissus imprimés.		
— velours (526) façon soie, dit vel- vets écrus.....	100 kil. N.	143 ^e 00 ^e	143 ^e 00 ^e	148 ^e 60 ^e
— velours (526) façon soie, dit vel- vets teints ou imprimés.....	Idem.	174 00	174 00	177 60
— velours (526) autres (cords), moleskines, etc., écrus.....	Idem.	100 00	100 00	103 60
— velours (526) autres (cords), moleskines, etc., teints ou imprimés.....	Idem.	131 00	131 00	134 60
— tissus fabriqués en tout ou en partie avec des fils teints.....		Droits des tissus de coton écre, augmentés de 60 ^e par 100 kil. net.		
— brillantes ou façonnées (529), écrus.....		Droits des tissus unis, écrus, selon la classe, augmentés de 10 p. o/o.....		Régime indi- qué ci-con- tre, plus 3 ^e 60 ^e par 100 kil. net.
— brillantes ou façonnées (529), blanchis ou teints.....		Droits ci-dessus, augmentés des surtaxes afférentes au blanchiment et à la tein- ture.....		
Tissus de coton pur, piqués, couver- tures et couvre-pieds en piqué et reps (529), pesant, les 100 mètres carrés, écrus :				
plus de 18 kil.....	100 kil. N.	125 ^e 00 ^e	125 ^e 00 ^e	128 ^e 60 ^e
18 kil. et moins.....	Idem.	180 00	180 00	183 60
— piqués, couvertures et couvre- pieds en piqué et reps (529), pesant, les 100 mètres carrés, blanchis :				
plus de 18 kil.....	Idem.	143 75	143 75	147 35
18 kil. et moins.....	Idem.	207 00	207 00	210 60
— piqués, couvertures et couvre- pieds en piqué et reps (529), pesant, les 100 mètres carrés, teints en rouge d'Andrinople :				
plus de 18 kil.....	Idem.	185 00	185 00	188 60
18 kil. et moins.....	Idem.	240 00	240 00	243 60

(1) Quand la largeur des tissus excède 1 mètre, le droit est augmenté proportionnellement.

FABRICATIONS.	UNITÉS sur lesquelles portent les droits.	DROITS (décimes et 4 p. o/o compris).		
		Produits d'origine européenne.	Produits d'origine extra-européenne	
			importés directement d'un pays hors d'Europe.	importés des entrepôts d'Europe.
Tissus de coton pur, piqués, couver- tures et couvre-pieds en piqué et reps (529), pesant, les 100 mètres carrés, teints, autres :				
plus de 18 kil.....	100 kil. N.	155 ^f 00 ^s	155 ^f 00 ^s	158 ^f 60 ^s
18 kil. et moins.....	Idem.	210 00	210 00	213 60
— basins damassés (529) et linge de table, écru.....	Idem.	114 00	114 00	117 60
— basins damassés (529) et linge de table, blanchis.....	Idem.	131 10	131 10	134 70
— basins damassés (529) et linge de table, teints en rouge d'An- drinople.....	Idem.	174 00	174 00	177 60
— basins damassés (529) et linge de table, teints, autres.....	Idem.	144 00	144 00	147 60
— guipures pour ameublement (528), écru.....	Idem.	185 00	185 00	188 60
— guipures pour ameublement (528), blanchies.....	Idem.	212 75	212 75	216 35
— guipures pour ameublement (528), teintes en rouge d'An- drinople.....	Idem.	245 00	245 00	248 60
— guipures pour ameublement (528), teintes, autres.....	Idem.	215 00	215 00	218 60
— couvertures.....	Idem.	68 00	68 00	71 60
— bonneterie, coton et fil perse, ganterie.....	Idem.	1,000 00	1,000 00	1,003 60
— bonneterie, coton et fil perse, autres, coupée et sans cou- tures.....	Idem.	125 00	125 00	128 60
— bonneterie, coton et fil perse, autres, proportionnée ou avec pied proportionné.....	Idem.	300 00	300 00	303 60
— passementerie.....	Idem.	236 00	236 00	239 60
— rubanerie.....	Idem.	124 00	124 00	127 60
— tulles (530), gros bobins, de moins de 7 mailles au centi- mètre carré.....	Idem.	496 00	496 00	499 60
— tulles (530), bobins fins, de 7 mailles et plus au centimètre carré.....	Idem.	700 00	700 00	703 60
— plumetis et gazes façonnés.....	Idem.	620 00	620 00	623 60
— dentelles et blondes, soit à la mécanique, soit au fuseau et à la main (528).....	Idem.	495 00	495 00	498 60
Tissus rideaux de mousseline brodée, non encadrés, pesant, aux 100 mètres carrés, moins de 10 kil.....	Idem.	300 00	300 00	303 60
— rideaux de mousseline brodée, non encadrés, pesant, aux 100 mètres carrés, 10 kil. et plus.....	.....	600 00	600 00	603 60
— rideaux de mousseline brodée, encadrés, quel que soit le poids aux 100 mètres carrés, séparés ou en pièces.....				

FABRICATIONS.	UNITÉS SUR lesquelles portent les droits.	DROITS (décimes et à p. o/o compris).		
		Produits d'origine européenne.	Produits d'origine extra-européenne	
			importés directement d'un pays hors d'Europe.	importés des entrepôts d'Europe.
Tissus rideaux de tulle application, de grenadine, de tulle brodé.	100 kil. N.	900 ^f 00 ^e	900 ^f 00 ^e	903 ^f 60 ^e
— mousselines brochées ou brodées au crochet, pour ameublement ou pour vêtements (531), écruces.....	Idem.	360 00	360 00	363 60
— mousselines brochées ou brodées au crochet, pour ameublement ou pour vêtements (531), blanches.....	Idem.	414 00	414 00	417 60
— broderies à la main ou à la mé- canique (527).....	Idem.	800 00	800 00	803 60
— mèches de lampes et mèches tres- sées pour bougies.....	Idem.	74 00	74 00	77 60
— lames en fils retors, pour tis- sage, vernis ou non.....	Idem.	50 00	50 00	53 60
— toiles cirées (532) pour embal- lage.....	Idem.	8 00	8 00	11 60
— toiles cirées (532) pour ame- blement, tentures et autres usages.....	Idem.	30 00	30 00	33 60
— toiles cirées (532) moleskine, cuir.....	Idem.	30 00	30 00	33 60
— de coton mélangé, le coton do- minant en poids (535) : étoffes de soie, bourre de soie et co- ton.....	Idem.	372 00	372 00	375 60
— mélangé, le coton dominant en poids (535) : étoffes autres....	Idem.	124 00	124 00	127 60
— mélangé, le coton dominant en poids (535) : rubanerie mélan- gée de laine.....	Idem.	150 00	150 00	153 60
— mélangé, le coton dominant en poids (535) : rubanerie mélan- gée de soie.....	.....	372 00	372 00	375 60 ^f
— mélangé, le coton dominant en poids (535) : passementerie mélangée de soie.....	.....			•
— mélangé, le coton dominant en poids (535) : passementerie mélangée autre.....	.....			
— mélangé, le coton dominant en poids (535) : autres.....	.....			
Tissus de laine pure (536 à 544), drap, casimir et autres tissus foulés, et tissus ras non foulés :				
— étoffes pour ameublement, pe- sant plus de 400 grammes au mètre carré.....	100 kil. N.	124 ^f 00 ^e	124 ^f 00 ^e	127 ^f 60 ^e
— moire.....	Idem.	75 00	75 00	78 60
— autres, pesant, au mètre carré, 400 grammes au plus.....	Idem.	211 00	211 00	214 60
— autres, pesant, au mètre carré, de 400 grammes exclusivement à 550 grammes inclusivement.	Idem.	186 00	186 00	189 60
— autres, pesant, au mètre carré, plus de 550 grammes.....	Idem.	161 00	161 00	164 60
— tapis (536) moquette bouclée....	Idem.	74 00	74 00	77 60

Mêmes droits que pour les tissus de coton
pur, selon l'espèce.

FABRICATIONS.	UNITÉS SUR LESQUELLES PORTENT LES DROITS.	DROITS (décimes et 1/2 p. 100 compris).		
		Produits d'origine européenne.	Produits d'origine extra-européenne	
			importés directement d'un pays hors d'Europe.	importés des entrepôts d'Europe.
Tissus de laine pure (Suite):				
— tapis (536) moquette veloutée...	100 kil. N.	99 ^f 00 ^c	99 ^f 00 ^c	102 ^f 60 ^c
— tapis (536) persans.....	Idem.	186 00	186 00	189 60
— tapis (536) à la Jacquart et tapis chenille.....	Idem.	124 00	124 00	127 60
— tapis (536) autres.....	Idem.	650 00	650 00	653 60
— bonneterie (539), ganterie et vête- tements non ajustés.....	Idem.	150 00	150 00	153 60
— bonneterie (539) autre, coupée et sans couture.....	Idem.	300 00	300 00	303 60
— bonneterie (539) autre, propor- tionnée ou avec pied propor- tionné.....	Idem.	248 00	248 00	251 60
— passementerie et rubanerie (540).....	Idem.	0 35	0 35	0 ^f 36 ^c la pié- ce, plus 3 ^f 60 ^c par 100 kil. B.
— fez ou bonnets rouges.....	La pièce.	620 00	620 00	623 60
— tapisseries (536).....	100 kil. N.	397 00	397 00	400 60
— châles brochés ou façonnés, au- tres que les cachemires de l'Inde.....	Idem.	372 00	372 00	375 60
— dentelles.....	Idem.	223 00	223 00	226 60
— velours pour ameublement.....	Idem.	198 00	198 00	201 60
— toiles à bluter, sans couture (542).....	Idem.	87 00	87 00	90 60
— couvertures (537).....	Idem.	87 00	87 00	90 60
— chaussons de filaire et chaussons fourrés, dits de Strasbourg.....	Idem.	Exemptes.	Exemptes.	3 60
— lièze de drap (538).....	Idem.			
Tissus de laine mélangée (546), draps, casimirs et autres tissus foulés, chaîne coton; tissus ras, non foulés, la laine dominant; pe- sant au mètre carré:				
• 200 grammes au plus.....	Idem.	211 00	211 00	214 60
— de 200 grammes exclusive- ment à 300 grammes in- clusivement.....	Idem.	174 00	174 00	177 60
— de 300 grammes exclusive- ment à 400 grammes in- clusivement.....	Idem.	136 00	136 00	139 60
— de 400 grammes exclusive- ment à 550 grammes in- clusivement.....	Idem.	99 00	99 00	102 60
— de 550 grammes exclusive- ment à 700 grammes in- clusivement.....	Idem.	74 00	74 00	77 60
— plus de 700 grammes.....	Idem.	50 00	50 00	53 60
— tissus chaîne bourre de soie, la laine dominant en poids.....	Idem.	297 00	297 00	300 60
— tapis laine mélangée d'autres ma- tières, quelle que soit la pro- portion du mélange.....	.....			
— bonneterie.....	.....			
— autres, la laine dominant en poids.....	.....			
		Droits des tapis de laine pure.		
		Droits de la bonneterie de laine pure.		
		Droits des tissus de laine pure.		

FABRICATIONS.	UNITÉS sur lesquelles portent les droits.	DROITS (décimes et 4 p. c/o compris).		
		Produits d'origine européenne.	Produits d'origine extra-européenne	
			importés directement d'un pays hors d'Europe.	importés des entrepôts d'Europe.
Tissus d'alpaga, de lama, de vigogne, de yak ou de poils de cha- meau* (547 et 548) purs.....				
Tissus d'alpaga de lama, de vigogne, de yak ou de poils de cha- meau (547 et 548) mélangés de laine, quelle que soit la pro- portion du mélange.....				
Tissus d'alpaga de lama, de vigogne, de yak et de poils de cha- meau (547 et 548) mélangés d'autres filaments, la laine d'alpaga, de lama, de vigogne, de yak ou de poils de cha- meau dominant en poids.....				
Tissus de poils de chèvre purs ou mélangés (548 et 549) fabri- qués dans les pays hors d'Eu- rope, le poil de chèvre domi- nant en poids:				
— à la main, châles cachemires longs.....	La pièce.	"	30 ^f 00 ^c	30 ^f la pièce plus 3 ^f 60 ^c par 100 kil. B.
— à la main, châles de cachemires courts.....	Idem.	"	20 00	20 ^f la pièce plus 3 ^f 60 ^c par 100 kil. B.
— à la main, écharpes, galeries, bordures, franges, tissus unis.	100 kil. N.	"	1,000 00	1,003 60
— au métier, châles unis, brodes ou brochés.....	Idem.	"	1,000 00	1,003 60
— au métier, tissus unis.....				
— fabriqués dans un pays d'Europe.				
Autres tissus de poils purs ou mé- langés d'autres filaments, le poil dominant en poids* (548).....	100 kil. N.	3 ^f 00 ^c	37 00	40 00
Tissus de crins, passementerie et au- tres, purs ou mélangés, le crin dominant en poids* (55).....	Idem.	496 00	496 00	499 60
Tissus de soie et de bourre de soie (551 à 562); tissus, foulards, crêpes, tulle, bonneterie, pas- sementerie et dentelle de soie pure.....	Idem.	Exempts.	Exempts.	100 00
— bonneterie et passementerie de bourre de soie, pure, écrus, blanchis, teints ou imprimés..	Idem.	248 00	248 00	348 00
— tissus de bourrette pour ameu- blement pesant plus de 250 grammes au mètre carré.....	Idem.	186 00	186 00	286 00
— tissus de soie mélangée de bourre de soie.....				
— tissus de soie ou de bourre mé- langée d'autres matières texti- les, la soie ou la bourre de soie dominant en poids.....	100 kil. N.	372 00	372 00	472 00

Mêmes droits que pour les tissus de laine pure.

Droits des tissus de laine selon l'espèce.

Mêmes droits que pour les tissus de bourre de soie pure.

FABRICATIONS.	UNITÉS SUR lesquelles portent les droits.	DROITS (décimes et 4 p. o/o compris).		
		Produits d'origine européenne.	Produits d'origine extra-européenne	
			importés directement d'un pays hors d'Europe.	importés des entrepôts d'Europe.
Tissus de soie et de bourre de soie (Suite) :				
— tissus, passementerie et dentelles de soie ou de bourre de soie avec or et argent fin.....	100 kil. N.	1,488 ^f 00 ^c	1,448 ^f 00 ^c	1,588 ^f 00 ^c
— tissus, passementerie et dentelles de soie ou de bourre de soie avec or et argent mi-fin ou faux.....	<i>Idem.</i>	434 00	434 00	534 00
— rubans de soie ou de bourre de soie pure ou mélangée d'autres matières textiles, la soie ou la bourre de soie dominant en poids, velours.....	<i>Idem.</i>	620 00	620 00	720 00
— rubans de soie ou de bourre de soie pure ou mélangée d'autres matières textiles, la soie ou la bourre de soie dominant en poids, autres.....	<i>Idem.</i>	496 00	496 00	596 00
Vêtements, pièces de lingerie et au- tres articles en tissus confec- tionnés en tout ou en partie (518), (533), (545), (563) et (689).....	.....	Droits du tissu le plus for- tement imposé, aug- mentés de 10 p. o/o.....		
				Régime indi- qué ci-con- tre, plus la surtaxe de 100 ^f par 100 kil. pour les tissus * de soie ou celle de 3 ^f 60 ^c par 100 kil. pour les au- tres tissus (1).

(1) Surtaxe à percevoir au brut ou au net, suivant la base ou la qualité de la taxe normale.

**N° 15,265. — DÉCRET qui fixe la composition du Conseil de Prud'hommes
de Friville-Escarbotin.**

Du 3 février 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 10 février 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes;

Vu le décret du 3 octobre 1882 ⁽¹⁾, qui a créé un conseil de prud'hommes
à Friville-Escarbotin (Somme);

¹⁾ Bull. 749, n° 12,745.

Vu la lettre du maire de cette ville, en date du 25 janvier 1883 ;

Vu les lettres du préfet de la Somme des 14 février 1883 et 15 octobre 1884 ;

Vu la lettre du président de la chambre de commerce d'Abbeville du 29 août 1884 ;

Vu la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date du 27 novembre 1884 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes de Friville-Escarbotin sera désormais composé de la manière suivante :

CATÉ- GORIE.	INDUSTRIES.	NOMBRE de prud'hommes.	
		Patrons.	Ouvriers.
Unique.	Fabricants de serrurerie, fabricants et retailleurs de limes, fabricants de vis, fondeurs en cuivre et en fonte malléable, fabricants de sécateurs, d'hameçons, d'étaux, et objets divers en fer, acier, zinc, fonte et autres métaux, fabricants de coffres-forts.....	4	4
		8	

2. Le ministre du commerce et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé MARTIN FEUILLÉE.

Le Ministre du commerce,
Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,266. — DÉCRET qui modifie l'article 15 du décret du 23 avril 1883, portant organisation des services extérieurs du Ministère de, Postes et des Télégraphes.

• Du 3 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 15 et 19 du décret du 23 avril 1883 ⁽¹⁾, portant organisation des services extérieurs du ministère des postes et des télégraphes ;

Sur le rapport du ministre des postes et des télégraphes,

⁽¹⁾ Bull. 768, n° 13,180.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 15 du décret susvisé du 23 avril 1883 est modifié comme suit :

« Les services des timbres-poste comprennent l'atelier de fabrication et l'agence comptable, magasin central. »

2. Est supprimée au tableau annexé à l'article 19 l'indication de l'emploi de garde-magasin central des timbres-poste.

3. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé AD. COCHERY.

N° 15,267. — *DÉCRET qui porte de 12 à 15 le nombre des membres de la Chambre de commerce d'Amiens.*

Du 16 Février 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 février 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu l'arrêté du 3 nivôse an XI ⁽¹⁾, qui a établi une chambre de commerce à Amiens (Somme);

Vu le décret, en date du 2 avril 1862 ⁽²⁾, qui a porté le nombre des membres de cette chambre de neuf à douze;

Vu la délibération, en date du 19 février 1881, par laquelle la chambre de commerce d'Amiens sollicite l'augmentation du nombre de ses membres;

Vu l'avis du préfet de la Somme en date du 16 juillet 1883;

Vu l'article 6 du décret du 3 septembre 1851 ⁽³⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des membres de la chambre de commerce d'Amiens est porté de douze à quinze.

2. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 238, n° 2225.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1015, n° 10,091.

⁽³⁾ X^e série, Bull. 442, n° 3239.

N° 15,268. — *DÉCRET qui ouvre le Bureau de douanes de Batilly à l'importation et au transit de la Librairie venant de l'Étranger.*

Du 18 Février 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 février 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et d'après l'avis conforme des ministres des finances et de l'intérieur;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836;

Vu l'article 8 de la loi du 6 mai 1841;

Vu l'ordonnance du 13 décembre 1842 ⁽¹⁾,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le bureau de douanes de Batilly est ouvert à l'importation et au transit de la librairie venant de l'étranger.

2. Le ministre du commerce, le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,269. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1884, un Crédit de 82,804 fr. 17 cent. pour l'exploitation du service postal et télégraphique.*

Du 18 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des postes et des télégraphes;

Vu la loi de finances du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1884;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé des sommes versées dans les caisses du Trésor par des communes ou par des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'Etat, aux

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 366, n° 10,419.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

frais d'exploitation du service postal et télégraphique, lequel s'élève à quatre-vingt deux mille huit cent quatre francs dix-sept centimes;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des postes et des télégraphes, sur les fonds du budget de l'exercice 1884, chapitre VII (*Matériel des bureaux et de la distribution*), un crédit de quatre-vingt-deux mille huit cent quatre francs dix-sept centimes (82,804¹ 17^e), applicable aux frais d'exploitation du service postal et télégraphique.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à cet effet à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé AD. COCHERY.

N° 15,270. — DÉCRET qui rapporte le décret du 24 septembre 1884 interdisant l'importation en France des objets de literie par la frontière d'Espagne.

Du 21 Février 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 25 février 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, et des finances;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 3 mars 1822, relative à la police sanitaire;

Vu le décret du 24 septembre 1884⁽¹⁾, qui a interdit, jusqu'à nouvel ordre, l'importation en France, par la frontière d'Espagne, des drilles et chiffons ainsi que des objets de literie, tels que matelas, couvertures, etc.;

Vu l'avis du comité de direction des services de l'hygiène,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret du 24 septembre 1884 est rapporté, en ce qui concerne les objets de literie.

L'entrée en France, par la frontière d'Espagne, des drilles et chiffons continue à être interdite jusqu'à nouvel ordre.

2. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont char-

⁽¹⁾ Bull. 682, n° 14,770.

gés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,271. — *DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Lorient à contracter un Emprunt pour solder la dépense de construction des bâtiments destinés à l'entrepôt réel des douanes et au service d'un magasin général.*

Du 23 Février 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 27 février 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu le décret du 30 septembre 1807, qui a constitué une chambre de commerce à Lorient (Morbihan);

Vu le décret du 22 juillet 1882 ⁽¹⁾, qui a autorisé ladite chambre à emprunter une somme de cent mille francs (100,000^f) en vue de la construction de bâtiments destinés à l'entrepôt réel des douanes et au service d'un magasin général;

Vu les délibérations en date des 28 février et 12 juin 1884, par lesquelles la chambre de commerce a décidé de contracter un nouvel emprunt de cinquante mille francs pour solder les dépenses résultant des constructions précitées;

Vu les devis produits à l'appui de ces délibérations;

Vu l'avis du préfet du Morbihan;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 20 décembre 1884;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽²⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

La section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Lorient est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas cinq pour cent, une somme de cinquante mille francs (50,000^f) pour solder la dépense de construction des bâtiments susmentionnés.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 731, n° 10,411.

⁽²⁾ X^e série, Bull. 442, n° 3239.

voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera en trente-deux ans et demi, à partir du 1^{er} février 1885.

2. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,272. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des Postes et des Télégraphes un Crédit supplémentaire de 5,400 fr. 70 cent., en augmentation des restes à payer et droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1881 et 1882.

Du 23 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des postes et des télégraphes;

Vu l'état ci-annexé de créances liquidées à la charge du département des postes et des télégraphes, additionnellement aux restes à payer et droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1881 et 1882;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général de la comptabilité publique;

Considérant que les créances portées sur l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus aux budgets desdits exercices et que leur montant n'excède pas les crédits annulés en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des postes et des télégraphes, en augmentation des restes à payer et droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1881 et 1882, un crédit supplémentaire de cinq mille quatre cents francs soixante-dix centimes (5,400^{fr} 70^{cent}), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et pour lesquelles deux états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre des finances, conformément aux prescriptions de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre des postes et des télégraphes est autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses

(1) 11^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

des exercices clos au budget ordinaire de l'exercice courant, en exécution de l'article 124 du décret précité.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé AD. COCHERY.

Tableau des nouvelles créances reconnues en augmentation des restes à payer et des droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1881 et 1882, lesquelles sont à ordonnancer sur le budget ordinaire de l'exercice courant.

NUMÉROS des chapitres.	TITRE DES CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS.	
		par chapitre.	par exercice.
	EXERCICE 1881.		
VII.	Matériel. Art. 1 ^{er} . Service administratif, § 10. Entretien des boîtes artistiques et rurales dans les départements.....	8' 60"	8' 60"
	EXERCICE 1882.		
VI.	Personnel. Art. 3. Indemnités, § 61 Frais de tou- rnées, de missions et de voyages extraordinaires.....	1,738' 30"	5,322 10
VII.	Matériel. Art. 3. Installation et entretien des bu- reaux télégraphiques..... 824' 70"		
	Art. 5. Construction et entretien des lignes spéciales, § 1 ^{er} . Lignes soute- raines ordinaires et sous-tunnels dans la traversée des villes..... 226 96	1,458 10	
	§ 3. Entretien et construction des lignes pneumatiques..... 706 44		
I.	Personnel de l'Algérie. Art. 4. Indemnités, § 3. Frais de remplacement d'intérimet de missions.....	2,185 70	
	TOTAL.....		5,400 70

N° 15,273. — DÉCRET portant report au budget du Ministère de l'Intérieur, exercice 1885, d'une somme de 94,000 francs, restée disponible sur les Crédits ouverts à titre de fonds de concours au Budget de l'exercice 1884.

Du 27 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu la loi de finances du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1884;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le décret du 26 août 1881 ⁽¹⁾, qui a placé les services civils de l'Algérie sous l'autorité directe des ministres compétents;

Vu les décrets des 17 avril ⁽²⁾, 19 mai ⁽³⁾ et 28 octobre 1884 ⁽⁴⁾, qui ont reporté un crédit de 144,299' 41' de l'exercice 1883 à l'exercice 1884, au titre du chapitre XII, article 4 (nouveau);

Vu les documents administratifs, desquels il résulte que, sur cette somme, il n'a été employé à ce jour que 50,299 41

laissant ainsi, dès à présent, un disponible de 94.000 00

qu'il y a lieu de reporter avec la même affectation à la deuxième section du budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1885;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est reportée au chapitre XII, article nouveau (*Dépenses de colonisation en Algérie*), du budget du ministère de l'intérieur, deuxième section, exercice 1885, une somme de quatre-vingt-quatorze mille francs (94,000') restée disponible sur les crédits ouverts à titre de fonds de concours au budget de l'exercice 1884;

Pareille somme de quatre-vingt-quatorze mille francs (94,000') est annulée au chapitre XII, article 4 (*Colonisation*), du budget du ministère de l'intérieur, deuxième section, exercice 1884.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le paragraphe 1^{er} de l'article précédent au moyen des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours provenant des soultes de rachat du séquestre et destinées aux dépenses d'achat de terre pour la colonisation.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,274. — *DÉCRET qui accorde au Ministre des Finances, sur l'exercice 1884, un Crédit de 130,000 francs pour la construction d'une Caserne des douanes à Saint-Nazaire.*

Du 6 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ Bull. 654, n° 11,036.

⁽²⁾ Bull. 833, n° 14,208

⁽³⁾ Bull. 848, n° 14,380.

⁽⁴⁾ Bull. 883, n° 14,790.

Vu la loi de finances du 29 décembre 1883, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1884;

Vu le décret du 17 mai 1884 ⁽¹⁾, qui a accordé au ministre des finances, au delà du crédit de quatre cent quarante-six mille cinq cent quatre-vingt-seize francs ouvert par la loi précitée sur le chapitre LXXVIII (*Matériel des douanes*), un crédit de six mille cent neuf francs trente centimes, partie non employée du crédit de vingt-deux mille francs rattachée à titre de fonds de concours, par décret du 3 novembre 1883, au chapitre LXXII (*Matériel des douanes*) du budget de l'exercice 1883;

Vu le décret du 27 mai 1884 ⁽²⁾, accordant au ministre des finances, au delà des crédits ouverts par les loi et décret précités, sur le même chapitre LXXVIII (*Matériel des douanes*), un crédit de cent dix-neuf mille cinq cent quatre-vingt-treize francs quatre centimes, partie non employée du crédit de six cent dix-neuf mille six cent soixante-cinq francs un centime rattachée à titre de fonds de concours, par décrets des 8 février, 3 août et 11 décembre 1883, au chapitre LXXII (*Matériel des douanes*) du budget de l'exercice 1883;

Vu le décret du 19 septembre 1884 ⁽³⁾, accordant au ministre des finances, au delà des crédits ouverts par les mêmes loi et décret précités, sur le chapitre LXXVIII (*Matériel des douanes*), un crédit de huit mille six cent vingt sept francs quatre-vingt-dix-huit centimes, à titre de fonds de concours, prélevé sur les fonds de masses, pour la construction d'une caserne des douanes à Saint-Palais (Charente-Inférieure);

Vu le décret du 29 septembre 1884 ⁽⁴⁾, accordant au ministre des finances, au delà des crédits ouverts par les mêmes loi et décrets précités, sur le chapitre LXXVIII (*Matériel des douanes*), un crédit de quatre mille huit cent vingt-sept francs soixante-quatorze centimes, à titre de fonds de concours, prélevé sur les fonds de masses et applicable à la construction d'une caserne des douanes à Tente-Verie (Nord);

Vu les quatre récépissés constatant le versement par les receveurs principaux des douanes à Boulogne, Dunkerque, Cette et le Havre de sommes s'élevant ensemble à cent trente mille francs, à titre de prélèvement sur les fonds de masses pour la construction d'une caserne des douanes à Saint-Nazaire (Loire-Inférieure);

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Il est accordé au ministre des finances, sur l'exercice 1884, au delà du crédit de cinq cent quatre-vingt-cinq mille sept cent cinquante-quatre francs six centimes (585,754¹/₁₀₀) ouvert par la loi du 29 décembre 1883 et par les décrets des 17 et 27 mai, 19 et 29 septembre 1884, sur le chapitre LXXVIII (*Matériel des douanes*), troisième partie du budget (*Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics*), un crédit de cent trente mille francs (130,000¹/₁₀₀), applicable à la construction d'une caserne des douanes à Saint-Nazaire (Loire-Inférieure).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources résultant des versements effectués par les

⁽¹⁾ Bull. 848, n° 14,379.

⁽²⁾ Bull. 849, n° 14,386.

⁽³⁾ Bull. 876, n° 14,716.

⁽⁴⁾ Bull. 878, n° 14,736.

receveurs principaux des douanes à Boulogne, Dunkerque, Cette et le Havre.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,375. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit de 35,946 fr. 48 cent. sur l'exercice 1884, troisième partie du Budget (*Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics*).

Du 6 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 29 décembre 1883, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1884;

Vu les quinze recepisés constatant les versements effectués par la chambre de commerce de Lyon, par des sociétés et industriels et par divers receveurs principaux des douanes, de sommes s'élevant ensemble à quarante-trois mille trois cent soixante francs vingt-trois centimes, pour couvrir les dépenses afférentes aux traitements, aux indemnités et frais de loyers, tant d'emplois de chimistes que d'emplois du service sédentaire et des brigades créés dans les directions des douanes de Lyon, Paris, Dunkerque, Valenciennes, Nancy, Épinal, Chambéry, Montpellier, Bordeaux et Bastia.

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Il est accordé au ministre des finances, sur l'exercice 1884, troisième partie du budget (*Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics*):

1° Au delà du crédit de vingt-huit millions trois cent soixante-dix-sept mille trois cent soixante-dix francs ouvert par la loi de finances du 29 décembre 1883 sur le chapitre LXXVII (*Personnel des douanes*), un crédit de trente-cinq mille neuf cent quarante-six francs quarante-huit centimes, applicable:

Aux traitements des agents du service administratif et de perception, pour.....	11,352 ^f 15 ^c	}	
Aux traitements des agents du service actif, pour.....	13,816 66		
Aux indemnités de résidence aux agents des bureaux, pour.....	2,810 99		
Aux indemnités de résidence aux agents des brigades, pour.....	1,466 68		
Aux honoraires des chimistes des laboratoires d'essai, pour.....	6,500 00		
			35,946 ^f 48 ^c

2° Au delà du crédit de un million trois cent soixante-neuf mille trois cent quatre-vingt-quinze francs ouvert par la loi précitée sur le chapitre LXXIX (*Dépenses diverses*), un crédit de sept mille quatre cent treize francs soixante-quinze centimes, applicable :

Aux frais de loyer des bureaux, pour..	6,597' 09'	} 7,413' 75'
Aux frais de chauffage et d'éclairage des bureaux, pour.....	816 66	

Chiffre égal au montant des versements effectués... 43,360 33

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources résultant des versements précités.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,276. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont et demeurent classés, comme annexe n° 2 de la route nationale n° 7, le pont de Valence et l'avenue de rive gauche, dans les limites indiquées par le plan visé par l'ingénieur en chef le 25 août 1883, lequel plan restera annexé au présent décret, le tout présentant une longueur de sept cent quatre-vingt-seize mètres soixante-dix centimètres.

2° Est déclaré d'utilité publique le rachat de la concession du pont de Valence, sur le Rhône.

3° Il sera procédé à ce rachat par les soins de l'État, et la dépense à la charge du trésor sera imputée sur les fonds inscrits annuellement à la première section du budget du ministère des travaux publics, pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes nationales.

4° Il est pris acte :

Des engagements souscrits par les conseils municipaux de Valence (délibération du 11 octobre 1884) et de Bourg-lex-Valence (Drôme) (délibération du 23 octobre 1884), de Beauchastel (délibération du 30 septembre 1884), de Charmes (délibération du 5 octobre 1884), de Guilherand (délibération du 5 octobre 1884), de Vernoux (délibération du 5 octobre 1884) et de Saint-Georges-les-Bains (Ardèche) (délibération du 26 octobre 1884), de contribuer aux dépenses de l'opération, ainsi qu'il résulte des délibérations ci-dessus rappelées;

Des offres de concours recueillies à Valence (Drôme), Guilherand et Saint-Laurent-du-Pape (Ardèche).

5° A défaut d'arrangement amiable entre l'État et le concessionnaire du pont de Valence, la nomination du membre qui doit représenter l'adminis-

tration dans la commission spéciale prévue par l'article 3 de la loi du 30 juillet 1880 sera faite par le préfet de la Drôme.

Dans le cas où les deux membres nommés, l'un par le préfet, l'autre par le concessionnaire, ne parviendraient pas à se mettre d'accord sur la nomination du troisième membre à désigner par eux pour faire partie de la susdite commission, cette nomination sera faite par le président du tribunal de première instance de Valence. (*Paris, 16 Décembre 1884.*)



Certifié conforme :

Paris, le 21 * Avril 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 914.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,277. — *Loi portant fixation du Budget des Dépenses de l'exercice 1885.*

Du 21 Mars 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 22 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

BUDGET ORDINAIRE.

§ 1^{er}. — *Crédits accordés.*

ART. 1^{er}. Des crédits sont ouverts aux ministres, pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1885, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Ces crédits s'appliquent :

A la dette publique, aux dotations et aux dépenses des pouvoirs législatifs, pour.....	1,325,208,717 ^f
Aux services généraux des ministères, pour....	1,343,272,100
Aux frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics, pour.....	334,262,220
Aux remboursements et restitutions, non-valeurs et primes, pour.....	19,642,340
TOTAL GÉNÉRAL, conforme à l'état A annexé à la présente loi.....	3,022,385,377

2. Un **supplément de dotation de dix millions** est accordé, pour 1885, à la caisse des chemins vicinaux (*Fonds de subvention*).

A cet effet, il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1885, au delà des crédits ouverts par l'article 1^{er} de la présente loi, un crédit extraordinaire de la somme de dix millions. Ce crédit sera classé à la deuxième partie (*Services généraux des ministères*), sous le titre de: *Chapitre LIX. — Supplément de subvention à la caisse des chemins vicinaux.*

3. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1885, au delà des crédits accordés par l'article 1^{er} de la présente loi et en conformité de l'article 15 de la loi de finances du 30 janvier 1884, un crédit extraordinaire de la somme de trente millions. Ce crédit sera classé à la première section (*Service de l'instruction publique*), sous le titre de: *Chapitre LXI. — Supplément de subvention à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires.*

4. Le ministre des finances est autorisé à pourvoir aux dépenses des deux articles précédents par l'émission, au mieux des intérêts du trésor, d'obligations à court terme dont l'échéance ne pourra dépasser l'année 1890.

§ 2. — *Évaluation des voies et moyens.*

5. L'état C annexé à l'article 15 de la loi du 29 décembre 1884, sur le budget des recettes de l'exercice 1885, et concernant l'évaluation des voies et moyens du budget ordinaire, est augmenté d'une somme de dix-sept millions six cent vingt-trois mille sept cent quatre-vingt-quatre francs (17,623,784^f), sous le titre de: *Prélèvement sur les rentes de la dotation de l'armée.*

Le total dudit état C est, par suite, élevé à la somme de trois milliards vingt-deux millions trois cent quatre-vingt-cinq mille trois cent soixante-dix-sept francs.

TITRE II.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

6. Les crédits affectés aux dépenses départementales et spéciales, qui se règlent d'après le montant des recettes des mêmes services, sont fixés provisoirement, pour l'exercice 1885, à la somme de quatre cent soixante-neuf millions sept cent dix-sept mille quatre cent soixante-quinze francs (469,717,475^f), conformément à l'état F annexé à la présente loi.

TITRE III.

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL.

7. Les budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'État sont fixés, en recettes et en dépenses, pour l'exercice 1885, à la somme de cent millions mille six cent trente-trois francs (100,001,633'), conformément à l'état G annexé à la présente loi.

8. Le fonds capital institué pour satisfaire aux avances que l'imprimerie nationale est appelée à effectuer à l'État est élevé de deux millions deux cent mille francs (2,200,000') à deux millions trois cent cinquante mille francs (2,350,000'). Il sera pourvu à cette augmentation par un prélèvement de soixante-quinze mille francs en 1885 et de soixante-quinze mille francs en 1886, sur l'excédent annuel des recettes de l'établissement.

Le surplus de cet excédent continuera à être versé aux produits divers du budget.

9. A partir du 1^{er} janvier 1886, seront placés sous le régime de la loi du 9 juin 1853 et du règlement d'administration publique du 9 novembre suivant sur le service des pensions civiles, les fonctionnaires et employés de l'administration centrale du ministère de la marine et ceux des colonies retraités d'après la loi du 9 juin 1853.

Ceux des fonctionnaires ou employés de ladite administration centrale qui seront en exercice au 1^{er} janvier 1886 auront la faculté d'opter, en fin de carrière, entre le régime du décret du 2 février 1808 et celui de la loi du 9 juin 1853 ou toute loi qui la modifierait.

Ceux qui opteront pour ce dernier régime seront retraités, pour les services postérieurs au 1^{er} janvier 1886, d'après les dispositions de la loi du 9 juin 1853 ou de toute autre loi qui la modifierait, et, pour les services antérieurs, conformément au décret du 2 février 1808, sans que les maxima déterminés par la loi précitée puissent être dépassés.

Les veuves ou orphelins dont les maris ou auteurs, retraités en vertu du décret du 2 février 1808, décéderont après le 31 décembre 1885, auront également la faculté d'opter entre l'application dudit décret et celle de la loi du 9 juin 1853 ou de toute autre loi qui la modifierait.

10. Les services accomplis tant dans l'administration centrale du ministère de la marine et des colonies que dans les administrations civiles des colonies indiquées à l'article précédent seront dorénavant admis dans la liquidation des pensions sur le trésor public, au même titre que les autres services rendus à l'État.

11. Les feuilles de rôle d'équipage délivrées pour les armements et les désarmements des navires de commerce, tant en France que hors de France, continueront à être vendues au profit de la caisse des invalides. Elles seront payées d'après le tarif ci-après :

Soixante centimes

{ par feuille d'armement, quel que soit le genre de navigation;
par feuille de perception des droits des invalides au désarmement;
par permis de circulation délivré aux bateaux d'exploitation;
par permis de navigation délivré aux bateaux de plaisance;

Quinze centimes par feuille de couverture de rôle du bord.

Le droit de timbre sera perçu au moyen de timbres mobiles qui seront apposés sur les rôles des bâtiments au moment de leur délivrance aux intéressés et annulés immédiatement, au moyen d'une griffe, par les commissaires de l'inscription maritime.

Un décret déterminera la forme et les conditions d'emploi de ces timbres. Les dispositions des lois des 11 juin 1859 (article 21) et 2 juillet 1862 (articles 23 et 27) leur sont applicables.

Les feuilles d'armement destinées aux bateaux non pontés exerçant la petite pêche sont exemptes du droit de timbre.

12. A partir du 1^{er} janvier 1885, les opérations effectuées par le trésor pour le compte de l'établissement des invalides de la marine seront retracées, dans les écritures centrales de l'administration des finances, au moyen d'un compte courant sans intérêts.

TITRE IV.

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS DIVERSES.

13. La nomenclature des services votés pour lesquels il peut être ouvert, par décrets rendus en Conseil d'État, des crédits supplémentaires pendant la prorogation des Chambres, en exécution de l'article 5 de la loi du 14 décembre 1879, est fixée, pour l'exercice 1885, conformément à l'état H annexé à la présente loi.

14. Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit de six millions cinq cent mille francs (6,500,000^f) pour l'inscription, au trésor public, des pensions militaires à liquider dans le courant de l'année 1885.

15. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1885, pour l'inscription des pensions civiles liquidées par l'application de la loi du 9 juin 1853, un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de un million cinq cent mille francs (1,500,000^f) en sus du produit des extinctions.

16. Le ministre des finances est autorisé à affecter l'excédent de recettes qui serait constaté en clôture d'exercice à l'amortissement des obligations à court terme à l'échéance de 1885, émises en vertu des lois relatives au compte de liquidation, et dont le remboursement

n'aura pu être imputé sur le crédit ouvert au chapitre v du budget du ministère des finances pour l'exercice 1885.

En cas d'insuffisance, il y sera pourvu par une émission d'obligations de même nature, à une échéance maximum de quatre années.

17. Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la Banque de France, des bons du trésor portant intérêt et payables à une échéance qui ne pourra pas excéder une année.

Les bons du trésor en circulation ne pourront excéder quatre cents millions de francs. Ne sont pas compris dans cette limite les bons déposés à la Banque de France, en garantie de son avance permanente de cent quarante millions de francs (loi du 13 juin 1878), les bons créés spécialement pour prêts à l'industrie (loi du 1^{er} août 1860), ni les obligations à court terme dûment autorisées.

18. La ville de Paris est autorisée à mettre en circulation, pendant l'année 1885, des bons de la caisse municipale pour une somme qui ne pourra excéder vingt millions de francs (20,000,000^f).

19. Lorsque les dépenses d'exploitation et d'entretien du ministère de la guerre, quels qu'en soient d'ailleurs l'objet et la nature, comprennent à la fois le traitement du personnel chargé de cette exploitation ou de cet entretien et les frais matériels de cette même exploitation, elles devront être présentées au moyen de deux chapitres distincts.

Le chapitre du personnel déterminera le nombre et la qualité des agents de toute nature soldés sur ce chapitre, avec l'indication précise du montant du traitement, de la solde ou du salaire de chacun d'eux.

Dans le chapitre du matériel, chaque catégorie de dépense devra être clairement définie et faire l'objet d'un paragraphe spécial avec inscription du crédit prévu.

20. Il sera produit par le ministre de la marine, à l'appui du projet de budget de l'exercice 1886 et dans le courant du mois d'avril 1885 :

1° Un état donnant, par unité collective, les quantités qui doivent nécessairement exister dans les magasins pour assurer le fonctionnement des divers services de la marine;

2° Un état détaillé, par navire en construction : du coût prévu de chaque navire en matières et en salaires; de son état d'avancement, évalué en centièmes de la main-d'œuvre; de l'indication des dépenses déjà faites en salaires; de la comparaison entre l'avancement proposé pour l'exercice 1886 et celui qui sera probablement réalisé pendant l'exercice 1885;

3° Un état donnant, par article et par nature de travaux, pour l'ensemble du budget et pour chaque port ou établissement, la dépense effectuée en main-d'œuvre et en matières pendant l'exercice 1884;

4° Des états indiquant, pour chaque port ou établissement hors des ports, l'effectif et la dépense du personnel entretenu de chaque service pendant l'exercice 1884.

21. La subvention de quatorze millions de francs inscrite au chapitre LV du ministère de l'instruction publique, pour alléger les charges que la gratuité impose aux communes dans les écoles primaires publiques, sera exclusivement employée, au profit des communes qui seront admises à y participer, à parfaire, après l'épuisement des quatre centimes spéciaux, les traitements obligatoires, tels qu'ils résultent de la loi du 19 juillet 1875 et de l'article 6 de la loi du 16 juin 1881.

Les communes non encore propriétaires de leur maison d'école ne pourront obtenir une subvention applicable aux loyers scolaires ou aux indemnités de logement qu'après avoir fait emploi du cinquième institué par l'article 3 de la loi du 16 juin 1881.

Les communes pourront remplacer tout ou partie du prélèvement du cinquième par le vote d'une imposition extraordinaire, qui n'excédera pas quatre centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

22. Le ministre de l'instruction publique est autorisé, dans la limite des crédits alloués au budget pour l'exercice 1883 et les exercices antérieurs, à accorder une remise totale ou partielle du prélèvement du cinquième aux communes qui n'ont pu acquitter en totalité les contingents mis à leur charge par le paragraphe 1^{er} de l'article 21 de la loi de finances du 29 décembre 1882 et les lois de finances des exercices antérieurs.

Un décret, rendu sur la proposition des ministres de l'instruction publique, de l'intérieur et des finances, déterminera les conditions auxquelles devront satisfaire les communes susdésignées pour obtenir ce dégrèvement.

23. Les professeurs du collège de France et les professeurs des facultés qui sont autorisés par le ministre de l'instruction publique à se faire suppléer en tout ou en partie, abandonnent une portion de leur traitement pour la rémunération de leur suppléant ou de leur remplaçant, dans les proportions déterminées par les décrets et règlements qui régissent ces établissements.

Ils continuent néanmoins de subir, sur le montant intégral de leur traitement nominal, les retenues prescrites par la loi du 9 juin 1853 sur le service des pensions civiles.

Dans le cas où le professeur est député et où son traitement doit, en tout ou en partie, être ordonné au profit du trésor, en exécution des articles 2 et 3 de la loi du 16 février 1872, cet ordonnancement n'a lieu que pour la somme qui excède le montant du prélèvement affecté à la rémunération du suppléant ou du remplaçant.

Les suppléants au collège de France et les fonctionnaires qui, dans les facultés, sont chargés de suppléer les professeurs pour les cours et pour les examens, subissent, sur la partie du traitement du titu-

laire qui leur est attribuée, les retenues prescrites par la loi du 9 juin 1853.

Les remplaçants au collège de France et les fonctionnaires qui, dans les facultés, ne remplacent les professeurs que pour les cours ou pour les examens, reçoivent, sur la partie du traitement abandonnée par le titulaire, une indemnité exempte des retenues pour pensions civiles.

24. Le montant total des subventions annuelles que l'État peut s'engager, pendant l'année 1885, à allouer aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local ou de tramways, en vertu de la loi du 11 juin 1880, ne devra pas excéder la somme de un million de francs (1,000,000') pour les chemins de fer d'intérêt local et de deux cent mille francs (200,000') pour les tramways.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Tableau, par chapitres, des dépenses ordinaires.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DES FINANCES.		
1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.		
DETTE CONSOLIDÉE.		
I ^{er} .	Rentes 4 1/2 p. o/o (nouveau fonds).....	305,540,359
II.	Rentes 4 1/2 p. o/o (ancien fonds).....	37,433,284
III.	Rentes 4 p. o/o.....	446,096
IV.	Rentes 3 p. o/o.....	362,697,138
TOTAL.....		706,116,867
CAPITAUX REMBOURSABLES À DIVERS TITRES.		
V.	Intérêts et amortissement des obligations à court terme.....	114,762,605
V bis.	Rentes 3 p. o/o amortissable.....	144,042,395
VI.	Rachat de concessions de canaux.....	3,064,608
VII.	Annuité à la Société générale algérienne.....	4,997,765
VIII.	Intérêts et amortissement des obligations trentenaires.....	6,667,700
IX.	Annuité de conversion de l'emprunt <i>Morgan</i>	17,300,000
X.	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est.....	20,500,000
XI.	Annuités aux départements, aux villes et aux communes pour rem- boursement d'une partie des contributions extraordinaires et répa- ration des dommages résultant de la guerre.....	17,428,020
XII.	Annuités pour réparation des dommages causés par le génie militaire	1,880,250
XIII.	Annuité de remboursement aux communes et aux départements des avances faites pour le casernement.....	8,963,000
XIV.	Intérêts de capitaux de cautionnements.....	9,400,000
XV.	Intérêts de la dette flottante du trésor.....	27,700,000
XVI.	Redevances annuelles envers l'Espagne pour délimitation de la fron- tière des Pyrénées.....	20,000
XVII.	Annuités aux compagnies de chemins de fer.....	28,231,501
XVIII.	Intérêts et amortissement de l'emprunt contracté par le gouvernement sarde pour l'amélioration de l'établissement thermal d'Aix.....	36,600
TOTAL.....		404,984,424
DETTE VIAGÈRE.		
XIX.	Rentes viagères d'ancienne origine.....	3,365
XX.	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.).....	146,000
XXI.	Pensions de la pairie et de l'ancien Sénat.....	60,000
XXII.	Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.).....	1,360,000
XXIII.	Pensions à titre de récompense nationale.....	217,000
XXIV.	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.	8,200,000
XXV.	Pensions militaires de la guerre.....	84,376,000
XXVI.	Pensions ecclésiastiques sardes.....	25,880
XXVII.	Pensions de donataires déposés.....	566,000
XXVIII.	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	56,623,000
XXIX.	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.).....	1,373,500
XXX.	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois <i>Louis XVIII</i> et <i>Charles X</i>	27,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
XXII.	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi <i>Louis-Philippe</i>	84,500 ⁰
XXIII.	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.)..	265,000
XXIII.	Annuité à la caisse des dépôts et consignations pour le service des pensions aux anciens militaires de la République et de l'Empire. (Loi du 5 mai 1869.).....	3,668,000
XXIV.	Annuité à la caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pension aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves.....	9,325,000
	TOTAL.....	166,320,235
	DOTATIONS.	
XXV.	Traitement du Président de la République.....	600,000
XXVI.	Frais de maison du Président de la République.....	300,000
XXVII.	Frais de voyages, de déplacement et de représentation du Président de la République.....	300,000
XXVIII.	Supplément à la dotation de la Légion d'honneur.....	10,223,811
XXIX.	Subvention à la caisse des invalides de la marine.....	24,637,600
	TOTAL.....	36,061,411
	DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.	
XL.	Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs.....	4,600,000
XLI.	Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés.....	7,125,780
	TOTAL.....	11,725,780
	TOTAL GÉNÉRAL de la 1 ^{re} partie.....	1,325,208,717
	II^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
XLII.	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	3,934,970
XLIII.	Traitements et frais de tournées des agents de l'inspection générale..	756,800
XLIV.	Personnel central des administrations financières.....	1,529,950
XLV.	Indemnités diverses.....	90,200
XLVI.	Matériel de l'administration centrale.....	798,850
XLVII.	Impressions.....	2,619,500
XLVIII.	Dépenses diverses de l'administration centrale.....	69,000
XLIX.	Personnel de l'administration des monnaies et médailles.....	87,000
L.	Matériel de l'administration des monnaies et médailles.....	68,000
LI.	Dépenses diverses de l'administration des monnaies et médailles....	24,800
LII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	191,000
LIII.	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
LIV.	Personnel de la cour des comptes.....	1,522,100
LV.	Matériel et dépenses diverses de la cour des comptes.....	79,800
LVI.	Frais de trésorerie.....	1,026,000
LVII.	Traitements et émoluments des trésoriers-payeurs généraux et des receveurs des finances.....	6,341,700
	TOTAL pour le service général du ministère des finances...	19,036,470
	III^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
LVIII.	Personnel de l'administration des contributions directes.....	3,770,000
LIX.	Dépenses diverses de l'administration des contributions directes....	1,393,030
LI.	Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées.....	103,000
LXI.	Frais d'arpentage et d'expertise. (Dépense à la charge du budget de l'État.).....	100,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accrédités.
LXII.	Mutations cadastrales.....	576,000
LXIII.	Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	330,100
LXIV.	Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	375,120
LXV.	Personnel de la topographie en Algérie.....	422,540
LXVI.	Matériel de la topographie en Algérie.....	300,000
LXVII.	Remises aux percepteurs et frais divers.....	12,171,312
LXVIII.	Indemnités et secours aux porteurs de contraintes.....	469,000
LXIX.	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en France.....	390,200
LXX.	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie.....	44,200
LXXI.	Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de percepteurs.....	200,000
LXXII.	Personnel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	15,592,900
LXXIII.	Matériel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	1,058,000
LXXIV.	Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	1,768,800
LXXV.	Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	713,400
LXXVI.	Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	400,000
LXXVII.	Personnel de l'administration des douanes.....	28,377,370
LXXVIII.	Matériel de l'administration des douanes.....	448,596
LXXIX.	Dépenses diverses de l'administration des douanes.....	1,366,596
LXXX.	Personnel des douanes en Algérie.....	1,118,573
LXXXI.	Matériel des douanes en Algérie.....	105,347
LXXXII.	Dépenses diverses des douanes en Algérie.....	86,620
LXXXIII.	Personnel de l'administration des contributions indirectes.....	29,597,200
LXXXIV.	Matériel de l'administration des contributions indirectes.....	450,000
LXXXV.	Frais de loyer et indemnités de l'administration des contributions indirectes.....	5,794,700
LXXXVI.	Dépenses diverses de l'administration des contributions indirectes.....	614,400
LXXXVII.	Achats de tabacs, primes et transports de l'administration des contributions indirectes.....	1,290,000
LXXXVIII.	Avances recouvrables par l'administration des contributions indirectes.....	630,000
LXXXIX.	Personnel des contributions diverses en Algérie.....	867,975
XC.	Matériel des contributions diverses en Algérie.....	406,440
XCI.	Personnel de l'administration des manufactures de l'État.....	1,998,125
XCI.	Gages et salaires de l'administration des manufactures de l'État.....	18,378,000
XCI.	Matériel de l'administration des manufactures de l'État.....	3,235,000
XCI.	Aménagement, entretien et réparations des manufactures de l'État.....	300,000
XCI.	Constructions nouvelles des manufactures de l'État.....	755,000
XCI.	Dépenses diverses de l'administration des manufactures de l'État.....	407,800
XCI.	Indemnités et secours voyageurs à des ouvriers blessés ou infirmes.....	55,000
XCI.	Avances recouvrables par l'administration des manufactures de l'État.....	160,000
XCI.	Achats et transports de tabacs.....	48,090,000
	TOTAL des frais de régie et de perception.....	284,497,073
IV ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
C.	Dégrèvements et non-valeurs sur les taxes spéciales assimilées aux contributions directes.....	200,000
CI.	Remboursements sur produits indirects et divers en France.....	5,000,000
CII.	Remboursement de droits indûment perçus en Algérie.....	52,000
CII.	Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers.....	6,284,040
CIV.	Service des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie.....	350,300
CV.	Primes à l'exportation de marchandises.....	200,000
	TOTAL des remboursements et restitutions.....	12,095,340

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés:
RÉCAPITULATION.		
	1 ^{re} partie. — Dette publique, dotations et dépenses des pouvoirs législatifs.....	1,325,208,717
	2 ^e partie. — Service général.....	19,030,470
	3 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....	184,497,073
	4 ^e partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.....	12,095,340
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des finances.....	1,540,837,600
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.		
II^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1^{re} SECTION. — SERVICE DE LA JUSTICE.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	562,400
II.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	130,000
III.	Personnel du Conseil d'État.....	1,050,000
IV.	Matériel du Conseil d'État.....	78,800
V.	Personnel de la cour de cassation.....	1,145,600
VI.	Menues dépenses de la cour de cassation.....	40,000
VII.	Cours d'appel.....	6,190,250
VIII.	Cours d'assises.....	50,000
IX.	Tribunaux de première instance.....	11,288,600
X.	Tribunaux de commerce.....	178,200
XI.	Tribunaux de police.....	93,100
XII.	Justices de paix.....	8,406,200
XIII.	Personnel de la justice française en Algérie.....	1,830,300
XIV.	Matériel et menues dépenses de la cour d'appel d'Alger et frais de passage gratuit.....	25,000
XV.	Personnel de la justice française en Tunisie.....	168,400
XVI.	Frais de justice criminelle.....	6,500,000
XVII.	Frais d'impression des statistiques.....	20,000
XVIII.	Secours et dépenses imprévues.....	85,000
XIX.	Collection des lois étrangères.....	20,000
XX.	Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des départements.....	30,000
XXI.	Personnel de la justice musulmane en Algérie.....	95,100
XXII.	Matériel de la justice musulmane en Algérie.....	8,050
XXIII.	Constitution de l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie.....	20,000
XXIV.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XXV.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	TOTAL pour le service de la justice.....	38,015,000
2^e SECTION. — SERVICE DES CULTES.		
I ^{er} .	Personnel des bureaux des cultes.....	201,800
II.	Matériel des bureaux des cultes.....	26,000
III.	Impressions.....	8,000
IV.	Secours et dépenses diverses.....	2,400
V.	Traitements des archevêques et évêques.....	934,000
VI.	Traitements des curés.....	4,351,400
VII.	Allocations aux vicaires généraux.....	506,700
VIII.	Allocations aux chanoines.....	1,100,000
IX.	Allocations aux desservants et vicaires.....	32,241,000
X.	Pensions et secours ecclésiastiques.....	897,000
XI.	Mobilier des archevêchés et évêchés.....	40,000
XL.	Loyers pour évêchés, séminaires et dépendances des cathédrales.....	11,023

CHAP. spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
XII.	Entretien des édifices diocésains.....	600,000
XIII.	Grosses réparations des édifices diocésains.....	1,000,000
XIV.	Construction de la cathédrale de Gap.....	70,000
XV.	Construction de la cathédrale de Marseille.....	180,000
XVI.	Achèvement de la cathédrale de Clermont.....	50,000
XVII.	Restauration de la cathédrale de Sées.....	40,000
XVIII.	Restauration de la cathédrale de Nevers.....	40,000
XIX.	Restauration de la cathédrale d'Évreux.....	40,000
XX.	Restauration de la cathédrale de Reims.....	100,000
XXI.	Restauration de la cathédrale de Bourges.....	25,000
XXII.	Restauration de la cathédrale d'Amiens.....	100,000
XXIII.	Secours pour les églises et presbytères.....	2,000,000
XXIV.	Personnel des cultes protestants.....	1,520,100
XXV.	Dépenses des séminaires protestants.....	26,500
XXVI.	Frais d'administration de l'Église de la confession d'Augsbourg.....	10,000
XXVII.	Personnel du culte israélite.....	158,900
XXVIII.	Dépenses du séminaire israélite.....	22,000
XXIX.	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite.....	40,000
XXX.	Personnel du culte musulman.....	166,490
XXXI.	Matériel du culte musulman.....	49,860
XXXII.	Frais de passage.....	23,000
XXXIII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XXXIV.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	TOTAL pour le service des cultes.....	46,550,763
	RÉCAPITULATION.	
	1 ^{re} section. — Service de la justice.....	38,015,000
	2 ^e section. — Service des cultes.....	46,550,763
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de la justice et des cultes.....	84,565,763
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.	
	II^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	742,600
II.	Matériel de l'administration centrale.....	225,000
III.	Traitements des agents politiques et consulaires.....	8,348,700
IV.	Traitements des agents en disponibilité.....	100,000
V.	Frais d'établissement des agents politiques et consulaires.....	325,000
VI.	Frais de voyages et de courriers.....	694,000
VII.	Entretien des hôtels appartenant à la France.....	200,000
VIII.	Allocations aux établissements français en Orient; secours aux écoles et frais divers de culte.....	580,000
IX.	Indemnités du personnel auxiliaire des résidences.....	595,000
X.	Dépenses matérielles de service des résidences.....	968,100
XI.	Présents diplomatiques.....	40,000
XII.	Indemnités et secours.....	205,500
XIII.	Dépenses secrètes.....	500,000
XIV.	Missions, dépenses extraordinaires et dépenses imprévues.....	300,000
XV.	Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la résidence de l'ambassade ottomane.....	52,000
XVI.	Allocation aux membres de la famille d'Abd el Kader.....	80,000
XVII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XVIII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	TOTAL du service général.....	13,955,900

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
III^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION.		
Unique.	Remise de 5 p. o/o sur les produits des chancelleries diploma- tiques et consulaires.....	73,100 ⁰
	TOTAL pour le ministère des affaires étrangères.	14,029,000
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
II^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1^{re} SECTION. — SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
I ^{re} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	1,375,588
II.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	340,000
III.	Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des dé- partements.....	5,028,380
IV.	Personnel des bureaux des préfectures et sous-préfectures.....	4,881,600
V.	Frais matériels d'administration des préfectures et sous-préfectures...	1,353,300
VI.	Inspections générales administratives.....	200,000
VII.	Subvention pour l'organisation et l'entretien des corps de sapeurs- pompiers.....	10,000
VIII.	Frais des élections sénatoriales.....	960,000
IX.	Dépenses fixes du personnel d'administration et d'exploitation du <i>Journal officiel</i>	91,900
X.	Dépenses fixes du matériel d'administration et d'exploitation du <i>Jour- nal officiel</i>	28,100
XI.	Dépenses d'exploitation du <i>Journal officiel</i> non susceptibles d'une éva- luation fixe. (Personnel.).....	593,300
XII.	Dépenses d'exploitation du <i>Journal officiel</i> non susceptibles d'une éva- luation fixe. (Matériel.).....	484,000
XIII.	Dépenses du service de l'émigration.....	10,400
XIV.	Traitements des commissaires de police, indemnités de déplacements et autres.....	2,150,013
XV.	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale.....	7,693,825
XVI.	Frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	1,469,266
XVII.	Dépenses secrètes de sûreté publique.....	2,000,000
XVIII.	Personnel du service pénitentiaire.....	5,887,886
XIX.	Entretien des détenus.....	12,083,143
XX.	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des éta- blissements pénitentiaires.....	43,075
XXI.	Transport des détenus et des libérés.....	497,600
XXII.	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires. (Services à l'en- treprise.).....	205,000
XXIII.	Mobilier du service pénitentiaire. (Services à l'entreprise.).....	91,891
XXIV.	Travaux ordinaires aux bâtiments. (Services en régie.).....	341,900
XXV.	Exploitations agricoles.....	317,171
XXVI.	Dépenses accessoires du service pénitentiaire.....	337,161
XXVII.	Subventions aux institutions de patronage.....	60,000
XXVIII.	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire.....	305,000
XXIX.	Acquisition de la colonie pénitentiaire du Val-d'Yèvre (sixième an- nuité).....	70,149
XXX.	Subventions aux départements pour la transformation des prisons. (Loi du 5 juin 1875.).....	600,000
XXXI.	Subventions aux départements. (Loi du 10 août 1871.).....	4,000,000
XXXII.	Subvention à l'hospice national des Quinze-Vingts.....	315,000
XXXIII.	Subvention à la maison nationale de Charenton.....	66,410
XXXIV.	Subvention aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet.....	120,000
XXXV.	Subvention à l'hospice national du Mont-Genèvre.....	6,000
XXXVI.	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry...	55,000

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
XXXVII.	Subvention à l'institution nationale des sourde-muets de Paris.....	245,913
XXXVIII.	Subvention à l'institution nationale des sourde-muets de Bordeaux.....	100,000
XXXIX.	Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles.....	180,000
XL.	Dépenses intérieures et frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés.....	1,000,000
XLI.	Frais de protection des enfants du premier âge.....	800,000
XLII.	Secours aux hospices, bureaux de charité et institutions de bienfai- sance.....	530,000
XLIII.	Service de la médecine gratuite dans les départements.....	50,000
XLIV.	Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches.....	146,000
XLV.	Secours personnels à divers titres.....	781,000
XLVI.	Secours aux étrangers réfugiés.....	275,000
XLVII.	Frais de rapatriement.....	60,000
XLVIII.	Remboursement de frais occasionnés par des individus sans domicile de secours.....	150,000
XLIX.	Sociétés de secours mutuels.....	160,000
L.	Tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.).....	10,000
LI.	Matériel des cours d'appel.....	500,000
LII.	Célébration de la fête nationale du 14 juillet.....	360,000
LIII.	Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français.....	6,000
LIV.	Travaux du palais de justice de Rouen.....	59,000
LV.	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes dé- partementales. (Loi du 30 juillet 1880.).....	200,000
LVI.	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 30 juillet 1880.).....	450,000
LVII.	Reconstruction de la cour d'appel de Paris.....	400,000
LVIII.	Acquisition des bâtiments de la préfecture de police.....	300,000
LIX.	Supplément de subvention à la caisse des chemins vicinaux.....	Mémoire.
LX.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	Idem.
LXI.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	TOTAL du service général.....	60,835,471
IV ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.		
Unique.	Remboursements sur le produit du travail des détenus.....	4,130,000
	TOTAL pour le service du ministère de l'intérieur....	64,965,471
II ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
2 ^e SECTION. — SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.		
I ^{er} .	Personnel de l'administration centrale en Algérie.....	538,250
II.	Matériel de l'administration centrale en Algérie.....	50,000
III.	Publications et impressions diverses.....	60,000
IV.	Subsides, secours et récompenses.....	153,950
V.	Personnel de l'administration civile.....	1,597,700
VI.	Matériel de l'administration civile.....	528,700
VII.	Personnel des polices centrales et force publique.....	416,847
VIII.	Matériel des polices centrales.....	20,610
IX.	Subvention au service de l'assistance publique.....	488,330
X.	Personnel de l'administration militaire.....	350,498
XI.	Matériel de l'administration militaire.....	66,065
XII.	Dépenses de colonisation.....	2,815,000
XIII.	Subventions aux chemins vicinaux.....	400,000
XIV.	Dépenses secrètes.....	80,000
XV.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	Mémoire.
XVI.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	TOTAL pour le service du gouvernement général de l'Algérie....	7,545,940

CHAPITRES spéciaux.	SUMMÉS ET ANNEXES.	MONTANT des crédits accorés.
RÉCAPITULATION.		
	1 ^{re} section. — Service du ministère de l'intérieur.....	64,965,471 ⁶
	2 ^e section. — Service du gouvernement général de l'Algérie.....	7,545,940
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de l'intérieur.....	72,511,411
MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.		
II^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{re} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	1,721,234
II.	Matériel de l'administration centrale.....	409,450
III.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
IV.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	TOTAL du service général.....	2,130,684
III^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION.		
V.	Traitement du personnel et indemnités à titre de traitements.....	63,892,137
VI.	Indemnités diverses et secours.....	8,013,630
VII.	Matériel des bureaux et de la distribution.....	14,444,294
VIII.	Transport des dépêches postales.....	10,591,909
IX.	Construction et entretien des lignes télégraphiques.....	4,415,550
X.	Dépenses diverses des départements.....	1,586,501
XI.	Subvention pour le service maritime entre le continent et la Corse..	355,000
XII.	Subvention pour les lignes de la Méditerranée, du Brésil et de la Plata.....	4,382,263
XIII.	Subvention pour le service de Calais à Douvres.....	100,000
XIV.	Subvention pour les lignes de New-York et des Antilles.....	9,958,606
XV.	Subvention pour les lignes de l'Indo-Chine.....	7,736,514
XVI.	Subvention pour les lignes de l'Algérie.....	880,000
XVII.	Subvention au service entre la France, l'Australie et la Nouvelle-Calé- donie.....	3,297,216
XVIII.	Personnel de l'Algérie.....	2,428,093
XIX.	Matériel de l'Algérie.....	1,433,822
XX.	Dépenses diverses de l'Algérie.....	44,279
	TOTAL des frais de régie.....	133,557,844
IV^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.		
XXI.	Remboursements sur produits des postes et des télégraphes.....	3,362,000
XXII.	Répartition de produits d'amendes.....	5,000
	TOTAL des remboursements et restitutions.....	3,367,000
RÉCAPITULATION.		
	2 ^e partie. — Service général.....	2,130,684
	3 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation.....	133,557,844
	4 ^e partie. — Remboursements et restitutions.....	3,367,000
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des postes et des télégraphes.....	139,055,528

**CHAPITRES
spéciaux.**

MINISTÈRES ET SERVICES.

**MONTANT
des crédits
accordés.**

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

II^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	3,755,500
II.	Matériel de l'administration centrale.....	321,000
III.	Frais généraux d'impressions.....	494,910
IV.	Dépôt général de la guerre.....	1,244,940
V.	Carte du nivellement général de la France.....	Mémoire.
VI.	États-majors.....	23,942,570
VII.	Écoles militaires. (Personnel.).....	8,105,066
VIII.	Personnels hors cadres ou non classés dans les corps de troupes....	12,211,528
IX.	Solde des corps de troupes.....	219,355,150
X.	Gendarmerie départementale, bataillon mobile et légion d'Afrique...	34,859,280
XI.	Garde républicaine.....	5,603,040
XII.	Vivres.....	48,853,160
XIII.	Chauffage et éclairage.....	3,772,130
XIV.	Fourrages.....	73,931,120
XV.	Hôpitaux militaires.....	10,674,890
XVI.	Service de marche.....	10,508,330
XVII.	Habillement et campement.....	33,404,680
XVIII.	Lits militaires.....	6,775,520
XIX.	Transports généraux.....	453,000
XX.	Recrutement.....	716,890
XXI.	Réserve et armée territoriale.....	613,690
XXII.	Justice militaire. (Prisons.).....	756,000
XXIII.	Ateliers et pénitenciers militaires.....	177,600
XXIV.	Remonte générale.....	13,805,920
XXV.	Recensement des chevaux et mulets.....	830,000
XXVI.	Harnachement.....	1,653,980
XXVII.	Artillerie et équipages militaires. (Établissements et matériel.)....	19,485,950
XXVIII.	Poudres et salpêtres. (Personnel.).....	950,000
XXIX.	Poudres et salpêtres. (Matériel.).....	5,120,580
XXX.	Génie. (Établissements et matériel.).....	16,048,000
XXXI.	Écoles militaires. (Matériel.).....	4,443,000
XXXII.	Invalides de la guerre. (Personnel.).....	75,240
XXXIII.	Invalides de la guerre. (Matériel.).....	531,800
XXXIV.	Solde et gratifications de réforme.....	860,680
XXXV.	Secours.....	3,520,000
XXXVI.	Dépenses secrètes.....	550,000
XXXVII.	Division d'occupation de Tunisie.....	12,229,840
XXXVIII.	Construction de la nouvelle enceinte et des forts détachés sur la rive gauche du Rhône, à Lyon.....	2,000,000
XXXIX.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XL.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
XLI.	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1885 et non passibles de déchéance.....	Idem.
	TOTAL pour le ministère de la guerre....	582,636,984

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

II^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

1^{re} SECTION. — SERVICE MARINE.

I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	1,170,304
II.	Matériel de l'administration centrale.....	184,550
III.	Dépôt des cartes et plans de la marine. (Personnel.).....	98,000
IV.	Dépôt des cartes et plans de la marine. (Matériel.).....	398,000
V.	États-majors et équipages à terre et à la mer. (Solde et entretien.)..	45,081,497
VI.	Casernement et objets divers relatifs aux équipages.....	149,234
VII.	École navale.....	254,393

CHAPITRE spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
VIII.	Troupes et employés militaires.....	14,066,752 ¹
IX.	Gendarmerie maritime.....	958,315
X.	Casernement et objets divers relatifs aux troupes.....	923,803
XI.	Corps entretenus et agents divers.....	4,732,387
XII.	Maltrance, gardiennage et surveillance.....	3,151,971
XIII.	Vivres.....	20,351,609
XIV.	Hôpitaux.....	2,813,367
XV.	Constructions navales. — Salaires pour confections d'objets destinés aux magasins et réparation d'objets confectionnés.....	2,780,000
XVI.	Constructions navales. — Salaires pour constructions neuves.....	7,800,000
XVII.	Constructions navales. — Salaires pour réparations.....	3,900,000
XVIII.	Constructions navales. — Salaires pour le service général.....	6,156,000
XIX.	Constructions navales. — Approvisionnements généraux et achat de bâtiments construits par l'industrie.....	48,036,000
XX.	Artillerie. — Salaires pour confections.....	1,571,000
XXI.	Artillerie. — Salaires pour le service direct de la flotte.....	76,000
XXII.	Artillerie. — Salaires pour le service général.....	964,000
XXIII.	Artillerie. — Approvisionnements généraux et achat de matériel.....	16,731,934
XXIV.	Travaux hydrauliques.....	9,323,730
XXV.	Justice maritime.....	225,063
XXVI.	Frais généraux d'impressions et achats de livres.....	574,630
XXVII.	Frais de voyages du personnel.....	3,600,000
XXVIII.	Dépenses diverses.....	675,400
XXIX.	Dépenses secrètes.....	66,000
XXX.	Inscription maritime, police de la navigation, surveillance de la pêche et service intérieur des ports en Algérie.....	87,996
XXXI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XXXII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
XXXIII.	Rapports de dépenses payables sur revues antérieures à 1886.....	Idem.
	TOTAL du service marine.....	196,886,235
	2^e SECTION. — SERVICE COLONIAL.	
I ^{re} .	Personnel de l'administration centrale. (Service colonial).....	302,810
II.	Personnel des services civils aux colonies.....	966,700
III.	Personnel de la justice aux colonies.....	1,578,793
IV.	Personnel des cultes aux colonies.....	752,830
V.	Personnel des services militaires aux colonies.....	6,271,090
VI.	Frais d'occupation du Haut-Sénégal.....	1,992,523
VII.	Frais de voyages par terre et par mer.....	982,200
VIII.	Missions coloniales.....	100,000
IX.	Vivres.....	5,803,979
X.	Hôpitaux.....	2,343,168
XI.	Matériel. (Services civils).....	100,200
XII.	Matériel. (Services militaires).....	2,218,000
XIII.	Dépenses diverses et d'intérêt général.....	505,620
XIV.	Subvention au service local des colonies.....	1,032,355
XV.	Service du Tonkin.....	Mémoire.
XVI.	Avances dues à la compagnie des chemins de fer et du port de la Réunion.....	660,000
XVII.	Service pénitentiaire. (Personnel).....	5,974,420
XVIII.	Service pénitentiaire. (Matériel).....	1,504,617
XIX.	Exploitation et contrôle du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis.....	974,500
XX.	Câble télégraphique sous-marin du Tonkin.....	615,000
XXI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XXII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
XXIII.	Rappel de dépenses payables sur revues antérieures à 1885.....	Idem.
	TOTAL du service colonial.....	34,720,805
	RÉCAPITULATION.	
	1 ^{re} section. — Service marine.....	196,886,235
	2 ^e section. — Service colonial.....	34,720,805
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de la marine et des colonies.....	231,607,040

CHAPITRES
spéciaux.

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
accordés.

**MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS.**

II^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

1^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	948,150 ⁴
II.	Matériel de l'administration centrale.....	165,000
III.	Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique...	420,000
IV.	Services généraux de l'instruction publique.....	380,000
V.	Administration académique.....	1,798,000
VI.	Facultés. — Professeurs. — Suppléants. — Chargés de cours. — Administration.....	5,539,226
VII.	Facultés. — Matériel. — Personnel auxiliaire. — Dépenses diverses et bibliothèques universitaires.....	2,520,075
VIII.	Dépenses communes à toutes les facultés.....	2,019,005
IX.	Facultés dont les dépenses donnent lieu à compte avec les villes.....	1,123,250
X.	École des hautes études.....	296,000
XI.	École normale supérieure.....	500,010
XII.	Collège de France.....	490,280
XIII.	Enseignement des langues orientales vivantes.....	155,616
XIV.	École des chartes.....	70,000
XV.	École française d'Athènes.....	78,000
XVI.	École française de Rome.....	72,000
XVII.	Muséum d'histoire naturelle. (Personnel.).....	300,000
XVIII.	Muséum d'histoire naturelle. (Matériel.).....	618,000
XIX.	Bureau des longitudes.....	170,600
XX.	Observatoire de Paris.....	310,000
XXI.	Bureau central météorologique.....	180,000
XXII.	Observatoire d'astronomie physique de Meudon.....	76,400
XXIII.	Observatoires de Marseille, Toulouse, Bordeaux et Lyon.....	63,100
XXIV.	Observatoire météorologique de Montsouris.....	38,000
XXV.	Observatoires de Besançon, de Clermont, du Pic du Midi. — École d'astronomie. — Dépenses communes à tous les observatoires.....	117,300
XXVI.	Encouragements aux membres du corps enseignant et souscriptions aux ouvrages classiques.....	30,000
XXVII.	Institut national de France.....	710,000
XXVIII.	Académie de médecine.....	75,500
XXIX.	Bibliothèque nationale. (Personnel.).....	390,000
XXX.	Bibliothèque nationale. (Matériel.).....	270,000
XXXI.	Bibliothèque nationale. — Dépenses extraordinaires. — Catalogues...	50,000
XXXII.	Bibliothèques publiques de Paris.....	212,800
XXXIII.	Bibliothèques publiques des départements.....	26,500
XXXIV.	Service général des bibliothèques.....	51,800
XXXV.	Bibliothèques publiques. — Dépenses extraordinaires. — Catalogues des manuscrits.....	20,000
XXXVI.	Archives nationales.....	200,000
XXXVII.	Sociétés savantes et échanges internationaux.....	135,000
XXXVIII.	Journal des savants.....	24,000
XXXIX.	Souscriptions scientifiques et littéraires.....	100,000
XL.	Bibliothèques scolaires et populaires.....	250,000
XLI.	Encouragements aux savants et gens de lettres.....	200,000
XLII.	Voyages et missions. — Musée ethnographique.....	180,000
XLII bis.	Institut archéologique du Caire.....	65,800
XLIII.	Recueil et publication de documents inédits de l'histoire de France...	150,000
XLIV.	Voyages et missions scientifiques en Algérie.....	4,000
XLV.	Frais généraux de l'instruction secondaire.....	195,000
XLVI.	Lycées nationaux.....	7,807,400
XLVII.	Collèges communaux.....	2,832,100
XLVIII.	Enseignement secondaire des jeunes filles.....	1,003,000
XLIX.	Bourses nationales et dégrèvements.....	2,700,000
L.	Enseignement primaire. — Inspecteurs.....	2,150,000

CHAPITRE spécial.	MUNICIPALITÉ ET AGENCERIE.	MONTANT des crédits accordés.
LI.	Écoles maternelles. — Inspectrices générales.....	24,000 ^c
LII.	Écoles normales primaires. — Écoles normales supérieures d'enseignement primaire. — Dépenses d'installation et de matériel des écoles normales primaires.....	2,642,200
LIII.	Enseignement primaire. — Écoles de garçons et écoles mixtes. — Cours d'adultes. — Personnel.....	41,036,600
LIV.	Enseignement primaire. — Écoles de filles et écoles maternelles. — Cours d'adultes. — Personnel.....	19,879,200
LIV bis.	Subvention annuelle pour améliorer le traitement des instituteurs titulaires laïques de la 4 ^e classe et des institutrices titulaires laïques de la 3 ^e classe qui, ne bénéficiant d'aucun supplément de traitement, touchent exclusivement les minima déterminés par la loi du 19 juillet 1875.....	1,150,000
LV.	Subvention exceptionnelle aux communes pour alléger les charges de la gratuité de l'instruction primaire.....	14,000,000
LVI.	Enseignement primaire. — Matériel. — Encouragements.....	2,087,000
LVII.	Enseignement primaire. — Secours et allocations.....	2,714,200
LVIII.	Instruction publique musulmane.....	49,000
LIX.	Remboursement par annuités à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires.....	9,856,000
LI.	Reconstruction et agrandissement des bâtiments de la Sorbonne.....	1,400,000
LI.	Supplément de subvention à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires.....	Mémoire.
LXII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Idem.
LXIII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	TOTAL pour la 1 ^{re} section.....	133,117,671
	2 ^e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.	
I ^{er} .	Personnel de l'administration des beaux-arts.....	405,000
II.	Traitements des inspecteurs.....	108,500
III.	Frais divers des inspections et frais de missions.....	31,500
IV.	Matériel de l'administration des beaux-arts.....	55,100
V.	Académie de France à Rome.....	152,200
VI.	École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris.....	368,210
VII.	École nationale des arts décoratifs à Paris.....	100,000
VIII.	École nationale de dessin pour les jeunes filles à Paris.....	40,200
IX.	École spéciale d'architecture à Paris et écoles des beaux-arts dans les départements.....	63,000
X.	Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements.....	333,450
XI.	Conservatoire national de musique et de déclamation.....	256,300
XII.	Succursales du conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements.....	220,500
XIII.	Théâtres nationaux.....	1,476,000
XIV.	Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements.....	65,000
XV.	Palais du Trocadéro.....	15,000
XVI.	Indemnités et secours. (Théâtres.).....	100,000
XVII.	Beaux-arts et théâtres en Algérie.....	50,000
XVIII.	Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements.....	1,000,000
XIX.	Indemnités et secours. (Beaux-arts.).....	120,000
XX.	Manufacture nationale de Sèvres.....	624,450
XXI.	Manufacture nationale des Gobelins.....	231,520
XXII.	Manufacture nationale de Beauvais.....	116,350
XXIII.	Atelier national de mosaïque.....	25,000
XXIV.	Musées nationaux.....	844,565
XXV.	Musées départementaux et municipaux.....	16,000
XXVI.	Souscriptions aux ouvrages d'art et publications.....	100,000
XXVII.	Expositions à Paris et dans les départements.....	20,000
XXVIII.	Monuments historiques et mégalithiques.....	1,500,000
XXIX.	Service du mobilier national. (Personnel.).....	188,700
XXX.	Service du mobilier national. (Matériel.).....	163,400
XXXI.	Service des régies des palais nationaux. (Personnel.).....	314,000
XXXII.	Service des régies des palais nationaux. (Matériel.).....	283,100

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
XXXIII.	Personnel des bâtiments civils.....	111,160 ⁵
XXXIV.	Entretien des bâtiments civils.....	700,000
XXXV.	Réfections et grosses réparations des bâtiments civils.....	659,500
XXXVI.	Entretien des palais nationaux. (Personnel.).....	100,000
XXXVII.	Entretien des palais nationaux. (Matériel.).....	605,350
XXXVIII.	Réfections et grosses réparations des palais nationaux.....	400,000
XXXIX.	Entretien et grosses réparations des eaux de Versailles et de Marly. (Personnel.).....	105,000
XL.	Entretien et grosses réparations des eaux de Versailles et de Marly. (Matériel.).....	225,000
XLI.	Maison de santé de Charenton.....	100,000
XLII.	Construction de nouvelles serres et de nouvelles galeries au Muséum d'histoire naturelle.....	200,000
XLIII.	Réparations et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles....	100,000
XLIV.	Travaux ordinaires en Algérie.....	200,000
XLV.	Agrandissement du collège de France.....	950,000
XLVI.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	Mémoire.
XLVII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	TOTAL pour la 1^{re} section.....	13,788,055
	RÉCAPITULATION.	
	1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.....	133,117,671
	2 ^e section. — Service des beaux-arts.....	13,788,055
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.....	146,905,726
	MINISTÈRE DU COMMERCE.	
	II^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale. . .	532,350
II.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	123,000
III.	Impressions.....	280,000
IV.	Conservatoire des arts et métiers.....	441,150
V.	Écoles nationales d'arts et métiers.....	1,304,100
VI.	École nationale d'horlogerie de Cluses.....	52,000
VII.	École d'apprentissage de Dellys (Algérie).....	86,850
VIII.	Bourses à l'école centrale des arts et manufactures.....	30,000
IX.	Enseignement commercial.....	73,350
X.	Subventions à des établissements d'enseignement technique.....	115,000
XI.	Inspection du travail des enfants dans les manufactures.....	176,000
XII.	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	35,400
XIII.	Encouragements aux manufactures et au commerce. — Comité con- sultatif des arts et manufactures.....	60,000
XIV.	Propriété industrielle.....	36,000
XV.	Commerce extérieur, expertises, valeurs de douanes.....	48,000
XVI.	Encouragements aux pêches maritimes.....	2,000,000
XVII.	Subvention à la marine marchande.....	10,500,000
XVIII.	Personnel des poids et mesures.....	1,084,800
XIX.	Matériel et dépenses diverses des poids et mesures.....	114,500
XX.	Vérification des alcoomètres.....	35,000
XXI.	Personnel des établissements thermaux.....	165,500
XXII.	Matériel des établissements thermaux.....	75,000
XXIII.	Personnel du service sanitaire.....	325,000
XXIV.	Matériel et dépenses diverses du service sanitaire.....	100,100
XXV.	Visite annuelle des pharmacies et magasins de drogueries.....	250,000
XXVI.	Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada.....	75,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
XXVII.	Service des poids et mesures en Algérie.....	63,300'
XXVIII.	Subventions aux établissements thermaux en Algérie.....	3,000
XXIX.	Service sanitaire maritime en Algérie.....	34,730
XXX.	Visite des pharmacies en Algérie.....	11,600
XXXI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XXXII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
TOTAL pour le ministère du commerce.....		18,175,630
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.		
II^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	622,300
II.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	126,700
III.	Impressions.....	150,000
IV.	Personnel des écoles vétérinaires.....	418,800
V.	Matériel des écoles vétérinaires.....	581,000
VI.	Service des épizooties.....	178,580
VII.	Indemnités pour abattage d'animaux.....	500,000
VIII.	Personnel de l'enseignement agricole.....	741,570
IX.	Matériel de l'enseignement agricole.....	982,705
X.	Subventions à diverses institutions agricoles.....	817,400
XI.	Inspection de l'agriculture et de la sériciculture.....	131,000
XII.	Encouragements à l'agriculture et au drainage.....	1,926,400
XIII.	Mérite agricole.....	3,000
XIV.	Phylloxera, doryphora et autres parasites.....	1,250,000
XV.	Primes pour la destruction des loups.....	100,000
XVI.	Personnel des haras et dépôts d'étalons.....	1,603,230
XVII.	Matériel des haras et dépôts d'étalons.....	2,667,635
XVIII.	Remonte des haras.....	1,583,800
XIX.	Encouragements à l'industrie chevaline.....	2,249,000
XX.	Personnel des ingénieurs, conducteurs et agents secondaires des ponts et chaussées attachés au service de l'hydraulique agricole....	315,200
XXI.	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement, de curage et d'amélioration agricole.....	1,508,500
XXII.	Travaux de routes agricoles et salicoles.....	15,000
XXIII.	Assainissement des marais communaux.....	1,000
XXIV.	Prêts pour irrigations et dessèchements.....	1,000
XXV.	Garanties d'intérêts aux compagnies concessionnaires des grandes entreprises d'hydraulique agricole.....	645,250
XXVI.	Études et travaux relatifs à l'aménagement des eaux.....	2,850,000
XXVII.	Surveillance de sociétés et établissements divers.....	14,000
XXVIII.	Encouragements à l'agriculture en Algérie.....	139,000
XXIX.	Encouragements à l'industrie chevaline en Algérie.....	65,000
XXX.	Travaux hydrauliques en Algérie.....	750,000
XXXI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XXXII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
TOTAL du service général.....		22,936,470
III^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
XXXIII.	Personnel du service des forêts.....	6,017,993
XXXIV.	Personnel de l'enseignement forestier.....	132,000
XXXV.	Matériel de l'enseignement forestier.....	33,685
XXXVI.	Amélioration des forêts domaniales.....	1,340,000
XXXVII.	Entretien des forêts domaniales.....	659,650
XXXVIII.	Reboisement et gazonnement.....	3,304,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
XXXX.	Fixation des dunes.....	300,000
XL.	Dépenses diverses du service des forêts.....	214,876
XLI.	Contributions dues par les forêts domaniales.....	1,722,000
XLII.	Avances recouvrables.....	533,000
XLIII.	Personnel du service des forêts en Algérie.....	1,406,149
XLIV.	Matériel du service des forêts en Algérie.....	390,000
XLV.	Dépenses diverses du service des forêts en Algérie.....	80,950
	TOTAL des frais de régie.....	86,134,203
IV ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.		
XLVI.	Remboursements sur produits directs des forêts.....	50,000
RÉCAPITULATION.		
	2 ^e partie. — Service général.....	22,936,470
	3 ^e partie. — Frais de régie, de perception, etc.....	86,134,203
	4 ^e partie. — Remboursements et restitutions.....	50,000
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de l'Agriculture.....	39,120,763
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
II ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1 ^{re} SECTION. — SERVICE GÉNÉRAL.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	1,038,400
I ^{er} bis.	Personnel de l'administration centrale attaché aux grands travaux publics.....	201,600
II.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	210,000
II bis.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale pour les grands travaux publics.....	91,200
III.	Personnel du corps des ponts et chaussées. — Enseignement et école des ponts et chaussées.....	4,040,000
IV.	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées.....	113,000
V.	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées.....	5,335,000
VI.	Personnel du corps des mines; enseignement et écoles.....	1,054,000
VII.	Personnel des gardes-mines.....	448,500
VIII.	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime.....	316,500
IX.	Personnel des employés secondaires des ponts et chaussées.....	1,798,000
X.	Personnel des gardes de navigation, éclusiérs, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce.....	1,951,000
XI.	Personnel des maîtres et gardiens des phares et fanaux.....	503,400
XII.	Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale.....	354,200
XIII.	Personnel des commissaires généraux inspecteurs de l'exploitation commerciale des chemins de fer.....	236,500
XIV.	Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer.....	290,000
XV.	Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer concédés.....	488,800
XVI.	Contrôle et surveillance des tramways.....	39,726
XVII.	Secours.....	200,000
XVIII.	Établissements thermaux appartenant à l'État.....	5,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
XIX.	Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	29,327,000 ^f
XX.	Routes forestières de la Corse.	150,000
XXI.	Entretien des chaussées de Paris.	3,500,000
XXII.	Rachat de concessions de ponts à péage dépendant des routes nationales.	500,000
XXIII.	Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	5,220,000
XXIV.	Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	5,600,000
XXV.	Ports maritimes, phares et fanaux. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	7,130,000
XXVI.	Matériel des mines.	53,000
XXVII.	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions antérieures à celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	17,042,285
XXVIII.	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	2,700,000
XXIX.	Personnel des travaux publics en Algérie.	1,292,315
XXX.	Travaux ordinaires en Algérie. — Routes nationales et ponts. — Grande voirie et chemins non classés.	4,551,367
XXXI.	Travaux ordinaires en Algérie. (Ports maritimes, phares, fanaux et balises.)	471,442
XXXII.	Travaux ordinaires en Algérie. (Études et dépenses diverses relatives aux ponts et chaussées et au contrôle des chemins de fer.)	69,430
XXXIII.	Travaux ordinaires en Algérie. (Mines et forages. — Matériel et travaux.)	80,000
XXXIV.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	Mémoire.
XXXV.	Dépenses des exercices clos.	Idem.
TOTAL de la 1 ^{re} section.		96,986,365
2 ^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		
XXXVI.	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.	1,500,000
XXXVII.	Routes forestières de la Corse. (Construction.)	132,968
XXXVIII.	Rectification des routes nationales et des routes départementales des départements annexés.	1,000,000
XXXIX.	Grosses réparations des chaussées des routes nationales.	2,700,000
XL.	Remboursement d'avances affectées aux travaux de rectification des routes nationales.	118,657
XLI.	Garanties d'intérêts aux concessionnaires de tramways.	35,032
XLII.	Construction de ponts.	800,000
XLIII.	Amélioration des rivières.	1,000,000
XLIV.	Amélioration des canaux.	875,000
XLV.	Amélioration des ports maritimes.	1,000,000
XLVI.	Phares, éclairage électrique et installation de signaux sonores.	150,000
XLVII.	Travaux de défense contre les inondations.	725,000
XLVIII.	Nivellement général de la France. (Opérations et représentation graphique.)	504,000
XLIX.	Exécution de la carte géologique détaillée de la France.	80,000
L.	Subventions pour chemins de fer d'intérêt local.	1,000
LI.	Garanties d'intérêts aux concessionnaires de chemins de fer d'intérêt local.	250,000
LII.	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.	29,150,000
LIII.	Annuités pour paiement aux compagnies de chemins de fer des garanties d'intérêts afférentes aux années d'exploitation 1871 et 1872.	1,500,000
LIV.	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer rachetés par l'État depuis la loi du 18 mai 1878 et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives.	40,000
LV.	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif.	1,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
LVI.	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'État.....	40,000 ^f
LVII.	Garanties d'intérêts aux chemins de fer algériens et tunisiens.....	13,700,000
	TOTAL de la 2 ^e section.....	55,953,667
	RÉCAPITULATION.	
	1 ^{re} section. — Service ordinaire.....	96,986,365
	2 ^e section. — Travaux extraordinaires.....	55,953,667
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des travaux publics...	152,940,032

RÉCAPITULATION

DU BUDGET ORDINAIRE DES DÉPENSES DE L'EXERCICE 1885.

1^{re} PARTIE. — Dette publique, dotations et dépenses des pouvoirs législatifs.		
(Ministère des finances.)		1,325,208,717 ^f
2^e PARTIE. — Services généraux des ministères.	Ministère de la justice et des cultes. 1 ^{re} section. — Service de la justice.....	38,015,000 ^f
	2 ^e section. — Service des cultes.....	46,550,763
	Ministère des affaires étrangères.....	13,955,900
	Ministère de l'intérieur. 1 ^{re} section. — Service de l'intérieur.....	60,835,471 ^f
	2 ^e section. — Service du gouvernement général de l'Algérie.....	7,545,940
	Ministère des finances.....	19,036,470
	Ministère des postes et des télégraphes.....	2,130,684
	Ministère de la guerre.....	582,636,984
	Ministère de la marine et des colonies. 1 ^{re} section. — Service marine.....	196,886,235 ^f
	2 ^e section. — Service colonial.....	34,720,805
	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 1 ^{re} section. — Instruction publique.....	133,117,671 ^f
	2 ^e section. — Beaux-arts.....	13,788,055
	Ministère du commerce.....	18,175,620
	Ministère de l'agriculture.....	22,936,470
	Ministère des travaux publics. 1 ^{re} section. — Service ordinaire.....	96,986,365 ^f
	2 ^e section. — Travaux extraordinaires.....	55,953,667
3^e PARTIE.		
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.	Ministère des finances.....	184,497,073
	Ministère des affaires étrangères.....	73,100
	Ministère des postes et des télégraphes.....	133,557,844
	Ministère de l'agriculture.....	16,134,203
4^e PARTIE.		
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	Ministère des finances.....	12,095,340
	Ministère de l'intérieur.....	4,130,000
	Ministère des postes et des télégraphes.....	3,367,000
	Ministère de l'agriculture.....	50,000
TOTAL GÉNÉRAL des dépenses ordinaires de l'exercice 1885....		3,022,385,377

ÉTAT F.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1885.

Tableau, par chapitres, des dépenses spéciales.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DES FINANCES.		
I ^{er} .	Rôles spéciaux. — Frais d'impression et de confection.....	38,300 ^f
II.	Avertissements. — Frais d'impression et d'expédition.....	19,260
III.	Frais de distribution du premier avertissement.....	439,700
IV.	Frais d'arpentage et d'expertise. (Cadastre.).....	66,000
V.	Attribution aux chefs collecteurs du dixième du principal de l'impôt arabe.....	850,000
VI.	Service de la propriété individuelle indigène en Algérie.....	680,275
VII.	Restitutions sur contributions directes.....	165,743,203
VIII.	Dégrèvements, non-valeurs et frais de rôles.....	15,687,267
	TOTAL.....	183,424,005
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
1^{re} SECTION. — SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
I ^{er} .	Dépenses ordinaires.....	150,189,600
II.	Dépenses extraordinaires.....	115,926,900
	TOTAL.....	266,116,500
2^e SECTION. — SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.		
Unique.	Service de l'assistance hospitalière en Algérie.....	1,563,670
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.		
Unique.	Transportation. — Travail des condamnés. — Salaires.....	203,000
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.		
I ^{er} .	Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les fonds départe- mentaux.....	15,809,300
II.	Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les produits spéciaux des écoles normales primaires.....	250,000
	TOTAL.....	16,059,300
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.		
Unique.	Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements malheureux..	2,351,000 ^f
	TOTAL GÉNÉRAL des dépenses sur ressources spéciales de l'exercice 1885.....	469,717,475

Tableau des recettes

CHAPITRES spéciaux.	RECETTES.	MONTANT DES RECETTES PRÉVUES	
		par chapitres,	par services.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	FABRICATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.		
I ^{er} .	Prélèvement pour frais de fabrication des monnaies.....	432,258 ⁸	
II.	Produit des tolérances en faible sur le titre et le poids des monnaies.....	10,000	
	Produit de la vente des médailles :		
III.	Prix de la matière.....	2,000,000	
IV.	Frais de fabrication des médailles d'or et d'argent.....	266,000	
V.	Jetons et médailles de bronze.....	100,000	
VI.	Recettes accessoires.....	44,000	1,978,358
VII.	Produit des poinçons de garantie remboursés par l'administration des contributions indirectes.....	22,000	
VIII.	Droits d'essai.....	100	
IX.	Droit sur les certificats délivrés aux essayeurs de commerce.	1,000	
X.	Produit brut de l'émission des monnaies de bronze.....	200,000	
XI.	Recettes accidentelles.....	Mémoire.	
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		
	IMPRIMERIE NATIONALE.		
I ^{er} .	Produit des impressions diverses.....	9,223,500	
II.	Produit du <i>Bulletin des lois</i> , des codes et ouvrages.....	39,000	
III.	Produit du <i>Bulletin de la cour de cassation</i>	1,000	
IV.	Produit des fournitures de journaux à souche.....	83,000	9,567,500
V.	Produit de la retenue de 1 p. 0/0 sur fournitures diverses.	26,000	
VI.	Produits des recettes diverses.....	125,000	

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1885.

CHAPITRE.

DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS	
	par chapitres.	par services.
MINISTÈRE DES FINANCES.		
FABRICATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.		
Dépenses fixes d'administration et d'exploitation.....	273,050 ^f	
Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe.....	227,750	
Dépenses éventuelles.....	10,500	
Dépenses d'ordre (achat d'or et d'argent pour la fabrication des médailles).....	1,000,000	1,975,358 ^f
Service des monnaies de bronze.....	87,000	
Application au trésor (excédent de recettes sur la fabrication des monnaies et médailles, et produit net de l'émission des monnaies de bronze):		
5/10 ^{es} au compte des produits divers du budget.....	188,529 ^f	
5/10 ^{es} au compte du fonds capital de l'administration des monnaies.....	188,529	
	377,058	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		
IMPRIMERIE NATIONALE.		
Dépenses fixes d'administration et d'exploitation.....	548,500	
Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe.....	8,577,500	
Dépenses éventuelles.....	10,000	9,507,500
Excédent des recettes sur les dépenses à verser au trésor:		
Aux produits divers du budget.....	296,500 ^f	
Au compte du fonds capital de l'imprimerie nationale.....	371,500	
	75,000	

CHAPITRES spéciaux.	RECETTES.	MONTANT DES RECETTES PRÉVUES	
		par chapitres.	par services.
LÉGION D'HONNEUR.			
I ^{er} .	Arrérages des rentes à 1/2 p. 0/0 sur le grand-livre de la dette publique.....	6,217,151 ^f	
II.	Supplément à la dotation.....	10,223,811	
III.	Intérêts des actions sur les canaux d'embranchement du canal du Midi.....	900	
IV.	Remboursement par les membres de la Légion d'honneur touchant le traitement et par les médailles militaires du prix de leurs décorations et médailles.....	60,000	
V.	Produit des brevets de nomination et de promotion dans l'ordre. — Droits de chancellerie pour port de décorations étrangères.....	140,000	
VI.	Rentes données en remplacement des anciens chefs-lieux de cohorte.....	14,843	
VII.	Versements par les titulaires de majorats.....	3,000	17,022,205
VIII.	Produits du domaine d'Ecouen.....	7,000	
IX.	Pensions des élèves pensionnaires de la maison de Saint-Denis et des trousseaux des élèves pensionnaires et des élèves gratuites.....	57,000	
X.	Pensions et trousseaux des élèves des succursales.....	20,000	
XI.	Versements faits dans la caisse de l'ordre à charge de restitution.....	10,000	
XII.	Produits divers.....	6,000	
XIII.	Avances à faire à la Légion d'honneur par la caisse des dépôts et consignations pour le paiement des pensions viagères en vertu de la loi du 5 mai 1869.....	262,500	
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.			
CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.			
I ^{er} .	Retenues de 5 p. 0/0 et 3 p. 0/0 sur la solde et les accessoires de solde du personnel du département de la marine et des colonies.....	3,936,000	
I.	Retenue de 3 p. 0/0 sur les dépenses à la charge des revenus locaux des colonies.....	1,288,500	
III.	Retenues sur la solde des officiers militaires et civils et agents de tous grades en congé, tant de la marine que des colonies.....	143,000	
IV.	Retenues sur les salaires des marins du commerce.....	1,620,000	
V.	Décomptes des déserteurs.....	20,000	36,675,570
VI.	Dépôts provenant de solde, de parts de prises, naufrages, etc.	280,000	
VII.	Droits sur les prises.....	1,000	
VIII.	Arrérages des inscriptions de rentes sur l'État appartenant à la caisse des invalides.....	4,638,140	
IX.	Plus-value des feuilles de rôles d'équipage des bâtiments de commerce.....	40,000	
X.	Recettes diverses.....	81,330	
XI.	Subvention du trésor public.....	21,637,600	

CAPITRES		MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS	
spéciaux.		par chapitres.	par services.
LÉGION D'HONNEUR.			
I ^{er} .	Grande chancellerie. (Personnel.).....	246,800 ^f	
II.	Grande chancellerie. (Matériel.).....	60,000	
III.	Traitements et suppléments de traitement des membres de l'ordre.....	10,009,400	
IV.	Décorations aux membres de l'ordre sans traitement.....	20,000	
V.	Secours aux membres de l'ordre, à leurs veuves et à leurs orphelins.....	51,000	
VI.	Traitements des médaillés militaires.....	4,970,450	
VII.	Maison d'éducation de Saint-Denis. (Personnel.).....	181,030	
VIII.	Maison d'éducation de Saint-Denis. (Matériel.).....	423,000	
IX.	Succursale d'Écouen. (Personnel.).....	66,925	
X.	Succursale d'Écouen. (Matériel.).....	200,000	
XI.	Succursale des Loges. (Personnel.).....	56,600	
XII.	Succursale des Loges. (Matériel.).....	193,000	
XIII.	Indemnité à l'inspecteur général de l'Université chargé de la direction des études.....	6,000	17,022,205 ^f
XIV.	Secours aux élèves.....	4,000	
XV.	Commissions aux trésoriers-payeurs généraux.....	33,000	
XVI.	Frais relatifs au domaine d'Écouen.....	5,500	
XVII.	Travaux extraordinaires, gratifications aux employés ; dépenses diverses.....	13,000	
XVIII.	Frais de décorations militaires et médailles.....	60,000	
XIX.	Prix de brevets et ampliations de décrets relatifs au port de décorations étrangères.— Distribution, à titre de secours, aux membres de l'ordre et à leurs orphelins, de l'excédent du produit des brevets et des droits de chancellerie....	140,000	
XX.	Subventions supplémentaires aux anciens militaires de l'armée de terre mis à la retraite de 1814 à 1861.....	10,000	
XXI.	Remboursements de sommes versées à charge de restitution.	10,000	
XXII.	Pensions viagères. (Loi du 5 mai 1869.).....	262,500	
XXIII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	Mémoire.	
XXIV.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.	
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.			
CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.			
I ^{er} .	Pensions commerciales (demi-soldes et pensions de veuves) réglées d'après les lois des 13 mai 1791 et 11 avril 1881.....	9,205,000	
II.	Pensions de l'État réglées d'après les lois des 11 et 18 avril 1831, 21 juin 1856, 26 et 26 juin 1861, 28 juin 1862, 10 avril 1869, 20 et 22 juin 1878, 5, 17 et 18 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883.....	25,544,570	36,675,570
III.	Fonds annuel de secours et gratifications renouvelables....	1,085,000	
IV.	Remboursements sur anciens dépôts de solde, parts de prises ou provenant de naufrages.....	220,000	
V.	Dépenses diverses et remboursements de trop-perçus....	118,000	
VI.	Frais d'administration et de trésorerie pour les trois services composant l'établissement des invalides.....	503,000	

CHAPITRES spéciaux.	RECETTES.	MONTANT DES RECETTES	
		par chapitres.	par
MINISTÈRE DU COMMERCE.			
ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES.			
I ^{er} .	Produit des bourses accordées par l'État.....	30,000	
II.	Produit des bourses accordées par les départements et les communes.....	10,000	
III.	Produit des pensions.....	568,000	
IV.	Droits de concours et d'examen de sortie pour l'obtention du diplôme.....	18,000	
V.	Recettes éventuelles. — Produits des détériorations imputables aux élèves.....	12,000	
VI.	Recettes extraordinaires. (Rentes 3 p. o/o sur l'État, intérêts servis par la caisse des dépôts et consignations et produits divers.).....	6,000	
VII.	Redettes sur exercices clos.....	Mémoire.	
VIII.	Prélèvement sur la réserve. (Réserve spéciale faite en 1884, par suite de l'augmentation de l'enseignement pour les élèves de la 3 ^e division.).....	22,000	
IX.	Prélèvement sur la réserve pour la construction de la nouvelle école. (Loi du 27 juillet 1881.).....	445,000	
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.			
CHEMIN DE FER DE L'ÉTAT.			
I ^{er} .	Grande vitesse.....	12,916,500	
II.	Petite vitesse.....	15,284,500	
III.	Recettes en dehors du trafic.....	500,000	
MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.			
CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE.			
I ^{er} .	Arrérages des valeurs de l'État achetées par la caisse des dépôts et consignations pour le compte de la caisse nationale d'épargne.....	4,240,000	
II.	Intérêts du fonds de réserve conservé en compte courant par la caisse des dépôts et consignations.....	810,000	
III.	Recettes diverses et accidentelles, dons, legs, etc. en faveur de la caisse nationale d'épargne.....	Mémoire.	
TOTAL GÉNÉRAL des recettes.....			

DÉPENSES.

MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS

par chapitres.

par services.

MINISTÈRE DU COMMERCE.

ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES.

Personnel.....	427,500 ^f	
Matériel.....	167,000	
Dépenses des exercices clos et versement à la réserve....	60,500	1,100,000 ^f
Construction de la nouvelle école.....	445,000	

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

Conseil d'administration.....	15,000	
Secrétariat général et caisse générale.....	124,500	
Direction.....	490,000	
Exploitation.....	6,566,400	
Matériel et traction.....	6,900,000	
Voie et bâtiments.....	5,760,000	
Gratifications, secours et indemnités.....	1,015,000	28,701,000
Impôts et assurances.....	550,000	
Gares communes, dépenses diverses.....	896,550	
Annuité à la compagnie d'Orléans pour différence des produits nets des lignes échangées entre elle et l'État.....	3,000,000	
Exercices clos.....	Mémoire.	
Excédent des recettes sur les dépenses à verser au trésor.	3,383,550	

MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE.

Intérêts à servir aux déposants.....	3,877,000	
Dépenses de personnel.....	645,490	
Dépenses de matériel.....	194,400	
Dépenses accidentelles.....	10,000	
Excédent des recettes sur les dépenses à verser au trésor. (Amortissement des avances faites par le trésor pour les frais de premier établissement.).....	106,665	5,020,000
Excédent des recettes sur les dépenses à attribuer au compte de dotation. (Article 10 de la loi du 9 avril 1861.).....	190,445	
Dépenses d'exercices clos.....	1,000	

TOTAL GÉNÉRAL des dépenses..... 100,001,683

ÉTAT H. *Nomenclature des services pouvant seuls donner ouverture à des crédits supplémentaires, par décrets, pendant la prorogation des Chambres, pour l'exercice 1884.*

1^{er} BUDGET ORDINAIRE.

MINISTÈRE DES FINANCES.

- 1^{er} Dette publique (dette perpétuelle).
- 2^o Intérêts, primes et amortissement des emprunts pour canaux et pour le service des obligations trentenaires.
- 3^o Annuités de toute nature rattachées au service de la dette publique.
- 4^o Intérêts de la dette flottante et des obligations du trésor à court terme.
- 5^o Intérêts de cautionnements.
- 6^o Rentes viagères d'ancienne origine.
- 7^o Pensions civiles (*Lois des 22 août 1790 et 9 juin 1853*). — Pensions à titre de récompense nationale. — Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. — Pensions militaires de la guerre. — Pensions ecclésiastiques. — Pensions de donataires dépossédés. — Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. — Anciens dotataires du Mont-de-Milan.
- 8^o Frais d'impression pour l'exploitation des produits indirects et achat de papier filigrané pour les cartes à jouer.
- 9^o Frais judiciaires de poursuites, d'instances et de condamnations prononcées contre le trésor public.
- 10^o Frais de perception, dans les départements, des contributions directes et des taxes perçues en vertu de rôles.
- 11^o Remises pour la perception, dans les départements, des droits d'enregistrement.
- 12^o Achats de papiers à timbrer, frais d'emballage et de transport.
- 13^o Contributions des bâtiments et domaines de l'État et des biens séquestrés.
- 14^o Frais d'estimation, d'affiches et de vente de mobiliers et de domaines de l'État.
- 15^o Dépenses relatives aux épaves, déshérences et biens vacants.
- 16^o Remises pour la perception des contributions indirectes dans les départements.
- 17^o Primes pour saisies de tabacs et arrestations de colporteurs.
- 18^o Contribution foncière des bacs, francs-bords et fabriques d'allumettes chimiques.
- 19^o Service des poudres à feu.
- 20^o Dépenses du service des manufactures de l'État (gages, salaires, achats et transports de tabacs et fournitures diverses, et frais accessoires dans les entrepôts).
- 21^o Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.

* MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.

SERVICE DE LA JUSTICE.

Frais de justice criminelle.

SERVICE DES CULTES.

- 1^o Traitement et allocations du clergé paroissial.
- 2^o Traitement des ministres des cultes non catholiques.
- 3^o Frais de passage.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

- 1^o Frais d'établissement des agents politiques et consulaires.
- 2^o Frais de voyages et de courriers.
- 3^o Frais d'entretien des hôtels appartenant à la France en pays étrangers.
- 4^o Remise de 5 p. o/o sur le produit des chancelleries.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

SERVICE DE L'INTÉRIEUR.

- 1^o Indemnités aux électeurs sénatoriaux.
- 2^o Dépenses d'exploitation (personnel et matériel) du *Journal officiel* non susceptibles d'une évaluation fixe.

- 3° Entretien des détenus.
- 4° Transport des détenus et des libérés. — Secours de route.
- 5° Remboursement sur le produit du travail des détenus.

MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

- 1° Personnel des postes et des télégraphes.
- 2° Entretien des bureaux de poste et de télégraphe.
- 3° Chauffage et éclairage des bureaux de poste et de télégraphe.
- 4° Chaussure et habillement des sous-agents du service actif.
- 5° Papier-bande, formules et enveloppes pour télégrammes.
- 6° Construction et entretien des voitures de l'administration dans Paris.
- 7° Construction et entretien des bureaux ambulants.
- 8° Transport des dépêches par entreprises.
- 9° Transport des dépêches par chemins de fer.
- 10° Entretien des lignes télégraphiques.
- 11° Dépenses accidentelles.
- 12° Remboursements et restitutions.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

- 1° Achats de grains et de rations toutes manutentionnées.
- 2° Achats de liquides.
- 3° Achats de comestibles.
- 4° Achats de fourrages pour les chevaux de troupe et de gendarmerie françaises (troupes françaises et services militaires indigènes).
- 5° Réparations civiles et dommages-intérêts.

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

- 1° Achat de vivres, de médicaments et d'objets de pansement.
- 2° Réparations des constructions navales.
- 3° Justice maritime.
- 4° Affrètements.
- 5° Frais de route et de rapatriement, frais de passage, services de marche et de transports, et dépenses accessoires du service colonial.
- 6° Transport des condamnés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

- 1° Frais des opérations et démonstrations des élèves des facultés au dernier examen, et frais matériels des travaux pratiques.
- 2° Frais de concours dans les facultés et pour l'agrégation des lycées.
- 3° Complément du traitement des instituteurs primaires à la charge de l'État.
- 4° Prix de l'Institut et de l'Académie nationale de médecine.

SERVICE DES BEAUX-ARTS.

Néant.

MINISTÈRE DU COMMERCE.

- 1° Frais relatifs à la publication des brevets d'invention.
- 2° Encouragements aux pêches maritimes.
- 3° Subvention à la marine marchande.
- 4° Frais relatifs à l'entretien des établissements thermaux et à la mise en vente des eaux thermales.
- 5° Frais relatifs au service sanitaire.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

- 1° Achats de fourrages pour les animaux reçus dans les hôpitaux des écoles vétérinaires et pour les haras et dépôts d'étalons.
- 2° Indemnités pour abatage d'animaux.
- 3° Primes pour la destruction des loups.
- 4° Phylloxera.
- 5° Contributions des forêts.
- 6° Frais d'abatage, de façonnage de coupes de bois à exploiter par économie.
- 7° Frais d'adjudication des produits des forêts et des droits de chasse et de pêche.
- 8° Avances recouvrables et frais judiciaires.
- 9° Remboursements sur produits divers des forêts.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

- 1° Entretien et grosses réparations des routes nationales.
- 2° Travaux ordinaires des rivières.
- 3° Travaux ordinaires des canaux.
- 4° Ports maritimes, phares, fanaux et balises.

2° BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

ADMINISTRATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.

- 1° Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe.
- 2° Dépenses d'ordre (achat d'or et d'argent pour la fabrication des médailles).

IMPRIMERIE NATIONALE.

Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe.

CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE.

- 1° Intérêts à servir aux déposants.
- 2° Personnel de la caisse nationale d'épargne.
- 3° Matériel de la caisse nationale d'épargne.

N° 15,278. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit:

1° Est et demeure classé, comme annexe n° 1 de la route nationale n° 86, le pont de Serrières, dans les limites indiquées par le plan visé par l'ingénieur en chef, le 5 novembre 1883, lequel plan restera annexé au présent décret, ledit pont présentant une longueur de deux cent trente-huit mètres trente centimètres.

2° Est déclaré d'utilité publique le rachat de la concession du pont de Serrières, sur le Rhône.

3° Il sera procédé à ce rachat par les soins de l'État, et la dépense à la charge du trésor sera imputée sur les fonds inscrits annuellement à la première section du budget du ministère des travaux publics, pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes nationales.

4° Il est pris acte des engagements souscrits par les conseils municipaux de Serrières (délibération du 28 septembre 1884), de Charnas (délibération du 1^{er} octobre 1884), et de Félines (Ardèche) (délibération du 2 novembre 1884), de contribuer aux dépenses de l'opération, ainsi qu'il résulte des délibérations ci-dessus rappelées. (Paris, 16 Décembre 1884.)

N° 15,279. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour la rectification, aux abords de Gennevilliers, de la route départementale de la Seine n° 7, de Neuilly à Gennevilliers et Épinay, suivant la direction générale indiquée sur le plan visé par l'ingénieur en chef le 19 juin 1884, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans un délai de trois ans à partir de la date du présent décret. (*Paris, 16 Janvier 1885.*)

N° 15,280. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction d'une annexe de la route départementale n° 20, d'Avranches à Tinchebray, entre le bourg de Tirepiéd et le chemin d'intérêt commun n° 36 bis, département de la Manche, à exécuter suivant la direction générale indiquée en rouge et en jaune sur le plan visé par l'ingénieur en chef le 25 octobre 1883, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans un délai de cinq ans à partir de la date du présent décret. (*Paris, 16 Janvier 1885.*)

N° 15,281. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclarée d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 166, dans la côte du Pont-Rimbert, suivant la direction générale indiquée par une teinte rose et des lignes rouges sur le plan visé par l'ingénieur en chef le 21 janvier 1884, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'ancienne direction de la route demeurera déclassée du jour où la nouvelle aura été livrée à la circulation sur tout son parcours.

2° La dépense, évaluée à soixante-treize mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la rectification des routes nationales.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le présent décret sera considéré comme non avenu si les expropriations

nécessaires n'ont pas été accomplies dans un délai de cinq ans à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 19 Janvier 1885.*)

N° 15,282. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le sieur *Cahen (Lucien-Albert)*, né le 12 mai 1856, à Paris,
Et son frère, *Armand-Bernard*, né le 9 septembre 1858, au même lieu,
Demeurant tous deux à Paris,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Strauss*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Cahen-Strauss*.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 5 Avril 1885.*)



Certifié conforme :

Paris, le 27^e Avril 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

Cette date est celle de la réception du *Bulletin*
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 915.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,283. — *Loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de Crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1883; 2° l'ouverture de Crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1884; 3° l'ouverture de Crédits extraordinaires sur le Budget ordinaire de l'exercice 1885; 4° l'ouverture et l'annulation de Crédits afférents aux Budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État.*

Du 14 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 16 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

EXERCICE 1883.

1^{er} BUDGET ORDINAIRE.

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1883, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1882, des crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de cinq cent quatre-vingt-dix-sept mille six cent quatre-vingt-deux francs vingt-huit centimes (597,682¹ 28^e).

Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par chapitres, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

2. Sur les crédits ouverts aux ministères, au titre de budget ordinaire de l'exercice 1883, par la loi de finances précitée du 29 décembre 1882, une somme de cent soixante-quatorze mille quatre cent un francs vingt centimes (174,401' 20') est et demeure annulée aux ministères et chapitres désignés, dans l'état B annexé à la présente loi.

1° BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

3. Sur les crédits ouverts au ministre de l'instruction publique des beaux-arts, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, une somme de cent dix-sept francs quarante-six centimes (117' 46') est et demeure définitivement annulée aux chapitres ci-après :

CHAP. 1 ^{er} . Agrandissement de l'école normale supérieure.....	108' 75
— III. Installation et agrandissement de divers ministères.....	8 75

TOTAL des crédits définitivement annulés.	117 46
--	---------------

4. Sur les crédits ouverts au ministre de l'instruction publique des beaux-arts, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, une somme de soixante-deux mille quatre cent un francs un centime (72,401' 01') est et demeure annulée aux chapitres ci-après :

CHAP. II. Reconstruction de l'hôtel des postes.....	44,889' 50
— IV. Agrandissement du poste central des télégraphes...	272 95
— V. Agrandissement et isolement de la Bibliothèque nationale.....	27,258 56

TOTAL des crédits annulés sur l'exercice 1883	72,401 01
et reportés à l'exercice 1884.....	

5. Est et demeure annulé le crédit de trois millions quatre-vingt-huit mille vingt-trois francs dix-huit centimes (3,088,023' 18') ouvert au ministre des travaux publics par la loi du 18 mars 1884 au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, chapitre XIV (*Remboursement aux compagnies des chemins de fer d'achèvement des lignes rachetées en 1878*).

TITRE II.

EXERCICE 1884.

1° BUDGET ORDINAIRE.

6. Il est alloué aux ministères, sur l'exercice 1884, en addition

aux crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1883, des crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de un million cent trente-sept mille cinq cent trente-sept francs trente-quatre centimes (1,137,537^f 34^c).

Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par chapitres, conformément à l'état C annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1884.

2° BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

7. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, des crédits montant à la somme de soixante-douze mille quatre cent un francs un centime (72,401^f 01^c), répartie par chapitres ainsi qu'il suit :

CHAP. 1 ^{er} . Reconstruction de l'hôtel des postes.....	44,889 ^f 50 ^c
— III. Agrandissement du poste central des télégraphes...	272 95
— VI. Agrandissement et isolement de la Bibliothèque nationale.....	27,238 50
TOTAL GÉNÉRAL.....	<u>72,401 01</u>

Il sera pourvu à ces dépenses au moyen du report à l'exercice 1884 des ressources affectées, par imputation sur le prêt de la Banque de France, aux crédits annulés sur l'exercice 1883 par l'article 4 de la présente loi.

8. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, un crédit de trois millions quatre-vingt-huit mille vingt-trois francs dix-huit centimes (3,088,023^f 18^c), qui sera inscrit au chapitre XIV (*Remboursement aux compagnies des frais d'achèvement des lignes rachetées en 1878*).

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources affectées, par imputation sur le produit de la consolidation des capitaux de la dette flottante, au crédit, de pareille somme annulé sur l'exercice 1883 par l'article 5 de la présente loi.

TITRE III.

EXERCICE 1885.

BUDGET ORDINAIRE.

9. Il est alloué aux ministres, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1885, des crédits extraordinaires montant à la somme de trois cent vingt-quatre mille sept cent vingt francs (324,720^f).

Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par chapitres, conformément à l'état D annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1885.

TITRE IV.

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL.

1^{er} EXERCICE 1883.

Caisse des invalides de la marine.

10. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, un crédit extraordinaire de la somme de cent soixante mille francs (160,000'), applicable au chapitre 1^{er} (*Pensions dites demi-soldes et pensions pour ancienneté de service, pensions de veuves et subventions aux pensionnaires*).

Il sera pourvu au crédit supplémentaire ci-dessus au moyen des ressources énumérées à l'article suivant.

11. Les prévisions de recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine pour l'exercice 1883 sont augmentées d'une somme de cent soixante mille francs (160,000'), à inscrire au chapitre XII (*Subvention du trésor public*).

École centrale des arts et manufactures.

12. Est et demeure annulé le crédit de un million cent vingt mille francs (1,120,000') ouvert au ministre du commerce par la loi du 14 juin 1882, au titre du budget annexe de l'école centrale des arts et manufactures de l'exercice 1882, et reporté par la loi du 18 mars 1884 au titre du même budget annexe de l'exercice 1883, chapitre IV (*Construction de l'école centrale des arts et manufactures*).

2^{er} EXERCICE 1884.

Ecole centrale des arts et manufactures.

13. Il est ouvert au ministre du commerce, au titre du budget annexe de l'école centrale des arts et manufactures de l'exercice 1884, un crédit extraordinaire de cinq cent soixante-treize mille francs (573,000'), qui sera classé au chapitre III (*Construction de l'école centrale des arts et manufactures*).

Il sera pourvu à ce crédit au moyen d'un prélèvement d'égale somme sur les fonds disponibles de ladite école.

3^e EXERCICE 1885.*Ecole centrale des arts et manufactures.*

14. Il est ouvert au ministre du commerce, au titre du budget annexe de l'école centrale des arts et manufactures de l'exercice 1885, un crédit extraordinaire de cinq cent quarante-sept mille francs (547,000'), qui sera classé au chapitre IV (*Construction de l'école centrale des arts et manufactures*).

Il sera pourvu à ce crédit au moyen d'un prélèvement d'égale somme sur les fonds disponibles de ladite école.

4^e EXERCICES PÉRIMÉS.*Grande chancellerie de la Légion d'honneur.*

15. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1885, au titre du budget annexe de la Légion d'honneur, pour le montant des créances des exercices périmés, un crédit extraordinaire spécial montant à la somme de deux mille huit cent douze francs trente centimes (2,812' 30'), qui sera imputé au chapitre XXIII (*Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance*).

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice 1885.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

EXERCICE 1883.

ÉTAT A. *Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits supplémentaires et extraordinaires accordés sur le budget ordinaire de l'exercice 1883.*

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT, PAR CHAPITRE, des crédits		TOTAL par ministère.
		supplémentaires.	extraordinaires.	
	MINISTÈRE DES FINANCES.			
	1 ^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.			
XXXIX.	Subvention à la caisse des invalides de la marine.....	160,000 ^f 00 ^c	.	160,000 ^f 00 ^c
	3 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
LXVIII.	Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	10,612 28	.	10,612 28
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
XLVI.	Personnel de l'administration civile en Algérie.....	7,070 00	.	7,070 00
	MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.			
	2 ^e SECTION. — SERVICE COLONIAL.			
VI.	Hôpitaux et vivres.....	420,000 00	.	420,000 00
	TOTAL de l'état A.....	597,682 28	.	597,682 28

EXERCICE 1883.

ÉTAT B. *Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits annulés sur le budget ordinaire de l'exercice 1883.*

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
	2 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
XVI.	Dépenses de la commission franco-américaine.....	40,000 ^f	40,000 ^f

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
	2 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
	Transport et secours de route destinés aux indigents graciés ou amnistiés en vertu des lois des 3 mars 1879 et 11 juillet 1880.....	55,014 ^f 62 ^c	55,014 ^f 62 ^c
	MINISTÈRE DU COMMERCE.		
	Construction et installation de l'école centrale des arts et manufactures.....	56,986 58	79,386 58
	Liquidation de l'approvisionnement et du ravitaille- ment de Paris.....	4,000 00	
	Frais de voyage des ouvriers délégués à l'exposition d'Amsterdam.....	18,400 00	
	Total de l'état B.....	174,401 20	174,401 20

EXERCICE 1884.

C. Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits supplémentaires et extraordinaires accordés sur le budget ordinaire de l'exercice 1884.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT, PAR CHAPITRE, des crédits		TOTAL par ministère.
		supplémentaires.	extraordinaires.	
	MINISTÈRE DES FINANCES.			
	2 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
	Frais de service et de trésorerie relatifs à l'émission de l'emprunt de 350 millions de rentes 3 p. o/o amortissables.....	*	960,000 ^f 00 ^c	970,000 ^f 00 ^c
	3 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEP- TION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
	Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	10,000 ^f 00 ^c	*	
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
	Travaux du palais de justice d'Angers....	*	65,250 76	65,250 76

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT, PAR CHAPITRE, des crédits		TOTAL par ministère.
		supplémentaires.	extraordinaires.	
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.			
	2 ^e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.			
LIX.	Frais de procès et d'instances.....	"	300 ^f 00 ^s	300 ^f 00 ^s
	MINISTÈRE DU COMMERCE.			
XXXI.	Construction et installation de l'école centrale des arts et manufactures.....	56,986 ^f 58 ^s	"	align="right">60,936 58
XLII.	Frais de publication des rapports des ou- vriers délégués à l'exposition d'Amster- dam.....	"	4,000 00	
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.			
	3 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEP- TION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
XLI.	Contributions des forêts domaniales.....	40,000 00	"	40,000 00
	TOTAL de l'état C.....	106,986 58	1,030,550 76	1,137,537 34

EXERCICE 1885.

ÉTAT D. *Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits supplémentaires et extraordinaires accordés sur le budget ordinaire de l'exercice 1885.*

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT, PAR CHAPITRE, des crédits		TOTAL par ministère.
		supplémentaires.	extraordinaires.	
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.			
	2 ^e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.			
XLVIII.	Exposition internationale d'Anvers.....	"	60,000 ^f	60,000 ^f
	MINISTÈRE DU COMMERCE.			
XXXVII.	Frais de publication de rapports d'ou- vriers français délégués à l'exposition d'Amsterdam.....	"	14,400	align="right">264,730
XXXVIII.	Constructions au lazaret de Marseille.....	"	142,500	
XXXIX.	Constructions au lazaret de Mindin.....	"	107,830	
	TOTAL de l'état D.....	"	324,730	324,700

N° 15,284. — *Loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de Crédits sur le Budget ordinaire de l'exercice 1883 ; 2° l'ouverture et l'annulation de Crédits supplémentaires et extraordinaires sur le Budget ordinaire et sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1884 ; 3° l'ouverture de Crédits supplémentaires et extraordinaires sur le Budget ordinaire et sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1885 ; 4° l'ouverture de Crédits spéciaux d'exercices périmés et clcs.*

Du 15 Mars 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 16 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

EXERCICE 1883.

BUDGET ORDINAIRE.

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1883, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1882, un crédit supplémentaire montant à la somme de trente-deux mille trois cent quatre-vingts francs dix-sept centimes (32,380^f 17^c), applicable à la première section (*Service de la justice*), chapitre XIII (*Frais de justice criminelle en France et en Algérie et frais de statistique*).

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

2. Sur les crédits ouverts aux ministres, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, par la loi de finances précitée du 29 décembre 1882, une somme de quatre cent quarante mille quatre cent soixante-dix francs quatre-vingt-neuf centimes (440,470^f 89^c) est et demeure annulée aux ministères et chapitres ci-après désignés :

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

CHAP. I.	Hôpitaux militaires.....	390,470 ^f 89 ^c
----------	--------------------------	--------------------------------------

MINISTÈRE DU COMMERCE.

CHAP. XXVII.	Subvention éventuelle à l'exposition internationale de Nice.....	50,000 00
--------------	--	-----------

TOTAL des crédits annulés sur l'exercice 1883.	440,470 89
--	------------

XII^e Série.

31..

TITRE II.

EXERCICE 1884.

1° BUDGET ORDINAIRE.

3. Il est alloué aux ministres, sur l'exercice 1884, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1883, des crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de un million quatre cent trente et un mille cinq cent soixante-huit francs sept centimes (1,431,568⁷ 07⁷).

Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par chapitres, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1884.

4. Sur les crédits ouverts aux ministres, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1884, par les lois de finances des 29 décembre 1883 et 6 décembre 1884, une somme de un million quatre cent quarante-deux mille deux cent soixante-quinze francs dix-sept centimes (1,442,275⁷ 17⁷) est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

2° BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

5. Sur les crédits ouverts au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, une somme de trois millions huit cent trente mille francs (3,830,000⁰⁰) est et demeure annulée aux chapitres ci-après :

CHAP. 1 ^{er} . Reconstruction de l'hôtel des postes.....	1,440,000 ⁰⁰
— II. Installation et agrandissement de divers ministères.....	1,690,000
— III. Agrandissement du poste central des télégraphes.....	700,000
TOTAL des crédits annulés sur l'exercice 1884.	3,830,000

TITRE III.

EXERCICE 1885.

1° BUDGET ORDINAIRE.

6. Il est ouvert aux ministres, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1885, des crédits supplémentaires et extraordinaires

montant à la somme de un million trente-six mille sept cent soixante-dix-neuf francs vingt-cinq centimes (1,036,779' 25').

Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par chapitres, conformément à l'état C annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1885.

7. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1885, un crédit extraordinaire de un million cent quarante-quatre mille huit cent cinquante-huit francs quarante-cinq centimes (1,144,858' 45'), qui sera classé à la première section (*Services de l'instruction publique*), sous le titre de : *Chapitre LXV. — Construction des écoles supérieures d'Alger.*

Il sera pourvu à ce crédit extraordinaire au moyen du produit de la vente d'immeubles domaniaux situés en Algérie, conformément à l'article 2 de la loi du 19 juillet 1884.

2° BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

8. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885, des crédits montant à la somme de quatre millions deux cent trente mille francs, (4,230,000') répartie par chapitres ainsi qu'il suit :

CHAP. I ^{er} . Reconstruction de l'hôtel des postes.....	1,440,000'
— II. Installation et agrandissement de divers ministères.....	1,690,000
— III. Agrandissement du poste central des télégraphes.....	1,100,000

TOTAL des crédits ouverts sur l'exercice 1885. 4,230,000

Il sera pourvu à ces dépenses, jusqu'à concurrence de trois millions huit cent trente mille francs, au moyen des ressources afférentes aux crédits annulés sur l'exercice 1884 par l'article 5 de la présente loi, et jusqu'à concurrence de quatre cent mille francs par un prélèvement sur l'avance de quatre-vingts millions de francs faite à l'État par la Banque de France en vertu de la convention du 29 mars 1878, approuvée par la loi du 13 juin suivant.

TITRE IV.

OUVERTURE DE CRÉDITS SPÉCIAUX D'EXERCICES PÉRIMÉS ET CLOS.

1° EXERCICES PÉRIMÉS.

9. Il est accordé aux ministres, sur l'exercice 1884, pour le

payement des créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme de vingt-neuf mille neuf cent quarante francs (29,940').

Ces crédits sont répartis entre les divers ministères conformément à l'état D annexé à la présente loi.

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1885.

2° EXERCICES CLOS.

10. Il est accordé aux ministres, en augmentation des restes à payer des exercices clos de 1881, 1882 et 1883, des crédits supplémentaires pour la somme de cinq cent soixante-quatre mille vingt-deux francs cinquante-quatre centimes (564,022' 54'), montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices, conformément à l'état E annexé à la présente loi.

Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 15 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

EXERCICE 1884.

ÉTAT A. Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits supplémentaires et extraordinaires accordés sur le budget ordinaire de l'exercice 1884.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES,	MONTANT, PAR CHAPITRE, des crédits		TOTAL par ministère.
		supplémentaires.	extraordinaires.	
	MINISTÈRE DES FINANCES.			
	3 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
LXXIII.	Personnel de l'administration des contributions indirectes.....	390,000 ^f 00 ^c	"	609,520 ^f 40 ^c
	4 ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.			
CII.	Remboursement de droits indûment perçus en Algérie.....	39,520 40	"	
CIII.	Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations attribuées à divers....	180,000 00	"	
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
	1 ^{re} SECTION. — SERVICE DE L'ALGÉRIE.			
III.	Publications et impressions diverses.....	4,048 00	"	4,048 00
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.			
IV.	Hôpitaux militaires.....	390,470 89	"	590,470 89
XIV.	Secours.....	200,000 00	"	
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.			
	1 ^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.			
LXVIII.	Publication des documents scientifiques résultant de la mission du cap Horn...	"	75,545 ^f 00 ^c	119,545 00
LXIX.	Dépense de la commission scientifique du passage de Vénus.....	"	44,000 00	
	MINISTÈRE DU COMMERCE.			
LII.	Propriété industrielle.....	1,923 00	"	2,823 00
XLV.	Dépenses d'entretien relatives à l'école professionnelle de Nemours.....	"	900 00	

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT, PAR CHAPITRE, des crédits		TOTAL par ministère.
		supplémentaires.	extraordinaires.	
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.			
	1^{re} PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
XVII.	Matériel des haras et dépôts d'étalons....	87,400 ^f 00 ^c	.	87,400 ^f 00 ^c
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.			
	2^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.			
LXI.	Travaux d'aménagement des eaux thermales et réservoirs de l'établissement de Bourbonne.....	.	17,760 ^f 78 ^c	17,760 78
	TOTAL de l'état A.....	1,293,802 29	138,206 78	1,431,568 07

EXERCICE 1884.

ÉTAT B.

Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits annulés sur le budget ordinaire de l'exercice 1884.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.		
	1^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.		
VIII bis.	Dépenses de premier établissement, de constructions et d'acquisitions pour le service de l'enseignement supérieur en Algérie.....	222,057 ^f 46 ^c	726,915 ^f 91 ^c
LXVII.	Construction des écoles supérieures d'Alger.....	504,858 45	
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.		
	2^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
XIII.	Statistique agricole décennale de 1882.....	26,359 26	26,359 26
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
I.	Subventions pour chemins de fer d'intérêt local....	689,000 00	689,000 00
	TOTAL de l'état B.....	1,442,275 17	1,442,275 17

EXERCICE 1885.

ÉTAT C. Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits supplémentaires et extraordinaires accordés sur le budget ordinaire de l'exercice 1885.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT, PAR CHAPITRE, des crédits		TOTAL par ministères.
		supplémentaires.	extraordinaires.	
	MINISTÈRE DES FINANCES.			
	3 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
LXII.	Mutations cadastrales.....	14,179 ^f 19 ^c	•	14,179 ^f 19 ^c
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.			
	1 ^{re} SECTION. — SERVICE DE LA JUSTICE.			
I.	Tribunaux de commerce.....	733 34	•	733 34
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
	2 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
II.	Dépenses fixes du personnel d'administration et d'exploitation du <i>Journal officiel</i> .	12,000 00	•	12,000 00
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.			
	1 ^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.			
LIV.	Dépenses de premier établissement des écoles supérieures d'Alger.....	•	222,057 ^f 46 ^c	222,057 46
	MINISTÈRE DU COMMERCE.			
LXIV.	Matériel et dépenses diverses du service sanitaire.....	15,550 00	•	
LXIII.	Subvention à l'exposition internationale de Nice.....	•	50,000 00	73,450 00
LXV.	Dépenses d'entretien relatives à l'école professionnelle de Nevers.....	•	6,900 00	
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.			
	2 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
LX bis.	Statistique agricole décennale de 1882...	•	26,359 26	26,359 26
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.			
	2 ^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.			
L.	Subventions pour chemins de fer d'intérêt local.....	689,000 00	•	689,000 00
	TOTAL de l'état C.....	731,462 53	305,316 72	1,036,779 25

N° 15,285. — *Loi portant ouverture d'un Crédit supplémentaire de 17,500 jr. au Ministre des Finances, sur l'exercice 1884, pour remboursement de droits indûment perçus en Algérie.*

Du 16 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 17 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est alloué au ministre des finances, sur l'exercice 1884, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1883, un crédit supplémentaire de dix-sept mille cinq cents francs (17,500') pour remboursement de droits indûment perçus en Algérie (chapitre cu du ministère des finances).

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget ordinaire de 1884.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 1 ,286. — *Loi concernant le Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885.*

Du 22 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 23 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

ART. 1^{er}. Des crédits s'élevant à la somme de cent quatre-vingt-quatorze millions sept cent dix-huit mille deux cent dix-huit francs

(194,718,218') sont accordés aux ministres au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885. Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par chapitres, conformément à l'état annexé à la présente loi.

Le ministre des finances est autorisé à pourvoir aux dépenses ci-dessus par l'émission, au mieux des intérêts du trésor, d'obligations à court terme dont l'échéance ne pourra dépasser l'année 1890.

2. Les sommes restant libres à la fin de l'exercice 1885 sur les crédits ouverts par l'article précédent, et qui seront nécessaires pour poursuivre les travaux pendant les exercices ultérieurs, ne pourront être reportées auxdits exercices que par la loi.

Les dépenses appartenant aux exercices antérieurs et faisant partie des restes à payer arrêtés par la loi de règlement pourront être ordonnancées sur les crédits ouverts ou reportés par la loi à l'exercice courant. Il en sera de même, jusqu'au règlement définitif de l'exercice, des dépenses que les comptes présenteront comme restant à payer à l'époque de la clôture de l'exercice et qui auront été autorisées par des crédits régulièrement ouverts.

TITRE II.

DISPOSITIONS DIVERSES.

3. Les travaux à exécuter pendant l'année 1884 par les compagnies de chemins de fer, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder le maximum de soixante-neuf millions six cent mille francs, non compris les dépenses du matériel roulant.

Ces travaux sont répartis par compagnie ainsi qu'il suit :

Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.....	13,000,000'
Compagnie du Nord.....	6,800,000
Compagnie de l'Ouest.....	12,800,000
Compagnie d'Orléans.....	17,000,000
Compagnie de l'Est.....	20,000,000
Compagnie du Midi.....	"

TOTAL ÉGAL..... 69,600,000

4. Le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1884, sur les fonds à verser par les compagnies de chemins de fer, conformément aux conventions précitées, des travaux s'élevant au maximum à la somme de cent vingt et un millions deux cent mille francs, non compris les dépenses du matériel roulant, et applicables aux diverses lignes des réseaux ci-après :

Paris-Lyon-Méditerranée.....	27,000,000 ⁴
Nord.....	200,000
Ouest.....	15 000 000
Orléans.....	53,000,000
Est.....	8,000,000
Midi.....	18,000,000

TOTAL ÉGAL..... 121,200,000

Les versements des compagnies seront portés à un compte intitulé : *Remboursement de la garantie d'intérêts et fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer, en exécution des conventions de 1883.*

Les crédits nécessaires au paiement des dépenses seront ouverts par décrets de fonds de concours, dans la limite et à mesure de la réalisation des versements effectués par les compagnies.

Les crédits non employés à la fin de l'exercice 1884 et les ressources correspondantes ne pourront être reportés aux exercices suivants qu'en vertu d'une loi.

5. Le montant des dépenses pour travaux complémentaires dont le ministre des travaux publics pourra autoriser l'imputation en 1884 au compte de premier établissement, non compris le matériel roulant, est fixé à la somme de quatre-vingt-dix millions de francs, ainsi répartie par compagnie :

Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.....	30,000,000 ⁴
Compagnie du Nord.....	15,000,000
Compagnie de l'Ouest.....	7,500,000
Compagnie d'Orléans.....	16 000,000
Compagnie de l'Est.....	8,000,000
Compagnie du Midi.....	13,500,000

TOTAL ÉGAL..... 90,000,000

Les compagnies présenteront en 1885 un compte spécial des travaux complémentaires effectués dans le cours de l'exercice 1884, en vertu de l'autorisation qui précède.

L'autorisation donnée par le paragraphe 1^{er} ne sera valable que jusqu'à concurrence des sommes réellement dépensées dans le cours de l'exercice 1884.

6. Les travaux à exécuter pendant l'année 1885 par les compagnies de chemins de fer, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder le maximum de cent millions vingt-sept mille francs, non compris les dépenses du matériel roulant.

Ces travaux sont répartis par compagnie ainsi qu'il suit :

Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.....	26,610,000'
Compagnie du Nord.....	8,700,000
Compagnie de l'Ouest.....	22,260,000
Compagnie d'Orléans.....	17,000,000
Compagnie de l'Est.....	20,750,000
Compagnie du Midi.....	4,707,000

TOTAL ÉGAL..... 100,027,000

7. Le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1885, sur les fonds à verser par les compagnies de chemins de fer, conformément aux conventions précitées, des travaux s'élevant au maximum à la somme de quatre-vingt-huit millions trecent soixante-treize mille francs, non compris les dépenses matériel roulant, et applicables aux diverses lignes des réseaux après :

Paris-Lyon-Méditerranée.....	15,390,000'
Nord.....	300,000
Ouest.....	8,140,000
Orléans.....	48,000,000
Est.....	1,250,000
Midi.....	15,293,000

TOTAL ÉGAL..... 88,373,000

Les versements des compagnies seront portés à un compte intitulé *Remboursement de la garantie d'intérêts et fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer, en exécution des conventions de 1863*.

Les crédits nécessaires au payement des dépenses seront ouverts par décrets de fonds de concours, dans la limite et à mesure de réalisation des versements effectués par les compagnies.

Les crédits non employés à la fin de l'exercice 1885 et les ressources correspondantes ne pourront être reportés aux exercices suivants qu'en vertu d'une loi.

8. Le montant des dépenses pour travaux complémentaires du réseau du ministre des travaux publics pourra autoriser l'imputation en 1885 au compte de premier établissement, non compris le matériel roulant, est fixé à la somme de soixante-quatre millions huit cent mille francs, ainsi répartie par compagnie :

Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.....	14,200,000'
Compagnie du Nord.....	11,000,000
Compagnie de l'Ouest.....	8,900,000
Compagnie d'Orléans.....	9,700,000
Compagnie de l'Est.....	7,500,000
Compagnie du Midi.....	13,500,000

TOTAL ÉGAL..... 64,800,000

Les compagnies présenteront en 1886 un compte spécial des travaux complémentaires effectués dans le cours de l'exercice 1885, en vertu de l'autorisation qui précède.

L'autorisation donnée par le paragraphe 1^{er} ne sera valable que jusqu'à concurrence des sommes réellement dépensées dans le cours de l'exercice 1885.

9. A partir du 1^{er} janvier 1886, la caisse des invalides cessera d'être chargée du service des pensions militaires de l'armée de mer, ainsi que de celles du personnel civil du département de la marine et des colonies.

10. Ces pensions seront soumises, en ce qui concerne la liquidation, l'inscription, l'ordonnancement et la mise en payement, à toutes les prescriptions relatives :

Aux pensions militaires de l'armée de terre, pour celles des lois des 11 et 18 avril 1831 ;

Aux pensions civiles, pour celles de la loi du 9 juin 1853.

Toutefois les pensionnaires qui figurent sur les matricules de l'inscription maritime, ainsi que les veuves et orphelins d'inscrits maritimes, pourront être payés sur certificats de vie délivrés sans frais par les syndics des gens de mer.

11. Seront portées en recette au budget de l'État, à partir du 1^{er} janvier 1886 :

1° Les retenues de cinq et de trois pour cent exercées sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine et des colonies, en vertu des lois de pensions militaires ;

2° Les retenues sur traitement, exercées en vertu de la loi du 9 juin 1853 sur le service des pensions civiles.

La subvention qui pourra être nécessaire pour assurer le service de la caisse des invalides et gens de mer sera inscrite au budget du département de la marine et des colonies.

12. La liste complète des jeunes gens auxquels des bourses d'études auront été attribuées dans les établissements publics d'instruction de tous ordres devra être publiée au *Journal officiel*. La publication indiquera pour chacun des titulaires les motifs de l'attribution.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

TABEAU, PAR CHÂPITRES, DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAPITRES spéciaux.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	MONTANT des crédits accor-
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.	
1	Artillerie.....	37,715,000
2	Génie.....	37,050,000
3	Substances militaires.....	2,630,000
5	Remontes.....	722,000
6	Habillement.....	8,000,000
7	Transports généraux.....	1,689,000
8	Dépôt de la guerre.....	30,000
10	Administration centrale.....	16,000
	TOTAL.....	87,892,000
	MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.	
	SERVICE COLONIAL.	
1	Avances à la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis.....	4,760,615
	TOTAL.....	4,760,615
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.	
1	Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.....	732,000
2	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.....	27,400
3	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.....	1,874,000
4	Personnel des employés secondaires des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires.....	1,085,000
6	Amélioration des rivières.....	11,476,000
6	Établissement et amélioration des canaux de navigation.....	14,855,000
7	Amélioration et achèvement des ports maritimes.....	18,413,000
8	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	45,145,000
9	Subventions aux compagnies concessionnaires de chemins de fer..	500,000
10	Rachat de lignes de chemins de fer.....	400,000
11	Travaux de réfection et de parachèvement des lignes exploitées par l'administration des chemins de fer de l'État.....	4,812,000
12	Travaux extraordinaires en Algérie (ports, phares et faroux).....	2,747,208
	TOTAL.....	102,065,603
	TOTAL des dépenses extraordinaires.....	194,718,218

N° 15,287. — Loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession définitive à la Compagnie des chemins de fer du Midi de la ligne de Castelnau à Roquefort.

Du 25 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 26 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Casteljaloux à Roquefort, par ou près Houeillès et Bourriot.

En conséquence, la concession de ce chemin de fer, faite à titre éventuel à la compagnie du Midi par la convention du 14 décembre 1875, annexée à la loi du même jour, est déclarée définitive dans les conditions prévues par ladite convention.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,288. — *Loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1885, un Crédit extraordinaire de 846,000 francs pour l'outillage du nouvel Hôtel des Postes à Paris.*

Du 26 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 28 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit de huit cent quarante-six mille francs (846,000^f) qui sera inscrit au budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885, section des beaux-arts, au chapitre 1^{er} (*Reconstruction de l'hôtel des postes*).

2. Il sera pourvu au crédit de huit cent quarante-six mille francs ci-dessus au moyen d'un prélèvement, sur le montant du reversement par la ville de Paris, de la somme de huit cent cinquante-quatre mille sept cent quinze francs onze centimes, dont elle s'est reconnue débitrice envers l'État, par délibération du conseil municipal du 30 janvier 1885.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

*Le Ministre des postes
et des télégraphes,*

Signé AD. COCHERY.

*Le Ministre de l'Instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,289. — *DÉCRET suspendant jusqu'au 30 juin 1885 l'application du décret du 19 décembre 1876 sur la Pêche du corail en Algérie.*

Du 28 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 10 juillet 1884 ⁽¹⁾, portant que l'application des dispositions du décret du 19 décembre 1876 ⁽²⁾ sur la pêche du corail en Algérie est suspendue jusqu'au 1^{er} mars 1885;

Considérant qu'il résulte d'une communication du président du Conseil, ministres des affaires étrangères, que l'application du décret de 1876 précité doit être ajournée de nouveau;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'application des dispositions du décret du 19 décembre 1876 susindiqué est suspendue jusqu'au 30 juin 1885.

2. Le ministre de la marine et des colonies et le gouverneur général civil de l'Algérie sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 28 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PETRON.

N° 15,290. — *DÉCRET portant homologation du bornage des Zones de fortification de divers forts dépendant de la Place d'Épinal.*

Du 28 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires et les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾, pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les ouvrages ci-après désignés, les plans de circonscription et les procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant les zones de fortification visés et approuvés par le ministre de la guerre :

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 855, n° 14,450.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 330, n° 5709.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780.

Épinal.

Fort de Dognéville. — Limites extérieures de la zone des fortifications; bornage du 8 septembre 1884.

Fort de Longchamp. — Limites extérieures de la zone des fortifications; bornage du 8 septembre 1884.

Fort de Razimont. — Limites extérieures de la zone des fortifications; bornage du 8 septembre 1884.

Fort de la Mouche. — Limites extérieures de la zone des fortifications; bornage du 8 septembre 1884.

Fort du Bambois. — Limites extérieures de la zone des fortifications; bornage du 8 septembre 1884.

Fort du Roulon. — Limites extérieures de la zone des fortifications; bornage du 8 septembre 1884.

Fort de Girancourt. — Limites extérieures de la zone des fortifications; bornage du 8 septembre 1884.

Fort de Sanchey. — Limites extérieures de la zone des fortifications; bornage du 8 septembre 1884.

Fort d'Arches. — Limites extérieures de la zone des fortifications; bornage du 8 septembre 1884.

Fort de Remiremont. — Limites extérieures de la zone des fortifications; bornage du 8 septembre 1884.

Fort de Rupt. — Limites extérieures de la zone des fortifications; bornage du 8 septembre 1884.

Fort de Château-Lambert. — Limites extérieures de la zone des fortifications; bornage du 8 septembre 1884.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LEWAL.

N° 15,291. — DÉCRET portant homologation du bornage des Zones de servitudes de divers Ouvrages dépendant de la Place d'Alger.

Du 2 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant les places de guerre et postes fortifiés et les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾, pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

⁽¹⁾ II^e série, Bull. 91, n° 780.

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les ouvrages ci-après, dépendant de la place d'Alger, les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage des zones de servitudes visés et approuvés par le ministre de la guerre:

Batterie de la Courtine 12-13. — Zone unique des servitudes; bornage du 25 janvier 1882.

Batterie du Fortin de l'Ouest. — Zone des servitudes; bornage du 30 janvier 1882.

Batterie de la Salle d'artifices. — Zone unique des servitudes; bornage du 24 janvier 1882.

Batterie de la Prison civile. — Zone unique des servitudes; bornage du 23 janvier 1882.

Fortin de Temendfons. — Zone des servitudes; bornage du 26 décembre 1881.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 2 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LEWAL.

N° 15,291. — *DÉCRET portant homologation du bornage de la Zone des fortifications de la Place d'Orléansville.*

Du 2 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les places ou ouvrages défensifs ci-après, les plans de circonscription et les procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant les zones de fortification visés et approuvés par le ministre de la guerre:
Orléansville. — Limites intérieure et extérieure de la place; bornage du 15 septembre 1882.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780.

décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 2 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^l LEWAL.

N° 15,293. — *DÉCRET* portant homologation du bornage de la Zone des fortifications de divers Ouvrages dépendant de la Place de Chambéry.

Du 7 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires et les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾, pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les ouvrages ci-après désignés, les plans de circonscription et les procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant les zones de fortification visés et approuvés par le ministre de la guerre :

Chambéry.	Fort de Montgilbert.	{	Limites extérieures de la zone des fortifications ; bornage du 1 ^{er} octobre 1884.
	Fort des Plachaux.	{	Limites extérieures de la zone des fortifications ; bornage du 1 ^{er} octobre 1884.
			Blockhaus de Tête-Lasse.
			Limites extérieures de la zone des fortifications ; bornage du 1 ^{er} octobre 1884.
			Blockhaus de Rochebrune.
			Limites extérieures de la zone des fortifications ; bornage du 1 ^{er} octobre 1884.
	Ouvrages de Tête-Lasse.		Blockhaus de Foyatier.
			Limites extérieures de la zone des fortifications ; bornage du 1 ^{er} octobre 1884.
			Blockhaus de Sainte-Lucie.
			Limites extérieures de la zone des fortifications ; bornage du 1 ^{er} octobre 1884.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull, 91, n° 780.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^d LEWAL.

N° 15,294. — *DÉCRET convoquant les Conseils municipaux des communes du département des Deux-Sèvres, à l'effet de nommer leurs Délégués et Suppléants en vue de l'élection d'un Sénateur.*

Du 10 Mars 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 11 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. de Reignié, sénateur du département des Deux-Sèvres,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département des Deux-Sèvres sont convoqués pour le dimanche 22 mars courant, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département des Deux-Sèvres, se réunira au chef-lieu le dimanche 26 avril prochain, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

⁽¹⁾ Bull. 290, n° 4942.

N° 15,295. — *DÉCRET convoquant le Collège électoral de la 1^{re} circonscription de l'arrondissement de Saint-Étienne, à l'effet d'élire un Député.*

Du 10 Mars 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 11 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu les lois des 24 décembre 1875 et 28 juillet 1881;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu le décret du 28 juillet 1881 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. *Bertholon*, député pour la première circonscription de l'arrondissement de Saint-Étienne (Loire),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Saint-Étienne (Loire) est convoqué pour le dimanche 5 avril prochain, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,296. — *DÉCRET convoquant les Conseils municipaux des communes du département de la Gironde, à l'effet de nommer leurs Délégués et Suppléants en vue de l'élection d'un Sénateur.*

Du 10 Mars 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 11 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 438, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 631, n° 10,790.

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Vu l'extrait des procès-verbaux des délibérations du Sénat, duquel il résulte que, dans la séance du 5 février 1885, il a été procédé à un tirage au sort qui a désigné le département de la Gironde comme devant être appelé à élire un sénateur en remplacement de M. Dupuy de Lôme, sénateur inamovible, décédé,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Gironde sont convoqués pour le dimanche 22 mars courant, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de la Gironde, se réunira au chef-lieu le dimanche 26 avril prochain, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15.297. — DÉCRET convoquant les Conseils municipaux des communes du département des Basses-Pyrénées, à l'effet de nommer leurs Délégués et Suppléants en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 10 Mars 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 11 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽²⁾, portant convoca-

⁽¹⁾ Bull. 290, n° 4942.

⁽²⁾ Bull. 290, n° 4942.

tion de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. *Michel Renaud*, sénateur du département des Basses-Pyrénées,

DÉCRÈT :

Art. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département des Basses-Pyrénées sont convoqués pour le dimanche 22 mars courant, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département des Basses-Pyrénées, se réunira au chef-lieu le dimanche 26 avril prochain, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,298. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant substitution de la société des glacières de Paris aux droits, charges et obligations résultant de la concession faite au sieur *Moinat*, par décret du 10 mars 1880, du droit d'exploiter les glaces dans le lac domanial de Sylans.

En conséquence, cette société devra se conformer de tous points aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au décret précité. (Paris, 3 Février 1885.)

N° 15,299. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui autorise la société métallurgique de la Haute-Moselle à réunir les quatre concessions de mines de fer du Val-de-Fer, du Val-Fleurion, de Maran-Nord et du Fond-de-Monvaux, situées dans l'arrondissement de Nancy (Meurthe-et-Moselle).

L'exploitation de chacune des concessions réunies devra, conformément à l'article 31 de la loi du 21 avril 1810, être tenue en activité. (Paris, 3 Février 1885.)

N° 15,300. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant rejet de la demande de

la société civile des sels de Bayonne tendant à obtenir la concession des mines de sel gemme situées dans la commune de Briscous, arrondissement de Bayonne (Basses-Pyrénées). (Paris, 3 Février 1885.)

N° 15,301. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'exhaussement de la digue de rive droite de la Cosne et de construction d'une digue transversale, le chemin de Verjux à la Cosne, conformément aux dispositions générales du projet en date des 6-11 septembre 1883.

En conséquence, le syndicat de Verjux est autorisé à procéder à l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux, en se conformant aux dispositions de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836.

2° Le présent décret sera considéré comme non avenu si les expropriations n'ont pas été accomplies dans un délai de cinq ans à dater de sa promulgation. (Paris, 3 Février 1885.)



Certifié conforme :

Paris, le 30^r Avril 1885.

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 916.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,302. — *DÉCRET qui proclame 33 Cessions de Brevets d'invention.*

Du 9 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamées :

1^o La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 8 janvier 1884, faite, suivant acte en date du 27 novembre 1883, au sieur Narcisse Picard, propriétaire, demeurant à Paris, boulevard Voltaire, n° 11, par la société Chobert père et fils, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 27 juillet 1880, pour un irrigateur Eguisier perfectionné, dit irrigateur hygiénique Chobert.

2^o La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Haute-Garonne, le 17 juin 1884, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 2 du même mois, devant M^e Fabre, notaire à Toulouse, et conférant à la société Ph. Héral et F. Collinet, dont le siège est barrière des Amidonniers, à Toulouse, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 avril 1883, par M^{me} Louvrier, pour une machine à cylindrer toutes sortes de clous, soit à cheval, soit à bois.

3^o La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de l'Aisne, le 24 juin 1884, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, le 8 mai 1884, par M^e Pascault, notaire à Laon, et aux termes duquel le sieur Anguste-Edmond Fournet, propriétaire, demeurant rue Neuve-Saint-Martin à Saint-Quentin, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1881, par la société Michel Kollen et Hertzog, pour un ensemble d'appareils mécaniques pour tannerie.

4^o La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 3 juillet 1884, faite, suivant acte en date du 5 juin de la même année, à la société H. Chamague et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Caumartin, n° 22, par le sieur Eloy, agissant au nom et comme liquidateur de la société anonyme des tentures artistiques, dont le siège était à Paris, rue Caumartin, n° 22, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juillet 1875, par les sieurs Cleis et

compagnie et dont ladite société est cessionnaire, pour un procédé de peinture directe sur toutes espèces d'étoffes ou tissus.

5° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 3 juillet 1884, faite, suivant acte en date du 5 juin 1884, à la société H. Chamague et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Caumartin, n° 22, par le sieur Eloy, agissant au nom et comme liquidateur de la société anonyme des tentures artistiques, dont le siège était à Paris, rue Caumartin, n° 22, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mars 1881, par le sieur Letorey et dont ladite société est cessionnaire, pour un procédé de fabrication des tentures artistiques.

6° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 juillet 1884, faite, suivant acte en date du 2 du même mois, à la *Post combination sewing machine company*, de Washington, par le sieur Post, du brevet d'invention qu'il a pris, le 17 juillet 1883, pour un nouveau système de machine à coudre.

7° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 9 juillet 1884, faite, suivant acte en date des 5 et 7 du même mois, aux sieurs Cornelius Herz, demeurant à Paris, rue Vivienne, n° 51, et Adrien-François Nébrard, demeurant à Paris, avenue Hoche, n° 2, par le sieur Abdank-Abakanoviez, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 mars 1883, pour des perfectionnements dans les appareils servant à transmettre les signaux à distance.

8° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 juillet 1884, faite, suivant acte en date du 19 avril de la même année, au sieur Raymond Selliers, demeurant à Paris, rue de Constantinople, n° 21, par le sieur Blitz, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 20 avril 1883, pour méthode et procédé de fabrication d'un genre de cellulose fibreuse ligneuse, blanche ou non, présentant les caractères de la pâte de chiffons, etc.

9° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 juillet 1884, faite, suivant acte en date du 7 mai de la même année, au sieur Ernest-Lucien Trébucien, négociant, demeurant à Paris, cours de Vincennes, n° 25, par le sieur Weber, du brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 6 janvier 1881, pour des perfectionnements dans les machines à diviser les substances pulvérisées par quantités égales et à les comprimer en pièces compactes pour être transportées.

10° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 juillet 1884, faite, suivant acte en date des 3, 7 et 12 juin de la même année, aux sieurs Louis-Joseph-Amédée Lespermet, demeurant à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 9; Félix-Jean-Baptiste Arrin, demeurant à Paris, rue de la Banque, n° 14, Alfred Bouvet, demeurant à Salins (Jura), Jean-Janvier Patz, demeurant à Clamart (Seine), Prosper Duouat, demeurant à Londres, Collman-Street, n° 4, Gustave Lapagess, demeurant à Paris, rue de Buzance, n° 18, Charles Racine, demeurant à Tonnay-Charente (Charente-Inférieure), Charles Magnoy, demeurant à Paris, boulevard de Picpus, n° 85, Willie de Peyster, demeurant à Paris, rue des Petites-Ecuries, n° 58, Guillaume-Marius Rome, demeurant à Paris, quai d'Austerlitz, n° 1, par le sieur Dangeville, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 juin 1879, pour de nouveaux procédés de transformation des matières ligneuses en glucose et alcool.

11° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 24 juillet 1884, faite, suivant acte en date du 7 du même mois, au sieur Paul Nauhardt, demeurant à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 24, par les sieurs Bauer et Ancel, M^{me} veuve Brouard et M^{lle} Brouard, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 septembre 1832, par les sieurs Bauer, Brouard et Ancel, pour un nouveau produit dit *cuir végétal, sulphovolcanique, imperméable*, résistant à toutes les températures, isolant électriquement, convenant à toutes les applications industrielles et applicable à la chaussure pour la confection des semelles et des talons.

12° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 26 juillet 1884, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, le 15 mai 1884, par M^e Tolly, notaire à Paris, et aux termes duquel le sieur Jules-Joseph Noé, demeurant à Paris, place des Pyrénées, n° 7, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 mai 1876, par le sieur Raux, pour un rabot à baleine et corne.

13° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 juillet 1884, faite, suivant acte en date du 4 du même mois, au

sieur Georges de Borville, négociant en métaux, à Paris, rue de Crussol, n° 16, par le sieur Suel, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 20 octobre 1879, pour clou à deux pointes et à tête ou embase intermédiaire, et pour machine propre à sa fabrication.

14° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 31 juillet 1884, faite, suivant acte en date du 24 du même mois, au sieur Aubin-Antoine Durenne, maître de forges, demeurant à Paris, rue de la Verrière, n° 30, par le sieur Baudry, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 février 1884, pour un système de garniture mobile de rampe d'escalier.

15° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 31 juillet 1884, faite, suivant acte en date du 26 juillet de la même année, à la société anonyme dite *la Railway electrical contractors limited*, dont le siège est à Londres, great Winchester street, n° 4, par les sieurs Stroud ey et Houghton, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 21 août 1873, pour des perfectionnements dans les moyens et les appareils pour l'éclairage électrique des trains de chemins de fer et d'autres véhicules, applicables également en partie à la production et à la distribution des courants électriques en général.

16° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, le 31 juillet 1884, faite, suivant acte en date du 27 juin 1884, au sieur Pierre Martinet, hôtelier et cafetier à Pont-Labbe (Charente-Inférieure), par le sieur Babain, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 mars 1884, pour un conserve-cartes.

17° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Somme, le 4 août 1884, faite, suivant acte en date des 28 et 31 juillet de la même année, à M^{me} veuve Durand, née Eugénie-Joséphine Arrachart, demeurant à Amiens, place Saint-Martin, n° 2, et au sieur Marie-Isidore-Anacle Bourgeois, négociant à Authies (Somme), par le sieur Geloën, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 octobre 1883, pour un nouveau métier à tisser les velours d'Utrecht et les peluches, système Geloën.

18° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 août 1884, faite, suivant acte en date des 12 et 15 juillet 1884, à la société Pingrié et compagnie, dont le siège est à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 36, par le sieur Vincent, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 septembre 1882, pour une nouvelle machine à apprêter les étoffes.

19° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 août 1884, faite, suivant acte en date des 12 et 15 juillet 1884, à la société Pingrié et compagnie, dont le siège est à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 36, par le sieur Vincent, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 21 mai 1884, pour une machine perfectionnée à apprêter les étoffes.

20° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 août 1884, faite, suivant acte en date du 15 juillet de la même année, au sieur Alexis Nicolas Barthélemy, demeurant à Paris, boulevard Saint-Marcel, n° 39, par le sieur Philippe Duc, demeurant à Paris, rue Rameur, n° 11, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 août 1879, par le sieur Blache, et dont il est devenu propriétaire, pour un nouveau système de fermetures en fer sur paliers à godets sphériques, à frein automatique, et à rochet à cliquet remplaçant la manivelle.

21° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 6 août 1884, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, le 16 juillet de la même année, par M^r Breuillard, notaire à Paris, et aux termes duquel M^{me} veuve Talard, née Elisabeth Wathier, est devenue propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juin 1875 par le sieur Talard, pour tous systèmes de clapets avec charnières et ressorts en métal pour pompes pneumatiques.

22° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 6 août 1884, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, le 16 juillet de la même année, par M^r Breuillard, notaire à Paris, et aux termes duquel M^{me} veuve Nicolas Talard, née Elisabeth Wathier, est devenue propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 décembre 1876, par le sieur Talard, pour un système de jonction de tuyaux.

23° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 6 août 1884, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'ad-

judication dressé, le 16 juillet de la même année, par M^r Breuillard, notaire à Paris, et aux termes duquel M^{me} veuve Nicolas Talard, née Elisabeth Wathier, est devenue propriétaire de partie des droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 décembre 1876, par le sieur Talard, pour un système inodore complet de vidange des fosses d'aisance.

24^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 août 1884, faite, suivant acte en date du 6 juin de la même année, à la société industrielle et commerciale de bois et de pavage en bois, dont le siège est à Paris, rue de Londres, n^o 48, par le sieur Goulley, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 21 février 1884, pour un système de pavage en bois impu-
rescible et incombustible.

25^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 août 1884, faite, suivant acte en date du 6 juin de la même année, à la société industrielle et commerciale de bois et de pavage en bois, dont le siège est à Paris, rue de Londres, n^o 48, par le sieur Goulley, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 22 février 1884, pour un système de pavage en bois.

26^e La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 août 1884, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, le 2 juillet de la même année, par M^r Hocquet, notaire à Paris, et aux termes duquel le sieur Georges-Alexandre Dietrich, ingénieur civil, demeurant à Paris, avenue de Villiers, n^o 101, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1881, par le sieur Orvis, pour un système d'appareil pour alimenter et activer la combustion au moyen de l'air et de la vapeur dans tout genre de foyer.

27^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 2 septembre 1884, faite, suivant acte en date du 25 août de la même année, au sieur Ramond Marsa y Giral, demeurant à Salobrena (Espagne), par le sieur Agrela, du brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 22 octobre 1883, pour des perfectionnements dans les foyers destinés à brûler les bagasses fraîches ou autres combustibles humides.

28^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 2 septembre 1884, faite, suivant acte en date du 29 août de la même année, au sieur Charles-Albert Mussigmann, architecte, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n^o 321, par le sieur Jardin, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 16 juin 1884, pour un appareil pour le chauffage instantané de l'eau courante sous pression.

29^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 septembre 1884, faite, suivant acte en date du 28 août de la même année, au sieur Ledau, demeurant à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n^o 4, par la société P. Ledau et compagnie, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 septembre 1883, par ledit sieur Ledau, et dont la société susnommée est devenue propriétaire, pour fabrication de pointes d'acier pour bijouterie.

30^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 septembre 1884, faite, suivant acte en date du 26 novembre 1883, à la société en formation « Teinturerie nouvelle de la Seine », dont le siège est à Paris, rue Louis-le-Grand, n^o 9, par les sieurs Crebassa et le baron Calvet Rogniat, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 23 août 1883, pour un procédé de teinture à froid sur toutes matières végétales ou animales.

31^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 septembre 1884, faite, suivant acte en date du 25 août de la même année, au baron Calvet Rogniat (Pierre), demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n^o 374, par le sieur Crebassa, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 août 1883, conjointement avec ledit sieur Calvet Rogniat, pour un procédé de teinture à froid sur toutes matières végétales ou animales.

32^e La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 septembre 1884, telle qu'elle résulte de l'acte passé, le 10 juillet de la même année, devant M^r Olagnier, notaire à Paris, et portant adjudication au profit du sieur Dominique Crespín, propriétaire, demeurant à Paris, rue Saint-Dominique, n^o 94, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 novembre 1880, par le sieur Lievens, pour un ascenseur monte-personnes à freins de sûreté instantanés.

33^e Une mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture

du département de la Seine, le 23 septembre 1884, telle qu'elle résulte de l'acte passé, le 8 du même mois, devant M° Devès, notaire à Paris, et portant adjudication au profit du sieur Alphonse-Jules Roy, demeurant à la Varenne-Saint-Hilaire (Seine), avenue du Centre. n° 2, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mai 1881, par les sieurs Estève et Lallement, pour un moteur à air hydrocarburé.

2. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,303. — *DÉCRET qui proclame des Brevets d'invention et des Certificats d'addition.*

Du 30 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le troisième trimestre de l'année 1884, tels qu'ils sont contenus dans les états annexés au présent décret.

2. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

BREVETS D'INVENTION.

161,146. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884, Richardson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les surfaces métalliques employées sous les socques en caoutchouc, et dans les dispositifs servant à les fixer.

161,147. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Paton et Heel, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mode de réglage automatique des contrepois faisant frein dans les métiers à filer en fin.

161,148. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; société anonyme des briqueteries des deux Nèthes, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Séchoir artificiel avec wagons à étagères mobiles.

161,149. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Marinoni et Michaud, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la fabrication des matrices pour la stéréotypie.

161,150. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Engelmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Accouplement pour cordes de fils métalliques et de chanvre.

161,151. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Duroyon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bouton s'adaptant aux étoffes par vissage.

161,152. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Caudau, à Oloron (Basses-Pyrénées). — Chaussures à tiges, empeigne et guêtre d'une seule pièce de cuir, à couvre-couture imperméable et accidentellement à guêtre rapportée.

161,153. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Fournier, pharmacien à l'hospice de Gap (Hautes-Alpes). — Bonne hydroglycérique automatique.

161,154. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Montauban et Marchandier (société), rue Neuve-Saint Martin, n° 33, à Saint-Quentin. — Transformation des filtres-presses à lavage simple ou plutôt à nettoyage simple, en filtres-presses à lavage absolu des tourteaux produisant l'épuisement complet de ces derniers.

161,155. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Delhomme, à Savignac-d'Auras (Gironde). — Appareil de natation dit *le Natateur-Delhomme*.

161,156. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Hautrive, rue de Puebla, n° 4, à Lille. — Enduit à base de plombagine, préservant les métaux de l'oxydation ou rendant impitrescible tout objet.

161,157. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Delebarre, élisant domicile chez Vinsonneau, route de Condé, à Anzin (Nord). — Graisseur automatique pour graisses molles.

161,158. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Breylon, à Paris, rue Bonaparte, n° 36. — Système d'imperméabilisation et de conservation dit *l'humidifuge*.

161,159. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; compagnie dite *la Dynamite-Projectile-company*, représentée par Bardin, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Perfectionnements dans les projectiles produisant une forte explosion.

161,160. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Coget, représenté par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Perfectionnements dans les machines en usage pour obtenir, par travail continu, dans une presse circulaire, l'aspect donné aux tissus de toute nature, par la mise en carte et en presse, au moyen d'une cuvette flexible articulée.

161,161. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Daudeteau, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Fusil à chargeur automatique avec boîte chargeuse et sa couverture, et système de division des cartouches.

161,162. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Roberts, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Perfectionnements dans les modes de jonction des tuyaux et conduits.

161,163. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Corradi, à Paris, rue Fromentin, n° 6. — Système de wagon à ballast et de transports quelconques à fond ou à tablier articulé pour déchargement automatique et permettant de décharger, soit d'un seul jet au repos, soit avec distribution à volonté, en marche.

161,164. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; E. Ducretet et compagnie (société), représentée par Drouin, à Paris, rue Claude-Bernard, n° 75. — Perfectionnements dans la construction des piles au bichromate de potasse à deux liquides.

161,165. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Blanchot, à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 113. — Fabrication d'un verrou à sonnerie nouveau système.

161,166. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Liardot, représenté par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Système perfectionné de cage ou volière.

161,167. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Reed, représenté par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans la fabrication des chaus-sures.

161,168. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Shaw, représenté par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Pile électrique portative perfectionnée.

161,169. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; de Korshunoff, à Paris, rue de Chazelles, n° 37. — Perfectionnements dans les lorgnon ou pince-nez.

161,170. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Brandon, représenté par Més, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements aux machines à vapeur Compound et leurs applications.

- 161,171. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Pieper, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Modifications aux lampes de sûreté pour mines.
- 161,172. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Geitner, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Procédé pour l'obtention de précipités galvaniques, respectivement pour la corrosion ou l'oxydation de surfaces métalliques à l'aide d'un bain ambulant.
- 161,173. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Hildebrand et Grohé, représentés par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Éteignoir automatique pour bougies.
- 161,174. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Fabricius et Moldner, représentés par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Perfectionnements aux appareils pour la production du gaz de lignoïne.
- 161,175. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Kayser, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Boîte photographique de rechange avec manche en étoffe opaque.
- 161,176. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Ponsard et compagnie (société), représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la construction et le fonctionnement des gazogènes.
- 161,177. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Besnard, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles n° 15. — Perfectionnements dans les lampes.
- 161,178. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Terrier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application de certaines fibres textiles exotiques à la fabrication d'articles de sellerie et de harnachement.
- 161,179. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Ransom, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les sacs, malles et autres articles de voyage analogues.
- 161,180. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Pulman et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les procédés et appareils pour le perçage multiple des bois de broches.
- 161,181. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Guattari, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de machine à percer, à aléser, à moletter, à raboter, pouvant aussi exécuter d'autres travaux analogues.
- 161,182. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Byrnes, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Casque de sûreté permettant de séjourner dans des endroits infectés par des gaz ou d'autres émanations malsaines.
- 161,183. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Johnston, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux râteliers agricoles.
- 161,184. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Phillips, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux tournures de dames et aux moyens de rendre rigides ces tournures et d'autres articles de toilette.
- 161,185. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Bourgeaud fils, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareil pour la fabrication mécanique des chaînes à maillons soudés.
- 161,186. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Kimberly, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à produire les matrices pour stéréotypage.
- 161,187. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Whitton, Rice et Hogen, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils de transmission de la force motrice, destinés principalement à la manœuvre des machines des chemins de fer à câble.
- 161,188. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Durke, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux systèmes télégraphiques.
- 161,189. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Mac-Cracken, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux soupapes à vapeur.
- 161,190. Brevet de quinze ans, 25 mars 1884; Sergeant, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux perforateurs mécaniques à rocher.

- 161,191. Brevet de quinze ans, 24 mars 1884; Gontard, quai Jayr, n° 44, à Lyon. — Cambreuse à mouvement continu.
- 161,192. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Valent, route de Toulouse, à Carcassonne. — Fourcat sulfureux pour le traitement des vignes phylloxérées.
- 161,193. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Callaud, rue du Bocage, n° 26, à Nantes. — Nouvelle construction de câble conducteur pour paratonnerres.
- 161,194. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Payot, à Rumilly (Haute-Savoie). — Fontaine à café ou à thé et même à infusions pour les simples.
- 161,195. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Ward-Raux, à Lille. — Machine à émoucheater, pigner et repasser les textiles.
- 161,196. Brevet de quinze ans, 29 mars 1884; Laridan, aux Andelys. — Plaque universelle à usage des armes de salon.
- 161,197. Brevet de quinze ans, 29 mars 1884; Dorgans aîné, à Tarbes. — Nouveau système de raccord de pompes à incendie et autres.
- 161,198. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Veber, représenté par Poirot, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 92. — Perfectionnements au bouton dit *patin à bascule*.
- 161,199. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Dubray et Viallet, à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 32. — Système de fermeture de sûreté s'appliquant aux boutons d'oreilles.
- 161,200. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Scheidt, représenté par Carénou, à Paris, rue Clapeyron, n° 9. — Nouveau procédé de teinture, de mordantage, de lavage, de rinçage et de séchage, applicable aux matières textiles brutes, ouvrées ou en voie de fabrication, et appareils employés à cet effet.
- 161,201. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Pieper, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Modifications apportées à l'éclairage électrique au moyen de lampes à arc et de lampes à incandescence combinées.
- 161,202. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Allen, représenté par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Perfectionnements apportés à l'art de la transmission de la parole.
- 161,203. Brevet (brevet anglais devant expirer le 26 septembre 1897) pris, le 26 mars 1884, par Varley, Padbury, Beale et Shearer, représentés par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Perfectionnements aux machines dynamo-électriques.
- 161,204. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Delaire, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système de fabrication des lames de couteaux par laminage.
- 161,205. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Avrial, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sebastien, n° 45. — Système de commande applicable aux machines à coudre portatives et autres appareils ou machines.
- 161,206. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Nielsen, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Lubrificateur automatique à haute pression.
- 161,207. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Pillet, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Pieu à résistance (système Pillet).
- 161,208. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Pousard et compagnie (société), représentée par Caralunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la fabrication du fer homogène, de l'acier et des autres métaux fondus.
- 161,209. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Benz et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Moteur à gaz.
- 161,210. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Barry, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Disposition perfectionnée d'appareils pour supporter, abaisser, détacher les bateaux, barques et chaloupes.
- 161,211. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Croydon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication du pain.
- 161,212. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Terrier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chapelet à patins de surface, applicable aux roues des voitures de tous genres.
- 161,213. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Odier fils, représenté par Blétry

frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de lestage des ballons et aérostats au moyen de l'air atmosphérique.

161,214. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Odier, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Rouleau traceur destiné à l'agriculture.

161,215. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Cohin, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à perforer obliquement les bois droits ou cintrés pour broches, etc.

161,216. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Coggeshall, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à filer et à tordre les fils.

161,217. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Hamelle, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de semelle en feutre et tissu d'amiante pour rails de chemins de fer.

161,218. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Hochet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Casquette à rabat-tricot.

161,219. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Andreux, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des fusils scolaires et autres armes analogues.

161,220. Brevet de quinze ans, 26 mars 1884; Amiot, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de traineau de relevage et de transport des herbes flexibles, des instruments de culture en général et de tous autres objets et appareils.

161,221. Brevet de quinze ans, 29 mars 1884; Boiteau et Roux, à Saint-Michel-la-Rivière (Gironde). — Sulfureur automatique pouvant s'appliquer à toutes les char-rues ou araires vigneronnes, ou à tout autre moteur à traction.

161,222. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Huré, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Outil à mandriner les tubes de chaudières ou autres, perfectionné et dit *extensible*.

161,223. Brevet (brevet anglais devant expirer le 27 septembre 1897) pris, le 27 mars 1884, par Liardet, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les crochets à dégagement.

161,224. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Bourdin, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système d'encrier sténographique.

161,225. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Roland, Sido et Barbier, représentés par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système d'épuisement des vinasses dans les appareils à distiller.

161,226. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Blair, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de machine à cylindre rotatif.

161,227. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Carroll, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les lochs ou sillomètres.

161,228. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Thompson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les joints d'assemblage pour tuyaux flexibles et autres articles analogues.

161,229. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Simeson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de réservoir automatique des chasses d'eau ou autres liquides.

161,230. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Tournoux, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système pour obtenir, par morsure, des planches en taille douce en remplaçant les teintes non coupées d'une image transparente à reproduire, par des teintes formées de points, traits ou lignes.

161,231. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Delahaye, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de herse articulée à surcharge réglable.

161,232. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Jaeger, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de séchoir pour tannerie et autres usages.

161,233. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Desprésaux de Saint-Sauveur, à Paris, rue de Milan, n° 15. — Appareil supprimant le traitement dans la traction, le transformant en roulement direct et continu et sans mouvement latéral, facilitant tous les efforts sans nuire à la solidité, supprimant tout graissage dans tous véhi-

cules, machines, moteurs, transmissions, etc., au moyen de pièces à gorges disposées, réunies et fonctionnant d'une façon spéciale, nouvelle et particulière, avec des sphères.

161,234. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Vogel, représenté par Barbe, à Paris, boulevard Voltaire, n° 156. — Procédé de fabrication de substances antimonières et leur emploi pour la teinture et l'impression.

161,235. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Griffiths, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils pour purifier la fumée des foyers de chaudières à vapeur ou autres.

161,236. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Burrows, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les peigneuses pour lin, chanvre, ramie, etc.

161,237. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Meyer, élisant domicile chez le sieur Armand, rue Estelle, n° 4, à Marseille. — Moulin vertical dit *moulin Meyer*.

161,238. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Court, représenté par Bachelu, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Appareil à embouir toutes espèces de feuilles métalliques et vel-ver des bords.

161,239. Brevet de quinze ans, 29 mars 1884; André, Legrand et compagnie (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Système de calorifère chauffe au gaz pour production de grandes quantités d'air chaud.

161,240. Brevet de quinze ans, 29 mars 1884; Lambert, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans les appareils à fabriquer les boissons gazeuses.

161,241. Brevet de quinze ans, 29 mars 1884; Raymondière, rue de la Poudrière, n° 10, à Nantes. — Nouveau système de lavage du noir dans les raffineries et sucreries de France.

161,242. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Boué, sous-intendant militaire à Belfort. — Système de ligature des balles de fourrages pressés dit *système de boulon-ligature parfait*.

161,243. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Cardozo, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 123. — Application nouvelle du principe barométrique à une machine à dessécher dans le vide le fruit du café, les céréales et toutes autres matières, ainsi qu'à évaporer les liquides, machine dite *séchoir prodige*.

161,244. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Tirard frères (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Chapeau de fantaisie en feutreticot, et son mode de fabrication.

161,245. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Sebichan, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de répétition perfectionnée applicable aux montres de tous genres.

161,246. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; L'Hermitte, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux serrures.

161,247. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; March et Cheeswright, représentés par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans les moteurs électriques.

161,248. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Loder, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans un procédé servant à la fabrication du vin de bois.

161,249. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Merk, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils d'attelage et aux tiges de traction des wagons de chemins de fer.

161,250. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Mac Keen, représenté par Bontcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Attelage perfectionné pour les wagons de chemins de fer.

161,251. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Guillard (M^{re}), représentée par Biétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application nouvelle des ailes d'oiseaux aux insectes destinés à la parure des coiffures et vêtements.

161,252. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Marbœuf et Wilhelm, représentés par Biétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à fabriquer et fermer les enveloppes en paille pour bouteilles et flacons.

161,253. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1884; Hégulus, Salvat et Lagane, à Morcenx (Landes). — Cachetage à la cire, nouveau système.

161,254. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Frémy, à Nailly (Yonne). — Nouvelles pièces ajoutées à la fabrication des extirpateurs.

161,255. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Closset, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Accessoires de paratonnerre Nelsens.

161,256. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Baxter, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les cabestans servant à la commande des chaînes, cordes et autres câbles.

161,257. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Johnson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les télégraphes à impression automatique.

161,258. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Rouzay, à Paris, rue de Laval, n° 29. — Mode de propulsion des bateaux au moyen de l'explosion d'un gaz combustible.

161,259. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Griffin, représenté par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Perfectionnements dans les boîtes pour contenir des substances alimentaires.

161,260. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Bourdil, représenté par Vivarel, à Narbonne. — Appareil de chauffage pour conserver, vieillir et améliorer les vins.

161,261. Brevet de quinze ans, 29 mars 1884; Zunz, représenté par Delorme, rue Saint-Louis, n° 14, à Saint-Étienne. — Porte-corniches et porte-patères mobiles pour rideaux.

161,262. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Morel, à Hnin-Liétard (Pas-de-Calais). — Système de distributeur applicable à tous les semoirs employés dans l'agriculture.

161,263. Brevet de quinze ans, 29 mars 1884; Mallet, à Paris, boulevard de la Villette, n° 52. — Condenseur-laveur à réglage automatique et à nettoyage continu.

161,264. Brevet de quinze ans, 29 mars 1884; Martin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les bocs ou brûleurs pour lampes à huiles minérales ou autres.

161,265. Brevet de quinze ans, 29 mars 1884; Grégoire et Lequien, représentés par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système d'épuration par le froid du gaz d'éclairage, et appareils employés à cet effet.

161,266. Brevet de quinze ans, 29 mars 1884; Mayer, représenté par Brandon, à Paris, rue Laflitte, n° 1. — Perfectionnements dans la fabrication des boutons.

161,267. Brevet de quinze ans, 29 mars 1884; Vicars (les sieurs), représentés par Brandon, à Paris, rue Laflitte, n° 1. — Perfectionnements dans les appareils servant à alimenter le combustible dans les foyers.

161,268. Brevet de quinze ans, 29 mars 1884; Machenhauer, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans la fabrication des matières colorantes jaunes.

161,269. Brevet de quinze ans, 29 mars 1884; Nobel, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux composés explosibles.

161,270. Brevet de quinze ans, 29 mars 1884; Fix, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle machine à scier la pierre.

161,271. Brevet de quinze ans, 29 mars 1884; Wlach et Pincéffs, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Lanterne (système Wlach) sans cheminée de verre, à bec distinctif et avec dispositions spéciales d'alimentation et de sortie d'air.

161,272. Brevet (brevet anglais devant expirer le 28 novembre 1897) pris, le 29 mars 1884, par Pocknell, représenté par Dieuaidé, à Paris, rue de la Banque, n° 18. — Couvre-pieds aéré perfectionné et accessoires s'y rattachant.

161,273. Brevet de quinze ans, 27 mars 1884; Escach, rue Raymond IV, n° 20, à Toulouse. — Machine universelle à compression progressive à agglomérer et mouler plein, creux et percé, toutes sortes de poudres et produits céram qu's.

161,274. Brevet de quinze ans, 28 mars 1884; Rumède, à Mithas (Haute-Garonne). — Outil agricole dit *cueillelette*, ayant pour objet de cueillir les fruits avec rapidité et commodité.

161,275. Brevet de dix ans, 31 mars 1884; Garrigues, rue Alsace-Lorraine, n° 10, à Toulouse. — Fusil scolaire.

161,276. Brevet de dix ans, 31 mars 1884; La Marle, rue Bayard, n° 7, à Mézières. — Construction d'un microphone.

161,277. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Brostaux, à Montcy-Saint-Pierre (Ardennes). — Nouveau système de couvercle applicable à toute espèce de cuvette fermant hermétiquement, ce qui permet de transporter les vidanges sans aucune odeur, et pouvant s'adapter à toute espèce d'orifice.

161,278. Brevet de dix ans, 1^{er} avril 1884; Bernard, Grande-Rue, n° 21, à Chalon-sur-Saône. — Appareil automatique destiné à remplacer les bourrelets que l'on adapte aux portes.

161,279. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Huré, rue Bonne-Dame, n° 2, à Châteauneuf-sur-Loire (Loiret). — Moteur aérien.

161,280. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Desrameaux, rue de Paris, n° 149 et 151, aux Lilas (Seine). — Machine pneumatique sans piston ni clapet, à marche continue.

161,281. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Baur, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Système de godet graisseur avec mécanisme d'arrêt.

161,282. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Jaeger, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé nouveau ayant pour but de rendre nervimoteurs et plus pleins de goût tout comestible et aliment en les imprégnant d'odeur des cheveux qui proviennent de personnes féminines.

161,283. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Voirin, à Paris, rue Mayet, n° 17. — Perfectionnements aux machines à imprimer en retiration à pinces.

161,284. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Fletcher, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les machines à laver.

161,285. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Grob, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Modifications aux jeux des instruments de musique.

161,286. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Goupil, boulevard de Châteaudun, n° 42, à Saint-Denis (Seine). — Machine à fabriquer les procédés pour queues de billard.

161,287. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; de Tavernier, à Paris, boulevard Denain, n° 7. — Appareil dit *garde-corps automatique*, applicable aux voitures, tramways, etc.

161,288. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Henard, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 58. — Nouveau système d'ajustage à distillation de deux surfaces cylindriques quelconques.

161,289. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Massot, à Paris, rue d'Assas, n° 9 bis. — Application aux moteurs à gaz d'une cloche hydraulique ayant pour but de remplacer dans ces moteurs les poches en caoutchouc.

161,290. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Monguin, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Emporte-pièces pour mains de gants, à longueurs de doigts et d'empaumés variables.

161,291. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Clark, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la disposition, le chauffage et la construction des chaudières à vapeur.

161,292. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Bacon, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines pour découper du papier, carton ou autre matière analogue en tickets ou pièces pour faciliter le liage desdits tickets ou pièces en paquets.

161,293. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Heinzerling, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de chauffage et d'évaporation sans combustible, et son application aux machines à vapeur et aux appareils d'évaporation et de chauffage.

161,294. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Clapp, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la préparation et dans la fabrication du papier pour chèques, factures, papier timbré et autres documents précieux dans le but de prévenir la fraude.

161,295. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Brinkmann junior, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil de graissage automatique de la vapeur avant son entrée dans les cylindres.

161,296. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Windhausen, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pompe pneumatique rotative à jet de fluide.

161,297. Brevet de quinze ans, 2 avril 1884; Boggio-Cassero, représenté par De-

forme, rue Saint-Louis, n° 14, à Saint-Étienne. — Nouveau procédé d'extraction de l'huile de lin et préparation d'une farine de lin inaltérable, applicable à toutes les graines oléagineuses, dit *procédé par séparation*.

161,298. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Henrotin, à Donchery (Ardennes). — Nouveau contre-balancier servant à faire les fusées et les canettes aussi bien que le renvideur.

161,299. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Mertz (les sieurs), représentés par Gauthier, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 26. — Appareil relatif à la production du gaz riche au moyen de la décomposition des huiles de schiste et de toute autre matière huileuse par la chaleur.

161,300. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Grouvelle, à Paris, rue des Écoles, n° 26. — Système de soupape.

161,301. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Grouvelle, à Paris, rue des Écoles, n° 26. — Système de robinet pour l'eau et la vapeur.

161,302. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Chamberlain, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les appareils employés pour charger les cartouches des armes à feu.

161,303. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Schmahl, représenté par Mennecke, à Paris, rue de Maubeuge, n° 93. — Perfectionnements aux extincteurs portatifs.

161,304. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Smith, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les boîtes à graisse pour locomotives, voitures, wagons et trucks pour chemins de fer et tramways.

161,305. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Lowrey, représenté par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements apportés aux forces motrices chimiques.

161,306. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Chaulin, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Nouveau système de chevalot dé campagne.

161,307. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Renouf, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Vélocipède bicycle stable.

161,308. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Hugodot, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Machine à piquer les dessins.

161,309. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Guzman, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Ballons annulaires.

161,310. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Bareuther, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Méthode pour la fabrication des tapis au moyen de tourbes de toutes sortes, de cellulose et de tannée.

161,311. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Jones, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Procédés et appareils pour la fabrication du fer et d'autres métaux au moyen du pétrole.

161,312. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Charon, à Paris, passage Kuszner, n° 13. — Système de vélocipède dit *l'hirondelle*, à une roue motrice placée à l'arrière, fonctionnant à la main au moyen d'engrenages et de chaînes dites *Vaucanson*.

161,313. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Simon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bateau à commande de propulsion par pédales, dit *bateau-vélocipède*.

161,314. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Pierret-Bosquet et fils (société), représentée par Albert Cohen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de presseoirs pour la fabrication de l'écorce mécanique.

161,315. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Desgouttes, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Aérateur hygiénique pour appartements.

161,316. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Abbott, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Instrument perfectionné à décrire des ellipses, des courbes et des cercles.

161,317. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; White, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux tissus caoutchoutés et à la composition servant à les fabriquer.

161,318. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; société dite *Union car Coupler company*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à l'attelage des voitures de chemins de fer.

161,319. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1884; Lavenaz, représenté par Thirion, à

- Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de filage et de torsage simultanés des brins de soie provenant du dévidage des cocons.
- 161,320. Brevet de quinze ans, 2 avril 1884; Pitiot, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Tour de cou pour cravates.
- 161,321. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Beau, représenté par Delorme, rue Vieille-Monnaie, n° 9, à Lyon. — Perfectionnements aux pendules dits *balanciers*.
- 161,322. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Gérard Saint-Biancat, au Bouscat (Gironde). — Procédé de papetage hermétique.
- 161,323. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Blandin, rue de Rennes, n° 95, à Nantes. — Système de fabrication pour mesures en tôle garnie et protégée extérieurement par un doublage en bois sur partie du pourtour.
- 161,324. Brevet de quinze ans, 2 avril 1884; Bergevin, à Paris, rue des Trois-Couronnes, n° 43. — Système de serrure de sûreté à triple verrou et avec ou sans petit pêne de rappel; perfectionnement au brevet de quinze ans n° 134,130, que ledit Bergevin a pris, le 15 décembre 1879.
- 161,325. Brevet de quinze ans, 2 avril 1884; Palau, représenté par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Système de fermeture contre l'effraction.
- 161,326. Brevet de quinze ans, 2 avril 1884; docteur Prinz et Quellmalz, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans le traitement des fibres végétales ainsi que des tissus qui en sont fabriqués.
- 161,327. Brevet de quinze ans, 2 avril 1884; de Laval, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements aux appareils centrifuges servant à séparer des liquides de poids spécifiques différents.
- 161,328. Brevet de quinze ans, 2 avril 1884; Réjus et compagnie (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau fourneau à gaz, à garniture d'amiante, pour fondre les caractères, filets et blancs d'imprimerie.
- 161,329. Brevet de quinze ans, 2 avril 1884; Lockert, à Paris, rue Norvins, n° 24. — Méthode nouvelle d'application de l'hélice cylindrique à la transformation du mouvement rectiligne en circulaire dans les moteurs et autres appareils à piston.
- 161,330. Brevet de quinze ans, 2 avril 1884; Postel-Vinay, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système d'appareil magnéto-électrique spécialement destiné à produire les signaux électriques à distance.
- 161,331. Brevet de quinze ans, 2 avril 1884; docteur Schiltz, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouveau procédé de rendre les pistons et les boîtes à étoupes imperméables par la pression des liquides.
- 161,332. Brevet de quinze ans, 2 avril 1884; Delcroix, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de transformation et essorage mécanique du papier parcheminé.
- 161,333. Brevet de quinze ans, 2 avril 1884; Guirand, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour rendre ininflammables les matières à base de cellulose.
- 161,334. Brevet de quinze ans, 2 avril 1884; Park, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines et pompes rotatives.
- 161,335. Brevet de quinze ans, 2 avril 1884; Capdeville, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de tournurière articulée, arrondissable pour la fabrication des chapeaux.
- 161,336. Brevet (brevet anglais devant expirer le 2 octobre 1897) pris, le 2 avril 1884, par Coxeter et Nehmer, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les moteurs et les générateurs électriques.
- 161,337. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; docteur du Magny, à l'Isle-Jourdain (Vienne). — Instrument médico-chirurgical dénommé *rectalitre* (redresseur utérin) et porte-pessaire.
- 161,338. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Egells, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils concentrateurs pour liquides corrosifs.
- 161,339. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Jackson junior, représenté par Tavernier, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans les outils à mains, destinés à couper le papier ou tout autre produit analogue.
- 161,340. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Bauermeister, représenté par Matray,

Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Lubrificateur à graisse consistante.

161,341. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; van der Elst, à Paris, villa Molitor, n° 13. — Système d'usines navales.

161,342. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Chauvet, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lit-sommier-canapé pouvant faire la chaise longue, système Chauvet.

161,343. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; docteur Scheibler, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements au procédé et appareil servant à extraire le sucre des betteraves et autres matières saccharifères au moyen de liquides volatils.

161,344. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; baron de Woelmout, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système nouveau de locomotion automatique aérienne.

161,345. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Bohrer, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Clavier transpositeur pour orgues et pianos.

161,346. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Munzinger, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de séchoir continu pour matières ligneuses, cellulose, alfa, paille, laine, coton, copeaux, etc.

161,347. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Schaw, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils téléphoniques et télégraphiques.

161,348. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Merlin et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de batteuse avec tambour-batteur remontant les bottes.

161,349. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Dujardin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système combureteur applicable aux fours et fourneaux industriels, métallurgiques et autres.

161,350. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Billiot et Souillet, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de boutons avec queue métallique en corozo ou autre matière.

161,351. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Ernest Grafton et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de machine à onduler ou canneler les tôles et autres feuilles métalliques.

161,352. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Milinaire frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la construction et le montage des persiennes métalliques.

161,353. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Fontvieille, représenté par Delorme, rue Saint-Louis, n° 14, à Saint-Étienne. — Perfectionnements aux métiers à fabriquer la tresse et les lacets élastiques.

161,354. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Lahaye, à Melun. — Système de bordures de jardins, parcs, etc., en ciment de toutes espèces et faisant des objets de toutes formes, dimensions, dessins et couleurs.

161,355. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Ponthieu, à Foreste (Aisne). — Alimentateur continu pour les générateurs.

161,356. Brevet de quinze ans, 7 avril 1884; Bazé, rue Sainte-Luce, n° 15, à Bordeaux. — Support mécanique permettant de faire avancer les rideaux et galerie en ouvrant la fenêtre.

161,357. Brevet de quinze ans, 7 avril 1884; Desforges, à la Teste-de-Busch (Gironde). — Nouveau paragelée des vignes, dit *paragelée-ministre*.

161,358. Brevet de quinze ans, 7 avril 1884; Fournet, rue Nationale, n° 66, à Tours. — Système de réveil-le-matin supprimant l'aiguille de réveil sur le cadran.

161,359. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Truchot, à Paris, rue d'Argenteuil, n° 5. — Imitation de marbre (nacré).

161,360. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Cavalerie, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 32. — Nouveau système perfectionné de machine-moteur hydrostatique, applicable comme pouvoir moteur à toutes sortes de machines.

161,361. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Baudet, à Paris, rue Saint-Victor, n° 90. — Nouvel appareil de mesures électriques.

161,362. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Gaulard, représenté par Bardin, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Perfectionnements dans les machines à coudre.

161,363. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Pielsticker et le docteur Muller, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans la production des fils d'acier, plaques, tiges, barres et rails, et dans les appareils qui s'y rapportent.

161,364. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Giraud, rue de Paris, n° 19, à Clichy-la-Garenne (Seine). — Machine à rouler et mesurer les tissus.

161,365. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Brook, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils propres à produire le gaz combustible.

161,366. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Richard frères (société), à Paris, impasse Fessart, n° 8. — Perfectionnements apportés à la construction des pyromètres à air.

161,367. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Schulke, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Brûleur régénérateur.

161,368. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Deutsch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication d'aluminium.

161,369. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Kosztovits, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de tous objets en bois et produits industriels nouveaux qui en résultent.

161,370. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Stafford et Pearson, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de four servant à brûler les déchets, les ordures ménagères ou autres matières décomposées.

161,371. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Bœringer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Genre de dominos-cartes.

161,372. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Seguin, rue Curial, n° 65, à Marseille. — Nouveau procédé de pâtes à papier dit *B. Seguin*.

161,373. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Pablo Vidal, représenté par Delpoy, rue des Templiers, n° 25, à Marseille. — Appareil purificateur de l'air dans les futailles contenant le vin.

161,374. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Giorelli Maggiorino, hôtel Pertinax, rue Pertinax, à Nice. — Nouveau système de pavage des trottoirs et terrasses.

161,375. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Goubault, rue du Donjon, à Épernay. — Machine dite *tireuse champenoise*, à air comprimé.

161,376. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Osenbruck, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Procédé et disposition destinés à assurer l'étanchéité des boîtes à étoupe dans les pompes de compression travaillant avec des corps volatils.

161,377. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Cauchemont (M^{re}), à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 15. — Grillade fixe sur plaque mobile abattante pour fourneaux portatifs et pour fourneaux de construction.

161,378. Brevet de quinze ans, 5 avril 1883; Andrieu, à Paris, rue de Charenton, n° 130. — Produit dit *œnogène Andrieu*, composé des principes solubles du raisin.

161,379. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Lonvot, à Paris, place des Vosges, n° 11. — Produit nouveau dit *la carozine*, et moyens employés pour l'obtenir.

161,380. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Papault et Martin (société), à Paris, rue de la Verrerie, n° 77. — Pommade régénératrice au quinquina, contre la chute des cheveux, pellicules, démangeaisons et crevasses.

161,381. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Baron, à Paris, rue Michel-Lecomte, n° 16. — Nouveau système d'éventail dit *éventail-carnet*.

161,382. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Doublet et Thirion, à Paris, rue de Vaugirard, n° 160. — Perche de sauvetage.

161,383. Brevet (brevet anglais devant expirer le 5 octobre 1897) pris, le 5 avril 1884, par Beecroft (les sieurs), représentés par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Perfectionnements dans les appareils servant à presser, repasser et finir des vêtements ou partie de vêtements, ainsi qu'à presser des étoffes tissées, feutrées ou de laine.

161,384. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Przibilla, représenté par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg Saint-Denis, n° 39. — Appareil purificateur de l'eau d'alimentation contenant des matières incrustantes, des acides ou autres matières nuisibles.

161,385. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Cassagnes, représenté par Blétry

frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveaux procédés et appareils sténo-télégraphiques.

161,386. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Méguin, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau calendrier perpétuel automatique.

161,387. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Marcelin aîné, représenté par Albert Caben, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de presse à copier les cartes postales.

161,388. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Ostier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de clou pour toitures métalliques.

161,389. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Burroughs et Wellcome, représentés par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Produit destiné à remplacer les éponges.

161,390. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Piette, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux calandres pour le tissage ou satinage du papier ou autres matières.

161,391. Brevet de quinze ans, 7 avril 1884; Couppery, à Paris, rue Fontaine, n° 35. — Tamiographie céramique.

161,392. Brevet de quinze ans, 7 avril 1884; Tidcombe junior, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans la construction des appareils filtreurs (civière), employés soit pour filtrer la pâte à papier ou à carton, soit pour préparer la demi-pâte de bois, paille ou autres matières analogues, et pour en séparer les impuretés de toute nature.

161,393. Brevet de quinze ans, 7 avril 1884; Schneider et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans la construction des arbres coudés pour navires.

161,394. Brevet de quinze ans, 7 avril 1884; Richford, représenté par Winkler, à Paris, rue Charlot, n° 7. — Timbre de poche en caoutchouc avec coussin-encrier.

161,395. Brevet de quinze ans, 7 avril 1884; Cassagnes, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de transcription électrique et automatique des signes et caractères de sténographie en caractères typographiques.

161,396. Brevet de quinze ans, 7 avril 1884; Ryo frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines dites *doubleuses*, pour réunir les fils.

161,397. Brevet de quinze ans, 7 avril 1884; Kleinhans, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés dans la confection des chaussons.

161,398. Brevet de quinze ans, 7 avril 1884; V. Palyart et fils (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Impressions lumineuses.

161,399. Brevet de quinze ans, 7 avril 1884; Cunin fils et Lucien Dehan (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de cylindres en fonte à creux et reliefs pour leur application au gaufrage des tissus.

161,400. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Merklen, représenté par Pousset, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 69. — Perfectionnements aux procédés et machines de préparation des matières textiles.

161,401. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Martin, à Paris, rue de la Folie-Méricourt, n° 25. — Nouveau système de capsule métallique à ressort pour fermeture hermétique, bouchage de bœaux.

161,402. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Gangloff, à Paris, rue de Rivoli, n° 146. — Tourne-pages.

161,403. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Flad, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les freins pour voitures et wagons de chemins de fer.

161,404. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Mayhew, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les alimenteurs automatiques des chaudières à vapeur.

161,405. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Vazquez, représenté par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Appareil servant à tenir un livre ouvert et permettant d'en tourner facilement les pages.

161,406. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Parkhurst, représenté par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Niveau à pendule, système Parkhurst.

161,407. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Mann, Koebig et Rogers, représentés par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Procédés et appareils destinés à la réduction des métaux par le moyen d'un courant électrique.

161,408. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; compagnie dite *The Excelsior Life Saving Car-Coupling company*, représentée par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Système d'attelage pour voitures de chemins de fer.

161,409. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Lambert, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvel appareil d'alarme, avertisseur des fuites dans les conduites de gaz.

161,410. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Rabier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Trieur avec manège à plan incliné.

161,411. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; société *Gutenberg, Commandit-Gesellschaft auf aktien, Fischer, von Langen et compagnie*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à composer et à distribuer les caractères d'imprimerie et à la méthode de leur distribution.

161,412. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Mac-Millen et Mac-Adams, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Méthode et machine propres à velouter le papier et les tissus.

161,413. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Collet-Mériand, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'attache, par agrafage, des roulettes pour bois de lits et autres meubles.

161,414. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Simond, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux irrigateurs, seringue et appareils d'injection.

161,415. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Farjas, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre d'appareil de publicité dit *kiosque ambulant*.

161,416. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Maloney, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les appareils employés en téléphonie électrique.

161,417. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Galland, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les moyens et appareils de maitage pneumatique.

161,418. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Grange jeune, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux couteaux de poche.

161,419. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Bollmann, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Méthode pour opérer le changement de tension des courants galvaniques ainsi que pour produire les courants alternatifs qui conviennent le mieux à cet effet.

161,420. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Stone, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les appareils hydrauliques servant à faire disparaître les bancs de sable et autres obstructions sous-marines.

161,421. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Bertet et Sisteron (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de concasseur ou broyeur à action progressive pour toutes matières sèches ou humides, telles que ciments, chaux, plâtres, etc.

161,422. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Heilmann-Ducommaun et Steinlen (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil échardeur pour peigneuses.

161,423. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Snyers, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de signaux électriques pour voies ferrées et arrêt automatique des trains.

161,424. Brevet de quinze ans, 4 avril 1884; Teule, à Saint-Jean-du-Gard (Hérault). — Appareil destiné à la fabrication du mortier de chaux.

161,425. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Galtier, à Saint-Georges-de-Lusson (Aveyron). — Perfectionnement apporté aux appareils pour la fabrication du fromage.

161,426. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Ochin-Potté, représenté par Paul Sée, boulevard de la Liberté, n° 121, à Lille. — Fermetures de sûreté pour volets.

161,427. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Hannart frères, représentés par Fontaine, à Roubaix. — Nouveau genre de tissus.

161,428. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Moity-Petit, représenté par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille. — Nouveau désinfectant.

161,429. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Parent, rue des Angles, à Villefranche (Rhône). — Grue pivotante et portative pour lever les cuirs et la tannée des fosses.

161,430. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Chamonard (M^{re}), représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Lampe modérateur brûlant le pétrole.

161,431. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Dublassy (M^{re} veuve), représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Éventail mécanique.

161,432. Brevet de quinze ans, 7 avril 1884; Delorme, rue Vieille-Monnaie, n° 9, à Lyon. — Nouvelle machine à percer les cartons à dessins.

161,433. Brevet de quinze ans, 7 avril 1884; Bidard, place Saint-Hilaire, n° 4, à Rouen. — Procédé de préparation des extraits tannifères destinés à l'industrie.

161,434. Brevet de quinze ans, 8 avril 1884; Drapier, rue Percière, n° 26, à Rouen. — Fermeture de croisées et de portes à balcon, système Drapier.

161,435. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Grien et Chéruef, quai de la Bourse, n° 19, à Rouen. — Système de candélabre-fontaine pouvant fonctionner d'une manière intermittente, sans coups de bétier, soit à jet continu, soit à volonté.

161,436. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Dulphy, à Eanes (Meuse). — Système perfectionné de râteau à levier de décharge, fonctionnant à la main.

161,437. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Charvet, maître sellier, au dix-neuvième régiment d'artillerie, à Nîmes. — Selle en caoutchouc.

161,438. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Bonicard, route d'Espagne, n° 131, à Bordeaux. — Moyen d'augmenter l'intensité des forces mouvantes, par l'application nouvelle d'une combinaison de leviers.

161,439. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Grosselin père et fils, représentés par Launois, à Sedan. — Perfectionnement dans le lainage des tissus.

161,440. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Passot, rue de Bretagne, n° 5, à Asnières (Seine). — Construction et usage des récipients, système Passot, dénommés bocs E. I. N.

161,441. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Dame, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil élévateur automatique de l'eau et autres liquides, système Dame.

161,442. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Corchon, à Paris, rue de Bondy, n° 36. — Garniture-application pour chemises.

161,443. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Gauzentes, représenté par Taver-nier, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements à son nouvel élément breveté le 8 mars 1884, et application de celui-ci.

161,444. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Junker et Ruh (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Navette à mouvement circulaire.

161,445. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Lessieux, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil destiné à éviter les doublages des fils dans les métiers continus.

161,446. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Gouller, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Toiture de verre aux bandes couvertes imperméables.

161,447. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; W.-A.-F. Wieghorst et fils (société), représentée par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Four à avant-foyer.

161,448. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; L.-E.-P. Japy et compagnie (société), représentée par Albert Cohen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de mouvement de pendule à réveil, à échappement libre, économique et facilement réparable.

161,449. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Lobstein, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'arrêt empêchant le desserage des écrous.

161,450. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; société anonyme des forges, laminoirs et aciéries d'Ivry-sur-Seine, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de loupes ou élanches, calibrés en tous sens, pour fers à cheval.

- 161,451. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Ellis, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à la confection des silos.
- 161,452. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Gaspard, Chanet et Ettlin (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Peignes extensibles pour encolleuses.
- 161,453. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Cowvell, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux compteurs de vitesse et indicateurs des distances.
- 161,454. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Marks (M^{lre}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les instruments de mathématiques servant à diviser avec précision.
- 161,455. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Ernie fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux procédés de décoration des porcelaines de tous genres.
- 161,456. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Garat et Lacroix (société), rue de la Monnaie, n° 4, à Caen. — Perfectionnements apportés dans la construction d'un appareil mécanique, dit *sanglier mobile*, à l'usage des sociétés de tir.
- 161,457. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Daire, E. Anselin et compagnie (société), à Arras. — Nouveau procédé de saponification des corps gras.
- 161,458. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Conturat et compagnie (société), rue Largentier, à Troyes. — Perfectionnements et applications nouvelles faites sur les métiers à mailles unies pour fabriquer mécaniquement la ganterie proportionnée.
- 161,459. Brevet de quinze ans, 10 avril 1884; Mouton, représenté par Nicolle, à Paris, rue Copernic, n° 3. — Appareil destiné à arrêter les chevaux emportés.
- 161,460. Brevet de quinze ans, 10 avril 1884; Codirole, à Paris, rue de Maubeuge, n° 77. — Salubrité générale par la crésyloléine, produit A. Codirole, dérivé du goudron de houille soluble dans l'eau.
- 161,461. Brevet de quinze ans, 10 avril 1884; Duchemin, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de niveau-étui.
- 161,462. Brevet de quinze ans, 10 avril 1884; Wiesenthal, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Avertisseur métallique en cas de brouillards pour chemins de fer.
- 161,463. Brevet de quinze ans 1884; Daguin et Chatelaine, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. Machine à boucher les bouteilles, à compression latérale, dite *la Perle*.
- 161,464. Brevet (brevet anglais devant expirer le 10 novembre 1897) pris, le 10 avril 1884, par Williamson, Malam et Ireland, représentés par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les moteurs à gaz.
- 161,465. Brevet de cinq ans, 10 avril 1884; Gagli, à Paris, rue Lafayette, n° 5 (Grand-Hôtel-Suisse). — Exposition flottante française dans un bateau à vapeur.
- 161,466. Brevet de quinze ans, 10 avril 1884; Schneider et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux procédés d'obtention des objets en tôle d'acier emboutie et étirée d'une seule pièce.
- 161,467. Brevet de quinze ans, 10 avril 1884; Trocmé-Becker, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Caisse démontable.
- 161,468. Brevet de quinze ans, 10 avril 1884; Taverdon, à Paris, rue de l'Arbalète, n° 36. Perfectionnements dans l'application de l'outillage diamanté aux machines-outils pour le travail des roches et des métaux.
- 161,469. Brevet de quinze ans, 10 avril 1884; Liston, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnement dans les appareils servant à couper ou découper les bouchons, boudons et autres articles de même nature.
- 161,470. Brevet de quinze ans, 10 avril 1884; Hocking, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte n° 1. — Perfectionnements dans les appareils servant à condenser et à refroidir, spécialement applicables pour obtenir de l'eau douce et de l'eau salée.
- 161,471. Brevet de quinze ans, 10 avril 1884; Guislain, à Paris, galerie de Valois, n° 185. — Fabrication économique de produits alimentaires généralement quelconques à base de coca du Pérou (perfectionnement à son brevet n° 122,967).
- 161,472. Brevet de quinze ans, 10 avril 1884; Foucher, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Genre de chausson de dames avec boutons et application nouvelle de dessins à jour.

161,473. Brevet de quinze ans, 10 avril 1884, Delthil, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil dit *fumigène antidiphthérique* du docteur Delthil.

161,474. Brevet de quinze ans, 10 avril 1884; Boyer et Marion, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de construction de ponts au moyen d'éléments rectilignes identiques et démontables.

161,475. Brevet (brevet anglais devant expirer le 20 février 1898) pris, le 10 avril 1884, par Ruck et Jones, représentés par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les appareils pour le maintien des corps flottants à une profondeur déterminée au-dessous de la surface de l'eau.

161,476. Brevet de quinze ans, 9 avril 1884; Sionnest, rue Saint-Côme, n° 84, à Lyon. — Système de fermeture de bracelets de tous métaux,

161,477. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Barral et Gacogne (société), représentée par Bachelu, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux métiers à tisser les velours façonnés en tous genres, à deux ou quatre pièces, applicables aux métiers à la main ou mécaniques.

161,478. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Bony, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Drague rotative pour fonçage de puits.

161,479. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Pfeifer, représenté par Merklin, rue Vendôme, n° 11, à Lyon. — Nouveau genre d'accumulateur électrique.

161,480. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Drevet, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Machine à satiner, à double effet, pour feuilles de carton.

161,481. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884, A. Bomal et compagnie (société), élisant domicile chez le sieur Delourme, place de la Gare, n° 14, à Lille. — Machine à faire le beurre, dite *la reine des barattes*.

161,482. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Salamon, représenté par Edmond Sée, boulevard de la Liberté, n° 121, à Lille. — Nouveau procédé de tannage rapide, sans gonflement, au moyen des alcalis organiques ou de leurs dérivés.

161,483. Dervin, rue de Béthune, n° 24, à Lille. — Nouveau système de rideau métallique pour portes, fenêtres et devantures de magasins.

161,484. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Mirland, à Ravai (Nord). — Appareil destiné à l'ensemencement, dit *semoir intermittent*.

161,485. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Delord, élisant domicile chez le sieur Beaux, rue du Jardin-National, n° 20, à Albi. — Chemise dite *chemise Delord*.

161,486. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Broschmann, représenté par Boettcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Brosses de poche pliantes.

161,487. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Klucke et Lejeune, représentés par Boettcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Méthode à consacrer les articles de boulangerie et appareil y appartenant pour cuire ces articles.

161,488. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Sourisseau, représenté par Boettcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Rôtissoire perfectionnée.

161,489. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Rachfall, représenté par Boettcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Appareil aux chariots pour passer plus facilement les chemins sablonneux et marécageux.

161,490. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Price, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans l'extraction des métaux précieux de leurs minerais et des composés métallurgiques qui les contiennent.

161,491. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Mortureux, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Ascenseur portatif.

161,492. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Jean-Baptiste Julien et compagnie (société), représentée par Gauthier, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 26. — Système de pieux de barrage pour clôtures d'herbages et autres.

161,493. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Neveux, à Paris, rue Chappe, n° 17. — Accordéophone-orchestre à transposition instantanée.

161,494. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Mersch, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Collier de cheval mobile.

161,495. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Brianne, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 21. — Procédé d'éclairage dit *gyrophare*, basé sur la durée de l'impression lumineuse perçue par la rétine de l'œil (durée du sensorium).

161,496. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Bourgois, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux appareils à circulation de gaz, vapeurs et liquides.

161,497. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Reynaud, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil à pression d'air pour injections.

161,498. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; société anonyme de raffinage spécial des mélasses, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'épuration, dans les cossettes, des jus sucrés de la betterave, canne, etc.

161,499. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; docteur Boyer, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Seau à charbon perfectionné.

161,500. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Philipponnet, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Charrue perfectionnée, dite *charrue tourne-sep*.

161,501. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Tasté, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Fabrication de tissus légers avec dessins à creux et reliefs.

161,502. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Lucas, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Lampe électrique à incandescence dans le vide pour foyer lumineux très intense.

161,503. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Burrows, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Nouvelle machine pour concasser le bois et enlever l'épiderme des plantes textiles en général, spécialement applicable au nettoyage de la ramie.

161,504. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Jolien, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Maenta, n° 11. — Système de chauffage hydro-thermique.

161,505. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Varin, représenté par Chassevent à Paris, boulevard de Maenta, n° 11. — Système d'échappement d'hortologie applicable aux montres, pendules, réveils, etc.

161,506. Brevet de cinq ans, 12 avril 1884; Westermann, à Caix (Somme). — Fil à bonneterie pure laine, c'est-à-dire fil cardé enveloppé de laine peignée.

161,507. Brevet de quinze ans, 17 avril 1884; Schliwa, représenté par Paul Sée, boulevard de la Liberté, n° 121, à Lille. — Procédé pour l'extraction de phosphates solubles dans l'eau des dépôts produits par la déphosphoration des fers basiques.

161,508. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 avril 1898) pris, le 12 avril 1884, par Galley, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les appareils destinés à fournir l'air nécessaire aux fourneaux des chaudières à vapeur et autres.

161,509. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Dodia, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Vite-tourie-chariot à bascule, avec engrenage combiné.

161,510. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Printz jeune, représenté par Bottcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Appareil électrique pour arrêter instantanément la marche des moteurs.

161,511. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Pierson et Gray, représentés par Bottcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Perfectionnements aux égouttoirs pour pâtes à papier.

161,512. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Pifre, à Paris, rue d'Assas, n° 30. — Machine-outil destinée à fraiser des pièces suivant gabarits variés.

161,513. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Neux, représenté par Deloge, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de fermeture des pots à crème, beurre, etc.

161,514. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Royer, représenté par Deloge, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Attache pour carnet d'échantillons.

161,515. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Baudet, à Paris, rue Saint-Victor, n° 90. — Nouvelle pile électrique.

161,516. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Mann et Steinhaus, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux instruments à cordes, en vue d'en améliorer l'accord.

161,517. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Mark, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à l'attelage des wagons de chemins de fer.

161,518. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Couturier, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système d'armes à feu.

161,519. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Béliard, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements aux boîtes à huile pour wagons, wagonnets, machines, et applications diverses.

161,520. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Papieux, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application nouvelle des fils de la ramie à la fabrication des tissus-dentelles, étamines, etc.

161,521. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884, Wolff, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à rafraîchir la bière.

161,522. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884, compagnie parisienne de couleurs d'aniline (société anonyme), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Production de matières colorantes de la série des rosanilines par l'action du formiate de méthyle perchloré sur les amines aromatiques tertiaires, en présence d'agents de condensation.

161,523. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884, Brown, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des panneaux en bois pour parquets et autres destinations analogues.

161,524. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Ladisch, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif pour l'allongement des pieds de tables, chaises et autres meubles.

161,525. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884, A. Lelièvre et Muleur frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Produits industriels nouveaux, résultant de l'application de plaquettes métalliques, régulièrement perforées, à la fabrication d'articles de modes, tels que boutons, coulants, boucles, agrafes, etc.

161,526. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Sombart, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les moteurs à gaz.

161,527. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Hodgkinson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de chargeur-déchargeur mécanique, avec grille à nettoyage automatique, applicable à l'alimentation des foyers de chaudières à vapeur ou autres foyers analogues.

161,528. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; société générale de l'entretien des piles électriques, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de plancher démontable avec lambourdes en fer à niveau réglable, supprimant les solives.

161,529. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Dupuis et Jeanmaire, demeurant, le premier à Villiers-aux-Chênes et le deuxième à Trémilly (Haute-Marne). — Système d'accrochement et de décrochement de wagons de chemins de fer, sans entrer sur la voie.

161,530. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Domercq, rue du Manège, n° 13, à Bordeaux. — Nouveau système d'embarquement, pavillon, literie de campement, par l'application du manchon métallique.

161,531. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Fournet, route de Toulouse, n° 111, à Bordeaux. — Système de parage de printemps pouvant servir de paragrêle.

161,532. Brevet de quinze ans, 17 avril 1884; Larronde, rue Vauban, n° 8, à Bordeaux. — Bandes de sûreté pour caisses d'expédition de vins, liqueurs, etc. en bouteilles.

161,533. Brevet de quinze ans, 17 avril 1884; Walker, chemin d'Ormilley, n° 10, à Candéran (Gironde). — Bouchage hermétique sur verre et faïence.

161,534. Brevet de quinze ans, Malivoir (M^{re}), à Paris, rue des Tournelles, n° 12. — Cuvette-tamis, devant s'adapter aux moulins à plâtre.

161,535. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Demeurat, à Paris, rue de Lourmel, n° 32. — Instrument dit porte-poudres ou putiphore.

161,536. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Doursout, capitaine au cent troisième régiment d'infanterie, caserne de Reuilly, à Paris. — Tube-cartouche pour tir réduit et tir d'école.

161,537. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Sonstadt, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Traitement perfectionné de l'iodate de chaux, en vue de rendre cet agent propre à détruire les germes de maladies, tels que les bactéries ou les microbes.

161,538. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Bracher, représenté par Thirion, à

Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans le traitement de la canne (jonc) et dans les coiffes ou garnitures pour chapeaux faites de cette matière.

161,539. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884, Pond et Morse, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux procédés et appareils propres à la préparation de la pulpe à papier au moyen du bois ou d'autres matières fibreuses.

161,540. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884, Mac Tighe, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à la fabrication de l'acier.

161,541. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Stevens, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les agrafes à rubans ou lacets.

161,542. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Bonna, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de compteur enregistreur pour l'eau, le gaz ou autres fluides, pouvant également être employé comme moteur.

161,543. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Esnault, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de lanterne à verre cylindrique mobile, dite *la Fermière*.

161,544. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Davies, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de vélocimanes.

161,545. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Parrish et Munn, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les signaux de chemins de fer.

161,546. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Fox et Scott, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les binocles, lunettes, pince-nez et autres lentilles s'adaptant sur le nez.

161,547. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Davies, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de vélocimanes.

161,548. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Rémaury et Valton, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle méthode de transformation des fontes impures en acier ou en fer fondu.

161,549. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Brocard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Roulette-boule pour meubles.

161,550. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Boissy, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'ampoules à doses calculées pour les produits pharmaceutiques et médicamenteux.

161,551. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Lenoir, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau genre de broderie à fond piqué.

161,552. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884, Croissant, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg n° 2. — Mouvement à combinaison satellite effectuant la multiplication et la réduction de vitesse directement sur l'arbre actif, et applicable aux tours, machines à percer, à fraiser, etc.

161,553. Brevet de quinze ans, 15 avril 1884; Derome, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Distributeur universel Derome, réduit à ses proportions les plus simples et les plus économiques, pour la distribution des engrais et des graines.

161,554. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884, Faure, place du Champ-de-Foire, à Limoges. — Nouveau mode de fabrication des pièces céramiques dites *de creux*.

161,555. Brevet de cinq ans, 16 avril 1884; Ducos, à Sainte-Maure (Lot-et-Garonne). — Tomberau distributeur d'engrais à quatre compartiments, à timon raide ou articulé, pouvant également servir au transport des terres et engrais pour l'amélioration des vignes, sans endommager les ceps où il peut passer.

161,556. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Gastelnau et Michelet, rue du Maine, n° 18, à Asnières. — Appareil de sûreté pour générateurs.

161,557. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Cory, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Perfectionnements aux silos portatifs et aux mécanismes à employer pour l'ensilage ou pour comprimer les substances végétales ou autres matières.

161,558. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Finzi, représenté par Bonneville, à

Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Nouveau système d'agrafe, porte-serviette, porte-lorgnon, etc.

161,559. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Stevens et Major, représentés par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Perfectionnements dans les gonds à ressort pour portes.

161,560. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Heinrich et société J.-B. Grandsire et fils, représentés par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Machine à teindre les écheveaux, à mouvement rotatif, horizontal, vertical et ascensionnel.

161,561. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Nicaud, représenté par Arnould, à Saint-Maurice (Seine). — Frein à manivelle à pas de vis rond, s'adaptant indistinctement à toutes les voitures à deux ou à quatre roues.

161,562. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Bourry, représenté par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Perfectionnements apportés aux dynamomètres dits *balances de force motrice*.

161,563. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; de Bernard de Fauconval, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de boîte d'essieu.

161,564. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Bayeux-Dumesnil, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'électro-moteur à courants alternatifs, pouvant se transformer en générateur à réaction de solénoïdes.

161,565. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Martin, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Foyer perfectionné avec grille automatique trituratrice à mouvement alternatif.

161,566. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Aikman, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les pipes à tabac et les porte-cigares.

161,567. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Gissinger, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans le serrage des écrous.

161,568. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Boisselot, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux téléphones.

161,569. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Allen, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine perfectionnée pour gommer, vernir, colorier, encoller, glacer et huiler des feuilles de papier et des étiquettes, pouvant être employée pour coller les étiquettes sur les bouteilles.

161,570. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Eygreteau, à Saint-Denis-de-Pile (Gironde). — Siphon à pompe et à jet continu.

161,571. Brevet de quinze ans, 17 avril 1884; Croizemarie, à Angoulême. — Système de serrures et fermeture de vastes pouvant s'appliquer sur bois, fer ou pierre.

161,572. Brevet de quinze ans, 17 avril 1883; Radiot, à Paris, boulevard du Montparnasse, n° 71. — Aérostat dirigeable en tous sens, pouvant monter et descendre sans appareils spéciaux et sans perdre de lest ou de gaz.

161,573. Brevet de quinze ans, 17 avril 1884; Buisson, à Paris, rue Bréda, n° 14. — Nouveau régulateur alimentaire automatique pour chaudières à vapeur.

161,574. Brevet de quinze ans, 17 avril 1884; Buisson, à Paris, rue Bréda, n° 14. — Nouveau système de lock dit *lock takimétrique*.

161,575. Brevet de quinze ans, 17 avril 1884; Renard, rue Mot, n° 20, à Fontenay-sous-Bois (Seine). — Appareils et procédés nouveaux permettant d'ornementer les tissus.

161,576. Brevet de quinze ans, 17 avril 1884; Francklyn, représenté par M^{re} Boffard, à Paris, rue Mandar, n° 4. — Composé perfectionné pour la guérison du phylloxera et d'autres maladies des plants de vignes et des plantes généralement.

161,577. Brevet de quinze ans, 17 avril 1884; docteur von Dechend, représenté par M^{re} Boffard, à Paris, rue Mandar, n° 4. — Procédé pour appliquer les liquides de durcissement et de conservation aux reproductions en plâtre, et appareil spécial approprié à cet effet.

161,578. Brevet de quinze ans, 17 avril 1884; Sellon, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les appareils pour chauffage électrique.

161,579. Brevet de quinze ans, 17 avril 1884; Triponé, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau cuir factice dit *réno-cuir*.

161,580. Brevet de quinze ans, 17 avril 1884; Hides, représenté par Chassevent, à

Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la construction et la disposition des supports chirurgicaux, civières, lits, etc., applicables dans les hôpitaux et ambulances ainsi qu'au transport des blessés.

161,581. Brevet de quinze ans, 17 avril 1884; Étienne, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de baromètre-manomètre et vacuomètre à indication directe et totale.

161,582. Brevet de quinze ans, 17 avril 1884; Wirth, à Paris, avenue Philippe-Auguste, n° 22 et 24. — Appareil à durcir le caoutchouc.

161,583. Brevet de quinze ans, 17 avril 1884; Jones, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les fusils à magasin.

161,584. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Magniez, représenté par Corroyer, rue Damis, n° 22, à Amiens. — Appareil monte-charges automatique à friction, système Ernest Magniez.

161,585. Brevet de quinze ans, 18 avril 1884; Gould, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Nouvelle mentonnière pour violons, violes et autres instruments de musique habituellement tenus à l'aide du menton.

161,586. Brevet de quinze ans, 18 avril 1884; Arrieta, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Battense dite *battense Arrieta*.

161,587. Brevet de quinze ans, 18 avril 1884; Dubout-Morson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil de vidange à distance, par le vide ou par compression.

161,588. Brevet de quinze ans, 18 avril 1884; Willkomm et Schumann, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil destiné à un traitement à sec des minerais en remplacement du lavage actuel.

161,589. Brevet de quinze ans, 18 avril 1884; Pons, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Sommier de sauvetage.

161,590. Brevet de quinze ans, 18 avril 1884; Olivier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Extrait de légumes nommé *bouquet des potages*.

161,591. Brevet de quinze ans, 18 avril 1884; A. Grellou et compagnie (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre d'arrêt métallique pour lacets de corsets et autres vêtements.

161,592. Brevet de quinze ans, 18 avril 1884; Cernay, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de tir aux pigeons artificiels projetés par traction élastique, dit *tir le rapide*.

161,593. Brevet de quinze ans, 18 avril 1884; Français, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Châssis double pour pellicules et clichés photographiques, avec étui fonctionnant à l'intérieur de la chambre noire.

161,594. Brevet de quinze ans, 18 avril 1884; Français, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Objectif rectilinéaire à obturateur instantané fonctionnant au centre de l'instrument.

161,595. Brevet de quinze ans, 18 avril 1884; Sargeant, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Appareil perfectionné destiné à faire basculer et à fixer les tombereaux ou charrettes et les wagons.

161,596. Brevet de quinze ans, 18 avril 1884; Moerath, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Modifications aux appareils applicables aux foyers domestiques et aux autres poêles et fournaies.

161,597. Brevet de quinze ans, 18 avril 1884; Brin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de fabrication d'alcool de betteraves.

161,598. Brevet de quinze ans, 18 avril 1884; Brin (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de fabrication du vin de betteraves.

161,599. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Pégout, représenté par Delorme, rue Vieille-Monnaie, n° 9, à Lyon. — Perfectionnements aux machines à flamber les étoffes.

161,600. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Charvet, Vautheret et compagnie (société), représentée par Bachelu, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnement apporté aux métiers à tisser les velours double pièce.

161,601. Brevet de quinze ans, 17 avril 1884; Couturier, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau genre de serrure.

- 1,602. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Bérouton et Rassat, représentés par rd, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Commande électrique instantanée de con-
ditions dans les cafés, restaurants, etc.
- 1,603. Brevet de dix ans, 16 avril 1884; Aurange, rue Lamartine prolongée,
à Nice. — Cirage de harnais.
- 1,604. Brevet de quinze ans, 18 avril 1884; Rubino, rue Gioffredo, n° 1, à Nice.
Inextensible-Rubino; charbon végétal-minéral.
- 1,605. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Vernhes, à Faverolles, commune de
Maire (Aveyron). — Changements et perfectionnements faits sur un système
avec dit tournante, à unique versoir tournant et deux socs pour aller et revenir
même sillon.
- 1,606. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Trébuchet, rue Frédureau, n° 6,
ma. — Crochet à bascule à oreilles pour la fermeture facile et solide des volets
sur les croisées à l'intérieur des appartements.
- 1,607. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Duval-Sagnit, représenté par Cor-
rue Darnis, n° 22, à Amiens. — Perfectionnements apportés aux supports de
métaux dits *baquets système Duval-Sagnit*.
- 1,608. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Cuisinier, représenté par Dugué, à
rue de la Folie-Méricourt, n° 93. — Nouvelles dispositions d'osmogènes faci-
montage et économisant le papier-parcachim.
- 1,609. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Chardon, à Paris, rue Saint-An-
n° 122 et 124. — Extrait culinaire destiné à remplacer les jaunes d'œufs et le
dans les sauces.
- 1,610. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Auger, élisant domicile chez le sieur
et, à Paris, rue Saussure, n° 4. — Système de coulissaux de lit.
- 1,611. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Pottschner jeune, à Paris, rue de
re-et-Meuse, n° 56. — Procédés, moyens et méthode de tremper les métaux
surves facultatives.
- 1,612. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Gorty, représenté par Brandon, à
rue Laffitte, n° 1. — Boulon ne pouvant se desserrer ni par le choc, ni le mou-
ni les vibrations des pièces assemblées.
- 1,613. Brevet (brevet anglais devant expirer le 16 février 1898) pris, le 19 avril
par Carille et Park, représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. —
perfectionnements dans la fabrication du bichromate de soude.
- 1,614. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Lontin et l'albin, à Paris, rue
nyère, n° 42. — Procédé de fabrication industrielle de l'aluminium.
- 1,615. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Myers, représenté par Matray,
sabl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Accumulateur
icité perfectionné.
- 1,616. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Muller, représenté par Dieuzaide,
rue de la Banque, n° 18. — Procédé de fabrication de lampes électriques à
lucence et appareils y employés.
- 1,617. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Johnson, représenté par Dieuzaide,
rue de la Banque, n° 18. — Système perfectionné à l'effet de retenir les
des jalousies dites *venitienes*, et applications semblables à de pareils objets.
- 1,618. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Croppi, représenté par Biétry frères,
rue, boulevard de Strasbourg, n° 8. — Robinet à double fermeture.
- 1,619. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Peigniet, représenté par Sautter, à
rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans la construction des lampes
ardier les huiles minérales.
- 1,620. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Krehbiel, représenté par Thirion,
rue, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à la fabrica-
capsules de gélatine et aux appareils employés à cet effet.
- 1,621. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Lindenberg, représenté par Thirion,
rue, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux systèmes d'extrac-
mines à câble compensateur.
- 1,622. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Thiriot, représenté par Thirion, à
rue, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil destiné à arrêter les chevaux
dits: *obstraro-dompteur*.
- 1,623. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Baveux, représenté par Thirion, à
rue, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre d'avertisseur horaire à sonnerie.
- 1,624. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Warin, représenté par Chassevent

à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application du celluloïde au capsulage de tous récipients en faïence, porcelaine, verre, etc.

161,625. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Schmetzer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux voitures d'enfants.

161,626. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Wilkinson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les fers à souder.

161,627. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; société dite *Gesellschaft für Stahlindustrie zu Bochum* (société anonyme pour l'industrie des aciers), à Bochum. — Système de laminoir pour rails à gorge.

161,628. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Desprès, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Transmetteur de niveau d'eau.

161,629. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Gotthelf, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machine et procédé pour effiler les chiffons et déchets de tissus.

161,630. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Gerlach, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machine à tamiser et nettoyer la lignine.

161,631. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Sloan, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Machines automatiques pour piquer les cartons de Jacquart.

161,632. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; van Bosch, à Paris, boulevard des Capucines, n° 35. — Photo-flora ou photographie sur verre transparent orné de fleurs naturelles et artificielles.

161,633. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Leplay, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Osmogène évaporateur à osmose forte.

161,634. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Colin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Navette à bobine applicable aux machines à coudre du système *Singer* et autres de construction semblable.

161,635. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Mac-William, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de cuvette pour water-closet.

161,636. Brevet de quinze ans, 23 avril 1884; Diederichs, à Bourgoïn (Isère). — Nouveau moyen de fabrication des tissus velours et peluches à doubles pièces, unis ou façonnés.

161,637. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Carette, à Paris, boulevard de Courcelles, n° 27. — Procédés pour produire, régulariser, distribuer et utiliser les courants électriques.

161,638. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Sohy, à Paris, rue Lebrun, n° 17 et 19. — Application à son système d'arrosage d'un nouveau serre-joint métallique.

161,639. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Sohy, à Paris, rue Lebrun, n° 17 et 19. — Application d'un nouveau joint en caoutchouc ou en cuir, enchâssé dans la rotule en cuivre de l'appareil d'arrosage.

161,640. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Ulmer, représenté par Erandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Système d'attelage pour wagons de chemins de fer.

161,641. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Gobert, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 71. — Porte-galerie à développement à lames articulées.

161,642. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Peters, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Disposition pour augmenter l'élasticité des anneaux de montre.

161,643. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Cortella, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Disposition d'appareils de chauffage à air et à vapeur.

161,644. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Cortella, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Purgeur automatique d'eau de condensation.

161,645. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Cragg, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la construction du pavage en bois.

161,646. Brevet de quinze ans, 11 avril 1884; Puvrez, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Toile pour filtre-pressé.

161,647. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; société dite *Daisburger Maschinenbau actien gesellschaft, vorm. Bechem et Keetman*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Cousinets d'évitement ou articulés pour arbres de transmission ou autres.

161,648. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Reboux, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à la fabrication de l'alcool de topinambours, pommes de terre, grains, etc., par la saccharification par les acides en vase clos.

161,649. Brevet de quinze ans, 2 mars 1884; Martinier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de mécanisme destiné à donner la voie aux acies et s'appliquant aux machines à affûter.

161,650. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Ellis, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mode d'établissement des plaques de blindage en fer et en acier.

161,651. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Hess, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Porte-placards à distribution automatique de cartes-réclames.

161,652. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Bunel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Tamis pour féculeries, amidonneries et autres industries.

161,653. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Roussy, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Modérateurs pour lampes électriques à incandescence, permettant de faire varier à volonté l'intensité lumineuse.

161,654. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; société des aciéries de Longwy, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de fontes à déphosphorer pour acier, désulfurées et manganésées.

161,655. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Martin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les étuis métalliques de cartouches en vue de conserver la poudre inaltérable.

161,656. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Bassery, rue Cottency, n° 3, à Amiens. — Nouvelle clef destinée à serrer les écrous, vis et boulons.

161,657. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Haut, à Jeumont (Nord). — Table en plusieurs pièces pour la coulée des glaces.

161,658. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Lachaume et Bureau (société), rue d'Amiens, n° 17 bis, à Lille. — Filtre-pressé pour brasseries.

161,659. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Wiegand, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Moteur à gaz.

161,660. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Mac-Carty, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Perfectionnements aux procédés et appareils pour la fabrication du gaz d'éclairage.

161,661. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Otto et Weißenlauffer, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Barrage de fer pour pianos.

161,662. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Wiegand, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Attelage pour wagons de chemins de fer.

161,663. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Aron, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Compteur à électricité.

161,664. Brevet (brevet anglais devant expirer le 28 février 1898) pris, le 22 avril 1884, par Bower, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans la préparation du bichromate de potasse et d'autres chromates.

161,665. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Schmahl, représenté par Mennecke, à Paris, rue de Maubeuge, n° 93. — Système de dévidoir à boyaux sur roues avec mouvement de friction.

161,666. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Gossi, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de manutention des grains.

161,667. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Cellarius, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé permettant de faire avec tout bon cliché photographique négatif une planche typographique en relief ou une planche lithographique.

161,668. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; société dite *The Mansell Heel machine*

company, représentée par Menons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les talons de chaussures.

161,669. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Shelbourne, représenté par Menons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans la construction des câbles et lignes de communication électrique, et dans les moyens d'y prévenir l'induction.

161,670. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Baara, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Combinaison d'une machine à aléser avec un tour.

161,671. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Morel, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de commande par friction des broches de filature, de retordage, etc.

161,672. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Hempel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux grilles de foyers.

161,673. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Scott, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les soupapes de water-closets et autres.

161,674. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Notton, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de pipes.

161,675. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Klemm, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Store en bois recouvert de tissu.

161,676. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Dilemann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pompe perfectionnée, dite *pompe argentine*.

161,677. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Pechnik, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvel ensemble de procédés de raffinage du sucre brut.

161,678. Brevet de quinze ans, 21 avril 1884; Dodet, rue du Pré, n° 62, au Mans. — Compas à talons, pour que les talons de chaussures se trouvent à la même portée.

161,679. Brevet de quinze ans, 23 avril 1884; Bremot, représenté par Poiffant, à Dôle. — Appareil dit *agrafe-tendeuse en fonte*.

161,680. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Pigoury, à Fourchambault (Nièvre). — Système de porte-allumettes à sonnerie, pour cafés, hôtels, etc.

161,681. Brevet de quinze ans, 23 avril 1884; Weber, représenté par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Perfectionnements dans l'électrolyse des sels haloïdes des métaux légers et lourds.

161,682. Brevet de quinze ans, 23 avril 1884; Rachler, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux sangles dites *automatiques*.

161,683. Brevet de quinze ans, 23 avril 1884; Marquès, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau moteur mécanique.

161,684. Brevet (brevet anglais devant expirer le 15 janvier 1898) pris, le 23 avril 1884, par Hemming, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la façon de fixer ou attacher les boucles ou boutons d'oreilles, boutons de chemises et de manchettes et autres attaches semblables.

161,685. Brevet de quinze ans, 23 avril 1884; Gruson, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Presse à poudre avec table à matrices mobiles.

161,686. Brevet de quinze ans, 23 avril 1884; Hamilton, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux anches pour instruments de musique.

161,687. Brevet de quinze ans, 23 avril 1884; Meyer, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Tire-ligne avec compo-papier.

161,688. Brevet de quinze ans, 23 avril 1884; Fourreau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Genre de gland pour couronnes fé-néraires.

161,689. Brevet de quinze ans, 23 avril 1884; Schaffer et Budenberg (société), représentée par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Compteur à liquides.

161,690. Brevet de quinze ans, 5 avril 1884; Molinas, à Jemmapes (Constantine). — Appareil pour empêcher les fourmis de grimper sur les arbres fruitiers.

161,691. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; Fournier, route de Périgueux, n° 76 bis, à Angoulême. — Râteau en fer et acier, à course variable.

161,692. Brevet de dix ans, 25 avril 1884; Dumoulin, à Estrée (Pas-de-Calais). — Moyen de supprimer la vapeur en employant le poids du chargement comme moteur, l'eau ou le sable.

161,693. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Roche, boulevard du Chemin-de-Fer, n° 38, à Reims. — Ponts à bascule avec leviers à grande puissance, ainsi que bascules et instruments de pesage en général.

161,694. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; Delaurier, à Paris, rue Daguerre, n° 77. — Lampe électrique à induction dite *lampe électrique Dulaunier*.

161,695. Brevet de quinze ans, 23 avril 1884; Moret père et fils (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de fermeture pour parapluies, ombrelles, etc.

161,696. Brevet (brevet anglais devant expirer le 26 octobre 1897) pris, le 24 avril 1884, par Dan Rylands, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans la construction des fours de fusion et dans les appareils pour la fabrication du gaz pour lesdits.

161,697. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; Martin, Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Abat-jour universel hygiénique, inodore, fumivore, économique.

161,698. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; Behr, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Production de cellulose et de glucose extraites du bois et d'autres végétaux au moyen des huiles étherées, des alcools et de l'acide sulfurique.

161,699. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; Nicoll, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Courroie de pied à l'usage des amazones.

161,700. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; Bertrand, représenté par Tavernier, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans les tarares.

161,701. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; Massin, à Paris, rue de Belleville, n° 55. — Fabrication d'un porte-allumettes mécanique.

161,702. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; Sellon, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux batteries secondaires ou accumulateurs électriques.

161,703. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; Brunet, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé de découpage par la dynamite sous l'eau ou à l'air libre.

161,704. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; Lawrence, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de bretelles avec coulant ajustable.

161,705. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; Gaudinau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de cafetière à circulation.

161,706. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; A. Wogue et G. Levy (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de presse-cartes à ressort, dit *automatique*.

161,707. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; Jacobs, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme servant à teindre la couture des gants de peau sur la machine à coudre même.

161,708. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; Pieri, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 16. — Lampe merveilleuse servant à prophétiser l'avenir.

161,709. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; Enfer jeune, représenté par Bonnet, à Paris, quai de la Tournelle, n° 23. — Soufflerie à double vent et à un seul corps pour forges fixes ou portatives.

161,710. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; société dite *The universal concentrating company*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les fours de calcination.

161,711. Brevet de quinze ans, 24 avril 1884; Triquet, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Automoteur Triquet pour produire et transmettre la force motrice.

161,712. Brevet de cinq ans, 25 avril 1884; Bisset, rue des Récollets, n° 18, à Béziers (Hérault). — Greffoir.

161,713. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Prégaldino, représenté par van

Neck, élisant domicile chez le sieur Desombre, rue des Prêtres, n° 32, à Lille. — Appareil faisant subir aux tarares actuellement en usage une transformation qui les rend propres, en même temps, à battre les céréales.

161,714. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Frémiet et Rabache (société), à Condé-sur-Noireau (Calvados). — Ceinture de sauvetage destinée à rendre les plus grands services dans les incendies.

161,715. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Flamaïn et Darcq-Flamaïn, à Cumières (Marne). — Perfectionnements aux pressoirs Étiquet, dit système *Philippet-Sparracien*, soit à vis parallèles rotatives, soit à vis parallèles ascendantes.

161,716. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Mathey et Rocques, représentés par Pousset, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 69. — Préparation et conservation de produits gazeux, boissons gazeuses, etc., à base de lait et sous pression.

161,717. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Mac-Dowell, van Baalen, van Norden et Knight, représentés par Boettcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 36. — Four portatif.

161,718. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Santter, Lemonnier et compagnie (société), représentée par Maurice Santter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Pile secondaire à grenaille de plomb dans l'eau acidulée avec formation par le chlore et l'hydrogène.

161,719. Brevet (brevet anglais devant expirer le 26 octobre 1897) pris, le 25 avril 1884, par Beeman, représenté par M^{me} Boffard, à Paris, rue Mandar, n° 4. — Perfectionnements dans l'arrangement des circuits et des appareils pour la distribution de l'électricité.

161,720. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Voigt, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Système de coussinet ou de pivot applicable aux balances ou autres instruments de mesurage scientifiques ou industriels.

161,721. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Korschilgen, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Modifications aux moulins à cylindres pour la fabrication du papier.

161,722. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Picard, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Table à jeux multiples, dite *box-table*.

161,723. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Lirand, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système de signaux détonants, et appareils qui s'y rapportent.

161,724. Brevet (brevet anglais devant expirer le 25 octobre 1897) pris, le 25 avril 1884, par Bullock, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans les moteurs à gaz.

161,725. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Fontaine, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système d'application au montage des meules des moulins à blé, supprimant complètement le pointal et l'anille.

161,726. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Barnard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Disposition perfectionnée de double récepteur téléphonique.

161,727. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Falconetti, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fontaine intermittente plus spécialement applicable à l'alimentation d'eau dans les compteurs à gaz.

161,728. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Dumilatre et Faubert (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de livret de doreur, à feuilles mobiles, facilitant la manipulation des feuilles d'or en plein air.

161,729. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Segond, à Paris, boulevard Malesherbes, n° 179. — Malle pliante.

161,730. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; J. Grondona et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Voiture à deux essieux ou à trois essieux avec châssis complètement flexible pour le passage des courbes sur les chemins de fer et sur les tramways.

161,731. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Trachsel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle méthode simplifiée pour l'obtention des oxydes ou carbonates correspondants de strontium, baryum et calcium, et obtention des produits secondaires.

161,732. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Carey et Heurter, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés au

traitement du sulfate d'ammoniaque, en vue d'en extraire l'ammoniaque libre et de pouvoir utiliser l'acide sulfurique.

161,733. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; société dite *Fabrik Leipziger musikwerke, form. Paul Ehrlich et compagnie*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux feuilles porte-notes pour instruments de musique mécanique.

161,734. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Regnault-Renau, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de fabrication des saux en fer embouti.

161,735. Brevet de quinze ans, 19 avril 1884; Chavassieux-Long (société), rue Julien, n° 2, à Marseille. — Tailleuse à coupe conique et lames ouvrantes.

161,736. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Capdevila y Vila, représenté par Delpey, rue des Templiers, n° 25, à Marseille. — Nouveau système de boîte à allumettes, système José A. Capdevila y Vila.

161,737. Brevet de quinze ans, 22 avril 1884; Turin, représenté par Delpey, rue des Templiers, n° 25, à Marseille. — Système de tickets de voyageurs à l'usage des compagnies de tramways et d'omnibus, système Turin.

161,738. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Malacan, rue du Cercle, n° 1, à Aix. — Appareil dit *écumeur-dévascur*, système Malacan, pour enlever les produits vaseux des générateurs.

161,739. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Bénézit, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne). — Système de sonnette de sûreté, système Bénézit.

161,740. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Deschamps, rue Tronchet, n° 102, à Lyon. — Pompe rotative à double piston denté.

161,741. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Humbert et Perret, représentés par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Purgeur automatique intermittent, système A. Humbert.

161,742. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Tiphine, à Sedan. — Système de balayage des cheminées.

161,743. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Sires, rue du Pont-Saint-Pierre, n° 4, à Toulouse. — Appareil à gaz portatif économique.

161,744. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Desrameaux, rue de Paris, n° 149 et 151, aux Lilas (Seine). — Machine d'agglomération des glaces en fragments.

161,745. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Fougeadoire, représenté par Dufréne, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Appareil pour tourner les feuilles de musique.

161,746. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Robergel, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Appareil perfectionné destiné à fermer et à arrêter la cravate.

161,747. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Bernard, à Paris, rue de Naples, n° 23. — Four continu Bernard, chauffé extérieurement et à sole de cuisson mobile, pour la cuisson du pain, du biscuit, des pâtisseries.

161,748. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Moore, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre d'appareil à tailler les crayons.

161,749. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Fichet, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de four coulant à chauffage méthodique pour le séchage, la torréfaction et la cuisson des matières grenues ou pulvérulentes.

161,750. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Blake, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux broyeurs de pierre, de minerai et d'autres matières analogues.

161,751. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Guillaume, représenté par Matray, Schmitzbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Extincteur automatique fixe ou rotatif, dit *mitrailleuse*.

161,752. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Soderstrom, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les porte-forets lubrificateurs.

161,753. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Schuman, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les foyers des chaudières.

161,754. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Hotchkiss, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les affûts de canons.

161,755. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; docteur König, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau procédé de distillation.

161,756. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; société dite *Fabrik chemischer producte actien gesellschaft*, représentée par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Procédé de fabrication d'un savon dur sans lessive, très dur et neutre, et d'une faible contenance d'eau, avec emploi de la centrifuge.

161,757. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Brandt, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de clarification pour séparer les liquides troubles du liquide clair au moyen de dépôts ou précipités.

161,758. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Labois, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de condensation et de réfrigération des vapeurs, gaz ou liquides.

161,759. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Abolé, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans le traitement des vins de Champagne.

161,760. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Skrivanow, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pile électrique condensée à lames et parois très minces.

161,761. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; société nouvelle de constructions, système Tollet, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de construction mobile pour ambulances et autres destinations.

161,762. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Bonard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Robinet pulvérisateur.

161,763. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Bissou, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine combinée pour poinçonner et river les œillets, boutons, etc.

161,764. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Oehlmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil rotatif.

161,765. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; van Roy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de porte-crayon à l'usage des peintres et dessinateurs.

161,766. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Alexandre et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application du fermoir au talon ou partie pivotante des panaches des éventails de tous genres.

161,767. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; de Livonniers, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de herse-râteau dit *L'Agévine*.

161,768. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Landrin fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de suspensions à équilibre constant.

161,769. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Fiechter, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux machines à nettoyer le blé et autres graines.

161,770. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Rhende, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils servant à élever l'eau ou les autres liquides.

161,771. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Lavadoux et Cuif, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés de fabrication d'articles en tissus de soie, tels que satins, velours, peluches, etc., et produits industriels qui en résultent.

161,772. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Ganswindt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de navire aérien dirigeable à l'aide d'un aérostat.

161,773. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Bourquin, Burgeon et Clerc, à Paris, avenue du Maine, n° 218. — Toile durcie applicable aux garnitures des voies ferrées.

161,774. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Quick, représenté par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Perfectionnements dans les canons.

161,775. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Karasek, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Moulin à égruger, muni de cylindres en pierre pouvant être formés à volonté, et être placés l'un à côté ou au-dessus de l'autre.

161,776. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Reunert, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouveau procédé de fabrication du poudre.

161,777. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Baumann, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine avec mouvement tirant pour couper les chignons.

161,778. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Bardin, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 45. — Rouleau-baguette pour peignes Ninon (tour de tête pour enfant) ou pour tout autre peigne susceptible de recevoir cette application.

161,779. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Roettger, représenté par Lemareschal, à Paris, place de la Bourse, n° 9. — Turbine continue.

161,780. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Swan, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans la fabrication des charbons pour lampes électriques à incandescence.

161,781. Brevet de quinze ans, 3 avril 1884; Colart, représenté par Legris, à Paris, rue de Joinville, n° 10. — Traitement de la tourbe industrielle.

161,782. Brevet de quinze ans, 26 avril 1884; Plonnis, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareils à sécher des céréales humides, de la drague, des vinasses, etc.

161,783. Brevet de quinze ans, 28 février 1884; Jowett, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les appareils à étendre les pantalons et autres vêtements.

161,784. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Oehlmann, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les régulateurs à gaz.

161,785. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Empain, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Type de voie métallique à ornier en bois.

161,786. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Tedesco, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Production du fluorure alcalin artificiel et son application, conjointement avec un corps alumineux, pour la fabrication du verre opale ou d'émail, et d'émail.

161,787. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Fauconnier (Henri) et Fauconnier (M^{me}), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Bandage herniaire.

161,788. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Black, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'appareils à couper des bandes de papier de faibles longueurs pour tickets, chèques, étiquettes ou autres articles semblables.

161,789. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Piazzi, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'ascenseur hydraulique.

161,790. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Sombart, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 11. — Nouveau système de moteur à gaz combiné avec une pompe hydraulique.

161,791. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Broquin, Muller et Roger (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de mandrin universel pour fixer sur le tour toutes espèces de pièces.

161,792. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Couette, représenté par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 54. — Système de tentes mobiles à grandes portées.

161,793. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Thomas, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à condre perfectionnée.

161,794. Brevet de quinze ans, 28 avril 1884; Flambeau, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils de brasserie.

161,795. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Chambers jeune, représenté par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les briques.

161,796. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Tack, représenté par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans les bateaux sous-marins et dans les torpilles à employer avec lesdits bateaux.

161,797. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Robinson, représenté par Brandon,

à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les machines à clouer employées dans la fabrication de la chaussure.

161,798. Brevet (brevet anglais devant expirer le 6 novembre 1897) pris, le 29 avril 1884, par Hannay, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les appareils de sondage.

161,799. Brevet (brevet anglais devant expirer le 1^{er} novembre 1897) pris, le 29 avril 1884, par French, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans l'obtention de composés de plomb pouvant servir comme pigments et pour d'autres usages.

161,800. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Hall, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les chainons des chaînes de commande ou transmission.

161,801. Brevet (brevet anglais devant expirer le 30 octobre 1897) pris, le 29 avril 1884, par Thornhill (les sieurs) et Forknall, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans le montage des roues de voitures de chemins de fer et de tramways et dans leurs essieux.

161,802. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Ceroni et Begoli, représentés par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Cibles métalliques pour armes portatives avec signalation électro-mécanique.

161,803. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Braun, représenté par Barbe, à Paris, boulevard Voltaire, n° 156. — Perfectionnements dans la construction des cylindres à chemise en acier ou autres métaux pour concasser les grains et autres matières.

161,804. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Braun, représenté par Barbe, à Paris, boulevard Voltaire, n° 156. — Concasseur universel de grains, à cylindres coniques ou parallèles, munis de cannelures de grandeur variant d'une façon continue ou discontinue avec tamis diviseur automatique.

161,805. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Riffarth, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les moyens employés pour produire des images photographiques en demi-tons, pouvant servir pour les impressions en creux ou en relief ainsi que pour la lithographie.

161,806. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Fauconnier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Siphon à amorçage permanent pour transvaser les liquides.

161,807. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Olivier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Aérostat dirigeable à ossature métallique réunie à la nacelle par une articulation à genouillère mouvementée par des haubans et mue par des hélices horizontales.

161,808. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Urry, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils pour manœuvrer les aiguilles de la voie permanente des tramways.

161,809. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Chipoulet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine enformeuse-tournière rotative pour chapellerie.

161,810. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Molyneux, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux outils à peler et à couper en tranches les fruits et légumes.

161,811. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Wedekind, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Système de monture de meules.

161,812. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Field junior, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de moteur actionné par les pieds.

161,813. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Ortman, Taylor et Urban junior, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'appareils pour recueillir la poussière folle des moulins et autres usines.

161,814. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Simon, représenté par Fischer, rue de Bourgogne, à Melun. — Nouveau système de moulin à cylindres, faisant simultanément un nombre indéterminé de concassages différents de blé.

161,815. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Moret père et fils (société), représentée par Lépinette et Habilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans les montures de parapluies.

161,816. Brevet de quinze ans, 30 avril 1884; Rosenthal, quai de Vaise, n° 13, à

Lyon. — Nouvelle pompe à comprimer l'air, plus spécialement affectée au service des brasseries.

161,817. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1884; société Charles Vignet, ses fils et compagnie et le sieur Schmerber, représentés par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Nouveau système d'application de matières plastiques sur tous tissus, papiers, peaux, etc.

161,818. Brevet de quinze ans, 30 avril 1884; Henry, représenté par Delorme, rue Saint-Louis, n° 14, à Saint-Étienne. — Perfectionnement aux machines locomobiles.

161,819. Brevet de quinze ans, 30 avril 1884; Dhennequin, à Vignevies (Nord). — Produits chimique et végétal d'encollage.

161,820. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Bertrand et Descendre, le premier demeurant rue d'Arcole, n° 37; le deuxième représenté par Charles Bertrand, rue Malence, n° 11 bis, à Lille. — Brides ou rondelles pour joints de conduits ou tuyaux à vapeur, ou à eau, ou à air comprimé.

161,821. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1884; Serpette, rue de Lamoricière, n° 16, à Nantes. — Transformation complète introduite dans la fabrication du savon de Marseille, dit *savon bleu pâle* et *bleu vif*.

161,822. Brevet de quinze ans, 30 avril 1884; Jammes, à Saint-Cesert (Haute-Garonne). — Appareil dit *échenilleur*.

161,823. Brevet de quinze ans, 30 avril 1884; Clair-Leproust, représenté par Cossas, à Paris, rue Saint-Martin, n° 345. — Baldaquin articulé à double évolution pour sièges de toutes sortes.

161,824. Brevet de quinze ans, 30 avril 1884; Schnell, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Malterie circulaire hydro-pneumatique.

161,825. Brevet de quinze ans, 30 avril 1884; Kerr, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Joint perfectionné pour rails.

161,826. Brevet de quinze ans, 30 avril 1884; Gruet, à Paris, avenue du Maine, n° 195. — Galvanisation de l'acier en lames, feuilles, barres, etc.

161,827. Brevet (brevet anglais devant expirer le 2 novembre 1897) pris, le 30 avril 1884, par Bexer et Thomas, représentés par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements dans les crochets de suspension et dans les appareils destinés à être combinés avec ces crochets, pour faciliter le démarrage des bateaux.

161,828. Brevet de quinze ans, 30 avril 1884; H. Rigault et compagnie (société), représentés par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Fabrication d'un nouveau genre de boutons en tôle de fer ou d'acier, polie, emboutie et brunie, pour vêtements de dames et d'enfants, etc.

161,829. Brevet de quinze ans, 30 avril 1884; Rolland, représenté par Matray, Schmitzbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système d'appareils de chauffage à faisceau tubulaire.

161,830. Brevet de quinze ans, 30 avril 1884; Duployer, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés aux brûloirs à café.

161,831. Brevet de quinze ans, 30 avril 1884; Guillard, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Strapontin pour théâtres, concerts et autres destinations.

161,832. Brevet de quinze ans, 30 avril 1884; Tardif Delorme, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mètre-compteur.

161,833. Brevet de quinze ans, 30 avril 1884; Hertzog, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à sécher les laines, cotons et toutes les matières divisibles.

161,834. Brevet de quinze ans, 30 avril 1884; Quimbrot, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de transmission de forces.

161,835. Brevet de quinze ans, 30 avril 1884; Renault, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de sommier avec matelas adhérent.

161,836. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1884; Bourry, à Paris, rue Taitbout, n° 80. — Procédé et appareils pour l'enfumage des terres cuites ou la déshydratation d'autres matières.

161,837. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1884; Constant, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mécanisme simplifié servant à ouvrir et fermer les portissols ou châssis à tabatière des fenêtres et persiennes.

161,838. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1884; Haydock, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Modifications aux machines et appareils employés dans la fabrication des ressorts pour cannes et navettes.

161,839. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1884; Sponner, à Paris, rue Appert, n° 8. — Système de foyer spécial pour brûler la balle de riz ou enveloppe recouvrant le grain du riz ou d'autres grains et tous autres menus combustibles, tels que sciure, ligneux et pailles hachées.

161,840. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1884; Beyer et Kegel, représentés par Godman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Procédés pour la production d'acides sulfoconjugués du bétanaphthol, séparation de ces acides et production de couleurs.

161,841. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1884; Vaillant, Fontaine et Quintart (société), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 181. — Deux systèmes de verrous à entailler, à levier et à ressort.

161,842. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1884; société anonyme maison Bréguet, à Paris, quai de l'Horloge, n° 39. — Ampèremètre de G. Lippmann.

161,843. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1884; Hargreaves, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les machines de marine.

161,844. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1884; Deligny, Keller et Binszger, à Paris, passage Bosquet, n° 3. — Machine à écosser, système Deligny, Keller et Binszger.

161,845. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1884; Frager et la société Michet et compagnie, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la construction des robinets-vannes.

161,846. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1884; Kolitz, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil mesureur de la puissance fermentative.

161,847. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1884; Humber, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les vélocipèdes.

161,848. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1884; Ermel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'embrayage ou modificateur de mouvement par poulie fixe et folle sur l'arbre conducteur, permettant l'arrêt absolu de la courroie pendant l'arrêt momentané de l'arbre conduit.

161,849. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Fury et Cauchefier, à Avesnes-sur-Helpe (Nord). — Application à la plaque d'alimentation des peigneuses, système Heilman, de plusieurs rangées d'aiguilles supplémentaires, à l'effet d'enlever les impuretés de la laine qui se traite avec ces machines.

161,850. Brevet de dix ans, 3 mai 1884, Grillon, à Mer (Loir-et-Cher). — Système de batteuse à trefle ébousseuse dont le batteur, placé à l'arrière-train, reçoit directement la bosse venant de la trémie placée au-dessus.

161,851. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; Paris, rue Jeannot, n° 16, à Nancy. — Épurateur à roue, destiné à épurer les pâtes de bois et de tous les autres textiles destinés à la fabrication du carton.

161,852. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Rattier, représenté par Fénaux, rue du Bourg, n° 85, à Bar-le-Duc. — Nouveau système d'obturateur pour la recherche des fuites de gaz.

161,853. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Salvy, avenue de la Défense de Paris, à Courbevoie. — Procédé dit *photo-céramique*, ayant pour objet le report sur verre, faïence, porcelaine, émail, des épreuves photographiques vitrifiables.

161,854. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Lacombe, à Paris, rue Grétry, n° 2. — Système de manipulateur électrique à circuit direct, dit *manipulateur Victor Lacombe*.

161,855. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Minière, à Paris, quai de Valmy, n° 21. — Parapluie se fermant d'une main et restant fermé.

161,856. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Stewart, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les appareils centrifuges servant à sécher le sucre et autres matières granulaires.

161,857. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Deny frères (société), représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés dans la commande mécanique des balanciers appliqués à l'emboutissage et au découpage.

161,858. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Bishop et Down, représentés par

Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés dans les appareils pour jouer mécaniquement sur les instruments à clavier, tels que pianos et orgues.

161,859. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Masseron, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux timbres de porte.

161,860. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Combettes, représenté par Poirot, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 92. — Panneau en faïence faïence coulée dans une armature métallique.

161,861. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Sayn, à Paris, avenue Philippe-Auguste, n° 84. — Nouveau système de fabrication de bagues ou viroles coniques servant à bague les tubes dans les chaudières ou toutes autres applications.

161,862. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; docteur Harpeath, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé pour la séparation et l'extraction du sucre hors des substances saccharines à l'état de saccharate de chaux et de magnésie peu soluble dans l'eau.

161,863. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Thomas, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les appareils destinés à blanchir, teindre, amidonner ou laver les fils de toutes espèces.

161,864. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Andrew, représenté par Mennoons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans la fabrication des tonneaux ou barils et dans les appareils y employés.

161,865. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Somzée, représenté par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Modifications apportées aux dispositions des accumulateurs donnant la récupération de l'énergie perdue dans les effets secondaires dus au passage du courant électrique.

161,866. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Newton, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'appareil portatif pour chauffer l'eau, les eaux minérales, les liqueurs, les spiritueux et les autres liquides, dit *thermo-réservoir*.

161,867. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Spowage, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux chariots employés dans les métiers à passermenterie.

161,868. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; de Fauchaux d'Humy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les piles électriques et dans les moyens permettant d'y mettre et d'en retirer le liquide excitateur.

161,869. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Boulard, Baquet et compagnie (société), représentés par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveaux moyens de conservation du lait, de la crème, du beurre, des fromages et de tous les dérivés du lait.

161,870. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Desissert, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système de bobine creuse à noyau.

161,871. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1884; Domergue, à Saussines (Hérault). — Typogène dit *typogène Domergue*.

161,872. Brevet de dix ans, 5 mai 1884; Pasquet et Turpin, rue de Vauzelles, n° 39, à Caen. — Garniture pour les chevaux en voyage.

161,873. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Boursau, à Laleu, banlieue de la Rochelle (Charente-Inférieure). — Percuteur à tailler la pierre.

161,874. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Constant, route de Bayonne, n° 273, à Bordeaux. — Ensemble d'appareils utiles aux tramways et aux chemins de fer.

161,875. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; Darboyat, rue Émile-Fourcard, n° 92, à Bordeaux. — Moulin destiné à réduire en poudre les tablettes de chocolat.

161,876. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Gschwindt et compagnie (société), représentée par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil à mettre en train et à arrêter automatiquement les pompes.

161,877. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Muller, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Isolateur perfectionné pour poteaux télégraphiques.

161,878. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Junghans, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé de fabrication nouveau pour les boîtes en carton.

161,879. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Jurisch, représenté par Parmentier,

à Paris, rue de Lanery, n° 10. — Appareil ouvrant et fermant alternativement les salières.

161,880. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Piquard, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Nouveau système de tuyau porte-cigare et pipe.

161,881. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Putney, représenté par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Perfectionnements dans la construction des planchers en bois.

161,882. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Derozy fils aîné, à Paris, rue Rouelle, n° 39. — Perfectionnements apportés aux alambics à distiller.

161,883. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Whyte, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les seringues à injection sous-cutanées ou hypodermique.

161,884. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Liot et ses fils, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouvelle disposition pour enlever les roues à godets de la caisse des semails mécaniques.

161,885. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Siemens et Halske (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans le procédé d'établissement des conducteurs isolés.

161,886. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; comte de Lannoy-Clervaux, représenté par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Nouveau système de cartes à jouer.

161,887. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; comte de Lannoy-Clervaux, représenté par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Nouveau système de fabrication pour cigares et cigarettes.

161,888. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Ellis, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de coulage de lingots massifs en acier et de pièces en acier et en fer.

161,889. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Burghardt, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de peigne pour métiers à tisser.

161,890. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Trouvé, représenté par Chassevant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil d'éclairage électrique portatif de sûreté à allumage et extinction automatiques.

161,891. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; comte Apraxine, représenté par Chassevant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvel appareil aéronautique dit *Apraxine-Carolo-Montgolfière*.

161,892. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Llorety de Yepes, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil protecteur des trains ou système de signaux pour indiquer la marche des trains des chemins de fer, éviter les chocs et donner les avis de péril depuis les stations (gares) et la voie.

161,893. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Brocard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Eau de Cologne aux fleurs.

161,894. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Boca, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication d'enveloppes étanches transparentes ou non en celluloid ou en toute autre matière analogue, destinées à recevoir la dynamite, le coton-poudre ou toute autre matière explosive.

161,895. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Agobet et compagnie (société), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés à la fermentation vineuse.

161,896. Brevet de quinze ans, 25 avril 1884; Gautrelet, à la Flèche (Sarthe). — Savon résineux neutre, mou et homogène, destiné à la papeterie.

161,897. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Gay père et Gay fils aîné, représentés par Delorme, rue Saint-Louis, n° 14, à Saint-Étienne. — Disposition du métier de rubans propre à la fabrication du ruban épiplé.

161,898. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Sombard, à Poligny (Jura). — Four à cuir le pain et ses perfectionnements.

161,899. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Sée, boulevard de la Liberté, n° 121, à Lille. — Tuyau de chauffage.

161,900. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; Radenez, à Paris, rue Héroid, n° 3. — Instrument topographique dit *profilimètre*, destiné à donner à la fois les différences de niveau, les distances horizontales et les angles horizontaux.

161,901. Brevet (brevet anglais devant expirer le 5 novembre 1897) pris, le 5 mai

- 84, par Fox, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire n° 6. — Perfectionnements dans les appareils servant à recuire le fil métallique et le métal sous d'autres formes.
8902. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; Jackson, représenté par Böttcher et Hér, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Appareils pour filtrer l'eau et les liquides.
8903. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; Mumford et Moodie, représentés par Hér, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les appareils pour brayer, écraser ou réduire en poudre les minerais, le quartz et autres substances solides.
8904. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; Fessy, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé de blanchiment instantané des pâtes à papier, etc.
8905. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; Mumford et Moodie, représentés par Hér, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les moulins à bras ou machines pour broyer les minerais, grains, graines et autres substances.
8906. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; Mareschal, rue d'Allemagne, à Paris, n° 3. — Fourneau de cuisine à gaz perfectionné.
8907. Brevet de dix ans, 5 mai 1884; Roquet, représenté par M^{re} Boffard, à Paris, rue Mandar, n° 4. — Système de frein mécanique précipité à doubles patins, nommé *l'indispensable*, avec système de dételage instantané.
8908. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; Brinsmead, représenté par M^{re} Boffard, à Paris, rue Mandar, n° 4. — Perfectionnement se référant à la manière de liquer les cordes aux instruments de musique.
8909. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; de Place, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil de cautérisation dit *aéro-cautère*.
8910. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; Pollard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les carreaux, plaques, lettres, ornements, etc., en verre.
8911. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; Case, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Composé perfectionné ayant pour but d'empêcher le charbon de s'effriter ou de s'émietter pendant sa combustion.
8912. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; Trépardoux, comte de Dion et Boussin des Pavillons, n° 20, à Puteaux (Seine). — Appareil d'alimentation automatique à niveau constant pour générateurs à vapeur.
8913. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; Henderson et Cookson, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les bicyclettes tricycles.
8914. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; Roux, Guichard et compagnie (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans l'éclairage au gaz des voitures de chemins de fer, tramways, etc.
8915. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; Buhler, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les tubes à couleurs.
8916. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; Bouillon, à Montigny-les-Bretonneux (Sarthe-Oise). — Système de pavage avec joints en bois.
8917. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Joncourt, à Chauny (Aisne). — Clairette pour exploitation de carrières.
8918. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Petitjean, à Maubert-Fontaine (Ardenne). — Pompe ascenseur à grande profondeur et à bras.
8919. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Oschatz, représenté par Barbe, à Paris, boulevard Voltaire, n° 156. — Perfectionnement apporté aux entrées de machines.
8920. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Rogier et Mothes (société), représentés par Capgrand-Mothes, à Paris, rue de Trévise, n° 30. — Appareil dit *obturateur*, destiné à délayer les matières infectieuses des cabinets d'aisances et à les enlever au moment même de leur production, dans toute installation prévue par les règlements (tinettes, fosses ou égouts).
8921. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Pasquier, à Paris, rue de la Chapelle, n° 1. — Combinaison de porte-matrice mobile à large surface; perfectionnement à la machine à tisser, système Pinette et Pasquier.

- 161,922. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Brigham et Brown, représentés par Braddon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Nouveau composé d'amianté imperméable et incombustible.
- 161,923. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Brigham et Brown, représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Matière imperméable et incombustible applicable comme toiture ou revêtement et propre à d'autres usages.
- 161,924. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Soderstrom, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les forêts dits *américains*.
- 161,925. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Skrivanow, à Paris, rue Vignon, n° 32. — Nouveau récepteur téléphonique.
- 161,926. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Walkup, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les distributeurs de couleur.
- 161,927. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Stewart, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux boîtes à graisse, applicables aux axes des voitures de chemins de fer.
- 161,928. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Clay, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils téléphoniques.
- 161,929. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Grundler, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les appareils à mouiller les timbres-poste.
- 161,930. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Mohrhoff, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les cafetières.
- 161,931. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Oram, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Perfectionnements à la construction des navires et aux appareils pour leur propulsion.
- 161,932. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Riedel, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Perfectionnements aux appareils d'alarme pour tramways.
- 161,933. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Dutheil, représenté par Cossas, à Paris, rue Saint-Martin, n° 345. — Nouveau système de voitures pour malades, dites *litières roulantes à caisse indépendantes*.
- 161,934. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Kuhn, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Système de gril pour la cuisson des côtelettes, etc.
- 161,935. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Gizard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé perfectionné pour l'utilisation des déchets ou rognures de cuirs et leur application à la fabrication de talons de chaussures.
- 161,936. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; de los Rios, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de propulseur pour navires.
- 161,937. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Dodson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de machine à écrire avec des caractères typographiques.
- 161,938. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Selvey, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans la fabrication du chlore et du chlorure de chaux.
- 161,939. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Selvey, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans la fabrication de l'acide chlorhydrique.
- 161,940. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Clarke, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans les cabestans ou treuils de navires et autres systèmes mécaniques élévatoires, partiellement applicables à d'autres appareils.
- 161,941. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Govers et Petersen, représentés par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Appareil pour cuire avec du pétrole.
- 161,942. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; docteur Lannelongue, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Gant-mitaine à version pour les accouchements.

- 161,943. Brevet de quinze ans, 6 mai 1884; Bandrier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Produit nouveau dit *la tachydrie*, et ses applications.
- 161,944. Brevet de quinze ans, 3 mai 1884; Gaillard fils, élisant domicile rue Port-du-Temple, n° 16, à Lyon. — Fabrication d'essieux à rouleaux.
- 161,945. Brevet de quinze ans, 5 mai 1884; Serve, rue des Servettes, à Givors (Rhône). — Perfectionnements dans la fabrication des pièces en bronze et en allages de tous genres, et surtout des pièces dites à *frottement*.
- 161,946. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; Paicurbé-Galofre, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Procédé de peignage des déchets de coton et de laine pour l'entretien des machines.
- 161,947. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Perrachon, rue Bugeaud, n° 29, à Lyon. — Perfectionnements aux machines à coudre.
- 161,948. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Grégoire, représenté par Bachelu, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau traitement accéléré du greffage de la vigne, système Grégoire.
- 161,949. Brevet de quinze ans, 2 mai 1884; Crépain frères, à Auxerre. — Nouvel avant-corps de charrues à pointe mobile s'appliquant aux charrues Brabant, bisocs et ordinaires.
- 161,950. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Robert, à Auxerre. — Coupe-racines conique vertical.
- 161,951. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; Bosc, avenue Beaulieu, n° 20, à Nice. — Boule de récréation dite *loto-boule*.
- 161,952. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Guiraud frères (société), à Carcassonne. — Machine à tresser à trois fils pour la fabrication mécanique des semelles de sandales.
- 161,953. Brevet de dix ans, 10 mai 1884; Fournial, à Trèbes (Aude). — Coupe particulière pratiquée sur des briques en terre cuite de diverses formes et dimensions et destinées à garnir des solins.
- 161,954. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Machet, à Châlons. — Ingrédient fertilisant et insecticide applicable aux vignes en général atteintes de n'importe quelle maladie.
- 161,955. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Dujardin, représenté par Bygott, rue de Palikao, n° 70, à Lille. — Machine à peigner le lin.
- 161,956. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; Guillaume et Silvain, représentés par Chenais, à Paris, rue des Lombards, n° 17. — Système perfectionné de boîtes à allumettes applicable aux étuis à cigares et autres articles analogues.
- 161,957. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; Charron, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Procédé de fabrication des bontons de portes et autres pièces percées d'un trou de section quelconque.
- 161,958. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; société civile d'études sur les procédés nouveaux de fabrication perfectionnée d'extraits tanniques, représentée par Bourau, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Procédés nouveaux et perfectionnés pour la fabrication des extraits tanniques et l'application nouvelle de certains appareils à cette fabrication.
- 161,959. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; Meimann, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouvelle lanterne avec régulateur électrique pour emploi ordinaire, etc., pour éviter les collisions des navires.
- 161,960. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; Auguste Kibele et compagnie (société), représentée par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Insufflateur à pelle.
- 161,961. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; Waldschmidt, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements apportés dans les biblioscopes.
- 161,962. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; Zollinger et Wagner (société), représentée par Godman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les navettes.
- 161,963. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; Desramaux, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements apportés aux récipients employés dans la concentration des acides.
- 161,964. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; Capellani, à Paris, rue des Batirolles, n° 47. — Nouvelle machine à imprimer en lithographie ou en typographie.

- 161,965. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; Harmet, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans la disposition des appareils de déphosphoration par la méthode de transvasement.
- 161,966. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; Mumford et Moodie, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les appareils pour meuler ou dresser les surfaces des cylindres, etc.
- 161,967. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; société anonyme dite *Farbenfabriken, vormals Friedrich Bayer et compagnie*, représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de fabrication des matières colorantes sulfitées obtenues par la sulfuration et l'oxydation ultérieure des dérivés benzylméthyliques de la leucaniline.
- 161,968. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; société anonyme dite *Farbenfabriken, vormals Friedrich Bayer et compagnie*, représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de fabrication de combinaisons doubles, solubles, formées par certaines matières colorantes azotées, peu solubles, avec les bisulfites, et application desdites combinaisons à la teinture et à l'impression.
- 161,969. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; Vagoier, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Appareil électro-voitaique appliqué contre le mal de dents.
- 161,970. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; Clert et société E. Magne et A. Duchesne, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de bec à réservoir adhérent pour lampes modérateur.
- 161,971. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Mouline, élisant domicile chez le sieur Michelon, rue Saunière, à Valence (Drôme). — Système de doublage à détente pour les soies.
- 161,972. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Hyde, rue Armand-Barbès, n° 50, à Sotteville-lez-Rouen (Seine-Inférieure). — Carte à pointes à aiguilles.
- 161,973. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Le Brun, à Paris, rue du Temple, n° 115. — Porte-cigares ou cigarettes à cadres métalliques.
- 161,974. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Sar (Albert), représenté par Sar (Jean), à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 50. — Réchaud à gaz auto-moteur économique, système A. Sar.
- 161,975. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Pavy, représenté par Gauthier, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 26. — Moteur silencieux mouvement continu à force constante.
- 161,976. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Hill, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Perfectionnements aux appareils pour mesurer et régler l'écoulement des liquides.
- 161,977. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Stoner et Beddoes, représentés par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Compteur à eau.
- 161,978. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Duran, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Perfectionnements aux appareils à sécher et nettoyer le café et autres substances.
- 161,979. Brevet de quinze ans, 20 mars 1884; Martin, représenté par Roubaud, boulevard de la Madeleine, n° 88, à Marseille. — Nouveau produit dit *huile des orphelins*, pour la conservation de la vigne et la destruction du phylloxera, comme aussi pour la conservation des arbres fruitiers.
- 161,980. Brevet de quinze ans, 31 mars 1884; Serge, curé à Saint-Clément-sous-Valsonne (Rhône). — Mécanisme dit *gare-arrêt*.
- 161,981. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Fischer, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Emploi du caoutchouc vulcanisé pour la fabrication des bouchons, robinets et vases de toutes espèces, ayant un pas de vis intérieur ou extérieur pour l'adaptation des brûleurs ainsi que pour les appareils servant à la préparation des aliments, etc., alimentés par le pétrole ou toute autre matière similaire.
- 161,982. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Baudet et Barat, à Paris, rue Saint-Jacques, n° 350. — Robinet à clapet se démasquant au quart de tour.
- 161,983. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Semal, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouvelle peinture instantanée dite *maritime-peinture Semal*, applicable sur bois, carton, métal, pierre, tissus, etc.
- 161,984. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Hugnet, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Sphérotrope cosmographique.

1885. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Epstein, représenté par Delage, à rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans le traitement des ma-
contenant de l'amidon ou du sucre pour obtenir de l'alcool, de la force motrice
des produits utiles.
1886. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Pichancourt, à Paris, rue de Belle-
n° 57. — Nouvel injecteur dit *l'insuable*.
1887. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Kirkaldy, représenté par Sautter, à
rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les condenseurs et échauf-
surface.
1888. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Yeagley, Storer et Friedgen, repré-
par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Appareil hydro-pneumatique
à forcer l'eau et à fonction automatique.
1889. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Aberlin, représenté par Chassevent,
boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de boucles ou fer-
pour cravates et autres articles analogues.
1890. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Grivotet, rue Martinval, n° 30, à
Perret (Seine). — Nouveau crochet dit *clou-valet*, servant à fixer les
1891. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Goupillon (les sieurs), à Paris, rue
n° 81. — Traverse métallique avec portées en relief prises dans la masse pour
l'encinaison, l'écartement et l'attache des rails sur ces portées.
1892. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Meunier, représenté par Dieuaide, à
rue de la Banque, n° 18. — Tige de bottine d'une seule pièce.
1893. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Hengstenberg et Norholm, représentés
Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Modifications apportées aux
à coudre à double point.
1894. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Ch. Herber et compagnie (société),
rue Cail, n° 6. — Talons de chaussures.
1895. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Osborn et Yates, représentés par Thi-
à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de machine à imprimer.
1896. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Ducancel et Fortin, représentés par
grand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Colle végétale pour
des fils.
1897. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Dive, représenté par Armengaud jeune,
boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil d'aération instantanée des
ments.
1898. Brevet de quinze ans, 8 mai 1883; Benedickt, représenté par Armengaud
à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Garde-gousset pour cartons d'é-
recettes, etc.
1899. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Moreleau, représenté par Brocard,
grandière, n° 44, à Lyon. — Système de propulseur pour bateaux à vapeur.
1900. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Cadot fils et Barbier, représentés par
le et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle disposition de
atrique appliquée à la locomotion.
1901. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Manhes, représenté par Bachelu, rue
al-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau procédé de traitement des minerais et
aurifères et argentifères.
1902. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Durançon et Lapierre, représentés
imette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Machine à dresser
ments dans les flottes ou matreaux de toutes matières textiles, avant et après
1903. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Rollet, rue de la République, n° 47.
tienne. — Procédé de fabrication des fontes épurées et des aciers.
1904. Brevet de quinze ans, Henry et Cazer (société), demeurant à Dijon; le
rue Saint-Pierre, n° 35, et le deuxième, rue des Moulins, n° 46. — Brai ou
feu.
1905. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Chasserie (M^{lle}), à Paris, boule-
à la Chapelle, n° 112. — Musette à avoine dite *musette mobile*.
1906. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Hamon, à Paris, rue de Cléry, n° 52.
eau système de cuir à rasoir évideur.
1907. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Lévy, à Paris, rue Alfred-Stevens,
Moteur à air ou à gaz comprimé.

162,008. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Sulzer frères, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Machine à sécher les écheveaux de fils.

162,009. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Dickinson, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les moyens de propulsion et de manœuvre des navires.

162,010. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Dietrich et compagnie (société), représentée par Dubois, à Paris, boulevard de Magenta, n° 37. — Appareil frigorifique à glace.

162,011. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Dietrich et compagnie (société), représentée par Dubois, à Paris, boulevard de Magenta, n° 37. — Appareil régulateur de la fraction de saturation de l'air d'une salle.

162,012. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; société anonyme: maison Breguet, à Paris, rue de l'Horloge, n° 39. — Perfectionnements de l'appareil avertisseur d'incendie de M. Petit.

162,013. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Durrans, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les moyens de relier les garde-robes et autres appareils de décharge d'eau avec les conduits ou tuyaux de chute.

162,014. Brevet (brevet anglais devant expirer le 12 novembre 1897, pris le 9 mai 1884 par Wilson, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Procédé perfectionné pour raffiner les corps gras et en faire disparaître l'odeur.

162,015. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Bémelmans, Tilmans et Marlier, représentés par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau procédé pour condenser les vapeurs acides et pour produire des sels de fer.

162,016. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Parenthou, représenté par Armand-jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de transmission et d'enregistrement à distance des indications thermométriques, barométriques et autres.

162,017. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Herbertz, représenté par Armand-jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fourneau de fonderie à jet de vapeur.

162,018. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Monjou, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Genre de tissu métallique élastique indéformable, à simple ou multiple force.

162,019. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Berlier, représenté par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils pour l'absorption des fumées provenant de tous foyers.

162,020. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Roux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de fourneau de pipe dit *simili-cigare*.

162,021. Brevet de quinze ans, 8 mai 1884; Rulliat, rue Saint-Andrieu, n° 9. à Béziers. — Système de crochets pour couvertures en ardoises.

162,022. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Preignan, à Agen. — Séateur greffoir dit *greffoir Preignan*.

162,023. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Lasbats, avenue Gambetta, à Montauban. — Instrument de ménage dit *l'Ingénieur*.

162,024. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Juvenelle, à Briel (Aube). — Nouveau dispositif de contrepoids mobile amortissant les chocs produits par les coups de piston alternatifs dans les moteurs et permettant d'obtenir une marche régulière sans ébranlement.

162,025. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Lucas, représenté par Ansel, à Paris, n° 11. — Ornement et pose de poignées par paire pour vannerie, articles de voyage, système Lucas.

162,026. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Lange, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Courroie métallique à charnières et fermetures, avec poignée métallique, pour articles de vannerie, tels que paniers-fantaisie, valises de voyage, paniers-buffet.

162,027. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; P. de Singly et compagnie (société), à Paris, rue d'Allemagne, n° 196. — Perfectionnements aux brides de jonction des tuyaux en tôle galvanisés.

162,028. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Noury, à Paris, rue Saint-André-des-Arts, n° 60. — Application des sulfures phosphorescents à l'illumination par transparence et dans tous leurs détails de dessins, photographies, gravures, caractères im-

- graves ou autographiés, sur papier, gélatine ou autres matières, pour la décoration d'objets en bois, carton, papier et matière quelconque.
329. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Charlot, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Gensin mécanique.
330. Brevet (brevet anglais devant expirer le 18 janvier 1898) pris, le 10 mai 1884, représenté par Gudmann et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnement dans les armes portatives, sans chien ni percuteur.
331. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Bobier, représenté par Regère, à Paris, rue Poncelet, n° 22. — Perfectionnements apportés aux robinets.
332. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Thirion, à Paris, rue de Vaugirard, n° 10. — Appareil opérant le transport des débris provenant de dragues.
333. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Brondel, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 49. — Distribution de vapeur à tiroirs superposés et fermeture instantanée pour machines à vapeur.
334. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Bablon, à Paris, rue Boulard, n° 42. — Moteur mécanique d'électricité à courant continu, réversible.
335. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Bablon, à Paris, rue Boulard, n° 42. — Moteur mécanique d'électricité à courant continu réversible.
336. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Greene, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre d'agrafe pour courroies de transmission.
337. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Baynes, Fearnside et Thompson, représentés par Thirion à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareils au blanchiment ou à la purification du pétrole et d'autres huiles distillées.
338. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Lauer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareils pour la destruction d'objets métalliques, au moyen de cartouches posées sur leur surface.
339. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; David, Trouillier et Adhémar (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau tissu pour rideaux.
340. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Heathorn, représenté par Armengaud à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils pour gouverner et mettre en marche les bateaux et autres embarcations.
341. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Kerr, représenté par Armengaud à Paris, boulevard de Strasbourg n° 23. — Poudre-levain militaire.
342. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; David Trouillier et Adhémar (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau tissu pour rideaux.
343. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Marguet, boulevard des Promenades, à Reims. — Dispositions pour machine à vapeur.
344. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Deschamps, rue de Sotteville, n° 9, à Paris. — Nouveau système de double-mèche pour apprêts de filatures de coton.
345. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Moreau et Duquesne, rue Payen, à Reims. — Nouveau système amortissant le choc des buttoirs dans les métiers à tisser.
346. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Houte, rue Henry, n° 10, à Elbeuf. — Nouveau procédé par lequel on peut obtenir toutes espèces de tissus et d'étoffes; c'est-à-dire les fils se croisant en diagonale d'un côté de l'étoffe à l'autre.
347. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Mallée, rue du Roi-de-Sicile, n° 38, à Paris. — Réchaud à alcool dit réchaud Mallée.
348. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; représenté par Bardin, à Paris, rue de Valenciennes, n° 5. — Perfectionnement dans les fers à cheval et à mulets.
349. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Weny et fils (société), élisant domicile chez le sieur Roustan, à Paris, rue des Immeubles-Industriels, n° 14. — Nouveau procédé à visagire.
350. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Lepape, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 187. — Balance automatique à betteraves, racines, matières en gros, tels que minerais, charbons, etc.
351. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Joubert, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de four à souder.

162,052. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Beilby, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnement dans le thermomètre et dans les appareils qui y sont employés.

162,053. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Giovanni Gilardini (société), représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Combinaison mécanique dans le double but d'ouvrir et de fermer automatiquement les parapluies et parasols à l'aide d'un seul ressort à spirale, dite *parapluie-progrès*.

162,054. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Hanning, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Arrêts automatiques pour ascenseurs.

162,055. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Quinque, rue des Rosiers, n° 15, à Saint-Ouen (Seine). — Perfectionnements apportés aux appareils de tir, tels que transporteur de cartons et porte-cartons contrôleur.

162,056. Brevet (brevet anglais devant expirer le 17 avril 1898) pris, le 12 mai 1884, par Howard (société), représentée par M^{me} Boffard, à Paris, rue Mandar, n° 4. — Combinaison perfectionnée de brosse à souliers.

162,057. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Affeltranger, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouveau distributeur-régulateur à soupapes pour machines à vapeur.

162,058. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Ewards, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans les mitrailleuses.

162,059. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Dun, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle pile électrique.

162,060. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Grangeot-Wichard, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pincers coupantes dites *coupe-nette*, estampées et à ressort ouvrant.

162,061. Brevet de quinze ans, 15 mai 1884; Steiner, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de moulage, par l'air comprimé, des jouets en carton ou autre matière similaire, tels que bébés, poupées, statuettes, etc.

162,062. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Dumas, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles n° 15. — Perfectionnements dans les procédés de préparation de cuirs et peaux.

162,063. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Chouanard, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les tocs.

162,064. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Brunon, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de fabrication mécanique des enveloppes en acier pour obus de toutes dimensions.

162,065. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Bredeville, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les moyens pour boucher les flacons.

162,066. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Haehnel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les cigares.

162,067. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Pullman et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de ponceuse mécanique pour bois de brosse de toutes formes.

162,068. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Luchaire, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de chaudière portative pour dissoudre la potasse.

162,069. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Sauzin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de fixation des boutons de portes en céramique.

162,070. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Reybaud, rue David-d'Angers, à Dunkerque. — Batardeau à coulisse en tôle.

162,071. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Lombard, rue de Tournai, à Tourcoing. — Nouveau tube permettant de teindre les fils en cannettes ou en bobines.

162,072. Brevet de quinze ans, 15 mai 1884; Meulemeester, rue Stappaert, n° 23, à Lille (Nord). — Procédé de fabrication de levure appliqué à la fermentation des mélasses.

162,073. Brevet de dix ans, 13 mai 1884; Baron, à Luxey (Landes). — Nouveau système dit *système Baron*, appelé à apporter une amélioration en même temps

qu'une économie dans l'installation des récipients destinés à recevoir les résines extraites des arbres pins.

162,074. Brevet de quinze ans, 15 mai 1884; Lemoine, à Saint-Just-des-Marais (Oise). — Combinaison ou mélange de diverses matières avec de l'argile plastique pour la fabrication de vases poreux, perméables et insolubles en terre cuite, destinés à la culture horticole et maraîchère.

162,075. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Clarke, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les veilleuses.

162,076. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Jacquemin fils, à Paris, rue Monlouis, n° 6, et rue de la Folie-Regnault, n° 16. — Nouvel appareil mortuaire à l'intérieur.

162,077. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Lignel, à Paris, rue Clignancourt, n° 141. — Système dit *parachute des chevaux*.

162,078. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Tissandier jeune, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau moteur rotatif à vapeur, à gaz, à eau et à air comprimé.

162,079. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Beardmore et Cherrie, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans la fabrication de l'acier.

162,080. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Tribout, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Tuyau-enveloppe pour télégraphie souterraine, câbles téléphoniques, transmission de force et de lumière.

162,081. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Ranquet, à Paris, rue Saint-Paul, n° 19. — Allume-tabac à pression d'air comburant.

162,082. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Crump et Brereton, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de machine à tailler, équarrir et façonner les pierres.

162,083. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Rex, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à battre les œufs et la pâte à gâteaux.

162,084. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Gudin, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de ferrure mécanique d'avancement pour galeries à rideaux, pour fenêtres.

162,085. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Gilbert, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'attache pour cravates.

162,086. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Courcier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de serrure bec-de-cane à ferme-ture fixe.

162,087. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Crusius, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé pour faire retourner au générateur la vapeur d'échappement et l'eau de condensation des machines et d'autres appareils.

162,088. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Stolze et Morgenroth, représentés par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareils de chauffage, fourneaux et appareils de cuisines à réchauffement indirect, dont les doubles parois ou tuyauteries sont remplies de liquide et munies de soupapes fusibles.

162,089. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; société dite *Vereingte Gummisaaren fabriken Harburg Wien*, vormalis Menier J.-N. Reithoffer, représentée par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé et appareil pour fabriquer des balles ou ballons élastiques.

162,090. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Deprez, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de transformateur de courants électriques.

162,091. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Lechevalier, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Fabrication par estampage des cadrans de baromètres avec leurs divisions, chiffres et légendes.

162,092. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Tiersot, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pédale, système Tiersot, destinée à la transmission de mouvement des tours.

162,093. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Nelson, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les supports de planches stéréotypes.

- 162,094. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Williams, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à découper les chèques.
- 162,095. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Benoist, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de serrure à dispositif de fermeture automatique.
- 162,096. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Trouvé frères (société), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau genre de décoration dit *décoration vésuvienne*.
- 162,097. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Bourdon, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau procédé de conservation des aliments.
- 162,098. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Zimmer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de durcissement des résines.
- 162,099. Brevet de quinze ans, 13 mai 1884; Bretonville, à Ganges (Hérault). — Nouveau moyen de renforcer les talons et semelles des bas et chaussettes.
- 162,100. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Cocu, à la Fère (Aisne). — Hélice à fraiser les couteaux de diffusion en usage dans les fabriques de sucre.
- 162,101. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Fontan, à Gelos (Basses-Pyrénées). — Fabrication des meubles et ébénisterie, imitation bambou et autres, montés sur tournage.
- 162,102. Brevet de quinze ans, 15 mai 1884; Autier et Balteau (société), à Bogny-Brax (Ardennes). — Perfectionnements dans la fabrication des charnières de voitures.
- 162,103. Brevet de quinze ans, 15 mai 1884; Alexandre père et fils, à Haraucourt (Ardennes). — Cylindre d'acier ou de fer pour travailleur de carde.
- 162,104. Brevet de quinze ans, 15 mai 1884; Savary et compagnie (société), à Quimperlé (Finistère). — Appareil nouveau dit *manège système Savary*.
- 162,105. Brevet de quinze ans, 15 mai 1884; Volland, à Aillant-sur-Tholon (Yonne). — Nouveau système de voiture à deux roues se transformant instantanément à quatre roues.
- 162,106. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Chevalet, rue de Paris, n° 51, à Troyes. — Perfectionnements aux appareils à laver les gaz.
- 162,107. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Nicolas, à Nomeny (Meurthe-et-Moselle). — Appareil téléchronomètre.
- 162,108. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Berliner, représenté par Casalenga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de purification à sec des os, spécialement en vue de la colle-forte.
- 162,109. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Boitier, à Paris, rue Cassini, n° 13 bis. — Machine à nettoyer et aiguiser les couteaux.
- 162,110. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Bernard, élisant domicile à Paris, rue de Dunkerque, n° 18. — Système de voies ferrées sur traverses métalliques.
- 162,111. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Giacometti, place de la Pucelle, à Rouen. — Calorifère en fonte avec application nouvelle, foyer et appareil ondulé à ailettes creuses, surfaces céramiques et chaleur saturée; armature reliant l'appareil, lequel est spécialement destiné au chauffage des écoles, asiles, etc.
- 162,112. Brevet de quinze ans, 29 avril 1884; Giacometti, place de la Pucelle, à Rouen. — Calorifère en fonte et tôle à grandes surfaces de chauffe, destiné à l'industrie avec application nouvelle de plaques ondulées à ailettes creuses, foyer du même, avec réserve réfractaire de forme spéciale.
- 162,113. Brevet de quinze ans, 9 mai 1884; Rannaz, à Arâches (Haute-Savoie). — Mouvement d'horlogerie.
- 162,114. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Multer, représenté par Bosttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Perfectionnements aux machines à moudre.
- 162,115. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Verdé, à Paris, rue de la Victoire, n° 75. — Fabrication de l'acier fondu au moyen d'une fonte de composition chimique quelconque.
- 162,116. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Vessier, à Paris, rue Championnet, n° 233. — Blanchiment des pâtes à papier et de toutes les fibres des végétaux.
- 162,117. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Harfield, représenté par Dufréné, à

Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Perfectionnements dans le mécanisme des gouvernails de navire.

162,118. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Mayer, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouvel appareil pour faire les adductions.

162,119. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Price, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans la fabrication ou la production du zinc.

162,120. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Livot, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Charnière de broche faite d'une seule pièce et sans soudure.

162,121. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Aubert fils, représenté par Savitier, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Compteur d'électricité.

162,122. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Simon, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux appareils d'évaporation.

162,123. Brevet (brevet anglais devant expirer le 16 novembre 1897) pris, le 14 mai 1884, par Hastie, représenté par Brandon, à Paris, rue Lafitte, n° 1. — Perfectionnements apportés aux mécanismes servant à la commande des gouvernails des navires.

162,124. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Testolat-Merion, représenté par Bléry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareils perfectionnés protecteurs de la vigne contre la gelée, la coulure, etc., dits *préservateurs champenois*.

162,125. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; L. et E. Delettrez (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de soupape de refoulement, disposée pour éviter la suppression qui se produit dans les cylindres de compression avant que la soupape ne puisse se soulever de son siège.

162,126. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Vandebossche, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'horloge appelée horloge atmosphérique.

162,127. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Hivet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lanterne à manchon rotatif et ses applications diverses.

162,128. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Chevallier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de vis sans fin pour entraîner les farines, sables et toutes substances en général.

162,129. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Reesen, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des agglomérés de charbon.

162,130. Brevet de dix ans, 10 mai 1884; Bernadot, à Aubiet (Gers). — Petit appareil en acier destiné à empêcher d'une manière infailible le renversement du vagin ou de l'utérus chez la vache.

162,131. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Gofac, à Lectoure (Gers). — Perfectionnements apportés au greffoir-outil de sieur Prudes.

162,132. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Lacroix, à Dôle. — Moulin à un seul cylindre métallique.

162,133. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Gossou, élisant domicile chez le sieur Petit, rue d'Angleterre, n° 3, à Orléans. — Nouveau système d'avant-corps de chaudière à coulisse.

162,134. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; E. Richard et Duchesne (société), rue Labédoyère, n° 6, au Havre. — Perfectionnements apportés dans la construction des appareils à évaporer ou à concentrer à air libre, les extraits de bois de teinture et de tannin ou tous autres produits similaires.

162,135. Brevet de quinze ans, 15 mai 1884; Klemm, représenté par Albert Caillet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Voile pour baign.

162,136. Brevet (brevet anglais devant expirer le 5 octobre 1897) pris, le 15 mai 1884, par Barnett, représenté par Pagès et Joubert, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Perfectionnements dans les appareils servant à élever l'eau et d'autres liquides.

162,137. Brevet de quinze ans, 15 mai 1884; J. et A. Barbelenet frères (société), à Paris, rue Saint-Denis, n° 181. — Genre d'anneau pour tirette-fermoir pour la parafolerie et mode de fixation des étoffes, rubans, élastiques, etc., sur les anneaux métalliques.

- 162,138. Brevet de quinze ans, 15 mai 1884; Wheeler, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de locomotives pouvant se mouvoir sur les voies ferrées et sur les voies publiques.
- 162,139. Brevet de quinze ans, 15 mai 1884; Delanoue, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bouchon pour bocaux, flacons, bouteilles ou récipients de tous genres.
- 162,140. Brevet de quinze ans, 15 mai 1884; Blitz, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de fabrication de sulphydrate de sulfure de sodium ou de potassium et de sulphydrates de sulfure en général et leur application à la fabrication de pâte de cellulose pour la fabrication du papier.
- 162,141. Brevet de quinze ans, 15 mai 1884; Proust, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de relier sans couture.
- 162,142. Brevet de quinze ans, 15 mai 1884; Sestier, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Toiture multiple pour le rafraîchissement ou la conservation de la chaleur dans les wagons et autres véhicules.
- 162,143. Brevet de quinze ans, 14 mai 1884; Chabert, représenté par Bachelin, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnement apporté à la filature de la soie.
- 162,144. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Ventron, rue de la Préfecture, n° 25, à Besançon. — Étui de poche pour cigarettes et allumettes, à tubes concentriques.
- 162,145. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Grimault, à Saint-Pryvé-Saint-Mesmin (Loiret). — Bineuse dite *la Française*.
- 162,146. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Granier, rue Villards, n° 4, à Grenoble. — Outillage pour tamponner et river diverses pièces d'horlogerie.
- 162,147. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Husser, élisant domicile chez le sieur Eicher, place du Collège, à Belfort. — Barque à remontoir.
- 162,148. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Desmond Fitz-Gerald, représenté par Laurent-Cély, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans l'affinage de l'or et de l'argent.
- 162,149. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Lacombe, à Paris, rue Grétry, n° 2. — Pile électrique à soupape dite *pile Victor Lacombe*.
- 162,150. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Archevêque, représenté par Parmontier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Perfectionnements dans la monture des stores.
- 162,151. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Tisy, représenté par Parmontier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Appareil aérothérapique Tisy.
- 162,152. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Price, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Obtention du cuivre des solutions cuivreuses.
- 162,153. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Cavillier, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Porte-outil de mortaiseuse, de limeuse et de rabotuse.
- 162,154. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Trocmé Becker, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux outils pour ramoner et nettoyer les chaudières.
- 162,155. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Kupfer, représenté par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Frein automatique pour voitures routières.
- 162,156. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; de Gruyter, représenté par Gudman et compañoie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouvelle pendule à balancier rotatoire dont le mouvement et la sonnerie ne demandent à être remontés qu'une seule fois par an.
- 162,157. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Rouillier, représenté par Lanier, à Paris, rue de l'Entrepôt, n° 31. — Application de nouveaux procédés de reproduction de tous dessins en toutes couleurs sur toiles opaques ou transparentes, papiers opaques ou à calquer, ou toute autre matière.
- 162,158. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Pichon, à Paris, rue des Boulets, n° 125. — Application nouvelle de toutes divisions sur des doubles décimètres.
- 162,159. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Desforges, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de taraud.
- 162,160. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Guillaume fils aîné, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application nouvelle de la chromolithographie à l'impression des toiles cirées et des tissus caoutchoutés vulcanisés.

- 162,161. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Gilchrist et Fritsmaurice, représentés par Meunons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Moyens et appareils perfectionnés pour opérer le rechange des convertisseurs Bessemer.
- 162,162. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Maréchaux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de montage des dents de herces ou d'autres machines agricoles du même genre.
- 162,163. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Debain, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pince à main à asperges.
- 162,164. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Wittkowsky, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des dalles de parquet et des sculptures artificielles.
- 162,165. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Mott, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les tuiles métalliques et dans les dispositifs permettant de les appliquer.
- 162,166. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Hutinet, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Emulsion au gelatino-chlorure d'argent.
- 162,167. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Haug et Hoffmann, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Composition destinée à remplacer le caoutchouc.
- 162,168. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Desailly et Dubois, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Régulateur volumétrique pour ventilateur.
- 162,169. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Echenoz et Barrillière, à Nantes, rue de Strasbourg, n° 22. — Pompe à vapeur à action directe, système Echenoz et Barrillière.
- 162,170. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Delahaye, à Bohain (Aisne). — Genre d'extirpateur dit *herse extirpateur énergique à dents variables*.
- 162,171. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Fages fils, avenue de Limoux, n° 5, à Carcassonne. — Appareil dit *transpirateur*.
- 162,172. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Lauth, à Carcassonne. — Séchoir à plateau.
- 162,173. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Guérineau, à Bègles (Gironde). — Système de graissage des roues de véhicules.
- 162,174. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Lefèvre-Taconet, boulevard Victor-Hugo, n° 15, à Saint-Quentin. — Moyen d'embrayer et de débrayer instantanément, sans arrêt de la machine, les semoirs à volée de toutes provenances, munis de débrayages.
- 162,175. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Durozoi, représenté par Poirot, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 92. — Perfectionnements au propulseur hydraulique Durozoi (François).
- 162,176. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Buchin et Tricoche, à Paris, avenue des Ternes, n° 26. — Emploi d'eau oxygénée comme dépolarisant dans les piles électriques.
- 162,177. Brevet de quinze ans, 23 avril 1884; Dincq-Jordan et fils (société), élisant domicile chez le sieur Sarrazin, à Lille, rue de Thionville. — Perfectionnements apportés aux tourailles à vent.
- 162,178. Brevet de quinze ans, 23 avril 1884; Dincq-Jordan et fils (société), élisant domicile chez le sieur Sarrazin, à Lille, rue de Thionville. — Tourailles à vent avec plafonds mobiles.
- 162,179. Brevet de quinze ans, 7 mai 1884; Eysermann (M^{me}), à Marseille, rue Saint-Ferréol, n° 64. — Corset dit *corset Borsarelli*.
- 162,180. Brevet de quinze ans, 15 mai 1884; Le Callonnec, à Landerneau (Finistère). — Semoir à simple et à double distribution, approprié à la petite et à la moyenne culture.
- 162,181. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; de Wilde, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Nouveau mode de traitement des phosphates de chaux, mélangés avec le carbonate de chaux.
- 162,182. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Birmelin, représenté par Boettcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Appareil pour assembler les pièces des échafaudages.
- 162,183. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Angély, à Paris, rue du Temple, n° 201. — Disposition de chemin de fer à voie suspendue.

162,184. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Regalet et Noël, rue de Romainsville, n° 36, aux Lilas, (Seine). — Machine servant à utiliser le dévot, le rebut et le déchet de plumes de toutes provenances, en les transformant en matières premières de tissage de luxe et d'utilité.

162,185. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Dieckmann, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouveau genre de piston applicable aux machines à vapeur, aux moteurs à gaz et aux appareils pneumatiques et hydrauliques.

162,186. Brevet (brevet anglais expirant le 17 novembre 1897) pris, le 17 mai 1884, par Bright, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les machines dynamo-électriques et dans les moteurs électriques.

162,187. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Lardenois, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Achenats articulés pour jouet tournant ou non.

162,188. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Poirier, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Mode d'indication des fuites d'eau dans les conduites, et appareil qui s'y rapporte.

162,189. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Singewald, représenté par Matray, Schmitzbühl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau procédé de fabrication des boutons de sacs, et machines employées à cet effet.

162,190. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Holmer, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Système de couteau de poche s'ouvrant automatiquement.

162,191. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; C. Angerer et Goeblé (société), représentée par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements apportés à l'héliotypie ou à la photolithographie.

162,192. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Schrabetz, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Régulateur de la pression du gaz à disposer avant les moteurs à gaz.

162,193. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Knuth et compagnie (société), représentée par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Jardinier destinée à l'élevage en chambre des plantes exotiques.

162,194. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; de Lavillatte (M^{me}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Genre de semelles de chaussures dit *semelle hygiénique perforée*.

162,195. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Elbel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils actionnés par l'électricité et produisant des effets mécaniques.

162,196. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; L. et E. Delattre (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Disposition spéciale applicable aux machines Compound employées principalement comme moteurs sur voitures automobiles à air comprimé, système Metarski.

162,197. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Clairot, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tuyaux de descente à échelons formant simultanément conduites aux eaux, et échelle permanente de sauvetage et de secours.

162,198. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Mechwart, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil automatique de désembrayage et de signal pour gramoirs.

162,199. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Grauel, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Innovations au bouchage des bouteilles.

162,200. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Yull, Vogel et Ihle, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Innovations aux machines à battre le blé.

162,201. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Pinet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de forme en métal avec tige pour la fabrication de la chaussure.

162,202. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; societa generale italiana dei telefoni ed applicazioni elettriche, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil micro-téléphonique didactique.

162,203. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Skrivanow, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Sonnerie électrique à pile intérieure.

162,204. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Lucia Nicolas (M^{me}), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication des boucles.

162,205. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Barrault, route d'Olivet, n° 70, à Orléans. — Appareil de vidange inodore et mobile.

162,206. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Teller, avenue de la Gare, n° 7, à Pithiviers (Loiret). — Système de piège dit *piège à perle* pour souris, ledit système pouvant s'adapter à tous autres pièges.

162,207. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Dandélet, représenté par Sinoquet aîné, avenue des Chantiers, n° 8, à Rouen. — Tuyaux à prises d'air.

162,208. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Dandélet, représenté par Sinoquet, avenue des Chantiers, n° 8, à Rouen. — Garnitures métalliques de fûts de galoches.

162,209. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Martin, rue Dubois, n° 14, à Lyon. — Ouverture de médaillons à ressort par une goupille métallique courbée aux extrémités, soit en or, platine, argent, cuivre, etc., et fermeture du médaillon par frottement de deux anneaux et boules.

162,210. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; Demurger, à Amplepuis (Rhône). — Nouveau système de porte de four à coulisses, se fermant de bas en haut.

162,211. Brevet de quinze ans, 16 mai 1884; J. Puig y Moré, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux siphons.

162,212. Brevet de quinze ans, 17 mai 1884; Duchesne et Douce, rue Dugesclin, n° 193, à Lyon. — Appareil dit *sonnerie à tirage*.

162,213. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Faillefer, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Perfectionnements apportés à la fermeture des parapluies.

162,214. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Falcot, Mairet et compagnie (société), chemin de Saint-Rambert, à Lyon. — Nouvelle disposition de table-banc à pupitre articulé pour écoles.

162,215. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Renaud, rue du Mont-d'Or, n° 2, à Lyon. — Nouveau moteur à gaz, dit *gazo-moteur, système L. Renaud*.

162,216. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Pompeien Piraud, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle base pour montures des dents et dentiers artificiels.

162,217. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; André, représenté par Chenaoui, à Paris, rue des Lombards, n° 17. — Système de pinces ou clef à cric articulée, pour le serrage des tuyaux ou autres objets.

162,218. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Véluz, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Guide droit à mouvement vertical permettant de faire le piqué au bord sous tous les angles.

162,219. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Schlumberger et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareils et procédés pour le traitement de matières quelconques en vase clos, par des agents chimiques ou physiques.

162,220. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Barbet rue du Chemin-de-Fer, n° 2, à Bourg-la-Reine (Seine). — Nouveau système de ferrures applicables à un coffre, permettant le démontage instantané, et son châssis avec assemblages en fer, pouvant remplacer l'ancienne traverse sans dévitrer.

162,221. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Hampton, représenté par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Échelle de bibliothèque et chevalet combinés.

162,222. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Schmitt, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les porte-mine, porte-crayons, porte-pinceaux et autres articles analogues.

162,223. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Courché, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouvelle méthode de traitement des phosphates de chaux, de la bauxite et du kaolin.

162,224. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Japy frères et compagnie (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau système d'échappement libre à ancre pour mouvements de pendules en général, mais plus spécialement destiné aux pendules et réveils dits *pièces genre de voyage*.

162,225. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Orval fils, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de masses pour la fabrication des fers à canons.

162,226. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Sierig, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Moyens et perfectionnements aux appareils pour l'éloignement de l'eau s'étant adhéree aux betteraves après leur lavage.

162,227. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Clarke, représenté par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans la construction des appareils pour l'allumage du gaz par l'électricité, également applicables à d'autres usages électriques.

162,228. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Helle, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Transmission perfectionnée à corde sans fin.

162,229. Brevet (brevet anglais expirant le 19 novembre 1897) pris, le 19 mai 1884, par Dan Rylands, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des bouteilles à bouchage intérieur.

162,230. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Buffault, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Tube de niveau d'eau avertisseur électrique à flotteur visible.

162,231. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Desruelles, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés à la manœuvre des disques de chemins de fer.

162,232. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Holcroft, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau tiroir cylindrique et ses applications.

162,233. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Bablon, à Paris, rue Boulard, n° 42. — Générateur mécanique d'électricité à courant continu réversible.

162,234. Brevet de quinze ans, 12 mai 1884; Lieutaud (les sieurs), rue Ancienne-Madeleine, n° 27, à Aix. — Appareil dit système de bains collectifs à l'usage des corps de troupes, des établissements d'éducation, des ouvriers d'usines, des classes pauvres des villes.

162,235. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Blans, à Montréal-du-Gers (Gers). — Tombereau destiné au transport des terres et terreaux dans les vignes.

162,236. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Marquès, rue des Filatières, n° 53, à Toulouse. — Appareil dit *sulfoscope* destiné à rechercher le sulfure de carbone dans le sol et à en déterminer la quantité.

162,237. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Reyrot, rue de Solferino, n° 29, à Bordeaux. — Appareil dit *engerbeur bordelais*, destiné à l'encarassage des barriques.

162,238. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Lavergne, rue des Piliers-de-Tutelle, n° 26, à Bordeaux. — Agrafe de corset.

162,239. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Massonneau, rue Brisson, à Niort. — Batteuse égreneuse, délivrant le grain séparément en-dessous.

162,240. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Vircondelet, à Jussey (Haute-Saône). — Perfectionnements apportés aux charrues.

162,241. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Le Tellier, à Paris, rue du Débarcadère, n° 8. — Construction en tubes de tôle, de cuivre ou autres métaux, avec bagues saillantes d'ornement, et assemblages à bagues imitant le bambou naturel, tant par sa forme et ses nœuds saillants que par sa légèreté, de tous meubles et objets pouvant se faire en bambou.

CERTIFICATS D'ADDITION.

Louvrier (M^{lre}), 22 mars 1884, brevet 155,118. (Machine à cylindrer toutes sortes de clous, soit à cheval, soit à bois.)

Combier, 21 mars 1884, brevet 154,573. (Fusil scolaire perfectionné, dit : *fusil scolaire Combier*.)

Garnier et Depouilly, 24 mars 1884, brevet 157,508. (Procédé de gaufrage pratique et perfectionné des tissus de coton, lin et autres fibres textiles végétales et pour le produit nouveau qui en résulte.)

Berthon et Debenoit, 24 mars 1884, brevet 159,110. (Compteur à eau.)

De Combettes, 24 mars 1884, brevet 160,422. (Nouveau système de bornes à ressort pour attaches de fils électriques.)

Collin et compagnie (Société), 25 mars 1884, brevet 147,523. (Système d'appareil dit *vaccinateur* pour faire l'injection ou l'inoculation du vaccin, de liquides médicamenteux, de certains virus, etc.)

Watkins, 25 mars 1884, brevet 147,589. (Perfectionnements aux machines à coudre et aux organes de commande qui les rendent automatiques.)

Boisseau père et fils (Société), 25 mars 1884, brevet 154,495. (Nouveau genre de flacons illustrés pour liquoristes, distillateurs, etc.)

Société *Kalkei Werkzeugmaschinen-Fabrik* (L.-W. Brauer, Schumacher et compagnie), 26 mars 1884, brevet 149,976. (Outil à percer à avancement automatique du foret.)

Leplay, 26 mars 1884, brevet 149,171. (Procédé de transformation en nitrate de potasse des sels minéraux et végétaux à base de potasse contenus dans les eaux d'exosmose et dans les mélasses des fabriques et des raffineries de sucre de betteraves.)

Wackernie, 26 mars 1884, brevet 157,955. (Système de filtre décanteur à grandes surfaces.)

Société générale des téléphones (réseaux téléphoniques et constructions électriques), 26 mars 1884, brevet 159,389. (Système de transmissions téléphoniques et télégraphiques en duplex, système Ducousso.)

Poirot, 26 mars 1884, brevet 142,128. (Grue locomobile pouvant servir de gerbeuse.)

Société anonyme : Manufacture des bas de Paris et construction de métiers mécaniques, 26 mars 1884, brevet 160,103. (Perfectionnements apportés à la fabrication mécanique des bas fins et aux métiers employés à cet usage.)

Auroy (M^{re}), 26 mars 1884, brevet 129,164. (Perfectionnements au métier rectiligne, système Paget.)

Rérolle, 26 mars 1884, brevet 151,531. (Faucheuse sous-marine.)

Thibaud et Bon (Société), 26 mars 1884, brevet 120,238. (Champignon mobile plat, à charnière et à foyer circulaire, pour le chauffage par le gaz.)

Faverjon, 26 mars 1884, brevet 153,189. (Bobinière à pivots mobiles et à tendeur de friction.)

Grisson, 26 mars 1884, brevet 159,312. (Procédés propres à obtenir des nouveautés par impression et teinture sur toutes espèces d'étoffes de laine et autres.)

Colcombet et compagnie, 26 mars 1884, brevet 159,744. (Nouveau moyen de produire du velours façonné.)

Cordier-Pinel, 27 mars 1884, brevet 160,479. (Appareil extincteur automatique des bougies et chandelles.)

Vidal fils, 27 mars 1884, brevet 154,619. (Flotte agglomérée Vidal, objet en liège, composé, et de flottaison, permettant par sa confection d'utiliser les morceaux de liège, de toutes dimensions appréciables et de toutes qualités.)

Meyer, 27 mars 1884, brevet 153,614. (Nouvelle composition d'une pâte destinée à la production de papiers, cartons ou objets de tous genres ininflammables et incombustibles, et les diverses applications de cette pâte à la fabrication de tous produits.)

Donneley, 27 mars 1884, brevet 156,707. (Nouveau foyer pour chaudières à vapeur.)

Marolle, 27 mars 1884, brevet 160,568. (Nouveau système d'excavateurs à lame d'acier flexible.)

Charpin, 27 mars 1884, brevet 160,344. (Application nouvelle de garnitures électriques aux serrures, avertissant de l'introduction d'un instrument autre que la clef véritable.)

Imbs, 27 mars 1884, brevet 158,942. (Nouveau mode d'utilisation des vapeurs perdues provenant des machines à vapeur.)

Société anonyme pour les procédés brevetés de farinerie Saint-nequier, 27 mars 1884, brevet 147,163. (Système de granulateur à grains.)

Girardot, 28 mars 1884, brevet 115,159. (Application à tous tuyaux d'un appareil révélateur des engorgements et permettant en outre le dégorgeement desdits tuyaux sans qu'on soit obligé de les déposer.)

Blanchart, 28 mars 1884, brevet 152,205. (Procédé de reproduction multiple d'un

dessin sur la surface d'une feuille de papier ou autre matière, par une seule perforation du dessin à reproduire.

Martin frères, 28 mars 1884, brevet 139,822. (Machine à ébouser, échaner, drayer ou égaliser toutes sortes de peaux, en travail de rivière ou à sec.)

Schlickeysen, 28 mars 1884, brevet 158,886. (Crible à secousse automatique.)

Braslauer, 28 mars 1884, brevet 152,447. (Compteur de liquide à basse pression.)

Audouin, 28 mars 1884, brevet 158,486. (Nouveau métal industriel, alliage à base de fer, désigné sous le nom de ferro-métal.)

Sarnain, 29 mars 1884, brevet 160,657. (Genre d'ascenseur sans chaînes ni contre-poids.)

Antoine, 31 mars 1884, brevet 158,199. (Bois cintrés d'arçons de selle, la position de la boucle ainsi que du morceau de fer partant de cette boucle passant devant le bois cintré, et, arrivé au bas, se repliant en-dessous, où il est arrêté par des pointes.)

Kalischer, (Docteur), 31 mars 1884, brevet 160,798. (Procédés de construction des accumulateurs ou piles secondaires.)

Jutteau, 31 mars 1884, brevet 150,283. (Foyer mobile roulant avec sa grille à cloisons également mobiles.)

Brigaou, 31 mars 1884, brevet 159,671. (Appareil à révéler les glaces photographiques au gélatino-bromure d'argent, en pleine lumière.)

Hayet, 31 mars 1884, brevet 114,534. (Procédés de fabrication des sandales avec couture mécanique de la semelle.)

Cuisinier, 1^{er} avril 1884, brevet 156,838. Procédés de filtration des jus et sirops sucrés de betterave, de canna, de glucose et de maltose.)

Saingery-Adnet, 1^{er} avril 1884, brevet 159,653. (Appareil de pointage pour fusils.)

Remy, 1^{er} avril 1884, brevet 160,614. (Lambourdes en bois, armées en fer, avec ou sans coulisses ou entièrement en fer avec coulisses.)

Société générale des téléphones (réseaux téléphoniques et constructions électriques), 2 avril 1884, brevet 161,121. (Transmetteur téléphonique à plaques vibrantes en charbon, système Berthou.)

Desarmeaux, 2 avril 1884, brevet 161,280. (Machine pneumatique sans piston ni clapet, à marche continue.)

Ghuachu, 2 avril 1884, brevet 154,437. (Pistolet à répétition.)

Buhl et Graff, 2 avril 1884, brevet 157,851. (Système amortisseur pour métiers à tisser.)

Menu, 2 avril 1884, brevet 154,714. (Nouveau système de fermeture d'imposte ouvrante.)

Jacquemin, 3 avril 1884, brevet 157,020. (Faucheuse-moissonneuse mme à bras.)

Monier, 3 avril 1884, brevet 158,451. (Système de carburateur à gaz.)

Hotchkiss, 3 avril 1884, brevet 146,214. (Perfectionnements dans les canons se chargeant par la culasse.)

Labois (Léon-Louis), 4 avril 1884, brevet 133,244. (Fabrication économique et simultanée du sulfure de carbone et de l'acide sulfurique au moyen des pyrites de fer et de cuivre.)

Société anonyme pour les procédés brevetés de farinerie Saint-Requier, 4 avril 1884, brevet 150,207. (Laminoin étaleur dédoubleur pour farinerie, appliqué à la pulvérisation des granules et des gruaux de blé.)

Commaille, 4 avril 1884, brevet 160,318. (Nouveau genre de voiture mécanique, système Commaille.)

Jayet, 4 avril 1884, brevet 154,693. (Système ayant pour objet le poinçonnage et le rajustage des poids en fonte de fer.)

Maiche, 4 avril 1884, brevet 135,725. (Genre d'électrophone.)

Thomson, 4 avril 1884, brevet 158,096. (Perfectionnements dans les appareils et les procédés pour produire, régler, mesurer, enregistrer et intégrer les courants électriques.)

Leviandier (M^{re}), 4 avril 1884, brevet 160,564. (Filtre-pressé à lavage méthodique et absolu des tourteaux.)

Reim, 5 avril 1884, brevet 153,975. (Système de resoir mécanique perfectionné.)

Perrody père, 5 avril 1884, brevet 157,676. (Canalisation courante et métallique pour voies souterraines de télégraphie et téléphonie.)

- Foucault, 5 avril 1884, brevet 159,195. (Porte-embouche pour tube de verre indicateur du niveau de l'eau dans les chaudières à vapeur.)
- Noussaux, 5 avril 1884, brevet 149,724. (Fils galvanique à action directe ou indirecte.)
- Alexandre et compagnie (Société), 5 avril 1884, brevet 156,139. (Système de fermeture pour bourses, porte-monnaie et autres articles.)
- Orth, 5 avril 1884, brevet 160,028. (Etui-pupitre pour instruments de musique portatifs à cordes.)
- Comte de Dian, Bouton et Trépardoux, 7 avril 1884, brevet 155,206. (Système de générateur à vapeur à faisceau tubulaire amovible.)
- Dulac, 7 avril 1884, brevet 159,455. (Genre de foyer à combustion rationnelle.)
- Hartog, Marchand et compagnie (Société), 7 avril 1884, brevet 145,328. (Fabrication d'un genre de boutons imitant les boutons massifs.)
- Colin, 7 avril 1884, brevet 155,095. (Système de fermoir pour cravates.)
- Broizat, 8 avril 1884, brevet 160,444. (Procédé destiné à rendre inaltérables les fibres artificielles et autres articles, et pour le produit nouveau résultant de l'application de ce procédé.)
- Goubaux, 8 avril 1884, brevet 159,797. (Essuie-pieds automatique.)
- Chevalier et Graillet, 8 avril 1884, brevet 160,458. (Système de porte-côtelles.)
- Délioux, 9 avril 1884, brevet 154,800. (Double-accruche pour queue de billard, système F. Délioux.)
- Delloye et Cambier, 9 avril 1884, brevet 154,841. (Appareil et procédés propres à l'extraction des jus de betteraves.)
- Gutkin Bourru, 9 avril 1884, brevet 159,976. (Application aux pots de laitage, etc., d'un joint hydraulique.)
- Dubayon, 10 avril 1884, brevet 152,475. (Nouveau système d'outil multiple, formant pince, clef, coupe-tubes, etc.)
- Burthe, Walverryck et Servas (Société), 20 avril 1884, brevet 154,179. (Méthode de bouchage hermétique des flacons et bouteilles en verre et machine propre à le produire.)
- Scota et Ruggieri, 10 avril 1884, brevet 159,498. (Système de détonateurs électriques applicables à la mise à feu des mines en général et principalement des mines à charbon.)
- Grossier, 10 avril 1884, brevet 151,732. (Nouveau genre de pierres fausses à bijoux, désignées sous le nom général de diamantines saphir, rubis, etc., selon leur nuance.)
- Hertzog, 11 avril 1884, brevet 148,519. (Machine à mouler les engrenages, poulies et autres pièces similaires.)
- Schultz, 11 avril 1884, brevet 155,735. (Robinets à grand débit et à fermeture automatique.)
- Tribaudan, 11 avril 1884, brevet 153,003. (Système de semelles de galoches et souquettes dites *galoches* et *souquettes Tribaudan*.)
- Barbe, 11 avril 1884, brevet 158,370. (Production et application industrielle d'un nouveau phosphate de chaux solide, non déliquescant et entièrement soluble dans l'eau.)
- Société générale des téléphones (réseaux téléphoniques et constructions électriques), 11 avril 1884, brevet 159,359. (Système de transmissions téléphoniques et télégraphiques en duplex, système Ducommun.)
- Breyer, 12 avril 1884, brevet 156,116. (Nouveau procédé et appareil servant à l'enlèvement inodore des matières fécales et autres immondices, et à leurs transformation en substances commerciales utiles, par l'action directe du gaz ou de la vapeur à haute pression et température, introduits dans les matières recueillies dans des vases fermant hermétiquement.)
- Société française des balances automatiques et des engins spéciaux, 12 avril 1884, brevet 144,313. (Balance automatique pour des matières granuleuses et en poudre et pour liquides.)
- Gérard-Lescuyer, 12 avril 1884, brevet 151,809. (Nouvelle lampe à incandescence.)
- Ray, 12 avril 1884, brevet 150,301. (Système de production et de régénération de vapeur, dit *régénérateur français*.)
- Daix, 12 avril 1884, brevet 156,546. (Nouveau système de filtres-presses à lavage

absolu ou à déplacement, supprimant l'emploi des manchettes et permettant la fixation des toiles.)

Brunelet, 15 avril 1884, brevet 160,634. (Emploi de fil de cuivre rouge pour la fabrication des chardons métalliques en ruban de carde.)

Malbois et Grangnic (Société), 15 avril 1884, brevet 158,721. (Perfectionnement apporté dans la fabrication du sommier oriental.)

Thirion, 15 avril 1884, brevet 159,656. (Aspirateur-régulateur du mouvement des pompes.)

Simeson, 15 avril 1884, brevet 160,787. (Système d'appareil flotteur pour conduites à vide.)

Laval, 16 avril 1884, brevet 151,357. (Perfectionnements apportés aux machines à fondre les caractères typographiques.)

Pique, 16 avril 1884, brevet 144,385. (Perfectionnements apportés aux poulies de rideaux, stores et jalousies.)

Société du Familistère de Guise, Gedin et compagnie, 16 avril 1884, brevet 143,341. (Nouveau système d'appareil de chauffage, ses principes, ses organes, agencements et dispositions nouvelles.)

Possoz, 17 avril 1884, brevet 154,414. (Perfectionnements dans l'extraction du sucre des mélasses et autres produits saccharins, ainsi que dans la qualité des sels alcalins qui en résultent.)

De Solminihac, 17 avril 1884, brevet 159,532. (Sécheur-accelérateur et toutes les applications qui peuvent en être faites dans les diverses opérations du tannage et du séchage des cuirs.)

Godbillion, 17 avril 1884, brevet 148,868. (Pétrin mécanique Godbillion.)

Ohl, 17 avril 1884, brevet 159,508. (Fermeture mécanique à levier et brides, instantanée, pour bouteilles de champagne et autres.)

Libron, 17 avril 1884, brevet 159,102. (Système de busc à dégrafage instantané.)

Tantot-Duchamp, 17 avril 1884, brevet 156,569. (Grillo-réchaud, dite *économe*, chauffeur, fumifuge.)

Pérille, 17 avril 1884, brevet 160,949. (Perfectionnements aux tire-bouchons.)

Poitrineau, 17 avril 1884, brevet 148,221. (Système de constructions roulantes et transportables sans démontage, et pouvant s'appliquer indistinctement à l'habitation ou à l'industrie.)

Piquemal, 17 avril 1884, brevet 154,964. (Appareil servant à la désinfection et à la décontamination des eaux-vannes et matières de vidanges.)

Kasalovski, 17 avril 1884, brevet 160,513. (Perfectionnements dans les osmogènes.)

Maguin, 18 avril 1884, brevet 160,532. (Nouveau système de coupe-racines pour sucreries et distilleries.)

Chenot, 18 avril 1884, brevet 153,419. (Système de filtres-presses économiques.)

Rutard Félix et compagnie (Société), 18 avril 1884, brevet 159,450. (Système perfectionné de biberon.)

Weberzahl et Maun, 18 avril 1884, brevet 159,721. (Serrure à bascule automatique servant de serrure de sûreté.)

Borrett, 18 avril 1884, brevet 155,929. (Perfectionnements dans les garnitures métalliques destinées à protéger les semelles des chausures.)

Sival la Serve et Davenière, 18 avril 1884, brevet 160,413. (Procédé simplifié de fabrication sur les métiers à tulle.)

Belet, 19 avril 1884, brevet 148,408. (Perfectionnement au fusil Lefauchaux, système double verrou.)

Carcant, 19 avril 1884, brevet 155,263. (Boîte double à compartiment pour l'emballage des buscs de corsets.)

Schlickeysen, 21 avril 1884, brevet 160,407. (Nouvelles tuiles lisses ou à arrêts, et nouvel appareil pour couper ces tuiles et leur donner la forme voulue.)

Martinier, 21 avril 1884, brevet 161,649. (Système de mécanisme destiné à donner la voie aux scies et s'appliquant aux machines à affûter.)

Munier, 21 avril 1884, brevet 157,421. (Système de télégraphe imprimeur multiple.)

Redier (M^{re}), 21 avril 1884, brevet 96,645. (Perfectionnements aux baromètres anéroïdes.)

Mareschal, 21 avril 1884, brevet 159,298. (Système automatique d'abaissement et de relèvement à distance, des zincs des piles électriques.)

Eckendoerffer, 21 avril 1884, brevet 159,574. (Appareil dit *l'expéditive*, destiné à épousseter et broser, sans échelle, les hauteurs d'intérieur et d'extérieur des maisons.)

Pictet et Brélaz, 21 avril 1884, brevet 155,026. (Perfectionnements apportés à la fabrication de la pâte de bois chimique.)

Dausin, 21 avril 1884, brevet 152,173. (Système de moteur à vapeur.)

Niedermeyer, 21 avril 1884, brevet 159,308. (Modifications à la construction des boutons et appareils à ce destinés.)

Bayle, 22 avril 1884, brevet 161,004. (Nouveau modèle de lampe à niveau constant.)

Colin, 22 avril 1884, brevet 155,095. (Système de fermoir pour cravates.)

Soret jeune, 22 avril 1884, brevet 159,058. (Perfectionnement apporté dans la fabrication des étoffes ordinairement confectionnées avec des laines cardées, par l'introduction de fils peignés.)

Hourbette, 22 avril 1884, brevet 155,049. (Nouveau procédé d'application sur formes de chapeaux de toutes matières souples et de petite largeur, telles que soutaché, tresse, gansé, galon, ruban, chanille, lanières, etc.)

Lefèvre, 22 avril 1884, brevet 154,987. (Perfectionnement à la charrue à ancre renforcée, système Lefèvre.)

Wilhelm, 22 avril 1884, brevet 156,432. (Autocarburateur pour la production instantanée et par l'air froid du gaz de chauffage et d'éclairage.)

Sorgue, 22 avril 1884, brevet 160,570. (Fabrication de tubes flexibles à garniture, métallique extérieure, et ses applications.)

Leploy, 22 avril 1884, brevet 158,818. (Procédé et appareils pour la préparation de la strontiane, spécialement en vue de l'extraction du sucre.)

Pascal, 22 avril 1884, brevet 154,548. (Impression sans essuyage de toutes gravures en creux faites sur n'importe quelle matière, et nommée *gravographie*.)

Barral et Gacogne (Société), 22 avril 1884, brevet 161,477. (Perfectionnements apportés aux métiers à tisser les velours façonnés en tous genres, à deux ou quatre pièces, applicables aux métiers à main ou mécaniques.)

Danhiez, 22 avril 1884, brevet 159,800. (Coupe-cannes à sucre, système Danhiez.)

Société anonyme des parfums naturels de Cannes, 22 avril 1884, brevet 160,751. (Nouveau procédé pour la purification complète des parfums (à obtenir à l'état liquide), après leur extraction par des dissolvants.)

Michaud, 23 avril 1884, brevet 158,181. (Lunette destinée à apprécier les distances et autres longueurs (largeur, hauteur ou épaisseur) d'un but visible.)

Colin, 23 avril 1884, brevet 106,703. (Système de fermoir pour cravates.)

Pierlot, 23 avril 1884, brevet 155,065. (Perfectionnement à la fosse mobile scolaire; invention pour laquelle le sieur Pierlot a pris un brevet de quinze ans le 4 novembre 1882.)

Charvot, 23 avril 1884, brevet 155,162. (Perfectionnements dans la fabrication des numéros indicateurs de location pour fauteuils et autres sièges dans les théâtres, concerts et autres lieux publics.)

H. Lecouteux et Garnier (Société), 23 avril 1884, brevet 159,640. (Perfectionnements aux machines à vapeur à grande vitesse.)

Stapfer, 24 avril 1884, brevet 116,001. (Pompe directe sans volant.)

Couteau, 24 avril 1883, brevet 156,048. (Couverture mobile pour meules de blé, de foin et autres agglomérations de denrées ou de marchandises.)

Gratzel, 24 avril 1884, brevet 152,341. (Nouveau procédé de fabrication de magnésium, d'aluminium et d'autres métaux de terres alcalines.)

Bonneaux, 25 avril 1884, brevet 160,742. (Système de coiffure dite *képi couvre-nez*, pour grande et petite tenue.)

Société A. Gaudichaud et compagnie et le sieur Morin, 25 avril 1884, brevet 158,930. (Nouveau système de plissage et appareil plisseur.)

Sieur, 25 avril 1884, brevet 155,492. (Sonnerie électrique polarisée sans tremblement, système Sieur.)

Massonnat, 25 avril 1884, brevet 156,102. (Nouveau système de biberon.)

Loder, 25 avril 1884, brevet 161,248. (Perfectionnements dans un procédé servant à la fabrication du vin de bois.)

Reboux, 25 avril 1884, brevet 161,848. (Perfectionnements apportés à la fabrication de l'alcool de topinambours, pommes de terre, grains, etc., par la saccharification par les acides en vase clos.)

Thompson et Rickman, 25 avril 1884, brevet 153,977. (Perfectionnements dans les procédés et appareils employés pour le blanchiment et l'apprêt des fils de coton et des étouffes de fibres végétales.)

Sautter, Lemonier et compagnie, 26 avril 1884, brevet 146,475. (Perfectionnements dans les appareils d'éclairage électrique.)

Pierson, 26 avril 1884, brevets 159,274. (Disposition combinée de balances automatiques et de plaques tournantes pour le pesage et la mise en sacs des grains.)

Caillette, 26 avril 1884, brevet 155,126. (Garde-feu automatique pour regard d'égoût.)

Henard, 26 avril 1884, brevet 161,288. (Nouveau système d'ajustage à dilatation de deux surfaces cylindriques quelconques.)

Lecamus, 26 avril 1884, brevet 154,242. (Appareil opérant transversalement sur les étoffes qui nécessitent ce genre d'apprêt.)

Pirard, 26 avril 1884, brevet 159,469. (Manches extensibles ou à rallonge pour bécasses, pelles, fourches, etc.)

Walch, 26 avril 1884, brevet 149,225. (Machine à dégarnir les ombres des allumettes en bois et en cire.)

Hermite, 28 avril 1884, brevet 158,178. (Nouveau procédé de blanchiment des matières textiles et de la pâte à papier provenant de toutes substances.)

Dumas, 28 avril 1884, brevet 156,671. (Procédé propre à rendre imperméable et quelque peu incombustible toutes espèces de tissus.)

Fournet, 28 avril 1884, brevet 161,531. (Nouveau système de paravents peintures pouvant servir de paravents.)

Denis, 28 avril 1884, brevet 159,372. (Perfectionnements apportés aux pendules, réveille-matin, etc.)

Francon, 28 avril 1884, brevet 159,458. (Système à double pédale pour le déclenchement du devant de bascule des fusils basculants.)

Faucher de Larrot, 28 avril 1884, brevet 144,569. (Faneuse-moissonneuse perfectionnée dite le Furet.)

Jouy, 28 avril 1884, brevet 159,039. (Système de bracelet électrogène.)

Rattier, 28 avril 1884, brevet 159,858. (Système de lampe à gaz à corps solide incandescent.)

Ganchot, 28 avril 1884, brevet 155,143. (Perfectionnements dans le matériel pour la fabrication des cartouches en général.)

Oehlmann, 28 avril 1884, brevet 147,779. (Perfectionnements dans les ventilateurs.)

Chapuis, 29 avril 1884, brevet 159,743. (Appareil dit préparateur, destiné à la préparation des lavains de boulangerie.)

Zwilling, 29 avril 1884, brevet 158,468. (Procédé nouveau pour la calcination des os, de la tourbe et d'autres substances organiques riches en carbone, pour l'extraction des produits secondaires et pour la revivification du noir d'os qui a servi, et appareils pour la mise en pratique de ce procédé nouveau.)

Collin et Benoist, 29 avril 1884, brevet 160,248. (Cave de réduction de l'indigo et du noir bleu.)

Thibault de Trevigny, 29 avril 1884, brevet 155,417. (Perfectionnements dans les appareils destinés à maîtriser les chevaux emportés ou vicieux, afin d'éviter les accidents.)

Brandl, Sarre et Beyerhans, 29 avril 1884, brevet 151,892. (Ferrure à corps de sochange élastique, sans clous à forer.)

Guichard, 29 avril 1884, brevet 158,583. (Perfectionnements dans la fabrication du linoléum, de la lincrusta et des produits similaires.)

Ravasse, 29 avril 1884, brevet 154,344. (Pince à annuler et contrôler les billets de voyageurs en chemins de fer, tramways, omnibus, bateaux, et les billets, tickets d'entrée de théâtres, etc.)

Guillaume fils aîné, 29 avril 1884, brevet 159,253. (Sous-bras en tissu, bonneterie et doublure imperméable indépendante.)

Société anonyme du Phoenix, 30 avril 1884, brevet 158,933. (Cannetière self-acting pour former, sans le secours de godets ou de chapeaux, les cannettes sur buses en papier, sur bobines, ou encore directement sur la broche.)

- Girard, 30 avril 1884, brevet 161,364. (Machine à rouler et mesurer les tissus.)
- Bolet, 30 avril 1884, brevet 160,202. (Compteur automatique pour billard.)
- Chapée, 30 avril 1884, brevet 158,459. (Système de régulateur pour réchauds, lampes, etc., à l'alcool, essence, etc.)
- Hurtu, 1^{er} mai 1884, brevet 149,164. (Système perfectionné de râteau à cheval.)
- Boca, 1^{er} mai 1884, brevet 158,821. (Fabrication de gargousses étanches en celluloid ou toute autre matière analogue.)
- Bertrand, 1^{er} mai 1884, brevet 159,061. (Application d'un système tubulaire destiné au chauffage, par la vapeur ou l'eau chaude, des salles de filatures, tissages et autres établissements manufacturiers employant ces agents de chaleur à cet effet.)
- Cragg, 1^{er} mai 1884, brevet 161,645. (Perfectionnements dans la construction du parage en bois.)
- Mégnin, 2 mai 1884, brevet 161,386. (Nouveau calendrier perpétuel automatique.)
- Renard et Durou, 2 mai 1884, brevet 155,757. (Procédé de pyrogénéation de la colophane ou autres produits résineux, à l'effet d'obtenir la benzine, le toluène, le styrène, le cumène, le cymène, la naphthaline, les carbures solides, etc.)
- Texier de la Pommeraye, 2 mai 1884, brevet 158,222. (Crochet universel s'ouvrant automatiquement.)
- Saint-Marc, 2 mai 1884, brevet 160,091. (Machine à sécher et calandrer la lingée.)
- Merle (M^{re}), 2 mai 1884, brevet 152,453. (Buste composé, variant suivant les formes de la taille.)
- Fournet, 3 mai 1884, brevet 161,551. (Système de parage de printemps pour servir de parastre.)
- Waldeck, 3 mai 1884, brevet 160,826. (Nouveau procédé de fabrication d'un combustible en utilisant les débris et les déchets d'autres combustibles.)
- Dembinski, 3 mai 1884, brevet 160,604. (Microphone.)
- Brauer et de Jean, 3 mai 1884, brevet 160,271. (Système de raccord pour tuyaux, à jonction hermétique et pose instantanée.)
- Rolland, 5 mai 1884, brevet 161,829. (Système d'appareils de chauffage à faisceau tubulaire.)
- Ghisi, 5 mai 1884, brevet 160,669. (Nouvelle force motrice basée sur la pesanteur et l'instabilité des corps en suspens, avec conservation de leur impulsion oscillatoire, sous une pression variable, réunie au mouvement de rotation et à la suspension centrifuge, à l'usage des machines fixes et locomobiles de terre et de mer, multipliées à l'infini.)
- Letual et compagnie (Société), 5 mai 1884, brevet 157,574. (Application du cordon dit grenu à la fabrication d'articles de passementerie.)
- Carmen, 7 mai 1884, brevet 160,208. (Nouveau système d'appareil pour la gazéification des essences minérales, pour chauffage et éclairage.)
- Roux, Guichard et compagnie (Société), 5 mai 1884, brevet 129,117. (Application du bec rond à double courant d'air et porte-mèche mobile aux lanternes de voitures de chemins de fer, tramways et autres.)
- Fouillet-Chevanco, 5 mai 1884, brevet 156,996. (Procédé de fabrication de rubans et galons à border, par tissage et pliage simultanés.)
- Faure (M^{re}), 5 mai 1884, brevet 155,471. (Nouvelle machine écosant les petits pois, haricots, flageolets, etc.)
- Delesvaux, 5 mai 1884, brevet 157,393. (Rouleau plombier, brise-mottes articulé en tous sens.)
- Miron, 6 mai 1884, brevet 144,849. (Horloge solaire.)
- Poucault, 6 mai 1884, brevet 159,195. (Perte-tête épurateur pour tube de verre indicateur du niveau de l'eau dans les chaudières à vapeur.)
- Heyer, 7 mai 1884, brevet 155,382. (Moteur à eau.)
- Voisin, 7 mai 1884, brevet 161,283. (Perfectionnements aux machines à imprimer en retiration à pince.)
- Chrétien, 7 mai 1884, brevet 155,335. (Perfectionnements apportés aux appareils élévateurs électriques.)
- Rouvel, 7 mai 1884, brevet 155,377. (Crochets pour ardoises et tuiles plates ou creuses, arêtières, faitages, dalles en zinc à dilatation.)
- Denizot, 7 mai 1884, brevet 143,785. (Système de moissonneuse-javeléuse.)

- Promis, 8 mai 1884, brevet 149,081. (Charrue double destinée à chasser les vignes, dite *charrue Promis-Farge*.)
- Herbé-Ponson, 8 mai 1884, brevet 156,147. (Faux mécanique.)
- Mignot, 8 mai 1884, brevet 151,560. (Jeu de chevaux de bois dit *carrousel à pistes multiples indépendantes*.)
- Barbé, 8 mai 1884, brevet 155,356. (Jouet-revolver à combinaisons numériques et de hasard dit *le Captif*.)
- Gosset, 8 mai 1884, brevet 159,599. (Perfectionnements dans les appareils à amalgamer.)
- Lethuillier et Pinel, 8 mai 1884, brevet 156,464. (Perfectionnements aux soupapes de sûreté.)
- Blitz, 9 mai 1884, brevet 155,014. (Méthode et procédé de fabrication d'un genre de cellulose fibreuse, ligneuse, blanche ou non, présentant les caractères de la pâte de chiffons, etc.)
- Boisseau père et fils (Société), 9 mai 1884, brevet 154,495. (Nouveau genre de flacons illustrés pour liquoristes, distillateurs, etc.)
- Lewis, 9 mai 1884, brevet 154,737. (Perfectionnements apportés aux appareils destinés à régler l'alimentation du gaz et de l'air dans les brûleurs à gaz employés pour l'allumage et le chauffage.)
- Bohler, 10 mai 1884, brevet 159,285. (Système de robinet dit : *robinet à clapet obturateur*.)
- Lebouc, 10 mai 1884, brevet 152,055. (Perfectionnements aux biblorhaptés.)
- David, 10 mai 1884, brevet 160,056. (Procédé de coupe ou grattage du velours à armure satin, serge, etc., permettant d'obtenir du velours façonné.)
- Henry, 12 mai 1884, brevet 137,475. (Appareil de charpente réticulée, à mailles triangulaires identiques et invariables.)
- Colinot, 12 mai 1884, brevet 142,936. (Distribution à détente variable par le régulateur.)
- Pullman et compagnie (Société), 12 mai 1884, brevet 161,180. (Perfectionnements dans les procédés et appareils pour le perçage multiple des bois de broches.)
- Peter, 12 mai 1884, brevet 155,719. (Nouveau mode de fabrication des extraits d'orseille.)
- Coster, 12 mai 1884, brevet 157,123. (Emploi du topinambour en tige ou en tubercule dans la fabrication de la glucoze.)
- Ader, 12 mai 1884, brevet 153,337. (Téléphone récepteur à pôles magnétiques surexcités.)
- Bertrand, 13 mai 1884, brevet 156,200. (Bandes-liège spécialement destinées à garnir les poulies porte-lames de scies-ruhan de toutes les dimensions.)
- Société anonyme des teintures et apprêts de Tarare, 13 mai 1884, brevet 155,585. (Procédé et machine opérant la teinture des tissus en pièces.)
- Trouné, 14 mai 1884, brevet 161,890. (Système d'appareil d'éclairage électrique portatif de sûreté, à allumage et extinction automatiques.)
- Mallet et Pagniez, 14 mai 1884, brevet 158,842. (Appareils destinés à opérer la réaction méthodique et continue des gaz ou des vapeurs sur les liquides épais ou contenant des matières solides.)
- Énard, 14 mai 1884, brevet 155,407. (Système de gâches à empenages mobiles.)
- E. Péhose, Mermont et compagnie (Société), 14 mai 1884, brevet 158,994. (Nouveau mode de montage des lisses métalliques de harnais de métiers à tisser.)
- Bédât, 14 mai 1884, brevet 154,869. (Système de réglage de la dépense d'eau des turbines.)
- Cocu, 14 mai 1884, brevet 154,993. (Appareil dit *lime hélicoïde automatique*, destiné à réparer les couteaux de diffusion en usage dans les fabriques de sucre.)
- Renou, 15 mai 1884, brevet 160,320. (Agrafe rapide et perpétuelle servant à fixer les bouchons de bouteilles de conserves.)
- Poron frères, fils et Mortier (Société), 15 mai 1884, brevet 153,387. (Système permettant d'accélérer le cueillage dans le métier à tricot Paget et autres, à côtes unies ou an-glaises.)
- Michel et Frager, 15 mai 1884, brevet 152,009. (Compteur d'eau perfectionné et simplifié.)
- Guillard, 15 mai 1884, brevet 160,287. (Instruments de fructiculture.)

Société générale des téléphones, 15 mai 1884, brevet 144,184. (Perfectionnements dans l'agencement et l'installation des bureaux téléphoniques.)

Huguenin, 16 mai 1884, brevet 133,019. (Fouleuse d'étoffes.)

Vu pour être annexé au décret en date du 30 janvier 1885.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,304. — **DÉCRET** portant fixation des limites de la Mer sur le littoral de la commune de Bormes (département du Var, quartier maritime de Toulon).

Du 15 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le procès-verbal, en date du 9 août 1883, des opérations de la commission chargée de procéder à la fixation des limites de la mer sur le littoral de la commune de Bormes, entre l'origine de la plage de Layet et l'extrémité de la plage du Trouquet (département du Var, quartier maritime de Toulon);

Vu le plan des lieux annexé audit procès-verbal;

Vu les lettres du préfet du Var en date des 4 juin 1881 et 29 avril 1884;

Vu la lettre du vice-amiral commandant en chef, préfet maritime à Toulon, du 9 juillet 1881;

Vu les lettres du ministre des finances en date des 15 novembre 1882 et 23 juillet 1884;

Vu les lettres du ministre des travaux publics en date des 17 janvier 1883 et 15 octobre 1884;

Vu la délibération du conseil d'amirauté en date du 25 novembre 1884;

Vu le décret du 21 février 1852 ⁽¹⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRETE :

Art. 1^{er}. A la date du 9 août 1883, la mer avait pour limites, sur le littoral de la commune de Bormes (département du Var, quartier maritime de Toulon), entre l'origine de la plage de Layet et l'extrémité de la plage du Trouquet, les lignes rouges AB, CD, EF, GH, tracées sur le plan annexé au présent décret avec l'indication : *Limites du rivage de la mer*.

2. Les droits des tiers sont réservés.

3. Les ministres de la marine et des colonies, des travaux publics, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 497, n° 5728.

concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 15 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PEYRON.

N° 15,305. — *Décret qui ouvre au Ministre des Finances, sur l'exercice 1884, un Crédit de 11,392 fr. 65 cent. pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par la ville d'Oran pour l'agrandissement d'une Caserne des Douanes.*

Du 23 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 29 décembre 1883, portant fixation des dépenses de l'exercice 1884;

Vu le récépissé n° 39, en date du 5 mars 1885, constatant le versement à la caisse du trésorier-payeur d'Alger, par le receveur principal des douanes en cette ville, d'une somme de onze mille trois cent quatre-vingt-douze francs soixante-cinq centimes, à titre de prélèvement sur les fonds de masse, pour l'agrandissement d'une caserne des douanes à Oran,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé au ministre des finances, sur l'exercice 1884, au delà du crédit de cent huit mille trois cent quarante-sept francs ouvert par la loi précitée du 29 décembre 1883 sur le chapitre LXXXI (*Matériel des douanes en Algérie*), troisième partie (*Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics*), un crédit de onze mille trois cent quatre-vingt-douze francs soixante-cinq centimes (11,392^{fr} 65^{cent}) applicable à l'agrandissement de la caserne d'Oran (Algérie).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources résultant du versement effectué le 5 mars 1885 à titre de fonds de concours par le receveur principal des douanes à Alger.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,306. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des postes et des télégraphes) portant que M. *Guérin (Pierre-Alfred)*, inspecteur-ingénieur des postes et télégraphes, est nommé directeur-ingénieur des postes et télégraphes, en remplacement de M. *Ribadieu*, directeur-ingénieur, admis à faire valoir ses droits à la retraite. (Paris, 9 Février 1885.)

N° 15,307. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la guerre) portant ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le ministre de la guerre, au nom de l'État, est autorisé à accepter le legs d'une somme de dix mille francs fait par M^{me} veuve *Finot* à l'école de médecine et pharmacie militaires, suivant son testament olographe du 1^{er} avril 1875, laquelle somme, après déduction des frais et droits, s'élève à huit mille neuf cent quatre vingt-quinze francs vingt-cinq centimes.

2. Conformément à la volonté de la testatrice, cette somme, après avoir été convertie en rente française trois pour cent, sera employée à la fondation de deux prix annuels, qui porteront le nom de *Prix Auburtin-Finot*, en mémoire de M^{me} veuve *Finot*, née *Auburtin*, et de son mari, *Pierre-Xavier Finot*, de son vivant médecin principal de première classe des armées. Ils seront décernés aux deux médecins stagiaires sortant les premiers de chaque promotion, et la somme formant le montant de ces prix sera employée à l'achat de livres ou d'instruments d'étude. (Paris, 10 Février 1885.)

N° 15,308. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant que M. *Gouzay*, directeur du personnel, du secrétariat et de la comptabilité au ministère des travaux publics, est nommé membre de la commission chargée de reviser le décret du 31 mai, 1862, en remplacement de M. *Boyer*, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite. (Paris, 27 Février 1885.)

N° 15,309. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui approuve la délimitation de territoire entre la commune de Quillebeuf (canton dudit, arrondissement de Pont-Audemer, département de l'Eure) et la commune de Saint-Aubin-de-Quillebeuf (même canton), telle qu'elle résulte du procès-verbal de délimitation dressé le 30 novembre 1884 par l'inspecteur du service des contributions directes et du croquis visuel qui y est joint.

Ces deux pièces demeureront annexées au présent décret. (Paris, 27 Février 1885.)

N° 15,310. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine et des colonies) portant que la juridiction du juge de paix du Maroni s'étend sur l'îlet Portal et sur les territoires du Haut-Maroni. (Paris, 27 Février 1885.)

N° 15,311. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le chef-lieu de la commune de Comps (canton de Manzat, arrondissement de Riom, département du Puy-de-Dôme) est transféré du bourg de Combs au bourg des Ancizes.

2. La commune de Comps portera à l'avenir le nom de *les Ancizes-Comps*.
(Paris, 3 Mars 1885.)



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Mai 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 917.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,312. — *Loi qui autorise la ville d'Avignon (Vaucluse) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 27 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 29 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Avignon (Vaucluse) est autorisée :

1° A emprunter de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, aux conditions de cet établissement, une somme de cent trente et un mille cinq cents francs (131,500'), remboursable en trente ans, et destinée à concourir, avec d'autres ressources, au payement des frais de construction d'un groupe scolaire, rue Thiers;

2° A s'imposer extraordinairement pendant trente ans, à partir de 1885, un centime trente-cinq centièmes (1° 35) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, prévu en totalité pour cent cinquante-sept mille huit cents francs environ, servira à rembourser l'emprunt.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,313. — *Loi qui autorise la ville de Reims (Marne) à contracter un Emprunt.*

Du 27 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 29 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Reims (Marne) est autorisée à emprunter de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, aux conditions de cet établissement, la somme de trois cent mille francs (300,000^f), remboursable en trente ans sur ses revenus ordinaires, et destinée à concourir, avec d'autres ressources, au paiement des frais d'établissement d'un lycée de jeunes filles.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,314. — *Loi portant : 1° ouverture de Crédits s'élevant à 2,100 francs, au titre du Budget ordinaire du Ministère de la Guerre, pour l'exercice 1884 ; 2° annulation de Crédits montant à pareille somme sur le même exercice.*

Du 29 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 2 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1884, par la loi de finances du 29 décembre 1883 et par des lois spéciales, une somme totale de deux millions cent mille francs (2,100,000^f) est et demeure définitivement annulée au chapitre xv (*Hôpitaux*).

2. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget ordi-

naire de l'exercice 1884, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 29 décembre 1883 et par des lois spéciales, des crédits supplémentaires montant à la somme de deux millions cent mille francs (2,100,000^f) et répartis, par chapitres, ainsi qu'il suit :

CHAP. XII. Vivres.....	2,000,000 ^f
— XVI. Services de marche.....	100,000
TOTAL.....	2,100,000

Il sera pourvu aux crédits supplémentaires ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1884.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé P. TIRARD.

Le Ministre de la guerre,
Signé G^{al} LEWAL.

N° 15,315. — *Loi ayant pour objet d'approuver une Convention passée entre l'État et la ville de Marmande (Lot-et-Garonne), pour la construction dans cette ville d'un Magasin de tabacs en feuilles.*

Du 30 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 31 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention ci-annexée, passée les 6 et 18 novembre 1884 entre l'administration des manufactures de l'État et la ville de Marmande (Lot-et-Garonne), pour la construction d'un magasin de tabacs en feuilles dans ladite ville.

2. Ladite convention ne sera passible que du droit fixe d'enregistrement de trois francs.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé P. TIRARD.

CONVENTION.

Entre M. E. Regnault, directeur général des manufactures de l'État, agissant en vertu de l'autorisation du ministre des finances, représentant l'État,

D'une part;

Et M. Luron de Maré, officier de la Légion d'honneur, maire de la ville de Marmande, représentant ladite ville et dûment autorisé, à cet effet, par la délibération du conseil municipal du 22 février 1884,

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville de Marmande cède gratuitement à l'État, pour la construction d'un magasin de tabacs en feuilles, une parcelle de terrain dit de Granon, de soixante-huit mètres cinquante centimètres (68^m,50) de largeur, limitée, au nord-est, par le chemin de Laugeot à la Gravette; au sud-est, par le chemin de Granon à la Gravette, élargi à dix mètres; au nord-ouest, par une voie d'isolement de douze mètres de largeur, tracée parallèlement au chemin de Granon à la Gravette; au sud-ouest, enfin, par une voie transversale d'isolement de dix mètres de largeur.

Cette parcelle, dont la longueur moyenne est de cent soixante-quatre mètres (164^m), et la superficie de onze mille deux cent trente-quatre mètres carrés (11,234^m), est représentée sur un plan annexé à la présente convention.

La ville de Marmande s'engage à faire l'acquisition des terrains nécessaires pour l'établissement de deux voies d'isolement, latérale et transversale, ainsi que pour l'élargissement du chemin de Granon à la Gravette, conformément aux indications du plan ci-annexé. Elle prend à sa charge tous les frais d'aménagement de ces voies, qui devront être entièrement terminées avant la prise de possession du magasin. Elle assurera, par la construction de fossés et de caniveaux, l'écoulement des eaux ménagères et des eaux de pluie.

Elle s'engage, en outre, à céder gratuitement à l'État, s'il y a lieu, la bande de terrain nécessaire à l'établissement de la plate-forme de la voie de raccordement du magasin avec la ligne de Bordeaux à Cette. La ville fera, d'ailleurs, auprès de la compagnie des chemins de fer du Midi, les démarches nécessaires pour obtenir le tracé de cette voie.

Les remblais qu'exigera l'établissement de l'infrastructure de la voie de raccordement seront exécutés aux frais de la ville, mais l'administration des manufactures de l'État prendra à sa charge le ballastage, la fourniture et la pose des rails et traverses, ainsi que l'établissement des barrières.

2. La ville de Marmande fera à l'administration des manufactures de l'État l'avance des sommes nécessaires pour la construction, sur l'emplacement défini à l'article 1^{er}, d'un magasin de tabacs en feuilles comprenant, d'après l'avant-projet annexé, trois bâtiments d'exploitation et un pavillon d'administration avec les dépendances (cours, lieux d'aisances, murs de clôture, etc.).

Les constructions seront exécutées d'après les plans et devis fournis par l'administration, et sous la direction des ingénieurs des manufactures de l'État.

Les décomptes des travaux exécutés seront dressés par l'ingénieur spécialement chargé de la direction du chantier, et les dépenses seront acquittées chaque mois par la caisse municipale, d'après ces décomptes.

Les frais de surveillance (traitement du conducteur des travaux et du piqueur, et indemnité de chantier de l'ingénieur) seront comptés sur la somme à valoir du devis de la construction.

La valeur des constructions effectuées sera déterminée par le règlement des travaux, arrêté par l'ingénieur chargé de la direction du chantier.

3. L'administration des manufactures de l'État prendra possession du magasin aussitôt après l'achèvement complet des travaux.

Elle remboursera par annuités à la ville de Marmande, dans un délai de quinze années au plus, compté à partir de la date de cette prise de possession, les sommes avancées par elle, en tenant compte des intérêts à quatre pour cent.

Les annuités seront divisées en deux parties égales, payables par semestre. L'admi-

nistration des manufactures de l'État se réserve, d'ailleurs, le droit de faire des paiements anticipés.

4. Les frais d'adjudication, ainsi que les frais de timbre et d'enregistrement auxquels pourrait donner lieu la présente convention, seront avancés par la ville de Marmande et compris dans le chiffre de la dépense générale.

5. Le présent traité est fait, en ce qui concerne la ville, sous réserve de l'approbation du conseil municipal et du préfet, et, en ce qui concerne l'État, sous réserve de l'approbation par les Chambres du projet de construction du magasin.

Ainsi convenu et fait double, à Marmande, le 6 novembre 1884, à Paris, le 18 novembre 1884.

*Le Directeur général des manufactures
de l'État,*

Signé RENAULT.

Le Maire de Marmande,

Signé DE MARÉ.

Approuvé :

Agen, le 14 novembre 1884.

Le Préfet,

Signé CHAPRON.

N° 15,316. — *Loi qui établit une Surtaxe sur le vin à l'Octroi de Chambon (Loire).*

" Du 30 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 31 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi, et jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement, est autorisée la perception à l'octroi de Chambon (Loire) d'une surtaxe de douze centimes (12°) par hectolitre sur les vins, tant en cercles qu'en bouteilles.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre autorisé, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,317. — *Loi qui établit une Surtaxe sur l'alcool à l'Octroi de Vire (Calvados).*

Du 30 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 31 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi, et jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement, est autorisée la perception à l'octroi de Vire (Calvados) d'une surtaxe de neuf francs (9^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de neuf francs perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

2. La surtaxe autorisée par l'article qui précède sera spécialement affectée au service de l'emprunt voté par le conseil municipal, dans sa séance du 7 mars 1884.

L'administration locale sera tenue de justifier chaque année au préfet de l'emploi de cette surtaxe, dont le produit fera l'objet d'un compte général, tant en recette qu'en dépense, qui devra être présenté à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

N° 15,318. — *Loi qui ouvre au Ministre de la Guerre et au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1885, un Crédit supplémentaire de 50 millions de francs pour le service du Tonkin.*

Du 1^{er} Avril 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 2 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1885, et en dehors des crédits accordés par la loi de finances du 21 mars 1885, un crédit supplémentaire de vingt-cinq millions de francs (25,000,000^f), qui sera classé au chapitre xii (*Corps expéditionnaire du Tonkin*).

2. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1885, et en dehors des crédits accordés par la loi de finances du 21 mars 1885, un crédit supplémentaire de vingt-cinq millions de francs (25,000,000^f), qui sera classé à la deuxième section (*Service colonial*), chapitre xv (*Service du Tonkin*).

3. Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1885.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^r LEWAL.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine
et des colonies,

Signé A. PETRON.

N° 15,319. — DÉCRET fixant le taux de la roupie dans l'Inde.

Du 13 Septembre 1884.

(Promulgué au Journal officiel du 20 septembre 1884).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854⁰⁹;

Sur le rapport des ministres de la marine et des colonies et des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1885, le taux légal à attribuer aux roupies dans les possessions françaises de l'Inde sera fixé d'après le cours commercial de ces monnaies dans la colonie.

2. Au mois de novembre de chaque année, un arrêté du gouverneur rendu en conseil privé, sur la proposition du trésorier-payeur et d'après la moyenne des cours effectifs du change pendant les douze mois précédents, déterminera ce taux.

Le taux de la roupie ainsi fixé sera appliqué pendant toute la durée de l'année suivante.

3. Les arrêtés du gouverneur fixant le taux de la roupie seront immédiatement notifiés par le trésorier-payeur aux comptables sous ses ordres, et la diminution ou l'augmentation de la valeur de son encaisse et des encaisses de ses préposés, qui est, en cas de modifications de taux, la conséquence du nouveau cours, est portée au débit ou au crédit du compte : *Frais de négociation et de change*.

4. Les dispositions qui précèdent devront être mises en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1885; le taux légal de la roupie pour cette année sera arrêté au mois de novembre 1884, comme il est dit à l'article 2 du présent décret.

5. Les roupies continueront à être reçues et données par le trésorier-payeur et par ses préposés au cours de deux francs quarante centimes pour tous les marchés, traités, baux et engagements de toute nature, où la valeur de la roupie aura été fixée à deux francs quarante centimes pendant toute la durée de ces marchés baux et engagements.

Les cautionnements réalisés jusqu'au 31 décembre 1884 inclusivement seront également remboursés en roupies comptées à raison de deux francs quarante centimes l'une.

Les bénéfices ou les pertes provenant des recettes et des dépenses faites au cours de deux francs quarante centimes après le 31 décembre 1884 seront portés au compte : *Frais de négociation et de change*.

6. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel de la marine* et au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 13 Septembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé P. TIRARD.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,
Signé A. PETRON.

N° 15,320. — DÉCRET modifiant le décret du 4 mai 1881, relatif à l'organisation de la Caisse de prévoyance du personnel du service local en Cochinchine.

Du 17 Février 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu les décrets du 4 mai 1881⁽¹⁾, réorganisant l'administration locale de la Cochinchine et portant création du compte de prévoyance pour le personnel civil des services publics de cette colonie;

Vu la délibération du conseil colonial de la Cochinchine du 1^{er} octobre 1884,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. L'article 3 du décret du 4 mai 1881, portant création du compte de prévoyance pour le personnel civil des services publics de Cochinchine, est modifié ainsi qu'il suit :

« Tout fonctionnaire ou employé civil appartenant à l'un des services publics de Cochinchine entretenus par le budget local et visés par l'article 1^{er} du décret du 4 mai 1881 aura droit, sauf le cas de révocation, à la liquidation de son compte après six années de services effectifs en Cochinchine.

« En cas de réintégration d'un agent révoqué, les services ayant précédé la révocation ne pourront pas entrer dans la supputation des six années donnant droit à la liquidation du compte de prévoyance.

« Quand les fonctionnaires et employés qui auront fait liquider leur compte continueront ou reprendront leurs services en Cochinchine, un nouveau compte de prévoyance leur sera ouvert, mais le montant ne leur sera remis qu'après l'accomplissement d'une nouvelle période de six années.

« En cas de mise à la retraite ou de décès, les droits des intéressés ou de leurs héritiers seront maintenus, quelle que soit la durée de la période en cours. »

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 17 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PEYRON.

N° 15,321. — **DÉCRET** déterminant les incompatibilités pour le mandat de Conseiller général à la Guyane, au Sénégal et dans l'Inde.

Du 24 Février 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

⁽¹⁾ Bull. 627, n° 10,717.

Vu le décret du 23 décembre 1878, portant institution d'un conseil général à la Guyane;

Vu le décret du 4 février 1879 ⁽¹⁾, instituant un conseil général au Sénégal et dépendances;

Vu le décret du 25 janvier 1879, portant réorganisation des conseils électifs dans les établissements français de l'Inde;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽²⁾;

Vu l'avis du conseil supérieur des colonies,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sont éligibles aux conseils généraux de la Guyane, du Sénégal et de l'Inde et aux conseils locaux dans l'Inde, les citoyens inscrits sur une liste d'électeurs dans la colonie, ou justifiant qu'ils devaient y être inscrits avant le jour de l'élection, âgés de vingt cinq ans accomplis.

En ce qui concerne le Sénégal et l'Inde, les conseillers généraux et locaux doivent, en outre, savoir parler, lire et écrire le français.

Nul n'est éligible à un conseil local de l'Inde s'il ne réside depuis six mois dans l'établissement.

2. Ne peuvent être élus à un conseil général ou à un conseil local, les citoyens qui sont pourvus d'un conseil judiciaire.

3. Ne peuvent être élus membres d'un conseil général ou d'un conseil local :

1° Les gouverneurs, les chefs de service dans l'Inde, les commandants de cercle au Sénégal, les directeurs de l'intérieur, les secrétaires généraux, chefs ou sous-chefs de bureau des directions de l'intérieur, dans la colonie où ils exercent leurs fonctions;

2° Les magistrats des cours d'appel et des tribunaux de première instance, les juges de paix, dans l'étendue de leur ressort;

3° Les militaires et marins de tous grades en activité de service;

4° Les commissaires et agents de police, les ingénieurs en chef et les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les conducteurs des ponts et chaussées et les garde-mines, les ministres des différents cultes subventionnés, les vérificateurs des poids et mesures, dans l'étendue de leur circonscription;

5° Les agents et comptables de tous ordres employés à l'assiette, à la perception et au recouvrement des taxes et impôts quelconques et au paiement des dépenses publiques de toute nature, les chefs de service des postes et télégraphes, des eaux et forêts, dans la colonie où ils exercent leurs fonctions.

4. Le mandat de conseiller général est incompatible avec celui de conseiller privé titulaire ou suppléant et avec les fonctions de magistrat, fonctionnaire ou agent de tout ordre salarié ou subventionné sur les fonds de la colonie.

5. Le mandat de membre d'un conseil local dans l'Inde est incompatible avec celui de conseiller privé titulaire ou suppléant et avec

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 440, n° 7949.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 166, n° 1382.

les fonctions d'agent salarié ou subventionné sur les fonds de l'établissement.

La même incompatibilité existe à l'égard des entrepreneurs de services ou de travaux publics rétribués sur le budget de l'établissement.

6. Sont abrogés les articles 4, paragraphe 2; 5 et 6 du décret du 23 décembre 1878, relatif à la Guyane; 4, 5, 6 du décret du 4 février 1879, relatif au Sénégal; 8 et 10 du décret du 25 janvier 1879, relatif aux établissements français de l'Inde.

7. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré aux journaux officiels de la métropole et des colonies, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 24 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PÉRON.

N° 15,322. — DÉCRET créant des sections particulières de Communes dénommées
Le Tampon, Cilaos, Étang-Salé et Grand-Ilet (Réunion).

Du 24 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽¹⁾;

Vu les délibérations des conseils municipaux de Saint-Pierre, Saint-Louis et Salazie, à la Réunion, en date des 3, 6 et 18 août 1884, et les plans annexés;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884, articles 75 et 73;

La section des finances, des postes et télégraphes, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'État entendue,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Un adjoint, en sus du nombre déterminé par l'article 73 de la loi du 5 avril 1884, sera nommé dans chacune des sections ci-après désignées :

1° Le Tampon, dans la commune de Saint-Pierre;

2° Cilaos, dans la commune de Saint-Louis;

3° Étang-Salé et Aviron, dans la commune de Saint-Louis;

4° Grand-Ilet, dans la commune de Salazie.

Il remplira les fonctions d'officier de l'état civil et pourra être chargé de l'exécution des lois et règlements de police.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 166, n° 1382.

Les délimitations des sections ci-dessus désignées sont déterminées conformément aux plans joints au présent décret.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré aux journaux officiels de la métropole et de la colonie, au *Bulletin officiel de la marine* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PEYRON.

N° 15,323. — DÉCRET instituant un Conseil privé au Sénégal.

Du 24 Février 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu l'ordonnance du 7 septembre 1840⁽¹⁾, sur le gouvernement du Sénégal;

Vu le décret du 4 février 1879⁽²⁾, portant remaniement du conseil d'administration du Sénégal et dépendances;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854⁽³⁾;

Vu l'avis du conseil supérieur des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil d'administration du Sénégal prend le nom de *Conseil privé*.

2. Les deux habitants notables, membres titulaires du conseil d'administration, et les deux habitants notables, membres suppléants, prennent le titre de conseillers privés titulaires et de conseillers privés suppléants.

3. Les conseillers privés titulaires et suppléants sont nommés par décret du Président de la République, sur la proposition du ministre de la marine et des colonies. Ils sont choisis parmi les citoyens français notables, âgés de trente ans révolus et résidant dans la colonie depuis cinq ans au moins.

La durée des fonctions des conseillers privés titulaires et suppléants est de deux années. Ils peuvent être nommés de nouveau.

4. Sont abrogées les dispositions contraires au présent décret.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 775, n° 8984.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 166, n° 1382.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 440, n° 7949.

5. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré aux journaux officiels de la métropole et de la colonie, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 24 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,
Signé A. PRYATON.*

N° 15,324. — *DÉCRET concernant les droits sur les Spiritueux à la Martinique.*

Du 17 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le décret du 24 octobre 1860, portant règlement d'administration publique pour l'établissement, dans les colonies de la Martinique et de la Guadeloupe, d'une taxe sur les spiritueux, et le décret du 6 avril 1861, relatif à la mise en ferme, à la Martinique, de l'impôt de consommation sur les spiritueux;

Vu les délibérations du conseil général de la Martinique, en date des 11 novembre 1880, 14 et 16 décembre 1881, 17 et 18 mars 1882, 13 et 14 décembre 1883, et 10 décembre 1884;

Vu les sénatus-consultes des 3 mai 1854 et 4 juillet 1866 ⁽¹⁾, et le décret du 11 août 1866 ⁽²⁾;

Vu la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, en particulier les articles 68, paragraphe 7, 69, 133, paragraphe 14, et 163, paragraphe 4;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

CHAPITRE I^{er}.

DES DROITS ÉTABLIS SUR LES SPIRITUEUX.

ART. 1^{er}. Il sera perçu à la Martinique, à partir du
une taxe de consommation :

1° Sur les rhums, tafias et autres spiritueux fabriqués dans la colonie et qui ne sont pas destinés à l'exportation;

2° Sur les spiritueux importés dans la colonie.

Les spiritueux exportés de la colonie sont assujettis à un droit de sortie représentatif de la contribution foncière.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1402, n° 14,360.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1418, n° 14,537.

Le tarif des droits de consommation et de sortie est arrêté conformément à l'article 1^{er} du sénatus-consulte du 4 juillet 1866.

2. Sont soumis aux droits spécifiés par l'article qui précède, quelle que soit la quantité d'alcool pur qu'ils contiennent:

1° Les spiritueux simples, aromatisés ou non, qui marquent leur degré à l'alcoolomètre;

2° Les liqueurs;

3° Les fruits à l'eau-de-vie.

Tous les liquides alcooliques soumis aux droits, soit en cercles, soit en bouteilles, sont imposés proportionnellement à leur richesse alcoolique.

Dans le décompte des droits, toute fraction de litre est négligée lorsqu'elle est inférieure à cinquante centilitres. Elle est comptée pour un litre lorsqu'elle est de cinquante centilitres et au-dessus.

3. Les fabricants et les marchands en gros ou en détail de rhums, tafias ou autres spiritueux ne pourront commencer ou continuer l'exercice de leur profession qu'après avoir obtenu une licence dont le prix est indépendant des droits de patente, et qui ne sera valable que pour un seul établissement et pour l'année dans laquelle elle aura été délivrée.

Le droit de licence est exigible d'avance; il est payable par trimestre; il est dû pour le trimestre entier, à quelque époque que commence ou cesse l'exercice de la profession.

Le droit de licence des assujettis sera déterminé suivant les professions.

Toutefois il devra être établi plusieurs classes de licence pour les détaillants.

Le droit de licence payé par les détaillants est un produit communal.

CHAPITRE II.

DE LA FABRICATION DES SPIRITUEUX.

4. Nul ne peut distiller ni mettre en fermentation des sirops, mélasses et autres matières propres à la production de l'alcool sans en avoir obtenu l'autorisation.

5. Toute personne ayant l'intention de fabriquer des spiritueux doit adresser à l'administration, par l'intermédiaire du service des contributions, une demande indicative du lieu où elle entend exercer son industrie et des bâtiments qu'elle doit y affecter. A chaque demande sera annexé, en double expédition, un croquis figuratif de l'intérieur de l'établissement, avec légende, de toutes les parties de l'usine.

Toute communication intérieure entre les locaux affectés à des opérations de distillation ou de rectification et les bâtiments voisins non occupés par les fabricants, ou ceux dans lesquels ces fabricants se livrent à une autre industrie, est interdite et doit être scellée.

Dans les fabriques existantes, tout état des lieux constaté ne peut être modifié sans une autorisation de l'administration.

Dans les distilleries nouvelles, des locaux distincts seront affectés à l'emmagasinement des produits de la fabrication.

Toute quantité de spiritueux trouvée en dehors de ces locaux sera réputée fabriquée en fraude et saisie.

Dans les mêmes fabriques, les appareils à distiller et à rectifier, ainsi que les cuves à fermentation, devront être réunis dans un même atelier ou dans des ateliers contigus, suffisamment éclairés. Les appareils à distiller et à rectifier seront, en outre, isolés et installés de manière que les employés puissent circuler tout autour.

6. Aucun fabricant ne peut commencer ou continuer sa fabrication qu'à la charge de présenter une caution solvable, qui s'engagera conjointement et solidairement avec lui au paiement des droits et doubles droits qui seront constatés à la charge du distillateur. Les fabricants qui ne distillent que les produits de leur récolte peuvent toutefois être dispensés de cette formalité.

La caution solvable peut être remplacée par un cautionnement en numéraire, ou garantie par une inscription hypothécaire dont le chiffre sera fixé par arrêté du gouverneur en conseil privé.

Le distillateur ou fabricant de liqueurs qui, mis en demeure de renouveler son cautionnement ou d'en fournir un nouveau, n'aura pas satisfait à cette mise en demeure dans les trente jours de sa date, encourra la fermeture de son établissement, et son compte sera réglé définitivement conformément aux dispositions de l'article 8 ci-après.

7. Les fabricants doivent déclarer le nombre et la contenance des alambics, cuves, bacs, citernes, futailles et de tous autres vaisseaux composant le matériel de la distillerie, ainsi que les quantités de rhums, tafias et autres spiritueux existant en leur possession dans leurs magasins ou ailleurs. La capacité des alambics, cuves, réservoirs et autres vaisseaux déclarés sera vérifiée par le jaugeage métrique et au besoin par l'empotement.

Chaque alambic, citerne, vaisseau et récipient quelconque recevra un numéro d'ordre avec l'indication de sa contenance en litres.

Les tuyaux recevront également un numéro d'ordre.

Les tonneaux et futailles quelconques employés pour l'emmagasinement et le transport des produits présenteront la marque particulière de l'industriel.

Les numéros, contenances et autres marques seront peints à l'huile, en caractères ayant au moins cinq centimètres de hauteur, par les soins et aux frais du déclarant.

Les distillateurs ne peuvent modifier la contenance des vaisseaux jaugeés ou épalés, ou établir de nouveaux appareils, sans en avoir fait la déclaration; en aucun cas, il ne peut être fait usage de vaisseau dont la contenance n'a pas encore été vérifiée.

8. Les distillateurs qui voudront cesser leur industrie devront

en faire la déclaration au bureau du service exerçant et acquitter immédiatement le droit de consommation sur toutes les quantités de spiritueux existant en charge à leur compte, s'ils ne préfèrent les diriger sur un entrepôt ou sur tout autre établissement soumis à l'exercice.

9. Les fabricants de spiritueux ou leurs représentants sont soumis aux visites et exercices des agents du service des contributions, et tenus de leur ouvrir à toute réquisition leurs fabriques, magasins, celliers et tous autres bâtiments enclavés dans la même enceinte que la distillerie ou y attenant.

Cette obligation subsiste même pendant la nuit, s'il est constaté que la distillerie est en activité.

Ils doivent également leur représenter les sucres, sirops, mélasses et autres matières destinées à la distillation, ainsi que les spiritueux qui se trouvent en leur possession.

10. Les opérations de chaque distillerie seront consignées sur un registre qui sera livré au fabricant par l'administration, après avoir été coté et parafé par le juge de paix. Ce registre devra être représenté à toute réquisition et à l'instant même de la demande des employés du service. Ceux-ci devront le vérifier et apposer leur visa après chaque vérification.

Les distillateurs devront, au fur et à mesure des opérations, inscrire sur ledit registre :

- 1° Le numéro et la capacité de chaque cuve montée;
- 2° La date et l'heure de sa préparation;
- 3° La nature, la densité et le volume des matières qui la composent;
- 4° La date et l'heure auxquelles se termine la fermentation;
- 5° La densité des mouës, avant et après la fermentation;
- 6° Le numéro et la capacité de chaque alambic mis en activité;
- 7° Le volume, la nature et la densité des matières mises en distillation dans chaque alambic;

8° Pour chaque chauffe si l'appareil est discontinu ou pour chaque période journalière de travail si l'appareil est continu, les heures auxquelles le feu est allumé et éteint sous chaque alambic;

9° Le volume et la force alcoolique de la totalité des spiritueux recueillis, en distinguant les spiritueux propres à la vente, c'est-à-dire marquant quarante-neuf degrés à l'alcoolomètre de Gay-Lussac, à la température de quinze degrés centigrades, des flegmes ou petites eaux qui marquent un degré inférieur.

Une tolérance de cinq pour cent est accordée pour cette dernière déclaration sur le volume en alcool pur des spiritueux propres à la vente. Néanmoins les excédents reconnus seront pris en charge, s'ils sont inférieurs à cette limite de tolérance; ils seront saisis et considérés comme spiritueux en fraude, s'ils lui sont supérieurs.

Les petites eaux reconnues ne seront prises en charge que si elles ne sont pas versées dans l'alambic au fur et à mesure de leur production. Elles ne seront saisis qu'en cas de recel.

11. Le degré alcoolique du liquide prêt à être mis en distillation servira à déterminer le rendement de la fabrication.

En cas de contestation et à la demande de l'une des parties, le degré alcoolique et le minimum exigible seront déterminés par des expériences contradictoires, si mieux n'aime l'administration ou la partie intéressée recourir à l'expertise. L'expertise aura lieu dans les formes prévues à l'article 146 de la loi du 28 avril 1816. Les frais de la vérification resteront à la charge de la partie qui aura mal à propos engagé la contestation.

Les distillateurs ou leurs représentants seront tenus, toutes les fois qu'ils en seront requis par le service exerçant, de lui faire connaître par écrit, vingt-quatre heures d'avance, le jour et l'heure auxquels ils se disposeront à procéder à la préparation ou à la distillation des cuves désignées dans la réquisition des employés; et lorsque les travaux de distillation auront été interrompus, ils ne pourront être repris qu'après avis donné vingt-quatre heures à l'avance et par écrit au service des contributions.

L'administration a la faculté de faire installer, à ses frais, dans des conditions qu'elle déterminera, des compteurs destinés à mesurer les quantités de liquide alcoolique qui coulent de chaque appareil.

Deux comptes seront ouverts à chaque fabricant sur les registres portatifs des agents d'exercice, l'un pour les matières premières destinées à la distillation et l'autre pour les spiritueux obtenus sur place ou reçus de l'extérieur.

Au premier de ces comptes on inscrira, d'une part, toutes les quantités de matières premières (surres, sirops, mélasses, etc.) existant dans les magasins et ateliers des distillateurs; d'autre part, les quantités successivement converties en alcool ou expédiées en nature, ainsi que les quantités formant déficit lors des inventaires effectués par les employés.

Le second compte sera chargé successivement :

1° Des quantités de spiritueux représentées au moment de la déclaration de profession, ou de celles qui formeront les restes constatés lors de la clôture annuelle du compte précédent;

2° Des quantités fabriquées ou réputées fabriquées suivant les dispositions des articles 10 et 11 (minimum de rendement);

3° Des quantités reçues du dehors en vertu d'expéditions régulières;

4° Enfin, de celles qui seront trouvées en excédent lors des inventaires périodiques du service.

Le compte sera successivement déchargé :

1° Des quantités de spiritueux enlevées en vertu de titre de mouvement régulier;

2° Des quantités perdues accidentellement, pourvu que la perte en ait été dûment constatée par les employés;

3° Des manquants que la balance entre les entrées et les sorties pourra faire apparaître à chaque recensement.

Les agents de surveillance auront la faculté d'établir, quand ils le jugeront à propos, la situation des restes en magasin, soit des ma-

tières premières, soit des spiritueux, et de comparer ces restes avec les résultats de la balance des entrées et des sorties de chaque compte.

Le distillateur est tenu de faire le plein des tonneaux ou futaillies, de manière que le service n'ait à opérer ses vérifications que sur un seul fût en vidange pour chaque espèce de produit.

Si cette comparaison fait ressortir des excédents, ces excédents seront pris en charge, par acte motivé, au portatif ou en vertu de procès-verbaux de saisies, suivant qu'ils proviendront d'erreurs d'évaluation dans les quantités régulièrement reçues ou fabriquées, ou d'introductions frauduleuses.

En cas de manquants non justifiés au compte des matières premières, ces déficits seront imposés, pour la quantité d'alcool qu'ils représenteront, d'après la moyenne des rendements obtenus depuis la précédente vérification.

Les manquants que fera ressortir le compte des spiritueux seront passibles de l'impôt, sous la réduction réglementaire prévue par l'article 12, à moins qu'il ne soit établi qu'ils proviennent de déficits de rendement ou de déchets de rectification et que le bénéfice du dégrèvement autorisé par l'article 13 ne leur soit appliqué.

L'impôt dû sur les manquants sera immédiatement exigible.

12. Il sera accordé aux distillateurs, pour ouillage, coulage et affaiblissement de degré, une déduction qui sera calculée proportionnellement au séjour des spiritueux dans le magasin de la distillerie sur le pied de dix pour cent par an.

13. L'administration a la faculté d'accorder décharge des liquides fermentés ou des spiritueux dont la perte a été constatée par les employés. Elle peut également donner décharge des manquants constatés dans les comptes des distillateurs, lorsqu'il est établi que ces manquants proviennent de déchet de rectification afférent aux produits introduits ou fabriqués dans les ateliers. Dans ce dernier cas, il est statué par arrêté du gouverneur en conseil privé. Au delà de la déduction prévue au précédent article et des quantités portées en décharge, les droits sont dus.

14. Nul ne peut exercer la profession de fabricant de liqueurs sans avoir fait une déclaration spéciale pour l'exercice de cette industrie.

En faisant cette déclaration, il sera tenu de prendre une licence de marchand en gros ou de débitant et de se soumettre aux obligations imposées à l'une ou à l'autre de ces professions.

Il est interdit aux liquoristes de fabriquer des spiritueux simples; mais ils pourront rectifier ceux dont ils justifieront avoir payé le droit de consommation.

CHAPITRE III.

DE L'INTRODUCTION DES SPIRITUEUX DANS LA COLONIE.

15. Les droits sur les spiritueux venant de l'extérieur seront

acquités à l'arrivée des spiritueux dans les ports de la colonie, à moins qu'ils ne soient déposés dans un entrepôt de douane ou qu'ils ne soient expédiés sous acquit-à-caution ou sous escorte à un destinataire remplissant les conditions pour recevoir avec crédit du droit les spiritueux destinés à son commerce.

CHAPITRE IV.

DE LA CIRCULATION DES SPIRITUEUX.

16. Aucun enlèvement ou transport de spiritueux, quelle qu'en soit la destination, ne peut être opéré sans une déclaration de l'expéditeur et sans que chaque chargement ne soit accompagné d'une expédition dont le conducteur doit toujours être muni et qu'il devra représenter à toute réquisition des agents.

Dans le cas où le transport des spiritueux a lieu dans des fûts en vidange, l'expéditeur doit indiquer exactement dans sa déclaration le vide en centimètres de chaque futaille.

Les quantités de cinq litres et au-dessous provenant de chez un détaillant à destination d'un consommateur peuvent circuler sans expédition ni déclaration.

Un congé libéré d'impôt sera délivré aux particuliers qui enlèveront de chez un détaillant plus de cinq litres de spiritueux.

17. Lorsque le vendeur expédiera des boissons avec transfert du crédit des droits de consommation, il sera obligé de se munir d'un acquit-à-caution.

18. Il ne sera délivré d'expédition que sur les déclarations énonçant les quantités et espèces de boissons, leur degré alcoolique, les lieux d'enlèvement et de destination, les noms, prénoms, professions et demeures des expéditeurs, voituriers et acheteurs ou destinataires et la route parcourue.

Cette déclaration devra aussi indiquer l'heure de l'enlèvement des spiritueux du magasin de dépôt.

19. Les distillateurs qui auront à expédier des spiritueux à quelque destination que ce soit pourront être autorisés par l'administration à se délivrer des laissez-passer jusqu'au premier bureau de passage.

Le service des contributions leur remettra des formules imprimées dont les expéditions détachées de la souche seront déposées au premier bureau de passage en échange d'acquit-à-caution ou de congés. Les distillateurs seront tenus de justifier l'emploi des formules qui leur auront été confiées, en produisant dans un intervalle de quinze jours au plus les acquits-à-caution ou congés contre lesquels les laissez-passer auront dû être échangés. Le distillateur convaincu de contravention dans l'usage de ces laissez-passer cessera de jouir de la faculté de s'en délivrer, et l'administration devra lui retirer les formules imprimées qui lui auront été remises.

20. Les boissons devront être conduites à la destination déclarée dans le délai porté sur l'expédition. Ce délai sera fixé en raison des

distances à parcourir et des moyens de transport. Il sera prolongé en cas de séjour de route de tout le temps pendant lequel le transport aura été interrompu.

21. Le conducteur d'un chargement dont le transport sera suspendu sera tenu d'en faire la déclaration au bureau de la régie dans les vingt-quatre-heures et avant le déchargement des boissons. Les congés ou acquits-à-caution seront conservés par les employés jusqu'à la reprise du transport. Ils seront visés et remis au départ, après vérification des boissons, lesquelles devront être représentées aux employés à toute réquisition.

22. Toute opération nécessaire à la conservation des boissons, telle que transvasion, ouillage ou rabattage, sera permise en cours de transport, mais seulement en présence des employés, qui en feront mention au dos des expéditions. Dans le cas où un accident de force majeure nécessiterait le prompt déchargement d'une voiture ou d'un bateau, ou la transvasion immédiate des boissons, ces opérations pourront avoir lieu sans déclaration préalable, à la charge par le conducteur de faire constater l'accident par les employés, ou, à leur défaut, par le maire ou l'adjoint de la commune la plus voisine.

23. Les déductions réclamées pour coulage de route seront réglées d'après les distances parcourues, les moyens employés pour le transport ainsi que sa durée.

La régie se conformera à cet égard aux usages du commerce.

24. L'expéditeur des spiritueux qu'un acquit-à-caution doit accompagner devra prendre l'engagement de rapporter, dans un délai d'un mois à partir de l'expiration du temps fixé pour le transport, un certificat de décharge, délivré à destination, et se soumettre, à défaut de cette justification, à payer le double des droits de consommation sur les spiritueux mentionnés à l'acquit-à-caution.

25. Si les certificats de décharge ne sont pas rapportés dans le délai fixé par l'article précédent, il sera décerné contrainte par le service contre les expéditeurs et leurs cautions pour le payement des doubles droits.

Néanmoins, si les soumissionnaires rapportent dans le délai de trois mois après l'expiration du délai les certificats de décharge en bonne forme délivrés en temps utile, les sommes qu'ils auront payées leur seront remboursées, sauf le montant des frais faits par l'administration jusqu'au jour du rapport desdites pièces.

Après le délai de trois mois, aucune réclamation ne sera admise, et les doubles droits seront acquis à l'administration.

26. Une différence en plus ou en moins de cinq pour cent sur la quantité déclarée sera tolérée lorsqu'elle aura été constatée à l'arrivée ou en cours de transport sur des spiritueux (accompagnés d'un congé), pourvu que les droits soient immédiatement acquittés sur les excédents reconnus.

La même différence en plus ou en moins sera tolérée sur les chargements accompagnés d'acquits-à-caution; en ce cas, les excédents

seront pris en charge au compte du destinataire. En cas de manquants, le soumissionnaire de l'acquit-à-caution sera tenu du montant du double droit y afférent.

Hors de la limite de tolérance ci-dessus indiquée, ou lorsque la constatation des différences inférieures à cinq pour cent ne sera suivie, selon le cas, ni du paiement des droits, ni d'une prise en charge, les expéditions seront considérées comme inapplicables et les chargements saisis, à moins que les manquants n'aient été constatés à la suite d'accidents en cours de transport ou d'événement de mer dûment justifiés.

27. Seront saisis les spiritueux circulant sans expédition, ou avec une expédition inapplicable par suite de différence dans les quantités ou les degrés, de fausse destination, de péremption du délai ou de tout autre motif.

Les spiritueux circulant avec un laissez-passer au delà du bureau où cette pièce aurait dû être échangée seront également saisis comme n'étant accompagnés d'aucune expédition valable. Il en sera de même lorsque le laissez-passer ne sera pas entièrement applicable au chargement, ou bien lorsqu'il n'existera aucun bureau du service sur la route à parcourir, ni au lieu de destination. Nonobstant cette disposition, les expéditions par mer peuvent toujours être effectuées au moyen de laissez-passer.

Pourront être saisis, à défaut de caution solvable, mais pour la garantie de l'amende seulement, les voitures, chevaux, bateaux et autres objets servant au transport.

CHAPITRE V.

DE LA VENTE DES SPIRITUEUX.

28. La vente des rhums, tafias et autres spiritueux à l'intérieur de la colonie s'effectue en gros et en détail : en gros, par quantité de vingt litres au moins; en détail, par toutes quantités inférieures à celle ci-dessus désignée.

Le colportage des spiritueux est formellement interdit.

29. Les marchands de spiritueux en gros et les détaillants doivent, avant toute opération de commerce, faire une déclaration de profession au service des contributions et désigner les quantités, espèces et qualités de spiritueux qu'ils possèdent dans leurs magasins ou ailleurs, ainsi que les locaux où ils entendent exercer leur industrie.

Ils seront tenus, en faisant cette déclaration, de se munir de la licence prévue à l'article 14.

Aucune déclaration de profession ne sera reçue de la part d'un détaillant, s'il ne justifie préalablement de l'acquit du droit pour tous les spiritueux qui sont en sa possession, sauf dans le cas prévu à l'article 37 ci-après.

30. Les marchands de spiritueux en gros sont soumis, comme les distillateurs, aux visites et vérifications des employés du service

exerçant, mais seulement dans les magasins, caves, celliers. et depuis le lever jusqu'au coucher du soleil.

Les détaillants sont soumis aux visites et vérifications des agents du service des contributions pendant tout le temps que leurs établissements restent ouverts au public.

31. L'exercice de la profession de marchand de spiritueux en gros est subordonné à la présentation et à l'acceptation du cautionnement général dans les conditions prévues à l'article 6 du présent décret.

Les dispositions des articles 8 et 12 leur sont également applicables.

Les marchands de spiritueux sont tenus de faire le plein des tonneaux ou futailles, de manière que le service n'ait à opérer ses vérifications que sur un seul fût en vidange pour chaque espèce de produit.

32. Les marchands en gros et les commissionnaires pourront transvaser leurs boissons hors la présence des employés; les pièces ne seront pas marquées à l'arrivée, seulement il sera tenu, pour les boissons en leur possession, un compte d'entrée et de sortie, dont les charges seront établies d'après les acquits-à-caution ou congés, qu'ils seront tenus de représenter sous peine de saisie, et les décharges, d'après les expéditions prises au départ.

33. Tout marchand en gros acquittera le droit de consommation sur les quantités d'alcool qui manqueront à ses charges après la déduction fixée par l'article 34. Ce droit sera dû immédiatement après la constatation du manquant impossible.

34. Les déductions à allouer aux marchands en gros et autres entrepositaires, pour ouillage, coulage, affaiblissement de degré et pour tous autres déchets sur les alcools, seront calculées sur le pied de dix pour cent par an.

35. Toute personne qui fera le commerce des boissons en gros sans déclaration préalable ou après une déclaration de cesser, ou qui, ayant fait une déclaration de vendre en gros, exercera réellement le commerce des boissons en détail, sera punie de l'amende prévue à l'article 57, sans préjudice de la saisie et de la confiscation des boissons en sa possession. Elle pourra en obtenir la mainlevée en payant une somme de cinq cents francs indépendamment de l'amende prononcée par le tribunal.

36. Les quantités expédiées à destination d'un détaillant ne jouissant pas du crédit des droits ou d'un simple consommateur ne seront enlevées qu'après acquittement du droit de consommation et seront accompagnées d'un congé.

37. Les détaillants dûment cautionnés pourront recevoir, avec crédit de droit et sans payer d'autre licence que celle à laquelle ils sont assujettis, les spiritueux de toute provenance qu'ils destinent à leur commerce et dont les quantités seront déterminées dans l'acte de cautionnement.

Ces détaillants ne pourront prétendre à aucune déduction pour

collage ou affaiblissement de degré; ils ne pourront extraire de leur magasin de dépôt aucune quantité de spiritueux, sans qu'ils en aient au préalable acquitté les droits en se munissant d'un congé.

38. Sont assimilés aux détaillants, les propriétaires ou fermiers vendant ou faisant vendre au détail le produit de leur fabrication, les cabaretiers, les aubergistes, traiteurs, restaurateurs, maîtres d'hôtels garnis, cafetiers, liquoristes, débitants de vin ou de bière et autres donnant à manger au jour, au mois ou à l'année, ainsi que tous ceux qui se livrent à la vente au détail des boissons alcooliques de quelque nature qu'elles soient.

Les assujettis ci-dessus désignés sont tenus, aussi bien que les détaillants, d'indiquer leur profession par une enseigne, et ils ne pourront cesser l'exercice de leur industrie avant d'en avoir fait la déclaration au service des contributions.

Les cantiniers des troupes seront tenus de se conformer aux dispositions relatives aux détaillants, à l'exception de ceux établis dans les camps, forts et citadelles, pourvu qu'ils ne reçoivent que des militaires.

39. A moins d'autorisations spéciales, les détaillants ne peuvent s'approvisionner par quantités inférieures à l'hectolitre, ni faire usage de vaisseaux d'une capacité moindre que cette mesure. Les mêmes assujettis seront tenus de classer, par espèces, leurs boissons en bouteilles et de les placer dans des casiers distincts, à la portée des agents qui sont chargés de la vérification de leurs débits, conformément aux indications fournies par ces agents.

40. Les boissons déclarées par les détaillants seront comptées et prises en charge aux registres portatifs des commis. A cet effet, les fûtailles seront jaugées et marquées par les employés et le degré des spiritueux vérifié; il en sera de même des boissons qui arriveront chez les vendeurs en détail pendant le cours du débit et qui ne pourront être introduites qu'en vertu de titres de mouvement, lesquels seront produits lors de l'exercice et seront relatés dans les actes de charge.

41. Il est fait défense aux débitants de cacher des spiritueux dans leurs maisons, boutiques ou ailleurs.

Il est également défendu aux propriétaires ou principaux locataires de laisser entrer chez eux des spiritueux appartenant aux détaillants, sans qu'il y ait bail ayant date certaine pour les locaux où sont déposés ces spiritueux.

42. Les débitants seront tenus d'ouvrir leurs celliers et autres parties de leurs établissements aux employés pour y faire leurs visites.

Ils seront tenus aussi d'ouvrir leurs maisons et les dépendances communiquant avec leurs débits autrement que par la voie publique. Toutes les boissons déposées dans ces locaux, quel que soit l'occupant, sont présumées appartenir aux débitants.

43. Le compte des débitants sera déchargé des quantités de boissons perdues, lorsque la perte sera dûment justifiée.

44. Il est défendu aux débitants de faire aucun remplissage sur les tonneaux, soit marqués, soit démarqués, si ce n'est en présence des commis, d'enlever de leurs domiciles les pièces vides sans qu'elles aient été préalablement démarquées, et de substituer de l'eau aux spiritueux qui auront été reconnus dans les fûts lors de la prise en charge.

45. Le décompte des droits à percevoir en raison des boissons trouvées manquantes chez chaque débitant sera arrêté tous les mois, et les quantités de boissons restantes seront portées à compte nouveau. Le payement desdits droits sera exigible à la date de l'arrêté. Il pourra même l'être au far et à mesure de la vente, pourvu qu'il y ait un fût entier débité, ou lorsque les spiritueux auront été mis en vente dans les foires, marchés ou assemblées.

46. Les débitants qui auront déclaré cesser leur débit seront tenus de retirer leurs enseignes et resteront soumis, pendant les trois mois suivants, aux visites et exercices des agents du service de la régie. En cas de continuation de vente, il sera dressé procès-verbal de cette contravention.

47. La vente en détail des boissons alcooliques ne pourra être faite par les fabricants pendant le temps que durera leur travail. Cette vente pourra toutefois être autorisée si le lieu du débit est séparé de l'atelier de distillation par la voie publique.

Dans aucun cas, deux des professions de distillateur, de marchand en gros et de détaillant ne pourront être exercées dans le même établissement ou dans des établissements pouvant communiquer entre eux autrement que par la voie publique.

48. Les distillateurs, les marchands en gros et les détaillants sont tenus de fournir des hommes de peine pour le mesurage et le pesage des produits de toute nature, lors des exercices et des recensements qui sont faits chez eux.

49. Dans les villes de Fort-de-France et de Saint-Pierre, les marchands de spiritueux en gros et les détaillants dûment cautionnés aux termes de l'article précédent seront tenus de déposer à l'entrepôt des douanes de ces localités les spiritueux qu'ils destinent à leur commerce et pour lesquels le payement des droits est suspendu.

CHAPITRE VI.

DU RECOUVREMENT DES DROITS ET DU CONTENTIEUX.

50. Les agents des contributions diverses sont chargés de la constatation et du recouvrement des taxes établies sur les spiritueux.

Comme conséquence, ces agents seront astreints à fournir un cautionnement dont le chiffre sera fixé par arrêté du gouverneur.

Ils doivent verser les produits appartenant à la colonie dans les caisses des receveurs des finances ou des préposés du trésor, et les produits attribués aux communes dans celle des receveurs municipaux ou des préposés du trésor.

51. Les redevables en retard d'acquitter les droits seront poursuivis par la voie de la contrainte.

Les contraintes seront décernées par le chef du service des contributions ou par les chefs de poste; elles seront visées et rendues exécutoires sans frais par le juge de paix du canton où le bureau est établi, et elles pourront être signifiées par les employés du service.

Les contraintes emporteront le droit de faire tous actes d'exécution et de conservation, tels que la saisie des meubles des redevables et des deniers qui leur sont dus.

L'exécution des contraintes ne pourra être suspendue par aucune opposition ou autre acte, si ce n'est quant à celles décernées pour défaut de rapport de certificats de décharge des acquits-à-caution, en consignant le simple droit.

52. Les oppositions que les redevables formeront aux contraintes seront motivées et contiendront assignation à jour fixe devant le tribunal de l'arrondissement du bureau, avec élection de domicile dans la commune où siège le tribunal.

Le délai pour l'échéance de l'assignation ne pourra excéder huit jours, le tout à peine de nullité.

53. Les contestations qui seront élevées sur le fond des droits seront instruites et jugées conformément aux articles 88 et 89 de l'ordonnance du 31 décembre 1828 sur le service de l'enregistrement dans la colonie.

L'article 90 de la même ordonnance est applicable aux employés du service qui réclament le remboursement des frais de poursuites avancés par eux et tombés en non-valeur.

54. Avant d'être portées devant les tribunaux, les demandes en restitution de droits seront adressées, avec les pièces à l'appui, au chef du service des contributions.

Ce fonctionnaire les transmettra à l'administration, avec son avis, et fera connaître au réclamant la décision intervenue.

La prescription prévue à l'article 56 ne pourra qu'à partir de la notification de la décision de l'administration.

55. L'administration aura privilège et préférence à tous les créanciers sur les meubles et effets mobiliers des redevables pour le recouvrement des droits indirects, à l'exception des frais de justice, de ce qui sera dû pour six mois de loyer seulement, et sauf aussi la revendication dûment formée par les propriétaires des marchandises en nature conformément à la loi commerciale.

56. La prescription est acquise à l'administration contre toute demande en restitution des droits indirects, après un délai révolu de deux années, à compter du jour où le droit a été perçu.

La prescription est acquise aux redevables pour les droits que les employés du service n'auraient pas réclamés, après un intervalle d'une année, à compter du jour où ces droits étaient exigibles.

Aucun intérêt n'est dû à l'administration pour les droits que les redevables sont en retard de payer, ni par l'administration pour ceux qu'elle est dans le cas de restituer.

CHAPITRE VII.

DES PEINES ET DE LA CONSTATATION DES CONTRAVENTIONS.

57. Toutes contraventions relatives à la distillation, au commerce en gros ou en détail, au transport des spiritueux, seront punies d'une amende de cinquante à deux mille francs.

Tout empêchement apporté à la vérification de la contenance des vaisseaux, aux indications que le service exerçant jugerait utile d'apposer pour constater la capacité et l'identité des vaisseaux, et, en général, au libre et complet exercice du droit de surveillance, tout refus d'entrée opposé aux employés de l'administration dans les lieux où le présent décret leur donne le droit de pénétrer, seront punis des peines portées au paragraphe qui précède.

58. Indépendamment des peines portées dans les paragraphes précédents, les spiritueux fabriqués, recelés, enlevés ou transportés en contravention seront saisis et confisqués, ainsi que les vaisseaux les contenant ; il en sera de même de ceux dont les marchands en gros ne justifieraient pas la provenance, ainsi que des matières mises en fermentation sans exacte déclaration.

En cas de saisie des mouls en fermentation, le prévenu chez qui cette saisie sera opérée en sera institué gardien, et la valeur en sera estimée en alcool pur, soit de gré à gré, soit d'après le rendement moyen obtenu pendant le trimestre correspondant de l'année précédente dans le même établissement et dans les établissements voisins.

59. En cas de conviction de plusieurs contraventions, il sera prononcé une amende pour chaque contravention.

60. En cas de récidive, le maximum de l'amende sera toujours appliqué ; en outre, la distillerie pourra être fermée par mesure administrative, à moins que le contrevenant n'accepte de se soumettre à l'exercice permanent ; et, dans ce cas, il devra fournir à l'employé du service un logement convenable dans sa distillerie ou ses dépendances. Les établissements des marchands en gros ou en détail des récidivistes pourront être également fermés par mesure administrative.

61. Seront punis des mêmes peines que les auteurs de la contravention :

1° Tous ceux qui auront concerté, organisé ou sciemment procuré les moyens à l'aide desquels la fraude a été commise ;

2° Toute personne convaincue d'avoir sciemment recelé dans sa propriété ou dans ses locaux ou terrains dont elle a la jouissance des spiritueux qui auront été reconnus appartenir à un débitant, à un marchand en gros ou à un distillateur.

62. Dans le cas de fraude constatée à la circulation, les conducteurs ou transporteurs ne seront pas considérés eux ou leurs préposés et agents comme contrevenants, lorsque, par une désignation exacte et régulière de leurs commettants, ils mettront l'administra-

en mesure d'exercer des poursuites contre les véritables auteurs de la fraude.

13. Dans le cas où les certificats de décharge des acquits-à-caution, la vérification, seraient reconnus faux, les soumissionnaires et cautions ne seraient tenus que de condamnations purement pécuniaires, conformément à leur soumission, sans préjudice des poursuites à exercer contre qui de droit, comme à l'égard de falsification ou altération d'écriture publique.

L'administration aura quatre mois à partir du jour où les certificats de décharge auront été remis au service, pour s'assurer de leur validité et intenter l'action. Après ce délai, elle ne sera plus admise à former aucune demande.

14. Les contraventions à la présente réglementation seront poursuivies devant les tribunaux correctionnels.

15. L'exercice de l'action publique appartient à l'administration. Elle est autorisée à transiger avec les contrevenants sur les procès-verbaux de contraventions, même après jugement de condamnation.

16. Les contraventions seront constatées et poursuivies, conformément aux chapitres vi, vii et viii du décret du 1^{er} germinal an xiii et la loi du 15 juin 1835, rendus applicables à la colonie de la Guinée, sauf les exceptions résultant des dispositions qui suivent.

17. La constatation des contraventions commises dans l'intérieur des distilleries et dans les magasins des marchands en gros est exclusivement réservée aux agents du service des contributions; les procès-verbaux pourront être rédigés par un seul agent.

18. Les contraventions commises hors des établissements consacrés à la fabrication ou à la vente en gros des spiritueux pourront être constatées soit par un ou plusieurs agents du service des contributions, soit par un ou plusieurs officiers de police judiciaire ou gendarmes, officiers ou préposés des douanes.

19. Les procès-verbaux dressés par les agents des contributions doivent être affirmés, au moins par un des verbalisants, dans les trois jours de la clôture de l'acte, devant l'un des juges de paix établis dans le ressort du tribunal qui doit connaître du procès-verbal, ou devant l'un des suppléants du juge de paix.

20. L'affirmation énoncera qu'il a été donné lecture du procès-verbal aux affirmants.

21. Les procès-verbaux rapportés pour refus d'exercice seront déposés dans les vingt-quatre heures au maire de la commune, qui devra en viser l'original.

22. Les procès-verbaux dressés avec l'accomplissement des formalités indiquées par les articles 21 à 24 du décret du 1^{er} germinal an xiii, par deux des employés du service des contributions ou du service des douanes et affirmés par eux, comme il est dit à l'article précédent, feront foi en justice jusqu'à inscription de faux, conformément à l'article 26 du décret précité.

23. Les procès-verbaux des gendarmes et de tous autres agents étrangers au service des contributions, ainsi que ceux qui seraient rédigés

par un seul des employés mentionnés par le paragraphe précédent, ne feront foi en justice que jusqu'à preuve contraire.

71. En cas de soupçon de fraude, les agents du service pourront, en se faisant assister du juge de paix, du maire, de son adjoint ou du commissaire de police, lesquels seront tenus de déférer à leur réquisition, sur la justification de l'ordre d'un employé supérieur ayant au moins rang de contrôleur, pénétrer dans les maisons d'habitation ou dans tout autre local occupé soit par un assujetti aux exercices, soit par toute autre personne.

S'il arrivait que des spiritueux transportés en fraude fussent introduits dans une maison d'habitation ou dans tout autre local au moment d'être saisis, les agents auraient le droit d'y pénétrer, sans être tenus de remplir les formalités prescrites par la disposition qui précède.

Dans le cas prévu par le paragraphe précédent, les agents étrangers au service des contributions jouiront des mêmes droits que les employés du service.

72. Les fonctionnaires civils et militaires et les agents de la force publique prêteront aide et assistance aux employés du service des contributions et à tous les agents qui ont droit de verbaliser, aux termes des articles qui précèdent, pour l'exercice de leurs fonctions, toutes les fois qu'ils en seront requis.

CHAPITRE VIII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

73. La régie établira un bureau dans toutes les communes où il sera présenté un habitant solvable qui puisse remplir les fonctions de receveur ruraliste.

74. Les ruralistes tiendront leur bureau ouvert au public depuis le lever jusqu'au coucher du soleil.

75. Le produit des amendes et des confiscations sera réparti comme suit :

Un quart au trésor colonial ;

Un quart à la caisse de la commune où la contravention aura été commise ;

La moitié aux saisissants ;

S'il y a un indicateur, la moitié de la part revenant aux employés saisissants lui sera attribuée.

Les doubles droits payés par suite du non-rapport de certificats de décharge des acquits-à-caution seront exclusivement attribués au trésor colonial.

76. Les actes inscrits par les employés dans le cours de leurs exercices, sur leurs registres portatifs, auront foi en justice jusqu'à inscription de faux. Toutefois les actes qui n'auraient été rédigés que par un seul employé ne feraient foi que jusqu'à preuve contraire.

77. Les mesures de détail que comporte l'application de la pré-

sente réglementation, et en particulier la division des détaillants en classes pour la perception des droits de licence, seront déterminées par arrêtés du gouverneur.

Le tarif des droits de licence des détaillants sera, dans chaque commune, délibéré par le conseil municipal et approuvé par le gouverneur.

Seront poursuivies et punies conformément aux dispositions du présent décret, les contraventions aux arrêtés du gouverneur rendus pour son exécution.

78. Sont abrogées les dispositions des décrets en date des 24 octobre 1860 et 6 avril 1861, relatifs à l'impôt sur les spiritueux à la Martinique, ainsi que toutes les dispositions contraires au présent décret.

79. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 17 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PETRON.

N° 15,325. — *DÉCRET qui nomme les membres de la Commission de vérification des frais de service et de négociation du Trésor public pour l'exercice 1884.*

Du 30 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu le décret du 31 décembre 1881 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur la vérification des frais de service et de négociation du trésor public;

Vu la lettre en date du 5 mars 1885 par laquelle le vice-président du Conseil d'État a notifié au ministre des finances les élections faites par le conseil, en exécution de l'article 2 dudit décret;

Vu la lettre en date du 25 mars 1885 par laquelle le premier président de la cour des comptes a notifié au ministre des finances les élections faites par la cour, conformément au même article,

DÉCRÈTS :

ART. 1^{er}. La commission de vérification des frais de service et de négociation du trésor public, pour l'exercice 1884, est composée de :

⁽¹⁾ Bull. 682, n° 11,544.

MM. Blondeau, président de la section des finances au Conseil d'État, président;

Hély d'Oissel, conseiller d'État;

le vice-amiral *Bourgois*, conseiller d'État;

Bartholdi, conseiller maître à la cour des comptes;

Colmet-Daâge, conseiller maître à la cour des comptes;

Picher de Granchamp, conseiller maître à la cour des comptes;

Hamot, inspecteur général des finances;

Auxquels sont adjoints, avec voix consultative :

MM. de Richemont, maître des requêtes au Conseil d'État;

Vergé, maître des requêtes au Conseil d'État;

Rihouet, conseiller référendaire de première classe à la cour des comptes;

Vincent, conseiller référendaire de deuxième classe à la cour des comptes.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Mars 1885.

Signé **JULES GRÉVY**.

Le Ministre des finances,

Signé **P. TIRARD**.

N° 15,326. — **DÉCRET** qui déclare exécutoire en Algérie la loi du 23 octobre 1884 sur les Ventes judiciaires d'Immeubles.

Du 30 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 23 août 1884 sur les ventes judiciaires d'immeubles;

Vu l'ordonnance du 19 octobre 1841⁽¹⁾, déterminant les conditions de l'application en Algérie des lois, décrets et ordonnances qui régissent en France les droits d'enregistrement, de greffe et d'hypothèques;

Sur les rapports du ministre des finances et du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La loi du 23 octobre 1884 sur les ventes judiciaires d'immeubles est déclarée exécutoire en Algérie.

2. Le ministre des finances et le garde des sceaux, ministre de

⁽¹⁾ ix^e série, Bull. 855, n° 96.6.

la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé MARTIN FEUILLÉE.

N° 15,327. — DÉCRET qui déclare exécutoire en Algérie, sous certaines réserves, la loi du 3 novembre 1884, concernant les Échanges d'Immeubles ruraux.

Du 31 Mars 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 3 novembre 1884, concernant les échanges d'immeubles ruraux;

Vu l'ordonnance du 19 octobre 1841⁽¹⁾, déterminant les conditions de l'application en Algérie des lois, décrets et ordonnances qui régissent en France les droits d'enregistrement, de greffe et d'hypothèques;

Vu l'article 4 de la loi de finances du 27 juillet 1870, rendue exécutoire en Algérie par le décret du 18 mai 1874;

Vu la loi du 21 juin 1875, rendue exécutoire en Algérie par le décret du 3 février 1876;

Sur le rapport du ministre des finances, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La loi du 3 novembre 1884, concernant les échanges d'immeubles ruraux, est déclarée exécutoire en Algérie, sous réserve de la réduction de tarif résultant de l'ordonnance du 19 octobre 1841 susvisée.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 855, n° 9616.

N° 15,328. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulles et de nul effet les délibérations, en date des 26 avril et 22 août 1884, par lesquelles le conseil général du département du Var a émis des vœux tendant à la revision de la Constitution par une assemblée constituante. (*Paris, 3 Mai 1885.*)



Certifié conforme :

Paris, le 16^e Mai 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 918.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,329. — *Loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Meuse, des Chemins de fer d'intérêt local de Bar-le-Duc à Vaubecourt et de Rembercourt-aux-Pots à Clermont-en-Argonne.*

Du 3 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 4 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Meuse, de deux chemins de fer d'intérêt local à voie étroite :

1° De Bar-le-Duc à Vaubecourt, par ou près Vavincourt, Condé, Rembercourt-aux-Pots et les Merchines ;

2° De Rembercourt-aux-Pots à Clermont-en-Argonne, par ou près la Vaux-Marie et la vallée de l'Aire.

2. La présente déclaration sera considérée comme non avenue si les expropriations nécessaires pour l'établissement desdites lignes ne sont pas accomplies dans un délai de trois ans à partir de la promulgation de la présente loi.

3. Le département de la Meuse est autorisé à pourvoir à l'exécution des lignes dont il s'agit suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du traité passé, les 5 mai 1883 et 3 mai 1884, entre le préfet de la Meuse, d'une part, et le sieur *Charles Varinot*, entrepreneur de travaux publics, demeurant à Tannois (Meuse), d'autre part, ainsi que des deux cahiers des charges arrêtés aux mêmes dates des 5 mai 1883 et 3 mai 1884.

Une copie certifiée conforme desdits traité et cahiers des charges restera annexée à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le capital de premier établissement de chacune des lignes désignées à l'article 1^{er} est fixé, à forfait, à la somme de quatre-vingt-trois mille francs (83,000^f) par kilomètre, sans que la longueur des lignes auxquelles ce forfait s'applique puisse excéder cinquante-six kilomètres (56^k).

Ce capital pourra être successivement augmenté pour travaux complémentaires, et conformément au traité précité, jusqu'à concurrence de quatre cent soixante mille francs (460,000^f).

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au trésor public est fixé à quatre-vingt-quinze mille francs (95,000^f).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 3 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-trois, le cinq mai,

Entre M. Proudhon, préfet du département de la Meuse, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu des délibérations du conseil général de la Meuse, en date des 4 et 14 avril 1883,

D'une part;

Et M. Charles Varinot, entrepreneur de travaux publics, demeurant à Tannois (Meuse),

D'autre part,

Il a été dit et convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le préfet de la Meuse concède à M. Varinot un réseau de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite, à établir dans le département et comprenant les lignes ci-après :

Bar-le-Duc à Vaubecourt, Rembercourt-aux-Pots à Clermont-en-Argonne.

Cette concession est faite aux conditions générales de la loi du 11 juin 1880 et des déclarations d'utilité publique à intervenir, ainsi qu'aux clauses et conditions des cahiers des charges ci-annexés, relatifs à chacune des lignes mentionnées ci-dessus.

2. De son côté, le concessionnaire s'engage à exécuter et à exploiter lesdites lignes, aux clauses et conditions de leur cahier des charges et du présent traité, et ce, dans les délais fixés par lesdits cahiers des charges.

3. Les subventions en capital, en terrains, en travaux ou sous toute autre forme que celle d'annuités, qui ont été ou qui seraient consenties par les administrations publiques, les communes, les établissements publics et les particuliers, seront attribuées au concessionnaire, à titre d'avance sans intérêt, remboursable entre les mains du département.

Les subventions seront recouvrées par le département et payées au concessionnaire après encaissement.

Pour l'application de l'article 5 du présent traité, ces subventions sont évaluées

définitivement et à forfait, quelles que puissent être les moins-values ou les plus-values des recouvrements :

- A deux mille francs, pour la ligne de Bar-le-Duc à Vaubecourt ;
- A néant, pour la ligne de Rembercourt-aux-Pots à Clermont.

Toutefois les dépenses d'installations et d'agrandissement afférentes à chacune des gares de jonction avec le réseau de l'Est de Bar-le-Duc et de Clermont seront, dans le cas où la compagnie de l'Est consentirait à les prendre à sa charge, ajoutées, en vue de l'application de l'article 5 du présent traité, aux chiffres ci-dessus fixés à forfait pour le montant des subventions en capital, terrains et travaux jusqu'à concurrence de :

- Cent mille francs pour la gare de Bar-le-Duc ;
- Quarante-cinq mille francs pour la gare de Clermont.

Pour l'application des articles 13 et 14 ci-après, on aura égard aux subventions réellement encaissées par le concessionnaire, augmentées de la valeur des subventions en terrains ou en travaux.

Il demeure entendu que les subventions par annuités, mais avec faculté de libération en capital consenties par les communes de Vaubecourt et de Rembercourt, ne sont pas comprises dans les subventions attribuées au concessionnaire par le présent article et qu'elles appartiendront au département. Il en sera de même des subventions consenties pour un nombre d'années déterminé par les communes d'Evres et de Saint-André.

4. Le concessionnaire recevra en outre du département, à titre d'avance remboursable sans intérêts, dans les conditions fixées aux articles 13 et 14 ci-après, une subvention en capital fixée ainsi qu'il suit, pour chacune des lignes du réseau :

- Ligne de Bar-le-Duc à Vaubecourt, deux cent mille francs ;
- Ligne de Rembercourt-aux-Pots à Clermont, deux cent vingt-quatre mille francs.

La somme afférente à chaque ligne sera payable en trois termes semestriels consécutifs, dont le premier écherra le 1^{er} janvier 1886.

Toutefois, aucun de ces paiements ne pourra être fait sans que le concessionnaire ait justifié d'une dépense double, effectuée par lui en frais d'études, travaux ou approvisionnements sur place.

5. Pour chacune des lignes du réseau, en cas d'insuffisance du produit brut annuel, impôt déduit, pour couvrir les dépenses de l'exploitation, calculées d'après les bases déterminées à l'article 8 ci-après, et cinq pour cent (5 p. o/o) de la différence entre le capital de premier établissement, tel qu'il résulte de l'article 10 du présent traité, et le montant des subventions en capital attribuées au concessionnaire par les articles 3 et 4 ci-dessus, le département s'engage à subvenir, par voie d'avances sans intérêts, au paiement de la totalité de cette insuffisance, tant à l'aide de ses ressources propres qu'au moyen des subventions sous forme d'annuités consenties ou à consentir par les administrations publiques, les communes et les particuliers, et de la participation de l'État, telle qu'elle est définie par la loi du 11 juin 1880, articles 13 et 14. Les sommes ainsi versées seront remboursables dans les conditions fixées par les articles 13 et 14 du présent traité.

6. La subvention prévue par l'article 5 ne courra, pour chaque ligne, qu'à dater du jour où sa totalité sera ouverte à l'exploitation en suite d'une autorisation régulière, et pour l'année de la mise en exploitation la subvention sera calculée, d'après les bases indiquées dans l'article 5, au prorata du temps écoulé depuis le jour de l'ouverture de la ligne jusqu'au 31 décembre suivant.

7. La subvention annuelle prévue par l'article 5 sera soldée au concessionnaire dans les trois mois qui suivront la fixation définitive par l'autorité compétente, conformément au décret du 20 mars 1882, des sommes dues par l'État et par le département.

Néanmoins, la partie de cette subvention qui devra être constatée au moyen de la participation de l'État, des administrations publiques, des communes et des particuliers, ne sera exigible que dans le délai d'un mois après son encaissement par le département.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce qu'une avance soit ac-

cordée au concessionnaire dans les conditions de l'article 9 du décret du 20 mars 1882.

8. Les frais d'exploitation par kilomètre sont arrêtés à forfait pour chaque ligne à mille huit cents francs, plus les trois dixièmes des recettes brutes de la ligne (1,800 + 0. 3 R), sauf les modifications pouvant résulter de l'application de l'article 12 ci-après.

Moyennant l'allocation de cette somme, le concessionnaire prend l'engagement de faire le nombre de trains que réclamera une bonne exploitation, sans que ce nombre puisse descendre au-dessous du minimum fixé pour chaque ligne par son cahier des charges. Il prend aussi l'engagement d'entretenir dans les gares et sur la ligne le personnel nécessaire à une bonne exploitation.

Les frais d'exploitation, ainsi fixés à forfait, comprennent les dépenses d'entretien de la ligne et de ses dépendances, de réparation et de renouvellement de la voie et du matériel, et toutes celles généralement quelconques qu'aura à faire le concessionnaire à partir de la mise en exploitation de la ligne.

9. La longueur kilométrique qui servira de base au calcul des dépenses d'exploitation de chaque ligne sera égale au minimum de chemin à parcourir sur la voie principale par un train allant de l'axe du bâtiment des voyageurs de la station d'origine à l'axe du bâtiment des voyageurs de la station terminale. Elle sera déterminée par un chaînage contradictoire après achèvement des travaux.

Toutefois, dans le cas où la bifurcation des deux lignes de Bar-le-Duc à Vaubecourt et de Rembercourt-aux-Pots à Clermont-en-Argonne se ferait en dehors de la station de Rembercourt-aux-Pots, la longueur kilométrique de la ligne se dirigeant sur Clermont-en-Argonne serait comptée seulement à partir de la pointe de l'aiguille de bifurcation des deux voies ferrées, située sur le tronc commun si la longueur ainsi mesurée était inférieure à celle qui résulterait de l'application du paragraphe précédent du présent article.

Le maximum de longueur à compter pour l'ensemble des lignes de Bar-le-Duc à Vaubecourt et de Rembercourt-aux-Pots à Clermont-en-Argonne est fixé, dès à présent, à cinquante-six kilomètres (56^k).

10. Pour la fixation de la subvention annuelle prévue par l'article 5 du présent traité, le capital de premier établissement de chacune des lignes du réseau est arrêté à forfait comme il suit :

Ligne de Bar-le-Duc à Vaubecourt.....	83,000 ^f
Ligne de Rembercourt-aux-Pots à Clermont.....	83,000

par kilomètre de ligne, dont les longueurs seront déterminées, ainsi qu'il est dit à l'article 9 ci-dessus.

Ce capital de premier établissement comprend toutes les dépenses qu'entraînera, pour le concessionnaire, l'exécution du cahier des charges et du présent traité, ainsi que les insuffisances de recettes qui pourraient se produire sur les sections de ligne livrées à l'exploitation avant l'ouverture de la ligne entière.

Il pourra être successivement augmenté pour travaux complémentaires, tels que : augmentation du matériel roulant, agrandissement de gares ou de haltes, lorsque ces travaux auront été faits en vertu d'autorisations régulières, après une exploitation de deux années au moins.

Les dépenses complémentaires, ainsi faites, pourront être ajoutées au capital de premier établissement pendant une période de quinze ans, et jusqu'à concurrence :

De deux cent mille francs pour la ligne de Bar-le-Duc à Vaubecourt ;

De deux cent soixante mille francs pour la ligne de Rembercourt-aux-Pots à Clermont.

11. Il est expressément entendu que dans les sommes résultant des chiffres ci-dessus fixés de quatre-vingt-trois mille francs par kilomètre pour le capital de premier établissement des lignes de Bar-le-Duc à Vaubecourt et de Rembercourt-aux-Pots à Clermont, les frais d'acquisition du matériel roulant affecté à ces lignes ont été compris pour les sommes suivantes :

Ligne de Bar-le-Duc à Vaubecourt	209,000 ^f
Ligne de Rembercourt-aux-Pots à Clermont.....	283,000

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet, avant toute

commande, un état détaillé et estimatif du matériel qu'il se propose d'acquérir pour chaque ligne du réseau.

Préalablement à la mise en exploitation de chaque ligne, il sera procédé par une commission, nommée par le préfet à la vérification du matériel roulant livré par le concessionnaire. Cette commission, après avoir entendu le concessionnaire, aura le droit de refuser le matériel qui ne satisferait pas à toutes les prescriptions du cahier des charges. Le concessionnaire sera tenu de remplacer immédiatement et à ses frais tout le matériel rebuté.

La commission procédera ensuite à l'estimation du matériel reçu. En cas de dissentiment entre la commission et le concessionnaire, l'estimation sera faite par trois experts nommés l'un par le préfet, le second par le concessionnaire, et le troisième par le conseil de préfecture.

Si l'estimation du matériel, acceptée par le concessionnaire ou réglée par les experts, est inférieure à la somme fixée au présent article pour chaque ligne, le concessionnaire sera tenu de fournir un matériel supplémentaire d'une valeur égale à la différence entre ladite somme et l'estimation. La vérification et l'estimation de ce matériel supplémentaire seront faites dans les formes ci-dessus indiquées.

Si l'estimation du matériel, acceptée par le concessionnaire ou réglée par les experts, dépasse au contraire la somme fixée au présent article pour chaque ligne, l'excédent sera ajouté au capital de premier établissement à l'expiration des deux premières années de l'exploitation, mais seulement jusqu'à concurrence du chiffre fixé au dernier paragraphe de l'article 10.

12. Pour chacune des lignes de la concession, le département se réserve, après instruction préalable par le préfet et le concessionnaire entendu, la faculté d'abaisser, à toute époque, d'une manière générale et dans une proportion uniforme, les tarifs fixés par l'article 41 du cahier des charges. Cette proportion pourra s'élever jusqu'à cinquante pour cent (50 p. o/o). Les tarifs abaissés pourront être relevés après un délai d'un an.

En cas d'abaissement général des tarifs, ordonné par le département, les frais d'exploitation de la ligne dont les tarifs auront été abaissés seront fixés, à forfait, de la manière suivante: 1° une partie invariable de mille huit cents francs; 2° une partie variable avec la recette brute et égale aux trois dixièmes de cette recette, multipliés par le rapport entre les tarifs inscrits à l'article 41 du cahier des charges et les tarifs abaissés, sans toutefois qu'il puisse être attribué au concessionnaire un revenu net inférieur au revenu moyen des trois dernières années qui auront précédé l'abaissement général des tarifs ordonné par le département.

Les modifications de tarif faites par le département en vertu du présent article ne seront exécutoires qu'après autorisation du ministre des travaux publics.

13. Lorsque la recette brute, impôt déduit, sera devenue suffisante pour couvrir les dépenses de l'exploitation, telles qu'elles sont déterminées par le présent traité et cinq pour cent (5 p. o/o) de la différence entre le capital de premier établissement fixé à l'article 10, et le montant des subventions en capital déterminées aux articles 3 et 4 du présent traité, le surplus de la recette sera partagé, par moitié, entre le concessionnaire et le département. La moitié encaissée par le département sera attribuée à l'État, au département et aux communes subventionnant, soit comme remboursement d'avances, soit comme participation dans les bénéfices, dans la proportion des avances respectives qui auront été faites par eux.

14. Si, pendant la durée de la concession, les avances de toute nature n'ont pas été remboursées à l'aide des prélèvements à opérer en vertu de l'article 13, elles seront remboursées à l'État, au département et aux communes subventionnant, à l'époque fixée pour l'expiration de la concession jusqu'à concurrence de la valeur des objets mobiliers, tels que: matériel roulant, mobilier des stations, outillage des ateliers et des gares, indiqués à l'article 35 du cahier des charges, le surplus des avances étant abandonné au concessionnaire.

15. Le concessionnaire remettra au préfet, le 1^{er} mars de chaque année, pour chacune des lignes qui lui sont concédées, un état détaillé des subventions encaissées par lui dans le cours de l'année précédente, en exécution de l'article 3 du présent traité. Les subventions en terrains ou en travaux seront évaluées en argent et les chiffres de cette évaluation seront, à défaut d'entente amiable, réglés par trois experts nommés comme il est dit à l'article 11 ci-dessus.

16. Le concessionnaire payera au département, dans le mois qui suivra la déclaration d'utilité publique de chaque ligne, une somme de cent soixante-quinze francs

par kilomètre, à titre de remboursement de frais d'étude. Les longueurs à compter seront les suivantes :

Ligne de Bar-le-Duc à Vaubecourt.....	23 kilomètres.
Ligne de Rembercourt-aux-Pots à Clermont.....	31 kilomètres.

17. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux de chaque ligne dans les délais et conditions fixés par le cahier des charges, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par ledit cahier des charges, il encourra la perte de la partie du cautionnement qui ne lui aura pas encore été restituée, sans préjudice de la déchéance, s'il y a lieu, telle qu'elle résulte de l'application de l'article 38 du cahier des charges.

18. Le présent traité est subordonné à l'obtention de la subvention de l'État, telle qu'elle résulte de l'application de la loi du 11 juin 1880.

Fait à Bar-le-Duc les jour, mois et an susdits en autant d'originaux que de parties intéressées.

Signé PROUDHON.

Signé VARINOT.

Le présent traité est modifié à l'encre bleue, conformément à la délibération du conseil général de la Meuse, en date du vingt-quatre avril mil huit cent quatre-vingt-quatre.

Le Concessionnaire,

Signé VARINOT.

Le Préfet,

Signé PROUDHON.

LIGNE DE BAR-LE-DUC A VAUBECOURT.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE 1^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Art. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges partira de la station de Bar-le-Duc, sur la ligne de Paris à Avricourt, passera, après avoir franchi le canal de la Marne au Rhin et contourné par l'ouest le plateau de Massonge, près de Condé et de Rembercourt-aux-Pots, et se soudera à la ligne de Hairyville et Triancourt, près des Merchines.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai de un an à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que la ligne entière soit ouverte à l'exploitation dans le délai de trois ans à partir de ladite loi, étant entendu que si l'approbation des projets d'ensemble comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations n'est pas donnée dans les six mois de la présentation de ces projets par le concessionnaire, les délais pour le commencement des travaux et pour la mise en exploitation de la ligne seront augmentés de l'excès sur six du nombre de mois écoulés entre la présentation et l'approbation des projets, toute fraction de mois comptant pour un mois entier.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général, et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet dans les six mois au plus tard de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais du département.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième;

2° Un plan général à l'échelle de un dix-millième;

3° Un profil en long à l'échelle de un cinq-millième pour les longueurs et de six millièmes pour les hauteurs, dont les cotés seront rapportés au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers à l'échelle de cinq millièmes par mètre et le profil type de la voie à l'échelle de deux centimètres par mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des conts d'État et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiqués tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

Le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie, lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet, au nom du département, et par le ministre des travaux publics, au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de un mètre.

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules ainsi que de leur chargement ne dépassera pas deux mètres dix centimètres (2^m,10), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres dix centimètres (2^m,10); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre mètres vingt centimètres (4^m,20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingts centimètres (1^m,80).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de cinq cent huit millimètres (0^m,508).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m,35), et l'on ménagera au pied de chaque talus du ballast une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m,90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à deux cents mètres (200^m,00), sauf pour la traversée du canal de la Marne au Rhin, où le rayon pourra être réduit jusqu'à cent mètres (100^m,00).

Une partie droite de cinquante mètres (50^m,00) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum des déclivités est fixé à quinze millièmes par mètre.

Une partie horizontale de quarante mètres (40^m,00) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations seront établies dans les localités indiquées ci-après :

Vaincourt, Hargeville, Génicourt (cette station desservant aussi Condé), Rembercourt-aux-Pots et Lisle-en-Barrois (les Merchines).

Chaque station comportera au moins les installations suivantes :

Une voie de chargement; un abri pour les voyageurs, meublé, chauffé et éclairé; un quai découvert; un quai couvert avec réduit pour la garde des marchandises; un trottoir et des lieux d'aisances.

Les stations qui serviront de gare d'évitement comprendront une voie de garage en outre des installations ci-dessus.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu. Si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement, ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels se composeront :

- 1° D'un plan à l'échelle de un cinq-centième, indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;
- 2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle de un centimètre par mètre;
- 3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route nationale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication ou d'intérêt commun, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5^m,00) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4^m,30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de trois mètres cinquante centimètres (3^m,50). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1^m,00).

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de six mètres quarante centimètres (6^m,40).

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route nationale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de trois mètres cinquante centimètres (3^m,50) pour les chemins à une voie, et de six mètres quarante centimètres (6^m,40) sur les lignes ou sections pour lesquelles le concessionnaire exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m,00) au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m,80).

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés, à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m,00) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m,00) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières qu'il devra poser aux passages à niveau, ainsi que les abris ou maisons de garde à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes au plus sur dix mètres de longueur de part et d'autre de chaque passage.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m,03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m,05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre toutefois d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

15. Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été

arrêté, suspendu ou modifié par ses travaux et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins trois mètres cinquante centimètres (3^m,50) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie et six mètres quarante centimètres (6^m,40) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m,00).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par le concessionnaire pour le service du chemin de fer une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'Etat, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins trois mètres cinquante centimètres (3^m,50) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails pour les chemins à une voie et six mètres quarante centimètres (6^m,40) de largeur pour les lignes ou sections à deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m,00) au moins au-dessus du niveau du rail. Des garages seront établis à cinquante mètres (50^m,00) de distance de chaque côté, et seront disposés en quinconce d'un côté à l'autre. La hauteur sous ciel au-dessus de la surface des rails sera de cinq mètres quarante centimètres (5^m,40). La distance verticale qui sera ménagée entre l'intrados et le dessus des rails, pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m,80). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m,00) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation et du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

18. Le concessionnaire n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de quinze kilogrammes au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera de soixante-quinze centimètres (0^m,75) d'axe en axe.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

1° Dans la traversée des lieux habités;]

3° Dans les parties contiguës à des chemins publics;

3° Sur dix mètres de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau et des stations.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés, et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou de plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et

de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit, dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consumer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et pourront être à deux étages.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers, fermé à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit. L'étage supérieur sera couvert et garni de banquettes avec dossiers; on y accèdera au moyen d'escaliers qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-corps solides d'au moins un mètre dix centimètres (1^m, 10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de deux classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui seront arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé dans les trains de voyageurs aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes, et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes, composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à deux. Ces trains pourront être mixtes.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le minimum et le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

34. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Celle-ci prendra fin au bout de quatre-vingt-cinq ans.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de gardes, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettrait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 2 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité, qui sera due et payée

au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire dans tous les cas pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

37. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 2 et 3, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme de cent mille francs, qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 66, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention, par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque soumissionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne et, s'il y a lieu, du jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges, et substitué au concessionnaire évincé pour recevoir les subventions de toute nature à échoir aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété du département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative reste également sans résultats, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront au département.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Voyageurs. ...			
Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 067	0 033	0 10
Voitures couvertes, fermées à glaces (2 ^e classe)....	0 050	0 025	0 075
Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
Enfants			
De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs (sans que la perception puisse être inférieure à 0^e 30^e)	0 010	0 005	0 015

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait	0 07	0 03	0 10
Vaux et porcs	0 005	0 015	0 02
Moutons, brebis, agneaux, chèvres	0 01	0 01	0 02
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.			

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Autres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.	0 20	0 16	0 36
---	------	------	------

1^{er} SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.*Grande vitesse.*

Une voiture des pompes funèbres renfermant un ou plusieurs cercueils sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....
 Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....
 Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de...

PRIX		
de péage.	de transport.	TOTAL.
fr. s.	fr. s.	fr. s.
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30
0 60	0 40	1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres, elle sera comptée pour six kilomètres.

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chaînage sera fait, suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes.

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes.

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes; entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes, etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et les marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes; 2° au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes; 3° au-dessus de dix kilogrammes, par fraction indivisible de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement et elle sera réduite à vingt kilogrammes pour les enfants transportés à moitié prix.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indi-

visibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes; mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescrivaient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs;

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes.

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de deux mois au moins pour les voyageurs et de six mois pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucuns faveurs.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire, dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur ré-

ception; mention sera faite sur le registre de la gare de départ du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés, de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des

arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction dans les convois ordinaires de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver, dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, quatre places de la deuxième classe, pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être éclairé, situé à l'étage inférieur des voitures et avoir des banquettes séparées par une cloison des banquettes laissées à la disposition du concessionnaire.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls, et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1° requérir quatre autres places dans les conditions indiquées au paragraphe 1°; 2° requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes de quatre places, en conformité du paragraphe 1° du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire, sur la réquisi-

tion de l'administration des postes, est dès à présent fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe, dans le cas où la ligne serait subventionnée par le trésor. Les facteurs ruraux en service seront transportés gratuitement.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mise d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics. L'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

Le concessionnaire sera tenu d'assurer le service des colis postaux et des remboursements sur colis postaux dans les conditions déterminées par les conventions des 2 novembre 1880 et 22 août 1891, conclues entre l'État d'une part, les compagnies ou administrations de chemins de fer et les compagnies maritimes subventionnées d'autre part.

Le tarif en vigueur sur le réseau des administrations et compagnies de chemins de fer signataires des conventions précitées sera étendu de plein droit et sans augmentation aux gares, aux bureaux de ville et au service de factage, de correspondance des nouvelles lignes ferrées.

Le concessionnaire s'entendra avec les administrations et compagnies de chemins de fer pour déterminer la quote-part à lui revenir sur le produit de la taxe des colis postaux qui, pour parvenir à destination, devront circuler non seulement sur les nouvelles lignes concédées, mais encore sur les autres chemins de fer participant au service des colis postaux.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis, afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques, ainsi que l'organisation, à ses frais, du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire le long des voies toutes les construc-

tiens, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils de lignes télégraphiques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture de fils télégraphiques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes par kilomètre parcouru par la machine, quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auront lieu aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés, chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques, ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement

amènera la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin de fer objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'usurait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servirait d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département ;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département, ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un embranchement ; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines, et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires, et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre. Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où ces limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguilles et des barrières des embranchements autorisés par le préfet seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire, et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficultés, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de répéter pour la non-exécution de ces conditions.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0¹²) par tonne pour le premier kilomètre, et, en outre, quatre centimes (0⁰⁴) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre.

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille kilogrammes (3,000^k), déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera revisé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira, soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

65. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

64. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de quarante francs par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui se-

ront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions directes, au profit du département.

66. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de cent mille francs en numéraire ou en rentes sur l'État, calculées conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre, ou en valeurs françaises acceptées par le conseil général.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les neuf dixièmes en seront rendus au concessionnaire par quarts et proportionnellement à l'avance des travaux. Le dernier dixième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Bar-le-Duc.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de la Meuse.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Meuse, sans recours au Conseil d'État.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Fait à Bar-le-Duc, le cinq mai mil huit cent quatre-vingt-trois, en autant d'originaux que de parties intéressées.

Pour copie conforme :

L'Ingénieur du contrôle,

Signé CH. NUT.

Signé PROUDHON.

Signé VARINOT.

Le présent cahier des charges est modifié à l'encre bleue conformément à la délibération du conseil général de la Meuse en date du 24 avril 1884 (vingt-quatre avril mil huit cent quatre-vingt-quatre).

Bar-le-Duc, le trois mai mil huit cent quatre-vingt-quatre.

Le Concessionnaire,

Signé VARINOT.

Le Préfet,

Signé PROUDHON.

LIGNE DE REMBERCOURT-AUX-POTS A CLERMONT.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges partira de la station projetée à Rembercourt-aux-Pots, sur le chemin de fer à établir entre Bar-le-Duc et Vaubecourt, passera près de la ferme de la Vaux-Marie, descendra la vallée de l'Aire jusqu'à Auzéville et aboutira à la station de Clermont-en-Argonne, sur la ligne de Reims à Metz.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que la ligne entière soit livrée à l'exploitation dans le délai de trois ans à partir de ladite loi, étant entendu que si l'approbation des projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations n'est pas donnée dans les six mois de la présen-

tation de ces projets par le concessionnaire, les délais pour la commencement des travaux et pour la mise en exploitation de la ligne seront augmentés de l'exces sur six du nombre de mois écoulés entre la présentation et l'approbation des projets, toute fraction de mois comptant pour un mois entier.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général, et pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet dans les six mois au plus tard de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire, avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais du département.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un extrait de la carte au un quatre-vingt-millième;

2° Un plan général à l'échelle de un dix-millième;

3° Un profil en long à l'échelle de un cinq-millième pour les longueurs et de un millième pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers à l'échelle de cinq millimètres pour mètre et le profil type de la voie à l'échelle de deux centimètres pour mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet, et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement. Toutefois, entre la station à établir près de la Vaux-Marie et un point situé en face d'Amblaincourt, à quatre kilomètres et demi environ de ladite station, les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés pour deux voies, à l'exception de l'ouvrage à établir à la rencontre du chemin de fer et de l'ancienne route départementale n° 2, aujourd'hui déclassée, lequel sera établi pour trois voies. Dans les autres parties de la ligne, le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie, lorsque la route brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet au nom du département, et par le mi-

travaux publics au nom de l'État, d'entretenir et d'exploiter une seconde voie sur la partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration ne pourra entre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir d'autre destination.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de un mètre

pour des locomotives et des caisses des véhicules ainsi que de leur charge; elle dépassera pas deux mètres dix centimètres (2^m,10), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres dix centimètres (2^m,10); la hauteur du matériel roulant entre les rails sera au plus de quatre mètres vingt centimètres (4^m,20).

La largeur des parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords intérieurs des rails, sera de un mètre quatre-vingts centimètres (1^m,80).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord inférieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de cinq cent huit millimètres (0^m,058).

La épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m,35).

Sur chaque pied de chaque talus du ballast une banquette de largeur telle que cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m,90) au-dessus de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui sont nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

Tous les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne sera pas inférieur à deux cents mètres (200^m); l'adoption de ce rayon minimum sera l'objet de justifications spéciales.

La longueur droite de cinquante mètres (50^m,00) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire. Le maximum des déclivités est fixé à quinze millièmes (0,015).

La partie horizontale de quarante mètres (40^m,00) au moins devra être ménagée entre deux parties consécutives de sens contraire.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites de telle sorte qu'il n'y ait pas de danger.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux autorités du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du conseil général.

Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale.

Sur toute la ligne, et sur tout le territoire, il est entendu, dès à présent, que les stations seront établies dans les localités indiquées ci-après :

À la station de la Moyenne, entre Antrécourt, Beauzée, Aubécourt, Fleury, la contrée dite la Moyenne, entre Antrécourt et Laveye, Froides, Rarécourt et Auxéville.

La station comportera au moins les installations suivantes : une voie de charbon pour les voyageurs, meublée, chauffée et éclairée, un quai découvert, un quai couvert avec réduit pour la gare des marchandises, un trottoir et des lieux d'aisance.

Les stations qui serviront de gare d'évitement comprendront une voie de garage, des installations ci-dessus.

Il sera créé, pour l'accès de la station à établir à la contrée de la Moyenne; un chemin de terre et imbuivable de cinq mètres au moins de largeur de voie, qui partira du pont de la Moyenne, se dirigera directement sur la station et sera prolongé au chemin de fer jusqu'à l'entrée du village d'Antrécourt, où il se joindra au chemin de la Moyenne.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont nécessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire, il sera à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique l'exige, pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement, ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux gares des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exploitation, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, qui se composeront :

1° D'un plan à l'échelle de un cinq-centième, indiquant les voies, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs accès;

2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre par mètre;

3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles de l'exploitation seront justifiées.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interrompues par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'autorité compétente.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale, départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route nationale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication ou d'intérêt commun, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5^m,00) au moins. Pour ceux qui seront formés de ponts ou de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4^m,30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de trois mètres cinquante centimètres (3^m,50). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1^m,00).

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les travaux d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de six mètres quarante centimètres (6^m,40).

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale, départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets de la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route nationale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de trois mètres cinquante centimètres (3^m,50) pour les chemins à une voie, et de six mètres quarante centimètres (6^m,40) sur lignes ou sections pour lesquelles le concessionnaire exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera mesurée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres vingt centimètres (4^m,20). L'ouverture entre les culées des ponts à établir pour les chemins de fer sera au moins de neuf mètres trente centimètres (9^m,30).

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer

l'angle inférieur à quarante-cinq degrés; à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m,00) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m,00) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières qu'il devra poser aux passages à niveau, ainsi que les abris ou maisons de garde à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris et se contenter de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes au plus sur dix mètres de longueur de part et d'autre de chaque passage.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'incinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m,03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m,05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux.

Le préfet restera libre toutefois d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

15. Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ces travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

16. Les viaducs à construire à l'encontre des rivières, des canaux et des cours d'eau navigables auront au moins trois mètres cinquante centimètres (3^m,50) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie, et six mètres quarante centimètres (6^m,40) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m,00).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par le concessionnaire pour le service du chemin de fer une voie ferrée ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'État, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins trois mètres cinquante centimètres (3^m,50) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails, pour les chemins à une voie, et six mètres quarante centimètres (6^m,40) de largeur pour les lignes ou sections à deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m,00) au moins au-dessus du niveau du rail. Des garages seront établis à cinquante mètres (50^m,00) de distance de chaque côté et seront disposés en quinconce d'un côté à l'autre. La hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails sera de cinq mètres quarante centimètres (5^m,40). La distance verticale qui sera ménagée entre l'intrados et le dessus des rails, pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m,80). L'ouverture des puits d'aérage et de ventilation des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m,00) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages

provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interrompues.

18. Le concessionnaire n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre de divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourraient être admis par l'administration.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de quinze kilogrammes au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera de soixante-quinze centimètres d'une axe.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie; mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

1° Dans la traversée des lieux habités;

2° Dans les parties contiguës à des chemins publics;

3° Sur dix mètres de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau et des stations.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés, et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra

de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du

arché à forfait, avec ou sans série de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour le chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ou-
 vert, soit pour la construction d'une ou de plusieurs sections du chemin,
 sous les cas, formellement interdit.

Le rôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le conces-
 sionnaire d'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et
 qui résulteront des projets approuvés.

Assurez que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer sus-
 suffisent être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance
 a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs com-
 que le préfet désignera.

Sur du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a
 mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le
 concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-
 terminées. Toutefois ces réceptions partielles ne deviendront définitives que
 réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la
 que que les réceptions partielles.

Immédiatement après l'achèvement des travaux et au plus tard six mois après
 l'exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire fera faire
 un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence
 du préfet du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et
 dépendances. Il fera dresser, également à ses frais et contradictoirement avec
 désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui
 exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de
 ouvrages.

Lesdites pièces dûment certifiées des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral,
 descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée
 archives de la préfecture.

Les bornes acquises par le concessionnaire postérieurement au bornage général,
 satisfaisant aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront
 grante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur ac-
 à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral;
 sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieu-
 à la rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en
 de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les dépenses d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et
 extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état,
 pourvu d'office, à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire,
 le préfet, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans
 l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra
 les.

Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en
 est reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la
 du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où
 le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé
 pourra circuler librement dans le gabarit, dont les dimensions sont définies par le
 paragraphe de l'article 7.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles de-
 vront consommer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou
 exigées par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs mo-
 dèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant

au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et pourront être à deux étages.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers, fermé à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit; l'étage supérieur sera couvert et garni de banquettes avec dossiers; on y accédera au moyen d'escaliers, qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-corps solides d'un moins un mètre dix centimètres (1^m, 10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de deux classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui seront arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes, et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à train qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à deux. Ces trains pourront être mixtes.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le minimum et le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

34. La durée de la concession, pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges, commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Celle-ci prendra fin au bout de quatre-vingt-cinq ans.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de gardes, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au

concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 2 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention, on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité, qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

37. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 2 et 3, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme de cent mille francs, qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 66, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement, dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département après mise en demeure par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ou-

vrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention, par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque soumissionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne et, s'il y a lieu, du jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 23, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et substitué au concessionnaire évincé pour recevoir les subventions de toute nature à échoir, aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété du département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative reste également sans résultat, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront au département.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1^{er} PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs....	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 087	0 033	0 10
	Voitures couvertes, fermées à glaces (2 ^e classe)....	0 050	0 025	0 075
Enfants.	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs (sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^{fr} 30 ^c).....		0 010	0 005	0 015

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.			

2^e PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huiles. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36
--	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

TARIF GÉNÉRAL.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Maïs. — Méïs. — Châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à bruler dits de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Coton. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 08	0 06	0 14
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 06	0 04	0 10
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 05	0 03	0 08

TARIF SPÉCIAL PAR WAGON COMPLET.

Marchandises des 3 ^e et 4 ^e classes, sans que la taxe par tonne puisse être inférieure à celle qui serait perçue en vertu du tarif général pour un parcours de six kilomètres.....	0 04	0 02	0 06
--	------	------	------

Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas six cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre, cinquante centimes (0^e 50^e).

3° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

	de piège.	de trans- port.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.	0 12	1 08	0 20
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou à quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.	0 15	0 10	0 25
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....	0 18	0 14	0 32

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc. Les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....	0 12	0 08	0 20
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....	0 08	0 06	0 14

A° SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCEUILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres renfermant un ou plusieurs cercueils sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....	0 36	0 28	0 64
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....	0 18	0 12	0 30
Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de...	0 60	0 40	1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres, elle sera comptée pour six kilomètres.

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les

ingénieurs du contrôle. Ce chainage sera fait, suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes.

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes.

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes; entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes, etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et les marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes; 2° au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes; 3° au-dessus de dix kilogrammes, par fraction indivisible de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes pour les enfants transportés à moitié prix.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k), mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nominativement énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux, pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessus.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envoi pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messa-

geries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment, avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite sur le registre de la gare de départ du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés, de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1^{re} Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2^{re} Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur

ceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse. Le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des villes.

Quand la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une voie différente.

Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire, dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, à moins que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de plus de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants, à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, et seront applicables à tout le monde sans distinction.

Les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

À moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des services qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, pourra prendre les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses voies de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de première classe.

Une faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément pour cause de maladie, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux ban-

quettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés, et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction dans les convois ordinaires de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation quatre places de la deuxième classe pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être éclairé, situé à l'étage inférieur des voitures et avoir ses banquettes séparées par une cloison des banquettes laissées à la disposition du concessionnaire.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls, et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1° requérir quatre autres places dans les conditions indiquées au paragraphe 1^{er}; 2° requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes de quatre places, en conformité du paragraphe 1^{er} du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe dans les cas où la ligne serait subventionnée par le trésor. Les facteurs ruraux en service seront transportés gratuitement.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mise d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents proposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et les stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics. L'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

Le concessionnaire sera tenu d'assurer le service des colis postaux et des rembour-

serments sur colis postaux dans les conditions déterminées par les conventions des 2 novembre 1880 et 22 août 1881, conclues entre l'État d'une part, les compagnies ou administrations de chemins de fer et les compagnies maritimes subventionnées d'autre part.

Le tarif en vigueur sur le réseau des administrations et compagnies des chemins de fer signataires des conventions précitées sera étendu de plein droit et sans augmentation aux gares, aux bureaux de ville et aux services de factage, de correspondance des nouvelles lignes forées.

Le concessionnaire s'entendra avec les administrations et compagnies de chemins de fer pour déterminer la quote-part à lui revenir sur le produit de la taxe des colis postaux qui, pour parvenir à destination, devront circuler non seulement sur les nouvelles lignes concédées, mais encore sur les autres chemins de fer participant au service des colis postaux.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis, afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques, ainsi que l'organisation, à ses frais, du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire le long des voies toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des lignes télégraphiques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture de fils télégraphiques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'ils ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes par kilomètre parcouru par la machine, quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes

officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés, chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques, ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'userait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur le quotient de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement

compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits che-

mines, fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites mines, les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de désaccord, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera, le concessionnaire entendu, savoir :

1° Le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département ;

2° Le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département, et si les deux chemins sont d'intérêt général.

Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou de carrières, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait l'embranchement ; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et de carrières, de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

L'entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires, et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents le matériel, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le concessionnaire pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées nécessaires pour la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements. Les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le concessionnaire pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés seraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements, les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et de marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Les wagons pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements partiels ne pourra excéder six heures, lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre.

Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du précédent, compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

En cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les salaires des gardiens d'aiguilles et des barrières des embranchements sur la ligne principale seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces salaires seront nommés et payés par le concessionnaire, et les frais qui en résultent seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficultés, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel éprouverait pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

En cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le concessionnaire pourra, sur la plainte du propriétaire de l'embranchement, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire suspendre la soudure, sauf recours à l'administration supérieure, et sans préjudice des dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de réclamer pour la violation de ces conditions.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de chaque car-

times (0'12") par tonne pour le premier kilomètre, et, en outre, quatre centimes (0'04") par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre.

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille kilogrammes, déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera revisé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira, soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de quarante francs (40') par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions directes, au profit du département.

66. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de cent mille francs en numéraire ou en rentes sur l'État, calculées conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre, ou en valeurs françaises acceptées par le conseil général.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les neuf dixièmes en seront rendus au concessionnaire par quarts et portionnellement à l'avance des travaux. Le dernier dixième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Bar-le-Duc.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de la Meuse.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Meuse, sauf recours au Conseil d'État.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Fait à Bar-le-Duc, le cinq mai mil huit cent quatre-vingt-trois en autant d'originaux que de parties intéressées.

Pour copie conforme :
L'Ingénieur du contrôle,
Signé PELLET.

Signé PROUDHON.
Signé VARINOT.

Le présent cahier des charges est modifié à l'encre bleue, conformément à la délibération du conseil général de la Meuse en date du 24 avril 1884 (vingt-quatre avril mil huit cent quatre-vingt-quatre).

Bar-le-Duc, le trois mai mil huit cent quatre-vingt-quatre.

Le Concessionnaire,
Signé VARINOT.

Le Préfet,
Signé PROUDHON.

N° 15,330. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1885, un Crédit de 7,500 francs à titre de Fonds de concours versés au Trésor par la ville de Limoges pour les dépenses de l'École nationale des Arts décoratifs et du Musée national Adrien Dubouché.

Du 4 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu la loi du 29 décembre 1884, accordant des crédits provisoires pour les dépenses du premier trimestre de l'exercice 1885;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture par décret d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu les récépissés du trésorier général de la Haute-Vienne, constatant qu'il a été versé au trésor, le 13 janvier 1885, une somme de sept mille cinq cents francs (7,500^f), montant du premier trimestre de la subvention allouée en 1885 par la ville de Limoges à son école nationale d'art décoratif ainsi qu'au musée national Adrien Dubouché;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1885, deuxième section, chapitre x (*Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de sept mille cinq cents francs (7,500^f),

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10,527.

applicable aux dépenses de l'École nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant de versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,331. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1885, un Crédit de 3,274 fr. 37 cent. à titre de Fonds de concours versés au Trésor par la ville de Bourges pour les dépenses de l'École nationale des Beaux-Arts.*

Du 4 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 29 décembre 1884, accordant des crédits provisoires pour les dépenses du premier trimestre de l'exercice 1885;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1863 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture par décret d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier général du Cher, constatant qu'il a été versé au trésor, le 21 février 1885, une somme de trois mille deux cent soixante-quatorze francs trente-sept centimes (3,274^f 37^c), représentant le premier trimestre de la subvention allouée pour 1885 par la ville de Bourges à l'École nationale des beaux-arts de cette ville;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1885, deuxième section, chapitre 1 (Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements), un crédit de trois mille deux cent soixante-quatorze

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,517.

francs trente-sept centimes (3,274' 37'), applicable aux dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville de Bourges.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,332. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1884, un Crédit de 398 fr. 83 cent. à titre de Fonds de concours versés au Trésor par la ville de Bourges pour les dépenses de l'École des Beaux-Arts.*

Du 4 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1884;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture par décret, d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier général du Cher, constatant qu'il a été versé au trésor, le 11 février 1885, une somme de trois cent quatre-vingt-dix-huit francs quatre-vingt-trois centimes (398' 83'), représentant la part contributive de la ville de Bourges dans l'excédent des dépenses de l'école nationale des beaux-arts de cette ville pour l'exercice 1884;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1884, deuxième section, chapitre XIII (*Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de trois cent quatre-vingt-dix-huit francs quatre-vingt-trois centimes (398' 83'), applicable aux dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,507.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé A. FALLIÈRES.



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Mai 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 919.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,333. — *DÉCRET qui modifie le décret du 19 janvier 1885, relatif à l'organisation centrale du Ministère des Finances.*

Du 13 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 24 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 16 de la loi de finances du 29 décembre 1882, ainsi conçu :
« Avant le 1^{er} janvier 1884, l'organisation centrale de chaque ministère sera réglée par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique et inséré au *Journal officiel*. — Aucune modification ne pourra être apportée que dans la même forme et avec la même publicité »;

Vu le décret du 19 janvier 1885;

Sur la proposition du ministre des finances;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 19 janvier 1885 et le tableau annexé sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 1^{er}. L'administration centrale du ministère des finances comprend, outre le cabinet du ministre et le service de l'inspection générale, neuf directions ou services.

« Le nombre et les attributions des bureaux dont se composent ces directions et services, ainsi que le nombre des directeurs, chefs de service, sous-directeurs, chefs et sous-chefs de bureau, sont fixés conformément au tableau ci-après :

DIRECTIONS ou services.		DIRECTEURS.	CHEFS DE SERVICE.	SOUS-DIRECTEURS.	CHEFS DE BUREAU.	SOUS-CHEFS de bureau.
Cabinet du ministre.	Ouverture du courrier; enregistrement. — Travaux législatifs. — Débits de tabac..... Statistique et législation comparée..... Ordonnancement et comptabilité des dé- penses.....	•	•	•	•	3
Inspection générale ⁽¹⁾ .	Vérification des services financiers. — Missions spéciales. — Relations avec les administrations centrales. — Contrôle financier des compagnies de chemins de fer.....	•	•	•	•	1
Direction du personnel et du matériel.	Comme au décret.....	•	1	1	4	7
Secrétariat général. Contrôle des administrations financières.	Comme au décret.....	•	•	2	2	4
Direction du mouvement général des fonds.	Comme au décret.....	1	•	1	3	8
Direction générale de la comptabilité publique.	Comme au décret.....	1	•	1	8	12
Direction de la dette inscrite.	Comme au décret.....	1	•	1	6	12
Contentieux et agence judiciaire du trésor.	1 ^{er} et 2 ^e bureau. — Contentieux et agence judiciaire..... 3 ^e bureau. — Oppositions.....	•	1	•	2	2
Caisse centrale du trésor public.	Comme au décret.....	•	1	•	4	8
Service du payeur central de la dette publique.	Comme au décret.....	•	1	•	2	5
Contrôle central du trésor public.	Comme au décret.....	•	1	•	1	2
	TOTAL.....	8	4	4	25	50

(1) Un inspecteur des finances est chargé, sous l'autorité directe du ministre, des fonctions d'inspection générale. — Les travaux du contrôle des compagnies de chemins de fer sont confiés par un inspecteur délégué à cet effet.

2. L'article 3 du décret susvisé est modifié ainsi qu'il suit : « A la suite des mots : *Cashier-payeur central du trésor*, insérer les mots suivants :

« *Chef du service du contentieux et de l'agence judiciaire du trésor*..... 15,000 ou 18,000 francs. »

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

N° 15,334. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet de Seine-et-Marne est autorisé à passer, au nom de l'État, le contrat d'échange sans soulte de deux parcelles d'une contenance de vingt-huit hectares dix ares douze centiares, à détacher de la forêt domaniale de Champagne, dont elles sont déjà séparées par le chemin de Machault à Champagne, contre diverses autres parcelles boisées d'une superficie de trente-huit hectares vingt-sept ares seize centiares, situées sur les limites ou dans l'intérieur de la même forêt, et appartenant à la dame veuve Savary de Lancosme, née d'Andlau.

2. Tous les frais occasionnés par l'échange, y compris ceux de la purge, seront supportés moitié par l'État, moitié par sa coéchangiste.

3. L'échange ne sera définitif qu'après avoir été approuvé par une loi. (Paris, 11 Mars 1885.)

N° 15,335. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) portant :

ART. 1^{er}. Le secrétaire perpétuel de l'académie des beaux-arts est autorisé à accepter, aux clauses et conditions imposées, le legs qui lui a été fait en vertu du testament olographe susvisé par le sieur *Henri Lehmann*, d'une somme de trente mille quatre cent soixante-sept francs dix centimes, représentant la moitié du produit net de la vente aux enchères publiques des objets désignés dans ledit testament, et ce à l'effet de fonder un prix triennal de peinture, qui portera le titre de *Prix Lehmann pour l'encouragement des bonnes études classiques*.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à accepter, pour l'École nationale des beaux-arts de Paris, les œuvres d'art léguées audit établissement par le sieur *Lehmann (Henri)* en vertu du testament susvisé, et dont la liste est annexée au présent décret. (Paris, 14 Mars 1885.)

N° 15,336. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte susvisé, en date du

30 novembre 1884, portant concession, au profit du *sieur Bellignat*, moyennant le versement d'une somme de vingt et un francs cinquante quatre centimes (21^f 54^c), et sous les diverses conditions y exprimées, d'un terrain maritime de onze ares cinquante-quatre centiares (11^a 54^c) dépendant de l'étang de Lencate (Aude), tel qu'il est figuré au plan annexé au contrat. (Paris, 28 Mars 1885.)



— Certifié conforme : —

Paris, le 29^r Mai 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

— Cette date est celle de la réception du *Bulletin*
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 920.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,337. — *DÉCRET réorganisant l'Administration centrale du Ministère des Travaux publics.*

Du 27 Mars 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des travaux publics,

Vu l'article 16 de la loi de finances du 30 décembre 1882, ainsi conçu : « Avant le 1^{er} janvier 1884, l'organisation centrale de chaque ministère sera réglée par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique et inséré au *Journal officiel*. — Aucune modification ne pourra être apportée que dans la même forme et avec la même publicité » ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

ORGANISATION GÉNÉRALE.

ART. 1^{er}. L'administration centrale du ministère des travaux publics comprend trois directions, indépendamment du cabinet du ministre, et, le cas échéant, de celui du sous-secrétaire d'État. Le nombre et les attributions des divisions et des bureaux dont se composent le cabinet et les directions, ainsi que le nombre des chefs de division, chefs et sous-chefs de bureau, sont fixés conformément au tableau ci-après :

CABINET DU MINISTRE.

BUREAU DU CABINET ET DE L'ENREGISTREMENT ⁽¹⁾.

DIRECTION DU PERSONNEL, DU SÉCRÉTARIAT
ET DE LA COMPTABILITÉ.

	1 ^{er} bureau. — Administration centrale. — Ingénieurs. — Écoles.....
1 ^{re} division.....	2 ^e bureau. — Conducteurs des ponts et chaussées et gardes-mine. — Agents inférieurs... 3 ^e bureau. — Secrétariat. — Bibliothèque. — Service central d'expéditions et d'autographes..D.....
	1 ^{er} bureau. — Indemnités. — Pensions. — Secours.....
2 ^e division.....	2 ^e bureau. — Frais fixes et de tournées. — Contrôles du personnel..... 3 ^e bureau. — Service intérieur. — Archives...
	1 ^{er} bureau. — Écritures centrales et ordonnancement. — Caisse.....
3 ^e division.	2 ^e bureau. — Budget et contrôle des dépenses du personnel.....
(Comptabilité.)	3 ^e bureau. — Comptabilité des ponts et chaussées et des mines.....

DIRECTION DES ROUTES, DE LA NAVIGATION ET DES MINES.

Division des routes et ponts.	1 ^{er} bureau. — Routes nationales..... 2 ^e bureau. — Routes départementales. — Police du roulage. — Tramways.....
Division de la navigation.	1 ^{er} bureau. — Ports maritimes. — Plaines et ballises..... 2 ^e bureau. — Rivières navigables et flottables.. 3 ^e bureau. — Service de navigation.
Division des mines.	1 ^{er} bureau. — Mines..... 2 ^e bureau. — Statistique de l'industrie miné- rale et des appareils à vapeur.

DIRECTION DES CHEMINS DE FER.

1 ^{re} division des études et travaux.	1 ^{er} bureau. — Déclarations d'utilité publique et concessions. — Chemins d'intérêt local... 2 ^e bureau. — Travaux sur les chemins non concédés et sur les réseaux d'Orléans et du Midi.
2 ^e division des études et travaux.	1 ^{er} bureau. — Travaux sur les réseaux du Nord, de l'Est et de l'Ouest, et sur les réseaux secondaires... 2 ^e bureau. — Travaux sur le réseau de Paris-Lyon-Méditerranée et sur les réseaux algériens.

(1) Le bureau est placé sous la direction immédiate du chef du cabinet.

		DIRECTEURS.	CHEFS DE DIVISION.	CHEFS DE BUREAU.	SOUS-CHEFS de bureau.
Division de l'exploitation.	1 ^{er} bureau. — Exploitation commerciale.....			1	2
	2 ^e bureau. — Exploitation technique.....			1	2
	3 ^e bureau. — Rapports avec les autres départements ministériels. — Conventions internationales. — Services extérieurs des compagnies. — Inventious.....		1	1	2
Division du contrôle des comptes des compagnies et de la statistique.	1 ^{er} bureau. — Contrôle des compagnies.....		1	1	1
	2 ^e bureau. — Statistique des chemins de fer...			1	1
TOTAUX.....		3	10	25	34

Le nombre des rédacteurs ne peut dépasser quatre-vingt-douze et celui des expéditionnaires quatre-vingt-seize, y compris les stagiaires.

Des conducteurs des ponts et chaussées et des gardes-mines peuvent être chargés temporairement des fonctions de rédacteur ou d'expéditionnaire; leur nombre est compris dans celui des effectifs ci-dessus déterminés.

Ils conservent leur grade, leur titre et leur traitement.

Le nombre des huissiers, concierges et autres gens de service est limité à soixante-cinq.

La répartition de ce personnel dans les directions, divisions et bureaux est faite par arrêté ministériel.

2. Le cabinet et le secrétariat particulier du ministre, et, le cas échéant, ceux du sous-secrétaire d'État, peuvent être constitués au moyen de personnes étrangères à l'administration centrale.

Ces personnes reçoivent, s'il y a lieu, une allocation dont le chiffre est arrêté par le ministre dans la limite du crédit dont il dispose. Elles ne peuvent être admises dans le personnel de l'administration centrale que conformément aux règles établies par les articles 8 et suivants.

Lorsque des fonctionnaires ou employés de l'administration centrale sont partie du cabinet ou du secrétariat particulier du ministre ou du sous-secrétaire d'État, ils continuent à compter dans l'effectif général et ne peuvent être remplacés que par intérim dans leur emploi antérieur.

3. En dehors des emplois prévus au tableau de l'article 1^{er}, le ministre peut attacher à la direction des chemins de fer deux agents commerciaux pris en dehors des règles établies par les articles 8 et suivants; mais les titulaires de ces emplois ne pourront

occuper aucun autre emploi dans les services de l'administration centrale.

4. Les traitements et les classes du personnel de l'administration centrale sont fixés comme il suit :

Directeurs.....	16,000 à	18,000 ^f
Chefs de division....	1 ^{re} classe.....	15,000
	2 ^e classe.....	13,000
	3 ^e classe.....	11,000
	4 ^e classe.....	9,000
Chefs de bureau.....	1 ^{re} classe.....	9,000
	2 ^e classe.....	8,000
	3 ^e classe.....	7,000
	4 ^e classe.....	6,000
Agents commerciaux.....	6,000 à	8,000
Sous-chefs de bureau.	1 ^{re} classe.....	6,000
	2 ^e classe.....	5,500
	3 ^e classe.....	5,000
	4 ^e classe.....	4,500
	5 ^e classe.....	4,000
Rédacteurs.....	1 ^{re} classe.....	4,000
	2 ^e classe.....	3,600
	3 ^e classe.....	3,200
	4 ^e classe.....	2,800
	5 ^e classe.....	2,400
	6 ^e classe.....	2,000
	Stagiaires.....	1,800
Expéditionnaires.....	1 ^{re} classe.....	3,000
	2 ^e classe.....	2,700
	3 ^e classe.....	2,400
	4 ^e classe.....	2,100
	5 ^e classe.....	1,800
	6 ^e classe.....	1,500
	Stagiaires.....	1,500
Huissiers, concierges et autres gens de service.....	1,200 à	2,200

Le traitement des expéditionnaires de première classe ayant vingt ans de service peut, par exception, être élevé à trois mille six cents francs.

Les avancements en classe ne peuvent avoir lieu que dans les limites du crédit porté au budget et après avis du conseil des directeurs, conformément à l'article 16 ci-après.

5. Nul fonctionnaire ou employé de l'administration centrale ne peut être rétribué que sur les crédits portés au budget au chapitre du personnel de l'administration centrale.

6. Il est institué, sous la présidence du ministre ou du sous-secrétaire d'État, et, en leur absence, d'un directeur délégué, un conseil des directeurs, composé des directeurs et du chef du cabinet du ministre.

Ce conseil délibère sur les matières qui lui sont déférées par le présent règlement ou renvoyées par le ministre.

7. Les directeurs sont nommés par décret du Président de la

publique, sur la proposition du ministre. Tous les autres fonctionnaires ou employés de l'administration centrale sont nommés par le ministre, dans les conditions prévues au titre II du présent et.

TITRE II.

RECRUTEMENT, AVANCEMENT ET DISCIPLINE DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.

Le personnel des rédacteurs se recrute par la voie du concours. Il est de même de celui des expéditionnaires, sous réserve des attributions par la loi aux sous-officiers.

Le programme et les conditions des concours, ainsi que la liste des candidats admis à y prendre part, sont arrêtés par le ministre.

Les candidats doivent être Français ou naturalisés Français et avoir accompli leur dix-huitième année au moins et leur trentième année avant le 1^{er} janvier de l'année pendant laquelle s'ouvre le concours. Cette dernière limite est reportée à trente-cinq ans pour les fonctionnaires et agents relevant du ministère des travaux publics et comptant au moins cinq années de service susceptibles de leur conférer des droits à une pension de retraite.

Les candidats à l'emploi de rédacteur doivent produire un diplôme bachelier en lettres ou en sciences. Sont toutefois dispensés de cette condition : 1° les conducteurs des ponts et chaussées et les gardes-mines ayant cinq années de service en cette qualité ; 2° les expéditionnaires comptant cinq années de service.

La liste des candidats reçus au concours est dressée par ordre de mérite et soumise au ministre, qui pourvoit ensuite aux emplois vacants suivant l'ordre du classement.

Nul ne peut entrer dans l'administration centrale qu'après un stage d'un an. L'année expirée, le chef du service auquel les stagiaires sont attachés présente sur leur aptitude, leur conduite et leur valeur de servir, un rapport au ministre, qui les nomme, s'il y a lieu, titulaires à la dernière classe de leur emploi. Les stagiaires non nommés cessent immédiatement leur service, sans avoir droit à aucune indemnité de licenciement.

Les fonctionnaires et agents relevant du ministère des travaux publics et comptant au moins une année de service sont dispensés de stage.

1. Toute nomination à un emploi se fait à la dernière classe de l'emploi.

Toutefois, les conducteurs des ponts et chaussées ou gardes-mines et expéditionnaires, admissibles à l'emploi de rédacteur et dispensés du stage, sont immédiatement nommés à la classe qui leur procure un traitement au moins équivalent à celui de leur emploi antérieur, augmenté pour les conducteurs et gardes mines de l'indemnité de résidence à Paris.

12. L'avancement dans le personnel de l'administration centrale a lieu au choix.

13. L'avancement de classe a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure.

Nul ne peut être promu à une classe supérieure s'il n'a au moins deux années d'exercice dans la classe qu'il occupe; les sous-chefs de bureau, les chefs de bureau et les chefs de division ne peuvent être nommés à la première classe de leur emploi qu'à la condition d'avoir au moins trois années de deuxième classe et, en outre, de compter respectivement quinze, vingt ou vingt-cinq ans de service.

14. Les sous-chefs de bureau sont pris parmi les rédacteurs appartenant au moins à la quatrième classe, et parmi les conducteurs des ponts et chaussées et gardes-mines appartenant au moins à la deuxième classe et comptant deux années de service dans l'administration centrale.

Les chefs de bureau sont pris parmi les sous-chefs appartenant au moins à la troisième classe, et les chefs de division, parmi les chefs de bureau appartenant au moins à la deuxième classe.

15. Les chefs et employés de l'administration centrale peuvent être mis en disponibilité :

1° Par défaut d'emploi;

2° Pour cause de maladie ou d'infirmités temporaires.

Ils ont droit à la moitié du traitement affecté à leur grade; ils peuvent obtenir les deux tiers de ce traitement lorsque la disponibilité a pour cause le défaut d'emploi.

16. Un tableau général d'avancement est arrêté à la fin de chaque année par le ministre, après avis du conseil des directeurs. Ce tableau n'est valable que pour l'année suivante; il comprend un nombre de candidats double de celui des vacances à prévoir dans chaque emploi et dans chaque classe pendant le cours de l'année suivante.

Aucun employé ne peut recevoir un avancement de classe ou d'emploi s'il n'est porté sur ce tableau.

En cas de vacance imprévue, que la situation du tableau ne permet pas de remplir, le ministre y pourvoit directement, après avis du conseil des directeurs.

Si, dans quelque circonstance extraordinaire, il y a lieu de faire une exception en faveur d'un candidat non porté au tableau et dont les services méritent une récompense immédiate, cette exception doit être l'objet d'une décision spéciale et motivée du ministre.

17. Les mesures de discipline applicables aux fonctionnaires ou employés de l'administration centrale sont :

La réprimande;

La radiation du tableau d'avancement;

La retenue de traitement n'excédant pas la moitié de ce traitement ni la durée de deux mois;

Le retrait d'emploi sans traitement;

La révocation.

Ces peines sont prononcées par le ministre : la première et la troi-

sur le rapport du directeur compétent; les trois autres après du conseil des directeurs et l'agent entendu dans ses moyens de défense ou dûment appelé. Dans ce dernier cas, le procès-verbal de séance dans laquelle l'agent a comparu, ou, s'il y a lieu, sa déclaration écrite, accompagne nécessairement le rapport soumis au ministre par le conseil. Les arrêtés de révocation sont motivés et visent le conseil.

La révocation des directeurs ne peut être prononcée que par décret du Président de la République.

TITRE III.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Avec l'assentiment du ministre et après avis du directeur compétent, des permutations peuvent s'effectuer entre les employés de l'administration centrale du ministère des travaux publics et des administrations centrales des autres ministères.

Les permuteurs qui entrent ainsi au ministère des travaux publics peuvent y prendre un emploi supérieur à celui des employés avec lesquels ils changent de position. Ils prennent rang dans leur emploi dans leur classe du jour de leur admission.

2. Les rédacteurs et les expéditionnaires appelés au service militaire sont remplacés dans l'effectif.

Ils sont appelés à remplir les premières vacances qui se produisent après leur libération, s'ils en ont fait la demande dans les trois mois qui suivent leur libération. Le temps passé sous les drapeaux n'est pas compté aux stagiaires dans la durée de leur stage; mais il est compris dans le temps de service exigé pour l'avancement hiérarchiques.

Le ministre, après avis du conseil des directeurs, peut refuser la nomination dans l'administration centrale aux employés dont la condamnation de punitions militaires constate des fautes graves.

3. A titre transitoire, les chefs et employés dont l'emploi sera supprimé par le présent décret, et qui n'auraient pas droit à une pension de retraite, pourront temporairement être maintenus en fonctions en attendant que des vacances se produisent dans d'autres services.

4. Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des*

Fait à Paris, le 27 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,338. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le préfet de Loir-et-Cher est autorisé à passer, au nom de l'État, avec le sieur *Charles-Alexandre Thurneyssen*, banquier à Paris, le contrat d'échange sans soulte de deux parcelles et d'une part indivise avec l'État dans une autre parcelle, le tout représentant une contenance de trois hectares vingt-huit ares sept centiares formant enclave dans la forêt domaniale de la Moitte-Beuvron, contre une parcelle d'une égale contenance à détacher de cette forêt dans la partie faisant saillie sur les terres de ce propriétaire.

2. Tous les frais occasionnés par l'échange, y compris ceux de la purge, seront supportés moitié par l'État et moitié par son coéchangiste.

3. L'échange ne sera définitif qu'après avoir été approuvé par une loi.
(*Paris, 23 Mars 1885.*)



Certifié conforme :

Paris, le 19^e Mai 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 921 *.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,339. — *Loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à décerner des Croix à l'occasion de l'épidémie cholérique en dehors des conditions prescrites par l'article 1^{er} de la loi du 25 juillet 1873.*

Du 28 Mars 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 29 mars 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A l'occasion de l'épidémie cholérique, il sera exceptionnellement dérogé aux dispositions restrictives des trois premiers paragraphes de l'article 1^{er} de la loi du 25 juillet 1873, relative aux récompenses nationales.

En conséquence, il pourra être fait, en faveur des personnes qui se sont le plus particulièrement distinguées, des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur, dont le nombre est fixé comme il suit :

Deux croix de commandeur,

Dix croix d'officier,

Soixante croix de chevalier.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

* Voyez un Erratum à la fin de ce numéro.

N° 15,340. — *Loi qui autorise la ville d'Alais (Gard) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 1^{er} Avril 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 3 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Alais (Gard) est autorisée : 1° à emprunter de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, aux conditions de cet établissement, une somme de deux cent cinquante-deux mille cinq cents francs (252,500^f), remboursable en trente ans, et destinée à concourir, avec une subvention de l'État, au paiement des frais de construction et d'appropriation de maisons d'école et d'acquisitions d'immeubles pour les écoles du Panséra et du quai Neuf; 2° à s'imposer extraordinairement pendant trente ans, à partir de 1885, cinq centimes et demi (5^c 1/2) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, dont le produit, prévu en totalité pour trois cent trois mille francs, servira à rembourser l'emprunt.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,341. — *Loi qui autorise la ville d'Angers (Maine-et-Loire) à contracter un Emprunt.*

Du 1^{er} Avril 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 3 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Angers (Maine-et-Loire) est autorisée à emprunter de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, aux conditions de cet établissement, la somme de trois cent quatre-vingt-dix-huit mille francs (398,000^f), remboursable en trente ans sur

ses revenus ordinaires, et destinée à concourir, avec d'autres ressources, au paiement des frais de construction de plusieurs écoles et salles d'asile.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,342. — *Loi qui autorise la ville de Dieppe (Seine-Inférieure) à contracter un Emprunt.*

Du 1^{er} Avril 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 3 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Dieppe (Seine-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder quatre francs soixante-quinze centimes pour cent (4^f 75^c p. o/o), une somme de cinq cent soixante-quatre mille francs (564,000^f), remboursable en cinquante ans, tant au moyen du produit des taxes d'abatage qu'à l'aide d'un prélèvement sur ses revenus ordinaires, et destinée au paiement des frais de construction d'un nouvel abattoir.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,343. — *Loi qui autorise la ville de Niort (Deux-Sèvres) à contracter un Emprunt.*

Du 1^{er} Avril 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 3 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Niort (Deux-Sèvres) est autorisée : 1° à emprunter de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, aux conditions de cet établissement, une somme de quinze mille quatre cents francs (15,400^f), remboursable en trente ans, et destinée au paiement de sa part contributive dans la dépense de construction d'une école maternelle annexée à l'école normale; 2° à appliquer au remboursement de l'emprunt, concurremment avec un prélèvement sur les revenus ordinaires, une somme de six cent seize francs (616^f) à imputer sur les annuités restant à recouvrer d'une imposition extraordinaire de dix-sept centimes autorisée par la loi du 27 juillet 1880.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,344. — *Loi qui autorise la ville de Toulouse (Haute-Garonne) à contracter un Emprunt.*

Du 1^{er} Avril 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 3 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Toulouse (Haute-Garonne) est autorisée à emprunter auprès de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, aux conditions de cet établissement, la somme de cinq cent trente-cinq mille francs (535,000^f), remboursable en trente ans à partir de 1885, sur ses recettes tant ordinaires qu'extraordinaires,

pour concourir, avec d'autres ressources, au paiement des frais d'établissement d'un lycée de jeunes filles.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,345. — *Loi qui établit d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Boulay (Mayenne).*

Du 1^{er} Avril 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 3 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera imposé d'office, en 1885, sur la commune de Boulay (Mayenne), par addition au principal de ses quatre contributions directes, une somme de six cent quatre-vingt-onze francs trente-sept centimes (691^f 37^c), représentant vingt-huit centimes vingt centièmes environ, pour couvrir le déficit des budgets de 1884 et du budget primitif de 1885.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU.

N° 15,346. — *Loi qui érige en municipalité distincte la section d'Alfortville, distraite à cet effet de la commune de Maisons-Alfort (arrondissement de Sceaux, département de la Seine).*

Du 1^{er} Avril 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 3 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La section dite d'Alfortville est distraite de la commune de Maisons-Alfort (canton de Charenton, arrondissement de Sceaux, département de la Seine) et formera, à l'avenir, une commune distincte dont le chef-lieu est fixé au bourg d'Alfortville et qui en portera le nom.

La limite entre les deux communes est fixée dans toute son étendue par l'axe actuel du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée, conformément au tracé teinté en vert du plan annexé à la présente loi.

Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

2. La commune d'Alfortville payera pendant dix années à celle de Maisons-Alfort une annuité de mille quatre cent soixante-dix-sept francs quarante centimes (1,477^{fr} 40^{cs}), représentant le contingent mis à sa charge pour le rachat du pont d'Ivry.

3. La bibliothèque communale de Maisons-Alfort restera la propriété de cette commune, qui payera à celle d'Alfortville, à titre de compensation, une somme de mille cinq cents francs (1,500^{fr}).

La commune d'Alfortville pourra faire inhumer ses morts dans le cimetière de Maisons-Alfort pendant une période de temps qui ne pourra excéder trois années.

La part revenant aux indigents d'Alfortville dans la rente sur l'État de neuf cent cinquante-cinq francs, qui constitue l'actif du bureau de bienfaisance de Maisons-Alfort, est fixée à quatre cent vingt-six francs de rente.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé WALDECK-ROUSSEAU. _____

N^o 15,347. — *Loi ayant pour objet de suspendre l'exécution de l'article 16 de la loi organique du 30 novembre 1875, relative aux Élections des Députés.*

Du 2 Avril 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 3 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il ne sera procédé à aucune élection de député jusqu'au renouvellement des pouvoirs de la Chambre actuelle.

Cette disposition n'est pas applicable aux élections pour lesquelles les électeurs auraient été convoqués antérieurement au 31 mars 1885.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé WALDECK-ROUSSEAU.

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*
Signé JULES FERRY.

N° 15,348. — *Loi portant ouverture au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1884, au titre du Budget ordinaire, d'un Crédit supplémentaire de 3 millions de francs pour Subventions à la Marine marchande.*

Du 14 Avril 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 15 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, sur l'exercice 1884, au chapitre xvi (*Subvention à la marine marchande*), un crédit supplémentaire de trois millions de francs (3,000,000^f).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources afférentes au budget ordinaire de l'exercice 1884.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé CLAMAGERAN.

Le Ministre du commerce,
Signé PIERRE LEGRAND.

N° 15,349. — *DÉCRET* portant : 1° annulation de la somme de 220,910 fr. 41 cent. au Budget du Ministère des Postes et des Télégraphes ; 2° ouverture de pareille somme au Ministère des Postes et des Télégraphes, pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor ; 3° report de cette somme de l'exercice 1884 à l'exercice 1885.

Du 5 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1884 ;

Vu le décret du 11 février 1884⁽¹⁾, ouvrant au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1884, chapitre v, un crédit de cent seize mille trois cent quarante-sept francs soixante-trois centimes, provenant de fonds de concours affectés aux frais d'exploitation du service postal et télégraphique ;

Vu le décret du 5 août 1884⁽²⁾, ouvrant au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1884, un crédit de deux cent cinquante-neuf mille huit cent soixante-huit francs soixante-dix-huit centimes, provenant de fonds de concours, et dans lequel se trouve comprise la somme de cent mille cent sept francs quatre-vingt-dix-huit centimes imputée sur le chapitre v et celle de quatre mille quatre cent cinquante-quatre francs quatre-vingts centimes imputée sur le chapitre vi ;

Vu la loi du 29 décembre 1884, qui a ouvert aux ministres des crédits provisoires sur l'exercice 1885, et le décret du 30 du même mois, portant répartition par département ministériel et par chapitre desdits crédits provisoires ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽³⁾, relatif aux fonds de concours, aux termes duquel « la portion des fonds de concours qui n'a pas été employée pendant le cours d'un exercice peut être réimputée, avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu de décrets qui prononcent l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice « expiré » ;

Considérant qu'il n'a pas été fait emploi au titre de l'exercice 1884 du montant des crédits provenant de fonds de concours ouverts au ministre des postes et des télégraphes sur les chapitres v et vi, par les décrets des 11 février et 5 août 1884 susvisés, savoir :

	<u>Chapitre v.</u>	<u>Chapitre vi.</u>
Décret du 11 février 1884.....	116,347 ⁶³	»
Décret du 5 août 1884.....	100,107 98	4,454 ⁸⁰
TOTAUX.....	216,455 61	4,454 80
TOTAL ÉGAL.....	220,910⁴¹	

Sur la proposition du ministre des postes et des télégraphes et l'avis conforme du ministre des finances,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 825, n° 14,058.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 868, n° 14,612.

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Une somme de deux cent vingt mille neuf cent dix francs quatre-vingt et un centimes (220,910^f 41^c), provenant de fonds de crédits rattachés au budget du ministère des postes et des télégraphes au titre de l'exercice 1884, par décrets des 11 février et 5 août 1884, et demeure annulée sur cet exercice, savoir :

CHAP. V.....	216,455 ^f 61 ^c
VI.....	4,454 80
TOTAL ÉGAL.....	220,910 41

Un crédit égal de deux cent vingt mille neuf cent dix francs quatre-vingt et un centimes (220,910^f 41^c), applicable aux frais d'exploitation du service postal et télégraphique, est ouvert au ministre des postes et des télégraphes au titre de l'exercice 1885, savoir :

CHAP. V. Traitement du personnel et indemnités à titre de traitements.....	216,455 ^f 61 ^c
VI. Indemnités diverses et secours.....	4,454 80
TOTAL ÉGAL.....	220,910 41

Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à cet effet à titre de crédits de concours, lesquelles sont reportées de l'exercice 1884 à l'exercice 1885.

Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé AD. COCHERY.

15,350. — **DÉCRET** portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1884, d'un Crédit de 1,270 francs applicable à des Travaux militaires.

Du 20 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget ordinaire des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1884;

Vu la délibération en date du 22 novembre 1884, par laquelle le conseil municipal de la ville de Saint-Martin-de-Ré s'est engagé à verser au trésor une somme de mille deux cent-soixante-dix francs pour concourir à l'élargissement et à l'amélioration de la rue militaire;

Vu le récépissé n° 4531, qui constate que le versement de ladite somme a été effectué le 11 décembre 1884;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 19 mars 1885.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de l'exercice 1884, chapitre xxx (*Génie. — Établissements et matériel*), un crédit de mille deux cent soixante-dix francs (1,270⁰), représentant le montant du versement effectué au trésor par la ville de Saint-Martin-de-Ré pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'élargissement et à l'amélioration de la rue militaire.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources versées au trésor par la ville dénommée ci-dessus.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de la guerre,

Signé LEWAL.

N° 15,351. — *DÉCRET qui autorise l'échange des Colis postaux entre la France, la Tunisie et les Bureaux de poste français établis dans les ports ottomans et à Mussouah, et qui fixe les taxes à percevoir.*

Du 28 Mars 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 29 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars et 24 juillet 1881, concernant le service des colis postaux;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

Des décrets d'exécution des 19 ⁽¹⁾ et 21 ⁽²⁾ avril 1881, 24 ⁽³⁾ et 30 juillet ⁽⁴⁾, 19 ⁽⁵⁾, 24 ⁽⁶⁾ et 26 ⁽⁷⁾ septembre 1881, 24 ⁽⁸⁾ et 25 ⁽⁹⁾ novembre 18 ⁽¹⁰⁾ et 21 ⁽¹¹⁾ juillet 1882, 14 ⁽¹²⁾ et 20 novembre 1882, 22 ⁽¹³⁾ et janvier 1883, 23 ⁽¹⁴⁾ et 29 ⁽¹⁵⁾ septembre 1884;

La communication du bureau international des postes du 7 mars, concernant la participation du bureau italien de Massouah à l'échange des colis postaux;

Le rapport du ministre des postes et des télégraphes,

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} avril prochain, des colis postaux pourront échangés entre la France (y compris la Corse et l'Algérie), la Tunisie et les bureaux de poste français établis dans les ports ottomans, d'une part, et Massouah, d'autre part.

L'affranchissement de ces colis sera obligatoire. La taxe à payer par l'expéditeur sera perçue conformément aux indications du tableau ci-après :

LIENS DE DÉPÔT DES COLIS POSTAUX.	VOIE DE TRANSMISSION.	TAXE (y compris le droit de timbre de 10 centimes).
Place de la compagnie maritime au port d'embarquement ou gare de la France continentale.....	Voie d'Italie.....	1 ^{fr} 85 ^c
Place de la compagnie maritime au port d'embarquement en Corse.....	Voie de Marseille ou Nice.....	2 10
Place à l'intérieur de la Corse.....	Voie de Bastia-Livourne.....	2 10
	Voie de Marseille ou Nice.....	2 35
	Voie de Bastia-Livourne.....	2 10
Place de la compagnie maritime au port d'embarquement en Algérie....	Voie de Marseille ou Port-Vendres.	2 10
Gare d'Algérie.....	Idem.....	2 35
Place de la compagnie maritime au port d'embarquement en Tunisie....	Voie de Marseille.....	2 35
	Voie de la Goulette-Messine.....	2 10
Gare de Tunisie.....	Voie de Marseille.....	2 60
	Voie de la Goulette-Messine.....	2 35
Bureaux de poste français établis dans les ports ottomans.....	Voie de Marseille.....	3 25
	Voie de Naples.....	2 75

Sont applicables aux colis postaux dont il s'agit toutes les dispositions des décrets susindiqués.

Bull. 653, n° 11,021 et 11,022.

Bull. 653, n° 11,023.

Bull. 653, n° 11,024 et 11,025.

Bull. 653, n° 11,026.

Bull. 685, n° 11,597.

Bull. 685, n° 11,599.

Bull. 685, n° 11,606.

Bull. 673, n° 11,357.

⁽¹⁾ Bull. 673, n° 11,358.

⁽¹⁰⁾ Bull. 732, n° 12,454.

⁽¹¹⁾ Bull. 732, n° 12,455.

⁽¹²⁾ Bull. 742, n° 12,594.

⁽¹³⁾ Bull. 760, n° 13,014.

⁽¹⁴⁾ Bull. 760, n° 13,022.

⁽¹⁵⁾ Bull. 876, n° 14,721.

⁽¹⁶⁾ Bull. 878, n° 14,737.

4. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé AD. COCHERY.

N° 15,352. — *DÉCRET qui étend le service des Colis postaux aux relations du Sénégal, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane française, de la Réunion, de Mayotte, de Nossi-Bé, de Sainte-Marie de Madagascar, de Karikal, de la Cochinchine, de la Nouvelle-Calédonie et du Tonkin avec Massouah.*

Du 29 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars et 24 juillet 1881, concernant le service des colis postaux;

Vu les décrets d'exécution des 19⁽¹⁾ et 21⁽²⁾ avril 1881, 24⁽³⁾ et 30⁽⁴⁾ juillet 1881, 19⁽⁵⁾, 24⁽⁶⁾ et 26⁽⁷⁾ septembre 1881, 14⁽⁸⁾ et 20 novembre 1882, 22⁽⁹⁾ et 27⁽¹⁰⁾ janvier 1883, 23⁽¹¹⁾ et 29⁽¹²⁾ septembre 1884 et 28⁽¹³⁾ mars 1885;

Sur le rapport du ministre des postes et des télégraphes et du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er} Le service des colis postaux sera étendu aux relations du Sénégal, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane française, de la Réunion, de Mayotte, de Nossi-Bé, de Sainte-Marie de Madagascar, de Pondichéry, de Karikal, de la Cochinchine, de la Nouvelle-Calédonie et du Tonkin avec Massouah.

Cette mesure sera appliquée dans les colonies ou établissements français précités à dater du jour où le présent décret y aura été promulgué.

2. L'affranchissement de ces colis sera obligatoire. La taxe à payer sera perçue conformément aux indications du tableau ci-après :

(1) Bull. 653, n° 11,021 et 11,022.

(2) Bull. 653, n° 11,023.

(3) Bull. 653, n° 11,024 et 11,025.

(4) Bull. 653, n° 11,026.

(5) Bull. 685, n° 11,597.

(6) Bull. 685, n° 11,599.

(7) Bull. 685, n° 11,606.

(8) Bull. 742, n° 12,594.

(9) Bull. 760, n° 13,014.

(10) Bull. 760, n° 13,022.

(11) Bull. 876, n° 14,721.

(12) Bull. 878, n° 14,737.

(13) Voir le décret précédent.

LIEX DE DÉPÔT.	VOIE DE TRANSMISSION.	TAXES.
BUREAU DU PORT D'EMBARQUEMENT.		
Sénégal.....	Voie d'Italie.....	2 ^f 75 ^c
Guadeloupe.....	Idem.....	3 75
Martinique.....	Idem.....	3 75
Guyane française.....	Voie de Marseille.....	3 75
Réunion.....	Idem.....	4 25
Mayotte.....	Idem.....	4 25
ossi-Bé.....	Idem.....	4 25
ainte-Marie de Madagascar.....	Voie de Naples.....	3 25
ondichéry.....	Idem.....	4 25
arikal.....	Idem.....	4 75
ochinchine.....	Idem.....	4 75
oukin.....	Voie de Marseille.....	4 75
ouvelle-Calédonie.....		

En outre, l'expéditeur d'un colis postal aura à acquitter un droit de timbre de dix centimes dans les colonies où le timbre est en vigueur. Sont applicables aux colis postaux dont il s'agit toutes les dispositions des décrets susvisés.

Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*. Fait à Paris, le 29 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Ministre de la marine et des colonies,

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé A. PETRON.

Signé AD. COCHERY.

N° 15,353. — DÉCRET relatif aux timbres mobiles à apposer sur les feuilles de rôle d'équipage.

Du 3 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 8 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre des finances;

Sur l'article 11 de la loi de finances du 21 mars 1885, portant:

Les feuilles de rôle d'équipage délivrées pour les armements et les démentements de navires de commerce, tant en France que hors de France, continueront à être vendues au profit de la caisse des invalides. Elles sont payées d'après le tarif ci-après:

Soixante centimes par feuille d'armement, quel que soit le genre de navigation; par feuille de perception des droits des invalides au désar-

« mement ; par permis de circulation délivré aux bateaux d'exploitation ;
« par permis de navigation délivré aux bateaux de plaisance ;

« Quinze centimes par feuille de couverture de rôle du bord.

« Le droit de timbre sera perçu au moyen de timbres mobiles qui seront
« apposés sur les rôles des bâtiments au moment de leur délivrance aux inté-
« ressés et annulés immédiatement au moyen d'une griffe par les commis-
« saires de l'inscription maritime.

« Un décret déterminera la forme et les conditions d'emploi de ces
« timbres. Les dispositions des lois des 11 juin 1859, article 21, et 2 juillet
« 1862, articles 23 et 27, leur sont applicables.

« Les feuilles d'armement destinées aux bateaux non pontés exerçant la
« petite pêche sont exemptées du droit de timbre »,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est établi pour l'exécution de la loi susvisée des
timbres mobiles conformes au modèle annexé au présent décret.

L'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre
pourra modifier la couleur de ces timbres toutes les fois qu'elle le
jugera convenable. Elle fera déposer aux greffes des cours et tribu-
naux des spécimens des nouveaux timbres mobiles créés par le
présent décret. Le dépôt sera constaté par un procès-verbal dressé
sans frais.

2. Le timbre mobile est apposé par le commissaire de l'inscription
maritime, au moment de la délivrance des rôles d'équipage aux inté-
ressés.

Il est collé sur la première page, à la partie supérieure de la
feuille, à gauche.

Il est oblitéré immédiatement au moyen d'une griffe par le même
fonctionnaire.

3. Les commissaires de l'inscription maritime sont, en ce qui
concerne l'exécution du présent décret et de l'article 11 de la loi
susvisée, soumis au contrôle des agents de l'enregistrement, qui
pourront se faire représenter à toute réquisition les rôles d'équipage
ou les timbres mobiles, et saisir les pièces en contravention.

4. Le ministre des finances et le ministre de la marine et des
colonies sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera
inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Avril 1885.

Signé, JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PETRON.

N° 15,354. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1884, un Crédit de 10,000 francs à titre de Fonds de concours versés au Trésor par l'École nationale des arts industriels de Roubaix.

Du 4 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;
Vu la loi du 29 décembre 1884, accordant des crédits provisoires pour les dépenses du premier trimestre de l'exercice 1885;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'Etat, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture par décret d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier général du Nord, constatant qu'il a été versé au trésor, le 29 janvier 1885, une somme de dix mille francs (10,000^f), représentant le premier trimestre 1885 de la subvention annuelle allouée par la ville de Roubaix à l'école nationale des arts industriels de cette ville;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1885, deuxième section, chapitre x (*Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de dix mille francs (10,000^f), applicable à l'école nationale des arts industriels de Roubaix.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant de versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,355. — **DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulles et de nul effet les délibérations prises par le conseil d'arrondissement de Lyon, dans ses séances des 22 et 24 septembre 1884, et demandant, sous forme de vœu :
1° Le vote obligatoire;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,587.

- 2° La suppression des privilèges dont jouissent les officiers ministériels;
 - 3° L'incompatibilité du mandat de député avec toute fonction publique;
 - 4° La suppression de l'ambassade auprès du Vatican;
 - 5° La suppression du volontariat et la réduction du service militaire à trois ans;
 - 6° Le droit pour les conseils généraux et d'arrondissement d'émettre des vœux sur toutes les matières;
 - 7° La publicité des séances des conseils d'arrondissement. (*Paris, 23 Mars 1885.*)
-

Erratum. Bulletin des lois XII^e série, partie principale, n° 913, décret ouvrant un crédit au ministre des finances, numéro d'ordre 15,275, deuxième ligne, page 582, au lieu de : 35,946/ 48, lisez : 43,360/ 23*.

Page 583, dixième ligne, au lieu de : 43,360/ 33*, lisez : 43,360/ 23*.



Certifié conforme :

Paris, le 21^e Mai 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 922.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,356. — *Loi portant : 1° modification du paragraphe 2 de l'article 19 des lois des 11 et 18 avril 1831 sur les pensions des armées de terre et de mer ; 2° application au département de la marine et des colonies des dispositions de l'article 6 de la loi du 17 avril 1833, concernant l'armée de terre et relatives au délai pendant lequel une pension peut être réclamée.*

Du 15 Avril 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 16 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Ont droit à la pension les veuves des militaires, marins ou assimilés dont la mort a été causée soit par des événements de guerre, soit par des maladies contagieuses ou endémiques contractées à l'armée, hors d'Europe, à bord des bâtiments de l'État ou dans les colonies, et aux influences desquelles ils ont été soumis par les obligations de leur service, pourvu que le mariage soit antérieur auxdits événements de guerre et à l'origine desdites maladies.

Les causes, l'origine et la nature des événements de guerre et des maladies contagieuses ou endémiques seront constatées par un certificat d'origine dressé à l'époque où ils se seront produits et avant le retour en France.

Lorsque les militaires et marins, à leur retour en France, ne se considéreront pas comme guéris, ils feront constater, par leurs services médicaux respectifs, que les effets desdits événements et maladies subsistent encore.

Cette constatation devra être renouvelée d'année en année, pen-

dant leur séjour en France, par les officiers de santé militaires ou maritimes de la localité où ils résideront.

Le médecin qui aura soigné le malade à son décès devra affirmer que les événements de guerre ou les maladies ci-dessus constatées ont été la cause directe de la mort.

Tous les certificats médicaux seront légalisés par l'autorité compétente.

Si les militaires et marins sont décédés une année révolue après la date de la dernière constatation médicale, leurs veuves seront sans droit à la pension.

2. A l'avenir, tout marin ou assimilé, veuve ou orphelin de marin ou assimilé, qui se trouvera en demeure de faire valoir ses droits à l'obtention d'une pension ou d'un secours annuel, sera tenu de se pourvoir en liquidation auprès du ministre de la marine dans un délai dont la durée ne pourra excéder cinq ans, sans préjudice des règles déjà fixées et des déchéances encourues ou à encourir d'après la législation en vigueur sur les pensions de l'armée de mer; passé ce délai, les demandes ne seront pas admises.

Les ayants droit qui, au jour de la promulgation de la présente loi, se trouveront déjà en demeure depuis plus de cinq ans, auront un délai d'un an pour se pourvoir à partir de cette promulgation.

3. Toutes les prescriptions ci-dessus seront observées sous peine de déchéance.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 15 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé J. J. CLAMAGERAN.

Le Ministre de la marine
et des colonies,
Signé G. GALIBER.

Le Ministre de la guerre,
Signé G^{ral} E. CAMPENON.

N° 15,357. — DÉCRET qui accorde aux Frères des Écoles chrétiennes l'autorisation de transformer divers emprunts.

Du 17 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la demande formée, à la date du 2 janvier 1884, par le supérieur général de l'institut des Frères des écoles chrétiennes, association légalement reconnue et dont le siège est à Paris, à l'effet d'obtenir l'autorisation de transformer en un emprunt de quatre cent mille francs au Crédit foncier ou à tout autre établissement de ce genre tous les emprunts contractés en vertu du décret du 7 février 1877, qui a autorisé l'institut à grever d'une

hypothèque de quatre cent mille francs les immeubles qu'il possède à Reims et à Thillois (Marne);

Vu le décret du 7 février 1877;

Vu le certificat du conservateur des hypothèques, établissant la situation hypothécaire des immeubles précités;

Vu l'avis du sous-préfet de Reims en date du 19 juin 1884;

Vu le rapport présenté, le 10 frimaire an XII, par le conseiller d'État chargé de toutes les affaires des cultes, au premier Consul et approuvé le 11 frimaire an XII;

Vu le décret du 17 mars 1808;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le supérieur général des Frères des écoles chrétiennes, institut légalement reconnu et dont le siège est à Paris, est autorisé, au nom de l'institut, à transformer en un emprunt de quatre cent mille francs au Crédit foncier de France les divers emprunts contractés en vertu du décret du 7 février 1877, autorisant l'institut à grever d'une hypothèque de quatre cent mille francs les immeubles qu'il possède à Reims et à Thillois (Marne).

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,358. — **DÉCRET** qui modifie le décret du 13 février 1883, relativement à la création d'Écoles en Algérie.

Du 1^{er} Février 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 14 février 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu le décret du 13 février 1883 sur l'organisation de l'instruction primaire en Algérie, et notamment le titre IV, paragraphe 3, de ce décret, concernant la création d'écoles de centre et de sections dans les communes indigènes, la nomination et les traitements du personnel enseignant de ces écoles;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Outre les écoles établies et entretenues conformément

aux dispositions du titre I^{er} et du titre IV, paragraphe 2, du décret du 13 février 1883, il pourra être créé dans les communes mixtes et dans les communes de plein exercice, par application des dispositions de l'article 44 du décret précité, des écoles principales dirigées par un instituteur français et des écoles préparatoires ou de sections confiées à des adjoints ou à des moniteurs indigènes, sous la surveillance du directeur de l'école principale.

Les créations faites, chaque année, le seront dans les limites du crédit ouvert annuellement par les lois de finances pour encourager le développement de l'instruction primaire chez les indigènes en Algérie.

Le gouverneur général déterminera, dans les arrêtés de création, quelles seront les écoles principales.

Le personnel de ces écoles jouira seul des avantages exceptionnels stipulés aux articles 45 et 46 du décret du 13 février 1883, à l'exception des prestations en nature prévues au paragraphe 9 de l'article susvisé.

Le directeur de l'école principale devra justifier du brevet de la langue arabe, ou de l'admissibilité à la prime de la langue kabyle.

2. Contrairement aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 42 du décret précité, relatives aux communes indigènes, les communes mixtes dans lesquelles des écoles de centre auront été créées participeront, en tout état de cause, aux dépenses annuelles obligatoires du personnel et du matériel de toutes les écoles primaires, sans distinction, existant sur leur territoire, jusqu'à concurrence du sixième du produit de leur octroi de mer.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,359.— *DÉCRET qui accorde aux Frères des Écoles chrétiennes l'autorisation de recevoir une Indemnité pour cession de terrain.*

Du 7 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu l'extrait du jugement rendu, le 23 juin 1883, par le tribunal de première instance de Dunkerque (Nord), ordonnant l'expropriation pour cause d'utilité publique d'une parcelle de terrain sis à Broukerque et appartenant à l'institut des Frères des écoles chrétiennes, en vertu d'un legs

à lui fait par la demoiselle *Grawez*, et légalement autorisé par décret du 3 mars 1879;

Vu l'extrait de la décision du jury, en date du 3 juillet 1884, fixant l'indemnité à recevoir à la somme de mille francs;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'institut, en date du 5 janvier 1885, par laquelle il sollicite l'autorisation de recevoir ladite indemnité;

Vu le rapport présenté, le 10 frimaire an xii, par le conseiller d'État chargé de toutes les affaires des cultes, et l'approbation donnée à ce rapport par le premier Consul le 11 frimaire an xii;

Vu le décret du 17 mars 1808;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le supérieur général des Frères des écoles chrétiennes, institut légalement reconnu et dont le siège est à Paris, est autorisé à recevoir, au nom dudit institut, l'indemnité de mille francs (1,000^f) qui lui a été accordée à la suite du jugement du 23 juin 1883, ordonnant, pour cause d'utilité publique, la cession par l'institut d'un terrain lui appartenant sis à Brouckerque, près Dunkerque (Nord), d'une contenance de sept ares vingt-sept centiares, en nature de labour et comprenant cent cinq mètres de haie.

Suivant la demande de l'institut, le montant de la somme allouée sera placé en rentes sur l'État, pour les arrérages être affectés aux besoins de l'orphelinat qu'il dirige à Dunkerque.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,360. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Fécamp à établir et à administrer trois grues à vapeur roulantes, pour le chargement et le déchargement des marchandises, sur le quai Bérigny, au port de Fécamp.

Du 13 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la lettre du 13 octobre 1882, par laquelle le président de la chambre de commerce de Fécamp sollicite, au nom de cette chambre, l'autorisation d'établir et d'exploiter trois grues roulantes à vapeur sur le quai sud du bassin Bérigny, au port de Fécamp;

Vu le décret du 6 avril 1882 ⁽¹⁾, qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie de l'Ouest, pour la concession des voies ferrées qui relient le quai de Fécamp à la gare de cette ville;

Vu l'accord intervenu au sujet du déplacement des rails de la compagnie de l'Ouest entre cette compagnie et la chambre de commerce de Fécamp;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur cette demande, notamment le rapport du commissaire enquêteur du 10 août 1883;

Vu le rapport des ingénieurs des 4 et 5 octobre 1883;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées des 30 avril 1883 et 3 janvier 1884;

Vu la lettre du préfet de la Seine-Inférieure du 3 décembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances du 10 mai 1884;

Vu la lettre du ministre du commerce du 18 septembre 1884;

Vu le décret en date du 3 septembre 1851, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er} La chambre de commerce de Fécamp est autorisée à établir et à administrer, conformément aux clauses et conditions stipulées au cahier des charges annexé au présent décret, trois grues à vapeur roulantes, pour le chargement et le déchargement des marchandises, sur le quai Bérigny, au port de Fécamp.

2. Les comptes et les budgets relatifs à l'établissement et à l'administration de ces engins formeront des comptes et des budgets spéciaux.

Ces comptes et ces budgets comprendront, en outre, toutes les recettes et dépenses faites par la chambre de commerce à l'occasion des services publics entretenus ou subventionnés par elle avec l'approbation de l'autorité compétente, dans l'intérêt de l'exploitation du port.

Ils seront définitivement approuvés par le ministre du commerce, conformément à l'article 17 du décret du 3 septembre 1851, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce, après avis du ministre des travaux publics. Aucune nature nouvelle de dépense n'y pourra figurer que sur l'avis conforme du ministre des travaux publics.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

⁽¹⁾ Bull. 726, n° 12,293.

CAHIER DES CHARGES.

Art. 1^{er}. Le présent cahier des charges a pour objet d'autoriser la chambre de commerce de Fécamp à établir et à administrer sur le quai Bérigny, au port de Fécamp, grues à vapeur, roulantes, pour le chargement et le déchargement des marchandises.

Sur permettre le fonctionnement des grues, la chambre de commerce pourra établir une voie ferrée de cent trente mètres de longueur sur le terre-plein du quai à l'emplacement marqué des lettres C D, sur le plan ci-joint, mais à la condition de ne pas gêner les opérations de la compagnie de l'Ouest, ni la circulation des camions ou voitures ordinaires.

Les dispositions de détail de la voie des grues devront, en conséquence, être communiquées au service du contrôle de la compagnie de l'Ouest, soumises à l'examen des ingénieurs des ponts et chaussées et approuvées par le ministre des travaux publics.

La chambre de commerce devra supporter les frais de tout changement autorisé par le ministre, effectué par elle sur les quais, en vue de l'établissement des grues, notamment les frais relatifs au reculement des becs de gaz et au remplacement des ans d'amarrage actuels par des poteaux bollards permettant la circulation des

La permission dont il s'agit est accordée pour une durée de trente ans à partir du présent décret.

Toutefois, si l'administration jugeait utile, à un moment quelconque de cette durée, de supprimer les grues ou quelques-unes d'entre elles avec les constructions qui en dépendent, cette suppression pourra être prononcée par un décret rendu dans la même forme que le décret d'autorisation. L'enlèvement des grues et de leurs accessoires, ainsi que la remise des lieux dans leur état primitif seront effectués sans indemnité et aux frais de la chambre de commerce, dans un délai de six mois.

Le prix à percevoir par la chambre de commerce pour le chargement et le déchargement des marchandises de toute nature est fixé à cinquante centimes (0^{fr} 50^c), par tonne de mille kilogrammes.

Ce prix de cinquante centimes ne comprend strictement que le hissage des marchandises et leur transbordement du navire sur le terre-plein du quai ou dans le véhicule destiné à les emporter, et réciproquement.

Le même prix sera perçu pour l'enlèvement des marchandises du terre-plein du quai dans le véhicule ou réciproquement, sans toutefois que le chargement ou le déchargement d'un navire puisse en être retardé.

Les capitaines, consignataires ou réclamateurs seront conséquemment tenus de payer à leurs frais à toutes les autres dépenses que nécessitent les opérations de chargement et de déchargement.

Les chargements et déchargements seront toujours effectués suivant l'ordre des demandes, sauf l'exception spécifiée ci-après au paragraphe 4 du présent article.

Pour assurer l'exécution de la clause qui précède, il sera tenu au secrétariat de la chambre de commerce un registre à souche sur lequel les demandes seront inscrites dans l'ordre et à la date de leur production.

Ce registre sera communiqué à toutes les personnes intéressées à en prendre connaissance.

Les différents services de l'État jouiront d'un tour de faveur, quel que soit l'ordre d'inscriptions.

Le tarif de cinquante centimes stipulé à l'article 3 pourra être abaissé, sur la demande de la chambre de commerce, en vertu d'un arrêté du ministre.

Mais, après avoir été abaissé, la taxe ne pourra être relevée qu'après un délai d'un an.

Le tarif pourra être révisé d'office par le Gouvernement, tous les cinq ans, après accomplissement de formalités semblables à celles qui ont précédé son adoption, pendant la première période quinquennale partant de la date du décret d'autorisation.

Les grues, la voie ferrée et généralement tous les ouvrages établis par la chambre de commerce seront administrés par le contrôle de l'administration. Ils

devront être, ainsi que les dallages et terre-pleins qu'ils utiliseront, entretenus en parfait état, par elle, et à ses frais.

7. La chambre de commerce sera assujettie aux règlements en vigueur ou qui pourront intervenir, touchant la police du port ou celle des appareils à vapeur.

Elle sera tenue notamment de déplacer les grues à vapeur à ses frais, toutes les fois que les officiers du port le demanderont, en vue de faciliter l'évolution ou l'amarrage des navires, ou simplement la circulation des voitures et des piétons sur les quais.

La même faculté est réservée aux ingénieurs des ponts et chaussées dans le cas de réparations à exécuter au mur de quai et au terre-plein.

8. La chambre de commerce sera soumise, au profit du trésor, au paiement d'une redevance de un franc (1^f) par an, à partir de la date du décret d'autorisation.

9. L'administration se réserve le droit, au cas où elle le jugerait utile, d'établir des appareils de cette nature ou d'en autoriser l'établissement avec ou sans péage, dans une partie quelconque du port, sans que la chambre de commerce puisse prétendre à aucune indemnité.

Dans le cas où de nouvelles grues seraient autorisées, la chambre de commerce devra laisser les permissionnaires de ces grues user des voies ferrées mentionnées au paragraphe 2 de l'article 1^{er} du présent cahier des charges, sous la condition de contribuer, proportionnellement au nombre des appareils, aux frais d'établissement et d'entretien desdites voies.

Les grues qui pourront être établies par des tiers devront être d'ailleurs disposées et exploitées de manière à ne pas gêner la manœuvre de celles que la chambre de commerce est autorisée à établir.

Paris, le 13 février 1885.

Approuvé :

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

Certifié conforme au cahier des charges annexé au décret en date du 13 février 1885, enregistré sous le n° 46.

*Le Chef de la première division du personnel
du secrétariat et de la comptabilité,*

Signé E. NOBÉCOURT.

N° 15,361. — *DÉCRET qui approuve la substitution aux sieurs Vincent Pommier et compagnie et Fournier de la « Société anonyme du chemin de fer d'Estival à Senones, pour la concession du Chemin de fer d'Estival à Senones.*

Du 21 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 5 janvier 1882, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement dans le département des Vosges du chemin de fer d'intérêt local d'Estival à Senones et autorisé le département à pourvoir à son exécution, aux clauses et conditions de la convention annexe passée, le 15 mars 1880, entre le préfet des Vosges et les sieurs *Vincent Pommier et compagnie et Fournier*;

Vu la proposition présentée, le 13 mai 1884, par le préfet des Vosges, tendant à l'approbation de la substitution d'une société anonyme, constituée sous le nom de *Société anonyme du chemin de fer d'Estival à Senones*, aux sieurs *Vincent Pommier et compagnie et Fournier*;

Vu l'avis en date du 18 avril 1884 du directeur du contrôle des chemins de fer d'intérêt local des Vosges;

Vu la délibération du conseil général des Vosges en date du 22 avril 1884;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées en date du 31 juillet 1884;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local, et notamment l'article 10 de ladite loi;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution aux sieurs *Vincent Pomnier* et compagnie et *Fournier* de la société anonyme dite *Société anonyme d'Estival à Senones*, pour la concession du chemin de fer d'intérêt local d'Estival à Senones, telle qu'elle résulte de la convention annexée à la loi du 5 janvier 1882.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,362. — DÉCRET qui déclare qu'il n'y a pas lieu d'accorder une indemnité au département du Pas-de-Calais, à raison de l'incorporation dans le réseau d'intérêt général de divers chemins de fer d'intérêt local.

Du 25 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 20 novembre 1883, article 2, ayant pour objet l'incorporation dans le réseau d'intérêt général de diverses lignes d'intérêt local, et en particulier de celles de Don à Hénin-Liétard, de Doullens à Arras, de Frévent à Bouquemaison et de Bully-Grenay à Brias;

Vu notamment le paragraphe final de cet article 2 de la loi du 20 novembre 1883, ainsi conçu : « Il sera, s'il y a lieu, statué par décret rendu en conseil d'État sur l'indemnité ou sur les dédommagements qui pourraient être dus aux départements de....., du Pas-de-Calais »;

Vu les délibérations en date des 24 avril et 23 août 1884, par lesquelles le conseil général du département du Pas-de-Calais réclame de l'État une indemnité de un million six cent-vingt-quatre mille huit cent-neuf francs quarante-trois centimes;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il n'y a lieu d'accorder aucune indemnité ni aucun dé-

dommagement au département du Pas-de-Calais, à raison de l'incorporation dans le réseau d'intérêt général des lignes d'intérêt local de :

Don à Hénin-Liétard,
Doullens à Arras,
Frévent à Bouquemaison,
Bully-Grenay à Brias.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,363. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur le Budget de l'exercice 1884, pour l'emploi de Fonds de concours, des Crédits additionnels montant ensemble à la somme de 1,133,504 fr. 77 cent.

Du 25 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les lois des 29 décembre 1883 et 30 janvier 1884, portant fixation du budget ordinaire et du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884 et répartition, par chapitres, des crédits affectés au ministère des travaux publics sur lesdits budgets;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-joint de sommes versées dans les caisses du trésor public par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'état, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1884;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 16 février 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1884, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à un million cent trente-trois mille cinq cent quatre francs soixante-dix-sept centimes (1,133,504⁷⁷), et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

BUDGET ORDINAIRE.

I^{re} SECTION.

SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. XII.	Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontons et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce.	245 ¹ 33 ¹
— XIII.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.).....	188,432 35
— XXIII.	Entretien des chaussées de Paris.....	40,000 00
— XXIV.	Rachat de concessions de ponts à péage dépendant des routes nationales.....	5,901 20
— XXV.	Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)...	38,254 45
— XXVI.	Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)...	15,121 67
— XXVII.	Ports maritimes, phares et ~~sanctuaires~~ . (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)...	94,545 75

II^e SECTION.

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XXIVII.	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	5,000 ¹ 00 ¹
— XXXIX.	Rectifications des routes nationales et des routes départementales des départements annexés...	9,000 00
— XLIII.	Construction de ponts.....	300,000 00
— XLIV.	Amélioration des rivières.....	86,708 02
— XLVI.	Amélioration des ports.....	13,300 00
— XLVII.	Travaux de défense contre les inondations.....	10,000 00

BUDGET DES DÉPENSES

SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. VI.	Établissement et amélioration de canaux de navigation.....	60,000 00
— VII.	Amélioration et achèvement des ports maritimes.....	317,000 00
ENSEMBLE comme ci-dessus.....		<u>1,133,504 77</u>

Ladite somme de un million cent trente-trois mille cinq cent quatre francs soixante-dix-sept centimes est répartie, par entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux publics,
Signé D. RAYNAL.

ÉTAT A.

Etat des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour travaux publics, et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1884.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Allier.....	M. Dauphin, propriétaire du domaine de Cordebouf.	Gannat.....	1008	13 août 1884.	462 ^{fr} 88 ^c
	La société de l'hippodrome des courses de Moulins.	Moulins.....	3832	17 oct. 1884.	713 02
Ardèche...	La ville d'Annonay.	Annonay.....	2479	11 août 1884.	5,400 00
Ardennes..	Divers intéressés...	Mézières.....	3068	18 juillet 1884.	398 34
	M. Feray, propriétaire du moulin de Saint-Irénée.	Idem.....	4910	3 nov. 1884.	2,220 00
Calvados...	La commune de Grandcamp.	Bayeux.....	1971	10 juin 1884.	5,000 00
	Le département...	Caen.....	2930	12 juin 1884.	15,000 00
	Idem.....	Idem.....	5157	14 oct. 1884.	800 00
	Idem.....	Idem.....	5161	Idem.	3,600 00
	Idem.....	Idem.....	5162	Idem.	6,400 00
	Idem.....	Idem.....	5163	Idem.	1,000 00
	Idem.....	Idem.....	5164	Idem.	6,973 74
	Idem.....	Idem.....	5165	Idem.	1,733 44
	Idem.....	Idem.....	5166	Idem.	1,295 82
	La ville de Caen...	Idem.....	5970	26 nov. 1884.	60,000 00
Charente-Inférieure.	La commune d'Arvert.	Marennes.....	2985	9 octobre 1884.	2,600 00
	La ville de Rochefort.	Rochefort....	5829	27 nov. 1884.	300,000 00
Cher.....	Divers intéressés...	Saint-Amand..	2533	16 juillet 1884.	400 00
Corrèze....	La commune de Beaulieu.	Brive.....	2565	31 juillet 1884.	1,600 00
	La commune de Luri.	Bastia.....	2641	15 juillet 1884.	9,999 00
Corse.....	La commune de Cristinacce.	Ajaccio.....	1285	17 juillet 1884.	1,000 00
Côte-d'Or..	La commune de Plombières - les Dijon.	Dijon.....	5233	14 oct. 1884.	796 00
Côtes-du-Nord.	M. Gauthier (Frédéric), à Paule.	Guingamp....	2250	15 oct. 1884.	60 00
	Divers intéressés...	Bergerac.....	2346	25 juin 1884.	285 00
	Idem.....	Idem.....	2372	26 juin 1884.	1,295 00
Dordogne..	Idem.....	Idem.....	2631	15 juillet 1884.	211 00
	Idem.....	Idem.....	3563	25 sept. 1884.	958 50
	Idem.....	Idem.....	3595	26 sept. 1884.	2,823 70
	Idem.....	Idem.....	3597	Idem.	330 00
Eure-et-Loir.	La commune de Pierres.	Chartres.....	3768	30 juillet 1884.	2,000 00
	Le département....	Idem.....	195	15 oct. 1884.	12,000 00
Finistère...	La commune de Cleden-Cap-Sizun.	Quimper.....	3779	29 nov. 1884.	1,000 00
Gard.....	La compagnie du canal de Beaucaire.	Nîmes.....	3062 (partie)	12 août 1884.	243 33
Garonne (Haute-).	Les usiniers du moulin de Ville-mur.	Toulouse.....	4927 (partie)	14 août 1884.	500 00

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des recen- pissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Gironde...	La commune de Bourg.	Blaye.....	970	14 avril 1884.	300 ¹ 00
	La commune de Plassac.	Idem.....	975	15 avril 1884.	300 00
	La commune de Saint-Andromy.	Idem.....	986	16 avril 1884.	162 72
	La ville de Blaye...	Idem.....	994	17 avril 1884.	628 60
	La commune de Libourne.	Libourne....	3857	25 sept. 1884.	30 14
	Lugon.				
	La ville de Libourne.	Idem.....	3900	29 sept. 1884.	222 06
Hérault....	La ville de Blaye....	Blaye.....	2438	30 sept. 1884.	289 30
	La ville de Bordeaux.	Bordeaux....	11,149	22 oct. 1884.	10,100 00
	Les propriétaires du canal de Lunel.	Montpellier...	5578	30 août 1884.	200 00
	La chambre de commerce de Saint-Malo.	Saint-Malo....	95	9 janvier 1884.	240 00
	Ille-et-Vilaine.				
	La ville de Saint-Malo.	Idem.....	3850	13 oct. 1884.	7,500 00
	Les propriétaires du moulin de Lacrose.	Cahors.....	2034	12 juillet 1884.	50 00
Lot.....	M. Moussa, usinier.	Idem.....	3169	12 nov. 1884.	150 00
	M. Dalidon, propriétaire.	Villeneuve-sur-Lot.	44	7 janvier 1884.	450 00
	M. Caries, usinier..	Idem.....	2406	30 juillet 1884.	150 00
	La société métallurgique du Périgord.	Idem.....	2558	16 août 1884.	60 00
	Le département....	Agen.....	2356	20 août 1884.	8,000 00
	M. Bacon, propriétaire.	Marmande....	3221	17 sept. 1884.	300 00
	Divers usiniers de Clairac.	Idem.....	(partie) 3221	Idem.	300 00
Lot-et-Garonne.	M. Brouet, minotier.	Villeneuve-sur-Lot.	3657	22 nov. 1884.	150 00
	La commune de Laferrière et M. Lefolle.	Segré.....	1835	13 sept. 1884.	225 00
	La ville d'Angers...	Angers.....	5319	8 octobre 1884.	9,206 02
	La ville de Granville.	Avranches....	3133	11 sept. 1884.	13,300 00
	M. Lesperat, à Euvville.	Vassy.....	4579	15 déc. 1882.	700 00
	M. Quintard (Charles-Léopold).	Nancy.....	4252	1 ^{er} juillet 1884.	225 17
	MM. Aal frères....	Idem.....	6066	15 sept. 1884.	1,852 08
Meurthe-et-Moselle.	MM. Pawtz frères...	Idem.....	6307	25 sept. 1884.	444 49
	M. Magnin.....	Idem.....	6874	17 oct. 1884.	420 00
	La ville de Nancy...	Idem.....	7113	27 oct. 1884.	1,598 16
	La commune des Paroches.	Commercy....	778	15 juillet 1884.	200 00
	Divers.....	Vannes.....	3785	11 oct. 1884.	700 00
	La commune de Haulbourdin.	Lille.....	11,688	25 sept. 1884.	10,000 00
	Le chemin de grande communication n° 218.	Arras.....	4212	5 août 1884.	515 79
Pas-de-Calais.	La ville de Boulogne.	Boulogne....	6204	7 octobre 1884.	75 00
	Idem.....	Idem.....	6205	Idem.	3,350 00
	La chambre de commerce de Calais.	Idem.....	6977	11 nov. 1884.	17,000 00
	La ville d'Étaples...	Montreuil....	3496	12 nov. 1884.	500 00
	La chambre de commerce de Boulogne.	Boulogne....	7322	27 nov. 1884.	360 00

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances ou les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Puy-de-Dôme.	La commune de Delfet.	Clermont.....	3232	28 juillet 1884.	300 ⁰⁰
	La commune de Mésel.	Idem.....	3913	12 sept. 1884.	1,000 00
Saône (Haute-).	La ville de Gray...	Gray.....	3626	12 nov. 1884.	950 00
Saône-et-Loire.	La commune de Bourbon-Lancy.	Charolles.....	1184	23 août 1884.	1,000 00
	La ville de Mâcon..	Mâcon.....	4237	29 oct. 1884.	2,256 19
Savoie....	La ville d'Aix-les-Bains.	Chambéry.....	4119	10 sept. 1884.	23,333 33
Savoie (Haute-).	Le département....	Annecy.....	1962	19 juillet 1884.	5,000 00
	La ville de Paris....	Recette centrale.	17,159	24 juillet 1884.	1,500 00
Seine.....	La compagnie des tramways Nord de Paris.	Idem.....	18,771	13 août 1884.	15,000 00
	La ville de Paris....	Idem.....	20,193	3 sept. 1884.	10,000 00
	Idem.....	Idem.....	20,984	15 sept. 1884.	300,000 00
	Idem.....	Idem.....	21,454	22 sept. 1884.	52,000 00
	Idem.....	Idem.....	22,256	2 octobre 1884.	40,000 00
	La commune d'Issy.	Idem.....	24,641	30 oct. 1884.	13,000 00
	Le département....	Rouen.....	4538	19 mai 1884.	10,000 00
Seine-Inférieure.	La commune de Duclair.	Idem.....	5202	9 juin 1884.	50,000 00
	Le département....	Idem.....	7561	9 août 1884.	10,000 00
	La commune de Saint-Valery-en-Caux.	Yvetot.....	2994	11 août 1884.	900 00
	La ville du Havre...	Le Havre.....	7683	7 octobre 1884.	7,500 00
	Idem.....	Idem.....	7984	18 oct. 1884.	10,000 00
Seine-et-Oise.	La ville de Dieppe..	Dieppe.....	5577	27 nov. 1884.	4,500 00
	La ville de Pontoise.	Pontoise.....	3406	21 août 1884.	2,666 66
	La commune de Rosny.	Mantes.....	3080	17 sept. 1884.	1,000 00
Sèvres (Deux-).	La commune de Saumur-Vauesais.	Melle.....	838	16 avril 1884.	700 00
Tarn-et-Garonne.	MM. Boé, Roissignol et Majorel.	Castelsarrasin..	1862	13 sept. 1884.	11,250 00
	La ville des Sables-d'Olonne.	Les Sables-d'Olonne.	1612	5 août 1884.	13,000 00
Vendée....	Le syndicat des marais mouillés de la Vendée.	Fontenay.....	3789	31 oct. 1884.	7,500 00
TOTAL....					1,133,504 77

Certifié conforme à l'état A annexé au décret en date du 25 février 1885, enregistré sous le n° 53.

*Le Chef de la première division du personnel,
du secrétariat et de la comptabilité,*

Signé E. NORCOURT.

ÉTAT B.

Répartition, par chapitres et par entreprises, d'un crédit additionnel de 1,133,504 fr. 77 cent. ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1884, pour l'emploi de fonds de concours.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. (SERVICE ORDINAIRE.)		
CHAPITRE XII.		
PERSONNEL DES GARDES DE NAVIGATION, ÉCLUSIERS, PONTIERS ET AUTRES AGENTS ATTACHÉS AU SERVICE DE LA NAVIGATION INTÉRIEURE ET AU SERVICE DES PORTS MARITIMES DE COMMERCE.		
Gard.....	Paiement du traitement de l'éclusier chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgdon.....	243 ⁴ 33
CHAPITRE XIII.		
ROUTES ET PONTS.		
(Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)		
Cher.....	Recendement de la maison Ribault-Berthoulat, située en saillie sur les alignements de la route nationale n° 51 bis, dans la traverse du Châtelet.....	400 00
Corrèze.....	Assainissement de la route nationale n° 40, dans la traverse de Beaulieu (place Barbazane).....	1,500 00
Corse.....	Établissement d'une fontaine sur le bord de la route nationale n° 15, dans la traverse de Cristinacce.....	1,000 00
Côte-d'Or.....	Construction de trottoirs le long de la route nationale n° 5, dans la traverse de Plombières-les-Dijon.....	796 00
Eure-et-Loir..	Amélioration de la route nationale n° 183, dans la traverse de Pierres..... 2,000 ⁰ 00 ⁰	14,000 00
	Construction d'un égout sur la route nationale n° 23, dans la traverse de Chartres..... 12,000 00	
	Entretien des routes nationales n° 10 bis et 89, dans la traverse de Libourne..... 222 ¹ 06 ⁰	
Gironde.....	Entretien des revers de trottoirs de la route nationale n° 137, dans la traverse de Blaye..... 289 30	10,611 36
	Entretien des routes nationales n° 10, 3a et 136, dans la traverse de Bordeaux..... 10,100 00	
Maine-et-Loire.	Construction de caniveaux pavés dans la traverse de la Ferrière (route nationale n° 23 bis).....	225 00
Marne (Seine-).	Reconstruction du pont Trouvé, à Euville (route nationale n° 67).....	700 00
Mayenne.....	Construction d'un égout sous la route nationale n° 201, dans la traverse d'Aix-les-Bains.....	23,838 33
	Réfection du tablier du pont des Arts, à Paris..... 52,000 ⁰ 00 ⁰	
	Arrosemment de la route nationale n° 34, dans la traverse du bois de Vincennes..... 1,500 00	
Seine.....	Entretien des chaussées latérales de l'avenue de Neuilly (route nationale n° 13)..... 15,000 00	81,500 00
	Construction d'un égout sous la route nationale n° 189, dans la traverse des Moulineux (commune d'Issy)..... 13,000 00	

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
Seine-et-Oise..	Rescindement des maisons <i>Lecharpentier</i> , placées en saillie sur les alignements de la route nationale n° 14, dans la traverse de Pontoise..... 2,666 ^f 66 ^c	
	Amélioration de la chaussée de la route nationale n° 13, aux abords et dans la traverse de Rosny..... 1,000 00	3,666 ^f 66 ^c
Sèvres (Deux-).	Rescindement de la maison <i>Richard</i> , placée en saillie sur les alignements de la route nationale n° 148, dans la traverse de Sauzé-Vaussais, et frais d'appropriation de la voie.....	700 00
	TOTAL du chapitre XXI.....	138,432 35
CHAPITRE XXIII.		
ENTRETIEN DES CHAUSSÉES DE PARIS.		
Seine.....	Travaux de dragages en Seine, au débouché des égouts collecteurs de Clichy et de Saint-Denis.....	40,000 00
CHAPITRE XXIV.		
RACHAT DE CONCESSIONS DE PONTS À PÉAGE DÉPENDANT DES ROUTES NATIONALES.		
Dordogne....	Rachat du pont de Sainte-Foy (956 ^f 50 ^c + 2,823 ^f 70 ^c + 330 ^f + 211 ^f + 1,295 ^f + 285 ^f).....	5,901 20
CHAPITRE XXV.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. — RIVIÈRES.		
(Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)		
Allier.....	Entretien du perré de Cordeboeuf, sur l'Allier..... 462 ^f 88 ^c	
	Entretien d'un perré sur la rive droite de l'Allier..... 713 02	1,175 90
Ardèche.....	Entretien du barrage de Ternay.....	5,400 00
Calvados....	Entretien du chemin de balage le long de l'Orne, entre Caen et Clopé.....	800 00
Garonne (Haute-).	Entretien du barrage de Villemur, sur le Tarn.....	500 00
Hérault.....	Paiement du salaire du passeur du bac du Pavillon.....	100 00
Lot.....	Entretien des barrages de Valenté et de Lacroze, sur le Lot (150 ^f + 50 ^f).....	200 00
	Entretien du barrage de Madame, sur le Lot (150 ^f + 150 ^f)..... 300 ^f 00 ^c	
Lot- et-Garonne.	Entretien du barrage de Clairac, sur le Lot (300 ^f + 300 ^f)..... 600 00	1,410 00
	Entretien du barrage de Fumel..... 60 00	
	Réparation du chemin de balage du Lot, en face de la propriété du sieur <i>Didon</i> 450 00	
Meurthe- et-Moselle.	Entretien du canal de la cartonnerie de Blénod..... 1,852 ^f 08 ^c	
	Entretien des ouvrages de la Moselle canalisée..... 444 49	2,296 57
Pas-de-Calais..	Entretien et manœuvre du pont de Gravelines, sur l'Aa.....	515 79
Puy-de-Dôme.	Entretien de perrés sur l'Allier (300 ^f + 1,000 ^f).....	1,300 00
Saône (Haute-).	Entretien des quais de de la Saône.....	950 00
Saône- et-Loire.	Achèvement du quai des Marans, sur la Saône.....	2,256 19
Seine.....	Mise en état de propriété des berges et des ports de la Seine.....	10,000 00
Tarn- et-Garonne.	Défense des rives de la Garonne, à Cassian.....	11,250 00
	TOTAL du chapitre XXV.....	38,251 45

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
CHAPITRE XXVI.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. — CANAUX.		
(Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)		
Ardennes.....	Entretien du canal de l'Est..... 398 ^f 34 ^c	2,618 ^f 34 ^c
	Exhaussement du barrage de Rilly-aux-Oies, établi sur l'Aisne pour l'alimentation du canal des Ardennes..... 2,220 00	
Côtes- du-Nord.	Entretien des ouvrages du canal de Nantes à Brest com- muns à la navigation et à l'usine du sieur Gauthier, à Paule..... 60 00	60 00
Meurthe- et-Moselle.	Entretien du canal latéral à la Moselle..... 225 ^f 17 ^c	2,243 43
	Construction d'un aqueduc sous le canal de la Marne au Rhin, près l'usine de la Made- leine..... 420 00	
Meuse.....	Frais d'exploitation de l'usine de Meissein... 1,598 16	200 00
Nord.....	Approfondissement du ruisseau de Rehaut (canal de l'Est). Reconstruction du pont tournant de Haubourdin, sur la Deûle..... 10,000 00	
	TOTAL du chapitre XXVI.....	15,121 67
CHAPITRE XXVII.		
PORTS MARITIMES, PHARES ET FANAUX.		
(Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)		
Calvados.	Construction d'une cale de halage et de débarquement au port de Grandcamp (15,000 ^f + 5,000 ^f)... 20,000 ^f 00 ^c	31,000 00
	Entretien des cales du port de Grandcamp... 1,000 00	
	Travaux de dévasement au port de Honfleur (3,600 ^f + 6,400 ^f)..... 10,000 00	2,600 00
Charente- Inférieure.	Amélioration du port d'Alguillade.....	
Corse.....	Construction d'un débarcadère dans l'anse de Santa- Severa..... 9,999 00	1,000 00
Finistère.....	Construction d'une cale à Pors-Théolen.....	
Gironde.....	Entretien des ports de Bourg, de Plassac, de Saint-An- drony, de Blay et du Petit-Chartron (300 ^f + 300 ^f + 162 ^f 72 ^c + 528 ^f 89 ^c + 30 ^f 14 ^c)..... 1,321 75	7,740 00
Ille-et-Vilaine.	Paiement des indemnités allouées aux officiers et maîtres de port chargés du service météorologique au port de Saint-Malo..... 240 ^f 00 ^c	
Morbihan.....	Construction de la cale de Dinan..... 7,500 00	700 00
	Construction d'une cale à Baden.....	
	Entretien de la chaussée du boulevard de Châtillon à Bou- logne..... 75 ^f 00 ^c	4,285 00
Pas-de-Calais..	Entretien des chaussées des quais du port de Boulogne..... 3,350 00	
	Paiement des indemnités allouées aux offi- ciers et maîtres de port chargés du service météorologique au port de Boulogne..... 360 00	22,900 00
	Prolongement du perré du quai du port d'Étaples..... 500 00	
	Frais de déplacement d'un magasin aux ciments situé sur la plage de Saint-Valéry-en-Caux..... 900 ^f 00 ^c	13,000 00
Seine- Inférieure.	Entretien des quais du port du Havre..... 7,500 00	
	Éclairage électrique du port du Havre..... 10,000 00	4,500 00
	Entretien des chaussées longeant les quais du port de Dieppe.....	
Vendée.....	Construction du quai du nouveau remblai aux Sables- d'Olonne.....	13,000 00
	TOTAL du chapitre XXVII.....	94,545 75

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
	II^e SECTION. (TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.)	
	CHAPITRE XXXVII.	
	LACUNES DES ROUTES NATIONALES, DES ROUTES DÉPARTEMENTALES DES DÉPARTEMENTS ANNEXÉS ET DES ROUTES THERMALES.	
Savoie (Haute-).	Construction de la route nationale n° 202, entre Cluses et le pont de Bioge.....	5,000 ⁰⁰
	CHAPITRE XXXIX.	
	RECTIFICATIONS DES ROUTES NATIONALES ET DES ROUTES DÉPARTEMENTALES DES DÉPARTEMENTS ANNEXÉS.	
Lot- et-Garonne.	Rectification de la route nationale n° 21, dans la côte du Caoulet.....	8,000 00
Saône- et-Loire.	Rectification de la route nationale n° 73, dans la sangle des Capucins, à l'entrée de Bourbon-Lancy.....	1,000 00
	TOTAL du chapitre XXXIX.....	9,000 00
	CHAPITRE XLIII.	
	CONSTRUCTION DE PONTS.	
Seine.....	Élargissement du pont d'Austerlitz, à Paris.....	300,000 00
	CHAPITRE XLIV.	
	AMÉLIORATION DES RIVIÈRES.	
Maine- et-Loire.	Construction du quai des Arts, sur la Maine, à Angers...	9,206 02
Seine- Inférieure.	Construction d'un quai à Duclair, sur la Seine (50,000 ⁰ + 10,000 ⁰ + 10,000 ⁰).....	70,000 00
Vendée.....	Construction du barrage éclusé des Bourdettes, sur la Sèvre.....	7,500 00
	TOTAL du chapitre XLIV.....	86,706 02
	CHAPITRE XLVI.	
	AMÉLIORATION DES PORTS.	
Manche.....	Approfondissement du deuxième bassin à flot du port de Granville.....	12,300 00
	CHAPITRE XLVII.	
	TRAVAUX DE DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS.	
Calvados.....	Défense de la ville de Condé-sur-Noireau contre les inondations (6,970 ⁰ 74" + 1,733 ⁰ 44" + 1,295 ⁰ 82").....	10,000 00
	BUDGET DES DÉPENSES	
	SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.	
	CHAPITRE VI.	
	ÉTABLISSEMENT ET AMÉLIORATION DE CANAUX DE NAVIGATION.	
Calvados.....	Approfondissement du canal de Caen à la mer et construction d'un quai à Caen.....	60,000 00

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
	CHAPITRE VII.	
	AMÉLIORATION ET ACHÈVEMENT DES PORTS MARITIMES.	
Charente-Inférieure.	Construction d'un troisième bassin à flot au port de Rochefort.....	300,000 ⁰⁰
Pas-de-Calais..	Amélioration du port de Calais.....	17,000 00
	TOTAL du chapitre VII.....	317,000 00

RÉCAPITULATION.**BUDGET ORDINAIRE.****I^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.**

CHAP. IX.	Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce.....	243 ³³
— XXI.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.).....	138,432 35
— XXIII.	Entretien des chaussées de Paris.....	40,000 00
— XXIV.	Rachat de concessions de ponts à péage dépendant des routes nationales.....	5,901 20
— XXV.	Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.).....	38,254 45
— XXVI.	Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.).....	15,121 07
— XXVII.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.).....	94,545 75

II^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XXVII.	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	5,000 00
— XXIX.	Rectifications des routes nationales et des routes départementales des départements annexés.....	9,000 00
— XLIII.	Construction de ponts.....	300,000 00
— XLIV.	Amélioration des rivières.....	86,706 02
— XLVI.	Amélioration des ports.....	13,800 00
— XLVII.	Travaux de défense contre les inondations.....	10,000 00

BUDGET DES DÉPENSES**sur RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.**

CHAP. VI.	Établissement et amélioration de canaux de navigation.....	60,000 00
— VII.	Amélioration et achèvement des ports maritimes.....	317,000 00

TOTAL..... 1,133,504 77

Certifié conforme à l'état B annexé au décret en date du 15 février 1885, enregistré sous le n° 53.

*Le Chef de la première division du personnel,
du secrétariat et de la comptabilité,*

Signé E. NOBÉCOURT.

N° 15,364. — *DÉCRET relatif à la Concession par voie d'adjudication des deux formes de radoub du port d'Alger.*

Du 28 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu avec les rapports et plan à l'appui, le projet de cahier des charges et de tarif, dressé par les ingénieurs pour la mise en adjudication des deux formes de radoub du port d'Alger;

Vu le registre en date des 9 avril-9 mai 1883 de l'enquête ouverte sur ce projet;

Vu la lettre de la chambre de commerce d'Alger, en date du 30 mai 1883;

Vu les adhésions données, les 22 décembre 1883, 11 janvier-26 avril 1884, par les ministres de la marine, de la guerre et des finances;

Vu le procès-verbal du conseil de gouvernement de l'Algérie, en date du 30 mai 1884;

Vu la lettre du gouverneur général de l'Algérie du 13 août 1883;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées des 26 octobre 1882, 5 septembre 1883 et 21 juillet 1884;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera procédé par voie d'adjudication restreinte à la concession de l'exploitation des deux formes de radoub du port d'Alger, aux conditions du cahier des charges annexé au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Février 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RATNAL.

CAHIER DES CHARGES.

CHAPITRE 1^{er}.

INDICATIONS GÉNÉRALES.

OBJET DE LA CONCESSION.

ART. 1^{er}. La concession a pour objet l'exploitation des deux formes de radoub d'Alger, demeurant entendu que ces formes ne devront être affectées qu'à des réparations de navires et non à des constructions nouvelles de nature quelconque.

Les dimensions de ces formes sont les suivantes :

GRANDE FORME.

Longueur.

Depuis le heurtoir de l'enclave extérieure jusqu'au sommet de la coulisse de l'hémicycle amont.....	138 ^m 83
De la fosse aux tins.....	114 87
Entre les faces extérieures des tins extrêmes.....	110 42

Largeurs.

Au niveau du couronnement.....	26 ^m 40
Au niveau des plus basses mers.....	25 91
Au niveau de la troisième banquette (3 ^m ,21 au-dessous du couronnement).....	22 72
Au niveau de la deuxième banquette (6 ^m ,42 au-dessous du couronnement).....	19 03
Au niveau de la première banquette (8 ^m ,42 au-dessous du couronnement).....	15 83

Tirant d'eau.

Sur le dernier tin à l'aval.....	8 ^m 35
Sur le dernier tin à l'amont.....	7 21

PETITE FORME.

Longueurs.

Depuis le heurtoir de l'enclave extérieure jusqu'au sommet de l'hémicycle amont.....	81 ^m 90
De la fosse aux tins.....	61 46
Entre les faces extérieures des tins extrêmes.....	57 26

Largeurs.

Au niveau du couronnement.....	22 ^m 00
Au niveau des plus basses mers.....	21 52
Au niveau de la deuxième banquette (4 ^m ,00 au-dessous du couronnement).....	16 10
Au niveau de la première banquette (6 ^m ,25 au-dessous du couronnement).....	10 60

Tirant d'eau.

Sur le dernier tin à l'aval.....	5 ^m 68
Sur le dernier tin à l'amont.....	5 05

La concession comprend d'ailleurs le matériel et les ouvrages accessoires qui se rattachent actuellement aux formes, tels que le bâtiment des machines, la baraque en bois située à l'ouest de la petite forme, les bateaux-portes et leurs agrès, les appareils, le petit atelier annexé au bâtiment des machines avec des forges et tout son outillage, et enfin les terres-pleins des abords des formes tels qu'ils sont figurés sur le plan annexé, et qui sont limités comme suit, savoir : à l'est, par une ligne parallèle à l'arête du quai, tracée à douze mètres (12^m,00) de distance de cette arête; au sud, par une parallèle à l'axe de la branche d'enracinement de la jetée sud, menée à trente mètres (30^m,00) de distance de l'arête intérieure du mur en maçonnerie formant

le couronnement provisoire de cette jetée ; à l'ouest, par une parallèle au front du bastion de Bab-Azoun (bastion 15) à trente mètres (30^m,00) de distance ; au nord, par l'arête de couronnement des quais de tête des formes et par une perpendiculaire élevée sur l'alignement de la partie du quai contiguë à la petite forme, au point d'intersection de cet alignement avec le bajoyer de la forme.

Néanmoins, l'administration des ponts et chaussées continuera d'occuper, autant que cela sera nécessaire, les parties des terres-pleins susdésignés sur lesquelles se trouvent actuellement déposés des blocs artificiels destinés à l'achèvement des jetées du port. Elle continuera également d'occuper le magasin en bois situé à l'ouest de la petite forme jusqu'à ce que le concessionnaire ait établi un remplacement, à ses frais, une installation semblable sur l'emplacement qui lui sera désigné en dehors des terres-pleins concédés.

La concession comprend, en outre, tout le matériel que le concessionnaire jugera pouvoir utiliser parmi les machines, engins et outils provenant de l'ancien atelier d'ajustage de la marine du port d'Alger et dont l'énumération se trouve sur les deux états annexés au présent cahier des charges.

Matériel et installation complémentaires à la charge du concessionnaire.

2. Le concessionnaire sera tenu de compléter à ses frais l'outillage et les installations dont l'État lui aura fait la remise, de manière à être en mesure d'effectuer par ses propres moyens, dans le délai de six mois, les réparations ordinaires, et dans le délai d'une année les réparations, de quelque importance qu'elles soient, aux navires qui demanderont leur admission dans les formes.

Une clôture sera établie par le fermier sur les limites du côté de terre des terres-pleins qui lui seront concédés.

Autorisation accordée au concessionnaire d'installer des ateliers autres que ceux nécessaires aux réparations des navires.

3. Indépendamment des ateliers indispensables aux réparations des navires, le concessionnaire pourra être autorisé par le ministre des travaux publics, sous la réserve des conditions indiquées à l'article 7 ci-après, à installer sur les terres-pleins concédés des ateliers spéciaux pour la construction ou la réparation d'ouvrages métalliques de toute nature, tels, par exemple, que ponts et charpentes en fer, demeurant entendu qu'il sera réservé une zone libre de dix mètres (10^m,00) au moins de largeur, sur tout le pourtour des formes, pour la circulation des ouvriers, les installations volantes et les dépôts provisoires de matériaux nécessaires aux réparations des navires, ainsi qu'une voie de dix mètres (10^m,00) également de largeur pour les communications entre ladite zone et les chaussées du port, le tout conformément aux indications générales du plan annexé.

Réclamations interdites au concessionnaire.

4. Le concessionnaire ne pourra demander ni la résiliation du contrat, ni réduction de prix, ni indemnité d'aucune sorte sous prétexte de chômage de la navigation, de réparation aux appareils d'épuisement, aux bateaux-portes, aux vannes, aux maçonneries elles-mêmes, ou de tout autre cas de force majeure, quels que soient les motifs et l'importance des travaux à exécuter ; à moins toutefois que le fonctionnement ne soit suspendu pendant plus de quinze jours et qu'il n'en résulte un dommage pour le concessionnaire, auquel cas l'indemnité à lui accorder sera réglée à dire d'experts.

L'État se réserve, en outre, la faculté d'autoriser la construction d'autres formes ou autres ouvrages quelconques propres à la visite et à la réparation des navires, ou d'en établir lui-même et de les concéder à telles conditions qu'il jugera convenables, sans que le concessionnaire puisse s'y opposer ni prétendre de ce chef à une indemnité quelconque ou à résiliation.

Entretien des ouvrages à la charge de l'État.

5. L'État pourvoira aux frais d'entretien des ouvrages en maçonnerie de toute na-

ture dépendant de la concession, à l'exception du bâtiment des machines. L'éclairage des quais d'accès, lorsque ceux-ci seront prolongés jusqu'à l'emplacement des formes, sera également à la charge de l'État.

Toutefois le concessionnaire sera responsable vis-à-vis de l'administration, sans recours près de qui il appartiendra, de la réparation des dommages causés aux susdits ouvrages, soit par le fait des ouvriers employés au radoub des navires admis dans les formes, soit par le fait de ces navires eux-mêmes ou de leurs équipages.

Entretien à la charge du concessionnaire.

6. Le concessionnaire entretiendra constamment en bon état, à ses frais, tous les ouvrages dépendant des formes et de leurs accessoires autres que ceux indiqués à l'article 5 ci-dessus, notamment les bâtiments d'exploitation, les appareils d'épuisement, les bateaux-portes, les vannes, les tins et les faux-tins, les bornes d'amarrage et les cabestans, les gardes-corps et les clôtures, les toitures, gouttières et tuyaux de descente des bâtiments, les pavages et empièvements des terre-pleins.

L'entretien comprendra les réparations de toute nature, et, au besoin, les améliorations que le concessionnaire jugera utile d'apporter aux ouvrages existants.

Il fera peindre une fois l'an les appareils d'épuisement, les crics des vannes, les bateaux-portes sur toutes les faces, à l'intérieur et à l'extérieur, les garde-corps et les grilles de clôture, les plaques de recouvrement de divers orifices, les poteaux d'amarrage, les cabestans, les organaux et généralement tous les ouvrages métalliques.

Il fera peindre tous les deux ans les combles en charpente, les portes et fenêtres et généralement tous les ouvrages en charpente ou en menuiserie.

Le concessionnaire sera tenu en outre d'enlever les vases et matières de toute nature qui se déposeront dans les formes, et de balayer proprement les escaliers et les banquettes, ainsi que tous les abords pavés ou non des formes.

Modification ou augmentation du matériel cédé et des constructions existantes.

7. Tout projet de modification ou d'addition aux constructions et au matériel livré au concessionnaire devra être soumis à l'approbation préalable du ministre des travaux publics.

La demande d'autorisation sera appuyée de dessins, d'un devis descriptif et estimatif et de tous les renseignements nécessaires à la parfaite appréciation du travail projeté.

Suivant les cas, l'administration autorisera purement et simplement les ouvrages, lesquels seront alors exécutés aux risques et périls du concessionnaire, ou bien elle donnera son approbation à ceux de ces ouvrages qu'elle jugera devoir être conservés à l'expiration du bail et dont la valeur à cette époque entrera en conséquence dans l'estimation prévue à l'article 9 ci-après.

La construction de la clôture, les améliorations aux bâtiments existants, les constructions nouvelles et les dépôts de matériaux sur les terrains compris dans la concession seront soumis aux conditions suivantes :

1° Les murs en maçonnerie n'auront pas plus de vingt-cinq centimètres d'épaisseur ;

2° Le sommet des constructions ou des dépôts de matériaux sera tenu au-dessous d'un plan à l'inclinaison du dixième, passant à un mètre vingt centimètres au-dessus du sol du boulevard.

Toutefois les travaux ne seront entrepris et les matériaux déposés qu'après remise au concessionnaire d'une autorisation spéciale qui lui sera délivrée par le directeur du génie, lorsqu'il aura accompli les formalités prescrites par les articles 27 et 28 du décret du 10 août 1853.

Mise en jouissance.

8. Au moment de la mise en jouissance, il sera dressé contradictoirement un état descriptif et estimatif des bateaux-portes, des appareils d'épuisement et généralement de tout le matériel remis au concessionnaire.

En cas de désaccord dans les estimations, le tiers expert sera nommé par les deux

autres experts et, à défaut par eux de s'entendre, par le gouverneur général de l'Algérie.

Reprise du matériel.

9. A l'expiration de la concession, le matériel sera de nouveau estimé. Le concessionnaire sera tenu de payer à l'État la moins-value qui viendrait à être constatée quelle qu'en soit la cause, lors même qu'elle proviendrait uniquement de l'usage. Réciproquement, il lui sera tenu compte, par le nouvel adjudicataire ou par l'État, s'il y a lieu, de la plus-value du matériel, résultant d'additions ou de reconstructions.

CHAPITRE II.

TARIF ET MODE D'EXPLOITATION.

Tarifs.

10. Le fermier est autorisé à percevoir sur les navires à voiles ou à vapeur qui feront usage des formes de radoub, sans distinction de pavillon, les taxes ci-après, savoir :

Pour l'occupation de la petite forme :

1° Droit d'entrée.....	600'
2° Droit pour chaque jour d'occupation de la forme.....	75
3° Droit d'accorage et de désaccorage	150
{ pour un seul navire occupant.	
{ pour plusieurs navires admis ensemble.....	200

Pour l'occupation de la grande forme :

1° Droit d'entrée.....	1,000
2° Droit pour chaque jour d'occupation de la forme.....	150
3° Droit d'accorage et de désaccorage	250
{ pour un seul navire occupant.	
{ pour plusieurs navires admis ensemble.....	350

Conditions d'application du tarif.

11. Les jours de vingt-quatre heures chacun expireront à minuit. Le jour pendant lequel aura été terminé l'asséchement ne comptera comme jour d'occupation qu'autant que ledit asséchement aura été terminé avant midi. Le jour de la sortie comptera comme jour d'occupation, quelle que soit l'heure de la sortie du navire.

Les mêmes taxes, sauf celles concernant l'accorage et le désaccorage, seront payées à part, dans le cas où, préalablement à l'entrée des navires, il serait nécessaire d'assécher la forme pour préparer un ber ou des tins spéciaux, et ces installations s'effectueraient au compte de l'armement.

Les capitaines ou armateurs ne pourront imposer au concessionnaire l'obligation d'exécuter une opération quelconque pendant la nuit, sauf dans le cas de force majeure constatée, à leur requête, par les officiers de port.

Les halages des navires, à l'entrée dans la forme et à la sortie, seront toujours à la charge de l'armement.

Le concessionnaire pourra refuser l'admission dans la petite forme de radoub de tout navire dont la longueur de quille ne serait pas moindre de soixante mètres. Il pourra refuser également d'admettre, dans l'une ou l'autre forme, plusieurs navires réunis, s'il est impossible de les y échouer de telle sorte que les quilles ne dépassent pas, à l'aval ou à l'amont, le sommet des hémicycles de la fosse aux tins.

Obligations du concessionnaire.

12. Moyennant les taxes fixées au tarif précédent, le concessionnaire sera tenu de manœuvrer les bateaux-portes, d'accorer et de désaccorer les navires, de mettre et d'entretenir constamment la forme à sec, de balayer chaque jour et de maintenir en

parfait état de propreté les rigoles, tins, radiers, banquettes, escaliers et coulisses des formes, ainsi que les terre-pleins qui les entourent, et enfin de fournir les chevaux et les planches nécessaires pour les réparations ordinaires de peinture et de carène.

Il sera responsable vis-à-vis des armateurs ou capitaines, les cas de force majeure étant toutefois réservés, mais sans recours contre l'Etat, des pertes et avaries occasionnées à l'armement par retard d'épuisement, insuffisance de moyens ou défaut d'étayement.

L'enlèvement des mâtures provenant du bord restera à la charge de l'armement.

Réparation des navires.

13. Les armateurs ou capitaines pourront faire exécuter les réparations de leurs navires par qui bon leur semblera, sous la condition, toutefois, à laquelle est soumis le concessionnaire lui-même, de ne faire sur la zone réservée du pourtour des formes que les installations volantes et dépôts provisoires de matériaux nécessités par lesdites réparations.

Dans tous les cas, l'accoragage et le désaccoragage ne pourront être exécutés que par le concessionnaire.

Ordre d'admission dans les formes.

14. Les navires à voile ou à vapeur seront admis dans les formes suivant l'ordre des demandes qui en auront été faites, sauf toutefois les exceptions ci-après stipulées aux paragraphes 7 et 8 du présent article.

Pour assurer l'exécution de cette clause, il sera ouvert au bureau du concessionnaire, dans l'enceinte des établissements de radoub, un registre à souche sur lequel les navires seront inscrits dans l'ordre et à la date des demandes.

Toute demande d'admission devra indiquer le nom du navire, sa longueur de quille, sa longueur mesurée entre les extrémités des parties les plus saillantes, son tonnage et sa force en chevaux-vapeur, son tirant d'eau devant et derrière, la nation à laquelle il appartient, le nom du capitaine et de l'armateur ou des consignataires, ainsi que la nature de la réparation à effectuer.

Toute demande d'admission sera d'ailleurs accompagnée du versement entre les mains du concessionnaire, à titre d'arrhes, d'une somme égale à la moitié du droit d'entrée dans la forme. En échange de ce versement, il sera délivré un reçu, extrait du registre à souche, portant indication de la date et du numéro d'ordre de l'inscription.

Les arrhes et le tour d'inscription seront perdus si le navire n'est pas prêt à entrer dans la forme quand le moment en sera venu, à moins toutefois que le navire en retard puisse se substituer le bâtiment inscrit immédiatement après lui.

Le registre d'inscription des demandes sera communiqué sans déplacement à toute personne intéressée à le consulter.

Les différents services de l'Etat, les navires roulant bas d'eau et les steamers affectés à un service public subventionné par l'Etat jouiront d'un tour de faveur, quel que soit l'ordre de leur demande d'admission.

Sont réservés toutefois les cas d'urgence, dont l'appréciation appartiendra d'abord au capitaine du port, puis, en dernier ressort, au directeur des mouvements du port, lorsqu'il s'agira de bâtiments de guerre, et à l'ingénieur des ponts et chaussées chargé du service maritime pour les autres cas.

Ne seront d'ailleurs admis à s'inscrire que les navires entrés au port.

L'admission simultanée de plusieurs navires dans la même forme ne pourra avoir lieu sans le consentement du capitaine ou de l'armateur du premier inscrit et sans un accord préalable entre les divers capitaines ou armateurs intéressés.

Abaissement des tarifs.

15. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable d'abaisser les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes ainsi abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins, et les navires entrés dans le délai pendant lequel l'abaissement des taxes aura lieu profiteront du rabais jusqu'à leur sortie.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'après leur homologation par le ministre des travaux publics.

La perception des taxes devra se faire indistinctement, quel que soit le pavillon, et sans aucune faveur.

Dans le cas où, par un traité particulier, le concessionnaire aurait accordé à un ou plusieurs navires une réduction sur les prix du tarif, l'administration aura le droit de déclarer la réduction une fois consentie obligatoire pour tous les autres navires.

CHAPITRE III.

CONDITIONS PARTICULIÈRES.

Contrôle et surveillance.

16. Le concessionnaire sera tenu d'adresser tous les trois mois à l'ingénieur du service un relevé de ses opérations pendant le trimestre écoulé. Ce relevé comprendra les noms, espèces, nationalité et tonnages des navires, le nombre de jours d'occupation de la forme et les sommes perçues par le concessionnaire : 1° pour le droit d'entrée, 2° pour l'occupation des formes.

Les ingénieurs, le capitaine de port et les lieutenants de port pourront d'ailleurs contrôler les registres de comptabilité du concessionnaire.

Mesures d'office en cas de défaut d'entretien des appareils ou d'interruption, ou d'arrêt de l'exploitation.

17. Si tous les appareils nécessaires au fonctionnement des formes de radoub ne sont pas constamment entretenus en bon état, il y sera pourvu, après mise en demeure par les ingénieurs, à la diligence de l'administration et aux frais du concessionnaire.

Il en sera de même, sauf les cas de force majeure dûment constatés, si le service des formes vient à être interrompu ou arrêté, en totalité ou en partie.

Dans l'un comme dans l'autre cas, le montant des avances faites sera recouru au moyen de rôles que le préfet d'Alger rendra exécutoires.

Déchéance.

18. Si, dans les trois mois de l'organisation provisoire du service prévus à l'article précédent, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, il sera procédé à une nouvelle adjudication, dont le concessionnaire déchu aura à supporter toutes les conséquences.

Résiliation du bail par l'administration.

19. Il est bien entendu que les reprises à effectuer par l'administration à l'expiration de la concession ne comporteront aucune indemnité en sus du remboursement des plus-values admises.

L'administration se réserve toutefois la faculté de reprendre, sur estimation contradictoire, en dehors de ce à quoi elle s'oblige, tout ce qu'elle jugera convenable de conserver des installations et de l'outillage provenant de travaux ou d'achats faits aux frais du concessionnaire.

Dans les deux cas, l'administration devra faire connaître ses intentions au concessionnaire un an à l'avance et ce dernier devra, à l'époque fixée, avoir enlevé tout ce qui ne sera pas repris, matériel et constructions, et avoir rétabli les lieux dans leur état primitif.

Règlement de police du port.

1. Le concessionnaire sera soumis au règlement de police du port et à l'autorité des officiers du port, notamment en ce qui concerne le mouvement des navires, à l'entrée et à la sortie des formes, les chauffages et fumigations des navires et le barge des terre-pleins attenants aux formes.

Assurance contre l'incendie.

1. Le concessionnaire sera tenu d'assurer contre l'incendie tous les bâtiments et le matériel d'exploitation pour une somme à déterminer de commun accord avec l'administration après l'inventaire. L'assurance sera faite au nom de l'État, mais les primes seront payées par le concessionnaire.

Contribution foncière.

1. Dans le cas où la contribution foncière viendrait à être établie en Algérie, l'évaluation des formes de radoub sera taxée à la charge du concessionnaire et conformément aux lois sur la matière :

En raison du sol évalué comme terre de première classe;

En raison des bâtiments évalués comme propriétés bâties de même nature.

Cautionnement.

3. Pour garantir l'exécution des clauses du présent cahier des charges, le concessionnaire sera tenu de fournir, avant d'entrer en jouissance, un cautionnement de mille francs (20,000'), suivant les prescriptions du décret du 18 novembre 1885, relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'État.

Frais d'adjudication.

1. Le concessionnaire payera comptant, sur un état dressé par le préfet du département d'Alger, les frais d'expédition du cahier des charges et du procès-verbal d'adjudication.

Les autres frais seront réglés conformément à l'article 21 du décret du 18 novembre 1885, relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'État.

Domicile du concessionnaire.

1. Le concessionnaire sera tenu d'élire domicile dans la ville d'Alger. Dans le cas où il n'aurait pas notifié son domicile au préfet d'Alger dans le délai de quinze jours à partir de la notification de l'adjudication, toutes les notifications se rattachant à la session lui seront valablement faites à la mairie d'Alger.

Paris, le 28 février 1885.

Approuvé :

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

Certifié conforme au cahier des charges annexé au décret en date du 28 février 1885, enregistré sous le n° 55.

*Le Chef de la première division du personnel,
du secrétariat et de la comptabilité,*

Signé E. NODÉCOURT.

N° 15,365. — *DÉCRET relatif à la mise en adjudication d'un Service de remorquage à vapeur sur la Vilaine, entre Redon et Rieux.*

[Du 2 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu, avec le cahier des charges y annexé, les rapports des ingénieurs, en date des 5-10 mai et 5-7 décembre 1883, concernant l'établissement d'un service de remorquage à vapeur sur la Vilaine, en aval de Redon;

Vu les pièces de l'enquête ouverte à ce sujet, notamment l'avis de la commission d'enquête et la délibération de la chambre de commerce de Rennes;

Vu la délibération du 10 novembre 1883, par laquelle le conseil municipal de Redon a pris l'engagement de fournir, sous certaines conditions, une subvention annuelle de mille francs pour ledit service;

Vu la lettre du préfet d'Ille-et-Vilaine du 15 décembre 1883;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées des 26 mai 1883 et 10 janvier 1884;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera procédé à l'adjudication d'un service de remorquage à vapeur sur la Vilaine, entre Redon et Rieux, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au présent décret.

2. Il est pris acte de l'engagement contenu dans la délibération ci-dessus visée du conseil municipal de Redon, en date du 10 novembre 1883, de fournir une subvention annuelle de mille francs pour ledit service.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

CAHIER DES CHARGES.

CHAPITRE I^{er}.

OBJET DE L'ENTREPRISE.

ART. 1^{er}. Le présent cahier des charges a pour objet l'établissement, aux frais, risques et périls de l'adjudicataire, d'un service de remorquage à vapeur pour les bateaux qui naviguent sur la Vilaine maritime entre Redon et Rieux.

2. L'exploitation durera dix années à partir du jour où sera notifiée l'approbation de l'adjudication.

CHAPITRE II.

DROITS ET OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE.

3. Le service comportera tous les jours :

1° Un voyage de descente commençant à l'écluse du bassin à flot de Redon au moment du jusan, et se poursuivant au moins jusqu'au port de Rieux, sur une longueur de huit kilomètres;

2° Un voyage de remonte ayant pour point de départ le port de Rieux ou un point à l'aval et se terminant vers la fin du flot à l'écluse de Redon.

4. Pour assurer le service de remorquage des navires, deux bateaux à vapeur lui seront affectés; mais l'adjudicataire ne sera pas tenu de les employer tous les deux à la fois, sauf à partir du moment où le port de Redon atteindra, pendant deux années consécutives, un mouvement de soixante-dix mille tonneaux de jauge, entrées et sorties réunies.

En dehors de cette éventualité, l'adjudicataire ne sera pas tenu d'immobiliser à Redon le second bateau ou bateau de rechange; mais ce dernier devra être prêt à remplacer le premier lorsque celui-ci ne pourrait pas continuer le service par suite d'une avarie survenue à sa machine ou pour tout autre motif.

5. Dans aucun cas, le service de remorquage ne devra être interrompu pendant trois jours, sous peine d'une retenue de cinquante francs par chaque jour de retard qui s'écoulerait après le délai.

6. En cas d'interruption partielle ou totale du service pendant quinze jours consécutifs, une mise en demeure de le reprendre sera adressée à l'adjudicataire par arrêté préfectoral, et, en cas de non-exécution, à moins de cas de force majeure régulièrement constaté, le ministre des travaux publics pourra, sans préjudice de la retenue de cinquante francs prévue par l'article 5, soit résilier le marché, soit faire procéder à la réadjudication à la folle enchère de l'adjudicataire.

Dans le premier cas, le cautionnement restera acquis à l'État, et l'article 18 sera applicable.

Dans le cas de réadjudication à la folle enchère, l'adjudication du service aura lieu aux conditions du présent cahier des charges, avec la continuation de la subvention accordée et sur une mise à prix du matériel, fixée par expertise.

Sur la valeur du matériel, déterminée par l'adjudication, le nouvel adjudicataire remboursera le trésor public des avances qu'il aura pu faire pour assurer le service pendant la suspension et versera le surplus entre les mains du concessionnaire déchu.

7. Les bateaux affectés au remorquage devront posséder une puissance suffisante pour remorquer au moins cinq cents tonnes (500') de marchandises réparties sur un ou plusieurs bateaux, avec une vitesse de quatre kilomètres à l'heure, même contre une bonne brise. La force de la machine de ces bateaux ne devra pas d'ailleurs être inférieure à cinquante chevaux de soixante-quinze kilogrammètres.

Avant de commencer le service, l'adjudicataire devra prouver que les remorqueurs satisfont à la première condition par une expérience faite en présence de l'ingénieur du port de Redon, qui en dressera procès-verbal.

Sur le vu de ce procès-verbal et du rapport qui y sera annexé par l'ingénieur en chef, le préfet autorisera, s'il y a lieu, le service des bateaux et la perception des droits de remorquage.

8. L'administration pourra vérifier, aussi souvent qu'il sera nécessaire, si les bateaux à vapeur continuent à fournir la puissance prescrite par l'article précédent.

9. L'adjudicataire sera tenu de faire le remorquage de tous les bateaux chargés ou vides, soit qu'ils se trouvent aux extrémités de la ligne, soit qu'ils stationnent aux ports intermédiaires, pourvu qu'ils aient à bord :

1° Un marin au moins le jour et deux marins après le coucher du soleil;

2° Les cordages et agrès nécessaires à la remorque, les propriétaires ou capitaines des bateaux remorqués demeurant responsables de la résistance de ces engins.

Toutefois, l'adjudicataire pourra refuser la remarque :

1° En cas de glace;

2° En cas d'avarie survenue au bateau ou à la machine;

3° Dans le cas où les bateaux trainés par le remorqueur présenteraient un tonnage de charge supérieur à cinq cents tonnes (500°);

4° Dans le cas où le tirant d'eau des bateaux serait trop considérable pour qu'ils puissent passer dans le chenal de la Vilaine sans en toucher le fond.

Tout refus de donner la remorque à un bateau, en dehors des quatre exceptions spécifiées ci-dessus, entraînera la perte, pour le voyage, de la subvention mentionnée à l'article 15.

Les excuses tirées de la violence du vent, sauf les cas de tempête ou d'ouragan dûment constatés, ne seront pas admises.

10. Le tour de remorquage des bateaux sera déterminé d'après l'ordre de priorité sur une liste d'inscription déposée, pour la descente, dans le bureau du maître de port de Redon, et, pour la remonte, dans le bureau établi par l'adjudicataire au point terminus de la ligne.

Les bateaux qui demanderont le remorquage sur le plus long parcours auront la priorité sur les autres au départ.

Sur l'avis du maître du port de Redon, la priorité pourra être accordée aux bâtiments à grand tirant d'eau qui seraient exposés à être amortis dans le port.

Toutes les contestations occasionnées au sujet de l'ordre du tableau d'inscription seront tranchées en dernier ressort par l'ingénieur du port de Redon.

11. L'adjudicataire sera responsable envers les tiers de tous les dommages que l'exécution du remorquage pourra occasionner, sans que, dans aucun cas, il puisse avoir recours contre l'État.

12. Les droits à percevoir par l'adjudicataire pendant toute la durée de son exploitation seront réglés, entre Redon et Rieux, d'après le tarif ci-après, applicable à chaque kilomètre de remorquage :

1° Par tonneau de jauge légale du bateau, quatorze millimes (0° 014);

2° Par tonne de marchandises embarquées, cinq millimes (0° 005).

Toute fraction de tonneau ou de tonne sera comptée comme unité; toute fraction de kilomètre comme kilomètre entier.

La perception des droits sera exigible au départ.

13. L'adjudicataire traitera de gré à gré avec les intéressés pour commencer ou poursuivre le remorquage à l'aval de Rieux.

14. L'adjudicataire jouira du droit de trémailage en route sur tous les bateaux autres que les bateaux à vapeur pour voyageurs.

Toutefois, ce droit ne sera maintenu qu'autant qu'il ne s'établira pas sur la Vilaine d'autres remorqueurs ayant une vitesse supérieure.

15. L'adjudicataire, en outre des droits qu'il est autorisé à percevoir par l'article 12, recevra sur les fonds du trésor public, pendant toute la durée de son exploitation, par chaque jour où il aura effectué un voyage à l'aller et au retour entre Redon et Rieux, une subvention fixée à vingt francs, sauf la réduction qu'apportera le rabais de l'adjudication.

Cette subvention sera réduite de moitié pour les jours où le service sera rendu impossible par le brouillard ou par un autre cas de force majeure dûment constaté.

Aucune allocation ne sera accordée pour les jours où le double voyage entre Redon et Rieux n'aura pas été entièrement fait, soit par suite de la négligence de l'adjudicataire ou de ses agents, soit pour cause de nettoyage ou de réparation du bateau ou de la machine.

16. L'article 12 du cahier des charges sera affiché par les soins et aux frais de l'adjudicataire, d'une manière très lisible et très apparente, près des entrées et sur les faces extérieures des bureaux de perception, de manière à faire connaître constamment au public le tarif des droits à percevoir. Dans chacun de ces bureaux sera déposé un exemplaire imprimé du cahier des charges.

17. L'adjudicataire organisera provisoirement le service dans le délai de trois mois, compté à partir du jour où lui sera faite la notification de l'approbation de l'adjudication, et ne percevra les taxes et la subvention qu'après avoir obtenu du préfet l'autorisation prévue à l'article 7.

Faute par lui d'avoir effectué cette organisation provisoire dans le délai fixé, il sera passible d'une amende de cinquante francs pour chaque jour de retard.

Le service devra être définitivement organisé dans le délai d'un an à partir du jour où sera notifiée l'approbation de l'adjudication, sous peine d'une amende de cinquante francs pour chaque jour de retard.

18. A l'expiration du délai fixé pour son exploitation, l'adjudicataire disposera de son matériel à sa volonté, si l'administration ne croit pas devoir maintenir le service; mais il pourra être tenu par elle de le céder, à dire d'experts, au concessionnaire qui pourrait être appelé à lui succéder en vertu d'un nouveau marché.

19. L'adjudicataire ne pourra, à peine de déchéance, céder tout ou partie de son exploitation sans l'autorisation du ministre des travaux publics.

20. L'adjudicataire sera soumis à la surveillance et au contrôle de l'administration. En conséquence, les ingénieurs et le conducteur chargés du service de la Vilaine maritime auront le droit de monter à bord du remorqueur chaque fois qu'ils le jugeront utile.

CHAPITRE III.

CLAUSES DIVERSES.

21. L'administration se réserve le droit d'autoriser, avec ou sans subvention du trésor, de la chambre de commerce ou de la ville, tout autre mode de remorquage sur la Vilaine maritime entre Redon et Rieux, sans que l'adjudicataire puisse prétendre à une indemnité.

22. La subvention sera payée par mois à l'adjudicataire.

23. L'adjudicataire devra faire éléction de domicile à Redon; dans le cas de non-élection de domicile, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite à la mairie de Redon.

24. L'adjudicataire fera imprimer à ses frais le présent cahier des charges et en remettra trente exemplaires à l'ingénieur du port de Redon.

CHAPITRE IV.

CONDITIONS DE L'ADJUDICATION.

25. Pour être admis à l'adjudication, chaque concurrent devra produire un certificat délivré par des hommes compétents, tels que les ingénieurs des mines et des ponts et chaussées, les officiers de la marine de l'État, etc., constatant qu'il possède les connaissances nécessaires pour garantir la bonne exécution du service; il devra en outre justifier du matériel dont il pourrait disposer pour l'installation provisoire indiquée à l'article 17.

26. Les soumissionnaires devront, en outre, pour être admis à l'adjudication, justifier du versement à la caisse des dépôts et consignations d'un cautionnement provisoire de mille francs, qui deviendra le cautionnement définitif de l'adjudicataire.

27. Le rabais de l'adjudication portera sur le chiffre de vingt francs, montant de la subvention allouée suivant les conditions indiquées à l'article 15. L'adjudication sera tranchée au profit du soumissionnaire qui aura offert le plus fort rabais.

Un minimum de rabais sera indiqué dans un pli cacheté, déposé sur le bureau, à l'ouverture de la séance.

L'adjudication sera valable après l'approbation du préfet d'Ille-et-Vilaine.

Le présent cahier des charges arrêté par le ministre des travaux publics.

Paris, le 2 mars 1885.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

Certifié conforme au cahier des charges annexé au décret en date du 2 mars 1885, enregistré sous le n° 60.

*Le Chef de la première division du personnel,
du secrétariat et de la comptabilité,*

Signé E. NOBÉCOURT.

N° 15,366. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Le délai accordé à la ville de Paris par le décret du 13 juillet 1878 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'exécution des travaux de dérivation des sources de Coche pies, situées près de Villeneuve-sur-Yonne (Yonne), est prorogé jusqu'au 1^{er} octobre 1886.

2° Si, à cette date, lesdites expropriations ne sont pas terminées, la déclaration d'utilité publique accordée par le décret ci-dessus visé sera considérée comme non avenue. (*Paris, 14 Mars 1885.*)



Certifié conforme :

Paris, le 23 * Mai 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 923.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,367. — *Loi ayant pour objet : 1° l'ouverture au Ministre des Travaux publics, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1884, chapitre XXIII (Entretien des chaussées de Paris), d'un Crédit supplémentaire de 110,000 francs; 2° l'annulation, sur le Budget ordinaire du Ministère des Travaux publics, exercice 1883, chapitre XIX (Entretien des chaussées de Paris), d'une Somme de 20,000 francs.*

Du 2 Avril 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 11 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1884, chapitre XXIII (*Entretien des chaussées de Paris*), un crédit supplémentaire de cent dix mille francs (110,000^f).

2. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, chapitre XIX (*Entretien des chaussées de Paris*), une somme de vingt mille francs (20,000^f) est et demeure annulée.

3. Il sera pourvu au crédit ouvert par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1884.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux publics,
Signé D. RAYNAL.

N° 15,368. — *Loi qui autorise la ville de Lille (Nord) à changer l'affectation de Fonds d'emprunt.*

Du 14 Avril 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 15 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Lille (Nord) est autorisée à changer la destination d'une partie des fonds de l'emprunt de vingt-quatre millions de francs autorisé par la loi du 12 juillet 1883.

En conséquence, les fonds dudit emprunt demeurent définitivement affectés aux dépenses prévues par les délibérations municipales des 4 avril, 27 juin et 25 juillet 1884, et ayant pour objet, notamment, l'achèvement de la distribution d'eau, du chemin de fer de ceinture, de la faculté de médecine, l'installation de la faculté des sciences, la construction d'un conservatoire de musique, d'une école d'arts et métiers, d'écoles académiques, de halles et marchés, la couverture des canaux, la construction d'égouts, l'ouverture, le prolongement ou l'élargissement de rues et autres opérations de voirie.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN-TARGÉ.

N° 15,369. — *DÉCRET portant extension du périmètre de protection des sources d'eau minérale du Pavillon, des Bains et du Quai à Contrexéville (Vosges).*

Du 2 Mars 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 5 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu le décret du 4 août 1860 ⁽¹⁾, qui a déclaré d'intérêt public les sources d'eau minérale, dites du Pavillon, des Bains et du Quai, situées dans la com-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 856, n° 8273.

mune de Contrexéville, arrondissement de Mirecourt (Vosges), et le décret du 20 juin 1861, qui a assigné à ces mêmes sources un périmètre de protection d'une étendue de cinq hectares quarante-huit ares soixante-dix-huit centiares;

Vu la demande, en date du 24 août 1883, formée par la société des eaux minérales de Contrexéville, propriétaire de la source du *Pavillon*, en vue d'obtenir une extension du périmètre de protection ci-dessus mentionné;

Vu les plan et mémoire à l'appui;

Vu toutes les pièces de l'instruction à laquelle cette demande a été soumise, conformément aux prescriptions réglementaires du décret en date du 8 septembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu l'ordonnance royale du 18 juin 1823 ⁽²⁾, la loi du 14 juillet 1856, le décret du 8 septembre 1856 et l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 30 août 1871;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE:

ART. 1^{er}. Le périmètre de protection attribué par le décret susvisé du 20 juin 1861 aux sources du *Pavillon*, des *Bains* et du *Quai* est étendu et ses nouvelles limites sont déterminées ainsi qu'il suit, conformément au plan annexé au présent décret :

Au nord : 1° par une ligne droite menée du point A, angle nord-ouest de la maison *Nicolas Villaume*, au point B, angle nord du moulin de Contrexéville; 2° par une ligne droite joignant le point B ci-dessus défini au point C, angle nord-est de la maison *Rolland*, située à l'extrémité du village de Contrexéville sur la rive droite du Vair;

À l'est : 1° par une ligne droite menée du point C ci-dessus défini à la croix en pierre de l'embranchement du chemin de Vittel et du sentier qui longe le sommet du plateau à droite de la vallée du Vair, point D; 2° par une ligne droite joignant le point D ci-dessus défini au point E, angle sud-est de la maison *Garion*, située à l'extrémité du village;

Au sud, par une ligne droite menée du point E ci-dessus défini au point F, angle sud-est du chalet *Étienne*, situé dans un bouquet d'arbres de la rue des Saints prolongée, à l'ouest du Vair;

À l'ouest, par une ligne droite joignant le point F ci-dessus défini au point A de départ.

Ledit périmètre embrassant une superficie de vingt-deux hectares, soixante-deux ares dix centiares.

2. Des bornes seront placées aux angles et aux points principaux du périmètre déterminé en l'article précédent.

Le bornage aura lieu aux frais de la société propriétaire, à la diligence du préfet, par les soins des ingénieurs des mines du département, qui dresseront procès-verbal de l'opération.

3. Le présent décret sera publié et affiché, également aux frais de la société, dans la commune de Contrexéville, dans les chefs-lieux

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 428, n° 4017.

⁽²⁾ VII^e série, Bull. 613, n° 25.049.

de canton de l'arrondissement de Mirecourt, aux chefs-lieux des autres arrondissements et au chef-lieu du département.

4. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,370. — DÉCRET autorisant la Chambre de commerce de Fécamp (Seine-Inférieure) à emprunter 60,000 francs pour frais de construction de trois grues roulantes à vapeur.

Du 2 Mars 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu le décret en date du 13 février 1884, qui a autorisé la chambre de commerce de Fécamp (Seine-Inférieure) à établir et à administrer trois grues roulantes à vapeur sur les quais du port de cette ville;

Vu la délibération en date du 11 octobre 1882, par laquelle ladite chambre de commerce a demandé l'autorisation d'emprunter soixante mille francs, pour le produit en être affecté aux frais de construction des engins précités;

Vu le devis estimatif des dépenses à faire pour l'établissement de cet outillage;

Vu l'avis du préfet de la Seine-Inférieure en date du 22 août 1884, ensemble les autres pièces de l'instruction;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Fécamp (Seine-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de soixante mille francs (60,000^f), en vue de faire face au paiement des dépenses susindiquées.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par

(1) 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera en trente années.

2. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,371. — *DÉCRET* constituant en Entrepôt réel des Douanes le pavillon de la Ville de Paris et ses dépendances, affectés à l'Exposition de la Meunerie, de la Boulangerie et des industries qui s'y rattachent.

Du 3 Mars 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836;

Sur le rapport du ministre du commerce, et d'après l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le pavillon de la ville de Paris aux Champs-Élysées et ses dépendances, affectés à l'exposition de la meunerie, de la boulangerie et des industries qui s'y rattachent, qui s'ouvrira le 1^{er} avril 1885, sont constitués en entrepôt réel des douanes.

2. Les objets destinés à cette exposition seront expédiés directement sur le pavillon de la ville de Paris, sous le régime du transit international ou du transit ordinaire, par tous les bureaux ouverts à ces transits.

L'expédition aura lieu sans visite à la frontière.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,372. — *DÉCRET portant ouverture au Ministre du Commerce, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1881 et 1882, d'un Crédit de 10,704 fr. 72 cent.*

Du 7 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département du commerce, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs du ministère du commerce pour les exercices 1881 et 1882;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé concernent des services prévus aux budgets des exercices précités et n'excèdent pas les crédits qui leur étaient applicables;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 4 mars 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1881 et 1882, un crédit de dix mille sept cent quatre francs soixante-douze centimes (10,704⁷²), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et pour lesquelles un état nominatif sera adressé au ministère des finances, conformément à l'article 129 du décret précité du 31 mai 1862.

2. Le ministre du commerce est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au budget ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

État des nouvelles créances en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices 1881 et 1882 et qui doivent faire l'objet d'un crédit additionnel.

EXERCICES	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉDITS	
			par chapitre.	par exercice.
1881.	Subvention à la marine marchande.	Primes à la navigation....	1,147 ^f 87 ^c	1,147 ^f 87 ^c
1882.	Encouragements aux pêches maritimes.	Expéditions de morues et importations de roques.	7,068 20	
	Subvention à la marine marchande.	Primes à la construction et à la navigation.	2,488 65	9,556 85
TOTAL.....				10,701 72

Arrêté le présent décret à la somme de dix mille sept cent quatre francs soixante-deux centimes.

Paris, le 7 mars 1885.

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,373. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1885, un Crédit de 100,000 francs pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par la ville de Besançon.

Du 7 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 30 décembre 1884 ⁽¹⁾, portant répartition, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires alloués aux ministres par la loi du 29 du même mois pour les dépenses du premier trimestre de 1885;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 7525) du trésorier-payeur général du département du Doubs, constatant qu'il a été versé au trésor public, le 31 décembre 1884, par la ville de Besançon, à titre de fonds de concours, pour les travaux de reconstruction des ponts et de la porte Saint-Pierre à Besançon (route nationale n° 83), une somme de cent mille francs;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 28 février 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1885, deuxième section, chapitre XLII

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 892, n° 14,969.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

(*Construction de ponts*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent mille francs (100,000'), applicable à la reconstruction des ponts et de la porte Saint-Pierre à Besançon.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Besançon.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,374. — *DÉCRET établissant pour 1885, sur les Patentés du département des Bouches-du-Rhône, une Contribution spéciale de 62,800 francs nécessaire au payement des dépenses de la Chambre de commerce de Marseille.*

Du 9 Mars 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 14 août 1884, concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de soixante-deux mille huit cents francs (62,800'), nécessaire au payement des dépenses de la chambre de commerce de Marseille, suivant le budget approuvé, sur la proposition de ladite chambre de commerce, par le ministre du commerce, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie en 1885 sur les patentés du département des Bouches-du-Rhône désignés par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats du préfet des Bouches-du-Rhône, à la disposition de la chambre de commerce de Marseille, qui rendra compte de son emploi au ministre du commerce.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,375. — *DÉCRET* constituant en Entrepôt réel des Douanes les salles de l'Observatoire de Paris affectées à l'Exposition internationale de l'Électricité.

Du 12 Mars 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 14 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836;

Sur le rapport du ministre du commerce, et d'après l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les salles de l'observatoire de Paris affectées à l'exposition internationale d'électricité, qui s'ouvrira le 14 mars 1885, sont constituées en entrepôt réel des douanes.

2. Les objets destinés à l'exposition internationale d'électricité seront expédiés directement sur les locaux affectés à l'exposition, sous le régime du transit international ou du transit ordinaire, par tous les bureaux ouverts à ces transits.

Les expéditions auront lieu sans visite à la frontière.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,376. — *DÉCRET* qui ouvre au Ministre des Travaux publics un Crédit de 2,700,000 francs, sur l'exercice 1885, pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par la Chambre de commerce de Boulogne.

Du 12 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 30 décembre 1884 ⁽¹⁾, portant répartition, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires alloués aux ministres par la loi du 29 du même mois pour les dépenses du premier trimestre de 1885;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la loi du 1^{er} septembre 1884, qui autorise le ministre des travaux publics à accepter, au nom de l'État, l'engagement pris par la chambre de commerce de Boulogne de verser au trésor, pour les travaux du port en eau profonde de cette ville, une somme totale de six millions de francs, dont deux millions à titre de subside et quatre millions à titre d'avance;

Vu la déclaration (n° 58) du trésorier-payeur général du département du Pas-de-Calais, constatant qu'il a été versé au trésor public, le 8 janvier 1885, par la chambre de commerce de Boulogne, à titre de nouvel acompte sur la contribution ci-dessus, une somme de deux millions sept cent mille francs;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 4 mars 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885, chapitre VII (*Amélioration et achèvement des ports maritimes*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux millions sept cent mille francs (2,700,000^f), applicable aux travaux du port en eau profonde à Boulogne.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par la chambre de commerce de Boulogne.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé P. TIRARD.

Signé D. RAYNAL.

N° 15,377. — DÉCRET établissant pour 1885, sur les Patentes du département de Tarn-et-Garonne, une Contribution spéciale de 3,000 francs nécessaire au payement des dépenses de la Chambre de commerce de Montauban.

Du 13 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 892, n° 14,969.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

Vu la loi du 14 août 1884, concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1885,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de trois mille francs (3,000^f), nécessaire au paiement des dépenses de la chambre de commerce de Montauban, suivant le budget approuvé, sur la proposition de ladite chambre de commerce, par le ministre du commerce, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie en 1885 sur les patentés du département de Tarn-et-Garonne désignés par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats du préfet de Tarn-et-Garonne, à la disposition de la chambre de commerce de Montauban, qui rendra compte de son emploi au ministre du commerce.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,378. — *DÉCRET autorisant la Société Dynamite Nobel, d'Isleten (Suisse), à établir un Dépôt-Débit de Dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Fort-Mardick (Nord).*

Du 16 Mars 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾, sur la poudre dynamite;

Vu les demandes formées par M. Hurynowicz, ingénieur, rue de Châteaudun, n° 53, à Paris, au nom de la société *Dynamite Nobel*, d'Isleten (Suisse);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

⁽¹⁾ Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ Bull. 739, n° 12,552.

Vu l'avis du préfet du Nord;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La société *Dynamite Nobel*, d'Isleten (Suisse), est autorisée à établir un dépôt-débit de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Fort-Mardick (Nord), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par le pétitionnaire, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin, pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible, et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera dallé et cimenté avec soin, et les murs seront recouverts d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre débarrassée de pierres, dont le talus intérieur, établi avec une pente aussi raide que le permettra la nature du remblai, aura son pied à un mètre cinquante centimètres au moins et deux mètres au plus de distance du subsassement du bâtiment, et son sommet au niveau du faite de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera, à toute époque, une largeur minimum de un mètre.

Cette levée sera interrompue en face de la porte du dépôt, et la coupure sera couverte par un merlon extérieur.

5. La coupure faite dans la levée, pour l'accès du magasin, aura une largeur de un mètre au plus et sera marquée par une traverse extérieure ayant la même hauteur que la levée et une largeur de un mètre au sommet.

6. La levée en terre sera elle-même entourée d'une clôture de deux mètres de hauteur au moins placée au pied du talus extérieur du remblai, de manière à être défilée contre les projections en cas d'explosion.

7. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par les ingénieurs des mines, qui s'assureront que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par les ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt.

8. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à trois mille kilogrammes.

9. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce dernier sera constamment fermé pendant la nuit.

10. La société permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

11. La société permissionnaire devra tenir à proximité du dépôt des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen de secours propre à éteindre tout commencement d'incendie.

12. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la société permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour la société permissionnaire aucun droit à indemnité.

13. Aucun changement ne pourra être apporté aux dispositions du dépôt autorisé par le présent décret qu'en vertu d'une décision spéciale du ministre du commerce.

14. Pour l'alimentation du dépôt, la société permissionnaire est autorisée à importer en France :

1° Par le bureau de Delle (arrondissement de Belfort), de la dynamite provenant de la fabrique d'Isleten (Suisse);

2° Par le bureau de Dunkerque (Nord), de la dynamite provenant des fabriques de Schlebusch, près Cologne, et de Krummil, près Hambourg (Allemagne).

La quantité introduite à la fois ne pourra excéder, dans aucun cas, trois mille kilogrammes.

15. Pour la garantie du bon conditionnement de la dynamite importée, les fabricants seront soumis, à ce point de vue, tant au contrôle permanent d'un agent du service des poudres et salpêtres qu'au contrôle accidentel des fonctionnaires supérieurs dudit service.

Les caisses renfermant la dynamite importée seront munies d'un plomb spécial apposé par l'agent permanent des poudres et salpêtres, lequel sera, pour la facilité de son service, logé dans l'intérieur ou le plus près possible de la fabrique.

Les frais de toute nature auxquels donnera lieu cette surveillance seront à la charge de la société permissionnaire, qui en opérera le remboursement dans les mêmes conditions que les fabricants français.

16. La dynamite importée sera soumise, dans les bureaux de

Delle et de Dunkerque, à toutes les vérifications prescrites par les règlements, et spécialement celles qui concernent les conditions prescrites par l'article 14 du décret du 24 août 1875.

Les caisses ou barils contenant les cartouches de dynamite seront frappés, dans les bureaux de Delle et de Dunkerque, au plomb de la douane. Elles ne pourront d'ailleurs être expédiées qu'après que l'importateur aura rempli les formalités relatives au paiement de deux francs cinquante centimes par kilogramme fixé par la loi du 8 mars 1875.

17. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

18. La société permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882, sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements qui régissent les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

19. Les ministres du commerce, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,
Signé MAURICE ROUVIER.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé WALDHEIM-ROUSSEAU.

Le Ministre des finances,
Signé P. TIRARD.

Le Ministre de la guerre,
Signé G^l LEWAL.

N° 15,379. — DÉCRET qui modifie le Tarif des rétributions dues aux agents des ports, conformément aux dispositions du décret du 21 août 1852.

Du 18 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 21 août 1852 ⁽¹⁾, concernant le service des ports sur les voies navigables ou flottables du bassin de la Seine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tarif des rétributions dues aux agents des ports, conformément aux dispositions du décret du 21 août 1852, est modifié ainsi qu'il suit, en ce qui concerne les marchandises ci-après désignées, savoir :

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 573, n° 4400.

DÉNOMINATION DES MARCHANDISES.	QUANTITÉS prises pour bases de la fixation des rétributions.	RÉTRIBUTIONS		TOTAL des rétributions.
		à l'arrivage.	à l'enlèvement.	
Bois en bûches, souches.....	Le décastère...	0 ^f 50 ^c	0 ^f 50 ^c	1 ^f 00 ^c
Cotrets de 0 ^m ,65 de longueur, fagots.....	Le mille.....	0 85	0 85	1 70
Cotrets et fagots. <i>Falourdes et cotrets d'une longueur de 1 mètre et au delà.....</i>	<i>Idem.....</i>	1 50	1 50	3 00
Bourrées, margotins et autres menus bois.....	<i>Idem.....</i>	0 40	0 40	0 80

En raison des dispositions précédemment adoptées, il ne sera perçu sur les bois de flot de la haute Yonne, de la Cure, du Beuvron et du Sozay que la moitié des rétributions ci-dessus.

2. L'inventaire prescrit, lorsqu'il s'agit de bois à ouvrir, par l'article 31 du décret susvisé, donnera lieu à une rétribution obligatoire fixée à un franc, à l'arrivage, et à la même somme, à l'enlèvement, pour cent décistères.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,380. — *DÉCRET qui crée un Conseil de Prud'hommes à Montbéliard (Doubs).*

Du 19 Mars 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 29 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes;

Vu la délibération du conseil général du Doubs du 25 août 1878;

Vu les délibérations du conseil municipal de Montbéliard des 18 février 1879, 11 septembre 1880 et 3 août 1883;

Vu les délibérations des autres communes des cantons de Montbéliard et d'Audincourt;

Vu les délibérations de la chambre consultative des arts et manufactures de Montbéliard des 17 juin 1880 et 13 septembre 1883;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Besançon du 25 novembre 1884;

Vu les lettres du préfet du Doubs des 31 août 1878, 29 août 1879, 9 juin 1883, 25 janvier et 1^{er} décembre 1884;

Vu les lettres du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date des 22 mai 1882 et 22 juillet 1884;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé à Montbéliard (Doubs) un conseil de prud'hommes qui sera composé de la manière suivante :

CATÉ- GORIE.	INDUSTRIELS.	NOMBRE de prud'hommes.	
		Patrons.	Ouvriers.
Unique.	Fabricants d'horlogerie, de carillons à musique, d'ustensiles en fer battu, forges, tréfileurs et pointeurs, fabricants de quincaillerie, de pièces détachées pour filatures et machines à coudre, fondeurs, imprimeurs, lithographes, papeteries de pâte de bois, filatures et tissages.....	5	5
		10	

2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Montbéliard s'étendra à tous les établissements industriels désignés ci-dessus et dont le siège sera situé sur le territoire des cantons de Montbéliard et d'Audincourt.

Seront justiciables du conseil les fabricants et entrepreneurs qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que les chefs d'ateliers, contremaîtres, ouvriers et apprentis qui travailleront pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres.

3. Aussitôt après leur installation, les membres du conseil de prud'hommes de Montbéliard prépareront et soumettront à l'approbation du ministre du commerce un projet de règlement pour le régime intérieur du conseil.

4. Le ministre du commerce et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*
Signé MARTIN FEUILLÉE.

Le Ministre du commerce,
Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,381. — **DÉCRET qui crée un Conseil de Prud'hommes à Cannes**
(Alpes-Maritimes).

Du 19 Mars 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 29 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes;

Vu les délibérations du conseil municipal de Cannes des 19 février et 6 octobre 1881;

Vu la délibération de la chambre consultative des arts et manufactures de Grasse en date du 31 octobre 1881 et la lettre du président de la chambre de commerce de Nice en date du 8 décembre 1884;

Vu les lettres du préfet des Alpes-Maritimes des 25 avril 1881 et 6 août 1883;

Vu la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date du 5 février 1884;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé à Cannes (Alpes-Maritimes) un conseil de prud'hommes qui sera composé de la manière suivante :

CATÉ- GORIES.	INDUSTRIES.	NOMBRE de prud'hommes.	
		Patrons.	Ouvriers.
1 ^{re} .	Maçons, tailleurs de pierres, marbriers, plâtriers, sculpteurs, cimentiers, mosaïstes, briquetiers, fabricants de chaux, exploitants de carrières, entrepreneurs de terrassements.....	3	3
2 ^e .	Ménisiers, ébénistes, coffretiers, charpentiers, charrons, carrossiers, encadreur, doreurs, peintres en bâtiments, colleurs de papiers peints, fumistes, fabricants de chaises, fabricants de barriques, scieries mécaniques, treillageurs.....	2	2
3 ^e .	Selliers, bourrelliers, relieurs, tailleurs d'habits, couturières, modistes, tapissiers, blanchisseurs.....	2	2
4 ^e .	Serruriers, ferblantiers, maréchaux, imprimeurs, couteliers, forgerons, fondeurs de cuivre, graveurs, mécaniciens, plombiers, zingueurs, poseurs de sonnettes, usines à gaz.....	2	2
5 ^e .	Fabricants de parfums, de savons, d'huiles, papeterie, verriers, fabricants de produits chimiques, de pâtes alimentaires, fabricants de limonades, de bouchons, minotiers.....	1	1
		10	10
		20	

2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Cannes s'étendra à tous les établissements industriels désignés ci-dessus et dont le siège sera situé sur le territoire du canton de Cannes.

Seront justiciables du conseil les fabricants et entrepreneurs qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que les chefs d'ateliers, contremaîtres, ouvriers et apprentis qui travailleront pour eux, quel que soit le lieu de domicile ou de la résidence des uns et des autres.

3. Aussitôt après son installation, le conseil de prud'hommes de Cannes préparera et soumettra à l'approbation du ministre du commerce un projet de règlement pour son régime intérieur.

4. Le ministre du commerce et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé MARTIN FEUILLÉE.

Le Ministre du commerce,
Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,382. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts un Crédit de 200 fr. 45 cent. pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par les départements de l'Ardèche, de l'Hérault, de l'Isère, de la Nièvre, du Nord et du Var.

Du 31 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1884;

Vu la loi du 19 mai 1874, article 29, paragraphe 2, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie;

Vu trois récépissés et trois déclarations de versement constatant que diverses sommes s'élevant ensemble à deux cents francs quarante-cinq centimes (200^f 45^c) ont été recouvrées dans les départements de l'Ardèche, de l'Hérault, de l'Isère, de la Nièvre, du Nord et du Var,

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 27 mars 1885.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section, un crédit de deux cents francs quarante-cinq centimes (200^f 45^c).

Cette somme sera rattachée au chapitre LIII (*Enseignement primaire*) du budget des dépenses de l'exercice 1884.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10,527.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,383. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts un Crédit de 12,000 francs pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par le département de la Seine.

Du 31 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts:

Vu la loi de finances du 29 décembre 1883, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1884;

Vu la délibération en date du 10 février 1882, par laquelle le conseil général a demandé la création de deux nouveaux emplois d'inspecteurs primaires dans les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis, et a décidé que les traitements et frais fixes des nouveaux fonctionnaires seraient payés sur les fonds départementaux;

Vu le budget départemental de l'instruction publique pour l'exercice 1884, portant au sous-chapitre III, article 17, ouverture d'un crédit de cent cinq mille francs, comprenant notamment une somme de douze mille francs destinée aux traitements et frais fixes des deux inspecteurs primaires dont l'emploi a été créé, conformément à la délibération susvisée;

Vu la déclaration du 13 février dernier, constatant que le caissier-payeur central du trésor public a versé à la recette centrale du département de la Seine ladite somme de douze mille francs;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 27 mars 1885,

DÉCRÈTE:

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section, un crédit de douze mille francs (12,000^{fr}).

Cette somme sera rattachée au chapitre I (Enseignement primaire, inspecteurs) du budget de l'exercice 1884.

⁽¹⁾ 1^{re} série. Bull. 1045, n° 10,527.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de la somme versée au trésor sous le titre de : *Fonds de concours pour dépenses publiques*.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. THIRARD.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,384. — *DÉCRET soumettant à l'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains situés à Mahé (établissement français de l'Inde) et nécessaires pour l'installation d'un dépôt de charbon.*

Du 3 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le projet de construction de hangars à charbon pour le service de la marine nationale à Mahé (établissement français de l'Inde);

Considérant que l'exécution de ces ouvrages nécessite l'occupation de diverses parcelles de terrains, pour l'acquisition desquelles il n'a pas été possible de traiter à l'amiable;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1856 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, et notamment, les articles 64 et suivants dudit acte;

Vu le décret du 14 septembre 1880⁽¹⁾, rendant le sénatus-consulte du 3 mai 1856 applicable aux établissements français de l'Inde;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les terrains délimités par une ligne rouge sur le plan ci-annexé, et ayant une superficie de trente et un ares quatre-vingt-deux centiares environ, sont soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

2. Il y a urgence à prendre possession des terrains dont il s'agit.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 3 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PEYRON.

⁽¹⁾ Bull. 564, n° 9888.

N° 15,385. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts un Crédit de 110 fr. 20 cent. pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par le département de l'Oise.*

Du 4 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1884;

Vu la loi du 19 mai 1874, article 29, paragraphe 2, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie;

Vu une déclaration de versement constatant que la somme de cent dix francs vingt centimes a été recouvrée dans le département de l'Oise;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances du 27 mars 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section, un crédit de cent dix francs vingt centimes (110^f 20^c), à rattacher au chapitre LIII (*Enseignement primaire*) du budget de l'exercice 1884.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,386. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1885, un Crédit de 825 francs pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par la ville d'Aubusson pour les dépenses de l'Ecole nationale des Arts décoratifs.*

Du 4 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

Vu la loi du 29 décembre 1884, accordant des crédits provisoires pour les dépenses du premier trimestre de l'exercice 1885;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du receveur des finances d'Aubusson, constatant qu'il a été versé au trésor, le 21 janvier 1885, une somme de huit cent vingt-cinq francs (825'), représentant la part contributive de la ville d'Aubusson dans les dépenses de l'école nationale d'art décoratif de cette ville pour le premier trimestre 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1885, deuxième section, chapitre x (*Ecoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de huit cent vingt-cinq francs (825'), applicable aux dépenses de l'école nationale d'art décoratif d'Aubusson.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé A. FALLIÈRES.

N° 15,387. — *Décret modifiant l'article 3 du décret du 30 décembre 1884, concernant l'organisation de l'Administration centrale du Ministère de la Justice.*

Du 25 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 3 du décret du 30 décembre 1884 est ainsi modifié :

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,517.

Les traitements et les classes du personnel de l'administration centrale sont fixés ainsi qu'il suit :

Un secrétaire général, s'il n'y a pas de sous-secrétaire d'État. 20,000^f

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,388. — *DÉCRET qui modifie le décret du 30 mars 1808, relatif aux appels en matière de divorce.*

Du 30 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 2 mai 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 262 du Code civil;

Vu l'article 1042 du Code de procédure civile;

Vu l'article 22 du décret du 30 mars 1808, l'article 5 de la loi du 20 avril 1810 et l'article 18 du règlement du 6 juillet 1810;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 22 du décret réglementaire du 30 mars 1808 est modifié en ce qui touche les appels relatifs aux instances en divorce; les appels de ces instances seront, à l'avenir, jugés en audience ordinaire.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,389. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) portant :

ART. 1^{er}. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à accepter, aux clauses et conditions imposées, le legs d'une somme de dix mille francs (10,000^f) fait à l'école nationale des beaux-arts de Paris par le sieur *Félix-Auguste Sanzel*, suivant son testament olographe du 17 juillet 1883, pour fonder un prix d'un concours annuel d'esquisse.

2. Le président de l'association philotechnique de Paris, institution reconnue d'utilité publique par décret du 10 février 1879, et dont le siège est à Paris, rue Serpente, n° 24, est autorisé à accepter, au nom de l'association, le legs d'une somme de dix mille francs fait à son profit par le sieur *Sanzel* (*Félix-Auguste*), en vertu de son testament olographe du 17 juillet 1883.

Suivant le désir exprimé par le testateur, la somme léguée sera affectée à la fondation d'un cours de dessin. (*Paris, 30 Mars 1885.*)



Certifié conforme :

Paris, le 29^e Mai 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 924.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,390. -- *Loi qui approuve la Convention pour l'échange des Mandats de poste entre la France et la Perse.*

Du 12 Juillet 1884.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juillet 1884.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la Convention pour l'échange des mandats de poste entre la France et la Perse, qui a été conclue à Paris, le 9 avril 1884, et dont une copie authentique demeure annexée à la présente loi.

2. Le droit à percevoir dans les bureaux de poste français pour les envois de fonds, au moyen de mandats de poste à destination de la Perse, est fixé à vingt centimes par dix francs; toute fraction de dix francs sera également passible d'un droit de vingt centimes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 Juillet 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,

Signé JULES FERRY.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé AD. COCHERY.

N° 15,391. — **DÉCRET** qui prescrit la promulgation de la Convention relative à l'échange des Mandats de poste signée entre la France et la Perse le 9 avril 1884.

Du 23 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 6 mai 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la Convention relative à l'échange des mandats de poste signée entre la France et la Perse le 9 avril 1884, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Paris le 21 avril 1885, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Le Président de la République française et Sa Majesté le Shah de Perse, etc. etc., animés du désir de faciliter les envois d'argent entre la France et la Perse à l'aide de mandats postaux, ont résolu de signer une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République :

M. Jules Ferry, président du Conseil des ministres, ministre des affaires étrangères,

Et Sa Majesté le Shah de Perse :

M. le général Nazare-Aga, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Gouvernement de la République française;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit;

ART. 1^{er}. Des envois de fonds pourront être faits, par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour la Perse que de la Perse pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen de mandats tirés par des bureaux de poste de l'un des deux Pays sur des bureaux de poste de l'autre Pays.

Le maximum de chaque mandat est fixé à cinq cents francs.

Est réservé à chacun des deux Pays contractants la faculté de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats provenant de l'autre Pays.

2. Il sera perçu, pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de

l'article précédent, une taxe qui sera déterminée par l'administration du Pays d'origine et qui sera à la charge de l'expéditeur des fonds.

Les mandats émis de part et d'autre et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à une taxe ou à un droit quelconque à la charge des destinataires des fonds.

3. L'administration qui délivrera les mandats tiendra compte à l'administration qui les payera d'un droit de un pour cent (1 p. 0/0) du montant total des mandats payés.

4. Le montant des mandats sera versé par les déposants et payé aux bénéficiaires en monnaie d'or ou en toute autre monnaie légale de même valeur courante.

Toutefois, au cas où dans l'un des deux Pays circulerait un papier-monnaie ayant cours légal, mais d'une valeur inférieure à celle de l'or, l'administration de ce Pays aurait la faculté de le recevoir et de l'employer elle-même dans ses rapports avec le public, sous réserve de tenir compte de la différence des cours.

5. Le montant de chaque mandat sera exprimé en monnaie française (francs et centimes), et ne devra pas comporter de fraction de demi-décime (cinq centimes).

6. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Perse dresseront, aux époques qui seront fixées par elles d'un commun accord, des comptes sur lesquels seront récapitulées les sommes payées par leurs bureaux respectifs, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés en monnaie d'or française par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans les délais dont les deux administrations conviendront.

En cas de non-paiement du solde d'un compte dans le délai convenu, le montant de ce solde sera productif d'intérêts à dater du jour de l'expiration dudit délai jusqu'au jour de l'envoi de la somme due. Ces intérêts seront calculés à raison de cinq pour cent l'an et devront être portés au débit de l'administration retardataire sur le compte suivant.

7. Les sommes converties en mandats de poste sont garanties aux déposants jusqu'au moment où elles auront été régulièrement payées aux destinataires ou aux mandataires de ceux-ci.

Les sommes encaissées par chacune des administrations en échange des mandats dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants droit, dans les délais fixés par les lois et règlements du Pays d'origine, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

8. Les deux administrations désigneront, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux autorisés à délivrer et à payer les mandats.

Elles régleront, d'un commun accord, la forme et le mode de transmission des mandats, la forme et les époques de règlement des

comptes et toutes autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

Il est entendu que les dispositions prises en vertu du présent article pourront être modifiées, d'un commun accord, par les deux administrations lorsqu'elles le jugeront nécessaire.

9. Chacune des deux administrations pourra, dans des circonstances extraordinaires qui seraient de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, à condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'autre administration.

10. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont conviendront les administrations des postes des deux Pays, après que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

Elle demeurera obligatoire d'année en année jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année, la Convention continuera d'avoir sa pleine et entière exécution, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes, après l'expiration dudit terme.

11. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, qu'ils ont revêtue de leur cachet.

Fait à Paris, le 9 Avril 1884.

(L. S.) Signé JULES FERRY.

(L. S.) Signé NAZARE-AGA.

ART. 2.

Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Avril 1885,

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé C. DE FREYCHINET.

N° 15,392. — DÉCRET portant modification aux articles 9, 10, 11, 12 et 13 du décret du 19 mai 1873, relatif à la fabrication, à l'emmagasinage et à la vente en gros et en détail du Pétrole et de ses dérivés.

Du 20 Mars 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 21 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu les lois des 22 décembre 1789, 3 janvier 1790 (section III, article 2) et 16-24 août 1790 (titre XI, article 3);

Vu le décret du 15 octobre 1810 ⁽¹⁾, l'ordonnance du 14 janvier 1815 ⁽²⁾, les décrets des 18 avril 1866 ⁽³⁾, 19 mai 1873 ⁽⁴⁾ et 12 juillet 1884 ⁽⁵⁾;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les articles 9, 10, 11, 12 et 13 du décret du 19 mai 1873 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 9. Tout débitant des substances désignées à l'article 1^{er} du décret du 19 mai 1873 est tenu d'adresser au maire de la commune et au sous-préfet de l'arrondissement une déclaration contenant :

1° La désignation précise du local constituant le débit et de l'emplacement qui sera affecté dans sa boutique aux récipients des liquides inflammables;

2° Les procédés de conservation et de livraison desdits liquides;

3° La nature précise des divers liquides conservés dans le débit;

4° Les quantités de chacun de ces liquides auxquels il entend limiter son approvisionnement.

Dans le cas où le débit passerait en d'autres mains, la déclaration doit être renouvelée par le nouveau débitant.

Après cette déclaration, le débitant peut exploiter son commerce, à la charge par lui de se conformer aux prescriptions contenues dans les articles suivants.

Art. 10. Les liquides de la première catégorie sont transportés et conservés chez le détaillant, sans aucun transvasement, lors de la réception, dans des récipients portatifs, étanches, en forte tôle de fer étamé, ayant leurs fonds solidement assemblés avec le corps cylindrique au moyen de cornières extérieures, munies de deux ouvertures au plus fermées par des robinets ou des bouchons hermétiques.

Ces récipients ont une capacité de soixante litres au plus. Ils portent, solidement fixée, en caractères très lisibles, l'inscription sur fond rouge : *Essence inflammable*.

Ils ne peuvent, en aucun cas, être déposés dans une cave, ils doivent être installés dans un point bien éclairé par la lumière du jour.

Ils sont solidement établis sur des supports en fonte ou en fer, dans des conditions telles que leur fond puisse être inspecté et dans un emplacement spécial séparé de celui des autres marchandises.

Il est établi au-dessous des robinets ou appareils de débit des cuvettes en tôle étamée destinées à recevoir les liquides qui viendraient

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 323, n° 6059.

⁽²⁾ V^e série, Bull. 76, n° 668.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1385, n° 14,177.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 134, n° 2057.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 862, n° 14,518.

à s'échapper pendant la livraison. Une cuvette ne reçoit qu'une seule catégorie de liquide. Ce liquide ne doit pas y séjourner ; mais il est au fur et à mesure recueilli automatiquement dans un bidon étanche.

Les parois et la base des emplacements où se trouvent placés les récipients doivent, au voisinage immédiat de ces récipients, être protégées contre les infiltrations de liquides par une couverture en métal tel que fer étamé, étain ou plomb, ou par tout autre revêtement imperméable.

En vue d'éteindre un commencement d'incendie, chaque détaillant est tenu de conserver hors de la portée des égouttures et cependant à proximité des récipients, en un lieu d'abord facile, autant de kilogrammes de sable, en sacs de dix kilogrammes chacun, que les récipients affectés aux liquides de la première catégorie pourront recevoir de litres, sans que le poids total du sable ainsi conservé puisse être inférieur à cent kilogrammes.

Les liquides de la première catégorie ne peuvent être livrés aux consommateurs que dans des vases étanches. Le remplissage de ces vases doit se faire soit directement sous le récipient, sans interposition d'entonnoir ou d'ajutage mobile, soit par l'intermédiaire de vases distributeurs fixes adaptés au récipient.

Ces vases distributeurs ainsi que les tuyaux, ajutages et robinets qui les joignent au récipient sont étanches et construits en métal étamé ou en étain. Ils pourront être en verre, à la condition qu'ils seront étanches et protégés contre les chocs par des armatures métalliques.

Un même vase distributeur ne peut être affecté au débit de liquides différents.

Les liquides de la première catégorie ne peuvent être transvasés qu'à la clarté du jour.

La livraison au consommateur est interdite à la lumière artificielle, à moins que le détaillant ne conserve et ne débite les liquides dans des bidons ou burettes en métal de manière à éviter tout transvasement au moment de la vente. Ces bidons, d'une capacité de cinq litres au plus, seront rangés dans des boîtes ou casiers à rebords, garnis intérieurement de feuilles de tôle étamée formant cuvette étanche.

Art. 11. Les liquides de la seconde catégorie sont conservés chez le détaillant dans des récipients étanches en tôle étamée, soigneusement clos et solidement établis.

Ces récipients ont une capacité de trois cent cinquante litres au plus. Ils portent l'inscription sur fond blanc : *Huile minérale*.

Art. 12. L'approvisionnement du débit ne doit jamais excéder trois cents litres de liquides de la première catégorie ou une quantité équivalente de liquides de l'une et de l'autre catégorie.

Cinq litres de substances de la seconde catégorie sont considérés comme équivalents à un litre de substances de la première catégorie.

Art. 13. Les liquides inflammables non régis par le présent décret qui peuvent se trouver dans le local du débit sont comptés dans l'approvisionnement total des substances dangereuses et assimilés à celles de la première catégorie, s'ils émettent à la température de trente-cinq degrés des vapeurs susceptibles de prendre feu au contact d'une allumette enflammée.

L'essence de térébenthine est comptée comme substance de la première catégorie.

2. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,393. — DÉCRET établissant de nouvelles conditions pour l'admission des Romaines oscillantes à la vérification et au poinçonnage.

Du 21 Mars 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu la loi du 4 juillet 1837, les ordonnances des 17 avril⁽¹⁾ et 16 juin 1839⁽²⁾, et les décrets des 26 février 1873⁽³⁾ et 20 janvier 1880⁽⁴⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Les romaines oscillantes doivent, pour être admises à la vérification et au poinçonnage, satisfaire aux conditions ci-après, indépendantes de celles auxquelles elles sont assujetties en vertu des dispositions du tableau n° 6 annexé à l'ordonnance royale du 16 juin 1839.

2. Toute romaine à deux côtés doit comprendre la division zéro sur le côté faible de l'instrument; en outre, les indications du côté fort doivent faire suite sans solution de continuité à celle du côté faible.

Chacune des deux parties de la graduation doit s'étendre jusqu'à l'extrémité du fléau.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 645, n° 7909.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 655, n° 8004.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 121, n° 1842.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 526, n° 9295.

3. Dans toute romaine à un seul côté, dont la portée ne dépasse pas quarante kilogrammes, la graduation doit commencer à zéro.

Si la portée est supérieure à quarante kilogrammes, la graduation doit commencer à un degré quelconque, selon les charges au passage desquelles l'instrument est plus spécialement destiné.

La graduation devra d'ailleurs s'étendre toujours jusqu'à l'extrémité du fléau.

4. Dans tous les cas où la romaine est munie de trois organes de suspension, le point d'attache de la charge doit seul avoir la forme d'un crochet ouvert; les deux autres organes de suspension, destinés à porter l'instrument, doivent être des anneaux complètement fermés.

Si la romaine n'a que deux organes de suspension, l'un et l'autre peuvent indistinctement affecter la forme d'un crochet ouvert.

5. Le décret du 20 janvier 1880 est et demeure rapporté.

6. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,394. — *DÉCRET qui modifie les lignes n° 3 et 5 des Tramways de Bordeaux.*

Du 25 Mars 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 28 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec le cahier des charges et le cahier des clauses additionnelles y annexés, le décret, en date du 29 janvier 1879, qui déclare d'utilité publique et concède à la ville de Bordeaux l'établissement d'un réseau de tramways à traction de chevaux, et qui autorise ladite ville à rétrocéder l'entreprise par voie d'adjudication;

Vu le procès-verbal de l'adjudication passée le 30 avril 1879, et en vertu de laquelle la compagnie anglaise dite *Tramways and general Works company limited* a été déclarée rétrocessionnaire des susdits tramways;

Vu les projets présentés :

1° Pour la modification du tracé de la ligne n° 3 du réseau, entre la place Picard, la gare du Médoc et le cours du Médoc;

2° Le prolongement jusqu'au dépôt de Tivoli de la ligne n° 5;

Vu notamment les plans, en date des 24 décembre 1883 et 21 février 1884, présentés à l'appui de ces projets;

Vu les lettres des 28 décembre 1881 et 24 avril 1883, par lesquelles la

compagnie rétrocessionnaire demande à exécuter ces modifications et prolongement;

Vu les délibérations en date des 10 octobre 1882, 17 août 1883 et 16 janvier 1885, par lesquelles le conseil municipal de Bordeaux accepte les propositions de la compagnie et lui rétrocède l'entreprise;

Vu le dossier des enquêtes ouvertes sur chacun des projets susmentionnés, dans les formes déterminées par le décret réglementaire du 18 mai 1881, et notamment les avis des commissions d'enquête en date des 27 mars et 21 juillet 1884;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Bordeaux des 9 et 16 juillet 1884;

Vu les délibérations de la commission départementale et du conseil général du département de la Gironde, en date des 24 juillet et 20 août 1884;

Vu les rapports des ingénieurs en date des 15-18 septembre et 3-4 octobre 1884;

Vu les lettres du préfet de la Gironde des 26 septembre et 10 octobre 1884;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées des 10 juillet 1883, 14 janvier et 10 novembre 1884;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur en date du 5 décembre 1884;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique des 18 mai et 6 août 1881;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tracé des lignes n° 3 et 5 des tramways de Bordeaux est modifié conformément aux indications des plans ci-dessus visés et qui resteront ci-annexés, savoir :

La ligne n° 3, au lieu de suivre, à partir de la place Picard, le cours Saint-Louis, le cours du Médoc et le cours Balguerie-Stuttenberg, jusqu'à la rue Lucien-Faure, se bifurquera, à partir de ladite place Picard, en deux tronçons : l'un suivant le cours Saint-Louis jusqu'à la gare du Médoc, l'autre suivant le cours Balguerie-Stuttenberg dans toute sa longueur jusqu'à la rue Lucien-Faure.

La ligne n° 5 sera prolongée, à partir de la barrière du Bouscat qui termine la rue Croix-de-Seguey, jusqu'au dépôt de Tivoli.

2. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'établissement des voies telles qu'elles sont définies dans l'article 1^{er} ci-dessus.

3. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution des travaux projetés ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

4. Il sera pourvu à l'établissement et à l'exploitation de ces nouvelles voies par la ville de Bordeaux, à ses risques et périls, et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au décret du 29 janvier 1879 susmentionné.

5. Est approuvée la rétrocession que la ville de Bordeaux a faite de l'entreprise à la compagnie anglaise connue sous la dénomination

de *Tramways and general Works company limited*, conformément aux délibérations prises par le conseil municipal les 10 octobre 1882, 17 août 1883 et 16 janvier 1885.

6. Sont et demeurent abrogées celles des dispositions du décret du 29 janvier 1879 qui sont contraires au présent décret.

7. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,395. — *DÉCRET portant abrogation des dispositions du décret du 20 décembre 1878, instituant un cadre auxiliaire d'ingénieurs, chefs et sous-chefs de section des travaux de l'État.*

Du 25 Mars 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 mars 1884.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 20 décembre 1878 ⁽¹⁾, instituant, pour la période des grands travaux publics, parallèlement au cadre permanent des ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, un cadre auxiliaire comprenant des ingénieurs, des chefs et sous-chefs de section;

Considérant que les circonstances actuelles permettent d'assurer le service avec le personnel du cadre permanent,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions du décret susvisé du 20 décembre 1878 sont et demeurent abrogées.

2. Le ministre des travaux publics est toutefois autorisé à conserver provisoirement les ingénieurs auxiliaires des travaux de l'État, ainsi que les chefs et sous-chefs de section dont le licenciement immédiat ne pourrait se concilier avec les nécessités du service.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

⁽¹⁾ Bull. 422, n° 7598.

N° 15,396. — **DÉCRET** portant : 1° ouverture du Bureau de Douanes de Feignies (Nord) à l'importation des Fils de coton ; 2° fermeture du Bureau de Douanes de Sedan (Ardennes) au transit et à l'importation des Marchandises taxées à plus de 20 francs les 100 kilogrammes.

Du 25 Mars 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 27 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et d'après l'avis conforme du ministre des finances ;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836, qui confère au Gouvernement le pouvoir de déterminer les bureaux ouverts à l'importation de certaines marchandises ;

Vu l'article 25 de la loi de finances du 29 juillet 1881, portant abrogation du deuxième paragraphe de l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836 ;

Vu les lois des 28 avril 1816 et 27 mars 1817 ;

Vu les décrets des 29 mai ⁽¹⁾ et 1^{er} octobre 1861 ⁽²⁾ ;

Vu l'article 4 de la loi du 17 décembre 1814 ;

Vu le décret du 7 mai 1881 sur les restrictions d'entrée et d'emballage,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le bureau des douanes de Feignies (Nord) est ouvert à l'importation des fils de coton.

2. Le bureau des douanes de Sedan (Ardennes) est fermé au transit et à l'importation des marchandises taxées à plus de vingt francs les cent kilogrammes.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,397. — **DÉCRET** portant de 15 à 21 le nombre des Inspecteurs divisionnaires du travail des enfants dans les manufactures et déterminant les nouvelles circonscriptions territoriales.

Du 27 Mars 1885.]

(Promulgué au Journal officiel du 12 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 933, n° 9059.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 966, n° 9538.

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie;

Vu les décrets, en forme de règlement d'administration publique, des 15 février 1875, 21 août 1876 et 28 octobre 1878, rendus en exécution de l'article 16 de ladite loi;

Vu la loi du 9 septembre 1843, limitant la durée du travail des adultes employés dans les usines et manufactures;

Vu la loi du 16 février 1883, changeant les inspecteurs du travail des enfants de surveiller l'application de la loi du 9 septembre 1848 et autorisant le Gouvernement à augmenter le nombre de ces inspecteurs et celui des circonscriptions territoriales d'inspection;

Vu l'avis de la commission supérieure du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, en date du 25 novembre 1884;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Le nombre des inspecteurs divisionnaires, mentionnés en l'article 1^{er} de la loi du 16 février 1883, est porté de quinze à vingt et un.

2. Les circonscriptions territoriales dans lesquelles ils exerceront leurs fonctions sont déterminées de la manière suivante :

Première circonscription : département de la Seine; résidence : Paris.

Deuxième circonscription : départements de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne et d'Eure-et-Loir; résidence : Versailles.

Troisième circonscription : départements du Loiret, de Loir-et-Cher, de l'Indre, du Cher et de la Nièvre; résidence : Bourges.

Quatrième circonscription : départements de Saône-et-Loire, de l'Yonne, de la Côte-d'Or, du Jura et du Doubs; résidence : Dijon.

Cinquième circonscription : départements de la Haute-Saône, des Vosges, de Meurthe-et-Moselle et le territoire de Belfort; résidence : Nancy.

Sixième circonscription : départements de la Marne, de la Meuse, de la Haute-Marne et de l'Aube; résidence : Reims.

Septième circonscription : départements de l'Aisne et des Ardennes; résidence : Saint-Quentin.

Huitième circonscription : département du Nord; résidence : Lille.

Neuvième circonscription : départements du Pas-de-Calais et de la Somme; résidence : Amiens.

Dixième circonscription : départements de la Seine-Inférieure, de l'Oise et de l'Eure; résidence : Rouen.

Onzième circonscription : départements de la Manche, du Calvados, de la Mayenne et de l'Orne; résidence : Caen.

Douzième circonscription : départements d'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord, du Finistère, du Morbihan, de la Loire-Inférieure et de la Vendée; résidence : Nantes.

Treizième circonscription : départements de la Sarthe, de Maine-

et-Loire, d'Indre-et-Loire, des Deux-Sèvres et de la Vienne; résidence Angers.

Quatorzième circonscription : départements de la Charente, de la Charente-Inférieure, de la Haute-Vienne, de la Creuse, de la Corrèze, du Lot et de la Dordogne; résidence: Limoges.

Quinzième circonscription : départements de la Gironde, de Lot-et-Garonne, du Gers, des Landes, des Basses-Pyrénées et des Hautes-Pyrénées; résidence: Bordeaux.

Seizième circonscription : départements du Tarn, de Tarn-et-Garonne, de la Haute-Garonne, de l'Aude, de l'Ariège et des Pyrénées-Orientales; résidence: Toulouse.

Dix-septième circonscription : départements de l'Hérault, du Gard, de l'Aveyron, de la Lozère et du Cantal; résidence: Nîmes.

Dix-huitième circonscription : départements des Bouches-du-Rhône, de Vaucluse, du Var, des Alpes-Maritimes et de la Corse; résidence: Marseille.

Dix-neuvième circonscription : départements de l'Isère, des Hautes-Alpes, des Basses-Alpes, de la Drôme et de l'Ardèche; résidence: Grenoble.

Vingtième circonscription : départements du Rhône, de l'Ain, de la Haute-Savoie et de la Savoie, résidence: Lyon.

Vingt et unième circonscription; départements de la Loire, de la Haute-Loire, du Puy-de-Dôme et de l'Allier; résidence: Saint-Étienne.

3. Les décrets en date des 15 février 1875, 21 août 1876 et 28 octobre 1878 sont rapportés.

4. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,
Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,398. — DÉCRET portant que la circonscription de la Chambre consultative des arts et manufactures d'Armentières (Nord) comprendra à l'avenir les cantons d'Armentières, de Bailleul et de Merville.

Du 28 Mars 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 mars 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu le décret du 21 novembre 1866 ⁽¹⁾, qui a institué une chambre consultative des arts et manufactures à Armentières (Nord) et limité sa circonscription au canton de cette ville;

Vu les demandes de la chambre consultative des arts et manufactures, en date des 22 novembre 1882 et 29 juin 1883;

Vu les avis des conseils municipaux des cantons de Bailleul et Merville et de la ville d'Armentières;

Vu les délibérations du conseil général du Nord,

Vu l'avis du préfet du Nord,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La circonscription de la chambre consultative des arts et manufactures d'Armentières (Nord) comprendra à l'avenir les cantons d'Armentières, de Bailleul et de Merville.

2. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,399. — DÉCRET qui autorise M. Lévesque à établir un Dépôt de Dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Soisy-sous-Étiolles (Seine-et-Oise).

Du 30 Mars 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 10 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽²⁾ et 28 octobre 1882 ⁽³⁾, sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. Lévesque, à Soisy-sous-Étiolles (Seine-et-Oise), conducteur des carrières de MM. Manoury et Grouzelle et compagnie, entrepreneurs de travaux publics à Paris;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de Seine-et-Oise;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Lévesque est autorisé à établir un dépôt de dynamite

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1443, n° 14,715.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12,552.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

de seconde catégorie sur le territoire de la commune de Soisy-sous-Étiolles (Seine-et-Oise), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par le pétitionnaire, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin, pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera dallé et cimenté avec soin, et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre débarrassée de pierres, dont le talus intérieur, établi avec une pente aussi raide que le permettra la nature du remblai, aura son pied à un mètre cinquante centimètres au moins et deux mètres au plus de distance du soubassement du bâtiment et son sommet au niveau du faite de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera, à toute époque, une largeur minimum de un mètre.

Cette levée sera prolongée et contournée de façon à couvrir l'entrée du couloir donnant accès au dépôt.

5. La levée en terre sera elle-même entourée d'une clôture de deux mètres de hauteur au moins, placée au pied du talus extérieur du remblai, de manière à être défilée contre les projections en cas d'explosion.

6. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par les ingénieurs des mines, qui s'assureront que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par les ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt.

7. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à cinquante kilogrammes.

8. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce dernier sera constamment fermé pendant la nuit.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de l'emploi de la dynamite.

Le carnet dont la tenue est prescrite à l'article 6 du décret du 28 octobre 1882 présentera l'état nominatif de la délivrance des cartouches, dont l'emploi régulier par les ouvriers auxquels elles auront été remises sera en outre toujours rigoureusement vérifié.

9. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

10. Le permissionnaire devra tenir à proximité du dépôt des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen de secours propre à éteindre tout commencement d'incendie.

11. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

12. Aucun changement ne pourra être apporté aux dispositions du dépôt autorisé par le présent décret qu'en vertu d'une décision spéciale du ministre du commerce.

13. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique et de la défense nationale.

14. Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882, sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements qui régissent les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

15. Les ministres du commerce, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 30 Mars 1885.

Le Ministre du commerce,
Signé MAURICE ROUVIER.

Le Ministre des finances,
Signé P. TIRARD.

Signé JULES GRÉVY.
Le Ministre de l'intérieur,
Signé WALDECK-ROUSSEAU.

Le Ministre de la guerre,
Signé G^d LEWAL.

N° 15,400. — *DÉCRET portant institution de Médailles d'honneur pour récompenser les personnes qui se seraient signalées par leur dévouement pendant les maladies épidémiques.*

Du 31 Mars 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 9 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu l'avis du comité de direction des services de l'hygiène institué par le décret du 30 septembre 1884,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Des médailles d'honneur peuvent être décernées par le ministre du commerce aux personnes qui se sont particulièrement signalées par leur dévouement pendant des maladies épidémiques.

2. Un arrêté ministériel déterminera les mesures de détail relatives à cette distinction.

3. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,401. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, sur l'exercice 1885, un Crédit de 4,450 francs pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par la ville d'Alger.*

Du 15 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 21 mars 1885, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1885;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu la déclaration de versement délivrée par le trésorier-payeur d'Alger, constatant qu'il a été versé au trésor une somme de quatre mille quatre cent cinquante francs (4,450^f), montant du premier trimestre 1885 de la part contributive de la ville d'Alger dans les dépenses de l'école nationale des beaux-arts de cette ville;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur les fonds du budget de l'exercice 1885, deuxième section, chapitre x (*Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*) un crédit de quatre mille quatre cent cinquante francs (4,450^f), applicable aux dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé J. J. CLAMAGÈRE.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*
Signé RENÉ GOBLET.

N° 15,402. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) portant que la chaire d'accouchements, maladies des femmes et des enfants de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Rennes est transformée en chaire de clinique obstétricale et gynécologie. (*Paris, 9 Janvier 1885.*)

N° 15,403. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) portant:

ART. 1^{er}. Un collège communal de jeunes filles est créé à Tarbes (Hautes-Pyrénées), aux clauses et conditions énoncées dans le traité constitutif susvisé.

2. L'établissement ne recevra provisoirement que des externes, libres ou surveillées. La ville sera autorisée à y annexer un internat lorsque les bâtiments définitifs auront été construits par elle et acceptés par le service de l'instruction publique. (*Paris, 16 Janvier 1885.*)

N° 15,404. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) portant :

ART. 1^{er}. Un collège communal de jeunes filles est créé définitivement à Agen (Lot-et-Garonne), aux clauses et conditions énoncées au traité constitutif susvisé.

2. La ville est autorisée à annexer un intervalle à l'établissement. (Paris, 16 Janvier 1885.)

N° 15,405. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) portant que la chaire de langue persane du collège de France portera désormais le titre de *Chaire de langues et littératures de la Perse*. (Paris, 23 Janvier 1885.)

N° 15,406. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) portant que la chaire d'accouchements, maladies des femmes et des enfants de la faculté de médecine de Montpellier prend le titre de *Chaire clinique obstétricale et de gynécologie*. (Paris, 16 Mars 1885.)

N° 15,407. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que le territoire de la section de Pixérécourt, dépendant de la commune de Malzéville, canton et arrondissement de Nancy (Meurthe-et-Moselle), est distrait de la succursale de Lay-Saint-Christophe et réuni à la succursale de Malzéville. (Paris, 1^{er} Avril 1885.)

N° 15,408. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :
1° M. Prat (Louis-Marie-Antoine), né le 17 mai 1845, à Marseille (Bouches-du-Rhône),

Et son frère, M. Prat (Jean), né dans la même ville, le 30 mars 1847,

Demeurant tous deux à Marseille (Bouches-du-Rhône),

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de Noilly, et à s'appeler à l'avenir Prat-Noilly.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 5 Mai 1885.)

N° 15,409. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Lacrotte (Pierre-François-Louis), né le 5 janvier 1855, à Saint-Privat (Ardèche), sous-lieutenant au deuxième régiment de cuirassiers, en gar-

nison à Lunéville, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Glaizal*, et à s'appeler à l'avenir *Glaizal*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat. (*Paris, 12 Mai 1885.*)



Certifié conforme :

Paris, le 30^e Mai 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 925.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

~~N° 15,410. — DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit de 81 fr. 67 cent. en augmentation des restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1881.~~

Du 30 Septembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1881 ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Considérant que les créances comprises dans l'état ci-dessus visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1881, et que leur montant n'excède pas les restants de crédits à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1881, un crédit supplémentaire de quatre-vingt-un francs soixante-sept centimes (81 67^e), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de cet exercice et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exer-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

cités clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 30 Septembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. FRAUD.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé J. MÉLINE.

Etat des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1881, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

SÉRIE du chapitre.	SERVICE.	MONTANT du crédit.
XIV.	Matériel du service des forêts dans les départements.....	81'67 ^c

Arrêté le présent état à la somme de quatre-vingt-un francs soixante-sept centimes.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé J. MÉLINE.

N° 15,411. — *Décret qui reporte au Budget du Ministre de l'Agriculture de l'exercice 1884 un Crédit de 10,214 fr. 64 cent. non employé sur les crédits ouverts à l'exercice 1883.*

Du 29 Octobre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1884;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 16 octobre 1883 ⁽²⁾, portant report à l'exercice 1883 d'une somme de dix mille deux cent quatorze francs soixante-quatre centimes restés disponible à la clôture de l'exercice 1882 sur le montant des fonds de concours versés au trésor par la commune de Bône, à titre de part contributive dans les dépenses des travaux de dessèchement de la petite plaine de ce nom;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 813; n° 13,803.

Vu les documents administratifs, desquels il résulte que ce crédit de dix mille deux cent quatorze francs soixante-quatre centimes n'a pu recevoir son affectation en 1883, et doit par conséquent être reporté à l'exercice 1884 à titre de fonds de concours,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de l'agriculture de l'exercice 1884, chapitre xxx (*Travaux hydrauliques en Algérie*), une somme de dix mille deux cent quatorze francs soixante-quatre centimes (10,214^f 64^c), applicable aux travaux de dessèchement de la petite plaine de Bône et non employée sur le crédit ouvert à l'exercice 1883.

2. Pareille somme de dix mille deux cent quatorze francs soixante-quatre centimes est annulée au budget du ministère de l'agriculture de l'exercice 1883, chapitre xxiv (*Travaux hydrauliques en Algérie*).

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de secours par la ville de Bône.

4. Les ministres de l'agriculture et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Octobre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé J. MÉLINE.

N° 15,412. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture un Crédit supplémentaire de 50 francs en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1882.

Du 25 Novembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1882;

Vu l'article 9 de la loi du 25 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état ci-dessus visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1882, et que leur montant n'excède pas les restants de crédits à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

⁽¹⁾ 21^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1882, un crédit supplémentaire de cinquante francs (50^f), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de cet exercice et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Novembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé J. MÉLINE.

N° 15,413. — *DÉCRET qui rapporte le décret du 22 juin 1882 en ce qui concerne le département de la Haute-Saône.*

Du 13 Décembre 1884.

(Promulgué au *Journal officiel* du 19 Décembre 1884.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 39 de la loi du 21 juillet 1881, sur la police sanitaire des animaux, lequel est ainsi conçu :

« Les communes où il existe des foires et marchés aux chevaux et aux bestiaux seront tenues de préposer à leurs frais et sauf à se rembourser par l'établissement d'une taxe sur les animaux amenés, un vétérinaire pour l'inspection sanitaire des animaux conduits à ces foires et marchés. »

« Cette dépense sera obligatoire pour la commune. »

« Le gouvernement pourra, sur l'avis des conseils généraux, ajourner par décret dans les départements l'exécution de cette mesure pendant une période de six années, à partir du jour de la promulgation de cette loi. »

Vu le décret du 22 juin 1882 ⁽¹⁾, ajournant l'application dudit article, notamment dans le département de la Haute-Saône ;

⁽¹⁾ Bull. 738, n° 12,540.

Vu la délibération prise par le conseil général de la Haute-Saône, le 22 août 1883 ;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret du 22 juin 1882, ci-dessus visé, est et demeure rapporté en ce qui concerne le département de la Haute-Saône.

2. Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé J. MÉLINE.

N° 15,414. — *DÉCRET qui arrête la division territoriale en conservations forestières.*

Du 17 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 10 de la l'ordonnance du 1^{er} août 1827, pour l'exécution du Code forestier ;

Vu les décrets des 23 octobre 1883 et 22 janvier 1884 ;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La division territoriale en conservations forestières est arrêtée conformément au tableau annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé J. MÉLINE.

Tableau de la division de la France en 35 conservations forestières.

N ^o de la conservation.	RÉSIDENCE.	DÉPARTEMENTS.	CONTENANCE DES FORÊTS			
			domaniales.	communes et d'établissements publics.	totale par département.	totale par conservation.
			hectares.	hectares.	hectares.	hectares.
1	Paris.....	Oise..... Seine..... Seine-et-Oise..... Calvados..... Eure.....	31,294 344 29,170 3,751 12,665	1,329 12 338 " 140 " 140	32,623 356 29,508 3,751 12,805	62,637
2	Rouen.....	Eure-et-Loir..... Manche..... Seine-Inférieure.....	6,497 " 20 33,133	94 20 897	6,591 20 33,770	56,877
3	Dijon.....	Côte-d'Or.....	39,975	100,247	140,222	140,222
4	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle.....	31,086	68,739	99,825	99,825
5	Privas.....	Ardèche..... Haute-Loire.....	4,108 68	11,609 13,350	15,717 13,418	
6	Mézières-Charleville.	Lozère..... Ardennes.....	1,224 23,852	14,561 35,929	15,785 59,783	45,300 59,783
7	Amiens.....	Aisne..... Nord..... Oise ⁽¹⁾ Pas-de-Calais..... Somme.....	26,856 19,249 406 7,588 4,270	3,707 1,789 " 652 560	30,563 21,038 406 8,040 4,810	64,857
8	Troyes.....	Aube..... Yonne..... Vosges.....	14,953 12,920 56,561	24,181 32,256 117,488	39,134 45,176 174,049	85,370 174,477
9	Épinal.....	Meurthe-et-Moselle ⁽²⁾ Ardennes ⁽³⁾	" " 14	423 14	423 14	
10	Meun.....	Marne..... Seine-et-Marne..... Seine-et-Oise ⁽⁴⁾	13,302 23,420 " 104	13,475 936 104	26,777 24,356 204	50,130
11	Valence.....	Drôme..... Vaucluse..... Doubs.....	10,233 4,354 5,004	39,182 35,099 98,014	49,415 39,363 103,018	88,778 115,940
12	Besançon.....	Territoire de Belfort.....	"	12,922	12,922	
13	Bône-le-Saunier.....	Jura..... Ain ⁽⁵⁾	23,976 872	82,892 " 671	106,868 671	106,868
14	Grenoble.....	Isère..... Loire..... Rhône..... Côtes-du-Nord..... Finistère..... Ille-et-Vilaine.....	11,650 4 " 212 3,898 7,340 143	64,200 3,950 212 " 55 " 1987 " 23,105	75,850 7,954 212 3,400 1,987 23,105	76,856
15	Alençon.....	Mayenne..... Morbihan..... Orne..... Sarthe.....	10,500 " 339 32,014 27	339 95,775 27	10,839 127,289 27	127,816
16	Bar-le-Duc.....	Ardennes ⁽⁶⁾ Ain..... Saône-et-Loire..... Ariège..... Haute-Garonne..... Tarn-et-Garonne..... Gers ⁽⁷⁾	3,098 13,628 80,476 14,792 1,338 168	42,229 28,443 19,931 21,936 45 " 168	45,327 42,071 100,407 36,728 1,383 168	92,458 138,686

⁽¹⁾ Partie de la forêt domaniale de Reiz. — ⁽²⁾ Parties de forêts appartenant à trois communes du département des Vosges. — ⁽³⁾ Forêt de Milly. — ⁽⁴⁾ Forêt de Condé-lez-Aunty. — ⁽⁵⁾ Forêt domaniale de l'Alsace. — ⁽⁶⁾ Forêt domaniale de Baunty. — ⁽⁷⁾ Forêt domaniale de Bouconne.

NOMINOS.	RÉSIDENTS.	DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTANCE DES FORÊTS					
			domaniales.	commu- nales et d'établis- sements publics.	totale par département.	totale par conserva- tion.		
			hectares.	hectares.	hectares.	hectares.		
19	Tours.....	Indre-et-Loire....	8,854	"	8,854	67,569		
		Loir-et-Cher.....	12,115	1,907	14,022			
		Loire-Inférieure..	4,550	"	4,550			
		Loiret.....	38,323	15	38,338			
20	Bourges.....	Maine-et-Loire...	1,805	"	1,805	70,012		
		Cher.....	13,088	6,266	19,354			
		Indre.....	10,272	2,106	12,378			
		Nièvre.....	14,678	23,602	38,280			
21	Moulins.....	Allier.....	23,700	1,382	25,082	49,329		
		Creuse.....	630	1,854	2,384			
		Haute-Vienne....	"	404	404			
		Puy-de-Dôme....	890	20,569	21,459			
22	Pau.....	Basses-Pyrénées..	298	55,483	55,781	55,781		
		Gers.....	"	1,368	1,368			
		Hautes-Pyrénées..	4,906	48,106	53,012			
		Lot-et-Garonne...	"	1,406	1,406			
23	Tarbes.....	Charente.....	4,721	78	4,799	55,786		
		Charente-Inférieure. Deux-Sèvres....	9,576 5,840	537 114	10,113 5,954			
		Vendée.....	7,794	"	7,794			
		Vienne.....	6,214	288	6,502			
24	Carcassonne.....	Aude.....	12,313	16,605	28,918	89,062		
		Pyrénées-Orientales. Tarn.....	21,410 6,759	22,199 9,776	43,609 16,535			
		Basses-Alpes.....	6,369	55,640	61,909			
		Bouches-du-Rhône. Gard.....	" 3,879	19,856 46,478	19,856 50,357			
25	Aix.....	Hérault.....	1,877	15,052	16,929	67,718		
		Lozère (1).....	432	"	432			
		Aveyron.....	3,390	7,154	10,544			
		Cantal.....	1,403	11,797	13,200			
26	Nîmes.....	Corrèze.....	103	3,221	3,324	27,068		
		Lot.....	"	"	"			
		Dordogne.....	"	"	"			
		Gironde.....	27,427	1,591	29,018			
27	Bordeaux.....	Landes.....	26,982	7,973	34,955	63,973		
		Corse.....	45,021	74,284	119,305			
		Haute-Marne....	16,115	88,658	104,773			
		Haute-Saône.....	6,829	114,307	121,136			
28	Ajaccio.....	Savoie.....	735	76,068	76,741	120,560		
		Haute-Savoie....	"	43,819	43,819			
		Alpes-Maritimes..	528	47,448	47,976			
		Var.....	9,583	44,109	53,692			
29	Chaubmont.....	Hautes-Alpes.....	7,386	104,995	112,381	101,668		
		TOTAUX....			1,012,688		1,967,846	2,980,534

(1) Forêts domaniales de Gouffern et de Balmelles.

(1) Forêts domaniales de Gouffernoy et de Balmelles.

Vu pour être annexé au décret en date du 17 décembre 1884.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé J. MÉLINE.

N° 15,415. — *DÉCRET qui supprime certains postes à la Direction des Forêts*

Du 29 Décembre 1884.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois de finances des 30 décembre 1877, 29 décembre 1882;

Vu les décrets des 12 janvier, 11 mai 1878, 18 février 1882, 8 mai 1883;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont supprimés à la direction des forêts, savoir:

Trois postes de conservateur, chef de service;

Trois postes d'inspecteur;

Quatre postes de commis et commis adjoint.

2. Le personnel, la comptabilité et le matériel sont sous les ordres immédiats du directeur des forêts.

L'inspecteur général, secrétaire du conseil d'administration, sous l'autorité du directeur, chef des autres services.

3. L'inspecteur général, chef des services centraux, remplace, en cas d'empêchement du directeur, ou de vacance d'emploi, les fonctions de directeur, vice-président du conseil.

4. Les services centraux de la direction sont divisés en six sections. A la tête de chacune de ces sections est placé un inspecteur des forêts.

5. Un règlement ministériel fixera la répartition du travail entre les différentes sections.

6. Les titres, classes, émoluments des commis sont déterminés par le ministre, sans que le chiffre du traitement le plus élevé puisse dépasser quatre mille francs. Ces commis sont recrutés parmi les brigadiers du service extérieur.

7. Sont rapportées toutes les dispositions contraires au présent décret.

8. Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé J. MINISTRE.

N° 15,416. — **DÉCRET** autorisant l'établissement de centimes additionnels, pendant l'année 1885, dans la commune de Sainte-Suzanne (île de la Réunion).

Du 11 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽¹⁾;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Sainte-Suzanne, du 6 janvier 1885;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884, article 133,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La commune de Sainte-Suzanne (île de la Réunion) est autorisée à s'imposer, pendant l'année 1885, pour parer à l'insuffisance de ses revenus, des centimes additionnels sur le principal des contributions directes, dont le détail suit :

1° Sur le principal des maisons et emplacements, dix centimes par franc;

2° Sur le principal des voitures, quinze centimes par franc;

3° Sur le principal des patentes, quinze centimes par franc.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 11 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PEYRON.

N° 15,417. — **DÉCRET** qui autorise l'établissement de centimes additionnels, pendant l'année 1885, dans la commune de Bras-Panon (île de la Réunion).

Du 11 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽¹⁾;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Bras-Panon du 9 janvier 1885;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884, article 133,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La commune de Bras-Panon (île de la Réunion) est auto-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 166, n° 1382.

risée à s'imposer, pendant l'année 1885, pour parer à l'insuffisance de ses revenus, des centimes additionnels sur le principal des contributions directes, dont le détail suit :

1° Sur le principal des maisons et emplacements, vingt-cinq centimes par franc;

2° Sur le principal des voitures, dix centimes par franc;

3° Sur le principal des patentes, un franc par franc.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 11 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,
Signé A. PETRON.*

N° 15,418. — DÉCRET qui autorise l'établissement de centimes additionnels, pendant l'année 1885, dans la commune de Saint-André (île de la Réunion).

Du 11 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽¹⁾;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-André du 7 janvier 1885;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884, article 133,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La commune de Saint-André (île de la Réunion) est autorisée à s'imposer, pendant l'année 1885, pour parer à l'insuffisance de ses revenus, des centimes additionnels sur le principal des contributions directes, dont le détail suit :

Sur le principal des patentes, dix centimes par franc.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 11 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PETRON.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 166, n° 1382.

N° 15,419.—*DÉCRET qui autorise l'établissement de centimes additionnels pendant l'année 1885 dans la commune de Salazie (île de la Réunion).*

Du 11 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽¹⁾ ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Salazie, du 8 janvier 1885 ;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884, article 133,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La commune de Salazie (île de la Réunion) est autorisée à s'imposer, pendant l'année 1885, pour parer à l'insuffisance de ses revenus, des centimes additionnels sur le principal des contributions directes, dont le détail suit :

Sur le principal des patentes, cinq centimes par franc.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 11 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PETRON.

N° 15,420. — *DÉCRET qui autorise l'établissement de centimes additionnels pendant l'année 1885, dans la commune de Sainte-Marie (île de la Réunion).*

Du 11 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽¹⁾ ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Sainte-Marie, du 11 janvier 1885 ;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884, article 133,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La commune de Sainte-Marie (île de la Réunion) est au-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 166, n° 1382.

torisée à s'imposer, pendant l'année 1885, pour parer à l'insuffisance de ses revenus, des centimes additionnels sur le principal des contributions directes, dont le détail suit :

1° Sur le principal des maisons et emplacements, dix centimes par franc;

2° Sur le principal des patentes, vingt centimes par franc.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 11 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PETRON.

N° 15,421. — DÉCRET qui autorise l'établissement de centimes additionnels, pendant l'année 1885, dans la commune de la Plaine-des-Palmistes (Ile de la Réunion).

Du 11 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854⁽¹⁾;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de la Plaine-des-Palmistes, du 10 janvier 1885;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884, article 133,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La commune de la Plaine-des-Palmistes (Ile de la Réunion) est autorisée à s'imposer, pendant l'année 1885, pour parer à l'insuffisance de ses revenus, des centimes additionnels sur le principal des contributions directes dont le détail suit :

1° Sur le principal des voitures, cinquante centimes par franc;

2° Sur le principal des patentes, un franc par franc.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 11 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY,

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PETRON.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 166, n° 1382.

N° 15,422. — *DÉCRET qui autorise l'établissement de centimes additionnels, pendant l'année 1885, dans la commune de Sainte-Rose (île de la Réunion).*

Du 11 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽¹⁾;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Sainte-Rose, du 13 janvier 1885;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884, article 133,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La commune de Sainte-Rose (île de la Réunion) est autorisée à s'imposer, pendant l'année 1885, pour parer à l'insuffisance de ses revenus, des centimes additionnels sur le principal des contributions directes, dont le détail suit :

1° Sur le principal des maisons et emplacements, vingt-cinq centimes par franc;

2° Sur le principal des voitures, cinquante centimes par franc;

3° Sur le principal des patentes, trente centimes par franc.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 11 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PETRON.

N° 15,423. — *DÉCRET portant qu'un adjoint, en sus du nombre déterminé par la loi du 5 avril 1884, sera nommé dans la section de Sainte-Anne de la commune de Saint-Benoît (île de la Réunion).*

Du 26 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽¹⁾;

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Benoît (Réunion) et les plans annexés (séance du 3 août 1884);

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 166, n° 1382.

Vu la loi municipale du 5 avril 1884 (articles 73 et 75);
La section des finances, des postes et des télégraphes, de la guerre, de la marine et colonies, du Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un adjoint en sus du nombre déterminé par l'article 73 de la loi du 5 avril 1884 sera nommé dans la section de Sainte-Anne de la commune de Saint-Benoît (Réunion).

Il remplira les fonctions d'officier de l'état civil et pourra être chargé de l'exécution des lois et règlements de police.

La délimitation de la section ci-dessus désignée est déterminée conformément au plan joint au présent décret.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin officiel de la marine*, au *Bulletin des lois* et aux journaux officiels de la métropole et de la colonie.

Fait à Paris, le 26 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PRYRON.

N° 15,424. — DÉCRET qui autorise l'établissement de centimes additionnels pendant l'année 1885 dans la commune de Saint-Benoît (île de la Réunion).

Du 27 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽¹⁾;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Benoît (Réunion) du 13 janvier 1885;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884 (article 133, paragraphe 16);

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La commune de Saint-Benoît (île de la Réunion) est autorisée à s'imposer, pendant l'année 1885, pour parer à l'insuffisance de ses revenus, des centimes additionnels au principal des contributions directes, dont le détail suit :

1° Sur les maisons et emplacements, cinquante centimes par franc du principal;

2° Sur les patentes, quinze centimes par franc du principal.

¹ 11^e série, Bull. 166, n° 1382.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 27 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PEYRON.

N° 15,425. — **DÉCRET** qui autorise l'établissement de centimes additionnels pendant l'année 1885 dans la commune de Saint-Denis (île la Réunion).

Du 27 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽¹⁾;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Denis (Réunion), du 20 décembre 1884;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884 (article 133, paragraphe 16);

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La commune de Saint-Denis (île de la Réunion) est autorisée à s'imposer pendant l'année 1885, pour parer à l'insuffisance de ses revenus, des centimes additionnels au principal des contributions directes, dont le détail suit :

1° Sur les maisons et emplacements, cinquante centimes par franc du principal;

2° Sur les patentes, dix centimes par franc du principal.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 27 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PEYRON.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 166, n° 1382.

N° 15,426. — *Décret portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur le budget ordinaire de 1885, d'un Crédit de 98,506 fr. 55 cent., applicable à divers travaux militaires.*

Du 6 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu la loi du 29 décembre 1884, portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget ordinaire des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1885;

Vu les conventions passées avec les villes de la Rochelle, Limoges, Dijon, Amiens et le département de la Haute-Vienne pour l'exécution de travaux militaires;

Vu l'état des sommes versées au trésor pour cet objet;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 3 avril 1885,

Décrète :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de l'exercice 1885, chapitre **XXX : (Génie; Établissements et Matériel)**, un crédit de la somme de quatre-vingt-dix-huit mille cinq cent six francs cinquante-cinq centimes (98,506^{fr} 55^{cent}), représentant le montant des versements effectués au trésor par les villes et le département ci-après dénommés pour concourir avec les fonds de l'État à l'exécution de travaux militaires, savoir:

EXERCICE 1885. — BUDGET ORDINAIRE.

CHAPITRE XXX. — GÉNIE. (Établissements et matériel.)

La Rochelle. — Travaux d'assainissement du front ouest.....	70,000 ^{fr} 00 ^{cent}
Limoges. — Transformation de la maison centrale en caserne.....	16,066 19
Dijon. — Amodiation de champ de manœuvres.....	743 86
Amiens. — Location de champ de manœuvres et de tir.....	4,000 00
Département de la Haute-Vienne (pour Limoges). — Transformation de la maison centrale en caserne.....	7,697 50
TOTAL ÉGAL.....	98,506 55

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'article 1^{er} du présent décret au moyen des versements effectués au trésor par les villes et le département ci-dessus désignés.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull 1045, n° 10,527.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^l LEWAL.

N° 15,427. — DÉCRET portant ouverture au Ministre de la Guerre, au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885, d'un Crédit de 22,000 francs applicable à des Travaux militaires.

Du 6 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu la loi du 29 décembre 1884 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère de la guerre pour l'exercice 1885;

Vu les conventions passées entre l'État et les villes de Sainte-Menehould et Senlis pour l'exécution de travaux militaires;

Vu l'état des sommes versées au trésor pour cet objet;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 3 avril 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885, chapitre II : (*Génie*), un crédit de vingt-deux mille francs (22,000'), représentant le montant des versements effectués au trésor par les villes de Sainte-Menehould et Senlis pour concourir avec les fonds de l'État à l'exécution des travaux militaires ci-après :

Sainte-Menehould. — Établissement d'un quartier de cavalerie.	20,000' 00
Senlis. — Établissement d'un champ de tir.....	2,000 00

SOMME ÉGALE.....	22,000 00
------------------	-----------

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources versées au trésor par les villes ci-dessus désignées.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Les ministres des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^l LEWAL.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIMARD.

N° 15,428.—*DÉCRET* portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1885, d'un Crédit de 83,734 francs, représentant le montant d'une pareille somme versée au Trésor à titre de Fonds de concours par les Colonies, pour leur participation aux dépenses d'installation de la section coloniale à l'Exposition internationale d'Anvers.

Du 7 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu la loi du 10 mars 1885 portant ouverture au chapitre xxiv du budget du ministère de la marine et des colonies, deuxième section (*Service colonial*), d'un crédit extraordinaire de quatre-vingt-huit mille sept cent vingt-cinq francs quatre-vingt-deux centimes pour les dépenses de l'exposition internationale d'Anvers;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu les récépissés constatant les versements effectués au trésor sur les fonds du budget des colonies à titre de fonds de concours :

1° Dans la caisse du receveur central de la Seine, par la colonie de Cochinchine, en vertu de la délibération du conseil colonial en date du 31 juillet 1884, versement montant à 31,234'

2° Dans la caisse du même comptable, par la colonie de Nossi-Bé, en vertu de la délibération du conseil d'administration du 23 août 1884, versement montant à 2,000

3° Dans la caisse du même comptable, par la colonie de Saint-Pierre et Miquelon, en vertu des délibérations du conseil d'administration des 23 juillet et 2 octobre 1884, versement montant à .. 2,000

4° Dans la caisse du trésorier-payeur à Saint-Louis, par la colonie du Sénégal, en vertu de la délibération du conseil général notifiée par le gouverneur, le 8 janvier 1885, versement montant à 5,000

5° Dans la caisse du trésorier-payeur à la Basse-Terre par la colonie de la Guadeloupe, en vertu de la délibération du conseil général en date du 11 décembre 1884, versement montant à 5,000

6° Dans la caisse du trésorier-payeur à Saint-Denis, par la colonie de la Réunion, en vertu de la délibération du conseil général du 5 septembre 1884, versement montant à 1,500

7° Dans la caisse du trésorier-payeur à Nouméa, par la colonie de la Nouvelle-Calédonie, en vertu de la délibération du conseil d'administration en date du 1^{er} août 1884, deux versements montant ensemble à 12,000

8° Dans la caisse du trésorier-payeur de Mayotte, par la colonie de Mayotte, en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du 28 octobre 1884, versement montant à.....	2,000 ^f
9° Dans la caisse du trésorier-payeur au Gabon, en vertu de la délibération du conseil d'administration des établissements français du golfe de Guinée du 6 août 1884, versement montant à...	3,000
10° Dans la caisse du payeur du Tonkin, en vertu d'une décision du général commandant le corps expéditionnaire du Tonkin en date du 13 novembre 1884, versement montant à.....	20,000
ENSEMBLE.....	<u>83,734</u>

Vu la lettre du ministre des finances en date du 2 avril 1885,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministère de la marine et des colonies, sur l'exercice 1885, au titre du chapitre XXIV (*Exposition d'Anvers*), un crédit de quatre-vingt-trois mille sept cent trente-quatre francs (83,734^f) applicable aux dépenses d'installation de la section coloniale à l'exposition internationale d'Anvers.

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours, conformément à l'énumération qui précède.

3. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PÉRON.

N° 15,429. — *DÉCRET qui rend exécutoire en Algérie l'article 8 de la loi de Finances du 29 décembre 1884, relatif aux Timbres des polices d'assurances contre l'incendie et sur la vie.*

Du 16 Avril 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 2 de l'ordonnance du 10 janvier 1843 ⁽¹⁾ relative à l'application en Algérie de la législation française sur l'emploi du timbre;

Vu l'article 8 de la loi de finances du 29 décembre 1884 ainsi conçu :

« Le droit de timbre établi par la loi en vigueur sur les contrats d'assu-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 973, n° 10,458.

« rance, ainsi que sur tous les actes ayant exclusivement pour objet la formation, la modification ou la résiliation amiable de ces contrats, sera acquittée par les sociétés, compagnies d'assurances et tous autres assureurs contre l'incendie et sur la vie, selon le mode réglé par les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 37 de la loi du 5 juin 1850.

« La taxe annuelle est fixée, décime compris, à quatre centimes par mille francs du total des sommes assurées contre l'incendie pour les assurances à primes, et à trois centimes par mille francs pour les assurances mutuelles.

« La présente loi sera appliquée à partir de sa promulgation aux contrats d'assurances mutuelles contre l'incendie souscrits depuis plus de cinq ans, ainsi qu'à tous les contrats en cours rédigés sur papier frappé du timbre d'abonnement et pour lesquels les assurés ont continué, après le désabonnement, à payer la taxe annuelle aux assureurs.

« Toutefois il sera tenu compte aux assureurs qui ont acquitté le droit au comptant sur les clauses de tacite reconduction et sur les polices en cours, conformément aux articles 33 et 36 de la loi du 5 juin 1850, de la partie de ces droits qui excède le montant de la taxe annuelle par eux payée après le désabonnement.

« Les actes de réassurances ne sont point assujettis à la taxe annuelle lorsque cette taxe est payée par l'assureur primitif.

« La perception des droits de timbre d'abonnement, établie par l'article 37 de la loi du 5 juin 1850 et par le présent article, aura lieu dans les délais et suivant les formes déterminées par les articles 5, 6, 7, 8 et 10 du règlement d'administration publique du 25 novembre 1872. A défaut de paiement dans le délai ci-dessus, l'assende édictée par l'article 10 de la loi du 23 juin 1857 sera exigible.

« L'avis de l'acquiescement des droits inséré au *Journal officiel* équivalra à l'apposition du timbre pour les actes spécifiés au présent article. »

Sur le rapport du ministre des finances, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 8 de la loi de finances du 29 décembre 1884, relatif au timbre des polices d'assurances contre l'incendie et sur la vie, est déclaré exécutoire en Algérie.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé J.-J. CLAMORAN.

NP 15,430. — Décret qui crée une troisième place de Juge suppléant près le Tribunal de première instance de Draguignan (Var).

Du 17 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 5, paragraphe 2, de la loi du 30 août 1883;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une troisième place de juge suppléant est créée près le tribunal de première instance de Draguignan (Var).

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Président du Conseil,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé HENRI BAISSE.

N° 15,431. — DÉCRET qui crée une troisième place de Juge suppléant près le Tribunal de première instance de Perpignan (Pyrénées-Orientales).

Du 17 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 5, paragraphe 2, de la loi du 30 août 1883, sur la réforme de l'organisation judiciaire;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une troisième place de juge suppléant est créée près le tribunal de première instance de Perpignan (Pyrénées-Orientales).

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Président du Conseil,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé HENRI BAISSE.

N° 15,432. — DÉCRET qui crée une troisième place de Juge suppléant près le Tribunal de première instance de la Roche-sur-Yon (Vendée).

Du 17 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 5, paragraphe 2, de la loi du 30 août 1883 sur la réforme de l'organisation judiciaire;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une troisième place de juge suppléant est créée près le tribunal de première instance de la Roche-sur-Yon (Vendée).

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,433. — DÉCRET relatif à l'exécution de la Convention conclue entre la France et l'Italie pour la garantie réciproque de la Propriété littéraire, artistique et scientifique.

Du 20 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 21 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la convention conclue, le 9 juillet 1884, entre la France et l'Italie pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres de littérature, de sciences et d'art, et notamment les articles 1, 4 et 6 et le protocole additionnel y annexé,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Immédiatement après la mise en vigueur de la Convention du 9 juillet 1884, il sera procédé par les soins du ministre de l'intérieur, chez tous les libraires, éditeurs et imprimeurs, à l'inventaire de toutes les réimpressions, reproductions ou traductions d'ou-

ouvrages italiens non tombés dans le domaine public, lesquelles ont été publiées ou étaient en cours de publication en France, le 20 avril 1885.

2. Dans un délai de trois mois à dater du jour de la publication du présent règlement, il sera apposé gratuitement par les délégués du ministre de l'intérieur un timbre uniforme sur tous les ouvrages inventoriés chez tous les libraires détaillants. Quant aux éditeurs, un compte leur sera ouvert au ministère de l'intérieur pour chaque ouvrage de propriété italienne reproduit par eux, avec ou sans autorisation, et qui existe dans leurs magasins. L'apposition du timbre pour chacune de ces productions aura lieu, sur la demande desdits éditeurs, au fur et à mesure de leurs besoins, jusqu'à concurrence du nombre d'exemplaires porté à leur compte dans l'inventaire général mentionné à l'article 1^{er} du présent règlement.

3. Seront poursuivis conformément aux lois :

1° Les éditeurs qui, après l'expiration du délai mentionné à l'article 2 pour l'apposition du timbre, auront mis en vente ou expédié des réimpressions, reproductions ou traductions non autorisées des livres italiens si elles ne sont pas revêtues du timbre;

2° Les détaillants trouvés détenteurs, à partir de la même époque, de réimpressions, reproductions ou traductions non autorisées et dépourvues de timbre.

Il en sera de même pour ceux qui auront contrefait, falsifié ou fait un usage frauduleux du timbre prévu audit article 2.

4. Les clichés, bois et planches gravés de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques existant en magasin et chez les éditeurs ou imprimeurs français, constituant une reproduction non autorisée des modèles italiens, seront également inventoriés par les soins du ministère de l'intérieur. Ils ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la convention.

5. Les estampes, gravures, lithographies et photographies, qu'elles soient isolées, qu'elles fassent partie de collections ou qu'elles appartiennent à des corps d'ouvrages qui seront produites à l'aide de clichés, bois ou planches gravées ou pierres lithographiques spécifiées dans l'article précédent, ne pourront être mises en vente qu'après avoir été revêtues du timbre spécial.

6. Les livres en langue française d'importation licite venant d'Italie seront admis en France par les douanes d'Ajaccio, Annecy, Anor, Avricourt, Baisieux, Bastia, Batilly, Bayonne, Belfort, Bellegarde, Besançon, Bordeaux, Boulogne, Calais, Cerbère, Dieppe, Dunkerque, Feignies, Givet, Granville, le Havre, Hendaye, Jemmont, Lille, Longwy, Marseille, Modane, Nantes, Nice, Pagny-sur-Moselle, Pontarlier, Rouen, Saint-Malo, Saint-Nazaire, Tourcoing, Valenciennes, Villers, Vintimille.

Les livres en toute autre langue que la langue française pourront être importés par les mêmes bureaux.

Les livres étrangers déclarés à l'entrée pourront aussi être expédiés sur la douane centrale de Paris pour y être vérifiés.

7. Les ministres de l'intérieur, des affaires étrangères et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé ALLAIN-TARGÉ.

N° 15,434. — *DÉCRET qui nomme M. Hérault Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances.*

Du 21 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 22 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Hérault*, député, sous-secrétaire d'État au ministère des travaux publics, est nommé sous-secrétaire d'État au ministère des finances, en remplacement de M. *Labuze*, dont la démission a été acceptée.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé SADI CARNOT.

N° 15,435. — *DÉCRET portant convocation du Collège électoral de la Manche en vue de l'élection d'un Sénateur.*

Du 21 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 22 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875 ;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876 ⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois ;

Attendu le décès de M. *Dufresne*, sénateur du département de la Manche.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Manche sont convoqués pour le dimanche 3 mai prochain, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de la Manche, se réunira au chef-lieu le dimanche 7 juin prochain, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN TARGÉ.

N° 15,436. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) portant :

ART. 1^{er}. Le maire de Tours (Indre-et-Loire), au nom de cette ville, est autorisé à accepter, aux clauses et conditions imposées, le legs à elle fait par le sieur *Loiseau (Valentin-Eugène)*, suivant le testament olographe du 15 mai 1880, et consistant dans la nue propriété d'une somme de trente mille francs (30,000^f) pour être employée, selon les besoins de la ville, soit à l'amélioration de ses établissements de charité, soit au développement de l'instruction des classes ouvrières.

2. Le maire de Fondettes-Vallières (Indre-et-Loire) est autorisé à accepter, aux clauses et conditions énoncées, le legs fait à cette commune par le sieur *Loiseau (Valentin-Eugène)*, en vertu de son testament olographe du 15 mai 1880, et consistant en une somme de trois mille francs, à charge d'en appliquer le revenu au soulagement des pauvres.

Le produit de cette libéralité sera placé en rentes sur l'État trois pour cent, avec mention sur l'inscription de la destination des arrérages, qui seront versés dans la caisse du bureau de bienfaisance.

3. Le maire de Vouvray (Indre-et-Loire) est autorisé à accepter, aux clauses et conditions énoncées, le legs fait à cette commune par le même

⁽¹⁾ Bull. 290, n° 4942.

testateur, en vertu du même testament, et consistant en une somme de trois mille francs, à charge d'en appliquer le revenu au soulagement des pauvres.

Le produit de cette libéralité sera placé en rentes sur l'État trois pour cent, avec mention sur l'inscription de la destination des arrérages, qui seront versés dans la caisse du bureau de bienfaisance.

4. Le maire de Vicq-sur-Mahon (Indre) est, au nom de cette commune, autorisé à accepter, aux clauses et conditions imposées, le legs à elle fait par le même testateur, en vertu du même testament, et consistant en une somme de dix mille francs destinée soit à la fondation d'une seconde école primaire, soit à l'augmentation des ressources du bureau de bienfaisance.

5. Le président du cercle parisien de la ligue de l'enseignement, association reconnue d'utilité publique, et dont le siège est à Paris, rue Saint-Honoré, n° 175, est autorisé à accepter, au nom de l'association et sous bénéfice d'inventaire, le legs universel fait à son profit par le sieur *Loiseau* (*Valentin-Eugène*), en vertu de l'un de ses deux testaments olographes du 15 mai 1880, aux charges et conditions imposées par le testateur.

6. Le directeur de l'administration générale de l'assistance publique de Paris (Seine) est autorisé à accepter les legs résultant, en faveur de cette institution, des deux testaments olographes précités.

7. Est approuvée, pour sortir son plein et entier effet, la transaction aux termes de laquelle le cercle parisien de la ligue de l'enseignement s'engage à abandonner à l'assistance publique de Paris le montant net du quart du legs universel à provenir à la ligue seule, de l'un des testaments du sieur *Loiseau*, en date du 15 mai 1880, à la condition pour l'assistance publique de renoncer à toute prétention au legs universel qui lui est fait par un autre testament du même jour, ainsi qu'il résulte des délibérations du cercle parisien de la ligue de l'enseignement et du conseil de surveillance de l'assistance publique en date des 1^{re} et 14 décembre 1881. (*Paris, 17 Janvier 1885.*)

N° 15,437. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) portant que la chaire de poésie latine du collège de France portera désormais le titre de *Chaire d'histoire de la littérature latine*. (*Paris, 23 Janvier 1885.*)

N° 15,438. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) portant que la chaire d'éloquence latine du collège de France portera désormais le titre de *Chaire de philologie latine*. (*Paris, 23 Janvier 1885.*)

N° 15,439. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour le prolongement du môle de Rosmeur et de la cale du Grand-Port, au port de Douarnenez (Finistère), conformément aux dispositions du projet dressé les 3-20 mars 1883 par les ingénieurs du Finistère, et aux avis du conseil général des ponts et chaussées des 10 novembre 1881 et 1^{re} février 1883.

La dépense de ces travaux, évaluée à la somme de quatre cent mille fr., sera prélevée sur les ressources du budget ordinaire de chaque deuxième section (*Travaux d'amélioration des ports*).

En déduction de cette somme la contribution de dix mille francs de la commune de Douarnenez, par une délibération de son conseil municipal en date du 2 décembre 1884, s'est engagée à fournir à l'État. (*Paris, 11 Février 1885.*)

440. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant création d'une chaire d'économie politique à l'école nationale supérieure des mines. (*Paris, 11 Février 1885.*)

441. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui autorise les sieurs Fénal et ses associés, industriels à Pexonne (Meurthe-et-Moselle), à déposer des bois de chauffage dits *bois de corde* et rondins, sur les terrains qu'ils possèdent à gauche et à droite du chemin de fer de Baccarat à Badonviller, entre les points kilométriques 420^k,795 et 421^k,225, jusqu'à la distance de sept mètres cinquante centimètres du rail extérieur. (*Paris, 11 Février 1885.*)

442. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui affecte au service des ponts et chaussées, pour être incorporée dans les dépendances du port, une parcelle de terrain domanial d'une superficie de dix-huit ares quatre-vingt-neuf centiares trente six dix-millièmes, située dans le bassin de la Ville, à Saint-Valéry-sur-Somme (Somme), et désignée par une teinte rose sur le plan annexé au présent décret. (*Paris, 11 Février 1885.*)

443. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui réglemente l'usage de la source d'eau que le sieur Léger (*Georges*) est autorisé à pratiquer dans le hameau de la Deûle, au point kilométrique 49^k,615, sur le territoire de la commune de la Madeleine (Nord), pour l'alimentation de deux machines à vapeur. (*Paris, 11 Février 1885.*)

444. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui autorise le supérieur général des Frères des écoles chrétiennes, institut légalement reconnu et dont le siège est à Paris, à accepter, au nom de l'institut, la somme de cinq cents francs (500^f) fait à cet établissement par le sieur Le Roy (*Abel-Louis-Jacques*), en vertu de son testament olographe en date du 1^{er} novembre 1879. Cette somme sera placée en rentes sur

l'État, au nom de l'institut, et les arrérages en seront affectés aux besoins du petit noviciat de Quimper (Finistère). (*Paris, 11 Février 1885.*)

N° 15,445. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) portant

ART. 1^{er}. Le trésorier de l'école normale israélite orientale, établissement légalement reconnu et dont le siège est à Paris, rue de Trévise, n° 35, est autorisé à accepter, au nom de l'Œuvre, le legs d'une somme de deux mille francs (2,000^f) fait à son profit, à titre gratuit, par le sieur *Charles Netter*, en vertu de son testament olographe du 18 mai 1882.

2. Le président de la société de patronage des apprentis et ouvriers israélites de Paris (école du travail), établissement légalement reconnu dont le siège est à Paris, rue des Rosiers, n° 4 bis, est autorisé à accepter, au nom de l'Œuvre, le legs d'une somme de cinq mille francs fait à son profit, à titre gratuit, par le sieur *Charles Netter*, en vertu de son testament olographe du 18 mai 1882. (*Paris, 11 Février 1885.*)



Certifié conforme:

Paris, le 8^e Juin 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 926.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,446. — *Loi portant ouverture au Ministre de la Guerre et au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1885, d'un Crédit supplémentaire de 150 millions de francs pour le service du Tonkin.*

Du 8 Avril 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 9 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1885, et en dehors des crédits accordés par la loi de finances du 21 mars 1885, un crédit supplémentaire de soixante-quinze millions de francs (75,000,000^f), qui sera classé au chapitre XLII (*Corps expéditionnaire du Tonkin*).

2. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1885, et en dehors des crédits accordés par la loi de finances du 21 mars 1885, un crédit supplémentaire de soixante-quinze millions de francs (75,000,000^f), qui sera classé à la deuxième section (*Service colonial*), chapitre XV (*Service du Tonkin*).

3. Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1885.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé GARNIER.

Le Ministre des finances,

Signé CLAMAGERAN.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} E. CAMBON.

Le Président du Conseil,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé HENRI BRISSON.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé C. DE FREYCINET.

N° 15.447. — DÉCRET NOMMANT l'Inspecteur primaire dans l'Inde membre des Commissions d'instruction publique dans la Colonie.

Du 24 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu l'ordonnance organique du 23 juillet 1840 ⁽¹⁾, concernant le gouvernement des établissements français dans l'Inde;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽²⁾, sur la constitution des colonies;

Vu le décret du 24 juin 1879 ⁽³⁾, instituant un conseil privé dans les établissements français de l'Inde, ensemble le décret de même date, portant création d'une direction de l'intérieur;

Vu le décret du 22 octobre 1879, réglant la composition des commissions d'instruction publique dans l'Inde française;

Vu l'avis du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'inspecteur primaire dans l'Inde française sera de droit membre de la commission centrale d'instruction publique de la colonie, instituée par le décret du 22 octobre 1879 susvisé.

2. Lorsque l'inspecteur primaire sera en tournée d'inspection dans les dépendances, il sera également membre de droit des commissions d'instruction publique instituées dans ces localités.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 24 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PEYRON.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 756, n° 8783.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 166, n° 1582.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 464, n° 8306.

N° 15,448. — *DÉCRET portant institution d'un Conseil général à la Nouvelle-Calédonie.*

Du 2 Avril 1885.

(Enregistré au Journal officiel du 14 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le décret du 12 décembre 1874 ⁽¹⁾, sur le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie;

Vu le décret du 30 janvier 1867 ⁽²⁾, sur les pouvoirs des gouverneurs et commandants des colonies en matière de taxes et de contributions publiques;

Vu la loi du 10 août 1871, sur l'organisation des conseils généraux de France;

Vu le décret du 20 novembre 1882 ⁽³⁾, sur le régime financier des colonies;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884 et le décret du 26 juin 1884 ⁽⁴⁾, sur l'organisation municipale;

Vu l'article 13 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽⁵⁾, sur la constitution des colonies;

Vu l'avis du conseil supérieur des colonies,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1^{er}. Un conseil général est institué dans la colonie de la Nouvelle-Calédonie. Le conseil général élit, dans son sein, une commission coloniale.

2. Le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie est le dépositaire de l'autorité du Gouvernement dans les conditions prévues par le décret du 17 décembre 1874 et par le présent décret.

Il est chargé de l'exécution des décisions du conseil général et de la commission coloniale, conformément aux dispositions du présent décret.

TITRE II.

DE LA FORMATION DU CONSEIL GÉNÉRAL.

3. Le conseil général est composé de seize membres élus, qui sont répartis entre les six circonscriptions suivantes :

Première circonscription. — Commune de Nouméa, cinq conseillers à élire;

⁽¹⁾ Bull. 237, n° 3648.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1469, n° 14,949.

⁽³⁾ Bull. 645, n° 12,676.

⁽⁴⁾ Bull. 853, n° 14,420.

⁽⁵⁾ 1^{re} série, Bull. 186, n° 1382.

Deuxième circonscription. — Premier arrondissement, non compris Nouméa, trois conseillers;

Troisième circonscription. — Deuxième arrondissement, deux conseillers;

Quatrième circonscription. — Troisième arrondissement, deux conseillers;

Cinquième circonscription. — Quatrième arrondissement, deux conseillers;

Sixième circonscription. — Cinquième arrondissement, deux conseillers.

4. L'élection se fait au suffrage universel et au scrutin de liste dans chaque circonscription.

Elle se fait :

1° Pour la commune de Nouméa, sur les listes dressées pour les élections municipales;

2° Pour le reste de la colonie, sur des listes dressées par arrondissement, conformément aux prescriptions de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale.

Les circonscriptions peuvent être divisées en sections de vote par arrêté du gouverneur en conseil privé.

Les dispositions concernant l'affichage, la libre distribution des bulletins, circulaires et professions de foi, les réunions politiques électorales, la communication des listes d'émargement, les pénalités et poursuites en matière législative sont applicables aux élections du conseil général.

Sont également applicables à ces élections les paragraphes 3 et 4 de l'article 3 de la loi organique du 8 novembre 1875 sur les élections des députés.

5. Sont éligibles au conseil général tous les citoyens inscrits sur une liste d'électeurs ou justifiant qu'ils devaient y être inscrits avant le jour de l'élection, âgés de vingt-cinq ans accomplis qui sont domiciliés dans la colonie, et ceux qui, sans y être domiciliés, y sont inscrits au rôle d'une contribution directe.

Toutefois, le nombre des conseillers généraux non domiciliés ne pourra dépasser le quart du nombre total dont le conseil doit être composé.

6. Ne peuvent être élus au conseil général les citoyens qui sont pourvus d'un conseil judiciaire.

7. Ne peuvent être élus membres du conseil général :

1° Le gouverneur de la colonie, le directeur de l'intérieur, les chefs et sous-chefs du bureau de la direction de l'intérieur, et les commandants d'arrondissements de la colonie;

2° Les magistrats du tribunal supérieur, du tribunal de première instance, les juges de paix dans l'étendue de leur ressort;

3° Les militaires ou marins de tous grades en activité de service;

4° Les commissaires et agents de police; les ingénieurs en chef et ingénieurs des ponts et chaussées et des mines; les conducteurs des ponts et chaussées et les gardes-mines; les ministres des différents

es subventionnés; les vérificateurs des poids et mesures dans l'étendue de leur circonscription;

Les agents comptables de tous ordres employés à l'assiette, perception et au recouvrement des taxes et impôts quelconques et au paiement des dépenses publiques de toute nature; les chefs de bureau des postes et télégraphes, des eaux et forêts en fonctions dans la colonie.

Le mandat de conseiller général est incompatible avec celui de conseiller privé titulaire ou suppléant et avec les fonctions de tout fonctionnaire salarié ou subventionné sur les fonds de la colonie.

La même incompatibilité existe à l'égard des entrepreneurs de travaux publics ou de travaux publics rétribués sur le budget de la colonie.

Le mandat de conseiller général est gratuit.

Les collèges électoraux sont convoqués par arrêté du gouverneur en conseil privé. Il doit y avoir un intervalle d'un mois au moins entre la date de l'arrêté de convocation et le jour de l'élection, lequel jour sera toujours un dimanche. L'arrêté fixe le local où le scrutin sera ouvert, ainsi que les heures auxquelles il doit être ouvert et tenu.

La durée du scrutin est de huit heures au minimum et de douze heures au maximum.

Après la clôture du scrutin, le dépouillement a lieu immédiatement.

Quand un deuxième tour de scrutin est nécessaire, il y est procédé au dimanche suivant.

1. Les bureaux de vote seront présidés dans l'étendue de la commune de Nouméa, par le maire, les adjoints et les conseillers municipaux de la commune, suivant l'ordre du tableau, et, à défaut, par l'electeur de la commune désigné par le gouverneur.

Dans les arrondissements, ils sont présidés par les officiers de justice civile et, à défaut, par des électeurs désignés par le gouverneur.

2. Immédiatement après le dépouillement du scrutin, les procès-verbaux de chaque section, arrêtés et signés, sont portés au chef-lieu de la circonscription par deux membres du bureau. Le recensement général des votes est fait par le bureau du chef-lieu et le résultat est proclamé par son président, qui adresse tous les procès-verbaux et pièces au directeur de l'intérieur.

3. Nul n'est élu membre du conseil général au premier tour de scrutin s'il n'a réuni :

1° La majorité absolue des suffrages exprimés;

2° Un nombre de suffrages égal au quart de celui des électeurs inscrits.

4. Au second tour de scrutin, l'élection a lieu, à la majorité relative, quel que soit le nombre des votants.

5. Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de suffrages, l'élection est acquise au plus âgé.

6. Les élections peuvent être arguées de nullité par tout électeur de la circonscription, par les candidats et par les membres du conseil général. Si la réclamation n'a pas été consignée dans le procès-

verbal, elle doit être déposée dans le mois qui suit l'élection à la direction de l'intérieur. Il en sera donné récépissé. La réclamation sera, dans tous les cas, notifiée à la partie intéressée dans le délai d'un mois à compter du jour de l'élection.

Le directeur de l'intérieur transmettra au conseil du contentieux administratif, dans les dix jours qui suivront leur réception, les réclamations consignées au procès-verbal et déposées à la direction de l'intérieur.

Le directeur de l'intérieur aura, pour réclamer contre les élections, un délai de vingt jours, à partir du jour où il aura reçu les procès-verbaux des opérations électorales.

Il enverra sa réclamation au conseil du contentieux administratif. Elle ne pourra être fondée que sur l'observation des conditions et formalités prescrites par la législation.

15. Les réclamations seront examinées au conseil du contentieux administratif suivant les formes adoptées pour le jugement des affaires contentieuses. Elles seront jugées sans frais, dispensées du timbre et de l'intermédiaire d'un mandataire ou d'un défenseur. Elles seront jugées dans le délai d'un mois, à partir de l'arrivée des pièces au secrétariat du conseil du contentieux administratif.

Lorsqu'il y aura lieu à renvoi devant les tribunaux, le délai d'un mois ne courra que du jour où la décision judiciaire sera devenue définitive. Le débat ne pourra porter que sur les griefs relevés dans les réclamations, à l'exception des moyens d'ordre public qui pourront être produits en tout état de cause. Lorsque la réclamation est fondée sur l'incapacité légale de l'élu, le conseil du contentieux administratif sursoit à statuer jusqu'à ce que la question préjudicielle ait été jugée par les tribunaux compétents, et fixe un délai dans lequel la partie qui aura élevé la question préjudicielle doit justifier de ses diligences. S'il y a appel, l'acte d'appel doit, sous peine de nullité, être notifié à la partie dans les vingt jours du jugement, quelle que soit la distance des lieux. Les questions préjudicielles seront jugées sommairement par les tribunaux et conformément au paragraphe 4 de l'article 33 de la loi du 19 avril 1831.

16. Les réclamants peuvent se pourvoir au Conseil d'État par une déclaration de recours qui doit être faite au secrétariat du conseil privé dans le délai de deux mois à partir de l'expiration du délai dans lequel le conseil doit se prononcer.

Ce recours est ouvert tant au directeur de l'intérieur qu'aux parties intéressées.

Les recours seront instruits dans la forme indiquée par le décret du 5 août 1881.

17. Le conseiller général élu dans plusieurs circonscriptions est tenu de déclarer son option au président du conseil général dans les trois jours qui suivent l'ouverture de la session et, en cas de contestation, à partir de la notification de la décision du conseil du contentieux administratif et en cas d'appel du Conseil d'État. À défaut d'option dans ce délai, le conseil général déterminera, en séance pu-

blique et par la voie du sort, à quelle circonscription le conseiller appartiendra.

Lorsque le nombre des conseillers non domiciliés dans la colonie dépasse le quart du conseil, le conseil général procède de la même façon pour désigner celui ou ceux dont l'élection doit être annulée.

18. Tout conseiller général qui, pour une cause survenue postérieurement à son élection, se trouve dans un des cas prévus par les articles 6, 7 et 8 ou se trouve frappé de l'une des incapacités qui font perdre la qualité d'électeur, est déclaré démissionnaire par le conseil général, soit d'office, soit sur les réclamations de tout électeur.

19. Lorsqu'un conseiller général aura manqué à une session ordinaire sans excuse légitime admise par le conseil, il sera déclaré démissionnaire par le conseil général dans la dernière séance de la session.

20. Lorsqu'un conseiller général donne sa démission, il l'adresse au président du conseil général ou au président de la commission coloniale qui en donne immédiatement avis au gouverneur de la colonie.

21. Les conseillers généraux sont nommés pour six ans; ils sont renouvelés par moitié tous les trois ans et indéfiniment renouvelables. En cas de renouvellement intégral, à la session qui suit ce renouvellement, le conseil général partage chaque circonscription en deux séries dont chacune comprend autant que possible la moitié des conseillers. Il procède ensuite à un tirage au sort pour régler l'ordre du renouvellement des séries.

22. En cas de vacances par décès, option, démission, pour une des causes énumérées aux articles 17, 18 et 19 ou pour toute autre cause, les électeurs devront être réunis dans le délai de trois mois. Toutefois, si le renouvellement légal de la série à laquelle appartient le siège vacant doit avoir lieu avant la prochaine session ordinaire du conseil général, l'élection partielle se fera à la même époque.

La commission coloniale est chargée de veiller à l'exécution du présent article. Elle adresse ses réquisitions au directeur de l'intérieur et, s'il y a lieu, au gouverneur.

TITRE III.

DES SESSIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL.

23. Le conseil général a, chaque année, deux sessions ordinaires; la session dans laquelle sont délibérés les budgets et les comptes commencera, de plein droit, le premier lundi qui suit le 15 août. Elle ne pourra être retardée que par un décret. L'ouverture de l'autre session a lieu au jour fixé par le conseil général dans la session du mois d'août précédent.

Dans le cas où le conseil général se serait séparé sans avoir pris aucune décision à cet égard, le jour sera fixé et la convocation sera

faite par la commission coloniale, qui en donnera avis au directeur de l'intérieur. La durée de la session d'août ne pourra excéder un mois, celle de l'autre session ordinaire ne pourra excéder quinze jours.

24. Le conseil général peut être réuni extraordinairement :

1° Par arrêté du gouverneur en conseil privé;

2° Si les deux tiers des membres en adressent la demande écrite au président. Dans ce cas, le président est tenu d'en donner avis immédiatement au gouverneur, qui devra convoquer d'urgence.

La durée des sessions extraordinaires ne pourra excéder huit jours.

25. L'ouverture de chaque session est faite par le gouverneur ou, en cas d'empêchement, par son délégué.

Aussitôt après l'ouverture de la session d'août, le conseil général se réunit sous la présidence du doyen d'âge, le plus jeune membre faisant fonctions de secrétaire, et nomme au scrutin secret et à la majorité absolue son président, son vice-président et ses secrétaires.

Leurs fonctions durent jusqu'à la session d'août de l'année suivante.

26. Le conseil général fait son règlement intérieur.

27. Le directeur de l'intérieur a entrée au conseil général; il est entendu quand il le demande et assiste aux délibérations, excepté quand il s'agit de l'apurement de ses comptes.

Les autres chefs d'administration et de service peuvent être autorisés par le gouverneur à entrer au conseil pour y être entendus sur les matières qui rentrent dans leurs attributions respectives.

28. Les séances du conseil général sont publiques; néanmoins, sur la demande de cinq membres, du président ou du directeur de l'intérieur, le conseil général, par assis et levé, sans débats, décide s'il se formera en comité secret.

29. Le président seul a la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit, il en dresse procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

30. Le conseil général ne peut délibérer si la moitié plus un des membres dont il doit être composé n'est pas présente. Les votes sont recueillis au scrutin public toutes les fois que le sixième des membres présents le demande. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Néanmoins, les votes sur les nominations ont toujours lieu au scrutin secret.

Le résultat des scrutins publics énonçant les noms des votants est reproduit au procès-verbal.

31. Le conseil général devra établir, jour par jour, un compte rendu sommaire et officiel de ses séances, qui sera tenu à la disposition des journaux, dans les quarante-huit heures qui suivent la séance.

Les journaux ne pourront apprécier une discussion du conseil général sans reproduire, en même temps, la portion du compte

rendu afférente à cette discussion. Toute contravention à cette disposition sera punie d'une amende de cinquante à cinq cents francs.

32. Les procès-verbaux des séances, rédigés par un des secrétaires, sont arrêtés au commencement de chaque séance et signés par le président et le secrétaire. Ils contiennent les rapports, les noms des membres qui ont pris part à la discussion et l'analyse de leurs opinions. Tout électeur ou contribuable de la colonie a le droit de demander la communication sans déplacement et de prendre copie de toutes les délibérations du conseil général, ainsi que des procès-verbaux des séances publiques, et de les reproduire par la voie de la presse.

33. Tout acte et toute délibération du conseil général relatifs à des objets qui ne sont pas légalement compris dans ses attributions sont nuls et de nul effet. La nullité est prononcée par un arrêté du gouverneur en conseil privé. Le gouverneur en rend compte immédiatement au ministre de la marine et des colonies.

La nullité peut également être prononcée par un décret du Président de la République.

34. Toute délibération prise hors des réunions du conseil prévues ou autorisées par la législation est nulle et de nul effet. Le gouverneur, par un arrêté motivé pris en conseil privé, déclare la réunion illégale, prononce la nullité des actes, prend toutes les mesures nécessaires pour que l'assemblée se sépare immédiatement et transmet son arrêté au procureur de la République pour l'exécution des lois, décrets et arrêtés et l'application, s'il y a lieu, des peines déterminées par l'article 258 du code pénal. En cas de condamnation, les membres condamnés sont déclarés par le jugement exclus du conseil et inéligibles pendant les trois années qui suivent la condamnation.

35. La suspension ou la dissolution du conseil général est prononcée par arrêté du gouverneur rendu en conseil privé. L'arrêté doit être motivé. La durée de la suspension ne peut excéder deux mois.

L'arrêté de dissolution convoque, en même temps, les électeurs de la colonie pour le quatrième dimanche qui suivra sa date. Le nouveau conseil général se réunit, de plein droit, le deuxième lundi après l'élection, et nomme sa commission coloniale.

Le gouverneur rend compte immédiatement au ministre, soit de la suspension, soit de la dissolution du conseil général.

TITRE IV.

DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL.

36. Le conseil général arrête, chaque année, à sa session d'août, le maximum du nombre des centimes extraordinaires que les conseils municipaux sont autorisés à voter pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale.

Si le conseil général se sépare sans l'avoir arrêté, le maximum fixé pour l'année précédente est maintenu jusqu'à la session d'août de l'année suivante.

37. Chaque année, dans sa session d'août, le conseil général, par un travail d'ensemble comprenant toutes les communes et arrondissements de la colonie, procède à la révision des sections électorales et en dresse le tableau, conformément aux prescriptions des articles 11 et 12 de la loi municipale du 5 avril 1884.

38. Le conseil général opère la reconnaissance, détermine la largeur et prescrit l'ouverture et le redressement des chemins et routes de grande communication et d'intérêt commun.

39. Le conseil général, sur l'avis motivé du directeur de l'intérieur, nomme et révoque les titulaires des bourses entretenues sur les fonds du budget local.

Le directeur de l'intérieur peut prononcer la révocation dans le cas d'urgence. Il en donne avis au président de la commission coloniale et en fait connaître les motifs.

40. Le conseil général statue définitivement sur les objets ci-après désignés, savoir :

1° Acquisition, aliénation et échange des propriétés mobilières et immobilières de la colonie, quand ces propriétés ne sont pas affectées à un service public;

2° Mode de gestion des propriétés de la colonie;

3° Baux de biens donnés ou pris à ferme ou à loyer, quelle qu'en soit la durée;

4° Changement de destination et d'affectation des propriétés de la colonie, lorsque ces propriétés ne sont pas affectées à un service public;

5° Acceptation ou refus de dons et legs faits à la colonie quand ils ne donnent pas lieu à réclamation;

6° Classement, direction, déclassement des routes; plans et devis des travaux à exécuter pour la construction, la rectification ou l'entretien desdites routes ou chemins;

7° Classement, direction, déclassement des chemins de grande communication et d'intérêt collectif, désignation des communes qui doivent concourir à la construction et à l'entretien desdites routes et chemins, et fixation du contingent annuel de chaque commune; le tout sur l'avis des conseils municipaux intéressés; répartition des subventions accordées sur les fonds de la colonie aux chemins d'intérêt collectif; mode d'exécution des travaux à la charge de la colonie; taux de la conversion en argent des journées de prestation;

8° Projets, plans et devis de tous autres travaux à exécuter sur les fonds de la colonie;

9° Offres faites par les communes, les associations et les particuliers pour concourir à des dépenses quelconques d'intérêt colonial;

10° Concession à des associations, à des compagnies ou à des particuliers de travaux d'intérêt colonial;

11° Établissement et entretien des bacs et passages d'eau sur les routes, chemins et dans les ports à la charge de la colonie; fixation des tarifs de péages;

12° Assurances des propriétés mobilières et immobilières de la colonie;

13° Actions à intenter ou à soutenir au nom de la colonie, sauf les cas d'urgence dans lesquels la commission coloniale pourra statuer;

14° Transactions concernant les droits de la colonie;

15° Application des traités passés avec des établissements privés et publics pour le traitement des aliénés de la colonie;

16° Service des enfants assistés;

17° Part de la dépense des aliénés et des enfants assistés qui sera mise à la charge des communes et base de la répartition à faire entre elles;

18° Création d'institutions coloniales d'assistance publique dans les établissements coloniaux;

19° Établissement et organisation des caisses de retraite ou tout autre mode de rémunération en faveur du personnel autre que le personnel emprunté aux services métropolitains; établissement d'un compte de prévoyance ou de tout autre avantage en faveur du personnel employé dans la colonie;

20° Part contributive de la colonie aux dépenses des travaux qui intéressent à la fois la colonie et les communes;

21° Difficultés élevées relativement à la répartition de la dépense des travaux qui intéressent plusieurs communes de la colonie;

22° Vote du tarif des taxes et contributions de toute nature nécessaires pour l'acquittement des dépenses de la colonie sous la réserve indiquée en l'article 45.

41. Les délibérations par lesquelles le conseil général statue définitivement sont exécutoires si, dans un délai d'un mois à partir de la clôture de la session, le Gouvernement n'en a pas demandé l'annulation pour excès de pouvoir ou pour violation d'une disposition des lois, décrets ou des règlements ayant force de loi ou de décret. Le recours formé par le gouverneur doit être notifié par le directeur de l'intérieur au président du conseil général et au président de la commission coloniale. L'annulation ne peut être prononcée que par un décret rendu sur le rapport du ministre de la marine et des colonies.

42. Le conseil général vote les tarifs d'octroi de mer sur les objets de toute nature, de toute provenance introduits dans la colonie.

43. Le conseil général délibère :

1° Sur la part contributive à imposer à la colonie dans les travaux exécutés par l'État et qui intéressent la colonie;

2° Sur les emprunts à contracter et les garanties pécuniaires à consentir;

3° Sur l'acceptation ou le refus des dons et legs faits à la colonie en dehors des conditions spécifiées au paragraphe 5 de l'article 40;

4° Sur le mode de recrutement, de protection des immigrants et de repatriement;

5° Sur le mode d'assiette et les règles de perception des contributions et taxes;

6° Sur l'acquisition, l'aliénation et l'échange des propriétés de la colonie affectées à un service public;

7° Sur le changement de destination des propriétés de la colonie affectées à un service public;

8° Sur les frais de matériel de la justice et des cultes, sur les frais de personnel et de matériel du secrétariat du Gouvernement, de l'instruction publique, de la police générale et des prisons;

9° Sur l'établissement, le changement et la suppression de foires, de marchés et d'escalles; le tout sur l'avis des conseils municipaux dans les communes.

44. Les délibérations prises par le conseil général sur les matières énumérées en l'article précédent sont approuvées ou rejetées :

1° Par décret rendu sous la forme de règlement d'administration publique en ce qui concerne les numéros 1, 2, 3, 4 et 5.

Toutefois, en cas d'urgence, un arrêté du gouverneur en conseil privé peut rendre provisoirement exécutoires les délibérations sur le mode d'assiette et les règles de perception des contributions et taxes;

2° Par arrêté du gouverneur en conseil privé en ce qui concerne les matières énumérées dans les numéros 6, 7, 8 et 9.

45. Le conseil général donne son avis :

1° Sur les tarifs, le mode d'assiette et les règles de perception des douanes à appliquer dans la colonie;

2° Sur les changements proposés à la circonscription du territoire des arrondissements, des cantons et des communes et à la désignation des chefs-lieux;

3° Sur les difficultés relatives à la répartition de la dépense des travaux qui intéressent plusieurs communes et localités;

4° Sur tous les autres objets d'intérêt collectif sur lesquels il est appelé à donner son avis, en vertu de la législation en vigueur, ou sur lesquels il est consulté par le gouverneur.

46. Le conseil général peut adresser directement au gouverneur ou au ministre, par l'intermédiaire de son président, les réclamations qu'il aurait à présenter dans l'intérêt spécial de la colonie, ainsi que son opinion sur l'état et les besoins des différents services publics en ce qui concerne la colonie.

Il peut charger un ou plusieurs de ses membres de recueillir, sur les lieux, les renseignements qui lui sont nécessaires pour statuer sur les affaires qui sont placées dans ses attributions.

Tous vœux politiques lui sont interdits. Néanmoins il peut émettre des vœux sur toutes les questions économiques et d'administration générale.

47. Les chefs d'administration et les chefs de service sont tenus de fournir tous les renseignements qui leur seraient réclamés par le

conseil général sur les questions régulièrement soumises à ses délibérations, et qui rentrent dans leurs attributions respectives.

48. Le gouverneur accepte ou refuse les dons et legs faits à la colonie en vertu, soit de la décision du conseil général quand il n'y a pas de réclamations des familles, soit de la décision du gouvernement quand il y a réclamation.

Le gouverneur peut toujours, à titre conservatoire, accepter les dons et legs. La décision du conseil général ou du Gouvernement, qui intervient ensuite, a effet du jour de cette acceptation.

49. Le gouverneur intente les actions en vertu de la décision du conseil général et il peut, sur l'avis conforme de la commission coloniale, défendre toute action intentée contre la colonie. Il fait tous actes conservatoires et interruptifs de déchéance. En cas de litige entre l'État et la colonie, l'action est intentée ou soutenue, au nom de la colonie, par un membre de la commission coloniale désigné par elle. Le gouverneur, sur l'avis conforme de la commission coloniale, passe les contrats au nom de la colonie.

50. Aucune action judiciaire autre que les actions possessoires ne peut, à peine de nullité, être intentée contre la colonie qu'autant que le demandeur a préalablement adressé au gouverneur un mémoire exposant l'objet et les motifs de sa réclamation. Il en est donné récépissé. L'action ne peut être portée devant les tribunaux que deux mois après la date du récépissé, sans préjudice des actes conservatoires.

La remise du mémoire interrompra la prescription si elle est suivie d'une demande en justice dans le délai de trois mois.

51. Il est rendu compte, chaque année, au conseil général, à la session d'août, au nom du gouverneur, par rapports spéciaux et détaillés, de la situation de la colonie et de l'état des différents services publics.

A l'autre session ordinaire, un rapport est présenté au conseil général sur les affaires qui doivent lui être soumises pendant cette session. Ces rapports sont imprimés et distribués à tous les membres du conseil général, huit jours au moins avant l'ouverture de la session.

TITRE V.

DU BUDGET ET DES COMPTES DE LA COLONIE.

52. Le projet de budget de la colonie est préparé et présenté par le directeur de l'intérieur, qui est tenu de le communiquer à la commission coloniale, avec les pièces à l'appui, dix jours au moins avant l'ouverture de la session d'août.

Le budget délibéré par le conseil général est définitivement réglé par le gouverneur en conseil privé.

Il comprend :

1° Les recettes de toute nature autres que celles qui, d'après les

61. Les fonctions de membres de la commission coloniale sont incompatibles avec celles de maire du chef-lieu de la colonie et avec le mandat de délégué de la colonie.

62. La commission coloniale est présidée par le plus âgé des membres; elle élit elle-même son secrétaire; elle siège dans le local affecté au conseil général, et prend, sous l'approbation de ce conseil et avec le concours du gouverneur, toutes les mesures nécessaires pour assurer le service.

63. La commission coloniale ne peut délibérer si la majorité de ses membres n'est présente; les décisions sont prises à la majorité absolue des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Il est tenu procès-verbal des délibérations. Les procès-verbaux font mention du nom des membres présents.

64. La commission coloniale se réunit au moins une fois par mois aux époques et pour le nombre de jours qu'elle détermine elle-même sans préjudice du droit qui appartient à son président et au gouverneur de la convoquer extraordinairement.

65. Tout membre de la commission coloniale, qui s'absente des séances pendant deux mois consécutifs sans excuse légitime admise par la commission, est réputé démissionnaire. Il est pourvu à son remplacement à la plus prochaine session du conseil général.

66. Les membres de la commission coloniale ne reçoivent pas de traitement.

67. Le directeur de l'intérieur, ou son représentant, assiste aux séances de la commission coloniale. Ils sont entendus quand ils le demandent. Les chefs d'administration et de service sont tenus de fournir tous les renseignements qui leur seraient réclamés par la commission coloniale sur les affaires placées dans ses attributions.

68. La commission coloniale règle les affaires qui lui sont renvoyées par le conseil général, dans les limites de la délégation qui lui est faite. Elle délibère sur toutes les questions qui lui sont déferées par la législation en vigueur, et elle donne son avis au gouverneur sur toutes les questions qu'il lui soumet ou sur lesquelles elle croit devoir appeler son attention dans l'intérêt de la colonie.

69. Le directeur de l'intérieur est tenu d'adresser à la commission coloniale, au commencement de chaque mois, l'état détaillé des distributions de crédits qu'il a reçues et des mandats de paiement qu'il a délivrés pendant le mois précédent concernant le budget local.

70. A l'ouverture de chaque session ordinaire du conseil général, la commission coloniale lui fait un rapport sur l'ensemble de ses travaux et il lui soumet toutes les propositions qu'elle croit utiles.

A l'ouverture de la session d'août, elle lui présente, dans un rapport sommaire, ses observations sur le budget proposé par l'administration. Ces rapports sont imprimés et distribués, à moins que la commission n'en décide autrement.

71. Chaque année dans la session d'août, la commission coloniale présente au conseil général le relevé de tous les emprunts communaux et de toutes les contributions extraordinaires communales qui

ont été votées depuis la précédente session d'août, avec indication du chiffre total des centimes extraordinaires et des dettes dont chaque commune est grevée.

72. La commission coloniale, après avoir entendu l'avis ou les propositions du directeur de l'intérieur :

1° Répartit les subventions diverses portées au budget local et dont le conseil général ne s'est pas réservé la distribution ;

2° Détermine l'ordre de priorité des travaux à la charge de la colonie, lorsque cet ordre n'a pas été fixé par le conseil général ;

3° Propose de fixer l'époque et le mode d'adjudication ou de réalisation des emprunts coloniaux, lorsque la fixation n'en a pas été proposée par le conseil général ;

4° Fixe l'époque de l'adjudication des travaux d'utilité coloniale.

73. La commission coloniale vérifie l'état des archives et celui du mobilier appartenant à la colonie.

74. La commission coloniale peut charger un ou plusieurs de ses membres d'une mission relative à des objets compris dans ses attributions.

75. En cas de désaccord entre la commission coloniale et l'administration, l'affaire peut être renvoyée à la plus prochaine session du conseil général, qui statuera définitivement.

En cas de conflit entre la commission coloniale et l'administration comme aussi dans le cas où la commission aurait outrepassé ses attributions, le conseil général sera immédiatement convoqué, conformément aux dispositions de l'article 24 du présent décret et statuera sur les faits qui lui auront été soumis.

Le conseil général pourra, s'il le juge convenable, procéder dès lors à la nomination d'une nouvelle commission coloniale.

TITRE VII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

76. Dans les deux mois qui suivront la promulgation du présent décret, il sera procédé à l'élection des membres du conseil général dans la colonie de la Nouvelle-Calédonie.

77. Sont abrogées toutes les dispositions contraires à celles du présent décret.

78. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel de la marine* et aux journaux officiels de la métropole et de la colonie.

Fait à Paris, le 2 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PEYRON.

N° 15,449. — **DÉCRET** concernant la création d'un Conseil privé à la Nouvelle-Calédonie.

Du 2 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 4 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le décret du 12 décembre 1874 ⁽¹⁾, sur le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽²⁾;

Vu l'avis du conseil supérieur des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A la Nouvelle-Calédonie, les deux conseillers coloniaux, membres du conseil privé, prendront le nom de *conseillers privés*.

Les deux conseillers privés et les deux suppléants sont nommés par décret du Président de la République, sur la proposition du ministre de la marine et des colonies.

Ils sont choisis parmi les citoyens français âgés de trente ans révolus et domiciliés dans la colonie depuis cinq ans au moins.

La durée de leurs fonctions est de deux années. Ils peuvent être nommés de nouveau.

2. Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel de la marine* et aux journaux officiels de la métropole et de la colonie.

Fait à Paris, le 2 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PETRON.

N° 15,450. — **DÉCRET** portant institution d'un Conseil général aux îles Saint-Pierre et Miquelon.

Du 2 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 5 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

⁽¹⁾ Bull. 237, n° 3648.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 166, n° 1382.

Vu l'ordonnance du 18 septembre 1844, concernant le gouvernement des îles Saint-Pierre et Miquelon;

Vu le décret du 30 janvier 1887 ⁽¹⁾, sur les pouvoirs des gouverneurs et commandants des colonies en matière de taxes et de contributions publiques;

Vu la loi du 10 août 1871, sur l'organisation des conseils généraux de France;

Vu le décret du 15 juin 1872 ⁽²⁾, sur la composition du conseil d'administration de Saint-Pierre et Miquelon;

Vu le décret du 21 novembre 1880 ⁽³⁾, modifiant le mode d'élection des habitants appelés à siéger au conseil d'administration des îles Saint-Pierre et Miquelon;

Vu le décret du 20 novembre 1882 ⁽⁴⁾, sur le régime financier des colonies;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884 et le décret du 26 juin 1884 ⁽⁵⁾, sur l'organisation municipale;

Vu le décret du 2 avril 1885, relatif à la composition du conseil privé des îles Saint-Pierre et Miquelon;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽⁶⁾, sur la constitution des colonies;

Vu l'avis du conseil supérieur des colonies,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1^{er}. Un conseil général est institué dans la colonie de Saint-Pierre et Miquelon.

2. Le conseil général élit dans son sein une commission coloniale.

3. Le commandant de Saint-Pierre et Miquelon est le dépositaire de l'autorité du Gouvernement dans les conditions prévues par l'ordonnance organique du 18 septembre 1844 et par le présent décret. Il est chargé de l'exécution des décisions du conseil général et de la commission coloniale, conformément aux dispositions du présent décret.

TITRE II.

DE LA FORMATION DU CONSEIL GÉNÉRAL.

4. Le conseil général est composé de douze membres élus, répartis entre les trois circonscriptions suivantes :

Pour Saint-Pierre.....	9
Pour l'Île-aux-Chiens.....	1
Pour Miquelon et Langlade.....	2

5. L'élection se fait au suffrage universel et au scrutin de liste

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1469, n° 14,949.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 99, n° 1305.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 580, n° 10,080.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 745, n° 12,616.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 855, n° 14,420.

⁽⁶⁾ XI^e série, Bull. 166, n° 1382.

dans chaque circonscription, sur les listes dressées pour les élections municipales.

Les circonscriptions peuvent être divisées en sections de vote, par arrêté du commandant en conseil privé. Les dispositions concernant l'affichage, la libre distribution des bulletins, circulaires et professions de foi, les réunions publiques électorales, la communication des listes d'émargement, les pénalités et poursuites en matière législative, sont applicables aux élections du conseil général. Sont également applicables à ces élections les paragraphes 3 et 4 de l'article 3 de la loi organique du 30 novembre 1875 sur les élections des députés.

6. Sont éligibles au conseil général tous les citoyens inscrits sur une liste d'électeurs dans la colonie, ou justifiant qu'ils devaient y être inscrits avant le jour de l'élection, âgés de vingt-cinq ans accomplis.

7. Ne peuvent être élus au conseil général les citoyens qui sont pourvus d'un conseil judiciaire.

8. Ne peuvent être élus membres du conseil général :

1° Le commandant de la colonie, le chef du service de l'intérieur, les chefs et sous-chefs de bureau de ce service;

2° Les magistrats du conseil d'appel et du tribunal de première instance, ainsi que les juges de paix dans l'étendue de leur ressort;

3° Les militaires ou marins de tous grades en activité de service;

4° Les commissaires et agents de police, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les ministres des différents cultes subventionnés, les vérificateurs des poids et mesures dans l'étendue de leur circonscription;

5° Les agents comptables de tous ordres employés à la perception et au recouvrement des taxes et impôts quelconques et au paiement des dépenses publiques de toute nature; les chefs de service des postes et des télégraphes en fonctions dans la colonie.

9. Le mandat de conseiller général est incompatible avec celui de conseiller privé titulaire ou suppléant et avec les fonctions de tout ordre salariées ou subventionnées sur les fonds de la colonie.

La même incompatibilité existe à l'égard des entrepreneurs de services ou de travaux publics rétribués sur le budget de la colonie.

10. Le mandat de conseiller général est gratuit.

11. Les collèges électoraux sont convoqués par arrêté du commandant en conseil privé.

Il doit y avoir un intervalle de quinze jours francs au moins entre la date de l'arrêté de convocation et le jour de l'élection, qui sera toujours un dimanche.

L'arrêté fixe le local où le scrutin sera ouvert, ainsi que les heures auxquelles il doit être ouvert et fermé. La durée du scrutin est de huit heures au minimum et de onze heures au maximum.

Après la clôture du scrutin, le dépouillement a lieu immédiatement.

Lorsqu'un second tour de scrutin est nécessaire, il y est procédé le dimanche suivant.

12. Immédiatement après le dépouillement du scrutin, les procès-verbaux de chaque section, arrêtés et signés, sont portés au chef-lieu de la circonscription par deux membres du bureau. Le recensement général des votes est fait par le bureau du chef-lieu, et le résultat est proclamé par son président, qui adresse tous les procès-verbaux et les pièces au chef du service de l'intérieur.

13. Nul n'est élu membre du conseil général si au premier tour de scrutin il n'a réuni :

1° La majorité absolue des suffrages exprimés;

2° Un nombre de suffrages égal au quart de celui des électeurs inscrits.

Au second tour de scrutin, l'élection a lieu à la majorité relative, quel que soit le nombre des votants.

Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de suffrages, l'élection est acquise au plus âgé.

14. Les élections peuvent être arguées de nullité par tout électeur de la circonscription, par les candidats et par les membres du conseil général. Si la réclamation n'a pas été consignée dans le procès-verbal, elle doit être déposée dans les dix jours qui suivent, soit au secrétariat du chef de service de l'intérieur, soit au secrétariat de la section du contentieux du Conseil d'État. Il en sera donné récépissé. La réclamation sera, dans tous les cas, notifiée à la partie intéressée dans le délai d'un mois à compter du jour de l'élection.

Le commandant transmettra au Conseil d'État, dans les dix jours qui suivront leur réception, les réclamations consignées au procès-verbal ou déposées au service de l'intérieur.

Le commandant aura, pour réclamer contre les élections, un délai de vingt jours à partir du jour où il aura reçu les procès-verbaux des opérations électorales. Il enverra sa réclamation au Conseil d'État. Elle ne pourra être fondée que sur l'inobservation des conditions et formalités prescrites par la législation.

15. Les réclamations seront examinées au Conseil d'État suivant les formes adoptées pour le jugement des affaires contentieuses. Elles seront jugées sans frais, dispensées du timbre et du ministère des avocats au Conseil d'État. Elles seront jugées dans le délai de trois mois à partir de l'arrivée des pièces au secrétariat du Conseil d'État. Lorsqu'il y aura lieu à renvoi devant les tribunaux, le délai de trois mois ne courra que du jour où la décision judiciaire sera devenue définitive. Le débat ne pourra porter que sur les griefs relevés dans les réclamations, à l'exception des moyens d'ordre public qui pourront être produits en tout état de cause. Lorsque la réclamation est fondée sur l'incapacité légale de l'élu, le Conseil d'État sursoit à statuer jusqu'à ce que la question préjudicielle ait été jugée par les tribunaux compétents, et fixe un bref délai dans lequel la partie qui aura élevé la question préjudicielle doit justifier de ses diligences. S'il y a appel, l'acte d'appel doit, sous peine de nullité, être notifié à

la partie dans les dix jours du jugement, quelle que soit la distance des lieux. Les questions préjudicielles seront jugées sommairement par les tribunaux, et conformément au paragraphe 4 de l'article 33 de la loi du 19 avril 1831.

16. Le conseiller général élu dans plusieurs circonscriptions est tenu de déclarer son option au président du conseil général dans les trois jours qui suivront l'ouverture de la session, et, en cas de contestation, à partir de la notification de la décision du Conseil d'État. A défaut d'option dans ce délai, le conseil général déterminera, en séance publique et par la voie du sort, à quelle circonscription le conseiller appartiendra.

17. Tout conseiller général qui, pour une cause survenue postérieurement à son élection, se trouve dans un des cas prévus par les articles 7, 8 et 9, ou se trouve frappé de l'une des incapacités qui font perdre la qualité d'électeur, est déclaré démissionnaire par le conseil général soit d'office, soit sur les réclamations de tout électeur.

18. Lorsqu'un conseiller général aura manqué à une session ordinaire sans excuse légitime admise par le conseil, il sera déclaré démissionnaire par le conseil général dans la dernière séance de la session.

19. Lorsqu'un conseiller général donne sa démission, il l'adresse au président du conseil général ou au président de la commission coloniale qui en donne immédiatement avis au commandant de la colonie.

20. Les conseillers généraux sont nommés pour six ans; ils sont renouvelés par moitié tous les trois ans et indéfiniment rééligibles. En cas de renouvellement intégral, à la session qui suit ce renouvellement, le conseil général partage chaque circonscription en deux séries dont chacune comprend autant que possible la moitié des conseillers de la circonscription. Il procède ensuite à un tirage au sort pour régler l'ordre du renouvellement des séries.

21. En cas de vacance par décès, option, démission par une des causes énumérées aux articles 16, 17 et 18 ou pour toute autre cause, les électeurs devront être réunis dans le délai de trois mois. Toutefois, si le renouvellement légal de la série à laquelle appartient le siège vacant doit avoir lieu avant la prochaine session ordinaire du conseil général, l'élection partielle se fera à la même époque. La commission coloniale est chargée de veiller à l'exécution du présent article. Elle adresse ses réquisitions au chef du service de l'intérieur et, s'il y a lieu, au commandant.

TITRE III.

[DES SESSIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL.]

22. Le conseil général a, chaque année, deux sessions ordinaires: la session dans laquelle sont délibérés les budgets et les comptes

commence de plein droit le premier lundi qui suit le 15 août. Elle ne pourra être retardée que par un décret.

L'ouverture de l'autre session a lieu au jour fixé par le conseil général dans la session du mois d'août précédent.

Dans le cas où le conseil général se serait séparé sans avoir pris aucune décision à cet égard, le jour sera fixé et la convocation sera faite par la commission coloniale qui en donnera avis au chef du service de l'intérieur.

La durée de la session d'août ne pourra excéder un mois; celle de l'autre session ordinaire ne pourra excéder quinze jours.

23. Le conseil général peut être réuni extraordinairement:

1° Par arrêté du commandant de la colonie pris en conseil privé;

2° Si les deux tiers des membres en adressent la demande écrite au président. Dans ce cas, le président est tenu d'en donner avis immédiatement au commandant qui devra convoquer d'urgence.

La durée des sessions extraordinaires ne pourra excéder huit jours.

24. L'ouverture de chaque session est faite par le commandant ou, en cas d'empêchement, par son délégué.

25. Aussitôt après l'ouverture de la session d'août, le conseil général réuni sous la présidence du doyen d'âge, le plus jeune membre faisant fonctions de secrétaire, nommé au scrutin secret et à la majorité absolue, son président, son vice-président et son secrétaire.

Leurs fonctions durent jusqu'à la session d'août de l'année suivante.

26. Le conseil général fait son règlement intérieur.

27. Le chef du service de l'intérieur a entrée au conseil général; il est entendu quand il le demande et assiste aux délibérations, excepté quand il s'agit de l'apurement des comptes.

28. Les séances du conseil général sont publiques; néanmoins, sur la demande de trois membres, du président ou du chef de service de l'intérieur, le conseil général, par assis et levé, décide qu'il se formera en comité secret.

29. Le président a seul la police de l'assemblée.

Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit, il en dresse procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

30. Le conseil général ne peut délibérer si la moitié plus un des membres dont il est composé n'est présente. Les votes seront recueillis au scrutin public toutes les fois que le quart des membres présents le demande. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Néanmoins, les votes sur les nominations ont toujours lieu au scrutin secret.

Le résultat des scrutins publics énonçant les noms des votants est reproduit au procès-verbal.

31. Le conseil général devra établir, jour par jour, un compte rendu sommaire et officiel de ses séances, qui sera tenu à la dispo-

sition des journaux dans les quarante-huit heures qui suivront la séance.

Les journaux ne pourront apprécier une discussion du conseil général sans reproduire, en même temps, la portion du compte rendu afférente à cette discussion. Toute contravention à cette disposition sera punie d'une amende de cinquante à cinq cents francs.

32. Les procès-verbaux des séances, rédigés par le secrétaire, sont arrêtés au commencement de chaque séance et signés par le président et le secrétaire. Ils contiennent les rapports, les noms des membres qui ont pris part à la discussion et l'analyse de leurs opinions. Tout électeur ou contribuable de la colonie a le droit de demander la communication sans déplacement, et de prendre copie de toutes les délibérations du conseil général, ainsi que des procès-verbaux des séances publiques, et les reproduire par la voie de la presse.

33. Tout acte et toute délibération du conseil général relatifs à des objets qui ne sont pas légalement compris dans ses attributions, sont nuls et de nul effet.

La nullité est prononcée par un arrêté du commandant en conseil privé.

Le commandant en rend compte immédiatement au ministre de la marine et des colonies.

La nullité peut être également prononcée par un décret du Président de la République.

34. Toute délibération prise hors des réunions du conseil prévues ou autorisées par la législation est nulle et de nul effet. Le commandant, par un arrêté motivé pris en conseil privé, déclare la réunion illégale, prononce la nullité des actes, prend toutes les mesures nécessaires pour que l'assemblée se sépare immédiatement et transmet son arrêté au procureur de la République pour l'exécution des lois, décrets et arrêtés, et l'application, s'il y a lieu, des peines déterminées par l'article 258 du Code pénal. En cas de condamnation, les membres condamnés sont déclarés, par le jugement, exclus du conseil et inéligibles pendant les trois années qui suivront la condamnation.

35. La suspension du conseil général est prononcée par un arrêté du commandant rendu en conseil privé. L'arrêté doit être motivé. La durée de la suspension ne peut excéder deux mois.

Le commandant en rend compte immédiatement au ministre de la marine et des colonies.

36. La dissolution du conseil général est prononcée par un décret du Président de la République. Le décret de dissolution convoque en même temps les électeurs pour le quatrième dimanche qui suivra la date de sa promulgation dans la colonie.

Le nouveau conseil général se réunit de plein droit le deuxième lundi après l'élection et nomme sa commission coloniale.

TITRE IV.

DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL.

37. Le conseil général arrête, chaque année, à la session d'août, le maximum du nombre des centimes extraordinaires que les conseils municipaux sont autorisés à voter pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale.

Si le conseil général se sépare sans l'avoir arrêté, le maximum fixé pour l'année précédente est maintenu jusqu'à la session d'août de l'année suivante.

38. Chaque année, dans sa session d'août, le conseil général, par un travail d'ensemble, comprenant toutes les communes de la colonie, procède à la revision des sections électorales et en dresse le tableau, conformément aux prescriptions des articles 11 et 12 de la loi du 5 avril 1884.

39. Le conseil général opère la reconnaissance, détermine la largeur et prescrit l'ouverture et le redressement des routes et des chemins de grande communication.

40. Le conseil général, sur l'avis motivé du chef du service de l'intérieur, nomme et révoque les titulaires des bourses entretenues sur les fonds du budget local.

Le chef du service de l'intérieur peut prononcer la révocation dans les cas d'urgence. Il en donne avis immédiatement au président de la commission coloniale et en fait connaître les motifs.

41. Le conseil général statue définitivement sur les objets ci-après désignés, savoir :

1° Acquisition, aliénation et échange des propriétés mobilières et immobilières de la colonie quand ces propriétés ne sont pas affectées à un service public;

2° Mode de gestion des propriétés de la colonie;

3° Baux de biens donnés ou pris à ferme ou à loyer, quelle qu'en soit la durée;

4° Changement de destination et d'affectation des propriétés de la colonie lorsque ces propriétés ne sont pas affectées à un service public;

5° Acceptation ou refus de dons et legs faits à la colonie quand ils ne donnent pas lieu à réclamation;

6° Classement, direction et déclassement des routes, projets, plans et devis des travaux à exécuter pour la construction, la rectification ou l'entretien desdites routes;

7° Classement, direction et déclassement des chemins de grande communication; désignation des communes qui doivent concourir à la construction et à l'entretien desdits chemins, et fixation du contingent annuel de chaque commune; le tout sur l'avis des conseils municipaux intéressés; mode d'exécution des travaux à la charge de la colonie.

- Taux de la conversion en argent des journées de prestation ;
- 8° Projets, plans et devis de tous autres travaux à exécuter sur les fonds de la colonie ;
- 9° Offres faites par les communes, les associations et les particuliers pour concourir à des dépenses quelconques d'intérêt colonial ;
- 10° Concession à des associations, à des compagnies ou à des particuliers de travaux d'intérêt colonial ;
- 11° Etablissement et entretien des bacs et passages d'eau sur les routes, les chemins et dans les ports à la charge de la colonie ; fixation des tarifs de péage ;
- 12° Assurances des propriétés mobilières ou immobilières de la colonie ;
- 13° Actions à intenter ou à soutenir au nom de la colonie, sauf les cas d'urgence, dans lesquels la commission coloniale pourra statuer ;
- 14° Transactions concernant les droits de la colonie ;
- 15° Approbation des traités passés avec des établissements privés ou publics pour le traitement des aliénés de la colonie ;
- 16° Service des enfants assistés ;
- 17° Part de la dépense des aliénés et des enfants assistés qui sera mise à la charge des communes, et base de la répartition à faire entre elles ;
- 18° Création d'institutions coloniales d'assistance publique et service de l'assistance publique dans les établissements coloniaux ;
- 19° Etablissement et organisation des caisses de retraite en faveur du personnel autre que le personnel emprunté aux services métropolitains ; établissement d'un compte de prévoyance ou de tout autre avantage analogue en faveur du personnel employé dans la colonie ;
- 20° Part contributive de la colonie aux dépenses des travaux qui intéressent à la fois la colonie et les communes ;
- 21° Difficultés élevées relativement à la répartition de la dépense des travaux qui intéressent les communes de la colonie ;
- 22° Délibérations des conseils municipaux ayant pour objet l'établissement, la suppression ou les changements de foires et marchés ;
- 23° Vote du tarif des taxes et contributions de toute nature, nécessaires pour l'acquittement des dépenses de la colonie sous la réserve indiquée à l'article 46.
42. Les délibérations par lesquelles le conseil général statue définitivement sont exécutoires si, dans le délai de vingt jours, à partir de la clôture de la session, le commandant n'en a pas demandé l'annulation pour excès de pouvoir ou pour violation d'une disposition des lois, décrets ou des arrêtés du commandant ayant force de loi ou de décret. Le recours formé par le commandant doit être notifié par le chef du service de l'intérieur au président du conseil général et au président de la commission coloniale. Si dans le délai de trois mois, à partir de la notification, l'annulation n'a pas été prononcée,

la délibération est exécutoire. Cette annulation ne peut être prononcée que par un décret rendu sur le rapport du ministre de la marine et des colonies.

43. Le conseil général vote les tarifs d'octroi de mer sur les objets de toute nature et de toute provenance introduits dans la colonie.

44. Le conseil général délibère :

1° Sur la part contributive à imposer à la colonie dans les travaux exécutés par l'État et qui intéressent la colonie ;

2° Sur les emprunts à contracter et les garanties pécuniaires à consentir ;

3° Sur l'acceptation ou le refus des dons et legs faits à la colonie en dehors des conditions spécifiées au paragraphe 5 de l'article 41 ;

4° Sur le mode d'assiette et les règles de perception des contributions et taxes ;

5° Sur l'acquisition, l'aliénation et l'échange des propriétés de la colonie affectées à un service public ;

6° Sur le changement de destination et d'affectation des propriétés de la colonie affectées à un service public ;

7° Sur les frais de matériel de la justice et des cultes, sur les frais de personnel et matériel du secrétariat du gouvernement, de l'instruction publique, de la police générale et des prisons.

45. Les délibérations prises par le conseil général sur les matières énumérées en l'article précédent sont approuvées ou rejetées :

1° Par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique en ce qui concerne les numéros 1, 2, 3 et 4.

Toutefois, en cas d'urgence, un arrêté du commandant en conseil privé peut rendre provisoirement exécutoires les délibérations sur le mode d'assiette et les règles de perception des contributions et taxes ;

2° Par arrêté du commandant en conseil privé en ce qui concerne les matières énumérées dans les numéros 5, 6 et 7.

46. Le conseil général donne son avis :

1° Sur les tarifs, le mode d'assiette et les règles de perception des douanes à appliquer dans la colonie ;

2° Sur les changements proposés à la circonscription du territoire des communes et à la désignation des chefs-lieux ;

3° Sur tous les autres objets d'intérêt collectif sur lesquels il est appelé à donner son avis en vertu de la législation en vigueur, ou sur lesquels il est consulté par le commandant.

47. Le conseil général peut adresser directement au commandant ou au ministre de la marine et des colonies, par l'intermédiaire de son président, les réclamations qu'il aurait à présenter dans l'intérêt spécial de la colonie, ainsi que son opinion sur l'état et les besoins des différents services publics en ce qui concerne la colonie.

Il peut charger un ou plusieurs de ses membres de recueillir sur les lieux, les renseignements qui lui sont nécessaires pour statuer sur les affaires qui sont placées dans ses attributions.

Tous vœux politiques lui sont interdits.

Il peut émettre des vœux sur toutes les questions économiques et d'administration générale.

48. Les chefs d'administration et de service sont tenus de fournir tous les renseignements qui leur seraient réclamés par le conseil général sur les questions régulièrement soumises à ses délibérations.

49. Le commandant accepte ou refuse les dons et legs faits à la colonie en vertu, soit de la décision du conseil général, quand il n'y a pas de réclamation des familles, soit de la décision du Gouvernement quand il y a réclamation.

Le commandant peut toujours, à titre conservatoire, accepter les dons et legs. La décision du conseil général ou du Gouvernement qui intervient ensuite, a effet du jour de cette acceptation.

50. Le commandant intente les actions en vertu de la décision du conseil général et il peut, sur l'avis conforme de la commission coloniale, défendre à toute action intentée contre la colonie.

Il fait tous actes conservatoires et interruptifs de déchéance. En cas de litige entre l'État et la colonie, l'action est intentée ou soutenue, au nom de la colonie, par un membre de la commission coloniale désigné par elle.

Le commandant, sur l'avis conforme de la commission coloniale, passe les contrats au nom de la colonie.

51. Aucune action judiciaire autre que les actions possessoires ne peut, à peine de nullité, être intentée contre la colonie qu'autant que le demandeur a préalablement adressé au commandant un mémoire exposant l'objet et les motifs de sa réclamation. Il lui en est donné récépissé. L'action ne peut être portée devant les tribunaux que deux mois après la date du récépissé, sans préjudice des actes conservatoires.

La remise du mémoire interrompra la prescription si elle est suivie d'une demande en justice dans le délai de trois mois.

52. Il est rendu compte, chaque année, au conseil général, à la session d'août, au nom du commandant, par rapports spéciaux et détaillés, de la situation de la colonie et de l'état des différents services publics.

A l'autre session ordinaire, un rapport est présenté au conseil général sur les affaires qui doivent lui être soumises pendant cette session. Ces rapports sont imprimés et distribués à tous les membres du conseil général, huit jours au moins avant l'ouverture de la session.

TITRE V.

DU BUDGET ET DES COMPTES DE LA COLONIE.

53. Le projet du budget de la colonie est préparé et présenté par le chef du service de l'intérieur, qui est tenu de le communiquer à

la commission coloniale, avec les pièces à l'appui, dix jours au moins avant l'ouverture de la session d'août.

Le budget, délibéré par le conseil général, est définitivement réglé par le commandant en conseil privé.

Il comprend :

1° Les recettes de toute nature autres que celles qui, d'après les règlements en vigueur, doivent être perçues au compte du budget de l'État ;

2° Toutes les dépenses autres que celles relatives :

Au traitement du commandant ;

Au personnel de la justice et des cultes ;

Au service du trésorier-payeur ;

Aux services militaires.

54. Des subventions peuvent être accordées à la colonie sur le budget de l'État.

Des contingents peuvent lui être également imposés.

La loi annuelle des finances règle la quotité de la subvention concédée à la colonie, ou du contingent qui lui est imposé.

55. Le budget des dépenses est divisé en deux sections comprenant :

La première, les dépenses obligatoires ;

La deuxième, les dépenses facultatives.

Sont obligatoires :

1° Les dettes exigibles ;

2° Le minimum des frais de personnel et de matériel du service de l'intérieur, tel qu'il a été fixé par décret du Président de la République ;

3° Les frais de matériel de la justice et des cultes ;

4° Le loyer, l'ameublement et l'entretien de l'hôtel du commandant ;

5° Les frais de personnel et de matériel du secrétariat du Gouvernement et des prisons ;

6° La part afférente à la colonie dans les frais de personnel et de matériel de l'instruction publique et de la police générale, ainsi que dans les dépenses des enfants assistés et des aliénés ;

7° Le casernement de la gendarmerie ;

8° Les frais d'impression et de publication des budgets et comptes des recettes et des dépenses du service local des tables décennales de l'état civil ;

9° Les frais d'impression et de publication des listes pour les élections consulaires, les frais d'impression des cadres pour la formation des listes électorales et des listes des assesseurs près la cour criminelle ;

10° Les dépenses de personnel et d'entretien ordinaire des ports et des rades, autres que celles qui sont afférentes à l'entretien des phares, des sirènes et sifflots de brume situés sur la côte ouest de Miquelon ;

11° Les remises à allouer au trésorier-payeur et aux divers comptables de la colonie;

12° Les contingents qui peuvent être mis à la charge de la colonie conformément à l'article précédent.

La première section comprend, en outre, un fond de dépenses diverses et imprévues dont le ministre détermine chaque année le minimum, et qui est mis à la disposition du commandant.

56. Si les dépenses obligatoires ont été omises ou si le commandant, en conseil privé, estime que les allocations portées pour une ou plusieurs de ces dépenses sont insuffisantes, le commandant y pourvoit provisoirement à l'aide du fonds de dépenses diverses et imprévues. En cas d'insuffisance de ce fonds, il en réfère au ministre de la marine et des colonies qui, sur sa proposition, inscrit d'office les dépenses omises ou augmente les allocations.

Il est pourvu, par le commandant, en conseil privé, à l'acquittement de ces dépenses au moyen, soit d'une imputation sur les fonds libres, soit, à défaut, d'une réduction des dépenses facultatives ou d'une augmentation du tarif des taxes.

57. Les dépenses votées par le conseil général à la deuxième section du budget ne peuvent être ni changées, ni modifiées par le commandant, sauf dans le cas prévu dans l'article précédent et à moins que les dépenses facultatives n'excèdent les ressources ordinaires de l'exercice après prélèvement des dépenses obligatoires.

Le ministre de la marine et des colonies prononce définitivement sur ces changements ou modifications.

58. Dans le cas où le conseil général ne se réunirait pas ou se séparerait sans avoir voté le budget, le commandant, en conseil privé, l'établirait d'office et provisoirement. Les taxes et contributions continueraient à être perçues conformément au tarif de l'exercice précédent.

Le commandant en rendrait compte immédiatement au ministre de la marine et des colonies, qui statuerait définitivement.

59. Le conseil général entend et débat les comptes d'administration qui lui sont présentés, concernant les recettes et les dépenses du budget local. Les comptes doivent être communiqués à la commission coloniale, avec les pièces à l'appui, dix jours au moins avant l'ouverture de la session d'août. Les observations du conseil général sur les comptes présentés à son examen sont adressées directement par son président au commandant de la colonie. Ces comptes provisoirement arrêtés par le conseil général sont définitivement réglés par arrêtés du commandant en conseil privé.

À la session d'août, le chef du service de l'intérieur soumet au conseil général le compte annuel de l'emploi des ressources municipales affectées aux routes et aux chemins d'intérêt commun.

60. Les dispositions du décret du 20 novembre 1882 sur le régime financier des colonies restent applicables à la comptabilité du budget local et en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret.

TITRE VI.

DE LA COMMISSION COLONIALE.

12. La commission coloniale est élue chaque année, à la fin de la non d'août. Elle se compose de trois membres au moins et de quatre au plus et elle comprend un membre choisi autant que possible parmi les conseillers élus dans chaque circonscription. Les membres de la commission sont indéfiniment rééligibles.

13. Les fonctions de membres de la commission coloniale sont incompatibles avec celles de maire du chef-lieu, et avec le mandat délégué de la colonie.

14. La commission coloniale est présidée par le plus âgé de ses membres; elle élit elle-même son secrétaire, elle siège dans le local affecté au conseil général et prend, sous l'approbation de ce conseil avec le concours du commandant, toutes les mesures nécessaires pour assurer son service.

15. La commission coloniale ne peut délibérer si la majorité de ses membres n'est présente, les décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Il est tenu procès-verbal des délibérations. Les procès-verbaux font mention du nom des membres présents.

16. La commission coloniale se réunit au moins une fois par mois à époques et pour le nombre de jours qu'elle détermine elle-même sans préjudice du droit qui appartient à son président et au commandant de la convoquer extraordinairement.

17. Tout membre de la commission coloniale, qui s'absente des séances pendant deux mois consécutifs, sans excuse légitime admise par la commission, est réputé démissionnaire. Il est pourvu à son remplacement à la plus prochaine session du conseil général.

18. Les membres de la commission coloniale ne reçoivent pas de traitement.

19. Le chef du service de l'intérieur ou son représentant assiste aux séances de la commission coloniale. Ils sont entendus quand ils demandent. Les chefs d'administration et de service sont tenus de fournir tous les renseignements qui leur seraient réclamés par la commission coloniale sur les affaires placées dans ses attributions.

20. La commission coloniale règle les affaires qui lui sont renvoyées par le conseil général dans les limites de la délégation qui lui est faite. Elle délibère sur toutes les questions qui lui sont déférées par la législation en vigueur et elle donne son avis au commandant sur toutes les questions qu'il lui soumet ou sur lesquelles elle croit devoir appeler son attention dans l'intérêt de la colonie.

21. Le chef du service de l'intérieur est tenu d'adresser à la commission coloniale, au commencement de chaque mois, l'état détaillé des distributions de crédit qu'il a reçues et des mandats de paiement qu'il a délivrés pendant le mois précédent concernant le budget local.

71. A l'ouverture de chaque session ordinaire du conseil général, la commission coloniale lui fait un rapport sur l'ensemble de ses travaux et lui soumet toutes les propositions qu'elle croit utiles.

A l'ouverture de la session d'août, elle lui présente, dans un rapport sommaire, des observations sur le budget proposé par l'administration. Ces rapports sont imprimés et distribués, à moins que la commission n'en décide autrement.

72. Chaque année, dans la session d'août, la commission coloniale présente au conseil général le relevé de tous les emprunts communaux et de toutes les contributions extraordinaires communales qui ont été votés depuis la précédente session d'août, avec indication du chiffre total des centimes extraordinaires et des dettes dont chaque commune est grevée.

73. La commission coloniale, après avoir entendu l'avis ou les propositions du chef de service de l'intérieur :

1° Répartit les subventions diverses portées au budget local et dont le conseil général ne s'est pas réservé la distribution ;

2° Détermine l'ordre de priorité des travaux à la charge de la colonie, lorsque cet ordre n'a pas été fixé par le conseil général ;

3° Propose de fixer l'époque et le mode d'adjudication ou de réalisation des emprunts coloniaux, lorsque la fixation n'en a pas été fixée par le conseil général ;

4° Fixe l'époque de l'adjudication des travaux d'utilité coloniale.

74. La commission coloniale vérifie l'état des archives et celui du mobilier appartenant à la colonie.

75. La commission coloniale peut charger un ou plusieurs de ses membres d'une mission relative à des objets compris dans ses attributions.

76. En cas de désaccord entre la commission coloniale et l'administration, l'affaire peut être renvoyée à la plus prochaine session du conseil général, qui statuera définitivement.

En cas de conflit entre la commission coloniale et l'administration, comme aussi dans le cas où la commission aurait outrepassé ses attributions, le conseil général sera immédiatement convoqué, conformément aux dispositions de l'article 23 du présent décret, et statuera sur les faits qui lui auront été soumis. Le conseil général pourra, s'il le juge convenable, procéder dès lors à la nomination d'une nouvelle commission coloniale.

TITRE VII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

77. Dans les deux mois qui suivront la promulgation du présent décret, il sera procédé à l'élection des membres du conseil général dans la colonie de Saint-Pierre et Miquelon.

78. Sont abrogées toutes les dispositions contraires à celles du présent décret.

79. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine* et aux journaux officiels de la métropole et de la colonie.

Fait à Paris, le 2 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PETRON.

N° 15451. — *DÉCRET concernant la création d'un Conseil privé aux îles Saint-Pierre et Miquelon.*

Du 2 Avril 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies ;

Vu l'ordonnance du 18 septembre 1844, concernant le gouvernement des îles Saint-Pierre et Miquelon ;

Vu le décret du 15 juin 1872 ⁽¹⁾, sur la composition du conseil d'administration de Saint-Pierre et Miquelon ;

Vu le décret du 21 novembre 1880 ⁽²⁾, modifiant le mode d'élection des habitants appelés à siéger au conseil d'administration des îles Saint-Pierre et Miquelon ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽³⁾ ;

Vu l'avis du conseil supérieur des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil d'administration des îles Saint-Pierre et Miquelon prend le nom de *Conseil privé*.

Il est composé comme suit :

Le commandant, président ;

Le chef du service de l'intérieur ;

Le chef du service judiciaire ;

Un conseiller privé titulaire qui est, au besoin, remplacé par un conseiller privé suppléant.

2. Le conseiller privé et le suppléant sont nommés par décret du Président de la République, sur la proposition du ministre de la marine et des colonies. Ils sont choisis parmi les citoyens français no-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 99, n° 1305.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 580, n° 10,080.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 166, n° 1382.

tables âgés de trente ans révolus et domiciliés dans la colonie depuis cinq années au moins.

La durée des fonctions du conseiller privé et de son suppléant est de deux années. Ils peuvent être nommés de nouveau.

3. Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

4. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel de la marine* et aux journaux officiels de la métropole et de la colonie.

Fait à Paris, le 2 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé A. PEYRON.

N° 15,452. — **DÉCRET** portant fixation, pour l'année 1885, du Crédit d'inscription des Pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853.

Du 16 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu l'article 20 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles et l'article 38 du règlement d'administration publique du 9 novembre suivant;

Vu le relevé des extinctions réalisées en 1884 sur les pensions inscrites, s'élevant à la somme totale de trois millions quatre cent vingt et un mille deux cent soixante-quinze francs quatre-vingt-dix-sept centimes (3,421,275^f 97^c);

Vu l'article 15 de la loi du 21 mars 1885, qui a ouvert au ministre des finances, pour l'inscription des pensions civiles en 1885, en sus du produit des extinctions, un crédit d'un million cinq cent mille francs (2,500,000^f);

La section des finances, des postes et des télégraphes, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le crédit d'inscription des pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853 est fixé, pour l'année 1885, à la somme de quatre millions neuf cent vingt et un mille francs (4,921,000^f).

2. Sont allouées sur ce crédit aux différents ministères les sommes suivantes :

Ministère de la justice.....	290,000 ^f
Ministère des affaires étrangères.....	120,000
Ministère de l'intérieur. {	
Ministère.....	125,000
Algérie.....	25,000
Ministère des finances.....	1,690,000

Ministère de la guerre.....	80,000'
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes.....	1,300,000
Ministère de l'agriculture { Ministère.....	45,000
Forêts.....	2 15,000
Ministère du commerce.....	40,000
Ministère des travaux publics.....	325,000
Ministère des postes et des télégraphes.....	550,000
4,805,000	

3. La somme de cent seize mille francs (116,000'), qui représente l'excédent du crédit d'inscription fixé par l'article 1^{er} sur le montant des allocations déterminées par l'article 2, formera une réserve sur laquelle de nouvelles allocations pourront, s'il y a lieu, être ultérieurement réparties.

4. Ne seront imputées sur le crédit d'inscription de la présente année que les pensions qui auront fait l'objet de décrets de concession antérieurs au 1^{er} janvier 1886.

Les portions de crédit demeurées sans emploi au 31 décembre 1885 seront définitivement annulées.

5. Les ministres aux départements ci-dessus sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

N° 15,453. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1^{er} M. Fessy (*Charles-François-André*), né le 14 janvier 1847 à Saint-Étienne (Loire), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Moyse*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Fessy-Moyse*.

2^o Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 27 Avril 1885.*)

N° 15,454. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1^{er} M. Grusset (*Jean-Léon-Marie-Louis*), né le 17 mars 1843 à Montpellier (Hérault), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Morel*, et à s'appeler, à l'avenir, *Grusset-Morel*.

2^o Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire

opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 5 Mai 1885.)

N° 15,455. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit:

1° M. Joseph (François), né le 13 novembre 1837 à Tulle (Corrèze), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Delbos*, et à s'appeler, à l'avenir, *Joseph-Delbos*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 5 Mai 1885.)



Certifié conforme :

Paris, le 15^e Juin 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 927.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,456. — *DÉCRET fixant le Droit à percevoir, à titre de Cotisation, pour les Coupons, Parts ou Éclusées de Bois de charpente, sciage ou charronnage, flottés, pendant l'exercice 1885.*

Du 30 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu le procès-verbal de la délibération, en date du 30 novembre 1884, prise par la communauté des marchands de bois à ouvrer, pour l'approvisionnement de Paris ; ladite délibération ayant pour objet de pourvoir, dans un intérêt commun, aux dépenses que nécessiteront, pendant le cours de l'exercice 1885, le transport et la conservation de ces bois ;

Vu la loi de finances de l'exercice 1885 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, à titre de cotisation, pour les coupons, parts ou éclusées de bois de charpente, sciage ou charronnage flottés, pendant l'exercice 1885, savoir :

- 1^o Pour chaque coupon de charpente flotté sur les rivières d'Aube, d'Yonne, de Morin, ainsi que sur les canaux de la haute Seine, de Bourgogne et du Loing, et sur les rivières de Cure et d'Armançon, neuf francs (9^f), dont quatre francs cinquante centimes (4^f 50^c) à l'entrée et quatre francs cinquante centimes (4^f 50^c) à la sortie, ci..... 9^f 00^c
- 2^o Pour chaque part de sciage flotté sur lesdits canaux et rivières, quatorze francs (14^f), dont sept francs (7^f) à l'entrée et sept francs (7^f) à la sortie, ci..... 14 00
- 3^o Pour chaque coupon de charronnage flotté sur lesdits canaux et rivières, neuf francs (9^f), dont quatre francs cinquante centimes (4^f 50^c) à l'entrée et quatre francs cinquante centimes (4^f 50^c) à la sortie, ci..... 9 00

Sans préjudice du paiement de la cotisation spécialement affectée au service des flots et éclusées indispensables sur l'Aube et sur l'Yonne.

4° Pour chaque écluse de sapin provenant desdits canaux et rivières, quarante-cinq francs (45'), dont vingt-cinq francs (25') à l'entrée et vingt francs (20') à la sortie, ci.....	45 00
5° Pour chaque coupon de charpente flotté sur le canal de la Marne au Rhin et sur les canaux de la haute Marne, onze francs (11'), dont cinq francs cinquante centimes (5' 50') à l'entrée et cinq francs cinquante centimes (5' 50') à la sortie, ci.....	11 00
6° Pour chaque part de sciage flottée sur lesdits canaux, quatorze francs (14'), dont sept francs (7') à l'entrée et sept francs (7') à la sortie, ci....	14 00
7° Pour chaque coupon de charonnage flotté sur lesdits canaux, onze francs (11'), dont cinq francs cinquante centimes (5' 50') à l'entrée et cinq francs cinquante centimes (5' 50') à la sortie, ci.....	11 00
8° Pour chaque écluse de sapin provenant desdits canaux, quarante-cinq francs (45'), dont vingt-cinq francs (25') à l'entrée et vingt francs (20') à la sortie, ci.....	45 00
9° Pour chaque coupon de charpente flotté sur les rivières de Marne, depuis Épernay, et de Seine, depuis le confluent de l'Aube, treize francs (13'), dont six francs cinquante centimes (6' 50') à l'entrée et six francs cinquante centimes (6' 50') à la sortie, ci.....	13 00
10° Pour chaque part de sciage flottée sur lesdites rivières, dix-huit francs cinquante centimes (18' 50'), dont neuf francs vingt-cinq centimes (9' 25') à l'entrée et neuf francs vingt-cinq centimes (9' 25') à la sortie, ci.....	18 50
11° Pour chaque coupon de charonnage flotté sur lesdites rivières, onze francs (11'), dont six francs cinquante centimes (6' 50') à l'entrée et six francs cinquante centimes (6' 50') à la sortie, ci.....	13 00
12° Pour chaque écluse de sapin provenant desdites rivières, quarante-cinq francs (45'), dont vingt-cinq francs (25') à l'entrée et vingt francs (20') à la sortie, ci.....	45 00
13° Indépendamment des cotisations ci-dessus applicables aux coupons et parts de la rivière d'Aube, il sera payé, lors du départ des ports de cette rivière, pour chaque coupon ou part, deux francs soixante-quinze centimes (2' 75') pour le service des flots, ci.....	2 75

2. Le paiement des cotisations ci-dessus sera fait à Paris entre les mains de l'agent général de la compagnie, sauf pour la cotisation spéciale de la rivière d'Aube, laquelle sera versée entre les mains de l'agent spécial préposé à la résidence de Brienne.

3. L'agent général est autorisé à faire toutes les poursuites et diligences pour assurer le recouvrement des cotisations, en employant toutes les voies de droit, et, au besoin, la perception s'effectuera comme en matière de contributions publiques.

4. Le présent décret, reproduit en caractères lisibles et apparents, sera affiché, pendant toute la durée de l'exercice 1885, dans les bureaux des agents préposés à la perception des cotisations.

5. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,457. — *Décret qui approuve la délibération du 17 mars 1884 par laquelle le Conseil municipal de Valenciennes a donné son adhésion à la substitution de la Société anonyme des Chemins de fer économiques du Nord à la Société des Tramways et Chemins de fer économiques de Valenciennes à Anzin.*

Du 30 Mars 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 2 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec le plan et le cahier des charges y annexés, le décret en date du 30 juin 1877 ⁽¹⁾ ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique et de concéder à la ville de Valenciennes, deux lignes de tramways à traction de chevaux à établir, la première entre Valenciennes et Rastines, et la seconde entre Valenciennes et Bruay; 2° d'approuver le traité passé pour la rétrocession de l'entreprise au sieur Thérin;

Vu le décret du 19 décembre 1882 ⁽²⁾, qui modifie et complète la concession accordée par le décret ci-dessus visé, et qui approuve la rétrocession de l'entreprise ainsi modifiée à la Société anonyme des tramways et chemins de fer économiques de Valenciennes à Anzin et extensions, société à laquelle le sieur Thérin a cédé tous ses droits;

Vu la publication insérée dans le numéro 11,537 du journal *Le Courrier du Nord*, du 5 janvier 1884, en exécution des articles 55 et suivants de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, de laquelle il résulte que la Société des tramways et chemins de fer économiques de Valenciennes à Anzin et extensions, précédemment constituée sous l'empire de la loi belge, s'est transformée en société française dite Société anonyme des chemins de fer économiques du Nord;

Vu la demande présentée, le 9 janvier 1884, par cette dernière société, à l'effet d'être régulièrement substituée à la société belge des tramways de Valenciennes à Anzin et extensions comme rétrocessionnaire des tramways concédés à la ville de Valenciennes par les décrets précités des 30 juin 1877 et 19 décembre 1882;

Vu la délibération en date du 17 mars 1884 par laquelle le conseil municipal de Valenciennes a donné son adhésion à la substitution dont il s'agit;

Vu les rapports des ingénieurs en date des 14-21 février, 30-31 mai et 27 août-10 octobre 1884;

Vu les avis du préfet du département du Nord des 7 juin et 26 octobre 1884;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées en date des 3 juillet 1884 et 5 janvier 1885;

Vu la loi du 11 juin 1880, et notamment les articles 80 et 181;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la délibération en date du 17 mars 1884 par laquelle le conseil municipal de Valenciennes a donné son adhé-

⁽¹⁾ Bull. 347, n° 8149.

⁽²⁾ Bull. 782, n° 13,855.

sion à la substitution de la *Société anonyme des chemins de fer économiques du Nord* à la *Société des tramways et chemins de fer économiques de Valenciennes* à Anzin et extensions comme rétrocessionnaire des lignes de tramways concédées à ladite ville par les décrets ci-dessus visés des 30 juin 1877 et 19 décembre 1882.

2. La nouvelle société susindiquée devra se renfermer dans l'objet de la concession qui lui est rétrocédée. En cas d'inobservation de cette condition, elle encourra la déchéance.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé D. RAYNAL.

N° 15,458. — *DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Bordeaux à établir et à administrer au port de Bordeaux un huitième pavillon-abri pour les Marchandises.*

Du 11 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec le cahier des charges à l'appui, le décret du 15 mars 1881, par lequel la chambre de commerce de Bordeaux a été autorisée à établir et à exploiter, sur les quais du port de cette ville, sept pavillons destinés à abriter les marchandises et un pavillon pour les bagages des voyageurs des paquebots transatlantiques;

Vu la lettre de la même chambre de commerce, en date du 12 mai 1883, tendant à obtenir l'autorisation de construire et d'exploiter un huitième pavillon à marchandises;

Vu, avec le plan à l'appui, les rapports présentés les 20 juin-2 juillet 1883 sur cette demande par les ingénieurs du service maritime de la Gironde;

Vu le dossier de l'enquête, notamment le procès-verbal de la commission d'enquête du 10 décembre 1883;

Vu les lettres du préfet de la Gironde des 26 juillet 1883 et 17 mai 1884;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées du 26 avril 1884;

Vu la lettre du ministre du commerce du 18 octobre 1884;

Vu la lettre du ministre des finances du 12 juin 1884;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Bordeaux est autorisée à établir et à administrer, au port de Bordeaux, à l'emplacement teinté en rose sur le plan annexé au présent décret, un huitième pavillon-

abri pour les marchandises, conformément aux clauses et conditions stipulées au cahier des charges annexé au décret susvisé du 15 mars 1881.

2. Les comptes et les budgets relatifs à l'établissement et à l'administration du huitième pavillon-abri seront réunis, pour former chaque année un compte et un budget spécial, aux comptes et budgets relatifs :

1° Aux grues et à la machine à mâter que la chambre de commerce a été autorisée à établir et à exploiter par les décrets des 3 mai 1852 et 4 novembre 1868;

2° Aux magasins-docks, aux hangars et à l'outillage que la chambre de commerce a été autorisée, par décret du 19 juillet 1878, à établir et à exploiter sur les terrains dont la concession lui était promise aux termes de l'article 4 de la loi du 20 mai 1868;

3° Aux pavillons-abris que la chambre de commerce a été autorisée à établir et à exploiter par décret en date du 15 mai 1881.

Ce compte et ce budget comprendront en outre toutes les recettes et les dépenses faites par la chambre de commerce pour les services entretenus ou subventionnés par elle, avec approbation de l'autorité compétente, dans l'intérêt de l'exploitation du port. Ils seront définitivement approuvés par le ministre du commerce, conformément à l'article 17 du décret du 3 septembre 1851 portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce, mais après avis du ministre des travaux publics. Aucune nature nouvelle de dépenses n'y pourra figurer que sur avis conforme du ministre des travaux publics.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé SADI CARNOT.

N° 15,459. — *DÉCRET portant fixation des Taxes à percevoir en France, en Algérie, en Tunisie et dans les bureaux français à l'étranger sur les Correspondances à destination de l'État de Transvaal.*

Du 13 Avril 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la convention de l'union postale universelle conclue à Paris le 1^{er} juin 1878;

Vu la loi du 19 décembre 1878;

Sur le rapport du ministre des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les taxes à percevoir en France, en Algérie, en Tunisie et dans les bureaux français à l'étranger sur les correspondances à destination de l'État de Transvaal sont fixés comme suit :

Lettres ordinaires, un franc par quinze grammes ;

Lettres recommandées, un franc par quinze grammes et droit fixe de trente-cinq centimes ;

Échantillons de marchandises, trente centimes par cinquante grammes, avec minimum de trente-cinq centimes ;

Journaux, quinze centimes par cinquante grammes ;

Autres imprimés, trente centimes par cinquante grammes.

L'affranchissement préalable est facultatif pour les lettres ordinaires et obligatoire pour les autres objets.

2. Les lettres originaires de l'État de Transvaal, non affranchies jusqu'à destination, sont passibles d'une taxe de un franc quarante centimes par quinze grammes.

3. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} mai 1885.

4. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé SARRIEN.

N° 15,460. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1884, un Crédit de 754,001 fr. 50 cent. pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par un certain nombre de départements, de communes et de particuliers.*

Du 15 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu les lois des 29 décembre 1883 et 30 janvier 1884, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1884 et répartition par chapitres des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu l'état A ci-annexé de sommes versées dans les caisses du trésor public par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1884 ;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 10 avril 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le bud-

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

get de l'exercice 1884, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à sept cent cinquante-quatre mille un francs cinquante centimes (754,001' 50"), et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

I^{re} SECTION.

SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. XXI.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.).....	13,388' 00"
— XXIV.	Rachat de concessions de ponts à péage dépendant des routes nationales.....	3,654 00
— XXV.	Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)....	250 00
— XXVI.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)....	21,440 00

II^e SECTION.

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XLIII.	Construction de ponts.....	10,000 00
— XLIV.	Amélioration des rivières.....	765 20

BUDGET DES DÉPENSES

SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. V.	Amélioration des rivières.....	1,200 00
— VII.	Amélioration et achèvement des ports maritimes.	223,000 00
— VIII.	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	432,101 10
— XI.	Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en vertu de la loi du 18 mai 1878.....	38,203 20
ENSEMBLE comme ci-dessus.....		754,001 50

Ladite somme de sept cent cinquante-quatre mille un francs cinquante centimes est répartie par entreprises, conformément à l'état B ci-annexé.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé CLAMAGERAN.

Le Ministre des travaux publics,

Signé SADI CARNOT.

ÉTAT A.

État des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour travaux publics, et destinées à être rattachés au budget de l'exercice 1884.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Aisne.....	Le département....	Laon.....	6981	20 nov. 1884.	81,694 ¹ / ₄₂
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	6982	<i>Idem</i> .	33,734 28
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	6983	<i>Idem</i> .	12,000 00
Calvados...	La chambre de commerce de Honfleur.	Caen.....	5636	10 nov. 1884.	240 00
Charente-Inférieure.	La chambre de commerce et la ville de la Rochelle.	La Rochelle...	4489	8 déc. 1884.	200,000 00
	Le département....	<i>Idem</i>	5	2 janvier 1885.	10,000 00
Dordogne..	Divers intéressés....	Bergerac.....	4450	26 nov. 1884.	360 00
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	4891	23 déc. 1884.	146 50
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	4925	24 déc. 1884.	3,147 50
Isère.....	La commune de la Motte-d'Avellans.	Grenoble.....	8569	30 déc. 1884.	2,000 00
	Le département....	<i>Idem</i>	8570	<i>Idem</i> .	200,000 00
Loire-Inférieure.	M. Guichet, au nom des héritiers <i>Mas-son (Anselme)</i> .	Paimbœuf....	2164	19 déc. 1884.	170 80
	La commune de Saint-Hilaire-de-Chalonne.	<i>Idem</i>	2191	23 déc. 1884.	1,312 00
	La commune de Saint-Père-en-Retz.	<i>Idem</i>	2195	<i>Idem</i> .	970 00
Lot.....	M. Blaviel, propriétaire à Carjac.	Cahors.....	2831	13 oct. 1884.	893 00
	M. Boudon, propriétaire à Seuzac.	Figeac.....	3057	17 nov. 1884.	1,779 40
Maine-et-Loire.	La ville d'Angers...	Angers.....	6922	20 déc. 1884.	55 20
Manche....	La ville de Pontorson.	Avranches....	4169 bis	3 déc. 1884.	600 00

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récé- pissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Marne.....	La commune de Loivre.	Reims.....	6283	6 octobre 1884.	260 ^f 00
Pas- de-Calais.	La chambre de com- merce de Calais.	Boulogne.....	7588	10 déc. 1884.	7,500 00
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	7589	<i>Idem</i> .	15,500 00
	Le département....	Arras.....	6755	11 déc. 1884.	6,000 00
Seine- Inférieure.	La ville de Rouen...	Rouen.....	12,259	16 déc. 1884.	20,000 00
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	12,260	<i>Idem</i> .	5,200 00
Seine- et-Oise.	M. Rollen.....	Versailles.....	203	9 janvier 1884.	600 00
	M. Perquin.....	<i>Idem</i>	2,041	29 février 1884.	600 00
	La compagnie des omnibus de Paris, concessionnaire du tramway de Sèvres à Versailles.	<i>Idem</i>	13,656	31 déc. 1884.	13,388 00
Vendée....	Le département....	La Roche.....	4680	12 déc. 1884.	60 00
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	4681	<i>Idem</i> .	2,959 79
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	4682	<i>Idem</i> .	1,166 56
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	4683	<i>Idem</i> .	20,739 04
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	4684	<i>Idem</i> .	9,411 46
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	4685	<i>Idem</i> .	83 69
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	4686	<i>Idem</i> .	329 86
Vienne....	Le département....	Poitiers.....	4677	12 déc. 1884.	100,000 00
TOTAL....					754,001 50

Certifié conforme à l'état A annexé au décret en date du 15 avril 1885, enregistré sous le n° 112.

Le Chef de la première division du personnel,
du secrétariat et de la comptabilité,

Signé E. NOBÉCOURT.

ÉTAT B.

Récapitulation, par chapitres et par entreprises, d'un crédit additionnel de 754,001 fr. 50 cent. ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1884, pour l'emploi de fonds de concours.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. (SERVICE ORDINAIRE.)		
CHAPITRE XXI.		
ROUTES ET PONTS. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)		
Seine-et-Oise.	Entretien de la route nationale n° 10.....	13,368 ⁰⁰
CHAPITRE XXIV.		
RACHAT DE CONCESSIONS DE PONTS À PÉAGE DÉPENDANT DES ROUTES NATIONALES.		
Dordogne....	Rachat du pont de Sainte-Foy (360 ^f + 146 ^f 50 ^c + 3,147 ^f 50 ^c).....	3,654 00
CHAPITRE XXVI.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. — CANAUX. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)		
Marne.....	Travaux d'élargissement du pont construit sur l'écluse de Loivre (canal de l'Aisne à la Marne).....	250 00
CHAPITRE XXVII.		
PORTS MARITIMES, PHARES ET PANEAUX. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)		
Calvados....	Indemnités allouées aux officiers et maîtres de port chargés du service météorologique au port de Honfleur....	240 00
Charente-Inférieure.	Dévasement des ports du département.....	10,000 00
Pas-de-Calais.	Travaux de défense de l'anse du Portel.....	6,000 00
Seine-Inférieure.	Entretien des chaussées latérales des quais du port de Rouen.....	5,900 00
	TOTAL du chapitre XXVII.....	21,140 00
II^e SECTION. (TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.)		
CHAPITRE XLIII.		
CONSTRUCTION DE PONTS.		
Seine-Inférieure.	Construction d'un deuxième pont fixe sur la Seine, à Rouen.....	20,000 00

DÉPARTEMENTS.	RECHERCHES ANCIENNES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
CHAPITRE XLIV. AMÉLIORATION DES RIVIÈRES.		
Maine-et-Loire.	Construction du quai des Arts sur la Maine, à Angers....	165 ^f 20 ^c
Mayenne.....	Coupure du Coudon, au lieu dit le Pailme.....	600 00
	TOTAL du chapitre XLIV.....	765 20
BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.		
CHAPITRE V. AMÉLIORATION DES RIVIÈRES.		
Seine-et-Oise..	Amélioration du port de Gournay sur le canal de Chelles (rivière de la Marne) (500 ^f + 500 ^f).....	1,200 00
CHAPITRE VII. AMÉLIORATION ET ACHÈVEMENT DES PORTS MARITIMES.		
Charente-Inférieure.	Création d'un port profond dans la rade de la Pallice....	200,000 00
Pas-de-Calais..	Amélioration du port de Calais (7,500 ^f + 15,500 ^f).....	23,000 00
	TOTAL du chapitre VII.....	223,000 00
CHAPITRE VIII. ÉTUDES ET TRAVAUX DE CHEMINS DE FER RÉGULIÉS PAR L'ÉTAT.		
Aisne.....	Établissement des chemins de fer de Laon à Liart et de Laon au Cateau (81,604 ^f 42 ^c + 53,734 ^f 28 ^c). 115,428 ^f 70 ^c	127,428 70
	Établissement du chemin de fer de Bassigny à Hirson..... 12,000 00	
Isère.....	Création d'une voie d'accès à la gare de la Motte-d'Avellans, sur le chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure..... 2,000 ^f 00 ^c	202,000 00
	Établissement du chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure..... 200,000 00	
	Établissement d'un passage inférieur au piquet 3 ^e , 93 ^e du chemin de fer de Cahors à Capdenac..... 893 ^f 00 ^c	1,672 40
Lot.....	Transformation d'un aqueduc de 60 centimètres d'ouverture en piquet 3 ^e , 93 ^e du chemin de fer de Cahors à Capdenac en un passage inférieur de 1 mètre 10 centimètres de largeur sur 2 mètres de hauteur. 1,779 40	
Vienne.....	Établissement des chemins de fer de Poitiers au Blanc, Civray au Blanc, Loudun à Châtelleraunt et Châtelleraunt à Thouzon-Saint-Martin.....	100,000 00
	TOTAL du chapitre VIII.....	432,101 10

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
	CHAPITRE XI.	
	TRAVAUX D'ACHÈVEMENT PAR L'ÉTAT DES LIGNES RACHETÉES EN VERTU DE LA LOI DU 18 MAI 1878.	
Loire-Inférieure.	Établissement des chemins de fer Nantais rachetés par l'État (170 ^f 80 ^c + 1,312 ^f + 970 ^f).....	2,452 ^f 80 ^c
Vendée.....	Construction de la ligne de Machecoul à la Roche-sur-Yon et embranchements (60 ^f + 2,959 ^f 79 ^c + 2,166 ^f 56 ^c + 20,739 ^f 04 ^c + 9,411 ^f 46 ^c + 83 ^f 69 ^c + 329 ^f 86 ^c).....	35,750 40
	TOTAL du chapitre XI.....	38,203 20
RÉCAPITULATION.		
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
CHAP. XXI.	Routes et ponts. Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.).....	13,388 ^f 00 ^c
— XXIV.	Rachat de concessions de ponts à péage dépendant des routes nationales.....	3,654 00
— XXVI.	Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.).....	250 00
— XXVII.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.).....	21,440 00
II^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		
CHAP. XLIII.	Construction de ponts.....	20,000 00
— XLIV.	Amélioration des rivières.....	765 20
BUDGET DES DÉPENSES		
SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.		
CHAP. V.	Amélioration des rivières.....	1,200 00
— VII.	Amélioration et achèvement des ports maritimes.....	223,000 00
— VIII.	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État....	432,101 10
— XI.	Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en vertu de la loi du 18 mai 1878.....	38,203 20
	TOTAL GÉNÉRAL.....	754,001 50

Certifié conforme à l'état B annexé au décret en date du 15 avril 1885, enregistré sous le n° 112.

*Le Chef de la première division du personnel,
du secrétariat et de la comptabilité,*

Signé E. NODDÉCOURT.

N° 15 461. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre des Travaux publics*, sur l'exercice 1885, un *Crédit de 14,340 francs* pour l'emploi de *Fonds de concours versés au Trésor par le département de la Haute-Saône*.

Du 15 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 21 mars 1885, portant fixation du budget des dépenses ordinaires de l'exercice 1885 et répartition, par chapitres, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations délivrées par le trésorier-payeur général du département de la Haute-Saône, constatant qu'il a été versé au trésor public, par le département de la Haute-Saône, à titre de fonds de concours, pour le nivellement général de la France, une somme totale de quatorze mille trois cent quarante francs, savoir :

Le 27 avril 1881 (récépissé n° 1365).....	2,868 ^f
Le 29 mars 1882 (récépissé n° 1058).....	2,868
Le 20 février 1883 (récépissé n° 518)....	2,868
Le 10 mars 1884 (récépissé n° 842).....	2,868
Le 27 janvier 1885 (récépissé n° 272).....	2,868
ENSEMBLE, comme ci-dessus.....	14,340

Vu la lettre du ministre des finances en date du 10 avril 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1885, deuxième section, chapitre XLVIII (*Nivellement général de la France. — Opérations et représentation graphique*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quatorze mille trois cent quarante francs (14,340^f), applicable aux dépenses du nivellement général de la France.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par le département de la Haute-Saône.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé CLAMAGNAN.

Le Ministre des travaux publics,
Signé SADI CARNOT.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

N° 15,462. — *Décret autorisant des versements de moins de 1 franc au profit des titulaires de Livrets d'une série marine, dans les bureaux de poste.*

Du 27 Avril 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 30 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 9 avril 1881 qui a créé la caisse d'épargne postale ou caisse nationale d'épargne;

Vu le décret du 31 août 1881 portant règlement d'administration publique sur le contrôle de la caisse d'épargne postale;

Vu l'article 58 de la loi de finances, du 10 juin 1882, ainsi conçu: « Les décrets, rendus sur la proposition du ministre des postes et des télégraphes, pourront autoriser la caisse d'épargne postale à recevoir de tous déposants ou de certaines catégories de déposants spécialement désignés des versements inférieurs au minimum de un franc déterminé par l'article de la loi du 9 avril 1881, ou comprenant des fractions de franc, dans la limite du maximum fixé pour lesdites catégories par la même loi. Dans l'un et l'autre cas, les fractions de franc ne produiront pas d'intérêt en faveur des déposants. »

Vu le décret du 18 mars 1885 qui institue une succursale navale de la caisse nationale d'épargne dans chacune des divisions des équipages de la flotte et à bord de chacun des bâtiments de l'État,

Sur la proposition du ministre des postes et des télégraphes;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les versements effectués dans les bureaux de poste, en vertu de l'article 9, paragraphe 5, du décret du 18 mars 1885, au profit des titulaires de livrets d'une série marine, peuvent être inférieurs au minimum de un franc, déterminé par l'article 8 de la loi du 9 avril 1881, ou comprendre des fractions de franc.

Les fractions de franc ne produisent pas d'intérêts en faveur des déposants.

2. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé SARRIEN.

N° 15,463. — *DÉCRET approuvant le quatrième supplément au Tableau général des distances de port à port.*

Du 1^{er} Mai 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 5 mai 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu la loi du 27 janvier 1881 sur la marine marchande;

Vu le décret du 17 août 1881 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'approbation de la loi susvisée;

Vu le décret du 6 avril 1882 ⁽²⁾, modifiant l'article 4 du décret précité;

La section des finances, des postes et des télégraphes, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvé le quatrième supplément au tableau général des distances de port à port annexé au présent décret.

2. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 1^{er} Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé GALIBER.

Le Ministre du commerce,

Signé PIERRE LEGRAND.

N° 15,464. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine et des colonies) portant :

ART. 1^{er}. A la date du 26 septembre 1883, la mer avait pour limite, sur le littoral de la commune de Quiberville, au droit de la propriété du sieur *Hulin* (département de la Seine-Inférieure, quartier maritime de Dieppe), la ligne bleue P, Q, R tracée sur le plan annexé au présent décret avec l'indication : *Limite du rivage de la mer*.

2. Les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 6 Mars 1885.*)

N° 15,465. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) portant :

ART. 1^{er}. La chaire de langue turque portera à l'avenir le titre de *Chaire de langue et littérature turques*.

2. La chaire de langue arabe portera à l'avenir le titre de *Chaire de langue et littérature arabes*.

3. La chaire de langues hébraïque, chaldaïque et syriaque portera à l'avenir le titre de *Chaire de langues et littératures hébraïque, chaldaïque et syriaque*. (*Paris, 11 Mars 1885.*)

N° 15,466. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1^o Est déclaré d'utilité publique le prolongement, depuis le pont de

⁽¹⁾ Bull. 651, n° 10,998.

⁽²⁾ Bull. 697, n° 11,882.

Crèvecœur jusqu'à la route nationale n° 2 (territoires des communes de la Courneuve et d'Aubervilliers), de l'égout dit *du Râ-de-Montfort*, sur une longueur de deux mille soixante mètres, et suivant la direction générale indiquée par un trait rouge sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 25 janvier 1884, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° Le département de la Seine est autorisé à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les expropriations n'ont pas été accomplies dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 14 Mars 1885.*)



Certifié conforme :

Paris, le 17^e Juin 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 928.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,467. — *Loi tendant à concéder des Décorations supplémentaires pour les Militaires des Armées de terre et de mer opérant au Tonkin, à Madagascar, à Formose et dans les mers de Chine.*

Du 13 Mai 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 14 mai 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A l'occasion des opérations de guerre qui ont eu lieu au Tonkin, dans les mers de Chine et à Madagascar, il sera exceptionnellement dérogé aux dispositions restrictives des trois premiers paragraphes de l'article 1^{er} de la loi du 25 juillet 1873, relative aux récompenses nationales, ainsi qu'à celles des lois des 25 janvier 1875 et 5 juin 1879.

En conséquence, il pourra être fait en faveur des officiers, des sous-officiers, des officiers-mariniers, des soldats et marins et des assimilés, employés dans ces opérations, en sus de la proportion déterminée par les lois ci-dessus mentionnées, les nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur et les concessions de médailles militaires dont le nombre suit :

1^o Au titre du département de la guerre,

Pour les troupes de terre et de mer opérant au Tonkin :

Trois croix de commandeur;

Quinze croix d'officier;

Quatre-vingts croix de chevalier;

Trois cents médailles militaires.

2° Au titre du département de la marine et des colonies;
Pour les troupes de terre et de mer opérant à Madagascar, Formose
et dans les mers de Chine :

Quatre croix de commandeur;
Douze croix d'officier;
Quarante-cinq croix de chevalier;
Cent soixante-dix médailles militaires.

2. Le ministre de la marine et des colonies pourra, en outre, disposer, à titre également exceptionnel et par dérogation aux prescriptions restrictives des lois qui régissent la matière, d'une croix d'officier et de trois croix de chevalier de la Légion d'honneur (à titre civil) pour les personnes n'appartenant pas à l'armée, ayant rendu des services dans les pays qui sont le théâtre des opérations militaires.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,*

Signé GALIBER.

*Le Ministre de la guerre,
Signé G^{ral} E. CAMPENON.*

N° 15,468. — *DÉCRET portant organisation des Églises protestantes
dans les Établissements français en Océanie.*

Du 15 Janvier 1884.

(Promulgué au Journal officiel du 3 février 1884.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;
Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ⁽¹⁾,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Chaque district de Tahiti et de Mooréa comprend une église et une paroisse protestantes, placées sous le ministère d'un pasteur français ou indigène.

Lorsque l'âge ou les infirmités ne permettront plus au pasteur titulaire de remplir tous les devoirs de son ministère, il pourra lui être adjoint un suffragant qui devra être accepté par l'administration.

(1) XI^e série, Bull. 166, n° 1382.

2. La paroisse est dirigée par un conseil composé d'un pasteur et de quatre diacres dans les paroisses comptant deux cents paroissiens et au-dessous. Ce nombre sera augmenté d'un diacre par cinquante paroissiens, sans pouvoir dépasser un maximum de douze.

3. Tahiti et Mooréa sont partagés en trois arrondissements religieux protestants divisés comme suit :

Le premier arrondissement du nord, dont le siège est à Papeete, comprend dix districts, qui sont : Papara, Paëa, Punaania, Faaa, Paré, Aruë, Mahina, Papenoo, Tiarei et Mahaena ;

Le deuxième arrondissement du sud, dont le siège est à Papeuriri, comprend huit districts, qui sont : Mataiea, Papeari, Afaahiti, Puén, Tantira, Theahupoo, Vairao et Hitiaa ;

Le troisième arrondissement de Mooréa, dont le siège est à Pape-toai, comprend quatre districts, qui sont : Papetoai, Teaharoa, Haa-piti et Afareaitu.

Chacun de ces arrondissements sera dirigé par un conseil composé de trois délégués de chaque district ; le pasteur et deux diacres désignés par le conseil de la paroisse ; un membre suppléant sera en outre nommé par le même conseil.

Des arrondissements religieux extérieurs pourront être créés ultérieurement dans les autres États ou îles des établissements de l'Océanie.

Les églises isolées seront rattachées au premier arrondissement.

4. La direction supérieure de toutes les églises protestantes est exercée par un conseil supérieur composé de :

1° Tous les pasteurs ou ministres français résidant dans les établissements français de l'Océanie ayant charge de paroisse ou placés à la tête d'écoles françaises indigènes.

Sur la proposition du conseil supérieur, le gouverneur pourra appeler à faire partie de ce conseil le pasteur anglais représentant la société des missions de Londres ;

2° Cinq délégués élus par chaque conseil d'arrondissement : deux pasteurs et trois diacres renouvelables par moitié tous les trois ans. Trois délégués suppléants, un pasteur et deux diacres, sont élus en même temps que les titulaires pour remplacer ceux-ci en cas d'empêchement.

Ce conseil est l'organe officiel des paroisses des établissements français de l'Océanie auprès du gouvernement local.

5. Les diacres de chaque paroisse sont élus à la majorité absolue des suffrages exprimés par tous les électeurs protestants du district, réunis sous la présidence du pasteur assisté des deux diacres les plus âgés.

Les procès-verbaux des opérations électorales de chaque paroisse sont transmis au conseil d'arrondissement de la circonscription ; les protestations qui seraient formées contre ces opérations, dans le délai de cinq jours, y sont jointes, et le conseil d'arrondissement statue.

En cas de vacance définitive, les électeurs doivent être convoqués dans le délai maximum d'un mois.

6 Sont électeurs, tous les habitants du district ci-après désignés, âgés de vingt et un ans et jouissant de leurs droits civils et politiques :

1° Les Français d'origine indigène ou métropolitaine, quel que soit le lieu de leur naissance ;

2° Les Océaniens nés en dehors des possessions françaises, après un séjour de deux années dans les établissements français en Océanie.

Les étrangers, quelle que soit leur origine, après un séjour de trois ans dans les établissements français en Océanie, pourront demander leur inscription sur le registre de la paroisse où ils auront résidé pendant un an. Cette inscription ne pourra être prononcée que par le conseil supérieur, sur la présentation du conseil de paroisse et après avis favorable du conseil d'arrondissement.

Les inscriptions ou radiations ont lieu par décision du conseil de la paroisse. En cas de réclamations, le conseil d'arrondissement statue.

7. Est éligible aux fonctions de diacre, tout électeur qui fait partie de l'Eglise depuis trois ans au moins, dont la femme, s'il est marié, est également membre de l'Eglise, et qui instruit ses enfants dans la foi qu'il professe.

Les ascendants ou descendants et les frères ne peuvent être membres d'un même conseil de paroisse.

TITRE II.

DU CONSEIL DE PAROISSE.

8. Le conseil de paroisse est présidé par le pasteur. Il se réunit une fois par mois ou plus souvent, si son président juge nécessaire de le convoquer,

Nul ne peut manquer aux séances sans présenter et faire agréer les motifs de son absence. Trois absences dans la même année, dont la justification n'aura pas été admise par le conseil, entraînent la radiation de l'absent.

Les délibérations ne sont valables que si la moitié des membres du conseil et le président sont présents. Elles sont consignées, après chaque séance, sur un registre, et le procès-verbal est lu et adopté à la séance suivante.

Les décisions intéressant la paroisse lui sont communiquées du haut de la chaire.

9. Le conseil de paroisse maintient l'ordre et la discipline dans l'Eglise, veille à l'entretien des édifices religieux, administre les biens de la paroisse, accepte tous les legs et donations, règle l'emploi des fonds provenant des collectes ou des autres ressources de la paroisse et nomme aux emplois subalternes.

10. Lorsque la charge de pasteur devient vacante dans la paroisse, le conseil de paroisse, sous la présidence de l'un de ses membres élu à la majorité des diacres présents, réunit les électeurs dans un délai qui ne doit pas dépasser trois mois, leur propose un candidat pour la place vacante et soumet ensuite à la sanction du conseil d'arrondissement le candidat élu par la majorité, conformément aux lois et ordonnances.

11. Le conseil de paroisse connaît de toutes les fautes commises contre la discipline ecclésiastique et prononce les peines suivantes : La réprimande en présence du conseil ou en présence de l'Eglise, l'interdiction de la cène pour un temps variant de trois à six mois, la perte des droits de membre de l'Eglise.

Il connaît également des demandes de réadmission dans l'Eglise formées par les personnes qui en auraient été exclues.

Les décisions seront provisoirement exécutoires, nonobstant appel.

12. Le conseil de paroisse tient registre des baptêmes et des mariages célébrés dans la paroisse. Quand un des conjoints appartient à une paroisse, une copie de l'acte est transmise au conseil de cette paroisse pour être transcrit sur son propre registre.

13. Le conseil de paroisse désigne les membres de l'Eglise qui sont chargés, à titre de moniteurs et de monitrices, d'aider le pasteur dans la tenue de l'école du dimanche qui est établie dans chaque paroisse pour l'instruction religieuse des enfants.

14. Le président du conseil de paroisse transmet copie de toutes les décisions prises au président du conseil d'arrondissement.

TITRE III.

DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT.

15. Le conseil d'arrondissement est présidé par le pasteur français, ou, s'ils sont plusieurs, par le plus âgé d'entre eux. A défaut de pasteur français, la présidence est dévolue à un pasteur élu par le conseil.

Il se réunit une fois par trimestre, ou plus souvent, si son président juge nécessaire de le convoquer, ou si le conseil d'une des paroisses de son ressort en réclame la réunion.

En dehors de la réunion trimestrielle, les réunions ne peuvent avoir lieu sans que l'administration en ait été prévenue.

Nul ne peut manquer aux séances sans présenter et faire agréer les motifs de son absence.

Deux absences dans la même année, dont la justification n'aura pas été admise par le conseil, entraînent la radiation de l'absent.

Les délibérations ne sont valables que si la moitié des membres du conseil et le président sont présents, et si dans chaque affaire où l'une des paroisses de la circonscription est spécialement intéressée, cette paroisse est représentée par deux de ses délégués. Si ceux-ci, dûment convoqués, ne se rendent pas à la séance indiquée, l'affaire est soumise à une prochaine séance et jugée nonobstant leur absence.

Les délibérations sont consignées après chaque séance sur un registre, et le procès-verbal est lu et adopté à la séance suivante.

Les délibérations prises dans le conseil d'arrondissement sont communiquées à chacune des églises intéressées et à l'administration, si elle le réclame du conseil supérieur.

Le conseil d'arrondissement ne doit traiter dans ses délibérations ou décisions d'aucune matière politique ni d'aucune matière administrative qui soient étrangères aux questions religieuses et ecclésiastiques, sous peine de la nullité prévue au paragraphe 2 de l'article 22 ci-dessous.

16. Le conseil d'arrondissement procède à la dédicace des temples et des chapelles, il veille au maintien de l'ordre et de la discipline dans les églises de sa circonscription, surveille et contrôle l'administration des paroisses, prononce, en cas d'appel, sur les décisions des conseils de paroisse qui lui sont déférées et présente au conseil supérieur un rapport écrit sur les affaires qui concernent son ressort.

17. Toute plainte susceptible d'entraîner la suspension ou la révocation d'un diacre doit être adressée au conseil d'arrondissement, qui statue après enquête contradictoire et après avoir entendu la partie intéressée dans ses moyens de défense.

Lorsque le conseil d'arrondissement est d'un avis contraire à celui du conseil de paroisse, l'affaire est transmise au conseil supérieur, qui décide.

Les diacres destitués ne sont pas rééligibles avant que le conseil d'arrondissement ou le conseil supérieur en ait décidé autrement.

18. Lorsque la charge de pasteur se trouve vacante dans une paroisse de l'arrondissement, le conseil d'arrondissement est convoqué par son président aussitôt qu'il a reçu avis de l'élection faite par la paroisse intéressée. Après avoir examiné les titres du candidat, il sanctionne l'élection, s'il y a lieu, et la soumet à la confirmation du gouverneur; si l'élection n'est pas sanctionnée, il pourvoit provisoirement à la célébration du culte dans la paroisse intéressée, en attendant que le conseil supérieur ait statué. Il pourvoit également à la célébration provisoire du culte, si la nomination du pasteur n'est pas confirmée par le gouverneur.

19. Le conseil d'arrondissement connaît de tous les différends qui peuvent s'élever dans son ressort, de paroisse à paroisse, de pasteur à pasteur, ou entre un pasteur et sa paroisse, sauf appel au conseil supérieur.

TITRE IV.

DU CONSEIL SUPÉRIEUR.

20. Le conseil supérieur se réunit périodiquement à Papeete, dans la première quinzaine du mois d'août et au jour fixé par son président, de concert avec l'administration.

Il peut être convoqué en réunion extraordinaire par son président

sur la demande d'un conseil d'arrondissement ou de cinq conseils de paroisse et avec l'assentiment de l'administration.

Les sessions ne peuvent avoir une durée de plus de dix jours, sauf prorogation demandée par l'assemblée et réglée de concert avec l'administration.

Il nomme chaque année son bureau, qui se compose d'un président pasteur français, d'un vice-président et de deux secrétaires dont un au moins est Tahitien.

Le président maintient l'ordre et veille à l'exécution des statuts et règlements et dirige les débats.

Les secrétaires sont chargés de rédiger les procès-verbaux et d'en faire tous les extraits qui peuvent être ordonnés par le conseil supérieur.

Le conseil supérieur détermine la marche de ses travaux par un règlement d'ordre intérieur qui doit être communiqué à l'administration et ne peut être modifié sans qu'elle en soit avertie.

Nul ne peut manquer aux séances sans présenter et faire agréer les motifs de son absence.

Les délibérations ne sont valables que si les deux tiers des membres sont présents.

Les délibérations sont consignées, après chaque séance, sur un registre, et le procès-verbal lu et adopté à la séance suivante est communiqué à l'administration, si elle en fait la demande.

21. Le conseil supérieur ne doit traiter dans ses délibérations ou décisions d'aucune matière politique, ni d'aucune matière administrative qui soit étrangère aux questions religieuses et ecclésiastiques.

Il préside à l'établissement et à l'observation de la discipline ecclésiastique et religieuse au sein des paroisses.

Il maintient les divers corps ecclésiastiques dans les limites de leurs attributions respectives.

Il surveille et contrôle l'administration des conseils d'arrondissement, juge en dernier ressort toutes les affaires qui lui sont déferées par voie d'appel, et a qualité pour annuler tout acte ou toute décision d'église qui serait contraire à la discipline en matière religieuse ou ecclésiastique.

Il émet son avis sur les demandes à lui adressées par les conseils de paroisse à l'effet d'accepter ou de refuser tous legs ou donations, ester en justice, faire tous actes d'acquiescement, désistement ou d'appel; il est statué définitivement par le gouverneur.

Il est seul compétent pour ordonner la consécration des candidats au saint ministère, après avoir reconnu lui-même leurs aptitudes ou les avoir fait examiner par une commission spéciale.

Si l'accord n'a pu s'établir au sujet d'une chaire vacante, entre le conseil de paroisse et le conseil d'arrondissement, le conseil supérieur décide s'il y a lieu pour lui de sanctionner l'élection de la paroisse ou s'il doit être procédé à l'élection d'un autre candidat.

Il soumet à l'approbation du gouverneur les suspensions ou révocations des pasteurs.

Si des modifications à la discipline établie sont jugées nécessaires, conseil supérieur les communique aux églises avant de les adopter définitivement et prend l'avis du gouvernement avant de les publier.

Il délègue à une commission permanente la mission d'assurer l'exécution des décisions du conseil et de le représenter auprès du gouvernement local.

La commission permanente se compose du bureau du conseil supérieur et de deux membres tahitiens élus par le conseil.

Le président du conseil supérieur porte à la connaissance du gouvernement le résultat des élections qui ont eu lieu pour les conseils des différents degrés, aussitôt qu'elles sont définitives.

22. Les décisions prises dans le conseil supérieur sont immédiatement communiquées au gouvernement.

En cas de contravention à l'article 21 reconnue par l'autorité administrative, la nullité est toujours prononcée et mention en est faite en marge du registre des délibérations.

Dans le cas contraire, elles sont communiquées aux églises intéressées et rendues exécutoires, si, dans le délai de huit jours, le gouvernement, n'a pas fait opposition.

En cas d'opposition, le conseil supérieur doit être convoqué en session extraordinaire, dans un délai de deux mois, pour délibérer de nouveau sur la question pendant en présence d'un délégué du gouvernement, qui a voix consultative.

Si le conseil supérieur maintient sa première décision et si le gouvernement persiste dans son opposition, l'affaire est portée, dans le délai d'un mois, devant un conseil spécial désigné chaque année à l'ouverture de la session ordinaire du conseil supérieur et composé :

Du directeur de l'intérieur représentant le gouverneur ;

D'un membre du conseil colonial désigné par les représentants au titre indigène ;

D'un membre du conseil supérieur représentant les intérêts indigènes ;

Et de deux délégués désignés par la cour des Toohitu appartenant au culte réformé et choisis de préférence parmi ses membres, mais ne faisant pas partie du conseil supérieur.

La présidence du conseil spécial est exercée par le directeur de l'intérieur ; ses décisions sont toujours définitives.

TITRE V.

DES PASTEURS.

23. Sont éligibles à la charge pastorale :

1° Les Français ayant déjà été consacrés en France ;

2° Les indigènes âgés de vingt-cinq à cinquante-cinq ans et les Français âgés au moins de vingt-cinq ans qui justifient de leur qua-

lité de membre de l'Église depuis quatre ans au moins et qui satisfont aux conditions déterminées par le conseil supérieur.

24. La nomination des pasteurs est soumise à l'agrément du gouverneur, ainsi qu'il est dit à l'article 18.

25. Nul ne peut, à l'avenir, être nommé pasteur s'il occupe une fonction civile, celle d'instituteur exceptée, ou s'il exerce un commerce quelconque, à moins qu'il ne déclare y renoncer en faveur du pastorat.

26. Sont impropres à continuer les fonctions pastorales :

1° Les ministres convaincus de fautes prévues par le règlement de discipline ecclésiastique et religieuse établi d'après les prescriptions de l'article 21 du présent décret;

2° Tous ceux qui conspirent contre l'autorité dûment établie et qui emploient leur influence à s'opposer à l'exécution des lois;

3° Tous ceux ayant subi des condamnations judiciaires pour crimes et délits.

TITRE VI.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

27. Les pasteurs et les diacres actuels resteront en fonctions et ne seront remplacés, suivant les formes prescrites par le présent décret, qu'au fur et à mesure des vacances.

Toutefois, dans les paroisses où le nombre des diacres dépasse le chiffre fixé par l'article 2, ils ne seront remplacés qu'à raison d'une nomination pour quatre vacances.

28. Dès la promulgation du présent décret, il sera procédé immédiatement à la constitution d'abord des conseils de paroisse, ensuite des conseils d'arrondissement et enfin du conseil supérieur.

29. Les conseils de paroisse, dès qu'ils seront constitués, procéderont à l'établissement des registres paroissiaux prescrits par l'article 12.

En attendant que ces registres soient établis, les pasteurs, assistés des diacres actuels, relèveront sur les registres de districts les noms de tous les Tahitiens inscrits comme protestants, et la liste ainsi formée servira aux premières élections, qui seront présidées par le pasteur assisté des deux plus âgés d'entre les diacres actuels.

30. Toutes les dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

31. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 23 Janvier 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PEYRON.

N° 15,469. — *DÉCRET qui détermine la composition du Conseil supérieur des Colonies.*

Du 30 Mars 1884.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 mars 1884.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 19 octobre 1883⁽¹⁾, qui a institué un conseil supérieur des colonies et le décret⁽²⁾, de même date qui en détermine la composition;

Sur la proposition du vice-amiral, ministre de la marine et des colonies.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil comprend, outre les délégués de la Nouvelle-Calédonie, de Tahiti et de Saint-Pierre et Miquelon, un délégué pour Mayotte et un délégué pour Nossi-Bé.

2. Le directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères et le directeur du mouvement général des fonds au ministère des finances sont membres de droit du conseil supérieur, ainsi que les sous-directeurs de l'administration centrale des colonies.

3. M. de Lareinty, sénateur, est nommé membre du conseil supérieur des colonies.

4. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 30 Mars 1884.

Signé JULES GRÉVY.

Le Vice-Amiral,
Ministre de la marine et des colonies,

Signé A. PEYRON.

N° 15,470. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1885 une Somme de 67,948 francs non employés sur un Crédit de 106,448 francs ouvert au Ministre de la Guerre sur le Budget ordinaire de 1884.*

Du 4 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu la loi du 21 mars 1885, portant fixation du budget ordinaire des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1885;

⁽¹⁾ Bull. 807, n° 13,728.

⁽²⁾ Bull. 807, n° 13,729.

Vu les décrets des 12 mai 1884 et 3 janvier 1885, qui ont ouvert des crédits montant à quatre-vingt-sept mille cinq cents francs (87,500^f), pour la construction d'une caserne d'infanterie à Romans, ci..... 87,500^f

Vu le décret du 23 février 1884, portant report à l'exercice 1884 d'une somme de six mille francs (6,000^f), restée disponible en 1883 sur le crédit de même somme ouvert par le décret du 19 avril 1883 pour la construction d'un blockhaus à Sétif, ci... 6,000

Vu le décret du 3 janvier 1885, portant ouverture d'un crédit de douze mille neuf cent quarante-huit francs (12,948^f) pour la réfection de la conduite d'eau de Sidi-Aïssa à Sebdou, ci..... 12,948

ENSEMBLE..... 106,448

Considérant que sur ladite somme de..... 106,448
il n'a été employé en 1884 que celle de..... 38,500

D'où un disponible de..... 67,948

Vu la lettre du ministre des finances en date du 2 mai 1885,

DÉCRÊTE :

ART. 1^{er}. Sur le crédit total de cent six mille quatre cent quarante-huit francs (106,448^f) ouvert au ministre de la guerre au titre du budget ordinaire de l'exercice 1884 par les décrets susmentionnés, un report est autorisé à l'exercice 1885 dudit budget, chapitre xxx (*Génie. — Établissements et matériel*), jusqu'à concurrence de la somme de soixante-sept mille neuf cent quarante-huit francs (67,948^f), répartie ainsi qu'il suit :

EXERCICE 1885. — BUDGET ORDINAIRE.

CHAPITRE XXX. — *Génie (établissements et matériel)*.

Romans. — Construction d'une caserne d'infanterie.....	49,000 ^f
Sétif. — Construction d'un blockhaus.....	6,000
Sebdou. — Réfection de la conduite d'eau de Sidi-Aïssa.....	12,948
SOMME ÉGALE.....	67,948

2. Une somme de soixante-sept mille neuf cent quarante-huit francs (67,948^f) est annulée au budget ordinaire de l'exercice 1884, chapitre xxx (*Génie. — Établissements et matériel*).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources versées au trésor par les villes ci-dessus désignées.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun

en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY:

Le Ministre des finances,

Le Ministre de la guerre,

Signé SADI CARNOT.

Signé G^{ral} E. CAMPENON.

N° 15,471. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1885 une Somme de 653,000 francs non employée sur un Crédit de 870,000 francs ouvert au Ministre de la Guerre au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885.*

Du 4 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu la loi du 22 mars 1885, portant fixation du budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère de la guerre pour l'exercice 1885;

Vu le décret du 23 février 1884, portant ouverture au ministre de la guerre:

1° D'un crédit de cent mille francs (100,000^f) pour la construction du fort de Serrat-d'En-Vaquer, à Perpignan, ci..... 100,000^f

2° D'un crédit de cent quarante mille francs (140,000^f) pour la construction d'un quartier de cavalerie à Rouen, ci..... 140,000

Vu le décret du 20 juillet 1884 ⁽¹⁾, portant ouverture d'un crédit de deux cent mille francs (200,000^f) pour la réorganisation du casernement à Rouen, ci..... 200,000

Vu le décret du 23 mars 1884 ⁽²⁾, portant ouverture d'un crédit de trente mille francs (30,000^f) pour la construction d'un parc à fourrages à Tarascon, ci..... 30,000

Vu le décret du 19 décembre 1884, portant ouverture:

1° D'un crédit de cent mille francs (100,000^f) pour l'organisation d'une école d'enfants de troupe à Billom, ci..... 100,000

2° D'un crédit de trois cent mille francs (300,000^f) pour la construction d'une caserne d'infanterie à Narbonne, ci..... 300,000

ENSEMBLE..... 870,000

Considérant que sur ladite somme de..... 870,000
il n'a été employé en 1884 que celle de..... 217,000

D'où un disponible de..... 653,000

Vu la lettre du ministre des finances en date du 2 mai 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sur le crédit total de huit cent soixante-dix mille francs

⁽¹⁾ Bull. 862, n° 14,521.

⁽²⁾ Bull. 832, n° 14,190.

(870,000') ouvert au ministre de la guerre au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884 par les décrets susmentionnés, un report est autorisé à l'exercice 1885 dudit budget, chapitre II (*Génie*), jusqu'à concurrence de la somme de six cent cinquante-trois mille francs (653,000'), répartie comme il suit :

EXERCICE 1885. — BUDGET SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

CHAPITRE II. — *Génie*.

Pépignan. — Construction du fort de Serrat-d'En-Vaquér.....	40,000
Rouen. — { Construction d'un quartier de cavalerie.....	115,000
{ Réorganisation du casernement.....	200,000
Tarascon. — Construction d'un parc à fourrages.....	18,000
Billom. — Organisation d'une école d'enfants de troupe.....	50,000
Narbonne. — Construction d'une caserne d'infanterie.....	230,000
SOMME ÉGALE.....	653,000

2. Une somme de six cent cinquante-trois mille francs (653,000') est annulée au budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, chapitre II (*Génie*).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources versées au trésor par les villes ci-dessus désignées.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} E. CAMPENON.

N° 15,472. — DÉCRET portant homologation du bornage de la Zone extérieure des fortifications du fort de Romainville dans les dépendances de la Place de Vincennes.

Du 4 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ ;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les places ou ouvrages défensifs ci-après, les plans de circonscription et procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant les zones de fortification visés et approuvés par le ministre de la guerre :

Fort de Romainville. — Limite extérieure de la zone des fortifications; bornage du 25 septembre 1884.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} E. CAMPENON.

N° 15,473. — DÉCRET portant homologation du bornage de la Zone unique des servitudes de la redoute de la Butte-Pinçon dans les dépendances de la Place de Saint-Denis.

Du 4 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant les places de guerre et postes fortifiés et les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽²⁾, pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les places ou ouvrages défensifs ci-après, le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage des zones de servitudes visés et approuvés par le ministre de la guerre :

Redoute de la Butte-Pinçon. — Zone unique des servitudes; bornage du 6 décembre 1884.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} E. CAMPENON.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780.

N° 15.474. — *DÉCRET portant convocation des conseillers municipaux du département d'Ille-et-Vilaine, à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.*

Du 5 Mai 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 6 mai 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876 ⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. *Jouin*, sénateur du département d'Ille-et-Vilaine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département d'Ille-et-Vilaine sont convoqués pour le dimanche 17 mai courant, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département d'Ille-et-Vilaine, se réunira au chef-lieu le dimanche 21 juin prochain, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN TARGÉ.

N° 15,475. — *DÉCRET portant réception de Bulle pour l'institution canoniques de M. Hasley, nommé archevêque de Cambrai.*

Du 5 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ Bull. 290, n° 4942.

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an IX et l'article 1^{er} des organiques de ladite convention;

Vu le décret du 31 décembre 1884, qui transfère M. *Hasley* (*François-Édouard*), archevêque d'Avignon, à l'archevêché de Cambrai, vacant par le décès de M. *Duquesnay*;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le pape *Léon XIII* audit archevêque nommé;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 27 mars 1885, portant institution canonique de M. *Hasley* pour l'archevêché de Cambrai, est reçue et sera publiée en France en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'État.

Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mai 1885.

Signé **JULIUS GRÉVY**.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé **RENÉ GOBLET**.

N° 15,476. — *DÉCRET portant réception de Bulle pour l'institution canonique de M. Labouré, nommé évêque du Mans.*

Du 5 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an IX et l'article 1^{er} des organiques de ladite convention;

Vu le décret du 31 décembre 1884, qui nomme M. *Labouré*, vicaire général du diocèse d'Arras, à l'évêché du Mans, vacant par le décès de M. *d'Ostremont*;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le pape *Léon XIII* audit évêque nommé;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome le 27 mars 1885, portant institution canonique de M. *Labouré* (*Guillaume-Joseph*) pour l'évêché de Mans, est reçue et sera publiée en France en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'État. Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé RENÉ GOBLET.

N° 15,477. — **DÉCRET** portant réception de Bulle pour l'institution canonique de M. *Gonindard*, nommé évêque de Verdun.

Du 5 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an IX et l'article 1^{er} des organiques de ladite convention;

Vu le décret du 31 décembre 1884, qui nomme M. l'abbé *Gonindard* (*Jean-Françisque-Noël*) à l'évêché de Verdun, vacant par le décès de M. *Hacquard*;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape *Léon XIII* audit évêque nommé;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 27 mars 1885, portant institution canonique de M. *Gonindard* pour l'évêché de Verdun, est reçue et sera publiée en France en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'État.

Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé RENÉ GOBLET.

N° 15,478. — *DÉCRET* portant réception de Bulle pour l'institution canonique de M. Cœuret-Varin, nommé évêque d'Agen.

Du 5 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an IX et l'article 1^{er} des organiques de ladite convention;

Vu le décret du 31 décembre 1884, qui nomme M. Cœuret-Varin (*Charles-Evariste*), vicaire général d'Agen, au siège épiscopal de ce diocèse, en remplacement de M. Fonteneau, promu à l'archevêché d'Albi;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape Léon XIII audit évêque nommé;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 27 mars 1885, portant institution canonique de M. Cœuret-Varin pour l'évêché d'Agen, est reçue et sera publiée en France en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'État.

Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des

B. n° 928.

— 1003 —

est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré
bulletin des lois.

fait à Paris, le 5 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé RENÉ GOBLET.

479. — DÉCRET portant réception de Bulle pour l'institution canonique
de M. Castillon, nommé évêque de Dijon.

Du 5 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des
cultes ;

sur les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an III et l'article 1^{er}
organiques de ladite convention ;

sur le décret du 13 janvier 1885, qui nomme M. Castillon, curé de Saint-
Pierre-de-Toulouse, à l'évêché de Dijon, vacant par le décès de M. Rivet ;

sur la Bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le pape
LEON XIII, audit évêque nommé ;

le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 27 mars 1885, portant insti-
tution canonique de M. Castillon (Jean-Pierre-Bernard) pour l'évêché
de Dijon, est reçue et sera publiée en France en la forme ordinaire.

Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation
de clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou
auraient été contraires aux lois de la République, aux franchises,
libertés et maximes de l'Église gallicane.

Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres
du Conseil d'État. Mention de cette transcription sera faite sur l'ori-
ginal par le secrétaire général du Conseil.

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des
cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré
bulletin des lois.

fait à Paris, le 5 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé RENÉ GOBLET.

N° 15,480. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour la construction d'un phare électrique au Bourg-d'Ault (Somme), conformément au projet dressé par les ingénieurs les 22-23 mars 1884 et aux avis du conseil général des ponts et chaussées des 12 mai et 20 octobre 1884.

2° La dépense sera imputée sur le crédit inscrit à la deuxième section du budget ordinaire du ministère des travaux publics, pour l'éclairage électrique dans les phares.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans un délai de trois ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 11 Avril 1885.*)



Certifié conforme:

Paris, le 20^e Juin 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 929.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,481.— *Loi ayant pour objet de décider que des Funérailles nationales seront faites à Victor Hugo.*

Du 24 Mai 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 27 mai 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Des funérailles nationales seront faites à *Victor Hugo*.

2. Un crédit extraordinaire de vingt mille francs (20,000^f) est ouvert à cet effet au budget du ministère de l'intérieur, exercice 1885, chapitre LXII (*Funérailles de Victor Hugo*).

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1885.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Président du Conseil,
Garde des sceaux,
Ministre de la justice,
Signé HENRI BRISSON.

Le Ministre des finances,
Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé H. ALLAIN TARGÉ.

N° 15,482. — DÉCRET sur le Cabotage algérien.

Du 15 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

XII^e Série.

Vu l'arrêté du gouverneur général, en date du 22 juin 1826, réglementant l'exercice du cabotage en Algérie;

Vu le décret du 7 septembre 1856 ⁽¹⁾, sur le cabotage dans les eaux algériennes;

Vu le décret du 16 octobre 1867, sur l'extension des limites du cabotage algérien;

Vu le décret du 9 juillet 1874, relatif à l'amélioration de la situation du cabotage algérien;

Vu les propositions du gouverneur général civil de l'Algérie;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Le Conseil d'amirauté entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les limites du petit cabotage en Algérie, pour les bâtiments à voiles et à vapeur, sont fixées, mais sans que le détroit de Gibraltar puisse être dépassé, aux côtes du Maroc et à celles d'Espagne, y compris les Baléares, à l'ouest, et à celles de la Tunisie et de la Sardaigne, à l'est.

2. Tout marin domicilié en Algérie, qui voudra obtenir le commandement des bâtiments à voiles et à vapeur du commerce français en Algérie, ou dans les limites désignées ci-dessus, devra réunir les conditions suivantes;

1^o Être âgé de vingt-quatre ans révolus;

2^o Être Français ou naturalisé Français;

3^o Avoir, au moment de l'examen, soixante mois de navigation;

4^o Faire preuve des connaissances voulues devant un jury d'examen institué dans les ports d'Alger, d'Oran, de Philippeville et de Bône.

Ce jury se compose :

Du directeur du port militaire d'Alger, ou, à défaut, d'un lieutenant de vaisseau, président;

D'un capitaine au long cours, ou, à défaut, d'un maître au cabotage;

D'un maître de port du commerce.

Le contre-amiral commandant la marine en Algérie délivrera aux candidats dont l'aptitude sera constatée par le jury un certificat de capacité, qui désignera les points de la côte sur lesquels ils pourront exercer le cabotage.

3. Pour obtenir le brevet étendu aux côtes d'Espagne et du Maroc, à l'ouest, et à celles de la Tunisie et de la Sardaigne, à l'est, les candidats devront, en outre des conditions énoncées dans l'article précédent, savoir lire et écrire soit en français, soit dans leur langue maternelle, et répondre aux questions d'un programme arrêté par le ministre de la marine et des colonies et portant sur la théorie et la pratique de la navigation à voiles et à vapeur.

A partir du 1^{er} janvier 1896, ces candidats devront savoir lire et

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 433, n^o 4067.

écrire en français et répondre dans cette langue aux questions du programme.

4. Toutefois, les candidats désignés dans les articles 2 et 3 ci-dessus ne seront pas interrogés sur les matières relatives à la conduite des machines à vapeur, s'ils déclarent, avant les examens, ne vouloir commander que des bâtiments à voiles.

5. Les marins étrangers naturalisés Français, porteurs de diplômes de capitaine au long cours ou de maître au cabotage émanant de leurs anciens gouvernements respectifs, pourront, ainsi qu'il est dit à l'article 6 du décret du 7 septembre 1856, être dispensés des examens et recevoir des brevets étendus aux limites fixées à l'article 1^{er} du présent décret.

6. Les marins illettrés ou qui ne justifieraient que de connaissances pratiques ne pourront obtenir que des brevets spéciaux à la côte de l'Algérie, dans les limites et pour le genre de navigation que ces brevets désigneront. Ils devront préalablement être reconnus, dans un examen, aptes à exercer ces commandements dans les conditions du décret de septembre 1856 et réunir les qualités énoncées en l'article 2 du présent décret.

7. Des certificats de capacité pourront être accordés exceptionnellement aux indigènes, avec dispense d'examen, s'ils font preuve des connaissances pratiques suffisantes pour commander des bâtiments à voiles dans le parcours restreint qu'ils demanderont.

8. Les droits des anciens patrons qui, sous l'empire du décret du 16 octobre 1867, ont obtenu des brevets de commandement de bâtiments à voiles dans le bassin de la Méditerranée, depuis Malte jusqu'à Gibraltar, sont maintenus.

9. L'exercice du cabotage dans les limites plus étendues que celles fixées par l'article 1^{er} du présent décret est et demeure réservé aux capitaines au long cours et aux maîtres au cabotage.

10. Les étrangers non naturalisés ne pourront entrer que pour un quart dans la composition des équipages des bâtiments armés dans les conditions du présent décret, conformément à l'acte de navigation du 21 septembre 1793.

Toutefois, cette proportion pourra être exceptionnellement élevée à la moitié pour les bâtiments commandés par les patrons porteurs de brevets spéciaux à la côte de l'Algérie, dont il est question à l'article 6.

11. A moins d'impossibilité absolue dont l'autorité maritime sera juge, il sera embarqué un mousse ou, à défaut, un novice sur tout bâtiment armé ayant au moins quatre hommes d'équipage. De même, il sera embarqué un second mousse sur tout bâtiment de même nature ayant vingt hommes d'équipage, non compris le premier mousse.

12. Les examens mentionnés aux articles 3 et 6 du présent décret auront lieu simultanément chaque année, du 1^{er} au 15 janvier, dans

les ports d'Alger, d'Oran, de Philippeville et de Bône. Leur date sera annoncée dans le courant du mois de décembre.

13. Pour pouvoir se présenter aux examens dont il est parlé ci-dessus, les candidats devront se faire inscrire avant le 31 décembre au bureau de l'inscription maritime du port où ils demanderont à subir leurs examens.

14. Ils produiront à l'appui de leur demande, qui devra être faite sur papier timbré et écrite par eux, s'il y a lieu :

1° Leur acte de naissance;

2° Leur acte de naturalisation, s'il y a lieu;

3° L'état de leurs services;

4° Un certificat de bonne vie et mœurs délivré par le commissaire de police du lieu de leur domicile et visé par le commissaire de l'inscription maritime de leur quartier;

5° Leur diplôme étranger, s'il y a lieu.

Ladite demande devra indiquer le parcours dans lequel le candidat désire commander et, s'il y a lieu, le genre de navigation auquel il veut se livrer.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

15. Les patrons possesseurs de brevets pour le cabotage algérien à voiles pourront se présenter devant le jury d'examen institué par l'article 2, à l'effet d'être interrogés sur la conduite des machines à vapeur.

Les candidats reconnus admissibles recevront des certificats de capacité les autorisant à commander des bateaux à vapeur dans les limites fixées par leurs anciens brevets, sans que ces limites puissent dépasser celles fixées par l'article 1^{er} du présent décret.

16. En dehors de l'époque fixée par l'article 12 pour la réunion réglementaire des jurys d'examen, ces derniers pourront, pendant l'année 1885, être réunis exceptionnellement par le contre-amiral commandant de la marine en Algérie, à l'effet de procéder aux examens des patrons brevetés qui demanderaient à bénéficier des dispositions de l'article 15 ci-dessus.

17. Les règlements et arrêtés relatifs au cabotage algérien sont abrogés en tout ce qu'ils ont de contraire aux dispositions du présent décret.

18. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé GALISER.

N° 15,483. — DÉCRET portant établissement de Droits de douane à la Martinique.

Du 25 Avril 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 26 avril 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 ⁽¹⁾;

Vu le décret du 6 novembre 1867 ⁽²⁾;

Vu l'article 42, paragraphe 2, du décret du 20 novembre 1882 ⁽³⁾, sur le service financier des colonies;

Vu la délibération du conseil général de la Martinique en date du 17 décembre 1884;

Vu l'avis du ministre du commerce du 16 mars 1885;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est rendu exécutoire le tarif de douane, voté par le conseil général de la Martinique, sur les marchandises étrangères désignées au tableau ci-annexé, à leur importation dans la colonie.

2. Est rapporté le décret du 6 novembre 1867, en ce qu'il a de contraire au présent décret.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel de la marine* et aux journaux officiels de la métropole et de la colonie.

Fait à Paris, le 25 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé GALIBER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1402, n° 14,360.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1545, n° 15,616.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 743, n° 12,616.

Tarif des droits de douane à la Martinique.

DÉSIGNATION.	UNITÉS.	DROITS.
TISSUS.		
TISSUS DE COTON.		
Mouchoirs.. { de l'Inde et leurs simili dits <i>madrass</i>	Pièce, 8 mouchoirs.	3 ⁰⁰
{ laires d'ailleurs..... dits <i>vandapolam</i> .	<i>Idem.</i>	1 50
{ autres de toute sorte, en pièces ou non,		
{ avec ou sans broderies.....	La douzaine.	0 36
Passenterie, rubanerie, dentelles, tulles, mèches, guipures, broderies, blondes, toiles cirées, bonneterie, vêtements, pièces de lingerie et tous autres articles confectionnés en tout ou en partie ou fabriqués autrement qu'en pièces.....	La valeur.	6 p. 0/0
Autres en pièces.. { Simple largeur.....	Le mètre.	0 ⁰ 55 ⁰
{ Double largeur ⁽¹⁾	<i>Idem.</i>	0 08
TISSUS DE LIN OU DE CHANVRE (purs ou non).		
Mouchoirs de toute sorte, en pièces ou non, avec ou sans broderies.....	Les 12 mouchoirs.	0 90
Passenterie, rubanerie, dentelles, tulles, guipures, broderies, blondes, toiles cirées, bonneterie, vêtements, pièces de lingerie et tous autres articles confectionnés en tout ou en partie ou fabriqués autrement qu'en pièces.....	La valeur.	9 p. 0/0
TISSUS DE LIN OU DE CHANVRE (purs ou non).		
Autres en pièces.. { Simple largeur.....	Le mètre.	0 ⁰ 12 ⁰
{ Double largeur.....	<i>Idem.</i>	0 18
TISSUS DE LAINE OU DE POILS (purs ou non).		
Drap façonné ou uni.....	<i>Idem.</i>	0 50
Passenterie, rubanerie, dentelles, bonneterie, tapisseries, vêtements et tous autres articles confectionnés en tout ou en partie ou fabriqués autrement qu'en pièces.....	La valeur.	10 p. 0/0
Autres en pièces.. { Simple largeur.....	Le mètre.	0 ⁰ 30 ⁰
{ Double largeur.....	<i>Idem.</i>	0 30
TISSUS DE SOIE OU DE BOUARE DE SOIE (pure ou non).		
Foulards.....	Pièce, 7 foulards.	3 00
Passenterie, rubanerie, dentelles, blondes, tulles, bonneterie, vêtements et tous autres articles confectionnés en tout ou en partie ou fabriqués autrement qu'en pièces.....	La valeur.	15 p. 0/0
Autres en pièces.....	Le mètre.	0 ⁰ 85 ⁰
Tissus de végétaux filamenteux non dénommés ci-dessus et de crin.....	La valeur.	10 p. 0/0
PAPIER ET SES APPLICATIONS.		
Papier de toute sorte.....	Les .00 kilog. N.	11 ⁰⁰
Carton en feuilles.....	<i>Idem.</i>	11 00
Livres.....	"	Mémoire.
Gravures, estampes, lithographies, photographies et dessins de toute sorte sur papier.....	"	Mémoire.

(1) Est réputée double largeur celle qui dépasse un mètre. Pour les vêtements, pièces de lingerie et autres articles confectionnés, en tout ou en partie, avec des tissus différents, on applique le droit du tissu le plus fortement imposé.

DÉSIGNATION.	UNITÉS.	DROITS.
PEAUX ET PELLETERIES OUVRÉES.		
PEAUX PRÉPARÉES.		
Cirées ou teintes.....	Le kilog N.	0 ⁴ 65 ⁰
Vernies ou maroquinées.....	Idem.	0 74
Autres corroyées ou simplement tannées.....	Idem.	0 30
OUVRAGES EN PEAU OU EN CUIR.		
Bottes.....	La paire.	1 50
Bottines pour homme, femme et enfant.....	Idem.	0 75
Souliers et pantoufles.....	Idem.	0 65
Selles.....	La pièce.	6 00
Harnais complets pour voitures (par collier).....	Idem.	16 00
Autres articles de sellerie fine.....	La valeur.	12 p. 0/0
Articles de bourrellerie.....	Idem.	6 p. 0/0
Gants.....	La paire.	0 ⁴ 15 ⁰
Autres.....	La valeur.	11 p. 0/0
OUVRAGES EN MÉTAUX.		
Orfèvrerie et bijouterie d'or et d'argent.....	Idem.	20 p. 0/0
OUVRAGES EN MATIÈRES DIVERSES.		
Tabletterie et boutons autres que de passementerie.....	Idem.	10 p. 0/0
Bimbeloterie.....	Idem.	12 p. 0/0

N° 15,484. — *DÉCRET* portant réception de Bulle pour l'institution canonique de M. Fleury-Hottot, nommé évêque de Digne.

Du 5 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an IX et l'article 1^{er} des organiques de ladite convention;

Vu le décret du 13 janvier 1885, qui nomme M. *Fleury-Hottot* (*François-Albert*), vicaire général du diocèse de Versailles, à l'évêché de Digne, en remplacement de M. *Vigne*, promu à l'archevêché d'Avignon;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape *Léon XIII* audit évêque nommé;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 27 mars 1885, portant institution canonique de M. *Fleury-Hottot* pour l'évêché de Digne, est reçue et sera publiée en France en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'État.

Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé RENÉ GOBLET.

N° 15,485. — *DÉCRET* portant réception de Bulle pour l'institution canonique de M. Vigne, nommé archevêque d'Avignon.

Du 5 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an IX et l'article 1^{er} des organiques de ladite convention;

Vu le décret du 13 janvier 1885, qui a promu M. Vigne, évêque de Digne, à l'archevêché d'Avignon, en remplacement de M. Hasley, transféré à l'archevêché de Cambrai, vacant par le décès de M. Duquesnay;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape Léon XIII audit archevêque nommé;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE:

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 27 mars 1885, portant institution canonique de M. Vigne pour l'archevêché d'Avignon, est reçue et sera publiée en France en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'État. Mention sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé RENÉ GOBLET.

N° 15,486. — *DÉCRET portant ouverture d'un Crédit supplémentaire de 21,230 fr. 96 cent. pour créances constatées sur exercice clos.*

Du 5 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de la marine et des colonies additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1881, 1882 et 1883;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 4 mai 1885;

Considérant qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 126 du décret du 31 mai 1862, les créances comprises dans l'état ci-dessus visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices précités et que leur montant n'excède pas les restants de crédits à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1881 1882 et 1883, un crédit supplémentaire de vingt et un mille deux cent trente francs quatre-vingt-seize centimes (21,230^f96^c), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et pour lesquelles des états nominatifs sont adressés en double expédition au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret susmentionné du 31 mai 1862, savoir :

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

Exercice 1881.....	762 ^f 89 ^c
Exercice 1882.....	3,038 59
Exercice 1883.....	17,429 48
SOMME ÉGALE.....	<u>21,230 96</u>

2. Le ministre de la marine et des colonies est autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources du service ordinaire des exercices courants.

4. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de la marine et des colonies,
Signé GALIBER.

EXERCICES CLOS.

Tableau des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs de 1881 1882 et 1883, et qui sont à ordonner sur les budgets des exercices courants.

NOMBRES des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS			
		par chapitre.	par service.		par exercice.
			Service marine.	Service colonial.	
	EXERCICE 1881.				
XVI.	Dépenses diverses.....	762 ^f 89 ^c	762 ^f 89 ^c	.	762 ^f 89 ^c
	EXERCICE 1882.				
IV.	États-majors et équipages à terre et à la mer.....	510 ^f 82 ^c	510 ^f 82 ^c	.	
VIII.	Vivres.....	139 61	139 61	.	
XIV.	Approvisionnements généraux des constructions navales.....	43 30	43 30	.	
XVIII.	Approvisionnements généraux de l'artillerie.....	48 27	48 27	.	
XIX.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	123 39	123 39	.	
XXII.	Frais de voyages par terre et par mer.....	1,332 99	1,332 99	.	
XXIII.	Dépenses diverses.....	762 89	762 89	.	
XXIII bis.	Opérations militaires sur le littoral de la Tunisie.....	77 32	77 32	.	
	TOTAL de l'exercice 1882...	3,038 59	3,038 59	.	3,038 59

Nombres des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS			
		par chapitre.	par service.		par exercice.
			Service marine.	Service colonial.	
	EXERCICE 1883.				
V.	Troupes.....	144 ^f 85 ^c	144 ^f 85 ^c	"	
VIII.	Vivres.....	15 63	15 63	"	
XIV.	Constructions navales. — Appro- visionnement généraux.....	11,158 58	11,158 58	"	
XVI.	Artillerie. — Salaires pour le ser- vice direct de la flotte.....	90 00	90 00	"	
XVIII.	Artillerie. — Approvisionnements généraux.....	4,915 35	4,915 35	"	
XXI.	Frais généraux d'impression, etc.	311 25	311 25	"	
XXIII.	Dépenses diverses.....	793 82	793 82	"	
	TOTAL de l'exercice 1883...	17,429 48	17,429 48	"	17,429 ^f 48 ^c
	TOTAL GÉNÉRAL.....				21,230 96

Arrêté le présent tableau à la somme de vingt et un mille deux cent trente francs quatre-vingt-seize centimes.

Paris, le 5 mai 1885.

*Le Conseiller d'État,
Directeur de la comptabilité générale,*

Signé P. FOURNIER.

N° 15,487. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, sur l'exercice 1885, un Crédit de 53,000 francs pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par le département de la Seine.

Du 9 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 29 décembre 1884, ouvrant des crédits provisoires pour le premier trimestre de l'exercice 1885, crédits qui ont été répartis par décret en date du 30 du même mois;

Vu la loi de finances du 21 mars 1885;

Vu le budget de la ville de Paris pour 1885, portant à l'article 1^{er} du chapitre XIX une somme de cinquante-trois mille francs pour participation de cette ville aux frais du service de l'inspection primaire, dans laquelle somme se trouve comprise l'indemnité personnelle annuelle de mille francs à attribuer à chacun des inspecteurs primaires du département de la Seine; ladite indemnité représentative de la valeur des jetons de présence délivrés pour leur concours aux examens;

Vu l'arrêté du préfet du département de la Seine, en date du 20 février dernier, par lequel le receveur municipal de la ville de Paris est autorisé à verser à la recette centrale de ce département, pour participation dans les frais du service de l'inspection primaire, une somme de cinquante-trois mille francs, représentent :

1° Le traitement et les frais fixes de sept inspecteurs en 1885, à raison de cinq mille cinq cents francs et cinq cents francs pour les frais de déplacement de chacun d'eux, soit quarante-deux mille francs, ci....	42,000 ^f
2° L'allocation, pour 1885, de l'indemnité personnelle annuelle accordée à onze inspecteurs primaires en fonctions à Paris, soit onze mille francs, ci.....	11,000
SOMME ÉGALE.....	53,000

Vu la déclaration du 6 mars courant, constatant que le receveur municipal de la ville de Paris a versé à la recette centrale du département de la Seine ladite somme de cinquante-trois mille francs ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ ;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 30 avril dernier,

Décret :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section, un crédit de cinquante-trois mille francs (53,000^f).

Cette somme sera rattachée au chapitre L (*Enseignement primaire. — Inspecteurs*) du budget des dépenses de l'exercice 1885.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de la somme versée au trésor public à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé RENÉ GOBLER.

N° 15,488. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, sur l'exercice 1885, un Crédit de 12,000 francs pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par le département de la Seine.

Du 9 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des

et

la loi du 24 décembre 1884, ouvrant des crédits provisoires pour le 1^{er} trimestre de l'année 1885, crédits qui ont été répartis par décret du 30 du même mois;

la loi de finances du 21 mars 1885;

la délibération en date du 10 février 1882, par laquelle le conseil municipal du département de la Seine a demandé la création de deux nouveaux emplois d'inspecteur primaire dans les arrondissements de Sceaux et Saint-Denis, et a décidé que les traitements et frais fixes des nouveaux fonctionnaires seraient payés sur les fonds départementaux;

le budget départemental de l'instruction publique pour l'exercice 1885; ledit budget portant ouverture au sous-chapitre III, article 17, d'un crédit de cent neuf mille cinq cents francs, comprenant notamment une somme de douze mille francs destinée aux traitements et frais fixes des deux inspecteurs primaires dont l'emploi a été créé conformément à la délibération susvisée;

l'arrêté du préfet du département de la Seine, en date du 29 février 1885, autorisant le versement à la recette centrale des finances de ce département de ladite somme de douze mille francs (12,000^f);

la déclaration du 5 de ce mois, constatant que le caissier-payeur central du trésor public a versé à la recette centrale du département de la Seine ladite somme de douze mille francs;

l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862;

l'avis du ministre des finances en date du 30 avril dernier.

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section, un crédit de douze mille francs (12,000^f).

Cette somme sera rattachée au chapitre L (*Enseignement primaire. Inspecteurs*) du budget de l'exercice 1885.

Il sera pourvu à la dépense au moyen de la somme versée au trésor sous le titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,
Signé RENÉ GOBLET.

N° 15,489. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes un Crédit de 4,625 fr. 60 cent. en augmentation des restes à payer et droits constatés des exercices 1881 et 1882.*

Du 9 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes ;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, deuxième section (*Beaux-Arts*), additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1881 et 1882 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, sur la comptabilité publique ;

Vu l'avis du ministre des finances ;

Considérant que, aux termes de l'article 126 du décret précité, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus aux budgets des exercices précités et que leur montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, en augmentation des restes à payer et droits constatés des exercices 1881 et 1882 et à titre de régularisation, un crédit supplémentaire de quatre mille six cent vingt-cinq francs soixante centimes (4,625'60"), montant des nouvelles créances liquidées et payées à la charge desdits exercices conformément au tableau ci-après indiqué, savoir :

Exercice 1881.....	0' 50"
Exercice 1882.....	4,625 10
TOTAL.....	4,625 60

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

*Le Ministre de l'Instruction publique
des beaux-arts et des cultes,*

Signé RENÉ GOBLET.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

1490. — **DÉCRET** portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, pour l'exercice 1885, d'un Crédit de 23,350 francs, représentant le montant d'une pareille somme versée au Trésor à titre de Fonds de concours par les différentes Colonies, pour leur participation aux dépenses d'installation de la section coloniale à l'Exposition internationale d'Anvers.

Du 11 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

sur la loi du 10 mars 1885, portant ouverture au chapitre XXIV du budget du ministère de la marine et des colonies, deuxième section (*Service colonial*), d'un crédit extraordinaire de quatre-vingt-huit mille sept cent vingt francs quatre-vingt-deux centimes pour les dépenses de l'exposition internationale d'Anvers;

sur l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

sur les récépissés constatant les versements effectués au trésor sur les fonds du budget des colonies à titre de fonds de concours :

Dans la caisse du trésorier-payeur à Fort-de-France, le 26 mars 1885, la colonie de la Martinique, en vertu de la délibération du conseil général en date du 20 novembre 1884, versement montant à... 4,850^f

Dans la caisse du trésorier-payeur à Pondichéry, le 11 mars 1885, par les établissements français de l'Inde, en vertu d'une délibération du conseil général du 24 juillet 1884; versement montant à..... 4,850

Dans la caisse du trésorier-payeur à Saïgon, le 25 février 1885, pour la part contributive du Cambodge, en vertu d'une décision du gouverneur de la Cochinchine notifiée le 3 novembre 1884; versement montant à..... 13,650

ENSEMBLE..... 23,350

Sur la lettre du ministre des finances en date du 29 avril 1885,

SCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, pour l'exercice 1885, au titre du chapitre XXIV (*Exposition d'Anvers*), un crédit de vingt-trois mille trois cent cinquante francs (23,350^f), applicable aux dépenses d'installation de la section coloniale à l'exposition internationale d'Anvers.

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources spéciales affectées au trésor à titre de fonds de concours conformément à la numération qui précède.

3. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre des

finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé GALIBER.

N° 15,491. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, sur l'exercice 1884, un Crédit de 1,885 francs pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par les départements de l'Allier et de l'Aube.*

Du 12 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1884;

Vu la loi du 19 mai 1874, article 29, paragraphe 2, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie;

Vu trois déclarations de versement constatant que diverses sommes s'élevant ensemble à trois cent quatre-vingts francs ont été recouvrées dans les départements de l'Allier et de l'Aube;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 30 avril 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section, un crédit de trois cent quatre-vingts francs (380^f).

Cette somme sera rattachée au chapitre LIII (*Enseignement primaire*) du budget des dépenses de l'exercice 1884.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé RENÉ GOBLET.

(1) 11^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

N° 15,492. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre des Postes et des Télégraphes* un *Crédit de 250 francs en augmentation des restes à payer et des droits constatés sur le compte définitif de l'exercice 1882.*

Du 18 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du *ministre des postes et des télégraphes*;

Vu l'état ci-annexé d'une créance liquidée à la charge du département des postes et des télégraphes, additionnellement aux restes à payer et droits constatés arrêtés par le *compte définitif de l'exercice 1882*;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général de la comptabilité publique;

Considérant que la créance portée sur l'état susvisé peut être acquittée, attendu qu'elle concerne un service prévu au budget dudit exercice et que son montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au *ministre des postes et des télégraphes*, en augmentation des restes à payer et droits constatés arrêtés par le *compte définitif de l'exercice 1882*, un crédit supplémentaire de deux cent cinquante francs (250^f), montant d'une créance désignée au tableau ci-annexé, qui a été liquidée à la charge de cet exercice et pour laquelle un état nominatif sera adressé en double expédition au *ministre des finances*, conformément aux prescriptions de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le *ministre des postes et des télégraphes* est autorisé à ordonner cette créance sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget ordinaire de l'exercice courant, en exécution de l'article 124 du décret précité.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le *ministre des postes et des télégraphes* et le *ministre des finances* sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé SADI CARNOT.

Le Ministre des postes et des télégraphes,
Signé SARRIEN.

Ta. leau d'une nouvelle créance reconnue en augmentation des restes à payer et des droux constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1882, laquelle est à ordonner sur le budget ordinaire de l'exercice courant.

NUMÉRO du chapitre.	TITRE DU CHAPITRE.	MONTANT DU CRÉDIT	
		par chapitre.	par exercice.
VII.	Matériel. — Article 1 ^{er} . Service administratif. — Paragraphe 1 ^{er} . Frais de loyer du service d'ex- ploitation.....	250 ^f	250 ^f

N° 15,493. — *DÉCRET portant réception de Bulle pour l'institution canonique de M. Oury, nommé évêque de la Guadeloupe.*

Du 18 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an IX et l'article 1^{er} des organiques de ladite convention;

Vu le décret du 31 décembre 1884, qui nomme M. Oury, aumônier de la marine, à l'évêché de la Guadeloupe, en remplacement de M. Blanger, transféré au siège épiscopal de Limoges;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape Léon XIII audit évêque nommé;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 27 mars 1885, portant institution canonique de M. Oury (*Frédéric-Henri*) pour l'évêché de la Guadeloupe, est reçue et sera publiée en France en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'État. Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des

cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'Instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé RENÉ GOBLET.

N° 15,494. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, sur l'exercice 1885, un Crédit de 3,274 fr. 38 cent. pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par la ville de Bourges.

Du 21 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 21 mars 1885, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1885;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1869⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture par décret d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier général du Cher, constatant qu'il a été versé au trésor, le 9 avril 1885, une somme de trois mille deux cent soixante-quatorze francs trente-huit centimes (3,274^{fr} 38^{cs}), représentant le deuxième trimestre de la subvention allouée pour 1885 par la ville de Bourges à l'école nationale des beaux-arts de cette ville;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur les fonds du budget de l'exercice 1885, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre x (*Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de trois mille deux cent soixante-quatorze francs trente-huit centimes (3,274^{fr} 38^{cs}), applicable aux dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville de Bourges.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1,045, n° 10,527.

concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé RENÉ GOBLET.



Certifié conforme :

Paris, le 27 * Juin 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 930.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,495. — *DÉCRET qui proclame des Brevets d'invention et des Certificats d'addition.*

Du 13 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le quatrième trimestre de l'année 1884, tels qu'ils sont contenus dans les états annexés au présent décret.

2. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé PIERRE LEGRAND.

BREVETS D'INVENTION.

162,242. Brevet de quinze ans, 12 avril 1884; Wilmart, rue Sainte-Catherine, n° 4, à Reims. — Tourne-pages mécanique.

162,243. Brevet de quinze ans, 16 avril 1884; Barbary de Langlade, place Richelieu, n° 2, à Bordeaux. — Procédé de préparation de la fonte pour faciliter son affinage ou les autres réactions auxquelles elle peut être soumise.

162,244. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Cavalerie, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 32. — Nouveau système de machine-moteur à multiple effet, applicable comme pouvoir moteur à toutes sortes de machines.

162,245. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Short, représenté par Mennon

jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans les lampes électriques à arc.

162,246. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Leclerc, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Fabrication de rhum concentré ou rhum alcool.

162,247. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Zimmermann, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Creuset de fusion.

162,248. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Blanchard, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Machine à peser la laine, le coton, etc.

162,249. Brevet (brevet anglais devant expirer le 20 novembre 1897) pris, le 20 mai 1884, par Mackay et Gooldeen, représentés par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouveau composé plastique et manière de le fabriquer.

162,250. Brevet (brevet anglais devant expirer le 5 janvier 1898) pris, le 20 mai 1884, par Baudmacher, Friedlander et Macaulay, représentés par Brandon, à Paris, rue Lafitte, n° 1. — Perfectionnements dans les pipes à tabac et les porte-cigares.

162,251. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Keun, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau mode d'enrichissement des phosphates de chaux.

162,252. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; société *la Pneumatique*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de fabrication de la glace transparente.

162,253. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Champy (les sieurs), représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé électro-chimique d'extraction des sels contenus dans les matières sucrées et leurs résidus.

162,254. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Laarman, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les parachutes des cages d'extraction.

162,255. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Ravasse, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux pièces à plombs.

162,256. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Downie, représenté par Gay, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Procédé pour prévenir et enlever les dépôts de tartre dans les chaudières à vapeur.

162,257. Brevet de quinze ans, 20 mai 1884; Schœnberg, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de marteau ou mouton soulevé et accroché automatiquement sur directrices ou montants à larges surfaces élastiques, isolant les chocs et pouvant se régler dans le sens de l'usure de la masse pour toutes les hauteurs de chute.

162,258. Brevet de quinze ans, 10 mai 1884; Boyle, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Méthode et appareil perfectionnés pour faciliter l'emploi des courants électriques pour la télégraphie.

162,259. Brevet de quinze ans, 19 mai 1884; Charlot, à Pourrain (Yonne). — Système de fermeture et d'ouverture de fenêtres et impostes en abattant, servant à donner l'aération, à tous les degrés voulus, dans les salles d'école, cuisines, buanderies, ateliers, magasins, remises, écuries, etc.

162,260. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Lorthiois-Leurent et Gesquière-Delcours, rue de Lille, n° 67, à Tourcoing. — Rabot mobile et articulé, portant couteau, avec guide-baguettes, pour couper mécaniquement les boucles de laine ou toute autre matière textile faisant velours.

162,261. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Richex, rue de Lille, n° 36, à Roubaix. — Système d'indicateur destiné à être adapté aux bornes postales des communes de France.

162,262. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Bérard et Dujardin, représentés par Bygott, rue de Palikao, n° 70, à Lille. — Ascenseur.

162,263. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Artge et Beaumard père, rue Poyronnet, n° 55, à Bordeaux. — Système de frein destiné à arrêter les charrettes.

162,264. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Brizion, à Blois (Loir-et-Cher). — Moue extirpateur à charrue vigneronne.

162,265. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Chevalier, à Pons (Charente-inférieure). — Nouvelle moissonneuse pour couper le blé à sillon.

162,266. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Renard, rue Saint-Pierre, n° 40, à

Dijon. — Charrue avec ses agrès et pièces de rechange, servant à former différents instruments agricoles.

162,267. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Grandy, à Margaux (Gironde). — Nouveau système de chausseries.

162,268. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Bazerque, cours d'Alsace, n° 115, à Bordeaux. — Pendule électrique à sonnerie.

162,269. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Pajot, représenté par Vasset, à Paris, boulevard Péreire-sud, n° 5. — Etablissement d'une cave avec ses accessoires servant à l'amélioration de la fabrication, la bonification et la conservation des vins en Algérie.

162,270. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Genevée, représenté par Carénoy, à Paris, rue Clapeyron, n° 9. — Perfectionnements aux châssis de toiture.

162,271. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Frikart, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Cylindres de machines à vapeur.

162,272. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Bauer, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil ventilateur pour chapeau.

162,273. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Price, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans la fabrication et la production de l'oxyde de zinc.

162,274. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Le Breton, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système ayant pour objet d'utiliser le poids des trains.

162,275. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Mefford (les sieurs), représentés par Diezide, à Paris, rue de la Banque, n° 18. — Perfectionnements dans les fusils pneumatiques se chargeant par la culasse.

162,276. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Ramboux, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système de moteur.

162,277. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Houel, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de réchaud-veilleuse porte-allumettes.

162,278. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Wilcox, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'hélice propulsive avec son mécanisme de commande.

162,279. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Mounier, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Serrure de coffre-fort à pènes indépendants à condamnations automatiques.

162,280. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Dacier fils, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à vapeur à détente variable, par régulateur, tiroir de détente et distribution commandés par la tige du piston ainsi que le changement de marche.

162,281. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Squiret, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Porte-outil à cylindre absorbant.

162,282. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Westerlund, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication d'un charbon à peu près incombustible pour applications hygiéniques et techniques.

162,283. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Vesterling et Semler, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'appareil de séchage pour fruits et légumes.

162,284. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Deribaucourt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil dit *mesureur-applique*, pour le soutirage et le mesurage des liquides volatils et inflammables.

162,285. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Gourdin et Lefèvre (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux brûloirs à café, cacao et autres fruits, graines ou racines analogues.

162,286. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; E. Robinet et G. Alix (société), Grande-Rue, n° 130, à Besançon. — Nouveau système de carburateur à spirale pour la fabrication du gaz à froid.

162,287. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Breitwisch, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvelle fermeture pour tonneaux.

162,288. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Küster, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les encriers.

162,289. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Bigot, représenté par Crespin, à Paris, avenue Parmentier, n° 23. — Pompe à clapet cylindrique homogène.

162,290. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Trachsler-Wettstein, représenté par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Engin universel de gymnastique.

162,291. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Dervieux, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Enduit fixateur pour peaux de toute nature teintes, maroquins pour meubles, carrosserie, etc.

162,292. Brevet (brevet anglais devant expirer le 27 novembre 1897) pris, le 23 mai 1884, par Hill et Brown, représentés par Brandon à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les appareils et dispositions d'envidage ou bobinage des fils de coton et autres matières.

162,293. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Maude, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Modifications aux appareils exerçant une pression sur le contenu des silos.

162,294. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Rothe, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau procédé pour l'extraction de l'amidon du blé indien ou maïs.

162,295. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Imbs, représenté par Barrauh, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans les machines à nettoyer et gazer les fils.

162,296. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Quarez (les sieurs), représentés par Barrauh, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans les filtres-presses.

162,297. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Nouvelle, à Paris, rue de Cléry, n° 37 et 38. — Nouvelle disposition de canons de fusils de chasse.

162,298. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Schmarda, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Magasin mobile à cartouches pour les fusils à cylindre obturateur.

162,299. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; John Cockerill (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système de presse hydraulique de grande puissance.

162,300. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Bablon, à Paris, rue Boulard, n° 42. — Générateur mécanique d'électricité à courant continu réversible.

162,301. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Pinette, représenté par Albert Caben, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Machine à vapeur locomobile montée sur chaudière à T, à tubes pendants et corps horizontal avec un tube ou foyer intérieur.

162,302. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Garé, représenté par Albert Caben, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de fauteuil mécanique s'inclinant à volonté et pouvant former chaise longue au moyen d'un tabouret à degrés.

162,303. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Proksch et Zwanziger, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système universel d'assemblage par emboîtement ou insertion pour la construction de bâtiments, meubles et objets d'industrie de toute sorte, appelé système Proksch-Zwanziger.

162,304. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Cohnfeld, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle méthode de produire des objets solides avec des matières ligneuses.

162,305. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Colin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de piège à taupes.

162,306. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; société dite *Chemische fabrik auf actien (vorm. E. Schering)*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de l'iodoforme, du bromoforme et du chloroforme.

162,307. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Zion Chollet et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les signaux électriques de chemins de fer et autres.

162,308. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Charra, représenté par Pauze, rue Paillon, à Saint-Étienne. — Moyen de supprimer dans les métiers à tisser la barre qui sert à les mettre en mouvement.

162,309. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; V. Biétrix et compagnie (société), à la Chaleassière (Loire). — Disposition de machine à vapeur horizontale à distributeur rotatif.

162,310. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Joanny Dubouchet (société), repré-

sentée par Delorme, rue Saint-Louis, n° 14, à Saint-Étienne. — Pompe de fuseaux des métiers à lacets, dite *pompe à charge graduée*.

162,311. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Renouvellat, à Domont (Seine-et-Oise). — Machine à effet continu pour la fabrication des tuyaux et des boisseaux de cheminées, système Renouvellat.

162,312. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Renouvellat, à Domont (Seine-et-Oise). — Hourdis en terre cuite, système Renouvellat.

162,313. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; Lange et Chanvin, faubourg Sainte-Savine, n° 37, à Troyes. — Disposition permettant de tricoter des bandes longitudinales de couleurs variées et de largeur constante, malgré les diminutions de lisière.

162,314. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Motié, rue Chouquet, n° 8, à Rouen. — Petit appareil dit *support isolateur*, destiné spécialement à la pose des tuyaux de descente de gouttière le long des murs.

162,315. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Calame, place Saint-Marc, n° 1, à Rouen. — Système de semelle armure, cuivre ou fer et bouts, le tout formant une seule pièce s'appliquant à la semelle de bois dite *galoché*.

162,316. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Dupont, rue de Clermont, n° 2, à Nantes. — Agglomération des tapiocas au moyen de l'eau et machine servant à obtenir ce résultat.

162,317. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Rivayran, élisant domicile chez le sieur Gaubert, rue Henri IV, n° 18, à Castres. — Pompe ou moteur à mouvement continu.

162,318. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Leviandier (M^{re}), représentée par Farinaux, rue des Pyramides, n° 29, à Lille. — Appareil à liquéfier les grains crus et autres matières, ou à les désagréger, lessiver ou mélanger rapidement par voie humide.

162,319. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Périn frères (société), à Charleville (Ardennes). — Abri à couverture mobile servant à préserver des intempéries et particulièrement de la gelée la vigne et autres végétaux.

162,320. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Grosselin père et fils, à Sedan. — Perfectionnements aux laineuses à chardons métalliques ou végétaux.

162,321. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Rousseau, à Sedan. — Application et apprêt de la broderie sur étoffes épaisses, soit avant, soit après le foulage.

162,322. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Evans, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les lampes de mineurs.

162,323. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Kleuser, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Appareils à imprégner, teindre et sécher les matières textiles disposées en bobines.

162,324. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Tidgé, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Nouveautés apportées dans les fourneaux servant à la cuisson des aliments, etc., par l'intermédiaire de la vapeur surchauffée.

162,325. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Boussat, représenté par Brossé, à Paris, gare de Lyon (bureau des études). — Appareil dit *verseur coupe-goutte*.

162,326. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Perchais, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Fourneau à gaz divisé dans la couronne.

162,327. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Lontin et Lalbin, à Paris, rue La Bruyère, n° 42. — Nouvelle disposition de l'électrolyse des chlorures et ses applications.

162,328. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Armandias, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Boulon pour attelages dit *boulon de sûreté*.

162,329. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Nekvasil, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Vélocepede perfectionné à deux roues tournant autour du même axe.

162,330. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Choinanus, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Support pour tableaux, miroirs, etc.

162,331. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Adgie, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans le traitement des matières servant à la fabrication du combustible comprimé.

162,332. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Thompson, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux machines marines Compound.

162,333. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Imbs, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application de moyens spéciaux et combinés entre eux de teinture, de broderies et de peinture, pour obtenir des tissus décoratifs nouveaux.

162,334. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Przibram, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Vases poreux perfectionnés pour piles électriques à deux liquides.

162,335. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Studer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fusil à bloc armé par le fait de l'ouverture automatique de la culasse.

162,336. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Eckard, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Machine-outil universelle pour chaudronniers, ferblantiers, etc.

162,337. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Altschul, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Perfectionnements dans la fabrication des douilles pour parapluies, ombrelles, etc.

162,338. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Dubost, à Thiers. — Procédés nouveaux pour la fabrication de lames de couteaux de table et de tous outils ou objets tranchants ou non tranchants, pourvus d'un épanlement et prolongés ou non par une soie ou queue destinée à les fixer à un manche.

162,339. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Chaussin, rue Coulommière, n° 34, à Troyes. — Perfectionnements dans la fabrication de la bonneterie.

162,340. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Taureau, rue Gambetta, n° 112, à Rochefort. — Carriole automatique pour la pêche.

162,341. Brevet de quinze ans, 15 mai 1884; Collingwood et Martin, représentés par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Appareil perfectionné pour établir une communication électrique dans les trains de chemins de fer.

162,342. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Kolzer, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Poste télégraphique avec deux relais Morse et disposition permettant de convertir un courant continu et un courant intermittent de transmission, et vice versa.

162,343. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; de la Roche, à Paris, rue Gaston-de-Saint-Paul, n° 6. — Système de production de l'éclairage électrique à bon marché, par l'utilisation des chaleurs perdues dans les usines.

162,344. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; société Faure et Kessler et le sieur Dalbouze, représentés par Leroux, à Paris, boulevard Voltaire, n° 93. — Perfectionnements apportés aux appareils mélangeurs et plus spécialement aux mélangeurs destinés à la fabrication des superphosphates, ainsi qu'au mélange des engrais.

162,345. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Gollot frères (société), représentés par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des boutons de porte.

162,346. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Bosquet, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements dans les procédés de teinture des tissus de tous genres.

162,347. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Arpé, à Paris, rue de Crimée, n° 91. — Perfectionnements des rouleaux compresseurs à traction de chevaux.

162,348. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Gwynne, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les locomobiles destinées à actionner des pompes ou autres appareils.

162,349. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Kelnier, représenté par Frédureau, à Paris, rue Lafayette, n° 18. — Couvense artificielle électrique avec régulateur thermo-électrostatique.

162,350. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Larpent, à Paris, rue Madame, n° 68. — Nouvelle machine locomotive routière ou fixe.

162,351. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Lemaire et compagnie (société), représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux serrures bec-de-cane.

162,352. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; d'Hennezel, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Surtout de bascule à benne fixe ou mobile pour le pesage des betteraves.

162,353. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Stearn, représenté par Delage, à

Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les supports pour lampe électriques à incandescence.

162,354. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Bigot-Renaux, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de jonction de tuyau sans emboîtement.

162,355. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Guillaume, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de moulin couplé dit *moulin français*, destiné à moudre, à sec ou au mouillé, le maïs, toutes les céréales et toutes les matières qu'on désire pulvériser, défibrer ou réduire en bouillie tenue.

162,356. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Jones, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils pour brosser, noircir et cirer les chaussures, applicables dans des buts analogues.

162,357. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; société dite *Chemische fabrick auf actien* (vorm. E. Schering), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication des permanganates.

162,358. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Bourcart, représenté par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux accessoires des broches des métiers continus à filer à anneaux et curseurs.

162,359. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Pagès et Mayeur, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux échantillonneurs de tous genres.

162,360. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Wepler, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine pour le placage de fenillets en bois ou autre matière très mince.

162,361. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Packard fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de produits riches en acide phosphorique.

162,362. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Brunel et Klein (société); représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pince de contrôle à molettes.

162,363. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Mackenzie et Atchison, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans le vitrage des toitures et autres constructions.

162,364. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Breyer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Membrane minérale pour l'élimination rapide des corpuscules microscopiques contenus dans les liquides et les gaz.

162,365. Brevet de quinze ans, 26 mai 1884; Drouelle et Arvidson, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de bijou formant bride d'épaule pour les corsages décolletés.

162,366. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Raffour frères (société), quai de Strasbourg, n° 23, à Besançon. — Nouveau robinet de prise d'eau en charge, applicable aux distributions d'eau des villes et autres lieux.

162,367. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Brès et compagnie (société), rue Crébillon, n° 8, à Nantes. — Tableau indicateur-guide.

162,368. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Dandicolle, quai de Queyries, n° 18; à Bordeaux. — Système dit *bague à languette*, applicable à des flacons de conserves alimentaires de toute espèce.

162,369. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Esquillot, rue Dueau, n° 2 bis, à Bordeaux. — Machine donnant la voie aux scies et les limant en même temps; dite *Machine Esquillot*.

162,370. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Chevalot et Melosky, cours Balguerie, n° 58, à Bordeaux. — Application du tétrathionate de fer au traitement des maladies de la vigne.

162,371. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Leclerc, rue Guit-Patin, n° 5, à Beauvais. — Système de noix composées de disques étoilés et destinées à broyer les fruits à cidre et à couper les résines.

162,372. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Cottelloni et des Tournelles, avenue de Wagram, n° 53, à Paris. — Etablissement des puits automatiques, système P. Cottelloni et F. des Tournelles.

162,373. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; E. Chauvin et Marin-Darbel (société), à Paris, rue du Banquier, n° 25. — Appareil à peser et à contrôler automatiquement toutes matières et notamment les betteraves.

- 162,374. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Coq fils et Simon (société), représentée par Bardin, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Perfectionnements dans la fabrication des injecteurs pour bastissesuses à chapeaux de feutre.
- 162,375. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Kelly et Ullmann, représentés par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Appareil perfectionné pour recevoir l'argent et enregistrer les tickets à l'usage des omnibus, tramways, etc.
- 162,376. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Grouvelle, à Paris, rue des Écoles, n° 26. — Système de groupement et d'assemblage des surfaces de chauffe.
- 162,377. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Stevens, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les rails de chemins de fer.
- 162,378. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; van den Bos, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les boussoles marines.
- 162,379. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; de la Rue, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans la fabrication du papier et dans les appareils employés à cet effet.
- 162,380. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; société dite *Beckwith auto-pneumatic railway signal*, représentée par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Système de signaux auto-pneumatiques pour chemins de fer.
- 162,381. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; société dite *Beckwith auto-pneumatic railway signal*, représentée par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Système de signaux auto-pneumatiques pour chemins de fer.
- 162,382. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; société dite *The United States cotton seed cleaning Company (Incorporated)*, représentée par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans le traitement de la graine de coton.
- 162,383. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Caens, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de chauffage par la vapeur d'échappement des machines à vapeur.
- 162,384. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Hoffmann (M^{re}), à Paris, rue du Pré, n° 52. — Fabrication et emploi de peaux caoutchoutées.
- 162,385. Brevet (brevet anglais devant expirer le 17 mai 1898) pris, le 27 mai 1884, par Struthers et Frame, représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les moulins pour cannes à sucre.
- 162,386. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Oriol, élisant domicile chez le sieur Eyssautier, à Paris, rue des Envierges, n° 26. — Système dit *transformateur Oriol*.
- 162,387. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Stamm, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouvel appareil pour produire de l'air oxygéné.
- 162,388. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Lhermitte, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Appareil destiné à alléger les métiers à tisser.
- 162,389. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Thuillard, représenté par Barbe, à Paris, boulevard Voltaire, n° 156. — Perfectionnements apportés dans les ferrures pour chevaux et autres animaux.
- 162,390. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Kuschla, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Matelas hydrofuge à suspension et à écoulement des urines.
- 162,391. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Hodges, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif automatique de sûreté pour élévateurs et ascenseurs.
- 162,392. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Deselle fils, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Timbre de porte-façon électrique.
- 162,393. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; J. Weber et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les moulins à cylindres.
- 162,394. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Wottitz, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle construction des boîtes à feu pour locomotives, locomobiles et toutes sortes de chaudières tubulaires.
- 162,395. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; de Bange, représenté par Thirion,

à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'obturation hermétique des canons se chargeant par la culasse.

162,396. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; de Bange, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre d'affût sur châssis à pivot et à frein hydraulique.

162,397. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Marshall, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer le papier.

162,398. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Kirkwood, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de grilles pour foyers de générateurs et autres.

162,399. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Imbs, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Utilisation industrielle de la vapeur d'eau après son travail mécanique dans les machines à vapeur.

162,400. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Remillieux, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés aux tables pliantes.

162,401. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Rous, représenté par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Nouveau système de chandelier ou bougeoir économique.

162,402. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Gibaudan, boulevard de la Madeleine, n° 143, à Marseille. — Nouvelle charrue sulfureuse dite *sulfo-charrue*.

162,403. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Lambinet, rue de la République, n° 75, à Marseille. — Manomètre à pivot mobile et à tube Bourdon.

162,404. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Bourck, représenté par Lèbre, rue Vincent-Leblanc, n° 15, à Marseille. — Transformation de l'embouchure du basson.

162,405. Brevet de quinze ans, 23 mai 1884; David, rue d'Inkermann, n° 58, à Lyon. — Fabrication d'un lit-sommier fauteuil chaise-longue.

162,406. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Sapin, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Machine oscillante à tirer les fers, pour métiers à velours frisé et ciselé.

162,407. Brevet de quinze ans, 24 mai 1884; Noirclerc, à Caluire (Rhône). — Nouveau mode de publicité.

162,408. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Manger et Tisseyre (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Application de motifs superposés sur tous tissus.

162,409. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Minard (M^{me} veuve) et Bombard (société), représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Chauffe-bains domestique.

162,410. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Renaux fils et Bonpain, rue d'Amiens, n° 31, à Rouen. — Appareil indicateur du niveau de l'eau.

162,411. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Brault et Teisset (société), à Chartres. — Convertisseur de gruaux.

162,412. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Hourdry et Hury, à Mont-sur-Courville et à Gourville (Marne). — Procédé destiné à la destruction des insectes occasionnant la maladie de la vigne.

162,413. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Mombet; rue de Nuits, n° 13, à Bordeaux. — Composition dite *eau Mombet*, qui s'applique à la préparation des cuirs de toute espèce et à la conservation ainsi qu'à la remise à neuf des chaussures.

162,414. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Duvert frères, à Thiers. — Système de couteau-balance.

162,415. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Lhomme, à Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or). — Pressoir hydraulique destiné au pressurage des vins, cidres, huiles, etc.

162,416. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Tricout, représenté par Tavernier, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouvelle machine perfectionnée à boucher automatiquement les bouteilles.

162,417. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Batisse-Dumas, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Machine à aiguiser les couteaux, rasoirs, ciseaux, etc., à mouvement d'avancement automatique ou non et à meule annulaire.

162,418. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Liedtke, représenté par Bauer et

compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Vêtements doublés de fiège carbonisé servant à maintenir sur l'eau le nageur.

162,419. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Bouhon, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouveau système de talons élastiques, applicables aux chaussures d'hommes, de dames, d'enfants, etc.

162,420. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Loursux, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Projectiles compound et leur fabrication.

162,421. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Hall, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans la fabrication des toupies.

162,422. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Clarke, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans la teinture de la dentelle et autres tissus mixtes soie et coton.

162,423. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Westphal, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bandage herniaire.

162,424. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Ploy, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements apportés aux porte-cigares et porte-cigarettes.

162,425. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Lievens-Soyez, rue Saint-Denis, n° 237, à Courbevoie. — Tourne-feuillets Lievens et autres.

162,426. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Decauville, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Machine à peindre les voies de chemins de fer et autres objets en bois ou en métal.

162,427. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Savalle, à Paris, avenue du Bois-de-Boulogne, n° 64. — Nouveau mode de préparer la canne à sucre à la macération ou à la diffusion.

162,428. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Londe et Dessoudeix, représentés par Biétry frères à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Obturateur photographique gradué.

162,429. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Fichtner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Contre-rouleau appliqué aux appareils étaleurs pour machines à carder.

162,430. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Wilkinson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les locomotives ou moteurs servant à la traction des tramways et autres véhicules.

162,431. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Arvidson, représenté par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bracelet-chaîne sans fin, se fixant sans fermoir, par enroulement.

162,432. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Holtham, représenté par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les longrines et attaches pour la voie permanente des chemins de fer.

162,433. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Guidet et Duval, rue de Châtillon, n° 12, à Rennes. — Nouveau système de véhicule dit le *locomoteur Guidet-Duval*.

162,434. Brevet de dix ans, 31 mai 1884; Welby, rue Jeanne-d'Arc, n° 7, à Rouen. — Application d'une arme métallique entre deux cuirs pour la fabrication des courroies doubles pour l'industrie.

162,435. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Philip et Roque (société), représentés par Delorme, rue Saint-Louis, n° 14, à Saint-Étienne. — Mode de fabrication du ruban velours épinglé double face.

162,436. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Malbec, rue des Rosiers, n° 48, à Saint-Ouen (Seine). — Pile impolarisable.

162,437. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Greiner, à Paris, rue Oberkampf, n° 104. — Perfectionnements apportés au système de transport aérien à marche continue.

162,438. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Schloessing, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans la préparation des phosphates pour l'agriculture.

162,439. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Zwick, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau produit dit *encre brillant Zwick*.

162,440. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; E.-F. Lefèvre (société), représentée

par Berrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Jouet d'enfant à voies fixes, uniques ou multiples, pouvant servir à la marche des jouets véhicules à roues.

162,441. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Bouiface, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Méthode de traitement des jus de topinambour en vue de leur transformation en lévulose, et application de cette lévulose.

162,442. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Leach, Heston, et Bentley, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les métiers à tisser les velours.

162,443. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Almy Aelvoet (M^{me} veuve), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Métier à tresser automatiquement le fil de fer ou autre en maillous.

162,444. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Folsche, Silberschlag et von Reichenhaller, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de saturation fractionnée au moyen de bisulfite de chaux au lieu de noir animal, pour l'épuration des jus sucrés.

162,445. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Woods, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans la fabrication des versoirs de charrues servant à labourer et pulvériser la terre.

162,446. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Lowenthal, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Porte-menton pour instrument à archet.

162,447. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Chardon, à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 103. — Mécanisme de substitution applicable aux pièces d'horlogerie pour obtenir toutes les longueurs du pendule sans changer le nombre des dents du rochet.

162,448. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Gillet, représenté par Chenault, à Paris, rue des Lombards, n° 17. — Mécanisme moteur perfectionné et ses applications à la propulsion des bateaux à hélice ou autres propulseurs et aux diverses autres machines n'exigeant qu'une force restreinte.

162,449. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Barthélemy, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lanières vernies en tissus de toute nature et leurs applications à la fabrication des articles de vannerie et de chapellerie.

162,450. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Le Maître, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Application du frein à ruban helicoïdal élastique aux véhicules de l'armée et notamment aux affûts, caissons d'artillerie, etc.

162,451. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Prosper Monnet et compagnie (société), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de teinture provisoire des fils destinés au tissage des étoffes de laine.

162,452. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Westermann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil de ventilation pour cafés, concerts, appartements, etc.

162,453. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Jacquet, représenté par Dornas, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de tige de suspension extensible avec arrêt automatique.

162,454. Brevet de quinze ans, 31 mai 1884; de Chasseloup-Laubat, à Coulounieix (Dordogne). — Procédé employé à la destruction du phylloxera.

162,455. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Charuel, à Sedan. — Fabrication de la fonte par réduction séparée.

162,456. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Collard, à Éperney. — Machine à boucher les vins moussoux.

162,457. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Pineau, rue Conan-Mériadec, n° 8, à Nantes. — Robinet-graisseur automatique pour machine à vapeur.

162,458. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Richoux et Bled, à Paris, rue Beauregard, n° 78. — Système perfectionné de chargeur mobile, applicable à toutes les armes à feu ou fusil à verrou.

162,459. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Gellerat fils, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lanpry, n° 56. — Perfectionnements aux engins des navires et de réparations desdits.

162,460. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Davis, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Perfectionnements aux attaches métalliques pour boutons.

162,461. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Balch, représenté par Bonnaville, à

Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Appareil perfectionné pour faire des signaux en mer et autre part.

162,462. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Summerton, représenté par Pagand, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Perfectionnements dans le mode d'ajustage et de suspension des meules de moulin.

162,463. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Leclère, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les machines à marquer les bouchons à chaud.

162,464. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Hassebroucq frères (société), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de pince ou porte-carte s'adaptant sur les broches des machines à coudre et permettant ainsi l'utilisation au dévidage du fil sur lesdites machines, des cartes en carton ou autre matière, de formes et dimensions quelconques sur lesquelles le fil est évidé.

162,465. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Muller, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Lime perfectionnée à force mordante, démontable pour l'affûtage par aiguusement.

162,466. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Hough, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Garniture perfectionnée pour boîtes à étoupe.

162,467. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Bernstein, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif d'attache pour lampes électriques à incandescence.

162,468. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Zimmer, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à la brasserie, par suite de l'application de machines à force centrifuge pour la clarification du moût.

162,469. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Lyons, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Lisières ou cordons sans épaisseur, applicables sur tous genres de tissus.

162,470. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Simonin, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Machine parallèle à aiguiser les chapeaux de cartes.

162,471. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Guichard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour la décoloration complète des papiers imprimés et manuscrits.

162,472. Brevet (brevet anglais devant expirer le 22 mai 1898) pris, le 30 mai 1884, par Coxeter et Nehmer, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication d'un charbon aggloméré dit *silico-charbon*, pour les applications électriques et autres.

162,473. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Wolff, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Étau parallèle à griffes carrées et à guidage central.

162,474. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Colombiès, à Aussières, commune de Narbonne (Aude). — Charrue sulfureuse.

162,475. Brevet de dix ans, 2 juin 1884; Le Jariel, faubourg de Fongères, n° 38, à Rennes. — Calorifère à feu continu.

162,476. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Usclat fils aîné, place Saint-Estève, à Valence (Drôme). — Lessiveuse qui coule, lave et rince.

162,477. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Benoit et Jules Bouvier (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Drap ottoman façonné.

162,478. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Fine, représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Application de l'air de la campagne à la ventilation et au chauffage des grandes villes.

162,479. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884; Tranchand, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau système de monture de parapluies.

162,480. Brevet de quinze ans, 30 mai 1884, Berthaud et compagnie, rue de Vendôme, n° 152, à Lyon. — Divers perfectionnements apportés aux appareils à mouliner et doubler les soies et fils de toute nature.

162,481. Brevet de quinze ans, 31 mai 1884; Préaud, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Conversion du sulfure de carbone, de l'état liquide à l'état solide et pulvérulent.

compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouvelle méthode pour appliquer dans les travaux d'imprimerie les poudres sèches produisant un bronzage ou une couleur quelconque.

162,526. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Boland et Premice, représentés par Brandon, à Paris, rue Laflitte, n° 1. — Perfectionnements dans les machines servant à fixer des boutons ou des attaches à la chaussure, à d'autres articles ou matières.

162,527. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Renard, rue Boschot, n° 22, à Fontenay-sous-Bois (Seine). — Appareils et procédés nouveaux permettant d'obtenir l'imitation des toiles caoutchoutées, des toiles dites *toiles-cuir*, du véritable cuir et de toutes espèces de reliefs.

162,528. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Bellet, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre de fil télégraphique.

162,529. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Hoper, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour sécher des vinasses au moyen de vapeur surchauffée.

162,530. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; société dite *Farbfabrik vorm. Bronner*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau procédé de combinaison de certains composés diazoïques avec les phénols et leurs acides sulfoniques.

162,531. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Bontemps-Choiset, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Semoir donnant la graine par pots.

162,532. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Reynolds, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des modèles pour le coulage de formes mécaniques de cordonniers.

162,533. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Lake, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils de sauvetage.

162,534. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Kothe, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour supprimer l'humidité et les champignons de maison.

162,535. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Poetsch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour rafraîchir l'air dans les mines, les tunnels et autres lieux, et empêcher la formation du feu grisou au moyen d'une lessive refroidie à une température très basse.

162,536. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Herborts, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour la production continue et la régénération de l'acide carbonique.

162,537. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Hoepfner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication du sodium et des autres métaux légers par l'électrolyse.

162,538. Brevet de quinze ans, 31 mai 1884; Bédoin et Thibaudier, représentés par Auguste Bédoin, à Sorgues (Vaucluse). — Fabrication de pierres artificielles à aiguiser, du Levant et d'Amérique.

162,539. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; A.-R. Pechiney et compagnie (société), disant domicile chez Biétrex frères, rue Lanterne, n° 29, à Lyon. — Système de four pour chauffage, à haute température, des matières solides à l'abri du contact des gaz de foyer.

162,540. Brevet de quinze ans, 4 juin 1884; Henry, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Système de carte tournante pour machines à coudre.

162,541. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Vallin, rue du Moulin, n° 22, à Givors (Rhône). — Creuset à compartiments pour la fonte du verre.

162,542. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Joly, à Remiremont (Vosges). — Appareil pour la condensation de la vapeur et réglant l'eau automatiquement et à niveau constant dans la chaudière.

162,543. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Leprestre, rue du Bac, n° 33 et 35, à Rouen. — Verrou d'arrêt pour curseur de bascule.

162,544. — Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Auxanne, à Germainville (Eure-et-Loir). — Perfectionnements aux couvercles artificielles.

162,545. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Dufour, à Dôle. — Four à feu continu et à compartiments séparés par des cloisons mobiles, pour la cuisson des pierres à chaux, à ciment et gypse.

162,546. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Terrel des Chênes, élisant domicile chez le sieur Belhomme, à Mâcon. — Petit appareil vinicole dit *ouilleuses continues Terrel des Chênes*.

162,547. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Rotbenburger et Weber, rue de la Grande-Tannerie, n° 78, à Troyes. — Nouvelle machine à condre dite *surjeteuse de précision*.

162,548. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Thivel, Morlet et compagnie (société), à Saint-Quentin. — Gaze brochée fantaisie toutes nuances, à double trame fine et brodée.

162,549. Brevet de quinze ans, 4 juin 1884; Picarte, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 43. — Procédés pour corriger les erreurs typographiques des ouvrages de chiffres sans y laisser aucune erreur.

162,550. Brevet de quinze ans, 4 juin 1884; Chatelaine, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Application de fers élégit rigides, de différents profils, à la construction des porte-bouteilles, fruitiers, etc., en fer, et autres appareils analogues.

162,551. Brevet de quinze ans, 4 juin 1884; Weston et Prockter, représentés par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans l'appareil destiné au logement et à la délivrance des billets, reçus ou bandes continues de papier ou autres matières semblables.

162,552. Brevet de quinze ans, 4 juin 1884; Lepoureau et Wittecoq, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Serrure à barrage transversal pour portes, meubles, etc.

162,553. Brevet de quinze ans, 4 juin 1884; Meyer, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Boulettes d'avoine pour l'alimentation des chevaux.

162,554. Brevet de quinze ans, 4 juin 1884; Raeymaeckers et Steffen, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé pour la fabrication des sucres blancs au moyen de sucres bruts.

162,555. Brevet de quinze ans, 4 juin 1884; Schuckert, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les lampes à arc voltaïque.

162,556. Brevet de quinze ans, 4 juin 1884; Schuckert, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux machines électrodynamiques, destinées à la transmission de la force et à la production des courants.

162,557. Brevet de quinze ans, 4 juin 1884; Christy, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les barrettes à peignes ou à aiguilles employées dans la préparation du lin, de la soie, de la laine ou autres substances fibreuses.

162,558. Brevet de quinze ans, 4 juin 1884; Bardet et Mathieu, représentés par Armangaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Semelle destinée à remplacer la ferrure des chevaux et autres animaux.

162,559. Brevet de quinze ans, 4 juin 1884; Hérail, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Produit industriel nouveau dit *colorant potassique*, et ses applications.

162,560. Brevet de quinze ans, 4 juin 1884; Guattari, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil perfectionné pour faire tourner les feuilles de cahiers de musique.

162,561. Brevet de quinze ans, 4 juin 1884; les comtes du Chastel frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau ciment dit *ciment de Torries*.

162,562. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Sansen, rue Sullivan, n° 30, à Bordeaux. — Ferrement à vis et à crochet pour baldaquin et toute espèce de travaux susceptibles d'être adhérents aux plafonds et aux murs d'appartements.

162,563. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Sansen, rue Sullivan, n° 30, à Bordeaux. — Nouveau genre de support pour tentures de croisée.

162,564. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; de Surmont, rue Nationale, n° 71, à Lille. — Tuyau à grandes surfaces de chauffe, traversé par des courants d'air.

162,565. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; A. Burton et fils (société), à Paris, quai de Jemmapes, n° 158. — Perfectionnements dans les machines pour la fabrication des briquettes pleines ou perforées ainsi que des briques.

162,566. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Bastida et de la Broise, représentés par

Gauthier, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 26. — Tambour à chainettes pour métiers à tisser mécaniques, déterminant le mouvement des lames.

162,567. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Schmidt-Dolne, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 54, impasse du Cadran, n° 2. — Patin à bascule pour boutons de manchettes.

162,568. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Leune, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 56. — Alambic dit *alambic expéditif*.

162,569. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Keller, à Paris, rue de Turbigo, n° 65. — Nouveau système d'appareil pour servir les huîtres à table avec leur jus filtré.

162,570. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Place frères (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de tissus en coton imprimé, dits *pilons montonnés, ratinés, ciselés, etc.*

162,571. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Bender, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système combiné de refroidissement et d'aérage pour caves.

162,572. Brevet de dix ans, 16 mai 1884; Gamot, à Couze (Dordogne). — Tableau marquant le jeu de la poule et du billard.

162,573. Brevet de quinze ans, 27 mai 1884; Grob et Gutler, représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Modifications aux instruments à cordes.

162,574. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Valentin, rue Écorche-Bœuf, à Tarare (Rhône). — Adaptation de la brodeuse armée de ses espolins dans la fabrication des velours à deux pièces et deux navettes.

162,575. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Haswell (les sieurs), représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Méthode et disposition de grille produisant une fumivérité presque complète, applicables aux locomotives, locomobiles et chaudières fixes, ainsi qu'à tous genres de foyers.

162,576. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Flem, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de construction enfantine habitable, dite *maison d'enfant*.

162,577. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Lobeck, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans les procédés de fabrication et de traitement du cacao pour obtenir des produits alimentaires hygiéniques.

162,578. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Schreiber et compagnie (société), représentée par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements aux lampes.

162,579. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Gérault, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Machine à cintrer mécaniquement les dos de cartes.

162,580. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Honnay, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Procédé de fabrication d'un aggloméré de houille à l'aide duquel on se sert de la tourbe ou de la tannée réduite en terreau comme matière agglutinante.

162,581. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Leprince, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvelle disposition de couronne distributrice de l'eau motrice au récepteur ou turbine, dite *système à contre-directrices*, applicable à tous les types et système de turbines à axe vertical ou à axe horizontal.

162,582. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Cavelier et Schuz, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'échelle à usages multiples.

162,583. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; baron de Landsée, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle disposition de distributeur de vapeur économique, applicable indistinctement à toutes machines à vapeur à deux cylindres et à diamètres égaux.

162,584. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Coullemont, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moteur à vent transportable et ses diverses applications.

162,585. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Graillot, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fosse-siphon.

162,586. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Deshayes, place du Grand-Matray, n° 33 et 35, à Pontoise. — Nouveau système de serrures perfectionnées.

162,587. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Compasieu, rue de la République

n° 67, à Toulon. — Système de miroir pour la chasse aux alouettes, dit *miroir universel à roulette*.

162,588. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Coupry père et Gailhard, quai Malakoff, à Nantes. — Procédé hydrofuge pour la conservation et contre la malpropreté des cartes géographiques, des plans et des jeux de toute espèce en carton, papier ou toiles de toute nature.

162,589. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Boisseau du Rochet, à Paris, rue d'Isly, n° 10. — Pile électrique.

162,590. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Planque, à Paris, rue de Passy, n° 50. — Procédé de réclame.

162,591. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; docteur Thomson, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil de sondage pour la navigation.

162,592. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Delle, à Paris, boulevard Barbès, n° 17. — Déméloir hygiénique antipelluculaire.

162,593. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Haswell (les sieurs), représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Méthode et dispositif produisant une fumivorté presque complète, applicables à tous genres de foyers.

162,594. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Thibault, représenté par Asi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de joint pour glaces protectrices d'enseignes peintes ou gravées.

162,595. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Schreiber et compagnie (société), représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de régulateur de pression pour appareils à air comprimé.

162,596. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Radde, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Cylindres porte-annonces.

162,597. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Frankel, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouveau système de fabrication pour obtenir du jaune d'œuf artificiel pouvant servir aux opérations techniques.

162,598. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Gregor (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Charrue tourne-oreille perfectionnée.

162,599. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Hagen, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de séchoir combiné à fumée et à air.

162,600. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Lambert, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Râteau de jardin en fer T, avec dents d'une seule pièce, découpées dans l'âme du fer et légèrement tordues.

162,601. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Castoul jeune, représenté par Armond jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bec intensif à gaz à flamme circulaire brûlant sans verre ni cheminée.

162,602. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Dajon, à Hondouville (Eure). — Appareil ou petite machine agricole dite *sarcluse mécanique*.

162,603. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Félix, rue Bonchaux, n° 12, à Besançon. — Nouvelle montre à double enveloppe et système d'amplification du mouvement de la raquette.

162,604. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Maurice, représenté par Lefebvre, rue Henry, n° 8, à Elbeuf. — Application du pétrole aux lampes modérateur ordinaires.

162,605. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Levallois fils, rue Grand-Pont, n° 41, à Rouen. — Tonneau d'arrosage et à purin avec pompe aspirante et foulante, avec disposition spéciale pour son application au chaulage des arbres fruitiers.

162,606. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Sabardeil, rue Esquermoise, n° 53, à Lille. — Système de joint pour hautes pressions à brides et emboîtement et caoutchouc, dit *joint Sabardeil*.

162,607. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Bertrand, rue de Tournai, n° 51, à Tourcoing. — Appareil destiné à combattre à leur début les incendies dans les établissements industriels et publics au moyen de l'eau en charge, de la vapeur ou de tout autre gaz ou liquide dont la composition chimique tend à ce but.

162,608. Brevet de quinze ans, 11 juin 1884; Abrassart, élisant domicile chez le sieur Delay-Collet, à Hautmont (Nord). — Procédé et appareil destinés à faire fermenter les bières en tonneaux sans remplissage et en récolter la levure.

162,609. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Forest, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Perfectionnement aux moteurs à gaz.

162,610. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Huré, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Perfectionnements aux transmissions de mouvements et aux déclanchements automatiques de machines-outils ou autres.

162,611. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Campistron, rue Fromont, n° 14, à Levallois-Perret (Seine). — Nouveau système de fraise hélicoïdale à lames multiples découpées, disposées en étages autour d'un axe central.

162,612. Brevet (brevet anglais devant expirer le 8 avril 1898) pris, le 7 juin 1884, par Nordenfelt, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les armes à feu mécaniques.

162,613. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Abras frères (société), représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Système de boulon empêchant le desserrage de l'écrou.

162,614. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Gilardoni frères (société), représentés par Metz, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 10. — Nouveau système de tuiles à emboitements absolument hermétiques et permettant de supprimer les lattes et les chevrons.

162,615. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Helle, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine combinée à percer, à fraiser et à scier, dite *machine-outil universelle*.

162,616. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Ward, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les appareils à peser ou indiquant la force de résistance ou les efforts.

162,617. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Tilloy, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Grille à barreaux concaveurs rotatifs.

162,618. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; docteur Thomson, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les compas de marine et dans les moyens de s'assurer des erreurs et les corriger.

162,619. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Dubail, Monnin, Frossard et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à tourner les boîtes, boîtiers de montres et autres articles analogues.

162,620. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Graffe fils et Adant, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Méthode ou procédé nouveau d'achèvement et d'étuvage des pains de sucre dans leurs formes.

162,621. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Chagnon, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Fer à repasser tubulaire.

162,622. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Tourret, à Paris, rue de Savoie, n° 6. — Guérison des maladies de la vigne, et notamment de celle qui se manifeste par le phylloxera.

162,623. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Denans, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositions nouvelles de réservoirs d'eau sous pression à ventouses pour débits intermittents.

162,624. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; de Sainte-Marie Dupré fils, représenté par Armengaud jeune, à Pacis, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de décoration, par guillochage et peinture combinés, des capsules et autres articles.

162,625. Brevet de quinze ans, 7 juin 1884; Grenier, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pressoir à double levier à action continue.

162,626. Brevet de quinze ans, 3 juin 1884; Denassieu, rue du Coq-d'Inde, n° 3, à Toulouse. — Brûpette d'arrosage et de transport.

162,627. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Badelon (M^{me} veuve), représentée par Delpy, rue des Templiers, n° 25, à Marseille. — Nouveau système de couronnes funéraires fabriquées avec des ornements en cuir.

162,628. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Roux, représenté par Delpy, rue des Templiers, n° 25, à Marseille. — Nouveau système de charrue porte-pal pour le traitement des vignes par le sulfure de carbone.

162,629. Brevet de quinze ans, 9 juin 1884; Richbourg, à Cayeux-sur-Mer (Somme). — Appareil à produire le gaz par carburation d'air.

162,630. Brevet de quinze ans, 9 juin 1884; Pelletier, à Paris, avenue Daumesnil, n° 142. — Vis pour mènblés à coussinet mobile et serrage instantané.

162,631. Brevet de quinze ans, 9 juin 1884; Noack, représenté par Bauer et com-

pagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans l'appareil télégraphique écrivant Morse.

162,632. Brevet de quinze ans, 9 juin 1884; Hama, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine à monder la semoule et la recoupe.

162,633. Brevet de quinze ans, 9 juin 1884; comte Béla-Kreith, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Modifications dans la construction des canaux-lits.

162,634. Brevet de quinze ans, 9 juin 1884; Pigeon, à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 33 et 35. — Lampe à essence et à pétrole dite *lampe Pigeon*.

162,635. Brevet de quinze ans, 9 juin 1884; Hayem aîné, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard de Saint-Denis, n° 1. — Système de fermoir à trois éléments pour cravates et autres articles similaires.

162,636. Brevet de quinze ans, 9 juin 1884; Létot, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Manomètre électrique avertisseur.

162,637. Brevet de quinze ans, 9 juin 1884; Maingonnat, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau mors pour chevaux fougueux ou emportés dit *le préservateur aubassonais*.

162,638. Brevet de quinze ans, 9 juin 1884; Moulinet, représenté par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2. — Perfectionnements dans la chapellerie.

162,639. Brevet de quinze ans, 9 juin 1884; R. Oppenheim et Sohn (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Méthode perfectionnée de préparer des matières végétales pour le filage en fin et le blanchiment.

162,640. Brevet de quinze ans, 9 juin 1884; Delavière, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'outil pour la pose des ferrets aux extrémités des lacets et autres usages.

162,641. Brevet de quinze ans, 9 juin 1884; Mohrstadt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'attache et ses diverses applications.

162,642. Brevet de quinze ans, 9 juin 1884; Vébert, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de commande pour presses.

162,643. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; Villon, représenté par Eugène Fortin, à Saint-Nicolas-d'Aliermont (Seine-Inférieure). — Système de perfectionnement à l'horlogerie.

162,644. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; Lagleize, à Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées). — Nouveau biberon à pompe, à filtre purifiant le liquide que l'on y introduit.

162,645. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Lister, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les téléphones.

162,646. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Fetley, Pickles et Cokroft, représentés par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Modifications aux appareils destinés à la filature et au tissage des fils.

162,647. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Mallet, élisant domicile chez le sieur Turlot, à Paris, rue de Rennes, n° 142. — Nouveau mouvement pour actionner les numérateurs à la forme.

162,648. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Ruffel, à Paris, rue de Vauvilliers, n° 12. — Perfectionnements à un système de pompe aspirante et foulante, à quadruple effet, à clapets superposés, à balancier et parallélogrammes articulés, portant comme marque de fabrique *La Reine*.

162,649. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Léon Braquier et Boivin (société), représentée par Lecoq, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Perfectionnements dans la fabrication des articles de confiserie.

162,650. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; May, représenté par Bardin, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Perfectionnements dans le mécanisme pour alimenter d'air les lampes.

162,651. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Pont, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 4. — Petite machine destinée au rebattage de la faux.

162,652. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Robinson et Schell, représentés par

Mennon jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans les presses d'emballage.

162,653. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; Smalley, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements apportés aux fusées et cousinets antifriction, aux méthodes et moyens de leur fabrication, ainsi qu'aux composés servant à cette fabrication.

162,654. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Syz, représenté par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Nouveau produit dit *carton-éponge*.

162,655. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Della Torre, représenté par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Méthode et moyens de s'assurer de la présence d'obstructions à la navigation.

162,656. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Hull (les sieurs), représentés par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Perfectionnements apportés aux freins pour bicycles, tricycles, etc., dits *serre-freins système Hull*.

162,657. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Yaryan, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé et appareil perfectionné servant à la distillation dans le vide.

162,658. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Roquemaure, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Lampes et bougeoirs de sûreté.

162,659. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Sontzoff, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de bobine universelle pour machines à coudre.

162,660. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Gaupillat, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système de balle de précision avec saillie circulaire à gorge.

162,661. Brevet (brevet anglais devant expirer le 29 mai 1898) pris, le 10 juin 1884, par Pieri, représenté par M^{me} Boffard, à Paris, rue Mandar, n° 4. — Construction perfectionnée de cartouche pour les fusils, les mitrailleuses et les canons à culasse.

162,662. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Lamar, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Relais ou récepteurs télégraphiques.

162,663. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; société dite *Tandsticks fabriks aktiebolaget Valcan*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Allume-cigares brûlant malgré le vent et la pluie.

162,664. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Paul Sorman (M^{me} veuve) et fils (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système pour maintenir les garnitures de trousses, nécessaires, sacs de voyage, etc.

162,665. Poron frères, fils et Mortier (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de pompe aspirante et foulante.

162,666. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; société anonyme des anciens établissements Cail, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de coupe-cannes à couteaux doubles amovibles.

162,667. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; J. Laurent et Chazaud (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Ornementation en relief sur les formes de chapeaux en feutre et autres.

162,668. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Birgé, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'appareil à transporter les marchandises, l'argent, etc., dans les boutiques, magasins ou entrepôts.

162,669. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; van der Weyde, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de fils et de câbles télégraphiques, dit *anti-inducteur*.

162,670. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Rossi, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareils propres à la production du froid.

162,671. Brevet de quinze ans, 6 juin 1884; Schreiber et compagnie (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine destinée à la fabrication de cordes tordues et enveloppes.

162,672. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Grasso, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils pour le traitement des grains de café par l'action de la vapeur.

162,673. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Trouvé, représenté par Chassevent,

à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de dispositif ayant pour but de rendre inversables les récipients auxquels il est appliqué.

162,674. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Gillespie et Salvesen, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils de sécurité appliqués sur élévateurs, ascenseurs et machines semblables.

162,675. Brevet de quinze ans, 29 mai 1884; Lyon, place du Square, à Alger. — Appareil permettant l'application d'un nouveau système de repassage instantané et à la vapeur.

162,676. Brevet de quinze ans, 5 juin 1884; Moreaux aîné, à Charleville (Ardennes). — Nouvelle machine à poinçonner ou à découper, destinée principalement à la fabrication des rondelles.

162,677. Brevet de quinze ans, 11 juin 1884; Lanrat et Sivan (société), à Cluses (Haute-Savoie). — Nouvelle disposition de commodos devant contenir des fraises destinées à l'horlogerie.

162,678. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; Rattier, à la Chaussée-Saint-Victor (Loir-et-Cher). — Appareil à air chaud pour l'utilisation de la chaleur perdue des fours à gaz et son application à leur chauffage comme moyen économique.

162,679. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; Bricout, à Saint-Python (Nord). — Charnière qui, adaptée à un train, le rend mobile en tous sens, applicable aux voitures.

162,680. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; Aurouze, à Veynes (Hautes-Alpes). — Piège à rat et à souris dit *piège assassin*.

162,681. Brevet de quinze ans, 11 juin 1884; Flower et Ross, représentés par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Perfectionnements aux graineurs d'essieux de voitures.

162,682. Brevet de quinze ans, 11 juin 1884; Conteau, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Injecteur pour barre de coupe des faucheuses et moissonneuses de tous systèmes.

162,683. Brevet de quinze ans, 11 juin 1884; Maipenlt, représenté par Gay, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Nouvelle machine à vapeur rotative.

162,684. Brevet de quinze ans, 11 juin 1884; Séguin, Odé, Filassier et Bruness, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau système de traverse métallique pour les voies ferrées, dite *traverse Séguin*.

162,685. Brevet de quinze ans, 11 juin 1884; Brandon, représenté par Més, à Paris, rue Laflitte, n° 1. — Perfectionnements dans les conduites pour freins continus et autres.

162,686. Brevet de quinze ans, 11 juin 1884; Fremont, à Paris, rue de Clignancourt, n° 124. — Nouveau système de tuyère à eau.

162,687. Brevet de quinze ans, 11 juin 1884; Tillet, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 3. — Mode de fabrication perfectionnée pour souder et bouchonner par pression toutes ferrures de bâtiment d'une seule pièce, telles que paumelles, pentures, fiches, charnières, etc.

162,688. Brevet de quinze ans, 11 juin 1884; H. Scellier et compagnie (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils inodores à effet d'eau à tirage.

162,689. Brevet de quinze ans, 11 juin 1884; Jones, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines dynamo-électriques.

162,690. Brevet de quinze ans, 11 juin 1884; Friederich, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Appareil mesureur et diviseur universel.

162,691. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; Abt, rue du Petit-Soleil, n° 1, à Tours. — Sommier en fer.

162,692. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; Debette, représenté par Chenu, à Paris, rue des Lombards, n° 17. — Système de batteur d'œufs incassable.

162,693. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; Roger-Durand (M^{me} veuve) et Lefort, à Paris, rue Jules-César, n° 15. — Perfectionnements apportés à l'aiguille à charnière automatique en usage dans la bonneterie.

162,694. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; de Menlemester, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé de fabrication de la levure appliquée à la fermentation des mélasses et autres matières sucrées.

162,695. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; Gillen et Throop, représentés par

Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les appareils pour moudre le blé et pour bluter et séparer la farine.

162,696. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; Walker, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les appareils pour la fabrication du gaz de houille.

162,697. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; Deremble, à Paris, rue Caulaincourt, n° 25. — Nouveau système de pince agissant par cric et par levier pour arracher les perches à houblon, échelas, cepes de vigne et pieux en général.

162,698. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; Maury, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de serrure dite *serrure crémeuse*.

162,699. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; Bodar, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Système de borne-fontaine évitant toute espèce d'infiltrations dans les murs, voûtes, planchers, etc.

162,700. Brevet (brevet anglais devant expirer le 30 mai 1898) pris, le 12 juin 1884, par Pieri, représenté par M^{re} Boffard, à Paris, rue Mardar, n° 4. — Perfectionnements dans les actions des armes à canon rayé avec tourillon à bescale.

162,701. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; Anotin, rue Étienne Marcel, n° 142, à Bagnolet. — Jardinière d'appartement.

162,702. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; Dubois, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Nouveau genre de baleine factice faite avec cuirs, dite *baleine française*, destinée aux usages de la vraie baleine.

162,703. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; société anonyme *l'éclairage électrique*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Perfectionnement aux machines dynamo-électriques.

162,704. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; Boulton et Ferret, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Système de machine travaillant avec de la vapeur fortement chauffée.

162,705. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; société dite *Maschinenfabrick Geutlingen*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Perfectionnements dans les chambres de réfrigération.

162,706. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; Floyd, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Porte-parapluie pour voitures.

162,707. Brevet de quinze ans, 11 juin 1884; Stapfer de Duclos et compagnie (société), boulevard de la Major, à Marseille. — Machine sans tiroir, système Stapfer de Duclos et compagnie.

162,708. Brevet de quinze ans, 12 juin 1884; Cobb, représenté par Hesse, cours Lieutaud, n° 118, à Marseille. — Nouvel appareil dégerminateur et de réduction graduelle du blé en gruaux et accessoires qui en dépendent.

162,709. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Loupines, à Limoges. — Système d'encier dit *encier à flotteur*.

162,710. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Berger, au Donjon (Ailier). — Pallier de bateau s'adaptant aux arbres d'hélice maritime.

162,711. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Berger, au Donjon (Ailier). — Pointeau dit *pointeau Berger*.

162,712. Brevet de quinze ans, 9 juin 1884; J. Barthaud et compagnie, rue de Vendôme, n° 132, à Lyon. — Divers perfectionnements apportés à la sculpture de la soie.

162,713. Brevet de quinze ans, 10 juin 1884; Dufour jeune et fils (société), représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle fabrication de câbles-courroies et autres objets en cuir.

162,714. Brevet de quinze ans, 11 juin 1884; Moréon et Débat, représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Ticket-annonce des chemins de fer.

162,715. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; Coet, rue Raymond, n° 3, à Lyon. — Chapeau-ombrelle de poche dite *tokinoise*.

162,716. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; W. Hagelberg (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Procédé et système de machine à cylindres pour perforer, estamper, gaufrir du papier, des tissus, etc.

162,717. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Calet, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Polisseuse en travers.

162,718. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Clément, impasse Saint-Thierry,

n° 17, à Reims, — Appareil à pression servant à l'élévation de l'eau, remplaçant les pompes.

162,719. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Jeannolle, à Saint-Pierre-lez-Calais (Pas-de-Calais). — Application de l'électricité à la désincrustation ou à la préservation de l'incrustation des chaudières et appareils de machines à vapeur.

162,720. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; Marescot, à Paris, rue de Moscou, n° 10 bis. — Block-système automatique.

162,721. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; Eckendoerffer, à Paris, avenue de Villiers, n° 24. — Porte-ustensiles nécessaire pour le nettoyage des appartements, dit l'original.

162,722. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; Bourdon, représenté par Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Genre d'obturateur hermétique en liège, applicable comme bouchon de bouteille, bourre de fusil, etc.

162,723. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; société *Vereinigt Werkstoetten und Brudershaus*, représentée par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine cribleur centrifuge pour tamiser les fibres du bois et du papier.

162,724. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; Werner, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements apportés aux pétrins mécaniques.

162,725. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; A. J. M. Rennes et fils (société), représentée par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Monture métallique à chappe et vis d'arrêt pour brosses de tous genres, balais et plumeaux.

162,726. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; Hoyle, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les machines à aiguiser les cartes et dans les cylindres en émeri employés à cet effet.

162,727. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; Schepetoff, à Paris, rue Bergère, n° 35. — Système élévateur fonctionnant à grande distance au moyen de l'air comprimé et servant pour les charges et décharges des matières, telles que céréales, graines et toutes matières poudreuses à l'état sec.

162,728. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; Berrurier et Cayre, à Paris, rue Caffarelli, n° 14. — Application industrielle d'un procédé destiné à la préservation contre l'oxydation des étuis métalliques à cartouches de guerre, de chasse, etc.

162,729. Brevet (brevet anglais devant expirer le 13 décembre 1897) pris, le 13 juin 1884, par Heslop et Martin, représentés par M^{me} Boffard, à Paris, rue Mandar, n° 4. — Machine perfectionnée pour lisser et repasser les tissus.

162,730. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; Epstein, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Innovation dans la production de batteries secondaires.

162,731. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; J.-L. Martiny et compagnie (société), représentée par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système perfectionné de biberon autoclave.

162,732. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; Hérout, représenté par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Perfectionnements dans les ressorts de sommiers, meubles, etc., dits élastiques.

162,733. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; Perra, rue Augustin-Dumont, à Malakoff (Seine). — Fabrication d'une matière nouvelle dite *oléame*, destinée à remplacer l'huile de lin ordinaire, préparée dans la fabrication des toiles cirées, des toiles-cuir dites *molesquines*, des cuirs vernis, des bâches, etc.

162,734. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; David et compagnie (société), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la façon des tissus tirés à poil, lainés ou grattés.

162,735. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; Maxim, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les mitrailleuses, les fusils-revolvers et autres armes à feu analogues.

162,736. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; Angé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fusil de chasse à percussion centrale, dit *fusil de chasse Angé*.

162,737. Brevet de quinze ans, 13 juin 1884; Maxim, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements relatifs aux mitrailleuses et autres armes.

162,738. Brevet de quinze ans, 11 juin 1884; Chappée, au Mans. — Système de

buanderie à foyer cannelé évitant les cassures et pouvant servir à tout combustible, y compris la houille, et à grille mobile.

162,739. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Saladin, rue Beauvoisine, n° 127, à Rouen. — Appareil dit *baguette rattacheuse* applicable à tous les dévidoirs.

162,740. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Saladin, rue Beauvoisine, n° 127, à Rouen. — Système de ventilation des caides dans les filatures de coton, de laine ou autres textiles.

162,741. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Tougard, à Canteleu (Seine-Inférieure). — Echelle et treuil de sauvetage pour incendies et puits.

162,742. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Spoerel, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine dynamo ou magnéto-électrique à plateau.

162,743. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Ehrensperger, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Parcage et culture des mollusques, crustacés, poissons, etc., des plantes et autres produits marins, dans des bassins sur terre ferme alimentés d'eau de mer par moteurs et puisateurs quelconques.

162,744. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Kahn, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Abat-jour en papier métallique.

162,745. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; compagnie anonyme continentale pour la fabrication des compteurs à gaz et autres appareils, à Paris, rue Pétreille, n° 9 et 15. — Perfectionnements apportés aux manomètres d'usines à gaz (de pression et de vide).

162,746. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Caron, représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Système de miroir à plusieurs faces mobiles, à galets.

162,747. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Biard, à Paris, avenue de Neuilly, n° 53. — Moyen nouveau de montage de fleurs, herbes, plantes naturelles ou artificielles en bouquets, en corbeilles et en décors quelconques, par piquage des tiges sur une surface à jour ou sur plusieurs surfaces à jour superposées.

162,748. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Muller, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les régulateurs automatiques employés pour l'alimentation des chaudières à vapeur.

162,749. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Schlickeysen, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Appareil mélangeur pour traiter la chaux, le ciment, le mortier, le béton et autres matières analogues.

162,750. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Graells-Llansana, représenté par Pages et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Appareil de réglementation de la valve d'admission des machines à vapeur.

162,751. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Cruto, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements au procédé de fabrication des filaments de charbon, système Cruto, pour lampes à incandescence, et moyens employés pour les souder aux fils de platine.

162,752. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Eichelberg, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau système de cercueil.

162,753. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Gresham, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffite, n° 1. — Perfectionnements apportés aux injecteurs.

162,754. Brevet (brevet anglais devant expirer le 23 avril 1898) pris, le 14 juin 1884, par Hargreaves et Inglis, représentés par Brandon, à Paris, rue Laffite, n° 1. — Perfectionnements dans les petits moteurs servant à la mise en marche et à la manœuvre des grands moteurs.

162,755. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Black, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme perfectionné pour numérotter, imprimer, découper et recueillir, d'une manière consécutive, les tickets, reçus, étiquettes ou autres articles du même genre.

162,756. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Page, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les cigarettes.

162,757. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Dubois, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les meules de moulins.

162,758. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; S. Guichard, Antoine Bisson et

compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil destiné à indiquer, à distance, les pressions et dépressions d'un milieu fluide quelconque, ainsi qu'à transmettre toute autre indication, qu'il soit actionné à la main ou automatiquement.

162,759. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Fraser et Clark, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil perfectionné pour mesurer l'eau ou autres liquides pouvant aussi servir de moteur.

162,760. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Gay, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de conservation des liquides mis en vidange.

162,761. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Ravel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Béliet thermique.

162,762. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Foulbœuf, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pierre simili-diamant à reflets colorés.

162,763. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Arbel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Roue métallique à bras élastiques.

162,764. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Grunzweig et Hartmann (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle matière isolante.

162,765. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Mathieu, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Canale ou sonde à double courant pour lavage des cavités internes.

162,766. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Delavennat, représenté par Marais, à Lons-le-Saunier. — Système de ressort sans pression, applicable au mètre linéaire et aux mesures étrangères.

162,767. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Ganichet, à Saint-Lattier (Isère). — Machine à tourner les barreaux de chaises.

162,768. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Quédrat et compagnie (société), à Paris, rue Charlot, n° 34. — Nouveau jouet automatique dit *moulin perpétuel*.

162,769. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Gelin, à Paris, rue Oberkampf, n° 8. — Tronc à timbre.

162,770. Brevet de quinze ans, 23 avril 1884; Austruy, à Marmande (Lot-et-Garonne). — Métier de scie à lame sans fin pour scier les bois en graine ou autres.

162,771. Brevet de quinze ans, 18 mai 1884; Grenier, représenté par Benoît Guyot, à Lons-le-Saunier. — Fabrication des pinceaux et lorgnon en tous genres.

162,772. Brevet de quinze ans, 21 mai 1884; Vincent, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine perfectionnée à apprêter les étoffes.

162,773. Brevet de quinze ans, 28 mai 1884; Colin-Lemaître, à Nemers. — Boutes de vêtements s'appliquant sans couture.

162,774. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Jones et Wild, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les appareils à percer le roc.

162,775. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Egrot et société Générale et compagnie, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil à distiller et à concentrer dans le vide.

162,776. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Bourbomms, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Soudure d'aluminium propre à souder l'aluminium avec lui-même et avec tous les autres métaux.

162,777. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Jardin, représenté par Bufré, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Appareil pour le chauffage instantané de l'eau courante sous pression.

162,778. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Giesler, représenté par Brandou, à Paris, rue La Fayette, n° 1. — Appareil et méthode pour le trespil, à l'aide de liquides, des fibres textiles et des produits manufacturés à obtenir de ces fibres.

162,779. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; docteur Faucher, représenté par M^{lle} Berthe Faucher, à Paris, rue Miremesnil, n° 49. — Stéthoscope nouveau modèle.

162,780. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Hasselbromcq frères (société), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau système de bobine dite *rondelle tubée*.

162,781. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Lloyd Wise, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les briques.

162,782. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Dubois, à Paris, rue Beaubourg, n° 23. — Appareil à affûter les couteaux, dit *coupe-toujours*.

162,783. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Piletier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé d'épillage des tissus de laine.

162,784. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Seeper, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Système de bouzrage métallique pour tiges de piston, de valve, etc.

162,785. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; de Gruyter, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouvelle sonnerie d'horlogerie avec marteau oscillant, n'ayant ni volant ni roue modératrice.

162,786. Brevet (brevet anglais devant expirer le 19 mars 1898) pris, le 16 juin 1884, par Moore, représenté par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2. — Perfectionnements dans les machines ou appareils à comprimer le fourrage vert, dits *ensilage*.

162,787. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Arbel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle roue en fer forgé pour affûts d'artillerie, voitures, etc.

162,788. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Willem, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de production d'effets poulés sur les tissus.

162,789. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Bruner (M^{me}), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Boîte aux lettres à compartiments et sac classeur.

162,790. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Hugot, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode de décoration des montures d'éventails en bois, os, ivoire et nacre.

162,791. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Renshaw, représenté par Bœttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Système d'utilisation de la vapeur d'échappement et appareils s'y rapportant.

162,792. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Hamlon, représenté par Bœttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Système de fabrication du gaz.

162,793. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; société dite *National Meter Company*, représentée par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Compteur à eau, système Nash.

162,794. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Clair-Leproust, représenté par Cossas, à Paris, rue Saint-Martin, n° 345. — Appareil dit *fauteuil-lit*.

162,795. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Mackaye, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements apportés au fauteuil à l'usage des théâtres, concerts, etc.

162,796. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Sthème, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Chaise-longue à baignoire dite *chaise longue ondule*.

162,797. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Pérille, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système de chaîne de sûreté à fermeture automatique.

162,798. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Follett, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans les machines à coudre.

162,799. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Schmidt, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les machines à air chaud ou autres machines mues par des gaz chauds.

162,800. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Shaw, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil permettant soit de faire varier le mouvement relatif de deux ou plusieurs corps, d'une manière quelconque, indépendamment de leurs mouvements réels, soit de déterminer ledit mouvement relatif.

162,801. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Brandes, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les fourneaux mobiles pour cuisines et autres applications.

162,802. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Delumet, représenté par M^{re} Boffard, à Paris, rue Mandar, n° 4. — Pendule et montre Delumet dites *universelles*.

162,803. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Willmann, représenté par Matray, Schmitzbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau système rail de tramway.

162,804. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Fowler, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de pierre taillée pour articles de bijouterie et autres.

162,805. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Vohwinkel, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel élément galvanique simplifié, de grande tension, constance et intensité de courant, spécialement approprié à l'éclairage électrique.

162,806. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Atwood, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mode perfectionné de hobinage ou d'enroulement de la soie et d'autres matières fibreuses.

162,807. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Mathieu, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'appareil à carboniser les substances ténues et à condenser les vapeurs de distillation.

162,808. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Williamson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de conducteurs électriques composés et leur fabrication.

162,809. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Dippe, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système transporteur de betteraves.

162,810. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; de Syo, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les métiers à broder.

162,811. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Bacon, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les billets, étiquettes ou autres articles analogues.

162,812. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; A. Dupont et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à tirer les soies.

162,813. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; English et Wilson, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les plaques de blindage.

162,814. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Beuzelin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système de ronce artificielle pour clôtures.

162,815. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Moessard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil photographique panoramique donnant la perspective cylindrique exacte du terrain.

162,816. Brevet de quinze ans, 14 juin 1884; Maglione, quai de Rive neuve, n° 3, à Marseille. — Disposition et ornementation spéciales des boîtes offertes en cadeau renfermant des jouets, de la parfumerie, des bonbons, etc.

162,817. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Senès, boulevard de la Paix, n° 24, à Marseille. — Appareil destiné à activer la fabrication du savon marbré dit de Marseille.

162,818. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Chaffaud et Cazes, rue de la Taulisse, n° 1 à Marseille. — Cylindres creux, appareil de renflouement pour bâtiments à vapeur et autres.

162,819. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Augéard, rue Sainte-Thérèse, n° 12 à Marseille. — Nouveau système de joints pour tuyaux de conduite ou autres et d'un outil pour la confection de ces mêmes joints.

162,820. Brevet de quinze ans; 17 juin 1884; Morel, à Louhans (Saône-et-Loire). — Tableau graphique d'histoire.

162,821. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; Boervanger, au Petit-Fagnières (Marne). — Marteau à taillants mobiles pour rhabillage des meules de moulins.

162,822. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Poncin, élisant domicile chez le consul de Belgique, rue Paton, n° 34, à Lille. — Système de couteau pour couper racines de diffusion, à l'usage des sucreries.

162,823. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Holvoet, rue de la Redoute, n° 60.

à Roubaix (Nord) — Système de décapotage dit *système Holvoet*, s'appliquant aux voitures découvertes, telles que mylords, tilburys, etc.

162,824. Brevet de quinze ans, 20 juin 1884; Skène et Devallée (société), représentée par Jules Lepert, rue du Trichon, n° 60, à Roubaix (Nord). — Perfectionnements apportés aux machines à battre et à ouvrir la laine, les déchets, bourres de laine ou toute autre matière filamenteuse.

162,825. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Boissevain, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Appareil servant à déterminer le frottement des garnitures des tiges de piston de presse hydraulique ou autres appareils, dit *frottomètre*.

162,826. Brevet de cinq ans, 18 juin 1884; Bazin, à Paris, rue de Clignancourt, n° 69. — Application d'un système de tir mobile portatif dit *jeu oriental*.

162,827. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Kux, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil pour la concentration de l'acide sulfurique.

162,828. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Thyss, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil de production d'acide sulfurique.

162,829. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Roux, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux appareils de garde-robe pour lieux communs.

162,830. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Dohmer, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les métiers à tisser.

162,831. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Boitel, rue Croix-des-Vignes, n° 2, à Gennevilliers (Seine). — Baleine supérieure E. L. B. B.

162,832. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Ramiro de Palacios, représenté par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Distributeur cylindrique à soupape avec transposition à coups, pour des cylindres dont les pistons sont poussés par vapeur, gaz et eau.

162,833. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; O'Keenan, à Paris, rue La Boétie, n° 23. — Pile primaire à acide plombique.

162,834. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Hargreaves et Robinson, représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans le traitement des minerais et substances contenant de l'antimoine métallique et autres produits, ainsi que dans les agencements employés à cet effet.

162,835. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Blevney, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux embrayages à friction et autres systèmes de transmission de la force motrice, ainsi qu'à leur mode de construction.

162,836. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Mallet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines locomotives.

162,837. Brevet de quinze ans, 17 juin 1884; Linden, à Paris, avenue des Gobelins, n° 14. — Procédé de fabrication continue par la lixiviation à déplacement par le vide, applicable aux vins de raisins secs et autres extraits.

162,838. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; société anonyme des manufactures de produits chimiques du Nord, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pulsomètres à air comprimé.

162,839. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Brewer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les véhicules servant au transport, sur routes, des voyageurs et des marchandises.

162,840. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Michel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux fers à repasser.

162,841. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Nohnsen, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour l'utilisation de la crasse provenant de la déphosphoration du fer.

162,842. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Schneider, représenté par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Perfectionnements dans le mode de rayures des canons de fusils et autres armes.

162,843. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; société générale des cirages français, représentée par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Perfectionnements apportés aux machines à emboutir.

162,844. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; Shields, représenté par Gudman et

compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les procédés et appareils employés pour obtenir des impressions directes au moyen de surfaces métalliques en relief données aux cylindres des presses rotatoires.

162,845. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; Grouven, représenté par Barault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système de récupération du soufre dans les charrées de soude de Leblanc.

162,846. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; Johnson, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffite, n° 1. — Perfectionnements dans les écrous pour boulons.

162,847. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; Termeau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bouton mobile dit *bouton-grappin*.

162,848. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; Maiche, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de transmetteur téléphonique avec dispositif avertisseur ou d'appel spécial.

162,849. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; Kenyon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les tissus, feutres ou non, employés dans les machines à papier, les presses à imprimer et autres appareils.

162,850. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; Pocock, George et Cook, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil perfectionné pour régler ou contrôler l'alimentation ou le passage de la vapeur, du gaz ou des autres fluides gazeux ou liquides.

162,851. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; Dery, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de carburation du gaz dans les lanternes de voitures de chemins de fer, lanternes d'applique, réverbères, etc.

162,852. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; Letourneur, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de pied de banc articulé à écartement réglable.

162,853. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; de Hemptinne, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Broche composée applicable aux métiers à filer dits *continus*.

162,854. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; Cizek, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les filières-presses.

162,855. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; Blétry frères (société), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle cigarette non collée et ses moyens de fabrication mécaniques et manuels.

162,856. Brevet de quinze ans, 29 juin 1884; Diette fils et Hour (société), représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mouvement de pendule de voyage à sonnerie des demies par coup double et répétition facultative des heures et des quarts.

162,857. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; Charvoz et Patrigoon, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre d'étiquettes en zinc coloré, destinées à remplacer les étiquettes en parchemin, carton, etc.

162,858. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Naudin (les sieurs), rue de la Savonnerie, n° 27, à Rouen. — Nouveau procédé d'imperméabilisation des étiquettes horticoles et du papier d'apprêt des tapisseries.

162,859. Brevet de quinze ans, 23 juin 1884; de Broker, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 23, au Havre. — Appareil inodore et diviseur.

162,860. Brevet de quinze ans, 23 juin 1884; Dautet, à Givonne (Ardennes). — Nouveau système d'outillage pour la fabrication des poignées des fers à repasser.

162,861. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Quinquarlet-Dupont fils et gendre (société), rue de la Paix, à Troyes. — Nouveau maillet dit : *maillet à pont*.

162,862. Brevet de quinze ans, 20 juin 1884; Lorenz, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Gargousses métalliques pour pièces de campagne ou bouches à feu de fort calibre et manière de fabriquer ces gargousses.

162,863. Brevet de quinze ans, 20 juin 1884; Rock Jackson, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements aux timbres d'appel, timbres avertisseurs et autres sonneries analogues.

162,864. Brevet de quinze ans, 20 juin 1884; Chorier, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des peignes.

162,865. Brevet de quinze ans, 20 juin 1884; Dandoy-Mannat, Lutz et compagnie (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de poinçonneuse à deux leviers pour bâtiments, etc.

162,866. Brevet de quinze ans, 20 juin 1884; compagnie des hauts fourneaux, forges et aciéries de la marine et des chemins de fer, représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Affût de place et de côte en fonte, muni d'un frein hydraulique pour canons de gros calibres.

162,867. Brevet de quinze ans, 20 juin 1884; Richardson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'attaches ou fermetures pour bracelets, anneaux d'écharpes, cravates et articles analogues.

162,868. Brevet de quinze ans, 20 juin 1884; société dite *Chemische fabrik auf actien* (vorm. E. Schering), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de bases chloriodurées aromatiques.

162,869. Brevet de quinze ans, 20 juin 1884; Moss, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la construction des battes ou raquettes employées dans le *Lawn-Tennis* et les autres jeux.

162,870. Brevet de quinze ans, 20 juin 1884; Aubry, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau mastic dit: *l'infusible*, pouvant remplacer le mastic au minium dans toutes ses applications.

162,871. Brevet de quinze ans, 20 juin 1884; Lacombe et Victor, représentés par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements apportés aux moyens de dépolarisation des piles.

162,872. Brevet de quinze ans, 20 juin 1884; Bourgeois, à Paris, rue de Romainville, n° 34. — Atlas classique et commercial d'arithmétique.

162,873. Brevet de quinze ans, 20 juin 1884; Guillaume, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements apportés au traitement du maïs et autres céréales pour les amidonneries, les distilleries et les glucoseries et pour la fabrication de l'amidon.

162,874. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Roger, à Massenbe (Gers). — Faucheuse.

162,875. Brevet de quinze ans, 18 juin 1884; Groc, rue Héliot, n° 18, à Toulouse. — Appareil dit *arrêt instantané*.

162,876. Brevet de quinze ans, 20 juin 1884; Huc, à Albi. — Fusil scolaire perfectionné.

162,877. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Dufrène, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Table pliante.

162,878. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Thomas, représenté par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans la fabrication des phosphates et silicates de soude et de potasse et autres sels alcalins, et du chlore et de l'acide chlorhydrique.

162,879. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Goodell, représenté par Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans les appareils et wagons réfrigérants.

162,880. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Rumpff, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans la fabrication de matière colorante jaune propre à la teinture et à l'impression.

162,881. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Clark, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans la fabrication et la préparation des matières employées pour isoler.

162,882. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; société anonyme *l'Œnophile*, représentée par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis n° 39. — Procédé pour la destruction des insectes qui ravagent le houblon et autres plantes, et sont le premier indice de mielle.

162,883. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Delerue-Légrand, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Attache-fouet perfectionné pour chasse-navette.

162,884. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Baudry (M^{me}), à Paris, passage Courtois, n° 2, et rue des Boulets, n° 104. — Bouton de porte serti et émaillé.

162,885. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Maïche, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de transformation de l'électricité statique, en général, en électricité dynamique.

162,886. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Coltman, représenté par Chassevent,

162,888. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Martin, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Parachute pour ascenseur dont la tension du ressort est indépendante de la charge.

162,889. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Cuvelier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de broyeur pour betteraves, pommes de terre, pommes à cidre, etc.

162,890. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Perrett, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de roues propres à rouler tant sur des rails que sur des chaussées ordinaires.

162,891. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Martin, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de fermeture pour les ouvertures des ascenseurs au moyen de portes ne permettant la marche de l'ascenseur que lorsque les portes sont parfaitement fermées.

162,892. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Poron frères, fils et Mortier (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux métiers circulaires ou tubulaires.

162,893. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Zipser, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Moulin à meules annulaires tournant avec des vitesses de rotation différentes.

162,894. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Barker, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils pour produire des signaux sonores en mer.

162,895. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Malhère, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les métiers à tresse.

162,896. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Brasseur, représenté par Dubreuil, à Roubaix. — Nouveau régulateur.

162,897. Brevet de dix ans, 23 juin 1884; Favre, rue de Lannoy, n° 225, à Roubaix. — Perfectionnements dans la fabrication de tissus pour vêtements et autres usages.

162,898. Brevet de cinq ans, 24 juin 1884; Staumont, élisant domicile chez le consul de Belgique, rue Paton, n° 34, à Lille. — Appareil de cheminée à ventilateur et à vis d'Archimède.

162,899. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; Barbet, rue de Lille, n° 151, à la Madeleine-lez-Lille (Nord). — Nouveau coupe-racines centrifuge muni de boîtes à couteaux mobiles.

162,900. Brevet de quinze ans 23 juin 1884; P. Rivain et Bezault (société), à Paris, rue de la Folie-Méricourt, n° 82. — Nouveau genre de boutons en porcelaine, faïence, terre de fer ou autres produits similaires, avec monture en métal sertie.

162,901. Brevet de quinze ans, 23 juin 1884; Drapier, à Paris, rue Morand, n° 27. — Serrure de sûreté à combinaison et sans clef.

162,902. Brevet de quinze ans, 23 juin 1884; Braquier, représenté par Bardin, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Fabrication des bonbons à surprises.

162,903. Brevet de quinze ans, 23 juin 1884; Falkenburg, élisant domicile chez le sieur Baudry, à Paris, rue des Saints-Pères, n° 15. — Système de détente variable automatiquement ou à la main, applicable à la plupart des machines à vapeur existantes.

162,904. Brevet de quinze ans, 23 juin 1884; Senior, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Perfectionnements aux appareils pour faire des colliers ou bagues autour des goulots de bouteilles, bocaux ou autres réipients semblables avec des coupures de différentes formes.

162,905. Brevet de quinze ans, 23 juin 1884; société française des balances automatiques et des engins spéciaux, représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Fermeture automatique d'admission de matières, appliquée aux peseurs-enregistreurs automatiques pour betteraves, pommes de terre, ciments, charbons et toutes matières corpusculaires.

162,906. Brevet de quinze ans, 23 juin 1884; Turnbull, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les généra-

présentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à servir pour la pose des rubis dans les montres.

162,909. Brevet de quinze ans, 23 juin 1884; C. Paillard et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la construction des pièces à musique.

162,910. Brevet de quinze ans, 23 juin 1884; Assau, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour la mise en marche des machines à distributeur de vapeur.

162,911. Brevet de quinze ans, 23 juin 1884; Korting, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux calorifères.

162,912. Brevet de quinze ans, 23 juin 1884; Godet fils, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tissu reps, flanelle double, léger et perméable, pour emplois hygiéniques et autres, exigeant une grande solidité.

162,913. Brevet de quinze ans, 23 juin 1884; Marix, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau genre de cravate dite le *Président*.

162,914. Brevet de quinze ans, 23 juin 1884; Mignucci, promenade du Cours, n° 30, à Nice. — Poudre insectivore destinée à la conservation des effets, dite *poudre d'eucalyptus*.

162,915. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Barnabé à Thézey-Saint-Martin, (Meurthe-et-Moselle). — Genre de treillage pour pêcheurs et treilles, dit *treillage Barnabé*.

162,916. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Pacho, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50. — Machine à pression roulante dite *moteur Pacho*.

162,917. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Hélin, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les machines à tricoter rectilignes.

162,918. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Varicé et compagnie et le sieur Moulin (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Serrure de sûreté incrochetable et à combinaisons, dite *serrure à cylindres, système Varicé*.

162,919. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Bartsch, représenté par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Appareil avertisseur d'incendie, servant à éteindre le feu et fonctionnant automatiquement.

162,920. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Drake, représenté par Bœttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Système perfectionné de scie.

162,921. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Willett, représenté par Bœttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Appareil pour la concentration de l'acide sulfurique.

162,922. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Adams, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux moteurs électriques.

162,923. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Obermeyer, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machine à broyer destinée aux usages domestiques.

162,924. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Arnould, à Paris, rue d'Enghien, n° 37. — Appareil servant à allumer le gaz.

162,925. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Wilcox, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les boîtes d'essieux.

162,926. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Schluter, Forster et Long, représentés par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau genre d'emballage pour bouteilles, flacons et autres articles analogues.

162,927. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Robinson et Schell, représentés par

Meunons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans les presses d'emballage.

162,928. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Salisbury, représenté par Meunons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans la fabrication du gaz d'éclairage.

162,929. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Austin et de Navarro, représentés par Meunons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans les paliers ou coussinets.

162,930. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Flagg, représenté par Meunons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Système perfectionné de transport des espèces monnayées et autres, dans les maisons de commerce, etc.

162,931. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Hinks, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans les lampes à brûler les huiles légères ou volatiles.

162,932. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Boutmy et société Retterer et Bellot, représentés par Blety frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Crevants en fer inattaquables pour les métaux en fusion.

162,933. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Dubois, représenté par Blety frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de lanterne appliqué aux appareils de distillation et permettant de suivre le travail.

162,934. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Boydon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les graisseurs à niveau visible.

162,935. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; de Baecker, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de porte-objets mobile et portatif pour cannes, parapluies, sacs, etc.

162,936. Brevet de quinze ans, 23 juin 1884; Converset (les sieurs) et Doumet, à Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or). — Cautère à aiguille démontable.

162,937. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; van der Kerken, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Fer à cheval hygiénique.

162,938. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Richard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Disposition de trop-plein permettant le nettoyage automatique des citernes, réservoirs, etc.

162,939. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Millinaire frères (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'obturation ou de fermeture pour mangeoires d'écuries et autres applications.

162,940. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Millinaire frères (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode d'application des fers tordus de tous profils pour remplacer le fer forgé dans la serrurerie d'art.

162,941. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Clark, Bunnett et compagnie (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de constructions hygiéniques.

162,942. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Dun, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement aux piles électriques.

162,943. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Balagué et Montailhé, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de pied tubulaire démontable destiné à servir de support, trépied, etc.

162,944. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Durham et Churchill, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil perfectionné pour effectuer la commande intermittente des signaux de brouillard et autres.

162,945. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; L. Chapel frères (société), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à braver les peaux de lapins et autres animaux.

162,946. Brevet de quinze ans, 24 juin 1884; Gottrau, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Ponts polytétraédriques portatifs, de portée, largeur et résistance variables, système Alfredo Gottrau.

162,947. Brevet de quinze ans, 16 juin 1884; Fourmond et Branciard, disant domicile en l'étude de M^e Pommières, avoué, rue de la République, n° 35, Lyon. — Système de construction métallique des ouvrages de la navigation maritime et fluviale.

162,950. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; Bourg, représenté par Delorme, rue Vieille-Monnaie, n° 9, à Lyon. — Nouvelle tonpie.

162,951. Brevet de quinze ans, 19 juin 1884; compagnie des fonderies et forges de Terre-Noire, la Voulte et Bassèges, représentée par Jullien, rue d'Enghien, n° 2, à Lyon. — Nouveau système de traverses métalliques.

162,952. Brevet de quinze ans, 20 juin 1884; Colliat et Peillard (société), représentée par Berchein, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux métiers mécaniques à tisser toutes espèces d'étoffes, soit unies ou façonnées, à l'aide de deux navettes et par coups pairs et impairs.

162,953. Brevet de quinze ans, 20 juin 1884; Descombes, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle disposition de carburateur pour la production d'un gaz économique applicable à l'éclairage, chauffage, force motrice, etc.

162,954. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Pepe et Dommartin, place des Terreaux, n° 3, à Lyon. — Système de seranoir dit à boules et à pinces pour application au col-cravate.

162,955. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Anouilh, représenté par L'épinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Garde-manger démontable.

162,956. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Rabayrol et Goux, représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Panier-essoreuse pour salade et légumes.

162,957. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; Gerst, représenté par Delorme, rue Saint-Louis, n° 14, à Saint-Étienne. — Mode de fabrication d'un nouveau saucisson.

162,958. Brevet de quinze ans, 26 juin 1884; Rouillard, rue du Marché-à-la-Chaine, n° 6, à Orléans. — Carafe à thé.

162,959. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Cornet-Dubois, rue de Carrouge, n° 18, à Reims. — Disposition spéciale de manchon en cuir de veau chamoisé, doublé de drap-feutre, appliqué aux bobinoirs de filature.

162,960. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Gourc, à Salvages (Tarn). — Siège pliant.

162,961. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Valton, à Vesoul. — Pardessus-chasseurs en cuir embouti, imperméabilisé.

162,962. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; Harty père et fils aîné, à Paris, avenue de Clichy, n° 131. — Système de voie entièrement métallique.

162,963. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; Dick, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Nouveau procédé de fabrication du cuivre-manganèse.

162,964. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; Greenwood, représenté par Bardin, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Perfectionnements dans les machines à polir les sabres, les baïonnettes, les limes ou autres objets de formes irrégulières.

162,965. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; Wilson et Storey, représentés par Dufrenoy, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Perfectionnements dans la production de composés contenant de la nitro-cellulose.

162,966. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; Downie et Sage, représentés par Dioniside, à Paris, rue de la Banque n° 18. — Nouveau mouvement de rames pour la propulsion des bateaux.

162,967. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; société Varidé et compagnie et le sieur Moulin, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de barre de sûreté pour portes, etc.

162,968. Brevet de quinze ans, 21 juin 1884; Welser, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les machines à élargir les tissus.

162,969. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; Masson, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements à la commande des broches des métiers à filer.

162,970. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; société dite *Armenier Gustahlwerk*

(*actien Gesellschaft*), représentée par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés à l'étui-crosse de revolver, système Schmidt.

162,971. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; Cury et Troyon (société), représentés par Daix, à Paris, boulevard Voltaire, n° 116. — Nouvelle disposition des foyers de lessiveuses dites *banderles* et en général de tous les foyers destinés au chauffage de récipients par l'action directe de la combustion.

162,972. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; Bender, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareil propres au torréfaction de malt.

162,973. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; Dick et Riley, représentés par Baudouin, à Paris, rue Laffitte n° 1. — Perfectionnements dans les fourneaux régénérateurs pour la fabrication de l'acier et autres usages.

162,974. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; Straiton, représenté par Brandou, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements apportés aux appareils servant à nettoyer ou ébarber les peaux.

162,975. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; Cheetham, représenté par Armes, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans l'attache des métaux ou autres ressorts aux bords des cuirs de chapeaux ou garnitures et des appareils employés à cet effet.

162,976. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; Gilliaux, représenté par Chasson, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bracelet à ressorts métalliques dit *l'imperdable*.

162,977. Brevet de quinze ans, 25 juin 1884; Garnier, représenté par Chasson, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour le traitement minéral de cuivre et mottes de cuivre pour en obtenir directement du cuivre brut.

162,978. Brevet de quinze ans, 26 juin 1884; Rolland, représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ferme à ruban extensible pour parapluies, ombrelles, en-tous-cas, etc.

162,979. Brevet de quinze ans, 26 juin 1884; Sorbé, représenté par Digne, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Navire tri-hélices à axes convergents et à machines motrices indépendantes.

162,980. Brevet (brevet anglais devant expirer le 27 décembre 1897) pris, le 25 juin 1884; Greenwood et Keats, représentés, par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux machines à condenser.

162,981. Brevet de quinze ans, 26 juin 1884; Lacroix, représenté par Amélie, à Paris, quai de Jemmapes, n° 2. — Fabrication de chaussures faites au crochet, de toutes matières.

162,982. Brevet de quinze ans, 26 juin 1884; Cornet, représenté par Pochet, à Paris, rue de la Goutte-d'Or, n° 61. — Nouvel appareil roulant servant à distribuer l'asphalte en poudre, sur place et en marche.

162,983. Brevet de quinze ans, 26 juin 1884; Smith, Haskins et Fobes (société), représentée par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les machines de faire pénétrer ou de fixer les couleurs, marques ou dessins dans ou sur du bois, du bois, de l'ivoire et autres matières et dans les appareils employés à cet effet.

162,984. Brevet de quinze ans, 26 juin 1884; Smith, Haskins et Fobes, (société) représentée par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans la fabrication du blanc de céruse et dans les appareils employés pour cette fabrication.

162,985. Brevet de quinze ans, 26 juin 1884; Puschner, représenté par Boettcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Nouvelle matière destinée à remplacer la corne dans la fabrication de divers objets.

162,986. Brevet de quinze ans, 26 juin 1884; Jaroslaw, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de verre en mica pour lampes à l'huile ou autre liquide combustible.

162,987. Brevet de quinze ans, 26 juin 1884; Vidal, à Paris, rue des Gravilliers, n° 59. — Système de fermeture sans charnière ou soudure pour porte-monnaie, porte-cigares, porte-cigarettes, bagues à tabac ou autres objets analogues.

162,988. Brevet de quinze ans, 26 juin 1884; Périmaud, représenté par Alphonse Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Procédé de teinture en noir par ébullition et complètement à froid, sur toutes espèces de tissus de laines ou de coton mélangés fil, soie ou coton, laines filées ou en poils, et toutes espèces de vêtements décolorés ou confectionnés.

162,989. Brevet de quinze ans, 26 juin 1884; Mauduit, représenté par Armes,

sentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de sonnerie à quatre quarts sonnant le quatrième quart avec intervention.

162,992. Brevet de quinze ans, 26 juin 1884; Rost, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les graisseurs.

162,993. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Bibaut, Overend et Ricbourg (société), marché Lanselle, n° 37, à Amiens. — Carburateur à gaz et à air.

162,994. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Keidel, représenté par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Perfectionnements dans la construction des chapeaux de cheminées.

162,995. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Joannot-Baltisberger, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvelle montre à boussole, à cadrans lumineux, à cadrans d'émail ou à cadrans en métal quelconque.

162,996. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Friedlaender, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles n° 15. — Machine à plisser le papier pour enveloppes de bouteilles.

162,997. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Béchaux fils, élisant domicile chez le sieur Aravengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil de distillation et de rectification continue et rationnelle, supprimant chaudière et colonne.

162,998. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Naudin, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Porte-ticket-boussole pour coiffures civiles et militaires.

162,999. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Meeze, représenté par Bardin. à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Perfectionnements dans les dynamomètres.

163,000. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Schneider, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les appareils servant à contrôler la position des excentriques ou des signaux d'une voie ferrée.

163,001. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Runge, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Jalousies mobiles à images transparentes, et manière de les appliquer à l'intérieur des fenêtres.

163,002. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Taylor, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements apportés à la construction des garnitures métalliques à ressort pour pistons et autres usages analogues.

163,003. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Jefferson (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines ou appareils employés pour sécher les fibres, le fil et les tissus.

163,004. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Prêtre père et fils (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de valet perfectionné à l'usage des menuisiers.

163,005. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; société française de pavage en bois, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de pavage en bois.

163,006. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Nobel, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de distillation continue du naphte.

163,007. Brevet de quinze ans, 27 juin 1884; Lobert et Pojasina (société), rue de France, n° 14 et 13, à Nice. — Nouveau système de four de boulangerie à feu continu avec soles mobiles.

163,008. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Collenille et compagnie (société), représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Robinet-jauge pour le soutirage des liquides.

163,009. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; C. Roque et compagnie (société), représentée par Bachelu, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau tissu dit *foufure parisienne*.

163,010. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Malleval, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Métier à tisser mécanique pour velours.

163,011. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Monternier, représenté par Réotor,

triques.

163,013. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Desfossé, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 223. — Produit nouveau dit *l'Industrie des papiers peints*.

163,014. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Drayfus frères (société), à Paris, quai de Valmy, n° 189. — Divers emplois du cuivre rouge pur ou allié à d'autres métaux, trié, ondulé ou cannelé.

163,015. Brevet (brevet anglais devant expirer le 29 décembre 1897) pris, le 28 juin 1884, par de Ferranti, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les machines dynamo-électriques et dans les compteurs électriques.

163,016. Brevet (brevet anglais devant expirer le 29 décembre 1897) pris, le 28 juin 1884, par Campbell, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les lochs de navires et dans les appareils servant à enregistrer automatiquement la course et la distance.

163,017. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Mallebranche, Delacourt et Delfignon, représentés par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Filtre rotatif pour liquides sucrés ou autres.

163,018. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Fongeadoire, représenté par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Nouveau tendeur de scies.

163,019. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Garnier, représenté par Baril, rue des Bourdonnes, n° 5, à Pantin (Seine). — Système de chemins de fer urbains à voies superposées.

163,020. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Chalou, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés à la fabrication des briquettes en matières agglomérées.

163,021. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Setten et Durward, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux lires relieurs pour maintenir des lettres, factures et autres papiers ou documents.

163,022. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Pellar, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les bandages chirurgicaux.

163,023. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Greenwood, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, 95. — Perfectionnements apportés aux machines à coudre.

163,024. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Hosch, représenté par Biétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bobinoir pour machines à coudre.

163,025. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Grentho, représenté par Biétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ferme-porte va-et-vient, à plans inclinés opposés et parallèles.

163,026. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Jadelot, représenté par Biétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Meuble portatif à anse ou poignée, spécial à la toilette des enfants, dit *bébé-toilette*.

163,027. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Deprez et Leblanc, représentés par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de locomotive électrique.

163,028. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Schaffler, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Étui porte-binocle.

163,029. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Rubay, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de blanchiment des matières textiles et végétales.

163,030. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; A. Reux et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux aiguilles de bonneterie à charnières dites *self-acting*.

163,031. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Martin, représenté par Armeugand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil perfectionné de mise en marche et d'arrêt pour voitures mues par une traction par câble.

163,032. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Martin, représenté par Armeugand

jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les freins pour véhicules circulant sur rails pleins ou sur rails à ornière.

163,034. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Farcy, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de bateau à carène cannelée ou divisée.

163,035. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Mütler aîné, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Culot métallique à queues embouties pour boutons.

163,036. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Le Boutillier et Veckringer, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pendule-panoplie.

163,037. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Koppel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système automatique d'attelage des voitures de chemins de fer avec dételage latéral.

163,038. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Koppel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de réfrigération et de ventilation des matières.

163,039. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Dyharçabal, rue des Augustins, n° 2, à Bayonne (Basses-Pyrénées). — Appareil calorifère.

163,040. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Dosme-Chatrain, à Saint-Amand (Cher). — Machine à couder et refouler les métaux ou autres matières, couplant et refoulant automatiquement, faisant l'un et l'autre à volonté.

163,041. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; Rabau, à Tergnier (Aisne). — Couveuse-éleveuse.

163,042. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; Marchal, à Nouzon (Ardenne). — Machine à mouler les briques.

163,043. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; Grimbard, élisant domicile chez le sieur Duchâteau, à Paris, rue Cail, n° 8. — Système de lampe à bec à hélice et à mèche fixe.

163,044. Brevet (brevet anglais devant expirer le 31 décembre 1897) pris, le 30 juin 1884, par Walton, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans la fabrication de tentures murales et autres décorations en relief ornemental.

163,045. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; de Schuttenbach, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Nouveau navire aérien en fer, porté par le gaz hydrogène et propulsé par la force de vapeur pour buts de défense en cas de guerre.

163,046. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; Desgouttes, rue Fessart, n° 36, à Boulogne (Seine). — Nouvel appareil à fermentation et filtrant, indispensable pour fabriquer soi-même le vin, les boissons hygiéniques et économiques.

163,047. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; Kohler, représenté par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Perfectionnements apportés aux machines à coudre.

163,048. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; Lepet (M^{lle}), représentée par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Genre de balai avec garniture protectrice en caoutchouc.

163,049. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; Roulot, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Moyens destinés à empêcher les accidents lors de la fermeture des portières des voitures et wagons, portes d'appartements, etc.

163,050. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; société anonyme *Pyromètre Boulier*, représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau système de pyromètre enregistreur.

163,051. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; J.-L. Martiny et compagnie (société), représentée par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de revêtement adhérent, en caoutchouc souple ou durci, des paniers des turbines et essoreuses.

163,052. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; Outram, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Modifications apportées aux pianos et dans la manière d'en accorder, d'en régler et d'en contrôler le ton.

try frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Meuble cartonnier à portes et casiers amovibles en bois.

163,055. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; Klein, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouvelle presse mécanique à impression plane, qui, combinée avec un appareil numéroteur et perforateur, permet de fabriquer, avec du papier sans fin, des billets, cartes, contremarques, etc., en une ou plusieurs couleurs.

163,056. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; Smith, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les méthodes employées pour extraire les matières utiles des filaments végétaux.

163,057. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; Williams, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines ou appareils électriques destinés à la production, à la distribution, à la transmission et à l'utilisation de l'électricité, ainsi qu'aux dispositifs et moyens à employer pour la construction de tout ou partie de ces machines et appareils.

163,058. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; Schulz, Knaudt et compagnie (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux gazogènes.

163,059. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; Haller (M^{re}), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les électro-moteurs et leurs aimants, ceux-ci étant applicables à d'autres destinations.

163,060. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Meunier, à Tauxigny (Indre-et-Loire). — Nouveau système de moteur.

163,061. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Deflassieux frères (société), représentée par Chandelier, à Paris, rue des Tournelles, n° 52. — Construction et dispositions de roues légères en fer forgé et mixtes, sans sonorité, applicables aux carriperts, affûts d'artillerie, équipages militaires, camions, etc.

163,062. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; de Lalande, à Paris, rue Saint-Sulpice, n° 18. — Aréomètre électrique pèse-courants.

163,063. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Smith, représenté par Santer, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Mécanisme de sûreté pour élévateurs.

163,064. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Sweet, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les appareils destinés à faire des moules pour les fonderies.

163,065. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Oram et Dickerman, représentés par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les appareils de sauvetage pour les incendies.

163,066. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Sandilands, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Attache perfectionnée de cravates.

163,067. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Favret, représenté par Böttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Système de chevaux mobiles avec accessoires et toiles de couverture pour étagères diverses et charpente de tente-baraque.

163,068. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Demeurat, représenté par Billet, à Paris, rue de Lourmel, n° 32. — Produit dit *bouillon concret*.

163,069. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Rogers et Ballou, représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans la fabrication des vis et dans les appareils employés à cet effet.

163,070. Brevet de dix ans, 1^{er} juillet 1884; Fernandez, représenté par Carénou, à Paris, rue Clapeyron, n° 9. — Appareil à nettoyer les planchers.

163,071. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Small, représenté par Mennois jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Appareil automatique destiné à la perception du prix des places dans les omnibus, tramways, etc.

163,072. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Dutourleau fils, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de siège articulé à quadruple repliement sur lui-même.

163,073. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Kolligs, à Paris, rue Saint-Fiacre.

n° 3. — Tissue en matière végétale et animale, tissé à tube, pour l'application à l'industrie des corsets et confections pour dames, etc.

163,074. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Cauchemont (M^{re}), à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 15. — Chaudière horizontale pour fourneaux de cuisines, poêles et calorifères.

163,075. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Gerson, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau système de fermeture de robinet.

163,076. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Ashton, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans les machines pour la fabrication des écrous et des rondelles.

163,077. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Bray, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de boutons à lacer pour gants, chaussures et d'autres articles analogues.

163,078. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; White, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils d'éclairage électrique.

163,079. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Petersen, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouveau procédé pour obtenir un réglage automatique de l'alimentation des appareils centrifuges, correspondant au degré de vitesse du mouvement et à l'écoulement variable des liquides.

163,080. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Petit, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Coffre-fort à enveloppe tournante.

163,081. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Demoucheux, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de broderie à sciement métalliques.

163,082. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Petersen, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Tire-bouchon-buffet.

163,083. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Genese, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les respirateurs ou inhalateurs.

163,084. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; société dite *Hall manufacturing Company*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines à vapeur à deux cylindres.

163,085. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Savigny-Vallet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Cannelle à rentrée d'air.

163,086. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Patten, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à produire de la glace.

163,087. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Blanche, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de briques pour faitages, dites *briques chaperon*.

163,088. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Leprince, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les moteurs hydrauliques connus sous le nom de turbines.

163,089. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1884; Regnier, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau système de crible mécanique.

163,090. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Quéteuau, grande rue Saint-Michel, n° 22, à Toulouse. — Appareil dit *la guêtre française*, à l'usage de l'armée, pour la chasse, les employés du service actif des postes et des télégraphes, les bataillons scolaires, etc.

163,091. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Barbier, rue Monplaisir, n° 4, à Toulouse. — Fabrication de sulfure de carbone au moyen de l'acide sulfhydrique obtenu par le traitement du gypse (sulfate de chaux hydraté ou pierre à plâtre).

163,092. Brevet de quinze ans, 30 juin 1884; Baboin, rue Royale, n° 33, à Lyon. — Fabrication d'une tontisse de soie destinée à l'ornementation des fils, tissus, papiers, etc.

163,093. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Dognin et compagnie, rue Puits-Gaillot, n° 1, à Lyon. — Nouvelle machine à broder dite *cursive plumetis*.

163,094. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Coignet, représenté par Gaget, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Procédé de traitement des minerais de cuivre et matières cuivreuses.

163,095. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Dupéchez, à Sens. — Appareil système d'ouverture et de fermeture d'impostes, de portes, fenêtres, etc.

163,096. Brevet de cinq ans, 2 juillet 1884; Lidon et Roux, le premier à Nîmrol et le deuxième à Lafox (Lot-et-Garonne). — Construction d'un instrument appelé taille-bordures de trottoirs en terre.

163,097. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Brunier, promenade du Calvados n° 38, à Nice. — Farine dite *exotique laitière*, combinée par proportions diverses de fèves, lentilles, orge, maïs ou tourteaux.

163,098. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Picard, rue des Chambres n° 10, à Besançon. — Clef de raquette mobile, fabriquée mécaniquement.

163,099. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Audouin, rue des Menuis, n° 15, à Bordeaux. — Nouveau système de cible à boîte.

163,100. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Ganot, représenté par Digne Paris, rue de Lancry, n° 56. — Machine à vapeur ou autre fluide à cylindre tournant par réaction sur une développante de cercle, dite *machine Ganot*.

163,101. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Zipernowsky et Déri, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau système de transformation et distribution de courants électriques au moyen de générateurs secondaires rotatifs.

163,102. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Varley, représenté par Dufour Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Perfectionnements dans le traitement de matériaux composites plastiques.

163,103. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Blakesley, représenté par Sarrasin à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les bateaux à vapeur marins.

163,104. Brevet (brevet anglais devant expirer le 5 mai 1898) pris, le 2 juillet 1884, par Box et Beadle, représentés par Pagès et Joubert, à Paris, rue Saint-Martin, n° 2. — Perfectionnements dans les fers des chevaux.

163,105. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Loncle, représenté par M. Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau genre de forme extensible pour forcer les bouts de la chaussure.

163,106. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Kennedy, Fortier et Best, représentés par Boettcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Perfectionnements aux chaussures.

163,107. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Miles, représenté par Bouché Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Perfectionnements aux appareils optiques et acoustiques des chemins de fer.

163,108. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Willett, représenté par G. Gervin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'appareils pour fermer les fenêtres, châssis, portes et autres huis analogues.

163,109. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Kind, représenté par Chassagnon à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif de refroidissement par circulation d'eau applicable aux appareils servant au refroidissement de l'oléine et des liquides.

163,110. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Bourgeois-Weber, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pendule à remontoir automatique pour voitures, wagons, etc., dite *l'infatigable*.

163,111. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Burgess, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour brûler des combustibles liquides.

163,112. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Léo Vignon et compagnie (société représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de fabrication d'une série de matières colorantes applicables à la teinture des étoffes et des fibres textiles.

163,113. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Huguenin, représenté par Thirion à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Foulerie à effet multiple.

163,114. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Léo Vignon et compagnie (société représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de fabrication d'une matière colorante jaune, applicable à la teinture.

163,115. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Mollet Fontaine, à la Madeleine (Nord). — Procédé de carbonatation continue.

163,116. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1884; Lemaire, représenté par G. rue Dervaux, à Tourcoing. — Nouveau genre de pavement.

163,117. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Duvivier, à Paris, rue de Rennes, n° 126. — Nouveau genre de fermetures de tables.

163,118. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Sack, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Modifications au procédé de fabrication d'isolants absolument incombustibles pour fils et câbles conducteurs pour l'éclairage électrique.

163,119. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Sack, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication d'une poudre non vénéneuse blanche, ayant l'éclat de la nacre, au moyen des minéraux calcaires.

163,120. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Smith et Fox, représentés par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans les échelles à coulisse du système Gunther.

163,121. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Franch-Valéry (les sieurs), représentés par Brandon, à Paris, rue de Maugran, n° 5. — Perfectionnements dans la fabrication des pince-nez.

163,122. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Wynne, représenté par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Perfectionnements dans les machines à percer; forer ou tailler la houille, la pierre, le fer ou autres substances dures.

163,123. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Jacobsen et Jøssen, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Écrèmeuse.

163,124. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Demotte et Goeseels (société), représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Trappe à crémaillère et à ressorts pour régler le tirage de tout appareil de chauffage.

163,125. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Fayard, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements à la perforatrice mécanique.

163,126. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Pineau, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux fermetures pour nécessaires, coffrets et boîtes de tous genres.

163,127. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; compagnie des appareils automatiques pour accrocher et décrocher les wagons de chemins de fer, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux appareils d'accrochage automatique des wagons de chemins de fer.

163,128. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Casthélas, à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 19. — Désinfectants économiques à base de manganèse et d'un autre métal.

163,129. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Bourdin, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de poste-téléphonique portatif à signal d'appel optique et acoustique simultané.

163,130. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Hébert, représenté par Barraud, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système mécanique automatique de jeu de grimpeurs, pour fêtes foraines, cercles, casinos, etc.

163,131. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Tani, représenté par Barraud, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans la construction des bases ou plaques intérieures d'émail pour la fabrication des dentiers artificiels complets ou partiels.

163,132. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Capellani, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de machine à imprimer en plusieurs couleurs.

163,133. Brevet de quinze ans, 23 juin 1884; Damaney, à Lons-le-Saunier. — Appareil-arrosoir automatique de Damaney, servant à tous les animaux d'une ferme.

163,134. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Degageux, rue Saint-Aventin, n° 12, à Troyes. — Nouvelle combinaison pour produire automatiquement des bordures en dessin de différentes largeurs avec un nombre illimité de mailles, au moyen d'un compteur à chaîne.

163,135. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Geilerat fils, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Perfectionnements aux procédés de navigation aérienne.

163,136. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Flesch (M^{me} veuve), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour la fabrication du pétrole inexplorable (huile de pétrole), appelé huile préservatrice.

163,137. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Bois, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de ferme-porte.

163,138. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1884; Farge, rue de Garonne, n° 56, à

Agen. — Appareil métallique destiné à assurer la transmission de l'eau, de la vapeur ou de l'air chaud entre deux corps en mouvement, tels que deux wagons d'un train en marche.

163,139. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Friederich, à Fontenay-le-Comte (Vendée). — Perfectionnements du moulin Touya.

163,140. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Fort, au Saumont (Lot-et-Garonne). — Machine agricole dite *sulfureuse* Fort.

163,141. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Brigot, représenté par Digeon, Paris, rue de Lancry, n° 56. — Application d'une garniture en matière souple (caoutchouc ou autre), aux pieds presseurs et aux pièces d'entraînement des machines à coudre.

163,142. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Arbin, élisant domicile chez sieur Crétel, à Paris, rue Pascal, n° 9. — Hachoir universel.

163,143. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Kaulek fils, à Paris, rue de Clugny, n° 18. — Machine dite *fenduse-teilleuse-universelle*, destinée à fendre en deux sur leur longueur, les tiges de ramie, avant de les teiller.

163,144. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Lainé, représenté par Armand, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Para-loches extensible.

163,145. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; société anonyme des anciens établissements Cail, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 10. — Mode de construction des presses ou accumulateurs hydrauliques.

163,146. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Ralu fils, représenté par Ralu, à Paris, rue de Chaussée-d'Antin, n° 8. — Fabrication de rhums hygiéniques à base d'acide phénique simple et parfumé.

163,147. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Daudeteau, représenté par Daudeteau, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Nouveau fusil à répétition à double magasin et cartouche propre à ce fusil.

163,148. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Nussen, représenté par Nussen, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau système de porte-toulet.

163,149. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Hall, représenté par Godeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements apportés à la fabrication des jonets mécaniques représentant des animaux vivants.

163,150. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Lartigue, représenté par Lartigue, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de graissage applicable aux boîtes d'essieux, paliers et en général à tous supports d'arbres, tourillons ou autres pièces à frottement.

163,151. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Desailly, représenté par Desailly, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de séchage des plâtres de chaux.

163,152. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Lemaire, représenté par Armand, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Cuvette inodore à joint hydraulique pour cabinets d'aisances.

163,153. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Aitoff, représenté par Armand, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Compas bicentrique.

163,154. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Clamond, représenté par Armand, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau mode de construction et fabrication de piles thermo-électriques.

163,155. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Lenormand, représenté par Armand, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de brosse-meule pour le nettoyage des grains, graines, sons et pour tous autres usages.

163,156. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Pech et Royer, représentés par Armand, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à fondre et à fabriquer les plombs à plomber.

163,157. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Jacquot, à Rambervillers (Vosges). — Pierre d'une composition spéciale destinée à aiguiser les outils, user les machines ou polir les pierres.

163,158. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1884; Pellegrin, rue de Rome, n° 10, à Marseille. — Enveloppe isolante pour appareils à vapeur.

163,159. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Boyeldieu, rue de Mazagan, n° 7, à Amiens. — Système de voie ferrée avec joints obliques sur supports fixes.

163,160. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1884; Damerval frères (société), représentés par Damerval frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23.

sentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Bouche de four, nouveau système, pour boulangerie.

163,161. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1884; von Heyden, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé de fabrication de l'acide salicylique et de ses homologues.

163,162. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1884; Rothacker jeune, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Lorgnette double ou jumelle pouvant se porter comme breloque.

163,163. Brevet (brevet anglais devant expirer le 15 mars 1898) pris, le 5 juillet 1884, par Langdon, représenté par Pagès et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Perfectionnements dans les moyens de réglage par l'électricité de l'alimentation du gaz dans les trains de chemins de fer.

163,164. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1884; Braquier, représenté par Bardin, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Bombe en sucre explosible.

163,165. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1884; van Haverbeke, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système perfectionné de chaussures.

163,166. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1884; Schulhof, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau mécanisme pour armes à feu.

163,167. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1884; Fenerty, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de machine à fabriquer les brosses.

163,168. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1884; Campbell, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Jouet perfectionné.

163,169. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1884; Willière, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvel enduit incombustible.

163,170. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1884; Bell, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les chapes de poulies à gorges, recevant des cordes, chaînes, etc.

163,171. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1884; Dufort et Humblot, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moteur électrique à champs divisés et magnétisme actif.

163,172. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1884; Bradley, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils servant à laver, passer, refroidir, purifier et emmagasiner la levure devant être employée dans la brasserie et pour d'autres buts.

163,173. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Mallion père et fils, représentés par Richard, place des Squares, n° 12, à Lyon. — Nouvelle application du carbonate de magnésie naturel ou pris dans les eaux de la mer pour la fabrication des briques réfractaires et celle des coupelles à l'usage de la métallurgie du plomb, de l'argent, de l'or, du nickel, du zinc, du cuivre, de l'étain, etc.

163,174. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Vignard, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Imitation de perle applicable à toutes les étoffes unies ou façonnées.

163,175. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Cerani, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux montures de parapluies.

163,176. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Buisson (les sieurs), rue du Haut-Tardy, n° 2 et 4, à Saint-Étienne. — Générateur de vapeur dit *générateur Buisson père et fils*.

163,177. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Pochet, représenté par Garry-Leroux, à Charleville (Ardennes). — Sabot étrier en tôle.

163,178. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Dumont, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 184. — Couverture de vase hermétique hygiénique.

163,179. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Traill, représenté par Leclerc, à Paris, boulevard Voltaire, n° 114. — Ensemble d'appareils automatiques destinés aux métiers à bonneterie à doubles fontures juxtaposées et avec aiguilles self-acting, avec chariots en dedans et au-dessus des tricoteuses mécaniques.

163,180. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Forest aîné, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Procédé de fabrication mécanique des garnitures de plumes d'autruche et autres.

163,181. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Cadiat, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Chaudière à vapeur pour embarcations et autres emplois analogues.

représentées par Brandon, à Paris, rue Lamité, n° 1. — Modifications aux lampes à pétrole.

163,184. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Dodement, rue Delayrac, n° 53, à Fontenay-sous-Bois (Seine). — Convertisseur à bascule avec tuyères plongeantes pour l'affinage des fontes et la fabrication du fer homogène, sous la dénomination de convertisseur Dodement.

163,185. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Brandt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés de fabrication d'alun de magnésium et ses applications.

163,186. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Arnonld, à Paris, rue d'Enghien, n° 57. — Appareil servant à trouver les fuites de gaz.

163,187. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Darieu, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de plaques électromagnétiques.

163,188. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Reybon, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau graisseur mécanique à débit facultatif pour cylindres de machines à vapeur.

163,189. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; J. Doutréleau et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé nouveau de décoloration et d'épuration des extraits tannants.

163,190. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; H. Beau et Bertrand-Taillet (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de production de l'air carburé pour l'éclairage et le chauffage.

163,191. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Lindo, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Appareil combiné pour faire du café et pour faire bouillir du lait ou autre liquide en même temps.

163,192. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Canon, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre d'appareil destiné au tournage oblique de tous genres de pièces et plus spécialement des balustres pour escaliers.

163,193. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Genesseeaux, représenté par Foucault, à Charleville. — Nouveau système de bûte de filature.

163,194. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1884; Chabanel, rue de Bétheny, n° 51, à Reims. — Machine hydrovaporifère.

163,195. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Meneveau et compagnie (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil moteur et ventilateur pour chauffage et éclairage.

163,196. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Ramsden, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les râteliers à un ou plusieurs chevaux.

163,197. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Frémont, à Paris, rue de Clignancourt, n° 124. — Système de touries métalliques pour transporter les acides.

163,198. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Testud de Beauregard, à Paris, rue Lafayette, n° 162. — Ensemble récupérateur de tout ou partie de la chaleur perdue contenue dans les fluides utilisés comme force motrice ou véhicule calorifique.

163,199. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Mac Golgan, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de machine rotative.

163,200. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Johns, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les garnitures métalliques applicables aux tiges de pistons, de valves, de pompes et à d'autres buts analogues.

163,201. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Ebenauer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Modifications apportées aux machines à filer.

163,202. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Stous Sloop, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil pour diminuer ou annuler les mouvements verticaux ou oscillations des voitures et véhicules de tous genres.

163,203. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Couronne et L'Hermitte, à Paris.

163,205. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Kols et rischier, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la production d'imitations de bois sur papier sans fin et pour le transport de ces imitations du papier sur des surfaces convenablement abrévées de bois de pignons ou d'objets de métal.

163,206. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Boy, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de relais téléphoniques.

163,207. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Lizée, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'attache du havresac militaire.

163,208. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Ware, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'attache pour gants.

163,209. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Hunt, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la méthode et les appareils de mise en bouteilles de la bière et d'autres liquides, et dans les bouchons et dispositifs de fermeture applicables aux bouteilles et autres vases.

163,210. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Klein, Hundt et compagnie (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil lisseur-étireur pour cartes.

163,211. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1884; Weingoertener, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de réchaud à alcool perfectionné à distributeur de flamme.

163,212. Brevet de dix ans, 10 juillet 1884; Coll, rue Séré, n° 30, à Tarbes. — Nouveau système de serrage de lits montés et démontés à la minute.

163,213. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1884; Perruchon, à Tonnerre. — Moteur hydraulique.

163,214. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Billiotte, rue Urbain IV, n° 12, à Troyes. — Appareil de chauffage dit *calorifère à ventilateur*.

163,215. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Joret, représenté par Lemoine, à Paris, rue Littré, n° 5. — Nouvelle composition chimique propre à la fabrication des allumettes sans l'emploi du phosphore.

163,216. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Ruffel, représenté par Maillet, à Paris, rue de la Mare, n° 7. — Application et perfectionnements apportés aux siphon-pompes d'une lame en acier flexible ou en tous autres métaux, préservatrice du tube en caoutchouc contre le contact des galets qui est incessant, et d'une disposition à nouveau de galets sur l'arbre moteur; invention se rattachant au brevet pris par les sieurs Malleron, Hazard et compagnie.

163,217. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Renaudin, représenté par Barbe, à Paris, boulevard Voltaire, n° 156. — Application du celluloid à la vannerie de fantaisie.

163,218. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Cotté et Papillon (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Flanelle hygiénique.

163,219. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Coulin, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux bontons de manchettes, chemises, vêtements, etc.

163,220. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Monsel, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Poêle économique au gaz.

163,221. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Laffont, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication des semelles pour espadrilles.

163,222. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Lallier, Vernot et compagnie (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de cylindres en ailex pour moulins à cylindres.

163,223. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Cahen, représenté par Jost, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Perfectionnements dans les appareils à forger les vis.

163,224. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Oldham, représenté par Sentier, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les filtres.

163,225. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Boileau, représenté par Armengaud

jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de fabrication de bas et chaussettes à rayures en long.

163,226. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Vincent, représenté par Armes jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil élévatoire à bras.

163,227. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Marc Murtrie, représenté par Sandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Appareil perfectionné servant à lubrifier les cylindres et soupapes de locomotives et autres machines.

163,228. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Geniole et Pochinot, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Monture de parapluie perfectionnée.

163,229. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Hippmann, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de transmetteur et de récepteur électriques réversibles.

163,230. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Hillyard et Newnes, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de carte indicatrice permettant de construire les patrons nécessaires pour la coupe des vêtements pour dames.

163,231. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; P. van den Weghe et compagnie (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'essieu pour tous véhicules.

163,232. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1884; Rocher, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'outil à serrer les balais de montres.

163,233. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1884; Foliot, à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n° 122 et 124. — Cadran-tableau pour montres d'enfants.

163,234. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1884; Diehl et Viebahn jeune, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveau système d'éclairage.

163,235. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1884; Beusnier, représenté par Thon, à Paris, boulevard Haussmann, n° 135. — Perfectionnements dans les appareils destinés à distribuer l'eau, applicables surtout aux tonneaux d'arrosage utilisés sur la voie publique ou à toute autre destination.

163,236. Brevet de dix ans, 10 juillet 1884; Tachon, à Paris, rue de Cléry, n° 71. — Allumoir-étincelle électrique.

163,237. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1884; Carpenter, représenté par Thon jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans les machines à lier au fil métallique les bouchons de bouteille.

163,238. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1884; Gollot frères (société), représentés par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés dans la construction des mouvements de commande des stores, bannes, etc.

163,239. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1884; Lesage, représenté par Pignatari Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Perfectionnements dans la fabrication des chandelles.

163,240. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1884; Raux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de rabot débitant les balais de corne à toutes largeurs et épaisseurs voulues.

163,241. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1884; de Solminihac, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'appareil pour le tannage accéléré des peaux, dit *tanneur accélérateur*.

163,242. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1884; Montaigne et Poinasot, à Paris, rue Marcadet, n° 152. — Appareil dit *injecteur thermo-électrique*.

163,243. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Cornu, rue Thiers, n° 26. Elbeuf. — Echelle métallique à double crochet pour échelle de sauvetage et pelle-pince de sapeur pompier pour servir en cas d'incendie.

163,244. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Lanser, élisant domicile chez le sieur Sorel, rue des Jardiniers, n° 45, à Nancy. — Perfectionnement apporté à la machine à plisser des tuyaux en métal pour former des coudes à côtes circulaires d'une seule pièce; invention pour laquelle le sieur Lanser a déjà pris un brevet de quinze ans, délivré sous le n° 156,514.

163,245. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1884; Scherer, élisant domicile chez le sieur Casthelaz, à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 19. — Miroirs fixes et leurs diverses applications.

163,246. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1884; Anselme, à Paris, place de l'Ecole, n° 1. — Machine destinée à bronzer et à éponsseter complètement les impressions.

163,247. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1884; Boyer, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau procédé de préparation des conserves.

163,248. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1884; Hermite, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système d'attaches et de contacts pour les toiles carbonisées et les charbons voltaïques employés comme électrodes en électrochimie.

163,249. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1884; Soyer, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Introduction de l'argent ou autre métal dans la masse ou strass, pour imiter le diamant ou autres pierres fines.

163,250. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1884; Thury, route d'Orléans, n° 54, au Grand-Montrouge (Seine). — Busc dont les agrafes et la lame sont d'une seule et même pièce.

163,251. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1884; Simeson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil d'évacuation automatique de matières liquides ou mélangées de solides pour conduites actionnées par machines aspirantes.

163,252. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1884; compagnie générale du verre et du cristal trempés, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication d'assiettes et autres pièces de service de table en opale trempé.

163,253. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1884; Eberlé, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau procédé de préparation des clichés lithographiques pour l'impression.

163,254. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1884; Thiriet, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil servant à déceler instantanément les chevaux au moment de leur chute.

163,255. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1884; Rousseau, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de séchage complet, avant le pesage, des betteraves sortant du laveur, dit *système Rousseau*.

163,256. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1884; Fallenstein, représenté par Barault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouvel explosif.

163,257. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Delaire-Bourgeois, à Thiers. — Application sur le ciseau (genre coutellerie) d'un mètre ou partie de mètre s'enroulant automatiquement par le moyen d'un ressort à spirale.

163,258. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Le Mat, allées de Chartres, n° 45, à Bordeaux. — Système de transformation des phosphates insolubles en phosphates solubles.

163,259. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Gaultier (Ernest), représenté par Gaultier, son père, à Saint-Brieuc. — Lessiveur perfectionné pour pailles, chiffons et autres matières propres à la fabrication du papier.

163,260. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Purel, à Laronxe (Meurthe-et-Moselle). — Pétrin mécanique.

163,261. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Natu, à Paris, quai de Valmy, n° 33. — Système de générateur à vapeur à tubes multiples pendentifs horizontaux ou verticaux, à dilatation libre, à circulation rapide.

163,262. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Cadiat, à Paris, rue Meslay, n° 24. — Appareil dit *mélangeur de vapeurs*.

163,263. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Schneider et compagnie (société), représentée par Bréhon, à Paris, rue de Provence, n° 56. — Matrice à galeis.

163,264. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Nouvelle, à Paris, rue de Cléry, n° 38. — Nouveau modèle de fusils dit *sans chiens* ou *Hammerless*.

163,265. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Mouin, avenue de Neuilly, n° 46, à Neuilly (Seine). — Appareil dit *obturateur désinfectant*, devant servir à obturer les bouches d'égout.

163,266. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Oettinger, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé de traitement des huiles extraites par le sulfure de carbone et des recenses vertes d'huile d'olive pour la fabrication du savon.

163,267. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Weston, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements apportés aux machines centrifuges.

163,268. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Ulbrich, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Moulin à meules et à cylindres horizontaux.

163,269. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Dériveau, à Paris, rue Popincourt, n° 10 et 12. — Système d'appareils pour la fabrication du vin de raisins secs permettant d'épuiser complètement le raisin de son sucre.

163,270. Brevet (brevet anglais devant expirer le 2 avril 1898) pris, le 12 juillet 1884, par Romilly, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les cages ou mitres pour cheminées.

163,271. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Ceisergue (les sieurs), représentés par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Genre de voies articulées, ainsi que le matériel qui s'y rapporte.

163,272. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Albert (les sieurs), à Paris, rue Saint-Maur, n° 183. — Échelle de sauvetage se logeant dans l'encadrement d'une fenêtre.

163,273. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Tommasi et la société Radigue et fils, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 15. — Nouvelle pile dite *pile à électrodes de charbon*.

163,274. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Belleville, représenté par Dutertre, à Paris, avenue Trudaine, n° 16. — Perfectionnements aux générateurs à vapeur de son système.

163,275. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Dubourguet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Lampe-veilleuse-échaud.

163,276. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; André, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de parquet en liège.

163,277. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Gauzy, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Indicateur et plan de Paris publicité.

163,278. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Kortling, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à mouler.

163,279. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Durand, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Moulin tamiseur dit *moulin tamiseur Durand*.

163,280. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Mornand, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil portatif pour le chauffage des hibernons ou autres récipients analogues.

163,281. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Gérard, Onillon et Decker (société), à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de four à combustible minéraux pour la cuisson ou la dessiccation des produits alimentaires et autres matières convenables.

163,282. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Senet et Cheilus, représentés par Victor Chenet, rue du Clos-d'Orléans, n° 21, à Fontenay-sous-Bois (Seine). — Nouvel instrument agricole dénommé *formeur de billons parallèles et à dimensions variables*.

163,283. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Wanner, rue Consolat, n° 25, à Marseille. — Nouveau système de gâche de serrure s'ouvrant par un courant électrique.

163,284. Brevet de quinze ans, 7 juillet 1884; Bezer, rue de Forbin, n° 7, à Marseille. — Gueulard de chaudière; perfectionnement au brevet pris le 28 avril 1883.

163,285. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1884; d'Ailest, chemin de la Madrague, n° 40, à Marseille. — Appareil à brûler les résidus de naphte.

163,286. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; de Chasseloup-Laubat, à Combloux (Dordogne). — Application d'un procédé employé à la destruction de la coronte.

163,287. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1884; Marion, rue Duplâtre, n° 1, à Lyon. — Nouveau genre de tissu applicable aux diverses étoffes.

163,288. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1884; Ruizand, représenté par Lepinette et Babiloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Propulseur fluvial et maritime à crémaillère ou rail continu.

163,289. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Piguët et compagnie, représenté

163,290. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Lacollonge, représenté par Pégnin, rue de Constantine, n° 8, à Lyon. — Nouveau système de courroies mécaniques.

163,291. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Bellin, cours Gambetta, n° 10, à Lyon. — Enveloppe-lettre de sûreté.

163,292. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Burnery, Perrin et compagnie (société), représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Machine à piécer les peaux de toute nature, chèvre, mouton, etc.

163,293. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Pignet et compagnie, représentés par Pégnin, rue de Constantine, n° 8, à Lyon. — Ensemble de dispositions mécaniques propres à assurer la régularité absolue dans les machines à vapeur.

163,294. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Charrier, rue Saint-Gelais, n° 127, à Niort. — Système de mécanisme produisant la lumière instantanée.

163,295. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; A. Decourdemanche et compagnie (société), place du Port, n° 4, à Choisy-le-Roi (Seine). — Perfectionnements dans l'industrie du caoutchouc vulcanisé.

163,296. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Picard, à Paris, rue François I^{er}, n° 38. — Robinet à cadran jaugeur.

163,297. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Schneider, représenté par Lockert, à Paris, rue Norvins, n° 24. — Robinet avec boîte à graisse.

163,298. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Lockert, à Paris, rue Norvins, n° 24. — Emploi du verre ou du cristal trempé ou non trempé pour la fabrication des cylindres, disques, meules, etc., employés aux diverses opérations de la mouture.

163,299. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Bartel, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Perfectionnements dans la fabrication des gants.

163,300. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Bivort, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Nouveau système de parquets en bois.

163,301. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Shur et Hauptmann, représentés par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Perfectionnements aux appareils pour tenir les manches des vêtements de dessous quand on endosse des vêtements de dessus.

163,302. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Diction, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien n° 45. — Perfectionnements dans les compteurs pour liquides.

163,303. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Fock, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Gouvernail de sûreté pour navires de toutes dimensions et de tous systèmes.

163,304. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Garnett et Wheeler, représentés par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Perfectionnements dans les appareils à tapper employés dans le peignage de la laine et autres substances fibreuses.

163,305. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; van Vechten, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements apportés aux machines à coudre à point de surjet.

163,306. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; société dite la Maison John Walsh, Walsh, représentée par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans la fabrication de la verrerie.

163,307. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; van der Weyde, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mode de production et d'utilisation des courants électriques induits pour la télégraphie et pour d'autres usages.

163,308. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Palmer, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de dispositif destiné à faire les boutonsnières et applicable aux machines à coudre.

163,309. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Weston, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les oreillers, coussins ou autres articles semblables.

163,310. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Praune, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés d'alimentation artificielle des plantes de toute nature et particulièrement des betteraves au moyen de l'acide carbonique.

163,311. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Fau, représenté par Armengaud.

jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau mode d'arrangement des prunes sèches dans les emballages.

163,312. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Leplay, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Régénération et emploi du carbonate de soude dans la fabrication du carbonate de baryte et du carbonate de strontiane par les sels solubles de ces bases, et particulièrement le sulfure de baryte et le sulfure de strontium.

163,313. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; David, représenté par Bédry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau laveur à hélices multiples pour le lavage des betteraves.

163,314. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Haydock, représenté par ses frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la construction des temples des métiers à tisser.

163,315. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1884; Cense, à Fontainebleau. — Réveil destiné à produire un jet d'eau.

163,316. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1884; Bertrand, rue de Tournai, n° 1, à Tourcoing. — Appareil destiné à humecter l'air des salles de tissages, peignages, teintures, etc., ou autres établissements industriels ou publics pouvant nécessiter un emploi.

163,317. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Lajoie, rue de Condé, n° 1, à Anzin (Nord). — Appareil de tirage, d'aérage et de ventilation, système Lajoie.

163,318. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Deschamps, rue Beffroy, n° 1, à Rouen. — Micro-dynamomètre destiné à mesurer l'allongement et la résistance à la rupture des fils de toutes sortes, fils, cordes, fils métalliques et tissus.

163,319. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Maitlard, quartier de la Bouillie, à Rive-de-Gier (Loire). — Nouveau système de navigation sur courants naturels ou artificiels.

163,320. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Chamolle, à Paris, rue de la Harpe, n° 33. — Vrilles françaises à métaux.

163,321. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Bosc (Jules-Arthur), représenté par Philippe Bosc, rue Fazillan, n° 82, à Levallois-Perret (Seine). — Greffage sur figuiers.

163,322. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Goulson et Spiel, représentés par Bœttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Soupape à coulisse simple ou double et à double fermeture étanche.

163,323. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Gitton, représenté par Bœttcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Nouveau système de ventilation inodore.

163,324. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Serin, à Paris, rue de la Harpe, n° 8. — Échappement-rouleau perfectionné à tracé unique et proportionnel à des disques interchangeables, appliqué à la fabrication des roulants de pendules et montres finis.

163,325. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Lohausen, représenté par Lohausen, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Briquet automatique avec coupe-cerise.

163,326. Brevet (brevet anglais devant expirer le 19 février 1898) pris, le 16 juillet 1884, par Aldred et Boardman, représentés par Foucault, à Paris, rue de la Harpe, n° 5. — Nouveau mécanisme de sûreté applicable aux cages de charbonniers d'ascenseurs.

163,327. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Myers, représenté par M. Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à élever les tonneaux.

163,328. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Arbelin, représenté par Delaunay, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Méthode de durcissement des objets déformés en papier, carte, carton, etc., par l'emploi d'une pâte ou mastic.

163,329. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Natanson, représenté par Delaunay, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouveaux moyens et appareils de production du froid.

163,330. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Natanson, représenté par Delaunay, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Dispositions nouvelles des appareils de production pour les alcools et autres liquides.

163,331. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1884; Valny dit Valyn, à Paris, rue Saint-

332. n° 247. — Lessiveuse-lavense Valyn à tubes injecteurs latéraux isolés et à anne arrosante, pour blanchissage rapide et économique du linge.
333. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Jourdain, à Paris, rue des Bons-Enfants, n° 23. — Monture de bijoux.
334. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; docteur Pioger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Produit industriel nouveau dit *les conjugués*, permettant de produire et d'appliquer, par réaction, l'iode et les substances médicamenteuses.
335. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Petit, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Genre d'étiquettes pendantes en zinc.
336. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Sarsons, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils pour orner le verre en projetant du sable à sa surface.
337. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Seltsam, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de séchage des os et autres ossements analogues renfermant de la graisse, pendant leur dégraissage.
338. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Brierley, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de graisseur à vis visible.
339. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; de Goblet (M^{re}), rue du Château, à Anières. — Papier chimique anti-épidémique et insecticide.
340. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Billon-Daguerre, à Paris, rue de la Harpe, n° 14. — Appareil scolaire destiné à l'enseignement par les projections lumineuses.
341. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Desmons-Leloup, représenté par Frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application nouvelle et perfectionnée de rouleaux ou ensouples en fer-blanc cannelés, pour les métiers à tulle, etc.
342. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Simon et Polakowski, représentés par Frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tuile à système de joint-agrafe, complet ou partiel.
343. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Smith, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement apportés aux boîtes à graisseurs.
344. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Bonamy, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Compteur mobile pour métiers à tricot.
345. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Giles, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Enveloppes protectrices anti-magnétiques pour bobines.
346. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1884; Lioret, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés dans les métiers à répétition.
347. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Cosgrove, Dugett et Jennings, représentés par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans les bouchons de retenue pour les conduites de gaz et d'huile.
348. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Henry-Lepaute fils (société), à Paris, rue Lafayette, n° 6. — Nouvelles dispositions de moulins à vent à orientation automatique.
349. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Johnstone, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les appareils pour le lavage de toutes sortes de déchets d'animaux, de poissons et autres matières, applicables aussi à la concentration des liquides.
350. Brevet (brevet anglais devant expirer le 19 janvier 1898) pris, le 16 juillet 1884, par Cooper et Ford, représentés par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les machines à tricoter.
351. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Darling, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Conteaux jumeaux perfectionnés applicables aux boîtes à ficelle ou qui peuvent être attachés sur les comptoirs ou autres machines, etc.
352. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Clocquemain, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Fabrication d'un tissu tricoté dit *à la main*.

163,353. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Camion, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la construction des serpentins à eau chaude ou radiateurs employés pour le chauffage.

163,354. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Pretet et Schenovitz (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvel article de bijouterie dit *bracelet-broche*.

163,355. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Carpentier, représenté par Mennois jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans les machines à trier au fil métallique les bouchons de bouteilles.

163,356. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; compagnie générale du verre et du cristal trempés, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé perfectionné de trempe du verre et du cristal.

163,357. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; société dite *Färbfabrik vorm. Bräuer*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de préparation de dérivés nitrosés chlorés et bromés de certains acides disulfoniques et des matières colorantes qui en résultent.

163,358. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Walcker, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de répertoire constitué à l'aide de fiches ou cartes.

163,359. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Lapostolle-Grisard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de fabrication des étriers de wagons sans soudure.

163,360. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Lenègre, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de refaire mobile instantanée.

163,361. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; docteur de Sainte-Marie, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Utilisation des poches ovines pour la confection d'articles d'utilité, bourses, blagues, etc.

163,362. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Dugour, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fusil à répétition.

163,363. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1884; Menne, à Agen. — Serrures avec mouvement à excentrique.

163,364. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Cornabat, représenté par Lamier, à Paris, rue de l'Entrepôt, n° 51. — Perfectionnements dans la fabrication des clous torçés pour fers à cheval ou autres animaux, ainsi que pour petits objets également torçés.

163,365. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Holterhoff, représenté par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Perfectionnements aux cafetières.

163,366. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Funck, représenté par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Appareil servant à rincer les bouteilles, les cruches, les verres, etc.

163,367. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Funck, représenté par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Perfectionnements aux machines à broser et nettoyer les bouteilles, pour brasserie, commerce de vins, distilleries.

163,368. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Busseuil, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Cartouchière de chasse, à plastron divisible, dite *cartouchière Busseuil*.

163,369. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 mai 1898) pris, le 18 juillet 1884, par Eugert, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans les fourneaux de chaudières à vapeur et autres.

163,370. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Siemens et Halske (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système pour relier les filaments de charbon des lampes électriques à incandescence aux fils conducteurs amenant le courant.

163,371. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Siemens et Halske (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé pour l'obtention d'épaississements (de renforcements) des extrémités des filaments de charbon dans les lampes électriques à incandescence.

163,372. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Rudinger, représenté par la Compagnie, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil à filtration rapide.

163,373. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Ebnetter, représenté par la Compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Combinaison de la machine à broder du système Heilmann avec la machine à broder à fil continu.

163,374. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Weck, représenté par la Compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Roue à rail se déplaçant automatiquement.

163,375. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Castan, représenté par la Compagnie, et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Poudre explosive végétale.

163,376. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Paquelin et de Place, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines vétérinaires.

163,377. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Henry, représenté par la Compagnie, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de batteuse articulée pour battre le blé.

163,378. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Keats, représenté par la Compagnie, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système perfectionné d'allèges pour les machines à vapeur.

163,379. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Lancaster, représenté par la Compagnie, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à la construction des machines à vapeur et aux plongeurs.

163,380. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Emery, représenté par la Compagnie, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Perfectionnements dans les machines à faire les cigarettes.

163,381. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Kaestner, représenté par la Compagnie, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvelle méthode de tannage rapide.

163,382. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Boitel et Dunyach jeunes, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Genre de machines hygiéniques.

163,383. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Esseiva, représenté par la Compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour la mécanique des colonnes torsos ou autres objets d'ébénisterie de même genre.

163,384. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Dunyach jeune et Boitel, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle machine remplaçant la baleine, et ses diverses applications.

163,385. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Pellerin, quai Richelieu, Nantes. — Appareil dit fontaine intermittente pour urinoirs.

163,386. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Moisan, à Douarnenez. — Nouveau système d'ouverture facile des boîtes de conserves au moyen d'un fer logé dans le couvercle.

163,387. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1884; Loiseau et Fontaine, à Paris, d'Antin, n° 21. — Nouvel appareil électrique dit lampe électrique portative.

163,388. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1884; Jayet, à Paris, rue Valenciennes. — Application à des poids de forme rectangulaire du système de poinçon rajustage décrit dans le brevet qu'il a pris le 6 avril 1883, délivré sous le n° 163,389.

163,389. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1884; Bischoff, représenté par la Compagnie, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Application du tungstène et de ses alliages à la fabrication des projectiles de toutes sortes.

163,390. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1884; von Dormus, représenté par la Compagnie, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fusil perfectionné à système archiduc Carl Salvator et G. de Dormus.

163,391. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1884; Kraus, représenté par la Compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les fermetures des boucles d'oreille.

163,392. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1884; Hansen, représenté par la Compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouveau fer à cheval pour donner la voie aux scies.

163,393. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1884; Raimbault, représenté par la Compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de machines à glacer.

163,394. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1884; société anonyme des machines à vapeur.

rantes et produits chimiques de Saint-Denis, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Préparation de matières colorantes bleues et violettes (procédé de M. Bourgeois).

163,395. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1884; Parisis, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil et procédé pour la production directe d'alliages phosphoreux.

163,396. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1884; Fistié, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement à la machine à papier.

163,397. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1884; Lebée (Léopold), représenté par Ernest Lebée, à Paris, rue Bourdaloue, n° 5. — Perfectionnements dans les machines, instruments et appareils servant à la fabrication du sucre et dans cette fabrication elle-même.

163,398. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Amagat, rue Saint-Denis, n° 30, à Lyon. — Nouveau procédé de dosage de l'extrait du vin.

163,399. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Vallet, rue de Flesselle, n° 12, à Lyon. — Épingle d'intersection pour la sûreté de la correspondance.

163,400. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1884; Vibert, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Séchoir à hélice pour coiffeurs.

163,401. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1884; Prat, à Lanildut (Finistère). — Appareil pour la conservation et l'amélioration des liquides en perce ou en vidange.

163,402. Brevet de dix ans, 22 juillet 1884; Antoine, à Jarville (Meurthe-et-Moselle). — Nouveau système de construction de maison, à ossature métallique, démontable, pour les colonies, l'étranger, et en général pour tous les pays éloignés des centres de production et de fabrication.

163,403. Brevet de dix ans, 22 juillet 1884; Antoine, à Jarville (Meurthe-et-Moselle). — Nouveau système de pan de fer, avec remplissage en briques, destiné à remplacer les murs de face et de refend en maçonnerie dans les bâtiments d'habitation.

163,404. Brevet (brevet anglais devant expirer le 28 mars 1898) pris, le 21 juillet 1884, par Williams et Adams, représentés par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. Perfectionnements aux grues et appareils de lavage.

163,405. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Marquis, à Paris, rue des Marchés, n° 85. — Barcelonnette mécanique pour enfants.

163,406. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Monchovaut, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 128. — Application d'un vernis au celluloïd sur le liège des bouchons de bibérons à l'effet de boucher les pores et de les rendre imperméables.

163,407. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Dejeu et Chalou, à Paris, rue de la Perle, n° 18. — Canne, ombrelle ou parapluie hygiéniques ou anti-épidémiques.

163,408. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Coburn (les sieurs) et Taylor, représentés par Boeltcher et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Perfectionnements aux appareils à couper les chiffons, etc., principalement pour la fabrication du papier.

163,409. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Klein, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Talon dit Louis XV, formé à l'aide de la machine à fraiser, et nouvel outil servant à cette fabrication.

163,410. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Simpson, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Procédé perfectionné pour colorier des objets en verre et matières semblables, soit pour le luxe ou l'utilité.

163,411. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Morley, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les machines servant à coudre des boutons sur différents objets.

163,412. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Siemens et Halske (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Innovations dans les appareils électriques enregistreurs.

163,413. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Bazin, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système mécanique dépolarisateur des piles électriques dit *dépolarisateur Bazin* ou *pile mécanique*.

163,414. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Bevernage-Standring, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système d'appréage des articles de bonneterie.

163,415. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Fritts, représenté par Chassevent,

à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les procédés pour la fabrication d'objets en sélénium et notamment des piles électriques.

163,416. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Benoist, représenté par Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système d'épingle à fermetur talon à ressort pour brochures et autres articles similaires, système dit *épingaleuse*.

163,417. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; société civile d'études métallurgiques, représentée par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis. — Système d'anodes et catodes pour l'électrolyse des minerais ou produits, etc.

163,418. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Flach, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à capsuler les boîtes.

163,419. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Grahmann et Allé, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la disposition du levier-directeur pour la manœuvre des chartrages à sangles.

163,420. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Grahmann et Allé, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la construction des dents pour machines à battre.

163,421. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Bernard-Pehose, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil à faire la treille dans les machines à encoller au moyen d'un seul peigne extensible.

163,422. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1884; Saussier et Bodoma, rue François-de-Paule, n° 22, à Nice. — Nouveau système d'hydrogazogène inservant à la fabrication du gaz par la carburation de l'air.

163,423. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Robert, rue de la Grande-Isle, n° 3, à Troyes. — Application d'une romaine ou peson à tous les outils ou engins de levage, tels que crics, palans, treuils, vérins, etc.

163,424. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Weill, à Paris, rue Chavée, n° 1. — Fabrication d'une fermeture de chaussure.

163,425. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1884; Dolizy, à Paris, rue d'Angoulême, n° 61. — Système de tour à fileter automatique.

163,426. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1884; Geneste, Herscher et compagnie (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements au four Lespinasse.

163,427. Brevet de dix ans, 22 juillet 1884; Lefebvre, rue de Paris, n° 14 à Denis (Seine). — Produit désinfectant à base de pyrolignite de fer.

163,428. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1884; Whittaker, représenté par Bousquet jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Canonnière d'enfantement.

163,429. Brevet de quinze ans, 21 juillet 1884; Sandberg frères (société), représentée par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 1. — Nouveau système de disques ou rondelles de bobines et cannettes, et appareil pour découper ces rondelles de pâte à papier comprimée.

163,430. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Schroter, représenté par Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé de fabrication d'un nouveau produit chimique dit *ichthyol* et ses dérivés.

163,431. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1884; Brétislaw, représenté par Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Moules destinés à être introduits dans les machines centrifuges servant à la fabrication du sucre en barres.

163,432. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1884; de Thierry, à Paris, rue de la Harpe, n° 213. — Appareil ayant pour but le déplacement de l'objectif de la photographie sur lui-même, pour faciliter la mise au point et supprimer ainsi les machines à bascules employées jusqu'à ce jour.

163,433. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1884; A. de Maroussem et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 1. — Procédé rapide de raffinage du sucre.

163,434. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1884; Richmond, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'attelage ou appareillage pour voitures et wagons de chemins de fer et autres véhicules.

163,438. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Delahaye, à Bohain (Aisne). — Genres d'ascamoussures à mouvement mobile autour d'un axe transversal au suivant ou ago de la chamue Brabant.

163,439. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1884; Adam, à Charleville (Ardennes). — Balai d'appartement, nouveau modèle.

163,440. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1884; Colombet, à Dartan (Ain). — Robinet en bois à clef en métal.

163,441. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1884; Delmas, à Quilhan (Aude). — Nouveau procédé économique et pratique de colorer les bois en grume.

163,442. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Lehmann, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Tapoteuse, système Lehmann, travaillant à bruit considérablement diminué.

163,443. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Tyson, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Outil portatif à main pour apliquer les rebords des tuyaux à vapeur et pour d'autres usages.

163,444. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Powell, représenté par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Réceptacle à ordures et ascenseur hydraulique combinés.

163,445. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Plant et Perry, représentés par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Appareil pour augmenter les sons des notes d'un harmonica ou d'un timbre.

163,446. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Bauer, représenté par Baner et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Four à coke pour la carbonisation de houille de tout genre suivant le procédé Baner.

163,447. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Macquart et Goudin, représentés par Clochette, à Paris, rue Balagny, n° 63. — Nouvelle distribution automatique à deux tiroirs pour machines à vapeur.

163,448. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Zalm, représenté par Matrey, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau système de machine à vapeur dans laquelle l'expansion se trouve réglée selon la résistance existante.

163,449. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Massey, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système perfectionné de serrure à gorges mobiles et à clef disposée avec ou sans barbes mobiles interchangeables.

163,450. Brevet (brevet anglais devant expirer le 7 juillet 1898) pris, le 23 juillet 1884, par Coats et Watson, représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans le mécanisme servant à renvider le fil sous forme de pelotes ou sur des cannettes ou bobines.

163,451. Brevet (brevet anglais devant expirer le 7 juillet 1898) pris, le 23 juillet 1884, par Watson et Coats, représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les métiers servant à renvider le fil sous forme de pelotes ou bien sur des cannettes ou bobines.

163,452. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Hubner, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Système de contre-mur.

163,453. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Aebi et Muhlethaler (société), représentée par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouveau procédé et nouveaux appareils pour monder et mouder les grains et les légumineuses.

163,454. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Cahans, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de culot-queue pour boutons.

163,455. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Hubbuch et Beringer, représentés

163,457. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Blanchard, représenté par
jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'oreille
circulaire pour charrettes.

163,458. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; A. R. Pechiney et compa
gnie), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. —
perfectionnements dans la fabrication du chlore à l'aide du chlorure de magnésium.

163,459. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Vannetelle, représenté par
jeune, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'inhalateur
chimique.

163,460. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Vermeiren, représenté par
jeune, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil de chauffage instan
tané.

163,461. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; Klein, Hundt et compa
gnie), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. —
de fabrication des fils de laine peignée en couleurs mélangées.

163,462. Brevet de dix ans, 24 juillet 1884; Demassias, à Langeais
(Loire). — Nouvelle selle de himon.

163,463. Brevet (brevet anglais devant expirer le 17 avril 1898) pris, le
1884, par Carter et Timmis, représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard
Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la fabrication des forêts
bordées.

163,464. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1884; Ledeuil, représenté par
jeune, Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Genre de miroirs illustrés.

163,465. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1884; Rigby et Lindsay, repré
sentés par Tavernier, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements pour fi
nir les crochets et leviers dans les Jacquards.

163,466. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1884; Lemaire, représenté par
jeune, Paris, rue Oberkampf, n° 22. — Système téléométrique pouvant s'adapter à
longues-vues.

163,467. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1884; Porritt, représenté par
jeune et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Nouveau système
pour monter des fardeaux et pour les faire descendre.

163,468. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1884; Sierig, représenté par
jeune, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau procédé de diffusion à écoule
rage de jus complet de chaque diffuseur, et séparation de ces différentes
cellules.

163,469. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1884; Cigot et Hubner, à P
aris, boulevard de Magenta, n° 25. — Appareil dit *pièce sulfatée*, destinée à servir
presse-papier et porte notes.

163,470. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1884; Remy, représenté par
jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements
appareils employés pour séparer les fils qui s'unissent pendant le filage.

163,471. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1884; Hinks, représenté par
jeune, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans les al
gèbres, bottines, souliers et autres articles de toilette.

163,472. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1884; Picard et Vincent, rep
résentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Genre de dessous
garnitures aérées perfectionnées.

163,473. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1884; Gutmann, représenté
jeune, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements appo
sés à coudre.

163,474. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1884; Martel, représenté par
jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Busc ressort à lames.

163,475. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1884; Boyle, représenté par
jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans
instruments de musique électro-magnétiques.

163,476. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1884; Brocard, représenté

- 163,478. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1884; A. Lebarbier et Villon (société), rue Bougainville, n° 29, au Havre. — Robinet jaugeur.
- 163,479. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1884; Tournette, boulevard Baille, n° 16, à Marseille. — Appareil combiné à force motrice à mouvement continu.
- 163,480. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Geneste, à Thiviers (Dordogne). — Système de couverture de cahiers ou registres, dite *couverture bibencre*.
- 163,481. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1884; Martin et Sinibaldi, à Paris, rue d'Ulm, n° 48. — Perfectionnement à une balayeuse.
- 163,482. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1884; Civré, à Paris, rue Jacob, n° 58. — Compteur à eau.
- 163,483. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1884; Arbelin, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Découpage des photographies de façon à en faire ressortir les reliefs et les contours.
- 163,484. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1884; Perroncel et Grathwohl, à Paris, rue des Marais, n° 46. — Portefeuilles, boîtes, écrins et coffres incombustibles.
- 163,485. Brevet (brevet anglais devant expirer le 4 janvier 1898) pris, le 25 juillet 1884, par Foster et Budenberg, représentés par Braudon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les soupapes de sûreté.
- 163,486. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1884; Billette de Villeroche (M^{me} veuve), et Châtelard, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de fabrication mécanique des boîtes à conserves.
- 163,487. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1884; Parsy et Derval, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux régulateurs pour les becs à gaz.
- 163,488. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1884; Krakow, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'obtention de planches typographiques avec hachures ou pointillées, au moyen de clichés photographiques ordinaires, dit *photo typographie*.
- 163,489. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1884; Humbert, représenté par Gay, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Mode de transmission, par câbles, aux pompes d'épuisement dans les mines.
- 163,490. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1884; Dourde, représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de baromètre métallique à ressort plat.
- 163,491. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1884; Cuper, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle jupe sans couture.
- 163,492. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1884; Hambruch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour la production du vide et pour la vaporisation de liquides à basse température.
- 163,493. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1884; Derooster, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine destinée à la fabrication des boutous de pantalons et autres de toutes formes.
- 163,494. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1884; P. Ledan et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de motifs décoratifs à tige rivée pour bijouterie.
- 163,495. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1884; Loizeau, à Paris, rue du Vieux-Colombier, n° 21. — Perfectionnements apportés aux machines destinées à granuler et concasser les pierres pour sables de maçonnerie employés à la construction des travaux d'art, etc., à l'aide de marteaux mobiles articulés et cassant à volonté.
- 163,496. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1884; Gavioli et compagnie (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil automatique dit *pianista Gavioli*, avec leviers pneumatiques à double effet.
- 163,497. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1884; Terrain, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Avant-corps de charrue perfectionné à pointe et soc mobiles.
- 163,498. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1884; Testud de Beauregard et de Montblanc, à Paris, rue Lafayette, n° 162. — Moteur aérhydrique.

dont on extrait en même temps tous les sous-produits.

163,501. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1884; Colette frères (société en nom collectif), rue Saint-Denis, n° 52. — Système de bobine plate avec tube central.

163,502. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1884; de Lamotte, représenté par jeune, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mode de construction de navires, bateaux, embarcations, etc., en vue de diminuer leur résistance à la pulsion.

163,503. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1884; Offermann, représenté par jeune, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à peigner les matières textiles.

163,504. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1884; Maiche et Tomasi, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de transmissions téléphoniques, télégraphiques, signaux électriques, etc.

163,505. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1884; Villain, représenté par jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de voiture de

163,506. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1884; Villain, représenté par jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de machines transportables.

163,507. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1884; Thompson, représenté par jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans la construction des cheminées ou grilles domestiques.

163,508. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1884; Peters, représenté par jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil perfectionné pour faciliter l'action des rouleaux à ressort pour stores ou rideaux.

163,509. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1884; société dite *Erste Oestricher soda-fabrik*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé nouveau d'extraction industrielle du soufre contenu dans le gypse sulfuré.

163,510. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1884; Trélat, représenté par jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de bracelet élastique de sûreté.

163,511. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Hirlot, rue de la Préfecture, à Troyes. — Perfectionnement apporté dans la confection de la bonneterie.

163,512. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Taugourdeau, à Mayenne (Maine-et-Loire). — Application d'un remède destiné à détruire le ver dans le moyen de l'arsenic.

163,513. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1884; Brunell, rue de Valenciennes, à Roubaix. — Moyen de teindre en toutes couleurs toutes les matières textiles par un procédé qui donne à ces matières un mélange de diverses couleurs, et même bain de teinture.

163,514. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Darbet, à la Madeleine (Nord). — Nouveau système de pesage des betteraves destiné à la prise de la régie.

163,515. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1884; Klepkens, représenté par jeune, à Lyon, rue Ferrandière, n° 44. — Huile végétale spéciale pour la lubrification.

163,516. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1884; Chapon, représenté par jeune, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés à la filasse et cannetouse, pour laquelle il a pris un brevet d'invention d'ordre n° 126,443.

163,517. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1884; Falcot, Mairat (société), chemin des Vacques, n° 4, à Saint-Rambert-l'Île-Sainte-Barbe. — Nouvelle romaine à petite branche graduée partant de zéro et ne se courbant que de tare.

163,518. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Fabre et Angelier, le Tête-d'Or, n° 109 et 111, le deuxième, boulevard du Nord, n° 6, à Lyon.

- avenue de Bessan, à Beziers. — Nouveau système de lisse menue ou tnette.
- 163,521. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; David, à Pontails (Gard). — Décoloration, par le chlore et l'acide carbonique, des extraits tannants de bois.
- 163,522. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Guillot, Pelletier et compagnie (société), rue de la Gare, n° 31 et 33, à Orléans. — Nouveau système d'encadrement à équerre et à attache directe pour les lits-cages, lits-canapés et autres.
- 163,523. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1884; Othon, à Paris, rue de Vaugirard, n° 228. — Coupe-œuf ou machine à couper les œufs.
- 163,524. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1884; Habinet et l'Éplattienier, à Paris, rue d'Alençon, n° 7. — Appareil hydro-calorigène pour saturer l'air des salles de lectures, tissages, etc., avec faculté de pouvoir abaisser ou augmenter la température suivant les saisons et remplacer le chauffage en hiver.
- 163,525. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1884; l'Éplattienier et Clausse, à Paris, rue d'Alençon, n° 7. — Nouvelle distribution de vapeur pour palcosmènes dits à dents.
- 163,526. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1884; A. Gélis et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil de dissolution rapide.
- 163,527. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1884; de Gauban du Mont (M^{re}), représentée par Albert Cohen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de canapé lit à transformation instantanée.
- 163,528. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1884; Williams, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à la production, au développement, à l'emmagasinage, à la distribution, au réglage et à l'utilisation de l'électricité ainsi qu'aux appareils et moyens destinés à ces divers usages.
- 163,529. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Laloy, frères (société), rue Sophie, n° 20, à Bordeaux. — Système de siphon.
- 163,530. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Litten, quai Duquesne, n° 60, à Dieppe. — Appareils portatifs à rincer les bouteilles.
- 163,531. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1884; Lefebvre, à Leers (Nord). — Fabrication des harnais.
- 163,532. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1884; Brunell, représenté par Lams, rue Masséna, n° 3, à Lille. — Machine à fouler, dégraisser et laver les tissus et fils de laine.
- 163,533. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; à Paris, rue Langier, n° 34. — Système de parquets, planchers, boudins et pavage.
- 163,534. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; d'Azevedo Coutinho, représenté par Dufrené, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10. — Machine à soulever dans le sens vertical.
- 163,535. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Loquincoud, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de la Banque, n° 18. — Nouveau journal, dit *Journal-livraison*.
- 163,536. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Boretti, représenté par Matray, Schmitzbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 34. — Canalisers économique.
- 163,537. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Tunis, représenté par Matray, Schmitzbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 34. — Perfectionnements dans les appareils employés pour aplanir, langueter et rainer les planches.
- 163,538. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Leglas (M^{re}), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Moustiquaire.
- 163,539. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Arthas, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements aux appareils pour fabriquer ou produire les gaz et les vapeurs destinés au chauffage et à l'éclairage ou à tous autres usages.
- 163,540. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Bouzon, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouvelle articulation pour boutons de chemises et autres articles analogues.
- 163,541. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Trouvé frères (société), à Paris.

Faubourg-Poissonnière, n° 23. — Métallisation sur tous tissus textiles, ainsi que les étoffes de tulle, broderie, passementerie, guipure et dentelles de tous

542. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; société dite *The Tewksbury auto-elevator Company (Incorporated)*, représentée par Mennans frères, à Paris, rue du Rempart, n° 52. — Perfectionnements apportés aux ascenseurs ou monte-s.

543. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Broadbent, représenté par Gudman sagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les s destinés à filer, boudiner ou tordre les matières textiles.

544. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Roberts, représenté par Aasi et , à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Procédé permettant de séparer la partie des matières fécales de la partie solide, et appareils pour l'application.

545. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Vigouroux, représenté par Barbe, à quai Voltaire, n° 156. — Fabrication économique de tables, guéridons, etc., a surface est constituée par une feuille de métal émaillé ou non, appliquée bois.

546. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Gehre, représenté par Chassevoant, s, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour actionner des machines, sans par l'application de coëps poreux servant à la condensation de vapeurs ou gaz pement.

547. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; société dite *The Patent nut and company limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines à forger les écrous.

548. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1884; Paillard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Calorifère à grille sphérique double cendrier.

549. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; This, avenue des Prés-le-Boy, à Paris. — Jeux de chevaux de bois tournant au moyen d'un manège de vélocipèdes, amiers faisant fonction de moteur.

550. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1884; Prat (les sieurs), à Grenoble. — ine à limer et à donner la voie aux scies à rubans, droites, etc.

551. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Jalabert, à Paris, rue du Faubourg-martre, n° 15. — Lampe électrique portative.

552. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Em.-Charles et G. Babillot (société), des Urselines, n° 16, à Saint-Denis (Seine). — Nouveau système de serre-joint étané pour raccord de tuyaux et autres.

553. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Robinot, à Paris, rue Châteaunon, n° 38. — Système de fermoir à loquet et ressort.

554. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Seck, représenté par Cardou, ris, rue Clapeyron, n° 9. — Perfectionnements dans les blateries à courant d'air blateaux ou filtres rotatifs.

555. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Podany, représenté par Böttcher larillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Outil dit *fajonneur à main*.

556. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Gollée, représenté par Delage, ris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Pupitre tournant applicable aux instruments usique portatifs, etc.

557. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Struve, représenté par Delage, à s, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé et appareil pour fortifier la vue affaiblie our guérir la cécité des couleurs.

558. Brevet (brevet anglais devant expirer le 10 juin 1898) pris, le 30 juillet 1, par Eadie (les sieurs), représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, 5. — Perfectionnements dans la construction des ourseurs employés dans les iers pour filer et doubler le coton, la laine, la soie, et autres matières fibreuses.

559. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Stollar (les sieurs), représentés Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Voiture à eau.

560. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Paffrath (M^{me} veuve), représentée Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les tire-chons.

561. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Gation, représenté par Casalonga, aris, rue des Halles, n° 15. — Nouvelle échelle de proportion.

562. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Heckert, représenté par Gudman

stances de densités différentes et spécialement le phosphaté de chaux de la craie phosphatée.

163,564. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Bonna, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de compteur-enregistreur à balancier pour l'eau, le gaz ou autres fluides, pouvant également être employé comme moteur.

163,565. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Bally et Schmitter (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tiges de bottines et autres chaussures tout en tissu élastique renforcé, claquées, veau ciré, mégis ou verni, chèvre mate et grainée, chevreau mégis et lustré et autre peausserie, pour hommes, femmes et fillettes.

163,566. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; compagnie de construction et location de machines Bernier et autres, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Parachute automatique de sûreté pour montechargés, ascenseurs, élévateurs, etc.

163,567. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1884; Bonneval d'Abriègeon, à Grèzes (Haute-Loire). — Principe de l'association de l'amiant avec la saponine et autres produits détersifs de la saponaire et autres plantes fournissant les mêmes produits, et fabrications découlant de ce principe, tels que savon nouveau dénommé savon d'amiant, saponine, savons de toilette à double face, savons d'usines, poudre de lessive, etc.

163,568. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1884; Chapuis (M^{re}), à Paris, rue Greneta, n° 36. — Perfectionnements apportés aux appareils destinés à la concentration de l'acide sulfurique.

163,569. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1884; Lecomte et Migeon (société), à Paris, rue d'Angoulême, n° 66. — Système automatique d'inversion des outils, matrices, formes ou pièces quelconques applicables à toutes sortes de façonnages de la fabrication des boutons.

163,570. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1884; d'Arsonval (docteur), représenté par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système d'appareil polarisateur électrique destiné à prévenir les effets destructeurs des extra-courants.

163,571. Brevet (brevet anglais devant expirer le 31 décembre 1897) pris, le 31 juillet 1884, par Brewster, représenté par Brandon, à Paris, rue Laflitte, n° 1. — Perfectionnements dans les bateaux de sauvetage, radeaux et autres constructions flottantes analogues.

163,572. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1884; Gehrig-Liechti, représenté par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Tire-bottes.

163,573. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1884; Amoureux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de sifflet d'alarme pour chaudières à vapeur.

163,574. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1884; Sottiaux, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Broyeur épierreur pour la pulvérisation et le nettoyage des charbons et autres matières.

163,575. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1884; Méricot, Frost et Fein, représentés par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les brosses à cheveux et autres appareils.

163,576. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1884; Winter, Méricot et Frost, représentés par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés à l'abaissement et au relèvement de la glace d'une partie d'un wagon de chemin de fer et autre voiture.

163,577. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1884; Condy, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveaux produits désinfectants et manière de les fabriquer.

163,578. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1884; Perris, à Marseillan (Hérault). — Beune articulée.

163,579. Brevet de dix ans, 1^{er} août 1884; Charpiat-Varigault, faubourg de Paris, n° 18, à Rennes. — Chausson tricoté à maille triple.

163,580. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1884; Deffaux et fils (société), repré-

Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnement dans la décoration des fl
autres articles en verre ou en cristal.

163,583. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1884; société du Familistère de
Godin et compagnie, représentée par Moret, à Paris, rue de la Butte-Ch
n° 66. — Nouveau système de four de boulangerie à feu continu.

163,584. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1884; Maignon, représenté par I
à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Procédé perfectionné d'adoucissem
l'eau.

163,585. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1884; Louvrier (M^{me}), à Paris,
toulle, n° 7. — Nouveau bouchon verseur à bille.

163,586. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1884; Covert, représenté par Gu
compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements
procédés et appareils employés pour dépiler les peaux et les fourrures.

163,587. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1884; Everitt, représenté par Gu
compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements
fabrication des plastrons.

163,588. Brevet (Brevet anglais devant expirer le 2 juin 1897) pris, le
1884, par Williams, représenté par M^{me} Boffard, à Paris, rue Mandar,
Méthode perfectionnée pour préparer et construire les routes et les voies.

163,589. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1884; Enfer, représenté par Dclage
rue Saint-Sébastien, n° 45. — Tuyère à robinet régulateur et à fermeture her

163,590. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1884; David, représenté par I
Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de coin métallique pour fix
rails sur coussinets de chemins de fer.

163,591. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1884; Jones, représenté par Ch
à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'orgue et d'hai
combinés.

163,592. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1884; Farmer et Lalance, repré
Mennons jeune, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnemen
construction des appareils destinés au blanchiment, au lavage, au chlorage
graisage, au savonnage, au bousage et à la teinture des tissus.

163,593. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1884; Gillot, représenté par Ar
jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de gravure héli
phique d'après nature.

163,594. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1884; Guilloux, représenté par Ar
jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Ceinture Jersey hygiénic

163,595. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Bédou frères, à Saint-Sulpice (
— Appareil sécheur de betteraves et de cossettes.

163,596. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Dubrulle, rue de Guisnes,
Tourcoing. — Perfectionnement apporté aux machines à laver la laine et to
matière filamenteuse.

163,597. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Viollette, Buisine et Vinc
Paton, n° 43, à Lille. — Nouveau procédé de traitement de la graisse de la
le but d'en retirer des produits industriels et marchands.

163,598. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Guillot, représenté par
rue Saint-Louis, n° 14, à Saint-Etienne. — Martinet à main, propre à batt
et à forger de petites pièces.

163,599. Brevet de quinze ans, 28 juillet 1884; Fonquernie, à Laroqu
(Ariège). — Laineuse-garnisseuse.

163,600. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Mariolle-Pinguet, à Saint-Q
Appareil à multiple effet, à évaporer les liquides, vertical ou horizontal, à
nifications directes, applicable dans toutes les industries où il y a des l
chauffer ou à évaporer.

163,601. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Mariolle-Pinguet, à Saint-Q
Appareil à transporter, assécher et peser la betterave.

163,602. Brevet de quinze ans, 6 août 1884; Legrand, élisant domicil

sieur Le Roi, rue de Tournai, n° 47, à Lille. — Nouveau système d'emploi de engins.

163,603. Brevet de quinze ans, 6 août 1884; Foulon et Dubreuil, rue de Solferino n° 20 et 22, à Bordeaux. — Nouvelle enveloppe protectrice en pâte papier, dite *gachon*.

163,604. Brevet de quinze ans, 2 août 1884; Direz, à Paris, rue d'Amsterdam n° 31. — Appareil de contrôle et de pesage des wagons de chemins de fer.

163,605. Brevet de quinze ans, 2 août 1884; H. et G. Rose frères (société), représentée par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements apportés dans les moulins à cylindres pour le blé, gruaux et autres grains.

163,606. Brevet de quinze ans, 2 août 1884; Migault, représenté par Barault, Paris, boulevard Saint-Germain, n° 17. — Système de médaillons photo-microscopiques avec changements mécaniques rotatifs.

163,607. Brevet de quinze ans, 2 août 1884; Canon, représenté par Thirion, Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre de sécateur dit *serpette*.

163,608. Brevet de quinze ans, 2 août 1884; Murphy, représenté par Thirion, Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système perfectionné de porte-bain.

163,609. Brevet de quinze ans, 2 août 1884; Kottgen, représenté par Delannoy, Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Perfectionnement aux machines à remplir les bouteilles.

163,610. Brevet de quinze ans, 2 août 1884; Gronert, représenté par Grunert et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg n° 7. — Procédé et appareils pour briquer mécaniquement le revêtement réfractaire intérieur des convertisseurs.

163,611. Brevet de quinze ans, 2 août 1884; Illingworth, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Méthode perfectionnée et appareils pour triller les fibres, les chiffons et les tissus ou textiles.

163,612. Brevet de quinze ans, 2 août 1884; Perron, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Genre de chaussure rationnelle, militaire ou civile, dite *chaussure de repos*, et son mode de fabrication.

163,613. Brevet de quinze ans, 2 août 1884; Rue, représenté par Chassevent, Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil mesureur de distance *viamètre*.

163,614. Brevet de quinze ans, 2 août 1884; Ewer, Pick et Majert, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour la production de matière colorante sulfureuse.

163,615. Brevet de quinze ans, 2 août 1884; A. Vichard et H. Conge (société), représentée par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de fabrication, par découpage et forgeage mécaniques, des lames de couteaux en acier d'une seule pièce.

163,616. Brevet de quinze ans, 2 août 1884; Thury, route d'Orléans, n° 54, à Grand-Montrouge (Seine). — Perfectionnements apportés aux ressorts plats de ressorts, tournures, etc.

163,617. Brevet de quinze ans, 6 août 1884; Bonfils frères et compagnie (société) à Carpentras (Vaucluse). — Machine à dénoyauter et à couper les fruits en deux.

163,618. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Monrlon, faubourg Saint-Sauveur n° 40 bis, à Troyes. — Fabrication de carreaux de terre.

163,619. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Gautier, représenté par Belhomme, à Paris, rue Fabert, n° 24. — Appareil de refroidissement des huiles, et principalement de l'acide oléique.

163,620. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Schillinger, représenté par Bonhomme, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Appareil pour chauffer l'asphalte et autres matières.

163,621. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Smith, représenté par Bonhomme, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Perfectionnements aux chambres photographiques.

163,622. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Nichol et Walsh, représenté par Belhomme, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Perfectionnements aux appareils pour mélanger et désagréger les liquides et les substances demi-liquides.

163,623. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; d'Hennezel, représenté par Delannoy, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil pour l'égouttage et le peage combinés des betteraves.

- 163,624. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Upton, représenté par M^{re} Boffard, Paris, rue Mandar, n° 4. — Porte-mention perfectionné ajustable, pouvant se fixer à violons et violes.
- 163,625. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Pellet, représenté par Barrault, à ris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Application des phosphates calcaires dans les areries.
- 163,626. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Pellet, représenté par Barrault, à ris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Système d'enrichissement des phosphates de aux à gangue calcaire par une solution sucrée, à un titre déterminé pouvant se conserver indéfiniment.
- 163,627. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Pinette, représenté par Albert Camé, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Nouveau procédé de fabrication des aduits céramiques en terres argileuses séchées, notamment des carreaux ordinaires; applicable également à la fabrication des briques de parements, tuiles et fers produits.
- 163,628. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; H. Rigault et compagnie (société), présentée par Albert Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système d'appareil à fabriquer les boutons d'étoffes par l'emploi, dans la plaque à fermer, d'un filier à deux branches articulées et d'un double poinçon d'ouverture automatique progressive de ces deux branches.
- 163,629. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Scotland et Cordon, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Compas d'alarme métrique.
- 163,630. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; P. Pécoud et Ravinet (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Sac-foulard mouchoir pour le café.
- 163,631. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Arbel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de roues pleines en ~~à~~ double toile.
- 163,632. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Grison, représenté par Armengaud une, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à fouler, teindre, morner et brillanter les étoffes en général.
- 163,633. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Devrez, représenté par Armengaud une, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau procédé d'agglomération sur les meules ou pierres artificielles.
- 163,634. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Lacoste, représenté par Thirion, à ris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de collier de trait réglable suivant meolure du cheval.
- 163,635. Brevet de quinze ans, 4 août 1884; Werber, à Paris, rue de Richelieu, 10. — Dispositif d'un instrument dit *aspirateur refouleur simultané*, à galets et à bbes échangeables.
- 163,636. Brevet de quinze ans, 5 août 1884; Échard et Laloue, représentés par henault, à Paris, rue Saint-Merri, n° 48. — Nouvelle presse à imprimer, dite *presse native Échard et Laloue*.
- 163,637. Brevet (brevet anglais devant expirer le 26 juillet 1898) pris, le 5 août 1884, par Saunders, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les boutons à ressorts pour souliers, gants et autres articles.
- 163,638. Brevet de quinze ans, 5 août 1884; Sheldon, représenté par Barrault, à ris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les vis et boutons métalliques filetés et autres articles métalliques portant des lets de vis.
- 163,639. Brevet de quinze ans, 5 août 1884; Debain, représenté par Chassevent, Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux tasses, timales et autres ustensiles de table analogues destinés à contenir des boissons chaudes café, thé, etc.)
- 163,640. Brevet de quinze ans, 5 août 1884; Nicholson, représenté par Mennons une, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Moteur perfectionné pour machines coudre et autres machines légères.
- 163,641. Brevet de quinze ans, 5 août 1884; Shaw, représenté par Thirion, à ris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Alliage métallique perfectionné et procédé la fabrication dudit.
- 163,642. Brevet de quinze ans, 5 août 1884; Peslin et société anonyme des an-

ciens établissements Gail, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre de sas composé, roulant sur plan incliné, pour canaux.

163,643. Brevet de quinze ans, 5 août 1884; Dumondelle, à Paris, rue Saint-Médard, n° 16. — Pile électrique dite *pile Damondelle*, à base de sulfate de soude et d'acide sulfurique.

163,644. Brevet de quinze ans, 5 août 1884; Joanny, représenté par Albert Cohen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de paupières mobiles pour télescopées et hébés.

163,645. Brevet (brevet anglais devant expirer le 26 février 1898) pris, le 5 août 1884, par Shepherd, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les poulies et tambours de transmission.

163,646. Brevet de quinze ans, 5 août 1884; Schleifer, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements apportés aux freins pour véhicules de chemins de fer.

163,647. Brevet de quinze ans, 5 août 1884; Stutz, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines haveuses pour percer les roches, houilles, minerais, etc.

163,648. Brevet de quinze ans, 5 août 1884; von Orth, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Calendrier perpétuel.

163,649. Brevet de quinze ans, 28 juin 1884; Freiche et Casanovas, le premier, rue Maureil, n° 11, et le deuxième, rue Saint-Christophe, n° 34, à Perpignan. — Nouveau système de lampe dite *le soleil*.

163,650. Brevet de quinze ans, 5 août 1884; Nougues, rue Saint-Pierre, n° 27, à Agen. — Système de navigation hydrotechnique, applicable à la navigation des canaux et rivières canalisées.

163,651. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Pollack, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 44, à Lyon. — Perfectionnements aux appareils de production de gaz carburé à froid.

163,652. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Guillot, Pelletier et compagnie (société), rue de la Gare, n° 31 et 33, à Orléans. — Nouvelle flèche grecque pour balconnettes.

163,653. Brevet de cinq ans, 8 août 1884; Hérodote, rue de Bardou, n° 10, à Moulins. — Plateau régulateur pour les moulins à tan.

163,654. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Charuel, à Sedan. — Procédé de déphosphoration de l'acier et de la fonte.

163,655. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Fox, à Sedan. — Souricière avec une ou plusieurs trappes, dite *piège perpétuel agricole et ménager*.

163,656. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Levavasseur et Descards, représentés par Sinoquet aîné, rue Lemire, n° 41, à Rouen. — Balance électro-automatique.

163,657. Brevet de quinze ans, 6 août 1884; Crespin de la Jeannière, à Paris, rue Saint-Charles, n° 113. — Ascenseurs monte-personnes ou monte-charge, etc., avec freins de sûreté automatiques évitant tout danger.

163,658. Brevet de quinze ans, 6 août 1884; Méhay, à Paris, rue Boulard, n° 33. — Perfectionnements apportés aux osmogènes et à leur fonctionnement.

163,659. Brevet de quinze ans, 6 août 1884; Gerhard, représenté par Thomas, à Paris, boulevard Haussmann, n° 135. — Ressorts pour coussins de guides applicables à toutes sortes de voitures.

163,660. Brevet de quinze ans, 6 août 1884; Choisy, à Paris, rue de Flandre, n° 123. — Grille de sécurité destinée à éviter les accidents par les regards d'égoïste.

163,661. Brevet de quinze ans, 6 août 1884; Cuntz, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil à rincer les bouteilles.

163,662. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Cuntz, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Appareil de lavage intermittent, dit *appareil de lavage de Karlsbad*.

163,663. Brevet de quinze ans, 6 août 1884; Bouvier et Morisot, représentés par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système de fabrication, par moulage, de douilles non métalliques de cartouches.

163,664. Brevet de quinze ans, 6 août 1884; Etienne, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de garde-notes-copie ou garde-lettres-copie, à châssis mobile.

163,665. Brevet de quinze ans, 6 août 1884; Rouchet et Vielhomme (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode

construction de lessivenses de pâte à papier permettant la suppression de l'enveloppe métallique.

163,666. Brevet de quinze ans, 6 août 1884; Dizi, représenté par Armengaud ne, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de porte-bouteilles à ports crémaillères et tringles mobiles.

163,667. Brevet de quinze ans, 8 août 1884; Villerot, Grande-Rue, n° 54, à Beçon. — Système destiné à fixer l'anneau aux montres remontoirs au pendant or, argent, métal et de toutes grandeurs.

163,668. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Géry frères, représentés par Demme, rue Saint-Louis, n° 14, à Saint-Étienne. — Genre de lisses de tissage perfectionnées.

163,669. Brevet de quinze ans, 6 août 1884; Ponthus, représenté par Tavernier, Royale, n° 14, à Annecy. — Plan de sauvetage d'un navire par l'application de l'air comprimé et du gaz hydrogène.

163,670. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Dépierre, curé à Copponex (Haute-voie). — Voitures-galets.

163,671. Brevet de quinze ans, 8 août 1884; société anonyme de constructions mécaniques de Saint-Quentin, représentée par Pouch, à Saint-Quentin. — Système d'égoutteur transporteur applicable à la sucrerie de betteraves.

163,672. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Fleischer, représenté par Bœttcher et Willier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Nouveau régulateur de pression gaz.

163,673. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Miller, représenté par Bœttcher et Willier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Système de cadre à couvercle mobile permettant d'adapter le portrait du décédé à une pierre tombale.

163,674. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Pallett, représenté par Bonneville, Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Boisson hygiénique dite *reef-wine*.

163,675. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Jonte, représenté par Blétry frères, Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application nouvelle à la fabrication des statuettes pour sommiers et meubles, ressorts à boudin, etc., du fil de fer, d'acier ou d'autre métal, d'une section économique et résistante, ovale, rectangulaire, etc.

163,676. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Thonar, représenté par Blétry frères, Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système d'appareils et de poulies avec supports à rotule pour câbles et fils en mouvement.

163,677. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Geshin et Perrin, à Paris, rue Laugier, n° 46. — Nouvel ascenseur hydraulique à tige motrice directe, équilibre sans chaînes, contrepoids en élévation.

163,678. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Mechnig (M^{re}), représentée par Casanaga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les formes pour bandes en passementerie.

163,679. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Perrin, représenté par Albert Cahen, Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Égoutteur-essoreur de betteraves.

163,680. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Guin, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Télémètre dit *télémètre Guin*.

163,681. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Parvillée, à Paris, rue Caulincourt, n° 46. — Emploi du pulvérisateur à air comprimé ou à l'aide de la vapeur en pression, pour l'application des couleurs et couvertes sur les faïences et autres produits céramiques.

163,682. Brevet de quinze ans, 7 août 1884; Craig, représenté par Mennons jeune, Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 52. — Perfectionnements dans les robinets.

163,683. Brevet de quinze ans, 8 août 1884; Perrissin, représenté par Bonnet, à Paris, quai de la Tournelle, n° 23. — Porte-bouillottes.

163,684. Brevet de quinze ans, 8 août 1884; Plessner, représenté par Bonneville, Paris, quai de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Antiphone ou appareil pour empêcher d'entendre.

163,685. Brevet de quinze ans, 8 août 1884; Cleuet, rue de Paris, n° 33, à Pantin (Seine). — Régulateur d'alimentation des générateurs de vapeur.

163,686. Brevet (brevet anglais devant expirer le 5 juin 1898) pris, le 8 août 1884, par Hannay et Cowan, représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les accouplements pour wagons de chemins de fer.

163,687. Brevet de quinze ans, 8 août 1884; Nobel et Fehrenbach, représentés par

Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé de fabrication de l'acide sulfurique anhydre.

163,688. Brevet de quinze ans, 8 août 1884; Vanoli, représenté par Godman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les pendules oscillantes.

163,689. Brevet de quinze ans, 8 août 1884; Westman, représenté par Papis et Joubert, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Haut fourneau régénérateur avec un mode de réduction de minerais de fer et de zinc.

163,690. Brevet de quinze ans, 8 août 1884; Legrand, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mode de construction de voie métallique pour chemins de fer ou autres, portative ou fixe, avec traverses libres ou fixées au rail.

163,691. Brevet de quinze ans, 8 août 1884; Lunge, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans l'application du chlorure de chaux au blanchiment et à d'autres usages.

163,692. Brevet de quinze ans, 8 août 1884; Notot, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de rails ou voies de chemins de fer pour jeux et jouets.

163,693. Brevet de quinze ans, 8 août 1884; Duff, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés au mode de déchargement des projectiles destinés à l'usage de la guerre.

163,694. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Maître, à Blotterans (Jura). — Voiture nouveau genre dite *jurassienne*, pouvant, en se montant ou se démontant, servir à six fins différentes.

163,695. Brevet de quinze ans, 8 août 1884; Fustier, Rugensburger et compagnie (société), représentée par Péguin, rue de Constantine, n° 8, à Lyon. — Gouffrage mécanique des fourrures.

163,696. Brevet de quinze ans, 8 août 1884; société anonyme des sulfures de carbone du Midi, représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnement apporté à la fabrication du sulfure de carbone.

163,697. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Veillas, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Arrêt instantané des métiers à tisser mécaniques.

163,698. Brevet de quinze ans, 11 août 1884; Grosselin père et fils et Pichon, à Sedan. — Nouvelle machine à tremper les tissus pour épauillage chimique.

163,699. Brevet de quinze ans, 12 août 1884; Bourdy, à Tullins (Isère). — Chaine pliante.

163,700. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Desrameaux, rue de Paris, n° 149 et 151, aux Lilas (Seine). — Machine fabriquant mécaniquement les charnières.

163,701. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Pignolet, à Paris, rue Demarigny, n° 4. — Dispositif propre à transformer les suspensions à l'huile ou autres en suspensions au gaz.

163,702. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Léon Dami et Lacouture (société), représentée par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Nouvel élévateur avec mutilation continue permettant l'égouttage et le séchage de la betterave.

163,703. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Lindborg, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tourne-feuille à musique.

163,704. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Reboutier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Genre d'obturateur pour culasse de canon.

163,705. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Spiers, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux appareils destinés au balayage et au nettoyage des côtés et du fond des navires à flot.

163,706. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Daix, représenté par Barbe, boulevard Voltaire, n° 158. — Appareil d'égouttage des betteraves.

163,707. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Broadbent et Sykes, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines ou appareils pour alimenter de laine ou d'autres substances fibreuses les machines à carder.

163,708. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Thomas, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de courroie métallique pour élévateurs ou transporteurs de toutes matières solides, liquides, pulvérisées, etc.

3,709. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Hazard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Modé perfectionné de construction avec max. insonores et ses applications dans les constructions de tous genres et notamment dans celle des tunnels.

3,710. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Bonbon, représenté par Armengaud & Co, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et machine pour l'enroulement des pièces de tricot faites aux métiers circulaires.

3,711. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Michaud et de Hennezel, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication du zinc d'art par le traitement électrolytique du vieux zinc du commerce.

3,712. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Grison, représenté par Armengaud & Co, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de mordantage partiel des laines de laine et autres.

3,713. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Febvre, représenté par Armengaud & Co, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bidon à lait à double enveloppe avec robinet à secret.

3,714. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Frost, Mérigot et Winter, représentés par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux roues et axes du matériel roulant.

3,715. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Busch, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Compteur fiscal, appareil supprimant les bandes mobiles par l'impression d'un timbre fiscal, sec ou humide, sur les lettres mobiles, etc.

3,716. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Henry, représenté par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine rotative à mouler les pâtes et destinée pour en constituer des disques et autres produits destinés à divers usages industriels.

3,717. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Mariotte, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la mouture.

3,718. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Bidault-Jourdin, représenté par Bidault, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 24. — Système de levier pendule essentiel propre à la multiplication des forces motrices.

3,719. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Maguin, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système d'égouttage et de séchage des betteraves destinées à la fabrication du sucre avant leur pesage.

3,720. Brevet de quinze ans, 9 août 1884; Pascal et Arnonx, rue du Courreau à Montpellier. — Nouveau produit pour la conservation des peaux fraîches.

3,721. Brevet de quinze ans, 11 août 1884; Bouchon, rue de Longchamp, n° 5, à Paris. — Système de fermeture pour portes d'entrée des appartements, magasins, etc.

3,722. Brevet de cinq ans, 13 août 1884; Sidobre père, à Carcassonne. — Appareil consistant en un nouveau filtre destiné à améliorer la qualité des vins, dit *fermentateur*.

3,723. Brevet de quinze ans, 13 août 1884; société alsacienne de constructions mécaniques, à Belfort. — Application nouvelle à la peigneuse du système Hubner.

3,724. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Hearson, représenté par Verschaffel, à Gauthier-de-Châtillon, n° 2 bis, à Lille. — Perfectionnements dans les appareils à utiliser pour l'élevage des poulets et autres jeunes oiseaux.

3,725. Brevet de quinze ans, 11 août 1884; Seibert, à Paris, avenue de Villiers n° 147. — Machine à balayer, à mouvement transformable.

3,726. Brevet de quinze ans, 11 août 1884; Chapuis (M^{re}), à Paris, rue Greffulhe, n° 36. — Nouvel appareil à concentrer l'acide sulfurique.

3,727. Brevet de quinze ans, 11 août 1884; Levent, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux tarauderies par le filetage à froid des boulons et des tire-fonds en fer ou en acier.

3,728. Brevet de quinze ans, 11 août 1884; Dantu-Dambricourt et Barbion, représentés par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements dans l'analyse méthodique des vapeurs alcooliques.

3,729. Brevet de quinze ans, 11 août 1884; Velloni, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pile électrique.

3,730. Brevet de quinze ans, 11 août 1884; Bourdon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux transmissions de mouvement par engrenage dans les appareils de précision.

163,731. Brevet de quinze ans, 11 août 1884; Pronzini, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Bouchon de caoutchouc fait d'une seule pièce.

163,732. Brevet (brevet anglais devant expirer le 24 juin 1898) pris, le 21 août 1884, par Domeier et Nickels, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication du savon.

163,733. Brevet de quinze ans, 11 août 1884; Cahen, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau moyen de produire à bon marché les sulfates riches assimilables pour engrais et les phosphates solubles pour la fabrication de l'acide phosphorique et du phosphore.

163,734. Brevet de quinze ans, 11 août 1884; Degener et Lach, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau traitement pour le noir d'os et autres matières analogues.

163,735. Brevet de quinze ans, 11 août 1884; Cahen, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé industriel nouveau pour dissoudre la chaux.

163,736. Brevet de quinze ans, 11 août 1884; Cahen, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau moyen de chauffage.

163,737. Brevet de quinze ans, 11 août 1884; Pidault, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fusil de guerre à répétition et sûreté rendant l'enrayage impossible.

163,738. Brevet de quinze ans, 11 août 1884; Gregory et Kissam, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les chemins de fer servant aux jeux forains et autres.

163,739. Brevet de quinze ans, 13 août 1884; Fonrcy, à Corbehem (Pas-de-Calais). — Égoutteur-épierreur de betteraves et autres racines.

163,740. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Bernot, levée Sainte-Marie, à Chalon-sur-Saône. — Nouveau système de chemin de fer économique.

163,741. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Maraval, à Boissezon (Tarn). — Tissu flanelle cuivreuse antiseptique.

163,742. Brevet de quinze ans, 12 août 1884; Gangloff, à Paris, rue de Rivoli, n° 146. — Pupitre tournant pour les cartons de musique.

163,743. Brevet de quinze ans, 12 août 1884; Ralu fils (M^{me}), représentée par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Fabrication industrielle de spiritueux de patates.

163,744. Brevet de quinze ans, 12 août 1884; Ralu fils (M^{me}), représentée par Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 8. — Fabrication industrielle de vin de patates.

163,745. Brevet de quinze ans, 12 août 1884; Traylor, représenté par Brabant, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les wagons, voitures et véhicules sur roues.

163,746. Brevet de quinze ans, 12 août 1884; Wisse, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Mesureur de distance.

163,747. Brevet de quinze ans, 12 août 1884; Sorlie, représenté par Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements dans les stores.

163,748. Brevet de quinze ans, 12 août 1884; Moreau, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés à la fabrication des broses et balais.

163,749. Brevet de quinze ans, 12 août 1884; Hoyt, représenté par Arreaga jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les piles défenses et effilocheuses à cylindre pour la fabrication du papier.

163,750. Brevet de quinze ans, 12 août 1884; Thormann et von Bonhorst, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Peignes à dents amovibles.

163,751. Brevet de quinze ans, 12 août 1884; Harris, représenté par Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Traitement des substances phosphatées pour la fabrication d'engrais.

163,752. Brevet de quinze ans, 12 août 1884; Guérieau, représenté par Delag. à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Procédé auto-photographique.

163,753. Brevet de quinze ans, 12 août 1884; Brabant, représenté par Thirion, à

163,755. Brevet de quinze ans, 12 août 1884; Dufay, rue Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Récipient avec port automatique pour effectuer des pesées ou mesurages.

163,756. Brevet de quinze ans, 12 août 1884; Seale, rue Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour purifier pour chaudières.

163,757. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; de Peyronny, — Perfectionnements employés aujourd'hui pour la distillation des liquides alcoolisés.

163,758. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Lefèvre-Frére (Somme). — Mitre fumifuge en terre cuite.

163,759. Brevet de quinze ans, 13 août 1884; Czbrzanowsky frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveaux houblon dans le brassage et appareil *ad hoc* pour la préparation du blon.

163,760. Brevet de quinze ans, 13 août 1884; Armengaud Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Système de propulsion des aérostats.

163,761. Brevet de quinze ans, 12 août 1884; Genteur, représenté à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de moteur dit *dynamoteur Genteur*.

163,762. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Dubreuil, à Paris, nouveau procédé de broyage et de raffinage de matières premières carton.

163,763. Brevet de quinze ans, 13 août 1884; Pifre, à Paris, Alimentateur automatique pour chaudières à vapeur.

163,764. Brevet de quinze ans, 13 août 1884; Jacquier, à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 44. — Nouvelle machine au naturel des poissons de mer ou d'eau douce et spécialement pour la préparation de la glace.

163,765. Brevet de quinze ans, 13 août 1884; Heyland, à Paris, et Marillier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 26. — Filtre pour la cellulose et à siphon.

163,766. Brevet de quinze ans, 13 août 1884; Dietrich, à Paris, et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Procédé nouveau produit pouvant servir pour les travaux de pavage et de trottoirs.

163,767. Brevet de quinze ans, 13 août 1884; Guillaume Cahen, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Système de nettoyage faisant le corps et la toilette pour la tonte des chevaux.

163,768. Brevet de quinze ans, 13 août 1884; Le Myé et de Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle machine du bois dans le traitement des matières ligneuses ayant pour but la glucose et de l'alcool.

163,769. Brevet de quinze ans, 13 août 1884; Desclée, représenté à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements des objets en bronze destinés à l'éclairage, etc.

163,770. Brevet de quinze ans, 13 août 1884; Kirk, représenté à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements des machines et aux voies formées au moyen de ces rails ainsi qu'à ces derniers.

163,771. Brevet de quinze ans, 13 août 1884; Merlin et compagnie, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, force centrifuge pour remonter les bourres de trèfle dans les machines.

163,772. Brevet de quinze ans, 13 août 1884; Diosse et fils, représenté par Germain, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau système Diosse et fils.

163,773. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Renaud, à Paris,

et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Fils métalliques colorés et leurs applications.

163,774. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Dufour, à Paris, rue Lecourbe, n° 22. — Perfectionnements apportés aux buscs et baleines pour corsets, corrajes de robe, etc.

163,775. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Schneider, représenté par Godard et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Machine perfectionnée pour laver le linge.

163,776. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Suc, à Paris, boulevard de la Vierge, n° 50. — Transporteur-secoueur de betteraves et autres objets.

163,777. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Suc, à Paris, boulevard de la Vierge, n° 50. — Balance spéciale pour le pesage de la betterave.

163,778. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Suc, à Paris, boulevard de la Vierge, n° 50. — Obturateur pour plan incliné.

163,779. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Nugues, à Paris, rue de la Bouteille, n° 58. — Procédé d'extraction du sucre des mélasses.

163,780. Brevet (brevet anglais devant expirer le 21 avril 1898) pris, le 14 août 1884, par Richards, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 41. — Perfectionnements apportés aux grues hydrauliques.

163,781. Brevet (brevet anglais devant expirer le 28 mars 1898) pris, le 14 août 1884, par Carter, représenté par Delage, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45. — Perfectionnements apportés aux porte-plume et portecrayon.

163,782. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Gower, représenté par Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17. — Nouveau système de batteries adriennes automobiles.

163,783. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Larisch, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil de dégrillage des fils et tissus.

163,784. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Mark, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Moyens perfectionnés de réglage de fil ou de tout autre fluide servant à actionner les freins à air et autres, applicables aux chemins de fer.

163,785. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Mark, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'accouplements flexibles destinés principalement aux freins à vapeur ou atmosphériques.

163,786. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Keats, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mode d'établissement des semelles de chaussures de tous genres et appareils destinés à cet usage.

163,787. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Mitscherlich, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de fabrication des fils au moyen de courtes fibres impropres au filage.

163,788. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Klier et Kutschera, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Caisse démontable et munie d'une fermeture à cachet ou à plomb, ouverte et inviolable.

163,789. Brevet de quinze ans, 14 août 1884; Le Myé et de Peyster, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil destiné au traitement des matières ligneuses en vue de la production de la glucose et de l'alcool.

163,790. Brevet de quinze ans, 18 août 1884; Delaurens et Berthet, à Saint-Bram (Ain). — Moteur hydraulique dit *drague-remorqueur*.

163,791. Brevet de quinze ans, 20 août 1884; Gasnault, à la Ménitrie (Maine-et-Loire). — Appareil destiné à l'enseignement intuitif de l'arithmétique, de la lecture et de l'orthographe, désigné sous le nom d'*arithmographe Gasnault*.

163,792. Brevet de quinze ans, 19 août 1884; Guillaume, rue Billaudel, n° 53, à Bordeaux. — Drague inodore destinée à l'assainissement des ports de Marseille et de Toulon.

163,793. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Collin, à Paris, rue Montmartre, n° 118. — Compteur-contrôleur avec système horaire enregistreur pour perceptions.

163,794. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Hahlweg, représenté par Godard et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Nouvelle sonnerie à répétition pour pendules et horloges de toutes espèces.

795. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Lewy, représenté par Pagès et Jouan, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2. — Dispositif de coupe-ficelle.
796. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; E. Herzog (société), représentée par Maga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machine à peler les pommes de terre et frites.
797. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Fahlberg et List, représentés par Maga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de fabrication d'un nouveau sucre dit *saccharine*, au moyen de dérivés du goudron de houille.
798. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Schaffer et Budenberg (société), représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements apportés aux injecteurs.
799. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Schaffer et Budenberg (société), représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements apportés aux injecteurs servant à l'alimentation des chaudières à vapeur.
800. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; docteur Jurnitschek von Wehrstedt, représentés par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Fusil à magasin avec action automatique de la cartouche jusque dans la chambre.
801. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Victor Tiring et Bruder (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Pantalon permanent.
802. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Edwards, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de traitement des métaux en général, et notamment des fers, fontes et acier par recuit dans l'hydrogène.
803. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Frank, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux lunettes et pince-nez.
804. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; L. Délivré et compagnie (société), représentés par Blétry frères, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application de la nacre, cornue ou châtaine d'eau à la fabrication des épingles ou des articles analogues.
805. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Deutsch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil destiné à la fabrication du magnésium et autres métaux pour électrolyse.
806. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Geiger, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux métiers à tisser le velours en double épaisseur.
807. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Lurmann, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédés et dispositions pour exercer une pression sur les houilles dans les fours à coke horizontaux à marche intermittente.
808. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Baudier, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Application du cristal irisé avec du coloré à la bijouterie, les bronzes, objets d'art, etc.
809. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Hardtmuth, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Portecrayon perfectionné.
810. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Rowe, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les chemises d'homme.
811. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Jacquier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 48. — Machine à produire le gaz d'éclairage à froid par les hydrocarbures.
812. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Furst, représenté par Kelsen, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 42. — Procédé de production industrielle de l'aluminium.
813. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Malbec, représenté par Fournier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 3. — Perfectionnements dans la fabrication des chromates.
814. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Midgley, représenté par M^{re} Boffet, à Paris, rue Mandar, n° 4. — Appareil pour la ventilation des tranchées de coulement et la désinfection du gaz des égouts.
815. Brevet de quinze ans, 16 août 1884; Mendoza, dit Marco, à Paris, rue Cléry, n° 47. — Chapeau photographique pouvant servir à faire des vues et portraits. — L'addition d'un formillon prêt à recevoir le châssis à glace dépolie et le châssis à glace sensible et d'un objectif.

163,818. Brevet de quinze ans, 18 août 1884; Eugène Lebon et compagnie (société), représentée par Assi et Genès, à Paris, boulevard Voltaire, n° 36. — Système de laveur à gaz.

163,819. Brevet de quinze ans, 18 août 1884; Kutschera et Klier, représentés par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Fermeture à cachet ou à plomb ouverte et inviolable, et applicable aux moyens de transport en forme de sac ou de bourse.

163,820. Brevet de quinze ans, 18 août 1884; Robbe, représenté par Dittmar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 39. — Machine à étiqueter les bouteilles.

163,821. Brevet de quinze ans, 18 août 1884; Muratori et Gros, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'obturateur de becs à gaz d'éclairage ou autres fluides.

163,822. Brevet de quinze ans, 18 août 1884; Royle, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de pompe d'essai hydraulique portable.

163,823. Brevet de quinze ans, 21 août 1884; Geismar, faubourg Tarragnoz, à Besançon. — Outillage spécial pour la fabrication des carrures et lunettes de montres sans soudure.

163,824. Brevet de quinze ans, 18 août 1884; Deschamps frères (société), Grande-Rue, n° 141, à Roubaix. — Nouveau système de mouvement pour les crochets applicables aux armures dites à tisser.

163,825. Brevet de quinze ans, 21 août 1884; Dassaud-Chévalérias, à Thiers. — Estampage des lames, canifs, serpentines, scies.

163,826. Brevet de quinze ans, 19 août 1884; Prentice, représenté par Sautter, à Paris, rue de l'Oratoire, n° 6. — Perfectionnements dans le mode d'attache des boutons aux étoffes.

163,827. Brevet de quinze ans, 19 août 1884; Schwickert frères (société), représentée par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Voiture à ressort.

163,828. Brevet de quinze ans, 19 août 1884; Rossler, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de sûreté pour ascenseurs, monte-charges, monte-personnes, etc.

163,829. Brevet de quinze ans, 19 août 1884; Delville, représenté par Matray, Schmittbuhl et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Graisseur automatique applicable aux véhicules circulant sur les voies ferrées.

163,830. Brevet de quinze ans, 19 août 1884; Coltelloni, à Paris, avenue de Wagram, n° 53. — Cache-pot dit le bengali.

163,831. Brevet de quinze ans, 19 août 1884; Lutzelberger, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil à filtrer continuo.

163,832. Brevet de quinze ans, 19 août 1884; d'Heureuse, représenté par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans les trappes inodores.

163,833. Brevet de quinze ans, 19 août 1884; Philippot Schneider et Jaquet (société), représentée par Bauer et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouveau système d'aspirateur.

163,834. Brevet de quinze ans, 18 août 1884; Carricaburu, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les machines à vapeur.

163,835. Brevet de quinze ans, 19 août 1884; Carricaburu, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements apportés aux pompes à vapeur.

163,836. Brevet de quinze ans, 19 août 1884; Carricaburu, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements apportés aux mécanismes de distribution pour machines à vapeur.

163,837. Brevet (brevet anglais devant expirer le 8 avril 1898) pris, le 19 août 1884, par Williamson, représenté par Brandon, à Paris, rue Laffitte, n° 1. — Perfectionnements dans les procédés et appareils dans la conversion du fer ou la fabrication de l'acier.

CERTIFICATS D'ADDITION.

Crouzet, 13 mai 1884, brevet 155,521. (Procédé industriel ayant pour but d'acquies à l'horticulture, à la viticulture et à l'agriculture tous les insecticides liquides contre leurs parasites.)

Lestelle, 15 mai 1884, brevet 147,206. (Système électro-automatique pour la protection de la vigne contre les gelées printanières, par la production instantanée de nuages de fumée dès que la température arrive à un degré déterminé.)

Colassot, 15 mai 1884, brevet 139,673. (Balance à régulateur.)

Carlitz, 16 mai 1884, brevet 158,292. (Machine à picoter les dessins en gravure sur rouleaux pour indiennes.)

Barbé, 16 mai 1884, brevet 160,672. (Moteur à explosion.)

L.-T. Piver et compagnie (Société), 17 mai 1884, brevet 155,695. (Procédé de traction et de transmission du parfum des fleurs, des fruits, des feuilles ou de toute autre matière odorante.)

Seguin, 17 mai 1884, brevet 160,289. (Cuisinière universelle.)

Emmanuel, 17 mai 1884, brevet 155,535. (Nouveau système de machines motrices à mouvement continu, et désignées sous le nom générique de pendule-moteur.)

Ravasse, 17 mai 1884, brevet 136,757. (Disposition de machine à dater à une main et par perforations.)

Somzée, 19 mai 1884, brevet 161,865. (Modifications apportées aux dispositifs des accumulateurs donnant la récupération de l'énergie perdue dans les effets secondaires dus au passage du courant électrique.)

Emmanuel, 19 mai 1884, brevet 155,535. (Nouveau système de machines motrices à mouvement continu, et désignées sous le nom générique de pendule-moteur.)

Fruchier et Pottier (Société), 19 mai 1884, brevet 155,573. (Nouvelle machine à monocle-stéréoscope à pied articulé.)

Lacroix, 19 mai 1884, brevet 141,558. (Nouvelle grille automatique à mouvement servant à retirer tous les ingrédients qui se trouvent dans les roues d'usines.)

Darne, 19 mai 1884, brevet 141,624. (Fusil à deux coups se chargeant par la culasse.)

Martin, 19 mai 1884, brevet 160,689. (Attaches et traverses métalliques pour rails ferrées.)

Fournet, 19 mai 1884, brevet 161,531. (Système de parageles printanières pour servir de paragele.)

D'Aguin, 19 mai 1884, brevet 158,823. (Machine pneumatique et son application à la concentration du vin.)

Paris, 20 mai 1884, brevet 157,842. (Nouveau système de pression pour tous les tissus.)

Rouvière, 20 mai 1884, brevet 129,880. (Appareil à soufrer la vigne.)

Audissou, 20 mai 1884, brevet 155,660. (Tourne-feuilles Audissou.)

Moulard, 20 mai 1884, brevet 160,361. (Nouveau système de poinçonneuse.)

Lepay, 20 mai 1884, brevet 161,633. (Osmogène évaporateur à osmose forte.)

Schweizer, 20 mai 1884, brevet 160,929. (Machine raboteuse-graveuse automatique.)

Hurel, 20 mai 1884, brevet 144,205. (Bouteilles en verre presque blanc, bouchées à plomber, pour être employées au transport du lait.)

F. de Paula Marquez et compagnie (Société), 21 mai 1884, brevet 143,334. (Procédé de destruction complète de la trichine qui se montre dans la viande, le lard, le jambon, le saucisson, les saucisses et toute autre substance animale.)

Frikart, 21 mai 1884, brevet 156,647. (Perfectionnements aux machines à vapeur.)

Goy, 21 mai 1884, brevet 155,627. (Nouveau piston destiné à l'usage de l'irrigateur, système Éguisier.)

Milinaire frères (Société), 21 mai 1884, brevet 157,253. (Système perfectionné de tablier métallique à une ou plusieurs voies, avec deux étages de voies superposées, et ses applications.)

- Avérac, 21 mai 1884, brevet 160,700. (Perfectionnements dans les traverses mécaniques pour rails et dans le mode d'attache des rails.)
- Magnier, 21 mai 1884, brevet 155,709. (Appareil à fabriquer les cercles de roues également et sans soudure.)
- Moreau, 21 mai 1884, brevet 160,970. (Verrous à secret de sûreté.)
- Blachier, 23 mai 1884, brevet 160,258. (Nouveau guindre-tablette.)
- Janty, 23 mai 1884, brevet 154,413. (Busc pour corset.)
- Ferdier, Moreau et compagnie (Société), 23 mai 1884, brevet 155,693. (Perfectionnements aux métiers à tricoter rectilignes, hollandais ou autres.)
- Sautier, 23 mai 1884, brevet 155,607. (Appareil pour ouvrir les portes au moyen l'électricité.)
- Lerubé, 23 mai 1884, brevet 157,522. (Système de machine à teindre le coton en couleurs.)
- Dive, 23 mai 1884, brevet 159,173. (Système d'avertisseur à levier amplificateur par appareils d'huilerie et transmissions mécaniques.)
- Bouchet, 23 mai 1884, brevet 155,510. (Lit-menble se développant et se repliant volonté.)
- Kunz, 23 mai 1884, brevet 156,236. (Fabrication de loquets pour brosses, balais, etc., au moyen des filaments des noix de coco.)
- Simonis, 23 mai 1884, brevet 159,627. (Mode de teinture des matières textiles à la libre, en les faisant traverser par un jet continu des liquides colorants sous l'action directe de la chaleur développée par un foyer.)
- Geneste, 24 mai 1884, brevet 137,900. (Système de caisse universelle se montant et démontant instantanément.)
- Favarcq, 24 mai 1884, brevet 148,151. (Appareil-valve hydraulique automatique obturateur conique plein, sans trous ni rainures, pour l'allumage et l'extinction des gaz.)
- Desgoffe et de Georges, 24 mai 1884, brevet 145,048. (Nouveau système de presse décoloratoire, à fonction continue, pour l'extraction des jus de betteraves et autres applications analogues.)
- Proail, 24 mai 1884, brevet 142,818. (Nouveau mécanisme de détente à dé clic.)
- Kanlek fils, 24 mai 1884, brevet 110,797. (Perfectionnements au chauffage des appareils distillatoires.)
- Ramos Garcia, 26 mai 1884, brevet 158,359. (Désinfectant dit *produit désinfectant osar*.)
- Thirion et fils (Société), 26 mai 1884, brevet 156,746. (Genre de machine à boucher les bouteilles.)
- Keyret et compagnie (Société), 26 mai 1884, brevet 153,390. (Genre de guêtre perfectionnée sans boutonniers, en tissu élastique dit *tissu Jersey*.)
- Demeurat, 27 mai 1884, brevet 161,535. (Instrument dit *porte-poudre* ou *pulvrisateur*.)
- Treillard et Maury, 27 mai 1884, brevet 160,230. (Limonière en fer creux.)
- Bouyer, 27 mai 1884, brevet 128,425. (Perfectionnements aux colliers à chiens.)
- Grosselin père et fils, 27 mai 1884, brevet 156,264. (Dispositions nouvelles de machines à lainer.)
- Barrier et Tourville, 27 mai 1884, brevet 153,393. (Nouveau magasin ou réservoir l'électricité dit *l'électrodok*.)
- Bobard, 27 mai 1884, brevet 155,816. (Système de fermeture pour couvercles de presseur à charnière, dit *graisseur Bobard*.)
- Witz, 28 mai 1884, brevet 152,335. (Procédé chimique d'oxydation des matières textiles et autres pour la teinture.)
- Becht, 28 mai 1884, brevet 159,281. (Serrure de sûreté différentielle.)
- Black, 28 mai 1884, brevet 161,788. (Système perfectionné d'appareil à couper des bandes de papier de faibles longueurs pour tickets, chèques, étiquettes ou autres articles semblables.)
- Compagnie des fonderies et forges de l'Horme, chantiers de la Buire, 28 mai 1884, brevet 160,019. (Système relatif à l'allumage successif des bougies Jablochkoff à leur extinction automatique, dit *système Bobenrieth*.)
- Barral de Montaud, 28 mai 1884, brevet 159,383. (Pile électrique à dépolarisant solide constitué par les divers oxydes de plomb.)
- Hardingham, 28 mai 1884, brevet 154,316. (Perfectionnements dans les chaudières à vapeur.)

Zalkind, 30 mai 1884, brevet 143,036. (Nouveau système de fermeture de sûreté pour bracelets, colliers et autres articles de bijouterie et de joaillerie.)

Texier et fils, 30 mai 1884, brevet 155,815. (Moulin tarare ayant pour objet un nouveau cylindre.)

Herbet, 30 mai 1884, brevet 138,270. (Perfectionnements apportés aux lits en fer.)

Wolff, 30 mai 1884, brevet 162,473. (Étau parallèle à griffes carrées et à guidage central.)

Véron, 30 mai 1884, brevet 154,331. (Système d'échalas métalliques.)

Marix, 31 mai 1884, brevet 157,407. (Perfectionnements apportés au traitement des jus de betteraves, cannes à sucre, sorgho, des sucres de fruits, des jus de raisins, et la clarification des diverses sortes de liquides, soit vinaigre, acides, etc.)

Société du Familistère de Guise, Godin et compagnie, 31 mai 1884, brevet 159,379. (Nouveau système de fourneau de cuisine et les procédés d'exécution appliqués à sa construction.)

Zuconi, 31 mai 1884, brevet 155,810. (Nouveau système de bouche de four.)

Grether et Witte, 31 mai 1884, brevet 156,577. (Nouveau couplage de tuyaux flexibles des pompes à incendie.)

Dufrique-Miroude (M^{me}), 3 juin 1884, brevet 158,840. (Système de meules pour l'aiguillage des cartes, dites *meules Dufrique-Miroude*.)

Wolff, 3 juin 1884, brevet 161,521. (Appareil à rafraîchir la bière.)

Fournet, 4 juin 1884, brevet 161,531. (Système de parageles printanières pouvant servir de parageles.)

Carmien, 4 juin 1884, brevet 160,208. (Nouveau système d'appareil pour la gazéification des essences minérales, pour chauffage et éclairage.)

Granger, 4 juin 1884, brevet 146,447. (Enduit conservateur des cuirs et objets en cuir.)

Davey, 4 juin 1884, brevet 162,504. (Construction nouvelle ou perfectionnée de moteur à vapeur à basse pression.)

Labois, 5 juin 1884, brevet 133,244. (Fabrication économique et simultanée du sulfure de carbone et de l'acide sulfurique au moyen des pyrites de fer et de cuivre.)

Société anonyme dite *Farbenfabriken, vormals Friedrich Bayer et compagnie*, 5 juin 1884, brevet 161,967. (Procédé de fabrication des matières colorantes sulfatées obtenues par la sulfuration et l'oxydation ultérieure des dérivés benzylméthylés de la leucaniline.)

Leplay, 5 juin 1884, brevet 160,250. (Nouvel appareil d'osmose, désigné sous le nom d'*osmogène à vapeur*, à triple effet, à osmose simple ou multiple, produisant simultanément la séparation des matières salines, l'évaporation des liquides osmosés et l'évaporation des eaux d'exosmose.)

Radius, 6 juin 1884, brevet 130,523. (Système de découpoir automatique.)

Compagnie des ateliers de Saint-Étienne, 6 juin 1884, brevet 159,955. (Ensemble ou groupe d'appareils perfectionnés servant à découper, laminier, emboutir et repousser les tôles pour enveloppes d'obus, et toutes tôles pour emboutis et autres applications.)

Grange jeune, 6 juin 1884, brevet 157,984. (Perfectionnements dans les couteaux de poche.)

Malbec, 6 juin 1884, brevet 155,927. (Emploi de l'alun et du sulfure de chrome faits d'avance au mordantage des matières textiles ou autres, et spécialement utilisation des résidus chromés pour l'obtention desdits produits.)

Meyer, 6 juin 1884, brevet 161,687. (Tire-ligne avec coupe-papier.)

Lequesne et Lefebvre, 6 juin 1884, brevet 153,304. (Panémone à ailes oscillantes.)

Domergue, Bernier et Deleuze, 7 juin 1884, brevet 155,898. (Système d'aspirateur de meules à bouche de sortie libre.)

Milinaire frères (Société), 7 juin 1884, brevet 161,352. (Perfectionnements dans la construction et le montage des persiennes métalliques.)

Alliaume, 7 juin 1884, brevet 157,188. (Moteur à pétrole.)

Roncercy, 7 juin 1884, brevet 155,982. (Nouveau châssis de couche mobile.)

- De Lavalette**, 7 juin 1884, brevet 134,669. (Appareil à faire les joints sur leurs iques tubulaires.)
- De Wilde**, 7 juin 1884, brevet 162,181. (Nouveau mode de traitement des phosphates de chaux mélangés avec le carbonate de chaux.)
- Campistron**, 7 juin 1884, brevet 160,089. (Série de porte-couteaux à lames mores s'adaptant aux machines à fraiser et remplaçant les fraises de toute espèce.)
- Scholte**, 7 juin 1884, brevet 156,376. (Système perfectionné de chauffierette.)
- Campistron**, 7 juin 1884, brevet 160,089. (Série de porte-couteaux à lames mores s'adaptant aux machines à fraiser et remplaçant les fraises de toute espèce.)
- Siemens**, 7 juin 1884, brevet 159,316. (Perfectionnements dans la construction et conduite des fours à gaz.)
- Société française du gaz d'air carburé**, 9 juin 1884, brevet 144,654. (Moteur à air and.)
- Waldeck**, 9 juin 1884, brevet 160,826. (Nouveau procédé de fabrication d'un combustible en utilisant les débris et les déchets d'autres combustibles.)
- Société française du gaz d'air carburé**, 9 juin 1884, brevet 150,872. (Carburateur à air.)
- Bruneau**, vicomte de Damas et Devuns, 10 juin 1884, brevet 149,941. (Produit tilisant, destructeur du phylloxera, du mildew, de l'oidium, de l'antrachnose, dit *typhlozère* et *antimildion*.)
- Rollet**, 10 juin 1884, brevet 162,003. (Procédé de fabrication des fontes épurées et s aciers.)
- Bothwel**, 10 juin 1884, brevet 156,523. (Perfectionnements dans les appareils servant à laver, tordre et calandrer le linge.)
- Société anonyme Compagnie parisienne de couleurs d'aniline**, 10 juin 1884, brevet 159,604. (Préparation, par l'action de bisulfures sur les couleurs azoïques, de imposés destinés à la teinture des fibres textiles.)
- Trouvé**, 10 juin 1884, brevet 161,890. (Système d'appareil d'éclairage électrique etatif de sûreté, à allumage et extinction automatiques.)
- Mallet**, 10 juin 1884, brevet 159,810. (Perfectionnements dans le traitement des is par les sels minéraux et autres substances, pour la fabrication des pavés en bois compression mécanique.)
- Brunet**, 10 juin 1884, brevet 161,703. (Procédé de découpage par la dynamite sous au ou à l'air libre.)
- Kolzer**, 10 juin 1884, brevet 162,342. (Poste télégraphique avec deux relais Morse disposition permettant de convertir un courant continu en un courant intermittent transmission, et *vice versa*.)
- François**, 11 juin 1884, brevet 142,196. (Targette indicative pour portes de cabi- its d'aisances.)
- Loder**, 11 juin 1884, brevet 161,248. (Perfectionnements dans un procédé servant la fabrication du vin de bois.)
- Bertel et Sisteron (Société)**, 11 juin 1884, brevet 161,421. (Système de concasseur broyeur à action progressive pour toutes matières sèches ou humides, telles que ments, chaux, plâtres, etc.)
- Cosset**, 11 juin 1884, brevet 154,570. (Système perfectionné de machine à boucher a bouteilles.)
- Baudouin-Lavallée**, 12 juin 1884, brevet 161,132. (Perfectionnements apportés aux rures dites *becs-de-cane*.)
- Hosmer (M^{re})**, 12 juin 1884, brevet 147,783. (Perfectionnements aux machines otrices.)
- Dufaux et Mathieu (Société)**, 12 juin 1884, brevet 134,685. (Baleine parisienne.)
- Estublier**, 12 juin 1884, brevet 159,219. (Système de noria dite *noria centrifuge*.)
- De Vesly et Godet**, 12 juin 1884, brevet 161,001. (Bouche d'égout siphonide en ate.)
- Thuau**, 13 juin 1884, brevet 157,551. (Perfectionnements apportés dans la con- struction des châlits de troupes.)
- Fontanié**, 13 juin 1884, brevet 154,226. (Système de machine à percer, à dégage- ment et engagement automatiques de l'outil.)
- Nemelka**, 13 juin 1884, brevet 159,185. (Perfectionnements dans les moulins à ylindres superposés dans des plans verticaux différents.)
- Borton**, 13 juin 1884, brevet 159,087. (Perfectionnements dans les armes à feu à épétition se chargeant par la culasse.)

- Maussier**, 13 juin 1884, brevet 160,294. (Traitement des scories mangésiennes des fours Martin et Bessemer par voie sèche, au moyen du spath fluor.)
- Meyneis**, 13 juin 1884, brevet 159,280. (Nouveau papier de paille doublé par pression, ses moyens de fabrication et ses applications nouvelles.)
- Charneau**, 13 juin 1884, brevet 157,226. (Four de verrerie chauffé au gaz avec un système de récupération.)
- Lange**, 13 juin 1884, brevet 162,026. (Courroie métallique pour articles de vanerie, tels que paniers fantaisie, valises de voyage, paniers-buffet.)
- Pillet**, 13 juin 1884, brevet 161,207. (Pneu à résistance, système Pillet.)
- Arbel**, 14 juin 1884, brevet 138,451. (Genre de roue à jante mixte pour voitures et véhicules de tous genres.)
- Giesler**, 16 juin 1884, brevet 159,687. (Procédés de teinture de toutes matières textiles en rubans.)
- Chamberland**, 16 juin 1884, brevet 161,097. (Système de filtre portatif.)
- Serres**, 16 juin 1884, brevet 158,576. (Régénérateur de la vigne.)
- Carré**, 16 juin 1884, brevet 148,342. (Avertisseur automatique d'incendie dit automat-electric Carré.)
- Dupont**, 17 juin 1884, brevet 144,270. (Fabrication d'un bijou dit serpent.)
- Sauzin**, 17 juin 1884, brevet 162,069. (Système perfectionné de fixation des boutons de portes en céramique.)
- Baudet**, 17 juin 1884, brevet 161,515. (Nouvelle pile électrique.)
- Durand fils**, 17 juin 1884, brevet 149,322. (Nouveau système de dispositifs d'articulation s'appliquant aux bineuses et autres instruments aratoires sur lesquels peut s'appliquer ce nouveau système.)
- Cottin et Benoist**, 17 juin 1884, brevet 160,248. (Cuve de réduction de l'indigo et du noir bleu.)
- Société dite Farbwerk Griesheim A. Main Dittler et compagnie**, 17 juin 1884, brevet 160,082. (Procédé de préparation de nouveaux acides sulfonés conjugués du bénaphtol et leur application à la production de matières colorantes azoïques.)
- Gandillon**, 17 juin 1884, brevet 156,128. (Cuir imprimé, divisé et coupé en mètres, pour harnais, courroies, etc., au moyen d'un seul système mécanique.)
- Picot**, 18 juin 1884, brevet 156,129. (Système de boudes plongieuses pour remorquer les navires et enlever les corps lourds du fond de l'eau.)
- Dean**, 18 juin 1884, brevet 161,052. (Perfectionnements dans les bottes à l'éclair et à coissards.)
- Remy**, 18 juin 1884, brevet 160,614. (Lambourdes en bois, armées en fer, avec une seule coillasse, ou entièrement en fer avec coillasses.)
- Tremsal**, 19 juin 1884, brevet 152,577. (Nouveau procédé et appareils de lavage et de dégraissage des laines brutes, en suint, lavées à dos et lavées à font.)
- Daguzan**, 19 juin 1884, brevet 149,467. (Nouveau système de pavage en bois.)
- Bodar**, 19 juin 1884, brevet 159,780. (Nouveau système de garde-robes et d'appareils inodores à haute perfectionnée.)
- Basserie**, 19 juin 1884, brevet 143,045. (Drainage des écuries au moyen d'un couvre-drain-passoire mobile en fonte, articulé par means de charnière à trois points de scellement.)
- Somziée**, 20 juin 1884, brevet 161,865. (Modifications apportées aux dispositions des accumulateurs donnant la récupération de l'énergie perdue dans les effets secondaires dus au passage du courant électrique.)
- Samain**, 20 juin 1884, brevet 160,657. (Genre d'ascenseur sans chaînes ni contrepoids.)
- Lepa**, 20 juin 1884, brevet 110,578. (Genre d'appât ou regnes pour la pêche de la sardine.)
- Cordier-Pinel**, 20 juin 1884, brevet 160,479. (Appareil extincteur automatique des bougies et chandelles.)
- Charvet**, 21 juin 1884, brevet 160,955. (Perfectionnements aux ébulliscope.)
- Geneste**, 21 juin 1884, brevet 145,303. (Conversion de livres, dite converteur Geneste.)
- Thuau**, 21 juin 1884, brevet 129,358. (Sommaire élastique perfectionné, dit livre des familles.)
- Billion**, 21 juin 1884, brevet 147,627. (Machine à teindre la ramie, le chanvre et autres textiles.)

hydrauliques.)

Lepoutre-Pollet, 21 juin 1884, brevet 144,844. (Nouveau ge Zimmernann, 23 juin 1884, brevet 162,247. (Crenet de fu Fumcrand, 23 juin 1884, brevet 156,208. (Appareil perfecti l'eau, le vin et autres liquides ou l'air.)

Dessailly et Duhois, 24 juin 1884, brevet 162,168. (Régulat ventilateur.)

Walkenbuisen et Pocock, 24 juin 1884, brevet 151,310. (F les roulettes pour meubles et autres usages.)

Plombis, 24 juin 1884, brevet 161,782. (Appareils à sécher de la drague, des vinasses, etc.)

Mignon et Rouart (Société), 25 juin 1884, brevet 151,199 salles de toute nature et particulièrement des caves de brass

Mignon et Rouart (Société), 25 juin 1884, brevet 155,070. (appareils à produire le froid.)

Pascal, 25 juin 1884, brevet 134,061. (Fabrication d'extraits à l'alimentation.)

Finot, 25 juin 1884, brevet 148,623. (Perfectionnements d rines.)

Muratori et Gros, 26 juin 1884, brevet 156,995. (Obtatu mettant d'opérer à distance la fermeture, le réglage et le c des fluides.)

Guillaumin, 26 juin 1884, brevet 142,593. (Perfectionnem reils démonstratifs d's bascules et ponts à bascule à plusieurs

Paget, 26 juin 1884, brevet 157,958. (Système de balancier rieur et sujets mobiles.)

Bertrand, 27 juin 1884, brevet 162,607. (Appareil destiné à les incendies dans l's établissements industriels et publics charge, de la vapeur ou de tout autre gaz ou liquide dont le tend à ce but.)

Fox, 27 juin 1884, brevet 155,410. (Perfectionnements ap des machines à coudre.)

Brison, 27 juin 1884, brevet 156,934. (Appareil à distiller liquides contenant des matières azotées.)

Lefebvre, 27 juin 1884, brevet 158,976. (Palier graisseur fclvre.)

Frausson, 28 juin 1884, brevet 138,915. (Système de se gants, chaussures, etc.)

Legendre, 28 juin 1884, brevet 153,063. (Système d'agrafi brins des courroies de transmission.)

Dubois, 28 juin 1884, brevet 147,873. (Système perfecti permettant d'atteindre les objets éloign's.)

Maxim, 28 juin 1884, brevet 162,735. (Perfectionnements les fusils, revolvers et autres armes à feu analogues.)

Carré, 28 juin 1884, brevet 156,287. (Engin à détonation.

Bureau, 30 juin 1884, brevet 159,329. (Nouveau pétrin mé

Kunkler et Brunner, 1^{er} juillet 1884, brevet 159,994. (Per méthode et les appareils à employer dans la préparation des sion ou la gravure à l'eau-forte, à l'aide de la photographie.)

Laurent, 1^{er} juillet 1884, brevet 155,588. (Application aux ressorts extensibles à arrêts fixes ou mobiles automatiqu's.)

Trayvon, 1^{er} juillet 1884, brevet 136,291. (Différents mod de construction applicables aux romaines à peser.)

Bartessgo, 1^{er} juillet 1884, brevet 157,025. (Baromètre aué

Garnier (M^{me}), 1^{er} juillet 1884, brevet 157,530. (Machine à lauronce, 1^{er} juillet 1884, brevet 160,726. (Procédé de déc glaces.)

Mallet, 1^{er} juillet 1884, brevet 159,810. (Perfectionnement

bois par les sels minéraux et autres substances pour la fabrication des pavés en bois par compression mécanique.)

Zetter, 1^{er} juillet 1884, brevet 148,427. (Nouveau système de support pour vis ferrées.)

Cornu, 2 juillet 1884, brevet 159,775. (Pont destiné à faciliter le prompt passage le long des habitations en cas d'inondation.)

Hennequin, 2 juillet 1884, brevet 147,622. (Pendule électrique.)

Pieri, 2 juillet 1884, brevet 162,700. (Perfectionnements dans les actions des armes à canon rayé avec tourillon à bascule.)

Folacci, 2 juillet 1884, brevet 158,555. (Dispositif applicable à la propulsion des ballons dans une direction quelconque, dit *ballons Folacci*.)

Gustin aîné et fils (Société), 3 juillet 1884, brevet 160,948. (Système de levage automatique et instantané à friction, dit *le rapide*; applicable aux treuils, grues et autres appareils de levage.)

Genty, 3 juillet 1884, brevet 159,811. (Nouveau tube à feu, à bouilleur intérieur pour chaudière à vapeur.)

Herbet, 3 juillet 1884, brevet 138,270. (Perfectionnements apportés aux lisses de fer.)

Steenberg, 3 juillet 1884, brevet 157,705. (Pulvérisateur pour appartements.)

Buttner, 3 juillet 1884, brevet 160,605. (Perfectionnements de l'appareil à dégraisser et du procédé de dégraisser les os, la laine et autres substances grasses au moyen de solutions liquides gazeifiables, en faisant disparaître les substances volatiles pendant et après dégraisage.)

Coquel, 3 juillet 1884, brevet 156,412. (Bloc à compensation et à griffes antistatiques servant à imprimer les clichés typographiques et galvanoplastiques.)

Gelis (M^{me}), 3 juillet 1884, brevet 158,969. (Machine à confectionner les sandales.)

Violette, 3 juillet 1884, brevet 156,676. (Système de lanterne tournante.)

Goller, 4 juillet 1884, brevet 161,446. (Toiture de verre aux bandes couvertes imperméables.)

Depérais, 4 juillet 1884, brevet 146,721. (Nouveau procédé d'extraction des matières grasses animales, et notamment de celles qui proviennent des débris d'abattoirs, des étaux et des boyasses et abats divers.)

Reimann, 4 juillet 1884, brevet 144,095. (Perfectionnements apportés aux machines à coudre.)

Société des moteurs à gaz français, 4 juillet 1884, brevet 156,418. (Système perfectionné de moteur à gaz.)

Blancan, 4 juillet 1884, brevet 154,731. (Nouveau système d'appareil à cacheter, dit *néo-cacheteur*.)

Paul Sormani (M^{me} veuve) et fils (Société), 4 juillet 1884, brevet 162,661. (Nouveau système pour maintenir les garnitures de trousses, nécessaires, sacs de voyage, etc.)

Rubay, 5 juillet 1884, brevet 163,029. (Procédé de blanchiment des matières textiles et végétales.)

Duboe fils aîné, 5 juillet 1884, brevet 160,820. (Système de fermeture de boutique avec volets lamés se fermant et s'ouvrant au moyen d'un mécanisme mû par une vis sans fin.)

Laburthe, 5 juillet 1884, brevet 146,658. (Système de voiture à six roues, applicable à l'industrie, au commerce et aux chemins de fer.)

Danischewski, 5 juillet 1884, brevet 160,731. (Lampe différentielle ou à dérivation pour courants constants ou alternatifs.)

Kervern, 5 juillet 1884, brevet 156,513. (Machine terrassière destinée à être employée à la confection de grandes tranchées dans les travaux de canaux ou de chemins de fer.)

Coignet, 5 juillet 1884, brevet 163,094. (Procédé de traitement des minerais de cuivre et matières cuivreuses.)

Reymond, 5 juillet 1884, brevet 124,044. (Cadran universel et géographique.)

Tonkin, 5 juillet 1884, brevet 149,298. (Perfectionnements dans les machines motrices actionnées par la combustion ou l'explosion de mélanges de gaz ou de vapeurs combustibles avec de l'air.)

Gravier, 7 juillet 1884, brevet 136,259. (Nouvel organe de machines dynamo et magnéto-électriques.)

Société dite *Badische anilin et soda fabrik*, 7 juillet 1884, brevet 160,090. (Préparation de matières colorantes de la série rosanilique, par condensation des amido-dérivés)

Matelade, 7 juillet 1884, brevet 157,702. (Perfectionnements
talliques pour rails et dans le mode d'attaches des rails.)

Mariolle, 7 juillet 1884, brevet 157,197. (Joints et raccords
Sombart, 7 juillet 1884, brevet 159,516. (Perfectionnem
à gaz.)

Schwarzkopf, 8 juillet 1884, brevet 153,484. (Enveloppes d
poste.)

Colleuille et compagnie (Société), 8 juillet 1884, brevet 11
pour le soutirage des liquides.)

Benoit-Duportail, 9 juillet 1884, brevet 157,101. (Destructio
pement des freins *Westinghouse*.)

Hurtu, 9 juillet 1884, brevet 159,835. (Nouveau genre de pr

Boyer, 9 juillet 1884, brevet 156,470. (Nouveau système de
adhérent et anéroïde, pouvant servir de compte-gouttes.)

Fortin, 9 juillet 1884, brevet 154,747. (Genre de mitrailleuse
à effrayer les corbeaux.)

Crot, 10 juillet 1884, brevet 160,075. (Utilisation des vinas
tillation des vins dans le vide et à basse température, à l'effet
boissons vinoïdes hygiéniques.)

Chavanne, 10 juillet 1884, brevet 156,479. (Lavense-essore
extracteur, propre à l'industrie de la teinture des textiles et aut

Mars, 11 juillet 1884, brevet 156,537. (Nouveaux modèle
d'omnibus et de tramways.)

Simeson, 11 juillet 1884, brevet 161,229. (Système de rés
chasses d'eau et autres liquides.)

Lorthiois-Leurent, 11 juillet 1884, brevet 162,260. (Rabot n
tant couteau avec guide-baguettes, pour couper mécaniqueme
ou toute autre matière textile faisant velours.)

Société dite *Badische anilin et soda fabrik*, 11 juillet 1884, br
tion de matières colorantes dérivées des monamines tertiaires a

Parenthou, 11 juillet 1884, brevet 162,016. (Système de t
gistrement, à distance, des indications thermométriques, bar

Carrette et Bunge, 11 juillet 1884, brevet 156,819. (Système
laine.)

Docteur Burq, 11 juillet 1884, brevet 151,818. (Application r
insecticides, antiputrides, antiseptiques, etc., de certains sels c
tels que ceux de cuivre, de fer, de zinc, etc.)

Debonnaire, 11 juillet 1884, brevet 159,217. (Système de pel
fixée par agrafage.)

Matlet, 12 juillet 1884, brevet 159,810. (Perfectionnements
bois par les sels minéraux et autres substances, pour la fabrica
par compression mécanique.)

Lan, 12 juillet 1884, brevet 155,253. (Nouveau système de
pétrole, système Lan.)

Walther, 12 juillet 1884, brevet 144,556. (Application des fi
en paillon à la confection des couronnes tricolores artificielles.)

Colombier et fils, 12 juillet 1884, brevet 153,073. (Appareil à
talliques.)

Joly, 12 juillet 1884, brevet 162,542. (Appareil pour la cond
et réglant l'eau automatiquement et à niveau constant dans la c

Lenoir, 12 juillet 1884, brevet 158,259. (Perfectionnements

Dobis, 15 juillet 1884, brevet 159,000. (Système de régula
forces naturelles.)

Revell, 16 juillet 1884, brevet 153,372. (Perfectionnements a
tion des coussinets pour rails de chemins de fer et à celle des ap
assembler les rails entre eux et avec leurs coussinets.)

Boucher aîné, 16 juillet 1884, brevet 153,268. (Nouveau sy
transformer les matières vitrifiables en verre liquide au moyen

et d'obtenir à volonté le travail continu ou alternatif dans les fours à creusets ou bassins.)

Carette et Boissieu, 16 juillet 1884, brevet 157,377. (Wagon-récipient et ses appl.)

Possoz, 17 juillet 1884, brevet 154,414. (Perfectionnements dans l'extraction du sucre des mélasses et autres produits saccharins, ainsi que dans la qualité des alcalins qui en résultent.)

Férez, 17 juillet 1884, brevet 124 468. (Lever articulé en fer pour tendre des fils de fer.)

Delouche, 17 juillet 1884, brevet 160,824. (Machine destinée à servir de moteur dite *moteur Delouche*, à mouvement continu.)

Morris et Devos, 17 juillet 1884, brevet 142,314. (Système de signaux pour chemins de fer permettant de faire parvenir des signaux acoustiques à proximité immédiate du mécanicien sur la locomotive.)

Chapuis, 17 juillet 1884, brevet 159,743. (Appareil dit *préparateur*, destiné à la préparation des levains de boulangerie.)

Jorns, 17 juillet 1884, brevet 158,477. (Parapluie fermant automatiquement.)

Lesur, 18 juillet 1884, brevet 156,145. (Genre d'appareil destiné à répandre du sable ou du sel sur les voies publiques.)

Hébert, 18 juillet 1884, brevet 163,130. (Nouveau système mécanique automatique de jeu de grimpeurs, pour fêtes foraines, cercles, casinos, etc.)

Gaillet, 18 juillet 1884, brevet 150,501. (Perfectionnements dans la fabrication des boîtes en carton, etc.)

Marolle, 18 juillet 1884, brevet 160,568. (Nouveau système d'excavateurs à lame d'acier flexible.)

Lacombe et Victor, 18 juillet 1884, brevet 162,871. (Perfectionnements apportés aux moyens de dépoliarisation des piles.)

Société anonyme des usines de Rozières, 19 juillet 1884, brevet 158,941. (Procédés de moulage de toutes pièces bombées ou creuses, telles que couvercles de chaudières ou de buanderie, en fonte, pieux de fourneaux, cendriers de fourneaux, poêles, marmites, plats, chaudières, évier, bacs, etc.)

Gay, 19 juillet 1884, brevet 162,760. (Système perfectionné de conservation des liquides mis en vidange.)

Janneau, 19 juillet 1884, brevet 156,635. (Manchon à poche avec fermeture à ressort concentrique.)

Klostermann, 19 juillet 1884, brevet 150,322. (Régulateur électrique.)

Many, 19 juillet 1884, brevet 139,010. (Nouveau fusil de guerre à double effet et sans recul, dit *fusil Many de Berlaumont*, système également applicable aux pièces de canon et autres armes à feu.)

Castelnau et Michelet, 19 juillet 1884, brevet 161,556. (Appareil de sûreté pour générateurs.)

Cartier, 19 juillet 1884, brevet 157,006. (Entonnoir-régulateur destiné à prévenir le coulage des liquides dans le remplissage des bouteilles, tonneaux, et en général de tous vases à embouchures étroites.)

Paget, 21 juillet 1884, brevet 157,958. (Système de balanciers d'horloges à frottement intérieur et sujets mobiles.)

Pieret, 21 juillet 1884, brevet 157,087. (Nouveau système de gâche électrique.)

Grange, 21 juillet 1884, brevet 155,567. (Nouveau genre de coulisses de tables, dit *système A. Grange*.)

Van Gelder, 22 juillet 1884, brevet 144,122. (Procédé de préparation des couleurs.)

Gibout, 22 juillet 1884, brevet 159,079. (Appareil dit *le vigilant*, nouveau système à détonation explosible, pouvant s'entendre du rez-de-chaussée au sixième étage.)

De Wed, Cool et Zoon, 22 juillet 1884, brevet 154,365. (Machine à tordre des cordes, cordages et câbles.)

Renard, 23 juillet 1884, brevet 161,575. (Appareils et procédés nouveaux permettant d'ornelementer les tissus.)

Champenois et compagnie (Société), 23 juillet 1884, brevet 152,499. (Genre de plaques moulées décoratives imitant la faïence, pour l'ornementation intérieure et extérieure des maisons.)

Houdart, 23 juillet 1884, brevet 159,161. (Système de chauffage des vins spiritueux sur eux, dans le but de les conserver sans les vieillir; application rationnelle du procédé Pasteur.)

Doubloon.)

Grelean, 23 juillet 1884, brevet 156,846. (Système de robinetterie.)
Mouline, 23 juillet 1884, brevet 161,971. (Système de doublement.)

A. Lebarbier et Villos (Société), 23 juillet 1884, brevet 161,971. (Système de doublement apporté aux sillonnements.)

Collin, 24 juillet 1884, brevet 126,215. (Canapé-lit.)

Rayecmaeckers et Steffen, 25 juillet 1884, brevet 162,554. (Système de fabrication des sucres blancs au moyen de sucres bruts.)

Blanchet, 25 juillet 1884, brevet 156,734. (Propulseur à eau.)
Ch. Galland et Channier (Société), 25 juillet 1884, brevet 156,734. (Système de fabriquer le fil de pêche par procédé mécanique et dans le même temps à la main.)

Sembre, 25 juillet 1884, brevet 156,999. (Système de cage à poisson et se repliant sous un petit volume pour la réexpédition.)

Loizeau, 26 juillet 1884, brevet 150,184. (Système de machinerie pour pulvériser, au moyen de leviers articulés garnis de galets mobiles ou humides demandant à être employés en poudre impalpable d'une finesse déterminée par les besoins, tels que ciments, minerais, produits réfractaires, charbons, amandes, écorces, etc.)

Fritz, 26 juillet 1884, brevet 150,341. (Anneau de sûreté pour articles de bijouterie et autres.)

Chevrot, 26 juillet 1884, brevet 150,613. (Pompe hydraulique à piston et à colonne mobile.)

Berton, 26 juillet 1884, brevet 156,773. (Expulseur d'ail.)
Scola et Ruggieri, 26 juillet 1884, brevet 160,498. (Système de machines applicables à la mise à feu des mines en général, et particulièrement au charbon.)

Biard, 28 juillet 1884, brevet 161,747. (Moyen nouveau de sécher les herbes, plantes naturelles ou artificielles, en bouquets, en paquets, etc., par piquage des tiges sur une surface à jour continu.)

Truchelet père et fils, 28 juillet 1884, brevet 161,486. (Système de production spontanée du gaz, du principe de la dilatation inégale des métaux.)

Kölzer, 28 juillet 1884, brevet 159,868. (Modifications aux machines à vapeur.)
Macabies, 28 juillet 1884, brevet 161,482. (Injecteur à vapeur à graissage continu.)

Bère, 28 juillet 1884, brevet 156,928. (Nouvelles cordes et câbles.)

Crébaux, Calvet et Rognat, 29 juillet 1884, brevet 157,250. (Système de refroidissement sur toutes matières végétales ou animales.)

Gillaume, 29 juillet 1884, brevet 136,250. (Transformation de vidange solides et liquides en engrais.)

Decanville, 29 juillet 1884, brevet 146,216. (Système de machine à vapeur militaire.)

Dement, 29 juillet 1884, brevet 156,915. (Moyens mécaniques de matrices et des clichés typographiques ou pour écrire typographiquement.)

Léo Vignon et compagnie (Société), 30 juillet 1884, brevet 156,915. (Système de fabrication d'une série de matières colorantes applicables à des fibres textiles.)

Porritt, 30 juillet 1884, brevet 163,467. (Nouveau système de fardeaux et pour les faire descendre.)

Lebée (Léopold), 30 juillet 1884, brevet 163,397. (Perfectionnements dans les machines, instruments et appareils servant à la fabrication du papier.)

Lefèvre, 30 juillet 1884, brevet 157,103. (Four tubulaire pour la fabrication des phosphates et des minerais en général.)

Fermé des Chesneaux, 30 juillet 1884, brevet 160,492. (Charrue vigneronne à deux versoirs tournant autour de l'axe.)

Cuvellier, 30 juillet 1884, brevet 155,345. (Système de fermeture de sûreté pour lampes de mines.)

Maréchaux fils, 30 juillet 1884, brevet 157,475. (Système de meule à farine avec concasseur.)

Bang et Ruffin, 30 juillet 1884, brevet 157,095. (Procédé d'épuration des phlegmas pour obtenir la totalité de l'alcool éthylique à l'état d'alcool bon goût.)

Dive, 30 juillet 1884, brevet 158,992. (Système perfectionné de chauffoir pour huileries.)

Rieusset, 30 juillet 1884, brevet 149,768. (Vélocipède nautique.)

Huber, 31 juillet 1884, brevet 162,491. (Nouveau procédé de production et d'accumulation d'électricité.)

Taugourdeau, 31 juillet 1884, brevet 163,512. (Application d'un remède destiné à détruire le phylloxera au moyen de l'arsenic.)

Leplay, 1^{er} août 1884, brevet 161,633. (Osmogène évaporateur à osmose forte.)

Malleval, 1^{er} août 1884, brevet 163,010. (Métier à tisser mécanique pour velours.)

Heilmann-Ducommun et Steinlen (Société), 1^{er} août 1884, brevet 161,422. (Appareil échardeur pour peigneuses.)

Malhère, 1^{er} août 1884, brevet 162,895. (Perfectionnements dans les métiers à tresse.)

Docteur Calliburcès, 1^{er} août 1884, brevet 157,011. (Nouveau système d'hygromètre et autres instruments analogues, et la composition de la matière constituant leur élément hygroscopique.)

Charneau, 2 août 1884, brevet 157,226. (Four de verrerie chauffé au gaz avec un système de récupération.)

Garnier, 2 août 1884, brevet 163,019. (Système de chemins de fer urbains à voies superposées.)

Blanchot, 2 août 1884, brevet 161,165. (Fabrication d'un verrou à sonnerie, nouveau système.)

Barral de Montaud, 4 août 1884, brevet 159,383. (Pile électrique à dépolarisant solide constitué par les divers oxydes de plomb.)

Décap, 4 août 1884, brevet 159,584. (Machine à ramoner les cheminées par la partie inférieure, c'est-à-dire en évitant de monter sur les toitures.)

Lacombe et Victor, 4 août 1884, brevet 162,871. (Perfectionnements apportés aux moyens de dépolarisation des piles.)

Mathieu, 4 août 1884, brevet 155,673. (Poignée métallique à courbure péristaltique et à attache souple, applicable aux forceps et aux céphalotribes anciens et modernes.)

Canet, 4 août 1884, brevet 157,389. (Système d'affût de tourelle fermée ou barbette à châssis mobile et à manœuvre hydraulique.)

Watteuw, 5 août 1884, brevet 150,343. (Système de tondeuse à lames cintrées pour la taille mécanique des brosses bombées de tous genres.)

Schiefner, 5 août 1884, brevet 156,912. (Machine à décortiquer la ramie, le chiagrass, l'aloès, l'ananas, le chanvre et toutes sortes de fibres textiles.)

Barbet, 6 août 1884, brevet 163,514. (Système de pesage des betteraves, destiné à la prise en charge de la régie.)

Lemoine, 6 août 1884, brevet 156,952. (Dispositifs d'appareils pour la purification de l'air pénétrant dans les appartements, endroits ou récipients clos.)

Tardif-Deforme, 6 août 1884, brevet 161,832. (Mètre-compteur.)

Vogley, 6 août 1884, brevet 157,349. (Machine à biseauter les glaces.)

Docteur de Sainte-Marie, 6 août 1884, brevet 163,361. (Utilisation des poches ovines pour la confection d'articles d'utilité, bourses, blagues, etc.)

Bonna, 6 août 1884, brevet 161,542. (Système de compteur-enregistreur pour l'eau, le gaz ou autres fluides, pouvant également être employé comme moteur.)

Docteur König, 6 août 1884, brevet 161,755. (Nouveau procédé de distillation.)

Hertzog, 6 août 1884, brevet 148,519. (Machine à mouler les engrenages, poulies et autres pièces similaires.)

Chamonard (M^{re}), 7 août 1884, brevet 161,430. (Lampe modérateur brûlant le pétrole.)

Costiesco, 7 août 1884, brevet 154,649. (Équerre-graphomètre de campagne.)

Guichard, 7 août 1884, brevet 162,471. (Procédé et appareil pour la décoloration complète des papiers imprimés et manuscrits.)

- furatori et Cros**, 7 août 1884, brevet 156,995. (Obturbateur téledynamique permet d'opérer à distance le réglage et le contrôle de l'écoulement des fluides.)
- Kollwerck frères**, 8 août 1884, brevet 152,238. (Perfectionnements dans les générateurs à vapeur pour prévenir le dépôt nuisible de tartre.)
- Infer**, 8 août 1884, brevet 160,453. (Soufflerie à cylindres concentriques pour jets fixes ou portatives.)
- Infer**, 8 août 1884, brevet 160,367. (Tuyère universelle à registre régulateur, fermeture hermétique, à calotte mobile.)
- Inizand**, 8 août 1884, brevet 163,288. (Propulseur fluvial et maritime à crémaillère rail continu.)
- Izabaccio**, 8 août 1884, brevet 159,649. (Machine à fabriquer des lisses en fer.)
- Jhameroy**, 9 août 1884, brevet 107,059. (Système de balances ou bascules à colonne.)
- Kamelle**, 9 août 1884, brevet 160,626. (Graisseur compte-gouttes.)
- Mariotte (Les sieurs) et Boffy**, 9 août 1884, brevet 150,038. (Système de moulin à eau pour l'agriculture.)
- Pottier**, 9 août 1884, brevet 114,774. (Fabrication d'un liquide désinfectant.)
- Petit frères**, 9 août 1884, brevet 133,780. (Métier tubulaire à côte anglaise, permettant de faire mécaniquement les bas à mollets et à dessins, de toutes tailles, ainsi que les gilets de chasse, jupons, camisoles et basquines.)
- Roettger**, 9 août 1884, brevet 161,779. (Turbine continue.)
- Duboe fils aîné**, 11 août 1884, brevet 160,820. (Système de fermeture de boutiques à volets lamés se fermant et s'ouvrant au moyen d'un mécanisme mû par une vis à fin.)
- Dorgans aîné**, 11 août 1884, brevet 161,197. (Nouveau système de raccord de pompes à incendie et autres.)
- Vidal**, 11 août 1884, brevet 158,391. (Système de transformation du fusil Gras et des armes à verrou en armes à répétition.)
- Chorier**, 12 août 1884, brevet 158,395. (Perfectionnements apportés dans la fabrication des peignes à dégrasser.)
- Fayard**, 12 août 1884, brevet 160,583. (Machine dynamo-électrique à courants alternatifs ou redressés, ayant l'induit intérieur mobile formé de bobines allongées à l'extrémité en retrait.)
- Lechien**, 12 août 1884, brevet 148,617. (Réverbères de sûreté pour théâtres, mines, grisou, usines à gaz, etc.)
- Trayvon**, 12 août 1884, brevet 159,066. (Nouvelle disposition de bascule à romaine.)
- Lechien**, 12 août 1884, brevet 158,649. (Lampes de sûreté portatives, sans toile métallique ni tôle perforée, pour mineurs, gaziers, etc.)
- Walrand et Delattre**, 13 août 1884, brevet 160,379. (Appareil convertisseur simplifié pour la fabrication de la fonte et de l'acier.)
- Baudet**, 13 août 1884, brevet 161,515. (Nouvelle pile électrique.)
- Celleron**, 13 août 1884, brevet 154,084. (Perfectionnements dans le tissage des amies.)
- Daimler**, 13 août 1884, brevet 159,759. (Perfectionnements dans les moteurs à gaz à huile.)
- Lavigne**, 13 août 1884, brevet 155,527. (Calendrier à effeuiller, donnant en double toutes les indications.)
- Baumann**, 13 août 1884, brevet 157,250. (Système de pendule électrique avec sonnerie pour appartements, etc.)
- D'Aguin**, 13 août 1884, brevet 158,823. (Machine pneumatique et son application à la concentration du vin.)
- Mitscherlich**, 13 août 1884, brevet 156,171. (Perfectionnements aux appareils et procédés pour la fabrication de cellulose avec sous-produits.)
- Jourdan**, 14 août 1884, brevet 157,738. (Appareil dit *compresseur Jourdan F.*, devant servir à extraire, sans l'aide des scourtins, l'huile renfermée dans les pâtes d'olives ou dans celle de graines oléagineuses.)
- Cornély**, 24 août 1884, brevet 149,127. (Perfectionnements apportés aux machines à broder.)
- Convreux**, 14 août 1884, brevet 148,655. (Genre d'excavateur petit modèle, disposé en vue du chargement direct de wagnons circulant sur des voies étroites.)

Daussin, 14 août 1884, brevet 152,173. (Système de moteur à vapeur.)
Perruchon, 16 août 1884, brevet 163,213. (Moteur hydraulique.)
Charrier, 18 août 1884, brevet 163,294. (Système de mécanisme produisant la lumière instantanée.)

Vu pour être annexé au décret en date du 13 mai 1885.

Le Ministre du commerce,

Signé PIERRE LEGRAND.

N° 15,496. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) portant :

ART. 1^{er}. Le président de l'institut de France est autorisé à accepter, au nom de l'institut, aux clauses et conditions imposées, le legs que lui a fait le sieur *Charles Lambert* d'une somme de vingt mille francs (20,000').

2. Cette somme sera consacrée à l'achat de rentes sur l'État français, et les intérêts seront employés, après le décès de la dame veuve *Julie Lambert*, à la fondation d'un prix annuel dit *Prix Charles Lambert*, sur la meilleure étude sur l'avenir du spiritualisme, qui sera décernée chaque année par l'académie des sciences morales et politiques. (*Paris, 13 Février 1885.*)

N° 15,497. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale n° 10, de Cognac à Ribérac, dans la côte de Montmoreau (Charente), à exécuter suivant la direction générale indiquée par une teinte rose sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 22 avril 1881, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans un délai de cinq ans, à partir de la date du présent décret. (*Paris, 20 Février 1885.*)

N° 15,498. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant que le ministre du commerce aura d'eux représentants dans le comité consultatif des chemins de fer (modification de l'article 1^{er} du décret du 20 mars 1882). (*Paris, 21 Février 1885.*)

N° 15,499. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) portant :

ART. 1^{er}. Le comité d'administration de l'institution des jeunes aveugles de Toulouse (Haute-Garonne), reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 5 mai 1869, est autorisé à accepter le legs gratuit

cette libération sera employé au paiement de la dette
construction de l'établissement.

2. Le bureau de la société de médecine, chirurgie et
l'ense est autorisé à accepter, au nom de cette société, a
tions imposées, le legs que lui a fait la dame veuve Ga
de vingt mille francs (20,000').

Cette somme sera consacrée à l'achat d'une inscrip
l'État français qui portera l'origine des fonds et de le
revenus en seront affectés à la fondation d'un prix annu
nation de *Prix de M^{me} Adrien Gaussail*.

3. Le bureau de l'académie des sciences, inscriptions
Toulouse est autorisé à accepter, au nom de cette soci
conditions imposées, le legs que lui a fait M^{me} veuve Ga
de vingt mille francs (20,000').

Cette somme sera consacrée à l'achat d'une inscrip
l'État français qui portera l'origine des fonds et de le
revenus en seront affectés à la fondation d'un prix nor
que ladite académie décernera chaque année à l'auteur
nuscrit paraîtra le plus digne de cette distinction. (*Par*

N° 15,500. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare null
délibération, en date du 8 janvier 1885, par laquell
du département de la Vendée blâme l'attitude prise
département vis-à-vis de l'administration municipale
et émet le vœu que le ministre de l'intérieur prenne
saires pour assurer la prompte reconstitution de la r
30 Mars 1885.)

N° 15,501. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
signé par le ministre des travaux publics) portant:

ART. 1^{er}. Il sera procédé par l'État à l'exécution des tr
la ville d'Aire contre les inondations de l'Adour, confor
tions du projet des 28 mars-15 avril 1884, qui compre

- 1° L'exhaussement de la digue de Cazaumont, déper
- 2° La défense de la rive droite de l'Adour, devant le
nationale n° 124, au moyen d'épis noyés.....
- 3° Le rechargement des enrochements du pont d'Ai
- 4° La consolidation de la rive gauche de l'Adour de
quartiers de Graverot et de Jannette.....

TOTAL.....

Ces travaux sont déclarés d'utilité publique.

2. Il est pris acte de l'engagement souscrit le 3 févri

municipal d'Aire, au nom de la ville, de contribuer pour un tiers à la dépense des travaux compris aux paragraphes 1^{er} et 4^o ci-dessus, soit en total pour une somme de six mille neuf cent trente-trois francs trente-trois centimes, et, en outre, de garantir l'État contre toute demande d'indemnité de la part des intéressés.

3. La part de dépense à la charge de l'État, soit seize mille cinq cent soixante-six francs soixante-sept centimes, sera imputée sur les crédits inscrits à la deuxième section du budget ordinaire du ministère des travaux publics pour travaux de défense des villes contre les inondations.

4. Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les expéditions nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été réalisées dans un délai de cinq ans, à dater de sa promulgation. (*Paris, 30 Mars 1885.*)



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Juillet 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 931.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,502. — *Loi portant approbation des Conventions provisoires passées entre le Ministre des Travaux publics, agissant au nom de l'État, et, d'une part, la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, et, d'autre part, la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, pour régler les conditions financières relatives à l'établissement de secondes voies sur le réseau de ces Compagnies.*

Du 14 Avril 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 15 avril 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont approuvées : 1° la convention provisoire passée, le 11 juin 1883, entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, ainsi que l'avenant à ladite convention, en date du 10 décembre 1883; 2° la convention provisoire passée, le 10 décembre 1883, entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.

Les travaux exécutés en vertu de ces conventions seront compris dans les travaux complémentaires dont le montant doit être fixé, chaque année, par un article de la loi de finances, suivant le paragraphe 1^{er} de la loi du 20 novembre 1883.

2. Lesdits avenant et conventions ne seront passibles que du droit fixe de trois francs.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé SADI CARNOT.

XII Série.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-trois, le onze juin 1883.
Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'Etat, sous toutes réserves de l'approbation des présentes par une loi,

D'une part,

Et la société anonyme, établie à Paris sous la dénomination de *Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans*; ladite compagnie représentée par M. Andral, président du conseil d'administration, élisant domicile au siège de ladite compagnie, à Paris, et agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'administration en date du 16 mars 1883, et sous la réserve de l'approbation des présentes par la prochaine assemblée générale des actionnaires,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

La compagnie sera tenue d'établir la seconde voie sur tout ou partie, soit des lignes exploitées actuellement avec une seule voie, soit des lignes en construction ou à construire, dès que le ministre des travaux publics prescrira cette mesure et quel que soit le produit de ces lignes.

Dans ce cas, l'Etat payera, chaque année, à la compagnie une somme suffisante pour couvrir les charges effectives des emprunts effectués par la compagnie pour subvenir aux dépenses occasionnées par l'établissement de ces secondes voies.

Chaque année, l'annuité correspondant aux dépenses faites pour l'établissement des secondes voies sur chaque section principale de ligne sera calculée d'après le prix moyen des négociations de l'ensemble des obligations émises par la compagnie pendant cette année, déduction faite des intérêts courus au jour de la vente des titres et en tenant compte des droits de timbre et de tous autres frais accessoires dont la compagnie justifiera.

L'annuité définitive pour chaque section principale de ligne se composera de la somme des annuités partielles calculées comme il est dit ci-dessus.

Les annuités résultant des comptes présentés par la compagnie lui seront payés provisoirement, sauf vérification ultérieure. Il sera tenu compte respectivement à la compagnie et à l'Etat, avec intérêts simples à cinq pour cent, des insuffisances ou des trop-payés que ferait ressortir le règlement définitif.

Le montant des annuités à la charge de l'Etat sera arrêté dans les formes prescrites par le décret du 6 mai 1863, portant règlement des justifications à faire par la compagnie pour l'application de la garantie d'intérêt et du partage des bénéfices.

Dès que le produit brut d'une section principale de ligne atteindra le chiffre de trente-cinq mille francs par kilomètre, l'annuité correspondant à la pose de la seconde voie de cette section cessera de courir.

A partir de ce moment, s'il s'agit d'une section de ligne appartenant à l'ancien réseau, le montant de l'annuité, non compris les droits de timbre et les frais accessoires, viendra en accroissement du revenu réservé; s'il s'agit de sections appartenant au nouveau réseau, le capital dépensé pour la pose de la seconde voie sera ajouté au capital garanti, sans pouvoir excéder la somme de cent mille francs par kilomètre, y compris les agrandissements de gares, augmentation de matériel roulant, et autres dépenses quelconques occasionnées par la pose de cette voie.

Le chiffre du revenu réservé sera d'ailleurs augmenté, s'il y a lieu, de la différence entre l'intérêt et l'amortissement effectifs des obligations émises pour cette voie et l'intérêt et l'amortissement garantis par l'Etat. En aucun cas, le taux de la garantie d'intérêt allouée pour ces dépenses ne pourra excéder le taux effectif d'intérêt et d'amortissement sur lequel les annuités auront été calculées.

Quelle que soit l'époque où les annuités de secondes voies cesseront de courir et où les dépenses correspondantes seront reportées au compte de premier établissement, la compagnie ne sera admise à accroître les prélèvements qu'elle est autorisée

AVENANT.

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de
du chemin de fer de Paris à Orléans, il a été convenu que les
seraient apportées à la convention du 11 juin 1883:

Supprimer:

Les trois derniers paragraphes de ladite convention; le p
ces mots: «A partir de ce moment», et le dernier finissant ain
et frais accessoires».

Ajouter la disposition suivante:

«A partir de ce moment, le capital dépensé pour la pose
ajoute au compte d'établissement des lignes, à titre de travail
que l'ensemble des sommes dépensées pour l'exécution de
excéder cent mille francs par kilomètre, y compris les agra
autres dépenses quelconques occasionnées par la pose de c
tant au point de vue de la garantie de l'État qu'au point de
opérer avant partage des produits nets, admis au bénéfice
ticle 14 de la convention du 28 juin 1883.»

Fait double à Paris, le 10 décembre 1883.

Approuvé l'écriture:

Appr

ANDRAL.

E

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-trois, et le dix décembre,

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de
l'approbation des présentes par une loi,

D'une part;

Et la société anonyme, établie à Paris sous la dénomination
mins de fer de l'Ouest; ladite compagnie représentée par M.
conseil d'administration, élisant domicile au siège de ladi
Saint-Lazare, n° 110, et agissant en vertu des pouvoirs qui
délibération du conseil d'administration en date du 12 juill
de l'approbation des présentes par la prochaine assemblée gé

D'autre part,

Il a été dit et convenu ce qui suit:

La compagnie sera tenue d'établir la seconde voie sur tout
exploitées actuellement avec une seule voie, soit des lign
construire, dès que le ministre des travaux publics presen
que soit le produit de ces lignes.

Dans ce cas, l'État payera, chaque année, à la compagn
pour couvrir l'intérêt et l'amortissement effectifs des empru
pagnie pour subvenir aux dépenses occasionnées par l'établi
voies.

Chaque année, l'annuité correspondant aux dépenses en
faites pour l'établissement des secondes voies sur chaque séc
définie lors de l'approbation des projets, sera calculée d'apr

XII^e Série.

gociations de l'ensemble des obligations émises par la compagnie pendant cette année, déduction faite des intérêts courus au jour de la vente des titres et en tenant compte des droits de timbre et de tous autres frais accessoires dont la compagnie justifiera.

L'annuité définitive pour chaque section principale de ligne se composera de la somme des annuités partielles calculées comme il est dit ci-dessus.

Les annuités résultant des comptes présentés par la compagnie lui seront payés provisoirement, sauf vérification ultérieure. Il sera tenu compte respectivement à la compagnie et à l'État, avec intérêts simples à cinq pour cent (5 p. o/o), des insuffisances ou des trop-payés que ferait ressortir le règlement définitif.

Il sera tenu compte à la compagnie des charges afférentes à l'année d'exécution des travaux par le paiement d'une portion d'annuité proportionnelle au temps couru depuis l'époque moyenne des dépenses jusqu'à la fin de l'année.

Le montant des annuités à la charge de l'État sera arrêté dans les formes prescrites par le décret du 6 mai 1863, portant règlement des justifications à faire par la compagnie pour l'application de la garantie d'intérêt et du partage des bénéfices.

Dès que le produit brut d'une section principale de ligne atteindra le chiffre de trente-cinq mille francs (35,000^f) par kilomètre, l'annuité correspondant à la pose de la seconde voie de cette section cessera de courir.

A partir de ce moment, le capital dépensé pour la pose de la seconde voie sera ajouté au compte d'établissement des lignes à titre de travaux complémentaires, sans que l'ensemble des sommes dépensées pour l'exécution des secondes voies puisse excéder cent mille francs (100,000^f) par kilomètre, y compris les agrandissements des gares et autres dépenses quelconques occasionnées par la pose de ces voies. Toutefois, les dépenses se rapportant aux travaux que le ministre pourra prescrire pour l'amélioration des pentes seront ajoutées à ce maximum de cent mille francs par kilomètre. Le capital sera, tant au point de vue de la garantie de l'État qu'au point de vue des prélèvements à opérer avant partage des produits nets, admis au bénéfice des stipulations de l'article 9 de la convention du 17 juillet 1883.

Approuvé l'écriture :

ED. BLOUNT.

Approuvé l'écriture :

D. RAYNAL.

N° 15,503. — *Loi sur les Récidivistes.*

Du 27 Mai 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 28 mai 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La relégation consistera dans l'internement perpétuel, sur le territoire de colonies ou possessions françaises, des condamnés que la présente loi a pour objet d'éloigner de France.

Seront déterminés, par décrets rendus en forme de règlement d'administration publique, les lieux dans lesquels pourra s'effectuer la relégation, les mesures d'ordre et de surveillance auxquelles les relégués pourront être soumis par nécessité de sécurité publique, et les conditions dans lesquelles il sera pourvu à leur subsistance, avec obligation du travail à défaut de moyens d'existence dûment constatés.

**Ces cours et tribunaux pourront toutefois te
damnnations prononcées par les tribunaux milita
dehors de l'état de siège ou de guerre, pour le
droit commun spécifiés à la présente loi.**

**3. Les condamnations pour crimes ou délit
crimes ou délits qui leur sont connexes ne s
comptées pour la relégation.**

**4. Seront relégués, les récidivistes qui, dans
soit, et dans un intervalle de dix ans, non com
peine subie, auront encouru les condamnatio
des paragraphes suivants :**

**1° Deux condamnations aux travaux forcés o
qu'il soit dérogé aux dispositions des paragraph
de la loi du 30 mai 1854;**

**2° Une des condamnations énoncées au par
deux condamnations, soit à l'emprisonnemen
crimes, soit à plus de trois mois d'emprisonner**

Vol;

Escroquerie;

Abus de confiance;

Outrage public à la pudeur;

Excitation habituelle des mineurs à la débau

**Vagabondage ou mendicité, par application d
du Code pénal;**

**3° Quatre condamnations, soit à l'emprisonn
lifés crimes, soit à plus de trois mois d'emp
délits spécifiés au paragraphe 2 ci-dessus;**

**4° Sept condamnations, dont deux au moins
paragraphes précédents, et les autres, soit p
pour infraction à l'interdiction de résidence si
de l'article 19 de la présente loi, à la condit
autres condamnations soient à plus de trois
ment.**

**Sont considérés comme gens sans aveu et se
édictees contre le vagabondage, tous individu
ou non un domicile certain, ne tirent habit
tance que du fait de pratiquer ou faciliter
l'exercice de jeux illicites, ou la prostitution
publique.**

**5. Les condamnations qui auront fait l'obje
tion ou réduction de peine seront néanmoins
relégation. Ne le seront pas, celles qui aue
réhabilitation.**

6. La relégation n'est pas applicable aux individus qui seront âgés de plus de soixante ans ou de moins de vingt et un ans, à l'expiration de leur peine.

Toutefois, les condamnations encourues par le mineur de vingt et un ans compteront en vue de la relégation, s'il est, après avoir atteint cet âge, de nouveau condamné dans les conditions prévues par la présente loi.

7. Les condamnés qui auront encouru la relégation resteront soumis à toutes les obligations qui pourraient leur incomber en vertu des lois sur le recrutement de l'armée.

Un règlement d'administration publique déterminera dans quelles conditions ils accompliront ces obligations.

8. Celui qui aurait encouru la relégation par application de l'article 4 de la présente loi, s'il n'avait pas dépassé soixante ans, sera, après l'expiration de sa peine, soumis à perpétuité à l'interdiction de séjour édictée par l'article 19 ci-après.

S'il est mineur de vingt et un ans, il sera, après l'expiration de sa peine, retenu dans une maison de correction jusqu'à sa majorité.

9. Les condamnations encourues antérieurement à la promulgation de la présente loi seront comptées en vue de la relégation, conformément aux précédentes dispositions. Néanmoins, tout individu qui aura encouru avant cette époque des condamnations pouvant entraîner dès maintenant la relégation n'y sera soumis qu'en cas de condamnation nouvelle, dans les conditions ci-dessus prescrites.

10. Le jugement ou l'arrêt prononcera la relégation en même temps que la peine principale; il visera expressément les condamnations antérieures par suite desquelles elle sera applicable.

11. Lorsqu'une poursuite devant un tribunal correctionnel sera de nature à entraîner l'application de la relégation, il ne pourra jamais être procédé dans les formes édictées par la loi du 20 mai 1863 sur les flagrants délits.

Un défenseur sera nommé d'office au prévenu, à peine de nullité.

12. La relégation ne sera appliquée qu'à l'expiration de la dernière peine à subir par le condamné. Toutefois, faculté est laissée au Gouvernement de devancer cette époque pour opérer le transfertement du relégué.

Il pourra également lui faire subir tout ou partie de la dernière peine dans un pénitencier.

Ces pénitenciers pourront servir de dépôt pour les libérés, qui y seront maintenus jusqu'au plus prochain départ pour le lieu de relégation.

13. Le relégué pourra momentanément sortir du territoire de relégation en vertu d'une autorisation spéciale de l'autorité supérieure locale.

Le ministre seul pourra donner cette autorisation pour plus de six mois ou la réitérer.

Il pourra seul aussi autoriser, à titre exceptionnel et pour six mois au plus, le relégué à rentrer en France.

14. Le relégué qui, à partir de l'expiration de sa peine, se sera rendu coupable d'évasion ou de tentative d'évasion, celui qui, sans autorisation, sera rentré en France ou aura quitté le territoire de relégation, celui qui aura outrepassé le temps fixé par l'autorisation, sera traduit devant le tribunal correctionnel du lieu de son arrestation ou devant celui du lieu de relégation, et, après reconnaissance de son identité, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au plus.

En cas de récidive, cette peine pourra être portée à cinq ans.

Elle sera subie sur le territoire des lieux de relégation.

15. En cas de grâce, le condamné à la relégation ne pourra en être dispensé que par une disposition spéciale des lettres de grâce.

Cette dispense par voie de grâce pourra d'ailleurs intervenir après l'expiration de la peine principale.

16. Le relégué pourra, à partir de la sixième année de sa libération, introduire, devant le tribunal de la localité, une demande tendant à se faire relever de la relégation, en justifiant de sa bonne conduite, des services rendus à la colonisation et de moyens d'existence.

Les formes et conditions de cette demande seront déterminées par le règlement d'administration publique prévu par l'article 18 ci-après.

17. Le Gouvernement pourra accorder aux relégués l'exercice, sur les territoires de relégation, de tout ou partie des droits civils dont ils auraient été privés par l'effet des condamnations encourues.

18. Des règlements d'administration publique détermineront :

Les conditions dans lesquelles les relégués accompliront les obligations militaires auxquelles ils pourraient être soumis par les lois sur le recrutement de l'armée ;

L'organisation des pénitenciers mentionnés en l'article 12 ;

Les conditions dans lesquelles le condamné pourra être dispensé provisoirement ou définitivement de la relégation pour cause d'infirmité ou de maladie, les mesures d'aide et d'assistance en faveur des relégués ou de leur famille, les conditions auxquelles des concessions de terrains provisoires ou définitives pourront leur être accordées, les avances à faire, s'il y a lieu, pour premier établissement, le mode de remboursement de ces avances, l'étendue des droits de l'époux survivant, des héritiers ou des tiers intéressés sur les terrains concédés, et les facilités qui pourraient être données à la famille des relégués pour les rejoindre ;

Les conditions des engagements de travail à exiger des relégués ;

Le régime et la discipline des établissements ou chantiers où ceux qui n'auraient ni moyens d'existence ni engagement seront astreints au travail ;

Et en général toutes les mesures nécessaires à assurer l'exécution de la présente loi.

Le premier règlement destiné à organiser l'application de la pré-

sente loi sera promulgué dans un délai de six mois au plus à dater de sa promulgation.

19. Est abrogée la loi du 9 juillet 1852, concernant l'interdiction, par voie administrative, du séjour du département de la Seine et des communes formant l'agglomération lyonnaise.

La peine de la surveillance de la haute police est supprimée. Elle est remplacée par la défense faite au condamné de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement avant sa libération.

Toutes les autres obligations et formalités imposées par l'article 44 du Code pénal sont supprimées à partir de la promulgation de la présente loi, sans qu'il soit toutefois dérogé aux dispositions de l'article 635 du Code d'instruction criminelle.

Restent en conséquence applicables pour cette interdiction, les dispositions antérieures qui réglaient l'application ou la durée, ainsi que la remise ou la suppression de la surveillance de la haute police, et les peines encourues par les contrevenants, conformément à l'article 45 du Code pénal.

Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, le Gouvernement signifiera aux condamnés actuellement soumis à la surveillance de la haute police les lieux dans lesquels il leur sera interdit de paraître pendant le temps qui restait à courir de cette peine.

20. La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

En Algérie, par dérogation à l'article 2, les conseils de guerre prononceront la relégation contre les indigènes des territoires de commandement qui auront encouru, pour crimes ou délits de droit commun, les condamnations prévues par l'article 4 ci-dessus.

21. La présente loi sera exécutoire à partir de la promulgation du règlement d'administration publique mentionné au dernier paragraphe de l'article 18.

22. Un rapport sur l'exécution de la présente loi sera présenté chaque année, par le ministre compétent, à M. le Président de la République.

23. Toutes dispositions antérieures sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN-TARGH.

N° 15,504. — *Loi qui autorise le département de Constantine à contracter un Emprunt.*

Du 4 Juin 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 5 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Le département de Constantine est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de quatre millions de francs (4,000,000^f), applicable aux travaux des chemins de grande communication.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur la dotation que la caisse des chemins vicinaux est autorisée à avancer aux départements et aux communes de l'Algérie par l'article 3, paragraphe 3, de la loi du 10 avril 1879, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre millions de francs seront prélevés sur les ressources normales du budget départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 4 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN-TARGÉ.

N° 15,505. — *Loi qui autorise la ville d'Hyères (Var) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 4 Juin 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 5 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Hyères (Var) est autorisée :

1° A emprunter à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires

aux conditions de cet établissement, une somme de deux cent quarante-huit mille francs (248,000^f), remboursable en trente ans, et destinée au paiement des frais d'établissement d'un groupe scolaire et de maisons d'école dans diverses sections de la ville;

2° A s'imposer extraordinairement, pendant trente ans, à partir de 1885, six centimes quatre-vingt-cinq centièmes (6^f 85) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, prévu en totalité pour deux cent quatre-vingt-dix-sept mille francs environ, servira à rembourser l'emprunt.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 4 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN-TARGÉ.

N° 15,506. — *Loi qui autorise la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à contracter un Emprunt.*

Du 4 Juin 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 5 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Nantes (Loire-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder quatre francs soixante-quinze centimes pour cent (4^f 75^c p. o/o), la somme de un million vingt-huit mille cinq cents francs (1,028,500^f), remboursable en dix ans, à partir de 1887, au moyen du produit des taxes additionnelles et de surtaxes d'octroi, et destinée à pourvoir aux dépenses prévues au budget supplémentaire de 1884, et notamment à l'achèvement des travaux compris dans l'emprunt de quatre millions cinq cent mille francs autorisé par la loi du 7 août 1880, ainsi qu'aux frais de construction d'une annexe de l'hôtel de ville et du voûtement d'une partie de la Chézine.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 4 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN-TARGÉ.

15,507. — *Loi portant : 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1884, d'un Crédit extraordinaire de 615,000 francs pour le Câble télégraphique sous-marin du Tonkin; 2° inscription parmi les voies et moyens du Budget du même exercice des recettes relatives à l'exploitation de ce Câble.*

Du 6 Juin 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 9 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1884, au delà des crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1883, un crédit extraordinaire de six cent quinze mille francs (615,000'), qui sera classé à la deuxième section (*Serice colonial*), chapitre XXII (*Câble télégraphique sous-marin du Tonkin. — Payement de subvention. — Frais d'exploitation. — Remboursement du produit d'exploitation*).

2. Les prévisions de recettes du budget ordinaire de l'exercice 1884, déterminées par la loi de finances précitée du 29 décembre 1883, sont augmentées d'une somme de quatre cent quatre-vingt sept mille cinq cents francs (487,500'), savoir :

PRODUITS DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Recettes provenant de l'exploitation du câble du Tonkin.....	360,000'
--	----------

PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

Part de la Cochinchine dans la dépense du câble télégraphique sous-marin du cap Saint-Jacques à Haiphong.....	127,500
---	---------

TOTAL ÉGAL.....	487,500
------------------------	----------------

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé SADI CARNOT.

Le Ministre des postes
et des télégraphes,
Signé SARRIEN.

Le Ministre de la marine
et des colonies,
Signé GALIBER.

N° 15,508. — *Loi qui établit des Surtaxes à l'Octroi de Quimperlé (Finistère).*

Du 6 Juin 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 7 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi, et jusqu'au 31 décembre 1889 inclusivement, il sera perçu à l'octroi de Quimperlé, département du Finistère, les surtaxes suivantes, savoir :

Quarante-quatre centimes (0^e 44^e) par hectolitre de cidres, poirés et hydromels ;

Douze francs (12^e) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de cinquante-six centimes sur les cidres et de six francs sur les spiritueux établis à titre de taxes principales.

2. Le produit de ces surtaxes sera spécialement affecté au remboursement d'un emprunt à contracter pour la construction d'un marché couvert.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année au préfet de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être présenté à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

N° 15,509. — *DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département des Côtes - du - Nord, à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.*

Du 19 Mai 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 mai 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

et les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

et l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

et les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation des conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. le vicomte de *Champagny*, sénateur du département des Côtes-du-Nord,

ÉCRITE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département des Côtes-du-Nord sont convoqués pour le dimanche mai courant, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département des Côtes-du-Nord, se réunira au chef-lieu le dimanche suivant, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, et pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN-TANGÉ.

15,510. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes un Crédit supplémentaire de 5,178 fr. 20 cent. en augmentation des restes à payer et des droits constatés par les comptes définitifs des exercices 1881 et 1882.

Du 21 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, deuxième section (*Beaux-arts*), additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1881 et 1882;

¹ Bull. 290, n° 4942.

Vu l'article 136 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, sur la comptabilité publique

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que, aux termes de l'article 126 du décret précité, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus aux budgets des exercices précédents et que leur montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, en augmentation des restes à payer et des droits constatés par les comptes définitifs des exercices 1881 et 1882, un crédit supplémentaire de cinq mille cent soixante-dix-huit francs vingt centimes (5,178^{fr} 20^c), montant des créances désignées au tableau ci-annexé qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés, en double expédition, au ministère des finances, conformément au décret du 31 mai 1862, savoir :

Exercice 1881.....	4,210 ^{fr} 37 ^c
Exercice 1882.....	966 83
TOTAL.....	5,178 20

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, deuxième section (*Beaux-arts*), en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé RENÉ GOBLET.

EXERCICES.	NUMÉROS des chapitres des anciens budgets.	DÉSIGNATION.	TOTAL par chapitre.
1881.	XLI.	Construction des bâtiments de l'école supérieure de pharmacie.....	4,210 ^f 37 ^c
1882.	XIX.	Réfections et grosses réparations des bâtiments civils.....	958 11
	XLIV.	Mobilier national et dépôt des marbres.....	9 7 ^c
TOTAL.....			

N° 15,511. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique des Beaux-Arts et des Cultes un Crédit de 2,834 fr. 18 cent. en augmentant les restes à payer constatés sur l'exercice clos 1879.*

Du 26 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées additionnellement à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1879;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé concernent des services prévus au budget de l'exercice 1879 et n'excèdent pas les crédits qui leur étaient applicables;

Qu'elles ont été ordonnancées et payées sans que le crédit ait été préalablement ouvert par décret,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes (*Service des cultes*), en augmentant les restes à payer constatés sur l'exercice clos 1879 et pour régulariser un crédit de deux mille huit cent trente-quatre francs dix-huitimes (2,834^f 18^c), égal aux nouvelles créances liquidées à la fin de cet exercice, suivant le tableau ci-annexé.

2. Le paiement de ces créances effectué au cours de 1883 au compte de cet exercice.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,
Signé RENÉ GOBLET.

EXERCICE CLOS 1879.

État de nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrivés par le compte définitif de l'exercice 1879.

numéros des chapitres.	TITRE DES CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉANCES	
		par article.	par chapitre.
IV.	Vicaires généraux, chanoines et clergé paroissial....	100 ¹ 00 ¹	641 ¹ 11 ¹
		200 00	
		27 78	
		3 33	
		10 00	
X.	Entretien des édifices diocésains	300 00	337 96
		326 53	
		11 43	
XI.	Acquisitions, constructions et grosses réparations des édifices diocésains.	1,735 86	1,855 11
		60 76	
		68 29	
TOTAL			2,834 18

Vu pour être annexé au décret de régularisation du 26 mai 1885, n° 611.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,
Signé RENÉ GOBLET.

N° 15,512. — *DÉCRET portant que le corps de Victor Hugo sera transporté au Panthéon.*

Du 26 Mai 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 27 mai 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres de l'intérieur, de l'instruction publique, de
beaux-arts et des cultes;

ART. 1^{er}. A la suite des obsèques ordonnées par la loi du 24 mai 1885, le corps de *Victor Hugo* sera déposé au Panthéon.

2. Les ministres de l'intérieur et de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé RENÉ GOBLET.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN-TARGÉ.

N° 15,513. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui autorise la chambre de commerce de Dieppe à établir et à administrer, à ses risques et périls, sur le quai sud du bassin Duquesne, au port de Dieppe, trois nouvelles grues à vapeur roulantes pour le chargement et le déchargement des marchandises, conformément aux clauses et conditions stipulées par le décret du 20 décembre 1882; la revision du tarif de la taxe d'usage, pour ces trois grues, aura lieu en même temps que celle du tarif de la taxe d'usage pour les douze grues précédemment établies, suivant l'article 5 du décret du 20 décembre 1882. (*Paris, 14 Avril 1885.*)

N° 15,514. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que le chef-lieu de la commune de Coudekerque-Branche (canton est et arrondissement de Dunkerque, département du Nord) est transféré de la section B de cette commune dans l'agglomération de la section D. (*Paris, 20 Avril 1885.*)

N° 15,515. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est et demeure approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits de péage aux bacs de Légugnon et de Saucède, sur le gave d'Oloron, dans le département des Basses-Pyrénées.

2. Sont exempts des droits de péage les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents, tels qu'ils sont désignés audit tarif, et qui, aux termes du cahier des charges de l'amodiation desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 29 Mai 1885.*)

*Tarif des droits à percevoir aux bacs de Lagnon et de Sancède,
sur le gave d'Oloron.*

ART. 1 ^{er} . Pour le passage d'une personne non chargée ou chargée d'un poids de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci.....	0 05
Le batelier ne pourra être contraint à passer sans délai que lorsque les passagers lui assureront une recette de trente centimes, ci.....	0 30
Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou mulet, mais embarquées à bras d'homme et d'un poids de cinq myriagrammes ou au-dessous, cinq centimes, ci.....	0 05
Pour chaque myriagramme excédant, un centime, ci.....	0 01
<i>Nota.</i> Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur. Les denrées ou marchandises seront embarquées et débarquées aux frais du fermier.	
Pour le passage :	
D'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, quinze centimes, ci.....	0 15
D'un cheval ou mulet chargé, quinze centimes, ci.....	0 15
D'un cheval ou mulet non chargé, dix centimes, ci.....	0 10
D'un ânon ou d'un âne chargé, dix centimes, ci.....	0 10
D'un ânon ou d'un âne non chargé, sept centimes, ci.....	0 07
Par bœuf ou vache, dix centimes, ci.....	0 10
Par veau ou porc, cinq centimes, ci.....	0 05
Par un mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait et par chaque paire d'oies ou de dindons, deux centimes, ci.....	0 01
Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres iront aux pâturages, on ne payera que la moitié du droit.	
Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes, bœufs, payeront cinq centimes, ci.....	0 05
Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage, cinq centimes, ci.....	0 05
Pour le passage :	
D'une voiture suspendue à deux roues, attelée d'un cheval ou mulet, ou pour une litière à deux chevaux et le conducteur, trente centimes, ci.....	0 30
D'une voiture suspendue à quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet, y compris le conducteur, quarante centimes, ci.....	0 40
D'une voiture suspendue à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur, cinquante centimes, ci.....	0 50
Les voyageurs payeront séparément par tête, le droit dû pour une personne à pied, cinq centimes, ci.....	0 05
Pour le passage d'une charrette chargée et attelée d'un seul cheval, mulet ou deux bœufs, y compris le conducteur, trente centimes, ci.....	0 30
De deux chevaux, mulets ou quatre bœufs, y compris le conducteur, quarante centimes, ci.....	0 40
De trois chevaux ou mulets, y compris le conducteur, cinquante centimes, ci.....	0 50
Pour le passage :	
D'une charrette vide, le conducteur et le cheval, vingt centimes, ci.....	0 20
D'une charrette chargée ou non, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur, quinze centimes, ci.....	0 15
Pour le passage d'un chariot à quatre roues :	
Chargé, un cheval et le conducteur, trente-cinq centimes, ci.....	0 35
Chargé, deux chevaux et le conducteur, quarante cinq centimes, ci.....	0 45
Chargé, trois chevaux et le conducteur, soixante centimes, ci.....	0 60
A vide, attelé d'un cheval et le conducteur, trente centimes, ci.....	0 30
Il sera payé pour chaque cheval, mulet ou bœuf, excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus, comme pour un cheval ou un mulet non chargé et pour ânes et ânesses non chargés.	
Le batelier ne pourra être contraint de passer une voiture, charrettes ou chariot se présentant isolément que lorsque le conducteur lui assurera au moins une recette de cinquante centimes, ci.....	0 50

N° 15,516. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes) qui distrair le territoire de la section de Montarouch, commune de Targon, arrondissement de la Réole (Gironde), de la succursale de Faleyras et le réunit à la cure de Targon. (*Paris, 6 Juin 1885.*)



Certifié conforme:

Paris, le 27^e Juillet 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 932.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,517. — *Loi qui autorise la ville de Châtellerault à contracter un Emprunt.*

Du 9 Juin 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont il suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Châtellerault (Vienne) est autorisée à emprunter de la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cinq mille francs (5,000 francs) payable en trente ans, à partir de 1886, au moyen d'un prélèvement sur les ressources tant ordinaires qu'extraordinaires des communes destinées au payement d'une subvention pour le rachat du pont de Molé.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 9 Juin 1885.

Signé JULES

Le Ministre de l'intérieur,
ALLAIN-TARGÉ.

XII^e Série.

N° 15,518. — *Loi qui modifie la Loi électorale.*

Du 8 Juin 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 17 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les membres de la Chambre des députés sont élus au scrutin de liste.

2. Chaque département élit le nombre des députés qui lui est attribué par le tableau annexé à la présente loi, à raison d'un député par soixante-dix mille habitants, les étrangers non compris. Néanmoins, il sera tenu compte de toute fraction inférieure à soixante-dix mille.

Chaque département élit au moins trois députés.

Il est attribué deux députés au territoire de Belfort, six à l'Algérie et dix aux colonies, conformément aux indications du tableau.

Ce tableau ne pourra être modifié que par une loi.

3. Le département formera une seule circonscription.

4. Les membres des familles qui ont régné sur la France sont inéligibles à la Chambre des députés.

5. Nul n'est élu au premier tour de scrutin, s'il n'a réuni :

1^{er} La majorité absolue des suffrages exprimés ;

2^o Un nombre de suffrages égal au quart du nombre des électeurs inscrits.

Au deuxième tour, la majorité relative suffit.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est élu.

6. Sauf le cas de dissolution prévu et réglé par la Constitution, les élections générales ont lieu dans les soixante jours qui précèdent l'expiration des pouvoirs de la Chambre des députés.

7. Il n'est pas pourvu aux vacances survenues dans les six mois qui précèdent le renouvellement de la Chambre.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN-TARGÉ,

DÉPARTEMENTS.	des habitants non compris les étrangers.	des députés.	DÉPARTEMENTS.	des habitants non compris les étrangers.	des députés.
Ain.....	359,507	6	Meurthe-et-Moselle..	404,817	6
Aisne.....	543,891	8	Meuse.....	282,361	5
Allier.....	416,076	6	Morbihan.....	521,407	8
Alpes (Basses)....	129,199	3	Nièvre.....	317,076	5
Alpes (Hautes)....	119,287	3	Nord.....	1,355,548	20
Alpes-Maritimes....	184,621	3	Oise.....	396,166	6
Ardèche.....	376,416	6	Orne.....	475,721	6
Ardennes.....	298,675	5	Pas-de-Calais.....	798,722	12
Ariège.....	240,455	4	Puy-de-Dôme.....	665,264	9
Aube.....	262,626	4	Pyénées (Basses)...	417,766	6
Aude.....	316,442	5	Pyénées (Hautes)...	233,474	4
Aveyron.....	410,075	6	Pyénées-Orientales..	197,676	3
Bouches-du-Rhône..	499,651	8	Territoire de Belfort..	70,294	1
Calvados.....	438,585	7	Rhône.....	724,499	11
Cantal.....	235,975	4	Saône (Haute).....	294,311	6
Charente.....	570,669	6	Saône-et-Loire.....	622,689	9
Charente-Inférieure.	465,391	7	Sarthe.....	438,033	7
Cher.....	550,810	6	Savoie.....	260,064	4
Corrèze.....	316,741	5	Savoie (Haute).....	267,253	4
Corse.....	257,669	4	Seine.....	2,606,283	38
Côte-d'Or.....	378,725	6	Seine-Inférieure....	804,935	12
Côtes-du-Nord.....	626,979	9	Seine-et-Marne.....	541,124	5
Creuse.....	278,782	4	Seine-et-Oise.....	570,824	9
Dordogne.....	493,190	8	Sèvres (Deux).....	349,888	5
Doubs.....	297,181	5	Somme.....	546,425	8
Drome.....	312,418	5	Tarn.....	558,725	6
Eure.....	361,641	6	Tarn-et-Garonne....	216,306	4
Eure-et-Loir.....	279,065	4	Var.....	265,636	4
Finistère.....	681,190	10	Vaucluse.....	242,309	4
Gard.....	412,229	6	Vendée.....	421,522	7
Garonne (Haute)...	473,167	7	Vienne.....	339,599	5
Gers.....	274,880	4	Vienne (Haute).....	348,740	5
Gironde.....	740,046	11	Vosges.....	402,615	6
Hérault.....	432,233	7	Yonne.....	355,529	6
Ille-et-Vilaine.....	614,382	9			
Indre.....	287,425	5	ALGÉRIE.		
Indre-et-Loire.....	327,982	5	Alger.....		2
Isère.....	574,186	9	Constantine.....		2
Jura.....	281,063	5	Oran.....		2
Landes.....	300,775	5			
Loir-et-Cher.....	275,061	4	COLONIES.		
Loire.....	598,136	9	Cochinchine.....		1
Loire (Haute).....	316,232	5	La Guadeloupe.....		2
Loire-Inférieure....	624,630	9	La Guyane française..		1
Loiret.....	367,266	6	Inde française.....		1
Lot.....	279,693	4	La Martinique.....		2
Lot-et-Garonne....	304,919	5	La Réunion.....		2
Lozère.....	143,225	3	Sénégal.....		1
Maine-et-Loire.....	522,683	8			
Manche.....	525,656	8			
Marne.....	408,503	6			
Marne (Haute)....	252,676	4			
Mayenne.....	344,656	5			
			TOTAL.....		584

Du 16 Juin 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 17 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Dordogne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions ordinaires de cet établissement, une somme de cinq cent mille francs (500,000'), applicable aux travaux des chemins vicinaux ordinaires.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur la dotation de deux cent quatre-vingts millions de francs instituée par les lois des 10 avril 1879 et 2 avril 1883, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinq cent mille francs seront prélevés sur les ressources normales du budget départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN-TARGÉ.

N° 15,520. — LOI relative aux Subventions de l'État pour construction et appropriation d'Établissements et de Maisons destinés au service de l'enseignement supérieur, de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire.

Du 20 Juin 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le fonds de subvention de deux cent soixante-dix-sept millions deux cent mille francs (277,200,000') mis à la disposition

Le montant de cette subvention supplémentaire sera affecté jusqu'à concurrence de vingt-deux millions de francs (22,000,000^f) aux établissements d'enseignement supérieur, et à concurrence de douze millions de francs (12,000,000^f) aux établissements d'enseignement secondaire, dont la construction, la reconstruction ou l'agrandissement sont à la charge de l'État.

En conséquence, chaque année; le Gouvernement soumettra aux Chambres les projets de travaux qu'il se propose de réaliser dans le cours de l'exercice suivant, et la loi de finances déterminera le montant des sommes nécessaires pour y faire face à prendre sur le fonds de subvention dont il vient d'être parlé.

2. La somme de deux cent soixante-cinq millions quatre cent mille francs (265,400,000^f), mise à titre d'avances remboursables, par les lois des 1^{er} juin 1878, 3 juillet 1880, 2 août 1881 et 20 mars 1883, à la disposition des départements et des communes dûment autorisés à emprunter pour la construction, la reconstruction ou l'agrandissement des lycées, collèges et écoles primaires, est réduite d'une somme de trente-quatre millions de francs (34,000,000^f).

3. Le complément de subvention mis à la disposition de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, en vertu des articles 1 et 2 de la présente loi, lui sera remboursé en capital et intérêts au moyen de trente annuités de un million six cent douze mille francs (1,612,000^f) chacune à ajouter, à partir de 1886 inclusivement, par fractions correspondantes au capital employé chaque année, au chapitre du budget ordinaire de l'instruction publique, créé par l'article 23 de la loi du 3 juillet 1880, sous le titre : *Remboursements par annuité à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires.*

La dotation ci-dessus de un million six cent douze mille francs (1,612,000^f) sera ordonnancée au profit de la caisse et payée par le trésor dans les trois premiers mois de chaque année.

Les crédits nécessaires seront ouverts, chaque année, par la loi de finances.

En cas d'insuffisance du fonds de dotation et des ressources propres à la caisse, il lui sera tenu compte par le trésor, tant de ses dépenses complémentaires d'intérêt et d'amortissement que de ses frais de gestion.

4. Le ministre de l'instruction publique est autorisé à prendre, au nom de l'État, l'engagement de rembourser, à titre de subvention, aux départements et aux villes ou communes, dans les conditions déterminées par la présente loi, partie des annuités nécessaires au service de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts par eux contractés pour la construction, la reconstruction ou l'agrandissement

de leurs établissements d'enseignement public, supérieur, secondaire et primaire.

Les départements pourront se substituer aux communes pour tout ou partie de ces emprunts.

Toutefois, en ce qui concerne les établissements d'enseignement supérieur et secondaire, le ministre de l'instruction publique devra soumettre chaque année aux Chambres, en même temps que le budget de son ministère, les projets spéciaux à l'occasion desquels il se proposerait de prendre, dans l'exercice suivant, l'engagement de subvention dont il est parlé au présent article.

5. Les subventions dont il est parlé à l'article précédent ne pourront être accordées qu'aux conditions suivantes :

1° Les emprunts devront être régulièrement autorisés et remboursables au moyen d'annuités égales comprenant l'intérêt et l'amortissement, dans un délai qui ne pourra être moindre de trente années ni dépasser quarante années ;

2° Les travaux devront être exécutés conformément aux plans approuvés et régulièrement reçus, à l'exclusion de toute dépense qui n'aurait pas l'instruction publique pour objet.

Dans le cas où les dépenses faites n'atteindraient pas le montant des évaluations, la subvention de l'État sera réduite proportionnellement à l'économie réalisée.

6. En ce qui concerne les établissements d'enseignement supérieur et secondaire, les départements et les villes pourront prélever sur leurs ressources disponibles tout ou partie des sommes nécessaires pour couvrir les dépenses. Dans ce cas, la subvention de l'État portera sur une annuité, comprenant l'intérêt à quatre pour cent (4 p. 0/0) et l'amortissement en quarante ans, calculé au même taux, du montant des dépenses effectuées au moyen desdites ressources.

7. Les subventions accordées par le ministre de l'instruction publique pour les établissements d'enseignement supérieur et d'enseignement secondaire ne pourront dépasser, pour l'ensemble des opérations, cinquante pour cent des annuités nécessaires au service des emprunts contractés ou afférents aux prélèvements faits sur des ressources disponibles conformément à l'article 6.

8. En ce qui concerne les établissements d'enseignement primaire, la subvention de l'État sera calculée d'après un chiffre maximum de dépense totale, déterminé pour chaque catégorie d'établissement par le tableau A annexé à la présente loi, déduction faite des ressources communales disponibles.

La proportion dans laquelle l'État contribuera au paiement des annuités ne pourra, en aucun cas, être supérieure à quatre-vingt pour cent ni inférieure à quinze pour cent. Elle sera déterminée en raison inverse de la valeur du centime communal, en raison directe des charges extraordinaires de la commune, et encore en raison de l'importance des travaux scolaires à exécuter par elle, conformément à des règles qui seront établies par un décret rendu sur la pro-

cune subvention de l'Etat pour la construction, la reco
ou l'agrandissement de leurs écoles primaires.

9. La loi de finances de chaque exercice, à partir de 1886 inclusivement, déterminera le chiffre maximum des subventions annuités payables pendant l'année suivante et les années suivantes que le ministre de l'instruction publique est autorisé à accorder conformément aux articles 4, 5, 6, 7 et 8 ci-dessus.

En conséquence, un chapitre spécial sera ouvert chaque année au budget de l'instruction publique sous ce titre : *Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au paiement de la partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire.*

10. Le maximum des subventions payables par annuités pendant l'année 1886 inclusivement, que le ministre de l'instruction publique est autorisé à accorder pendant l'année 1885, est fixé à un million cent mille francs (1,500,000^f), savoir :

1° Cent douze mille six cents francs (112,600^f) pour l'enseignement supérieur;

2° Cent soixante-cinq mille quatre cents francs (165,000^f) pour l'enseignement secondaire;

3° Un million deux cent vingt-deux mille francs (1,222,000^f) pour l'enseignement primaire.

En exécution du paragraphe 3 de l'article 4 ci-dessus, sont annexés à la présente loi les projets spéciaux relatifs à l'enseignement supérieur, à l'enseignement secondaire, énumérés dans les tableaux B et C annexés à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par l'Assemblée nationale, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 Juin 1885.

Signé JULES GRIVILLON

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN-TARGÉ.

Le Ministre de l'instruction publique,

Signé RIBOT.

TABLEAU A.

fixant pour chaque catégorie d'établissements scolaires le chiffre maximum de la dépense à laquelle l'État contribuera.

1° Pour une école de hameau.....	12,000 ^f
2° Pour une école de chef-lieu communal à une seule classe (soit mixte, soit spéciale aux garçons ou aux filles).....	15,000
3° Pour un groupe scolaire à une seule classe pour chaque sexe.	28,000
4° Pour chaque classe en sus ajoutée au groupe scolaire ou à une école de chef-lieu communal.....	12,000
5° Pour une école maternelle.....	18,000
6° Pour une école primaire supérieure.....	80,000
7° Pour une école normale.....	400,000
8° Pour le mobilier scolaire, par chaque classe.....	500

TABLEAU B.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Engagements que le ministre de l'instruction publique est autorisé à prendre pendant l'exercice 1885 jusqu'à concurrence d'une annuité de 112,600 francs, payable à partir du 1^{er} janvier 1886.

	DÉPENSE prévue.	PART des villes.	PART de l'État.	À ALLouer en 1886 par la subvention de l'État.
Achèvement de l'école pratique et de la faculté de médecine de Paris.....	5,000,000 ^f	2,500,000 ^f	2,500,000 ^f	1,250,000 ^f
Agrandissement de la faculté de droit de Paris.....	3,000,000	1,500,000	1,500,000	300,000
Construction des facultés de droit et des lettres de Lyon.....	1,300,000	800,000	500,000	250,000
Constructions diverses.....	1,000,000	500,000	500,000	200,000
			TOTAL...	2,000,000

TABLEAU C.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.

Dépenses à effectuer en 1885 avec la participation des villes et engagements que le ministre de l'instruction publique est autorisé à prendre pendant l'exercice 1885 jusqu'à concurrence d'une annuité de 165,600 francs, payable à partir du 1^{er} janvier 1886.

	DÉPENSE totale.	PART de l'État.	PART de la ville.	DÉPENSES à effectuer par l'État en 1885.
1° LYCÉES DE GARÇONS.				
Henri IV. — Gymnase, dessin, etc.....	400,000 ^f	100,000 ^f	200,000 ^f	200,000 ^f
Condorcet. — Appointements au censeur, bibliothèque, classes, études, etc....	200,000	100,000	100,000	100,000

Lycées d'externes, avenue de la République et boulevard de Vauginard. — Expropriations supplémentaires.....	1,500,000 ¹	750,000 ¹	750,000 ¹	138,000 ¹
Aurillac. — Changement de terrain pour le lycée; dépense supplémentaire.....	100,000	100,000	100,000	100,000
Besançon. — Agrandissement et restauration.....	600,000	300,000	300,000	150,000
Constantes. — Gymnases, appropriations diverses.....	80,000	40,000	40,000	40,000
Montpellier. — Agrandissement du petit lycée.....	550,000	275,000	275,000	125,000
Gaerol. — Deuxième série des travaux d'agrandissement.....	250,000	125,000	125,000	50,000
Nantes. — Reconstruction du lycée.....	3,000,000	1,500,000	1,500,000	400,000
Poitiers. — Salle de dessin et gymnase.....	100,000	50,000	50,000	50,000
Quimper. — Complément d'installation du lycée; mobilier.....	200,000	100,000	100,000	50,000
Reims. — Agrandissement et isolement du lycée.....	480,000	240,000	240,000	100,000
TOTAUX pour les lycées de garçons.....	7,570,000	3,785,000	3,785,000	1,800,000
2° COLLÈGES DE GARÇONS.				
Tulles. — Reconstruction (la ville donne un terrain de 60,000 francs).....	435,000	217,500	187,500	100,000
Roanne. — Transformation en lycée....	800,000	400,000	400,000	150,000
Anancy. — Transformation en lycée....	1,200,000	600,000	600,000	105,000
Epinal. — Agrandissement.....	100,000	50,000	50,000	25,000
Fontainebleau. — Agrandissement....	50,000	25,000	25,000	25,000
Blaye. — Agrandissement.....	35,000	17,500	17,500	17,000
Chabons-sur-Marne. — Agrandissement.	350,000	175,000	175,000	60,000
Abbeville. — Agrandissement.....	50,000	25,000	25,000	12,500
Épernay. — Agrandissement.....	350,000	175,000	175,000	80,000
Soissons. — Agrandissement.....	300,000	150,000	150,000	75,000
Nyons. — Agrandissement.....	148,000	74,000	74,000	50,000
TOTAUX pour les collèges de garçons.....	3,818,000	1,909,000	1,879,000	750,000
3° ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE JEUNES FILLES.				
Lycée de Limoges.....	150,000	75,000	75,000	37,500
Lycée de Marseille.....	600,000	300,000	300,000	50,000
Lycée de Constantine.....	600,000	300,000	300,000	37,500
Lycée de Tours.....	450,000	225,000	225,000	50,000
Lycée de Mâcon.....	500,000	250,000	250,000	50,000
Lycée de Chambéry.....	450,000	225,000	225,000	25,000
Lycée de Moulins.....	500,000	250,000	250,000	50,000
Lycée de Niort.....	200,000	100,000	100,000	50,000
Collège d'Oran.....	500,000	250,000	250,000	25,000
Collège de Tarbes.....	400,000	200,000	200,000	25,000
TOTAUX.....	4,200,000	2,100,000	2,100,000	400,000

Du 15 Janvier 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture:

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1884;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843, sur l'emploi des fonds de concours;

Vu le traité conclu le 21 octobre 1882 avec le département du Rhône, pour la cession à l'État de l'école pratique d'agriculture d'Écully pendant une période de vingt années;

Vu l'article 4 du traité susvisé, stipulant que le département du Rhône contribuera aux frais d'entretien de l'école pour une somme de vingt mille francs par an, payable par trimestre échu;

Vu les déclarations ci-annexées, délivrées sous les n° 4164, 8476, 12,925 et 17,539, constatant le versement au trésor d'une somme de vingt mille francs,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1884, un crédit de vingt mille francs (20,000^f), applicable comme suit :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. X. — Subventions à diverses institutions agricoles.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen du versement effectué au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Janvier 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé J. MÉLINE.

N° 15,522. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1884, un Crédit de 250 francs pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor pour dépenses publiques.

Du 26 Février 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

de concours;
Vu les deux déclarations ci-annexées, constatant le versement
titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une som
deux cent cinquante francs,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, su
1884, un crédit de deux cent cinquante francs (250'),
comme suit :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XXI.— Études et subventions pour travaux d'irrigation, de des
de curage et d'amélioration agricole.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présen
moyen des versements effectués à titre de fonds de conc

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des fin
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du
cret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Février 1885.

Signé JULES GR

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'agric

Signé J. MÉLI

N° 15,523. — *DÉCRET qui ouvre un Crédit supplémentaire de 7
en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif
1881.*

Du 20 Mars 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du départem
culture, additionnellement aux restes à payer constatés par l
nitif de l'exercice 1881;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règle
sur la comptabilité publique;

Considérant que les dépenses comprises dans l'état susvisé
acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prév

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1881, un crédit supplémentaire de sept cent trente-deux francs quatre-vingt-quatre centimes (732^f 84^c), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de cet exercice et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé J. MÉLINE.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1881 et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉROS des chapitres.	SERVICES.	MONTANT des crédits.
XXV.	Matériel du service des forêts dans les départements.....	721 ^f 34 ^c
XXVII.	Dépenses diverses du service des forêts dans les départements..	11 50
	TOTAL.....	732 84

Arrêté le présent état à la somme de sept cent trente-deux francs quatre-vingt-quatre centimes (732^f 84^c).

Paris, le 9 mars 1885.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé J. MÉLINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département d'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte de l'exercice 1882;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé sont acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par la loi de l'exercice 1882 et que leur montant n'excède pas les restants à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en addition des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1882, un crédit supplémentaire de cinq cent huit francs septimes (508^{fr} 30^{cs}), montant des créances désignées au tableau annexé, qui ont été liquidées à la charge de cet exercice et auxquelles des états nominatifs seront adressés au ministre de l'agriculture conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonner le paiement des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses de l'exercice clos du budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Mars 1885.

Signé JULES GR

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRAUD.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé J. MÉLIN.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n^o 10,527.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1882 et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉROS des chapitres.	SERVICES.	MONTANT des crédits.
XXX.	Matériel du service des forêts dans les départements.....	487 64
XXXI.	Construction, reboisement et gazonnement.....	20 63
	TOTAL.....	508 30

Arrêté le présent état à la somme de cinq cent huit francs trente centimes (508^f 30^c).

Paris, le 9 mars 1885.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé J. MÉLINE.

N° 15,525. — DÉCRET portant règlement pour les Écoles nationales d'Arts et Métiers.

Du 4 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les décrets, ordonnances et règlements relatifs à l'organisation des écoles nationales d'arts et métiers, et spécialement le décret du 6 novembre 1873⁽¹⁾;

Sur le rapport du ministre du commerce,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1^{er}. Les écoles nationales d'arts et métiers ont pour objet de former des ouvriers capables de devenir des chefs d'atelier et des industriels versés dans la pratique des arts mécaniques.

Elles sont placées sous l'autorité du ministre du commerce et sous la haute surveillance du préfet du département dans lequel chacune d'elles est établie.

2. La durée des études dans les écoles nationales d'arts et métiers est de trois ans.

Aucun élève ne peut faire une quatrième année que dans le cas

⁽¹⁾ Bull. 165, n° 2500.

de maladie ayant entraîné une suspension de travail de plus de six semaines, ou d'une absence d'égale durée pour un motif légitime et après avis favorable du conseil de l'école.

3. Des brevets sont délivrés par le ministre du commerce aux élèves de troisième année ayant, à la suite des examens généraux de sortie, satisfait d'une manière complète à toutes les épreuves.

La notation allant de zéro à vingt, les élèves ayant obtenu une moyenne générale au moins égale à onze et aucune moyenne particulière inférieure à six sont considérés comme remplissant les conditions exigées.

Les élèves dont la conduite aura été satisfaisante et qui, à la suite des examens de fin d'études n'auraient pu obtenir le brevet à raison de l'insuffisance d'une moyenné particulière, pourront être autorisés à subir, dans le délai d'un an, une nouvelle épreuve portant exclusivement sur la branche d'enseignement dans laquelle leur insuffisance aura été reconnue. Dans le cas où ils subiraient avec succès cette nouvelle épreuve, le diplôme pourra leur être délivré.

Ces brevets confèrent à ceux qui les obtiennent le titre d'*élèves brevetés des écoles nationales d'arts et métiers*. Ne sont reconnus comme anciens élèves des écoles nationales d'arts et métiers que ceux ayant obtenu le brevet.

Il est décerné à ceux ayant obtenu une moyenne générale au moins égale à quinze et aucune moyenne particulière inférieure à onze un brevet particulier et une médaille d'argent d'après le modèle adopté par le ministre du commerce. L'élève sortant le premier de sa promotion reçoit la même médaille en or.

Les quinze premiers élèves qui, dans le délai de deux ans à partir de leur sortie de l'école, justifieront d'une année de travail manuel dans un atelier, pourront recevoir une récompense de cinq cents francs.

4. Les écoles nationales d'arts et métiers reçoivent des élèves internes et des élèves externes.

Le nombre des élèves internes que chacune d'elles peut recevoir ne peut dépasser trois cents.

5. Le prix de la pension est de six cents francs par an, payable à une caisse publique par quart (soit cent cinquante francs) au commencement de chaque trimestre.

Le prix du trousseau, fixé à trois cents francs, doit être également versé d'avance. Une somme de soixante-quinze francs est versée en outre à l'entrée de chaque élève pour sa masse d'entretien.

6. Des bourses ou fractions de bourse peuvent être accordées par l'État aux élèves dont les familles ont préalablement fait constater l'insuffisance de leurs ressources. Ces bourses ne seront accordées que pour une année scolaire. Dans certains cas, le trousseau peut être accordé gratuitement.

Le nombre des trousseaux accordés gratuitement ne pourra dépasser cinq pour cent des élèves admis.

7. Lorsque, dans le cours d'une année d'études et par suite de

circstances imprévues, la famille d'un élève se trouve hors d'état de payer la pension à sa charge, le ministre peut, par une décision spéciale rendue sur l'avis favorable du conseil de l'école et du directeur, la dispenser exceptionnellement de ce paiement.

Les dégrèvements ne seront accordés qu'à la fin de chaque semestre.

8. Les élèves portent un uniforme dont le modèle est arrêté par le ministre.

Ils ne peuvent modifier cet uniforme dans aucune de ses parties, même lorsqu'ils le portent en dehors de l'école.

TITRE II.

MODE ET CONDITIONS D'ADMISSION DES ÉLÈVES.

9. L'admission dans les écoles nationales d'arts et métiers n'a lieu que par voie de concours et conformément aux règles ci-après déterminées.

10. Nul ne peut être admis au concours s'il n'est Français et s'il n'a préalablement justifié qu'il aura plus de quinze ans et moins de dix-sept ans au 1^{er} octobre de l'année dans laquelle le concours a lieu.

Aucune dispense d'âge n'est accordée.

11. Les demandes d'admission au concours doivent être adressées par écrit au préfet du département dans lequel la famille est domiciliée avant le 1^{er} mai de chaque année.

Ces demandes doivent être accompagnées des pièces suivantes, savoir :

1° L'acte de naissance du candidat;

2° Un certificat d'un docteur-médecin assermenté constatant qu'il est d'une bonne constitution, et spécialement qu'il n'est atteint d'aucune affection scrofuleuse ou maladie chronique contagieuse;

3° Un certificat de revaccination délivré dans l'année qui précède celle du concours;

4° Un certificat de bonne vie et mœurs délivré par l'autorité locale, dûment légalisé;

5° L'engagement pris par les parents d'acquitter la totalité ou la fraction de la pension laissée à leur charge, ainsi que le prix du trousseau et la somme destinée à constituer et entretenir la masse particulière de l'élève.

12. Les demandes de bourse sont adressées au ministre.

Elles sont déposées à la préfecture en même temps que les demandes d'admission.

Le préfet procède, par les moyens dont il dispose, à une enquête sur la situation de la famille.

Les pièces constatant le résultat de l'enquête préfectorale sont

par le préfet, qui y joint son avis personnel.

13. Les connaissances exigées pour l'admission aux écoles sont :

- 1° L'écriture;
- 2° La grammaire française et l'orthographe;
- 3° L'arithmétique théorique et pratique;
- 4° La géométrie élémentaire;
- 5° L'algèbre jusqu'aux équations du second degré exclusivement;
- 6° Des notions d'histoire de France et de géographie, dans les limites du programme de l'enseignement primaire (cours supérieur).

Les candidats seront, sous la surveillance d'une commission nommée à cet effet par le préfet :

1° Une dictée avec résumé et explications de mots et un exercice d'analyse grammaticale et logique;

2° Une épreuve de dessin linéaire et un dessin d'ornement à la plume;

3° Deux problèmes d'arithmétique et deux de géométrie;

4° Ils devront enfin exécuter, également sous les yeux de la commission, une pièce de bois ou de fer déterminée par le programme des examens.

14. Les épreuves écrites sont identiques pour les trois écoles. Elles ont lieu le même jour et aux mêmes heures au chef-lieu de chaque département.

Les candidats ne sont admis au concours définitif que si le résultat de ces épreuves leur est favorable.

Un arrêté ministériel fixe, chaque année, le programme du concours.

15. Une commission spéciale pour chaque région est nommée par le ministre pour faire subir aux candidats l'examen définitif.

Cet examen est purement oral.

16. La commission se transporte successivement dans les villes fixées par le ministre comme siège d'examen et aux époques préalablement annoncées par le *Journal officiel*.

Les candidats admis au concours définitif sont prévenus par lettres individuelles de la date et du lieu de l'examen.

17. D'après les notes des épreuves écrites et celles obtenues aux examens oraux par chaque candidat, les commissions régionales dressent un état définitif de classement, et, sur le vu de cet état, le ministre arrête la liste des élèves admis à chacune des écoles. Toute note qui, pour chacune des connaissances exigées, sera inférieure à un minimum fixé par le programme des examens, entraînera l'élimination du candidat.

18. Les élèves admis doivent être rendus à l'école le 15 octobre.

Tout élève qui n'y est pas rendu à cette date est considéré comme

démisionnaire, sauf les cas d'excuse légitime, qui sont soumis à l'appréciation du ministre.

TITRE III.

DE L'ENSEIGNEMENT DANS LES ÉCOLES NATIONALES D'ARTS ET MÉTIERS.

19. L'enseignement donné dans les écoles nationales d'arts et métiers est théorique et pratique.

20. L'enseignement théorique, toujours dirigé dans le sens des applications, comprend :

1° Dans un but d'uniformisation, la revision très rapide des parties les plus importantes de l'examen d'entrée;

2° L'algèbre jusqu'au binôme de Newton et ses applications inclusivement, et des notions élémentaires sur les dérivées;

3° La trigonométrie rectiligne, des notions très élémentaires de cosmographie, l'arpentage et le nivellement;

4° Des notions élémentaires de géométrie analytique;

5° La géométrie descriptive, les ombres, les plans cotés, ainsi que des notions de perspective usuelle, de coupe de pierres et de charpente;

6° La cinématique théorique et appliquée;

7° La mécanique pure et appliquée comprenant : la dynamique, la statique, les résistances passives, la résistance des matériaux, l'hydraulique et les machines à vapeur;

8° La physique et ses applications industrielles;

9° La chimie et ses principales applications industrielles, et notamment à la métallurgie;

10° Le dessin, et principalement le dessin industriel;

11° La technologie étudiée tout spécialement dans ses applications à la construction des machines;

12° L'étude de la langue française;

13° L'histoire : revision du programme d'admission avec étude plus approfondie de la période moderne;

14° La géographie : revision des programmes d'admission avec étude plus approfondie de la géographie de la France et de ses colonies;

15° La comptabilité industrielle et des notions d'économie industrielle;

16° L'hygiène industrielle.

21. L'enseignement pratique se donne dans les ateliers spéciaux, savoir :

Menuiserie et modèles,

Fonderie,

Forges et chaudronnerie;

Ajustage.

Le nombre des ateliers peut être augmenté.

TITRE IV.

DU PERSONNEL DES ÉCOLES.

23. Les écoles nationales d'arts et métiers sont administrées, sous l'autorité du ministre et sous la haute surveillance du préfet du département, par un directeur, avec le concours d'un conseil dont la composition sera ci-après indiquée.

Le directeur est nommé par le ministre.

Les candidats aux fonctions de directeur devront justifier du titre d'ingénieur de l'État, d'ingénieur civil des mines, ou des arts et manufactures, ou avoir exercé les fonctions d'ingénieur dans une des écoles nationales d'arts et métiers, ou enfin avoir, pendant cinq années au moins, dirigé un établissement industriel important ou une grande école d'enseignement technique.

24. L'autorité du directeur s'étend sur toutes les parties du service; il assure l'exécution des règlements et des décisions du ministre et le maintien de l'ordre et de la discipline.

Il correspond directement avec le ministre et avec le préfet; il leur rend compte immédiatement de toutes les circonstances qui lui semblent de nature à troubler l'ordre et à compromettre la marche régulière de l'école.

25. Un fonctionnaire ayant le titre d'ingénieur est chargé, sous l'autorité du directeur, d'assurer le fonctionnement de l'enseignement théorique et pratique dans chaque école, ainsi que l'observation du programme des cours et l'exécution des travaux.

26. Le personnel de l'enseignement dans chaque école se compose, avec le directeur et l'ingénieur:

D'un professeur de mécanique;

De deux professeurs de mathématiques;

D'un professeur de physique et de chimie;

De trois professeurs de dessin et de technologie, qui, en mécanique et en mathématiques, sont interrogateurs des élèves de l'année à laquelle ils appartiennent;

De répétiteurs pour les différents cours enseignés dans l'école et d'un préparateur de physique et de chimie, qui, en même temps, serait chargé de diriger les travaux du laboratoire et répétiteur du cours;

D'un professeur de langue française et d'histoire et géographie et d'un professeur de comptabilité industrielle et d'économie industrielle;

D'un chef pour chacun des ateliers organisés dans l'école et du nombre de sous-chefs et d'ouvriers instructeurs jugé nécessaire au service de ces ateliers.

nistre.

28. Les fonctionnaires de l'enseignement sont nommés par le ministre; toutefois les ingénieurs, professeurs et chefs d'atelier ne sont nommés qu'après avoir subi l'épreuve d'un concours dont le ministre arrête les conditions et le programme.

29. Le personnel attaché à chaque école se compose:

D'un agent comptable, remplissant les fonctions de caissier et chargé de l'achat et de la conservation du matériel, du mobilier, des matières de toute nature et des objets confectionnés déposés dans les magasins et locaux confiés à sa garde, lequel est tenu de fournir un cautionnement;

D'un économe chargé de l'approvisionnement des matières destinées au casernement, à l'habillement et à l'alimentation des élèves;

D'un secrétaire de la direction;

D'un adjudant chef, d'un sous-chef adjudant et du nombre d'adjudants nécessaire pour assurer l'ordre et la discipline; et enfin des employés d'administration et des agents subalternes.

30. L'agent comptable, l'économe, le secrétaire de la direction, l'adjudant chef, le sous-chef adjudant et les adjudants sont nommés par le ministre.

Le ministre peut déléguer au directeur la nomination des employés d'administration et des agents subalternes; mais, dans tous les cas, il règle leur nombre et leur traitement.

31. Un médecin en chef et un médecin adjoint sont attachés à chaque école; ils sont nommés par le ministre. Autant que possible, l'un d'eux doit être chirurgien.

32. Un règlement arrêté par le ministre détermine dans leurs détails la classification hiérarchique, les attributions et les devoirs des divers fonctionnaires et employés des écoles.

33. Les traitements des fonctionnaires et employés des écoles et les conditions d'avancement sont réglés par arrêtés ministériels.

TITRE V.

DES CONSEILS DES ÉCOLES NATIONALES D'ARTS ET MÉTIERS.

34. Le conseil placé près du directeur de chaque école pour l'assister dans l'administration se compose:

Du directeur, président;

De l'ingénieur;

Des professeurs et des chefs d'atelier.

Le directeur désigne celui des membres qui remplira les fonctions de secrétaire.

soit pratique. Il donne son avis sur le projet de budget préparé par le directeur, ainsi que sur les dépenses éventuelles et imprévues dont la nécessité se révèle en cours d'exercice.

Il donne son avis sur les travaux à exécuter par les élèves dans les ateliers, sur les projets de marchés préparés par l'agent comptable ou par l'économe pour les approvisionnements, ainsi que sur toutes les affaires qui lui sont déferées en vertu du présent décret ou que le directeur renvoie à son examen.

Enfin il délègue, tous les mois, un de ses membres pour faire partie du conseil d'ordre dont il sera parlé ci-après.

36. Le conseil de l'école se réunit sur la convocation du directeur, qui fixe l'ordre du jour des séances.

Les délibérations du conseil sont soumises à l'approbation du ministre.

37. A la fin de chaque année, le conseil de l'école, sur la vu du résultat des examens généraux passés par les élèves, arrête la liste de leur classement dans chaque division.

Il désigne les élèves qui, pour leur mauvaise conduite, doivent être exclus de l'école.

38. Un conseil d'ordre est institué dans chaque école pour prononcer sur les questions urgentes concernant la discipline et les infractions au règlement intérieur; il avertit ou réprimande les élèves signalés par leur mauvaise conduite ou la faiblesse de leurs notes.

39. Le conseil d'ordre se compose:

Du directeur, président;

De l'ingénieur;

Du chef adjudant;

Et du membre du conseil de l'école délégué chaque mois, conformément à l'article 36 ci-dessus.

En cas d'absence, le membre délégué sera remplacé par celui qui avait été délégué le mois précédent.

40. Les punitions qui peuvent être infligées aux élèves sont:

L'avertissement,

La consigne ou retenue,

La salle de police,

La prison,

Et l'exclusion.

Le règlement intérieur détermine les divers degrés et les conditions d'application des trois premières punitions.

Dans les cas graves, le conseil d'ordre peut ordonner l'exclusion d'un élève; il en est référé immédiatement par le directeur au ministre, qui statue définitivement. Le préfet en est aussi immédiatement informé.

aux correspondants des élèves.

Un relevé de ces bulletins est adressé au ministre, avec mention spéciale pour les élèves boursiers. Il est également adressé un relevé du bulletin de notes des élèves jouissant d'allocations départementales au préfet de leur département.

42. Un inspecteur général, nommé par le ministre, fait tous les ans, dans chaque école, les tournées d'inspection jugées nécessaires; il exerce son contrôle sur tous les services, tant ceux de l'enseignement que ceux de l'administration de l'école; il se fait rendre compte du travail et de la conduite des élèves, qu'il interroge s'il y a lieu, et adresse au ministre un rapport détaillé sur le résultat de ses inspections.

43. Les candidats aux fonctions d'inspecteur général devront justifier du titre d'ingénieur de l'État, d'ingénieur civil des mines ou des arts et manufactures, ou avoir rempli les fonctions de directeur dans l'une des écoles d'arts et métiers.

TITRE VI.

DISPOSITIONS FINALES.

44. Les legs et donations faits aux écoles nationales d'arts et métiers continueront à recevoir leur destination aux conditions fixées par les ordonnances et décrets qui en ont autorisé l'acceptation.

45. Toutes les mesures relatives au régime intérieur et à la discipline des écoles sont concertées entre le préfet du département et le directeur, et soumises par le préfet à l'approbation du ministre.

Des rapports semestriels sont adressés au préfet par le directeur sur la marche de l'école et transmis par le préfet au ministre, avec ses observations et son avis.

46. Des arrêtés du ministre règlent toutes les mesures de détail nécessaires à l'exécution du présent décret, notamment en ce qui concerne la comptabilité de l'école, soit en deniers, soit en matières; les livres et registres à tenir par l'agent comptable; la reddition des comptes et le mode de justification des paiements et des recettes.

47. Est abrogé le décret du 6 novembre 1873, portant règlement pour les écoles nationales d'arts et métiers.

48. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 Mars 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé MAURICE ROUVIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

~~Vu l'état ci-joint d'une créance liquidée à la charge du département du commerce, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif du ministre du commerce pour l'exercice 1882;~~

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que la créance comprise dans l'état susvisé concerne un service prévu au budget de l'exercice précité et n'excède pas le crédit qui lui était applicable;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 1^{er} avril 1885,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1882, un crédit de deux mille cent quarante-six francs quatre-vingt-quinze centimes (2,146^{fr} 95^c), montant de la créance désignée au tableau ci-joint, qui a été liquidée à la charge de l'exercice 1882 et pour laquelle un état nominatif sera adressé au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret précité du 31 mai 1862.

2. Le ministre du commerce est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au budget ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Avril 1885.

Signé MILES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé P. TIRARD.

Le Ministre du commerce,

Signé MATHIEU ROUVIER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

EXERCICE.	DÉSIGNATION DU SERVICE.	NATURE DE LA DÉPENSE.	MONTANT DU CREDIT	
			par chapitre.	par exercice.
1882.	Subvention à la marine marchande.	Prime à la navigation....	2,146'95°	2,146'95°

Arrêté le présent état à la somme de deux mille cent quarante-six francs quatre-vingt-quinze centimes.

Le Ministre du commerce,
Signé MAURICE ROUVIER.

N° 15,527. — DÉCRET autorisant la Chambre de commerce de Fécamp (Seine-Inférieure) : 1° à emprunter 350,000 francs, à l'effet de payer à l'État, par anticipation, pour le compte du département de la Seine-Inférieure, pareille somme représentant les termes non encore exigibles de la subvention promise par ce département à l'État, lesquels doivent lui être directement remboursés; 2° à percevoir à cet effet une surtaxe de 25 centimes sur les droits de tonnage.

Du 10 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu le décret du 3 septembre 1851⁽¹⁾;

Vu l'article 4 de la loi du 19 mai 1866;

Vu la loi du 1^{er} juillet 1880;

Vu le décret du 6 novembre 1880⁽²⁾;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Fécamp en date des 12 décembre 1883, 28 mai et 8 juillet 1884;

Vu la délibération du conseil municipal de Fécamp en date du 17 décembre 1883;

Vu la délibération de la commission départementale de la Seine-Inférieure en date du 6 mars 1884;

Vu la délibération du conseil général de la Seine-Inférieure en date du 25 août 1884;

Vu les dépêches du président de la chambre de commerce de Fécamp en date des 22 juillet et 27 septembre 1884;

Vu l'avis du préfet;

Vu la lettre du ministre des travaux publics en date du 7 juin 1884;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 442, n° 3239.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 585, n° 10,155.

de la Seine-Inférieure, pareille somme représentant les termes non encore exigibles de la subvention promise par ce département à l'État, lesquels doivent être directement remboursés à leur échéance.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France.

2. Pour faire face au montant des intérêts de cet emprunt, la chambre de commerce est autorisée à percevoir, à partir du 1^{er} mai 1885, pour une durée qui, dans aucun cas, ne pourra excéder dix ans, une surtaxe de vingt-cinq centimes sur les droits de tonnage établis par le décret du 6 novembre 1880. La perception de cette surtaxe cessera dès le jour où la chambre de commerce sera couverte des intérêts dont il s'agit.

3. Les ministres du commerce, des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé PIERRE LEGRAND.

N° 15,528. — *DÉCRET autorisant la Chambre de commerce de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord): 1° à emprunter 150,000 francs pour couvrir la Subvention qu'elle a offerte à l'État en vue de l'achèvement des travaux de construction d'un Bassin à flot au port du Légué; 2° à percevoir, pour le service de cet Emprunt, un droit de tonnage de 40 centimes établi à cet effet dans ce port.*

Du 10 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾;

Vu l'article 4 de la loi du 19 mai 1866;

Vu le décret du 7 novembre 1882 ⁽²⁾;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Saint-Brieuc en date des 22 avril, 24 juin et 26 septembre 1884;

¹ 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

² 11^{re} série, Bull. 754, n° 12,867.

Vu la lettre du préfet des Côtes-du-Nord en date du 1^{er} octobre 1884;
Vu la lettre du ministre des travaux publics en date du 30 mai 1884;
Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas cinq pour cent, cent cinquante mille francs (150,000^f) pour couvrir la subvention d'égale somme qu'elle a offerte à l'État, en vue de l'achèvement des travaux de construction d'un bassin à flot au port du Légué.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France.

L'amortissement s'effectuera en quarante années au plus.

2. A partir du 1^{er} mai 1885, il sera établi au port du Légué-en-Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) un droit de tonnage de quarante centimes (0^f 40^c) par tonneau de jauge sur tous navires, français ou étrangers, entrant chargés ou venant prendre charge dans ledit port.

Sont exempts de ce droit : 1^o les navires de l'État ; 2^o les navires affectés au pilotage, au bornage ou à la navigation de plaisance ; 3^o les navires faisant le cabotage entre ports français ; 4^o les navires pratiquant la pêche côtière ; 5^o les navires entrés en relâche, à moins qu'ils ne se livrent à quelque opération de commerce ; 6^o les navires sur lest et repartant sans avoir pris de chargement.

3. La perception du droit de tonnage est concédée à la chambre de commerce de Saint-Brieuc, pour le produit en être exclusivement affecté au paiement des annuités (intérêts et amortissement) de l'emprunt que ladite chambre est autorisée à contracter par l'article 1^{er} du présent décret.

Cette perception cessera immédiatement après que le produit du droit de tonnage aura atteint, en capital et intérêts, la somme nécessaire au remboursement du susdit emprunt, et au plus tard le 1^{er} mai 1925.

4. Les ministres du commerce, des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé PIERRE LEGRAND.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu les lois des 2 août 1875 et 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. *Victor Hugo*, sénateur du département de la Seine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Seine sont convoqués pour le ~~dimanche~~ 5 juillet prochain, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des ~~conseillers généraux~~, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de la Seine, se réunira au chef-lieu le dimanche 9 août prochain, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Juin 1885.

Signé JULES GREVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN-TARGÉ.

N° 15,530. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le préfet de l'Oise est autorisé à passer, au nom de l'État, le contrat d'échange, sans soulte, de plusieurs parcelles, d'une contenance totale de cinquante-neuf hectares neuf ares quatorze centiares, appartenant au marquis de l'Aigle, et situées sur les limites ou dans l'intérieur des

Bull. 290, n° 4942.

partie de l'eau ou du ru-des-Lois, formant saignée dans les terres de ce propriétaire.

2. Les frais de l'échange, y compris ceux de la purge, seront supportés moitié par l'Etat, moitié par son coéchangiste.

3. L'échange ne sera définitif qu'après avoir été ratifié par une loi. (*Paris, 5 Juin 1885.*)



Certifié conforme :

Paris, le 28 * Juillet 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

IMPRIMERIE NATIONALE. — 28 Juillet 1885.

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 933.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,531. — *Loi qui ouvre au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1884, un Crédit extraordinaire de 30,000 francs, destiné à désintéresser les Héritiers Tinghir-Oglou, à raison d'une Créance hypothéquée sur le Palais d'été de l'Ambassade de France à Constantinople.*

Du 20 Juin 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1884, en addition aux crédits ouverts par la loi de finances du 29 décembre 1883 et par des lois spéciales, un crédit extraordinaire de trente mille francs (30,000^f), destiné à désintéresser les héritiers *Tinghir-Oglou*, à raison d'une créance hypothéquée sur le palais d'été de l'ambassade de France à Constantinople.

Ce crédit formera le chapitre xxvi du budget du ministère des affaires étrangères pour l'exercice 1884, sous la rubrique : *Indemnité aux héritiers Tinghir-Oglou*.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1884.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé C. DE FREYCINET.

N° 15,532. — *Loi qui autorise la ville de la Rochelle (Charente Inférieure) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 16 Juin 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 17 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de la Rochelle (Charente-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder quatre francs soixante-quinze centimes pour cent (4⁷⁵ p. o/o), une somme de sept cent mille francs (700,000^f), remboursable en quarante ans, et destinée à l'exécution de divers travaux d'utilité communale énumérés dans une délibération municipale du 10 février 1885, et ayant pour objet le prolongement de plusieurs voies publiques, l'agrandissement des cimetières, la restauration de l'hôtel de ville et l'agrandissement de l'abattoir.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement à la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Les projets des travaux à exécuter à l'hôtel de ville et à l'abattoir ne pourront être entrepris qu'en vertu d'une décision spéciale du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant quarante ans, à partir de 1886, quatre centimes (0⁰⁴) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, prévu annuellement pour dix mille trois cent quatre-vingt-douze francs, servira, avec un prélèvement sur les revenus ordinaires, à rembourser l'emprunt ci-dessus en capital et intérêts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé H. ALLAIN-TARGÉ.

15,533. — DÉCRET établissant sur les patentés de la ville de Marseille une imposition additionnelle de 2 centimes par franc au principal de la contribution des patentes, pour le service des emprunts contractés par la Chambre de commerce de cette ville pour la construction de la Bourse.

Du 10 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu le décret du 15 décembre 1851 ⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique la construction de la bourse de Marseille et autorisé les voies et moyens d'exécution;

Vu la loi du 10 juin 1854, qui a autorisé une imposition extraordinaire de vingt-cinq centimes (0'25") par franc au maximum sur les patentés de la ville de Marseille désignés dans l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les patentes, pour concourir au remboursement des emprunts contractés par la chambre de commerce de cette ville, en vue de la construction de la bourse, avec la portion des recettes ordinaires de la chambre qui pourra être appliquée à cette destination;

Vu notamment l'article 3 de ladite loi ainsi conçu :

« Le nombre des centimes additionnels à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique »;

Vu l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, en 1885, sur les patentés de la ville de Marseille compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, une imposition additionnelle de deux centimes (0'02") par franc au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, destiné à concourir au service des emprunts contractés pour la construction de la bourse, par la chambre de commerce de Marseille, sera mis, sur les mandats du préfet des Bouches-du-Rhône, à la disposition de cette chambre, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre du commerce.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé PIERRE LEGRAND.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 469, n° 3427.

N° 15,534. — **DÉCRET** qui crée un Conseil de Prud'hommes à Oran (Algérie).

Du 13 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes;

Vu la loi du 23 février 1881, qui a rendu applicables en Algérie les lois et décrets concernant les prud'hommes;

Vu les délibérations de la chambre de commerce d'Oran des 23 mai 1861, 8 janvier 1883 et 30 juin 1884;

Vu la délibération du conseil municipal d'Oran en date du 3 novembre 1881;

Vu les lettres du gouverneur général civil de l'Algérie des 10 août 1883, 6 août et 10 octobre 1884;

Vu les lettres du garde des sceaux, ministre de la justice, en date des 16 novembre 1883 et 24 février 1885;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :**ART. 1^{er}.** Il est créé à Oran (Algérie) un conseil de prud'hommes qui est constitué de la manière suivante :

CATÉ- GORIES.	INDUSTRIES.	NOMBRE de prud'hommes.		NOMBRE d'associés musulmans.	
		Patrons.	Ouvriers.	Patrons.	Ouvriers.
1 ^{re} .	Brasseurs, chapeliers, couturières, cordonniers, fabricants de conserves, d'eaux gazeuses, de vermicelle, de tabac, de crin et d'alfa, distillateurs, lingères, minotiers, modistes, photographes, relieurs, carton- niers, selliers, bourrelliers, tapissiers, tail- leurs, tanneurs, corroyeurs, voiliers, fabri- cants de sacs, bâches, etc., chaisiers, do- reurs, fabricants de meubles.....	2	2	2	2
2 ^e .	Charpentiers, charrons, carrossiers, carriers, bouchonniers, chaudronniers, constructeurs de marine, calfats, charpentiers de navire, entrepreneurs de bâtiments, menuisiers, marbriers, tailleurs de pierre, plâtriers, peintres-vitriers, tonneliers, scieurs de long et à la mécanique.....	2	2	"	"
3 ^e .	Armuriers, bijoutiers, orfèvres, chaudron- niers et étameurs, horlogers, ferblantiers, forgerons, fondeurs-mécaniciens, imprimeurs, maréchaux ferrants, mécaniciens- ajusteurs, serruriers, usines à gaz, zin- gueurs, plombiers, graveurs.....	2	2	"	"
		6	6	2	2
	TOTAUX.....	12		4	

Seront justiciables dudit conseil les fabricants et entrepreneurs qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que les chefs d'ateliers, ouvriers et apprentis travaillant pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres.

3. Aussitôt après son installation, le conseil de prud'hommes d'Oran préparera et soumettra à l'approbation du ministre du commerce un projet de règlement pour son régime intérieur.

4. Le ministre du commerce et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Président du Conseil,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé HENRI BRISSON.

Le Ministre du commerce,
Signé PIERRE LEGRAND.

N° 15,535. — DÉCRET autorisant le Gouverneur général civil de l'Algérie à statuer sur les demandes en nomination de courtiers maritimes.

Du 13 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 26 août 1881 ⁽¹⁾, relatif à l'organisation administrative de l'Algérie;

Vu notamment l'article 4, ainsi conçu : « Indépendamment des attributions qui lui ont été conférées par les lois spéciales, le gouverneur général statuera par délégation des ministres sur les objets qui seront déterminés par des décrets rendus sur la proposition des ministres compétents; »

Sur le rapport du ministre du commerce,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le gouverneur général civil de l'Algérie statuera, par délégation du ministre du commerce, sur les demandes en nomination de courtiers maritimes.

2. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,
Signé PIERRE LEGRAND.

(1) XII^e série, Bull. 654, n° 11, 36.

N° 15,536. — *DÉCRET autorisant la Chambre de commerce de Bordeaux à emprunter 200,000 francs pour faire face aux frais de construction d'un huitième pavillon-abri sur le quai du port de cette ville pour l'emmagasinement des marchandises.*

Du 20 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu le décret en date du 11 avril 1885, qui a autorisé la chambre de commerce de Bordeaux à établir et à exploiter sur les quais du port de cette ville un huitième pavillon-abri pour l'emmagasinement des marchandises;

Vu la délibération, en date du 5 novembre 1884 par laquelle la chambre de commerce de Bordeaux sollicite l'autorisation de contracter un emprunt de deux cent mille francs, pour le produit en être affecté aux frais de construction du pavillon précité et au paiement de diverses dépenses relatives aux autres pavillons-abris qui lui ont été précédemment concédés par décret du 15 mars 1881;

Vu l'avis du préfet de la Gironde en date du 25 novembre 1884;

Vu le décret du 3 septemb. 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Bordeaux est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas quatre et demi pour cent, une somme de deux cent mille francs (200,000'), en vue de faire face aux dépenses susindiquées.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription publique, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera en vingt-six années.

2. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé PIERRE LEGRAND.

(1) x^e série, Bull. 442, n° 3239.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875⁽¹⁾ et 28 octobre 1882⁽²⁾, sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. *Mulot*, entrepreneur de travaux publics, à Paris, rue des Boulets, n° 43;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de Seine-et-Oise;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. M. *Mulot* (*Alfred-Félix*), entrepreneur de travaux publics, demeurant à Paris, rue des Boulets, n° 43, est autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Sauzy-la-Briche (Seine-et-Oise), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par le pétitionnaire, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin, pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera dallé et cimenté avec soin, et les murs seront recouverts d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre débarrassée de pierres, dont le talus intérieur, établi avec une pente aussi raide que le permettra la nature du remblai, aura son pied à un mètre cinquante centimètres au moins et deux mètres au plus de distance du soubassement du bâtiment et son sommet au niveau du faite de ce

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12,552.

5. La levée en terre sera elle-même entourée d'une clôture de deux mètres de hauteur au moins placée au pied du talus extérieur du remblai, de manière à être défilée contre les projections en cas d'explosion.

6. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par les ingénieurs des mines, qui s'assureront que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par les ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt.

7. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à trente kilogrammes.

8. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce dernier sera constamment fermé pendant la nuit.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de l'emploi de la dynamite.

Le carnet dont la tenue est prescrite à l'article 6 du décret du 28 octobre 1882 présentera l'état nominatif de la délivrance des cartouches, dont l'emploi régulier par les ouvriers auxquels elles auront été remises sera en outre toujours rigoureusement vérifié.

9. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

10. Le permissionnaire devra tenir à proximité du dépôt des approvisionnements d'eau et de sable ou tout autre moyen de secours propre à éteindre tout commencement d'incendie.

11. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

12. Aucun changement ne pourra être apporté aux dispositions

telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

14. Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882, sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements qui régissent les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

15. Les ministres du commerce, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 24 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,
Signé PIERRE LEGRAND.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé ALLAIN-TARGÉ.

Le Ministre des finances,
Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de la guerre,
Signé G^{ral} E. CAMPENON.

N° 15,538. — *DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Germaine (Marne).*

Du 24 Avril 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'intérieur, des finances et de la guerre ;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾, sur la poudre dynamite ;

Vu la demande formée par M. *Hannier*, entrepreneur à Reims ;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé ;

Vu l'avis du préfet de la Marne ;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Hannier*, entrepreneur à Reims, est autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12,552.

commune de Germaine (Marne), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par le pétitionnaire, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin, pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera dallé et cimenté avec soin, et les murs seront recouverts d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera établi au fond d'une excavation de six mètres de profondeur pratiquée dans la colline, et ayant son ouverture fermée par une levée en terre, dont le talus intérieur, établi avec une pente aussi raide que le permettra la nature du remblai, aura son pied à un mètre cinquante centimètres au moins et deux mètres au plus de distance du soubassement du bâtiment et son sommet au niveau du faite de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera, à toute époque, une largeur minimum de un mètre.

Cette levée sera interrompue en face de la porte du dépôt, et la coupure sera couverte par un merlon extérieur.

Un passage de un mètre cinquante centimètres au moins sera conservé entre le pied des parois en talus de l'excavation et le soubassement du bâtiment.

5. L'excavation et la levée seront entourées d'une clôture de deux mètres de hauteur au moins, défilée contre l'action directe d'une explosion.

6. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par les ingénieurs des mines, qui s'assureront que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par les ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt.

7. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à cinquante kilogrammes.

8. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

chargé de la garde et de l'emploi de la dynamite.

Le carnet dont la tenue est prescrite à l'article 6 du décret du 28 octobre 1882 présentera l'état nominatif de la délivrance des cartouches, dont l'emploi régulier par les ouvriers auxquels elles auront été remises sera en outre rigoureusement vérifié.

9. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

10. Le permissionnaire devra tenir à proximité du dépôt des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen de secours propre à éteindre tout commencement d'incendie.

11. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

12. Aucun changement ne pourra être apporté aux dispositions du dépôt autorisé par le présent décret qu'en vertu d'une décision spéciale du ministre du commerce.

13. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique et de la défense nationale.

14. Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882, sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements qui régissent les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

15. Les ministres du commerce, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 24 Avril 1885.

Le Ministre du commerce,

Signé PIERRE LEGRAND.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN-TARGÉ.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} E. CAMPENON.

N° 15,539. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1885, un Crédit de 3,350 francs à titre de complément de traitement aux vérificateurs des poids et mesures du département du Nord.*

Du 4 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu la loi du 29 décembre 1884, portant fixation du budget général des recettes de l'exercice 1885;

Vu la loi du 21 mars 1885, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1885;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration du trésorier général du département du Nord, constatant qu'il a été versé à sa caisse, le 19 février 1885 (récépissé n° 1922) une somme de trois mille trois cent cinquante francs (3,350^f) à titre de complément de traitement aux vérificateurs des poids et mesures dudit département;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 30 avril 1885,

DÉCRÈTE:

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, sur l'exercice 1885, chapitre XVIII (*Personnel des poids et mesures*), un crédit de trois mille trois cent cinquante francs (3,350^f) à titre de complément de traitement aux vérificateurs des poids et mesures du département du Nord.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant du versement fait au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre du commerce,

Signé PIERRE LEGRAND.

N° 15,540. — *DÉCRET autorisant le report à l'exercice 1885 d'une Somme de 134,500 francs non employée en 1884, sur un Crédit ouvert à titre de Fonds de concours au Ministre de la Marine et des Colonies, pour la construction d'un nouvel hôpital militaire à la Guadeloupe.*

Du 4 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1883, qui a ouvert au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, un crédit de cent cinquante mille francs, représentant le montant de pareille somme versée au trésor à titre de fonds de concours par la colonie de la Guadeloupe, pour la construction d'un nouvel hôpital militaire;

Vu le décret du 31 janvier 1884, autorisant le report à l'exercice 1884 d'une somme de cent trente-quatre mille cinq cents francs non employée, en 1883, sur le crédit de cent cinquante mille francs ci-dessus mentionné;

Vu les documents administratifs, desquels il résulte qu'il n'a été rien dépensé, en 1884, sur la susdite somme de cent trente-quatre mille cinq cents francs, qui reste, par suite, disponible;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 30 avril 1885,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire de la marine et des colonies, exercice 1885, deuxième section, service colonial, chapitre XII (*Matériel, services militaires*), une somme de cent trente-quatre mille cinq cents francs (134,500^f), applicable à la construction d'un nouvel hôpital militaire à la Guadeloupe, et non employée sur le crédit ouvert, à titre de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1884.

2. Pareille somme de cent trente-quatre mille cinq cents francs (134,500^f) est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère de la marine et des colonies, exercice 1884, deuxième section (*Service colonial*), chapitre XII (*Matériel, services militaires*).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par la colonie de la Guadeloupe.

4. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé GALIBER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

représentant les termes non encore exigibles des subventions promises à l'État; 2° à percevoir à cet effet un droit de tonnage de 30 centimes dans ce port.

Du 6 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu le décret du 3 septembre 1851⁽¹⁾;

Vu l'article 4 de la loi du 19 mai 1866;

Vu la loi du 3 avril 1880;

Vu la lettre du président de la chambre de commerce de Dieppe, en date du 11 septembre 1884;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville du Tréport, en date du 9 octobre 1884;

Vu la délibération du conseil général de la Seine-Inférieure, en date du 17 avril 1885;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Dieppe, en date du 20 octobre 1884;

Vu les lettres du préfet du département de la Seine-Inférieure, en date des 30 octobre, 26 novembre et 30 décembre 1884;

Vu les lettres du ministre des travaux publics, en date des 10 décembre 1884 et 18 février 1885;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Dieppe (Seine-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas cinq pour cent, deux cent quarante mille francs, à l'effet de payer à l'État par anticipation en 1885, pour le compte du département et de la ville du Tréport, pareille somme représentant les termes exigibles en 1887, 1888, 1889 et 1890 des subventions promises à l'État, lesquels devront être remboursés directement à la chambre de commerce à leurs échéances.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France.

2. Pour faire face au montant des intérêts de cet emprunt, la chambre de commerce est autorisée à percevoir, à partir du 1^{er} juin 1885, pour une durée qui, dans aucun cas, ne pourra excéder six années, un droit de tonnage de trente centimes par tonneau de jauge

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 442, n° 3239.

usage ou à la navigation de plaisance; 3° les navires faisant le cabotage entre ports français; 4° les navires pratiquant la pêche côtière; 5° les navires entrés en relâche, à moins qu'ils ne se livrent à quelque opération de commerce; 6° les navires entrés sur lest et repartant sans avoir pris de chargement.

La perception de ce droit cessera dès le jour où la chambre de commerce sera couverte des intérêts dont il s'agit.

3. Les ministres du commerce, des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé PIERRE LEGRAND.

N° 15,542. — *DÉCRET portant modification au décret du 2 avril 1885 instituant un Conseil général aux îles Saint-Pierre et Miquelon.*

Du 10 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu le décret du 2 avril 1885, portant institution d'un conseil général aux îles Saint-Pierre et Miquelon;

Vu la loi du 10 août 1871, sur les conseils généraux de France;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854,

DÉCRÈTE :

Les articles 6 et 16 du décret du 2 avril 1885 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 6. Sont éligibles au conseil général tous les citoyens inscrits sur une liste d'électeurs ou justifiant qu'ils devaient y être inscrits avant le jour de l'élection, âgés de vingt-cinq ans accomplis qui sont domiciliés dans la colonie et ceux qui, sans y être domiciliés, y sont inscrits au rôle d'une contribution directe.

« Toutefois, le nombre des conseillers généraux non domiciliés ne pourra dépasser le quart du nombre total dont le conseil doit être composé.

« Art. 16. Le conseiller général élu dans plusieurs circonscriptions

• est tenu de déclarer son option au président du conseil général dans les trois jours qui suivront l'ouverture de la session, et, en cas de contestation, à partir de la notification de la décision du conseil d'État. A défaut d'option dans ce délai, le conseil général déterminera, en séance publique et par voie du sort, à quelle circonscription le conseiller appartiendra.

• Lorsque le nombre des conseillers non domiciliés dans la colonie dépassera le quart du conseil, le conseil général procédera de même façon pour désigner celui ou ceux dont l'élection doit être annulée. »

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 10 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé GALIBER.

N° 15,543. — *DÉCRET portant suppression de la Chambre consultative des arts et manufactures de Loudéac.*

Du 19 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu l'arrêté consulaire du 12 germinal an XII, qui a établi une chambre consultative des arts et manufactures à Loudéac (Côtes-du-Nord);

Vu les lettres du préfet des Côtes-du-Nord des 13 septembre 1876 et 21 février 1885;

Vu la délibération du conseil municipal de Loudéac du 4 janvier 1885;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Saint-Brieuc du 14 avril 1885;

Ensemble les autres pièces du dossier,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre consultative des arts et manufactures de Loudéac est supprimée.

2. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé PIERRE LEGRAND.

Du 20 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu la loi du 29 décembre 1884, portant fixation du budget général des recettes de l'exercice 1885;

Vu la loi du 21 mars 1885, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1885;

Vu la loi du 19 juin 1857, qui approuve la convention passée le 13 avril 1857 pour la cession à l'État de l'école centrale des arts et manufactures;

Vu la loi du 27 juillet 1881, autorisant la reconstruction de l'école centrale et fixant la part contributive de cet établissement dans la dépense à la somme de un million sept cent quatre-vingt-douze mille francs;

Vu la loi du 14 juin 1882, qui a ouvert au budget annexe de l'école centrale un crédit de un million cent vingt-mille francs à prélever sur la réserve de cet établissement;

Vu le décret du 16 avril 1884, qui a ouvert, à titre de fonds de concours, un crédit de huit cent mille francs;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé à sa caisse, le 1^{er} mai 1885 (déclaration de versement n° 11,059), une somme de deux cent quarante-trois mille francs par l'agent comptable de l'école centrale, pour concourir, avec les fonds de l'État, aux dépenses de construction et d'installation de la nouvelle école;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 16 mai 1885,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, sur l'exercice 1885, un crédit de deux cent quarante-trois mille francs (243,000').

Ce crédit formera un chapitre XLIV, intitulé : *Construction et installation de la nouvelle école centrale des arts et manufactures.*

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant du versement effectué à la recette centrale de la Seine à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre du commerce,

Signé PIERRE LEGRAND.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et d'après l'avis conforme du ministre des finances;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836, qui confère au Gouvernement le pouvoir de déterminer les bureaux ouverts à l'importation de certaines marchandises;

Vu la loi du 7 mai 1881, portant établissement du tarif général des douanes;

Vu le décret du 7 mai 1881 ⁽¹⁾, relatif à l'extension des restrictions d'entrée et d'emballage établies par le décret du 1^{er} octobre 1861 et les décrets postérieurs, aux importations effectuées dans les conditions du tarif général des douanes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le bureau des douanes de Calvi (Corse) est ouvert à l'importation des huiles minérales raffinées.

2. Le ministre du commerce, le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 20 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé PIERRE LEGRAND.

N° 15,546. — DÉCRET portant suppression de la Chambre consultative des arts et manufactures de Limoux (Aube).

Du 23 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu l'arrêté consulaire du 12 germinal an XII, qui a créé la chambre consultative des arts et manufactures de Limoux (Aude);

Vu le décret du 29 juillet 1876 ⁽²⁾, qui a organisé cette chambre;

Vu les délibérations du conseil municipal, du tribunal de commerce, du conseil d'arrondissement de Limoux et du conseil général de l'Aude;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 639, n° 10,879.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 325, n° 5630.

ART. 1^{er}. La chambre consultative des arts et manufactures de Limoux (Aude) est supprimée.

2. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre du commerce,

Signé PIERRE LEGRAND.

N° 15.547. — **DÉCRET** autorisant l'admission temporaire en franchise de droit des amandes desséchées de coco (coprah) et des graines de palmiste, pour être converties en huiles sous les conditions déterminées par l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836.

Du 26 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les amandes desséchées de coco (coprah) et les graines dites de palmiste (amandes de l'elœis guineensis) pourront être admises temporairement en franchise de droit pour être converties en huiles sous les conditions déterminées par l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836.

2. Les déclarants s'engageront par une soumission valablement cautionnée à réexporter ou à mettre en entrepôt, dans un délai qui ne pourra excéder trois mois, les huiles provenant de la trituration desdites amandes.

3. Le rendement en huile est fixé à soixante-trois pour cent pour le coprah et à quarante-deux pour cent pour les graines palmistes.

4. Les déclarations pour l'importation temporaire du coprah et des graines de palmiste ne pourront être reçues que dans les ports d'entrepôt réel, les bureaux de la frontière de terre ouverts au transit et les bureaux principaux de cette frontière. La réexportation des huiles ne pourra être effectuée que par le bureau où l'importation du coprah et des graines de palmiste aura lieu.

5. Toute substitution, toute soustraction, tout manquant ou tout abus constatés par le service des douanes donneront lieu à l'appli-

sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885. chapitre II (Génie), un crédit de la somme de trois cent quarante mille francs (340,000^f), applicable aux travaux militaires ci-après et représentant le montant des versements effectués au trésor à titre de fonds de concours, savoir :

EXERCICE 1885. — BUDGET SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

CHAPITRE II. — Génie.

Saint-Hippolyte-du-Port. Installation d'une école d'enfants de troupe.....	152,000 ^f
Stenay. Construction d'une caserne d'artillerie.....	25,000
Remiremont. Construction de la caserne de la Madeleine.....	20,000
Vouziers. Construction de l'hôpital militaire.....	45,000
SOMME ÉGALE.....	340,000

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources versées au trésor par les villes ci-dessus désignées.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} E. CAMPENON.

N^o 15,551. — *DÉCRET portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur le Budget ordinaire de 1884, d'un Crédit de 3,000 francs pour la location du Magasin d'habillement et de campement, à Montpellier.*

Du 29 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget ordinaire des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1884;

Vu les délibérations par lesquelles le département de l'Hérault et la ville de Montpellier se sont engagés à concourir, avec les fonds de l'État, au paiement du loyer d'un immeuble affecté à l'usage de magasin central d'habillement et de campement installé dans cette place;

Vu l'état des sommes versées au trésor pour cet objet;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les places ou ouvrages défensifs ci-après, les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage des zones de servitudes, visés et approuvés par le ministre de la guerre :

Fort du Haut-Buc. — Zone unique des servitudes; bornage du 1^{er} mai 1884.

Batterie de Bouviers. — Zone unique des servitudes; bornage du 17 mai 1884.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} E. CAMPENON.

N° 15,550. — *DÉCRET portant ouverture au Ministre de la Guerre, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885, d'un Crédit de 340,000 francs applicable à divers Travaux militaires.*

Du 29 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu la loi du 22 mars 1885, portant fixation du budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère de la guerre pour l'exercice 1885;

Vu les conventions passées entre l'État et les villes de Saint-Hippolyte-du-Fort, Stenay, Remiremont et Vouziers pour l'exécution de travaux militaires;

Vu l'état des sommes versées au trésor pour cet objet;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 9 mai 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 78, n° 698.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10,527.

sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885. chapitre II (Génie), un crédit de la somme de trois cent quarante mille francs (340,000), applicable aux travaux militaires ci-après et représentant le montant des versements effectués au trésor à titre de fonds de concours. savoir :

EXERCICE 1885. — BUDGET SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

CHAPITRE II. — Génie.

Saint-Hippolyte-du-Port. Installation d'une école d'enfants de troupe.....	252,000'
Stenay. Const uction d'une caserne d'artillerie.....	25,000
Remiremont. Construction de la caserne de la Madeleine.....	20,000
Vouziers. Construction de l'hôpital militaire.....	45,000
SOMME ÉGALE.....	340,000

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources versées au trésor par les villes ci-dessus désignées.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} E. CAMPENON.

N° 15,551. — *DÉCRET portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur le Budget ordinaire de 1884, d'un Crédit de 3,000 francs pour la location du Magasin d'habillement et de campement, à Montpellier.*

Du 29 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget ordinaire des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1884;

Vu les délibérations par lesquelles le département de l'Hérault et la ville de Montpellier se sont engagés à concourir, avec les fonds de l'Etat, au paiement du loyer d'un immeuble affecté à l'usage de magasin central d'habillement et de campement installé dans cette place;

Vu l'état des sommes versées au trésor pour cet objet;

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de l'exercice 1884, chapitre xvii (*Habillement*), un crédit de trois mille francs (3,000^f), représentant le montant des versements effectués au trésor, par le département de l'Hérault et la ville de Montpellier, pour leur part contributive dans la dépense de location du magasin d'habillement et de campement, installé dans cette place, et réparti ainsi qu'il suit :

EXERCICE 1885. — BUDGET ORDINAIRE.

CHAPITRE XVII. — *Habillement.*

Département de l'Hérault. Location du magasin d'habillement sis à Montpellier.....	1,000 ^f
Montpellier. Location du magasin d'habillement sis à Montpellier..	2,000
SOMME ÉGALE.....	3,000

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources versées au trésor par le département et la ville ci-dessus mentionnés.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} E. CAMPELON.

N° 15,552. — *DÉCRET portant homologation du bornage des Zones de servitudes du fort et de la batterie de Condé-sur-Aisne.*

Du 30 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concer-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

nant les places de guerre et postes fortifiés, et les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾, pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les places ou ouvrages défensifs ci-après, le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage des zones de servitudes, visés et approuvés par le ministre de la guerre :

Fort et batterie de Condé-sur-Aisne.— Zone des servitudes; bornage du 30 janvier 1885.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^l E. CAMPENON.

N° 15,553. — DÉCRET portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1885, d'un Crédit de 150,060 francs représentant le montant de purelle somme versée au Trésor, à titre de Fonds de concours, par le service local de la Guadeloupe.

Du 4 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu la loi du 21 mars 1885, portant fixation du budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1885;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 26 décembre 1882 ⁽³⁾, autorisant le gouverneur de la Guadeloupe à céder sous certaines conditions, à la colonie de la Guadeloupe, un immeuble appartenant à l'Etat;

Vu le récépissé constatant le versement, à titre de fonds de concours, dans la caisse du trésorier-payeur de la Guadeloupe, le 25 octobre 1884, de la somme de cent cinquante mille francs, représentant la seconde moitié de la part contributive de la colonie dans la dépense de construction du nouvel hôpital à établir à la Pointe-à-Pitre;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 30 mai 1885;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 78, n° 698.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 762, n° 13,060.

colonial); Chapitre XI (Matériel, — Services militaires aux colonies), un crédit de cent cinquante mille francs (150,000'), applicable à la construction d'un nouvel hôpital militaire à la Guadeloupe.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor par le service local de la Guadeloupe, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé C. GALIBER.

N° 15,554. — *DÉCRET* portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1885, d'un Crédit de 48 fr. 40 cent, applicable à l'entretien d'un chemin vicinal longeant le parc des équipages militaires à Vernon.

Du 8 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu la loi du 21 mars 1885, portant fixation du budget ordinaire des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1885;

Vu le procès-verbal de la conférence du 25 mars 1874, par lequel la ville de Vernon s'est engagée à verser annuellement une somme de quarante-huit francs quarante centimes, pour concourir à l'entretien d'un chemin vicinal longeant le parc des équipages militaires,

Vu le récépissé constatant que ce versement a été effectué pour l'exercice 1885, à la date du 23 mars 1885;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 28 mai 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget ordi-

⁽¹⁾ 31^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

naire de l'exercice 1885 (chapitre xxvii), un crédit de quarante-huit francs quarante centimes (48^f 40^c), représentant le montant du versement effectué au trésor par la ville de Vernon pour sa quote-part dans les frais d'entretien d'un chemin vicinal longeant le parc des équipages militaires.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources versées au trésor par la ville ci-dessus désignée.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^d E. CAMPENON.

N° 15,555. — *DÉCRET qui autorise le Ministre de la Guerre à accepter, au nom de l'État, un don de 150 francs de rente française, offert par M^{me} de Barrère, née Le Douclet de Pontécoulant, au profit du 1^{er} régiment étranger.*

Du 9 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Vu l'article 910 du Code civil;

Vu l'acte passé, le 6 mai 1885, en l'étude de M^e Bertrand, notaire à Paris;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le ministre de la guerre, au nom de l'État, est autorisé à accepter le don de cent cinquante francs de rente française trois pour cent, offert par M^{me} de Barrère, née Le Douclet de Pontécoulant, en souvenir de feu le chef de bataillon Le Douclet de Pontécoulant (Armand-Gustave), au profit du 1^{er} régiment étranger.

2. Les arrérages de cette rente seront employés à la distribution, dans le corps précité, de deux prix annuels de tir, dont un de cent francs, pour les sous-officiers, et l'autre de cinquante francs, pour les caporaux et soldats. Ces prix porteront le nom de *Prix de Pontécoulant*.

3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^d E. CAMPENON.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu les articles 37, 4°, et 38, 1°, du décret du 23 décembre 1878, instituant un conseil général à la Guyane;

Vu la délibération du conseil général de la Guyane en date du 9 décembre 1884, portant établissement de droits fixes d'enregistrement sur les jugements et arrêts en matière de divorce;

Vu l'arrêté du gouverneur de la Guyane pris en conseil privé, le 9 février 1885, rendant l'adite délibération provisoirement exécutoire;

Vu l'avis du gouverneur de la Guyane en date du 28 avril 1885.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la délibération susvisée du conseil général de la Guyane, dont la teneur est reproduite ci-après :

« A partir du 1^{er} janvier 1885, les droits fixes d'enregistrement seront perçus comme suit :

« Vingt francs pour les jugements de première instance prononçant un divorce, lorsqu'ils ne portent point condamnation de sommes et valeurs mobilières ou lorsque le droit proportionnel de la condamnation prononcée ne s'élève pas à vingt francs;

« Quarante francs pour les arrêts de cour d'appel de même nature. »

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 9 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé C. GALIBER.

N° 15,557. — **DÉCRET** portant homologation du bornage de la Zone extérieure des fortifications de trois batteries.

Du 12 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes mili-

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les places ou ouvrages défensifs ci-après, les plans de circonscription et procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant les zones de fortification, visés et approuvés par le ministre de la guerre :

Batterie de Ville-ès-Martin. — Limite extérieure de la zone des fortifications; bornage du 30 juin 1884.

Batterie de la Pointe-de-l'Eve. — Limite extérieure de la zone des fortifications; bornage du 30 juin 1884.

Batterie de Mindin. — Limite extérieure de la zone des fortifications; bornage du 1^{er} juillet 1884.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} E. CAMPENON.

N° 15,558. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1885 une Somme de 79,721 fr. 70 cent. non employée en 1884.

Du 13 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 2 de la loi du 29 juillet 1881, lequel renferme la disposition suivante :

« Le revenu cadastral afférent pour 1882 aux propriétés bâties, abstraction faite de celui du sol, sera séparé des autres revenus figurant aux matrices cadastrales et générales, et sera inscrit à part dans lesdites matrices.

« Il est accordé au ministre des finances, sur l'exercice 1881, au delà des crédits qui lui ont été ouverts par la loi de finances du 22 décembre 1880 et par des lois spéciales, un crédit extraordinaire de un million deux cent mille francs pour faire face aux frais que nécessitera cette opération. Ce crédit sera ouvert à la troisième section (*Frais de régie et d'exploitation des impôts et revenus publics*), sous les numéros et titres ci-après : Chapitre LVIII ter. — *Dépenses relatives à la séparation, sur les matrices, des revenus cadastraux des propriétés bâties et des propriétés non bâties*.

« Les sommes non employées en fin d'exercice seront reportées par décret à l'exercice suivant, avec leur affectation »;

Vu le décret du 9 février 1882 ⁽¹⁾, qui a annulé sur l'exercice 1881 la

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 78, n° 698.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 687, n° 11,638.

Vu le décret du 15 mai 1883 ⁽¹⁾, qui a annulé sur l'exercice 1882 (chapitre LVI *ter*) la somme de cent trente-trois mille neuf cent cinquante-deux francs soixante-cinq centimes (133,952^f 65^c) non employée sur le crédit de un million cent soixante et un mille soixante francs soixante-cinq centimes (1,161,060^f 65^c) fixé par le décret du 9 février 1881, et qui l'a reportée, avec la même affectation, au chapitre LVIII *ter* du budget de l'exercice 1883;

Vu le décret du 23 juin 1884, qui a annulé sur l'exercice 1883 (chapitre LVIII *ter*) la somme de soixante-dix-neuf mille sept cent vingt et un francs soixante-dix centimes (79,721^f 70^c) non employée sur le crédit de cent trente-trois mille neuf cent cinquante-deux francs soixante-cinq centimes (133,952^f 65^c) fixé par le décret du 15 mai 1883, et qui l'a reportée, avec la même affectation, au chapitre LXII *ter* du budget de l'exercice 1884;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La somme de soixante-dix-neuf mille sept cent vingt et un francs soixante-dix centimes (79,721^f 70^c), montant non employé du crédit reporté, par le décret du 23 juin 1884, à l'exercice 1884, chapitre LXII *ter* (*Dépenses relatives à la séparation, sur les matrices, des revenus cadastraux des propriétés bâties et des propriétés non bâties*), est annulé sur cet exercice.

2. La même somme de soixante-dix-neuf mille sept cent vingt et un francs soixante-dix centimes (79,721^f 70^c) est reportée, avec la même affectation, au budget de l'exercice 1885, où elle sera l'objet d'un chapitre nouveau LXII *ter* (*Dépenses relatives à la séparation, sur les matrices, des revenus cadastraux des propriétés bâties et des propriétés non bâties*).

3. Il sera pourvu aux dépenses imputables sur le crédit ouvert par l'article précédent au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1885.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 770. n° 13,232.

N° 16,559. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1884 une Somme de 58,856 fr. 87 cent., non employée en 1884.*

Du 13 Juin 1883.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 1^{er} de la loi du 9 août 1879, qui a accordé au ministre des finances, sur l'exercice 1879, au delà des crédits ouverts par la loi de finances du 22 décembre 1878 et par des lois spéciales, un crédit extraordinaire d'un million de francs (1,000,000^f), à inscrire à la troisième section (*Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics*), sous les numéros et titres ci-après : Chapitre LVIII bis (*Dépense relative à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties, en exécution de l'article 4 de la loi du 3 août 1875*);

Vu l'article 5 de la loi du 24 décembre 1879, ainsi conçu :

« Les fonds non employés sur le crédit extraordinaire d'un million de francs (1,000,000^f), ouvert sur l'exercice 1879, par la loi du 9 août 1879, au budget du ministère des finances, troisième section (*Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics*), sous le titre de chapitre LVIII bis (*Dépense relative à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties, en exécution de l'article 4 de la loi du 3 août 1875*), pourront être reportés successivement par décret aux exercices suivants, en conservant leur affectation primitive »;

Vu les décrets des 20 mars 1880⁽¹⁾, 16 février 1881⁽²⁾, 4 février 1882⁽³⁾ et 1^{er} juin 1883⁽⁴⁾;

Vu le décret du 9 avril 1884⁽⁵⁾, qui a annulé sur l'exercice 1883 la somme de cent mille quatre cent soixante-quatre francs quatre-vingt-quatre centimes (100,464^f 84^c), non employée sur le crédit de cent soixante-dix mille quatre cent quarante-neuf francs trente-huit centimes (170,449^f 38^c), ouvert sur l'exercice 1883, et qui l'a reportée, avec la même affectation, au budget de l'exercice 1884;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La somme de cinquante-huit mille huit cent cinquante-six francs quatre-vingt-sept centimes (58,856^f 87^c), non employée sur le crédit de cent mille quatre cent soixante-quatre francs quatre-vingt-quatre centimes (100,464^f 84^c) reportée par le décret du 9 avril 1884 sur l'exercice 1884 au chapitre LXII bis (*Dépense relative à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties, en exécution de l'article 4 de la loi du 3 août 1875*) est annulée sur cet exercice.

2. La même somme de cinquante-huit mille huit cent cinquante-six francs quatre-vingt-sept centimes (58,856^f 87^c) est reportée, avec la

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 514, n° 9150.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 601, n° 10,366.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 687, n° 11,636.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 776, n° 13,320.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 836, n° 14,239.

l'article précédent au moyen des ressources générales du budget de 1885.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

N° 15,560. — DÉCRET portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1885, d'un Crédit de 24,177 francs pour frais d'établissement des lignes télégraphiques en Algérie.

Du 13 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des postes et des télégraphes;

Vu la loi de finances du 21 mars 1885, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1885;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé des sommes versées dans les caisses du trésor par des communes de l'Algérie pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement des bureaux et des lignes télégraphiques créés dans l'intérêt de la colonisation, lequel s'élève au total de vingt-quatre mille cent soixante-dix-sept francs;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des postes et des télégraphes, sur les fonds du budget de l'exercice 1885, chapitre XIX (*Matériel de l'Algérie*), un crédit de vingt-quatre mille cent soixante-dix-sept francs (24,177^f), applicable aux frais d'établissement des bureaux et des lignes télégraphiques créés en Algérie dans l'intérêt de la colonisation.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à cet effet à titre de fonds de concours.

⁽¹⁾ 21^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé SARRIEN.

N° 15,561. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, un Crédit additionnel de 119,396 fr. 06 cent. sur les fonds de l'exercice 1884, pour constructions et grosses réparations des Édifices diocésains.*

Du 16 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1884 et contenant répartition des crédits dudit exercice affectés au service des cultes;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1884, relatif à l'emploi des fonds de concours pour travaux publics;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées au trésor pour concourir, avec les fonds de l'État, à des travaux exécutés pendant l'année 1884 à divers édifices diocésains;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 11 juin 1884,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur les fonds de l'exercice 1884, un crédit additionnel de cent dix-neuf mille trois cent quatre-vingt-seize francs six centimes (119,396^{fr} 06^{cs}), formant le montant des versements énoncés dans l'état annexé au présent décret et applicable au budget des cultes, chapitre XIII (*Constructions et grosses réparations des édifices diocésains*).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le

Le Ministre des finances,
Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé RENÉ GOBLET.

État des sommes versées au trésor pour concourir, avec les fonds de l'État, à des travaux exécutés pendant l'année 1884 à divers édifices diocésains.

DÉPARTEMENTS.	DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	SOMMES versées.
Aisne.....	Restauration des vitraux de la cathédrale.....	2,000 ^f 00 ^e
Aube.....	Établissement d'un balcon à l'évêché.....	3,000 00
Calvados.....	Restauration des verrières de la chapelle du séminaire.....	4,000 00
Drôme.....	Réfection du dallage et installation du gaz dans la cathédrale.....	1,200 00
Eure.....	Construction de deux calorifères dans la cathédrale.....	10,000 00
Loire-Inférieure....	Achèvement du chœur de la cathédrale.....	16,196 06
Marne.....	Peinture décorative à la chapelle de la Vierge dans la cathédrale de Reims.....	7,000 00
Morbihan.....	<i>Idem</i>	8,000 00
	Restauration de la chapelle Saint-Vincent dans la cathédrale.....	5,000 00
	Restauration de l'ancien cloître de la cathédrale....	4,500 00
Seine-Inférieure....	Démolition du jubé de la cathédrale.....	3,000 00
	Appropriation de l'archevêché.....	500 00
	Installation de deux calorifères à l'archevêché.....	5,000 00
Vienne (Haute-)...	Achèvement de la cathédrale.....	50,000 00
	TOTAL.....	119,396 06

Approuvé pour être annexé au décret en date du 16 juin 1885, n° 743.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé RENÉ GOBLET.

N° 15,562. — *DÉCRET qui modifie la nomenclature des Bureaux désignés pour constater la sortie des boissons expédiées sur la Suisse en franchise des droits de circulation et de consommation.*

Du 18 Juin 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 23 juin 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les décrets des 29 février 1876 ⁽¹⁾ et 23 mars 1878 ⁽²⁾, concernant la régularisation du mouvement des boissons entre la France et la Suisse;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 93, n° 811.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 386, n° 6882.

Vu le décret du 19 novembre 1883, portant nomenclature des bureaux désignés pour régulariser le mouvement des boissons sur les frontières des deux États;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La nomenclature des bureaux désignés par l'article 1^{er} du décret du 19 novembre 1883, pour constater la sortie des boissons expédiées sur la Suisse en franchise des droits de circulation et de consommation, conformément aux articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816, est modifiée comme suit :

BUREAUX FRANÇAIS	BUREAUX SUISSES correspondant aux bureaux français.
Doubs.. { Goumois substitué à Fessevillers.... La Goule substitué à Damprichard..	Goumois. Noirmont.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

N^o 15,563. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, sur l'exercice 1885, un Crédit de 7,500 francs pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par la ville de Limoges.*

Du 19 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 21 mars 1835, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1885;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture par décret d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

qu'au musée national *Adrien Dubouché*;
Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur les fonds du budget de l'exercice 1885, deuxième section (*Beaux-arts*), chapitre x (*Écoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de sept mille cinq cents francs (7,500'), applicable aux dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national *Adrien Dubouché*.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant de versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé RENÉ GOBLET.

N° 15,564. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, sur les fonds de l'exercice 1885, un Crédit de 10,000 francs pour l'emploi de Fonds de concours versés au Trésor par la ville de Roubaix.

Du 19 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 21 mars 1885, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1885;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'Etat, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture par décret d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier général du Nord, constatant qu'il a été versé au trésor, le 9 avril 1885, une somme de dix mille francs (10,000'), repré-

sentant le deuxième trimestre 1885 de la subvention annuelle allouée par la ville de Roubaix à l'école nationale des arts industriels de cette ville;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur les fonds du budget de l'exercice 1885, deuxième section (*Beaux-arts*), chapitre x (*Écoles spéciales de dessin dans les départements*), un crédit de dix mille francs (10,000^f), applicable à l'école nationale des arts industriels de Roubaix.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant de versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé RENÉ GOBLET.

N° 15,565. — DÉCRET relatif à la réalisation, soit en numéraire, soit en rentes, du Cautionnement du garde-magasin des fournitures de bureau du Ministère des Finances.

Du 20 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des finances;

Vu l'article 131 du règlement du 20 janvier 1881, sur le matériel et le service intérieur du ministère des finances, relatif au cautionnement du garde-magasin des fournitures de bureau;

Vu le décret du 31 janvier 1881 ⁽¹⁾, fixant à trois mille francs la quotité de ce cautionnement,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le cautionnement du garde-magasin des fournitures de bureau du ministère des finances pourra être réalisé soit en numéraire, soit en rentes sur l'État.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 597, n° 10,332.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

N° 15,566. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes un Crédit supplémentaire de 165 francs, en augmentation des restes à payer et des droits constatés par le compte définitif de l'exercice 1882.

Du 16 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, deuxième section (*Beaux-arts*), additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1882;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances,

Considérant que, aux termes de l'article 126 du décret précité, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus au budget de l'exercice précité et que leur montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, en augmentation des restes à payer et des droits constatés par le compte définitif de l'exercice 1882, un crédit supplémentaire de cent soixante-cinq francs (165'), montant des nouvelles créances liquidées à la charge de cet exercice, conformément au tableau susindiqué.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, deuxième section (*Beaux arts*), en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé SADI CARNOT.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*
Signé RENÉ GORLET.

N° 15,567. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant:

ART. 1^{er}. Est et demeure approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits de péage aux bacs de Landresse, Lahontan, Dognen, sur le gave de Pau, Villenave-Navarrenx, Moliède, Castagnède et Oraas, dans le département des Basses-Pyrénées.

2. Sont exempts du droit de péage les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents tels qu'ils sont désignés audit tarif et qui, aux termes du cahier des charges de l'amodiation desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 29 Mai 1885.*)

Tarif des droits à percevoir aux bacs de Landresse, Lahontan, Dognen, sur le gave de Pau, Villenave, Moliède, Castagnède, Oraas sur le gave d'Oloron (Basses-Pyrénées).

- | | |
|--|-------------------|
| 1° Pour le passage à pied d'une personne non chargée ou chargée d'un poids au-dessous de cinquante kilogrammes, cinq centimes, ci..... | 0 ⁰ 05 |
| Un cavalier conducteur de bestiaux, cinq centimes, ci..... | 0 05 |
| 2° Deuxées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou sur un mulet, mais embarquées à bras d'homme et d'un poids de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci..... | 0 05 |
| 3° Chaque myriagramme excédant, deux centimes, ci..... | 0 02 |
| 4° Cheval de selle, valise comprise, cheval, mulet ou âne chargé ou non chargé, bœuf, vache ou porc, dix centimes, ci..... | 0 10 |
| 5° Veau, cinq centimes, ci..... | 0 05 |
| 6° Cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage, mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons, huit volailles, cinq centimes, ci..... | 0 05 |
| 7° Mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons allant au pâturage, un centime, ci..... | 0 01 |
| 8° Voiture suspendue à deux ou à quatre roues, charrettes ou chariots à quatre roues chargés, attelés chacun d'un cheval ou d'un mulet, conducteur compris, cinquante centimes, ci..... | 0 50 |
| 9° Voiture suspendue à quatre roues, charrettes ou chariots à quatre roues, chargés, attelés à deux chevaux, à deux mulets ou à une paire de bœufs, conducteur compris, soixante-quinze centimes, ci..... | 0 75 |
| 10° Voiture suspendue à quatre roues, charrettes ou chariots à quatre roues, chargés, attelés de plus de deux chevaux ou de deux mulets, et conducteur compris, un franc, ci..... | 1 00 |
| 11° Les charrettes et chariots à quatre roues vides, attelés de plus d'un cheval ou d'un mulet, payeront comme n'étant attelés que d'un cheval; les autres chevaux payeront comme s'ils voyageaient isolément. | |

Nota. Les voyageurs de ces voitures payeront séparément par tête le droit dû par une personne à pied.

12° Les voitures et les chevaux employés à la culture et occupés au transport de la ferme aux champs et des champs à la ferme ne payeront que la moitié des droits prévus par le tarif.

lorsqu'une recette de quarante centimes lui aura été assurée. Le fermier sera tenu de passer une voiture, charrette ou chariot se présentant isolément.

Franchises et modération. (Articles 4 et 34 du cahier des charges.)

Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les inspecteurs des finances, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents des manufactures de l'État, les agents de l'administration forestière, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octrois, les agents de l'administration des postes et des télégraphes, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires ou employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs, soit de leurs commissions, soit de cartes personnelles tenant lieu de ces commissions, soit enfin de réquisitions délivrées par le directeur du service intéressé.

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants.

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise, de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne et de leurs voitures et conducteurs ;

2° Les malles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement ;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent ; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages, des troupes et des militaires malades, les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs ;

4° Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie et les voitures et chevaux servant à les transporter, les officiers, lors de la durée et dans l'étendue de leur commandement ;

5° Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire ;

6° Les gardes champêtres dans l'exercice de leurs fonctions ;

7° (Dans les limites de l'inscription maritime), les officiers et agents de divers corps de la marine se rendant d'une rive à l'autre pour cause de service, les officiers et agents ayant le siège de leurs fonctions dans la circonscription maritime qui comprend l'une et l'autre rive, les inspecteurs des pêches, les syndics des gens de mer, les gardes maritimes, les prud'hommes pêcheurs, les gardes jurés et autres fonctionnaires ou agents préposés à la police de la navigation et des pêches.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le fermier devra passer sans aucun délai les fonctionnaires, agents et autres personnes désignés ci-dessus.

Le fermier sera tenu de passer une personne seule sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps qui sera d'une heure pour les bacs et d'une demi-heure pour les passe-cheval et pour les batelets.

Toute autre personne qui voudra passer isolément et sans attendre le laps de temps payera le droit fixé dans ce cas par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires, employés, agents et autres personnes désignés plus haut.

ne le 10 août 1844, à Metz (Moselle), demeurant à Fontainebleau, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Alexandre*, et à s'appeler, à l'avenir, *Alexandre* (*Joseph-Alexandre*).

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 30 Juin 1885.*)

N° 15,569. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit:

1° M. *Constant Nougé*, dit *Estrabat*, commis principal à la Banque de France, né le 5 août 1839, à Paris, demeurant à Levallois-Perret (Seine), est autorisé à substituer à son nom de *Nougé*, dit *Estrabat*, celui de *Estrabat*, et à s'appeler, à l'avenir, *Estrabat*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 30 Juin 1885.*)



Certifié conforme :

Paris, le 30^e Juillet 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 934.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,570. — Loi concernant la Signature et la Certification des transferts de rentes sur l'État.

Du 20 Juin 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 21 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Les déclarations et certificats de transferts de rentes sur l'État sont dressés, signés et scellés dans les bureaux de l'agent de change négociateur et déposés ensuite au trésor.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juin 1885.

Le Ministre des finances,
Signé SADI CARNOT.

Signé JULES GRÉVY.

N° 15,571. — Loi qui autorise le département de Tarn-et-Garonne à contracter un Emprunt.

Du 25 Juin 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 26 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

XII^e Série.

ART. 1^{er}. Le département de Tarn-et-Garonne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs soixante-quinze pour cent (4⁷⁵ p. o/o), une somme de trente-six mille francs (36,000^f), pour la construction d'une caserne de gendarmerie à Grisolles.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trente-six mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur les ressources normales du budget départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN-TARGÉ.

N° 15,572. — *Loi qui autorise la ville de Limoges (Haute-Vienne) à contracter un Emprunt.*

Du 25 Juin 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Limoges (Haute-Vienne) est autorisée à emprunter de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, aux conditions de cet établissement, la somme de trois cent dix mille sept cents francs (310,700^f), remboursable en trente ans à partir de

des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN-TARGÉ.

N° 15,573. — *Loi qui divise la commune de Sainte-Foy-lez-Lyon (canton de Saint-Genis-Laval, arrondissement de Lyon, département du Rhône) en deux municipalités distinctes sous les noms de Sainte-Foy-lez-Lyon et de la Mulatière.*

Du 26 Juin 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 27 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La commune de Sainte-Foy-lez-Lyon (canton de Saint-Genis-Laval, arrondissement de Lyon, département du Rhône) formera à l'avenir deux communes distinctes ayant pour chef-lieu, l'une Sainte-Foy-lez-Lyon, l'autre la Mulatière, et dont elles porteront respectivement les noms.

La limite entre les deux communes est déterminée par le liséré rouge vif, coté A, B, C, D sur le plan annexé à la présente loi.

2. Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement acquis.

3. Les autres conditions de la séparation seront réglées comme suit :

a) L'actif mobilier de la commune de Sainte-Foy se partagera entre les deux nouvelles communes d'après le nombre de leurs f-u-x respectifs. Ce nombre sera déterminé par un recensement spécial à opérer dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi. Quant aux immeubles, notamment ceux dit les *Saulées*, ils pourront rester dans l'indivision, et, tant qu'elle subsistera, les produits des amodiations ou des aliénations, qui continueront à en être faites par lots, se partageront d'après la même base entre les deux communes.

b) Les biens affectés aux indigents seront répartis avec la même affectation entre elles, proportionnellement au chiffre de la population municipale de chacune d'elles, sous réserve des droits que les

indigents de l'une ou de l'autre commune ou une partie de ces indigents tiendraient privativement d'actes de fondation.

c) Les dettes communes existant au moment de la séparation seront réparties entre la commune de Sainte-Foy-lez-Lyon et la commune de la Mulatière d'après le montant de leurs quatre contributions directes.

d) Le cimetière de Sainte-Foy continuera à servir pendant deux ans aux inhumations des habitants de la Mulatière.

e) Les archives de l'ancienne commune de Sainte-Foy seront déposées à la mairie de la commune de ce nom.

f) Il n'y a pas lieu à l'indemnité ou compensation au profit de l'une ou de l'autre des deux communes en raison de l'abandon forcé des édifices et autres immeubles servant à usage public situés sur le territoire de chacune d'elles.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN-TARGÉ.

N° 15,574. — *Loi relative au Personnel des Facultés de théologie catholique et portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, sur l'exercice 1885, de Crédits supplémentaires et extraordinaires s'élevant à la somme de 75,335 fr. 23 cent.*

Du 27 Juin 1885.

(Promulguée au Journal officiel du 28 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Les anciens professeurs et chargés de cours des facultés de théologie catholique, auxquels n'est pas applicable l'article 11, paragraphe 4, de la loi du 9 juin 1853, recevront une allocation annuelle calculée à raison de trois mille francs pour les anciens titulaires de la faculté de Paris, de deux mille cinq cents francs pour les anciens titulaires des facultés d'Aix, Bordeaux, Lyon et Rouen, et pour les anciens chargés de cours de la faculté de Paris, et de deux mille francs pour les anciens chargés de cours des facultés des départements.

2. Dans le cas où le montant de la pension de retraite des anciens

3. Les allocations prévues à l'article 1^{er}, ainsi que les indemnités supplémentaires prévues à l'article 2 pourront être diminuées ou même suspendues, si les personnes qui en jouissent entrent en possession d'autres fonctions publiques.

4. Les allocations et compléments d'allocations, stipulés par les articles 1 et 2 de la présente loi, seront imputés sur le chapitre du budget de l'instruction publique affecté au personnel des facultés, sous la rubrique : *Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique*.

5. Le montant des droits de bibliothèque et des droits d'examen versés à ce jour par les étudiants en cours d'étude sera remboursé immédiatement aux intéressés, sur leur demande.

6. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1885, un crédit extraordinaire de trente-quatre mille huit cent soixante-quatorze francs quatre-vingt-trois centimes (34,874^f83^c), qui fera l'objet d'un chapitre distinct, classé à la première section, sous le titre de chapitre ix bis (*Dépenses de personnel et de matériel des facultés de théologie catholique du 1^{er} janvier au 23 mars 1885*).

7. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1885, un crédit supplémentaire de quarante mille quatre cent soixante francs quarante centimes (40,460^f40^c), pour faire face, du 24 mars au 31 décembre 1885, aux allocations et compléments d'allocations stipulés aux articles 1 et 2 précités. Ce crédit sera inscrit à la première section, chapitre vi (*Facultés, professeurs, suppléants, chargés de cours, administration*).

8. Il sera pourvu aux crédits ouverts par les deux articles précédents au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1885.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,
Signé RENÉ GOBLET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 262 du Code civil ;

Vu l'article 1042 du Code de procédure civile;

Vu l'article 22 du décret du 30 mars 1808, l'article 5 de la loi du 20 avril 1810, l'article 18 du règlement du 6 juillet 1810;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 22 du décret réglementaire du 30 mars 1808 est modifié en ce qui touche les appels relatifs aux instances en divorce; les appels de ces instances seront, à l'avenir, jugés en audience ordinaire.

2. Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Avril 1885.

Signé JULES GRÉVY.

*Le Président du Conseil,
Garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé HENRI BRISSON.

N° 15,576. — *DÉCRET portant ouverture au Ministre des Travaux publics, pour l'emploi de Fonds de concours, d'un Crédit alld ionnel de 500,000 fr. applicable aux Travaux de construction d'un deuxième pont fixe sur la Seine, à Rouen.*

Du 15 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 21 mars 1885, portant fixation du budget des dépenses ordinaires de l'exercice 1885 et répartition, par chapitres, des crédits affectés au ministère des travaux publics sur ledit budget;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

pont fixe sur la Seine, à Rouen;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 11 mai 1885,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1885, deuxième section, chapitre XLII (*Construction de ponts*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cinq cent mille francs (500,000^f), applicable aux travaux de construction d'un deuxième pont fixe sur la Seine, à Rouen.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours pour l'entreprise susmentionnée.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé SADI CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,
Signé DEMÔLE.

N° 15,577. — DÉCRET portant ouverture au Ministre des Travaux publics, pour l'emploi de Fonds de concours, d'un Crédit additionnel de 15,516,000 francs applicable aux Travaux exécutés par l'Etat sur les lignes concédées aux Compagnies d'Orléans, de Paris-Lyon-Méditerranée et de l'Ouest.

Du 15 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 22 mars 1885, portant fixation du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885 et répartition, par chapitres, des crédits affectés au ministère des travaux publics sur ledit budget;

Vu l'article 7 de ladite loi, relatif aux fonds de concours à verser pendant l'exercice 1885 par les compagnies de chemins de fer, en exécution des conventions de 1883;

Vu les récépissés n° 8188, 8183, 8186, 8185, 8184, 8187, 8756, 8929 et 8929 bis du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au trésor public, les 31 mars, 8 et 9 avril 1885, par les compagnies d'Orléans, de Paris-Lyon-Méditerranée et de l'Ouest, pour payement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État, pendant les mois de

XII^e Série.

65..

janvier, février et mars 1885, sur les lignes qui leur ont été concédées en vertu des conventions précitées, une somme totale de quinze millions cinq cent seize mille francs, savoir :

Récépissé n° 8188, du 31 mars 1885. Versement de la compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée. (Travaux du mois de janvier 1885.).....	827,000'
Récépissé n° 8183, du 31 mars 1885. Versement de la compagnie d'Orléans. (Travaux du mois de janvier 1885.).....	4.000,000
Récépissé n° 8186, du 31 mars 1885. Versement de la compagnie de l'Ouest. (Travaux du mois de janvier 1885.).....	345.000
Récépissé n° 8185, du 31 mars 1885. Versement de la compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée. (Travaux du mois de février 1885.).....	827.000
Récépissé n° 8184, du 31 mars 1885. Versement de la compagnie d'Orléans. (Travaux du mois de février 1885.).....	4.000,000
Récépissé n° 8187, du 31 mars 1885. Versement de la compagnie de l'Ouest. (Travaux du mois de février 1885.).....	345.000
Récépissé n° 8756, du 8 avril 1885. Versement de la compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée. (Travaux du mois de mars 1885.).....	827,000
Récépissé n° 8929, du 9 avril 1885. Versement de la compagnie d'Orléans. (Travaux du mois de mars 1885.).....	4.000,000
Récépissé n° 8929 bis, du 9 avril 1885. Versement de la compagnie de l'Ouest. (Travaux du mois de mars 1885.).....	345.000
ENSEMBLE.....	15,516.000

Vu la lettre du ministre des finances en date du 7 mai 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885, chapitre VIII (*Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quinze millions cinq cent seize mille francs (15,516,000'), applicable aux travaux exécutés par l'État sur les lignes concédées aux compagnies d'Orléans, de Paris-Lyon-Méditerranée et de l'Ouest, en vertu des conventions de 1883.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes reçues au trésor à titre de remboursement de la garantie d'intérêts et fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer, en exécution des conventions de 1883.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé DEMOLÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 21 mars 1885, portant fixation du budget des dépenses ordinaires de l'exercice 1885 et répartition, par chapitres, des crédits affectés au ministère des travaux publics sur ledit budget;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le décret du 25 février 1885, qui a ouvert notamment au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1884, chapitre XLIII (*Construction de ponts*), pour l'emploi d'un versement effectué au trésor, le 15 septembre 1884, par la ville de Paris, à titre de fonds de concours, pour les travaux d'élargissement du pont d'Austerlitz, un crédit additionnel de trois cent mille francs;

Vu les documents administratifs, desquels il résulte que ce crédit n'a pas reçu d'emploi et peut dès lors être reporté sur l'exercice 1885, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 19 mai 1885,

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Est reporté au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1885, deuxième section, chapitre XLII (*Construction de ponts*), une somme de trois cent mille francs (300,000^f), applicable aux travaux d'élargissement du pont d'Austerlitz, à Paris, et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1884.

2. Pareille somme de trois cent mille francs est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1884, deuxième section, chapitre XLIII (*Construction de ponts*).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé DEMOLÉ.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull, 1045, n° 10,587.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866;

Vu le décret du 16 juillet 1884, portant réorganisation des directions de l'intérieur aux colonies;

Vu la délibération du conseil privé de la Nouvelle-Calédonie, en date du 3 février 1885;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les bureaux de la direction de l'intérieur de la Nouvelle-Calédonie sont constitués ainsi qu'il suit:

1^o Secrétariat général;

2^o Administration municipale, agriculture, commerce, cultes, instruction publique, travaux;

3^o Domaines, mines, service topographique;

4^o Finances et approvisionnements;

5^o Immigration.

2. Des arrêtés du gouverneur, rendus en conseil privé, sur la proposition du directeur de l'intérieur, détermineront les attributions de détail de chaque bureau.

Ces arrêtés seront soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies.

3. Le secrétaire général et les chefs de bureau sont responsables envers l'administration de tous les faits qui ressortissent aux attributions de leurs bureaux.

Ils peuvent recevoir délégation du directeur de l'intérieur pour ce qui concerne les détails du service dont la direction ou le contrôle leur est confié.

4. Le directeur de l'intérieur est remplacé, quand il est absent ou empêché, par le secrétaire général, et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le chef de bureau désigné, sur sa proposition, par le gouverneur.

5. La répartition du personnel entre les divers bureaux est faite par le directeur de l'intérieur.

6. Toutes les dispositions résultant d'actes antérieurs contraires au présent décret sont abrogées.

7. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé GALIBER.

N° 15,580. — *DÉCRET fixant le minimum des frais de personnel et de matériel de la Direction de l'Intérieur de la Nouvelle-Calédonie.*

Du 28 Mai 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866;

Vu le décret du 16 juillet 1884, portant réorganisation des directions de l'intérieur aux colonies;

Vu le décret du 28 mai 1885, qui détermine la constitution des bureaux de la direction de l'intérieur de la Nouvelle-Calédonie;

Vu la délibération du conseil privé de la Nouvelle-Calédonie, en date du 3 février 1885;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le minimum des frais de personnel et de matériel de la direction de l'intérieur de la Nouvelle-Calédonie est fixé ainsi qu'il suit:

Personnel.....	124,000 ^f
Matériel.....	6,000
TOTAL.....	130,000

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 28 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé GALIBER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 4 juillet 1860;

Vu le décret du 25 janvier 1879, instituant un conseil général dans les établissements français dans l'Inde;

Vu le décret du 9 novembre 1883, portant réorganisation de la direction de l'intérieur des établissements français dans l'Inde;

Vu le décret du 16 juillet 1884, portant réorganisation des directions de l'intérieur aux colonies;

Vu la délibération du conseil général des établissements français dans l'Inde du 24 février 1885;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les bureaux de la direction de l'intérieur des établissements français dans l'Inde sont constitués ainsi qu'il suit:

- 1^o Secrétariat général;
- 2^o Administration communale et contentieux;
- 3^o Finances;
- 4^o Travaux et approvisionnements.

2. Des arrêtés du gouverneur, rendus en conseil privé, sur la proposition du directeur de l'intérieur, détermineront les attributions de détail de chaque bureau.

Ces arrêtés seront soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies.

3. Le secrétaire général et les chefs de bureau sont responsables envers l'administration de tous les faits qui ressortissent aux attributions de leurs bureaux.

Ils peuvent recevoir délégation du directeur de l'intérieur pour ce qui concerne les détails du service dont la direction ou le contrôle leur est confié.

4. Le directeur de l'intérieur est remplacé, quand il est absent ou empêché, par le secrétaire général, et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le chef de bureau désigné, sur sa proposition, par le gouverneur.

5. La répartition du personnel entre les divers bureaux est faite par le directeur de l'intérieur.

6. Toutes les dispositions résultant d'actes antérieurs contraires au présent décret sont abrogées.

7. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécu-

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé GALIBER.

N° 15,582. — **DÉCRET** fixant le minimum des frais de personnel et de matériel de la Direction de l'Intérieur des Établissements français dans l'Inde.

Du 4 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866;

Vu le décret du 25 janvier 1879, instituant un conseil général dans les établissements français dans l'Inde;

Vu le décret du 9 novembre 1883, fixant le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur des établissements français dans l'Inde;

Vu le décret du 16 juillet 1884, portant réorganisation des directions de l'intérieur aux colonies;

Vu le décret du 4 juin 1885, constituant les bureaux de la direction de l'intérieur des établissements français dans l'Inde;

Vu la délibération du conseil général des établissements français dans l'Inde, en date du 24 février 1885;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Le minimum des frais de personnel et de matériel de la direction de l'intérieur des établissements français dans l'Inde est fixé ainsi qu'il suit:

Personnel.....	85,500'
Matériel.....	5,155
TOTAL.....	90,655

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 4 juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé GALIBER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu le décret du 20 juillet 1876 ⁽¹⁾, qui déclare d'utilité publique et concède aux sieurs *Bonnaterre* et *Coquerel* l'établissement d'un tramway entre Villiers-le-Bel et la station du même nom (chemin de fer du Nord);

Vu le décret du 21 août 1877 ⁽²⁾, qui approuve la cession faite à la société anonyme des chemins de fer sur routes de tous les droits et charges résultant pour les sieurs *Bonnaterre* et *Coquerel* du décret de concession précité;

Vu le décret du 25 avril 1879, qui autorise la société des chemins de fer sur routes à prolonger, dans l'intérieur du village, la voie ferrée de Villiers-le-Bel;

Vu le décret du 27 juillet 1880, qui autorise ladite société à substituer à sa dénomination celle de *Compagnie générale des chemins de fer sur routes*;

Vu le jugement du tribunal de commerce de la Seine, en date du 19 juillet 1883, qui déclare en faillite cette dernière compagnie;

Vu la déclaration prise, le 19 février 1884, par l'union des créanciers de ladite faillite, relativement à la cession du tramway de Villiers-le-Bel au sieur *de Lavigerie*;

Vu le jugement, en date du 28 février 1885, par lequel le tribunal de commerce de la Seine a homologué cette délibération et autorisé le syndic de la faillite à céder le tramway dont il s'agit au sieur *de Lavigerie*, moyennant le prix et sous les conditions stipulés dans l'acte de cession passé, le 5 mars 1884, par-devant M^e *Rigault*, notaire à Paris;

Vu la demande présentée par le sieur *de Lavigerie*, en vue d'obtenir l'approbation de cette cession;

Vu les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 9-15 juillet, 9-13 août et 13 décembre 1884;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées des 31 juillet et 2 octobre 1884;

Vu la loi du 11 juin 1880, et notamment les articles 10, 18, 19 et 39;
Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la cession faite au sieur *de Lavigerie*, par le syndic de la faillite de la compagnie générale des chemins de fer sur routes, de tous les droits et obligations résultant pour cette compagnie des décrets ci-dessus visés, ainsi que du cahier des charges

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 314, n^o 5405.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 355, n^o 6348.

Fait à Paris, le 12 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé DEMÔLE.

N° 15,584. — *DÉCRET* portant ouverture sur le Budget du Ministère des Travaux publics, exercice 1884, pour l'emploi de Fonds de concours, de Crédits additionnels montant ensemble à 695,854 fr. 94 cent.

Du 12 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les lois des 29 décembre 1883 et 30 janvier 1884, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1884 et répartition, par chapitres, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé de sommes versées au trésor par des départements et des communes, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1884;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 28 mai 1885,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1884, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à six cent quatre-vingt-quinze mille huit cent cinquante-quatre francs quatre-vingt-quatorze centimes (695,854^{fr} 94^{cs}), et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

1^{re} SECTION.

SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. XXI.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.).....	2,046' 53"
— XXVI.	Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)....	1,878 87
— XXVII.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)....	2,076 09

BUDGET DES DÉPENSES

SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. VIII.	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	670,000 00
— XI.	Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en vertu de la loi du 18 mai 1878.....	19,853 45
ENSEMBLE comme ci-dessus.....		<u>695,854 94</u>

Ladite somme de six cent quatre-vingt-quinze mille huit cent cinquante-quatre francs quatre-vingt-quatorze centimes est répartie, par entreprises, conformément à l'état B ci-annexé.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé DEMÔLE.

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés	NUMÉROS des récé- pissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1884.					
Alpes (Basses-).	Le département....	Digne.....	144	20 février 1884.	32,500 ^f 00 ^c
	Idem.....	Idem.....	145	Idem.	21,000 00
ANNÉE 1885.					
Maine- et-Loire.	Le département....	Angers.....	1426	18 mars 1885.	616,500 ^f 00 ^c
Meurthe- et-Moselle.	La ville de Nancy...	Nancy.....	2013	25 mars 1885.	1,878 87
Pas- de-Calais.	La ville de Boulo- gne.	Boulogne....	1512	14 mars 1885.	2,076 09
Seine- et-Oise.	La ville de Ver- sailles.	Versailles....	1782	21 février 1885.	2,046 53.
Vendée....	Le département....	La Roche-sur- Yon.	1226	27 mars 1885.	3,125 00
	Idem.....	Idem.....	1268	31 mars 1885.	14,694 75
	Idem.....	Idem.....	1269	Idem.	2,033 76
TOTAL....					695,854 94

Certifié conforme à l'état A annexé au décret en date du 12 juin 1885, enregistré sous le n° 154.

*Le Chef de la première division du personnel,
du secrétariat et de la comptabilité,*

Signé E. NOBÉCOURT.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. (SERVICE ORDINAIRE.)		
CHAPITRE XXI.		
ROUTES ET PONTS. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)		
Seine-et-Oise..	Arrosage des routes nationales n ^{os} 10 et 185, dans la traverse de Versailles.....	2,046 ^{fr} 53 ^{cs}
CHAPITRE XXVI.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. — CANAUX. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)		
Meurthe-et-Moselle.	Frais d'exploitation des usines de Messein, sur le canal de l'Est.....	1,878 87
CHAPITRE XXVII.		
PORTS MARITIMES, PHARES ET FANAUX. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.)		
Pas-de-Calais..	Entretien du boulevard Dannon, à Boulogne.....	2,072 09
BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.		
CHAPITRE VIII.		
ÉTUDES ET TRAVAUX DE CHEMINS DE FER EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT.		
Alpes (Basses-).	Établissement des chemins de fer de Forcalquier à Volx et d'Apt à la ligne de Forcalquier à Volx.....	32,500 ^{fr}
Maine-et-Loire.	Établissement du chemin de fer de Digne à Castellane.....	21,000
	Établissement du chemin de fer de Segré à Nantes.....	616,500 00
	TOTAL du chapitre VIII.....	670,000 00

CHAPITRE XL

TRAVAUX D'ACHÈVEMENT PAR L'ÉTAT DES LIGNES RACHETÉES
EN VERTU DE LA LOI DU 18 MAI 1878.

Vendée.....	{ Construction de la ligne de Machecoul à la Roche-sur-Yon et embranchement (3,125' + 2,033' 70' + 14,694' 75').....	19,853' 45"
-------------	---	-------------

RÉCAPITULATION.

BUDGET ORDINAIRE.

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. XXI.	Routes et ponts. Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.).....	2,046' 53"
—— XXVI.	Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.).....	1,878 87
—— XXVII.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.).....	2,076 09

BUDGET DES DÉPENSES

SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. VIII.	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État....	670,000 00
—— XI.	Travaux d'achèvement par l'État des lignes rachetées en vertu de la loi du 18 mai 1878.....	19,853 45

TOTAL GÉNÉRAL..... 695,854 91

Certifié conforme à l'état B annexé au décret en date du 12 juin 1885, enregistré sous le n° 154.

*Le Chef de la première division du personnel,
du secrétariat et de la comptabilité,*

Signé E. NOBÉCOURT.

15,585. — *Décret autorisant les envois de fonds de France (Tunisie et Algérie comprises) en Bulgarie.*

Du 13 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'arrangement conclu à Paris le 4 juin 1878, pour l'échange des mandats de poste entre les pays faisant partie de l'Union postale universelle;

Vu la loi du 19 décembre 1878, portant approbation de cet arrangement;

Vu le décret du 27 mars 1879 ⁽¹⁾, rendu en exécution de cette loi;

Vu la communication du gouvernement de la confédération suisse notifiant l'adhésion du gouvernement de la principauté de Bulgarie à l'arrangement du 4 juin 1878;

Sur le rapport du ministre des postes et des télégraphes,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Des envois de fonds pourront être échangés, par la voie de la poste et au moyen de mandats, entre la France, l'Algérie et la Tunisie, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part.

Le droit à payer en France et en Algérie, par les expéditeurs de mandats à destination de la Bulgarie, sera de vingt-cinq centimes par vingt-cinq francs ou fraction de vingt-cinq francs.

2. Les dispositions des articles 2, 4, 5, 6, 7 et 8 du décret susvisé du 27 mars 1879 seront applicables aux mandats dont il s'agit.

3. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} juillet 1885.

4. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé SARRIEN.

N° 15,586. — *DÉCRET portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes (première section) d'un Crédit de 936 fr. 70 cent. à rattacher au chapitre LIII du budget de l'exercice 1884.*

Du 18 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

(1) XII^e série, Bull. 435, n° 7863.

ensemble à neuf cent trente-six francs soixante-dix centimes, ont été recouvrées dans les départements des Ardennes et de la Meuse;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 11 juin 1885,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section, un crédit de neuf cent trente-six francs soixante-dix centimes.

Cette somme sera rattachée au chapitre LIII (*Enseignement primaire*) du budget des dépenses de l'exercice 1884.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours, pour dépenses publiques.

3. Les ministres de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé RENÉ GOBLER.

N° 15,587. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Intérieur un Crédit supplémentaire de 5,000 francs à titre de Fonds de concours.

Du 22 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 21 mars 1885, portant fixation du budget des recettes et des dépenses ordinaires de l'exercice 1885;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les décrets des 27 février et 6 mars 1885, portant ouverture d'un crédit de cent soixante et onze mille deux cent un francs vingt-neuf centimes;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

la conduite d'eau du village de Sirat;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1885, deuxième section, chapitre XII, article 2 (*Colonisation en Algérie*), un crédit supplémentaire de cinq mille francs (5,000^f), applicable aux travaux de la conduite d'eau du village de Sirat.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours par la commune mixte d'Hillil.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 22 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ALLAIN-TARGÉ.

N° 15,588. — *DÉCRET qui ouvre au Budget du Ministère des Finances, pour l'exercice 1883, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des dépenses pour rappels d'arrérages de Rentes viagères et de Pensions qui se rapportent à des exercices clos.*

Du 23 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, aux termes duquel la dépense servant de base au règlement des crédits de chaque exercice pour le service de la dette viagère et des pensions et pour celui de la solde et autres dépenses payables sur revues ne se composera que des paiements effectués jusqu'à l'époque de sa clôture, les rappels d'arrérages payés sur ces mêmes exercices, d'après les droits ultérieurement constatés, devant continuer d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant et le transport en être effectué, en fin d'exercice, à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit à soumettre chaque année à la sanction législative avec le règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1883, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pendant cet exercice pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos.

Ces chapitres sont intitulés :

Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos.
Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.

2. Les paiements effectués pour ces rappels d'arrérages, montant, d'après le tableau ci-annexé, à la somme de huit cent cinquante et un mille treize francs quarante et un centimes (851,013'41'), sont en conséquence déduits des chapitres ordinaires ouverts au budget de l'exercice 1883 pour les rentes viagères et les pensions, et appliqués comme il suit aux nouveaux chapitres désignés par l'article précédent :

Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos.....	256,785' 28
Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.....	594,228 13
TOTAL.....	851,013 41

3. Sur les crédits ouverts par la loi de finances pour le service des rentes viagères et des pensions pendant l'année 1883, une somme de huit cent cinquante et un mille treize francs quarante et un centimes (851,013'41') est transportée aux deux chapitres ci-dessus et annulée aux chapitres suivants :

Rentes viagères d'ancienne origine.....	721' 66
Rentes viagères pour la vieillesse.....	256,063 62
Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.).....	5,326 99
Pensions à titre de récompense nationale.....	525 00
Pensions militaires.....	158,672 92
Pensions ecclésiastiques.....	53 62
Pensions de donataires dépossédés.....	7,340 28
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	281,386 14
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés des anciennes listes civiles et du domaine privé du roi <i>Louis-Philippe</i>	1,658 11
Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.).....	551 38
Vicimes du coup d'État.....	138,693 69
TOTAL.....	851,013 41

4. Le présent décret sera annexé au projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1883.

5. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Tableau, par exercice, des rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions antérieures à 1883 qui sont à reporter à de nouveaux chapitres spéciaux dans le compte définitif des dépenses de l'exercice 1883.

RENTES ET PENSIONS.	EXERCICES qui ont donné lieu à des rappels d'arrérages.				TOTAL.
	1879.	1880.	1881.	1882.	
RENTES VIAGÈRES.					
Rentes viagères d'ancienne origine.....	fr. c. 150 00	fr. c. 235 00	fr. c. 316 66	fr. c. 20 00	fr. c. 721 66
Rentes viagères pour la vieillesse.....	26,150 98	39,718 43	91,414 08	98,780 13	256,063 62
TOTAUX.....	26,300 98	39,953 43	91,730 74	98,800 13	256,785 28
PENSIONS.					
Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.).....	fr. c. 400 00	fr. c. 608 16	fr. c. 2,112 53	fr. c. 2,206 30	fr. c. 5,326 99
Pensions à titre de récompense nationale.....	"	"	375 00	150 00	525 00
Pensions militaires.....	1,079 41	17,874 62	69,544 18	70,174 71	158,672 92
Pensions ecclésiastiques....	"	"	"	53 62	53 62
Pensions de donataires dépossédés.....	31 25	151 65	4,633 30	2,544 08	7,360 28
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	2,770 11	31,125 17	110,801 72	136,689 14	281,386 14
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés des anciennes listes civiles et du domaine privé du roi Louis-Philippe....	47 50	229 90	1,199 91	181 00	1,658 11
Victimes du coup d'État....	"	"	25,632 52	113,061 17	138,693 69
Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 octobre 1861.).....	"	"	338 88	212 50	551 38
TOTAUX.....	4,328 27	49,989 50	214,637 84	325,272 52	594,228 13
TOTAUX GÉNÉRAUX....	30,629 25	89,942 93	306,368 58	424,072 65	851,013 41

Du 27 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833, sur le mode à suivre pour l'affectation d'un immeuble domanial à un service public de l'État;

Vu l'adhésion donnée, le 26 mars 1885, par le ministre des travaux publics;

Vu la lettre en date du 20 juin 1885, par laquelle le ministre des finances exprime un avis conforme;

Considérant que, pour la construction d'un mur de clôture au quartier de cavalerie, à Lunéville (Meurthe-et-Moselle), il y a lieu d'affecter au service du département de la guerre une bande de terrain de cent quarante-quatre mètres carrés trente-six décimètres carrés, formant un délaissé de la route nationale n° 4, telle qu'elle est figurée par un liséré jaune sur un plan parcellaire dressé, le 28 avril 1885, par le chef du génie de ladite place de Lunéville et ci-annexé,

DÉCRÈT :

ART. 1^{er}. La bande de terrain susmentionnée est affectée au service du département de la guerre.

2. Les ministres de la guerre, des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} E. CAMPENON.

N° 15,590. — *DÉCRET ayant pour objet de suspendre jusqu'au 1^{er} janvier 1886 l'application des dispositions du décret du 19 décembre 1876 sur la pêche du corail en Algérie.*

Du 30 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 28 février 1885, portant que l'application des dispositions du décret du 19 décembre 1876 ⁽¹⁾, sur la pêche du corail en Algérie, est suspendue jusqu'au 30 juin 1885;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 330, n° 5709.

la situation et les capacités financières de personnes ou sociétés qui adresseront à l'État des demandes de concession de réseaux téléphoniques :

MM. Saint-Prix, député ;

Michu, président du tribunal de commerce de la Seine ;

de Liron d'Airoles, directeur du mouvement général des fonds au ministère des finances. (Paris, 12 Mai 1885.)

N° 15.593. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des postes et des télégraphes) portant ce qui suit :

Sont nommés membres de la commission spéciale constituée à l'effet de préparer et proposer un règlement pour fixer les conditions techniques à remplir dans l'intérêt de la sécurité publique pour l'installation des conducteurs affectés à la transmission de la lumière ou au transport de la force par l'électricité.

MM. Baihaut, député ;

le capitaine *Krebs*, adjudant-major au régiment de sapeurs-pompiers ;

Fribourg, directeur du personnel, chargé de la direction du service central au ministère des postes et des télégraphes ;

Brunot, chef du cabinet du ministre des postes et des télégraphes. (Paris, 12 Mai 1885.)

N° 15.594. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé le 28 janvier 1885, entre le préfet d'Ille-et-Vilaine et le sieur *Fernand Henry*, armateur à Dinard, portant concession au sieur *Fernand Henry*, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement d'une somme de deux cent six francs vingt-cinq centimes (206^f 25^c) d'un terrain maritime à conquérir au droit de la propriété du concessionnaire dans l'anse du Prieuré, commune de Dinard, d'une contenance de treize mètres carrés soixante-quinze décimètres carrés (13^m 75) et désigné par une teinte rose au plan annexé audit acte. (Paris, 23 Mai 1885.)

N° 15.595. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé le 22 octobre 1883 devant le maire de Langoiran, délégué, portant concession, aux clauses et conditions qui y sont exprimées, savoir : au sieur *C'uchey*, d'une parcelle d'alluvions de vingt-quatre ares quatre-vingt-neuf centiares (24^a 89^c), moyennant le versement d'une somme de deux cent vingt-quatre francs un centime (224^f 01^c) ; au sieur *Moulun*, d'une parcelle d'alluvions de sept ares deux centiares (7^a 02^c), moyennant le versement d'une somme de soixante-trois francs dix-huit centimes (63^f 18^c) ; au sieur *Ducourneau*, de deux parcelles d'alluvions d'une superficie totale de quatorze ares onze centiares (14^a 11^c), moyennant le

Somme de vingt-quatre francs cinquante centimes (24 57), et à la dame Gardère, d'une parcelle d'alluvions d'un are soixante-dix-huit centiares (1^a 78^c), moyennant le versement d'une somme de seize francs deux centimes (16 02), les dites alluvions en voie de formation au droit des propriétés des concessionnaires, sur la rive droite de la Garonne, dans la commune de Langoiran (Gironde). (Paris, 23 Mai 1885.)



Certifié conforme :

Paris, le 31^e Juillet 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin*
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15,596. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes un Crédit extraordinaire de 50,000 francs, sur l'exercice 1885, pour l'acquisition d'Œuvres d'art provenant de la collection Gréau.*

Du 27 Juin 1885.

(Promulguée au *Journal officiel* du 28 juin 1885.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1885, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 21 mars 1885, un crédit extraordinaire de cinquante mille francs (50,000'), qui sera classé à la deuxième section (*Service des beaux-arts*) sous le titre de chapitre XLIX (*Acquisition d'œuvres d'art provenant de la collection Gréau*).

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1885.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,
Signé SADI CARNOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,
Signé RENÉ GOBLET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars et 24 juillet 1881, concernant le service des colis postaux;

Vu les décrets d'exécution des 19⁽¹⁾ et 21 avril 1881⁽²⁾, 24⁽³⁾ et 30 juillet 1881⁽⁴⁾, 19⁽⁵⁾, 24⁽⁶⁾ et 26 septembre 1881⁽⁷⁾, 24⁽⁸⁾ et 25 novembre 1881⁽⁹⁾, 6⁽¹⁰⁾ et 8 mars 1882⁽¹¹⁾, 18⁽¹²⁾ et 21 juillet 1882⁽¹³⁾, 10⁽¹⁴⁾ et 11 août 1882⁽¹⁵⁾, 21 octobre 1882⁽¹⁶⁾, 14⁽¹⁷⁾ et 20 novembre 1882⁽¹⁸⁾, 18⁽¹⁹⁾ et 29 novembre 1882⁽²⁰⁾, 22⁽²¹⁾ et 27 janvier 1883⁽²²⁾, 14⁽²³⁾ et 19 avril 1883⁽²⁴⁾, 23 et 29 septembre 1884;

Sur le rapport du ministre des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} juin prochain, des colis postaux pourront être échangés, par la voie des paquebots français, entre la France (y compris la Corse et l'Algérie), la Tunisie et les bureaux de poste français établis dans les ports ottomans, d'une part, et l'Annam, d'autre part.

2. L'affranchissement des colis postaux sera obligatoire.

La taxe à payer par l'expéditeur sera perçue conformément aux indications du tableau ci-après :

LIEU DE DÉPÔT.	TAXE des colis postaux à livrer aux destinataires au port de débarquement.
Agence de la compagnie maritime au port d'embarquement de la France continentale.....	3 ^f 60 ^c
Gare de la France continentale.....	4 10
Agence de la compagnie maritime au port d'embarquement en Corse ou en Algérie.....	3 85
Agence à l'intérieur de la Corse ou gare d'Algérie.....	4 35
Agence de la compagnie maritime au port d'embarquement en Tunisie.	4 10
Gare de Tunisie.....	4 60
Bureau de poste français au port d'embarquement en Turquie.....	4 00

⁽¹⁾ Bull. 653, n° 11,021.

⁽²⁾ Bull. 653, n° 11,013.

⁽³⁾ Bull. 653, n° 11,024.

⁽⁴⁾ Bull. 653, n° 11,026.

⁽⁵⁾ Bull. 685, n° 11,597.

⁽⁶⁾ Bull. 685, n° 11,599.

⁽⁷⁾ Bull. 685, n° 11,600.

⁽⁸⁾ Bull. 673, n° 11,357.

⁽⁹⁾ Bull. 673, n° 11,358.

⁽¹⁰⁾ Bull. 695, n° 11,811.

⁽¹¹⁾ Bull. 695, n° 11,812.

⁽¹²⁾ Bull. 732, n° 12,454.

⁽¹³⁾ Bull. 732, n° 12,455.

⁽¹⁴⁾ Bull. 732, n° 12,462.

⁽¹⁵⁾ Bull. 732, n° 12,465.

⁽¹⁶⁾ Bull. 742, n° 12,583.

⁽¹⁷⁾ Bull. 742, n° 12,594.

⁽¹⁸⁾ Bull. 742, n° 12,595.

⁽¹⁹⁾ Bull. 742, n° 12,596.

⁽²⁰⁾ Bull. 746, n° 12,663.

⁽²¹⁾ Bull. 760, n° 13,014.

⁽²²⁾ Bull. 760, n° 13,022.

⁽²³⁾ Bull. 765, n° 13,109.

⁽²⁴⁾ Bull. 765, n° 13,113.

Fait à Paris, le 31 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé SARRIEN.

N° 15,598. — *DÉCRET portant que le service des Colis postaux entre la France et les Colonies et les autres Puissances est étendu à l'Annam.*

Du 31 Mai 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 7 juin 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars et 24 juillet 1881, concernant le service des colis postaux;

Vu les décrets d'exécution des 19 ⁽¹⁾ et 21 avril 1881 ⁽²⁾, 24 ⁽³⁾ et 30 juillet 1881 ⁽⁴⁾, 19 ⁽⁵⁾, 24 ⁽⁶⁾ et 26 septembre 1881 ⁽⁷⁾, 24 ⁽⁸⁾ et 25 novembre 1881 ⁽⁹⁾, 6 ⁽¹⁰⁾ et 8 mars 1882 ⁽¹¹⁾, 18 ⁽¹²⁾ et 21 juillet 1882 ⁽¹³⁾, 10 ⁽¹⁴⁾ et 11 août 1882 ⁽¹⁵⁾, 21 octobre 1882 ⁽¹⁶⁾, 14 ⁽¹⁷⁾ et 20 novembre 1882 ⁽¹⁸⁾, 18 ⁽¹⁹⁾ et 29 novembre 1882 ⁽²⁰⁾, 22 ⁽²¹⁾ et 27 janvier 1883 ⁽²²⁾, 14 ⁽²³⁾ et 19 avril 1883 ⁽²⁴⁾, 23 et 29 septembre 1884 et 31 mai 1885;

Sur le rapport du ministre des postes et des télégraphes et du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les habitants de l'Annam pourront échanger, par la voie des paquebots-poste français, des colis postaux avec la France (y com-

⁽¹⁾ Bull. 653, n° 11,021.

⁽²⁾ Bull. 653, n° 11,023.

⁽³⁾ Bull. 653, n° 11,024.

⁽⁴⁾ Bull. 653, n° 11,026.

⁽⁵⁾ Bull. 685, n° 11,597.

⁽⁶⁾ Bull. 685, n° 11,599.

⁽⁷⁾ Bull. 685, n° 11,600.

⁽⁸⁾ Bull. 673, n° 11,357.

⁽⁹⁾ Bull. 673, n° 11,358.

⁽¹⁰⁾ Bull. 695, n° 11,811.

⁽¹¹⁾ Bull. 695, n° 11,812.

⁽¹²⁾ Bull. 732, n° 12,454.

⁽¹³⁾ Bull. 732, n° 12,455.

⁽¹⁴⁾ Bull. 732, n° 12,462.

⁽¹⁵⁾ Bull. 732, n° 12,465.

⁽¹⁶⁾ Bull. 742, n° 12,583.

⁽¹⁷⁾ Bull. 742, n° 12,594.

⁽¹⁸⁾ Bull. 742, n° 12,595.

⁽¹⁹⁾ Bull. 742, n° 12,596.

⁽²⁰⁾ Bull. 746, n° 12,663.

⁽²¹⁾ Bull. 760, n° 13,014.

⁽²²⁾ Bull. 760, n° 13,022.

⁽²³⁾ Bull. 765, n° 13,109.

⁽²⁴⁾ Bull. 765, n° 13,113.

pris la Corse et l'Algérie), la Tunisie, les bureaux de poste français établis dans les ports ottomans, les colonies françaises du Sénégal, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane française, de Mayotte, de Nossi-Bé, de Sainte-Marie de Madagascar, de la Réunion, de Pondichéry, de Karikal, de la Cochinchine, de la Nouvelle-Calédonie et du Tonkin, ainsi qu'avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bulgarie, le Danemark et les Antilles danoises, l'Égypte, l'Italie (y compris la République de Saint-Marin, Assab et Massouah), le Luxembourg, le Monténégro, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal (y compris les Açores et Madère), la Roumanie, la Serbie, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Le nouveau service entrera en activité dans l'Annam dès que le présent décret y aura été promulgué.

2. L'affranchissement des colis postaux sera obligatoire.

La taxe à payer par l'expéditeur sera perçue conformément aux indications des tableaux ci-annexés.

En outre, l'expéditeur d'un colis postal aura à acquitter un droit de timbre de dix centimes dans les colonies où le timbre est en vigueur.

3. Sont applicables aux colis postaux à destination ou provenant de l'Annam, toutes celles des dispositions des décrets susvisés qui n'ont rien de contraire au présent décret.

4. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Mai 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé GALIBER.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé SARRIEN.

1. — *Taxes à percevoir par le bureau du port d'embarquement dans l'Annam sur les colis postaux expédiés en France, en Corse, en Algérie, en Tunisie et aux colonies françaises.*

LIQU DE DESTINATION.	VOIE DE TRANSMISSION.	TAXE.
Douane ou agence de la compagnie maritime au port de débarquement en France.....	Voie de Marseille.....	3 ⁵⁰
Domicile du destinataire au port de débarquement en France, desservi par factage.....	Idem.....	3 75
Gare de France.....	Idem.....	4 00
Domicile du destinataire dans une localité de l'intérieur de la France, desservi par factage ou correspondance.....	Idem.....	4 25
Douane ou agence de la compagnie maritime au port de débarquement en Corse ou en Algérie.	Idem.....	3 75

Domicile du destinataire au port de débarquement en Corse ou en Algérie, desservi par factage.....	Voie de Marseille.....	4 ⁰⁰
Agence à l'intérieur de la Corse ou gare d'Algérie.....	Idem.....	4 25
Domicile du destinataire dans une localité de l'intérieur de la Corse ou de l'Algérie, desservie par factage ou correspondance.....	Idem.....	4 50
Donane ou agence de la compagnie maritime au port de débarquement en Tunisie.....	Idem.....	4 00
Domicile du destinataire dans un port de débarquement en Tunisie, desservi par factage.....	Idem.....	4 25
Gare de Tunisie.....	Idem.....	4 50
Domicile du destinataire dans une localité de l'intérieur de la Tunisie, desservie par factage ou correspondance.....	Idem.....	4 75
Port de débarquement	au Tonkin.....	0 25
	en Cochinchine.....	0 50
	à la Réunion.....	3 50
	à Mayotte, à Nossi-Bé, à Sainte-Marie de Madagascar.....	Idem.....
	au Sénégal.....	4 00
	à la Guadeloupe, à la Martinique, à la Guyane française.....	Voie de Marseille.....
	à Pondichéry, à Karikal.....	Idem.....
	en Nouvelle-Calédonie.....	6 00
		Voie des paquebots français.....
		Idem.....

II. — Taxes à percevoir par le bureau du port d'embarquement dans l'Annam sur les colis postaux à destination de divers pays étrangers.

PAYS	TAXES.							
	Voie de Marseille.	Voie de Marseille et de Belgique.	Voie de Marseille et de Suède.	Voie de Marseille et de Danemark.	Voie de Marseille et de Hambourg-Hammarfest.	Voie directe des paquebots français.	Voie de Naples.	Voie de Suez.
Allemagne.....	4 ⁵⁰	5 ⁰⁰	"	"	"	"	"	"
Autriche-Hongrie.....	5 00	"	"	"	"	"	4 ⁵⁰	"
Belgique.....	4 50	"	"	"	"	"	"	"
Bulgarie.....	6 25	"	"	"	"	"	5 75	"
Danemark.....	5 00	"	"	"	"	"	"	"
Antilles danoises.....	6 50	"	"	"	"	"	"	"
Égypte.....	"	"	"	"	"	"	"	3 ²⁵
Italie (y compris la République de San-Marin et Assab).....	4 75	"	"	"	"	"	4 25	"
Bureau italien de Massouah.....	5 25	"	"	"	"	"	4 75	"
Luxembourg.....	4 25	"	"	"	"	"	"	"
Monténégro.....	5 75	"	"	"	"	"	5 25	"
Norvège.....	"	"	6 ⁰⁰	5 ⁷⁵	5 ²⁵	"	"	"
Pays-Bas.....	5 00	"	"	"	"	"	"	"
Portugal.....	5 25	"	"	"	"	"	"	"
Possessions portugaises, Açores.....	6 25	"	"	"	"	"	"	"
Madère.....	5 75	"	"	"	"	"	"	"

de destination.	de Marseille.	Marseille et de Belgique.	Marseille et de Suède.	Marseille et de Dane- mark.	et de Hem- bourg- Hamm- fest.	des paquebots français.	de Naples.	de Suez.
Roumanie.....	5 ^f 75 ^c	"	"	"	"	"	5 ^f 25 ^c	"
Serbie.....	5 75	"	"	"	"	"	5 25	"
Suède.....	6 25	"	"	"	"	"	"	"
Suisse.....	4 50	"	"	"	"	"	"	"
Tur- quie.	Bureau de poste français.	"	"	"	"	4 ^f 00 ^c	"	"
	Caïfa (voie d'Egypte)	"	"	"	"	"	"	3 ^f 75 ^c
	Autres ports (voie d'Egypte)	"	"	"	"	"	"	4 50
	Villes de l'inté- rieur (voie d'Egypte)	"	"	"	"	"	"	4 75
		"	"	"	"	"	"	

III. — Taxes à percevoir sur les colis postaux expédiés
de diverses colonies françaises.

		TAXES pour les destinations ci-après :					
LIEU DE DÉPÔT.	VOIE.	Annam (1).	Italie (y compris San-Marin et Assab).	Mascouah.	Autriche-Hongrie.	Bulgarie.	Monténégro, Roumanie, Serbie.
Bureau du port d'embarquement	à l'Annam.....	Voie directe.....	0 ^f 25 ^c	"	"	"	"
		Voie directe.....	0 25	"	"	"	"
	au Tonkin.....	Voie de Naples.....	"	4 ^f 25 ^c	"	"	"
		Voie de Marseille.....	"	"	5 ^f 25 ^c	"	"
	en Cochinchine.....	Voie directe.....	0 50	"	"	"	"
		Voie de Marseille.....	"	4 25	4 75	"	"
	à Pondichéry.....	Voie des paquebots français.	1 50	"	"	"	"
	à Karikal.....	Voie de Marseille.....	"	3 25	3 75	"	"
	à la Réunion.....	Voie des paquebots français.	3 50	"	"	"	"
	à Mayotte.....			"	"	"	"
	à Nossi-Bé.....			"	"	"	"
	à Sainte-Marie de Ma- dagascar.....	Voie des paquebots français.	4 00	"	"	"	"
	en Nouvelle-Calédonie.	Voie des paquebots français.	3 50	"	"	"	"
	au Sénégal.....	Voie de Bordeaux.....	5 00	"	"	"	"
	à la Guadeloupe.....	Voie de Saint-Nazaire ou de Bordeaux.....	6 00	"	"	"	"
	à la Martinique.....			"	"	"	"
	à la Guyane française..			"	"	"	"

(1) Colis à livrer au port de débarquement.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars et 24 juillet 1881, concernant le service des colis postaux;

Vu les décrets d'exécution des 19⁽¹⁾ et 21 avril 1881⁽²⁾, 24⁽³⁾ et 30 juillet 1881⁽⁴⁾, 19⁽⁵⁾ 24⁽⁶⁾ et 26 septembre 1881⁽⁷⁾, 24⁽⁸⁾ et 25 novembre 1881⁽⁹⁾, 18⁽¹⁰⁾ et 21 juillet 1882⁽¹¹⁾, 14⁽¹²⁾ et 20 novembre 1882⁽¹³⁾, 22⁽¹⁴⁾ et 27 janvier 1883⁽¹⁵⁾, 23 et 29 septembre 1884 et 31 mai 1885;

Vu la notification du conseil fédéral suisse, en date du 5 juin 1885, concernant la participation de l'Espagne à l'échange des colis postaux;

Sur le rapport du ministre des postes et des télégraphes,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} juillet prochain, des colis postaux pourront être échangés entre la France (y compris la Corse et l'Algérie), la Tunisie et les bureaux de poste français établis dans les ports ottomans, d'une part, et l'Espagne, d'autre part.

2. L'affranchissement des colis postaux sera obligatoire.

La taxe à payer par l'expéditeur sera perçue conformément aux indications du tableau ci-après :

LIQU DE DÉPÔT.	VOIE DE TRANSMISSION.	TAXES.
Gare de la France continentale.....	Voie directe.....	1 ^{fr} 35 ^c
Agence au port d'embarquement en Corse..	Voie de Marseille ou de Nice	1 60
Agence à l'intérieur de la Corse.....	Idem.....	1 85
Agence de la compagnie maritime au port d'embarquement en Algérie.....	Voie de Marseille ou de Port-Vendres.....	1 60
	Voie de Carthagène.....	1 60
Gare d'Algérie.....	Voie de Marseille ou de Port-Vendres.....	1 85
	Voie de Carthagène.....	1 60
Agence de la compagnie maritime au port d'embarquement en Tunisie.....	Voie de Marseille.....	1 85
Gare de Tunisie.....	Idem.....	2 10
Bureaux français dans les ports ottomans..	Idem.....	2 75

(1) Bull. 653, n° 11,021.

(2) Bull. 653, n° 11,023.

(3) Bull. 653, n° 11,024.

(4) Bull. 653, n° 11,026.

(5) Bull. 685, n° 11,597.

(6) Bull. 685, n° 11,599.

(7) Bull. 685, n° 11,600.

(8) Bull. 673, n° 11,357.

(9) Bull. 673, n° 11,358.

(10) Bull. 732, n° 12,454.

(11) Bull. 732, n° 12,455.

(12) Bull. 742, n° 12,594.

(13) Bull. 742, n° 12,595.

(14) Bull. 760, n° 13,014.

(15) Bull. 760, n° 13,022.

LIEU DE DÉPÔT.	VOIE DE TRANSMISSION.	TAXE d'affranchissement des colis à destination		
		du Portugal.	des Açores.	de Madère.
Gare de la France continentale...	Voie d'Espagne.....	1 ^f 85 ^c	2 ^f 85 ^c	2 ^f 35 ^c
Agence de la compagnie maritime au port d'embarquement en Al- gérie ou gare d'Algérie.....	Voie de Carthagène...	2 10	3 10	2 60

4. Sont applicables aux colis postaux dont il s'agit, toutes les dispositions des décrets susvisés non contraires aux articles précédents.

5. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé SARRIEN.

N° 15,600. — DÉCRET portant que les Correspondances entre la France et le Royaume de Siam seront astreintes aux taxes fixées par le décret du 7 septembre 1881.

Du 13 Juin 1885.

(Promulgué au Journal officiel du 17 juin 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 19 décembre 1878;

Vu les décrets du 27 mars 1879 ⁽¹⁾ et du 7 septembre 1881 ⁽²⁾, rendus en exécution de cette loi;

Vu la convention de l'Union postale universelle signée à Paris le 1^{er} juin 1878;

Vu la communication du département des postes suisses notifiant l'admission du royaume de Siam dans l'Union postale universelle;

Sur le rapport du ministre des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les taxes à acquitter en France, en Algérie, en Tunisie et dans les bureaux français à l'étranger sur les correspondances à

XII^e série, Bull. 435, n° 7863.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 685, n° 11,595.

s'agit.

2. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} juillet 1885.

3. Toutes dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

4. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé SARRIEN.

N° 15,601. — *DÉCRET portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes d'un Crédit de 73,756 fr. 53 cent. pour Fonds de concours sur l'exercice 1885, et annulation de pareille somme à l'exercice 1884.*

Du 13 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 29 décembre 1883, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1884;

Vu le décret du 28 novembre 1884, ouvrant au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1884, divers crédits provenant de fonds de concours, parmi lesquels une somme de soixante-treize mille sept cent cinquante-six francs cinquante-trois centimes, représentant des versements effectués par des communes ou par des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement et d'entretien des bureaux et des lignes télégraphiques en Algérie, a été imputée au chapitre XIX (*Matériel de l'Algérie*);

Vu la loi de finances du 21 mars 1885, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1885;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours, aux termes duquel « la portion des fonds de concours qui n'a pas été employée pendant le cours d'un exercice peut être réimputée, avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu de « décrets qui prononcent l'annulation des sommes restées sans emploi sur « l'exercice expiré »;

Considérant qu'il n'a pas été fait emploi, au titre de l'exercice 1884, du crédit de soixante-treize mille sept cent cinquante-six francs cinquante-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

trois centimes ouvert sur le chapitre XIX (*Matériel de l'Algérie*) par le décret du 28 novembre 1884 susvisé;

Sur la proposition du ministre des postes et des télégraphes et l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Une somme de soixante-treize mille sept cent cinquante-six francs cinquante-trois centimes (73,756^f 53^c), provenant de fonds de concours rattachés par décret en date du 28 novembre 1884 au budget du ministère des postes et des télégraphes, chapitre XX (*Matériel de l'Algérie*), exercice 1884, est et demeure annulée au titre de cet exercice.

2. Un crédit égal de soixante-treize mille sept cent cinquante-six francs cinquante-trois centimes (73,756^f 53^c), applicable aux frais d'établissement et d'entretien des bureaux et des lignes télégraphiques en Algérie, est ouvert au ministre des postes et des télégraphes sur l'exercice 1885, chapitre XIX (*Matériel de l'Algérie*).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à cet effet, à titre de fonds de concours, lesquelles sont reportées de l'exercice 1884 à l'exercice 1885.

4. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre des finances,

Signé SADI CARNOT.

Le Ministre des postes et des télégraphes,

Signé SARRIEN.

N° 15,602. — DÉCRET portant que les taxes sur les Correspondances entre les Colonies françaises et le Royaume de Siam seront perçues conformément au tarif annexé au décret du 27 mars 1879.

Du 23 Juin 1885.

(Promulgué au *Journal officiel* du 24 juin 1885.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 19 décembre 1878;

Vu les décrets du 27 mars 1879⁽¹⁾ et du 11 septembre 1881⁽²⁾, rendus en exécution de cette loi;

Vu la convention de l'Union postale universelle signée à Paris le 1^{er} juin 1878;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 435, n° 7863.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 685, n° 11,596.

ART. 1^{er}. Les taxes à acquitter dans les colonies françaises sur les correspondances à destination ou provenant du royaume de Siam seront perçues conformément au tarif n° 1 annexé au décret susvisé du 27 mars 1879.

Les dispositions des articles 6, 7 et 8 du même décret seront, en outre, applicables aux correspondances dont il s'agit.

2. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} juillet 1885.

3. Toutes dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

4. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la marine et des colonies,
Signé GALIBER.

Le Ministre des postes et des télégraphes,
Signé SARRIEN.

N° 15,603. — DÉCRET étendant le service des Colis postaux tel qu'il est réglé par le précédent décret du 13 juin aux Colonies françaises et à l'Annam.

Du 23 Juin 1885.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars et 24 juillet 1881, concernant le service des colis postaux;

Vu les décrets d'exécution des 19 ⁽¹⁾ et 21 avril 1881 ⁽²⁾, 24 ⁽³⁾ et 30 juillet 1881 ⁽⁴⁾, 19 ⁽⁵⁾, 24 ⁽⁶⁾ et 26 septembre 1881 ⁽⁷⁾, 14 ⁽⁸⁾ et 20 novembre 1882 ⁽⁹⁾, 22 ⁽¹⁰⁾ et 27 janvier 1883 ⁽¹¹⁾, 23 et 29 septembre 1884, 31 mai 1885 et 13 juin 1885;

Sur le rapport du ministre des postes et des télégraphes et du ministre de la marine et des colonies,

⁽¹⁾ Bull. 653, n° 11,021.

⁽²⁾ Bull. 653, n° 11,023.

⁽³⁾ Bull. 653, n° 11,024.

⁽⁴⁾ Bull. 653, n° 11,026.

⁽⁵⁾ Bull. 685, n° 11,597.

⁽⁶⁾ Bull. 685, n° 11,599.

⁽⁷⁾ Bull. 685, n° 11,600.

⁽⁸⁾ Bull. 742, n° 12,594.

⁽⁹⁾ Bull. 742, n° 12,595.

⁽¹⁰⁾ Bull. 760, n° 13,014.

⁽¹¹⁾ Bull. 760, n° 13,022.

DÉCRETS :

ART. 1^{er} Le service des colis postaux sera étendu aux relations du Sénégal, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane française, de la Réunion, de Mayotte, de Nossi-Bé, de Sainte-Marie de Madagascar, de Pondichéry, de Karikal, de la Cochinchine, de la Nouvelle-Calédonie, du Tonkin et de l'Annam avec l'Espagne.

Cette mesure sera appliquée, dans les colonies ou établissements français précités, à dater du jour où le présent décret y aura été promulgué.

2. L'affranchissement de ces colis sera obligatoire. La taxe à payer par l'expéditeur sera perçue conformément aux indications du tableau ci-après :

LIU DE DÉPÔT.	VOIE DE TRANSMISSION.	TAXE.
BUREAU DU PORT D'EMBARQUEMENT.		
Au Sénégal.....	Voie de Lisbonne.....	3 ^f 25 ^c
A la Guadeloupe.....	Voie de Bordeaux ou de Saint-Nazaire.....	3 25
A la Martinique.....		
A la Guyane française.....	Voie de Santander.....	2 75
A Mayotte.....	Voie de Marseille.....	3 75
A Nossi-Bé.....		
A Sainte-Marie de Madagascar.....		
A la Réunion.....		
A Pondichéry.....	Idem.....	3 25
A Karikal.....	Idem.....	4 25
En Cochinchine.....		
En Nouvelle-Calédonie.....	Idem.....	4 75
Au Tonkin.....		
En Annam.....		

En outre, l'expéditeur d'un colis postal aura à acquitter un droit de timbre de dix centimes dans les colonies où le timbre est en vigueur.

3. Les modifications suivantes sont apportées aux conditions d'acheminement et d'affranchissement des colis postaux de certaines colonies françaises pour le Portugal et les possessions portugaises des Açores et de Madère :

LIEU DE DÉPÔT.	VOIE DE TRANSMISSION.	TAXE d'affranchissement des colis à destination		
		du Portugal.	des Açores.	de Madère.
BUREAU DU PORT D'EMBARQUEMENT.				
A la Guadeloupe	Voie de Santander....	3 ^f 25 ^c	4 ^f 25 ^c	3 ^f 75 ^c
A la Martinique.....				
A la Guyane française.....				

de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.
Fait à Paris, le 23 Juin 1885.

Signé JULES GRÉVY.

Le Ministre de la marine et des colonies,
Signé GALIBER.

Le Ministre des postes et des télégraphes,
Signé SARBIEN.

N° 15,604. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est et demeure approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits de péage au bac de la Marjolaine, sur la Loire, commune d'Iguerande, département de Saône-et-Loire.

2. Sont exempts des droits de péage, les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents, tels qu'ils sont désignés audit tarif, et qui, aux termes du cahier des charges de l'amodiation desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 29 Mai 1885.*)

Tarif des droits à percevoir au bac de la Marjolaine, sur la Loire, dans la commune d'Iguerande.

PIÉTONS ET CAVALIERS.

ART. 1^{er}. Pour le passage d'une personne non chargée ou chargée d'un poids au-dessous de cinq myriagrammes, quatre centimes, ci..... 0' 04"

Ce prix sera réduit à moitié pour les habitants du hameau d'Outre-Loire (commune d'Iguerande) les dimanches et jours fériés, soit à deux centimes, ci..... 0 02

Le batelier ne pourra être contraint à passer que lorsque les passagers lui assureront une recette au moins égale à ce qui est dû, d'après le tarif, pour quatre personnes à pied, et, dans ce cas, il emploiera le bac ou un batelet, à sa volonté.

DENRÉES ET MARCHANDISES.

Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou mulet, mais embarquées à bras d'homme et d'un poids de cinq myriagrammes, quatre centimes, ci..... 0' 04"

Pour chaque myriagramme excédant, un centime, ci..... 0 01

Nota. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur. Ce dernier sera chargé des frais d'embarquement et de débarquement des marchandises.

CHEVAUX ET BESTIAUX.

Pour le passage d'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, dix centimes, ci..... 0' 10"

Pour le passage d'un cheval ou mulet chargé, six centimes, ci..... 0 06

Pour le passage d'un cheval ou mulet non chargé, cinq centimes, ci..... 0 05

Pour le passage d'un âne ou ânesse chargé, cinq centimes, ci..... 0 05

Pour le passage d'un âne ou ânesse non chargé, quatre centimes, ci..... 0 04

Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage, quatre centimes, ci..... 0 04

Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente, six centimes, ci.....	0' 06"
Par veau ou porc, trois centimes, ci.....	0 03
Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou dindons, deux centimes, ci.....	0 02
Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.	
Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.	
Les conducteurs de chevaux, mulets, ânes, bœufs, etc., payeront deux centimes, ci.....	0' 02"
S'il n'existe point de passe-cheval, le batelier ne pourra être contraint à passer isolément dans le bac les chevaux, mulets, bœufs et autres animaux compris dans cette section, que lorsque les conducteurs lui assureront une recette d'au moins trente centimes, ci.....	0 30

VOITURES.

Pour le passage d'une voiture suspendue à deux roues, celui du cheval ou mulet, ou pour une litère à deux chevaux, y compris le conducteur, vingt centimes, ci.....	0 20
Pour le passage d'une voiture suspendue à quatre roues, celui du cheval ou mulet et le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	0 25
Pour le passage d'une voiture suspendue à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur, trente centimes, ci.....	0 30
Les voyageurs payeront séparément, par tête, le droit dû pour une personne à pied.	

CHARRETTES.

Pour le passage d'une charrette chargée, attelée d'un seul cheval ou mulet ou de deux bœufs, y compris le conducteur, vingt centimes, ci.....	0' 20"
Pour le passage d'une charrette chargée, attelée de deux chevaux, mulets ou quatre bœufs, y compris le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	0 25
Pour le passage d'une charrette chargée, attelée de trois chevaux, mulets ou six bœufs, y compris le conducteur, trente centimes, ci.....	0 30
Pour le passage d'une charrette à vide, le cheval et le conducteur compris, quinze centimes, ci.....	0 15
Pour une charrette chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval ou deux bœufs et le conducteur compris, quinze centimes, ci.....	0 15
Pour une charrette à vide, le cheval ou deux bœufs et le conducteur compris, dix centimes, ci.....	0 10
Pour une charrette chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, y compris le conducteur, dix centimes, ci.....	0 10

CHARIOTS DE ROULAGE À QUATRE ROUES.

Pour un chariot de roulage à quatre roues, chargé, un cheval et le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	0 25
Pour un chariot de roulage à quatre roues, chargé, deux chevaux et le conducteur, trente-cinq centimes, ci.....	0 35
Pour un chariot de roulage à quatre roues, chargé, trois chevaux et le conducteur, cinquante centimes, ci.....	0 50
Pour un chariot de roulage à quatre roues, à vide, attelé d'un seul cheval et le conducteur, vingt centimes, ci.....	0 20

Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus, comme pour un cheval ou mulet non chargé, et par âne ou ânesse, le droit fixé pour les ânes ou ânesses non chargés.

Le batelier ne pourra être contraint à passer une voiture, charrette ou

francs par cavalier.

Le préfet déterminera pour chaque passage le point où les eaux seront réputées hautes ou débordées et le maximum de la charge ou du nombre de personnes que les bacs ou bateaux pourront recevoir.

FRANCHISES ET MODÉRATIONS.

(Article 4 du cahier des charges.)

2. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les inspecteurs des finances, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents des manufactures de l'État, les agents de l'administration forestière, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les agents de l'administration des postes et télégraphes, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions, ou porteurs soit de leurs commissions, soit de cartes personnelles tenant lieu de ces commissions, soit enfin de réquisitions délivrées par le directeur du service intéressé;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants.

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne et de leurs voitures et conducteurs;

2° Les malles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages, des troupes et des militaires malades; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

4° Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie et les voitures et chevaux servant à les transporter; les officiers lors de la durée et dans l'étendue de leur commandement;

5° Les pompiers et les personnes, qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire;

6° Les gardes champêtres dans l'exercice de leurs fonctions;

7° (Dans les limites de l'inscription maritime) les officiers et agents des divers corps de la marine, se rendant d'une rive à l'autre pour cause de service; les officiers et agents ayant le siège de leurs fonctions dans la circonscription maritime qui comprend l'une et l'autre rive; les inspecteurs des pêches; les syndics des gens de mer; les gardes maritimes; les prud'hommes pêcheurs; les gardes jurés et autres fonctionnaires ou agents préposés à la police de la navigation et des pêches;

8° Les enfants du hameau d'Ontre-Loire (commune d'Iguerande) qui fréquentent les écoles et le catéchisme (décision du ministre des finances, en date du 24 février 1854).

Le prix fixé par le tarif pour le passage d'une personne sera réduit à moitié pour les habitants du hameau d'Ontre-Loire (commune d'Iguerande), les dimanches et jours fériés. Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des

individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise; le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

(Article 33 du cahier des charges.)

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps, qui sera d'une heure pour les bacs et d'une demi-heure pour les passe-cheval et pour les batelets.

Il devra passer sans aucun délai les fonctionnaires, agents et autres personnes désignés à l'article 2.

Toute autre personne qui voudra passer isolément et sans attendre ce laps de temps payera le droit fixé dans ce cas par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires, agents et autres personnes désignés à l'article 2.



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Août 1885,

*Le Président du Conseil des Ministres,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

HENRI BRISSON.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME XXX DE LA XII^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

PARTIE PRINCIPALE.

PREMIER SEMESTRE DE 1885.

DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 1885.

(N^{os} 893 à 935.)

A

AGENTS DE CHANGE. Loi sur les marchés à terme, B. 912, p. 525. — Signature et certification des transferts de rentes sur l'État, B. 934, p. 1205.

ALCOOMÈTRE. Voyez *Poids et mesures*.

ALGÉRIE. Sont exécutoires en Algérie divers décrets modifiant et complétant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes, B. 894, p. 37. — Report à l'exercice 1884 d'une somme restée disponible sur le crédit spécial ouvert au budget de l'exercice 1883 pour dépenses publiques en Algérie, B. 897, p. 134. — Établissement d'une contribution foncière sur les propriétés bâties en Algérie, B. 899, p. 177. — Liquidation de l'arriéré du service de la propriété indigène en Algérie, B. 899, p. 180. — Liquidation des suites de l'apposition du séquestre en

Algérie, B. 906, p. 344. — Liquidation des suites du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie, B. 906, p. 345. — Liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie, B. 908, p. 469. — Revision du classement des places fortes et postes militaires en Algérie, B. 904, p. 269. — Est suspendue jusqu'au 30 juin 1885 l'application du décret du 19 décembre 1876 sur la pêche du corail en Algérie, B. 915, p. 644. — Est exécutoire en Algérie l'article 8 de la loi de finances du 29 décembre 1884 relatif aux timbres des polices d'assurances contre l'incendie et sur la vie, B. 925, p. 923. — Création d'un conseil de prud'hommes à Oran, B. 933, p. 1168. — Le gouverneur général civil de l'Algérie statuera sur les demandes en nomination de courtiers maritimes,

B. 933, p. 1169. — Est suspendue jusqu'au 1^{er} janvier 1886 l'application des dispositions du décret du 19 décembre 1876 sur la pêche du corail en Algérie, B. 934, p. 1229. — Est exécutoire en Algérie la loi du 23 octobre 1884 sur les ventes judiciaires d'immeubles, B. 917, p. 750. — Est exécutoire en Algérie, sous certaines réserves, la loi du 3 novembre 1884, concernant les échanges d'immeubles ruraux, B. 917, p. 751. — Modification du décret du 13 février 1883

relativement à la création d'écoles en Algérie, B. 922, p. 831. — Le poste militaire du Kreider est rattaché, pour l'administration de la justice, au tribunal de Mascara, B. 900, p. 215. — Dans l'annexe d'Aflou, rattachée au tribunal de Mostaganem, la justice est rendue provisoirement par un officier de l'armée, B. 908, p. 474.

ARMES ET MUNITIONS. Voyez *Colonies (Gabon)*.

ARTS ET MÉTIERS. Voyez *Écoles nationales*.

B

BREVETS D'INVENTION. Proclamation de cinquante-huit cessions de brevets d'invention, B. 907, p. 349. — Proclamation des brevets d'invention et des certificats d'addition délivrés pendant le deuxième trimestre de l'année 1884, B. 907, p. 355. — Proclamation de trente-trois cessions de brevets d'invention, B. 916, p. 653. — Proclamation des brevets d'invention et des certificats d'addition délivrés pendant le troisième trimestre de l'année 1884, B. 916, p. 657. — Proclamation des brevets d'invention et des certificats d'addition délivrés pendant le quatrième trimestre de l'année 1884, B. 930, p. 1025.

BUDGET. Fixation du budget des recettes de l'exercice 1885, B. 896, p. 81. — Annulation de crédits au budget extraordinaire de l'exercice 1883; report de crédits au budget extraordinaire de

l'exercice 1884; report au budget extraordinaire de l'exercice 1885, B. 913, p. 553. — Fixation du budget des dépenses de l'exercice 1885, B. 914, p. 585. — Crédits supplémentaires et extraordinaires sur les exercices 1883, 1884 et 1885; crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au budget général, B. 915, p. 621. — Crédits sur l'exercice 1883; crédits sur les exercices 1884, 1885; crédits spéciaux d'exercices périmés et clos, B. 915, p. 629. — Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885, B. 915, p. 637.

BULLES D'INSTITUTION CANONIQUE. Voyez *Evêchés*.

BULLETIN DES COMMUNES. Suppression du *Bulletin des communes* remplacé par l'édition des communes du *Journal officiel*, B. 901, p. 241.

C

CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE. Voyez *Poste*.

CAUTIONNEMENT. Réalisation, soit en numéraire, soit en rentes, du cautionnement du garde-magasin

des fournitures du ministère des finances, B. 933, p. 1200.

CHAMBRES CONSULTATIVES DES ARTS ET MANUFACTURES. La circonscription de la chambre consultative

pression de la chambre consultative des arts et manufactures de Limoux, B. 933, p. 1182. — Suppression de la chambre consultative des arts et manufactures de Loudéac, B. 933, p. 1180. — Suppression de la chambre consultative des arts et manufactures de Privas, B. 899, p. 194.

CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE.

Contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce, B. 899, p. 191. — Contribution spéciale à percevoir en 1885 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce, B. 894, p. 41; B. 895, p. 76. — Augmentation du nombre des membres de la chambre de commerce d'Amiens, B. 913, p. 574. — Établissement, par la chambre de commerce de Bordeaux, d'un huitième pavillon-abri pour les marchandises, B. 927, p. 972. — Établissement, par la chambre de commerce de Fécamp, de trois grues à vapeur roulantes sur le quai Bérigny, B. 922, p. 833. — Emprunt de la chambre de commerce de Bordeaux pour frais de construction d'un huitième pavillon-abri, B. 933, p. 1170. — Emprunt de la chambre de commerce de Dieppe, B. 933, p. 1178. — Emprunt de la chambre de commerce de Fécamp pour frais de construction de trois grues roulantes à vapeur, B. 923, p. 864; B. 932, p. 1160. — Emprunt de la chambre de commerce de Lorient pour solder la dépense de construction des bâtiments destinés à l'entrepôt réel des douanes et au service d'un magasin général, B. 913, p. 577. — Emprunt de la chambre de commerce de Saint-Brieuc, B. 932, p. 1161. — Établissement de trois nouvelles grues à vapeur roulantes sur le

bouches-du-Rhône pour le paiement des dépenses de la chambre de commerce de Marseille, B. 923, p. 868. — Contribution spéciale à percevoir sur les patentés de la ville de Saint-Étienne pour paiement des dépenses de la chambre de commerce de ladite ville, B. 908, p. 464. — Contribution spéciale pour 1885 sur les patentés de Tarn-et-Garonne pour le paiement des dépenses de la chambre de commerce de Montauban, B. 923, p. 870. — Imposition additionnelle pour le service des emprunts de la chambre de commerce de Marseille pour la construction de la bourse, B. 933, p. 1167.

CHEMINS DE FER. Substitution aux sieurs *Vincent Pommier* et compagnie et *Fournier* de la société anonyme du chemin de fer d'Estival à Senones, B. 922, p. 836. — Conventions provisoires passées entre le ministre des travaux publics et les compagnies d'Orléans et de l'Ouest pour régler les conditions financières relatives à l'établissement de secondes voies sur le réseau de ces compagnies, B. 931, p. 1117. — Agrandissement de la gare de Saujon, sur le chemin de fer de Pons à Royan et à la Tremblade, B. 908, p. 474. — Établissement d'une gare de marchandises à la station d'Étigny-Véron, B. 905, p. 319. — Établissement d'un chemin de fer de Gray à Jussey, B. 894, p. 36. — Travaux à exécuter pour séparer les trois lignes de Paris à Lyon, de Villeneuve-Saint-Georges à Montargis, par Corbeil, et de grande ceinture dans la traversée de la gare de Villeneuve-Triage, B. 908, p. 473. — Acquisition et installation aux ateliers d'Alger (ligne d'Alger à Oran) de diverses machines-outils destinées

à la compagnie du chemin de fer d'Orléans de la ligne de la limite de Seine-et-Oise vers Auneau à Étampes, B. 904, p. 284. — Prorogation du délai pour rendre définitive la concession du chemin de fer de Pont-de-Montgon à Arvant, accordée à titre éventuel à la compagnie du chemin de fer du Midi, B. 899, p. 184. — Nouveau délai de deux ans accordé à la compagnie des chemins de fer de Lyon pour l'expropriation des terrains nécessaires à l'établissement de la deuxième voie entre Chambéry et Aiguebelle, sur la ligne du Rhône au Mont-Cenis, B. 900, p. 216. — Agrandissement de la gare de Narbonne, sur le chemin de fer de Bordeaux à Cette, B. 899, p. 196. — Concession définitive à la compagnie des chemins de fer du Midi de la ligne de Casteljaloux à Roquefort, B. 915, p. 642. — Il n'y a pas lieu d'accorder une indemnité au département du Pas-de-Calais, à raison de l'incorporation dans le réseau d'intérêt général de divers chemins de fer d'intérêt local, B. 922, p. 837. — Établissement d'un chemin de fer, à titre d'intérêt général, entre Vendes et Mauriac, B. 908, p. 454. — Le chemin de fer d'Alais au Rhône est placé sous séquestre, B. 912, p. 542. — Établissement, dans le département de l'Yonne, du chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de la Roche à l'Isle-sur-Serein avec gare d'eau sur l'Yonne à la Roche, B. 905, p. 297. — Établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Sore à Luxey, B. 910, p. 489. — Établissement, dans le département de la Meuse, du chemin de fer d'intérêt local de Bar-le-Duc à Vaubecourt et de Rembercourt-aux-Pots à Clermont-en-Argonne, B. 918, p. 753.

d'une dépense faite par la compagnie des chemins de fer de l'Est, B. 899, p. 187. — Dépôt autorisé de bois de chauffage à gauche et à droite du chemin de fer de Bacarat à Badonviller, à la distance de sept mètres cinquante centimètres du rail extérieur, B. 925, p. 931.

CHIENS. Taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la ville de Cannes, B. 904, p. 289. — Taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Saint-Pons (Hérault), B. 904, p. 292.

CHOCOLAT. Voyez *Algérie*.

COLIS POSTAUX. Échange des colis postaux entre la France, la Tunisie et les bureaux de poste français établis dans les ports ottomans et à Massouah, B. 921, p. 822. — Le service des colis postaux est étendu au Sénégal, à la Guadeloupe, à la Martinique, à la Guyane française, à la Réunion, à Mayotte, à Nossi-Bé, à Sainte-Marie-de-Madagascar, à Karikal, à la Cochinchine, à la Nouvelle-Calédonie et au Tonkin avec Massouah, B. 921, p. 824. — Échange de colis postaux entre la France et les ports méditerranéens de l'empire ottoman d'une part, et l'Annam de l'autre, B. 935, p. 1234. — Le service des colis postaux entre la France et les colonies et les autres puissances est étendu à l'Annam, B. 935, p. 1235. — Échange de colis postaux entre la France, la Tunisie et les bureaux de poste français dans les ports ottomans, d'une part, et l'Espagne de l'autre, B. 935, p. 1239. — Le service des colis postaux est étendu aux colonies françaises et à l'Annam, B. 935, p. 1243.

COLLÈGE DE FRANCE. La chaire d'éloquence latine du Collège de

ture turque, B. 925, p. 950. — La chaire de langue turque portera le titre de *Chaire de langue et littérature turques*; la chaire de langue arabe portera le titre de *Chaire de langue et littérature arabes*; la chaire de langues hébraïque, chaldaïque et syriaque portera le titre de *Chaire de langues et littératures hébraïque, chaldaïque et syriaque*, B. 927, p. 983. — La chaire de langue persane du Collège de France portera le titre de *Chaire de langues et littérature de la Perse*, B. 924, p. 903.

COLONIES. Composition du conseil supérieur des colonies, B. 928, p. 994. — Modification du décret du 4 mai 1881 relatif à l'organisation de la caisse de prévoyance du personnel du service local en Cochinchine, B. 917, p. 728. — Introduction au Gabon des armes et munitions de guerre, B. 897, p. 120. — Tarif de douane voté par le conseil général de la Guadeloupe sur certaines marchandises d'importation étrangère, B. 906, p. 336. — Report à l'exercice 1885 d'une somme non employée en 1884 sur un crédit ouvert à la marine pour la construction d'un nouvel hôpital militaire à la Guadeloupe, B. 933, p. 1176. — Sont applicables dans les établissements français du golfe de Guinée les lois des 4 juillet 1837 et 10, 19 et 27 mars 1851, relatives aux poids et mesures et à la vente des marchandises, B. 895, p. 78. — Fixation du droit à percevoir sur l'huile de palme du territoire d'Assinie (Guinée), B. 912, p. 544. — Droit d'enregistrement sur les jugements et arrêts de divorce rendus à la Guyane, B. 933, p. 1191. — L'inspecteur primaire dans l'Inde française sera de droit membre

sements français dans l'Inde, B. 934, p. 1217. — Bureaux de la direction de l'intérieur des établissements français dans l'Inde, B. 934, p. 1216. — Allocation, sur l'exercice 1884, d'une subvention à la colonie de l'Inde française pour réparation des désastres causés par les inondations sur diverses parties de son territoire, B. 899, p. 186. — Expropriation de terrains situés à Mahé (Inde) pour l'installation d'un dépôt de charbon, B. 923, p. 880. — Établissement de droits de douane à la Martinique, B. 929, p. 1009. — La rue du Bon-Pasteur, commune du François (Martinique), portera le nom de *Schœlcher*, B. 908, p. 474. — Application dans la Martinique des timbres mobiles aux affiches et connaissements, B. 897, p. 126. — Application dans la même colonie des timbres mobiles aux effets de commerce, B. 897, p. 130. — Droits sur les spiritueux à la Martinique, B. 917, p. 733. — Institution d'un conseil général à la Nouvelle-Calédonie, B. 926, p. 935. — Création d'un conseil privé à la Nouvelle-Calédonie, B. 926, p. 950. — Réorganisation de la direction de l'intérieur de la Nouvelle-Calédonie, B. 934, p. 1214. — Minimum des frais de personnel et de matériel de la direction de l'intérieur de la Nouvelle-Calédonie, B. 934, p. 1215. — La Nouvelle-Calédonie est autorisée à contracter un emprunt, B. 899, p. 194. — Organisation des églises protestantes dans les établissements français en Océanie, B. 928, p. 986. — Le commandant particulier de l'Ogowé et de Fernand-Vaz est investi des fonctions de juge de paix, B. 907, p. 447. — Établis-

p. 918; — *Bras-Panon*, B. 925, p. 914; — *Bras-Panon*, B. 925, p. 913; — *Salazie*, B. 925, p. 915; — *Sainte-Marie*, B. 925, p. 915; — *Plaine-des-Palmistes*, B. 925, p. 916; — *Sainte-Rose*, B. 925, p. 917; *Saint-Benoît*, B. 925, p. 918; *Saint-Denis*, B. 925, p. 919. — Est exécutoire le tarif de douane voté par le conseil général de la Réunion sur certaines marchandises d'importation étrangère, B. 913, p. 556. — Un adjoint, en sus du nombre déterminé par la loi du 5 avril 1884, sera nommé dans la section de *Sainte-Anne* de la commune de *Saint-Benoît* (île de la Réunion), B. 925, p. 917. — Institution d'un conseil général aux îles *Saint-Pierre* et *Miquelon*, B. 926, p. 950. — Création d'un conseil privé aux îles *Saint-Pierre* et *Miquelon*, B. 926, p. 955. — Modification au décret du 2 avril 1885 instituant un conseil général aux îles *Saint-Pierre* et *Miquelon*, B. 933, p. 1179. — Avances à la compagnie du chemin de fer de *Dakar* à *Saint-Louis*, B. 912, p. 522. — Incompatibilités pour le mandat de conseiller général à la *Guyane*, au *Senégal* et dans l'*Inde*, B. 917, p. 729. — Création d'un adjoint dans chacune des sections le *Tampon*, *Cilaos*, *Étang-Salé* et *Avirons*, et *Grand-Ilet*, B. 917, p. 731. — Réorganisation du service sanitaire au *Senegal*, B. 912, p. 526. — Institution d'un conseil privé au *Senegal*, B. 917, p. 732. — La juridiction du juge de paix du *Maroni* s'étend sur l'îlet *Portal* et sur les territoires du *Haut-Maroni*, B. 916, p. 719. — Les taxes sur les correspondances entre les colonies françaises et le royaume de *Siam* seront perçues conformément au tarif annexé au décret du

B. 921, p. 817. — La commune d'*Aspres-les-Veynes* prendra le nom d'*Aspres-sur-Buëch*, B. 905, p. 320. — Les deux cantons de *Bailleul* et le canton de *Merville* sont distraits de la circonscription de la chambre de commerce de *Dunkerque* et rattachés à la circonscription de la chambre de commerce de *Lille*, B. 908, p. 466. — Est établie d'office une imposition extraordinaire sur la commune de *Boulay* (*Mayenne*), B. 921, p. 817. — Réunion des villes de *Calais* et de *Saint-Pierre-lez-Calais* en une seule municipalité, qui portera le nom de *Calais*, B. 906, p. 328. — La commune de *Châtenay* (*Seine-et-Oise*) prendra le nom de *Châtenay-en-France*, B. 908, p. 473. — Le chef-lieu de la commune de *Comps* (*Puy-de-Dôme*) est transféré au bourg des *Ancizes*, B. 916, p. 720. — Le chef-lieu de la commune de *Coudekerque-Branche* est transféré de la section B de cette commune dans la section D, B. 931, p. 1133. — La commune de la *Ferrière* (*Vienne*) prendra le nom de la *Ferrière-Airoux*, B. 908, p. 473. — La commune d'*Hermanville* (*Calvados*) prend le nom d'*Hermanville-sur-Mer*, B. 903, p. 267. — Réglementation d'une prise d'eau dans le canal de la *Deule*, sur le territoire de la commune de la *Madeleine* (*Nord*), B. 925, p. 931. — Le territoire de la section de *Montarouch* (*Gironde*) est distrait de la succursale de *Faleyras* et réuni à la cure de *Targon*, B. 931, p. 1136. — Le territoire de la section de *Pixéricourt* (*Meurthe-et-Moselle*) est distrait de la succursale de *Lay-Saint-Christophe* et réuni à la succursale de *Malzéville*, B. 924, p. 903. — Déli-

portera le nom de *Cohade*, B. 905, p. 320. — La commune de Sainte-Foy-lez-Lyon est divisée en deux municipalités, B. 934, p. 1207.

COMPTABILITÉ PUBLIQUE. Nomination de membres de la commission chargée de la revision du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique, B. 895, p. 79. — Nomination d'un membre de la commission chargée de reviser le décret du 31 mai 1862, B. 916, p. 719.

COMPTES DES MINISTRES. Membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1883 et l'année 1884, B. 939, p. 486. — Nomination du président de la commission chargée de la vérification des comptes des ministres pour l'exercice 1878 et l'année 1879, B. 910, p. 511.

CONSEIL D'ÉTAT. Est abrogé l'article 21 du décret du 2 août 1879 portant règlement intérieur du Conseil d'Etat et remise en vigueur de l'article 22 du décret du 21 août 1872, B. 898, p. 168.

CONSEILS GÉNÉRAUX. Annulation des délibérations du 3 septembre 1884 du conseil général des Bouches-du-Rhône, B. 902, p. 256. — Annulation des délibérations du 28 août 1884 du conseil général de l'Hérault, B. 904, p. 296. — Annulation d'une délibération du conseil général de la Martinique du 6 décembre 1883, B. 904, p. 295. — Annulation d'une délibération du conseil général de

l'annulation des délibérations du 20 août 1884 du conseil général de Vaucluse, B. 902, p. 255. — Annulation d'une délibération du 27 août 1884 du conseil général de la Vendée, B. 902, p. 255. — Annulation d'une délibération du 8 janvier 1885 du conseil général de la Vendée, B. 930, p. 1115.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT. Annulation des délibérations du conseil d'arrondissement de Lyon des 22 et 24 septembre 1884, B. 921, p. 827.

COURS ET TRIBUNAUX. Création d'un tribunal de commerce à Cannes, B. 908, p. 465. — Création d'un tribunal de commerce à Menton, B. 908, p. 464. — Création, près du tribunal de commerce de Nice, de deux nouveaux sièges de juges et de deux nouveaux sièges de juges suppléants, B. 908, p. 471. — Création d'une troisième place de juge suppléant près les tribunaux civils ci-après : Draguignan, B. 925, p. 924; — Perpignan, B. 925, p. 925; — La Roche-sur-Yon, B. 925, p. 926. — Augmentation du nombre des juges et juges suppléants du tribunal de commerce de Calais, B. 894, p. 45. — Augmentation du nombre des juges suppléants près du tribunal de commerce de Saint-Jean-d'Angély, B. 908, p. 472. — Augmentation du nombre des juges suppléants près du tribunal de première instance de Nantes, B. 908, p. 471. — Loi sur les récidivistes, B. 931, p. 1120.

D

DÉPUTÉS. Convocation du collège électoral de l'arrondissement de la Flèche, à l'effet d'élire un

député, B. 906, p. 347. — Convocation du collège électoral de la première circonscription de

l'arrondissement de Saint-Étienne à l'effet d'élire un député, B. 915, p. 649. — Est suspendue l'exécution de l'article 16 de la loi organique du 30 novembre 1875 relative aux élections des députés, B. 921, p. 818. — Modification de la loi électorale, B. 932, p. 1138.

DIVORCE. Modification du décret du 30 mars 1808 relatif aux appels en matière de divorce, B. 923, p. 883. — Les appels des instances en divorce seront jugés en audience ordinaire, B. 934, p. 1210.

DOMAINES.

AFFECTATION À DIVERS.

Affectation au service du ministère de la guerre d'une bande de terrain, formant un délaissé de la route nationale n° 4 pour la construction d'un mur de clôture au quartier de cavalerie à Lunéville, B. 934, p. 1229. — Affectation d'un terrain situé dans la forêt du Souche au service du département de la guerre, B. 906, p. 338. — Affectation au service des ponts et chaussées, pour être incorporée dans les dépendances du port, d'une parcelle de terrain domanial située à Saint-Valéry-sur-Somme, B. 925, p. 931. — Réaffectation au service du département de la guerre de terrains à déboiser pour le dégagement des vues du fort de Dampierre dans les dépendances de la place de Langres, B. 904, p. 290. — Réaffectation au département de la guerre de deux parcelles de terrain domanial situées sur la limite du polygone de Besançon, B. 906, p. 347.

CONCESSIONS DE LAIS DE MER.

Concession d'un terrain maritime à conquérir dans l'anse du Prieuré, commune de Dinard (Ile-et-Vilaine), B. 934, p. 1231. — Concession à divers de parcelles d'alluvions en voie de for-

mation sur la rive droite de la Garonne, commune de Langoiran (Gironde), B. 934, p. 1231. — Concession de quatre parcelles d'alluvions en voie de formation dans le lit de la Garonne, sur les deux rives du fleuve, sur les communes de Marmande et de Saint-Pardoux (Lot-et-Garonne), B. 903, p. 267. — Concession d'une parcelle d'alluvions en voie de formation sur la rive droite de la Garonne dans la commune de la Réole (Gironde), B. 909, p. 487. — Concession d'un emplacement domanial provenant d'un atterrissement formé dans le lit du Rhône sur le territoire de la commune de Tournon (Ardèche), B. 910, p. 511. — Concession d'un atterrissement formé dans le lit du torrent du Pailhon, à la pointe de Contes (Alpes-Maritimes), B. 908, p. 475. — Concession d'une parcelle de terrain maritime, à l'entrée de la grève de Saint-Lunire, B. 912, p. 552. — Concession d'un groupe de parcelles de lais de mer situées sur le territoire de la commune de Cette, B. 912, p. 551. — Concession de parcelles de terrain pour la modification du tracé et le prolongement du boulevard de l'Impératrice de Russie à Nice, B. 910, p. 511.

CONTRATS D'ÉCHANGE.

Échange de droits immobiliers entre l'État et la ville de Limoges, B. 895, p. 74. — Échange de terrains entre l'État et le sieur Goffart, propriétaire au Quesnoy (Nord), B. 908, p. 451. — Échange de biens immeubles entre l'État et les époux Debasson dans le département de Seine-et-Oise, B. 908, p. 452. — Échange de terrains dans le département de Seine-et-Oise entre l'État et M. le comte Cahen d'Amery, B. 908, p. 453. — Échange de terrains dans le département du Tarn entre l'État et MM. Cardin,

forêt domaniale des Colettes et de Boismol contre une parcelle boisée appartenant au comte de Vergara située entre le chemin de grande communication n° 37 bis et la forêt domaniale, B. 911, p. 519. — Approbation d'un échange de terrains entre l'Etat et la société des forges et clouteries réunies de Mohon et de Lavaldieu, B. 899, p. 184. — Échange de terrains entre l'Etat et la ville de Calvi, B. 899, p. 185. — Concession d'un terrain maritime dépendant de l'étang de Leucate (Aude), B. 919, p. 803. Contrat d'échange de deux parcelles à détacher de la forêt domaniale de Champagne contre diverses autres parcelles boisées situées dans la même forêt, B. 919, p. 803. — Contrat d'échange de deux parcelles et d'une part indivise dans une autre parcelle formant enclave dans la forêt domaniale de la Motte-Beuvron contre une parcelle à détacher de cette forêt, B. 920, p. 812. — Contrat d'échange de plusieurs parcelles situées dans les forêts domaniales de Laigue, de Halatte et de Compiègne contre des terrains à détacher de la forêt de Laigue et dans le canton du Rù-des-Lois, B. 932, p. 1163.

DONS ET LEGS. Don offert par M^{me} de Barrère, née le Doucet de Pontecoulant, au premier régiment étranger, B. 933, p. 1190. — Legs de la demoiselle Camille-Victorine Favre, B. 897, p. 144. — Legs de M^{me} veuve Finot à l'école de médecine et pharmacie militaires, B. 916, p. 719. — Legs de la dame Eulalie Gresse, veuve Gaussail, B. 930, p. 1114. — Legs Charles Lambert à l'académie des sciences morales et

— Legs offert à l'armée par M. du Mesnil, colonel en retraite, B. 934, p. 1230. — Legs Charles Netter, B. 925, p. 932. — Prix Peyraud, B. 895, p. 79. — Legs Le Roy (Abel-Louis-Jacques) aux frères des écoles chrétiennes, B. 925, p. 931. — Legs Félix-Auguste Sanzel à l'école nationale des beaux-arts de Paris et à l'association philotechnique de Paris, B. 923, p. 884.

DOUANES. Droit à percevoir, à l'entrée en France, du chocolat fabriqué en Algérie, B. 899, p. 190. — Rapport du décret du 12 septembre 1884 interdisant l'importation en France des objets de literie provenant d'Italie, B. 897, p. 142. — Ouverture du bureau de douanes d'Annecy à l'importation et au transit de la librairie venant de l'étranger, B. 900, p. 211. — Modification et complément de la nomenclature des bureaux désignés pour constater la sortie des boissons expédiées sur la Suisse en franchise des droits de circulation et de consommation, B. 901, p. 247. — Fixation du prix des poudres livrées à l'exportation, B. 904, p. 286. — Sont constitués en entrepôt réel de douanes les locaux du palais de l'Industrie affectés à l'exposition du travail qui s'ouvrira du 1^{er} juillet au 30 novembre 1885, B. 908, p. 462. — Sont ouverts à l'importation et au transit de la librairie venant de l'étranger les bureaux d'Anor, Baisieux, Feignies, Jeumont et Tourcoing, B. 912, p. 545. — Est constitué en entrepôt réel des douanes l'observatoire de Paris affecté à l'exposition internationale de l'électricité, B. 923, p. 869. — Ouverture du bureau de douanes

de Batilly à l'importation et au transit de la librairie venant de l'étranger, B. 913, p. 575. — Rapport du décret du 24 septembre 1884 interdisant l'importation en France des objets de literie par la frontière d'Espagne, B. 913, p. 576. — Est constitué en entrepôt réel des douanes le pavillon de la ville de Paris affecté à l'exposition de la menuiserie, de la boulangerie et des industries qui s'y rattachent B. 923, p. 865. — Ouverture du bureau de douanes de Feignies à l'importation des fils de coton; et fermeture du bureau de douanes de Sedan au transit et à l'importation des marchandises taxées à plus de 20 francs les cent kilog., B. 924, p. 895. — Ouverture du bureau des douanes de Calvi à l'importation des huiles minérales raffinées, B. 933, p. 1182. — Admission temporaire en franchise de droit des amandes desséchées de coco et des graines de palmiste pour être converties en huiles sous les conditions déterminées par l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836, B. 933, p. 1183. — Nomenclature des bureaux désignés pour constater la sortie des boissons

expédiées sur la Suisse en franchise des droits de circulation et de consommation, B. 933, p. 1197. Modification du décret du 19 mai 1873 relatif à la fabrication, à l'emmagasinage et à la vente en gros et en détail du pétrole et de ses dérivés, B. 924, p. 888.

DYNAMITE. Établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Firminy (Loire), B. 898, p. 166. — Établissement d'un dépôt débit de dynamite sur le territoire de la commune d'Onnaing, B. 900, p. 210. — La société *Dynamite Nobel* d'Isleten est autorisée à établir un dépôt-débit de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Fort-Mardick, B. 923, p. 871. — Établissement d'un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Soisy-sous-Etiolles, B. 924, p. 899. — Établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Saury-la-Briche (Seine-et-Oise), B. 933, p. 1171. — Établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Germaine (Marne), B. 933, p. 1173.

E

EAUX MINÉRALES. Adjudication des établissements thermaux de Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne) et de Néris (Allier), B. 898, p. 148. — Extension du périmètre de protection des sources d'eau minérale du Pavillon, des Bains et du Quai, à Contrexéville, B. 923, p. 862. — Délai accordé à la ville de Paris pour l'exécution des travaux de dérivation des sources de Cochebies (Yonne), B. 922, p. 860.

ÉCOLES MATERNELLES. Nombre des inspectrices générales des écoles maternelles, B. 894, p. 48.

ÉCOLES NATIONALES. Agrandissement

de l'école nationale des beaux-arts, B. 906, p. 329. — Règlement pour les écoles nationales d'arts et métiers, B. 932, p. 1150.

ÉLECTRICITÉ. Commission chargée de fixer les conditions techniques à remplir pour l'installation des conducteurs affectés à la transmission de la lumière ou au transport de la force par l'électricité, B. 934, p. 1231.

EMPRUNTS.

EMPRUNTS DES DÉPARTEMENTS.

Charente-Inférieure (appropriation et aménagement de

p. 521; — Dordogne (travaux des chemins vicinaux ordinaires), B. 932, p. 1140; — Meurthe-et-Moselle (travaux d'agrandissement de l'école normale d'instituteurs), B. 899, p. 181; — Puy-de-Dôme (établissement d'une école normale d'institutrices), B. 912, p. 523; — Tarn-et-Garonne (construction d'une caserne de gendarmerie à Grisolles), B. 934, p. 1205.

IMPRIMÉS DES VILLES.

Agén (acquisition d'un immeuble destiné à l'installation d'une école), B. 894, p. 22; Alais (frais de construction de maisons d'école, acquisition d'immeubles pour les écoles du Pau-éra et du quai Neuf), B. 921, p. 814; Angers (déficit du budget de 1884, consolidation de la dette flottante, travaux d'assainissement), B. 899, p. 182; (frais de construction de plusieurs écoles et salles d'asile), B. 921, p. 814; Avignon (frais de construction d'un groupe scolaire), B. 917, p. 721; — Bourges (frais de construction d'un groupe scolaire dans le quartier Saint-Bonnet), B. 906, p. 324; Brest (frais d'établissement d'un abattoir public), B. 906, p. 323; — Châtellerauld (frais de construction d'une école de filles et d'une école double de hameau), B. 899, p. 183; (rachat du péage du pont de Molé), B. 932, p. 1137; Constantine (travaux des chemins de grande communication), B. 931, p. 1125; — Dieppe (frais de construction d'un nouvel abattoir), B. 921, p. 815; — Flers (frais de construction de deux groupes scolaires), B. 908, p. 450; — Hyères (frais d'établissement d'un groupe scolaire et de maisons d'école), B. 931, p. 1125; — Lille (changement de destination d'un

(le) (établissement d'une école de filles et de deux écoles maternelles), B. 906, p. 327; — Nantes (construction d'une annexe de l'hôtel de ville et voûtement d'une partie de la Chézine), B. 931, p. 1126; Niort (construction d'une école maternelle), B. 921, p. 816; — Perpignan (établissement de polygones exceptionnels), B. 908, p. 450; — Reims (frais de construction d'une école de filles et d'une école de garçons), B. 906, p. 325; (frais d'établissement d'un lycée de jeunes filles), B. 917, p. 722; Rennes (travaux de défense contre les inondations de la Vilaine, frais d'établissement de la distribution d'eau et du réseau d'égouts), B. 906, p. 326; Rochefort (frais de transformation du collège communal en lycée), B. 906, p. 327; Rochelle (la) (prolongement de voies publiques, agrandissement des cimetières, restauration de l'hôtel de ville, agrandissement de l'abattoir), B. 933, p. 1166; Roubaix (travaux de réparation et d'agrandissement de diverses écoles, acquisition de mobiliers scolaires), B. 912, p. 524; — Saint-Pierre (Réunion) (travaux du port de Saint-Pierre), B. 908, p. 451; — Toulouse (frais d'établissement d'un lycée de jeunes filles), B. 921, p. 816; — Valenciennes (frais de construction d'un groupe scolaire et d'une école de garçons), B. 912, p. 524; Vannes (frais d'agrandissement du collège communal, construction d'écoles normales), B. 899, p. 183.

ERRATA. B. 908, p. 476; B. 909, p. 488.

ÉVÊCHÉS. Réception de bulles pour institution canonique : de M. Hasley, nommé archevêque de Cambrai, B. 928, p. 999; de M. Labourd, nommé évêque du Mans,

p. 1002; de M. *Castillon*, nommé évêque de Dijon, B. 928, p. 1003; de M. *Fleury Hottot*, nommé évêque de Digne, B. 929, p. 1011;

EXPOSITION. Exposition internationale d'Anvers (ouverture de crédits pour les dépenses sur l'exercice 1885), B. 908, p. 455.

F

FACULTÉS. La chaire d'accouchements de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Rennes est transformée en chaire de clinique obstétricale et gynécologie, B. 924, p. 902. — La chaire d'accouchements de la faculté de médecine de Montpellier prendra le titre de *Chaire de clinique obstétricale et de gynécologie*, B. 924, p. 903. — Création à la faculté des sciences de Marseille d'une chaire de chimie industrielle, B. 894, p. 47.

FORÊTS. Suppression de certains postes à la direction des forêts, B. 925, p. 912. — Division territoriale de la France en trente-cinq conservations forestières, B. 925, p. 909.

FORTIFICATIONS. Homologation du bornage des zones de servitudes de divers ouvrages dépendant de la place d'Alger, B. 915, p. 645. — Homologation du bornage de la zone des fortifications de la place de Belle-Isle, B. 904, p. 287. — Homologation du bornage de la zone des fortifications du fort du Haut-Buc et de la batterie de Bouviers, B. 933, p. 1184. — Homologation du bornage de la zone des fortifications de divers ouvrages dépendant de la place de Chambéry, B. 915, p. 647. — Homologation du bornage des zones de servitudes du fort et de la batterie de Condé-sur-Aisne, B. 933, p. 1187. — Homologation du bor-

nage des zones de servitudes de la nouvelle enceinte nord de la place de Dunkerque, B. 906, p. 337. — Homologation du bornage des zones de fortification de divers forts dépendant de la place d'Épinal, B. 915, p. 644. — Déclassement de la place de Mézières, B. 894, p. 21. — Homologation du bornage des zones de servitudes de la place de Montmédy, B. 901, p. 245. — Homologation du bornage de la zone des fortifications de la place d'Orléansville, B. 915, p. 646. — Homologation du bornage de la zone extérieure des fortifications du fort de Romainville dans les dépendances de la place de Vincennes, B. 928, p. 997. — Homologation du bornage de la zone unique des servitudes de la redoute de la Butte-Pinçon dans les dépendances de la place de Saint-Denis, B. 928, p. 998. — Homologation du bornage de la zone extérieure des fortifications de trois batteries, B. 933, p. 1191. — Rectification de l'état descriptif n° 2 annexé au décret du 8 septembre 1873 sur la zone frontière et les travaux mixtes, B. 904, p. 287.

FUNÉRAILLES. Funérailles nationales de *Victor Hugo*, B. 929, p. 1005. — Le corps de *Victor Hugo* sera déposé au Panthéon, B. 931, p. 1132.

HUGO (VICTOR). Voyez *Funérailles*.

I

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES.

IMPOSITIONS DES DÉPARTEMENTS.

Corse (dépenses de l'instruction primaire), B. 906, p. 321; — Indre-et-Loire (paiement d'une indemnité à la compagnie des chemins de fer départementaux), B. 906, p. 322; — Marne, B. 897, p. 133; — Puy-de-Dôme, B. 912, p. 523; — Savoie (travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun), B. 906, p. 322.

IMPOSITIONS DES VILLES.

Alais, B. 921, p. 814; Angers, B. 899, p. 182; Avignon, B. 917, p. 721; — Bourges, B. 906, p. 324; — Châtellerault, B. 899, p. 183; Clermont-Ferrand, B. 906, p. 325; — Havre (le) (construction de la Bourse), B. 897, p. 132; Hyères, B. 931, p. 1125; — Mans (le), B. 906, p. 327; — Rochelle (la), B. 933, p. 1166; — Saint-Pierre (Réunion), B. 908, p. 451.

INONDATIONS. Travaux de défense de la ville d'Aire contre les inondations de l'Adour, B. 930, p. 1115.

INSCRIPTION MARITIME. Limites de la

mer sur le littoral de la commune de Bormes (Var), quartier maritime de Toulon, B. 916, p. 717. — Limites de la mer à l'embouchure de la rivière l'Aberwrac'h, B. 904, p. 295. — Limites de la mer, le 26 septembre 1883, sur le littoral de la commune de Quiberville (Seine-Inférieure), B. 927, p. 983.

INSTITUT DES FRÈRES DES ÉCOLES CHRÉTIENNES. Autorisation aux frères des écoles chrétiennes de recevoir une indemnité pour cession de terrain, B. 922, p. 832. — Autorisation aux frères des écoles chrétiennes de transformer divers emprunts, B. 922, p. 830.

INSTRUCTION PUBLIQUE. Subventions de l'État pour construction d'établissements et de maisons destinées au service de l'enseignement supérieur, de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire, B. 932, p. 1140. — Création d'un collège communal de jeunes filles à Tarbes, B. 924, p. 902. — Création d'un collège communal de jeunes filles à Agen, B. 924, p. 903.

L

LABORATOIRES. Suppression du comité consultatif des laboratoires municipaux et départementaux, B. 900, p. 214.

LÉGION D'HONNEUR. Croix à décerner, à l'occasion de l'épidémie

cholérique, en dehors des conditions prescrites par la loi du 25 juillet 1873, B. 921, p. 813. — Décorations supplémentaires pour les militaires des armées de terre et de mer opérant au Ton-

MARCHÉS À TERME. Voyez *Agents de change*.

MÉDAILLES D'HONNEUR. Voyez *Légion d'honneur*.

MINES. Création d'une chaire d'économie politique à l'école nationale supérieure des mines, B. 925, p. 931. — La société métallurgique de la Haute-Moselle est autorisée à réunir les quatre concessions de mines de fer du Val-de-Fer, du Val-Fleurion, de Maron-Nord et du Fond-de-Monvaux, B. 915, p. 651. — Re et de la demande de la société civile des sels de Bayonne tendant à obtenir la concession de mines de sel gemme situées commune de Biscous (Basses-Pyrénées), B. 915, p. 651.

MINISTÈRES.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

M. de Freycinet, sénateur, est nommé ministre des affaires étrangères, B. 911, p. 514. — Ouverture au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1884, d'un crédit extraordinaire pour les dépenses des commissions franco-américaine et franco-italienne, B. 899, p. 186. — Ouverture au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1884, d'un crédit extraordinaire destiné à désintéresser les héritiers *Tinghir-Oglou* à raison d'une hypothèque sur le palais d'été de l'ambassade de France à Constantinople, B. 933, p. 1165.

AGRICULTURE.

M. Hervé-Mangon, député, est nommé ministre de l'agriculture, B. 911, p. 519. — Report au budget du ministre de l'agriculture,

exercice 1884, d'un crédit non employé sur l'exercice 1883, B. 925, p. 906. — Ouverture au ministre de l'agriculture de crédits en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1881 et 1882, B. 925, p. 905, 907; B. 932, p. 1147, 1149. — Ouverture au ministre de l'agriculture d'un crédit pour l'emploi de fonds de concours versés au trésor, sur l'exercice 1884, pour dépenses publiques, B. 932, p. 1146.

COMMERCE.

M. Pierre Legrand, député, est nommé ministre du commerce, B. 911, p. 518. — Un conseil supérieur de statistique est institué auprès du ministère du commerce, B. 908, p. 466. — Le ministère du commerce aura deux représentants dans le comité consultatif des chemins de fer, B. 930, p. 1114. — Ouverture au ministre du commerce, sur l'exercice 1885, d'un crédit à titre de complément de traitement aux vérificateurs des poids et mesures du département du Nord, B. 933, p. 1176. — Ouverture au ministre du commerce d'un crédit supplémentaire, sur l'exercice 1884, pour les encouragements aux pêches maritimes, B. 908, p. 460. — Ouverture d'un crédit au ministre du commerce, sur l'exercice 1884, applicable à l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses, B. 900, p. 211. — Ouverture au ministre du commerce, sur l'exercice 1884, d'un crédit supplémentaire pour les secours aux colons de Saint-Dominique.

d'un crédit supplémentaire pour les dépenses occasionnées par l'épidémie cholérique, B. 896, p. 81. — Ouverture au ministre du commerce, sur l'exercice 1884, d'un crédit supplémentaire pour subventions à la marine marchande, B. 921, p. 819. — Ouverture au ministre du commerce d'un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 à 1882, B. 896, p. 106, B. 923, p. 866, B. 932, p. 1159. — Ouverture au ministre du commerce d'un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor : sur l'exercice 1884, pour les dépenses de l'établissement thermal de Vichy, B. 895, p. 77; — sur l'exercice 1885, par l'agent comptable de l'école centrale, pour les frais de construction et d'installation de la nouvelle école des arts et manufactures, B. 933, p. 1181.

FINANCES.

M. Clamageran, sénateur, est nommé ministre des finances, B. 911, p. 515. — *M. Héruault*, député, est nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances, B. 925, p. 928. — Membres de la commission de vérification des frais de service et de négociation du trésor public pour l'exercice 1884, B. 917, p. 749. — Règlement d'administration publique pour l'organisation de l'administration centrale du ministère des finances, B. 893, p. 1. — Modification du décret du 19 janvier 1885, relatif à l'organisation centrale du ministère des finances, B. 919, p. 801. — Report à l'exercice 1886 de sommes non employées en 1884, B. 933, p. 1192, 1194. — Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à

d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos et rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos, B. 934, p. 1226. — Ouverture aux ministres, sur l'exercice 1885, de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1885, B. 895, p. 54. — Ouverture et annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les exercices 1883 et 1884 et sur exercices périmés et clos, B. 897, p. 113. — Ouverture au ministre des finances d'un crédit sur l'exercice 1884 pour frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics, B. 913, p. 582. — Ouverture au ministre des finances, sur l'exercice 1884, d'un crédit pour la construction d'une caserne des douanes à Saint-Nazaire, B. 913, p. 580. — Ouverture d'un crédit supplémentaire au ministre des finances, sur l'exercice 1884, pour remboursement de droits indûment perçus en Algérie, B. 915, p. 637. — Ouverture au ministre des finances d'un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, sur l'exercice 1884, par la ville d'Oran pour l'agrandissement d'une caserne des douanes, B. 916, p. 718.

GUERRE.

M. le général de division Campeaux, sénateur, est nommé ministre de la guerre, B. 911, p. 515. — Report à l'exercice 1885 d'une somme non employée sur un crédit ouvert au ministre de la guerre sur le budget de 1884, B. 928, p. 994. — Report à l'exercice 1885 d'une somme non employée sur un crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice, B. 928, p. 996. — Ouverture au ministre de la guerre, sur

l'exercice 1885, d'un crédit supplémentaire pour le service du du Tonkin, B. 917, p. 726, B. 926, p. 933. — Ouverture de crédits au budget du ministère de la guerre pour l'exercice 1884 et annulation de pareils crédits sur le même exercice, B. 917, p. 722. — Ouverture au ministre de la guerre, sur le budget de l'exercice 1885, d'un crédit applicable à l'entretien d'un chemin vicinal longeant le parc des équipages militaires à Vernon, B. 933, p. 1189. — Ouverture au ministre de la guerre, sur le budget de 1884, d'un crédit pour la location du magasin d'habillement et de campement à Montpellier, B. 933, p. 1186. — Ouverture au ministre de la guerre, sur l'exercice 1884, d'un crédit applicable à des travaux militaires, B. 908, p. 460, B. 921, p. 821, B. 925, p. 920, B. 933, p. 1185.

INSTRUCTION PUBLIQUE, BEAUX-ARTS
ET CULTES.

M. René Goblet, député, est nommé ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, B. 911, p. 517. — L'administration des cultes est détachée du ministère de la justice et rattachée au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, B. 911, p. 516. — Ouverture d'un crédit au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, applicable aux dépenses de l'école nationale d'art décoratif d'Aubusson, B. 906, p. 339. — Ouverture au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, d'un crédit additionnel sur l'exercice 1884 pour constructions et grosses réparations des édifices diocésains, B. 933, p. 1196. — Ouverture au ministre de l'instruction publique de crédits supplémentaires sur l'exercice 1885 pour indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique, B. 934, p. 1208. — Ouverture au ministre

de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, d'un crédit extraordinaire sur l'exercice 1885 pour l'acquisition d'œuvres d'art provenant de la collection Gréau, B. 935, p. 1233. — Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le budget extraordinaire de l'exercice 1885, d'un crédit extraordinaire pour l'outillage du nouvel hôtel des postes à Paris, B. 915, p. 643. — Ouverture au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes d'un crédit à rattacher à l'exercice 1884, B. 934, p. 1224. — Annulation et ouverture de crédits au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, B. 904, p. 293. — Ouverture d'un crédit au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, en augmentation des restes à payer et droits constatés des exercices 1881 et 1882, B. 929, p. 1018, B. 931, p. 1131, B. 933, p. 1201. — Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts d'un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, sur l'exercice 1884, pour l'achèvement du palais de justice d'Alger, B. 899, p. 188; — pour les dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Nice, B. 900, p. 204; — pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger, B. 900, p. 205; — pour les dépenses de l'enseignement primaire, B. 900, p. 206; — pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger, B. 901, p. 242; — par l'école nationale des arts industriels de Roubaix, B. 921, p. 827; — par les départements de l'Allier et de l'Aube, B. 929, p. 1020; — sur l'exercice 1885, par la ville de Limoges, pour les dépenses de l'école nationale des arts décoratifs et du musée national *Adrien Dubouché*, B. 918, p. 797; — par la ville de Bourges, pour

de la Meuse, du Nord et du Var, B. 923, p. 878; — par le département de la Seine, B. 923, p. 879; — par le département de l'Oise, B. 923, p. 881; — par la ville d'Aubusson, pour les dépenses de l'école nationale des arts décoratifs, B. 923, p. 881; — par la ville d'Alger, B. 924, p. 901; — par le département de la Seine, B. 929, p. 1015; — par la ville de Bourges, B. 929, p. 1023; — par la ville de Limoges, B. 933, p. 1198; — par la ville de Roubaix, B. 933, p. 1199.

INTÉRIEUR.

M. *Allain-Targé*, député, est nommé ministre de l'intérieur, B. 911, p. 514. — Ouverture au ministre de l'intérieur d'un crédit supplémentaire applicable aux travaux de la conduite d'eau du village de Sirat (Algérie), B. 934, p. 1225. — Ouverture au ministre de l'intérieur d'un crédit pour secours aux populations éprouvées par l'épidémie du choléra, B. 908, p. 468. — Ouverture au ministre de l'intérieur d'un crédit applicable aux dépenses résultant des expropriations de terres en vue de la colonisation, B. 908, p. 472. — Report au budget du ministère de l'intérieur, exercice 1885, d'une somme restée disponible sur les crédits ouverts à titre de fonds de concours au budget de l'exercice 1884, B. 913, p. 579. — Ouverture au ministre de l'intérieur d'un crédit en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1882, B. 897, p. 136, B. 906, p. 346. — Ouverture au ministre de l'intérieur d'un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, sur l'exercice 1884, par la commune mixte de l'Hillil (Oran)

nommé garde des sceaux, ministre de la justice, B. 911, p. 513. — M. *Henri Brisson*, garde des sceaux, ministre de la justice, est nommé président du conseil des ministres, B. 911, p. 513. — Règlement d'administration publique pour l'organisation des services du ministère de la justice, B. 902, p. 249. — Modification de l'article 3 du décret du 30 décembre 1884, concernant l'organisation de l'administration centrale du ministère de la justice, B. 923, p. 882. — Ouverture d'un crédit au ministre de la justice et des cultes, B. 897, p. 142.

MARINE ET COLONIES.

M. le contre-amiral *Galiber* est nommé ministre de la marine et des colonies, B. 911, p. 516. — Organisation de l'administration centrale du ministère de la marine et des colonies, B. 903, p. 257. — Ouverture d'un crédit supplémentaire au ministre de la marine et des colonies pour créances constatées sur exercice clos, B. 929, p. 1013. — Annulation d'un crédit du ministère de la marine sur l'exercice 1884 et transfert de ce crédit au ministère de la guerre sur l'exercice 1885, B. 901, p. 243. — Ouverture au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1884, d'un crédit extraordinaire pour le câble télégraphique sous-marin du Tonkin, B. 931, p. 1127. — Ouverture au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1885, d'un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin, B. 917, p. 726, B. 926, p. 933. — Ouverture au ministre de la marine et des colonies d'un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor, sur l'exercice 1885, par les colonies, pour leur participation

aux dépenses d'installation de la section coloniale à l'exposition internationale d'Anvers, B. 925, p. 922, B. 929, p. 1019; — par le service local de la Guadeloupe, B. 933, p. 1188.

POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

M. *Sarrien*, député, est nommé ministre des postes et des télégraphes, B. 911, p. 518. — M. *Guérin* (*Pierre-Alfred*) est nommé directeur-ingénieur des postes et télégraphes, B. 916, p. 719. — Modification de l'article 15 du décret du 23 avril 1883, portant organisation des services extérieurs du ministère des postes et des télégraphes, B. 913, p. 573. — Ouverture d'un crédit au ministre des postes et des télégraphes sur les fonds du budget de l'exercice 1884, B. 901, p. 245. — Report à l'exercice 1885 d'une somme non employée en 1884, applicable au service des postes et des télégraphes, B. 921, p. 820. — Report à l'exercice 1885 d'un crédit ouvert au ministère des postes et des télégraphes et non employé en 1884, B. 935, p. 1241. — Ouverture au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1885, d'un crédit pour frais d'établissement des lignes télégraphiques en Algérie, B. 933, p. 1195. — Ouverture d'un crédit supplémentaire au ministre des postes et des télégraphes, B. 897, p. 141, B. 904, p. 291, B. 913, p. 575, 578, B. 929, p. 1021.

TRAVAUX PUBLICS.

M. *Sadi Carnot*, député, est nommé ministre des travaux publics, B. 911, p. 517. — Réorganisation de l'administration centrale du ministère des travaux publics, B. 920, p. 805. — Report en 1885 d'une somme non employée en 1884, applicable aux travaux d'élargissement du pont d'Austerlitz, à Paris, B. 934, p. 1213. — Ouverture au ministre des travaux publics d'un crédit

additionnel pour travaux de chemins de fer exécutés par l'État, B. 900, p. 213. — Ouverture d'un crédit additionnel sur le chapitre VIII du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884 pour l'emploi de fonds de concours, B. 897, p. 121, 123, 124, B. 912, p. 550, B. 923, p. 861, B. 934, p. 1219. — Ouverture au ministre des travaux publics d'un crédit additionnel applicable aux travaux de construction d'un deuxième pont fixe sur la Seine, à Rouen, B. 931, p. 1210. — Ouverture au ministre des travaux publics d'un crédit additionnel applicable aux travaux exécutés par l'État sur les lignes concédées aux compagnies d'Orléans, de Lyon et de l'Ouest, B. 934, p. 1211. — Ouverture au ministre des travaux publics d'un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor : sur l'exercice 1884, par la ville de Dunkerque, pour les travaux d'extension du port de cette ville, B. 896, p. 108; — applicable à des travaux de chemins de fer exécutés par l'État, B. 896, p. 109; — par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics, B. 897, p. 137; — par les compagnies de l'Est, de Lyon, d'Orléans et de l'Ouest, pour le payement des travaux exécutés par l'État sur diverses lignes concédées, B. 900, p. 208; — par les départements du Doubs et de Saône-et-Loire, B. 912, p. 545; — par les compagnies de Paris-Lyon-Méditerranée, de l'Est, d'Orléans, du Nord et de l'Ouest, B. 912, p. 547; — par un certain nombre de départements, de communes et de particuliers, B. 927, p. 974; — sur l'exercice 1885, par la compagnie des chemins de fer du Midi, B. 912, p. 548; — par le syndicat du chemin de fer de grande ceinture de Paris, B. 912, p. 549; — par la ville de

NOMS. *M. Cahen* (*Lucien-Albert*) et son frère *Armand-Bernard* sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Strauss*, B. 914, p. 620. — *M. Constant Nougé*, dit *Estrabat*, est autorisé à substituer à son nom de *Nougé*, dit *Estrabat*, celui de *Estrabat*, B. 933, p. 1204. — *M. Denis* dit *Laroque* (*Adolphe*) est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Laroque*, B. 909, p. 487. — *M. Fessy* (*Charles-François-André*) est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Moyse*, B. 926, p. 967. — *M. Grasset* (*Jean-Léon-Marie-Louis*) est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Morel*, B. 926, p. 967. — *M. Hollier* (*Jules-Raphaël-Edmond*) est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Larousse*, B. 898, p. 175. — *M. Jean* dit *Cristol* (*Gaillaume*) est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Christol*, B. 900, p. 487. — *M. Joseph* (*François*) est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de

Delbos, B. 926, p. 968. — *M. Joseph-Raymond* est autorisé à joindre à son nom celui de *Gombert*, B. 898, p. 175. — *M. Lacrotte* (*Pierre-François-Louis*) est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Glaizal*, B. 924, p. 904. — *M. Mussenet* (*Frédéric-Auguste-Edmond*) est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Royer de Marancour*, B. 898, p. 175. — *M. Montaland* (*Valentin*) et *M. Montaland* (*Gontrand-Paul-Jean*) sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Davray*, B. 898, p. 175. — *M. Prat* (*Louis-Marie-Antoine*) et son frère (*Jean*) sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Noilly*, B. 924, p. 903. — *M. Sallot* (*Joseph-Alexandre*) est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Alexandre*, B. 933, p. 1204. — *M. Séguin* (*François-Eugène-Marie-Benoît*) est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Guilhamin*, B. 909, p. 488.

OCTROIS. Création ou prorogation de surtaxes à l'octroi des villes ci-après : *Abbeville* (Somme), B. 895, p. 56; — *Bapaume* (Pas-de-Calais), B. 894, p. 22; *Bellay* (Ain), B. 894, p. 23; *Bohars* (Finistère), B. 895, p. 57; *Bourbourg-Ville* (Nord), B. 894, p. 25; *Brest* (Finistère), B. 895, p. 57; — *Castelsarrasin* (Tara-et-Garonne), B. 895, p. 58; *Chambon* (Loire),

B. 917, p. 725; *Chaumont* (Haute-Marne), B. 895, p. 58; *Cluses* (Haute-Savoie), B. 895, p. 59. — *Daoulas* (Finistère), B. 895, p. 60. — *Elbeuf* (Seine-Inférieure), B. 895, p. 60; — *La Gorgue* (Nord), B. 894, p. 25; *Gouesnou* (Finistère), B. 894, p. 17; *Guilers* (Finistère), B. 894, p. 25; — *Halluin* (Nord), B. 894, p. 26; *Hôpital-Camfront* (Finistère), B. 894, p. 27; — *Ker-*

p. 61; Longwy (Meurthe-et-Moselle), B. 895, p. 62; Luçon (Vendée), B. 895, p. 62; — Marseille, B. 895, p. 63; Mézières (Ardenne), B. 894, p. 29; Millizac (Finistère), B. 895, p. 64; Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais), B. 895, p. 64; Mortain (Manche), B. 894, p. 17; Moutiers (Savoie), B. 894, p. 30; — Plogastel-Saint-Germain (Finistère), B. 894, p. 31; Ploudalmézeau (Finistère), B. 895, p. 67; Ploudaniel (Finistère), B. 895, p. 67; Ploudiry (Finistère), B. 895, p. 68; Plougouvelin (Finistère), B. 894, p. 31; Ploumoguer (Finistère), B. 895, p. 69; Plounéour-Trez (Finistère), B. 894, p. 32; Plouzané (Finistère), B. 895, p. 69; Ploaré (Finistère), B. 895, p. 66; Pont-l'Abbé (Finistère),

(Seine-et-Oise), B. 895, p. 70. — Roscoff (Finistère), B. 895, p. 71; — Sables-d'Olonnes (Vendée), B. 894, p. 33; Saint-Amand (Nord), B. 899, p. 180; Saint-Cloud (Seine-et-Oise), B. 895, p. 72; Saint-Junien (Haute-Vienne), B. 898, p. 165; Saint-Marc (Finistère), B. 894, p. 34; Saint-Pol-de-Léon (Finistère), B. 894, p. 35; Sisteron (Basses-Alpes), B. 895, p. 72; Soissons (Aisne), B. 895, p. 73; — Treglonou (Finistère), B. 895, p. 74; Valenciennes (Nord), B. 894, p. 35; Vire (Calvados), B. 917, p. 726.

OFFRANDES NATIONALES. M. le général Mercier est nommé membre du comité supérieur de la caisse des offrandes nationales, B. 906, p. 337.

P

PARIS. Droit à percevoir, à titre de cotisation, pour les coupons, parts ou éclusées de bois de charpente, sciage ou charonnage, flottés pendant l'exercice 1885, B. 927, p. 969.

PÉAGE. Perception des droits de péage aux bacs de Landresse, Labontan, Dognen, Villenave, Moliède, Castagnède et Oraas (Basses-Pyrénées), B. 933, p. 1202; Perception des droits de péage au bac de la Marjolaine sur la Loire, commune d'Iguerande (Saône-et-Loire), B. 935, p. 1245. — Perception des droits de péage aux bacs de Ligugnon et de Saucède, sur le gave d'Oloron (Basses-Pyrénées), B. 931, p. 1133. — Tarif des droits à percevoir au passage d'eau du gué de l'Épine sur la Sélune, B. 903, p. 265. — Rachat de la concession du pont

de Bourg-Saint-Andéol sur le Rhône, B. 908, p. 475. — Rachat de la concession du pont de Rochemaure sur le Rhône, B. 908, p. 475. — Rachat de la concession du pont de Serrières sur le Rhône, B. 914, p. 618. — Rachat de la concession du pont de Valence sur le Rhône, B. 913, p. 583.

PÊCHE. Réglementation des filets à sardines dans le quartier d'Audierne, B. 896, p. 106.

PENSIONS. Fixation pour l'année 1885 du crédit d'inscription des pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853, B. 926, p. 966. — Modification du paragraphe 2 de l'article 19 des lois des 11 et 18 avril 1831 et application à la marine et aux colonies de l'article 6 de la loi du 17 avril 1883 concernant l'armée de terre, B. 922, p. 829.

(suite), B. 926, p. 1004.

POIDS ET MESURES. Nouvelles conditions pour l'admission des romaines oscillantes à la vérification et au poinçonnage, B. 924, p. 891. — Règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 7 juillet 1881 sur la vérification des alcoomètres, B. 898, p. 169. — Voyez *Colonies (golfe de Guinée)*.

POLICE. Cadre du personnel affecté aux services de police de la ville de Bourges, B. 901, p. 246. — Cadre du personnel affecté aux services de police de la ville de Montpellier, B. 896, p. 108.

POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX. Rapport du décret du 22 juin 1882 sur la police sanitaire des animaux en ce qui concerne le département de la Haute-Saône, B. 925, p. 908.

POLICES D'ASSURANCES. V. *Budget*.

PORTS ET CHAUSSÉES. Modification, en ce qui concerne le personnel des ponts et chaussées, des décrets des 13 juillet 1880 et 29 août 1884 relatifs aux parités d'office des fonctionnaires coloniaux, B. 904, p. 294.

PORTS. Convention entre le ministre de la marine et des colonies et la compagnie du chemin de fer et du port de la Réunion, en vue de l'agrandissement et de l'achèvement du port de la Pointe-des-Galets, B. 894, p. 18. — Modification du tarif des rétributions dues aux agents des ports, conformément aux dispositions du décret du 21 août 1852, B. 923, p. 874. — Droit de tonnage établi au port de Paimpol sur les navires français et étrangers venant de l'étranger ou des possessions françaises et sur les navires affectés aux grandes pêches maritimes, B. 908, p. 462. — Travaux d'amélioration et d'extension du port de Rouen, B. 908, p. 457.

Prolongement du mole de Rosmeur et de la cale du Grand-Port, au port de Douarnenez (Finistère), B. 925, p. 930. — Prolongement du nouveau bassin à flot du port de Dieppe, B. 908, p. 454. — Travaux de dérochement de l'avant-port de Cherbourg, B. 904, p. 284. — Travaux d'amélioration à exécuter au port de Villefranche (Alpes-Maritimes), B. 896, p. 111. — Quatrième supplément au tableau général des distances de port à port, B. 927, p. 982.

POSTE. Convention pour l'échange des mandats de poste entre la France et la Perse, B. 942, p. 885. — Promulgation de ladite convention signée le 9 avril 1884, B. 924, p. 886. — Convention conclue entre la France et l'Italie pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et scientifique, B. 925, p. 926. — Envois de fonds de France (Tunisie et Algérie comprises) en Bulgarie, B. 934, p. 1224. — Enveloppes timbrées d'avance, destinées à recevoir des lettres devant circuler dans les tubes pneumatiques de l'intérieur de Paris, B. 904, p. 288. — Les correspondances entre la France et le royaume de Siam seront astreintes aux taxes fixées par le décret du 7 septembre 1881, B. 935, p. 1240. — Taxe applicable aux correspondances échangées entre la France et l'Algérie et la Tunisie d'une part et le Sénégal de l'autre, B. 900, p. 207. — Taxes à percevoir en France, en Algérie, en Tunisie et dans les bureaux français à l'étranger sur les correspondances à destination de l'État de Transvaal, B. 927, p. 973. — Versements de moins de un franc au profit des titulaires de livrets d'une série marine, dans les bureaux de poste, B. 927, p. 982.

l'Italie pour la garantie de la propriété littéraire et artistique, B. 900, p. 197. — Promulgation de ladite convention avec protocole annexe, B. 900, p. 198.

PRUD'HOMMES. Création d'un conseil de prud'hommes à Montbéliard, B. 923, p. 875. — Création d'un conseil de prud'hommes à Cannes, B. 923, p. 877. — Cir-

hommes de Charlieu (Loire), B. 894, p. 42. — Composition modifiée du conseil de prud'hommes de Nîmes, B. 894, p. 43. — Composition du conseil de prud'hommes de Friville-Escarbotin (Somme), B. 913, p. 572. — Composition du conseil de prud'hommes de Saint-Quentin, B. 899, p. 192. — Voyez *Algérie*.

R

RÉCIDIVISTES. Voyez *Cours et tribunaux*.

ROUTES DÉPARTEMENTALES. Construction d'une annexe de la route départementale n° 20, d'Avranches à Tinchebray, entre le bourg de Tirepiet et le chemin d'intérêt commun n° 36 bis, département de la Manche, B. 914, p. 619. — Rectification aux abords de Gennevilliers de la route départementale de la Seine n° 7, de Neuilly à Gennevilliers et Epinay, B. 914, p. 619. — Rectification de la route départementale n° 10, de Cognac à Ribérac, dans la côte de Montmoreau (Charente), B. 930, p. 1114.

ROUTES NATIONALES. Décret relatif à la rectification de la route nationale n° 65, au tournant des Fourches (Côte-d'Or), B. 909, p. 486. — Décret relatif à la rectification de la route nationale n° 202, d'une part aux abords du torrent de Bellegarde, de l'autre entre Magland et Cluses (Haute-Savoie), B. 909, p. 486. — Rectification de la route nationale n° 166, dans la côte du Pont-Rimbert, B. 914, p. 619.

SÉNATEURS. Election des sénateurs inamovibles suspendue, B. 895, p. 49. — Modification aux lois organiques sur l'organisation du Sénat et l'élection de sénateurs,

B. 895, p. 49. — Convocation des conseils municipaux des communes du département des Deux-Sèvres à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur, B. 915, p. 648. — Convocation des conseils municipaux des communes du département de la Gironde à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur, B. 915, p. 649. — Convocation des conseils municipaux des communes du département des Basses-Pyrénées à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur, B. 915, p. 650. — Convocation du collège électoral de la Manche en vue de l'élection d'un sénateur, B. 925, p. 928. — Convocation des conseillers municipaux du département d'Ille-et-Vilaine à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur, B. 928, p. 999. — Convocation des conseils municipaux des communes comprises dans le département des Côtes-du-Nord à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur, B. 931, p. 1128. — Convocation du collège électoral de la Seine à l'effet d'élire un sénateur, B. 932, p. 1163.

des Glacières de Paris aux droits résultant de la concession faite au sieur *Moinat* du droit d'exploiter les glaces dans le lac domanial de Sylans, B. 915, p. 651.

pour la construction d'un magasin de tabacs en feuilles, B. 917, p. 723.

T

TÉLÉGRAPHES. Application de la convention relative à l'échange des télégrammes conclue entre la France et la Grèce, B. 900, p. 212. — Tarif télégraphique établi par l'arrangement conclu le 3 novembre 1884 entre la France et la Grèce, B. 898, p. 145. — Promulgation de l'arrangement télégraphique signé le 3 novembre 1884 entre la France et la Grèce, B. 898, p. 146.

TÉLÉPHONES. Commission chargée d'examiner la situation et les capacités financières des personnes ou sociétés qui formeront des demandes de concession de réseaux téléphoniques, B. 934, p. 1231. — Cabines téléphoniques mises à la disposition du public et taxe des correspondances, B. 894, p. 46.

TIMBRES. Timbres mobiles à apposer sur les feuilles de rôle d'équipage, B. 921, p. 825. — Timbres des polices d'assurances, voyez *Budget*. — Timbres mobiles, voyez *Colonies (Martinique)*.

TRAMWAYS. Etablissement d'un embranchement prolongeant le réseau des tramways de Tours depuis la barrière de Vouvray jusqu'au dépôt de Saint-Symphorien, B. 909, p. 477. — Modifi-

cation des lignes 3 et 5 des tramways de Bordeaux, B. 924, p. 892. — Substitution de la société anonyme des chemins de fer économiques du Nord à la société des tramways et chemins de fer économiques de Valenciennes à Anzin, B. 927, p. 971. — Cession faite par le syndic de la faillite de la compagnie des chemins de fer sur routes, de la concession du tramway de Villiers-le-Bel, B. 934, p. 1218.

TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES. Est porté de quinze à vingt et un le nombre des inspecteurs divisionnaires du travail des enfants dans les manufactures, B. 924, p. 895.

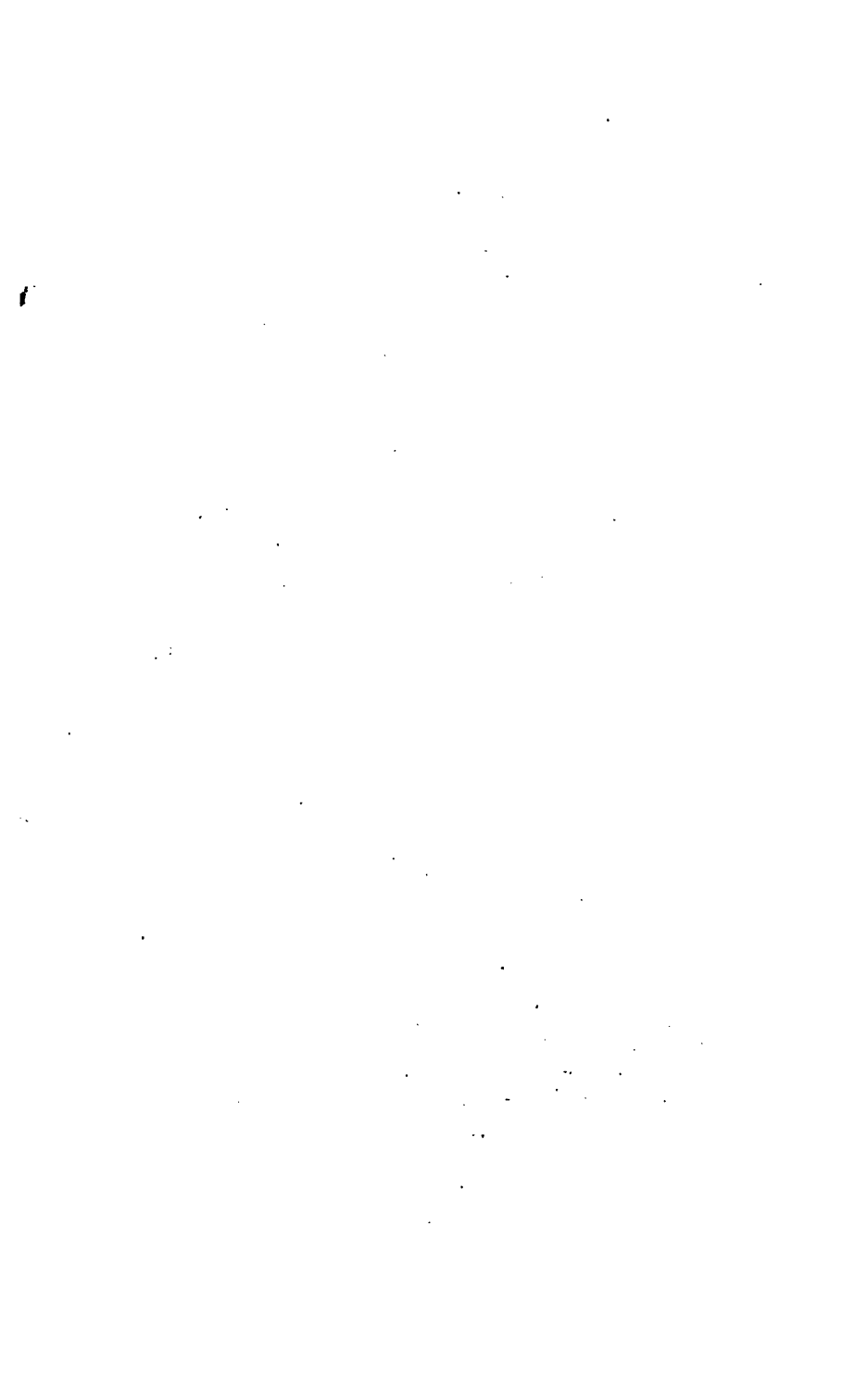
TRAVAUX PUBLICS. Abrogation des dispositions du décret du 20 décembre 1878 instituant un cadre auxiliaire d'ingénieurs, chefs et sous-chefs de section des travaux de l'État, B. 924, p. 894. — Prolongement, depuis le pont de Crèvecœur jusqu'à la route nationale n° 2, de l'égout dit *du Rû-de-Montfort*, B. 927, p. 984. — Travaux d'exhaussement de la digue de rive droite de la Cosne et construction d'une digue transversale du chemin de Verjux à la Cosne, B. 915, p. 652.

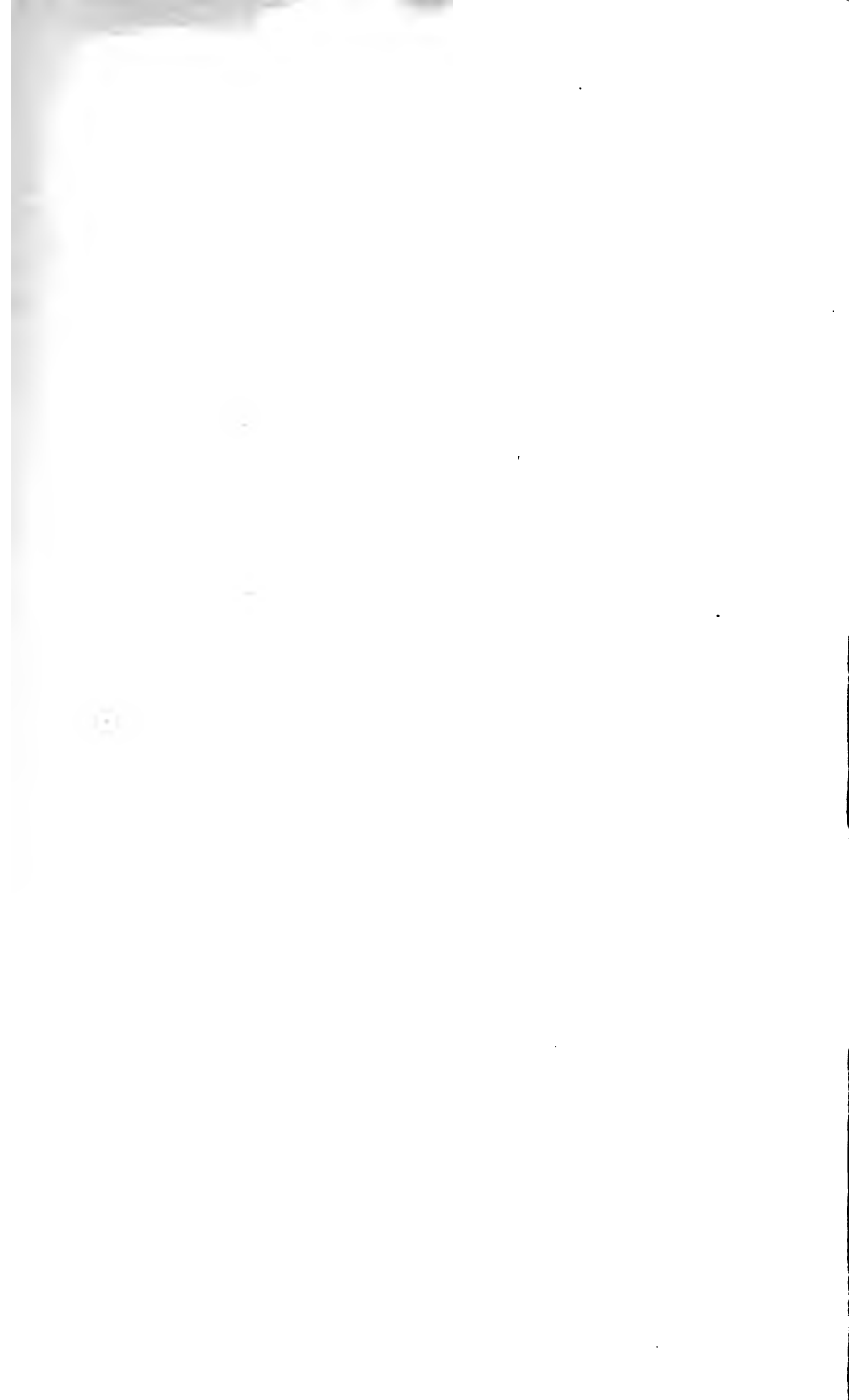
V

VENTES. Voyez *Colonies (Golfe de Guinée)*.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DU TOME XXIX, PARTIE PRINCIPALE.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Août 1885.







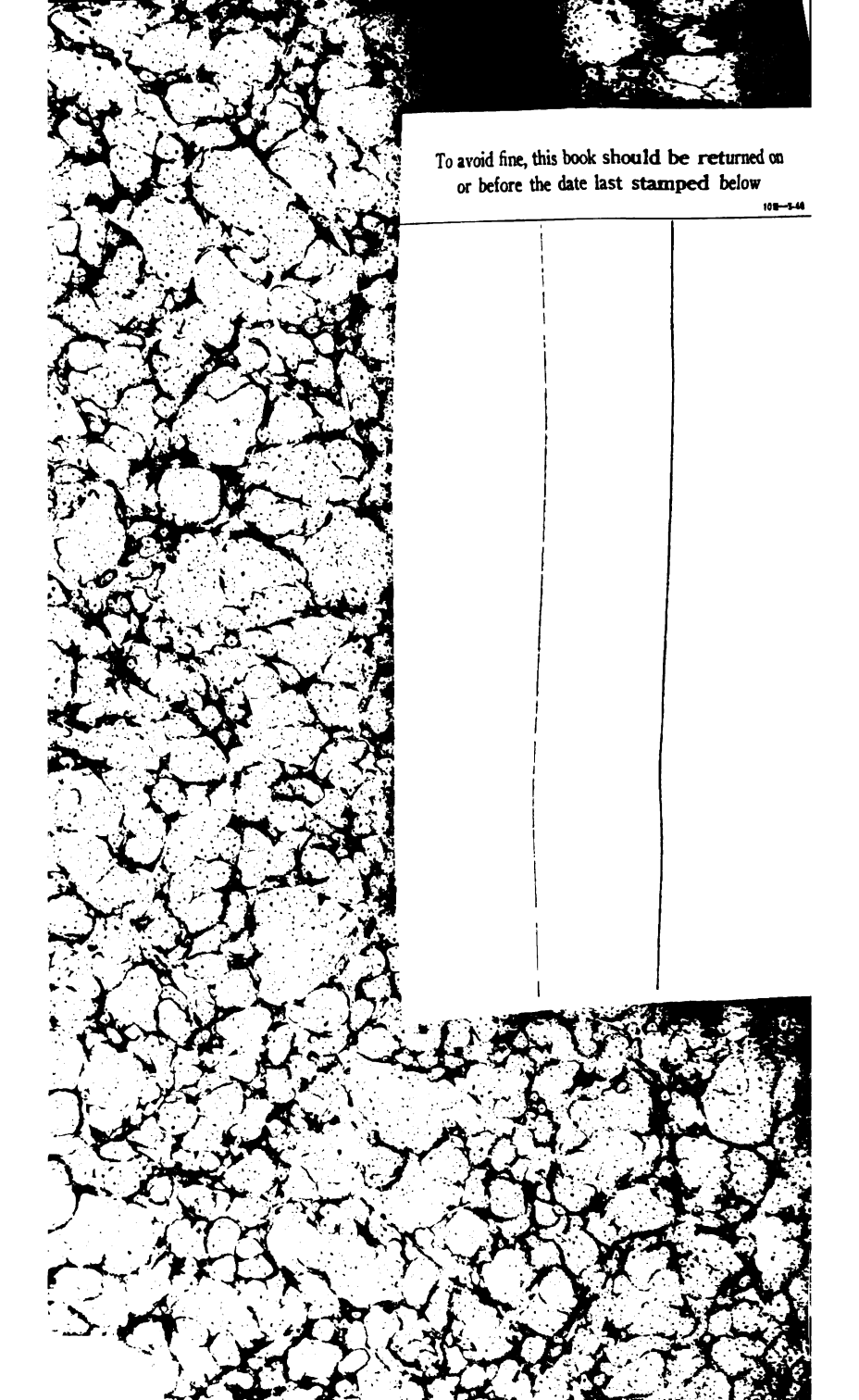
To avoid fine, this book should be returned on
or before the date last stamped below

1016--2-62

3 6105 062 553 164

349.44
F81
12th ser.
v. 30

594802



To avoid fine, this book should be returned on
or before the date last stamped below

108-5-48

--	--	--



3 6105 062 553 164

349.44
F81
12th ser.
v. 30

594802